

# SÉNAT

## TABLE NOMINATIVE

### SESSIONS DE 1994

#### A

**ABADIE (François)**, sénateur des Hautes-Pyrénées (RDE).

#### NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires étrangères.

**ADNOT (Philippe)**, sénateur de l'Aube (NI).

Secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Environnement** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 17 (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1101) - Ministère : Intérieur - *Mode de répartition des fonds structurels européens - Union européenne.*

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - *Suite de la discussion* - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4695, 4696) : répartition de la recherche et de l'enseignement supérieur - Notion de « pays » - Missions de l'Etat et coordination de la politique gouvernementale en matière d'aménagement du territoire - Fiscalité locale - Votera ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Art. 11 (par priorité)** (*pérennisation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 % appliquée aux bases de taxe professionnelle*) (p. 6045) : son amendement n° I-93 : nouvelle rédaction ; devenu sans objet - (p. 6051) : se déclare opposé à l'amendement n° I-7 de la commission (nouvelle rédaction).

*Deuxième partie :*

**Environnement** - (3 décembre 1994) - Rapporteur spécial (p. 6674, 6677) : progression des crédits budgétaires - Moyens

financiers des collectivités locales pour l'application des règles communautaires - Elimination des déchets - Préventions des inondations - Moyens des services de police des eaux - Travaux de barrage - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - Institut national de l'environnement industriel et des risques, INERIS - Au nom de la commission des finances, accepte ce projet de budget.

– **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 9** (*répartition de la première fraction de l'aide publique aux partis politiques*) (p. 7981) : possibilités de rétablissement d'un financement public pour un parlementaire adhérent à un mouvement politique naissant.

**AILLIÈRES (Michel d')**, sénateur de la Sarthe (RI).

#### NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires étrangères.

– Premier vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 178 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un amendement de la convention établissant l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques « EUMETSAT » [n° 253 (93-94)] (19 janvier 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur la proposition de résolution [n° 281 (93-94)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Jacques Oudin, sur le projet de directive de la commission modifiant les directives 88/301/CEE et 90/388/CEE en ce qui concerne les communications par satellites (n° E-190) [n° 320 (93-94)] (6 avril 1994) - **Union européenne.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 293 (93-94)] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Jamaïque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 348 (93-94)] (20 avril 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 406 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'amendements à la convention du 2 février 1971 relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux, adoptés par la conférence extraordinaire réunie à Regina, Canada le 28 mai 1987 [n° 432 (93-94)] (18 mai 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères sur :

1° Le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin [n° 361 (93-94)].

2° Le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie [n° 362 (93-94)].

3° Le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Burkina Faso [n° 363 (93-94)].

4° Le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relative à la circulation et au séjour des personnes [n° 364 (93-94)].

5° Le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise [n° 365 (93-94)].

6° Le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire [n° 366 (93-94)] - [n° 436 (93-94)] (18 mai 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 368 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention européenne sur la télévision transfrontière [n° 455 (93-94)] (25 mai 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur la proposition de loi [n° 391 (93-94)] adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à préciser les missions actuelles de l'École polytechnique [n° 478 (93-94)] (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Enseignement supérieur (grandes écoles).**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 394 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer [n° 488 (93-94)] (8 juin 1994) - **Mer et littoral.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement de la convention établissant l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques « EUMETSAT »** [n° 178 (93-94)] - (14 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1122) ; au nom de la commission des affaires étrangères, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance** [n° 160 (93-94)] - (14 avril 1994) - En remplacement de M. Michel Crucis, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1123) ; renforcement des liens entre la France et la Belgique - Souhaite la réussite de cette réforme.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres)** [n° 292 (93-94)] - (11 mai 1994) - En remplacement de M. Michel Crucis, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1567) ; situation intérieure de la Lettonie - Relations avec les organisations européennes - Accord signé à Riga le 15 mai 1992.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouver-**

**nement de la Jamaïque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 293 (93-94)] - (11 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1568, 1569) ; accord signé le 25 janvier 1993 - Atouts économiques et difficultés intérieures de la Jamaïque - Propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'amendements à la convention du 2 février 1971 relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux, adoptés par la conférence extraordinaire réunie à Regina, Canada, le 28 mai 1987** [n° 406 (93-94)] - (3 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Bernard Guyomard (p. 2203, 2204).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2527, 2529) : instabilité internationale - Alliance atlantique - Coopération européenne - Corps européen - Programmes d'équipements conventionnels - Industrie de défense.

- **Projet de loi relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer** [n° 394 (93-94)] - (15 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2596) : exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer - Zones de souveraineté - Surveillance en mer - (p. 2597) : possibilités d'action reconnues dans le cas d'atteinte au droit souverain des Etats - Invite le Sénat à voter ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (*habilitation des commandants des bâtiments de l'Etat et des commandants de bord des aéronefs de l'Etat*) (p. 2603) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - **Art. 2** (*reconnaissance du navire*) : son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - **Art. 3** (*visite du navire*) : son amendement n° 3 : mention du commandant de bord ; adopté.

- **Proposition de loi tendant à préciser les missions actuelles de l'École Polytechnique** [n° 391 (93-94)] - (15 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2606, 2607) : missions de l'École polytechnique - Activités de recherche et de formation de troisième cycle - Ouverture sur le monde et action de coopération internationale - Mixité - Souhaite la préservation du statut militaire des élèves - Demande au Sénat d'adopter cette proposition de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (*consécration légale des nouvelles missions de l'École*) (p. 2608) : ses amendements rédactionnels, n° 1 et n° 2 ; adoptés.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin** [n° 361 (93-94)] - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 362, n° 363, n° 364, n° 365 et n° 366) (p. 2714, 2715) - Immigration - Propose l'adoption des six projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie** [n° 362 (93-94)] - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 361, n° 363, n° 364, n° 365 et n° 366) - Voir intervention sous le projet n° 361 (p. 2714, 2715).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Burkina Faso** [n° 363 (93-94)] - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 361, n° 364, n° 365 et n° 366) - Voir intervention sous le projet n° 361 (p. 2714, 2715).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relative à la circulation et au séjour des personnes** [n° 364 (93-94)] - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 361, n° 362, n° 363, n° 365 et n° 366) - Voir intervention sous le projet n° 361 (p. 2714, 2715).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le**

**Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise [n° 365 (93-94)]** - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 361, n° 362, n° 363, n° 364 et n° 366) - Voir intervention sous le projet n° 361 (p. 2714, 2715).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire [n° 366 (93-94)]** - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 361, n° 362, n° 363, n° 364 et n° 365) - Voir intervention sous le projet n° 361 (p. 2714, 2715).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne sur la télévision transfrontière [n° 368 (93-94)]** - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2720) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) [n° 156 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7809, 7811) : négociations du cycle d'Uruguay - Accord provisoire de 1947 - Législation américaine - Fluctuations monétaires - Régionalisme commercial - Négociations permanentes.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)]** - Suite de la discussion - (22 décembre 1994) - **Art. 3 (assujettissement de titulaires de certaines fonctions d'autorité à l'obligation de déclaration de patrimoine)** (p. 8012) : sélection des fonctionnaires assujettis à une déclaration de patrimoine - Avec un certain nombre de sénateurs du groupe des RI, déclare ne pas participer au vote de l'amendement de suppression n° 22 de la commission.

**ALLIOT-MARIE (Michèle)**, ministre de la jeunesse et des sports.

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions orales sans débat :*

n° 131 de M. Philippe Madrelle ; **Sports (Statut des éducateurs sportifs)** (*JO Débats* du 18 juin 1994) (p. 2683).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Jeunesse et sports** - (4 décembre 1994) (p. 6699, 6702) : augmentation du budget - Coupe du monde de football - Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Grandes priorités nationales - Formation en alternance - Créations d'emplois - Information des jeunes - Bourses accordées aux jeunes - Nouvelle carte jeune nationale - Fonds national pour le développement de la vie associative, FNDVA - Aménagement du territoire - Equipements sportifs - Crédits de fonctionnement - Personnels - Aménagement des rythmes de vie de l'enfant - (p. 6713, 6717) : sport de haut niveau - Fonds national de développement du sport, FNDS - Construction du grand stade - « Fonds tabac » - Information de la jeunesse - Consultation nationale des jeunes - Associations - Bénévolat - Formation professionnelle - Gel des crédits.

**ALLONCLE (Michel)**, sénateur de la Charente (RPR).

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Inde du 6 au 14 février 1994 [n° 314 (93-94)] (6 avril 1994) - **Inde**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi d'orientation et de programmation [n° 543 (93-94)] relatif à la sécurité (urgence déclarée) [n° 569 (93-94)] (30 juin 1994) - **Ordre public**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 22 (94-95)], modifié par l'Assemblée nationale, d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 52 (94-95)] (3 novembre 1994) - **Ordre public**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Gendarmerie** - [n° 82 (94-95)] tome 5 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)]** - (3 mai 1994) - **Art. unique (durée d'assurance requise pour le calcul de la retraite des anciens combattants d'Afrique du nord)** (p. 1386) : avis favorable du groupe du RPR sur ce texte.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - (5 juillet 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3516, 3517) : gendarmerie nationale - Manifestations - Coordination entre la police, la gendarmerie et la douane - Statut des policiers - Accepte ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - Rapporteur pour avis - **Art. 5 (rôle du préfet en matière de sécurité publique)** (p. 3596) : son amendement n° 49, sur le même objet que l'amendement n° 10 de la commission : missions des services déconcentrés des forces civiles de l'Etat ; missions de la gendarmerie ; adopté - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 3605) : son amendement n° 50 : fixation à 100 % du taux de la pension de réversion perçue par le conjoint d'un militaire de la gendarmerie nationale décédé en service ; adopté.

*Deuxième lecture [n° 22 (94-95)]* - (9 novembre 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 5409, 5410) : gendarmerie - Pouvoirs des préfets - Pensions de réversion - Accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie ;*

**Défense** - (30 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (gendarmerie) - (p. 6451, 6452) : effectifs - Unités d'autoroutes - Logements - Equipements - Personnels - Accepte les crédits affectés à la gendarmerie.

**ALLOUCHE (Guy)**, sénateur du Nord (S).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre suppléant de la commission d'accès aux documents administratifs.

- Vice-président de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Vice-président de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

— Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

## QUESTIONS

### *Questions au Gouvernement :*

(*JO Débats* du 14 octobre 1994) (p. 4262) - Ministère : Premier ministre - *Etat de la France à la veille de l'élection présidentielle* - **Politique générale.**

## INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 217 (93-94)]** - (12 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 22) : citoyenneté européenne - (p. 23) : nouvelle dimension politique et humaine de la communauté - Espace culturel européen - Récentes négociations du GATT - (p. 24) : identité européenne - Egalité et non-discrimination entre les citoyens nationaux et les citoyens communautaires - Notion de résidence - Droit d'éligibilité et légitimation des faits - Approbation de ce projet de loi - **Art. 2 (identité du régime de participation aux scrutins européens entre les électeurs français et les autres citoyens de l'Union exerçant leur droit de vote en France)** (p. 26) : sur l'amendement n° 2 de la commission (conditions de participation à l'élection des représentants de la France au Parlement européen), son sous-amendement n° 22 : application de l'article L. 11 du code électoral ; rejeté - (p. 27) : saisine de la Cour européenne - **Art. 3 (insertion dans la loi du 7 juillet 1977 d'un chapitre 1<sup>er</sup> bis relatif aux listes électorales complémentaires)** - **Art. 2-3 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 (établissement des listes électorales complémentaires)** (p. 31) : réaffirmation du principe de non discrimination entre Français et étrangers - Se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (droit de vote d'un étranger en France lié au fait qu'il y ait une attache) - Code électoral français et impôts locaux en France - **Après l'art. 2-7 de la loi précitée** (p. 34) : sur l'amendement n° 9 de la commission (sanctions pénales), son sous-amendement n° 20 : sanction en cas d'inscription multiple pour voter plus d'une fois lors du même scrutin ; adopté - **Intitulé** (p. 37) : sur l'amendement n° 18 de la commission (projet de loi modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, pour la mise en oeuvre de l'article 8 B, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne dans le cadre de la directive du Conseil des Communautés européennes, sur l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen par les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants), son sous-amendement n° 21 ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 38) : félicite le rapporteur de la commission pour son rapport très documenté - Le groupe socialiste votera ce projet de loi tel qu'il a été amendé par la commission des lois.

— **Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle [n° 186 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 448) : Nécessité de la lutte contre la contrefaçon - Protection du consommateur - Contradictions éventuelles entre ce projet de loi et le règlement communautaire - Tourisme et contrefaçon - (p. 449, 450) : drame humain lié à l'absorption de produits contrefaits - Réduction des emplois - Contrefaçon et travail clandestin - Actions communes des pays de l'Union européenne - Application effective des sanctions lourdes - Avis favorable des membres du groupe socialiste sur ce projet de loi - **Art. 1 (Art. L. 335-2 du code de la propriété intellectuelle ; aggravation des amendes frappant la contrefaçon en matière de droits d'auteur)** (p. 451) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (doublement du montant maximal de l'amende) en souhaitant un allourdissement des sanctions qui y sont prévues - **Art. 11 (Art. L. 716-9 du code précité ; sanctions pénales des contrefaçons de marques et de l'importation ou de l'exportation des marchandises constituant une contrefaçon de marques)** (p. 454) : soutient l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (exclusion des bagages personnels des touristes du champ des contrôles) - **Art. 17 (Art. L. 511-2 du code précité ; dépôt simplifié en matière de dessins et modèles)** (p. 458) : soutient l'amendement de suppression n° 15 de M. Claude Estier - **Explication de vote sur**

**l'ensemble** (p. 464) : le groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi - Remerciements au ministre et aux deux rapporteurs.

- **Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L. 71 du code électoral tel qu'il résulte de l'article unique de la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 [n° 240 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 466) : au nom du groupe socialiste, rend hommage à M. Jean Simonin, à l'origine de ce dispositif sur le vote par procuration - Nécessité d'étendre le droit de vote par procuration aux territoires d'outre-mer et à Mayotte - Risque de fraude et de contentieux - Au nom du groupe socialiste, déclare s'abstenir sur ce projet de loi.

- **Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française [n° 241 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 481, 482) : aides de l'Etat à la Polynésie française - Dépendance de l'économie polynésienne vis-à-vis du centre d'expérimentation du Pacifique - Développement de l'emploi - Catalogue de bonnes intentions - Non-résolution des questions sociales - Faiblesse des engagements pris par l'Etat - Dans ces conditions, abstention du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen - Deuxième lecture [n° 257 (93-94)]** - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 492) : conditions à remplir par un citoyen français pour être inscrit sur une liste électorale - Application du traité de Maastricht en ce qui concerne le droit de vote et d'éligibilité des citoyens de l'Union résidant dans un autre Etat membre que le leur - (p. 493) ; notion de résidence - Discrimination entre les nationaux et les autres citoyens communautaires - **Art. 2 (identité du régime de participation aux scrutins européens entre les électeurs français et les autres citoyens de l'Union exerçant leur droit de vote en France)** (p. 494) : demande au rapporteur de préciser les raisons pour lesquelles l'amendement n° 1 est rattaché à l'article 2 (renvoi à la définition jurisprudentielle de la résidence applicable en droit français) - **Après l'art. 3** (p. 496) : nombre de représentants de la France au Parlement européen - Choix de la circonscription régionale comme base de désignation des représentants au Parlement européen - Participation des départements d'outre-mer lors de l'élaboration des listes pour les élections européennes - Ne votera pas l'amendement n° 5 de M. Henri Bangou (représentation des collectivités des départements d'outre-mer au sein du parlement européen) mais les membres du groupe socialiste auront une entière liberté de vote sur cet amendement - **Art. 4 (éligibilité aux élections européennes en France des ressortissants d'un autre Etat de l'Union)** (p. 497, 498) : application des dispositions du traité de Maastricht relatives à l'éligibilité - Se déclare favorable à l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la condition de résidence pour les ressortissants de l'Union européenne appelés à figurer sur les listes françaises aux prochaines élections européennes) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 500) : ratification du traité de Maastricht par référendum - Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

**Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 275 (93-94)]** - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 683, 685) : critères de résidence - Eligibilité au Parlement européen - Principe de non-discrimination - Traité de Maastricht - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 687) : avis défavorable du groupe socialiste sur le texte de la CMP.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)]** - (6 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 744, 745) : défense de la loi du 25 janvier 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaires - Crise économique mondiale - Politique des banques - Protection des créanciers : priorité des banques sur les fournisseurs - Jeunes entreprises - (p. 746) : insuffisance des fonds propres des entreprises - Crédit interentreprises - Pression des milieux bancaires à l'origine de cette proposition de loi - Sec-teur de la pêche - (p. 747) : prévention des difficultés ; devoir de vigilance et d'information du Trésor public et des organismes sociaux - Tribunaux de commerce - Commissaires aux comptes - Procédure de règlement amiable - Cautions - Moralisation des cessions - (p. 748) : conséquences économiques du sacrifice des créanciers chirographaires - Vote du groupe socia-

liste contre cette proposition de loi - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> bis** (p. 759) : soutient l'amendement n° 139 de M. Claude Estier (information du président du tribunal par le Trésor et les organismes sociaux) - **Art. 1<sup>er</sup> bis (nomination facultative d'un commissaire aux comptes pour certaines personnes de droit privé non commerçantes)** (p. 764) : soutient l'amendement de suppression n° 165 de M. Claude Estier - **Après l'art. 1<sup>er</sup> bis** (p. 766) : soutient l'amendement n° 167 de M. Claude Estier (faculté d'adhésion des entreprises individuelles à un groupement de gestion agréé) - (p. 767) : insuccès de la formule des groupements de prévention agréés.

**Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - **Après l'art. 3** (p. 801) : se déclare favorable à l'amendement n° 183 de M. Jean François-Poncet (suspension provisoire des poursuites : extension aux cautions personnes physiques dans la procédure de règlement amiable judiciaire spécifique à l'agriculture) - **Art. 11 (soumission des offres par les tiers)** (p. 825, 826) : sur l'amendement n° 29 de la commission (personnes exclues y compris par personne interposée), se déclare opposé au sous-amendement n° 185 de M. Jean François-Poncet (dérogation possible en cas d'une exploitation agricole).

**Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - **Art. 22 (visa du commissaire aux comptes)** (p. 855, 856) : soutient l'amendement de suppression n° 175 de M. Claude Estier - **Art. 24 (sort des cautions)** (p. 859, 860) : se déclare opposé à l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du plein effet des cautions, accompagné éventuellement de délais de paiement) et favorable à l'amendement n° 197 du Gouvernement (nouvelle rédaction sauvegardant les droits des créanciers) - (p. 861) : Crédit agricole - **Art. 25 (durée du plan de redressement)** (p. 865, 866) : soutient l'amendement n° 176 de M. Claude Estier (faculté pour le tribunal d'accorder un délai supplémentaire à l'entreprise).

**Suite de la discussion** - (12 avril 1994) - **Art. 36 (cession de biens grevés de sûretés) (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875)** (p. 915) : se déclare opposé à l'amendement n° 60 de la commission (transfert au cessionnaire de la charge des sûretés garantissant le remboursement d'un crédit consenti pour le financement d'un bien sur lequel portent ces sûretés) - **Art. 17 (ordre de paiement des créances) (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875) (par priorité)** (p. 917, 918) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 173 de suppression et n° 174 (paiement prioritaire des fournisseurs) - (p. 922, 923) : se déclare opposé aux amendements de la commission n° 34 (frais de justice), n° 35 (substitution du mot « crédits » au mot « prêts ») et n° 36 (réintroduction dans les créances de la période d'observation des indemnités de résiliation des contrats dont l'exécution a été régulièrement poursuivie).

- **Projet de loi relatif à la colombophilie [n° 387 (91-92)]** - (20 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1182 à 1184) : moyen de communication stratégique - Activité de loisir - Modernisation de la législation - Instauration du libre exercice de l'activité colombofile - Allègement des restrictions commerciales - Contrôle par les associations colombofiles - Au nom de la commission des lois, accepte ce projet de loi sous réserve de l'adoption d'une unique modification - **Art. 5 (sanctions)** (p. 1184) : son amendement n° 1 : actualisation du montant de la sanction prévue au regard du nouveau code pénal ; adopté.

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées [n° 174 (93-94)]** - (26 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1233, 1234) : sévérité des propos du ministre à l'égard des pratiques antérieures - Énumération des personnalités nommées au « tour extérieur » avant 1981 - Absence d'abus dans les nominations avant 1981 et depuis 1981 - Malaise de la haute fonction publique - (p. 1235, 1236) : avantage des nominations au « tour extérieur » - Respect de la neutralité de la fonction publique - Maintien de la proportion des emplois réservés au « tour extérieur » - Composition des commissions consultatives - Organisation des nominations au « tour extérieur » dans les inspections générales spécialisées - Réglementation stricte des départs vers le secteur privé - Le vote final du groupe socialiste sera fonction des délibérations du Sénat et du sort réservé à ses amendements -

**Art. 1<sup>er</sup>** (« tour extérieur » dans les corps d'inspection et de contrôle) (p. 1242) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 1 de la commission (exception à la règle du « tour extérieur » pour certains corps) - Soutient l'amendement n° 21 de M. Claude Estier (maintien de la proportion actuelle des nominations au « tour extérieur » dans les inspections générales) - (p. 1243) : nécessité de garantir l'effectif des nominations au « tour extérieur » - (p. 1244) : soutient l'amendement n° 22 de M. Claude Estier (publication au Journal officiel du compte rendu non intégral de l'avis de la commission) - (p. 1245) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé au vote de l'article 1<sup>er</sup> - **Art. 2** (« tour extérieur » au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes et dans les inspections générales interministérielles) (p. 1246) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 23 de coordination et n° 24 (suppression de l'avis du bureau de la Cour des comptes pour les nominations au « tour extérieur ») - **Art. 2 bis** (« tour extérieur » dans le corps des sous-préfets) (p. 1249) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 25 de coordination et n° 28 (maintien d'un nombre minimal de nominations de sous-préfets au « tour extérieur ») - **Art. 3** (contrôle des activités professionnelles des fonctionnaires mis en disponibilité ou ayant cessé définitivement leurs fonctions) (p. 1252) : soutient l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (démission automatique de la fonction publique pour les fonctionnaires travaillant depuis six mois dans le secteur privé) - **Art. 4** (cas particulier des militaires ayant négocié des contrats d'armement) (p. 1254) : déclare s'abstenir sur le vote de l'amendement de suppression n° 18 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** : utilité du recrutement au « tour extérieur » - Maintien du pouvoir discrétionnaire du Gouvernement - Limites de ce projet de loi - Nécessité d'améliorer encore la réglementation concernant le « tour extérieur » et la sortie du secteur public - Au nom du groupe socialiste, se déclare opposé au vote de ce projet de loi.

- **Conclusions du rapport supplémentaire de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 41, 93-94) de M. Marcel Lucotte, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 49, alinéa 6 du Règlement du Sénat [n° 185 (93-94)] - (4 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1398, 1399) : atteinte à la démocratie parlementaire - Proposition de résolution inopportune - Limitation du droit naturel d'expression - Rôle du Parlement - Réduction du droit d'amendement - (p. 1400) : utilité du bicamérisme - Pénalisation du travail parlementaire - Maintien du Sénat comme chambre de réflexion - (p. 1401, 1402) : risque d'augmentation du nombre d'amendements déposés - Privilège de la majorité sénatoriale dans l'organisation des débats - Inflation législative - Originalité de chaque assemblée - Demande à ses collègues de ne pas adopter cette proposition de résolution - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1414) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption de la motion n° 3 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Atteinte au droit des minorités - Conseil constitutionnel - **Art. 1<sup>er</sup>** (temps de parole fixé à cinq minutes pour l'exposé des motifs d'un amendement) (p. 1416, 1417) : soutient l'amendement de suppression n° 9 de M. Claude Estier - Demande un scrutin public sur cet amendement - Soutient les amendements n° 10 à n° 26 de M. Claude Estier (limitation du temps de parole sur les amendements par la conférence des présidents et ses exceptions) - **Art. 2** (discussion commune des amendements sauf décision contraire de la conférence des présidents) (p. 1419) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 5 de Mme Hélène Luc - **Après l'art. 2** (p. 1422, 1423) : rappel au règlement - Interpellation du Gouvernement - Vote bloqué - Temps de parole attribué à l'auteur d'un amendement - (p. 1424) : organisation du débat parlementaire - Risque de rigidité - Règlement du Sénat et décisions du bureau - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1426) : au nom du groupe socialiste, déclare ne pas approuver cette proposition de résolution - Remerciements au rapporteur - Décision prochaine du Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** - Deuxième lecture [n° 404 (93-94)] - (19 mai 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (« tour extérieur » dans les corps d'inspection et de contrôle) (p. 1777) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé aux amendements de la commission, n° 1

(exceptions aux nominations au « tour extérieur » dans les corps d'inspection et de contrôle) et n° 2 rédactionnel - **Art. 4** (cas particulier des militaires ayant négocié des contrats d'armement) (p. 1779) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 5 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1780) : rappel des deux cent cinquante nominations intervenues depuis un an - Souhaite la publication des nominations effectuées par les différents gouvernements - Au nom du groupe socialiste, déclare émettre un vote négatif sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** - Deuxième lecture [n° 355 (93-94)] - Suite de la discussion - (19 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1774) : avec le groupe socialiste, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 468 (93-94)] - (2 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2120) : réserve quant à l'exclusion de certains corps du « tour extérieur » - Application souhaitable des mêmes règles à la fonction publique, y compris la fonction publique militaire - Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique** [n° 419 (93-94)] - (2 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2127) : accord salarial signé en novembre 1993 et rôle des organisations syndicales dans la préparation de ce projet de loi - Travail à temps partiel - (p. 2128) : création d'emplois dans la fonction publique de l'Etat - Information des fonctionnaires, formation et sensibilisation des gestionnaires - Cessation progressive d'activité - Cas des personnels enseignants - (p. 2129) : création d'un fonds pour l'emploi hospitalier - Mitemps thérapeutique - Priorité des mutations accordées aux fonctionnaires travaillant dans les quartiers difficiles - Qualité du travail du rapporteur - Le groupe socialiste se prononcera en fonction des réponses du Gouvernement - **Art. 2** (annualisation du travail à temps partiel dans la fonction publique de l'Etat) (p. 2138) : se déclare favorable à l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission modifié par le sous-amendement n° 51 du Gouvernement (caractère expérimental du dispositif proposé) - **Art. 7** (durée des services exigée pour bénéficier de la cessation progressive d'activité dans la fonction publique de l'Etat) (p. 2141) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 38 (réduction à 25 ans de la durée des services nécessaire pour pouvoir bénéficier d'une cessation progressive d'activité) et n° 39 (réduction à 15 ans de la durée des services nécessaire pour bénéficier d'une cessation progressive d'activité) - **Art. 8** (date d'effet de la cessation progressive d'activité dans la fonction publique de l'Etat : cas particulier des mères de trois enfants ou d'un enfant handicapé à 80 %) (p. 2142) : soutient l'amendement n° 40 de M. Claude Estier (assouplissement de la situation des enseignants qui ne peuvent bénéficier d'une cessation progressive d'activité dès leur cinquante cinquième anniversaire) - **Art. 9** (extension du bénéfice de la cessation progressive d'activité aux agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics administratifs sous contrat à durée indéterminée occupant un emploi permanent à temps complet) - **Art. 5-2 de l'ordonnance du 31 mars 1982** (indemnité exceptionnelle de 30 % du traitement indiciaire) (p. 2144) : soutient l'amendement n° 42 de M. Claude Estier (suppression des dispositions relatives à l'assujettissement de cette indemnité à la seule cotisation d'assurance maladie) - **Art. 11** (nature des services exigés pour bénéficier de la cessation progressive d'activité dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière : cas particulier des mères de trois enfants ou d'un enfant handicapé à 80 %) (p. 2145) : soutient l'amendement de suppression n° 44 de M. Claude Estier - **Avant l'art. 22** (p. 2152, 2153) : intervient sur l'amendement n° 49 du Gouvernement (rétroactivité légale des dispositions statutaires) - **Avant l'art. 23** (p. 2154) : se déclare favorable à l'amendement n° 50 du Gouvernement (création de groupements d'intérêt public autour des établissements chargés de la formation initiale et continue des fonctionnaires de l'Etat) -

**Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2154, 2155) : traduction législative d'un accord salarial - Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux [n° 449 (93-94)]** - (7 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2239) : manoeuvres politiciennes à l'origine de ce projet de loi - Critique des motivations juridiques de ce projet de loi - (p. 2240) : campagne présidentielle du maire de Paris - Influence de l'élection présidentielle sur les élections municipales - (p. 2241) : politisation excessive des élections municipales - Délai de présentation des candidats - (p. 2242) : anticipation des élections municipales - Elections sénatoriales en septembre 1995 - Absence de concertation avec l'ensemble des formations politiques sur le report des élections municipales - Comptes de campagnes électorales - (p. 2243) : brièveté du délai entre l'élection présidentielle et les élections municipales - **Art. 1<sup>er</sup>** (choix du mois de juin 1995 pour le prochain renouvellement des conseils municipaux) (p. 2256) : soutient l'amendement de suppression n° 3 de M. Claude Estier - **Art. 2** (conséquences du report proposé en matière de financement de la campagne municipale) (p. 2257) : soutient l'amendement de suppression n° 4 de M. Claude Estier - **Art. 3** (application de la présente loi à Mayotte et aux territoires d'outre-mer) : soutient l'amendement de suppression n° 5 de M. Claude Estier - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2258) : remerciements au rapporteur - Saisine du Conseil Constitutionnel - Attachement au scrutin municipal et à la démocratie locale.

- **Projet de loi relatif à la colombophilie - Deuxième lecture [n° 469 (93-94)]** - (16 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Bernard Laurent (p. 2660).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - (5 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3518, 3522) : politique de sécurité du Gouvernement - Oeuvre des précédents gouvernements socialistes - Evolution de la délinquance - Rapport de M. Jean Raynaud - Concertation avec les syndicats - Renforcement de la sécurité intérieure - Police de proximité - Police judiciaire - Collectivités territoriales - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi - (p. 3539) : respect des libertés publiques - Moyens budgétaires - Contrôle dans les aéroports - (p. 3540) : opérations policières.

**Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 20 (par priorité)** (manifestations sportives, récréatives ou culturelles) (p. 3587) : intervient sur les amendements identiques de suppression n° 98 de M. Charles Lederman et n° 168 de M. Claude Estier - (p. 3590, 3591) : sur l'amendement n° 44 de la commission des finances saisi pour avis (nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article relatif au remboursement à l'Etat de dépenses supplémentaires), son sous-amendement n° 292 ; rejeté - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 3607, 3608) : intervient sur l'amendement n° 50 de la commission des affaires étrangères saisi pour avis (fixation à 100 % du taux de la pension de réversion perçue par le conjoint d'un militaire de la gendarmerie nationale décédé en service) - **Art. 6 (institution dans une commune du régime de la police d'Etat)** (p. 3612, 3613) : soutient les amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 116 de suppression et n° 117 (rétablissement à titre obligatoire de la police d'Etat dans les communes de plus de 10 000 habitants) - (p. 3614, 3615) : intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 7 (attributions des agents de police municipale)** (p. 3616) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 118 de suppression et n° 119 (agrément des agents de police municipale par le procureur de la République).

- **Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation [n° 418 (93-94)]** - (6 octobre 1994) - **Après l'art. 4** (p. 4109) : soutient l'amendement n° 11 de M. Claude Estier (réforme d'une procédure du Conseil d'Etat) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4110) : esprit d'ouverture du rapporteur - Défauts de certaines dispositions - Le groupe socialiste ne votera pas le projet de loi.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Discussion générale**

(commune avec les projets n° 594 et n° 586) (p. 4419) : moyens financiers - Lenteur de la justice - (p. 4420) : contentieux - Effectifs de la magistrature et recrutement de magistrats non professionnels - Création d'un juge unique - (p. 4421) : surendettement des particuliers - Le groupe socialiste ne saurait souscrire à de tels projets de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (juges de paix) (p. 4435) : soutient l'amendement de suppression n° 30 de M. Claude Estier - Qualité de la justice - Juge d'instance et juge de paix - Recrutement des magistrats - (p. 4437) : budget de la justice - Formation dispensée à l'Ecole nationale de la magistrature - **Art. 41-10 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (critères de recrutement)** (p. 4439) : sur l'amendement n° 4 de la commission (qualité d'assesseur dans les formations collégiales du tribunal de grande instance et abaissement à 60 ans de l'âge maximal de recrutement), se déclare opposé au sous-amendement n° 55 du Gouvernement (abaissement à 55 ans de l'âge maximal de recrutement) - (p. 4440) : acquisition d'une expérience professionnelle par les jeunes.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet n° 585 (p. 4419, 4421).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet n° 585 (p. 4419, 4421).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Art. 4 (conditions de nomination)** (p. 4468) : soutient l'amendement de suppression n° 50 de M. Claude Estier - **Art. 5 (rémunération et statut)** (p. 4469) : soutient l'amendement de suppression n° 51 de Claude Estier - **Art. 6 (emplois hors hiérarchie)** (p. 4472) : se déclare favorable à l'amendement n° 56 du Gouvernement (nouvelle rédaction).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Chapitre II (modification de la procédure de traitement des situations de surendettement)** (p. 4536) : soutient l'amendement de suppression n° 97 de M. Claude Estier - Traitement amiable du surendettement - Limite de la loi Neiertz - Refus d'accorder un pouvoir juridictionnel aux commissions administratives de surendettement - (p. 4539, 4540) : rôle du juge et de la commission administrative de surendettement - **Art. 18 (par priorité) (commission de surendettement)** (p. 4544) : se déclare favorable à l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction) - Débat en commission et débat en séance publique - (p. 4545) : se déclare favorable à l'amendement n° 146 de la commission (délai du report ou d'échelonnement) - Intervient sur l'amendement de coordination n° 147 du Gouvernement - **Art. 19 (par priorité) (contrôle par le juge des mesures prescrites par la commission de surendettement)** (p. 4547) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 101 de suppression, et n° 102 (remplacement des mots « le juge de l'exécution » par les mots « le juge compétent ») - **Art. 16 (procédure de règlement des litiges en matière de crédit à la consommation)** (p. 4548) : soutient l'amendement de suppression n° 98 de M. Claude Estier - **Art. 20 (déchéance)** (p. 4550) : soutient l'amendement de suppression n° 103 de M. Claude Estier - **Art. 21 (entrée en vigueur)** : soutient l'amendement de suppression n° 104 de M. Claude Estier.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Deuxième lecture [n° 22 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (10 novembre 1994) - **Art. 5 bis (concours du maire à l'exercice des missions de sécurité publique)** (p. 5448) : sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale), son sous-amendement n° 52 ; rejeté - **Art. 6 (institution du régime de police d'Etat dans les communes)** (p. 5450) : son amendement n° 41 : subordination du passage à la police d'Etat à la demande ou à l'accord du conseil municipal ; rejeté - **Art. 9 (études de sécurité publique préalables à la réalisation de certains équipements collectifs)** (p. 5469) : son amendement n° 67 : intervention de la police avec l'accord de la majorité des locataires ou des copropriétaires ; devenu sans objet - Sur

l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle rédaction qui supprime le mot « permanent »), son sous-amendement n° 95 ; rejeté - (p. 5472, 5473) : ses amendements n° 69 : suppression de la faculté d'imposer au propriétaire ou exploitant d'immeuble le gardiennage ou la surveillance de ceux-ci ; retiré ; et n° 70 : accord pour chaque immeuble de la majorité des locataires ; devenu sans objet - **Art. 20** (*possibilité d'imposer un service d'ordre aux organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles*) (p. 5489) : ses amendements, n° 79 de suppression, n° 80, n° 81, n° 82 et n° 83 de repli ; rejetés - **Art. 23 A** (*recherche des personnes disparues*) (p. 5492) : soutient l'amendement n° 84 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nouvelle rédaction) et sur l'amendement n° 17 de la commission (restriction de la portée de cet article à la disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé ou à celle d'un majeur dont les services de police estiment qu'elle présente un caractère inquiétant ou suspect), soutient le sous-amendement n° 96 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 24 ter** (*homologation des stades et enceintes sportives*) (p. 5496) : se déclare favorable à l'amendement n° 89 de la commission (rectification d'une erreur dans le décompte des alinéas).

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale [n° 603 (93-94)]** - (14 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5518, 5519) : transparence de la vie politique - Financement par les entreprises - (p. 5520, 5521) : politique et argent - Contrôle du Conseil constitutionnel - Respect de la présomption d'innocence - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5523) : ses amendements n° 21 : interdiction des dons des personnes morales aux candidats aux élections ; et n° 22 : organisation du financement des partis politiques ; rejetés - (p. 5526, 5527) : affaires politiques - Financement public des partis politiques - (p. 5530) : déclare s'abstenir sur l'amendement n° 15 de Mme Hélène Luc (publication des données relatives au patrimoine et aux revenus des députés, des sénateurs et des députés de l'Assemblée européenne) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*réintégration des membres de l'assemblée de Corse dans le collège des présentateurs des candidats à l'élection présidentielle*) (p. 5532) : son amendement n° 18 : modification du système de présentation des candidats pour l'élection présidentielle ; rejeté - (p. 5534) : augmentation du nombre des candidats à l'élection présidentielle - Elections primaires dans la majorité - **Après l'art. 2** (p. 5537) : le groupe socialiste se déclare favorable à l'amendement n° 25 de Mme Hélène Luc (montant du remboursement forfaitaire des dépenses de campagne des candidats à l'élection présidentielle) - **Après l'art. 6** (p. 5540) : son amendement n° 24 : caractère non suspensif de l'acte du préfet déclarant démissionnaire d'office un conseiller municipal à la suite d'une sanction pénale définitive ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** : le groupe socialiste approuve ce projet de loi organique.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture [n° 86 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 88 et n° 87) (p. 7324) : adaptation de l'institution judiciaire et du fonctionnement de la justice à la pénurie des moyens - Juges de paix - Assistants de justice - Transfert de délégations ou de compétences aux greffiers en chef - (p. 7325) : médiation - Surendettement des ménages - Transaction pénale - Amendement Marsaud relatif à la présomption d'innocence - Mission d'information sur le respect de la présomption d'innocence - (p. 7326) : le groupe socialiste votera contre ces projets de loi - **Intitulé du titre I<sup>er</sup>** (p. 7329) : son amendement n° 12 : suppression de cette division et de son intitulé ; rejeté - **Art. 1<sup>er</sup>** (*juges de paix*) (p. 7332) ; son amendement de suppression n° 13 ; rejeté - **Art. 41-10 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (critères de recrutement)** (p. 7333) : son amendement n° 14 : fixation de l'âge maximum des personnes recrutées en qualité de magistrat à titre temporaire à cinquante-huit ans ; rejeté - (p. 7334) : son amendement n° 15 : suppression de la possibilité donnée aux membres des professions judiciaires et juridiques justifiant de sept années d'exercice professionnel d'accéder aux fonctions de magistrat non professionnel ; rejeté - **Art. 41-13-1 de l'ordonnance précitée (cumul avec une activité professionnelle)** (p. 7335) : son amendement n° 17 : appréciation de la compatibilité de l'activité professionnelle des candidats avec les fonctions de magistrat à titre temporaire par la

commission prévue à l'article 34 de l'ordonnance de 1958 ; rejeté.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice - Deuxième lecture [n° 87 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 86 et n° 88) - Voir intervention sous le projet n° 86 (p. 7324, 7326).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture [n° 88 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 86 et n° 87) - Voir intervention sous le projet n° 86 (p. 7324, 7326) - **Art. 3 A** (*remplacement des magistrats dans les commissions administratives*) (p. 7341) : son amendement de suppression n° 54 ; adopté - (p. 7342) : demande au Gouvernement de dire dans quelle commission la présence d'un magistrat est indispensable - **Art. 9 bis A** (*déclarations de nationalité*) (p. 7344) : se déclare favorable aux amendements identiques de suppression n° 4 de la commission et n° 41 de M. Charles Lederman - **Art. 9 quinquies** (*assistants de justice*) (p. 7347) : se déclare opposé à l'amendement n° 7 de la commission (nomination pour une durée de deux ans renouvelable une fois) - **Chapitre I<sup>er</sup> du titre II** : son amendement n° 55 : suppression de cette division et de son intitulé ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 15 - **Art. 10** (*conciliation et médiation judiciaires*) (p. 7348) : son amendement de suppression n° 56 ; rejeté - (p. 7349) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de la commission (utilisation de la médiation judiciaire dans certains cas exceptionnels) - **Art. 11** (*conciliation et médiation judiciaires*) : son amendement de suppression n° 57 ; adopté - **Art. 12** (*conciliation et médiation judiciaires*) : son amendement de suppression n° 58 ; adopté - **Art. 13** (*conciliation et médiation judiciaires*) (p. 7350) : son amendement de suppression n° 59 ; adopté - **Art. 14** (*conciliation et médiation judiciaires*) : son amendement de suppression n° 60 ; adopté - **Art. 15** (*conciliation et médiation judiciaires*) : son amendement de suppression n° 61 ; adopté - **Chapitre I<sup>er</sup> du titre II (suite)** : son amendement n° 55 (suppression de cette division et de son intitulé) ; adopté.

**Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Chapitre II du titre II** (p. 7363) : son amendement n° 62 : suppression de la division et de son intitulé ; rejeté - **Art. 18** (*commission de surendettement*) (p. 7364, 7365) : ses amendements n° 63, de suppression, et n° 64, de repli ; rejetés - (p. 7366) : sur l'amendement n° 16 de la commission (distinction entre le report et le rééchelonnement de la dette et durées maximales), son sous-amendement n° 85 : cas des dettes immobilières ; rejeté - Souhaite que la CMP trouve une solution - **Titre III** (*Dispositions de procédure pénale*) (p. 7369, 7370) : son amendement n° 66 : suppression de cette division et de son intitulé ; rejeté - Transaction pénale ou injonction pénale - « Justice de classe » - **Art. 22** (*gestion des poursuites par l'injonction pénale*) (p. 7372) : son amendement de suppression n° 67 ; rejeté - **Art. 25** (*délits jugés par un juge unique*) (p. 7374) : son amendement de suppression n° 68, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; rejeté - (p. 7375) : son amendement n° 69 : suppression de la compétence du juge unique pour les délits visés par le projet et encourant plus de deux années de prison ; rejeté - (p. 7377) : juge unique d'instruction - **Art. 33** (*paiement de l'amende dans les dix jours du jugement*) (p. 7380) : intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (réduction de 20 % du montant des amendes acquittées dans les quinze jours suivant le jugement) - Précédent de la réduction d'amende pour les infractions au code de la route - Remercie la commission d'avoir pris en considération sa suggestion de porter le délai de dix à quinze jours - (p. 7381) : procédure du juge unique - Budget de la justice - **Art. 37 ter B** (*prescription de la peine prononcée pour acte de terrorisme et pour trafic de stupéfiants*) (p. 7385, 7386) : son amendement n° 70 : imprescriptibilité de la peine prononcée en cas de condamnation pour crime terroriste ; devenu sans objet - Lutte contre le terrorisme - Association SOS-attentats - **Art. 37 quinquies** (*secret de l'enquête et de l'instruction*) (p. 7390, 7391) : amendement Marsaud relatif au secret de l'instruction - Mission d'information sur le respect de la présomption d'innocence et le secret de l'enquête et de l'instruction - Responsabilité de la presse - Souhaite que la mission d'information parvienne à un compromis acceptable pour la presse et les justiciables - (p. 7394) : son amendement de suppression n° 71 ; adopté - Conditions de dépôt de l'amendement Marsaud - (p. 7398, 7399) : indépendance et transpa-



rence de la justice - Conditions de discussion de l'amendement Marsaud - **Art. 37 terdecies (poursuites pénales contre un fonctionnaire)** (p. 7406) : son amendement de suppression n° 72 ; adopté - Dispositions relatives à la désignation d'un avocat par l'administration pour la défense d'un fonctionnaire - **Art. 39 (magistrat de tribunal administratif statuant seul)** (p. 7409) : son amendement de suppression n° 73 ; rejeté - **Art. 40 bis (suspension provisoire d'une décision administrative)** (p. 7409, 7410) : son amendement de suppression n° 74 ; rejeté - **Art. 40 ter A à 40 decies (codification de dispositions législatives diverses dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel)** (p. 7410, 7412) : ses amendements de suppression n° 75, n° 76, n° 77, n° 78, n° 79, n° 80, n° 81, n° 82 et n° 83 ; adoptés - **Après l'art. 43** (p. 7413, 7414) : son amendement n° 84 : caractère non suspensif du recours contre l'acte de notification déclarant démissionnaire d'office un élu à la suite d'une condamnation pénale entraînant la perte des droits électoraux ; adopté.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice - Deuxième lecture [n° 87 (94-95)] - Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7418) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale - Deuxième lecture [n° 166 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) (p. 7902, 7906) : conséquences des « affaires » sur l'opinion publique - Cumul des mandats - Financement des partis par les entreprises - Coût de la démocratie - Rôle de l'État dans le financement des partis politiques - Instauration de mesures transitoires pour les élections de 1995 - Subvention pour l'organisation du travail des élus des collectivités territoriales - Augmentation du nombre des élections en France - Statut de l'élu local - Décentralisation et corruption politique - Insuffisance du contrôle de légalité - Déclaration du patrimoine - Situation politique et financière des membres du Conseil constitutionnel - Le groupe socialiste réserve sa position jusqu'à l'issue des débats sur ces dispositions - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7951) : abaissement du plafond des dépenses liées aux campagnes électorales - Qualité de l'amendement adopté afin de faciliter le vote des Français de l'étranger - Le groupe socialiste votera ce projet de loi organique.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7902, 7906) - **Art. 2 (interdiction à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électoral)** (p. 7956) : son amendement n° 24 : incompatibilité entre les fonctions de mandataire financier, de président ou de trésorier de l'association avec les qualités de candidat et d'expert-comptable ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 7957, 7958) : son amendement n° 25 : incompatibilité entre les fonctions de candidat ou de mandataire financier et celles d'expert-comptable ; adopté - Soutient les amendements de M. Paul Loridant n° 26 (modalités de placement des fonds de campagne par l'association de financement électoral) et de coordination n° 27 - **Art. 3 (interdiction des dons des personnes morales aux candidats aux élections)** (p. 7959) : son amendement n° 28 : plafond fixé à 150 000 francs pour les dons apportés à plusieurs candidats dans la limite de 30 000 francs pour chacun d'entre eux ; adopté.

- **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République [n° 145 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7902, 7906).

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7902, 7906).

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7902, 7906).

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 161) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7902, 7906).

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 6 (dispositions de coordination et de précision)** (p. 7979) : inutilité de créer un parti ou un groupement politique pour une élection donnée - **Art. 9 bis (création d'une nouvelle subvention forfaitaire au profit de certains partis et groupements politiques non éligibles à l'aide publique)** (p. 7983) : son amendement de suppression n° 29 ; rejeté - Émergence de nouvelles formations politiques - Risque de création de filiales de partis politiques - (p. 7985) : conditions d'attribution d'une dotation publique à une formation politique - Risque de détournement financier vers des groupements sans vocation politique - (p. 7987) ; statut juridique des partis et groupements politiques - Exemple du mouvement politique créé par M. Jean-Pierre Chevènement - Se déclare favorable à l'amendement n° 3 de la commission (répartition des élus dans au moins 30 départements) - **Après l'art. 15** (p. 7991) : inégalité des plafonds entre les candidats aux élections municipales de 1995 - **Art. 23 (validation législative d'actes pris par certaines collectivités territoriales en vue de faciliter le fonctionnement de leurs groupes politiques)** (p. 7994, 7996) : son amendement n° 30 : fonctionnement des groupes d'élus dans les assemblées délibérantes des communes de plus de 100 000 habitants, des départements et des régions ; devenu sans objet - Se déclare favorable à l'amendement n° 42 de la commission (organisation des groupes politiques dans les assemblées délibérantes des communes de plus de 100 000 habitants des départements et des régions) - Création d'associations dans les collectivités territoriales - Exemple au Sénat de l'association de gestion des assistants parlementaires, AGAS - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7997) : le groupe socialiste émettra un vote positif sur cette proposition de loi.

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (déclaration de patrimoine des parlementaires)** (p. 8001) : son amendement n° 10 : déclaration du patrimoine effectuée sur un formulaire unique ; retiré - **Après l'art. 2** (p. 8002) : son amendement n° 11 : incompatibilité entre le mandat de député et la fonction de président de chambre consulaire ; rejeté - (p. 8004) : conclusions de la commission Rozès - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8007) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi organique.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 3 (assujettissement de titulaires de certaines fonctions d'autorité à l'obligation de déclaration de patrimoine)** (p. 8011, 8012) : éventualité d'une déclaration de patrimoine pour les fonctionnaires dits d'autorité - Respect de la fonction publique française - Déclare s'abstenir sur l'amendement de suppression n° 22 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8018) : le groupe socialiste émettra un vote positif sur cette proposition de loi.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 1 (prolongation des conventions)** (p. 8021) ; son amendement n° 41 : modalités de prolongement de la concession pour des études dénommées « travaux » ; rejeté - (p. 8022, 8023) : loi Sapin - Concession de transport public - Se déclare opposé à l'amendement n° 2 de la commission (remplacement des mots « investissements matériels ou immatériels » par le mot « investissements ») - (p. 8024) : au

nom du groupe socialiste, déclare s'opposer au vote de l'article 1<sup>er</sup> - **Art. 5 (seuil d'application des procédures)** (p. 8027) : son amendement n° 42 : mise en concurrence pour les obligations de service public n'excédant pas trois ans ; devenu sans objet - **Art. 6 (saisine de la mission interministérielle d'enquête)** (p. 8029) : son amendement n° 43 : possibilité d'autosaisine de la mission interministérielle d'enquête ; rejeté - **Art. 11 (ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques)** (p. 8037) : son amendement n° 45 : rétablissement de la publicité des cessions foncières et immobilières des collectivités locales et des sociétés d'économie mixte locales ; rejeté - (p. 8038, 8039) : information des habitants sur le patrimoine public appartenant à la collectivité - Prix des biens immobiliers et des terrains - **Après l'art. 12** (p. 8042, 8043) : se déclare opposé à l'amendement n° 36 de M. Charles Lederman (création d'une commission ayant accès aux documents concernant les marchés d'armes soumis à l'autorisation du ministre de la défense) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8044) : hommage au rapporteur de la commission des lois - Nombreuses dispositions de lutte contre la corruption supprimées par le Sénat dans ce texte - Le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission chargée d'examiner la demande (n° 136, 94-95) de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 175 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8051) : au nom du groupe socialiste, déclare s'abstenir sur cette proposition de résolution.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission chargée d'examiner la demande (n° 143, 94-95) de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 176 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8053, 8054) : respect de la présomption d'innocence - Les sénateurs socialistes ne prendront pas part au vote - Proximité de la fin de la session parlementaire - Accès au dossier pour l'intéressé - Conditions de la mise en détention provisoire - Levée de l'immunité parlementaire et exercice de la justice.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 177 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8058) : réserve à l'égard de certaines dispositions - Avec le groupe socialiste, votera contre le texte issu des travaux de la CMP.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 178 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8061) : qualité du travail du rapporteur - Réserves sur l'injonction pénale - Avec le groupe socialiste, votera contre les conclusions des trois CMP.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 179 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** - Voir son intervention sous le projet n° 178 (p. 8061).

- **Projet de loi de relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure pénale et administrative** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 180 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** - Voir son intervention sous le projet n° 178 (p. 8061).

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 199 (94-95)] - (23 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8115, 8116) : conditions précipitées de ce débat - Travail législatif insatisfaisant - Contraintes du calendrier au cours de la session.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 200 (94-95)] - (23 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8121) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines**

**fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 201 (94-95)] - (23 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8123) : les sénateurs socialistes approuveront ce texte.

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement** - **Deuxième lecture** [n° 198 (94-95)] - (23 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8125) : à une exception près, les membres du groupe socialiste voteront ce texte.

**ALPHANDÉRY (Edmond)**, ministre de l'économie.

## DÉPÔTS

**En première lecture devant le Sénat :**

**Projet de loi** relatif à la partie législative des livres I et II du code des juridictions financières [n° 300 (93-94)] (23 mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Code des juridictions financières.**

**Projet de loi organique** relatif à certaines dispositions législatives des livres I et II du code des juridictions financières [n° 301 (93-94)] (23 mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Code des juridictions financières.**

**Projet de loi** relatif à la partie législative du livre III du code des juridictions financières [n° 605 (93-94)] (20 juillet 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Code des juridictions financières.**

**Projet de loi** complétant, en ce qui concerne certains contrats de services et de fournitures, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence et la loi n° 92-1282 du 11 décembre 1992 relative aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications [n° 9 (94-95)] (6 octobre 1994) - **Marchés publics.**

**Projet de loi** concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés [n° 28 (94-95)] (12 octobre 1994) - **Consommation.**

**Projet de loi**, déposé avec M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, relatif aux conditions de privatisation de la société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)] (29 novembre 1994) - **Privatisations.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales** - **Troisième lecture** [n° 516 (93-94)] - (28 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3039) : majoration de dividende - Quotité maximale de capital éligible à la majoration de capital - (p. 3043) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption du texte issu des travaux de l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - (28 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3044, 3047) : activités d'assurance - Secteur bancaire - Caisse des dépôts et consignations - Redressement de la compagnie nationale Air France - Situation financière des sociétés privatisées - Emission de valeurs mobilières - Réforme du secteur autoroutier - Experts comptables - Amélioration des délais de paiement publics - Délégations de service public - Régime économique des tabacs manufacturés - (p. 3063, 3066) : Caisse des dépôts et consignations - Délégations de service public - Air France - Sociétés de développement régional - Petites et moyennes entreprises - Lutte contre l'alcoolisme - Remerciements - **Question préalable** (p. 3070) : s'oppose à la motion n° 49 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Air France - **Art. 1<sup>er</sup>**

(contrôle de l'Etat sur les entreprises pratiquant la réassurance et sur les sociétés de participation d'assurance) (p. 3072, 3073) : s'oppose à l'amendement n° 144 de M. Etienne Dailly (extension aux sociétés de réassurance établies en France de la procédure d'agrément administratif prévu pour les entreprises d'assurance) - **Art. 4 (règles de solvabilité)** (p. 3075) : accepte les amendements de précision, n° 5 et n° 6 de la commission - **Art. 5 (contrats d'assurance de groupe)** : cas de dissolution ou de liquidation de l'organisme souscripteur - (p. 3077) : s'oppose à l'amendement n° 147 de M. Etienne Dailly (responsabilité de la compagnie d'assurance à l'exception des actes pour lesquels elle n'aurait pas donné pouvoir à l'association) et accepte l'amendement n° 7 de la commission (responsabilité de la compagnie d'assurance ; information des adhérents) - **Après l'art. 6** (p. 3079) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen non membres des Communautés européennes) - **Art. 9 (adhésion obligatoire des établissements de crédit à un système de garantie des dépôts)** (p. 3081, 3082) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission des lois saisie pour avis (cas d'infraction commise par un ou plusieurs des dirigeants de l'établissement) - (p. 3083, 3084) : demande le retrait des amendements identiques n° 21 de la commission des lois saisie pour avis et n° 111 de M. René Régnauld (fixation à au moins 400 000 francs du montant minimum du plafond de remboursement par déposant) - Accepte l'amendement n° 9 de la commission (possibilité pour la commission bancaire de transmettre au système de garantie des dépôts des informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission) - **Art. 10 (pouvoirs de la commission bancaire)** (p. 3085) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (prévision d'une phase contradictoire dans le contentieux éventuel) - **Art. 11 (modification des statuts du Crédit national)** (p. 3086) : déficit budgétaire - (p. 3087) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 60 de M. Robert Vizet - **Art. 12 (modification des statuts du Comptoir des entrepreneurs)** (p. 3090) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 61 de M. Robert Vizet - **Art. 13 (modification de la durée du mandat du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations)** (p. 3095, 3096) : missions de la commission de surveillance - Direction générale - Contrôle du Parlement - Relation avec les caisses d'épargne - (p. 3100) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 62 de M. Robert Vizet et n° 112 de M. René Régnauld - (p. 3101, 3104) : sur l'amendement n° 11 de la commission qu'il accepte (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 158 ; adopté - S'oppose au sous-amendement n° 149 de M. Philippe Marini - **Art. 14 (marchés à terme sur denrées et marchandises ne donnant pas lieu à livraison)** (p. 3105) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 118 de M. René Régnauld - **Après l'art. 14** (p. 3106) : accepte l'amendement n° 140 de M. Philippe Marini (opérations de pension) - **Avant l'art. 15** (p. 3106, 3107) : demande le retrait de l'amendement n° 56 de M. Pierre Laffitte (sociétés innovantes) - **Art. 15 (cession gratuite d'actions aux salariés d'Air France)** (p. 3114, 3115) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 63 de M. Robert Vizet et n° 119 de Mme Maryse Bergé-Lavigne ainsi qu'à l'amendement n° 64 de M. Robert Vizet (abrogation de l'article 71 de la loi de finances pour 1994) - Sur les amendements de M. Ernest Cartigny, s'oppose aux n° 84 (suppression du principe d'actualisation) et n° 86 (plus-values) et accepte le n° 85 (suppression du paragraphe X de cet article relatif à la fixation par décret en Conseil d'Etat de ses modalités d'application).

**Suite de la discussion** - (29 juin 1994) **Art. 16 (modification du statut des sociétés anonymes à participation ouvrière, SAPO)** (p. 3132) : son amendement n° 152 : subordination du changement de statut à un accord collectif d'entreprise prévoyant préalablement la transformation du statut ; adopté - (p. 3135, 3136) : sur l'amendement de précision n° 22 de la commission des lois saisie pour avis, son sous-amendement n° 159 ; adopté - Accepte les amendements rédactionnels n° 23 et n° 24 de la commission des lois saisie pour avis - S'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 65 de suppression et n° 67 (suppression de la Compagnie nationale Air France de la liste des sociétés privatisables), ainsi qu'aux amendements de Mme Maryse Bergé-Lavigne n° 120, de suppression et n° 121 (recueil par l'assemblée générale extraordinaire de l'avis des mandataires de la société coopérative de main-d'oeuvre) - **Avant l'art. 17** (p. 3138) : s'oppose à l'amendement n° 122 de

M. Jean-Pierre Masseret (abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993) - **Après l'art. 17** (p. 3141, 3142) : sur l'amendement n° 12 de la commission (contrôle par le Parlement des comptes des sociétés du secteur public dans lesquelles l'Etat détient une participation majoritaire), qu'il accepte, son sous-amendement n° 160 ; adopté - (p. 3146, 3149) : s'oppose aux amendements, n° 68 de suppression de M. Robert Vizet et n° 105 de M. René Trégouët (exercice minimum par les collectivités territoriales du tiers des droits de vote quelle que soit la quotité du capital qu'elles détiennent) - **Après l'art. 47 (par priorité)** (p. 3165) ; s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Roland Courteau (prévention et éducation sanitaires en matière de consommation de boissons alcooliques à destination de la jeunesse) - **Art. 19 (garanties de l'Etat pour les emprunts du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies)** (p. 3166) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 90 de M. Robert Vizet - **Avant l'art. 19 bis** (p. 3168, 3170) : s'oppose aux amendements de la commission des lois saisie pour avis, n° 26 (abrogation de l'article 12 de la loi n° 94-126 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, qui porte sur la condition d'ancienneté exigée pour le salarié qui entre dans un conseil d'administration) et n° 27 (abrogation de l'article 14 de la loi précitée relatif à la présence des salariés dans les conseils de surveillance des sociétés anonymes à directoire) - **Art. 19 bis (règles de quorum applicables aux assemblées générales extraordinaires)** (p. 3171) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 28 de la commission des lois saisie pour avis (nouvelle rédaction qui fixe le quorum de la première assemblée à un tiers des actions, celui de la deuxième à un quart) - **Art. 20 (modernisation et simplification du régime d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital social)** (p. 3173) : son amendement n° 154 : situation du cours d'émission en cas d'augmentation de capital ; devenu sans objet - (p. 3174, 3175) : accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis, n° 29 (nouvelle rédaction), n° 30 de coordination et n° 31 (fixation du cours d'émission en cas d'augmentation de capital) - **Art. 20 bis (formalités de constatation de l'augmentation de capital)** (p. 3176) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 124 de M. René Régnauld - **Art. 20 ter (cession de titres acquis en régularisation de cours)** (p. 3177) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 125 de M. René Régnauld et accepte l'amendement n° 32 de la commission des lois saisie pour avis (nouvelle rédaction, qui instaure un contrôle sur les cessions) - **Art. 20 quater (participation des caisses d'épargne à une société par actions simplifiée)** (p. 3178) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 33 de la commission des lois saisie pour avis - **Après l'art. 20 quater** (p. 3180, 3181) : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission (défense des petits investisseurs) - (p. 3183) : s'oppose à l'amendement n° 34 de la commission des lois saisie pour avis (possibilité pour les petits actionnaires possédant au moins 5 % du capital de se grouper en association destinée à représenter leurs intérêts au sein de la société) - (p. 3185) : accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 132, de coordination, n° 133, de conséquence, n° 135, de rectification, n° 134 et n° 136, de précision - **Art. 40 (précédemment réservé p. 3210) (caractère d'ordre public de la clause relative aux intérêts moratoires dans les marchés publics)** (p. 3221) : sur l'amendement rédactionnel n° 39 de la commission, qu'il accepte, son sous-amendement n° 155 ; devenu sans objet - S'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 77 de suppression et n° 78 (dotation aux collectivités locales) - **Art. 41 (précédemment réservé p. 3211) (extension aux établissements publics de santé de la procédure de mandatement d'office des intérêts moratoires)** (p. 3226) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de M. Robert Vizet et accepte les amendements de la commission n° 40, n° 41, n° 42, n° 43 et n° 45 rédactionnels et n° 44 de précision - **Art. 43 (précédemment réservé p. 3211) (délégations de services publics)** (p. 3232, 3235) : son amendement n° 162 : fixation du seuil des sommes perçues par le délégataire à 1 350 000 francs pour la durée entière de la concession ; adopté - S'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 83 de M. Robert Vizet et n° 128 de M. René Régnauld - **Après l'art. 43 (précédemment réservé p. 3213)** (p. 3237) : demande le retrait des amendements n° 129 de M. Jean-Pierre Masseret et n° 141 de M. Philippe Marini (cartes grises des voitures accidentées retirées de la circulation) - **Art. 48 (précédemment réservé p. 3218) (législation des subventions accordées par les collectivités territoriales aux groupements sportifs à but lucratif)**

(p. 3239) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (subventions aux groupements sportifs) et s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Philippe Marini (interdiction de la pratique des subventions des collectivités territoriales aux groupements sportifs professionnels à partir du 31 décembre 1995) - **Art. 50 (précédemment réservé p. 3218)** (*modification du régime de garantie contre les risques de catastrophes naturelles*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - **Après l'art. 50 (précédemment réservé p. 3218)** (p. 3240) : s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Maurice Lombard (possibilité pour le président d'un établissement public de coopération intercommunale de se faire représenter au sein de la commission d'appel d'offres) - **Après l'art. 51 (précédemment réservé p. 3218)** (p. 3241) : son amendement n° 89 : élévation du plafond légal des CODEVI de 20 000 francs à 30 000 francs ; adopté - S'oppose au sous-amendement n° 151 de la commission - (p. 3242) : s'oppose aux amendements, n° 138 de M. Jacques Oudin (possibilité pour les collectivités locales de bénéficier des ressources des CODEVI) et n° 161 de la commission (rapport au Parlement, déposé par le ministre de l'économie, sur les mesures prises pour favoriser la relance des activités des sociétés de développement régional) - **Art. 52 (précédemment réservé p. 3218)** (*regroupement des chambres consulaires sous le terme générique d'établissements publics économiques*) (p. 3243) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 19 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 3246) : conditions d'examen de ce texte - Remerciements.

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés [n° 28 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5557, 5559) : harmonisation européenne - Commission des clauses abusives - Renforcement de la protection du consommateur - Lutte contre la concurrence déloyale - (p. 5565) : Conseil national de la consommation - Garanties des dépôts bancaires - Règlement des petits litiges - **Art. 1<sup>er</sup>** (*protection des consommateurs contre les clauses abusives*) (p. 5566, 5567) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti n° 20 (maintien de la notion d'abus de puissance économique) et n° 21 (possibilité pour le juge de déclarer une clause abusive), et de M. Alain Lambert n° 23 (limitation du champ d'application du projet de loi aux seuls contrats d'adhésion) et n° 24 (exclusion du champ d'application de la loi des clauses contractuelles résultant de dispositions législatives ou réglementaires) - Accepte l'amendement n° 1 de la commission (délimitation du caractère abusif de la clause pouvant résulter de la loi, d'un décret ou d'un jugement) - (p. 5568, 5571) : accepte les amendements de la commission, n° 2 (publication de la liste des clauses abusives en annexe à la loi), n° 3, de précision et n° 5, rédactionnel - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 4 de la commission (appréciation par le juge du caractère abusif d'une clause) et n° 26 de M. Alain Lambert (application du contrat dans ses dispositions autres que celles jugées abusives) - S'oppose aux amendements n° 25 de précision de M. Alain Lambert et n° 22 de M. Louis Minetti (renforcement du dispositif de prévention des clauses abusives) - **Art. 3 (interprétation des contrats)** : sur les amendements de la commission, accepte le n° 6 (interprétation favorable des clauses des contrats proposés aux consommateurs ou aux non-professionnels) et s'oppose au n° 7 (aménagement du droit des associations de consommateurs) - **Art. 5 (champ territorial de la protection contre les clauses abusives)** (p. 5572) : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Après l'art. 6** : son amendement n° 19 : paiement dès la souscription à domicile en cas de démarchage pour la presse quotidienne ; adopté - **Art. 9 (marquage communautaire de conformité)** (p. 5574, 5575) : accepte les amendements de la commission n° 9 et n° 10 rédactionnels, n° 12 (sanction en cas de commercialisation de marchandises interdites à la vente) et n° 11 (délai pour la levée de la mesure de retenue des marchandises suspectées de contrefaçon) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 27 ; retiré - **Art. 10 (marchés de travaux privés des particuliers)** (p. 5576, 5577) : s'oppose à l'amendement n° 16, de suppression, de la commission saisie pour avis - **Titre IV (cautionnement relatif aux marchés de travaux privés)** (précédemment réservé, p. 5575) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 15 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 10** (p. 5579, 5580) : accepte l'amendement n° 17

de M. Philippe Marini (interdiction de publier des annonces d'offres de services laissant croire qu'ils sont gratuits) - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 28 ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 5581) : amélioration de la législation protectrice pour les petites annonces - Qualité du débat.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5853, 5856) : conjoncture économique - Données chiffrées - Production industrielle - Consommation - Dépenses d'investissement - Taux de croissance - Créations d'emplois - Comparaison avec l'Allemagne.

*Deuxième partie :*

**Charges communes et comptes spéciaux du Trésor** - (6 décembre 1994) (p. 6879, 6880) : charge de la dette publique - Mesures en faveur de l'emploi - Dotations internationales et aide publique au développement - Comptes spéciaux du Trésor - Eléments chiffrés - (p. 6881) : recettes de privatisations et utilisation de celles-ci - (p. 6887 à 6890) : réponse aux rapporteurs et aux différents orateurs - (p. 6891) : dossier des emprunts russes - Aide aux PME - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6892) : s'oppose à l'amendement n° II-42 de Mme Danielle Bidard-Reydet (réduction des crédits d'un million deux cent mille francs, création de postes de personnels non enseignants et d'enseignants chercheurs) - **Art. 29 (création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « fonds de péréquation des transports aériens »)** (p. 6895) : accepte l'amendement n° II-40 de la commission des finances (composition du comité de gestion du fonds de péréquation des transports aériens) - **Art. 30 (création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables »)** : accepte l'amendement n° II-41 de la commission des finances (composition du comité de gestion du fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables) - **Art. 32 (mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale)** (p. 6897) : engagement du Gouvernement de « rebudgétiser » la moitié de la somme prélevée sur le Fonds national pour le développement du sport au profit du Grand Stade - Demande le retrait de l'amendement n° II-36 de M. Jean Faure (suppression des crédits destinés à la construction du Grand Stade à Saint-Denis) - (p. 6898) : demande aux groupes de la majorité de repousser l'amendement précité n° II-36 de M. Jean Faure - **Après l'art. 32** (p. 6900) : s'oppose à l'amendement n° II-43 de Mme Hélène Luc (mise en place d'un observatoire permanent de la dépense nationale en matière d'équipements sportifs).

- **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)]** - (12 décembre 1994) (p. 7283) : loi de privatisation de 1993 - Activités de fabrication et de distribution de la SEITA - Catégories professionnelles de la filière du tabac en France - Planteurs de tabac - (p. 7284, 7285) : association des salariés de la SEITA et des débiteurs de tabac à la privatisation - Statut et régime de retraite des salariés - (p. 7293) : cotisations ASSEDI - Planteurs de tabac - Débiteurs de tabac - Secteur nationalisé et suppressions d'emplois - Bureaux de tabac en zone rurale - (p. 7294) : convention collective et statut du personnel - Retraites - Manufacture de Morlaix et fabrication de cigares - **Question préalable** (p. 7297) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - **Motion tendant au renvoi à la commission** (p. 7299) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Hélène Luc tendant au renvoi à la commission - Loi de 1993 sur les privatisations - Débiteurs de tabac - Statut du personnel - Producteurs de tabac français - Santé publique - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7300, 7302) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 10 (abrogation de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation) et n° 12 (retrait de la SEITA de la liste des entreprises nationales privatisables et contrôle de la totalité du capital par l'Etat), ainsi qu'à l'amendement n° 5 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (maintien de l'Etat comme actionnaire prépondérant de la SEITA) - **Art. 1<sup>er</sup> (suppression de la référence à la loi de démocratisation du secteur public)** (p. 7304) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti n° 11 de suppression, n° 13 (interdiction de cession directe ou indirecte de titres de la SEITA à des personnes physiques ou morales étrangères ou sous contrôle étranger) et n° 19 (repré-

sensation des personnels au conseil d'administration et maintien de la proportion des représentants des salariés à son niveau actuel) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7305) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Louis Minetti (maintien des monopoles d'importation, de fabrication et de commercialisation en gros des produits tabacoles de la SEITA) - **Art. 2 (statut du personnel)** (p. 7308) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti n° 15 de suppression, n° 16 (nouvelle rédaction relative au statut du personnel), n° 17 (maintien du statut actuel du personnel) et n° 18 (pérennisation du régime de retraite établi antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 2 juillet 1980) ainsi qu'aux amendements de Mme Maryse Bergé-Lavigne n° 6 (maintien des dispositions du statut actuel), n° 7 (délai de la négociation collective) et n° 8 (suppression du délai butoir pour la conclusion de la nouvelle convention collective) - **Après l'art. 2** (p. 7311, 7312) : loi n° 84-603 du 13 juillet 1984 et production française de tabac - Demande le retrait des amendements n° 4 de M. Jean François-Poncet (obligation faite à l'Etat et à la SEITA de veiller avec l'appui de l'Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture, ONIFLHOR, au maintien et au développement de la production nationale de tabac) et n° 21 de M. Louis Minetti (maintien de plans pluriannuels négociés entre les organisations représentatives des planteurs de tabac français et la SEITA) - (p. 7313) ; santé publique - (p. 7314, 7315) : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (garantie de l'Etat sur le versement et la revalorisation des retraites de la SEITA) - (p. 7315) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Louis Minetti (mission des services de recherche et de développement de la SEITA au profit de l'amélioration des caractéristiques des produits tabacoles et de leur usage) - **Art. 3 (réseau des débitants de tabac)** (p. 7316) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 22 de M. Louis Minetti - Demande le retrait de l'amendement n° 2 de la commission - **Après l'art. 3** : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Louis Minetti (interdiction d'acheter les actions de la SEITA au moyen de paiements échelonnés).

**ALTHAPÉ (Louis)**, sénateur des Pyrénées-Atlantiques (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)]** - (25 janvier 1994) - **Art. 4 (déclaration des entreprises par voie électronique)** (p. 544) : son amendement n° 105, soutenu par M. Alain Pluchet : impossibilité pour les demandes d'inscription destinées au greffe d'être effectuées par voie électronique ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) [n° 551 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs)** (p. 3276) : soutient l'amendement n° 1 de M. Gérard César (date de clôture de la chasse fixée au 15 février pour le canard colvert et au 28 février pour les autres espèces de gibier d'eau).

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3354) : statut de la fonction publique territoriale et libre administration locale - Rôle des institutions : centres de gestion et Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT - (p. 3355) ; seuil d'affiliation aux centres de gestion - Organisation des concours - Recrutement sur titres - (p. 3356) : personnes déchargées de fonctions ou privées d'emploi - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4154, 4155) : exemple pyrénéen - Principe de précaution - Pouvoirs des associations - Instances consultatives existantes - Prévention des risques - Objectifs départementaux d'environnement.

**Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes généraux du droit de l'environnement)** (p. 4180, 4181) : soutient l'amendement n° 79 de M. Jean Faure (équilibre de la population dans les milieux urbains et ruraux) - **Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 4185 à 4189) : soutient l'amendement n° 80 de M. Jean Faure (discussion des objectifs) - (p. 4195, 4196) : soutient les amendements n° 82 (définition des travaux de la commission) et n° 81 de coordination, de M. Jean Faure.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 4869) : sur l'amendement n° 31 de la commission (nouvelle rédaction maintenant les compétences d'urbanisme reconnues aux autorités locales et supprimant la possibilité dans les directives des adaptations mineures à des lois votées par le Parlement), soutient le sous-amendement n° 284 de M. Jean Faure - (p. 4870) : soutient l'amendement de cohérence n° 285 de M. Jean Faure.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48 bis** (p. 7214) : son amendement n° II-38 : suppression du seuil de 2 000 habitants agglomérés au chef-lieu et compétence de principe du syndicat d'électricité en matière de perception de la taxe d'électricité ; retiré - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7225) : soutient l'amendement n° II-48 de M. Jacques Valade (réduction des redevances communale et départementale des mines auxquelles sont soumises les productions extraites de ces gisements).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Art. 5 (coordination)** (p. 7482, 7483) : intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (suppression du paragraphe X bis relatif aux zones de montagnes).

**ANGLADE (Magdeleine)**, sénateur de Paris (RPR).

**Remplace le 28 septembre 1994, M. François Collet, décédé** (*JO Lois et décrets* du 29 septembre 1994).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO Lois et décrets* du 15 novembre 1994).

**ARRECKX (Maurice)**, sénateur du Var (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**ARTHUIS (Jean)**, sénateur de la Mayenne (UC).

#### NOMINATIONS

- Rapporteur général de la commission des finances.

- Membre titulaire du Conseil national du crédit.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance jusqu'au 5 octobre 1994.

Membre ès qualités de la commission des comptes et budgets économiques de la Nation.

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (19 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 358 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1992 [n° 378 (93-94)] (27 avril 1994) - **Lois de règlement.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances, sur la situation de l'économie française dans son environnement international [n° 499 (93-94)] (13 juin 1994) - **Politique économique et sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances, sur l'exécution des lois de finances en 1993 et en 1994 [n° 501 (93-94)] (14 juin 1994) - **Lois de finances.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 524 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 532 (93-94)] (22 juin 1994) - **Politique économique et sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 563 (93-94)] (30 juin 1994) - **Politique économique et sociale.**

*Participation au rapport d'information*, déposé au nom de la commission des finances, sur les conditions d'exercice, par l'Etat, de ses responsabilités d'actionnaire [n° 591 (93-94)] (6 juillet 1994) - **Marchés financiers.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 18 (94-95)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, et sur la proposition de résolution [n° 27 (94-95)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, par M. Xavier de Villepin, sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-305) [n° 33 (94-95)] (13 octobre 1994) - **Communautés européennes.**

*Participation au rapport d'information*, sur les Sociétés de développement régional [n° 44 (94-95)] (26 octobre 1994) - **Régions.**

*Rapport général*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 79 (94-95)], tomes 1, 2, 3, 4 (22 novembre 1994) - **Lois de finances.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 148 (94-95)] (14 décembre 1995) - **Lois de finances.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 [n° 154 (94-95)] (14 décembre 1994) - **Lois de finances.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 187 (94-95)] (21 décembre 1994) - **Lois de finances.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques [n° 152 (93-94)]** - (12 janvier 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 44) : dégradation des finances publiques - (p. 45) : nécessité d'une réorientation des finances publiques - Diminution du déficit budgétaire jusqu'à 2,5 % du produit intérieur brut, PIB - Impératif de stabilisation de la charge de la dette publique - Caractère pluriannuel de certains engagements de l'Etat en matière d'emploi - Choix entre le paiement par l'utilisateur et le paiement par le contribuable - Révision des services votés - (p. 46) : attente de réformes fiscales - Cas de l'assurance maladie - Renforcement des contrôles en matière de taxe sur la valeur ajoutée, TVA - Préoccupation en matière de dérivés et de fraudes fiscales - **Question préalable** (p. 58) : s'oppose à la motion n° 14 de M. Robert Vizet tendant à opposer la question préalable - Emprunts de l'Etat - Accroissement des impôts - Taxe intérieure sur les produits pétroliers - **Art. 1<sup>er</sup>** (*objectif de la maîtrise des finances publiques*) (p. 60) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Robert Vizet (nouvelle rédaction de cet article tendant à réduire de façon significative le déficit du budget de l'Etat) - **Art. 2** (*normes de progression des charges budgétaires*) (p. 67) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 1 (substitution des mots « de la croissance » à ceux de « des prix »), n° 2 (sortie du système de cotisations sociales fondées sur les salaires), n° 3 (pourcentage de hausse des salaires de 1994 à 1997), n° 4 (débat sur les 32 heures), n° 5 (accroissement des dépenses et des ressources fiscales), n° 6 (suspension des allègements prévus par le Gouvernement et votés par le Parlement en matière de charges sociales sur les salaires les plus modestes), n° 7 (possibilité d'utiliser des crédits qui n'auraient pas été dépensés dans un exercice budgétaire au cours de l'exercice suivant sur d'autres chapitres et pour d'autres départements ministériels), n° 8 (suppression de certains impôts et taxes pesant sur les salaires), n° 9 (taux d'imposition sur les sociétés en Allemagne et en France), n° 10 (taux de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu à 60 %), et n° 12 (taux des emprunts futurs) - **Art. 3** (*rapport annexé au projet de loi de finances de l'année*) (p. 69) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 11 (sortie du serpent monétaire européen) et n° 13 (redéfinition du partage du budget communautaire et de la contribution de chaque pays de l'Europe).

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Art. 5** (*levée de l'interdiction d'emprunter pour l'associé unique*) (p. 559) : entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, EURL - Protection des salariés et des créanciers - Se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 63 de la commission des lois - (p. 560) : séparation entre le patrimoine personnel et le patrimoine professionnel - Droits d'enregistrement.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)]** - (6 avril 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> bis** (p. 768) : se déclare opposé à l'amendement n° 167 de M. Claude Estier (faculté d'adhésion des entreprises individuelles à un groupement de gestion agréé) - Insuccès de la formule des groupements de prévention agréés.

**Suite de la discussion** - (12 avril 1994) - **Seconde délibération** - **Art. 1<sup>er</sup> bis A** (*information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale : réduction du seuil du montant des créances et des délais d'inscription*) (p. 942, 943) ; sur l'amendement n° B1 du Gouvernement (allongement des délais), se déclare opposé au sous-amendement n° B2 de la commission.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1992 [n° 358 (93-94)]** - (5 mai 1994) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 1457, 1458) : rapport de la Cour des comptes - Dégradation de la situation des finances publiques - Effets non prévus de la crise économique sur les recettes et les dépenses - (p. 1459) : problème de l'inscription « pour mémoire » des fonds de concours et recettes assimilées en loi de finances initiale - Problème des reports - (p. 1460) : la commission des finances s'en remet à la sagesse du Sénat - (p. 1465) : utilité de l'organisation dès la session de printemps d'un débat d'orientation budgétaire - Amélioration souhaitable de la définition des « biens mis à la disposition de tiers » et ver-

sement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée - (p. 1466) : investissements pour le compte de l'Etat par l'intermédiaire des budgets territoriaux - Projet de budget pour 1995 - Ressources des collectivités territoriales.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - (28 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3047, 3048) : activités d'assurance - Secteur bancaire - Caisse des dépôts et consignations - Compagnie Air France - Gestion patrimoniale des participations de l'Etat - Information du Parlement - Protection des épargnants - Secteur du logement - **Question préalable** (p. 3068, 3069) : s'oppose à la motion n° 49 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Secteur bancaire - Situation d'Air France - Régime économique des tabacs - **Art. 1<sup>er</sup>** (*contrôle de l'Etat sur les entreprises pratiquant la réassurance et sur les sociétés de participation d'assurance*) (p. 3072) : s'oppose à l'amendement n° 144 de M. Etienne Dailly (extension aux sociétés de réassurance établies en France de la procédure d'agrément administratif prévue pour les entreprises d'assurance) - **Art. 4** (*règles de solvabilité*) (p. 3074, 3075) : ses amendements de précision n° 5 et n° 6 ; adoptés - **Art. 5** (*contrats d'assurance de groupe*) (p. 3076) : son amendement n° 7 ; responsabilité de la compagnie d'assurance ; information des adhérents ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 147 de M. Etienne Dailly (responsabilité de la compagnie d'assurance à l'exception des actes pour lesquels elle n'aurait pas donné pouvoir à l'association) - (p. 3078) : s'oppose aux amendements, n° 110 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression du paragraphe I qui restreint le champ d'application de l'article) et n° 148 de M. Etienne Dailly (remplacement de l'expression : « par une organisation représentative d'une profession non-salarié » par les mots : « par un groupement professionnel de travailleurs non salariés ») - **Après l'art. 6** (p. 3079) : son amendement n° 8 ; Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen non membres des Communautés européennes ; adopté - **Art. 9** (*adhésion obligatoire des établissements de crédit à un système de garantie des dépôts*) (p. 3081) : accepte l'amendement n° 20 de la commission des lois saisie pour avis (cas d'infraction commise par un ou plusieurs des dirigeants de l'établissement) - (p. 3084) : demande le retrait des amendements identiques n° 21 de la commission des lois saisie pour avis et n° 111 de M. René Régnauld (fixation à au moins 400 000 francs du montant minimum du plafond de remboursement par déposant) - Son amendement n° 9 : possibilité pour la commission bancaire de transmettre aux systèmes de garantie des dépôts des informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission ; adopté - **Art. 10** (*pouvoirs de la commission bancaire*) (p. 3085) : son amendement n° 10 : prévision d'une phase contradictoire dans le contentieux éventuel ; adopté - **Art. 11** (*modification des statuts du Crédit national*) (p. 3087) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 60 de M. Robert Vizet - **Art. 12** (*modification des statuts du Comptoir des entrepreneurs*) (p. 3090) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 61 de M. Robert Vizet - **Art. 13** (*modification de la durée du mandat du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations*) (p. 3096) : son amendement n° 11 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 3100, 3101) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 62 de M. Robert Vizet et n° 112 de M. René Régnauld - S'oppose aux amendements de M. René Régnauld, n° 114 (nomination du directeur général), n° 115 (avis de la commission de surveillance pour la nomination du directeur général), n° 117 (entrée en fonction du directeur général) et n° 116 (révocation du directeur général) - (p. 3103) : sur son amendement n° 11 précité, accepte le sous-amendement n° 158 du Gouvernement - **Art. 14** (*marchés à terme sur denrées et marchandises ne donnant pas lieu à livraison*) (p. 3105) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 118 de M. René Régnauld - **Après l'art. 14** (p. 3106) : accepte l'amendement n° 140 de M. Philippe Marini (opérations de pension) - **Avant l'art. 15** (p. 3106) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Pierre Laffitte (sociétés innovantes) - **Art. 15** (*cession gratuite d'actions aux salariés d'Air France*) (p. 3108, 3110) : mesures de redressement - (p. 3114, 3115) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 63 de M. Robert Vizet, et n° 119 de Mme Maryse Bergé-Lavigne ainsi qu'à l'amendement n° 64 de M. Robert Vizet (abrogation de l'article 71 de la loi de finances pour 1994) - Sur les amendements de M. Ernest Cartigny, s'oppose aux n° 84 (suppression du principe d'actualisation) et n° 86 (plus-

values), et accepte le n° 85 (suppression du paragraphe X de cet article relatif à la fixation par décret en Conseil d'Etat de ses modalités d'application).

**Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - Rapporteur - **Art. 16** (*modification du statut des sociétés anonymes à participation ouvrière, SAPO*) (p. 3131, 3136) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 65 de suppression, et n° 67 (suppression de la Compagnie nationale Air France de la liste des sociétés privatisables) - Sur les amendements de Mme Maryse Bergé-Lavigne, s'oppose au n° 120 de suppression et demande le retrait du n° 121 (recueil par l'assemblée générale extraordinaire de l'avis des mandataires de la société coopérative de main-d'oeuvre) - Accepte l'amendement n° 152 du Gouvernement (subordination du changement de statut à un accord collectif d'entreprise prévoyant préalablement la transformation du statut), ainsi que les amendements de la commission des lois saisie pour avis, n° 22 de précision, modifié par le sous-amendement n° 159 du Gouvernement, et n° 23 et n° 24, rédactionnels - **Avant l'art. 17** (p. 3138) : s'oppose à l'amendement n° 122 de M. Jean-Pierre Masseret (abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993) - **Après l'art. 17** (p. 3140) : son amendement n° 12 : contrôle par le Parlement des comptes des sociétés du secteur public dans lesquelles l'Etat détient une participation majoritaire ; adopté ; sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 160 du Gouvernement - (p. 3143) : présente l'amendement n° 150 de M. Christian Poncelet (abrogation des dispositions de l'article 11 de la loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public relatives au nombre de mandats successifs des administrateurs des entreprises publiques), déposé au nom de la commission - **Art. 18** (*représentation des collectivités territoriales dans les conseils d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes*) (p. 3145, 3147) : s'oppose aux amendements, n° 68 de suppression de M. Robert Vizet et n° 105 de M. René Trégouët (exercice minimum par les collectivités territoriales du tiers des droits de vote quelle que soit la quotité du capital qu'elles détiennent) - **Avant l'art. 19 bis** (p. 3167, 3168) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission des lois saisie pour avis, n° 26 (abrogation de l'article 12 de la loi n° 94-126 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle qui porte sur la condition d'ancienneté exigée pour le salarié qui entre dans un conseil d'administration) et n° 27 (abrogation de l'article 14 de la loi précitée relatif à la présence des salariés dans les conseils de surveillance des sociétés anonymes à directoire) - **A titre personnel** (p. 3169) : se déclare opposé aux amendements des lois saisie pour avis, n° 26 et n° 27 précités - **Art. 19 bis** (*règles de quorum applicables aux assemblées générales extraordinaires*) (p. 3171) : accepte l'amendement n° 28 de la commission des lois saisie pour avis (nouvelle rédaction qui fixe le quorum de la première assemblée à un tiers des actions, celui de la deuxième à un quart) - **Après l'art. 20 quater** (p. 3180) : son amendement n° 13 : défense des petits investisseurs ; adopté - (p. 3183) : accepte l'amendement n° 34 de la commission des lois saisie pour avis (possibilité pour les petits actionnaires possédant au moins 5 % du capital de se grouper en association destinée à représenter leurs intérêts au sein de la société) - (p. 3185) : accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 132, de coordination, n° 133, de conséquence, n° 135, de rectification, n° 134 et n° 136, de précision - **Art. 26** (*exercice de la profession d'expert-comptable sous forme de société*) (p. 3189) : accepte l'amendement n° 35 de la commission des lois saisie pour avis (taux de détention du capital par des experts-comptables ; proportion des experts-comptables siégeant en conseil d'administration) - **Après l'art. 32** (p. 3194, 3195) : à titre personnel, votera l'amendement n° 101 de M. Xavier de Villepin (experts-comptables qui exercent leur activité en entreprises ou en organismes privés ou publics, ou qui assument des missions d'enseignement) - **Art. 34** (*extension aux départements de Corse du monopole d'importation et de vente au détail des tabacs manufacturés*) (p. 3197) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 69 de M. Robert Vizet - **Art. 35** (*fixation des taux de remise en Corse et sur le continent*) (p. 3197, 3198) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 70 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 36** : accepte l'amendement n° 48 du Gouvernement (TVA et accises en raison de l'extension à la Corse du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés) - **Art. 38** (*passage de la fixation administrative des prix des tabacs à un régime d'homologation des prix*) (p. 3200) : s'oppose aux

amendements de M. Robert Vizet, n° 72 de suppression et n° 73 (suppression de la SEITA de la liste des sociétés privatisables) - **Avant l'art. 39** : accepte l'amendement n° 102 de M. Jean Faure (répartition entre les communes de sommes provenant de l'écrêtement des bases d'imposition à la taxe professionnelle) - **Art. 39 (relèvement de la limite d'amortissement des véhicules de tourisme détenus par les entreprises)** (p. 3201) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 74 de M. Robert Vizet et n° 126 de M. René Régnauld - **Après l'art. 39** (p. 3202) : son amendement n° 14 : blocage anticipé des fonds figurant sur un plan d'épargne populaire ; adopté - (p. 3203, 3204) : accepte les amendements de M. Jean-Pierre Camoin, n° 108 (exportation temporaire de biens culturels ou de trésors nationaux lors d'expositions à l'étranger) et n° 109 (biens culturels prêtés par une puissance étrangère) - **Art. 39 bis (régime d'imposition des plus-values constatées par la conversion d'obligations en actions)** : son amendement n° 15 : entrée en vigueur ; adopté - **Après l'art. 39 bis** (p. 3205) : accepte l'amendement n° 57 de M. Philippe Marini (comptabilisation des frais d'émission des emprunts et de la fiscalité qui leur est applicable) - **Art. 39 ter (déductions de certaines cotisations sociales des revenus des gérants majoritaires des SARL)** (p. 3206) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 75 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 39 ter** (p. 3207) : accepte l'amendement n° 103 de M. Xavier de Villepin (fiscalité des revenus de capitaux mobiliers) - **Art. 39 quater (formalités à accomplir pour bénéficier de la réduction d'impôt sur les logements locatifs)** (p. 3208, 3209) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 76 de M. Robert Vizet, et n° 127 de M. René Régnauld - **Après l'art. 39 quater** : s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Robert Vizet (taux de TVA pour les produits de l'horticulture et de la sylviculture) - **Après l'art. 40** (p. 3210) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Robert Vizet (fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA ; dépenses liées à la réalisation d'installations en faveur de la protection de l'environnement) - **Après l'art. 43** (p. 3211, 3213) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 92 (financement de la construction ; aide publique au logement), n° 94 (frais d'émission des rôles des fonds destinés à financer la révision cadastrale des bases d'imposition locale), n° 97 (abrogation de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1993), n° 93 (suppression de l'article 44 de la loi de finances pour 1994 relatif aux droits de timbre pour la saisine des tribunaux administratifs par les particuliers), n° 95 (aides destinées aux personnes handicapées) et n° 96 (imposition des plus-values de cession des valeurs mobilières de court terme) - **Art. 46 (prorogation de l'exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM réinvesties dans l'investissement immobilier)** (p. 3216) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 98 de M. Robert Vizet et n° 130 de M. René Régnauld - **Après l'art. 46** : son amendement n° 16 : droits de succession lorsque des immeubles neufs sont acquis pour les donner à des ayants-droit ; adopté - (p. 3217, 3218) : accepte les amendements du Gouvernement n° 156 (taxe parafiscale au profit du Comité de coordination des centres de recherche en mécanique, COREM) et n° 157 (fixation des tarifs des redevances sanitaires d'abattage et de découpage) - **Après l'art. 52** (p. 3219, 3220) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Rémi Herment (extension aux anciens combattants de la seconde guerre mondiale des dispositions prévues en faveur des Français d'Afrique du Nord anciens combattants rapatriés en France après la décolonisation) ainsi qu'aux amendements de M. Robert Vizet, n° 100 (somme versée au titre de la constitution de carrière de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires ayant servi en Afrique du Nord) et n° 99 (montant de la taxe sur les salaires acquittée par les associations à but non lucratif) - **Après l'art. 43 (précédemment réservé p. 3213)** (p. 3238) : demande le retrait des amendements analogues, n° 129 de M. Jean-Pierre Masseret et n° 141 de M. Philippe Marini (cartes grises des voitures accidentées retirées de la circulation) et n° 139 de M. Robert Vizet (expertise des véhicules visés à l'article L. 27-1 du code de la route) - **Art. 48 (précédemment réservé p. 3218) (législation des subventions accordées par les collectivités territoriales aux groupements sportifs à but lucratif)** : son amendement n° 17 : subventions aux groupements sportifs ; adopté - (p. 3239) ; s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Philippe Marini (interdiction de la pratique des subventions des collectivités territoriales aux groupements sportifs professionnels à partir du 31 décembre

1995) - **Art. 50 (précédemment réservé p. 3218) (modification du régime de garantie contre les risques de catastrophes naturelles)** : son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - **Après l'art. 51 (précédemment réservé p. 3218)** (p. 3241) : sur l'amendement n° 89 du Gouvernement (élévation du plafond légal des CODEVI de 20 000 francs à 30 000 francs), qu'il accepte, son sous-amendement n° 151 ; retiré - (p. 3242) : s'oppose à l'amendement n° 138 de M. Jacques Oudin (possibilité pour les collectivités locales de bénéficier des ressources des CODEVI) - Son amendement n° 161 : rapport au Parlement, déposé par le ministre de l'économie, sur les mesures prises pour favoriser la relance des activités des sociétés de développement régional ; retiré - **Art. 52 (précédemment réservé p. 3218) (regroupement des chambres consulaires sous le terme générique d'établissements publics économiques)** : son amendement de suppression n° 19 ; adopté.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 563 (93-94)] - (30 juin 1994) - Rapporteur - Discussion générale : son intervention présentée par M. Emmanuel Hamel (p. 3293, 3295).*

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (7 novembre 1994) - Art. 17 (fonds national de développement des entreprises)** (p. 5193) : sur l'amendement n° 106 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 616, soutenu par M. Philippe Marini ; adopté (p. 5204) - Son amendement n° 364, soutenu par M. Philippe Marini : mention des sociétés de développement régional ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) - Rapporteur général - (p. 5880, 5884) : déficit budgétaire - Recettes fiscales - Entreprises - Collectivités territoriales - Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Politique de l'emploi - Cotisations sociales - Epargne des ménages - Dépenses sociales - CSG - Accepte ce projet de budget.

**Suite de la discussion - (23 novembre 1994) - Rapporteur général - Question préalable** (p. 5935, 5936) : s'oppose à la motion n° I-100 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable.

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - Rapporteur général - **Art. 2 (barème de l'impôt sur le revenu)** (p. 5941) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° I-19 (élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu), n° I-20 (conditions d'application de la décote portant sur les droits simples acquittés en matière de l'impôt sur le revenu) et n° I-21 (correctifs dans les modalités d'application de l'impôt sur le revenu), ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-117 (revalorisation des tranches du barème de l'impôt sur le revenu), n° I-120 (rehaussement du montant de la décote), n° I-119 (relèvement du seuil de recouvrement de l'impôt dans la même proportion que l'indice des prix) et n° I-118 (plafonnement de l'avantage fiscal procuré par les différentes réductions d'impôt) ; s'oppose à l'amendement n° I-68 de M. Xavier de Villepin (extension aux Français établis hors de France de l'application de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu) - **Après l'art. 2** (p. 5943, 5945) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° I-23 (abrogation des dispositions de l'article 119 bis du code général des impôts relatif à la prime à la mobilisation de l'épargne en faveur de la souscription d'obligations assimilables du Trésor), n° I-22 (avoir fiscal), n° I-105 (octroi de la demi-part supplémentaire aux anciens combattants, toutes classes d'âges confondues, dès l'âge de soixante-cinq ans) et n° I-24 (prise en compte, au titre des frais professionnels et au titre de l'impôt sur le revenu, des frais de déplacement et d'hébergement que doivent engager les demandeurs d'emplois, tous âges confondus) - **Art. 2 bis (limitation des conditions d'attribution d'une demi-part supplémentaire aux contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant à leur charge un ou plusieurs enfants majeurs)** (p. 5947) : accepte les amendements identiques de suppression n° I-25 de M. Robert Vizet, n° I-121 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-176 de M. Jean Chérioux ; s'oppose à l'amendement n° I-26 de M. Robert Vizet (nouvelle rédaction)



- **Après l'art. 2 bis** (p. 5948) : accepte l'amendement n° I-69 de M. Xavier de Villepin (exclusion du champ d'application des dispositions de l'article 164 C du code général des impôts des ressortissants français qui conservent la disposition d'une habitation en France lorsqu'ils s'expatrient à l'étranger pour des raisons professionnelles) - *A titre personnel*, souhaite un examen plus approfondi du sous-amendement n° I-182 de M. Daniel Millaud - Demande à M. Jean-Pierre Masseret de se rallier pour l'amendement n° I-122 de M. Guy Penne à l'amendement n° I-69 précité de M. Xavier de Villepin qui porte sur le même objet - **Art. 18** (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 5956, 5958) : financement et contrôle des dépenses de la Communauté - Droits de douane - Lutte contre la fraude. - Accepte cet article.

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - Rapporteur général - **Après l'art. 2 bis (suite)** (p. 5984) : demande le retrait de l'amendement n° I-15 de M. Rémi Herment (exonération fiscale pour les fonctionnaires d'Afrique du Nord et d'outre-mer, anciens combattants de la seconde guerre mondiale, des rappels perçus au titre de l'application de l'article 9 de la loi du 3 décembre 1982) - **Avant l'art. 3** (p. 5985) : s'oppose aux amendements, n° I-27 de M. Robert Vizet (assujettissement d'une part des biens professionnels à l'impôt sur la fortune) et n° I-123 de M. Jean-Pierre Masseret (taxation forfaitaire sur la fortune pour les patrimoines les plus considérables) - **Art. 3** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 5986) : s'oppose aux amendements, n° I-28 de M. Robert Vizet (revalorisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) et n° I-124 de M. Jean-Pierre Masseret (relèvement des taux d'impôt de solidarité sur la fortune) - **Après l'art. 3** (p. 5988) : demande le retrait de l'amendement n° I-1 de M. Etienne Dailly (conditions dans lesquelles les biens sont considérés comme professionnels et exclus de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) - (p. 5991, 5992) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-125 (suppression de l'article 885-V bis du code général des impôts relatif au plafonnement de la somme de l'impôt sur le revenu et de l'impôt de solidarité sur la fortune) et n° I-126 (modification, pour le calcul des plus-values immobilières réalisées sur les cessions de résidence secondaire du taux d'abattement pour chaque année de détention) - **Avant l'art. 4** (p. 5993) : s'oppose à l'amendement n° I-29 de M. Robert Vizet (relèvement à 40 % du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés) - **Après l'art. 4** (p. 5993, 5994) : demande le retrait de l'amendement n° I-3 de M. René Ballayer, puis s'y oppose lorsqu'il est repris sous le même numéro par M. René Régnault (exonération pour les chambres des métiers de la taxe sur les salaires pour l'ensemble des rémunérations qu'elles versent à leurs agents) - **Après l'art. 4 ou après l'art. 4 bis** (p. 5996) : s'oppose à l'amendement n° I-30 de M. Robert Vizet (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile et les hôpitaux) et demande l'avis du Gouvernement sur les amendements qui portent sur le même objet, n° I-107 de M. Philippe Marini, n° I-129 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-177 de M. Jean Chérioux (exonération de la taxe sur les salaires pour les rémunérations des personnes employées par les associations de services aux personnes âgées dépendantes) - **Après l'art. 4 (suite)** (p. 5997) : s'oppose à l'amendement n° I-31 de M. Robert Vizet (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations de tourisme social et familial à but non lucratif) - **Art. 4 bis** (*relèvement de l'abattement annuel de la taxe sur les salaires*) (p. 5998) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-127 (augmentation du seuil d'exonération pour les associations) et n° I-128 (réduction de la taxe sur les salaires versée par les associations intermédiaires et les fondations pour l'emploi) - **Après l'art. 4 bis (suite)** (*relèvement de l'abattement annuel de la taxe sur les salaires*) (p. 5999) : accepte l'amendement n° I-108 de M. Philippe Marini (imposition des plus-values à court terme réalisées à la suite de la perception d'indemnités d'assurances ou de l'expropriation d'immeubles figurant à l'actif de l'entreprise) - **Art. 5** (*relèvement du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des grosses réparations*) (p. 6000) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-130 de M. Jean-Pierre Masseret - **Après l'art. 5** (p. 6001, 6005) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-32 (crédits aux entreprises), n° I-33 (utilisation de l'argent public en matière de politique de l'emploi) et n° I-34

(politique de développement des entreprises) - **Art. 6** (*extension de la réduction d'impôt pour investissement locatif aux transformations en logements de locaux précédemment affectés à un autre usage*) (p. 6006, 6007) : s'oppose aux amendements, n° I-131 de M. Jean-Pierre Masseret (imposition supplémentaire pour les propriétaires de bureaux ou de locaux commerciaux qui n'effectueraient pas la transformation dans les délais requis) et n° I-35 de M. Robert Vizet (fixation du loyer des locaux professionnels transformés en habitations) - **Après l'art. 6** (p. 6008) : s'oppose aux amendements, n° I-36 de M. Robert Vizet (contribution des entreprises à l'effort de construction) et n° I-132 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (situation des entreprises qui doivent exposer des frais inhérents à la mise en conformité de leur équipement en vertu d'une directive européenne) - (p. 6010) : s'oppose à l'amendement n° I-37 de M. Robert Vizet (exonération du droit de mutation à titre gratuit pour l'héritier ou le bénéficiaire d'une donation qui s'engage à louer l'immeuble à des locataires à ressources modestes) - **Après l'art. 6 bis** (p. 6010, 6012) : demande le retrait de l'amendement n° I-85 de M. Alain Lambert (exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour des logements à caractère social) - **Après l'art. 6 (suite)** (p. 6013, 6014) : s'oppose aux amendements n° I-38 de M. Robert Vizet (fixation des conditions d'application des impôts locaux directs) et n° I-133 de M. Jean-Pierre Masseret (délocalisation d'entreprises) - **Art. 6 bis** (*déduction du revenu foncier des primes d'assurance pour impayé de loyer*) (p. 6015) : demande le retrait de l'amendement n° I-82 de M. Alain Lambert (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 6 bis (suite)** (p. 6016, 6018) : accepte les amendements de M. Alain Lambert n° I-84 (relèvement de la déduction forfaitaire) et n° I-83 (cas d'un logement vacant) - **Avant l'art. 7** (p. 6019, 6020) : s'oppose aux amendements n° I-39 de M. Robert Vizet (régime fiscal des plus-values immobilières liées à la cession de la résidence principale), n° I-134 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (droit de timbre lors de l'enregistrement des requêtes auprès des tribunaux administratifs) - **Art. 7** (*application du taux normal de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique distribués par réseaux publics*) (p. 6024, 6025) : conséquences de cet article - **Demande de priorité** (p. 6028, 6029) : demande l'examen en priorité des articles 11 et 13 bis et de l'amendement n° I-18, tendant à insérer un article additionnel après l'article 13 bis ; priorité ordonnée (p. 6029) - Organisation des travaux du Sénat - **Après l'art. 7** (p. 6030, 6032) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-41 (minoration de la charge fiscale pesant sur les produits de toute première nécessité pour la consommation populaire), n° I-44 (TVA sur les produits de l'horticulture) et n° I-42 (rapport du Gouvernement au Parlement sur la situation de la dette des grandes entreprises nationales), ainsi qu'à l'amendement n° I-137 de M. Jean-Pierre Masseret (TVA liée à la collecte et au traitement des déchets ménagers) - (p. 6033) : s'oppose à l'amendement n° I-43 de M. Robert Vizet (nationalisation des sociétés privées concessionnaires de service de distribution d'eau) - **Avant l'art. 14** (p. 6034) : s'oppose à l'amendement n° I-150 de M. Jean-Pierre Masseret (sociétés distributrices d'eau, d'énergie et collectrices d'ordures) - **Après l'art. 7 bis** : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-86 de M. Alain Lambert (TVA appliquée aux prestations d'avocats et d'avoués dans le cadre de l'aide juridique ou de l'aide à l'accès au droit) - **Art. 8** (*modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel*) (p. 6036) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-138 de suppression et n° I-139 (actualisation de tous les tarifs de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en fonction de l'indice des prix), ainsi qu'à l'amendement n° I-70 de M. Xavier de Villepin (taxe applicable aux gaz de pétrole liquéfiés utilisés comme carburant, GPLC) - Accepte l'amendement n° I-110 de M. Philippe Marini (maintien à 33,5 centimes de l'écart entre la taxe sur le carburant sans plomb et sur le super-carburant plombé) - **Après l'art. 8** (p. 6039, 6041) : intervient sur les amendements identiques n° I-79 de M. Michel Souplet et n° I-160 de M. Paul Girod (exonération de la TIPP pour les huiles de colza) - Financement de l'enveloppe agricole - **Art. 11** (*par priorité*) (*pérennisation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 % appliquée aux bases de taxe professionnelle*) (p. 6045) : son amendement n° I-7 : nouvelle rédaction ; adopté - **Après l'art. 11** (*par priorité*) (p. 6054, 6055) : intervient sur l'amendement

n° I-180 de M. Jacques Legendre (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des opérations faites dans le cadre des marchés d'études et de travaux publics, METP) - **Art. 13 bis (par priorité)** (*augmentation du taux de prélèvement effectué sur la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport*) (p. 6060, 6061) : accepte l'amendement rédactionnel n° I-184 du Gouvernement - Sur ce dernier, et sur les sous-amendements de M. François Lesein, déposés au nom de la commission des affaires culturelles, s'oppose au n° I-185 et demande le retrait du n° I-186 - S'oppose aux amendements de M. François Lesein, déposés au nom de la commission des affaires culturelles, n° I-16 et n° I-17 (nouvelle rédaction qui précise la destination du produit du prélèvement), ainsi qu'aux amendements n° I-92 de M. Jean-Pierre Masseret (remplacement du taux de 2,4 % par celui de 2,8 %) et n° I-63 de M. Robert Vizet (suppression du second alinéa de l'article 13 bis relatif aux modalités d'utilisation des recettes ainsi dégagées) - (p. 6065) : demande le retrait de l'amendement n° I-92, précité de M. Jean-Pierre Masseret. - **Après l'art. 13 bis (par priorité)** (p. 6067) : pense que l'amendement n° I-18 de M. François Lesein (taxe additionnelle sur le prix de vente des paquets de cigarettes pour compenser la perte de recettes due à l'application de la loi Evin), déposé au nom de la commission des affaires culturelles, sera irrecevable en application de l'article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - Rapporteur général - **Art. 9 (par priorité)** (*aménagement du plafonnement des cotisations de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée*) (p. 6084) : son amendement n° I-5 : nouvelle rédaction qui prévoit un palier intermédiaire pour les entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 140 et 500 millions de francs ; adopté - (p. 6086) : s'oppose aux amendements n° I-140 de M. Jean-Pierre Masseret (nouvelle rédaction) et n° I-46 de M. Robert Vizet (fixation du plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée à 4 %) - **Après l'art. 12 ter (par priorité)** (p. 6088) : son amendement n° I-12 : plan d'option d'achat d'actions dont bénéficient les salariés des sociétés ; adopté - (p. 6093) : demande le retrait du sous-amendement n° I-181 de M. Philippe Marini - (p. 6095) : s'oppose aux amendements identiques n° I-113 de M. Philippe Marini et n° I-153 de M. Henri Collard (extension à l'ensemble des entreprises soumises au régime réel d'imposition sur le revenu des déductions fiscales pour investissement en faveur des exploitants agricoles soumis au même régime fiscal) - (p. 6096) : accepte l'amendement n° I-114 de M. Philippe Marini (scission de sociétés) - (p. 6097) : sur les amendements de M. Xavier de Villepin, s'oppose au n° I-71 (prise en compte des résultats déficitaires provenant des dotations dans les départements d'outre-mer) et demande le retrait du I-72 (frais de scolarité payés pour les expatriés des entreprises) - (p. 6098) : s'oppose à l'amendement n° I-154 de M. Henri Collard (actualisation de plafonds pour la détermination des régimes fiscaux) - Sur les amendements de M. Philippe Marini, accepte le n° I-112 (alignement du régime des droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts des banques coopératives ou mutualistes sur celui des cessions d'actions) et demande le retrait du n° I-111 (taxe sur les contrats d'assurance) - **Après l'art. 8** (p. 6102) : demande le retrait des amendements identiques n° I-156 de M. Henri de Raincourt et n° I-161 de M. Paul Girod (exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les livraisons de gaz destinées à la production de cultures végétales sous serre), ainsi que celui de l'amendement n° I-80 de M. Michel Souplet sur le même objet que les deux amendements précédents - **Art. 8 ter (modification du délai d'emploi de la provision pour reconstitution des gisements)** : son amendement de cohérence n° I-4 ; adopté - **Après l'art. 8 ter** (p. 6103, 6104) : demande le retrait de l'amendement n° I-159 de M. Bernard Barbier (possibilité pour les compagnies pétrolières de déduire de leur bénéfice imposable le prélèvement sur leur bénéfice institué en 1985) et s'oppose aux amendements de M. Xavier de Villepin n° I-87 et n° I-88 (droits fixes d'enregistrement d'actes notariés) - **Avant l'art. 9** (p. 6105) : s'oppose à l'amendement n° I-45 de M. Robert Vizet (cotisation minimale de taxe professionnelle instituée par la loi de 1980 relative à la fiscalité directe locale) - **Après l'art. 9** (p. 6106) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-48 (situation des redevables assujettis à la taxe professionnelle dont le revenu est

constitué de bénéficiaires non commerciaux) et n° I-47 (conditions d'établissement de l'assiette de la taxe professionnelle) - (p. 6107) : s'oppose aux amendements n° I-165 de M. Louis Souvet (assujettissement de La Poste et de France Télécom au droit commun de la fiscalité locale) et n° I-141 de M. René Régnauld (surcotation appliquée aux entreprises situées dans les communes où le taux de taxe professionnelle est inférieur au taux moyen national) - **Art. 9 bis (éléments d'information à fournir au Parlement sur les conséquences de divers aménagements du régime de la taxe professionnelle)** (p. 6108) : son amendement n° I-6 : création d'une cotisation minimale de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée ; incidence d'une modulation ou d'une suppression de l'abattement général de la taxe en fonction du rapport entre la cotisation de taxe professionnelle d'entreprise et le montant de la valeur ajoutée qu'elle produit ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° I-49 de M. Robert Vizet - **Art. 10 (reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux)** (p. 6110) : s'oppose aux amendements n° I-106 de M. Robert Vizet, n° I-142 de suppression de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-169 de M. Jean-Paul Delevoye (suppression de l'article 10 ; compensation de la perte de ressources par le relèvement des droits prévus aux articles 575, 575 A et 403 du code général des impôts) - **Avant l'art. 11** (p. 6114) : s'oppose à l'amendement n° I-144 de M. René Régnauld (dotation globale de fonctionnement) - **Après l'art. 11** : s'oppose à l'amendement n° I-55 de M. Robert Vizet (dotation globale de fonctionnement) - Son amendement n° I-8 : exonération de tout droit ou taxe pour les transferts de biens, droits et obligations intervenant entre communes et établissements publics de coopération intercommunale ; retiré au profit de l'amendement n° I-188 du Gouvernement sur le même objet, qu'il accepte - (p. 6115) : s'oppose à l'amendement n° I-52 de M. Robert Vizet (abrogation de l'article 78 de la loi de finances pour 1986 relatif à la compensation entre les régimes spéciaux de protection sociale) - (p. 6116) : s'oppose à l'amendement n° I-89 de M. Alain Lambert (abrogation de l'article 53 de la loi de finances pour 1994 qui réduit de 6 % le taux de remboursement de la TVA aux collectivités territoriales sur les investissements réalisés dès 1995) - (p. 6117) : s'oppose à l'amendement n° I-54 de M. Robert Vizet (conditions d'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA) ainsi qu'à l'amendement n° I-147 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (exonération de la taxe d'habitation pour les étudiants) - Demande le retrait de l'amendement n° I-148 de M. Gérard Miquel (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - (p. 6119) : s'oppose à l'amendement n° I-58 de M. Robert Vizet (application des dispositions relatives aux exonérations de taxe professionnelle accordées par les collectivités locales aux entreprises) - **Art. 12 (institution de moyens nouveaux pour le financement des infrastructures de transport)** : son amendement de suppression n° I-9 ; retiré au profit de son amendement n° I-187 : taxation appliquée aux ouvrages hydro-électriques implantés sur les voies navigables ; adopté - (p. 6120) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-61 de suppression et n° I-163 (fixation du tarif de la taxe) - Demande le retrait de l'amendement n° I-67 de M. Ernest Cartigny (réduction de la taxe par passager à 2 francs) - **Après l'art. 12** (p. 6123) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-95 de M. Gérard César (produits de la viticulture) - (p. 6124) : s'oppose aux amendements identiques n° I-98 de M. Auguste Cazalet, n° I-157 de M. Henri de Raincourt et n° I-162 de M. Paul Girod (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole), ainsi qu'à l'amendement n° I-81 de M. Michel Souplet (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole) - **Après l'art. 12 bis** (p. 6126) : demande le retrait des amendements de M. Alain Lambert, n° I-90 et n° I-91 (application et allègement des droits de mutation à titre gratuit pour les transmissions d'entreprises) - **Avant l'art. 12 ter** : son amendement n° I-10 : régime de l'article 160 du code général des impôts relatif aux plus-values réalisées par des associés détenant plus de 25 % du capital de leur entreprise ; adopté - **Art. 12 ter (majoration du taux d'imposition des plus-values à long terme réalisées par les sociétés)** (p. 6127) : son amendement n° I-11 : nouvelle rédaction ; retiré au profit de l'amendement n° I-189 du Gouvernement qu'il accepte (nouvelle rédaction ; fixation du taux d'imposition des plus-values des entreprises à 19 %) - (p. 6129) : s'oppose aux amendements n° I-62 de M. Robert Vizet (restructuration du mode d'imposi-

tion des plus-values de cessions d'actifs) et n° I-99 de M. Philippe Marini (maintien du taux d'imposition des plus-values de 18 % pour les produits de la propriété industrielle) - **Après l'art. 13 bis (suite)** (p. 6131) : son amendement n° I-13 : fonds forestier national ; adopté - (p. 6132) : demande le retrait des amendements n° I-175 de M. Jacques Valade identique à son amendement I-13 précité, ainsi que celui des amendements de M. Jacques-Richard Delong n° I-101 (maintien au compte spécial de l'intégralité des ressources qui sont affectées au fonds forestier national), n° I-102 (augmentation du taux de la taxe sur les boîtes ou pochettes de 100 allumettes et sur les briquets à flamme) et n° I-103 (prélèvement sur le produit des jeux et loteries organisés par la Française des jeux en faveur du fonds forestier national) - (p. 6134) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° I-78 de M. Paul Caron (Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE), n° I-115 de M. Philippe Marini (relèvement du tarif de la redevance affectée au Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE) et n° I-166 de M. Jacques Oudin (augmentation des tarifs de la redevance sur toutes les consommations d'eau distribuées par un réseau public d'eau potable qui alimente le FNDAE) - (p. 6135) : s'oppose à l'amendement n° I-149 de M. Jean-Pierre Masseret (majoration de 0,6 point du prélèvement sur les paris du PMU dans le but d'alimenter le fonds national pour le développement de la vie associative) - **Art. 14 (affectation au budget général des recettes des privatisations)** (p. 6137) : s'oppose aux amendements n° I-151 de suppression de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-64 de M. Robert Vizet (suppression de la loi de privatisation du 19 juillet 1993 et de l'article 14 du présent projet qui en fait état) - Son amendement n° I-14 : attribution de vingt millions de francs à la Société française pour l'assurance du capital risque, SOFARIS ; retiré - **Art. 17 (extension d'attribution du Fonds de solidarité vieillesse, FSV, au régime des exploitants agricoles et au code des pensions civiles et militaires)** (p. 6139) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-65 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 17** (p. 6140) : s'oppose à l'amendement n° I-66 de M. Robert Vizet (suppression de la contribution sociale généralisée pesant sur les revenus salariaux ainsi que sur les pensions et les revenus de remplacement) - **Art. 19 et Etat A annexé** (p. 6155) : accepte l'amendement de coordination n° I-190 du Gouvernement - **Seconde délibération - Art. 8** (p. 6156) : accepte l'amendement n° A-1 du Gouvernement (taux du supercarburant sans plomb et du supercarburant plombé) - **Art. 8 bis A (biocarburants)** : accepte l'amendement de suppression n° A-2 du Gouvernement - **Sur l'ensemble de la première partie** (p. 6160, 6161) : fiscalité - Fonds national pour le développement du sport - Réduction de l'endettement.

#### Deuxième partie :

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) - Rapporteur général - (p. 6426, 6427) : exonération des cotisations d'allocations familiales - Prélèvements fiscaux et sociaux - Entreprises - Politique de l'emploi - Fiscalité - Allègement des charges sociales - Accepte ce projet de budget.

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) - **Examen des crédits - Art. 61 (aide personnalisée au logement)** (p. 6518) : se déclare favorable à l'amendement rédactionnel n° II-31 du Gouvernement.

**Jeunesse et sports** - (4 décembre 1994) - Rapporteur général, en remplacement de M. Jean-Pierre Masseret, rapporteur spécial - (p. 6703, 6705) : mouvements sportifs et associatifs - Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Financement - Evénements exceptionnels - Jeunesse - Accepte ce projet de budget - (p. 6717, 6718) : augmentation de ce budget de 100 millions de francs - Information des jeunes.

**Charges communes et comptes spéciaux du Trésor** - (6 décembre 1994) - Rapporteur général - **Examen des crédits - Art. 32 (mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale)** (p. 6897) : ressources du Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Engagement du Gouvernement de « rebudgétiser » la moitié de la somme prélevée sur le FNDS au profit du Grand Stade - Votera contre l'amendement n° II-36 de M. Jean Faure (suppression des crédits destinés à la construction du Grand Stade à Saint-Denis).

- **Débat sur la déclaration du Gouvernement sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de**

**la sécurité sociale [n° 129 (94-95)]** - (8 décembre 1994) - Rapporteur général - (p. 7043, 7045) : financement de la protection sociale - Fonds de solidarité vieillesse - Certification des comptes sociaux - Assiettes de cotisations - Exemple du régime de sécurité sociale des marins - Loi quinquennale sur l'emploi - Contribution sociale généralisée, CSG - Tarification - Tarif interministériel des prestations sanitaires, TIPS - Escroqueries à l'assurance maladie.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

#### Articles de totalisation des crédits :

(10 décembre 1994) - Rapporteur général - **Art. 40 et Etat H (liste des chapitres sur lesquels s'imputent les crédits pouvant donner lieu à report)** (p. 7193) : accepte l'amendement n° II-94 du Gouvernement (report sur 1995 des crédits de fonctionnement du budget de la politique de la ville non consommés en 1994).

#### Articles non rattachés :

(10 décembre 1994) - Rapporteur général - **Art. 42 (relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié au domicile)** (p. 7195) : s'oppose aux amendements analogues n° II-67 de M. Robert Vizet et n° II-75 de M. Jean-Pierre Masseret (limitation des dépenses ouvrant droit à une réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) - (p. 7196) : urgence d'une lutte solidaire contre l'exclusion et le chômage - (p. 7197) : s'oppose à l'amendement n° II-76 de M. Jean-Pierre Masseret (maintien de l'avantage en réduction d'impôt aux contribuables dont le revenu imposable est inférieur à un plafond) - **Après l'art. 42** (p. 7198) : s'oppose aux amendements n° II-73 de M. Jean-Pierre Tizon (possibilité de déduction des intérêts d'emprunt contracté pour souscrire au capital d'une société nouvelle constituée pour la reprise d'une activité préexistante) et n° II-68 de M. Robert Vizet (conditions du retour à un abattement sur le revenu des charges qui ouvre droit à une réduction de l'impôt sur le revenu) - **Après l'art. 43** (p. 7199) : son amendement n° II-55 : modalités d'imposition des subventions d'équipement en cas d'apport en société ou de fusion ; adopté - **Art. 44 bis (extension du régime des fusions à certaines scissions)** (p. 7200) : son amendement de suppression n° II-56 ; adopté - **Art. 45 (relèvement du plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global)** (p. 7201) : son amendement de coordination n° II-57 ; adopté - S'oppose aux amendements n° II-77 de suppression de M. Jean-Pierre Masseret, ainsi qu'aux amendements identiques n° II-4 de M. Paul Girod et n° II-37 de M. Auguste Cazalet (maintien de la situation actuelle en ce qui concerne les biens donnés à bail à long terme) - Accepte l'amendement n° II-49 de M. Michel Souplet, sur le même objet que les amendements identiques n° II-4 et n° II-37 précités - **Art. 46 (exonération de revenus fonciers pour les logements vacants depuis plus d'un an et mis en location)** (p. 7205) : son amendement de suppression n° II-58 ; adopté - **Après l'art. 46** (p. 7206) : demande le retrait de l'amendement n° II-92 de M. Alain Lambert (bail à réhabilitation) - (p. 7207) : accepte l'amendement n° II-93 du Gouvernement (reconduction de l'exonération des plus-values des SICAV monétaires en cas de réinvestissement du produit de leur vente dans l'achat de logements) - S'oppose à l'amendement n° II-86 de M. Philippe Marini (substitution à l'actuelle réduction d'impôt sur les intérêts d'emprunts afférents à l'acquisition d'un logement neuf d'un dispositif équivalent au système Quilès-Mehaignerie) - **Avant l'art. 47** (p. 7208) : s'oppose à l'amendement n° II-78 de M. Jean-Pierre Masseret (agrément du ministre chargé du budget afin de bénéficier des dispositions fiscales prévues dans le cas de reprise d'entreprise en liquidation) - (p. 7209) : s'oppose à l'amendement n° II-79 de M. Jean-Pierre Masseret (revalorisation des sanctions applicables en cas de constatation de fraude portant sur la TVA intracommunautaire) - **Art. 48 (reconduction de diverses mesures d'amortissement exceptionnel)** (p. 7210) : son amendement n° II-59 : prorogation des mesures d'amortissement exceptionnel visant les matériels destinés à économiser l'énergie ; adopté - **Après l'art. 48** (p. 7211) : son amendement n° II-60 : extension du bénéfice de l'amortissement exceptionnel aux batteries des véhicules électriques ; adopté - (p. 7212) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° II-80 (réforme de la taxe professionnelle) et n° II-82 (réactualisation des valeurs cadastrales) - **Art. 48 bis (possibilité**

pour les syndicats mixtes exclusivement composés de collectivités territoriales d'instituer la taxe de séjour ou la taxe de séjour forfaitaire) (p. 7213) : son amendement de suppression n° II-61 ; adopté - **Après l'art. 48 bis** (p. 7214) : demande le retrait de l'amendement n° II-38 de M. Louis Althapé (suppression du seuil de 2 000 habitants agglomérés au chef-lieu et compétence de principe du syndicat d'électricité en matière de perception de la taxe d'électricité) - **Après l'art. 48 ter** (p. 7215) : s'oppose à l'amendement n° II-83 de M. Jean-Pierre Masseret (modification des modalités de calcul de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7216) : demande le retrait de l'amendement n° II-46 de Mme Paulette Fost (modification des règles d'imputation des excédents) - (p. 7219) : s'oppose aux amendements identiques n° II-2 de M. Louis de Catuelan et n° II-5 de M. Jacques Oudin (assouplissement de la réglementation fiscale des quirs) ainsi qu'aux n° II-3 de M. Louis de Catuelan et n° II-6 de M. Jacques Oudin (prorogation du dispositif actuel) - (p. 7223) : accepte les amendements identiques précités n° II-3 de M. Louis de Catuelan et n° II-6 de M. Jacques Oudin - (p. 7224) : s'oppose aux amendements n° II-70 (montant du dégrèvement des taxes d'habitation accordé aux contribuables les plus modestes) et n° II-71 (définition du revenu des ménages susceptibles de bénéficier des exonérations de taxe d'habitation) de M. Robert Vizet - (p. 7225) : importance des investissements consentis par les compagnies pétrolières pour l'exploitation des gisements pétrolifères - Position des collectivités territoriales - (p. 7227) : accepte l'amendement n° II-48 de M. Jacques Valade (réduction des redevances communale et départementale des mines auxquelles sont soumises les productions extraites de ces gisements) - (p. 7228) : s'oppose à l'amendement n° II-21 de M. René Régnault (suppression du lien existant entre les quatre taxes locales, s'agissant des groupements à fiscalité propre) - (p. 7229) : s'oppose à l'amendement n° II-45 de Mme Paulette Fost (information des collectivités locales de l'identité des entreprises assujetties à la taxe professionnelle bénéficiant du plafonnement) - (p. 7230) : s'oppose à l'amendement n° II-84 de M. Jean-Pierre Masseret (prise en compte, dans les dépenses éligibles au fonds de compensation pour la TVA, des travaux de revêtement de la voirie) - Demande le retrait de l'amendement n° II-39 de M. Auguste Cazalet (possibilité pour les collectivités territoriales propriétaires d'abattoirs d'affecter comptablement la taxe d'usage des abattoirs publics) - (p. 7231) : s'oppose à l'amendement n° II-30 de Mme Paulette Fost (extension du dispositif de réquisition des logements inoccupés) - (p. 7232) : s'oppose à l'amendement n° II-18 de Mme Paulette Fost (rapport du Gouvernement sur la CNRACL, Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) - (p. 7233) : s'oppose à l'amendement n° II-19 de Mme Hélène Luc (rapport du Gouvernement relatif au financement des dépenses d'équipement des collectivités locales) (p. 7234) : s'oppose à l'amendement n° II-69 de M. Robert Vizet (rapport du Gouvernement concernant la dépense nationale d'éducation) - **Art. 49 (réforme du financement de l'allocation de revenu minimum d'insertion)** (p. 7236) : son amendement n° II-62 : nouvelle rédaction de l'article répondant aux préoccupations de respect du volontariat, de responsabilisation des acteurs de terrain et des acteurs de proximité, et priorité à l'insertion ; retiré - (p. 7238) : s'oppose à l'amendement de suppression n° II-72 de Mme Marie-Claude Beaudeau et retire son amendement n° II-62 précité au bénéfice de l'amendement n° II-85 de M. Charles Descours, qu'il accepte (nouvelle rédaction de l'article fondée sur un protocole national d'expérimentation) - **Après l'art. 49** (p. 7241) : s'oppose à l'amendement n° II-54 de Mme Marie-Claude Beaudeau (mise en application des dispositions de l'article 95 de la loi de finances pour 1994, remettant en cause le droit à percevoir la totalité de l'allocation aux adultes handicapés) - **Art. 50 (exonération du versement de transport pour les seules entreprises établies depuis moins de cinq ans dans les villes nouvelles de la région parisienne)** (p. 7243) : difficulté d'exonérer les employeurs des charges sociales - **Après l'art. 50** (p. 7244) : accepte les amendements du Gouvernement n° II-95 (extension du bénéfice du fonds national pour le développement des adductions d'eau à Saint-Pierre-et-Miquelon) et de coordination n° II-96 et s'oppose à l'amendement n° II-90 de M. Paul Girod (simplification dans les contrôles de la comptabilité pour la gestion des entreprises) - (p. 7245) : son amendement n° II-63 : principe du dépôt d'une

déclaration provisoire de résultat dans les trente jours suivant le retrait d'un associé de société de personnes ; retiré.

#### Seconde délibération :

(10 décembre 1994) - Rapporteur général - **Seconde délibération - Art. 21 et Etat B, art. 22 et Etat C, art. 24, art. 28, art. 32 et pour coordination art. 19 et Etat A** (p. 7256, 7257) : accepte les amendements du Gouvernement n° B-1 à n° B-54 (débudgétisation des crédits destinés à la construction du Grand stade de la coupe du monde de football - inscription au budget de l'agriculture des crédits nécessaires au maintien, en 1995, de la part nationale de la prime à la vache allaitante - dotations destinées à mettre en oeuvre les mesures en faveur de la jeunesse - accroissement de la subvention du budget général pour le câble - Inscription de crédits permettant d'installer, à Périgueux, un centre de formation du service militaire adapté) - Améliorations apportées lors de l'examen des articles de la première partie - Principaux dispositifs adoptés lors de la deuxième partie - Règles fixées par la commission des finances : équilibre du budget présenté et réforme fiscale - Rôle des amendements parlementaires - (p. 7258) : remerciements.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)] - Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 25** (p. 7636) : se déclare favorable à l'amendement n° 74 de M. Jacques-Richard Delong (application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale aux communes comptant plus de 10 000 habitants) modifié par le sous-amendement n° 229 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7640) : le groupe de l'Union centriste votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1995 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 154 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 7693, 7694) : durcissement du texte après la discussion au Sénat - Modifications apportées par la CMP - Bases de la taxe professionnelle - Taux des plus-values à long terme des sociétés - Rente mutualiste des anciens combattants d'Afrique du Nord - (p. 7695) : *stock options* - Souhaite l'adoption des conclusions de la CMP, sous réserve de l'adoption de l'amendement de MM. Lucien Lanier et René Ballayer - (p. 7696) : groupe de travail sur les plans d'option d'achat d'actions - **Art. 55 (détermination des droits fixes de la taxe pour frais de chambres de métiers)** (p. 7713) : accepte l'amendement n° 1 de M. Lucien Lanier (augmentation du montant du droit fixe) :

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 7718, 7719) : constat, pour les recettes, des plus-values intervenues - Réajustements indispensables pour les dépenses - Amélioration des rentrées fiscales - Affectation prioritaire des plus-values à la réduction du déficit de 1994 - Augmentation des recettes non fiscales - Ouvertures de crédits en cours d'exercice - Arrêtés d'annulations - (p. 7720) : transfert de dépenses - Estimation des plus-values de 1994 - Taux de TVA applicable à l'horticulture et au bois de chauffage - Approbation du projet de loi de finances rectificative pour 1994 par la commission des finances - **Art. 1<sup>er</sup> (extension d'attributions du Fonds de solidarité vieillesse au régime des exploitants agricoles)** (p. 7729) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 16 de M. Alain Vasselle, n° 18 de M. Jean-Pierre Masseret et n° 33 de Mme Paulette Fost - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7731) : s'oppose à l'amendement n° 37 de Mme Paulette Fost (pension de retraite servie aux retraités du régime agricole) - **Après l'art. 8** (p. 7741) : accepte l'amendement n° 24 de M. Michel Souplet (extension du bénéfice des dispositions fiscales concernant les unités de production d'éthanol à des unités qui produiraient des esters et des huiles de colza) - **Art. 10 (assujettissement des sociétés de programmes de télévision et des exploitants de réseaux câblés au prélèvement institué en faveur du compte de soutien aux industries cinématographiques et de programmes audiovisuels)** (p. 7742) : son amendement n° 1 : maintien explicite de Canal Plus dans la définition du service collectif proposé par le câble ; adopté - **Avant l'art. 13** (p. 7744) : demande le retrait de l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Masseret (revalorisation du plafond du chiffre d'affaires des personnes soumises au régime simplifié d'imposition) au profit de l'amendement n° 25

de M. Ernest Cartigny, qu'il accepte (relèvement des limites supérieures du régime simplifié d'imposition afin de tenir compte de l'évolution des prix) - (p. 7745) : difficulté de trancher entre le caractère agricole et le caractère industriel et commercial de certaines activités - Demande le retrait de l'amendement n° 22 de M. Michel Charasse (modalités d'application de l'exonération de la taxe professionnelle pour les activités agricoles) - (p. 7749) : s'oppose aux amendements n° 20 de M. Raymond Courrière et n° 34 de Mme Paulette Fost, sur le même objet (exonération d'impôt sur le revenu et de CSG pour les rappels de traitement perçus actuellement par les fonctionnaires rapatriés d'Afrique du nord et ayant la qualité d'ancien combattant de la seconde guerre mondiale) - **Après l'art. 13** (p. 7752) : recommandation européenne - **Art. 15** (extension du régime économique et fiscal du sucre) (p. 7753) : son amendement de coordination n° 2 ; adopté - **Art. 17** (modification du régime fiscal des syndicats mixtes en matière d'impôt sur les sociétés) : son amendement n° 3 : report de la date de mise en oeuvre de la disposition ; adopté - **Après l'art. 17** (p. 7754) : accepte l'amendement n° 32 du Gouvernement (validation des impôts annulés pour vice de forme par certaines collectivités territoriales) - **Art. 18 bis** (possibilité d'imposition immédiate des plus-values nettes à long terme constatées lors de l'apport en société d'une entreprise individuelle) (p. 7755) : ses amendements de précision n° 4 et n° 5 ; adoptés - **Art. 19 bis** (financement de stocks à rotation lente) : son amendement de suppression n° 6 ; adopté - **Art. 26** (aménagement des modalités de liquidation des intérêts moratoires au profit de l'Etat) (p. 7756, 7757) : ses amendements n° 7 : compétence du tribunal administratif lors de la décision imposant les intérêts moratoires ; et n° 8 : interdiction de cumul du paiement des intérêts moratoires avec celui d'intérêts de retard ; adoptés - **Art. 26 bis** (régime fiscal des opérations publiques d'échanges d'actions) : son amendement n° 9 : assouplissement du dispositif « anti-abus » mis en place par la loi de finances rectificative pour 1991 lors des échanges d'actions en report d'imposition de plus-value ; adopté après modification par le sous-amendement n° 39 du Gouvernement, qu'il accepte - Accepte l'amendement n° 27 de M. Philippe Marini (extension du sursis d'imposition au remboursement d'obligations en actions de la même société) - **Après l'art. 26 bis** (p. 7759) : accepte l'amendement n° 28 de M. Philippe Marini (mesures en faveur des opérations de restructuration des groupes) - **Après l'art. 26 ter** : accepte l'amendement n° 29 de M. Philippe Marini (mise en conformité des dispositions de l'article 39-1 1°) quater du code général des impôts avec le plan comptable général) - **Art. 26 quater** (modification du régime des opérations groupées de restauration immobilière) (p. 7760, 7761) : ses amendements n° 10 : extension de la période de mise en location entre la fin des travaux et la première location ; et n° 11 : précisions quant à la nature des travaux de restauration et référence à une déclaration d'utilité publique ; adoptés ; n° 12 : mesures spécifiques pour une opération non encore engagée au 1<sup>er</sup> janvier 1995 mais déclarée d'utilité publique avant cette date ; retiré - **Après l'art. 26 quinquies** (p. 7762) : son amendement n° 13 : neutralisation, dans le résultat d'ensemble du groupe, des dividendes versés entre sociétés du groupe et ne bénéficiant pas du régime mère-fille ; adopté - **Avant l'art. 26 sexies** (p. 7763) : son amendement n° 14 : neutralisation de certaines réintégrations fiscales en cas d'évolution dans la structure d'un groupe ; adopté - (p. 7765) : accepte les amendements n° 21 de M. Philippe Marini (suppression de la dépendance entre la réintégration de l'amortissement financier du preneur du contrat de crédit-bail et la situation du bailleur) et n° 23 de M. Jean Chérioux (exonération de la taxe sur les salaires pour les rémunérations versées par un particulier occupant un seul employé à domicile et extension du bénéfice de cette mesure, sous certaines conditions, aux personnes employant plusieurs salariés) - **Avant l'art. 27** (p. 7766) : demande le retrait de l'amendement n° 26 de M. Albert Vecten (conditions de maintien de la prestation de RMI) - **Art. 28** (prélèvements sur les jeux de loterie individuels, portables et jetables exploités par la Société française des jeux) (p. 7767) ; son amendement de suppression n° 15 ; retiré - Apparition de nombreux jeux depuis 1990 - (p. 7768) : nécessaire modification de la loi de 1983 - (p. 7769) : dimension expérimentale du projet - Ressources pour le Fonds national pour le développement du sport - (p. 7770) : apparences, pour l'article 28, d'un cavalier budgétaire - (p. 7771, 7772) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'article 28 - **Après**

**l'art. 32** (p. 7773) : demande le retrait de l'amendement n° 17 de M. Philippe Marini (situation du Comptoir des entrepreneurs) .

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. 18** (p. 7996) : se déclare opposé à l'amendement n° 16 de M. Charles Lederman (extension du champ des exonérations de droit de mutation à titre gratuit aux partis politiques).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 187 (94-95)] - (23 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 8108) : articles restant en discussion - Modification du régime de la loi Malraux sur la restauration immobilière - Extension de la définition des travaux déductibles aux travaux d'agrandissement - Amélioration sensible de la fiscalité applicable aux entreprises - Demande le vote du texte tel qu'il ressort des conclusions de la CMP.

**ARZEL** (Alphonse), sénateur du Finistère (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

#### DÉPÔTS

*Proposition de résolution*, déposée avec les membres du groupe de l'Union centriste et rattachés, tendant à créer une commission d'enquête sur le contrôle du transport et les conséquences du versement en mer des produits polluants [n° 245 (93-94)] (18 janvier 1994) - **Transports maritimes**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO Débats* du 15 avril 1994) (p. 1101) - Ministère : Equipement - *Application de la loi sur le littoral - Mer et littoral*.

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - **Art. 25** (durée du plan de redressement) (p. 864, 865) : son amendement n° 146, soutenu par M. Pierre Fauchon : durée maximale portée à quinze ans ; retiré - **Art. 28** (intérêts des créances soumises au plan de redressement) (p. 869) : son amendement de suppression n° 147, soutenu par M. Pierre Fauchon ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4745, 4746) : coopération intercommunale - Communautés de communes - Notion de « pays ».

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Deuxième lecture** [n° 22 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (10 novembre 1994) - **Art. 9** (études de sécurité publique préalables à la réalisation de certains équipements collectifs) (p. 5473) : sur l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission, son sous-amendement n° 25, soutenu par M. Xavier de Villepin ; adopté - Ses amendements, soutenus par M. Xavier de Villepin, n° 23 : dispositif contractuel local dans lequel s'inscrit l'obligation de gardiennage ; et n° 24, de repli ; retirés.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6628) : son amendement n° II-27, soutenu par M. Jean Pourchet : augmentation de la réduction

des crédits ; retiré puis repris par M. Gérard Delfau sous le même numéro.

**AUTAIN (François)**, sénateur de la Loire-Atlantique (S).

Secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - (12 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 964, 966) : précédentes initiatives - Caractère répressif de ce projet de loi - Politique étrangère - Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques, DGRCS - Enseignement du français à l'étranger - Utilisation du français dans les contrats de travail, la vie publique et en matière de consommation - Rôle du législateur - Liberté d'expression - Terminologie.

**Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - **Art. 2 (inscriptions apposées et annonces faites dans les lieux ouverts au public)** (p. 989) : soutient l'amendement n° 46 de M. Claude Estier (suppression de la référence faite à la gravité du manquement) - **Art. 3 (présentation du texte français et de ses traductions éventuelles)** (p. 991) : soutient l'amendement n° 47 de M. Claude Estier (recours minimum à deux langues étrangères) - **Art. 4 (réduction des contrats conclus par une personne morale de droit public)** (p. 994) : soutient l'amendement n° 48 de M. Claude Estier (traduction des traités internationaux) - (p. 995) : soutient l'amendement rédactionnel n° 49 de M. Claude Estier - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 996) : soutient l'amendement n° 50 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction).

– **Conclusions du rapport de M. Etienne DAILLY**, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 70, 94-95) portant validation de la rémunération de certains services rendus par les huissiers de justice [n° 73 (94-95)] - (18 novembre 1994) - **Art. unique (rémunération de certains services rendus)** (p. 5825) : abstention du groupe socialiste.

– **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie** [n° 47 (94-95)] - (18 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5832, 5833) : exemples européens - Cession automatique de la gestion des droits d'auteur - Rémunération des ayants droit - Etablissements d'enseignement public et de recherche - **Art. unique (gestion collective du droit de reproduction par reprographie)** (p. 5835, 5838) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 17 rédactionnel et n° 19 (amélioration de la protection du droit d'auteur) - Sur l'amendement n° 5 de la commission (définition de la reprographie), soutient le sous-amendement n° 18 de M. Claude Estier - Sur l'amendement n° 1 de la commission (gestion collective des copies à usage collectif), soutient le sous-amendement n° 24 de M. Claude Estier - (p. 5841, 5843) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 21 (répartition de la rémunération) et n° 25 (dérogation pour les établissements d'enseignement public) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5848) : incidences financières - Le groupe socialiste s'abstiendra.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile** - (6 décembre 1994) (p. 6856) : plan de redressement d'Air France - Infrastructures aéroportuaires - (p. 6857) : aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle - Situation de

la construction aéronautique civile - Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

**Communication** - (9 décembre 1994) (p. 7150) : éléments chiffrés - Financement de La Cinquième - Redevance - Mise en place de La Cinquième - (p. 7151) : groupement d'intérêt économique entre ARTE et La Cinquième - ARTE - Situation du câble - (p. 7152) : autoroutes de l'information - Projet de chaîne arabophone sur le câble - Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

**AUTHIÉ (Germain)**, sénateur de l'Ariège (S).

#### NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des lois.

– Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Juge suppléant de la Cour de justice de la République (*JO* Lois et décrets du 20 janvier 1994).

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Justice - Services généraux** - [n° 84 (94-95)] tome 4 (22 novembre 1994).

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée au Canada du 7 au 22 septembre 1994 [n° 203 (94-95)] (29 décembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1994) - **Canada**.

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistra-**

**ture [n° 585 (93-94)] - (18 octobre 1994) - Discussion générale** (commune avec les projets n° 594 et n° 586) (p. 4424) : considérations financières - (p. 4425) : magistrats non professionnels - Déconcentration - Carte judiciaire - Administration centrale de la justice - Statut des personnels - (p. 4426) : transfert de certaines activités non juridictionnelles aux greffiers - Consultation et médiation - Transaction financière - Juge unique - Insuffisance du nombre de magistrats - Ne peut accepter les dispositions de ces différents projets de loi.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)] - (18 octobre 1994) - Discussion générale** (commune avec les projets n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet n° 585 (p. 4424, 4426).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)] - (18 octobre 1994) - Discussion générale** (commune avec les projets n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet n° 585 (p. 4424, 4426).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Education nationale - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6542) :** crédits de l'enseignement scolaire - Nouveau contrat pour l'école - Problème du dédoublement des classes surchargées en l'absence de création ou de fermeture de classes - (p. 6543) : compensation d'ouvertures et de fermetures de classes - Modification du système des bourses - Fonds social collégien - Politique sociale - (p. 6544) : ne votera pas ce projet de budget.

**Agriculture et pêche - (2 décembre 1994) (p. 6607, 6608) :** fermeture des services publics ruraux - Fonds national de développement des adductions d'eau, FNDAE - Electrification en milieu rural - Eleveurs - Indemnité spéciale de montagne.

**Justice - (7 décembre 1994) - Rapporteur pour avis pour les services généraux (p. 6916, 6918) :** bilan d'application de la loi de programme - Echec du schéma directeur informatique - Effort en faveur du corps des magistrats - Missions des juges - Longueur des délais de jugement - Accepte les crédits de ce projet de budget pour les services généraux.

## B

**BAILET (Honoré)**, sénateur des Alpes-Maritimes (RPR).

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

**BALARELLO (José)**, sénateur des Alpes-Maritimes (RI).

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

Membre titulaire représentant le Sénat au conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation public de Fresnes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 434 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie [n° 451 (93-94)] (25 mai 1994) - **Rapatriés**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Rapatriés** - [n° 83 (94-95)] tome 12 (22 novembre 1994).

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 90 (94-95)], adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relative à la diversité de l'habitat [n° 142 (94-95)] (14 décembre 1994) - **Logement**.

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie** [n° 434 (93-94)] - (31 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1973, 1974) : composition de la communauté Harkie - Signature des accords d'Evian - Exode en France des Français musulmans rapatriés - (p. 1975, 1976) : reconnaissance de la République française exprimée par la Haute assemblée - Mesures en faveur de l'acquisition de logements par les Harkis - Aide aux Harkis dits « de la deuxième génération » - Au nom de la commission des affaires sociales, accepte ce projet de loi - **Art. 6 (bénéficiaires des aides spécifiques au logement)** (p. 1994) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de M. Hubert Durand-Chastel (extension du champ des bénéficiaires des aides spécifiques aux résidents hors de France) - **Art. 13 (caractère insaisissable et non imposable de l'allocation forfaitaire complémentaire et des aides spécifiques)** (p. 1997) : s'oppose aux amendements n° 2 de M. Rémi Herment (extension des dispositions aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale) et n° 1 de M. Louis Minetti (réparation d'une partie du préjudice subi par certains fonctionnaires rapatriés d'Afrique du nord).

– **Projet de loi relatif à l'habitat** [n° 416 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2097) : son amendement n° 47, soutenu par M. Camille Cabana : fixation des objectifs de vente de logements par le conseil d'administration ou de surveillance de chaque organisme d'HLM ; recommandations du conseil départemental de l'habitat ; adopté après modification par le sous-amendement n° 153 de la commission saisie pour avis.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6499, 6500) : rigueur budgétaire - Prêts locatifs aidés, PLA, et prêts d'accès à la propriété, PAP - Réhabilitation - Aide à la personne - Revenus immobiliers - (p. 6501) : financement du logement social - Aide à la pierre et aide à la personne - Logements vacants - Loi d'orientation sur la ville - Le groupe des RI votera ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 61 (aide personnalisée au logement)** (p. 6518) : au nom du groupe des RI, se déclare favorable à l'amendement rédactionnel n° II-31 du Gouvernement.

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) (p. 6831, 6833) : secteur des travaux publics routiers dans les Alpes-Maritimes - Percées alpines - Voie ferrée Nice-Turin - Autoroute urbaine au Sud de Nice - TGV Méditerranée - Entretien de la RN 204 - Le groupe des RI votera ce projet de budget.

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)** - (6 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 6871, 6872) : rapatriés - Indemnisation des biens laissés en Algérie - Régimes de retraite - Aide au désendettement des rapatriés - Commission départementale d'aide aux rapatriés réinstallés, CODAIR - (p. 6873) : plan d'action global en faveur des Harkis - Volet réglementaire spécifique en faveur des fils et filles de Harkis - Avis favorable à l'adoption des crédits de ce budget.

**Justice** - (7 décembre 1994) (p. 6934, 6936) : informatisation des tribunaux et situation des effectifs - Déconcentration des juridictions - Asphyxie de la cour d'appel d'Aix-en-Provence - Augmentation des personnels pénitentiaires - Respect du secret de l'instruction - Le groupe des Républicains et Indépendants votera ce projet de budget.

– **Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat** [n° 90 (94-95)] - (20 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 7855, 7856) : respect de la diversité de l'habitat - Modalités d'application - Programme local de l'habitat - Obligation de construire des logements sociaux - Dispositif inapplicable - Allègement de la procédure d'élaboration - Seuil démographique - Logements HLM - Dotation globale de fonctionnement - Au nom de la commission des affaires sociales et sous réserve de l'adoption de ses amendements, se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de loi - **Art. 2 (modifications de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation)** (p. 7866) : son amendement n° 8 : seuil unique de 3 500 habitants ; adopté - **Art. 5 (modifications de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation)** (p. 7874) : se déclare opposé aux amendements n° 31 de M. Alain Lambert (réalisation d'un minimum de logements locatifs pour les ménages à revenus modestes) et n° 26 de M. Claude Estier (engagement des communes réduit aux logements financés par un prêt locatif aidé) - **Après l'art. 8** (p. 7879) : son amendement n° 9 : vente de logements HLM aux locataires ; adopté.

**BALLADUR (Edouard)**, premier ministre.

## DÉPÔTS

**En première lecture devant le Sénat :**

*Projet de loi* relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire de l'Etat [n° 277 (93-94)] (3 février 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Territoires d'outre-mer**.

*Projet de loi* autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif) [n° 284 (93-94)] (17 février 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Traités et conventions**.



*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 285 (93-94)] (17 février 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française [n° 291 (93-94)] (1<sup>er</sup> mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - Francophonie.*

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [n° 292 (93-94)] (3 mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'approbation entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Jamaïque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 293 (93-94)] (3 mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant la ratification du traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre [n° 297 (93-94)] (10 mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi relatif à la partie législative des livres I et II du code des juridictions financières [n° 300 (93-94)] (23 mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - Code des juridictions financières.*

*Projet de loi relatif à certaines dispositions législatives des livres I et II du code des juridictions financières [n° 301 (93-94)] (23 mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - Code des juridictions financières.*

*Déclaration du Gouvernement, prononcée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, et M. François Léotard, ministre d'Etat, ministre de la défense, sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe [n° 341 (93-94)] (13 avril 1994) - Gouvernement (déclarations).*

*Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)] (13 avril 1994) - Ancien combattants et victimes de guerre.*

*Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)] (11 mai 1994) - Logement.*

*Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)] (11 mai 1994) - Sécurité sociale.*

*Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation [n° 418 (93-94)] (11 mai 1994) - Justice.*

*Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique [n° 419 (93-94)] (11 mai 1994) - Fonctionnaires et agents publics.*

*Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 420 (93-94)] (11 mai 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 7 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions, modifiée par l'avenant du 27 septembre 1989 [n° 421 (93-94)] (11 mai 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 juillet 1989 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis en vue*

*d'éviter les doubles impositions [n° 422 (93-94)] (11 mai 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 18 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un échange de lettres interprétatif) [n° 423 (93-94)] (11 mai 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part [n° 440 (93-94)] (18 mai 1993) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part [n° 441 (93-94)] (18 mai 1993) - Traités et conventions.*

*Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)] (25 mai 1994) - Environnement.*

*Déclaration du Gouvernement, prononcée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur l'éducation [n° 471 (93-94)] (1<sup>er</sup> juin 1994) - Gouvernement (déclarations).*

*Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)] (1<sup>er</sup> juin 1994) - Fonction publique territoriale.*

*Déclaration du Gouvernement, prononcée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture, sur l'agriculture [n° 496 (93-94)] (9 juin 1994) - Agriculture.*

*Projet de loi relatif au prix des fermages [n° 511 (93-94)] (15 juin 1994) - Agriculture.*

*Projet de loi autorisant l'approbation du deuxième protocole portant modification à la convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités [n° 512 (93-94)] (15 juin 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, [n° 513 (93-94)] (15 juin 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)] (22 juin 1994) - Ordre public.*

*Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse [n° 560 (93-94)] (29 juin 1994) - Impôts et taxes.*

*Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi [n° 561 (93-94)] (29 juin 1994) - Travailleurs indépendants.*

*Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale [n° 603 (93-94)] (15 juillet 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - Elections.*

*Projet de loi relatif à la partie législative du Livre III du code des juridictions financières [n° 605 (93-94)] (20 juillet 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - Code des juridictions financières.*

*Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 [n° 610 (93-94)] (24 août 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 611 (93-94)] (24 août 1994 ; rattaché pour*

ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Stupéfiants.**

*Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violation grave du droit international humanitaire commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 [n° 612 (93-94)] (31 août 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - Droits de l'homme.*

*Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Estonie [n° 613 (93-94)] (7 septembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lettonie [n° 614 (93-94)] (7 septembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours [n° 622 (93-94)] (29 septembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - Protection civile.*

*Déclaration du Gouvernement, prononcée par M. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur la recherche [n° 1 (94-95)] (4 octobre 1994) - Gouvernement (déclarations).*

*Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 8 (94-95)] (6 octobre 1994) - Etrangers.*

*Projet de loi complétant, en ce qui concerne certains contrats de services et de fournitures, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence et la loi n° 92-1282 du 11 décembre 1992 relative aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications [n° 9 (94-95)] (6 octobre 1994) - Marchés publics.*

*Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés [n° 28 (94-95)] (12 octobre 1994) - Consommation.*

*Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 [n° 29 (94-95)] (12 octobre 1994) - Stupéfiants.*

*Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique [n° 32 (94-95)] (13 octobre 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant la ratification du premier protocole du 19 décembre 1988 concernant l'interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles et celle du deuxième protocole du 19 décembre 1988 attribuant à la Cour de justice des Communautés européennes certaines compétences en matière d'interprétation de la convention de Rome du 19 juin 1980 [n° 37 (94-95)] (19 octobre 1994) - Communautés européennes.*

*Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova [n° 38 (94-95)] (19 octobre 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie sur l'encouragement et la protection*

*réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [n° 39 (94-95)] (19 octobre 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [n° 40 (94-95)] (19 octobre 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)] (26 octobre 1994) - Politique économique et sociale.*

*Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique [n° 46 (94-95)] (26 octobre 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie [n° 47 (94-95)] (27 octobre 1994) - Propriété intellectuelle.*

*Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, signée à Funchal le 18 mai 1992 [n° 71 (94-95)] (14 novembre 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)] (29 novembre 1994) - Privatisations.*

*Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994 [n° 119 (94-95)] (7 décembre 1994) - Union européenne.*

*Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes [n° 128 (94-95)] (7 décembre 1994) - Traités et conventions.*

*Déclaration du Gouvernement, prononcée par Mme Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale [n° 129 (94-95)] (8 décembre 1994) - Gouvernement (déclarations).*

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Yves Guéna : **Nucléaire (Centrale de Tchernobyl)** (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2643).

de M. Guy Allouche : **Politique générale (Etat de la France à la veille de l'élection présidentielle)** (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4263).

de M. Claude Huriet : **Médecine (Aléa médical)** (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5729).

## INTERVENTIONS

- **Allocution** - (13 juillet 1994) (p. 3953) : bilan de la session parlementaire - Politique communautaire - Rôle du Parlement - Politique économique et sociale - Session extraordinaire - (p. 3954) : session d'automne.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - (25 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4642, 4643) : débat national sur l'aménagement du territoire.

## INTERVENTIONS

- **Allocution** - (22 décembre 1994) (p. 8020, 8021) : rôle du Sénat dans l'élaboration de la loi - Qualité de la réflexion menée par la Haute Assemblée - Bonne organisation des travaux parlementaires - Information du Parlement par le Gouvernement - Remerciements aux sénateurs, aux fonctionnaires, aux personnels des groupes parlementaires et à la presse.

**BALLAYER (René)**, sénateur de la Mayenne (UC).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - Commerce et artisanat - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 6 (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4265) - Ministère : Justice  
- *Secret de l'instruction* <sup>1</sup> Justice.

#### INTERVENTIONS

– **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - Suite de la discussion - (7 avril 1994) - Après l'art. 3 (p. 799) : se déclare défavorable à l'amendement n° 20 de la commission (relèvement du capital minimal des sociétés commerciales).

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - Après l'art. 4 (p. 5993) : son amendement n° I-3 : exonération pour les chambres des métiers de la taxe sur les salaires pour l'ensemble des rémunérations qu'elles versent à leurs agents ; retiré puis repris par M. René Régnault sous le même numéro.

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (28 novembre 1994) - Rapporteur spécial (p. 6310) : modicité de ce projet de budget - Concours publics hors budget - Contrats de plan Etat-région - Développement de l'activité artisanale - Programme d'orientation pour l'artisanat - Equilibre entre les différentes formes d'activité commerciale - (p. 6311) : opération « 1000 villages » et « Centre 2000 » - Financement des entreprises - Transmission des entreprises - Aide aux commerçants et artisans en difficulté - Propose au Sénat d'adopter ce projet de budget - **Examen des crédits** - Art. 55 (*droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers*) (p. 6326) : A titre personnel, son amendement n° II-1 : fixation du maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers à 570 francs ; adopté - En qualité de rapporteur spécial, accepte l'amendement précité n° II-1 et demande le retrait de l'amendement analogue n° II-12 de M. Jean-Paul Hammann au profit de ce dernier - **Après l'art. 55** (p. 6329) : accepte les amendements du Gouvernement, n° II-14 (réforme de la taxe sur les grandes surfaces) et n° II-15 (dispositif d'aide aux commerçants et aux artisans en difficulté) - A titre personnel, sur l'amendement n° II-14 du Gouvernement précité, accepte le sous-amendement n° II-12 de M. Jean- Jacques Robert.

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6504, 6505) : contraintes budgétaires - Droits de mutation - Aides à la personne - Neutralité fiscale entre placements immobiliers et mobiliers - (p. 6505) : le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 154 (94-95)] - (19 décembre 1994) - Art. 55 (*détermination des droits fixes de la taxe pour frais de chambres de métiers*) (p. 7713) : soutient l'amendement n° 1 de M. Lucien Lanier (augmentation du montant du droit fixe).

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1994** [n° 132 (94-95)] - (19 décembre 1994) - Après l'art. 8 (p. 7741) : soutient l'amendement n° 24 de M. Michel Souplet (extension du bénéfice des dispositions fiscales concernant les unités de production d'éthanol à des unités qui produiraient des esters et des huiles de colza) - Avant l'art. 27 (p. 7766) : soutient l'amendement n° 26 de M. Albert Vecten (conditions de maintien de

la prestation de RMI) - Art. 28 (*prélèvements sur les jeux de loterie individuels, portables et jetables exploités par la Société française des jeux*) (p. 7770) : aspect positif de la modernisation de la Société française des jeux - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7773, 7774) ; recettes fiscales supplémentaires - Augmentation des crédits d'intervention - Conciliation des impératifs à court terme et des impératifs à long terme - Avec le groupe de l'Union centriste, votera le projet de loi de finances rectificative pour 1994.

**BANGOU (Henri)**, sénateur de la Guadeloupe (apparenté au groupe C).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Chine du 5 au 18 septembre 1994, chargée d'étudier la situation de l'économie de ce pays, ainsi que ses relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 66 (94-95)] (9 novembre 1994) - Chine.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5739) - Ministère : Premier ministre - *Création d'une assemblée unique dans les départements d'outre-mer* - **Départements et territoires d'outre-mer.**

*Questions orales sans débat :*

n° 150 (JO Débats du 13 octobre 1994) (p. 4230) - Ministère : Intérieur - *Insécurité dans les DOM et notamment en Guadeloupe* - (Réponse : JO Débats du 22 octobre 1994) (p. 4618) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen** - *Deuxième lecture* [n° 257 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 491) : problème causé par l'intégration des départements des Antilles au Marché commun sans consultation ou association aux discussions, et par l'absence de représentants directs au sein des instances communautaires - (p. 492) : souhaite une juste représentation des collectivités dominiennes au sein du parlement européen - **Après l'art. 3** (p. 495) : son amendement n° 5 : représentation des collectivités des départements d'outre-mer au sein du parlement européen ; rejeté.

– **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion - (22 juin 1994) - Après l'art. 1<sup>er</sup> ter ou après l'art. 23 (p. 2820) : se déclare favorable à l'amendement n° 141 de M. Pierre Lagourgué (extension de l'allocation parentale d'éducation aux départements d'outre-mer).

– **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte** [n° 549 (93-94)] - (8 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3752, 3754) : caractère préoccupant de la situation économique et sociale - RMI - Chômage - TVA sociale - Art. 1<sup>er</sup> (*adaptation du RMI aux départements d'outre-mer*) - Art. 42-7 de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 (*composition du conseil d'administration de l'agence*) (p. 3789) : soutient l'amendement n° 59 de Mme Marie-Claude Beaudeau (nomination du directeur de l'agence) - Art. 42-9 de la loi précitée (*financement de l'agence d'insertion*) (p. 3790) : soutient l'amendement n° 61 de Mme Marie-Claude Beaudeau (modalités de calcul du crédit

alloué à l'agence) - **Art. 2 (contrats d'accès à l'emploi)** (p. 3792) : soutient l'amendement n° 62 de Mme Marie-Claude Beaudou (prise en compte dans le calcul de l'effectif des entreprises des salariés liés par un contrat d'accès à l'emploi) - **Art. 3 (exonération des cotisations sociales à la charge de l'employeur)** (p. 3798) : soutient l'amendement n° 64 de Mme Marie-Claude Beaudou (modalités d'octroi des aides et exonérations) - **Art. 6 (financement de la politique spécifique de l'emploi)** (p. 3801) : soutient l'amendement de suppression n° 65 de Mme Marie-Claude Beaudou - **Art. 11 (fusion des comités régionaux et départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi)** (p. 3804) : soutient l'amendement n° 67 de Mme Marie-Claude Beaudou (participation du comité régional à l'élaboration des plans et programmes d'action) - **Art. 13 ter (adaptation des conventions et accords collectifs aux DOM)** : soutient l'amendement n° 69 de Mme Marie-Claude Beaudou (impossibilité d'appliquer aux DOM des dispositions spécifiques moins favorables que celles de la métropole) - **Art. 23 (élargissement du champ d'affectation du produit de la taxe sur les carburants)** (p. 3815) : soutient l'amendement de suppression n° 71 de Mme Marie-Claude Beaudou - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3819) : votera contre l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) (p. 6786, 6787) : situation préoccupante des DOM-TOM : récession, chômage, fiscalité.

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi [n° 561 (93-94)]** - (19 décembre 1994) - **Art. 2 (conditions d'accès à l'activité de conducteur de taxi)** (p. 7783) : son amendement n° 16, soutenu par M. Louis Minetti : non application de ces dispositions aux départements d'outre-mer ; rejeté.

**BARBIER (Bernard)**, sénateur de la Côte d'Or (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.
- Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.
- Membre titulaire du comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures.
- Membre titulaire du conseil supérieur de l'électricité et du gaz.
- Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications (JO Lois et décrets du 24 novembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur le Xe Colloque de réflexion économique organisé le 28 avril 1994 :

- I - La persistance du chômage en Europe.
- II - Emploi et chômage des non-qualifiés en France [n° 504 (93-94)] (15 juin 1994) - **Chômage**.
- Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur** - I - Industrie - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 25 (22 novembre 1994).

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les résultats de projections macro-économiques et le devenir de la planification [n° 127 (94-95)] (7 décembre 1994) - **Planification**.

#### INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2448, 2449) : statut de l'exploitation

agricole - Application des dispositions de la loi Evin sur la publicité en faveur des boissons alcoolisées - Nécessaire politique de promotion du vin - Définition d'une politique de lutte contre l'alcoolisme.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4722, 4723) : retour à la mission d'aménagement de l'Etat - Coopération intercommunale - Notion de « pays » - Tourisme rural.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 14 (Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale)** (p. 5107) : sur l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction érigeant le Fonds en établissement public et limitant ses compétences aux dessertes aériennes intérieures), ses sous-amendements, soutenus par Mme Anne Heinis, n° 354 : dessertes aériennes intérieures à la France continentale ; et n° 355 : réduction du montant de la taxe ; retirés.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 8 ter** (p. 6103) : son amendement n° I-159, soutenu par Mme Anne Heinis : possibilité pour les compagnies pétrolières de déduire de leur bénéfice imposable le prélèvement sur leur bénéfice institué en 1985 ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) - Rapporteur spécial (industrie) - (p. 6268) : éléments chiffrés - (p. 6269) : moyens de l'administration - Crédits destinés à l'énergie et aux matières premières - Crédits de politique industrielle - (p. 6270) : grands programmes technologiques - La Poste et les entreprises publiques du secteur industriel - Propose au Sénat de donner un avis favorable au budget de l'industrie.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Art. 11 quater (distribution de gaz)** (p. 7513) : son amendement n° 110, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : alternative à l'impossibilité d'extension des dessertes de distribution de gaz par Gaz de France du fait des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ; adopté.

**BARDOU (Janine)**, sénateur de la Lozère (NI puis RI).

**Remplace le 10 septembre 1994, M. Joseph Caupert, décédé (JO Lois et décrets du 13 septembre 1994).**

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 19 octobre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)] - Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 4212, 4214) : sur l'amendement n° 35 de la commission (prérogatives des commissions et nouvelle rédaction de l'article), son sous-amendement n° 257, soutenu par M. Jean Delaneau ; adopté - Son amendement n° 256, soutenu par M. Jean Delaneau : regroupement de l'ensemble des commissions au sein du conseil départemental ; retiré.

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 37 - Paragraphe III (par priorité)** (*gestion des déchets*) (p. 4329) : ses amendements, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 263 : responsabilité du département pour l'élaboration des projets de plan de gestion des déchets ; et n° 264 : délai pour le transfert de compétence ; retirés - **Paragraphe VI (par priorité)** : ses amendements, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 266 : affectation aux conseils généraux d'une part importante du montant du fonds de gestion des déchets ; et n° 265 : principe du « pollueur-payeur » appliqué dans le cadre de la gestion des déchets ; retirés.

**Suite de la discussion** - (14 octobre 1994) - **Art. 37 (suite)** (p. 4366) : son amendement n° 262, soutenu par M. Emmanuel Hamel : organisation par le département des conditions de préparation du plan départemental des déchets ; retiré - **Après l'art. 43** (p. 4381) : son amendement n° 267, soutenu par M. Emmanuel Hamel : compensation financière des transferts de compétences ; retiré.

**BARNIER (Michel), ministre de l'environnement.**

## DÉPÔTS

**En première lecture devant le Sénat :**

*Projet de loi* relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)] (25 mai 1994) - **Environnement.**

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Jean Clouet : **Pollution et nuisances** (*Nuisances sonores du RER à Vincennes*) (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2640).

de M. Philippe Nachbar : **Déchets** (*Importation de déchets industriels et hospitaliers*) (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2645).

de M. Alain Dufaut : **Catastrophes naturelles** (*Participation de l'Etat à la réparation et à la prévention des sinistres dans le Vaucluse*) (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4274).

de M. Jacques Oudin : **Mer et littoral** (*Application de la loi sur le littoral*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5745).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992** [n° 264 (93-94)] - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 662, 663) : Sommet de la terre de Rio - Coopération dans la lutte contre les pollutions globales - Fonds pour l'environnement global - Fixation d'un objectif commun au sein de l'Union européenne - Réduction des émissions de gaz carbonique - Boisements et reboisements - Lutte contre les risques naturels majeurs - Problèmes énergétiques - Politique d'aménagement du territoire - **Sur l'ensemble** (p. 665) : entrée en vigueur de cette convention - Rôle de la France - Convention sur l'eau.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la diversité biologique adoptée le 22 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992** [n° 409 (93-94)] - (3 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2200, 2201) : conférence de Rio - Directive communautaire de 1992 sur la protection des habitats - Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique, ZNIEFF - Listes mondiales de protection - Lien entre la protection de l'environnement et l'aide au développement - Fonds pour l'environnement mondial.

**Projet de loi autorisant l'approbation d'amendements à la convention du 2 février 1971 relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux, adoptés par la conférence extraordinaire réunie à Regina, Canada, le 28 mai 1987** [n° 406 (93-94)] - (3 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2202, 2203) : règlement intérieur et financier de la conférence de Ramsar du 2 février 1971 - Article 53 de la Constitution.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres le 27 novembre 1992** [n° 407 (93-94)] - (3 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 408) (p. 2205) : demande l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres le 27 novembre 1992** [n° 408 (93-94)] - (3 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 407) : voir intervention sous le projet n° 407 (p. 2205).

- **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres)** [n° 551 (93-94)] - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3262, 3264) : protection de l'environnement - Respect de la directive européenne relative à la conservation des oiseaux - Comité d'adaptation au progrès scientifique et technique dit « comité ORNIS » - Début de migration et état de conservation des espèces - Groupe d'étude chasse et pêche du Sénat - (p. 3272, 3274) : avis préalable du conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage - Dégâts provoqués par les cormorans - Modalités de piégeage des renards - Etat des zones humides en France - Propositions de loi sur le même objet de MM. Louis Minetti et Roland du Luart. - **Art. 1<sup>er</sup>** (*dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs*) (p. 3276) : s'oppose aux amendements n° 2 de M. Philippe Madrelle (date de clôture de la chasse au gibier d'eau fixée au dernier jour de février) et n° 1 de M. Gérard César (date de clôture de la chasse fixée au 15 février pour le canard colvert et au 28 février pour les autres espèces de gibier d'eau).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4118, 4119) : qualité de vie - Dispositif législatif - Principes généraux - Codification - Associations de protection de l'environnement - Prévention des risques naturels - (p. 4120, 4121) : Etat et collectivités territoriales - Conservatoire du littoral - Renforcement de la concertation - (p. 4122, 4123) : catastrophes naturelles - Installations classées - Espaces naturels et fiscalité - (p. 4156, 4157) : décentralisation des compétences - Financement du traitement des déchets - « Eco-citoyenneté » - Conférence départementale de l'environnement - Produits propres - Sécurité nucléaire - Budget pour 1995 - Concertation - Taxe sur la mise en décharge - Problèmes mondiaux - (p. 4158, 4159) : propositions - Loi sur les paysages - Gestion des déchets - Inventaire paysager - Collectivités territoriales - Risques naturels - Crédits de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - Transparence - Installations classées - Condamnation de certains élus - (p. 4160, 4161) : fonds de gestion de l'espace - « Emplois verts » - Zones polluées - Dialogue.

**Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4170) : s'oppose à l'amendement n° 144 de Mme Danielle Bidard-Reydet (déclaration d'intention sur l'importance de l'environnement) - (p. 4171, 4172) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Philippe François (incorporation de composants oxygénés dans les carburants pétroliers) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*principes généraux du droit de l'environnement*) (p. 4173, 4174) : accepte l'amendement n° 169 de M. Alain Vasselle (gestion des espèces animales) et l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - (p. 4175) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (principe de précaution) - Demande le retrait des amendements n° 78 de M. Jean Faure (proportionnalité du principe de précaution) et n° 271 de M. Philippe Richert (principe de précaution), ainsi que celui

de M. Alain Vasselle n° 170 (protection des espèces animales et végétales) - (p. 4176) : demande le retrait de l'amendement n° 272 de M. Philippe Richert (principe d'action préventive) - (p. 4177, 4178) : s'oppose à l'amendement n° 145 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression du principe « pollueur-payeur ») - (p. 4179) : accepte l'amendement n° 211 de M. Claude Estier (participation des citoyens et droit à l'information), modifié par le sous-amendement n° 308 de la commission - (p. 4180) : s'oppose à l'amendement n° 212 de M. Claude Estier (principe du développement durable) - (p. 4181) : accepte l'amendement n° 79 de M. Jean Faure (équilibre de la population dans les milieux urbains et ruraux) - **Intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup>** (p. 4182) : s'oppose à l'amendement n° 146 de Mme Danielle Bidard-Reydet (« De la consultation préalable du public et des associations en matière d'aménagement ») - **Art. 2 (Commission nationale du débat public)** - (p. 4183, 4184) : accepte les amendements de la commission, n° 20 (maintien des dispositions relatives à la démocratisation des enquêtes publiques) et n° 21 (champ d'intervention de la commission) - S'oppose à l'amendement n° 199 de Mme Danielle Bidard-Reydet (attributions de la commission) - (p. 4185) : s'oppose aux amendements, n° 147 de Mme Danielle Bidard-Reydet (saisine automatique de la commission) et n° 213 de M. Claude Estier (compétences de la commission) - (p. 4186, 4187) : demande le retrait de l'amendement n° 80 de M. Jean Faure (discussion des objectifs) - (p. 4189, 4190) : demande le retrait de l'amendement n° 214 de M. Claude Estier (débat au début de l'élaboration du projet) - (p. 4191, 4192) : s'oppose aux amendements, de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 148 (saisine de la commission) et de M. Claude Estier n° 216 (autosaisine) - Accepte l'amendement n° 175 de M. Alain Vasselle (consultation des collectivités territoriales) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 313 de M. Henri Goetschy - (p. 4193) : s'oppose à l'amendement n° 198 de Mme Danielle Bidard-Reydet (élargissement du droit de saisine) - (p. 4194) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (composition de la commission) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 298 ; adopté - S'oppose aux sous-amendements n° 215 de M. Claude Estier et n° 268 de M. Joseph Ostermann - S'oppose à l'amendement n° 149 de Mme Danielle Bidard-Reydet (participation du mouvement associatif) - (p. 4195) : accepte les amendements identiques n° 23 de la commission et n° 217 de M. Claude Estier (suppression du devoir de réserve) - (p. 4196) : s'oppose aux amendements n° 82 (définition des travaux de la commission) et n° 81 de coordination, de M. Jean Faure - Accepte l'amendement n° 24 de la commission (nouvelle rédaction de l'alinéa) - S'oppose à l'amendement n° 218 de M. Claude Estier (recommandations motivées de la commission) - **Après l'art. 2** (p. 4197) : s'oppose à l'amendement n° 210 de M. Louis Perrein (création d'une commission de concertation spécifique), et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 297 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Art. 3 (réforme des enquêtes publiques)** (p. 4198, 4199) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 137 de M. Josselin de Rohan (présidence de la commission chargée de la liste d'aptitude) - Demande le retrait des amendements n° 219 de M. Claude Estier (composition de la commission départementale) et n° 25 de la commission (compétences des commissaires enquêteurs) - (p. 4200) : s'oppose à l'amendement n° 220 de M. Claude Estier (désignation du commissaire enquêteur) et aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 237 (désignation du commissaire enquêteur) et n° 201 (dossier d'enquête) - (p. 4201, 4202) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (organisation des réunions d'information) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 299 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 200 de Mme Danielle Bidard-Reydet (objet social des associations) - (p. 4203) : s'oppose à l'amendement n° 221 de M. Claude Estier (indemnisation des commissaires enquêteurs) - **Art. 4 (prescription particulière dans la déclaration d'utilité publique)** (p. 4204) : s'oppose à l'amendement n° 202 de Mme Danielle Bidard-Reydet (projets soumis à enquête publique) - **Après l'art. 4** : s'oppose à l'amendement n° 203 de Mme Danielle Bidard-Reydet (contre-expertise de l'étude d'impact) - **Art. 5 (associations agréées de protection de l'environnement)** (p. 4205, 4206) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (nouvelle rédaction du paragraphe) - S'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle n° 176 (protection des espèces animales et végétales), de M. Jean-Paul Hammann n° 269 (délivrance et retrait de l'agrément), ainsi

qu'au n° 27 de la commission (suppression d'une catégorie particulière d'associations) - **Après l'art. 5** (p. 4207) : s'oppose à l'amendement n° 29 de la commission (indemnisation et réparation du préjudice) - **Art. 6 (coordination)** (p. 4208) : accepte les amendements de la commission n° 30, rédactionnel, n° 31 (correction d'une erreur matérielle), n° 32 (suppression d'un régime particulier) et n° 33, de coordination - **Intitulé du chapitre III du titre 1<sup>er</sup>** (p. 4209) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (« Du conseil départemental de l'environnement ») - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 4211, 4212) : commission de la chasse et de la pêche - Loi « littoral » - Instance de discussion - Composition du conseil départemental - Sécurité nucléaire - Commission locale d'information - (p. 4213) : accepte l'amendement n° 35 de la commission (prérogatives des commissions et nouvelle rédaction de l'article) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 304 ; adopté - (p. 4216, 4218) : sur l'amendement n° 35 de la commission, accepte le sous-amendement n° 257 de Mme Janine Bardou et s'oppose aux sous-amendements n° 179 de M. Alain Vasselle et n° 139 de M. Jacques de Menou - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 222 (commission des carrières), de M. Jean Faure n° 86 (composition du conseil), de M. Alain Vasselle n° 180 (fédération de la chasse et de la pêche) et de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 150 (présidence du conseil départemental), n° 204 (commission de la chasse, de la pêche et de la faune sauvage), n° 205 et n° 151 (représentativité des membres du conseil) - **Art. 8 (coordination du conseil départemental et des commissions)** (p. 4219) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements analogues, n° 36 de la commission et n° 88 de M. André Egu (suppression du paragraphe II) - **Après l'art. 8** : demande le retrait de l'amendement n° 250 de M. Lucien Lanier (création d'un comité régional de l'environnement) - **Art. 9 (commission supérieure des sites, perspectives et paysages)** (p. 4220) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 37 de la commission et n° 224 de M. Claude Estier - **Art. 10 (mesures de sauvegarde)** (p. 4223, 4225) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission des lois saisie pour avis (expropriation et indemnisation) - Sur ce dernier, accepte les sous-amendements n° 293 et n° 295 de la commission, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 294 de la commission - **Après l'art. 10** (p. 4227, 4228) : son amendement n° 301 : indemnisation et tentative de spéculation ; adopté.

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 11 (fonds de prévention des risques naturels)** (p. 4238 à 4245) : accepte l'amendement n° 3 de la commission des lois saisie pour avis (financement des indemnisations) et, sur ce dernier, ses sous-amendements n° 300 ; adopté ; n° 302 ; retiré ; et n° 303 ; rejeté - Accepte le sous-amendement n° 296 de la commission sur l'amendement n° 3 précité - **Art. 12 (financement des mesures de sauvegarde)** (p. 4246) : accepte l'amendement n° 4 de la commission des lois saisie pour avis (rapport au Parlement sur la gestion du fonds de prévention) - **Art. 13 (plans de prévention des risques naturels)** (p. 4247 à 4250) : accepte l'amendement n° 41 de la commission (précision d'une référence) - S'oppose à l'amendement n° 153 de Mme Danielle Bidard-Reydet (financement par l'Etat des plans) et aux amendements de M. Jean Faure n° 89 et n° 90 (contenu des plans de prévention) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Alain Vasselle n° 182 et n° 183 (délimitation des zones exposées aux risques étendue à toutes les exploitations) - (p. 4251, 4252) : accepte les amendements rédactionnels, n° 5 et n° 6 de la commission des lois saisie pour avis, ainsi que les amendements identiques n° 42 de la commission et n° 7 de la commission des lois saisie pour avis (correction d'une référence) - Accepte les amendements, n° 43 et n° 44 (conditions de transformation des plans d'exposition en plans de prévention), ainsi que l'amendement de conséquence n° 45 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 154 de Mme Danielle Bidard-Reydet (délai de cinq ans pour la mise en conformité des bâtiments et installations) - **Après l'art. 13** (p. 4253) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 155 (dispositions d'incitation fiscale ou financière) et n° 206 (modification des dispositions du plan d'occupation des sols) - **Art. 15 (modification des dispositions du code des assurances)** (p. 4254) : accepte l'amendement n° 9 de la commission des lois saisie pour avis (adaptation de la

rédaction de cet article à une modification intervenue postérieurement à la rédaction du projet de loi - **Art. 16** (*modification de l'article 16 et du I de l'article 46 de la loi n° 92-3 sur l'eau*) (p. 4255) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 156 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 17** (*diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt*) (p. 4256) : demande le retrait de l'amendement n° 185 de M. Alain Vasselle (conseils municipaux associés à l'élaboration des plans de prévention) - **Après l'art. 18** (p. 4257) : demande le retrait de l'amendement n° 273 de M. Philippe Richert (servitudes d'utilité publique annexées au plan d'occupation des sols) - **Art. 19** (*entretien des cours d'eau non domaniaux*) (p. 4278, 4281) : accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 10, n° 11, n° 13 et n° 14 de forme, n° 12 et n° 16 rédactionnels et n° 15 de précision - S'oppose à l'amendement n° 186 de M. Alain Vasselle (respect strict des arbres et des plantations) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 187 de M. Alain Vasselle (période de validité du plan) - **Après l'art. 19** : son amendement n° 238 : transfert des ouvrages ou travaux détenus par une association syndicale à une collectivité locale ; adopté - **Art. 21** (*compétence des départements en matière de gestion de certains cours d'eau*) (p. 4283) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 225 de suppression et n° 226 (schéma d'aménagement et de gestion des eaux) - Accepte l'amendement n° 17 de la commission des lois saisie pour avis (transfert de compétences à la demande des conseils généraux) - **Après l'art. 21** (p. 4284, 4285) : accepte les amendements de la commission n° 50 (circulation des engins nautiques de loisir non motorisés) et n° 51 (responsabilité civile des riverains) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 305 ; adopté - **Art. 22** (*inventaire départemental des espaces et du patrimoine naturels*) (p. 4286, 4288) : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle n° 188 (participation du conseil général et des communes à l'inventaire départemental), de M. Jean Faure n° 92 (lien avec le code de l'urbanisme visant les servitudes d'utilité publique) et n° 93 (contenu du rapport d'orientation) - Accepte les amendements n° 52 de la commission (distinction entre inventaire et rapport d'orientation) et n° 227 de M. Claude Estier (inventaire mis à la disposition du public pour consultation et communiqué aux associations départementales agréées) - **Art. 23** (*rapport d'orientation*) (p. 4290, 4291) : accepte l'amendement n° 53 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 322 de M. Alain Vasselle - S'oppose aux amendements de M. Jean Faure n° 94 (concertation entre le préfet et le conseil général) et n° 95 (procédure d'enquête publique) ainsi qu'à l'amendement de M. Alain Vasselle n° 189 (concertation avec le département et les communes) - **Art. 24** (*prise en compte par l'Etat et les collectivités territoriales de l'inventaire départemental et du rapport d'orientation*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 54 de la commission - **Après l'art. 24** (p. 4292) : accepte l'amendement n° 107 de M. Jean-François Le Grand (projets intercommunaux de gestion de l'espace et du patrimoine) - **Art. 25** (*inventaire régional du patrimoine paysager*) (p. 4293, 4296) : s'oppose à l'amendement n° 99 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (répertoire du patrimoine paysager) - Son amendement n° 239 : rôle de la région dans l'observation et l'inventaire du patrimoine paysager ; adopté - Sur ce dernier, accepte les sous-amendements, de M. Claude Estier n° 228 (inventaire mis à la disposition du public et communiqué aux associations agréées) et de M. Lucien Lanier n° 251 (schéma régional d'aménagement des espaces et du patrimoine naturel pour l'Ile-de-France), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 190 de M. Alain Vasselle (inventaire établi par la région en liaison avec les départements) - **Avant l'art. 26** (p. 4297, 4298) : s'oppose aux amendements de M. Jean-François Le Grand n° 108 (exonération des droits de mutation) et n° 109 (déduction de charges foncières) - Demande le retrait de l'amendement n° 110 de M. Jean-François Le Grand (adaptation de dispositions relatives au fermage) - **Avant l'art. 26 ou après l'art. 43** : demande le retrait de l'amendement n° 111 de M. Jean-François Le Grand (accord entre le preneur et le bailleur) - **Art. 26** (*compétences des agents des réserves et parcs nationaux marins*) (p. 4299, 4300) : accepte les amendements de la commission n° 55 (possibilité de transmettre les procès-verbaux aux autorités judiciaires) et n° 56 (possibilité d'intervention dans le droit sur la mer et le milieu marin), ainsi que l'amendement rédactionnel n° 100 de la commission des

affaires culturelles saisie pour avis - S'oppose à l'amendement n° 274 de M. Philippe Richert (accord préalable et exprès du bailleur) et à l'amendement rédactionnel n° 101 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis - **Art. 27** (*assermentation des fonctionnaires et agents chargés de la protection de la nature*) (p. 4301) : accepte les amendements de la commission n° 57, rédactionnel, et n° 58 (assermentation auprès du tribunal de grande instance de leur domicile) - **Après l'art. 27** (p. 4302) : accepte l'amendement n° 59 de la commission (recrutement des gardes champêtres intercommunaux) ; sur ce dernier, son sous-amendement n° 314 ; retiré - **Art. 29** (*compétences des départements en matière d'espaces naturels sensibles*) (p. 4303, 4305) : son amendement n° 240 : mode de calcul de la taxe départementale ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 60 de la commission - Accepte l'amendement n° 104 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (taxe finançant les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) - S'oppose à l'amendement n° 276 de M. Philippe Richert (réorientation de cette taxe en direction des espaces naturels sensibles) - **Après l'art. 29** : s'oppose à l'amendement n° 191 de M. Alain Vasselle (possibilité de moduler le taux de la taxe) - **Art. 30** (*droit de préemption des parcs nationaux*) (p. 4306) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 252 de M. Lucien Lanier (extension du droit de préemption aux syndicats mixtes de gestion des parcs naturels régionaux) - **Après l'art. 30** (p. 4307) : s'oppose à l'amendement n° 192 de M. Alain Vasselle (voix délibérative aux représentants de la propriété foncière) - **Art. 31** (*concours des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural pour l'exercice du droit de préemption*) (p. 4308) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 105 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis - **Après l'art. 31** : accepte l'amendement n° 253 de M. Lucien Lanier (conventions de gestion de l'environnement avec des propriétaires privés) - **Art. 34** (*abrogation de l'article 42 de la loi relative à la protection du littoral*) (p. 4309) : accepte l'amendement de suppression n° 61 de la commission - **Après l'art. 34** (p. 4310) : accepte les amendements de M. Jean-François Le Grand, n° 114 (nouvelle rédaction de l'article 126-1 du code rural), n° 116 (consultation des parcs naturels régionaux sur l'élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols) et n° 117 (statut de syndicat mixte) - Demande le retrait de l'amendement n° 115 de M. Jean-François Le Grand (prise en compte de la charte des parcs naturels régionaux dans les décisions de permis de construire) - **Art. 35** (*taxe sur les passagers à destination d'un espace protégé*) (p. 4312) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 158 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Accepte les amendements de M. Christian Bonnet n° 130 (extension de l'institution de la taxe aux sites naturels inscrits) et de M. Jacques Oudin n° 245 (extension de cette taxe aux sites appartenant au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) - **Après l'art. 35** (p. 4313, 4315) : accepte l'amendement n° 246 de M. Claude Belot (création d'une taxe sur le passage des véhicules empruntant le pont reliant les îles au continent) ; sur ce dernier, son sous-amendement n° 325 ; adopté - **Art. 36** (*extension de la taxe de séjour*) (p. 4317) : accepte les amendements de la commission, n° 62 (suppression de deux références) et n° 63 (renversement du produit de la taxe selon une convention) - S'oppose à l'amendement de suppression n° 159 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Après l'art. 36** (p. 4319, 4321) : accepte l'amendement n° 106 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (aménagement des entrées de ville) - Sur ce dernier, ses sous-amendements n° 316 et n° 317 ; rejetés ; et n° 318, n° 319, n° 320 et n° 321 ; adoptés - (p. 4322, 4323) : demande le retrait des amendements de M. Jean-François Le Grand, n° 118 (répartition de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) et n° 119 (répartition de la deuxième fraction de la dotation de solidarité rurale) et accepte le n° 120 (propositions de compensation par des dotations de l'Etat) - S'oppose à l'amendement n° 160 de Mme Danielle Bidard-Reydet (moyens dévolus aux collectivités locales pour la défense de l'environnement) - Demande le retrait des amendements de M. Philippe Richert, n° 277 (taux réduit de la taxe de publicité foncière) et n° 279 (protection et mise en valeur des vergers) - (p. 4324, 4325) : son amendement n° 241 : transposition d'une directive européenne sur la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages ; adopté - Sur ce dernier, demande le retrait du sous-amendement n° 291

de M. Jean-Paul Hugot - (p. 4326) : demande le retrait de l'amendement n° 278 de M. Philippe Richert (protection des gisements fossilifères) - **Avant l'art. 37** (p. 4327) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 196 (TVA sur la vente de véhicules électriques) et n° 161 (TVA sur la production d'une source d'énergie renouvelable) - **Art. 37 - Paragraphe III (par priorité) (gestion des déchets)** (p. 4330) : accepte les amendements de la commission n° 309 (possibilité pour les conseils généraux d'élaborer les plans départementaux de gestion des déchets), n° 310 (enquête publique sur les plans départementaux de gestion des déchets) et n° 65 (possibilité d'associer les communes et leurs groupements à l'élaboration des plans départementaux de gestion des déchets) - S'oppose à l'amendement n° 163 de Mme Danielle Bidard-Reydet (stockage des déchets ultimes ou reversibles) - **Paragraphe V (par priorité)** (p. 4332, 4333) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 311 de la commission (progressivité de la taxation) - Accepte l'amendement n° 270 de M. André Egu (présentation d'un rapport au Parlement sur l'utilisation de cette taxe) - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 164 (suppression de l'augmentation de la taxe) et de M. Camille Cabana n° 197 (suppression de l'augmentation de la taxe) - Son amendement n° 315 : répercussion de cette taxe sur les producteurs de déchets ; adopté - **Paragraphe VI (par priorité)** (p. 4334, 4336) : son amendement n° 324 : enveloppe financière pour les départements faisant acte de volontariat ; adopté - Accepte l'amendement n° 70 de la commission (diminution de la part des ressources du fonds de gestion des déchets affectées aux techniques innovantes) - Demande le retrait des amendements de Mme Janine Bardou n° 265 (principe du « pollueur-payeur » appliqué dans le cadre de la gestion des déchets) et n° 266 (affectation aux conseils généraux d'une part importante du montant du fonds de gestion des déchets) - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 247 (suppression des ressources du fonds de gestion des déchets affectées aux techniques innovantes) et de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 165 (baisse du taux de TVA).

**Suite de la discussion** - (14 octobre 1994) - **Art. 37 (suite)** (p. 4366) : accepte les amendements de la commission n° 64 (projet de plan soumis pour avis à une commission comprenant des associations agréées) et n° 67, rédactionnel ; s'oppose à l'amendement de précision n° 162 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Après l'art. 37** (p. 4367, 4369) : accepte les amendements de M. Hubert Haenel n° 141 (autorisation pour les agents assermentés et commissionnés des réserves naturelles de procéder à la recherche et à la constatation des infractions) et n° 143 (procédure de l'amende forfaitaire), ainsi que l'amendement n° 72 de la commission (rapport au Parlement sur l'utilisation de la taxe relative à l'élimination des déchets) - S'oppose aux amendements n° 166 de Mme Danielle Bidard-Reydet (réduction du taux de TVA applicable aux véhicules électriques) et n° 71 de la commission (diminution du taux de TVA sur le stockage des déchets ménagers) - Demande le retrait de l'amendement n° 142 de M. Hubert Haenel (objet et instrument des infractions) - **Art. 38 (contrôle des installations classées déclarées)** (p. 4370) : accepte l'amendement n° 73 de la commission (périodicité du système de contrôle) et s'oppose à l'amendement n° 167 de Mme Danielle Bidard-Reydet (contrôles obligatoires et extension du droit de saisine) - **Art. 39 (dépollution de certains sites)** (p. 4371, 4373) : accepte l'amendement rédactionnel n° 74 de la commission - S'oppose aux amendements de M. Lucien Lanier n° 254 de suppression et de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 168 (majoration d'une taxe en partie destinée à alimenter un fonds de compensation) - **Après l'art. 39** (p. 4374) : s'oppose à l'amendement n° 248 de M. Claude Estier (taxe sur les déchets réceptionnés) - **Après l'art. 40** (p. 4375) : ses amendements n° 242 : institution de servitudes autour des installations classées ; adopté ; et n° 243 : abrogation de l'article 9 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées ; rejeté - **Après l'art. 40 ou après l'art. 43** (p. 4376, 4377) : son amendement n° 244 : installations classées soumises uniquement à la nomenclature des installations classées ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 326 de la commission (délai de mise en conformité des installations soumises à l'application de la loi sur l'eau) - **Après l'art. 42** (p. 4378) : demande le retrait de l'amendement n° 75 de la commission (gestion financière de la distribution de l'eau facilitée pour les petites

communes rurales) - **Après l'art. 43** (p. 4379, 4382) : accepte les amendements de la commission n° 76 (vente, achat, transport et colportage du gibier), n° 77 (hauteur des clôtures), n° 323 (rapport au Parlement sur le bilan du fonctionnement du régime d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles) ainsi que le n° 292 de coordination - S'oppose à l'amendement n° 249 de M. Claude Estier (suppression de l'article 70 de la loi du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier) - Demande le retrait des amendements de M. Lucien Lanier n° 255 (création d'un observatoire régional de la pollution atmosphérique et du bruit) et de Mme Janine Bardou n° 267 (compensation financière des transferts de compétences) - **Sur l'ensemble** (p. 4386, 4387) : bilan de ce débat - Principes généraux du droit de l'environnement - Démocratisation - Commission nationale du débat public - Risques naturels imminents - Espaces naturels - Financement - Protection de la nature - Pollution et déchets - Sécurité publique des installations classées - Débat marqué par un esprit de tolérance et d'écoute.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie*

**Environnement** - (3 décembre 1994) (p. 6672, 6674) : progression des crédits budgétaires - Prévention des risques naturels - Gestion des crues - Missions de l'Institut français de l'environnement, IFEN - Conservatoire du littoral - Maîtrise des pollutions agricoles - (p. 6687, 6689) : simplification de la nomenclature budgétaire - Lutte contre le bruit - Crédits immobiliers des directions régionales de l'environnement, DIREN - Charte interministérielle de l'environnement - Fonds interministériel pour la qualité de la vie, FIQV - (p. 6690, 6692) : autoroutes de l'information - Agence européenne de l'environnement - Observatoire national du prix de l'eau - Taxe sur les déchets industriels spéciaux - Inventaire national des sols pollués - Déchets médicaux - Politique de maîtrise de l'énergie - Conservatoire du littoral - (p. 6693, 6694) : développement du civisme écologique - Réseau national des données sur l'eau - Cartographie des inondations - Politique des transports propres.

**BARRAUX (Bernard)**, sénateur de l'Allier (UC).

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires économiques.

**INTERVENTIONS**

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2431) : négociations du GATT - (p. 2432) : filière bovins-viande - Veaux de boucherie - Freins fiscaux à l'extensification - Labels - Demande un programme de recherche sur la brucellose.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4694, 4695) : patrimoine rural français - Petites communes - Coopération intercommunale - Fonction publique territoriale - Conjugaison entre milieu urbain et milieu rural.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 19 (exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé)** (p. 5220) : sur l'amendement n° 108 de la commission (définition des zones rurales fragiles), soutient le sous-amendement n° 290 de M. Jean Faure - **Art. 19 bis (incitation à la location de logements vacants en milieu rural)** (p. 5230) : son amendement n° 513 : taxe d'habitation spécifique annuelle pour les propriétaires d'un logement vacant depuis plus de cinq ans dans les communes de moins de 5 000 habitants ; retiré.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 24** (p. 5352) : son amendement n° 514, soutenu par M. Paul Caron : création de postes de fonctionnaires intercommunaux ; retiré.



**BAUDOT (Jacques)**, sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques ; en démissionne ; puis membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 22 avril 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec M. Jean Bernardaux, tendant à créer des commissions départementales d'intégration hôtelière régissant les implantations d'hôtels [n° 393 (93-94)] (3 mai 1994) - **Hôtellerie et restauration**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Anciens combattants et victimes de guerre** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 5 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)]**.

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) - *Rapporteur spécial* - (p. 6167, 6168) : augmentation du budget - Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC - Action sanitaire et sociale - Droit à réparation - Indemnisation des patriotes résistants à l'Occupation - Victimes de la captivité en Algérie - Anciens combattants d'outre-mer - Attribution de la carte de combattant - Anciens combattants d'Afrique du nord - Politique de la mémoire - Demande au Sénat d'adopter les crédits de ce budget - **Examen des crédits** - Art. 51 (p. 6185) : accepte l'amendement n° II-10 de M. Auguste Cazalet (pension des grands invalides de guerre) - **Art. 51 bis** (p. 6186) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-7 de la commission saisie pour avis (montant du plafond de ressources assuré par le fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du nord) - **Après l'art. 51 bis** (p. 6187) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-9 de la commission saisie pour avis (création d'un délai de dix ans à compter de la délivrance de la carte de combattant ou du titre de reconnaissance de la nation pour permettre au titulaire de la carte de constituer une rente mutualiste majorée) .

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** - *Deuxième lecture* [n° 105 (94-95)] - *Suite de la discussion* - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 21 bis** (p. 7621) : son amendement n° 75, soutenu par M. Jean Bernardaux : récupération de la TVA sur les logements sociaux construits par les communes ; rejeté.

**BAYROU (François)**, ministre de l'éducation nationale.

#### DÉPÔTS

**En première lecture devant le Sénat :**

*Déclaration du Gouvernement* sur l'éducation [n° 471 (93-94)] (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Gouvernement (déclarations)**.

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Emmanuel Hamel : **Etablissements scolaires (Sécurité dans les établissements scolaires)** (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1098).

de M. Paul Raoult : **Enseignement (Contrat pour l'école)** (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1734).

de Mme Françoise Seligmann : **Enseignants (Discrimination à l'égard des maîtres auxiliaires étrangers)** (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2653).

de M. Serge Mathieu : **Cultes (Foulard islamique)** (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4258).

*Réponses aux questions orales sans débat :*

n° 124 de M. Paul Loridant : **Enseignants (Situation des instituteurs suppléants)** (JO Débats du 4 juin 1994) (p. 2196).

#### INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement sur l'éducation suivie d'un débat** [n° 471 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2007, 2008) : débat sur l'avenir de l'école - Nouveau contrat pour l'école - Missions de l'école - Réussite scolaire - (p. 2009) : conservatisme social - Maîtrise de la langue - Observatoire national de la lecture - (p. 2010) : formation au travail personnel - Initiation précoce aux langues étrangères - Techniques audiovisuelles - Initiation quotidienne à la musique - Missions de l'école - Education physique - (p. 2011) : contenu des programmes - Institut des hautes études de l'éducation nationale - Mission de défense de l'image de l'école - Réorganisation des réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté, RASED - Organisation de l'école primaire et du collège - Langues vivantes et anciennes - Missions d'information et d'orientation de l'école - (p. 2012, 2013) : lycées professionnels - Mise en place d'un fonds social collégien - Réseaux d'établissements - Collectivités territoriales - Gestion de la ressource humaine - Première affectation de l'enseignant - Formation continue - Travail en commun des enseignants - Participation des parents au système éducatif - Ouverture de l'école sur la société française - Ecole du soir - Nouveaux moyens en effectifs - Langues régionales - (p. 2020) : préparation du débat - (p. 2042) : financement de la réforme - Moyens législatifs - Organisation du collège - Mise en place d'une expérimentation - Implantation des établissements consacrés à la formation professionnelle - Incidences financières de la réforme pour les collectivités locales - (p. 2043) : cours par voie télématique - Production de programmes audiovisuels - Participation des chômeurs au système éducatif - Enseignement des langues vivantes - Rythmes scolaires - (p. 2044) : fermeture de classes - Missions d'information et d'orientation de l'école - Effectifs des classes - Organisation du débat - (p. 2045) : formation des enseignants - Insertion des handicapés - Réforme du collège - Elèves en difficultés - Sections d'éducation spécialisée, SES - Enseignement professionnel - (p. 2046) : missions de l'école - Financement de la réforme - Enseignement du latin - Financement des études du soir - Période d'expérimentation - Formation professionnelle - (p. 2047) : formation en alternance - Définition du collège - Centres de formation d'apprentis - Autonomie des établissements - Propositions relatives aux lycées - Diversité linguistique - Sections d'éducation spécialisée.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)]**.

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6520) : nouveau contrat pour l'école - Conception de la dépense publique - (p. 6521) : revalorisation de la situation des personnels - Etablissements d'enseignement privé sous contrat - Emplois dans le premier et second degré - Enseignement des langues vivantes et de la musique - Aménagement du territoire en matière scolaire - (p. 6522) : aide aux enfants en difficulté et études dirigées en primaire - Personnels médicaux et sociaux - Rythme scolaire - Règle d'affectation des enseignants - (p. 6523) : chefs d'établissement - Création d'un fonds social collégien - Allocation exceptionnelle et crédits consacrés aux bourses des lycées et aux stages - Frais de déplacement - Formation continue - (p. 6524) : violence à l'école - (p. 6531) : organisation de la semaine scolaire - (p. 6540) : Mutuelle générale de l'éducation nationale, MGEN - (p. 6543) : problème du dédoublement des classes surchargées en l'absence de création et de fermeture de classes - (p. 6546, 6547) : intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles - Gestion prévisionnelle des corps d'enseignants - Information sur l'orientation - Querelle scolaire - Rôle des chefs d'établissement - (p. 6548) : immobilier scolaire - Système de santé scolaire - Bourses scolaires - Formation professionnelle - Apprentissage et stages en entreprise - Contrats d'association à l'école - Situation des maîtres auxiliaires des catégories III et IV de l'enseignement privé - (p. 6549) : évaluation des enseignants et

corps d'inspection - Semaine de quatre jours - Formation en alternance - Apprentissage précoce des langues étrangères - Personnels ATOS - (p. 6550) : MGEN - Allocations accordées aux étudiants en IUFM - Certifiés hors classe - (p. 6551) : enseignement français à l'étranger - Transformation des heures supplémentaires en emplois - Frais de déplacement - Travaux de sécurité dans les établissements scolaires et loi de décentralisation.

BEAUDEAU (Marie-Claude), sénateur du Val-d'Oise (C).

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (JO Lois et décrets du 13 octobre 1994).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement national des convalescents de Saint-Maurice.

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (14 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de résolution*, déposée avec plusieurs de ses collègues, en application de l'article 73 bis du Règlement, relative à la proposition modifiée de directive du Conseil relative à la protection des jeunes au travail (n° E-61) [n° 405 (93-94)] (10 mai 1994) - Union européenne.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à interdire les coupures d'électricité et de gaz pour les familles en difficulté et à instaurer une quantité gratuite d'énergie répondant aux besoins vitaux pour les personnes en situation d'insolvabilité [n° 531 (93-94)] (21 juin 1994) - Pauvreté.

#### QUESTIONS

##### Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1754) - Ministère : Affaires sociales - Situation du personnel hospitalier - Hôpitaux.

##### Questions orales avec débat :

n° 33 (JO Débats du 30 septembre 1993) (p. 2668) - Ministère : Santé - Politique du Gouvernement en matière de lutte contre le sida - (Retirée : octobre 1994) - Santé publique.

##### Questions orales sans débat :

n° 101 (JO Débats du 13 avril 1994) (p. 975) - Ministère : Equipement - Situation des personnels des hôtels Méridien - (Réponse : JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1214) - Emploi.

n° 102 (JO Débats du 13 avril 1994) (p. 975) - Ministère : Affaires sociales - Difficultés financières des centres d'aides par le travail - (Réponse : JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1207) - Handicapés (travail et reclassement).

n° 107 (JO Débats du 20 avril 1994) (p. 1169) - Ministère : Affaires sociales - Congés bonifiés des fonctionnaires hospitaliers originaires des départements d'outre-mer - (Réponse : JO Débats du 28 mai 1994) (p. 1948) - Fonction publique hospitalière.

n° 117 (JO Débats du 4 mai 1994) (p. 1389) - Ministère : Industrie - Politique d'EDF en matière de maintenance des centrales nucléaires - (Réponse : JO Débats du 28 mai 1994) (p. 1947) - Electricité de France (EDF).

n° 149 (JO Débats du 13 octobre 1994) (p. 4230) - Ministère : Santé - Politique du Gouvernement en matière de lutte contre le sida - (Réponse : JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4997) - Santé publique.

n° 159 (JO Débats du 26 octobre 1994) (p. 4684) - Ministère : Equipement - Retrait de l'avant-projet de plan masse relatif à l'aéroport de Roissy - (Réponse : JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4992) - Aéroports.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 145) : première législation française relative à l'éthique biomédicale - Réalité de la fécondation *in vitro* - Nécessité d'une législation définissant des principes moraux - Situation des pays européens - (p. 146) : conséquences possibles d'une législation sur le comportement des femmes - Opposition à l'interdiction du diagnostic préimplantatoire - Affirmation du principe de la gratuité - Rejet de toute manipulation génétique - Diminution des pathologies héréditaires ou congénitales avec le recours à une fécondation avec diagnostic préimplantatoire - Exclusivité de la manipulation médicale sur des gènes malades - (p. 147) : refus de la manipulation dans le temps - Conséquences de la congélation des embryons - Sort et droits des enfants - Législation française relative à l'interruption volontaire de grossesse.**

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 145, 147).**

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 145, 147).**

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion - (17 janvier 1994) - Art. 1<sup>er</sup> A (Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 170) : soutient l'amendement n° 167 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (introduction de la notion de pluralisme des opinions et des compétences dans la composition du Comité) - Art. 4 (prélèvement et transplantation d'organes) - Art. L. 667-4 du code de la santé publique (interdiction des prélèvements d'organes sur les mineurs et les majeurs protégés) (p. 188) : soutient l'amendement rédactionnel n° 170 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Art. L. 667-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem) (p. 196) : soutient l'amendement n° 173 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (décision par le Parlement de l'opportunité de rendre obligatoire avant tout prélèvement le consentement explicite, lors de l'évaluation de la présente loi).**

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8** (*dispositions communes*) - **Art. L. 671-2 bis du code précité** (*conception in vitro*) (p. 254) : intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (cadre et finalité de la conception d'embryon *in vitro*) et sur le sous-amendement n° 271 du Gouvernement (suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons conservés).

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A** (*primauté de la personne humaine*) (p. 359, 360) : remise en cause de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, par le biais du sous-amendement n° 39 de M. Bernard Laurent (définition de l'embryon), déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil).

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) - **Question préalable** (p. 2303, 2307) : soutient la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Réforme de la protection sociale - Branche des accidents du travail et des maladies professionnelles - Rapport de l'Organisation de coopération et de développement économique, OCDE - Dépendance des personnes âgées - Relèvement des cotisations patronales - Contribution sociale généralisée, CSG - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2313, 2316) : soutient les amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 72 (réajustement des cotisations patronales) et n° 75 (constitution d'un fonds de garantie alimenté par une cotisation patronale).

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2753, 2754) : sort de la femme et sort de la famille - Déception suscitée par la politique familiale exposée dans ce texte - (p. 2755) : démographie - Lien entre ressources et développement de la famille - Adaptation de la législation à l'évolution des mœurs - Problème lié à la situation économique - Droits nouveaux de l'enfant - (p. 2756) : Communauté européenne - Nécessité d'une loi d'ensemble sur la famille - Conciliation entre vie professionnelle et vie familiale - Mesures d'accompagnement pour la petite enfance - (p. 2757) : bourses scolaires - Veuves - Financement et budgétisation de la branche famille - Les sénateurs communistes et apparenté refusent de s'engager dans la voie de cette politique familiale.

**Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Question préalable** (p. 2798) : intervient en faveur de la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Emploi à l'expiration du congé parental - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2803) : son amendement n° 104 : versement des allocations familiales du premier au dernier enfant ; rejeté - (p. 2806) : se déclare opposée à l'amendement n° 85 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (possibilité donnée aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé de souscrire un contrat d'insertion ou de formation) - (p. 2807) : son amendement n° 102, soutenu par Mme Michelle Demessine : suppression des exonérations des cotisations familiales ; rejeté - (p. 2808, 2809) : ses amendements, n° 103 : rétablissement du taux des cotisations familiales des entreprises de 9 % ; rejeté ; et n° 105 : revalorisation du montant des prestations familiales ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*dispositions relatives à l'allocation parentale d'éducation à taux partiel*) (p. 2811) : son amendement n° 106 : versement aux parents lourdement handicapés de l'allocation parentale d'éducation à taux plein ; rejeté - **Après l'art. 1<sup>er</sup> ou après l'art. 23** (p. 2819) : son amendement n° 120 : application des principales dispositions de ce texte aux départements d'outre-mer ; rejeté - **Art. 2** (*conditions d'attribution et détermination du montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile, AGED*) (p. 2824) : son amendement n° 107 : versement de l'allocation de garde d'enfant à domicile aux parents dont l'état de santé ou le handicap entraîne une impossibilité de travailler reconnue par la COTOREP ; rejeté - **Art. 6** (*périodicité, contenu, modalités d'établissement et de révision des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 2826) : conditions d'accueil du petit enfant - Globalisation des structures d'accueil - Ecoles maternelles - **Art. L. 123-12 du code de la famille et de l'aide sociale** (*modalités de création et contenu des schémas locaux quinquennaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 2834) : se déclare opposée à l'amendement n° 72 de M. Jean Clouet (caractère optionnel des

procédures prévues pour l'ensemble des communes) - Décentralisation - Ecoles maternelles - Problèmes financiers - Consultation des associations - **Avant l'art. 7** (p. 2837, 2838) : ses amendements, n° 108 : réduction à trente-cinq heures de la semaine légale de travail pour les salariés exerçant des travaux pénibles et les femmes ayant un ou plusieurs enfants à charge ; n° 109 : caractère volontaire du travail à temps partiel ; n° 111 : interdiction du travail de nuit des femmes ; et n° 110 : repos hebdomadaire et repos dominical ; rejetés - **Art. 7** (*allongement du congé parental d'éducation ou de la période d'activité à temps partiel en cas de graves problèmes de santé de l'enfant et institution d'un congé parental ou d'un temps partiel de droit dans les entreprises de moins de cent salariés*) (p. 2840) : se déclare opposée à l'amendement rédactionnel n° 26 de la commission - Crédibilité du certificat médical - (p. 2841) : son amendement n° 112 : autorisation d'absence du salarié dont la présence est nécessaire sur le lieu d'accueil de l'enfant ; rejeté - (p. 2842) : se déclare opposée à l'amendement n° 27 de la commission (conservation d'un seuil minimal de 11 salariés pour l'ouverture du droit au congé parental ou au travail à temps partiel) - (p. 2843) : son amendement n° 113 : neutralisation de la période de congé parental pour la détermination de l'étendue de la couverture sociale et des conditions d'ouverture de droits ; rejeté - **Art. 8** (*instauration d'un congé ou d'un temps partiel pour s'occuper d'un enfant malade*) - **Art. L. 122-28-8 du code du travail** (*création d'un congé légal pour enfant malade*) (p. 2845) : ses amendements, n° 114 : caractère rémunéré du congé légal ; et n° 115 : congé de douze jours rémunéré par an et par enfant ; rejetés - (p. 2846) : se déclare favorable à l'amendement n° 31 de la commission (application du présent article sous réserve de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles plus favorables) - **Art. L. 122-28-9 du code précité** (*instauration d'un droit au temps partiel en cas de grave problème de santé d'un enfant*) (p. 2848) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 33 de la commission (cas du décès de l'enfant ou de la diminution importante des ressources du ménage) - **Après l'art. 8** : son amendement n° 116 : soumission du licenciement à la saisine du comité d'entreprise et à autorisation administrative ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Avant l'art. 16** (p. 2891, 2892) : son amendement n° 117 : refus de prendre en compte les allocations familiales pour l'octroi du revenu minimum d'insertion ; rejeté - **Art. 16** (*instauration d'une aide à la scolarité à la place de la bourse des collégiés et conséquences*) (p. 2893) : son amendement n° 118 : revalorisation des bourses afin de les porter à un montant moyen de 1 800 francs ; rejeté - (p. 2896, 2897) : gestion des bourses par les caisses d'allocations familiales - Frais de cantines scolaires - **Art. 17** (*extension de la durée du droit à prestations en espèces de l'assurance maternité pour les familles devant faire face à des naissances multiples et prise en compte de certains cas d'adoption*) (p. 2902) : son amendement n° 119 : rétablissement de l'égalité dans tous les domaines de la protection sociale entre les femmes agricultrices et les autres femmes en activité ; rejeté - **Après l'art. 23 ter** (p. 2910) : son amendement n° 121 : garantie d'un droit aux vacances pour les enfants des familles allocataires ; rejeté - **Avant l'art. 24** (p. 2911) : son amendement n° 122 : assujettissement aux cotisations sociales des revenus financiers particuliers autres que ceux provenant de l'épargne populaire ; rejeté - **Art. 24** (*garantie des ressources de la Caisse nationale d'allocations familiales pendant cinq ans*) (p. 2912) : son amendement n° 123 : revalorisation des cotisations des entreprises pour assurer la croissance des recettes de la Caisse nationale d'allocations familiales ; rejeté - **Art. 25** (*indexation sur les prix des prestations familiales pendant la durée d'application de la loi*) (p. 2914) : son amendement n° 124 : modification de la référence pour l'évolution des bases mensuelles de calcul des allocations familiales ; rejeté - **Art. 26** (*pensions de réversion*) (p. 2916) : assurance veuvage et précarité des droits des conjoints survivants - Son amendement n° 125 : fixation du taux de la pension de réversion pour conjoint décédé à 60 % ; rejeté - (p. 2917, 2918) : son amendement n° 126 : suppression des limites mises au cumul de la retraite personnelle et de la pension de réversion ; rejeté - **Art. 28** (*présence d'un membre de l'UNAF à la commission d'avances sur recettes*) (p. 2921) : son amendement de suppression n° 127 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2928, 2929) : caractère décevant de ce projet de

loi et du débat - Structures d'accueil de la petite enfance et écoles maternelles - Allocations familiales - Salaire maternel - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte** [n° 549 (93-94)] - (8 juillet 1994) - **Question préalable** (p. 3771, 3774) : soutient la motion n° 26 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Crise sociale, économique, financière et humaine des DOM-TOM - Echec des différentes politiques - Démographie - Danger des dispositions du projet de loi - **Art. 25 (par priorité)** (*institution d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit des établissements publics d'aménagement*) (p. 3776) : assujettissement à la taxe - **Avant l'art. 27 (par priorité)** (p. 3781) ; se déclare opposée à l'amendement n° 6 de M. Charles Descours (extension en faveur de la vente des logements locatifs sociaux des sociétés d'économie mixte dans les départements d'outre-mer, des dispositions appliquées en Métropole) - **Art. 27 (par priorité)** (*application des surloyers aux logements des sociétés d'économie mixte*) (p. 3782) : son amendement de suppression n° 72 ; rejeté - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3784) : se déclare favorable à l'amendement n° 30 de M. Rodolphe Désiré (création d'un exécutif unique sur un territoire où existe deux assemblées territoriales) - Son amendement n° 54 : réduction de la durée hebdomadaire du travail pour tout le territoire métropolitain et dans les départements et collectivités territoriales d'outre-mer sans réduction de rémunération ; rejeté - (p. 3785) : son amendement n° 55 : application du SMIC de la métropole aux départements d'outre-mer ; rejeté - (p. 3786) ; son amendement n° 56 : bénéfice dans les départements d'outre-mer de l'ensemble des prestations sociales de la métropole ; rejeté - Son amendement n° 59, identique à l'amendement n° 31 de M. François Louisy, et soutenu par M. Henri Bangou : nomination du directeur de l'agence ; rejeté - **Art. 1<sup>er</sup>** (*adaptation du RMI aux départements d'outre-mer*) (p. 3787) : son amendement de suppression n° 57 ; rejeté - **Art. 42-7 de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988** (*composition du conseil d'administration de l'agence*) (p. 3788) : son amendement n° 58 : composition de l'agence ; rejeté - **Art. 42-8 de la loi précitée** (*contrats d'insertion par l'activité*) (p. 3789) : son amendement n° 60 : nécessité de lier les salariés par des contrats à durée indéterminée soumis aux règles du droit commun ; rejeté - **Art. 42-9 de la loi précitée** (*financement de l'agence d'insertion*) (p. 3790) : son amendement n° 61, soutenu par M. Henri Bangou : modalités de calcul du crédit alloué à l'agence ; rejeté - (p. 3791) : intervient sur l'amendement n° 93 du Gouvernement (prévision du calcul du crédit) - **Art. 2** (*contrats d'accès à l'emploi*) (p. 3792) : son amendement n° 62 : prise en compte dans le calcul de l'effectif des entreprises des salariés liés par un contrat d'accès à l'emploi ; rejeté - **Art. 3** (*exonération des cotisations sociales à la charge de l'employeur*) (p. 3797) : son amendement n° 63 : information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel et des organisations syndicales représentatives des aides et exonérations dont l'entreprise a bénéficié dans l'année ; rejeté - Son amendement n° 64, soutenu par M. Henri Bangou : modalités d'octroi des aides et exonérations ; rejeté - **Après l'art. 3** (p. 3798) : intervient sur l'amendement n° 75 du Gouvernement (conditions d'octroi des exonérations prévues) - **Art. 6** (*financement de la politique spécifique de l'emploi*) (p. 3801) : son amendement de suppression n° 65, soutenu par M. Henri Bangou ; rejeté - **Art. 7** (*rapport au Parlement sur la compensation aux organismes sociaux des exonérations de charges sociales*) (p. 3802) : son amendement de suppression n° 66 ; rejeté - **Art. 11** (*fusion des comités régionaux et départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi*) (p. 3804) : son amendement n° 67, soutenu par M. Henri Bangou : participation du comité régional à l'élaboration des plans et programmes d'action ; rejeté - **Art. 13 bis** (*conditions d'application des conventions et accords collectifs nationaux aux DOM*) (p. 3805) : son amendement n° 68 : application aux DOM de toute convention nationale ; rejeté - **Art. 13 ter** (*adaptation des conventions et accords collectifs aux DOM*) (p. 3806) : son amendement n° 69 : impossibilité d'appliquer aux DOM des dispositions spécifiques moins favorables que celles de la métropole ; rejeté - **Art. 15 ter** (*contrat emploi-jeunes*) : son amendement de suppression n° 70 ; rejeté - **Art. 23** (*élargissement du champ d'affectation du produit de la taxe sur les carburants*)

(p. 3815) : son amendement de suppression n° 71, soutenu par M. Henri Bangou ; adopté.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 2** (*commission nationale du débat public*) (p. 4182, 4183) : organisation du débat - Composition de la commission - Aéroport Charles de Gaulle - **Après l'art. 2** (p. 4197) : sur l'amendement n° 210 de M. Louis Perrein (création d'une commission de concertation spécifique), son sous-amendement n° 297 ; rejeté - **Art. 4** (*prescription particulière dans la déclaration d'utilité publique*) (p. 4203) : soutient l'amendement n° 202 de Mme Danielle Bidard-Reydet (projets soumis à enquête publique) - **Art. 7** (*conseil départemental de l'environnement*) (p. 4209) : risque nucléaire - Mission de contrôle de l'EDF.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4716, 4718) : rassemblement des femmes élues le 21 avril 1994 à la Cité des sciences de La Villette - Participation des femmes à la vie politique - Principe d'égalité des chances entre hommes et femmes : difficulté d'application dans les zones défavorisées - Application des directives européennes : reculs sociaux - Réforme hospitalière - Schémas régionaux d'organisation sanitaire - Fermetures de lits d'hôpitaux - Personnes dépendantes - Personnes handicapées.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4835, 4836) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction, insistant sur la solidarité nationale, les principes de la décentralisation et la répartition des compétences), soutient le sous-amendement n° 221 de M. Félix Leyzour - France Télécom - (p. 4837) : soutient l'amendement n° 223 de M. Félix Leyzour (place de l'éducation et de la formation).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Avant l'art. 17** (p. 5164, 5168) : se déclare opposée à l'amendement n° 101 de la commission (objectifs relatifs à Paris et à la région d'Ile-de-France dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et le schéma directeur de la région d'Ile-de-France) et sur cet amendement, au sous-amendement n° 639 de M. Gérard Delfau - (p. 5172) : se déclare opposée à l'amendement n° 102 de la commission (code de l'urbanisme : agrément administratif dans la région d'Ile-de-France) - (p. 5175, 5176) : se déclare opposée à l'amendement n° 103 de la commission (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France) - (p. 5183, 5184) : sur cet amendement, se déclare opposée au sous-amendement n° 640 de M. Louis Perrein (conditions d'abonnement pour les salariés).

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 2 bis** (*limitation des conditions d'attribution d'une demi-part supplémentaire aux contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant à leur charge un ou plusieurs enfants majeurs*) (p. 5945, 5947) : soutient les amendements de M. Robert Vizez n° 1-25 de suppression, et n° 1-26 (nouvelle rédaction) .

- **Débat sur la déclaration du Gouvernement sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale** [n° 129 (94-95)] - (8 décembre 1994) (p. 7056, 7057) : réforme du système de sécurité sociale - Secteur hospitalier - Allocations familiales - Cotisations patronales - Autonomie financière de la branche famille - Fiscalisation - Démographie.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - II - Ville** - (9 décembre 1994) (p. 7081) : insuffisance des crédits affectés à la politique de la ville - Contrats de ville - Quartiers sensibles dans la région parisienne - (p. 7082) : département du Val d'Oise - Lutte contre la toxicomanie - Le groupe communiste ne votera pas ces crédits.

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) (p. 7114, 7115) : RMI et insertion -

Centres d'hébergement - Transfert de charges vers les collectivités territoriales - Politique fiscale - (p. 7116) : régimes de protection sociale - Crédits consacrés à l'enfance et aux droits de la femme - Départements d'outre-mer - Interruption volontaire de grossesse - Le groupe communiste s'oppose à ce projet de budget.

#### Articles non rattachés :

(10 décembre 1994) - **Art. 49** (réforme du financement de l'allocation de revenu minimum d'insertion) (p. 7235) : son amendement de suppression n° II-72, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Après l'art. 49** (p. 7241) : son amendement n° II-54, soutenu par M. Robert Pagès : mise en application des dispositions de l'article 95 de la loi de finances pour 1994, remettant en cause le droit à percevoir la totalité de l'allocation aux adultes handicapés ; rejeté.

**BÉCART (Jean-Luc)**, sénateur du Pas-de-Calais (C).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec les membres du groupe communiste, tendant à mettre en place des dispositions urgentes pour le logement social [n° 286 (93-94)] (23 février 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Logement**.

*Proposition de loi*, déposée avec les membres du groupe communiste, tendant à autoriser le maintien dans le logement d'un locataire de bonne foi menacé d'expulsion [n° 287 (93-94)] (23 février 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Logement**.

*Proposition de résolution*, déposée avec les membres du groupe communiste, tendant à créer une commission d'enquête sur les essais nucléaires à Mururoa et leurs répercussions sur les êtres humains et l'écosystème de l'atoll [n° 288 (93-94)] (23 février 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Environnement**.

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en République d'Afrique du Sud, du 6 au 15 février 1994 [n° 340 (93-94)] (13 avril 1994) - **Afrique du Sud**.

#### QUESTIONS

##### Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4263) - Ministère : Santé - **Exclusion, mal-vivre et sans-abri - Politique sociale**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 4** (identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique) - **Art. 29 du code civil (personnes habilitées à procéder à l'identification)** (p. 393) : soutient l'amendement rédactionnel n° 50 de M. Charles Lederman - **Art. 5** (art. 6-1 de la loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires : inscription sur une liste des experts judiciaires habilités à procéder à l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques) (p. 394) : soutient l'amendement rédactionnel n° 51 de M. Charles Lederman - **Art. 6** (art. 374 du code pénal : sanction du détournement d'informations recueillies sur une personne au moyen d'un examen génétique) (p. 396) : soutient l'amendement de suppression n° 52 de M. Charles Lederman - **Art. 8** (art. 311-19 à 311-21 du code civil : filiation et procréation médicalement assistée) (p. 403) : sur l'amendement n° 36 de la commission (inscription dans le code civil des règles applicables à la filiation en cas de procréation médicalement assistée), soutient le sous-amendement rédactionnel n° 96 de M. Charles Lederman - (p. 404) : soutient

l'amendement rédactionnel n° 55 de M. Charles Lederman - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 409) : amélioration du texte initial avec les interventions des sénateurs communistes et apparenté - Importance de l'amendement relatif à la recherche - Avec le groupe communiste, s'abstiendra lors du vote sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)] - Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Art. 6** (possibilité pour une personne physique de créer plusieurs entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée, EURL) (p. 561) : soutient l'amendement de suppression n° 79 de M. Robert Pagès - Filialisation des activités d'entreprises - **Art. 8** (suppression du montant minimal des parts sociales de SARL) (p. 562) : question du capital social des SARL - **Art. 9** (autorisation des décisions prises par consentement dans un acte de tous les associés de la SARL) (p. 563) : soutient l'amendement de suppression n° 80 de M. Robert Pagès - **Art. 13** (nomination de salariés au conseil de surveillance) (p. 568) : soutient l'amendement n° 82 de M. Robert Pagès (suppression de la limitation du nombre des salariés de la société siégeant au conseil de surveillance) - **Art. 16** (possibilité de domicilier provisoirement une entreprise dans un local d'habitation) (p. 570) : soutient l'amendement de suppression n° 83 de M. Robert Pagès - **Art. 19** (simplification des obligations comptables) (p. 578) : soutient l'amendement de suppression n° 84 de M. Robert Pagès - **Art. 25** (réduction d'impôt accordée aux adhérents de centres de gestion et d'associations agréées pour frais de comptabilité et d'adhésion) (p. 592) : soutient l'amendement n° 87 de M. Robert Pagès (augmentation du montant maximal de la réduction accordée).

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail [n° 462 (92-93)]** - (5 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1485) : démantèlement des entreprises minières nationalisées - Régions économiques sinistrées - Importations - Cahier des charges - Ressources en eau - (p. 1486) : transparence et consultation des collectivités locales - Problème lié à la remise en état - Ne suivra pas le Gouvernement dans cette réforme - **Art. 1<sup>er</sup>** (conditions d'octroi des permis exclusifs de recherches) (p. 1489) : son amendement n° 56 (amélioration des garanties de la protection du cadre de vie et de remise en état) ; adopté - **Art. 5** (conditions et modalités d'octroi d'une concession) (p. 1491, 1492) : ses amendements n° 57 : rétablissement du cahier des charges annexé à l'acte institutif de la concession ; rejeté ; et n° 58 : octroi de la concession sous condition que le demandeur dispose des capacités techniques et financières permettant de respecter l'environnement et d'effectuer les travaux nécessaires lors de l'abandon de la mine ; adopté ; et n° 59 : exploitation obligatoire dans un délai de cinq ans ; rejeté - **Art. 11** (coordination) (p. 1494) : son amendement n° 60 : maintien de la référence au cahier des charges lors de la procédure de retrait des titres de recherches et de l'exploitation ; rejeté - **Art. 14** (police administrative des mines) (p. 1496) : ses amendements, n° 61 : objet de la surveillance ; n° 62 : prérogatives de l'autorité administrative en matière de surveillance ; et n° 63 : transmission d'informations relatives à l'impact de l'exploitation sur le territoire aux collectivités locales ; rejetés - **Art. 15** (objectifs de la police administrative des mines) (p. 1498, 1499) : ses amendements, n° 64 : liste des intérêts à préserver ; adopté ; n° 65 : procédure en cas de non-respect des intérêts mentionnés ; rejeté ; n° 66 : amélioration de la consultation des collectivités locales ; rejeté ; et n° 67 rédactionnel ; adopté - **Art. 17** (autorisation administrative de recherches ou d'exploitation minière) (p. 1500) : son amendement n° 68 : intégration dans l'autorisation administrative des conditions de réalisation des travaux de remise en état ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part [n° 360 (93-94)]** - (11 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1574) : dénonce la logique ultralibérale à l'origine de cet accord - Clause de respect des droits de l'homme - Le groupe communiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2055, 2056) : « loi Méhaignerie » - Nombre de personnes mal logées ou sans abri - Loge-

ments mis en chantier - Hausse des loyers dans les grandes métropoles - Travaux d'amélioration des logements - (p. 2057, 2058) : système d'accès à la propriété - Contrats de location - Logement des personnes défavorisées - Rôle des associations caritatives - Exemple de la SONACOTRA - Transformation en logements des locaux de services ou d'activités inutilisés - Fonctionnement des copropriétés - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi en l'état.

**Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2092) : son amendement n° 59 : fixation à 1 % de la participation des entreprises à l'effort de construction ; rejeté - (p. 2093) : son amendement n° 62, soutenu par M. Robert Pagès : réexamen des dispositions fiscales relatives aux offices d'HLM ; rejeté - (p. 2094, 2096) : ses amendements, n° 60, soutenu par Mme Paulette Fost : relèvement du montant du prélèvement prévu par le Trésor public pour les entreprises qui ne se sont pas acquittées de leurs obligations en vertu de l'article L, 313-1 du code de la construction et de l'habitation ; n° 61 : exemption du secteur d'HLM des obligations liées à la perception du droit de bail ; et n° 63 : rapport au Parlement sur la situation des aides publiques à la construction et notamment de leur utilisation ; rejetés - **Art. 1<sup>er</sup>** (*suppression de la limitation de la durée de validité des décisions d'aliénation*) : son amendement de suppression n° 64, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - **Art. 2** (*déconcentration de la décision autorisant la vente de certains logements*) (p. 2099) : son amendement de suppression n° 65, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 3** (*suppression des obligations de location des logements conventionnés en cas de vente*) (p. 2100) : ses amendements, n° 66, de suppression, et n° 67 : nouvelle rédaction ; rejetés - **Art. 4** (*allègement des contraintes imposées en cas de vente de logements*) (p. 2102) : son amendement de suppression n° 68, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - **Art. 5** (*suppression de l'obligation faite au vendeur d'accepter un échelonnement du paiement du prix*) (p. 2110) : son amendement de suppression n° 69, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Après l'art. 5** (p. 2115) : son amendement de coordination n° 63 ; rejeté - **Après l'art. 6** (p. 2116) : son amendement n° 71 : rémunération des personnes qui se livrent ou prêtent leur concours à l'établissement d'un acte de location ; rejeté - **Art. 7** (*établissement de l'état des lieux par huissier de justice*) : son amendement n° 72 : établissement de l'état des lieux au moins dix jours à l'avance ; rejeté - **Avant l'art. 8** (p. 2117, 2118) : ses amendements, n° 73 de coordination et n° 74, soutenus par M. Robert Pagès : exclusion des charges récupérables des dépenses de personnel chargé de l'entretien des parties communes jusqu'en 1996 ; rejetés - **Art. 8** (*notifications et significations relatives aux rapports locatifs*) (p. 2163, 2164) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, n° 78 : retrait de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des charges récupérables auprès des locataires ; et n° 75, n° 76 et n° 77 : suppression successivement des paragraphes I, II et III de cet article ; rejetés - **Après l'art. 8** (p. 2165, 2167) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, n° 81 : modification du délai de référence pris en compte dans l'article 14 de la loi de 1984 ; n° 82 : frais engagés par le propriétaire au titre des travaux qu'il entreprend ; n° 79 : nombre de références que le bailleur doit fournir à la signature du bail ; et n° 83 : allongement du délai prévu pour que le bailleur communique au locataire le décompte de ses charges et mette à sa disposition les pièces justificatives ; rejetés - **Art. 9** (*tacite reconduction et renouvellement du contrat de location*) (p. 2169) : ses amendements, soutenus par Mme Paulette Fost, n° 84, de suppression ; et n° 85 : allongement de la durée des contrats de location ; rejetés - **Art. 10** (*second droit de préemption du locataire*) (p. 2170) : son amendement n° 86, soutenu par Mme Paulette Fost : proposition de relogement du locataire ; rejeté - **Art. 11** (*loyers réréféré*) (p. 2171) : son amendement n° 87, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du septième alinéa de l'article 17 de la loi du 6 juillet 1989 relative à la fixation des loyers par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage ; rejeté - **Art. 12** (*révision du loyer*) : son amendement de suppression n° 88, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 13** (*non application de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1948 aux locaux vacants*) (p. 2175) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, n° 89 de précision et n° 90 : substitution à l'article 13 d'un nouvel article relatif au mode de fixation des loyers ; rejetés - **Avant l'art. 14** (p. 2177, 2181) : ses amendements, soutenus par M. Robert

Vizet, n° 91 : rapport du Gouvernement sur la situation du fonctionnement des logements-foyers pour travailleurs migrants ; n° 92 : prolongation d'un mois du délai prévu pour la résiliation du contrat de location en cas d'impayés ; n° 93 : droit de réquisition exercé par le maire dans les communes où sévit une crise du logement ; n° 94 : interdiction des saisies et expulsions sans relogement pour le locataire de bonne foi ; n° 95 : allongement de deux ans de la durée des délais prévus pour surseoir à l'exécution des décisions de justice en matière d'expulsion ; n° 96 : utilisation de la taxe perçue au profit du fond d'aménagement de la région d'Ile-de-France ; et n° 97 : précision des catégories de demandeurs de logements pouvant légitimement prétendre à faire valoir un droit d'attribution de logement prioritaire ; rejetés - **Art. 14** (*versement de l'allocation logement*) : son amendement n° 98, soutenu par Mme Paulette Fost : nouvelle rédaction ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - **Art. 16** (*location en meublé et sous-location des logements d'HLM*) (p. 2208) : ses amendements, soutenus par M. Jean Garcia, n° 101 de suppression, et n° 102 : cas des communes où sévit une grave crise du logement ; rejetés - **Art. 17** (*exonérations fiscales*) (p. 2210) : son amendement n° 103, soutenu par M. Jean Garcia : procédure de réquisition ; rejeté - **Art. 21** (*réduction d'impôt*) (p. 2213) : son amendement n° 104, soutenu par M. Robert Vizet : application de la réduction d'impôt au bénéfice du locataire des logements créés par transformation de bureaux ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 21** (p. 2215) : son amendement n° 105, soutenu par M. Robert Vizet : rapport établi par le Conseil national de l'habitat sur les modalités d'application des articles 20 et 21 du présent projet de loi ; rejeté - **Art. 22** (*charges de copropriété*) (p. 2216, 2217) : ses amendements, soutenus par M. Jean Garcia, n° 106 : nouvelle rédaction qui prévoit que le syndicat de copropriété constitué à la vente présente nécessairement le caractère d'un syndicat coopératif ; rejeté ; et n° 107 : principe du rattachement des créances aux lots ; devenu sans objet - **Art. 24** (*commission départementale de l'aide personnalisée au logement*) (p. 2223) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, n° 108 de suppression et n° 109 : élaboration du plan régional du logement des personnes défavorisées pour la région d'Ile-de-France au plus tard le 31 décembre 1994 ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2532, 2535) : défense nationale - Désarmement - Tentative de constitution d'une force d'intervention européenne - Mission de l'ONU - Demande la réduction de l'effort de défense de la France - Politique industrielle ; GIAT - Dissuasion nucléaire - Traité de non prolifération des armes nucléaires - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (15 juin 1994) - **Question préalable** (p. 2577) : ONU - GIAT - Demande le vote de la motion n° 7 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé** (*approbation du rapport d'orientation annexé au présent projet de loi*) (p. 2585) : son amendement de suppression n° 8 ; rejeté - **Art. 2** (*crédits affectés à l'équipement des forces armées au cours des années 1995-2000*) (p. 2589, 2590) : son amendement de suppression n° 9 ; rejeté - **Art. 3** (*projet de loi d'actualisation en 1997*) (p. 2591) : son amendement de suppression n° 10, soutenu par M. Jean Garcia ; rejeté - **Art. 4** (*évolution des effectifs budgétaires du ministère de la défense de 1995 à 2000*) (p. 2592) : son amendement de suppression n° 11 ; rejeté - **Art. 5** (*effectif des réserves*) (p. 2592, 2593) : son amendement de suppression n° 12, soutenu par M. Jean Garcia ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer** [n° 394 (93-94)] - (15 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2601) : amélioration des pouvoirs de contrôle de l'Etat en mer - Lutte contre les trafics en tout genre - (p. 2602) : inspecteurs de navigation - Le groupe communiste et apparenté approuve ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à préciser les missions actuelles de l'Ecole Polytechnique** [n° 391 (93-94)] - (15 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2607, 2608) : missions de l'Ecole polytechnique - Activités de recherche et de formation de troisième cycle - Création d'un centre d'échanges scienti-

fiques et technologiques financé par les collectivités territoriales - Le groupe communiste, attaché à l'École polytechnique, ne peut souscrire totalement à cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)] - Suite de la discussion - (29 juin 1994) - Art. 18 (représentation des collectivités territoriales dans les conseils d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes) (p. 3144, 3145) :** soutient l'amendement de suppression n° 68 de M. Robert Vizet - **Art. 19 (garanties de l'Etat pour les emprunts du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies) (p. 3166) :** soutient l'amendement de suppression n° 90 de M. Robert Vizet - **Art. 39 (relèvement de la limite d'amortissement des véhicules de tourisme détenus par les entreprises) (p. 3201) :** soutient l'amendement de suppression n° 74 de M. Robert Vizet - **Art. 39 ter (déductions de certaines cotisations sociales des revenus des gérants majoritaires des SARL) (p. 3206) :** soutient l'amendement de suppression n° 75 de M. Robert Vizet - **Art. 39 quater (formalités à accomplir pour bénéficier de la réduction d'impôt sur les logements locatifs) (p. 3208) :** soutient l'amendement de suppression n° 76 de M. Robert Vizet - **Art. 42 (précédemment réservé p. 3211) (prorogation de contrats d'orientation et d'adaptation et prolongement du versement des aides forfaitaires pour les contrats d'apprentissage et de qualification) (p. 3227, 3228) :** soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° 80 de suppression et n° 82 (abrogation de l'article 62 de la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle qui prévoit un contrat d'insertion professionnelle, CIP) - **Art. 43 (précédemment réservé p. 3211) (délégations de services publics) (p. 3232) :** soutient l'amendement de suppression n° 83 de M. Robert Vizet.

**Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 563 (93-94)] - (30 juin 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 3306) :** assurances - Privatisations des entreprises publiques - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail - Deuxième lecture [n° 498 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - Discussion générale (p. 3329, 3330) :** désaccord sur la stratégie industrielle et minière du Gouvernement - Réflexion sur l'ensemble du code minier - Protection des populations des régions minières et de l'environnement - Régime de responsabilité de l'exploitant - Déterminera son vote en fonction de la prise en compte des propositions émanant des communes et des régions minières - **Art. 5 (conditions et modalités d'octroi d'une concession) (p. 3331) :** son amendement n° 4 : réduction à cinq ans du délai dans lequel le titulaire du titre de concession est tenu d'exploiter ; rejeté - **Art. 15 (objet et étendue des pouvoirs de police de l'administration en matière minière) (p. 3332) :** son amendement n° 5 : consultation par l'autorité administrative de l'exploitant et des collectivités locales avant la prescription des mesures visant à la protection du milieu environnant ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'habitat - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 558 (93-94)] - (5 juillet 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 3504, 3505) :** rapports locatifs - Logement des plus démunis - Copropriétés - Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)] - (5 juillet 1994) - Discussion générale (p. 3522, 3525) :** insécurité - Moyens budgétaires - Dysfonctionnements de la société - Police nationale - Lutte contre la drogue - Montée d'explosions sociales - Polices municipales - Statut spécial des personnels des services actifs - Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte - **Exception d'irrecevabilité (p. 3545) :** se déclare favorable, au nom du groupe communiste, à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Contrôle aux frontières - Lutte contre le trafic de drogue.

**Suite de la discussion - (7 juillet 1994) - Art. 15 (peine complémentaire d'obligation de répondre aux convocations de l'autorité qualifiée) (p. 3697) :** soutient l'amendement de suppression n° 48 de M. Charles Lederman - (p. 3698, 3700) ; soutient les amendements de repli de M. Charles Lederman, n° 88, n° 89 et n° 90.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)] - Suite de la discussion - (13 octobre 1994) - Art. 35 (taxe sur les passagers à destination d'un espace protégé) (p. 4312) :** soutient l'amendement de suppression n° 158 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 36 (extension de la taxe de séjour) (p. 4317) :** soutient l'amendement de suppression n° 159 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Après l'art. 36 (p. 4322) :** soutient l'amendement n° 160 de Mme Danielle Bidard-Reydet (moyens dévolus aux collectivités locales pour la défense de l'environnement) - **Avant l'art. 37 (p. 4326, 4327) :** soutient les amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 196 (TVA sur la vente de véhicules électriques) et n° 161 (TVA sur la production d'une source d'énergie renouvelable) - **Art. 37 - Paragraphe III (par priorité) (gestion des déchets) (p. 4329) :** soutient l'amendement n° 163 de Mme Danielle Bidard-Reydet (stockage des déchets ultimes ou réversibles) - **Paragraphe V (par priorité) (p. 4331) :** soutient l'amendement n° 164 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression de l'augmentation de la taxe) - **Paragraphe VI (par priorité) (p. 4335) :** soutient l'amendement n° 165 de Mme Danielle Bidard-Reydet (baisse du taux de TVA).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)] - (16 novembre 1994) - Avant l'art. 16 (par priorité) (p. 5665) :** soutient l'amendement n° 123 de Mme Michèle Demessine (suppression de l'article 38 de la loi quinquennale relatif au dispositif d'annualisation négociée du temps de travail) - **Art. 18 (par priorité) (institution d'un droit au congé de solidarité internationale) - Art. L. 225-12 du code du travail (garanties du salarié) (p. 5673) :** soutient l'amendement n° 126 de Mme Michèle Demessine (possibilité d'embaucher un demandeur d'emploi pour remplacer le salarié absent).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion - (24 novembre 1994) - Avant l'art. 4 (p. 5992, 5993) :** soutient l'amendement n° I-29 de M. Robert Vizet (relèvement à 40 % du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés) - **Après l'art. 4 (p. 5995, 5996) :** soutient l'amendement n° I-30 de M. Robert Vizet (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile et les hôpitaux) - (p. 5997) : soutient l'amendement n° I-31 de M. Robert Vizet (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations de tourisme social et familial à but non lucratif) - **Art. 6 (extension de la réduction d'impôt pour investissement locatif aux transformations en logements de locaux précédemment affectés à un autre usage) (p. 6006, 6007) :** soutient l'amendement n° I-35 de M. Robert Vizet (fixation du loyer des locaux professionnels transformés en habitations) - **Après l'art. 6 :** soutient l'amendement n° I-36 de M. Robert Vizet (contribution des entreprises à l'effort de construction) - (p. 6009) : soutient l'amendement n° I-37 de M. Robert Vizet (exonération du droit de mutation à titre gratuit pour l'héritier ou le bénéficiaire d'une donation qui s'engage à louer l'immeuble à des locataires à ressources modestes) - (p. 6013) : soutient l'amendement n° I-38 de M. Robert Vizet (fixation des conditions d'application des impôts locaux directs) - **Avant l'art. 7 (p. 6018, 6019) :** soutient l'amendement n° I-39 de M. Robert Vizet (régime fiscal des plus-values immobilières liées à la cession de la résidence principale) - **Art. 7 (application du taux normal de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifiques à usage domestique distribués par réseaux publics) (p. 6020, 6021) :** avis défavorable sur cet article - (p. 6021) : soutient l'amendement n° I-40 de M. Robert Vizet (suppression de l'article ; taux d'abonnement préférentiel pour EDF et GDF) - **Après l'art. 7 (p. 6029, 6032) :** soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° I-41 (minoration de la charge fiscale pesant sur les produits de toute première nécessité pour la consommation populaire), n° I-44 (TVA sur les produits de l'horticulture) et n° I-42 (rapport du Gouvernement au Parlement sur la situation de la dette des grandes entreprises nationales) - (p. 6033) : soutient l'amendement n° I-43 de M. Robert Vizet (nationalisation des sociétés privées concessionnaires de service de distribution d'eau).

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois, fait au nom de la commission chargée d'examiner la demande**

(n° 143, 94-95) de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 176 (94-95)] - (22 décembre 1994) - Discussion générale (p. 8052); remerciements au rapporteur et au président pour leur courtoisie - Défense de son honneur et de sa réputation - Absence d'enrichissement personnel - Demande la levée de son immunité parlementaire - Défense de l'accès à la municipalité d'Auchel - Respect du sens de l'Etat.

**BELCOUR (Henri)**, sénateur de la Corrèze (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) - Discussion générale (p. 2293, 2295) : évolution de la sécurité sociale - Branche de l'assurance vieillesse et de l'assurance veuvage - Rôle du Parlement - Amélioration de l'accès à l'assurance maladie - Dépendance des personnes âgées - Avis favorable du groupe du RPR sur ce texte amendé par les deux commissions.
- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - (21 juin 1994) - Discussion générale (p. 2768) : rôle de la famille - Mutation de l'organisation sociale - Démographie - Accueil de la petite enfance - Allocation parentale d'éducation - Aide aux modes de garde individuelle - (p. 2769) : veuves civiles - Naissances multiples - Fiscalité des familles - Situation des familles vivant dans un état de précarité - Logement - Personnes âgées en situation de dépendance - Votera ce projet de loi modifié par les amendements de la commission des affaires sociales.
- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - Suite de la discussion - (27 octobre 1994) - Discussion générale (p. 4787, 4789) : département de la Corrèze - Désenclavement - Réseau autoroutier - Services publics et de proximité en milieu rural - Maintien à domicile des personnes âgées - Notion de « pays » - Comités de bassins d'emploi - Péréquation financière.
- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture [n° 88 (94-95)]** - Suite de la discussion - (13 décembre 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 7414) : mission d'information sur le respect de la présomption d'innocence - Injonction pénale - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

**BELLANGER (Jacques)**, sénateur des Yvelines (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.
- Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial.
- Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).
- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).
- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire

d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - Urbanisme [n° 81 (94-95)] tome 15 (22 novembre 1994).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 135 (94-95)], présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par Mme Marie-Madeleine Dieulangard et M. Guy Penne, sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord sur les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes (n° E-330) [n° 191, (94-95)] (21 décembre 1994) - Communautés européennes.

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) [n° 229 (93-94)]** - (13 janvier 1994) - Discussion générale (p. 87) : fléau de la contrefaçon pour les économies européennes - Danger des contrefaçons pharmaceutiques - Urgence d'une harmonisation européenne - Propriété intellectuelle - Extension du contrôle douanier à l'exportation et au transit - Nécessaire organisation de la lutte contre la contrefaçon au niveau international - Explication de vote sur l'ensemble (p. 91) : votera la résolution.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)]** - Suite de la discussion - (7 avril 1994) - Art. 2 (règlement amiable) - Art. 35 de la loi n° 84-148 du 1<sup>er</sup> mars 1984 (ouverture de la procédure et nomination du conciliateur) (p. 782, 783) : soutient l'amendement n° 168 de M. Claude Estier (prise en compte de la situation sociale de l'entreprise).

Suite de la discussion - (8 avril 1994) - Art. 24 (sort des cautions) (p. 862) : se déclare favorable à l'amendement n° 197 du Gouvernement (nouvelle rédaction sauvegardant les droits des créanciers) - Après l'art. 3 (suite) (p. 863) : votera l'amendement n° 183 de M. Jean François-Poncet (suspension provisoire des poursuites ; extension aux cautions personnes physiques dans la procédure de règlement amiable judiciaire spécifique à l'agriculture) - Après l'art. 41 (p. 881) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 177 et n° 178 (maintien dans les lieux des personnes physiques lors d'une procédure de liquidation des biens) - Art. 43 (période d'observation) (p. 883) : soutient l'amendement n° 179 de M. Claude Estier (enquête du juge-commissaire afin de dresser un rapport sur la situation de l'entreprise et sur ses perspectives de redressement) - Avant l'art. 45 : soutient l'amendement n° 180 de M. Claude Estier (interdiction de nommer administrateur l'expert) - Art. 47 (régime de la liquidation judiciaire) - Art. 148 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 (ouverture de la procédure) (p. 886) : soutient l'amendement de coordination n° 181 de M. Claude Estier - Avant l'art. 49 (p. 887, 888) : sur l'amendement n° 71 de la commission (maintien en fonction des organes de la procédure), soutient le sous-amendement n° 182 de M. Claude Estier.

Suite de la discussion - (12 avril 1994) - Art. 17 (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875) (par priorité) (ordre de paiement des créances) (p. 922) : se déclare opposé aux amendements de la commission, n° 34 (frais de justice), n° 35 (substitution du mot « crédits » au mot « prêts ») et n° 36 (réintro-



duction dans les créances de la période d'observation des indemnités de résiliation des contrats dont l'exécution a été régulièrement poursuivie) - Protection des fournisseurs - Conséquences sur l'emploi et l'activité économique.

- **Projet de loi portant mise en oeuvre de la directive n° 91-250 CEE du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 126 (93-94)]** - (27 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1341) : droit moral de l'auteur de logiciel - Francisation des logiciels - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts [n° 233 (93-94)]** - (10 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1547, 1548) : directive européenne du 21 décembre 1988, dite « bac 3 » - Se déclare opposé à l'élargissement du champ d'activité des géomètres-experts à l'entremise immobilière - **Avant l'art. 10** (p. 1554, 1555) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 du Gouvernement (autorisation et encadrement de l'activité d'entremise immobilière) - **Explication de vote sur l'ensemble** : le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Résolution (n° 544, 93-94) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (E211) [n° 490 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3309, 3310) : politique énergétique française - Respect du principe de subsidiarité - Service public européen - Au nom du groupe socialiste, déclare voter cette résolution.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4140, 4141) : conférence internationale de Rio - Concertation - Financement - Engagements de la France - Actions des gouvernements précédents.

**Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes généraux du droit de l'environnement)** (p. 4177) : se déclare opposé à l'amendement n° 145 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression du principe « pollueur-payeur ») - (p. 4178, 4180) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 211 (participation des citoyens et droit à l'information) et n° 212 (principe du développement durable) - (p. 4181) : se déclare favorable à l'amendement n° 79 de M. Jean Faure (équilibre de la population dans les milieux urbains et ruraux) - **Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 4184, 4185) : soutient l'amendement n° 213 de M. Claude Estier (compétences de la commission) - (p. 4188) : se déclare opposé à l'amendement n° 80 de M. Jean Faure (discussion des objectifs) - (p. 4189, 4191) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 214 (débat au début de l'élaboration du projet) et n° 216 (autosaisine) - (p. 4193, 4194) : sur l'amendement n° 22 de la commission (composition de la commission), soutient le sous-amendement n° 215 de M. Claude Estier - (p. 4195, 4196) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 217 (suppression du devoir de réserve) et n° 218 (recommandations motivées de la commission).

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 11 (fonds de prévention des risques naturels)** (p. 4243 à 4245) : sur l'amendement n° 3 de la commission des lois saisie pour avis (financement des indemnisations), intervient sur les sous-amendements n° 300 et n° 303 du Gouvernement - **Art. 21 (compétence des départements en matière de gestion de certains cours d'eau)** (p. 4282, 4283) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 225 de suppression et n° 226 (schéma d'aménagement et de gestion des eaux) - **Art. 22 (inventaire départemental des espaces et du patrimoine naturels)** (p. 4287, 4288) : soutient l'amendement n° 227 de M. Claude Estier (inventaire mis à la disposition du public pour consultation et communiqué aux associations départementales agréées).

**Suite de la discussion** - (14 octobre 1994) - **Après l'art. 39** (p. 4373) : soutient l'amendement n° 248 de M. Claude Estier (taxe sur les déchets réceptionnés) - **Après l'art. 43** (p. 4379) : soutient l'amendement n° 249 de M. Claude Estier

(suppression de l'article 70 de la loi du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4384) : transparence et démocratie - Prévention des risques naturels - Déchets industriels et ménagers - Financement - Le groupe socialiste s'abstiendra.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Equipement, transports et tourisme - I - Urbanisme et services communs** - (6 décembre 1994) - **Rapporteur pour avis** - (p. 6815) : crédits alloués à l'architecture - Ecoles d'architecture - Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE - (p. 6816) : urbanisme - La commission des affaires économiques a émis un avis favorable à l'adoption de ces crédits.

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi [n° 561 (93-94)]** - (19 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7779, 7780) : problèmes de la profession - Gratuité des autorisations - Situation des locataires - Cession des autorisations - Formation des chauffeurs de taxi - Modifications de principe - Ne peut voter ce projet de loi - **Après l'art. 2** (p. 7784, 7785) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 9 (formation professionnelle des chauffeurs de taxi) et n° 10 (interdiction d'employer un conducteur locataire de taxi) - **Art. 3 (conditions du droit de présentation d'un successeur)** (p. 7786) : se déclare favorable aux amendements de la commission n° 1 et n° 2, de précision, ainsi qu'au n° 3 (obligation d'exploitation) - **Art. 4 (dispositions particulières)** (p. 7788) : sur l'amendement n° 4 de la commission (présentation de successeurs en cas de cessation d'activité), son sous-amendement n° 25 ; rejeté - Soutient l'amendement n° 11 de M. Claude Estier (régime particulier pour les sociétés n'employant que des locataires) - **Après l'art. 4** (p. 7789) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (enregistrement des transactions sur un registre) - **Art. 5 (délivrance de nouvelles autorisations)** (p. 7790, 7791) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 12 de suppression et n° 13 (listes d'attente rendues publiques) - Se déclare favorable aux amendements de M. Louis Minetti n° 20 (consultation des organisations syndicales ou professionnelles) et n° 21 (consultation des commissions départementales ou municipales des taxis et des voitures de petite remise) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7792) : philosophie différente - Gratuité de la formation - Le groupe socialiste votera contre ce texte.

**BELOT (Claude)**, sénateur de la Charente-Maritime (rattaché administrativement au groupe UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- **Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).**

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

**Participation au rapport d'information**, déposé au nom de la commission des finances, sur les conditions d'exercice, par l'Etat, de ses responsabilités d'actionnaire [n° 591 (93-94)] (6 juillet 1994) - **Marchés financiers.**

**Rapport**, déposé avec MM. Gérard Larcher et Jean-Marie Girault, au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation [n° 600 (93-94)] pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 35 (94-95)] (19 octobre 1994) - **Aménagement du territoire.**

**Rapport spécial**, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)]

adopté par l'Assemblée nationale - **Economie et budget** - Charges communes [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 12 (22 novembre 1994).

**Rapport**, déposé avec MM. Gérard Larcher et Jean-Marie Girault, au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi [n° 105 (94-95)], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 133 (94-95)] (9 décembre 1994) - **Aménagement du territoire**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Après l'art. 35** (p. 4312) : son amendement n° 246, soutenu par M. Jacques Oudin : création d'une taxe sur le passage des véhicules empruntant le pont reliant les îles au continent ; adopté après modification par le sous-amendement n° 325 du Gouvernement.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - (25 octobre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4656, 4657) : déséquilibres entre territoires et augmentation des prélèvements obligatoires - Principe de fiscalité dérogatoire ; propose l'élargissement des critères d'éligibilité - Liaisons routières et ferroviaires ; SNCF ; propose la création d'établissements publics dotés de ressources affectées - (p. 4658) : péréquation financière entre collectivités.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - Rapporteur - **Avant l'art. 20** (p. 5281) : son amendement n° 121 : division additionnelle : « Chapitre I<sup>er</sup> - De la péréquation et des finances locales » ; adopté - (p. 5282) : s'oppose à l'amendement n° 409 de M. Claude Estier (dépôt d'un projet de loi portant application de la révision des valeurs locatives) - **Art. 20** (*réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière*) (p. 5288) : son amendement n° 122 : principe et échéancier de la péréquation ; adopté - (p. 5290) : après rectification de cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 596 du Gouvernement ainsi que des amendements de M. René Régnault sur le même objet n° 411 et n° 410 - S'oppose à l'amendement de suppression n° 279 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 20** (p. 5296) : accepte l'amendement n° 597 du Gouvernement (dispositions pour 1995 - répartition de taxe professionnelle ; nouvelle définition du potentiel fiscal) - (p. 5299, 5300) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 413 (suppression du lien entre les quatre taxes pour les groupements à fiscalité propre) et n° 412 (création d'un fonds pour le développement de l'intercommunalité) - **Art. 21** (*globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités locales*) (p. 5300, 5301) : son amendement de suppression n° 123 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 281 de M. Robert Vizet (modification des conditions d'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA) - **Après l'art. 21** (p. 5302, 5303) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 282 (report de la mise en application des dispositions restrictives de remboursement par le fonds de compensation pour la TVA décidées par la loi de finances pour 1994) et n° 283 (rapport au Parlement sur la dette des administrations publiques locales) - **Avant l'art. 22** (p. 5304) : s'oppose à l'amendement n° 415 de M. Claude Estier (DGF ; réduction du taux de progression minimal des communes favorisées) - **Art. 22** (*renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF - suppression de la DGF d'Ile-de-France - reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Ile-de-France*) (p. 5306, 5307) : son amendement n° 124 : suppression du paragraphe I relatif au renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF ; adopté - (p. 5308) : s'oppose aux amendements n° 416 de M. Claude Estier (préparation d'un projet de loi réformant la DGF) et n° 477 de M. Jean-Marie Rausch (rapport sur la DGF : étude de la prise en compte du taux de chômage communal dans les règles d'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine) - (p. 5309) ; son amendement n° 125 : amélioration rédactionnelle ; adopté - (p. 5310) : s'oppose à l'amendement n° 296 de M. Robert Vizet (application anticipée du mode d'indexation de la dotation globale de fonctionnement) - Demande le retrait des amendements n° 437 de M. Paul Girod et n° 292 de M. Jean Faure au profit de l'amendement n° 180

sur le même objet de M. Adrien Gouteyron, qu'il accepte (diminution du montant de la dotation globale de fonctionnement de l'Ile-de-France au profit des départements en difficulté) - (p. 5312) : s'oppose à l'amendement n° 417 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe III organisant l'affectation du produit du fonds d'aménagement de la région d'Ile-de-France, FARIF) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 161 de M. Jean-Pierre Fourcade (suppression de la disposition prévoyant la prise en charge par la région des engagements de l'Etat financés par le fonds d'aménagement de la région d'Ile-de-France, FARIF) - S'oppose à l'amendement n° 293 de M. Jean Faure (augmentation du nombre de départements contributeurs) - **Avant l'art. 23** (p. 5313) : s'oppose à l'amendement n° 418 de M. Claude Estier (abondement du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle par une surcotisation acquitée par les entreprises situées dans des communes à taux de taxe professionnelle faible) - **Art. 23** (*rapport sur la réforme de la taxe professionnelle*) (p. 5315) : son amendement n° 126 : nouvelle rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 614 de M. Paul Girod auquel il s'oppose - (p. 5316, 5317) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 420 (institution d'une cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle) et n° 419 (assiette de la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée des entreprises) - Son amendement n° 127 : suppression du paragraphe II prévoyant un fonds national de péréquation ; retiré - (p. 5321) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 421 (fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et fonds de développement de l'intercommunalité) et n° 422 (dotation de développement rural) ainsi qu'à l'amendement n° 294 de M. Jean Faure (création d'un fonds national de péréquation) et, sur cet amendement, aux sous-amendements n° 547 et n° 548 de M. Robert Vizet - S'oppose à l'amendement n° 298 de M. Robert Vizet (critères de définition des ressources des collectivités) - (p. 5323) : son amendement n° 128 : suppression du paragraphe III prévoyant un rapport sur l'extension du bénéfice des avantages fiscaux de la loi Malraux ; adopté - (p. 5324) : s'oppose aux amendements n° 299 de M. Robert Vizet (suppression de l'allègement transitoire des bases d'imposition à la taxe professionnelle) et n° 361 de M. Pierre Lagourgue (extension du champ d'application de la loi Malraux aux communes et départements d'outre-mer) - (p. 5325) : s'oppose à l'amendement n° 372 de M. René Trégouët (dispositif de péréquation entre stations service) - (p. 5326) : s'oppose à l'amendement n° 478 de M. Jean-Marie Rausch (assujétissement de la Poste et de France Telecom aux impositions directes locales) - **Après l'art. 23** (p. 5328) : s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Christian Poncelet (contrat quinquennal fixant les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales) - (p. 5330, 5331) : sur les amendements de M. Paul Girod, accepte les n° 438 (constats financiers annuels sur les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales) et n° 440 (commission consultative d'évaluation des charges) et s'oppose au n° 439 (conférence financière annuelle entre l'Etat et les collectivités territoriales) - Demande le retrait de l'amendement n° 512 de M. Jean Huchon (dotation de compensation de taxe professionnelle dans les communes de moins de 2 000 habitants) - (p. 5332) : s'oppose à l'amendement n° 300 de M. Robert Vizet (cotisation minimale de taxe professionnelle pour les établissements bancaires) - **Art. 23 bis** (*rapport au Parlement sur les conditions d'une réforme des mécanismes de liaison entre la taxe professionnelle et la taxe d'habitation*) (p. 5333) : son amendement de suppression n° 129 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 301 de M. Robert Vizet (réduction des taux des taxes portant sur les ménages et augmentation des taux de taxe professionnelle) - **Après l'art. 23 bis** (p. 5334) : s'oppose à l'amendement n° 302 de M. Robert Vizet (abrogation de l'article 95 de la loi de finances pour 1994 prévoyant le passage du statut de bénéficiaire de l'allocation aux adultes handicapés au statut d'allocataire du RMI) - **Après l'art. 24** (p. 5350) : son amendement n° 134 : suppression du plafond de 35 000 habitants pour l'attribution de la dotation de développement rural, DDR, aux groupements de communes ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Art. 7** (*application du taux normal de la TVA aux abonnements relatifs aux*

livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifiques à usage domestique distribués par réseaux publics) (p. 6021) : son amendement n° I-178, soutenu par M. Camille Cabana ; abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique, à usage domestique, effectuées par réseaux publics prioritairement alimentés au moyen d'énergies renouvelables ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Charges communes et comptes spéciaux du Trésor** - (6 décembre 1994) - Rapporteur spécial (charges communes) - (p. 6881) : charge de la dette - (p. 6882) : dépenses de garantie - Remboursements et dégrèvements - Crédits destinés aux pouvoirs publics - Action économique - Action sociale - Action internationale - Dépenses administratives - (p. 6883) : privatisations - Donne un avis favorable au budget des charges communes - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6892) : s'oppose à l'amendement n° II-42 de Mme Danielle Bidard-Reydet (réduction des crédits d'un million deux cent mille francs, création de postes de personnels non enseignants et de cinq mille postes d'enseignants chercheurs).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - Rapporteur de la commission spéciale - **Après l'art. 20 A** (p. 7601) : son amendement n° 62 : commission consultative sur l'évaluation des charges ; adopté - Sur son amendement précité, s'oppose au sous-amendement n° 141 de M. Félix Leyzour - **Art. 19 ter BA (précédemment réservé, p. 7567)** (p. 7603) (*régime fiscal du crédit-bail immobilier*) : son amendement n° 213 : prise en compte des nouveaux termes employés pour le zonage dans l'article 17 B du projet de loi ; retiré - (p. 7606) : son amendement rédactionnel n° 214 ; adopté - (p. 7607, 7609) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Joseph Ostermann (modification apportée à la fiscalité des SICOMI, sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie) et accepte les amendements de M. Philippe Marini, n° 83 (règle de droit commun qui s'applique aux titulaires de revenus non commerciaux), n° 84 de précision, n° 85 (rectification d'une erreur matérielle) et n° 86 rédactionnel - **Avant l'art. 20** (p. 7609) : s'oppose à l'amendement n° 174 de M. Claude Estier (évaluation des immeubles retenue pour la détermination des bases des impôts directs locaux) - **Art. 20 (réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière)** (p. 7610, 7611) : ses amendements, n° 63 : date de la mise en oeuvre de la péréquation ; et n° 64 de coordination ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 137 de M. Félix Leyzour (mise en application de la révision des bases cadastrales) ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 175 (entrée en vigueur de la péréquation), n° 176 (mécanisme progressif de prélèvement sur les collectivités territoriales) et n° 177 (mise en place de la péréquation) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Joël Bourdin (prévision dans le rapport du Gouvernement d'une étude sur les éventuelles corrélations entre le potentiel fiscal et l'effort fiscal) - **Après l'art. 20** (p. 7613, 7614) : s'oppose aux amendements n° 179 de M. René Régnauld (taxe du groupement à fiscalité propre) et n° 180 de M. Claude Estier (création de nouveaux groupements de communes adoptant la taxe professionnelle d'agglomérations) - **Art. 20 ter (fonds national de péréquation)** (p. 7619) : s'oppose aux amendements, n° 138 de M. Félix Leyzour (programmation de l'extinction progressive du dispositif d'allègement des bases jusqu'en 1998) et n° 13 de M. Alain Pluchet (exclusion du champ d'application de cet article des collectivités locales dont les bases de taxe professionnelle ont peu évolué en 1994), ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 181 (mécanisme de péréquation entre les communes et les groupements de communes), n° 182 (suppression du prélèvement sur la dotation de compensation de taxe professionnelle perçue par les collectivités locales au profit du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle), n° 183 et n° 184 (financement pour le nouveau fonds de péréquation de la taxe professionnelle), n° 185 (attributions du nouveau fonds) et n° 186 (coopérations intercommunales) - **Art. 20 quater (fonds de correction des déséquilibres régionaux)** (p. 7621) : s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Félix Leyzour (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 21 bis** (p. 7621, 7622) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Jacques Baudot (récupération de la TVA sur les logements sociaux construits par les communes) - **Avant l'art. 22** (p. 7622) : s'oppose aux amen-

dements de M. Claude Estier, n° 187 (évolution de la dotation globale de fonctionnement) et n° 188 (dépôt par le Gouvernement, avant le 2 octobre 1995 d'un projet de loi sur la réforme de la DGF) - **Art. 23 (rapport sur la réforme du système de financement des collectivités locales - Sauvegarde et réhabilitation des communes rurales)** (p. 7623) : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Claude Estier (réforme globale de la taxe professionnelle ; taux unique de taxe professionnelle au sein d'un bassin d'emplois ; péréquation des groupements de communes les plus riches ; assiette tenant compte de la valeur ajoutée) - Son amendement n° 65 : suppression du paragraphe III relatif aux communes rurales de moins de 5 000 habitants ; adopté - **Après l'art. 23** (p. 7624, 7625) : s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Félix Leyzour (dispositions relatives au concours de l'Etat aux collectivités locales) - Sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose au n° 190 (réforme de l'assiette de la taxe professionnelle) et demande le retrait du n° 191 (rapport du Gouvernement sur les conséquences de la prise en compte pour l'assiette de la taxe professionnelle de la valeur ajoutée des entreprises) - **Art. 23 bis B (constat financier annuel - Commission consultative sur l'évaluation des charges)** : son amendement de coordination n° 66 ; adopté - **Après l'art. 23 bis C** (p. 7626) : s'oppose à l'amendement n° 81 de M. Alain Vasselle (mise en application progressive de la réforme des bases des valeurs locatives) - **Après l'art. 23 bis** : son amendement n° 216 : validation des avis rendus et des décisions prises par le comité des finances locales ; adopté - **Art. 24 bis (dotation de développement rural - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 7628) : son amendement n° 69 : rétablissement de cet article ; adopté - Sur les sous-amendements de M. Aubert Garcia, modifiant son amendement précité, s'oppose au n° 217 et accepte le n° 218.

**Ben GUIGA (Monique)**, sénateur des Français hors de France (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française - Deuxième lecture** [n° 437 (93-94)] - (26 mai 1994) - **Art. 5 bis (publications, revues, communications rédigées dans une langue étrangère et diffusées en France)** (p. 1909) : se déclare favorable aux amendements identiques, n° 4 de la commission et n° 10 de M. Ivan Renar (suppression du second alinéa relatif à l'attribution des aides publiques) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1916, 1917) : prééminence de l'anglo-américain - Français de l'étranger - Enseignement du français - Secteur audiovisuel - Edition des oeuvres scientifiques et littéraires en français - Abstention du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2772, 2773) : évolution de la famille - Emploi des femmes et maternité - (p. 2774) : nécessité d'adapter la législation à la famille d'aujourd'hui.

**Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2804) : se déclare favorable à l'amendement n° 104 de Mme Marie-Claude Beaudeau (versement des allocations familiales du premier au dernier enfant) - (p. 2805) : soutient l'amendement n° 85 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (possibilité donnée aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé de souscrire un contrat d'insertion ou de formation) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2812) : soutient l'amendement n° 84 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (versement de l'allocation parentale d'éducation au parent qui suit son conjoint à l'étranger) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> ter** (p. 2819) : se déclare favorable à l'amendement n° 17 de la commission (cumul des deux allocations parentales d'éducation à taux partiel pour un couple) - **Avant l'art. 7** (p. 2840) : se déclare favorable à l'amendement n° 110 de Mme Marie-Claude Beaudeau (repos hebdomadaire

et repos dominical) - **Art. 7** (*allongement du congé parental d'éducation ou de la période d'activité à temps partiel en cas de graves problèmes de santé de l'enfant et institution d'un congé parental ou d'un temps partiel de droit dans les entreprises de moins de cent salariés*) (p. 2841) : se déclare favorable à l'amendement n° 112 de Mme Marie-Claude Beauveau (autorisation d'absence du salarié dont la présence est nécessaire sur le lieu d'accueil de l'enfant) - **Art. 8** (*instauration d'un congé ou d'un temps partiel pour s'occuper d'un enfant malade*) - **Art. L. 122-28-8 du code du travail** (*création d'un congé légal pour enfant malade*) (p. 2844) : soutient l'amendement n° 89 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (autorisation d'absence de dix jours par an en cas de maladie d'un enfant de moins de seize ans à charge).

**Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Après l'art. 18** (p. 2906) : soutient l'amendement n° 93 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (prise en compte de la situation de la femme enceinte qui suit son époux à l'étranger).

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 7012, 7014) : personnels du ministère des affaires étrangères - Agence pour l'enseignement français à l'étranger - Français d'Algérie.

**BÉRARD (Jacques)**, sénateur de Vaucluse (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 612 (93-94)] portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de

sécurité des Nations unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 [n° 59 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Droits de l'homme**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 [n° 612 (93-94)]** - (15 novembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5594, 5596) : jugement des crimes de guerre - Juridictions de Nuremberg et de Tokyo - Définition du statut du tribunal international - Violations du droit international humanitaire - Droit de priorité - Au nom de la commission, accepte ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (*objet et champ d'application du projet de loi*) (p. 5596) : son amendement n° 1 : définition des crimes et délits par la loi française ; adopté - **Art. 2** (*compétence universelle des juridictions françaises*) : ses amendements n° 2 : compétence universelle des juridictions françaises quant au jugement des tentatives de crimes commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie ; et n° 3 : possibilité pour les victimes de se constituer partie civile ; adoptés. (p. 5597) : sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 22 du Gouvernement - **Art. 3** (*demande de dessaisissement*) : son amendement n° 4 : contrôle par le ministre de la justice de la régularité formelle des pièces justificatives du dessaisissement des juridictions françaises ; adopté - **Art. 5** (*effets de la décision de dessaisissement*) : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 5598) : son amendement n° 6 : prise en compte du droit de la victime ; adopté - **Art. 7** (*exécution des demandes d'entraide*) : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - **Art. 9** (*présentation de la personne réclamée au procureur de la République territorialement compétent*) (p. 5599) : ses amendements de précision n° 8, n° 9, n° 11 et n° 12, et rédactionnel n° 10 ; adoptés - **Art. 10** (*notification de la demande d'arrestation aux fins de remise*) (p. 5599, 5600) : ses amendements de précision n° 13, n° 14, n° 15 et n° 16 ; adoptés - **Art. 11** (*audience devant la chambre d'accusation de Paris*) (p. 5600, 5601) : son amendement n° 17 : modalités d'organisation des débats à huis clos devant la chambre d'accusation ; adopté - **Art. 12** (*décision de la chambre d'accusation*) : ses amendements rédactionnels n° 18, n° 19 et n° 20 ; adoptés - **Art. 13** (*mise en liberté*) : son amendement n° 21 : maximum de garanties pour la personne qui demande sa mise en liberté ; adopté - **Sur l'ensemble** : mention du collectif parisien de lutte contre la purification ethnique - Poursuites des personnes présentes en France.

**BERCHET (Georges)**, sénateur de la Haute-Marne (RDE).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Juge suppléant de la Haute cour de Justice.

Juge suppléant de la Cour de justice de la République (*JO Lois et décrets* du 20 janvier 1994).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (*JO Lois et décrets* du 13 octobre 1994).

Membre suppléant du Conseil national de l'information statistique.

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Transports terrestres** - [n° 81 (94-95)] tome 18 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2428, 2429) : département de la

Haute-Marne - Zones défavorisées en haute montagne - Primes « bovins » - Structures agricoles - Endettement ; prêts bonifiés - Biocarburants - Gel des terres - Localisation territoriale des droits à produire et des droits à prime - (p. 2430) ; aménagement du territoire.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4703, 4704) : aménagement du territoire et égalité des chances - Universités - Transports terrestres - Défisiscalisation en zones déprimées - Département de la Haute-Marne - Sous-préfets - Services publics.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 19 (exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé)** (p. 5219) : son amendement n° 5 : extension aux activités commerciales et artisanales ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - (p. 5222) : son amendement n° 6 : exonération de l'impôt sur les sociétés ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (transports terrestres) - (p. 6823, 6824) : crédits des transports terrestres - Situation de la SNCF - Conventions entre la SNCF et les régions - Transport combiné rail-route - Situation de la RATP - (p. 6825) : transports collectifs en province - Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)] - Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 25** (p. 7633) : son amendement n° 77 : application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale ; devenu sans objet.

**BERGÉ-LAVIGNE (Maryse)**, sénateur de la Haute-Garonne (S).

secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificatives pour 1994 (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec Mme Josette Durrieu et M. Gérard Roujas, tendant à abroger la loi de privatisation n° 93-923 du 19 juillet 1993 [n° 559 (93-94)] (29 juin 1994) - **Privatisations**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Industrie et postes et télé-**

**communications et commerce extérieur - I - Industrie - Commerce extérieur** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 26 (22 novembre 1994).

*Proposition de loi*, déposée avec les membres du groupe socialiste, rattachés et apparentés, tendant au remboursement des frais de transport des demandeurs d'emploi [n° 69 (94-95)] (10 novembre 1994) - **Chômage**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française [n° 291 (93-94)] - Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 9 (le français, langue de l'enseignement)** (p. 1091) : soutient l'amendement n° 58 de M. Claude Estier (enseignement des langues régionales) - **Art. 10 (règles linguistiques applicables à la communauté audiovisuelle)** (p. 1095, 1096) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 60 (œuvres musicales vocales en langues étrangère ou régionale) et n° 61 (référence à la langue régionale).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - (28 juin 1994) - **Art. 15 (cession gratuite d'actions aux salariés d'Air France)** (p. 3110) : salaires - Plan de redressement - Se déclare opposée à cet article - (p. 3112) : son amendement de suppression n° 119 ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 16 (modification du statut des sociétés anonymes à participation ouvrière, SAPO)** (p. 3132) : ses amendements, soutenus par M. Louis Perrein, n° 120 de suppression ; rejeté et n° 121 : recueil par l'assemblée générale extraordinaire de l'avis des mandataires de la société coopérative de main-d'œuvre ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 5691) : son amendement n° 91 : remboursement des frais de transports engagés par les chômeurs à l'occasion de leurs recherches d'emploi ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion générale :*

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1994) (p. 5913, 5914) : politique de l'emploi - SMIC - Déflation salariale.

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Après l'art. 6** (p. 6008) : son amendement n° I-132, soutenu par M. Paul Loridan : situation des entreprises qui doivent exposer des frais inhérents à la mise en conformité de leur équipement en vertu d'une directive européenne ; rejeté.

*Deuxième partie :*

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) - Rapporteur spécial (commerce extérieur) - (p. 6274) : présentation des crédits du commerce extérieur - Excédents commerciaux significatifs - (p. 6275) : secteur industriel, agricole et agro-alimentaire - Recul des importations - Asie du Sud-Est - Aide à l'implantation des PME - CODEX, comité de développement extérieur - Réseau des postes d'expansion économique et moyens consacrés aux procédures actives d'aide ou de soutien à l'exportation - Coexistence d'organismes ayant des missions similaires - (p. 6276) : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Processus de ratification des accords de Marrakech - Propose au Sénat d'adopter les crédits du commerce extérieur - (p. 6291) : *A tire personnel*, diminution du budget de l'industrie - Recherche industrielle - Agence nationale de valorisation de la recherche, ANVAR - Commissariat à l'énergie atomique, CEA - (p. 6292) : Renault - Privatisations - Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7289, 7290) : interrogation sur les raisons de la privatisation de la SEITA - Crainte pour l'emploi - Personnel de la SEITA : statut et retraite - (p. 7291) : planteurs de tabac - Débitants de tabac et monopole de la vente au détail - Devenir

de la SEITA - Fiscalité du tabac et lutte contre le tabagisme - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7300, 7301) : son amendement n° 5 : maintien de l'Etat comme actionnaire prépondérant de la SEITA ; rejeté - **Art. 2 (statut du personnel)** (p. 7307) : ses amendements n° 6 : maintien des dispositions du statut actuel ; n° 7 : délai de la négociation collective ; et n° 8 : suppression du délai butoir pour la conclusion de la nouvelle convention collective ; rejetés - **Après l'art. 2** (p. 7314) : son amendement n° 9 : garantie de l'Etat sur le versement et la revalorisation des retraites de la SEITA ; rejeté - **Art. 3 (le réseau des débiteurs de tabac)** (p. 7317) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 22 de M. Louis Minetti - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7318) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi - Abandon du patrimoine national.

**BERNADAUX (Jean)**, sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec M. Jacques Baudot, tendant à créer des commissions départementales d'intégration hôtelière régissant les implantations nouvelles d'hôtels [n° 393 (93-94)] (3 mai 1994) - **Hôtellerie et restauration**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1113) - Ministère : Equipement - **Réhabilitation de la RN 43 dans le département de Meurthe-et-Moselle - Routes**.

#### INTERVENTIONS

\* - **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 21 bis** (p. 7621) : soutient l'amendement n° 75 de M. Jacques Baudot (récupération de la TVA sur les logements sociaux construits par les communes).

**BERNARD (Jean)**, sénateur de la Marne (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture** [n° 354 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 5 (dispositions relatives aux produits et tissus) - Art. L. 672-4 du code de la santé publique (conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant)** (p. 1633) : son amendement n° 65 : possibilité pour les personnes victimes d'un viol de demander à l'autorité judiciaire la réalisation d'un test de l'immunodéficiences humaine sur le violeur ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** [n° 543 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Après l'art. 5** (p. 3608) : sur l'amendement n° 12 de la commission (rôle du maire dans les missions de sécurité publique), son sous-amendement n° 282 ; retiré.

**BERNARD (Roland)**, sénateur du Rhône (S).

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission

effectuée en Inde du 6 au 14 février 1994 [n° 314 (93-94)] (6 avril 1994) - **Inde**.

#### INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe** [n° 341 (93-94)] - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1027) : définition de la Macédoine - Conséquences de l'embargo décrété contre la Serbie - (p. 1028) : indépendance de la Macédoine en septembre 1991 - Traité d'intervention positive de la France en faveur de la Macédoine.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2541, 2543) : service national - Dissuasion nucléaire - Equipements conventionnels - Industrie de défense - Financements - Abstention du groupe socialiste sur ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (15 juin 1994) - **Art. 4 (évolution des effectifs budgétaires du ministère de la défense de 1995 à 2000)** (p. 2592) : guerre de 1914-1918.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Défense** - (30 novembre 1994) (p. 6461, 6463) : crédits de report - Fonds de concours - Financement des opérations extérieures - Transport aérien militaire - Situation en ex-Yougoslavie - OTAN - Union de l'Europe occidentale, UEO - Service national - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

**BERNARDET (Daniel)**, sénateur de l'Indre (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**BESSE (Roger)**, sénateur du Cantal (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

**BESSON (Jean)**, sénateur de la Drôme (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec M. Bernard Hugo, tendant à protéger les particuliers contre la distribution abusive de prospectus publicitaires ou publications gratuites non adressés [n° 137 (94-95)] (10 décembre 1994) - **Publicité**.

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 99 (JO Débats du 8 avril 1994) (p. 840) - Ministère : Equipement - **Choix du tracé de l'autoroute A 51 Grenoble Sisteron** - (Réponse : JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1213) - **Autoroutes**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Equipement, transports et tourisme - III - Tourisme** - (3 décembre 1994) (p. 6660, 6662) : place du tourisme français

dans l'environnement international - Diminution des crédits budgétaires - Maison de la France - Baisse des moyens de l'Agence française de l'ingénierie touristique, AFIT - Tourisme social et associatif - Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

**BETTENCOURT (André)**, sénateur de la Seine-Maritime (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 7006, 7008) : situation en ex-Yougoslavie - FORPRONU - Paix en Europe - OTAN - Organisation de l'Europe.

**BIALSKI (Jacques)**, sénateur du Nord (S) - Questeur du Sénat.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer [n° 394 (93-94)]** - (15 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2600, 2601) : exercice de la police en mer - Moyens aéromaritimes - Champ d'application du projet de loi - Le groupe socialiste votera ce texte - Nécessité d'un ministère de la mer.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 5690) : son amendement n° 90 : assimilation du congé d'adoption au congé de maternité ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Equipement, transports et tourisme - IV - Mer** - (3 décembre 1994) (p. 6646, 6648) : Etablissement national des invalides de la marine, ENIM - Situation de la Compagnie générale maritime, CGM - Sécurité du transport maritime - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Port de Dunkerque - Réforme de la manutention - Liaison Rhin-Rhône - Concurrence des projets Seine-Nord et Seine-Est - Personnels des navires des lignes transmanche - Instauration d'un code de bonne conduite européen du transport maritime - Le groupe socialiste votera contre ces crédits.

**BIARNÈS (Pierre)**, sénateur des Français établis hors de France (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**BIDARD-REYDET (Danielle)**, sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2644) - Ministère : Affaires étrangères - **Situation en Algérie** - **Politique extérieure.**

*Questions orales sans débat :*

n° 121 (JO Débats du 17 mai 1994) (p. 1624) - Ministère : Enseignement supérieur - **Situation des personnels IATOS (ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers de service)** - (Réponse : JO Débats du 28 mai 1994) (p. 1945) - **Enseignement supérieur.**

n° 160 (JO Débats du 26 octobre 1994) (p. 4684) - Ministère : Enseignement supérieur - **Conditions de la rentrée universitaire** - (Réponse : JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4999) - **Universités.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 148, 149) : espoir constitué par la recherche génétique - Génome humain - Dangers de l'eugénisme - Risques de dérives - Dangers du détournement de la science à des fins politico-sociales - Attitude responsable des chercheurs français attachés aux principes de déontologie - (p. 150) : dérapages générés par la course au profit.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 148, 150).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 148, 150).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 167) : rôle du Comité - (p. 168) : soutient l'amendement n° 164 de Mme Jacqueline Frayssse-Cazalis (modification de l'étendue des attributions du Comité) - (p. 171) : importance du rôle du Comité - **Art. 3 (principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain)** - **Art. L. 666-2 du code de la santé publique (principe de consentement)** (p. 179) : sur l'amendement rédactionnel n° 33 de la commission, soutient le sous-amendement n° 168 de Mme Jacqueline Frayssse-Cazalis.

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes)** - **Après l'art. L. 671-3 bis du code précité** (p. 269) : développement de la recherche scientifique - Nécessité de limiter les dérives - Avec le groupe communiste, s'abstiendra lors du vote sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (interdiction absolue de l'expérimentation portant atteinte à l'intégrité des embryons).

**Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - **Art. 9 (don de gamètes)** (p. 297) : restrictions proposées dans le recrutement des donneurs de sperme - S'abstiendra sur l'amendement n° 81 de la commission (insertion des dispositions relatives au don de gamètes dans le livre VI du code de la santé publique consacré au don et à l'utilisation des organes, tissus et cellules du corps humain) - **Art. 16 (évaluation de la loi et nouvel examen par le Parlement)** (p. 328) : soutient l'amendement n° 180 de Mme Jacqueline Frayssse-Cazalis (révision de la loi dans un délai de deux ans).

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française [n° 291 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 997, 998) : soutient les amendements de M. Ivan Renar, n° 30 (dispositif de traduction simultanée) et n° 27

(publication d'actes ou de comptes rendus lors d'une manifestation, d'un colloque ou d'un congrès).

**Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 9** (*le français, langue de l'enseignement*) (p. 1091) : soutient l'amendement n° 33 de M. Ivan Renar (enseignement du français et maîtrise de la langue).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** - *Deuxième lecture* [n° 354 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 8** (*assistance médicale à la procréation*) - **Art. L. 152-8 du code de la santé publique** (*interdiction des recherches sur l'embryon*) (p. 1659) : soutient l'amendement n° 84 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (encadrement de l'expérimentation sur l'embryon) - **Art. L. 152-10 du code précité** (*information des couples*) (p. 1663) : intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (définition des modalités d'expression du consentement devant le juge ou devant le notaire par le code civil) - **Art. 10 ter** (*interruption de grossesse pour des raisons médicales*) (p. 1668) : se déclare opposée à l'amendement de suppression n° 24 de la commission - **Art. 10 quater** (*diagnostic préimplantatoire*) (p. 1674) : se déclare opposée à l'amendement n° 25 de la commission (encadrement des conditions d'autorisation du diagnostic préimplantatoire) - **Art. 18** (*comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé*) (p. 1688) : soutient l'amendement n° 85 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (inscription du caractère pluraliste de la composition du comité consultatif national d'éthique en ce qui concerne les compétences et les opinions des personnalités choisies).

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise** [n° 389 (93-94)] - (25 mai 1994) - **Après l'art. 19** (p. 1869) ; se déclare favorable à l'amendement n° 58 de M. Jean-Luc Mélenchon (rétablissement du centre d'études des revenus et des coûts dans ses missions) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1881) : caractère illusoire de ce projet de loi pour les salariés - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur** [n° 466 (93-94)] - (16 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2630, 2631) : augmentation du nombre des étudiants - Emploi et diplôme - Réduction de l'échec universitaire - Loi dite « Savary » - Prorogation du régime dérogatoire des universités nouvelles - Situation des universités de Seine-Saint-Denis - Rôle de l'administrateur provisoire - Limitation des structures de participation - Réduction du rôle des étudiants - Financement inégal par les collectivités territoriales - Difficultés des universités nouvelles - Le groupe communiste et apparenté votera contre ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (*les modifications introduites dans l'article 21 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur*) (p. 2633) : son amendement de suppression n° 4 ; rejeté - **Art. 2** (*application du nouveau régime aux expérimentations en cours*) : son amendement de suppression n° 5 ; rejeté.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la recherche** [n° 1 (94-95)] - (4 octobre 1994) (p. 4011, 4012) : consultation nationale restreinte - Manifeste pour la recherche - Recherche et société - (p. 4013, 4014) : financement de la recherche - Contractualisation - Emploi scientifique - Recherche industrielle et crédit impôt-recherche.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4136) : moyens financiers - Droit d'intervention - Agrément des associations - Moyens humains et techniques - (p. 4137, 4138) : participation - Risques technologiques - Espaces naturels - Taxation - Gestion des déchets - « Pollueur-payeur ».

**Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4169, 4170) : son amendement n° 144 : déclaration d'intention sur l'importance de l'environnement ; rejeté - **Art. 1<sup>er</sup>** (*principes généraux du droit de l'environnement*) (p. 4176, 4178) : son amendement n° 145 : suppression du principe « pollueur-payeur » ; rejeté - **Intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup>** (p. 4182) : son amendement n° 146 : « De la consultation

préalable du public et des associations en matière d'aménagement » ; rejeté - **Art. 2** (*commission nationale du débat public*) (p. 4184) : ses amendements, n° 199 : attributions de la commission ; et n° 147 : saisine automatique de la commission ; rejetés - (p. 4190) : son amendement n° 148 : saisine de la commission ; rejeté - (p. 4192) : son amendement n° 198 : élargissement du droit de saisine ; rejeté - (p. 4193) : son amendement n° 149 ; participation du mouvement associatif ; devenu sans objet - **Art. 3** (*réforme des enquêtes publiques*) (p. 4199) : ses amendements, soutenus par M. Jean Garcia, n° 237 : désignation du commissaire enquêteur ; et n° 201 : dossier d'enquête ; rejetés - (p. 4200) : son amendement n° 200, soutenu par M. Jean Garcia : objet social des associations ; devenu sans objet - **Art. 4** (*prescription particulière dans la déclaration d'utilité publique*) (p. 4203) : son amendement n° 202, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : projets soumis à enquête publique ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 4204) : son amendement n° 203 : contre-expertise de l'étude d'impact ; rejeté - **Art. 7** (*conseil départemental de l'environnement*) (p. 4213, 4216) : ses amendements n° 150 : présidence du conseil départemental ; n° 204 : commission de la chasse, de la pêche et de la faune sauvage ; n° 205 et n° 151 : représentativité des membres du conseil ; devenus sans objet.

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 13** (*plans de prévention des risques naturels*) (p. 4247) : son amendement n° 153 : financement par l'Etat des plans ; rejeté - (p. 4252) : son amendement n° 154 : délai de cinq ans pour la mise en conformité des bâtiments et installations ; rejeté - **Après l'art. 13** (p. 4253) : ses amendements n° 155 : dispositions d'incitation fiscale ou financière ; et n° 206 : modification des dispositions du plan d'occupation des sols ; rejetés - **Art. 16** (*modification de l'article 16 et du I de l'article 46 de la loi n° 92-3 sur l'eau*) (p. 4255) : son amendement rédactionnel n° 156 ; adopté - **Art. 35** (*taxe sur les passagers à destination d'un espace protégé*) (p. 4312) : son amendement de suppression n° 158, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Art. 36** (*extension de la taxe de séjour*) (p. 4317) : son amendement de suppression n° 159, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Après l'art. 36** (p. 4322) : son amendement n° 160, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : moyens dévolus aux collectivités locales pour la défense de l'environnement ; rejeté - **Avant l'art. 37** (p. 4326, 4327) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° 196 : TVA sur la vente de véhicules électriques ; et n° 161 : TVA sur la production d'une source d'énergie renouvelable ; rejetés - **Art. 37 - Paragraphe III (par priorité)** (*gestion des déchets*) (p. 4328) : son amendement n° 163, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : stockage des déchets ultimes ou reversibles ; rejeté - **Paragraphe V (par priorité)** (p. 4331) : son amendement n° 164, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de l'augmentation de la taxe ; devenu sans objet - **Paragraphe VI (par priorité)** (p. 4333) : son amendement n° 165, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : baisse du taux de TVA ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (14 octobre 1994) - **Art. 37 (suite)** (p. 4365) : son amendement de précision n° 162, soutenu par M. Jean Garcia ; rejeté - **Après l'art. 37** (p. 4369) : son amendement n° 166, soutenu par M. Jean Garcia : réduction du taux de TVA applicable aux véhicules électriques ; rejeté - **Art. 38** (*contrôle des installations classées déclarées*) : son amendement n° 167, soutenu par M. Jean Garcia : contrôles obligatoires et extension du droit de saisine ; rejeté - **Art. 39** (*dépollution de certains sites*) (p. 4370) : son amendement n° 168, soutenu par M. Jean Garcia : majoration d'une taxe en partie destinée à alimenter un fonds de compensation ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) (p. 4753, 4755) : enseignement supérieur et recherche - Universités ; faiblesse en moyens et en personnel - Centre national de la recherche scientifique, CNRS - Opposition du groupe communiste aux schémas régionaux de l'enseignement supérieur.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4926) : son amendement n° 377 : développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, priorité de l'aménagement du territoire ; devenu sans objet - (p. 4941) : intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (politique de développement de la recherche en région) - (p. 4944) : vote



du groupe communiste contre l'amendement n° 65 de la commission (crédit d'impôt-recherche).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Avant l'art. 17** (p. 5177) : se déclare opposée à l'amendement n° 103 de la commission (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France) - Autoroute A16 - (p. 5186) : soutient l'amendement n° 308 de M. Félix Leyzour (droits du comité d'entreprise en matière de licenciements) - **Art. 17 (fonds national de développement des entreprises)** (p. 5193, 5194) : soutient l'amendement n° 269 de M. Félix Leyzour (fonds national et fonds régionaux de développement des entreprises).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Environnement** - (3 décembre 1994) (p. 6686) : directions régionales de l'environnement, DIREN - Service public de l'eau - Moyens de lutte contre les inondations - Faiblesse des crédits budgétaires - Le groupe communiste ne pourra voter ce projet de budget.

**Enseignement supérieur et recherche - II - Recherche** - (5 décembre 1994) (p. 6734) : mesures de restructuration de la recherche - Situation du Centre national de recherche scientifique, CNRS - Retard de la recherche française - Place des personnels - (p. 6735) : insuffisance des allocations de recherche - Crédits de fonctionnement - Recherche fondamentale - Recherche médicale - Avec les membres du groupe communiste et apparenté, votera contre ce projet de budget.

**Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur** - (5 décembre 1994) (p. 6753) : mécontentement des étudiants et des personnels - (p. 6754) : créations d'emplois - Heures supplémentaires - Insuffisance des sommes allouées à l'aide sociale - Avec les sénateurs communistes et apparenté, votera contre le projet de budget.

**Charges communes et comptes spéciaux du Trésor** - (6 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6892, 6893) : son amendement n° II-42 : réduction des crédits d'un million deux cent mille francs, création de postes de personnels non enseignants et de cinq mille postes d'enseignants chercheurs ; rejeté.

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 7131, 7132) : lutte contre la toxicomanie.

- **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Question préalable** (p. 7294, 7296) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Conditions de privatisation de la SEITA - Spécificité de la SEITA - Avenir de la filière tabacole - Santé publique - Fin du monopole de la SEITA et concurrence internationale - Planteurs de tabac - Statut du personnel - Fiscalité du tabac.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Art. 6 (schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)** - **Art. 34 bis de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)** (p. 7487) : soutient l'amendement de suppression n° 115 de M. Félix Leyzour - **Art. 6 bis A (schéma interrégional de littoral)** (p. 7489) : soutient l'amendement de suppression n° 116 de M. Félix Leyzour - **Art. 7 quater (répartition équilibrée des universités sur le territoire)** (p. 7494) : se déclare opposée à l'amendement n° 23 de la commission (nouvelle rédaction - établissement d'un schéma d'enseignement supérieur) - **Art. 7 quinquies (répartition équilibrée des universités sur le territoire)** : soutient l'amendement n° 117 de M. Félix Leyzour (définition des objectifs de la politique de la recherche fondamentale et appliquée) - **Art. 7 septies (modalités d'application particulières du crédit d'impôt-recherche aux zones prioritaires d'aménagement du territoire)** (p. 7496) : soutient l'amendement de suppression n° 118 de M. Félix Leyzour - **Art. 7 undecies (contenu des schémas des transports terrestres)** (p. 7500, 7501) : soutient l'amendement n° 120 de M. Félix Leyzour (respect de l'environnement ; plan de relance de la batellerie française) - **Art. 7 quaterdecies A (établisse-**

**ment d'un schéma de l'organisation sanitaire et sociale)** (p. 7503) : soutient l'amendement n° 121 de M. Félix Leyzour (prévision des évolutions nécessaires à l'offre de soins) - **Art. 7 sedecies (pays et projets locaux)** (p. 7504) : soutient l'amendement n° 122 de M. Félix Leyzour (possibilité pour l'ensemble des communes désignées pour constituer un pays de donner leur avis sur ce sujet) - **Art. 11 quater (distribution de gaz)** (p. 7511) : se déclare opposée à cet article et intervient sur les amendements identiques de suppression, n° 1 de Mme Hélène Luc et n° 166 de M. Aubert Garcia.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 174 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7924) : désapprouve la déclaration d'urgence sur le texte - Maintien par la CMP de dispositions graves - Vote négatif du groupe communiste sur ce texte - **Art. 8 bis (dépistage du sida)** (p. 7934) : se déclare opposée à l'amendement n° 1 du Gouvernement (mesures de dépistage prises au vu des conclusions d'un rapport fondé sur une enquête épidémiologique).

**BIMBENET (Jacques)**, sénateur du Loir-et-Cher (RDE).

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant au comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES-TOM).

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Logement social** - [n° 83 (94-95)] tome 11 (22 novembre 1994).

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis sur le système de santé américain et ses projets de réforme [n° 141 (94-95)] (13 décembre 1994) - **Etats-Unis d'Amérique**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> bis (Art. L. 532-1 du**

*code de la sécurité sociale : prolongation de l'allocation parentale d'éducation, APE, en cas de naissances multiples* (p. 2817) ; sur l'amendement n° 16 de la commission (prolongation du droit à l'allocation parentale d'éducation en cas de naissances multiples), son sous-amendement n° 147 ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2930) : prise en compte de la nécessité de favoriser le développement de la famille et de l'évolution de la société - Procédure d'urgence - Projet ne présentant pas une politique globale de la famille - Schéma de développement de l'accueil des jeunes enfants - Le groupe du RDE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) - Rapporteur pour avis (logement social) - (p. 6497) : accession sociale à la propriété - Prêts locatifs aidés - Logement des ménages les plus défavorisés - Prime à l'amélioration de l'habitat et rénovation de logements intermédiaires - Aides personnelles au logement - Taux des prêts PAP - Emet un avis favorable quant à l'adoption de ces crédits.

**BLAIZOT (François)**, sénateur de la Charente-Maritime (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO Lois et décrets* du 5 octobre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargé d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 174 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées [n° 351 (93-94)] (20 avril 1994) - **Fonctionnaires et agents publics.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 404 (93-94)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées [n° 414 (93-94)] (11 mai 1994) - **Fonctionnaires et agents publics.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 419 (93-94)] déclaré d'urgence, relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique [n° 450 (93-94)] (25 mai 1994) - **Fonctionnaires et agents publics.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées [n° 468 (93-94)] (31 mai 1994) - **Fonctionnaires et agents publics.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 479 (93-94)] modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 546 (93-94)] (22 juin 1994) - **Fonction publique territoriale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique [n° 596 (93-94)] (7 juillet 1994) - **Fonctionnaires et agents publics.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 106 (94-95)] modifié par l'Assemblée nationale, modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 146 (94-95)] (14 décembre 1994) - **Fonction publique territoriale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** [n° 174 (93-94)] - (26 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1225, 1226) : nécessité de garantir la réputation de l'Administration - Pouvoirs discrétionnaires du Gouvernement relatifs à la nomination aux emplois supérieurs de l'Etat - Modalités des nominations au « tour extérieur » - Conditions de sortie de la fonction publique - (p. 1227, 1228) : publicité des avis de la commission consultative ou du chef de corps - Nominations dans le corps des sous-préfets - Fonctionnaires militaires - Indépendance des commissions - Sous réserve de ses amendements, au nom de la commission des lois, propose l'adoption de ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (« tour extérieur » dans les corps d'inspection et de contrôle) (p. 1241) : son amendement n° 1 : exception à la règle du « tour extérieur » pour certains corps ; adopté - Sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 29 du Gouvernement - (p. 1243) : son amendement n° 2 : plafonnement des nominations au « tour extérieur » dans la proportion d'un emploi sur cinq ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 21 de M. Claude Estier (maintien de la proportion actuelle des nominations au « tour extérieur » dans les inspections générales) - (p. 1244) : ses amendements, n° 3 : clarification de la procédure de l'avis préalable de la commission consultative ; n° 4 : définition des critères d'appréciation retenus par la commission ; n° 5 : suppression de l'autorisation de communiquer les conclusions de la commission ; n° 6 : publication au Journal officiel du compte-rendu non intégral de l'avis de la commission ; adoptés - (p. 1245) : son amendement n° 7 : délai de six mois requis lors d'une modification des statuts portant sur le « tour extérieur » ; adopté - **Art. 2** (« tour extérieur » au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes et dans les inspections générales interministérielles) : ses amendements de coordination, n° 8, n° 9 et n° 10 ; adoptés - (p. 1246) : son amendement n° 11 : instauration d'une commission consultative pour les nominations au « tour extérieur » des conseillers référendaires à la Cour des comptes ; adopté - (p. 1247) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Claude Estier (suppression de l'avis du bureau de la Cour des comptes pour les nominations au « tour extérieur ») ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 20 de M. Jacques Oudin - **Art. 2 bis** (« tour extérieur dans le corps des sous-préfets ») (p. 1249) : son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté - Son amendement n° 30 : augmentation du nombre des sous-préfets nommés au « tour extérieur » ; adopté par priorité - Ses amendements de coordination, n° 13, n° 14 et n° 15 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 28 de M. Claude Estier (maintien d'un nombre minimal de nominations de sous-préfets au « tour extérieur ») - Accepte l'amendement rédactionnel n° 25 de M. Claude Estier - **Art. 3** (contrôle des activités professionnelles des fonctionnaires mis en disponibilité ou ayant cessé définitivement leurs fonctions) (p. 1251) : ses amendements, n° 16 : homogénéisation de la législation relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique ; et n° 17 : rétablissement du pouvoir d'appréciation du ministre concernant les départs de ses fonctionnaires dans le secteur privé ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 19 de M. Robert Pagès (représentation des organisations syndicales de fonctionnaires dans la composition des commissions consultées au sujet des départs de fonctionnaires) - (p. 1252) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (démission automatique de la fonction publique pour les fonctionnaires travaillant depuis six mois dans le secteur privé) - **Art. 4** (cas particulier des militaires ayant négocié des contrats d'armement) (p. 1253) : son amendement de suppression n° 18 ; adopté.

**Deuxième lecture** [n° 404 (93-94)] - (19 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1775, 1776) : respect du principe de la confidentialité des documents personnels - Avis du chef du corps concerné par une nomination au « tour extérieur » - Recrutement des sous-préfets de deuxième classe - Modalités d'accès des fonctionnaires au secteur privé - Corps d'inspection et de contrôle - Statut général des militaires - **Art. 1<sup>er</sup>** (tour extérieur dans les corps d'inspection et de contrôle) (p. 1777) : ses amendements n° 1 : exceptions aux nominations au « tour extérieur » dans les corps d'inspection et de contrôle ; n° 2, rédactionnel ; et n° 3 : suppression des dispositions à caractère réglementaire, concernant l'information de

la commission ; adoptés - **Art. 2** (p. 1778) : responsabilité du ministre en matière de nomination au « tour extérieur » - **Art. 2 bis** (« tour extérieur » dans le corps des sous-préfets) (p. 1779) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - **Art. 4** (cas particulier des militaires ayant négocié des contrats d'armement) : son amendement de suppression n° 5 ; adopté.

**Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 468 (93-94)] - (2 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2118, 2119) : maintien de la possibilité d'exclure certains corps d'inspection ou de contrôle de la procédure de nomination au tour extérieur - Maintien de l'interdiction faite aux militaires ayant négocié des contrats avec une entreprise d'exercer des fonctions au sein de celle-ci - Propose au Sénat d'adopter le projet de loi résultant des travaux de la CMP.

- **Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique** [n° 419 (93-94)] - (2 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2122, 2123) : qualité des relations entre les syndicats de fonctionnaires et les pouvoirs publics - Création d'emplois et aménagement du temps de travail dans la fonction publique - Temps partiel - Recrutement des fonctionnaires titulaires - (p. 2124) : cas des personnels enseignants - Cessation progressive d'activité, CPA - (p. 2125) : cas des enseignants des établissements privés sous contrat - Problème des retraites complémentaires obligatoires - Mi-temps de droit dans certaines conditions dans le projet de loi relatif à la famille - Mi-temps thérapeutique - Modernisation de la fonction publique, création d'emplois et amélioration du climat social - La commission des lois propose au Sénat d'adopter ce projet de loi sous réserve de l'adoption de certains amendements - **Art. 1<sup>er</sup>** (autorisation du travail à temps partiel dans la fonction publique de l'Etat) (p. 2136) : son amendement n° 1 : rétablissement de la référence au principe de la continuité du service public ; adopté - (p. 2137) : accepte l'amendement n° 48 du Gouvernement (recrutement de fonctionnaires titulaires pour les fractions d'emploi libérées par le temps partiel en priorité dans les services où ont été données les autorisations de travail à temps partiel et extension de ce dispositif à la cessation progressive d'activité) - **Art. 2** (annualisation du travail à temps partiel dans la fonction publique de l'Etat) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Robert Pagès (suppression de la référence à l'annualisation du temps de travail) - Son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - (p. 2138) : sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 51 du Gouvernement (caractère expérimental du dispositif proposé) - **Art. 3** (autorisation du travail à temps partiel dans la fonction publique territoriale) : son amendement n° 3, de coordination avec son amendement n° 1 précité ; adopté - **Art. 4** (annualisation du travail à temps partiel dans la fonction publique territoriale) (p. 2139) : son amendement n° 4, de coordination avec son amendement n° 2 précité ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 52 du Gouvernement, de coordination avec le sous-amendement n° 51 de celui-là - S'oppose à l'amendement n° 28 de M. Robert Pagès (suppression de la référence à l'annualisation du temps de travail) - **Art. 5** (autorisation du travail à temps partiel dans la fonction publique hospitalière) : son amendement n° 5, de coordination avec son amendement n° 1 précité ; adopté - **Art. 6** (annualisation du travail à temps partiel dans la fonction publique hospitalière) (p. 2140) : son amendement n° 6, de coordination avec son amendement n° 2 précité ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 53 du Gouvernement, de coordination avec le sous-amendement n° 51 de celui-là - S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Robert Pagès (suppression de la référence à l'annualisation du temps de travail) - **Art. 7** (durée des services exigés pour bénéficier de la cessation progressive d'activité dans la fonction publique de l'Etat) (p. 2141) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Claude Estier (réduction à 25 ans de la durée des services nécessaires pour pouvoir bénéficier d'une cessation progressive d'activité) - (p. 2142) : son amendement n° 7 : modalités de fixation du seuil de handicap permettant à un fonctionnaire de bénéficier de la bonification d'ancienneté ; adopté - **Art. 8** (date d'effet de la cessation progressive d'activité dans la fonction publique de l'Etat : cas particulier des mères de trois enfants ou d'un enfant handicapé à 80 %) (p. 2142) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Claude Estier (assouplissement de la situation des ensei-

gnants qui ne peuvent bénéficier d'une cessation progressive d'activité dès leur cinquante cinquième anniversaire) - **Art. 9** (extension du bénéfice de la cessation progressive d'activité aux agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics administratifs sur contrat à durée indéterminée occupant un emploi permanent à temps complet) - **Art. 5-1** de l'ordonnance du 31 mars 1982 (conditions nécessaires pour bénéficier de la cessation progressive d'activité et caractère définitif du choix fait par l'agent) (p. 2143) : son amendement n° 8 : possibilité donnée aux contractuels handicapés de bénéficier de la bonification de six annuités ; adopté - **Art. 5-2** (indemnité exceptionnelle de 30 % du traitement indiciaire) (p. 2144) : s'oppose aux amendements identiques n° 32 de M. Robert Pagès et n° 42 de M. Claude Estier (suppression des dispositions relatives à l'assujettissement de cette indemnité à la seule cotisation d'assurance maladie) - **Art. 5-3** (fin de la période de cessation progressive d'activité) : ses amendements, n° 9 de précision et n° 10 : interdiction faite aux bénéficiaires d'une cessation progressive d'activité de reprendre une activité rémunérée auprès de l'Etat ou auprès de toute autre personne morale de droit public à l'issue de la cessation progressive d'activité ; adoptés - **Art. 10** (nature des services exigés pour bénéficier de la cessation progressive d'activité dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière) (p. 2145) : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - **Art. 11** (nature des services exigés pour bénéficier de la cessation progressive d'activité dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière : cas particulier des mères de trois enfants ou d'un enfant handicapé à 80 %) : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Art. 12** (réduction de la durée des services effectifs exigés dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière) (p. 2146) : son amendement n° 13, de coordination avec son amendement n° 7 précité ; adopté - **Art. 14** (extension de la cessation progressive d'activité aux agents non titulaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs et aux agents non titulaires sous contrat à durée indéterminée des établissements hospitaliers, occupant un emploi permanent à temps complet) (p. 2146, 2148) : ses amendements, n° 14 de coordination avec son amendement n° 8 précité ; n° 15 de coordination avec son amendement n° 9 précité et n° 16 de coordination avec son amendement n° 10 précité ; adoptés - **Art. 19** (mi-temps thérapeutique dans la fonction publique de l'Etat) (p. 2149, 2150) : ses amendements, n° 17 : possibilité de demander un mi-temps thérapeutique avant le terme du congé de longue maladie et possibilité d'accorder le mi-temps thérapeutique pour une durée inférieure à trois mois ; retiré ; et n° 19 : motifs pouvant justifier le mi-temps thérapeutique ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 54 du Gouvernement - **Art. 20** (mi-temps thérapeutique dans la fonction publique territoriale) (p. 2151) : son amendement n° 22, de coordination avec son amendement n° 19 précité ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 55 du Gouvernement, de coordination avec le sous-amendement n° 54 de celui-là - **Art. 21** (mi-temps thérapeutique dans la fonction publique hospitalière) : son amendement n° 25, de coordination avec son amendement n° 19 précité ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 56 du Gouvernement, de coordination avec le sous-amendement n° 54 de celui-là - **Avant l'art. 22** (p. 2152) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Robert Pagès (suppression des dispositions relatives aux retenues pour absence de services), ainsi qu'à l'amendement n° 49 du Gouvernement (rétroactivité légale des dispositions statutaires) - **Art. 22** (validation des actes pris sur la base du décret n° 92-91 du 24 janvier 1992) (p. 2153) : son amendement n° 26 : suppression des dispositions relatives au caractère rétroactif du décret du 1<sup>er</sup> avril 1994 ; adopté - **Avant l'art. 23** (p. 2154) : accepte l'amendement n° 50 du Gouvernement (création de groupements d'intérêt public autour des établissements chargés de la formation initiale et continue des fonctionnaires de l'Etat).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 563 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3306) : remerciements - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3340) : décentralisation - Malaise de la fonction publique territoriale - Procé-

dures de recrutement - Seuils et quotas - Incidents de carrière - (p. 3342, 3344) : centres de gestion - Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT - (p. 3345) : organisation de la comptabilité des ordonnateurs secondaires - Centres de gestion et seuils d'adhésion obligatoire - (p. 3346) : seuils et quotas - La commission des lois propose au Sénat d'approuver ce projet de loi assorti des amendements qu'elle a déposés - **Question préalable** (p. 3370) : s'oppose à la motion n° 68 de M. Robert Pagès tendant à opposer la question préalable - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3371) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Robert Pagès (limitation et encadrement des possibilités de recrutement d'agents sur contrat) - (p. 3372) : accepte l'amendement n° 116 de M. Pierre Schiélé (organisation de la représentation des syndicats au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT, en fonction des résultats obtenus lors d'un scrutin national) - (p. 3373) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 62 de M. François Lesein (renforcement du rôle d'expertise de propositions reconnues au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT) - S'oppose à l'amendement n° 31 de M. Albert Vecten (attribution au CSFPT des moyens financiers et humains nécessaires à l'accomplissement de sa mission) ; retiré puis repris par M. René Régnauld - **Art. 1<sup>er</sup>** (moyens du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 3375) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 32 de M. Albert Vecten ainsi qu'à l'amendement n° 70 de M. Robert Pagès (rétablissement de la commission mixte paritaire comprenant des membres du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) - **Art. 2** (composition et fonctionnement du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 3377) : son amendement n° 1 : élection du président du conseil d'administration par les représentants des collectivités territoriales ; rejeté - (p. 3378, 3379) : son amendement n° 2 : droit de vote des seuls représentants des collectivités territoriales sur le budget du Centre national de la fonction publique territoriale ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 71 de M. Robert Pagès - Accepte les amendements identiques, n° 33 de M. Albert Vecten et n° 191 de M. René Régnauld (suppression de la disposition réintroduisant des délégués régionaux au sein du conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriale) - S'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle, n° 120 (composition du collège élisant des représentants des collectivités territoriales) et n° 119 (introduction au sein du conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriale d'un collège des présidents de centres de gestion) ainsi qu'aux amendements de M. Robert Laucournet, n° 151 (présence dans le collège désignant les représentants des collectivités territoriales des présidents de centres de gestion) et n° 153 (remplacement des mots « communes, départements et régions » par les mots « collectivités territoriales ») - Sur les amendements de M. Albert Vecten, estime que le n° 34 est satisfait par son amendement n° 1 précité et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 35 (suppression des dispositions relatives à la présence de représentants de l'Etat lors des séances du conseil d'administration) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 121 de M. Alain Vasselle (désignation des personnalités qui assistent aux séances du conseil d'administration sur proposition du président du CNFPT) - **Art. 3** (compétences du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 3384) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 72 de M. Robert Pagès - S'oppose aux amendements de M. Robert Laucournet, n° 154 rédactionnel, n° 155 (organisation des concours de catégorie A par le CNFPT) et n° 156 (communication par le CNFPT aux centres de gestion des tableaux d'avancement et des listes d'aptitude) - **Art. 4** (contrôle des actes du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 3386) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 73 de M. Robert Pagès - **Art. 5** (contrôle des comptes du Centre national de la fonction publique territoriale) : son amendement n° 4 ; rétablissement du contrôle de la Cour des comptes ; adopté - (p. 3387) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 74 de M. Robert Pagès et accepte l'amendement n° 52 du Gouvernement (institution d'un agent comptable spécial secondaire auprès de chaque délégué régional érigé en ordonnateur secondaire) - **Avant l'art. 6** : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Robert Pagès (rétablissement du statut initial des centres de gestion de la fonction publique territoriale) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 157

de M. Robert Laucournet (caractère d'établissements publics locaux des centres de gestion) - (p. 3388) : accepte l'amendement n° 53 du Gouvernement (exercice du contrôle de légalité à l'égard de l'ensemble des collectivités territoriales) - **Art. 6** (*communication d'actes aux centres de gestion*) (p. 3389) : s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 77 (augmentation de la cotisation au CNFPT) et n° 76 (renforcement de l'obligation de communication), ainsi qu'à l'amendement n° 36 de M. Albert Vecten (suppression de la référence au concours de catégorie D) - Sur les amendements de M. René Régnault, estime le n° 159 satisfait par l'amendement n° 53 du Gouvernement insérant un article additionnel avant l'art. 6 (exercice du contrôle de légalité à l'égard de l'ensemble des collectivités territoriales) et s'oppose au n° 158 rédactionnel - *A titre personnel*, accepte l'amendement n° 193 du Gouvernement (suppression de la publicité des tableaux d'avancement des collectivités et établissements non affiliés) - **Art. 7** (*seuil d'affiliation aux centres de gestion*) (p. 3390) : son amendement de suppression n° 5 ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 123 de M. Alain Vasselle (seuil d'affiliation obligatoire aux centres de gestion fixé à 350 fonctionnaires) - **Après l'art. 7** (p. 3391) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Robert Pagès (amélioration de la publicité des vacances d'emploi et des résultats des concours faite par les centres de gestion) - (p. 3392) : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle, n° 124 (contrepartie financière des missions obligatoires assurées par les centres de gestion auprès de collectivités non affiliées) et n° 125 de conséquence - **Art. 8** (*compétences des centres de gestion*) (p. 3393, 3395) : accepte les première et deuxième parties de l'amendement n° 194 du Gouvernement (1°) suppression de la transmission aux centres de gestion des tableaux d'avancement des collectivités et établissements non affiliés ; 2°) cohérence) - S'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 79 (suppression des concours sur titres) et n° 80 (possibilité donnée au domaine réglementaire de réformer chaque cadre d'emploi) - Sur les amendements de M. Alain Vasselle, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 126 (possibilité pour les centres de gestion d'organiser des concours pour des agents de catégorie A et B lorsque les statuts particuliers des cadres d'emploi le prévoient) et s'oppose au n° 127 (compétences des centres de gestion en matière de statut des secrétaires en mairie) - S'oppose à l'amendement n° 38 de M. Albert Vecten (suppression de la publicité des créations et vacances d'emploi de catégories A et B, des tableaux d'avancement et listes d'aptitude mise à la charge des centres de gestion) - Son amendement de précision n° 6 ; adopté.

**Suite de la discussion** - (4 juillet 1994) - Rapporteur - **Avant l'art. 9** (p. 3418, 3419) : sur les amendements de M. Robert Laucournet, s'oppose au n° 163 (extension du contenu et du champ d'application de l'aide que peuvent fournir les centres de gestion) et accepte le n° 164 (autorisation des centres de gestion à recourir à des agents non titulaires pour faire face à des remplacements) - Accepte les amendements de M. Alain Vasselle, n° 128 (remplacement de personnes momentanément absentes) et n° 129 (extension de la possibilité du conventionnement entre les centres de gestion et les collectivités aux communes non affiliées) modifié par le sous-amendement n° 195 du Gouvernement - **Art. 9** (*organisation de concours communs à plusieurs centres de gestion*) (p. 3420) : s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 81 (obligation pour les centres de gestion d'établir une liste d'aptitude) et n° 82 (suppression des dispositions relatives à la localisation de la gestion des listes d'aptitude) - **Art. 10** (*contrôle administratif des actes des centres de gestion*) (p. 3421) : s'oppose aux amendements n° 83 de M. Robert Pagès (établissement de la liste d'aptitude par ordre de mérite) et n° 130 de M. Alain Vasselle (transmission des décisions de nomination sur demande du représentant de l'Etat) - **Avant l'art. 11** (p. 3422) : accepte l'amendement n° 165 de M. Robert Laucournet (interdiction faite aux collectivités locales employant entre-250 et 350 agents de conserver leur propre commission administrative paritaire) - **Art. 11** (*formation commune de commissions administratives paritaires - listes d'aptitude communes*) : ses amendements n° 7 et n° 8, rédactionnels ; adoptés - (p. 3423) : s'oppose à l'amendement n° 166 de M. Robert Laucournet (suppression des dispositions relatives à l'autorité compétente pour dresser les listes d'aptitude à la promotion interne) - **Avant l'art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Robert Pagès (mise en oeuvre d'une compatibilité complète entre la

fonction publique territoriale et la fonction publique d'Etat) - **Art. 12** (*formation commune de commissions administratives paritaires - listes d'aptitude communes*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 85 de M. Robert Pagès - Son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - **Après l'art. 12** (p. 3424) : accepte l'amendement n° 63 de M. François Lesein (obligation pour la commission administrative paritaire de se prononcer sur la décision de non-réintégration de fonctionnaires) - **Art. 13** (*regroupement des comités techniques paritaires*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 86 de M. Robert Pagès et accepte l'amendement n° 167 de M. Robert Laucournet (mise à jour des dispositions sur les centres de gestion ayant un statut dérogatoire) - **Avant l'art. 14** (p. 3425) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Robert Pagès (présence obligatoire d'un comité d'hygiène et de sécurité dans chaque collectivité ou établissement et missions de ce comité) - **Art. 14** (*information des comités techniques paritaires*) : accepte l'amendement n° 54 du Gouvernement (traitement des demandes de travail à temps partiel) et demande le retrait de l'amendement analogue n° 40 de M. Albert Vecten au profit de ce dernier - **Art. 15** (*créations d'emplois*) (p. 3426) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 88 de M. Robert Pagès - Demande le retrait des amendements identiques n° 41 de M. Albert Vecten et n° 131 de M. Alain Vasselle au profit de l'amendement analogue du Gouvernement n° 55 qu'il accepte (recrutement des contractuels pour le remplacement d'un agent indisponible en raison d'un congé de maladie, d'un congé de maternité ou d'un congé parental) - **Après l'art. 15** (p. 3427) : son amendement n° 10 : recrutement sans concours des fonctionnaires de la catégorie C lorsqu'ils accèdent au grade le moins élevé de leur cadre d'emploi ; retiré au profit de l'amendement n° 132 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les collectivités locales de recruter sans concours des fonctionnaires de catégorie C « lorsque le grade de début est doté de l'échelle de rémunération la moins élevée de la fonction publique, le cas échéant selon des conditions d'aptitude prévues par les statuts particuliers ») - **Art. 16** (*listes d'aptitude à la promotion interne*) (p. 3428) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Robert Pagès (suppression des listes d'aptitude) - **Art. 17** (*procédure de nomination dans les emplois vacants*) (p. 3429) : s'oppose aux amendements n° 90 de M. Robert Pagès (réduction du délai à deux mois) et n° 170 de M. Robert Laucournet (possibilité de recruter par la voie de la promotion interne à l'expiration du délai de quatre mois) - **Art. 18** (*jurys des concours et examens professionnels*) (p. 3430) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 91 de M. Robert Pagès - Son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - (p. 3431) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 92 de M. Robert Pagès et à l'amendement n° 172 de M. Robert Laucournet (déduction du nombre de fonctionnaires pris en charge pour le calcul du nombre de postes mis au concours) - Accepte l'amendement n° 42 de M. Albert Vecten (recensement des besoins prévisionnels par les collectivités territoriales et établissements) - (p. 3432) : situation des fonctionnaires privés d'emploi - **Avant l'art. 20** (p. 3433) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Robert Pagès (établissement des listes d'aptitude par ordre de mérite) - **Art. 20** (*modalités d'établissement des listes d'aptitude des concours*) (p. 3434) : ses amendements, n° 12 : suppression de la déduction du nombre des agents pris en charge du nombre des vacances d'emplois au moment du calcul du nombre de candidats à inscrire sur la liste d'aptitude ; et n° 13 rédactionnel ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 94 de suppression ; de M. Albert Vecten, n° 43 (suppression de la référence au nombre d'agents pris en charge) et de M. Robert Laucournet, n° 174 (possibilité pour un candidat d'être inscrit sur une liste d'aptitude) - Demande le retrait de l'amendement n° 133 de M. Alain Vasselle (octroi d'une année supplémentaire aux candidats figurant sur les listes d'aptitude) - **Art. 21** (*formation initiale de certains fonctionnaires de catégorie A*) (p. 3436) : son amendement n° 14 : rémunération des stagiaires par le Centre national de la fonction publique territoriale et indemnisation des stagiaires qui ne seront pas recrutés ; adopté - Sur les amendements de M. Robert Pagès, s'oppose au n° 95 (remplacement du mot « élève » par les mots « fonctionnaire stagiaire » et rémunération par le Centre national de la fonction publique territoriale) et accepte le n° 96 de précision - (p. 3437) : indemnisation des candidats formés qui attendent d'être intégrés dans la fonction publique territoriale - **Après l'art. 21** (p. 3439) ; accepte l'amendement de coordination n° 175 de M. Robert Laucour-

net - **Avant l'art. 22** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 176 de M. Robert Laucournet (remplacement du mot « mutations » par le mot « mouvements ») - **Art. 22 (décharge de fonctions)** (p. 3440, 3441) : ses amendements n° 15 : définition de la liste des emplois fonctionnels ; retiré ; et n° 16 : réduction à six mois du délai préalable à une décharge de fonctions après la nomination de l'intéressé ou le renouvellement de l'assemblée délibérante ; adopté - Sur les amendements de M. Robert Laucournet, accepte le n° 178 (information de l'assemblée délibérante et du CNFPT préalablement à la fin des fonctions) et s'oppose au n° 177 (définition des emplois fonctionnels avant la fixation des modalités de décharge de fonctions) - S'oppose à l'amendement n° 97 de M. Robert Pagès (nouvelle rédaction) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 134 de M. Alain Vasselle - **Avant l'art. 23** (p. 3442) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 179 de M. Robert Laucournet (cas des autorisations spéciales d'absence pour satisfaire à des obligations légales) - **Art. 24 (réintégration après un détachement de longue durée)** (p. 3443, 3445) : son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Robert Laucournet, n° 180 (prise en charge du fonctionnaire de catégorie A par le centre de gestion lorsqu'aucun emploi n'est vacant) ; du Gouvernement, n° 197 (maintien du fonctionnaire en surnombre pendant un an dans sa collectivité ou son établissement d'origine) ; et de M. Albert Vecten, n° 45 (notion de « surnombre » et possibilité donnée au fonctionnaire ne souhaitant pas être réintégré et reclassé en « surnombre » pendant un an d'exprimer un choix différent) - Accepte l'amendement n° 64 de M. François Lesein (possibilité pour le fonctionnaire d'opter immédiatement pour un licenciement) - (p. 3445) : s'oppose aux amendements, n° 98 de M. Robert Pagès (amélioration de la réintégration ou du reclassement du fonctionnaire détaché) et n° 65 de M. François Lesein (réintégration obligatoire du fonctionnaire par le CNFPT ou le centre départemental de gestion qui lui a accordé son détachement) - **Après l'art. 24** (p. 3446) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Robert Pagès (réintégration obligatoire par le CNFPT ou le centre de gestion du fonctionnaire qu'il a détaché) - **Art. 25 (réintégration après une disponibilité)** (p. 3447) : s'oppose aux amendements de M. Robert Laucournet, n° 181 (possibilité de réintégration après une période de disponibilité dès la première vacance) et n° 182 (suppression de la réintégration en surnombre à l'issue d'une période de disponibilité de droit) - **Art. 26 (publicité du tableau d'avancement)** : s'oppose aux amendements de M. Robert Laucournet, n° 183 (suppression du caractère annuel du tableau d'avancement) et n° 184 (mention de la subordination de l'avancement de grade à l'accomplissement de la formation) - Accepte l'amendement de cohérence n° 196 du Gouvernement - **Après l'art. 26** (p. 3448) : accepte l'amendement n° 57 du gouvernement (texte réglementaire prévoyant le reclassement démographique de certaines communes) - **Art. 27 (reclassement des fonctionnaires privés d'emploi)** (p. 3450, 3451) : ses amendements, n° 18 : suppression de la présence d'un représentant du CNFPT ou du centre de gestion lors de la réunion du comité technique paritaire appelé à donner son avis sur une suppression d'emploi ; retiré ; n° 19 : prise en charge immédiate de l'agent aux fonctions duquel il a été mis fin ; retiré ; n° 20 : suppression de l'obligation faite au CNFPT ou aux centres de gestion de recruter en priorité les fonctionnaires pris en charge et remplacement de cette obligation par une simple information des intéressés ; adopté ; n° 21 : licenciement du fonctionnaire pris en charge après le refus de deux offres d'emplois ; et n° 192, de coordination avec son amendement n° 21 précité ; retirés - (p. 3452) : s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Alain Vasselle (maintien en surnombre auprès de sa collectivité et sans limitation de durée du fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé sans charge financière pour le CNFPT ou le centre de gestion), et sur les amendements de repli du même auteur, s'oppose aux n° 136 et n° 137, et demande le retrait des n° 138 et n° 139 - S'oppose à l'amendement n° 46 de M. Albert Vecten (avis obligatoire du comité technique paritaire avant la suppression d'un emploi et définition de la position hors cadre) - Accepte les amendements du Gouvernement n° 58 (suppression de la présence du délégué interdépartemental du CNFPT ou du président du centre de gestion au comité technique paritaire appelé à donner un avis sur la suppression de l'emploi) et n° 59 (assimilation à un refus d'offre d'emploi du refus par un fonctionnaire d'une mesure de redéploiement interne liée à une délégation de ser-

vice) - Accepte les amendements de M. François Lesein n° 66 (possibilité pour le fonctionnaire dont l'emploi est supprimé d'opter pour le licenciement immédiat) et n° 67 (précision sur la nature de l'offre d'emploi) - Demande le retrait de l'amendement n° 185 de M. Robert Laucournet (mesure destinée à faciliter le reclassement des personnels concernés) et s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Robert Pagès - (p. 3456) : sur l'amendement précité n° 59 du Gouvernement, accepte le sous-amendement n° 198 de M. Alain Vasselle - **Après l'art. 27** (p. 3458) : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle, n° 140 et n° 141 (mise à la charge de la collectivité territoriale qui a décidé la suppression d'emploi du paiement du salaire et des charges sociales de l'agent) - **Après l'art. 46 (par priorité)** (p. 3458, 3459) : son amendement n° 30 : assimilation des services accomplis par voie de détachement dans un emploi équivalent de la fonction publique territoriale à des services effectifs dans le corps d'origine ; rejeté - **Art. 28 (contribution financière des collectivités et établissements pour les fonctionnaires privés d'emploi)** (p. 3463) : son amendement n° 22 : prise en considération de la situation difficile de certaines communes ; retiré - Sur les amendements de M. Alain Vasselle, demande le retrait du n° 142 (mesure en faveur des mères de familles s'étant consacrées à l'éducation de leurs enfants et mesures destinées à encourager les collectivités à recruter un agent qui a fait l'objet d'une décharge de fonction ou d'une suppression d'emploi) et s'oppose aux n° 143 (contribution de la collectivité affiliée qui a décidé de la décharge de fonction ou de la suppression d'emploi) et n° 144 (contribution de la collectivité non affiliée qui a décidé de la décharge de fonction et de la suppression d'emploi) - S'oppose à l'amendement n° 186 de M. Robert Laucournet (contribution de la collectivité en cas de décharge de fonction ou de suppression d'emploi) - (p. 3464) : dégradation économique de certaines communes - **Avant l'art. 30** (p. 3466) : s'oppose à l'amendement n° 117 de M. Pierre Schiélé (modalités de répartition du nombre de postes de permanents syndicaux) - **Art. 30 (charges afférentes aux décharges d'activité dans le cadre de l'exercice du droit syndical)** : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Robert Pagès (nouvelle rédaction) - **Art. 31 (créations d'emplois à temps non complet)** (p. 3467, 3468) : s'oppose aux amendements n° 187 de M. Robert Laucournet (création d'un grade à temps non complet) et n° 145 de M. Alain Vasselle (exclusion des communes de moins de deux mille habitants du dispositif) - **Après l'art. 31** (p. 3469) : s'oppose à l'amendement n° 146 de M. Alain Vasselle (possibilité donnée au fonctionnaire qui exerce un emploi à temps non complet de travailler le reste du temps dans le secteur privé) - **Art. 32 (intégration des agents à temps non complet dans les cadres d'emplois)** (p. 3470) : son amendement de simplification n° 23 ; adopté - S'oppose aux amendements identiques de suppression n° 106 de M. Robert Pagès et n° 148 de M. Alain Vasselle - **Art. 33 (modalités d'exercice du droit d'option)** (p. 3471, 3472) : ses amendements n° 24 : adjonction des termes : « dans la limite des emplois vacants » ; et n° 25, rédactionnel ; adoptés - **Art. 34 (droit d'option des agents non titulaires)** : accepte l'amendement n° 48 de M. Albert Vecten (introduction de la notion d'emplois vacants) - **Après l'art. 34** (p. 3472) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Robert Pagès (titularisation de l'ensemble des agents contractuels de la fonction publique territoriale) - **Art. 36 (organisation de la formation d'adaptation à l'emploi)** (p. 3474) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 108 de M. Robert Pagès - **Art. 37 (obligations relatives à la formation)** : son amendement n° 26 : absence de pénalisation, pour l'avancement de grade, d'un fonctionnaire qui n'aurait pas pu accomplir ses obligations de formation pour des raisons indépendantes de son fait et tenant à des nécessités de service ; adopté - **Après l'art. 37** (p. 3475) : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. Robert Pagès (précision sur la nature de la formation) - **Art. 40 (composition du conseil d'orientation du Centre national de la fonction publique territoriale)** (p. 3476) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 110 de M. Robert Pagès - **Art. 41 (délégations interdépartementales ou régionales)** (p. 3477) : s'oppose aux amendements, n° 111 de suppression de M. Robert Pagès, et n° 189 de M. René Régnauld (suppression des dispositions relatives aux délégations) - **Après l'art. 41** (p. 3478) : accepte les amendements de coordination, n° 149 et n° 150 de M. Alain Vasselle - **Avant l'art. 42** : accepte l'amendement n° 118 de M. Pierre Schiélé (mise à la disposition de chacune des organisations syndicales représentatives d'au moins un siège dans les

conseils régionaux d'orientation) - **Art. 42** (*mise en oeuvre d'actions de formation par des centres de gestion*) (p. 3479) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 112 de M. Robert Pagès - **Art. 43** (*organisation de concours et de formations communes aux fonctionnaires de l'Etat et aux fonctionnaires territoriaux*) (p. 3480) : ses amendements, n° 27 ; retiré au profit de l'amendement identique n° 50 de M. Albert Vecten (organisation par le seul CNFPT de concours communs pour le recrutement simultané de fonctionnaires de l'Etat et de fonctionnaires de certaines collectivités et établissements) et n° 28 : organisation par le seul CNFPT de formations communes ; rejeté - S'oppose aux amendements, n° 113 de M. Robert Vizet (nouvelle rédaction) et n° 51 de M. Albert Vecten (suppression du mot « aussi » dans la seconde phrase du texte) - **Art. 44** (*conventions avec les centres de gestion pour l'organisation d'actions de formation*) (p. 3481) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 114 de M. Robert Pagès - **Art. 46** (*dispositions transitoires et entrée en vigueur*) (p. 3482) : accepte les amendements du Gouvernement n° 60 (prolongation exceptionnelle d'un an de la durée d'inscription sur la liste d'aptitude des candidats actuellement inscrits) et n° 61 (versement de l'indemnité représentative de logement par le CNFPT à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 1995) - **Après l'art. 46** (p. 3483) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 190 de M. René Régnault (nombre de catégories de fonctionnaires et remplacement des mots « commissaires de la République » par les mots « représentants de l'Etat »).

- **Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 596 (93-94)] - (11 juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3832) : texte d'accord - **Activité à temps partiel** - Cessation progressive d'activité et mi-temps thérapeutique - **Priorité d'affectation** - **Articles additionnels** - La commission des lois propose au Sénat d'adopter le texte issu de la CMP.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Après l'art. 35** (p. 4314, 4315) : se déclare favorable à l'amendement n° 246 de M. Claude Belot (création d'une taxe sur le passage des véhicules empruntant le pont reliant l'île au continent).

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6595, 6597) : politique agricole commune, PAC - Revenus agricoles - Aides aux producteurs - Carburants d'origine agricole.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale** - *Deuxième lecture* [n° 106 (94-95)] - (16 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 7669) : difficultés d'application du statut d'origine - Missions du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT, et des centres départementaux de gestion - (p. 7670) : CNFPT - Autorisation d'exercer une activité professionnelle dans le secteur privé pour les fonctionnaires territoriaux employés à temps non complet - (p. 7671) : fonctionnement du CNFPT - Création d'une délégation du CNFPT en Alsace - **Art. 31 bis** (*cumul d'activités des agents à temps non complet - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7682) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Alain Vasselle (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction) - Souhaite la création d'une commission départementale chargée d'apprécier la compatibilité du cumul d'activités - **Après l'art. 32** (p. 7684) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Alain Vasselle (régime indemnitaire d'un certain nombre de fonctionnaires détachés dans un emploi fonctionnel) - Intérêt du problème ; propose au Sénat un vote conforme.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 12** (*interdiction des dons des personnes morales aux partis politiques*) (p. 7989) : financement des partis politiques par les entreprises équivalent à un détournement de biens sociaux - Se déclare favorable à l'article 12.

**BLANC (Jean-Pierre)**, sénateur de la Savoie (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**BLANC (Paul)**, sénateur des Pyrénées-Orientales (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conseil national du bruit.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 47** (*par priorité*) (*assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques*) (p. 3153) : prévention des maladies cardio-vasculaires.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 5725) : enquête épidémiologique - Nécessaire multiplication des occasions de dépistage - Se déclare favorable à l'amendement n° 66 de M. Jean Chérioux (dépistage du sida).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** - *Deuxième lecture* [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Art. 7** (*decies*) (*révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports*) (p. 7499, 7500) : se déclare favorable à l'amendement n° 161 de M. Aubert Garcia (remplacement de la distance kilométrique par une durée).

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 17 D** (*définition des différentes catégories de zones prioritaires*) (p. 7554, 7555) : soutient l'amendement n° 90 de M. Jean Faure (cantons de très faible densité) - **Art. 19** (*exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et les extensions d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine*) (p. 7565, 7566) : se déclare favorable à l'amendement n° 54 de la commission (situation de l'assiette et des critères applicables aux zones de revitalisation rurale) et opposé au sous-amendement n° 227 de M. Jacques-Richard Delong - **Art. 19 quater** (*mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavorisées - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7573, 7574) : sur l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement de cet article ; espace rural), soutient le sous-amendement n° 91 de M. Jean Faure.

**BLIN (Maurice)**, sénateur des Ardennes (président du groupe UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre titulaire du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire du comité des prix de revient des fabrications d'armement.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

## DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 481 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 [n° 493 (93-94)] (8 juin 1994) - **Défense**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense** - Exposé d'ensemble et dépenses en capital - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 44 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2512, 2513) : personnels - Retraités militaires - Programmes d'équipements - (p. 2514) : programme nucléaire - Avion de transport futur, ATF - (p. 2515) : financement - Industrie de défense - (p. 2516) : coopération européenne - Avis favorable à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Défense** - (30 novembre 1994) - Rapporteur spécial (exposé d'ensemble et dépenses en capital) - (p. 6443, 6447) : loi de programmation - Equipements militaires - Crédits de report - Fonds de concours - Equilibre financier - Industrie - Europe - Marchés internationaux - Accepte ce projet de budget.

*Vote sur l'ensemble :*

(10 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7265, 7266) : remerciements - Stabilisation des dépenses publiques - Lutte pour l'emploi - Réduction du déficit budgétaire - Intérêt de la discussion budgétaire - Avec les membres du groupe de l'UC, votera ce projet de loi de finances.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public** [n° 162 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8043, 8044) : débat précipité sur ces dispositions visant à moraliser la vie publique - Mauvaises conditions de travail pour le Parlement - Bilan d'application de lois existantes ou instauration d'une nouvelle législation - Hommage au rapporteur de la commission des lois - Le groupe de l'Union centriste, dans sa grande majorité, votera cette proposition de loi.

**BOHL (André)**, sénateur de la Moselle (UC).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de cinquante-sept ans.

Membre du Conseil national des services publics départementaux et communaux (*JO* Lois et décrets du 14 octobre 1994).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 308 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 334 (93-94)] (13 avril 1994) - **Alsace et Moselle**.

*Proposition de loi*, tendant à modifier l'article L. 122-20 du code des communes [n° 237 (92-93)] (16 mars 1993) - Reprise le 4 octobre 1994 - **Communes**.

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur** - Décentralisation - [n° 84 (94-95)] tome 1 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle** [n° 308 (93-94)] - (21 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1193, 1194) : instrument de la publicité foncière - Informatisation - Juge du livre foncier - Extension du droit d'enregistrement - Groupement d'intérêt public - Propose d'adopter ce texte.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 585 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (juges de paix)** (p. 4436) : conseils de prud'hommes - **Alsace-Moselle**.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 10** (p. 5068) : se déclare opposé à l'amendement n° 401 de M. Claude Estier (rétablissement dans sa rédaction initiale de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Après l'art. 11 ter** (p. 5091, 5093) : ses amendements n° 491 et n° 492 : schéma directeur en vue de la desserte des communes actuellement non desservies en gaz ; et n° 493 : gestion de l'énergie distribuée en réseau ; création de services uniques ; transfert du pouvoir concédant des communes aux groupements ; retirés.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (décentralisation) - (p. 6367) : rémunérations des personnels de l'administration territoriale - Services déconcentrés de l'Etat - Modernisation des préfectures - Dotation globale de fonctionnement, DGF - (p. 6368) : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA - Evolution des budgets locaux - Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - Recommande au Sénat l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Art. 11 quater (distribution de gaz)** (p. 7515) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 1 de Mme Hélène Luc et n° 166 de M. Aubert Garcia - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - Taxe pour les concessionnaires d'autoroutes et taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés)** (p. 7526) : intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

**BONNET (Christian)**, sénateur du Morbihan (RI).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre titulaire du Comité des finances locales.



- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 449 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux [n° 472 (93-94)] (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Elections.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 603 (93-94)] modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale [n° 53 (94-95)] (3 novembre 1994) - **Elections.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur : 1°) la proposition de loi [n° 144 (94-95)], adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relative au financement de la vie politique ; 2°) la proposition de loi organique [n° 145 (94-95)], adoptée par l'Assemblée nationale, relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République ; 3°) la proposition de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues [n° 14 (94-95)], tendant à interdire le financement des partis politiques et des campagnes électorales par les entreprises ; [n° 159 (94-95)] (15 décembre 1994) - **Vie politique et sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur : 1°) la proposition de loi organique [n° 150 (94-95)], adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement et aux incompatibilités applicables aux membres du Parlement et à ceux du Conseil constitutionnel ; 2°) la proposition de loi organique de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues [n° 19 (94-95)], tendant à assurer la transparence du patrimoine et des revenus des parlementaires ; 3°) la proposition de loi organique de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues [n° 20 (94-95)], tendant à rendre publique la situation des candidats à la Présidence de la République ; 4°) la proposition de loi organique de M. Claude Estier et plusieurs de ses collègues [n° 112 (94-95)], relative à la transparence de la vie publique ; [n° 160 (94-95)] (15 décembre 1994) - **Vie politique et sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 166 (94-95)], modifié par l'Assemblée nationale, modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale [n° 183 (94-95)] (20 décembre 1994) - **Elections.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois : 1°) sur la proposition de loi [n° 161 (94-95)], adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et d'autorité ; 2°) sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 13 (94-95)] présentée par Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, tendant à interdire l'amnistie des infractions commises en relation avec le financement des campagnes et des partis politiques [n° 184 (94-95)] (20 décembre 1994) - **Amnistie.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois : 1°) sur la proposition de loi [n° 162 (94-95)], adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relative aux marchés publics et délégations de service public ; 2°) sur la proposition de loi [n° 31 rectifié (94-95)], déposée par M. Claude Estier et les membres du groupe socialiste, apparenté et rattachés administrativement tendant au rétablissement des dispositions « anti-corruption » supprimées depuis mars 1993 ; 3°) sur la

proposition de loi [n° 113 (94-95)], déposée par M. Claude Estier et plusieurs de ses collègues, relative à la transparence de la vie publique [n° 185 (94-95)] (20 décembre 1994) - **Marchés publics.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 199 (94-95)] (23 décembre 1994) - **Elections.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux marchés publics et délégations de service public [n° 200 (94-95)] (23 décembre 1994) - **Marchés publics.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et d'autorité [n° 201 (94-95)] (23 décembre 1994) - **Vie politique et sociale.**

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée au Canada du 7 au 22 septembre 1994 [n° 203 (94-95)] (29 décembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1994) - **Canada.**

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO Débats* du 15 avril 1994) (p. 1107) - Ministère : Agriculture - *Situation de la pêche artisanale - Pêche.*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts [n° 233 (93-94)]** - (10 mai 1994) - **Art. 10** (p. 1555) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (autorisation et encadrement de l'activité d'entremise immobilière) - **Limitation du chiffre d'affaires réalisé en activités immobilières - Situation des géomètres-experts en Bretagne.**

- **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux [n° 449 (93-94)]** - (7 juin 1994) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 2236) : échéancier légal des opérations préalables à l'élection présidentielle - (p. 2237) : délai de présentation des candidats - Exemples de report d'échéances électorales - (p. 2238) : durée des mandats municipaux en cours - Elections sénatoriales en septembre 1995 - Choix du mois de juin comme la seule date possible pour les élections municipales - Dépenses électorales - Application de ce texte dans les territoires d'outre-mer et de Mayotte - La commission des lois propose l'adoption sans modification de ce texte - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2253) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Constitutionnalité de l'article relatif au financement de la campagne électorale - **Question préalable** (p. 2256) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable - **Art. 1<sup>er</sup>** (choix du mois de juin 1995 pour le prochain renouvellement des conseils municipaux) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 3 de M. Claude Estier et n° 6 de M. Charles Lederman - **Art. 2** (conséquences du report proposé en matière de financement de la campagne municipale) (p. 2257) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 4 de M. Claude Estier et n° 7 de M. Charles Lederman - **Art. 3** (application de la présente loi à Mayotte et aux territoires d'outre-mer) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 5 de M. Claude Estier.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 20** (par priorité) (manifestations sportives, récréatives ou culturelles) (p. 3586) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 98 de M. Charles Lederman et n° 168 de M. Claude Estier - **Art. 8** (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) (p. 3635) : se déclare opposé aux amendements identiques de

suppression n° 46 de M. Charles Lederman et n° 120 de M. Claude Estier.

**Suite de la discussion** - (7 juillet 1994) - **Art. 13** (*interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche des manifestations ; fouille préventive des véhicules*) (p. 3689) : se déclare favorable aux amendements de la commission, n° 27 (faculté donnée à l'autorité publique d'interdire le port et le transport d'objets susceptibles d'être utilisés comme projectile ou comme arme), modifié par le sous-amendement n° 274 du Gouvernement et n° 28 (mise en oeuvre de la compétence de la police administrative), modifié par les sous-amendements du Gouvernement n° 298 et n° 275 - Se déclare opposé aux amendements de M. Charles Lederman, n° 47 de suppression, n° 87 (suppression du premier alinéa présenté pour l'article 2 bis précité du décret du 23 octobre 1935 relatif à l'interdiction du port et du transport de certains matériels), n° 85 (suppression du deuxième alinéa présenté pour l'article 2 bis précité qui autorise la fouille des véhicules) et n° 86 (suppression du deuxième alinéa du texte présenté pour l'article 2 bis relatif à la fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du présent article) ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 140 de suppression, n° 142 (suppression du deuxième alinéa présenté pour l'article 2 bis précité qui autorise la fouille des véhicules), n° 141 (remplacement du mot : « préfet » par les mots : « président du tribunal de grande instance ») et n° 143 (procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire sur leurs opérations de visite des véhicules).

**Suite de la discussion** - (8 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3740) : avis favorable du groupe des RI sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 35** (*taxe sur les passagers à destination d'un espace protégé*) (p. 4313) : son amendement n° 130, soutenu par M. Jacques Oudin : extension de l'institution de la taxe aux sites naturels inscrits ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5016, 5017) : intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays) - **Art. 8** (*organisation des services déconcentrés de l'Etat*) (p. 5051) : bilan de la décentralisation.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Après l'art. 16** (p. 5163) : intervient sur l'amendement n° 505 de M. Louis Perrein (ressources du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Avant l'art. 29** (p. 5275, 5276) : son amendement n° 188 : déclaration à la mairie des propriétaires ayant l'intention de louer une résidence à des fins touristiques ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Deuxième lecture [n° 22 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (10 novembre 1994) - **Art. 13** (*manifestations sur la voie publique*) (p. 5484) : intervient sur l'amendement de suppression n° 32 de M. Charles Lederman.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale [n° 603 (93-94)]** - (14 novembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5513, 5514) : assemblée de Corse - Comptes de campagne - Avance de l'Etat aux candidats à l'élection présidentielle - Vote des Français établis à l'étranger - Au nom de la commission des lois, accepte ce projet de loi organique - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5523, 5524) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 12 (interdiction du financement des partis et des candidats par les entreprises et autres personnes morales de droit privé à but lucratif) et de M. Guy Allouche n° 21 (interdiction des dons des personnes morales aux candidats aux élections) et n° 22 (organisation du financement des partis politiques) - (p. 5529, 5532) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 15 (publication des données relatives aux patrimoines et aux revenus des députés, des sénateurs et des députés de l'Assemblée européenne), n° 16 (publication des données relatives aux patrimoines et aux revenus des élus

locaux, des membres du Gouvernement des responsables des formations politiques), et n° 28 (respect de l'expression pluraliste des formations politiques dans les services de radiodiffusion sonore et de télévision) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*réintégration des membres de l'assemblée de Corse dans le collège des présentateurs des candidats à l'élection présidentielle*) (p. 5532) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Guy Allouche (modification du système de présentation des candidats pour l'élection présidentielle) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5535) : s'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Hélène Luc (publication du patrimoine de tous les candidats à l'élection présidentielle) - **Avant l'art. 2** (p. 5536) : s'oppose à l'amendement n° 17 de Mme Hélène Luc (restauration pendant la période électorale de toute possibilité de militantisme public) - **Après l'art. 2** (p. 5536, 5537) : accepte les amendements du Gouvernement n° 27 (interdiction à un candidat de faire partie de sa propre association de financement électoral) et n° 14 (abaissement du montant des plafonds des dépenses électorales des candidats à l'élection du Président de la République) - S'oppose à l'amendement n° 25 de Mme Hélène Luc (montant du remboursement forfaitaire des dépenses de campagne des candidats à l'élection présidentielle) - **Art. 3** (*publication des comptes de campagne et contrôle du Conseil constitutionnel pour l'élection du Président de la République*) (p. 5538) : accepte l'amendement n° 26 du Gouvernement (modalités du contrôle effectué par le Conseil constitutionnel) - **Après l'art. 4** (p. 5539) : accepte l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli (création de bureaux de vote dans les agences consulaires) - **Après l'art. 6** (p. 5540) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Guy Allouche (caractère non suspensif de l'acte du préfet déclarant démissionnaire d'office un conseiller municipal à la suite d'une sanction pénale définitive).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Équipement, transports et tourisme - IV - Mer** - (3 décembre 1994) (p. 6649) : faible participation de l'Etat au budget de la Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Contributions des collectivités locales dans ce secteur - Irresponsabilité des plaisanciers - Remise en cause du principe de la gratuité du sauvetage des personnes en mer.

**Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme** - (3 décembre 1994) (p. 6662) : missions de Maison de la France - Coordination des actions par la direction du tourisme.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale - Deuxième lecture [n° 166 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) (p. 7898, 7900) : organisation du vote des Français établis hors de France - Déclin des valeurs morales - Interdiction du financement de la vie politique par des personnes morales - Avantages fiscaux accordés aux cotisants des formations politiques - Déclaration du patrimoine devant la commission pour la transparence financière de la vie politique : non élargissement aux membres du Conseil constitutionnel et aux agents de la fonction publique - Amélioration de la législation sur les marchés publics et les délégations de service public - Suspicion à l'égard des élus - Au nom de la commission des lois, propose l'adoption de ces dispositions après le vote de ses amendements - **Art. 4 bis** (*création de bureaux de vote dans les agences consulaires*) (p. 7950) : son amendement n° 2 : aménagement et rétablissement de ces dispositions supprimées par l'Assemblée nationale ; adopté - Accepte l'amendement identique n° 1 de M. Charles de Cuttoli.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7898, 7900) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7952, 7953) : s'oppose aux amendements n° 8 (attribution de véritables moyens au Conseil supérieur de l'audiovisuel pour la défense du pluralisme dans les médias) et n° 15 (instauration de sanctions à l'égard des services de radiodiffusion sonore et de télévision ne respectant pas l'expression pluraliste des partis et formations politiques)

de M. Charles Lederman - (p. 7954) : s'oppose aux amendements n° 9 (rétablissement de l'affichage militant jusqu'à la veille du scrutin) et n° 10 (maintien de l'interdiction de l'affichage commercial relatif à une élection) de M. Charles Lederman - **Art. 1<sup>er</sup>** (*interdiction des mandataires communs à plusieurs candidats*) (p. 7955) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Robert Calmejane (remise en cause du délai d'un an avant le scrutin considéré pour l'affectation des dépenses de nature politique au cours de la campagne du candidat) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7956) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Charles Lederman (possibilité d'information des élus vers leurs concitoyens sur la gestion de leurs collectivités dans les six mois précédant des élections générales) - **Art. 2** (*interdiction à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électoral*) : accepte l'amendement n° 24 de M. Guy Allouche (incompatibilité entre les fonctions de mandataire financier, de président ou de trésorier de l'association avec les qualités de candidat et d'expert-comptable) - **Après l'art. 2** (p. 7957, 7958) : accepte l'amendement n° 25 de M. Guy Allouche (incompatibilité entre les fonctions de candidat ou de mandataire financier et celles d'expert-comptable) et s'oppose aux amendements de M. Paul Loridant n° 26 (modalités de placement des fonds de campagne par l'association de financement électoral) et n° 27 de coordination - **Art. 3** (*interdiction des dons des personnes morales aux candidats aux élections*) (p. 7958, 7959) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - Accepte l'amendement n° 28 de M. Guy Allouche (plafond fixé à 150 000 francs pour les dons apportés à plusieurs candidats dans la limite de 30 000 francs pour chacun d'entre eux) - **Art. 5** (*relèvement de 20 % à 50 % du remboursement forfaitaire de l'Etat au titre des dépenses de campagne*) (p. 7962) : s'oppose aux amendements n° 21 de M. Robert Calmejane (remboursement par l'Etat en fonction de justificatifs vérifiés par la commission de contrôle et non de manière forfaitaire) et n° 11 de M. Charles Lederman (extension du remboursement forfaitaire par l'Etat aux candidats ayant obtenu entre 2,5 % et 5 % des suffrages exprimés).

- **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République [n° 145 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7898, 7900).

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7898, 7900).

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7898, 7900).

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 161) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7898, 7900).

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - Rapporteur - **Après l'art. 5** (p. 7977) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Charles Lederman (prise en considération des prestations télévisées dans les comptes de campagne pendant une année avant l'élection) - **Art. 6** (*dispositions de coordination et de précision*) (p. 7978) : accepte l'amendement n° 18 de précision de M. Jacques Larché - **Art. 6 bis** (*suppression du cautionnement lors du dépôt des candidatures*) (p. 7979) : accepte l'amendement n° 35 du Gouvernement (rétablissement d'un cautionnement pour la participation aux élections européennes) - **Art. 7** (*déclarations de candidatures aux élections législatives*) (p. 7980) : accepte

l'amendement n° 36 du Gouvernement (remise du reçu provisoire de déclaration de candidature au déposant (le candidat ou son suppléant)) - Son amendement n° 2 : déclaration de candidature remise personnellement par le candidat ou son suppléant ; retiré - **Avant l'art. 8** : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Charles Lederman (levée de l'interdiction de distribution de tracts pendant la période électorale) - **Art. 8 bis** (*précision rédactionnelle de l'article L. 240 du code électoral*) (p. 7981) : accepte l'amendement de suppression n° 37 du Gouvernement - **Art. 9 bis** (*création d'une nouvelle subvention forfaitaire au profit de certains partis et groupements politiques non éligibles à l'aide publique*) (p. 7983, 7984) : s'oppose à l'amendement n° 29 de suppression de M. Guy Allouche - Son amendement n° 3 : répartition des élus dans au moins 30 départements ; adopté - Sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 41 de M. Michel Rufin - **Art. 12** (*interdiction des dons des personnes morales aux partis politiques*) (p. 7988) : pression médiatique - Mesure de salubrité publique - **Art. 13** (*dispositions de coordination*) (p. 7989) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Charles Lederman (exclusion des comptes des partis ou groupements politiques du champ de la loi) - **Après l'art. 15** (p. 7990) : accepte l'amendement n° 38 du Gouvernement (conditions transitoires applicables aux prochaines élections municipales) et demande le retrait de l'amendement n° 23 de M. Pierre Vallon (plafonnement selon les dispositions législatives antérieures des dépenses totales enregistrées dans les comptes de campagne pour les élections municipales de 1995) - **Art. 17** (*avantages fiscaux attachés aux contributions des personnes physiques au financement des activités politiques*) (p. 7991) : accepte les amendements du Gouvernement n° 39 (prise en compte des associations pour les cotisations versées aux partis et groupements politiques) et n° 40 (application des dispositions de cet article à compter du début de l'année 1995) - **Après l'art. 18** (p. 7992) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Charles Lederman (extension du champ des exonérations de droit de mutation à titre gratuit aux partis politiques) - **Après l'art. 20** (p. 7993) : s'oppose aux amendements n° 32 (responsabilité pénale d'un élu ayant utilisé à tort ses pouvoirs de police administrative), n° 33 (condamnation pénale de la personne morale publique lorsque sa responsabilité est indissociable de celle de l'élu agissant dans l'exercice de ses fonctions) et n° 34 (intervention d'une association d'élus locaux dans le cas de poursuite pour crime ou délit d'un élu) de M. Jean-Paul Delevoye - **Après l'art. 22** (p. 7994) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Charles Lederman (liberté d'opinion et d'organisation des partis politiques garantie dans toutes les entreprises à tous les salariés) - **Art. 23** (*validation législative d'actes pris par certaines collectivités territoriales en vue de faciliter le fonctionnement de leurs groupes politiques*) (p. 7994, 7995) : son amendement n° 42 : organisation des groupes politiques dans les assemblées délibérantes des communes de plus de 100 000 habitants des départements et des régions ; adopté.

- **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République [n° 145 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - Rapporteur - **Après l'art. unique** (p. 7999) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Charles Lederman (publication de la situation patrimoniale des candidats à l'élection du Président de la République).

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - Rapporteur - **Art. 1<sup>er</sup>** (*déclaration de patrimoine des parlementaires*) (p. 8001) : ses amendements n° 13, de coordination, et n° 1 : application des dispositions de cet article pour les sénateurs au fur et à mesure du renouvellement triennal du Sénat ; adoptés - S'oppose aux amendements n° 5 (déclaration de patrimoine pour les députés et les sénateurs), n° 6 (demande d'éclaircissement en cas d'augmentation significative du patrimoine d'un élu) et n° 7 (publication des déclarations de patrimoine des députés au Journal officiel) de M. Charles Lederman, ainsi qu'à l'amendement n° 10 de M. Guy Allouche (déclaration du patrimoine effectuée sur un formulaire unique) - **Après l'art. 2** (p. 8002, 8003) : s'oppose aux amendements n° 11 de M. Guy Allouche (incompatibilité entre le mandat de député et la fonction de président de chambre consulaire) et n° 8 de M. Charles Lederman (régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires) - **Art. 2 bis** (*interdic-*

tion faite à un parlementaire de commencer à exercer des fonctions de conseil pendant la durée de son mandat) (p. 8005, 8006) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Charles Lederman (interdiction à un député d'exercer une fonction de conseil ou de percevoir une rémunération au titre d'un contrat d'étude) - Accepte l'amendement n° 12 du Gouvernement (interdiction à tout député, en cours de mandat, d'exercer une fonction de membre du conseil d'administration dans un des établissements visés à l'article L.O. 146 du code électoral) - **Art. 4 (régime des incompatibilités des membres du Conseil constitutionnel)** : son amendement de suppression n° 2 ; adopté - **Intitulé de la proposition de loi** : son amendement de coordination n° 3 ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - Rapporteur - **Art. 1<sup>er</sup> (déclaration de patrimoine des membres du Gouvernement)** (p. 8009) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Charles Lederman (consultation de la situation patrimoniale des membres du Gouvernement par toute personne qui peut en prendre copie) - **Art. 2 (déclaration de patrimoine des élus autres que les parlementaires nationaux (députés européens et élus locaux))** (p. 8009, 8010) : ses amendements n° 18 : déclaration de situation patrimoniale non obligatoire pour le président de l'assemblée de province de Nouvelle-Calédonie ; n° 19 : déclaration de situation patrimoniale non applicable au président élu d'un groupement de communes dont la population excède 30 000 habitants ; n° 20 : suppression de la notion de « personnalité élue bénéficiant d'une délégation » ; et n° 21, de coordination ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Charles Lederman (obligation de déclaration de situation patrimoniale pour les maires de communes de plus de 20 000 habitants) - **Art. 3 (assujettissement de titulaires de certaines fonctions d'autorité à l'obligation de déclaration de patrimoine)** (p. 8011) : son amendement de suppression n° 22 ; adopté - **Art. 4 (composition, compétences et modalités d'intervention de la Commission pour la transparence financière de la vie politique)** (p. 8013, 8015) : ses amendements de coordination n° 23 et n° 24 ; adoptés - Son amendement n° 25 ; suppression de la communication des déclarations d'impôt à la Commission pour la transparence financière de la vie politique ; adopté - Son amendement n° 26 : cadre de l'information de l'autorité judiciaire par la Commission pour la transparence financière de la vie politique ; retiré - Son amendement de conséquence n° 27 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 11 de M. Charles Lederman (publication des déclarations de patrimoine par la Commission pour la transparence financière de la vie politique) et accepte les amendements du Gouvernement n° 15 (publication d'informations nominatives dans le rapport de la Commission pour la transparence financière de la vie politique) et n° 16 (modalités de l'information de l'autorité judiciaire par la Commission pour la transparence financière de la vie politique) - **Art. 4 bis (modalités du transfert à la Commission pour la transparence financière de la vie politique des compétences du Bureau des assemblées en matière de déclaration du patrimoine des membres du Parlement)** : son amendement de suppression n° 28 ; adopté - **Art. 5 (sanctions pénales des violations de la confidentialité des déclarations de patrimoine)** : son amendement n° 29 ; augmentation des sanctions prévues ; adopté - **Art. 6 (extension aux nouveaux assujettis de l'inéligibilité prévue en cas de manquement à l'obligation de déclaration du patrimoine)** (p. 8016) : son amendement n° 30, de conséquence ; adopté - **Art. 7 (abrogation de conséquence de l'article L.O. 135-2 du code électoral)** (p. 8016, 8017) : son amendement de suppression n° 31 ; adopté - **Après l'art. 7** (p. 8017) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Charles Lederman (application de l'inéligibilité à tous les mandats de la personne) - **Art. 7 bis (plafonnement du montant total des indemnités de fonction susceptible d'être versé à un même titulaire de fonction gouvernementale et de mandats électifs)** : son amendement de suppression n° 32 ; adopté - **Intitulé de la proposition de loi** : son amendement de coordination n° 33 ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - Rapporteur - **Art. 1 (prolongation des conventions)** (p. 8022) : s'oppose à l'amendement n° 41 de

M. Guy Allouche (modalités de prolongement de la concession pour des études dénommées « travaux ») - Son amendement n° 2 : remplacement des mots « investissements matériels ou immatériels » par le mot « investissements » ; adopté - Accepte l'amendement n° 19 de M. Jacques Oudin (suppression du mot « matériels » dans l'expression « investissements matériels ou immatériels ») - **Art. 2 (transparence des comptes du délégataire)** (p. 8025) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 20 de M. Jacques Oudin - **Après l'art. 2** (p. 8026) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Charles Lederman (information de chaque membre du conseil municipal de l'ensemble des documents concernant un marché passé - audition d'un expert par un membre de la commission d'appel d'offres) - **Art. 3 (publicité et contrôle des comptes du délégataire)** (p. 8026, 8027) : ses amendements n° 3 : conditions dans lesquelles la Cour des comptes peut vérifier les comptes produits par les délégataires ; et n° 4 : intervention de la Cour des comptes uniquement à l'occasion du contrôle des comptes de l'autorité délégante ; adoptés - **Art. 5 (seuil d'application des procédures)** (p. 8027) : son amendement de suppression n° 5 ; adopté - (p. 8028) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Guy Allouche (mise en concurrence pour les obligations de service public n'excédant pas trois ans) et demande le retrait de l'amendement n° 37 de M. Paul Girod (montant du seuil fixé à 700 000 francs) - **Art. 5 bis (compétences du Conseil de la concurrence)** (p. 8028) : son amendement de suppression n° 6 ; adopté - **Art. 6 (saisine de la mission interministérielle d'enquête)** (p. 8029) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Guy Allouche (possibilité d'autosaisine de la mission interministérielle d'enquête) - **Après l'art. 6** (p. 8030) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Charles Lederman (nationalisation des sociétés privées concessionnaires de services de distribution d'eau et de services chargés de l'assainissement) - (p. 8032) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Charles Lederman (création d'une commission chargée de présenter des mesures pour l'instauration d'un service public national de distribution d'eau) - **Art. 7 (régime des avenants)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 26 de M. Jacques Oudin - Ses amendements n° 8 : suppression de l'obligation de soumettre un nouveau projet à la commission d'appel d'offres en cas d'avis défavorable ; et n° 7 : limitation de l'obligation de soumettre les projets d'avenants à la commission d'appel d'offres aux avenants dont l'augmentation est supérieure à 10 % ; adoptés - Sur ce dernier amendement, accepte le sous-amendement n° 50 du Gouvernement - **Art. 8 (droit d'enquête des magistrats des juridictions financières)** (p. 8033) : son amendement de suppression n° 9 ; adopté - Accepte l'amendement identique de suppression n° 27 de M. Jacques Oudin - **Art. 8 bis (application du code des marchés publics par les assemblées parlementaires)** (p. 8034) : son amendement de suppression n° 10 ; adopté - **Art. 9 (délit de favoritisme dans les marchés publics et les délégations de service public)** : son amendement de coordination n° 46 ; adopté - **Art. 10 (information du parquet des juridictions financières - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 8034) : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 28 de M. Jacques Oudin - **Après l'art. 10** (p. 8035) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Charles Lederman (obligation d'informer le comité d'entreprise, de l'ensemble des rémunérations des membres de la direction et du conseil d'administration) - **Avant l'art. 11** (p. 8036) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Charles Lederman (information des membres des comités d'entreprise sur les marchés publics) - **Art. 11 (ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques)** (p. 8037, 8038) : ses amendements n° 47 : délibération du conseil municipal au moment du bilan des acquisitions dans les communes de plus de 2 000 habitants ; n° 48 : délibération motivée du conseil municipal pour toute cession immobilière dans les communes de plus de 2 000 habitants ; et n° 49 rédactionnel ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 45 de M. Guy Allouche (rétablissement de la publicité des cessions foncières et immobilières des collectivités locales et des sociétés d'économie mixte locales) et accepte l'amendement n° 14 du Gouvernement (validation par voie législative de la disposition relative à la consultation du service des domaines préalablement aux opérations immobilières des collectivités publiques) - **Après l'art. 11** (p. 8039, 8041) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 34 (rétablissement de la disposition supprimée par l'Assemblée nationale relative à la création d'un observatoire de lutte contre les activités mafieuses en France) et n° 35 (interdiction aux entreprises ayant des marchés

publics avec l'Etat de détenir une participation dans une entreprise d'information) ainsi qu'à l'amendement n° 40 de M. Jean-Paul Delevoye (publication par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur l'application de la présente loi dix-huit mois après sa promulgation) - **Après l'art. 12 (p. 8042) :** s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Charles Lederman (création d'une commission ayant accès aux documents concernant les marchés d'armes soumis à l'autorisation du ministre de la défense).

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 199 (94-95)] - (23 décembre 1994) - Rapporteur - Discussion générale (p. 8114) :** limitation des dons à 30 000 francs - Prise en compte des dépenses engagées par les candidats avant l'application de cette loi - Définition du parti ou du groupement politique - Recours à la publicité dans la presse pour l'obtention de dons.

- **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République [n° 145 (94-95)] - Suite de la discussion - (23 décembre 1994) - Rapporteur - Art. unique (interdiction du financement des campagnes électorales par les personnes morales) (précédemment réservé, 22 décembre 1994, p. 7999) (p. 8118) :** au nom de la commission des lois, accepte conforme cette proposition de loi organique.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 200 (94-95)] - (23 décembre 1994) - Rapporteur - Discussion générale (p. 8118, 8119) :** prise en compte des investissements matériels y compris informatiques - Contrôle des comptes du délégataire - Débat sur les compétences du Conseil de la concurrence - Régime des avenants - Nouvelles compétences des magistrats des juridictions financières - Conditions des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques - Entente sur le seuil d'application des procédures.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 201 (94-95)] - (23 décembre 1994) - Rapporteur - Discussion générale (p. 8121) :** refus du Sénat d'étendre les déclarations de patrimoine aux fonctionnaires d'autorité - Responsables d'entreprises nationales, de sociétés d'économie mixte et d'offices publics d'HLM soumis à une déclaration - Entrée en vigueur du dispositif au fur et à mesure du renouvellement triennal du Sénat.

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement - Deuxième lecture [n° 198 (94-95)] - (23 décembre 1994) - Rapporteur - Discussion générale (p. 8124) :** incompatibilité entre les fonctions de membres du Conseil constitutionnel et tout mandat électoral : non applicable aux mandats en cours détenus par les actuels membres du Conseil constitutionnel - Au nom de la commission des lois, accepte cette proposition de loi organique.

**BONY (Marcel), sénateur du Puy-de-Dôme (S).**

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5746) - Ministère : Intérieur - **Transfert d'emplois d'entreprises privées vers la région parisienne - Aménagement du territoire.**

*Questions orales sans débat :*

n° 128 (JO Débats du 1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2000) - Ministère : Affaires sociales - **Financement du maintien des jeunes adultes**

**handicapés dans les établissements d'éducation spéciale - (Réponse : JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2683) - Handicapés (établissements spécialisés et soins).**

n° 171 (JO Débats du 10 novembre 1994) (p. 5439) - Ministère : Education - **Statut des personnels de direction de l'éducation nationale - (Réponse : JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5814) - Education nationale (ministère de l').**

n° 172 (JO Débats du 10 novembre 1994) (p. 5439) - Ministère : Affaires sociales - **Projets d'arrêtés relatifs au diplôme d'Etat d'infirmier - (Réponse : JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5807) - Infirmiers et infirmières.**

**BORDAS (James), sénateur d'Indre-et-Loire (RI).**

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1746) - Ministère : Affaires sociales - **Cotisations de sécurité sociale sur les primes des coureurs cyclistes - Sécurité sociale (cotisations).**

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5743) - Ministère : Logement - **Mesures d'ajustement de l'aide personnalisée au logement - Aide personnalisée au logement (APL).**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)] - Suite de la discussion - (19 mai 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1766, 1767) :** texte d'équilibre - Remerciements - Avec le groupe des Républicains et Indépendants, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique [n° 419 (93-94)] - (2 juin 1994) - Discussion générale (p. 2132) :** accord salarial signé en novembre 1993 - Temps partiel dans la fonction publique : statistiques et explications - Annualisation du travail à temps partiel - Revalorisation du temps partiel - (p. 2133) : politique en faveur de l'emploi - Le groupe des RI votera ce texte amendé par les deux commissions.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - Discussion générale (p. 3346) :** statut de la fonction publique territoriale - Procédures de recrutement - (p. 3347) : petites communes - Système des quotas - Programmes des concours - Aménagement des modalités de formation initiale - Déroulement de carrière - Le groupe des RI votera ce texte modifié par les amendements de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Education nationale - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6529) :** nouveau contrat pour l'école - Apprentissages fondamentaux et aide aux élèves en difficulté - Fonds social collégien - (p. 6530) : personnels médicaux et sociaux - Revalorisation de la fonction enseignante - Intégration des maîtres auxiliaires des catégories III et IV de l'enseignement privé - Tutorat et évaluation des personnels - Rythme scolaire - Le groupe des RI votera ce projet de budget.

**Coopération - (7 décembre 1994) (p. 6962, 6963) :** augmentation des moyens de la Caisse française de développement -

Soutien aux organisations non gouvernementales, ONG - Constitution de la Commission nationale de coopération décentralisée - Lutte contre le sida - Avenir du ministère de la coopération - Le groupe des RI votera ce projet de budget.

**BOROTRA (Didier)**, sénateur des Pyrénées-Atlantiques (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois ; en démissionne puis membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 22 avril 1994).

**BOSSON (Bernard)**, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme.

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Alphonse Arzel : **Mer et littoral** (*Application de la loi sur le littoral*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1101).

de M. Ernest Cartigny : **Aviation civile** (*Recapitalisation de la compagnie Air France*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1102).

de M. Joseph Ostermann : **Aviation civile** (*Avenir d'Air Inter*) (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1744).

de M. Pierre Vallon : **Transports aériens** (*Conséquences de la déréglementation du transport aérien*) (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1747).

de M. Michel Doublet : **Ports** (*Problèmes des dockers dans les petits ports*) (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1748).

de Mme Hélène Luc : **Transports aériens** (*Déréglementation du transport aérien*) (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2639).

de M. Georges Mouly : **Transports ferroviaires** (*Projet du TGV Limousin*) (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2642).

de M. Alain Gérard : **Transports terrestres** (*Liaisons Paris-Quimper et aménagement du territoire*) (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2655).

de M. Robert Piat : **Voies navigables** (*Stationnement illicite de bateaux sur les voies navigables*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5741).

de M. Louis de Catuelan : **Marine marchande** (*Passagers clandestins dans les bateaux de commerce*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5744).

de M. Lucien Lanier : **Aéroports** (*Desserte aéroportuaire du bassin parisien*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5747).

n° 92 de M. Charles-Edmond Lenglet : **Société nationale des chemins de fer français (SNCF)** (*Dégradation des relations ferroviaires au nord de Paris*) (JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1209).

n° 98 de M. François Lesein : **Aviculture** (*Production ovine dans l'Union européenne*) (JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1217).

n° 101 de Mme Marie-Claude Beauveau : **Emploi** (*Situation des personnels des hôtels Méridien*) (JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1214).

n° 103 de Mme Françoise Seligmann : **Environnement** (*Sécurité des installations industrielles et nucléaires*) (JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1216).

n° 99 de M. Jean Besson : **Autoroutes** (*Choix du tracé de l'autoroute A51 Grenoble Sisteron*) (JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1213).

n° 125 de M. Joseph Ostermann : **Patrimoine (protection du)** (*Procédure d'appel contre les décisions des architectes des bâtiments de France*) (JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2676).

n° 126 de M. Philippe Marini : **Voies navigables** (*Réalisation de la liaison fluviale Seine-Nord à grand gabarit*) (JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2677).

n° 143 de M. Edouard Le Jeune : **Sécurité routière** (*Amélioration de la sécurité routière*) (JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4990).

n° 153 de M. Paul Masson : **Autoroutes** (*Avenir du tracé de contournement autoroutier de Langeais par le Nord*) (JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4988).

n° 154 de M. Paul Masson : **Autoroutes** (*Liaison autoroutière Bourges-Auxerre*) (JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4989).

n° 159 de Mme Marie-Claude Beauveau : **Aéroports** (*Retrait de l'avant-projet de plan masse relatif à l'aéroport de Roissy*) (JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4992).

n° 163 de M. Roger Lise : **Transports maritimes** (*Mesures d'aide à la marine marchande*) (JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts [n° 233 (93-94)]** - (10 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1545, 1546) : directive communautaire du 21 décembre 1988 dite « bac 3 » - Activités immobilières des géomètres-experts ; encadrement et contrôle - Demande l'adoption de ce projet de loi - (p. 1549, 1550) : entremise immobilière - Organisations professionnelles de l'immobilier - **Art. 1<sup>er</sup>** (*application de la libre prestation de services à la profession de géomètre-expert*) : son amendement n° 5 : mise en conformité avec le code pénal ; adopté - (p. 1551) : accepte les amendements rédactionnels, n° 2 et n° 3 de la commission - **Art. 5** (*établissement du règlement de la profession et du code de devoir professionnel par décret en Conseil d'Etat*) (p. 1552) : son amendement n° 6 : mise en conformité avec le code pénal ; adopté - **Art. 7** (*répression de l'exercice illégal de la profession de géomètre-expert*) (p. 1553) : son amendement n° 7 : mise en conformité avec le code pénal ; adopté - **Art. 10** : son amendement n° 1 : autorisation et encadrement de l'activité d'entremise immobilière ; adopté - (p. 1555, 1556) : limitation du chiffre d'affaires réalisé en activités immobilières - **Art. 14** (*missions du Conseil supérieur de l'ordre*) (p. 1557) : son amendement de coordination n° 8 ; adopté - **Art. 15 bis** (*application des règles de discipline des géomètres-experts*) (p. 1557) : accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission.

- **Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables [n° 410 (93-94)]** - (17 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2691) : trafic fluvial - Modernisation du réseau des voies navigables - Rénovation du dispositif législatif en matière de transport public - (p. 2695, 2696) : opérations de manutention - Profession de la batellerie - Voies navigables à grand gabarit - Compagnie nationale du Rhône - Europe - **Art. 1<sup>er</sup>** (*champ d'application de la loi*) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (insertion dans le rapport d'activité du compte rendu d'exécution de la loi en cours d'examen) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2697, 2698) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Félix Leyzour (projet de loi relatif à la modernisation du niveau de transport fluvial et aux conditions de son financement) - **Art. 2** (*création du comité du transport par voie navigable*) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Félix Leyzour (modification de la composition du comité du transport) et accepte l'amendement n° 2 de la commission (représentation au sein du comité des ports maritimes dont le réseau fluvial peut constituer un élément) - **Art. 3** (*réforme des bureaux et bourses d'affrètement*) (p. 2699) : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 4** (*représentation des donneurs d'ordre dans les bourses d'affrètement*) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 4 (insertion après les mots : « selon les conditions » de l'expression : « d'honorabilité, de capacité et de solvabilité ») et s'oppose au n° 5 (définition par décret des modalités de représentation de cette profession au comité institué à l'article 2) - **Art. 6** (*contrats de voyage*) (p. 2700) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de la commission (suppression de l'avis du donneur d'ordre) - **Art. 7** (*contrats de transport à temps*) : s'oppose à l'amendement n° 7

de la commission (suppression de la mention : « le contrat est librement conclu ») - **Art. 9 (liberté des prix dans les contrats à l'exportation)** (p. 2701) : demande le retrait de l'amendement n° 9 de la commission (suppression de l'adverbe : « librement ») - **Art. 10 (contrats de sous-traitance)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 10 de la commission - **Art. 11 (contrat de location de bateau)** (p. 2702) : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission. - **Art. 14 (composition du parc de la batellerie)** : s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Équipement, transports et tourisme - IV - Mer - (3 décembre 1994)** (p. 6635, 6636) : hausse des crédits budgétaires - Encouragement à l'emploi maritime - Renforcement de la sécurité maritime - Fiabilité des ports français - Compétitivité de la flotte de commerce - Effort financier en faveur de la Compagnie générale maritime, CGM - (p. 6651, 6652) : avenir de la CGM - Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage, CROSS - Organisation maritime internationale, OMI - (p. 6653, 6654) : comité central des armateurs français, CCAF - Schéma de mise en valeur de la mer, SMVM - Port de Marseille - Conditions d'embarquement des jeunes lieutenants de la marine marchande.

**Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (3 décembre 1994)** (p. 6654, 6657) : hausse des crédits - Soutien à l'hôtellerie familiale - Allègement de la redevance audiovisuelle - Résorption du paracommercialisme - Observatoire national du tourisme - Aménagement touristique du territoire - Maison de la France - (p. 6667, 6668) : Conseil national du tourisme - Comparaison des données chiffrées - Rôle du ministère du tourisme - Agence française de l'ingénierie touristique, AFIT - Tourisme en zone littorale - (p. 6669, 6670) : offre de tourisme en espace rural - Contrats de plan Etat-région - Conseil national de la montagne - Aménagement du calendrier scolaire - Sécurité contre les incendies - Tourisme social - Réunion prochaine des professionnels du tourisme - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6671) : comités locaux du tourisme - Développement des affichages routier et autoroutier.

**Équipement, transports et tourisme - I - Urbanisme et services communs - (6 décembre 1994)** (p. 6812) : organisation et gestion du ministère de l'équipement - Politique à l'égard des personnels - Amélioration du cadre de vie - (p. 6813, 6814) : architecture - Urbanisme - Aménagement et paysage - Schéma directeur de la région d'Île-de-France - Exemple du Grand stade et du projet Euro Méditerranée à Marseille - Avenir du ministère compte tenu des collectivités territoriales et de l'Europe - (p. 6817, 6818) : réponse aux rapporteurs et aux différents orateurs.

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière - (6 décembre 1994)** (p. 6819) : transports terrestres - Poursuite de la modernisation et de l'adaptation du réseau ferroviaire - (p. 6820) : développement des transports collectifs - Adaptation du transport de marchandises - Entretien et développement des voies navigables - (p. 6821) : routes et autoroutes - Sécurité routière - (p. 6822) : alcoolémie - Projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports - Délit de très grande vitesse - (p. 6840, 6844) : réponse aux rapporteurs et aux différents orateurs - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6846, 6847) : prolongement de l'autoroute A.5 en direction de l'autoroute A 36 - TGV Rhin-Rhône - Autoroute A 28 - Contribution d'EDF au financement de la liaison Rhin-Rhône.

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (6 décembre 1994)** (p. 6848) : éléments chiffrés - Diminution des tarifs des redevances de la navigation aérienne - Volonté d'aider les entreprises de transport aérien à sortir de la crise - Transparence des documents budgétaires - (p. 6849) : dépenses de personnels - Effort d'équipement - Crédits de recherche dans le secteur de la construction aéronautique - Etablissement public Météo-France - (p. 6860, 6865) : réponse aux rapporteurs et aux différents orateurs - **Examen des crédits - Après l'art. 57** : son amendement n° II-44 : validation rétroactive des arrêtés fixant la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne en 1993 et 1994 ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 57.

**BOURDIN (Joël)**, sénateur de l'Eure (RI).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (*JO* Lois et décrets du 13 octobre 1994).

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinés à l'enfance et à l'adolescence.

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Relations culturelles, scientifiques et techniques** - [n° 80 (94-95)] tome 11 (22 novembre 1994).

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO* Débats du 20 mai 1994) (p. 1735) - Ministère : Budget - **Remboursement aux collectivités locales de la TVA sur les investissements - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales [n° 81 (92-93)]** - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1036) : historique du texte - Expérience de l'Etat en ce qui concerne la modernisation de la comptabilité communale - Cas des communes de moins de 3 500 habitants - Cas des communes de plus de 10 000 habitants - (p. 1037) : dotations aux amortissements - Réforme coûteuse pour les communes et les groupements de communes : pression fiscale - **Après l'art. 6** (p. 1057) : son amendement n° 14 : constat d'une charge de consommation de capital, avec la dotation ; retiré - **Art. 11 (prise en compte des conséquences budgétaires des nouvelles dispositions)** (p. 1063) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de la commission (prélèvement en cas de besoin des ressources d'investissement pour en faire des dépenses de la section de fonctionnement).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'éducation [n° 471 (93-94)]** r (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2036, 2037) : incidences financières de cette réforme pour les collectivités territoriales - Etudes surveillées - Aide au travail personnel - Transports scolaires - Rythmes scolaires - Zones rurales - Enseignement d'une langue vivante étrangère et de la musique dès le cours élémentaire - Contrats Etat-régions - Formation continue - Moyens audiovisuels - Lycées professionnels.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - (28 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3060, 3062) : institutions financières - Caisse des dépôts et consignations - Air France - Secteur autoroutier - Délégations de service public - Cessions d'OPCVM - Avis favorable du groupe des RI sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - Suite de la discussion - (14 octobre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4383) : accord de la législation avec les faits - Responsabili-

tés nouvelles des régions et des départements - Problèmes financiers - Risques naturels majeurs - Le groupe des RI dans sa grande majorité votera ce projet.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Avant l'art. 15** (p. 5123) : votera l'amendement n° 628 du Gouvernement (création d'une société filiale de la Compagnie nationale du Rhône et d'EDF, chargée de la réalisation de la liaison Rhin-Rhône).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 17 (fonds national de développement des entreprises)** (p. 5191, 5192) : parole sur l'article - (p. 5203) : sur l'amendement n° 106 de la commission (nouvelle rédaction), se déclare opposé au sous-amendement n° 588 du Gouvernement - **Art. 18 (réduction du champ de l'allègement d'impôt sur les bénéfices en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce)** (p. 5209) : son amendement n° 11 : avis du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire ; devenu sans objet - Ses amendements n° 12 et n° 14 sur le même objet et son amendement rédactionnel n° 13 ; adoptés - **Art. 18 ter (modification du champ géographique d'application de l'exonération temporaire de taxe professionnelle accordée dans le cadre de l'aménagement du territoire)** (p. 5214) : son amendement n° 16 : avis du Conseil national d'aménagement et du développement du territoire ; adopté - **Art. 19 (exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé)** (p. 5220) : sur l'amendement n° 108 de la commission (définition des zones rurales fragiles), son sous-amendement n° 17 ; adopté - (p. 5224) : sur l'amendement n° 593 du Gouvernement (compensation d'exonération de taxe professionnelle par l'Etat pour les quartiers urbains des communes les plus défavorisées : limitation du champ d'application aux quartiers d'habitat très dégradé), son sous-amendement de coordination n° 18 ; adopté - (p. 5225) : son amendement n° 24 : calcul de la compensation par l'Etat des exonérations de taxe professionnelle ; retiré, puis repris par M. René Régnault et rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (relations culturelles, scientifiques et techniques) - (p. 6993, 6994) : évolution des crédits - Régulations budgétaires - Modernisation de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques - Promotion de la langue française - Coopération française - Secteur de l'audiovisuel - TV5 et CFI, Canal France internationale - Agence pour l'enseignement français à l'étranger - Accepte les crédits consacrés aux relations culturelles, scientifiques et techniques.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** - *Deuxième lecture* [n° 105 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 20 (réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière)** (p. 7611) : son amendement n° 2 : prévision dans le rapport du Gouvernement d'une étude sur les éventuelles corrélations entre le potentiel fiscal et l'effort fiscal ; adopté - **Art. 20 ter (Fonds national de péréquation)** (p. 7616, 7617) : Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, FNPT.

**BOURGES (Yvon)**, sénateur de l'Ille-et-Vilaine (RPR).

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en République d'Afrique du Sud, du 6 au 15 février 1994 [n° 340 (93-94)] (13 avril 1994) - **Afrique du Sud**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts** [n° 233 (93-94)] - (10 mai 1994) - **Avant l'art. 10** (p. 1555) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (autorisation et encadrement de l'activité d'entremise immobilière) - Limitation du chiffre d'affaires réalisé en activités immobilières - Situation des géomètres-experts en Bretagne.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2446, 2447) : négociations du GATT - Réforme de la PAC - Contrôles sanitaires - Lait et aviculture en Bretagne - Prix des céréales - Biocarburants - Horticulture - Droits à produire et respect des zones traditionnelles de production.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2524, 2525) : diminution des effectifs militaires - Dissuasion nucléaire - Equipements conventionnels - Renseignement - Marine - Armée de l'air - Vote de ce projet de loi par le groupe du RPR.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4712, 4714) : plans d'aménagement - Compétences des collectivités territoriales - Fiscalité locale - Péréquation - Fonds particulier pour le développement des transports aérien, terrestre et fluvial - Fonds de gestion de l'espace rural - Fonds national de développement des entreprises - Votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6 (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4895) : son amendement n° 148, soutenu par M. Alain Pluchet : nouvelle rédaction : rôle du conseil régional dans l'élaboration du schéma régional ; retiré - **Art. 34 bis A de la loi précitée (conditions d'application dans les DOM)** (p. 4903) : son amendement de coordination n° 149, soutenu par M. Alain Pluchet ; retiré.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 16 (fonds de gestion de l'espace rural)** (p. 5153) : son amendement n° 151, soutenu par M. Emmanuel Hamel : association du président du conseil régional à la gestion du fonds ; retiré - **Art. 17 (fonds national de développement des entreprises)** (p. 5193) : son amendement n° 152, soutenu par M. Emmanuel Hamel : abondement des ressources des structures régionales départementales ou locales ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 20 A (répartition des compétences)** (p. 5280) : son amendement n° 153, soutenu par M. Emmanuel Hamel : préparation d'un projet de loi portant révision des lois relatives à la répartition des compétences ; retiré.

**BOURGOING (Philippe de)**, sénateur du Calvados (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Juge suppléant de la Cour de Justice de la République (*JO Lois et décrets* du 20 janvier 1994).

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du



projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)] - Suite de la discussion - (18 mai 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1690) :** qualité du débat - Travail de la commission des affaires sociales - Avec la majorité du groupe des Républicains et indépendants, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise [n° 389 (93-94)] - (25 mai 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1881) :** le groupe des RI votera ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - Art. 11 quater (distribution de gaz) (p. 7513) :** soutient l'amendement n° 110 de M. Bernard Barbier (alternative en cas d'impossibilité d'extension de dessertes de distribution de gaz par Gaz de France du fait des dispositions législatives et réglementaires en vigueur) - (p. 7517) ; se déclare favorable aux sous-amendements n° 225 de la commission et n° 224 de M. Pierre Laffitte.

**BOUVIER (Raymond)**, sénateur de la Haute-Savoie (UC).

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

- Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant du Comité des finances locales.

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1742) - Ministère : Aménagement du territoire - *Endettement des communes de moyenne montagne dû au manque de neige - Collectivités locales.*

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion - (22 juin 1994) - Art. 1<sup>er</sup> (dispositions relatives à l'allocation parentale d'éducation à taux partiel) (p. 2810) :** son amendement n° 100 ; prise en compte de l'exercice d'une activité professionnelle en Suisse pour l'attribution de l'allocation parentale d'éducation ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la**

**discussion - (7 novembre 1994) - Art. 16 (fonds de gestion de l'espace rural) (p. 5155, 5156) :** son amendement n° 502, soutenu par M. Paul Caron : zones de moyenne montagne ; devenu sans objet.

**BOYER (André)**, sénateur du Lot (RDE).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 285 (93-94)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 318 (93-94)] (6 avril 1994) - **Traités et conventions.**

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en République d'Afrique du Sud, du 6 au 15 février 1994 [n° 340 (93-94)] (13 avril 1994) - **Afrique du Sud.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 285 (93-94)] - (14 avril 1994) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1124, 1125) :** coopération bilatérale - Protection des investissements français au Chili - Au nom de la commission des affaires étrangères, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (26 octobre 1994) - Discussion générale (p. 4714, 4716) :** services publics en milieu rural - La Poste - EDF ; priorité de l'accès à l'énergie - Dessertes ferroviaires - Services déconcentrés de l'équipement et de l'agriculture - Santé publique ; établissements hospitaliers - Fonction publique déconcentrée et territoriale : insuffisance du nombre de cadres.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre - (25 novembre 1994) (p. 6171, 6172) :** revalorisation des pensions - Anciens combattants d'Afrique du nord - Statut de victime de la captivité en Algérie.

**Défense - (30 novembre 1994) - En remplacement de M. Max Lejeune, rapporteur pour avis (marine) - (p. 6456, 6457) :** évolution des crédits - Crédits de fonctionnement - Equipements - Personnels - Crédits de report et fonds de concours - Accepte les crédits prévus pour la marine.

**BOYER (Eric)**, sénateur de La Réunion (apparenté au groupe RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Départements et territoires d'outre-mer - (5 décembre 1994) - Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 6804) :** revendications de l'égalité - Priorité de l'éducation.

**BOYER (Jean)**, sénateur de l'Isère (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - Plan - [n° 81 (94-95)] tome II (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - *Discussion générale* (p. 527, 528) ; crise économique et emploi - Libéralisme - Relations entre les entreprises et les administrations - Guichet unique - Greffe du tribunal de commerce - Dispositions applicables au régime des sociétés - Environnement comptable et financier de l'entreprise - Mobilisation de l'épargne de proximité - (p. 529) : relations entre les banques et les entreprises - Votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - (6 avril 1994) - *Discussion générale* (p. 754, 755) : loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation des entreprises - Multiplication des faillites judiciaires et suppressions d'emplois - Protection des créanciers ; représentation par des contrôleurs ; titulaires de sûretés ; crédit - Moralisation des cessions d'entreprises - Vote de cette proposition de loi par le groupe des RI.

*Suite de la discussion* - (7 avril 1994) - **Art. 2 bis** (*garantie de paiement de l'entrepreneur*) (p. 804, 805) : sur l'amendement n° 94 de M. Pierre Fauchon (garantie par le versement direct de l'établissement de crédit à l'entrepreneur en cas de recours du maître d'ouvrage au financement par crédit ; protection du sous-traitant ; en l'absence de recours au crédit, garantie par un cautionnement solidaire), présenté au nom de la commission des lois, son sous-amendement n° 131, soutenu par M. Jean Delaneau ; retiré.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part** [n° 360 (93-94)] - (11 mai 1994) - *Discussion générale* (p. 1573, 1574) : difficulté de la transition vers l'économie de marché en Roumanie - Clause de respect des droits de l'homme - Liens culturels entre la France et la Roumanie - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - *Suite de la discussion* - (27 octobre 1994) - *Discussion générale* (p. 4768, 4771) : schémas directeurs sectoriels nationaux - Inégalités territoriales dans l'accès à la culture - Festival Berlioz à la Côte-Saint-André dans le département de l'Isère - Notion de « pays » - Coopération intercommunale ; création en 1961 dans le département de l'Isère du premier district rural de France - Finances locales - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

*Suite de la discussion* - (24 novembre 1994) - **Art. 7** (*application du taux normal de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifiques à usage domestique distribués par réseaux publics*) (p. 6021) : son amendement n° I-155 : abonnements, à usage domestique, relatifs aux réseaux de chaleur ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre - IV - Plan** - (26 novembre 1994) - Rapporteur pour avis - Son intervention présentée par Mme Anne Heinis (p. 6225, 6226).

**BOYER (Louis)**, sénateur du Loiret (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.
- Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Santé et politique hospitalière** - [n° 83 (94-95)] tome 2 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - (16 novembre 1994) - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 5689) : se déclare favorable à l'amendement n° 58 du Gouvernement (fonctionnement des associations intermédiaires).

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (santé et politique hospitalière) (p. 7102, 7103) : lutte contre la toxicomanie - Lutte contre le sida - Lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme - Epidémiologie et sécurité sanitaire - Politique de maîtrise des dépenses de santé - Politique hospitalière - (p. 7104) : réforme du financement de l'hôpital public et politique des personnels - Emet un avis favorable à l'adoption de ces crédits.

**BRACONNIER (Jacques)**, sénateur de l'Aisne (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Vice-Président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Routes et voies navigables** - [n° 81 (94-95)] tome 12 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Art. 2** (*remise d'un seul dossier à un guichet unique*) (p. 539, 540) : son amendement n° 132 : faculté laissée au déclarant de saisir directement le greffe de sa demande d'inscription au registre du commerce ; retiré puis repris par M. Etienne Dailly ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (routes et voies navigables) - (p. 6827) : routes - Délais de réalisation du schéma national routier - Liaison Rhin-Rhône - Crédits alloués aux voies navigables - Sécurité routière - Autoroutes - Participation des collectivités territoriales aux dépenses d'aménagement complémentaire - (p. 6828) : entretien du réseau routier - Sécurité routière - Transport routier - Etablissement public Voies navigables de France - Liaison Rhin-Rhône - (p. 6829) :

liaison Seine-Nord - Problème des transports de marchandises  
- Propose au Sénat d'adopter ces crédits.

**BRISEPIERRE (Paulette)**, sénateur des Français établis hors de France (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.  
- Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel.  
Membre titulaire de la Commission nationale des Bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec MM. Paul d'Ornano et Charles de Cuttoli, tendant à l'extension aux Français résidant dans la zone franc du bénéfice de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 [n° 412 (93-94)] (10 mai 1994) - **Français de l'étranger**.

*Proposition de loi*, déposée avec MM. Charles de Cuttoli et Paul d'Ornano, sur les garanties accordées aux salariés français expatriés en cas de licenciement [n° 615 (93-94)] (12 septembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Emploi**.

*Proposition de loi*, déposée avec M. Charles de Cuttoli et M. Paul d'Ornano, tendant à modifier les articles 2 et 10 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil Supérieur des Français de l'étranger [n° 616 (93-94)] (14 septembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Français de l'étranger**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1750) - Ministère : Coopération - **Dévaluation du franc CFA - Français de l'étranger**.

*Questions orales sans débat :*

n° 132 (JO Débats du 1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2001) - Ministère : Economie - **Extension aux Français établis hors de France du**

*bénéfice des dispositions de la loi relative au surendettement des ménages* - (Réponse : JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2680) - **Français de l'étranger**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)] - Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4480) : amélioration de la justice - Le groupe du RPR votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)] - Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Après l'art. 16** (p. 4549) : son amendement n° 81 ; possibilité pour les Français de l'étranger de saisir la commission de surendettement ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)]**.

*Deuxième partie :*

**Coopération** - (7 décembre 1994) (p. 6963, 6964) : bilan de la dévaluation du franc CFA - Objectif de relance économique de l'Afrique - Soutien aux organisations non gouvernementales, ONG - Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

**BRIVES (Louis)**, sénateur du Tarn (RDE).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.  
- Président de la Haute Cour de justice.

Juge titulaire de la Cour de justice de la République (JO Lois et décrets du 20 janvier 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4266) - Ministère : Aménagement du territoire - **Dotations globales de fonctionnement du Tarn - Dotation globale de fonctionnement (DGF)**.

## C

**CABANA (Camille)**, sénateur de Paris (RPR).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Membre titulaire du Conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
- Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public.
- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1994).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificatives pour 1994 (19 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative au changement d'affectation des locaux à usage d'habitation [n° 350 (92-93)] (10 juin 1993) - Reprise le 4 octobre 1994 - **Logement**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Culture** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 10 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 529) : simplification administrative - Guichet unique - (p. 530) : concertation et partenariat nécessités par la réforme - Mise en place d'une structure administrative permanente chargée de la simplification administrative - (p. 531) : pouvoir réglementaire - Le groupe du RPR soutiendra ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Art. 16** (*possibilité de domicilier provisoirement une entreprise dans un local d'habitation*) (p. 573) : nécessité de simplifier les différentes dispositions législatives relatives à la possibilité d'installer dans des locaux destinés à l'habitation des activités commerciales ou artisanales.

- **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie** [n° 434 (93-94)] - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1990, 1991) : ses liens affectifs avec les Harkis - Précarité des implantations d'accueil en France - Félicitations au Gouvernement pour les moyens budgétaires dégagés - Souhaite l'adoption à l'unanimité du Sénat de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'habitat** [n° 416 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2058, 2059) : transformation des logements en locaux professionnels ou commerciaux - Exemple de l'agglomération parisienne - Modification du code de la construction et de l'habitation - Dérogations à l'interdiction de réversibilité en cas de conversion vers l'habitat - Règlement public - Transfert au maire de la compétence en matière de délivrance des dérogations - Stocks de bureaux inoccupés.

**Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2097) : soutient l'amendement n° 47 de M. José Balarello (fixation des objectifs de vente de logements par le conseil d'administration ou de surveillance de chaque organisme d'HLM ; recommandations du conseil départemental de l'habitat).

**Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - **Art. 22** (*charges de copropriété*) (p. 2218) : sur l'amendement n° 148 de la

commission (nouvelle rédaction), soutient le sous-amendement n° 152 de M. Alain Lambert (limitation des effets du privilège aux créances de l'année courante et des deux dernières années échues).

- **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public** [n° 427 (93-94)] - (13 juin 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2494) : son amendement n° 10 : extension des nouvelles dispositions de la domanialité publique au domaine public des collectivités locales ; retiré.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 37 - Paragraphe V (par priorité)** (*gestion des déchets*) (p. 4331, 4332) : son amendement n° 197 : suppression de l'augmentation de la taxe ; devenu sans objet.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 585 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 594 et n° 586) (p. 4428, 4429) : remise en cause du principe fondamental selon lequel le juge administratif ne peut adresser des injonctions à l'administration.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice** [n° 586 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celles des projets de loi n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4428, 4429).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** [n° 594 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4428, 4429).

**Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Art. 38** (*exécution des décisions des juridictions administratives de premier et second degrés*) (p. 4588) : son amendement de suppression n° 2, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 4** (*directives territoriales d'aménagement*) (p. 4868) : son amendement n° 189 (nouvelle rédaction supprimant la référence aux directives territoriales d'aménagement) ; retiré.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Avant l'art. 17** (p. 5166) : se déclare favorable à l'amendement n° 101 de la commission (objectifs relatifs à Paris et à la région d'Ile-de-France dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et le schéma directeur de la région d'Ile-de-France) - (p. 5170, 5172) : sur l'amendement n° 102 de la commission (code de l'urbanisme : agrément administratif dans la région d'Ile-de-France), son sous-amendement n° 573 ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Après l'art. 6 bis** (p. 6017) : intervient sur l'amendement n° I-84 de M. Alain Lambert (relèvement de la déduction forfaitaire) - **Art. 7** (*application du taux normal de la TVA aux abonnés relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique distribués par réseaux publics*) (p. 6023) : soutient l'amendement n° I-178 de M. Claude Belot (abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique, à usage domestique, effectuées par réseaux publics prioritairement alimentés au moyen d'énergies renouvelables).

*Deuxième partie :*

**Culture et francophonie** - (26 novembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6235, 6238) : données chiffrées - Application non respectée de la loi relative au patrimoine monumental - Dégradation du montant des crédits accordés à la province par rapport à Paris - Montant modeste des concours apportés à l'Opéra national de Paris - Possibilité d'envisager le rattachement de la francophonie au ministère des affaires étrangères - Sous ces réserves, au nom de la commission des finances,

accepte ce projet de budget ainsi que l'article 56 qui lui est rattaché.

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (29 novembre 1994) - Examen des crédits - Art. 59 (financement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris) (p. 6387, 6388) :** abaissement de la participation de l'Etat au financement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris - Responsabilités des sapeurs-pompiers de Paris dans leur zone d'action géographique - Son amendement de suppression n° II-13 ; devenu sans objet - Mission d'intérêt national de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris - (p. 6393) : se déclare favorable à l'amendement n° II-24 du Gouvernement (taux de participation des départements au financement des dépenses de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris pour les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement).

**- Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)] - Suite de la discussion - (22 décembre 1994) - Art. 11 (ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques) (p. 8038) :** se déclare opposé à l'amendement n° 45 de M. Guy Allouche (rétablissement de la publicité des cessions foncières et immobilières des collectivités locales et des sociétés d'économie mixte locales) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8044) : précipitation des débats - Résultats satisfaisants - Hommage au rapporteur de la commission des lois - Le groupe du RPR votera cette proposition de loi - Financement du parti communiste par les entreprises.

**CABANEL (Guy),** sénateur de l'Isère (rattaché administrativement au groupe du RDE, puis RDE).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 66 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif au corps humain [n° 230 (93-94)] (12 janvier 1994) - **Médecine.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 356 (92-93)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif au respect du corps humain [n° 398 (93-94)] (4 mai 1994) - **Médecine.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au respect du corps humain [n° 515 (93-94)] (15 juin 1994) - **Médecine.**

*Avis*, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Justice - Administration pénitentiaire** - [n° 84 (94-95)] tome 5 (22 novembre 1994).

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée au Canada du 7 au 22 septembre 1994 [n° 203 (94-95)] (29 décembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1994) - **Canada.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - (13 janvier 1994) - Rapporteur** pour le projet de loi n° 66 - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 104, 105) : rôle des médias - Progrès considérables des sciences biologiques et médicales dans de nombreux domaines - Espoir de la recherche médicale - Médecine « prédictive » - Nécessité de passer de l'éthique au droit - (p. 106) : articulation du statut du corps humain autour de deux notions : inviolabilité et non-patrimonialité du corps humain - Anonymat de tout don - Protection contre l'eugénisme et les manipulations génétiques - Intervention du juge - Conséquences sur la filiation du recours à une assistance médicale à la procréation - Application à l'enfant issu d'une procréation médicalement assistée du droit commun de la filiation - (p. 107) ; avec la commission des lois et sous réserve des amendements qu'elle proposera, demande l'adoption du projet de loi.

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - (13 janvier 1994) - Rapporteur pour le projet de loi n° 66 (92-93) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 68 (92-93) et n° 66 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 66 (p. 104, 107) .

– **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** [n° 68 (92-93)] - (13 janvier 1994) - Rapporteur pour le projet de loi n° 66 (92-93) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 66 (p. 104, 107) .

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - Rapporteur pour le projet de loi n° 66 (92-93) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) : Voir intervention sous le projet de loi n° 66 (p. 152).

– **Projet de loi relatif au corps humain** [n° 66 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - Rapporteur pour le projet de loi n° 66 (92-93) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 152) : négation de la remise en cause de la loi de 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse.

– **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** [n° 68 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - Rapporteur pour le projet de loi n° 66 (92-93) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 152) : t.

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - Rapporteur pour avis - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> A** (p. 166) : mention des dispositions de l'amendement n° 163 dans le projet de loi relatif au corps humain (principe selon lequel toutes les opérations liées à l'utilisation des parties du corps humain et à la procréation médicalement assistée sont soustraites à la recherche d'un but lucratif) - **Art. 1<sup>er</sup> A (comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 173) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 28 de la commission - **Importance du Comité - Art. 3 (principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain) - Art. L. 666-1 du code de la santé publique (application des principes généraux du code civil relatifs au respect du corps humain)** (p. 178) : risque de contradictions en abordant des principes définis par le projet de loi n° 66 - **Art. L. 666-2 du code précité (principe de consentement)** (p. 180) : sur l'amendement rédactionnel n° 33 de la commission, se déclare opposé au sous-amendement n° 168 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis - **Art. 4 (prélèvement et transplantation d'organes) - Art. L. 667-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 193) : inefficacité de l'enregistrement du refus - **Attachement au consentement présumé - Art. L. 667-9 du code précité (séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation)** (p. 198) : sur l'amendement n° 48 de la commission (dissociation entre le médecin constatant la mort, celui opérant le prélèvement et celui effectuant la transplantation), accepte les sous-amendements du Gouvernement n° 259 (distinction entre le médecin constatant la mort et celui effectuant le prélèvement) et n° 268 (impossibilité pour le même médecin d'effectuer le prélèvement et la transplantation), malgré les risques de contradiction - **Art. L. 667-11 du code précité (régime d'autorisation des établissements effec-**

**tuant des prélèvements d'organes)** (p. 204) : place de la médecine libérale.

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - Rapporteur pour avis de la commission des lois - **Art. 8 (dispositions communes)** (p. 234) : intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (insertion des dispositions inscrites à l'article 8 dans un nouveau chapitre du livre II du code de la santé publique) - **Terminologie adoptée - Art. L. 671-2 du code précité (finalité de la procréation médicalement assistée)** (p. 242) : accepte l'amendement n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple).

**Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 330) : compatibilité entre le projet de loi n° 67 et le projet de loi n° 66 - **Votera le texte issu des travaux du Sénat.**

– **Projet de loi relatif au corps humain** [n° 66 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - Rapporteur - **Titre 1<sup>er</sup> (du corps humain)** (p. 351) : son amendement n° 2 : nouvelle rédaction de l'intitulé de la division ; « Du respect du corps humain » ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 57 de M. Franck Sérusclat (modification de l'intitulé : « De l'intégrité physique et psychique de la personne ») - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> A** : son amendement n° 3 : intitulé du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code civil et du chapitre II de ce livre ; adopté - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 352) : son amendement n° 4 : nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil ; adopté par priorité - (p. 354) : sur son amendement n° 4, s'oppose aux sous-amendements n° 39 de M. Bernard Laurent (définition de l'embryon) et n° 91 de M. Charles Lederman (garantie de la pérennité de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse) - S'oppose aux amendements n° 58 de suppression de M. Franck Sérusclat et n° 42 de M. Charles Lederman (suppression de l'expression : « dès le commencement de la vie ») - **Art. 1<sup>er</sup> (titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code civil)** (p. 365) : son amendement de suppression n° 5 ; adopté - **Art. 2 (chapitre II du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code civil : du respect du corps humain)** : son amendement n° 6 : modification de l'architecture du texte ; adopté - **Art. 17 du code civil (respect du corps humain)** : son amendement n° 7 : principes d'inviolabilité et d'indisponibilité du corps humain et respect de sa dignité ; adopté - (p. 366) : sur son amendement n° 7, s'oppose au sous-amendement n° 92 de M. Charles Lederman (principe de non-commercialisation du corps humain) - **Art. 18 du code précité (intervention du juge)** (p. 367) : son amendement n° 8 : possibilité pour l'intéressé de réclamer des dommages-intérêts et pour le juge d'ordonner des mesures en référé en cas d'urgence ; adopté - **Art. 19 du code précité (consentement et intérêt légitime)** (p. 368) : son amendement n° 9 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté - (p. 369) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Franck Sérusclat (ajout de la finalité médicale) et au sous-amendement n° 83 de ce dernier déposé sur son amendement n° 9, précité - S'oppose à l'amendement de précision n° 45 de M. Charles Lederman - **Art. 20 du code précité (protection du patrimoine génétique humain)** (p. 371) : son amendement n° 10 : retour à la rédaction initiale du projet de loi et référence à la modification des caractères eugéniques de la personne ; adopté - (p. 372) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Franck Sérusclat (protection de l'intégrité génétique humaine) - (p. 374) : protection de la société contre des pratiques instituant un eugénisme collectif - (p. 375) : intérêt de la recherche sur les maladies génétiques - Accepte le sous-amendement n° 97 de M. Charles Lederman déposé sur son amendement n° 10 précité (encouragement de la recherche sur les maladies génétiques) - **Art. 21 du code précité (non-commercialisation du corps humain)** (p. 378) : son amendement n° 11 : extension de la nullité à toutes les conventions ; adopté après modification par les sous-amendements n° 87 du Gouvernement (nullité des conventions ayant pour effet de conférer une valeur patrimoniale au corps humain) et n° 98 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (caractère absolu de la nullité soulevée) - (p. 379) : accepte le sous-amendement n° 87 du Gouvernement et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 98 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - S'oppose aux amendements n° 62 de M. Franck Sérusclat (précision rédactionnelle - substitution des

mots : « les gènes » au mot : « génomes » - dérogations) et n° 47 de M. Charles Lederman (suppression des mots : « en tant que tels », ouvrant la possibilité du dépôt de brevets concernant des éléments du corps humain) - *Après l'art. 21 du code précité* (p. 379) : son amendement n° 12 : interdiction de breveter le corps humain, tout élément ou tout produit de celui-ci ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 95 de M. Charles Lederman - *Art. 22 du code précité (gratuité)* (p. 381) : son amendement n° 13 : distinction entre les expérimentations sur la personne, les prélèvements d'organes et la collecte des produits du corps humain ; adopté après modification par le sous-amendement n° 63 de M. Franck Sérusclat, qu'il accepte - *Art. 23 du code précité (nullité des conventions de procréation ou de gestation pour autrui)* : son amendement n° 14 : condamnation des mères porteuses ; adopté - *Art. 24 du code précité (anonymat)* (p. 382) : son amendement n° 15 : conditions de dérogation à la règle de l'anonymat ; adopté - (p. 383, 384) : demande le retrait de l'amendement n° 49 de M. Charles Lederman (principe de l'anonymat, règle imprescriptible) et du sous-amendement n° 65 de M. Franck Sérusclat (substitution de la notion de « prélèvement » à celle de « don ») déposé sur son amendement n° 15 - *Art. 24-1 du code précité (dispositions d'ordre public)* (p. 385) : son amendement de coordination n° 16 ; adopté - *Art. 3 (sanction de l'entremise favorisant la maternité de substitution)* : son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - *Après l'art. 3 bis* (p. 386) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Daniel Millaud (liberté pour la femme de continuer à procréer ou non) - (p. 387, 388) : sur les amendements de M. Franck Sérusclat, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 66 (sanction en cas de pratique d'une thérapie génique germinale) et s'oppose aux n° 67 (sanction en cas de pratiques eugéniques), n° 68 (sanction des infractions aux dispositions relatives à la gratuité du corps humain ou des organes, tissus, cellules ou autres produits du corps) et n° 69 (sanction en cas de prélèvement d'organes contre paiement) - **Titre II (de l'identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique)** (p. 389) : son amendement n° 18 : nouvel intitulé de la division : « des examens génétiques et de l'identification des personnes par leurs caractéristiques génétiques » ; adopté - **Art. 4 (identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique)** - *Intitulé du chapitre III du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code précité (de l'identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique)* : son amendement n° 19 : nouvel intitulé : « des examens génétiques et de l'identification des personnes par leurs caractéristiques génétiques » ; adopté - *Art. 25 du code précité (finalités de l'étude des caractéristiques génétiques)* (p. 390) : son amendement n° 20 : encadrement législatif des indications justifiant l'utilisation des cartes génétiques ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 84 rédactionnel de M. Franck Sérusclat - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 70 de M. Franck Sérusclat - *Art. 26 du code précité (finalité de la recherche de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)* (p. 391) : son amendement n° 21 : nouvelle rédaction regroupant en un seul article les dispositions proposées pour les articles 26, 27 et 28 du code civil ; adopté - *Art. 27 du code précité (utilisation du principe d'identification d'une personne au moyen de ses empreintes génétiques en matière civile)* : son amendement de suppression n° 22 ; adopté - *Après l'art. 27 du code précité* : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Franck Sérusclat (double expertise) - *Art. 28 du code précité (consentement de l'intéressé en cas d'identification à des fins médicales ou scientifiques)* (p. 392) : son amendement de suppression n° 23 ; adopté - *Art. 29 du code précité (personnes habilitées à procéder à l'identification)* (p. 393) : son amendement de coordination n° 24 ; adopté - S'oppose aux amendements n° 75 de M. Franck Sérusclat (agrément du laboratoire) et n° 50 rédactionnel de M. Charles Lederman - **Art. 5 (art. 6-1 de la loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires ; inscription sur une liste des experts judiciaires habilités à procéder à l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)** (p. 394) : son amendement n° 25 : conditions d'habilitation des personnes procédant à l'identification par les empreintes génétiques ; adopté - **Art. 6 (art. 374 du code pénal : sanction du détournement d'informations recueillies sur une personne au moyen d'un examen génétique)** (p. 396) : ses amendements n° 26, rédactionnel, et n° 27 de coordination ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 52 de M. Charles Lederman - **Art. 7**

(*art. 375 du code pénal : sanction de l'identification illicite d'une personne par ses empreintes génétiques*) : son amendement rédactionnel n° 28 ; adopté - (p. 397) : son amendement de coordination n° 29 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 78 de M. Franck Sérusclat (suppression de l'alinéa relatif à la radiation d'un expert condamné) - **Art. 7 bis (art. 226-25 à 226-28 du code pénal : sanctions)** (p. 398) : ses amendements de coordination n° 30, n° 31, n° 32 et n° 33 ; adoptés - *Après l'art. 226-29 du code précité* : son amendement n° 34 : peine complémentaire ; adopté - **Titre III (de la filiation et de la procréation médicalement assistée)** : son amendement n° 35 : nouvel intitulé de la division : « De la filiation en cas de procréation médicalement assistée » ; adopté - **Art. 8 (art. 311-19 à 311-21 du code civil : filiation et procréation médicalement assistée)** - (p. 401) : son amendement n° 36 : inscription dans le code civil des règles applicables à la filiation en cas de procréation médicalement assistée ; adopté par priorité après modification par les sous-amendements n° 89 (privation d'effet du consentement donné) et n° 90 (possibilité d'exercice d'une action en responsabilité contre le concubin n'ayant pas reconnu l'enfant) du Gouvernement - **Présomption de paternité - Volonté de la filiation résultant du consentement donné à une procréation médicalement assistée - Désaveu de paternité** - (p. 404) : son amendement de conséquence n° 37 ; adopté - Sur les sous-amendements déposés sur son amendement n° 36 précité, s'oppose au sous-amendement n° 88 du Gouvernement, ainsi qu'aux n° 85 (recueil du consentement par le juge aux affaires familiales et non par le notaire) et n° 86 (recueil du consentement par le notaire à titre gratuit) de M. Franck Sérusclat, au n° 100 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (recueil du consentement par le juge aux affaires familiales et possibilité pour l'enfant majeur d'obtenir des données génétiques relatives à son géniteur par le juge aux affaires familiales), et au rédactionnel n° 96 de M. Charles Lederman ; accepte les sous-amendements n° 89 (privation d'effet du consentement donné) et n° 90 (possibilité d'exercice d'une action en responsabilité contre le concubin n'ayant pas reconnu l'enfant) du Gouvernement - (p. 408) ; nécessaire simplicité du consentement - **Intitulé du projet de loi** (p. 409) : son amendement n° 38 : nouvel intitulé : « projet de loi relatif au respect du corps humain » ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 410, 411) : remerciements - Législation indispensable en matière d'éthique - Définition de principes fondamentaux - Place de la France en matière génétique.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - Suite de la discussion - (21 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 434, 435) : travail accompli par la commission - Avec le groupe du RDE, votera le projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française [n° 291 (93-94)]** - Suite de la discussion - (13 avril 1994) - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 1002, 1006) : se déclare opposé à l'amendement n° 50 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction) .

**Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 5 (suite)** (p. 1079) : se déclare opposé à l'amendement n° 30 de M. Ivan Renar (dispositif de traduction simultanée) - **Art. 8 (offres d'emploi publiées dans la presse)** (p. 1089) : se déclare favorable à l'amendement n° 40 de M. Henri Goetschy (offres d'emploi transfrontalières).

- **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)]** - (3 mai 1994) - **Art. unique (durée d'assurance requise pour le calcul de la retraite des anciens combattants d'Afrique du nord)** (p. 1386) : avis favorable sur ce texte.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)]** - (17 mai 1994) - Rapporteur pour le projet de loi n° 356 (93-94) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 356 (p. 1589, 1591).

– **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Deuxième lecture [n° 355 (93-94)] - (17 mai 1994) - Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 356 (93-94) (p. 1589, 1591).

– **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)] - (17 mai 1994) - Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) (p. 1589, 1591) : souhait d'un large consensus.

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)] - Suite de la discussion - (18 mai 1994) - Art. 5 (dispositions relatives aux produits et tissus) - Art. L. 672-4 du code de la santé publique (conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant)** (p. 1634) : se déclare opposé à l'amendement n° 65 de M. Jean Bernard (possibilité pour les personnes victimes d'un viol de demander à l'autorité judiciaire la réalisation d'un test de l'immunodéficiência humaine sur le violeur) et souhaite le retrait de ce dernier - **Art. 8 (assistance médicale à la procréation) - Art. L. 152-2 du code précité (finalité de l'assistance médicale à la procréation)** (p. 1643) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de la commission (retour à la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture relative à la stabilité du couple et à l'âge de ses membres) - **Art. L. 152-3 du code précité (conception in vitro)** (p. 1645, 1646) : sur les amendements de la commission, se déclare favorable aux n° 14 (rétablissement de la disposition affirmant le principe de l'implantation dans les huit jours), n° 15 (justification de la conservation des embryons par des raisons médicales) et n° 16 (suppression de la disposition autorisant l'arrêt de la conservation des embryons) et opposé aux n° 17 (suppression de la disposition prévoyant la consultation annuelle des parents sur le maintien de la demande de conservation) et n° 18 (suppression de la disposition limitant à cinq ans la durée de conservation) - **Art. L. 152-4 du code précité (procédure d'accueil d'embryons)** (p. 1654) : se déclare opposé à l'amendement n° 73 de M. Franck Sérusclat (suppression du premier alinéa relatif à la procédure d'accueil de l'embryon) - **Art. L. 152-10 du code précité (information des couples)** (p. 1663) : intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (définition des modalités d'expression du consentement devant le juge ou devant le notaire par le code civil) - **Art. 10 quater (diagnostic préimplantatoire)** (p. 1673) : se déclare favorable à l'amendement n° 64 de M. Alain Vassel (référence aux antécédents familiaux) et opposé à l'amendement n° 25 de la commission (encadrement des conditions d'autorisation du diagnostic préimplantatoire) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1693) : accord entre le Gouvernement et la majorité sénatoriale - Résolution d'un grand nombre de problèmes - Importance du travail accompli.

– **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)] - Suite de la discussion - (18 mai 1994) - Rapporteur - Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 1698) : s'oppose aux amendements n° 22 de M. Charles Lederman (suppression des mots : « dès le commencement de sa vie ») et n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (remplacement des mots : « dès le commencement de sa vie » par les mots : « dès le commencement de la vie ») - (p. 1702) : son amendement n° 1 : rétablissement d'un alinéa supprimé par l'Assemblée nationale relatif à la référence à la recherche scientifique, à la thérapeutique médicale et aux actions de préservation de la santé publique ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 23 de M. Charles Lederman (affirmation de l'absence de remise en cause de la loi du 17 janvier 1975 relative à l'IVG) - **Art. 2 - Art. 16-4 du code civil (protection de l'intégrité de l'espèce humaine)** (p. 1704) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (remplacement des mots : « de modifier » par les mots : « d'altérer ») - Son amendement n° 2 : autorisation des recherches en vue de la prévention et du traitement des maladies génétiques ; adopté - **Art. 16-6 du code précité (non brevetabilité du corps humain)** (p. 1705) : son amendement de suppression n° 3 ; adopté - **Art. 16-9 du**

**code précité (anonymat)** : son amendement n° 4 : conditions, pour le médecin du donneur et celui du receveur, d'accès aux informations permettant l'identification des intéressés ; adopté - **Art. 4 (identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique)** (p. 1706) : son amendement n° 31 : prise en compte du transfert dans le code de la santé publique de certaines dispositions ; retiré - (p. 1707) : sur son amendement n° 31 précité, s'oppose au sous-amendement n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (impossibilité d'avoir recours à l'étude génétique des caractéristiques d'une personne à des fins d'assurance ou d'embauche) - S'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (suppression de la seconde phrase du dernier alinéa du texte proposé par l'article 4 pour l'article 16-12 du code civil et relative au respect de la vie privée).

**Suite de la discussion - (19 mai 1994) - Rapporteur - Art. 4 (suite)** (p. 1720) : son amendement n° 44 : suppression de la seconde phrase du troisième alinéa du texte présenté par l'article 4 pour l'article 16-12 du code civil et relative au respect de la vie privée ; adopté - (p. 1721) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (impossibilité de recourir à l'étude génétique des caractéristiques d'une personne à des fins d'assurance ou d'embauche) - **Art. 5 bis (non brevetabilité du génome humain)** (p. 1723) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 17 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - Son amendement n° 6 : reprise au sein du code de la propriété intellectuelle de la règle de non brevetabilité du corps humain, de ses éléments et de ses produits ; adopté - **Art. 7 bis (sanctions) - Avant l'art. 226-25 du code pénal** (p. 1724) : son amendement n° 32 : incrimination du défaut de recueil de consentement avant une étude des caractéristiques génétiques d'une personne ; adopté - **Avant l'art. 226-26 du code précité** (p. 1725) : son amendement n° 33 : recherche de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques ; adopté - **Art. 226-26 du code précité (sanction en cas de recherche d'identification d'une personne par ses empreintes génétiques à des fins non médicales)** : son amendement de coordination n° 34 ; adopté - **Art. 226-27 du code précité (sanction lors de la tentative des infractions prévues aux articles précédents)** (p. 1726) : son amendement de coordination n° 35 ; adopté - **Art. 7 ter (infraction en matière d'éthique biomédicale) - Avant la section I du titre premier du livre V du code pénal** (p. 1727) : ses amendements n° 7 : section additionnelle : « de la protection de l'espèce humaine » ; et n° 8 : sanction pénale de l'eugénisme organisé ; adoptés - Sur son amendement précité n° 8, s'oppose au sous-amendement n° 46 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 511-1 du code précité (sanction en cas d'obtention d'organes contre un avantage pécuniaire)** (p. 1728) : son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - **Art. 511-4 du code précité (sanction en cas de prélèvement d'un tissu sur une personne vivante majeure n'ayant pas exprimé son consentement)** : son amendement de coordination n° 36 ; adopté - **Après l'art. 511-5 du code précité** : son amendement n° 37 : codification des incriminations insérées dans le code de la santé publique par le projet de loi relatif aux dons et à l'utilisation d'éléments et produits du corps humain ; adopté - **Art. 511-6 du code précité (sanction en cas d'obtention de gamètes contre un avantage pécuniaire ou en nature)** (p. 1729) : son amendement de coordination n° 43 ; adopté - **Après l'art. 511-6 du code précité** : son amendement n° 38, sur le même objet que son amendement n° 37 précité ; adopté - **Section II du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code pénal** (p. 1730) : son amendement n° 10 : nouvel intitulé de la division : « de la protection de l'embryon humain » ; adopté - **Après l'art. 511-7 du code précité** : son amendement n° 39, sur le même objet que son amendement n° 37 précité ; adopté - **Art. 511-9 du code précité (sanction en cas de conception in vitro d'embryons humains à des fins de recherche ou d'expérimentation)** : son amendement n° 40 : suppression du deuxième alinéa relatif aux sanctions en cas d'expérimentation in vitro sur un embryon humain ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 19 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (sanction exclusivement pour les expérimentations réalisées sur les embryons in vitro) - **Après l'art. 511-9 du code précité** : son amendement n° 41 : reprise dans le code pénal de certaines dispositions du code de la santé publique ; adopté - (p. 1758) : son amendement n° 42 : introduction dans le code pénal des dispositions relatives aux atteintes à l'embryon ou au non respect des règles de mise en oeuvre de l'assistance médicale à la procréation ; adopté -



*Division additionnelle avant l'art. 511-10 du code précité* : son amendement n° 11 : I - Insertion d'une division : « section III - Autres dispositions et peines complémentaires applicables aux personnes physiques et responsabilité des personnes morales » ; adopté - *Section III du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code précité* (p. 1760) : son amendement n° 11 - II, de conséquence ; adopté - *Paragraphe II* : son amendement de conséquence n° 12 ; adopté - **Art. 8** (*de la filiation en cas de procréation médicalement assistée*) - **Art. 311-20 du code civil** (*effets du consentement à la procréation médicalement assistée*) (p. 1761) : son amendement n° 13 : nécessité du consentement devant le juge ou le notaire en cas de tiers donneur - expression du consentement à l'assistance médicale à la procréation auprès du médecin ; rejeté - (p. 1762) : sur son amendement n° 13 précité, s'oppose au sous-amendement n° 21 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (qualification du juge) et aux sous-amendements identiques n° 20 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 30 de M. Charles Lederman (suppression de l'intervention du notaire) - S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Charles Lederman sur le même objet que le sous-amendement n° 30 précité de ce dernier - (p. 1765) : sur son amendement n° 13 précité, s'oppose au sous-amendement n° 47 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (recueil préalable du consentement par le juge ou le notaire) - (p. 1766) : son amendement n° 14 : modalités d'annulation du consentement ; adopté.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 515 (93-94)] - (23 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des conclusions du rapport n° 497 (93-94)) (p. 2862, 2863) - Principes d'intérêt collectif - Difficultés du débat - Richesses des discussions.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 497 (93-94)] - (23 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des conclusions du rapport n° 515 (93-94)) - Voir son intervention sous la discussion des conclusions du rapport n° 515 (93-94) (p. 2862, 2863).

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 579 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3912, 3913) : séparation des branches - Contrôle parlementaire - Avis favorable du groupe du RDE sur ce texte.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la recherche** [n° 1 (94-95)] - (4 octobre 1994) (p. 4023, 4024) : difficultés du CNRS - Délocalisations universitaires - Aspects européens et mondiaux de la politique de recherche - Saturation des filières de l'enseignement supérieur.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 585 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 594 et n° 586) (p. 4418) : administration pénitentiaire - Equipements et personnels - Conditions d'exécution des peines - Santé des détenus - Surpopulation carcérale - Détention provisoire - (p. 4419) : détention des étrangers - Situation des personnels - Souhaite une large approbation parlementaire de ce premier ensemble de mesures - **Art. 1<sup>er</sup>** (*juges de paix*) - **Art. 41-10 de l'ordonnance du 22 décembre 1958** (*critères de recrutement*) (p. 4439) : sur l'amendement n° 4 de la commission (qualité d'assesseur dans les formations collégiales du tribunal de grande instance et abaissement à 60 ans de l'âge maximal de recrutement), intervient sur le sous-amendement n° 55 du Gouvernement (abaissement à 55 ans de l'âge maximal de recrutement) - Fixation d'une limite d'âge à l'exercice de ces fonctions de 70 ans.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice** [n° 586 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4418, 4419).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** [n° 594 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4418, 4419).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 585 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4480) : votera ce texte - Désengorgement indispensable de l'ensemble des juridictions.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** [n° 594 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Avant l'art. 3 ou après l'art. 9** (p. 4492) : se déclare favorable à l'amendement n° 132 du Gouvernement (possibilité pour le juge du tribunal d'instance de déléguer la délivrance des certificats de nationalité au greffier en chef).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - (17 novembre 1994) - **Art. 8** (*intégration du laboratoire d'hydrologie à la Direction générale de la santé*) (p. 5720) : son amendement n° 72, soutenu par M. Albert Voilquin : modulation de la taxe exigée en matière d'hydrologie, extension de la taxe aux demandes d'autorisation et aux demandes d'expertise et suppression de cette dernière sur les demandes d'autorisation des dépôts d'eau minérale ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Justice** - (7 décembre 1994) <sup>2</sup> Rapporteur pour avis pour l'administration pénitentiaire (p. 6918, 6919) : revendications du personnel de l'administration pénitentiaire - Surpopulation carcérale - Santé des détenus - Niveau élevé des placements en détention provisoire - Accepte les crédits de ce projet de budget pour l'administration pénitentiaire.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 9 bis** (*création d'une nouvelle subvention forfaitaire au profit de certains partis et groupements politiques non éligibles à l'aide publique*) (p. 7988) : le groupe du RDE se déclare favorable à l'amendement n° 3 de la commission (répartition des élus dans au moins 30 départements) après s'être abstenu en grande majorité sur l'amendement n° 29 de suppression de M. Guy Allouche.

CALDAGUÈS (Michel), sénateur de Paris (RPR).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la fonction d'exécution des normes au sein de la Communauté (ou comitologie) [n° 126 (94-95)] (7 décembre 1994) - **Union européenne**.

*Proposition de résolution*, déposée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil 94/0188 (COD) établissant un programme de soutien aux activités artistiques et culturelles de dimension européenne KALEIDOSCOPE 2000 et la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil 94/0189 (COD) concernant l'établissement d'un programme de soutien dans le domaine du livre et de la lecture ARIANE (n° E-325) [n° 134 (94-95)] (9 décembre 1994) - **Communautés européennes**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A** (*comité consultatif national d'éthique pour*

les sciences de la vie et de la santé) (p. 172) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 28 de la commission - Importance du comité d'éthique - **Art. 3 (principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain)** - Art. L. 666-1 du code de la santé publique (application des principes généraux du code civil relatifs au respect du corps humain) (p. 179) : se déclare favorable à l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission - Art. L. 666-3 du code précité (interdiction de la publicité) (p. 182) : inconvénients de la multiplication des actions d'information - **Art. 4 (prélèvement et transplantation d'organes)** - Art. L. 667-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem) (p. 193) : dangers de l'inscription du refus - Art. L. 667-9 du code précité (séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation) (p. 199) : se déclare opposé à l'amendement n° 48 de la commission (dissociation entre le médecin constatant la mort, celui opérant le prélèvement et celui effectuant la transplantation) et sur celui-ci au sous-amendement n° 259 du Gouvernement (distinction entre le médecin constatant la mort et celui effectuant le prélèvement) - Distinction entre le praticien qui prélève et celui qui transpose - (p. 200) : sur l'amendement n° 48 de la commission (dissociation entre le médecin constatant la mort, celui opérant le prélèvement et celui effectuant la transplantation), se déclare opposé au sous-amendement n° 268 (impossibilité pour le même médecin d'effectuer le prélèvement et la transplantation) du Gouvernement.

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes)** - Art. L. 671-2 du code de la santé publique (finalité de la procréation médicalement assistée) (p. 242, 243) : intervient sur les amendements n° 177 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis (modalités d'autorisation d'implantation d'embryons en cas de décès brutal du conjoint), n° 218 (distinction entre deux motifs de recours à la procréation médicalement assistée) et n° 228 (distinction entre l'« embryon » et le « zygote ») de M. Franck Sérusclat - Se déclare favorable à l'amendement n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple).

**Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - **Art. 9 (don de gamètes)** (p. 294) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 191 de M. Bernard Seillier.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 [n° 481 (93-94)]** - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2548, 2550) : service national - Unités professionnelles - Expéditions sous le drapeau de l'ONU - Attachement à une politique de défense nationale propre à la France.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Art. 6 (périodicité, contenu, modalités d'établissement et de révision des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants)** (p. 2828, 2829) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 88 de Mme Marie-Madeleine Dieulanger - Taux de remplissage des crèches - Art. L. 123-12 du code de la famille et de l'aide sociale (modalités de création et contenu des schémas locaux quinquennaux de développement de l'accueil des jeunes enfants) (p. 2833, 2834) : intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean Clouet (caractère optionnel des procédures prévues pour l'ensemble des communes) - Schéma d'inventaire des besoins - Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL - Zones de forte immigration.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)] - Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 4 (crédits prévus pour l'exécution de la programmation des moyens de la police nationale)** (p. 3580) : se déclare opposé à l'amendement n° 110 de M. Claude Estier (création de mille emplois en 1995).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre + II - Secrétariat général de la défense nationale** - (26 novembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6220, 6221) : position au cours du vote

du remplaçant du rapporteur spécial de la commission des finances.

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 7021, 7023) : situation en ex-Yougoslavie - ONU - OTAN - Politique européenne.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture [n° 88 (94-95)] - Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 37 quinquies (secret de l'enquête et de l'instruction)** (p. 7391, 7392) : amendement Marsaud relatif au secret de l'instruction - Equilibre entre la liberté individuelle qui implique la présomption d'innocence et la liberté de la presse - Présomption d'innocence et détention provisoire - Nombre de suicides intervenus lors des détentions provisoires - Souhaite que la mission d'information rende ses conclusions le plus rapidement possible.

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi [n° 561 (93-94)]** - (19 décembre 1994) - **Art. 4 (dispositions particulières)** (p. 7788) : son amendement n° 8 : présentation de successeurs en cas de cessation d'activité ; retiré.

**CALMEJANE (Robert)**, sénateur de Seine-Saint-Denis (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5731) - Ministère : Intérieur - **Sécurité dans les transports de banlieue - Transports en commun.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale - Deuxième lecture [n° 166 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) (p. 7916, 7917) : financement de la vie politique par l'Etat - Renforcement du rôle des partis politiques - Département de la Seine-Saint-Denis - Jugements de la commission de contrôle des comptes de campagne - Exclusion des prochaines élections municipales du champ d'application de ces dispositions législatives.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7916, 7917) - **Art. 1<sup>er</sup> (interdiction des mandataires communs à plusieurs candidats)** (p. 7955) : son amendement n° 20 : remise en cause du délai d'un an avant le scrutin considéré pour l'affectation des dépenses de nature politique au cours de la campagne du candidat ; rejeté - **Art. 5 (relèvement de 20 % à 50 % du remboursement forfaitaire de l'Etat au titre des dépenses de campagne)** (p. 7961) : son amendement n° 21 : remboursement par l'Etat en fonction de justificatifs vérifiés par la commission de contrôle et non de manière forfaitaire ; rejeté.

- **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République [n° 145 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7916, 7917).

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144,

n° 145, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7916, 7917).

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7916, 7917).

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 161) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7916, 7917).

**CAMOIN (Jean-Pierre)**, sénateur des Bouches-du-Rhône (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (*JO Lois et décrets* du 16 juin 1994).

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur privé (arrêté du 24 octobre 1994) (*JO Lois et décrets* du 24 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 466 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur [n° 487 (93-94)] (8 juin 1994) - **Enseignement supérieur**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 565 (93-94)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur [n° 584 (93-94)] (5 juillet 1994) - **Enseignement supérieur**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement supérieur** - [n° 80 (94-95)] tome 6 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie [n° 434 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1980, 1981) : difficultés d'insertion des harkis - Sentiment d'injustice - Ville d'Arles - Application du plan d'action en faveur des Français musulmans rapatriés - Unité nationale exprimée pour ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur [n° 466 (93-94)]** - (16 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2625 à 2627) ; prorogation du régime dérogatoire des universités nouvelles - Commission d'évaluation des universités nouvelles - Conseil d'université - Conseil d'orientation - Augmentation des effectifs étudiants - Diversification des formations offertes - Au nom de la commission des affaires culturelles, sous réserve d'amendements, accepte ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup> (modifications introduites dans l'article 21 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur)** (p. 2633) : ses amendements n° 1 ; application par le recteur de l'académie des conditions requises pour appartenir au conseil d'un établissement d'enseignement supérieur ; et n° 2 ; mise en place de nouveaux établissements et garantie d'indépendance pour les professeurs et les enseignants-chercheurs ; adoptés - (p. 2635) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 6 de

M. Claude Estier - S'oppose à l'amendement de suppression n° 4 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 2 (application du nouveau régime aux expérimentations en cours)** (p. 2637) ; son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 5 de Mme Danielle Bidard-Reydet.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - Suite de la discussion - (29 juin 1994) - **Après l'art. 39** (p. 3202, 3203) : ses amendements n° 108 : exportation temporaire de biens culturels ou de trésors nationaux lors d'expositions à l'étranger ; et n° 109 : biens culturels prêtés par une puissance étrangère ; adoptés.

- **Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur - Deuxième lecture [n° 565 (93-94)]** - (11 juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention et ses amendements, présentés par M. Maurice Schumann (p. 3837 ; 3840, 3841).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)]**.

*Deuxième partie :*

**Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur** - (5 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 6750) : se réjouit de la priorité du Gouvernement à l'accueil de la population étudiante - Filières non universitaires et techniques - Créations d'emplois - (p. 6751) : recrutement des enseignants - Système SAN REMO : répartition des dotations globales de fonctionnement - Plan Université 2000 - Volet social du projet de budget - Rôle des collectivités locales et des entreprises - (p. 6752) : avis favorable de la commission des affaires culturelles sur l'adoption des crédits de l'enseignement supérieur inscrits dans le projet de loi de finances pour 1995.

**CANTEGRIT (Jean-Pierre)**, sénateur des Français établis hors de France (rattaché administrativement au groupe UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre du conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO Débats* du 17 juin 1994) (p. 2641) - Ministère : Affaires étrangères - *Conseil supérieur des Français de l'étranger* - Français de l'étranger.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) - **Après l'art. 10** (p. 2342) : son amendement n° 53, également déposé au nom de M. Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales (caisse de sécurité sociale des Français de l'étranger) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)]**.

*Deuxième partie :*

**Coopération** - (7 décembre 1994) (p. 6956, 6958) : conséquences de la dévaluation du franc CFA pour les Français expatriés d'Afrique - Protection sociale des ressortissants français en Afrique - Situation des pensionnés français titulaires d'une retraite de la zone franc - Etude d'une réforme complète des accords bilatéraux de sécurité sociale avec les pays africains.

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 6999, 7000) : présence française à l'étranger - Action sociale pour les Français de l'étranger - Accord de sécurité sociale conclu avec les pays africains - Ministère de la coopération.

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) (p. 7123) : évolution de la protection sociale des Français à l'étranger - Situation, de la Caisse des

Français de l'étranger, CFE - (p. 7124) : accords de sécurité sociale franco-africains - Exclusion du bénéfice des allocations familiales - (p. 7125) : prise en compte de la situation spécifique des Français de l'étranger.

**CARAT (Jacques)**, sénateur du Val-de-Marne (S).

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.

- Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale Radio France.

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

#### DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Cinéma - Théâtre dramatique** - [n° 80 (94-95)] tome 2 (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 45 (JO Débats du 4 mai 1994) (p. 1387) - Ministère : Communication - *Pratiques contestables d'une chaîne de télévision en matière de diffusion - Radiodiffusion et télévision.*

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie** [n° 47 (94-95)] - (18 novembre 1994) - **Après l'art. unique** (p. 5845) : soutient l'amendement n° 26 de M. Claude Estier (rémunération des droits refusée à ceux qui ne sont pas auteurs au sens de la loi française).

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Culture et francophonie** - (26 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (cinéma et théâtre dramatique) - (p. 6240, 6241) : surélévation du produit de la taxe additionnelle sur les entrées de cinéma - Baisse des crédits d'intervention du Centre national de la cinématographie, CNC - Autoroutes de l'information - Directive « télévision sans frontières » - Risque d'éviction des films européens des programmes télévisés - Rénovation de la Comédie française - Insuffisance de la décentralisation dramatique - Soutien minimum aux théâtres privés - Dans ces conditions, au nom de la commission des affaires culturelles, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption de ces crédits.

- **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 181 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8071) : société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, SACEM - Le groupe socialiste votera ce texte.

**CARIGNON (Alain)**, ministre de la communication.

Fin de ses fonctions ministérielles le 19 juillet 1994 (JO Lois et décrets du 20 juillet 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat : publicité locale sur le réseau FM** - (15 juin 1994) (p. 2611, 2614) : répond à la question de M. Gérard Delfau.

**CARON (Paul)**, sénateur de la Seine-Maritime (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1115) - Ministère : Aménagement du territoire - *Assainissement dans les zones rurales - Zones rurales.*

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4273) - Ministère : Intérieur - *Autorisation de nouveaux jeux au casino d'Enghien - Jeux et paris.*

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public** [n° 427 (93-94)] - (13 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2471) : utilisation du domaine public de l'Etat par les entreprises privées avec l'octroi de garanties suffisamment pérennes - Compétitivité des ports européens voisins et concurrents - Durée maximale du titre d'occupation - (p. 2472) : dispositif relatif aux hypothèques - Mode de délivrance des autorisations d'occupation du domaine public - Encadrement du crédit-bail pour le financement des ouvrages - Le groupe de l'Union centriste est favorable à ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (section 3 nouvelle du code du domaine de l'Etat ; constitution d'un droit réel sur le domaine public artificiel de l'Etat et de ses établissements publics) - **Art. L. 34-8 du code du domaine de l'Etat (contrats de crédit-bail liés à un titre d'occupation constitutif de droit réel)** (p. 2492, 2493) : se déclare favorable à l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - **Expérimentation préalable - Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2496) : texte attendu par les responsables portuaires - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité)** (p. 5133) : sur l'amendement n° 95 de la commission (nouvelle rédaction), soutient le sous-amendement n° 626 de M. Louis de Catuelan - (p. 5138) : soutient l'amendement n° 311 de M. Jean Faure (fonds d'investissement fluvial).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 16 (fonds de gestion de l'espace rural)** (p. 5156) : soutient l'amendement n° 502 de M. Raymond Bouvier (zones de moyenne montagne) - **Après l'art. 16** (p. 5160, 5162) : soutient l'amendement n° 505 de M. Louis Mercier (ressources du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 22 (renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF)** (p. 5309) : soutient l'amendement n° 292 de M. Jean Faure (diminution de la DGF d'Ile-de-France au profit des départements en difficulté) - (p. 5312) : soutient l'amendement n° 293 de M. Jean Faure (augmentation du nombre de départements contributeurs) - **Art. 23 (rapport sur la réforme de la taxe professionnelle)** (p. 5320) : soutient l'amendement n° 294 de M. Jean Faure (création d'un fonds national de péréquation) - **Art. 24** (p. 5343) : sur l'amendement n° 131 de la commission (rapport au Parlement sur l'état de la coopération intercommunale), soutient le sous-amendement n° 467 de M. Alain Lambert - **Après l'art. 24** (p. 5352) : soutient l'amendement n° 514 de M. Bernard Barraux (création de postes de fonctionnaires intercommunaux).

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Après l'art. 7** (p. 6030) : son amendement n° I-75, soutenu par M. Alain Lambert : taux de TVA appliqué aux produits de l'horticulture ; retiré.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 13 bis** (p. 6134) : son amendement n° I-78, soutenu par M. Xavier de Villepin : Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) (p. 6422, 6424) : formation professionnelle - Apprentissage - Chômage des jeunes - Décentralisation.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 174 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Art. 8 bis (dépistage du sida)** (p. 7934) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (mesures de dépistage prises au vu des conclusions d'un rapport fondé sur une enquête épidémiologique).

– **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 3 (publicité et contrôle des comptes de délégataire)** (p. 8026, 8027) : soutient les amendements n° 38 (portée du contrôle de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes) et n° 39 de précision de M. Pierre Vallon.

**CARRÈRE (Jean-Louis)**, sénateur des Landes (S).

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

**INTERVENTIONS**

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'éducation [n° 471 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2018, 2019) : instruction civique et cours de morale - Nouveaux contrats pour l'école - Précipitation dans la préparation du débat - (p. 2020) : consultation des différentes parties - (p. 2021, 2022) : absence de lignes directrices - Coût des propositions du Gouvernement - Ecoles primaires - Classes maternelles dans les zones rurales - Formation des enseignants - Maîtrise de la langue française - Enseignement de la musique - Apprentissage des langues - Collèges - Lycées - Formation professionnelle - Réseaux d'établissement et bassins de formation - Nombre d'assistantes sociales - Création d'internats - Aide au travail personnel - (p. 2023) : modification des programmes - Elèves en difficulté - Personnels.

– **Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur [n° 466 (93-94)]** - (16 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2628) : loi dite « Savary » - Inadaptation du régime dérogatoire des universités nouvelles - Atteinte au fonctionnement paritaire et démocratique des universités - Réforme universitaire - Position des étudiants sur le fonctionnement des universités nouvelles - (p. 2629, 2630) : conseil d'orientation - Conseil d'université - Bibliothèques universitaires - Rôle de l'administrateur provisoire - Commission des statuts - Principe du libre accès à l'enseignement supérieur - Au nom du groupe socialiste, votera contre ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup> (modifications introduites dans l'article 21 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseigne-**

**ment supérieur)** (p. 2634) : sur l'amendement n° 2 de la commission (mise en place de nouveaux établissements et garantie d'indépendance pour les professeurs et les enseignants-chercheurs), soutient le sous-amendement n° 6 de M. Claude Estier.

– **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) [n° 551 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3270, 3271) : comité d'adaptation au progrès scientifique et technique dit « comité ORNIS » - Directive européenne relative à la conservation des oiseaux - Clôture de la saison de chasse à la fin du mois de février - Propositions de loi sur le même objet de MM. Roland du Luart et Louis Minetti - Demande au Gouvernement et au Sénat de se prononcer sur son amendement - **Art. 1<sup>er</sup> (dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs)** (p. 3276) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Philippe Madrelle (date de clôture de la chasse au gibier d'eau fixée au dernier jour de février) - (p. 3277) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Gérard César (date de clôture de la chasse fixée au 15 février pour le canard colvert et au 28 février pour les autres espèces de gibier d'eau).

– **Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur - Deuxième lecture [n° 565 (93-94)]** - (11 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3838, 3839) : efficacité contestable des universités nouvelles - Manque de locaux - Eviction des étudiants et des personnels des conseils d'universités - Commission nationale d'évaluation - Au nom du groupe socialiste, votera contre ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup> (modification de l'article 21 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur)** (p. 3841) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de la commission (mise en place d'universités nouvelles - garanties d'indépendance prévues pour les enseignants-chercheurs) - **Art. 2 (champ d'application du projet de loi)** : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Après l'art. 5** (p. 4893) : son amendement n° 449 : prise en compte de la situation de la mission interministérielle d'aménagement de la côte Aquitaine ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 11** (p. 6117, 6118) : soutient l'amendement n° I-147 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (exonération de la taxe d'habitation pour les étudiants).

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) (p. 6175, 6176) : anciens combattants d'Afrique du nord - Allocation différentielle du fonds de solidarité - Allocation de préparation à la retraite - Avis favorable du groupe socialiste sur l'article 51 bis relatif à l'allocation différentielle du fonds de solidarité.

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6538) : nouveau contrat pour l'école - Recrutement des enseignants - Revalorisation de la situation des personnels - Professeurs de lycées professionnels - (p. 6539) : intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles - Chefs d'établissement - Frais de déplacement - Politique sociale et Mutuelle générale de l'éducation nationale, MGEN - (p. 6540) : formation initiale dans l'enseignement technique et professionnel - Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

**Enseignement supérieur et recherche - II - Recherche** - (5 décembre 1994) (p. 6735, 6736) : situation préoccupante de la recherche française - Avenir de la recherche française sur le plan international - Situation de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique, INRIA, et du Centre national de recherche scientifique, CNRS - (p. 6737) : situation de l'emploi et suppression de postes - (p. 6738) : avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de budget.

**Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur** - (5 décembre 1994) (p. 6759) : créations d'emplois - Conditions de vie des étudiants - Crédits d'équipement et de maintenance des universités - (p. 6760) : séparation entre la recherche et l'enseignement supérieur - Avec le groupe socialiste, ne votera pas le projet de budget de l'enseignement supérieur.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes)** [n° 156 (94-95)] - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7816, 7818) : interrogations nombreuses - Intérêts américains - Politique agricole - Fluctuations des monnaies - Chômage - Chantiers navals - Aéronautique - Procédure de retrait - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7829) : renégociation du préaccord - Conséquences - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

**CARTIGNY (Ernest)**, sénateur de Seine-Saint-Denis (président du groupe RDE).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

Membre titulaire de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux.

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à garantir la présence de deux candidats au second tour des élections législatives et cantonales [n° 324 (93-94)] (7 avril 1994) - **Elections.**

*Proposition de loi* relative à l'abus du droit de préemption [n° 607 (93-94)] (29 juillet 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Urbanisme.**

*Proposition de loi* relative à l'imprescriptibilité des actes de terrorisme [n° 50 (94-95)] (2 novembre 1994) - **Terrorisme.**

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la troisième session de l'Assemblée parlementaire de la C.S.C.E. (5-8 juillet 1994) [n° 55 (94-95)] (4 novembre 1994) - **Union européenne.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Équipement, transports et tourisme** - II - Transports - 4 - Transport aérien - 5 - Météorologie - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 21 (22 novembre 1994).

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Aviation civile** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 21 (22 novembre 1994).

*Proposition de résolution*, déposée avec M. Xavier de Villepin, et présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période 1995-1997 à certains produits industriels originaires de pays en voie de développement et sur la proposition du règlement (CE) du Conseil prorogeant en 1995 l'application des règlements (CEE) n° 3833/90, (CEE) n° 3835/90 et (CEE) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (n° E-303) [n° 56 (94-95)] (8 novembre 1994) - **Communautés européennes.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission effectuée, en application des dispositions du second alinéa de l'article 22 du Règlement du Sénat, sur le service de formation aéronautique et de contrôle technique (SFACT) [n° 76 (94-95)] (17 novembre 1994) - **Transports.**

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1102) - Ministère : Equipement - **Recapitalisation de la compagnie Air France - Aviation civile.**

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1752) - Ministère : Culture - **Difficultés de l'Opéra Bastille - Opéra.**

*Question orale européenne avec débat :*

n° 10 (Retirée en mai 1994) - Ministère : Affaires européennes - **Mise en oeuvre de la libre circulation des personnes - Union européenne.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants** [n° 217 (93-94)] - (12 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 19) : véritable naissance de l'identité européenne - Fixation du principe de non-discrimination entre électeurs nationaux et électeurs ressortissants d'autres Etats membres - Concepts de résidence, d'incapacité et d'inéligibilité - Demande l'adoption de ce texte.

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates** (n° E-107) [n° 229 (93-94)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 89) : conséquences de la contrefaçon sur les pertes d'emplois - Secteurs touchés par la contrefaçon - (p. 90) : nécessité coopération internationale - Avec les sénateurs du groupe du RDE, votera la proposition de résolution.

- **Projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen - Deuxième lecture** [n° 257 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 500) : la majorité des sénateurs du groupe du RDE votera ce texte - Construction de l'Europe.

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 526) : rôle de l'entreprise dans l'activité économique - (p. 527) : nécessité de faire revivre l'entreprise - Aménagement du territoire - Rapports entre l'administration et les entreprises - Investissements des entreprises - Délais de paiement - Le groupe du RDE votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Art. 8 (suppression du montant minimal des parts sociales de SARL)** (p. 562) :

son amendement n° 76 : relèvement du capital minimal des SARL à cent mille francs sauf pour les SARL à associé unique ; retiré.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93-81/Euratom, CECA, CEE, modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76-787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 [n° 261 (93-94)]** - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 659, 660) : répartition des sièges - Avis favorable du groupe du RDE sur ce projet de loi.

– **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)] - Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - **Art. 24 (sort des cautions)** (p. 862) : vote par le groupe du RDE de l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du plein effet des cautions, accompagné éventuellement de délais de paiement).

**Suite de la discussion** - (12 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 945, 946) : vote de cette proposition de loi par le groupe du RDE - Relèvement de la capitalisation des SARL et des SA.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe [n° 341 (93-94)]** - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1020) : conséquences de la perestroïka - Guerre dans l'ex-Yougoslavie - Multiplication des conflits - Changement dernièrement intervenu en Europe centrale - (p. 1021) : relations entre les Etats russe et ukrainien, les deux puissances militaires européennes majeures.

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : position du Gouvernement français au sujet de l'élargissement futur de l'Union européenne** - (19 avril 1994) (p. 1160, 1161) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jacques Genton.

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conditions de mise en place des dispositions du titre VI du traité sur l'Union européenne consacrées aux domaines de la justice et des affaires intérieures** - (3 mai 1994) - Intervient dans le débat consécutif à la question de M. Paul Masson (p. 1356, 1357).

– **Conclusions du rapport supplémentaire de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 41, 93-94) de M. Marcel Lucotte, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 49, alinéa 6 du Règlement du Sénat [n° 185 (93-94)]** - (4 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1403, 1404) : conditions du travail parlementaire - Nécessité de légiférer dans un délai raisonnable - Rôle fondamental du règlement du Sénat - Nécessité des améliorations proposées.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail [n° 462 (92-93)]** - (5 mai 1994) - **Art. 27 (permis exclusifs de carrières)** (p. 1506) : sur l'amendement n° 22 de la commission (nouvelle rédaction), soutient le sous-amendement n° 41 de M. André Vallet.

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 [n° 386 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 415) (p. 1961, 1962) : traité sur l'Union européenne - Fixation d'un délai pour l'examen des propositions d'acte communautaire par le Parlement français - Devoir d'information - Réflexion sur la législation communautaire - Le groupe du RDE, dans sa grande majorité, votera cette proposition de loi.

– **Conclusions du rapport de M. Lucien Lanier, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 279, 93-94), déposée par M. Jacques Genton, tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 [n° 415 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 386) : voir intervention sous la proposition de loi n° 386 (p. 1961, 1962).

– **Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction**

**publique [n° 419 (93-94)]** - (2 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2154) : amélioration de l'organisation et du fonctionnement des services de la fonction publique - Meilleure utilisation du temps partiel - Le groupe du RDE votera ce texte.

– **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2225) : avis favorable du groupe du RDE, dans sa grande majorité, sur ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux [n° 449 (93-94)]** - (7 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2245) : calendrier électoral de l'année 1995 - Délai de présentation des candidats à l'élection présidentielle - (p. 2246) : choix du report en juin 1995 des élections municipales - Le groupe du RDE votera dans sa majorité ce projet de loi.

– **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales - Deuxième lecture [n° 428 (93-94)]** - (13 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2468) : le groupe du RDE votera ce projet de loi.

– **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public [n° 427 (93-94)]** - (13 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2497) : clarification du code du domaine de l'Etat - La majorité des sénateurs du groupe du RDE votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 [n° 481 (93-94)]** - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2522, 2524) : contexte international - Politique industrielle d'armement - Equipements réservés à l'armée de l'air - Direction générale de l'armement, DGA - Alliance atlantique - Coopération européenne.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - (28 juin 1994) - **Art. 15 (cession gratuite d'actions aux salariés d'Air France)** (p. 3111) : procédure de redressement - (p. 3112) : ses amendements, n° 84 : suppression du principe d'actualisation ; n° 86 : plus-values ; rejetés ; et n° 85 : suppression du paragraphe X de cet article relatif à la fixation par décret en Conseil d'Etat de ses modalités d'application ; adopté.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3373) : soutient l'amendement n° 62 de M. François Lesein (renforcement du rôle d'expertise de propositions reconnues au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT).

– **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise - Deuxième lecture [n° 503 (93-94)]** - (4 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3415) : le groupe du RDE votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4134, 4135) : historique - Problème mondial - Contribution de la France - Collectivités territoriales - **Projet de loi** - Enjeux - Internationalisation.

**Suite de la discussion** - (14 octobre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4382) : sujet vaste - Nécessité de pallier certains vides juridiques - Le groupe du RDE votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]**

– **Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4601) : le groupe du RDE votera dans sa grande majorité le projet de loi tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

– **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)] - Suite de la discussion** - (21 octobre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4635) : le groupe du RDE, dans sa grande majorité, votera ce projet de loi de programme relatif à la justice.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la**

**discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 14 (Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale)** (p. 5107, 5113) : sur l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction érigeant le fonds en établissement public et limitant ses compétences aux dessertes aériennes intérieures), ses sous-amendements n° 159 : dessertes aériennes intérieures à la France continentale ; rejeté ; et n° 160 : réduction du montant de la taxe ; retiré.

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5395, 5396) : vote de ce projet de loi par le groupe du RDE.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Deuxième lecture [n° 22 (94-95)]** - (9 novembre 1994) - **Art. 2 et annexe I (approbation des orientations de la politique de sécurité présentée dans l'annexe I)** (p. 5424) : son amendement n° 36 : utilisation d'une classification en trois filières comme référentiel commun d'évaluation entre la police nationale et la gendarmerie nationale ; retiré, puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt sous le même numéro.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5499) : avis favorable du groupe du RDE sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5876, 5877) : économie française - Contexte international - Dépenses publiques - Collectivités territoriales - La grande majorité des membres du RDE votera ce projet de budget.

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 18 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 5964, 5965) : budget européen - Agriculture - Retours financiers - Avis favorable du groupe du RDE dans sa grande majorité sur cet article.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 12 ter (par priorité)** (p. 6095) : soutient l'amendement n° I-153 de M. Henri Collard (extension à l'ensemble des entreprises soumises au régime réel d'imposition sur le revenu des déductions fiscales pour investissement en faveur des exploitants agricoles soumis au même régime fiscal) - (p. 6098) : soutient l'amendement n° I-154 de M. Henri Collard (actualisation de plafonds pour la détermination des régimes fiscaux) - **Après l'art. 8** (p. 6101) : soutient l'amendement n° I-161 de M. Paul Girod (exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les livraisons de gaz destinées à la production de cultures générales sous serre) - **Art. 12 (institution de moyens nouveaux pour le financement des infrastructures de transport)** (p. 6119) : son amendement n° I-67 : réduction de la taxe par passager à 2 francs ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Défense** - (30 novembre 1994) (p. 6474, 6475) : loi de programmation - Gendarmerie - Crédits de recherche aéronautique.

**Jeunesse et sports** - (4 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6718, 6719) : construction du grand stade - Coupe du monde de football - Fonds national de développement du sport, FNDS.

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile** - (6 décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6849, 6850) : financement de la conception et de la construction des avions - Recherche aéronautique - Météorologie et budget de Météo-France - Propose au Sénat d'adopter les crédits du transport aérien et de la météorologie pour 1995 - Taxes et redevances pesant sur les compagnies aériennes - Taxes de péréquation - Gestion de la Direction générale de l'aviation civile - (p. 6852) : service de la formation aéronautique et du contrôle technique, SFACT - Bureau d'enquêtes-accidents - Crédits des centres de formation - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le projet de budget annexe de l'aviation

civile - **Examen des crédits - Après l'art. 57** (p. 6865, 6866) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-44 du Gouvernement (validation rétroactive des arrêtés fixant la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne en 1993 et 1994) - (p. 6867) : propose au Sénat d'adopter le budget annexe de l'aviation civile compte tenu des réponses apportées par le Gouvernement.

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) (p. 7113) : santé - Lutte contre l'exclusion - Cohésion nationale - Maîtrise des dépenses de santé - (p. 7114) : mesures en faveur des personnes handicapées et des personnes âgées - Inforoutes - Adaptation des structures sanitaires.

*Vote sur l'ensemble :*

(10 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7263, 7264) : ouverture sur l'Europe - Retour à l'équilibre budgétaire - Avec la majorité du groupe du Rassemblement démocratique et européen, votera ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7287) : loi de privatisation de 1993 - Conditions de privatisation de la SEITA - Nécessaire stabilité de l'environnement juridique et économique de l'entreprise - Fiscalité du tabac - Débitants de tabac et monopole de la vente au détail - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7317, 7318) : privatisation de la SEITA et défense de la santé publique par l'Etat - Intérêts économiques et financiers de la privatisation - La majorité des sénateurs du RDE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture [n° 88 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 37 ter B (prescription de la peine prononcée pour acte de terrorisme et pour trafic de stupéfiants)** (p. 7384, 7386) : sur l'amendement n° 21 de la commission (durée de prescription de l'action publique de vingt ans pour les délits et de trente ans pour les crimes en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants), son sous-amendement n° 49 : imprescriptibilité de l'action publique pour les crimes en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants ; rejeté - Fondements de la prescription criminelle - Prescription de l'action publique dans l'attentat meurtrier du drugstore Publicis - Lutte contre le terrorisme.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne [n° 115 (94-95)]** - (13 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7431) : ouverture de l'Union européenne à l'Autriche, la Finlande et la Suède - Reprise de l'acquis communautaire par les nouveaux adhérents - Opportunité de l'inscription à la conférence intergouvernementale de 1996 de la révision du système de financement du budget européen - Problème de l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale - (p. 7432) : le groupe du RDE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Avant l'art. 13** (p. 7743) ; son amendement n° 25 : relèvement des limites supérieures du régime simplifié d'imposition afin de tenir compte de l'évolution des prix ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7775) : avec la majorité du groupe du Rassemblement démocratique et européen, votera ce projet de loi de finances rectificative - Travail de la commission des finances.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) [n° 156 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7818, 7819) : exportation de services -



Accord agricole - Aviation civile - Instance d'appel - Cohabitation temporaire du GATT et de l'Organisation mondiale du commerce - Clause sociale - Délocalisations - Aspects monétaires - Le groupe du RDE dans sa quasi unanimité se prononcera en faveur de ce texte.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : orientations de la présidence française de l'Union européenne** - (20 décembre 1994) (p. 7847, 7848) : maintien de la croissance et développement de l'emploi - Libre circulation des personnes - Union économique et monétaire - Sécurité européenne - Préparation de la conférence intergouvernementale - Elargissement de l'Union européenne.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale - Deuxième lecture** [n° 166 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) (p. 7914, 7916) : interdiction du financement de la vie politique aux entreprises publiques - Pratiques de corruption et atteinte à l'image des entreprises françaises - Coût de la démocratie - Création d'un fonds spécial du mécénat - Limitation des plafonds des dépenses électorales - Rôle des élus - Transparence financière de la vie politique.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7914, 7916).

- **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République** [n° 145 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7914, 7916).

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement** [n° 150 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7914, 7916).

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité** [n° 161 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7914, 7916).

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public** [n° 162 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 161) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7914, 7916).

**Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 5 (seuil d'application des procédures)** (p. 8028) : soutient l'amendement n° 37 de M. Paul Girod (montant du seuil fixé à 700 000 francs) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8046) : la plupart des membres du groupe du RDE voteront cette proposition de loi - **Hommage au travail du rapporteur de la commission des lois.**

**CASTAING (Robert)**, sénateur du Gers (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

#### INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2441) : fiscalité agricole - Maîtrise de l'endettement.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie ?*

**Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme** - (3 décembre 1994) (p. 6666, 6667) : avenir de l'industrie touristique - Développement du marché des meublés de tourisme - Tourisme vert - Agence française de l'ingénierie touristique, AFIT - Faiblesse des crédits budgétaires.

**CATUELAN (Louis de)**, sénateur des Yvelines (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire du Conseil supérieur de l'Établissement national des invalides de la marine.

Membre titulaire de la commission supérieure du crédit maritime mutuel.

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 410 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables [n° 486 (93-94)] (8 juin 1994) - **Transports.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur :

1° la proposition de loi [n° 551 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs ; 2° la proposition de loi [n° 474 (93-94)] de M. Roland du Luart et plusieurs de ses collègues, portant détermination des dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs ; 3° la proposition de loi [n° 484 (93-94)] de M. Louis Minetti et plusieurs de ses collègues, tendant à fixer les dates de clôture de la chasse au gibier d'eau ; [n° 552 (93-94)] (28 juin 1994) - **Chasse.**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Marine marchande** - [n° 81 (94-95)] tome 20 (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5744) - Ministère : **Équipement - Passagers clandestins dans les bateaux de commerce - Marine marchande.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux modalités de l'exercice par l'État de ses pouvoirs de contrôle en mer** [n° 394 (93-94)] - (15 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2600) : pollution en mer - Contrôle des navires dans les ports - Livre III du code des ports - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2605) : définition de la haute mer - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables [n° 410 (93-94)]** - (17 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2691, 2692) : trafic fluvial - Liaisons à grand gabarit - Aménagement du territoire - Sous réserve de l'adoption de ses amendements, accepte ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (*champ d'application de la loi*) (p. 2696) : son amendement n° 1 : insertion dans le rapport d'activité du compte rendu d'exécution de la loi en cours d'examen ; adopté - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2697) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Félix Leyzour (projet de loi relatif à la modernisation du niveau de transport fluvial et aux conditions de son financement) - **Art. 2** (*création du comité du transport par voie navigable*) (p. 2698) : son amendement n° 2 : représentation au sein du comité des ports maritimes dont le réseau fluvial peut constituer un élément ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de M. Félix Leyzour (modification de la composition du comité du transport) - **Art. 3** (*réforme des bureaux et bourses d'affrètement*) (p. 2699) : son amendement n° 3 : nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 4** (*représentation des donneurs d'ordre dans les bourses d'affrètement*) : ses amendements n° 4 : insertion après les mots : « selon les conditions » de l'expression : « d'honorabilité, de capacité et de solvabilité » ; adopté ; et n° 5 : définition par décret des modalités de représentation de cette profession au comité institué à l'article 2 ; retiré - **Art. 6** (*contrats de voyage*) : son amendement n° 6 : suppression de l'avis du donneur d'ordre ; adopté - **Art. 7** (*contrats de transport à temps*) : son amendement n° 7 : suppression de la mention : « le contrat est librement conclu » ; rejeté - **Art. 9** (*liberté des prix dans les contrats à l'exportation*) (p. 2701) : son amendement n° 9 : suppression de l'adverbe : « librement » ; retiré - **Art. 10** (*contrats de sous-traitance*) : son amendement rédactionnel n° 10 ; adopté - **Art. 11** (*contrat de location de bateau*) (p. 2702) : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - **Art. 14** (*composition du parc de la batellerie*) : son amendement n° 12 : nouvelle rédaction ; rejeté - **Sur l'ensemble** (p. 2704) : article 14 - Votera ce texte.

– **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) [n° 551 (93-94)]** - (30 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3264, 3265) : directive européenne relative à la conservation des oiseaux - Propositions de loi, sur le même objet, de M. Roland du Luart et de M. Louis Minetti - Comité d'adaptation au progrès scientifique et technique dit « comité ORNIS » - Complexité de la multiplicité des dates de clôture - Au nom de la commission des affaires économiques, propose l'adoption sans modification de cette proposition de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (*dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs*) (p. 3276) : à titre personnel, se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Philippe Madrelle - Au nom de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour ce même amendement - S'oppose à l'amendement n° 1 de M. Gérard César (date de clôture de la chasse fixée au 15 février pour le canard colvert et au 28 février pour les autres espèces de gibier d'eau).

– **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4145, 4147) : milieu rural - Participation - Milieux naturels - Taxe sur le stockage des déchets ménagers - Cours d'eau non domaniaux - Réglementation des clôtures - Assermentation.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 4** (*directives territoriales d'aménagement*) (p. 4867) : son amendement n° 484 : compatibilité des POS et des documents d'urbanisme avec les schémas directeurs et les schémas de secteur ; adopté - (p. 4870) : son amendement de cohérence n° 483 ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6** (*charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire*) - **Après l'art. 34 bis de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983** (p. 4910) : son amendement n° 485 : politiques interrégionales de littoral ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 4920) : soutient l'amendement n° 503 de M. Louis Moinard (bourses nationales d'enseignement secondaire : prise en compte des frais de transport et d'hébergement).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 13** (*Fonds national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 5100, 5102) : ses amendements n° 494 : compétence du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire sur l'objectif et les critères d'utilisation du fonds ; n° 495 : maintien des enveloppes financières engagées dans les contrats de plan ; et n° 496 : décret d'application en Conseil d'Etat ; retirés - **Art. 14** (*Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale*) (p. 5107, 5111) : sur l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction érigeant le fonds en établissement public et limitant ses compétences aux dessertes aériennes inférieures), ses sous-amendements n° 498 (dessertes aériennes intérieures à la France continentale) et n° 497 (réduction du montant de la taxe) ; retirés - **Art. 15** (*fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité*) (p. 5124, 5125) : parole sur l'article - Liaisons fluviales - (p. 5129) : sur l'amendement n° 95 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 626, soutenu par M. Paul Caron ; adopté.

– **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 8 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5620) : problèmes posés par les clandestins dans les ports - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6617, 6618) : secteur de la pêche - Fonds d'intervention et d'orientation des marchés des produits de la pêche maritime et des cultures marines, FIOM - Politique communautaire.

**Equipement, transports et tourisme - IV - Mer** - (3 décembre 1994) - Rapporteur pour avis pour la marine marchande (p. 6640, 6641) : soutient la flotte de commerce - Etablissement national des invalides de la marine, ENIM - Situation de la Compagnie générale maritime, CGM - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Vieillesse de la flotte de commerce - Financement de la construction maritime - Recommandations de l'Organisation maritime internationale, OMI - Urgence d'un débat sur la politique maritime française - Avis favorable de la commission des affaires économiques sur ce projet de budget.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7217) : ses amendements, soutenus par M. André Fosset, n° II-2 : assouplissement de la réglementation fiscale des quirsats ; retiré ; et n° II-3 : prorogation du dispositif actuel ; adopté.

**CAUPERT (Joseph)**, sénateur de la Lozère (RI).

**Décédé le 9 septembre 1994** (JO Lois et décrets du 11 septembre 1994).

Eloge funèbre le 18 octobre 1994.

**NOMINATIONS**

– Membre de la commission des affaires économiques.

**INTERVENTIONS**

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2440, 2441) : fiscalité agricole - Priorité nécessaire au maintien du nombre d'exploitations et à l'encouragement à l'installation - Révitalisation du monde rural - Politique de la forêt - Département de la Lozère.

**CAVALIER-BÉNÉZET (Francis)**, sénateur du Gard (S).

#### NOMINATIONS

— Membre de la commission des affaires sociales.

**CAYREL (Raymond)**, sénateur de l'Aveyron (RI).

#### NOMINATIONS

— Membre de la commission des affaires économiques.

**CAZALET (Auguste)**, sénateur des Pyrénées-Atlantiques (RPR).

#### NOMINATIONS

— Membre de la commission des finances.

— Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission centrale de classement des débits de tabac ; de nouveau membre titulaire (*JO* Lois et décrets du 14 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Équipement, transports et tourisme - II - Transports - 1 - Transports terrestres - [n° 79 (94-95)]** tome 3 annexe 19 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie [n° 434 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1979, 1980) : évocation de la communauté des harkis comme ses « frères d'armes » - Avenir des enfants des Français musulmans rapatriés - Souffrance de cette catégorie de la population - Exil improvisé en France - Carence de l'Etat français - Reconnaissance et réconciliation apportées par ce projet de loi - Avec le groupe du RPR, souhaite l'adoption de ce projet de loi à l'unanimité de la Haute assemblée.

— **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)]**.

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 12** (p. 6124) : son amendement n° I-98, soutenu par M. Michel Rufin : exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole ; identique aux amendements n° I-157 de M. Henri de Raincourt et n° I-162 de M. Paul Girod ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) - **Examen des crédits - Art. 51** (p. 6184) : son amendement n° II-10, soutenu par M. Michel Rufin : pension des grands invalides de guerre ; adopté.

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) - Rapporteur spécial (transports terrestres) - (p. 6822) : progression des crédits affectés au budget du transport terrestre - Situation de la SNCF - (p. 6823) : augmentation des indemnités compensatrices destinées au fonctionnement des transports collectifs parisiens - Diminution des investissements destinés aux infrastructures de transports collectifs -

Mise en place d'une politique des voies navigables + La commission des finances propose au Sénat d'adopter ce projet de budget.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Art. 45 (relèvement du plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global)** (p. 7201) : son amendement n° II-37, identique à l'amendement n° II-4 de M. Paul Girod : maintien de la situation actuelle en ce qui concerne les biens donnés à bail à long terme ; retiré - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7230) : son amendement n° II-39 : possibilité pour les collectivités territoriales propriétaires d'abattoirs d'affecter comptablement la taxe d'usage des abattoirs publics ; retiré.

**CÉSAR (Gérard)**, sénateur de la Gironde (apparenté au groupe RPR).

#### NOMINATIONS

— Membre de la commission des affaires économiques.

— Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec M. Roland du Luart, relative au renforcement de la politique de qualité des produits agricoles et alimentaires [n° 548 (93-94)] (23 juin 1994) - **Produits agricoles et alimentaires**.

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Chine du 5 au 18 septembre 1994, chargée d'étudier la situation de l'économie de ce pays, ainsi que ses relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 66 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Chine**.

#### INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts [n° 233 (93-94)]** - (10 mai 1994) - **Avant l'art. 10** (p. 1555) : votera l'amendement n° 1 du Gouvernement (autorisation et encadrement de l'activité d'entremise immobilière).

— **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2436, 2437) : projet de réforme de l'organisation commune des marchés du vin - Vins français d'AOC - Dispositions de la loi Evin relatives à la promotion du vin - (p. 2438) : politique forestière - Secteur des fruits et légumes ; exonération de charges salariales - Calamités agricoles - Infractions à la loi du 3 janvier 1994 sur les appellations d'origine.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 47 (par priorité) (assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques)** (p. 3155) : soutient l'amendement n° 59 de M. Yves Guéna (nouvelle rédaction qui simplifie la législation).

— **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) [n° 551 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs)** (p. 3275) : son amendement n° 1, soutenu par M. Louis Althapé : date de clôture de la chasse fixée au 15 février pour le canard colvert et au 28 février pour les autres espèces de gibier d'eau ; rejeté.

— **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes généraux du droit de l'environnement)** (p. 4174, 4175) : soutient l'amendement n° 78 de M. Jean Faure (proportionnalité du principe de pré-

caution) - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 4213, 4215) : sur l'amendement n° 35 de la commission (prérogatives des commissions et nouvelle rédaction de l'article), soutient le sous-amendement n° 139 de M. Jacques de Menou - Soutient les amendements de M. Jean Faure n° 83 (conseil départemental d'hygiène), n° 84 de conséquence et n° 86 (composition du conseil).

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 22 (inventaire départemental des espaces et du patrimoine naturels)** (p. 4286) : soutient les amendements de M. Jean Faure n° 92 (lien avec le code de l'urbanisme visant les servitudes d'utilité publique) et n° 93 (contenu du rapport d'orientation) - **Art. 23 (rapport d'orientation)** (p. 4289) : soutient les amendements de M. Jean Faure, n° 94 (concertation entre le préfet et le conseil général) et n° 95 (procédure d'enquête publique) - **Art. 37 - Paragraphe V (par priorité) (gestion des déchets)** (p. 4331) : son amendement n° 138, identique à l'amendement n° 311 de la commission : progressivité de la taxation ; devenu sans objet.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4833) : son amendement n° 167, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : participation des chambres consulaires à l'aménagement du territoire ; devenu sans objet - **Art. 2 (schéma national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4851) : son amendement n° 168, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : lien entre contrat de plan Etat-région et schéma national de développement du territoire ; retiré - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 4866) : son amendement n° 169, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : association des chambres consulaires à l'élaboration des directives ; retiré.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6 (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire) - Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4896) : son amendement n° 170, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : association des comités de massifs à l'élaboration des schémas régionaux comportant des zones de montagne ; devenu sans objet - **Art. 34 bis de la loi précitée (conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4904) : son amendement n° 171, soutenu par M. Alain Pluchet : association des chambres consulaires ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 11 (maintien des services publics sur le territoire)** (p. 5084) : son amendement n° 173, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : consultation des chambres consulaires sur l'étude d'impact ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 25 (assouplissement des règles de constitution des ententes interrégionales)** (p. 5356) : son amendement n° 174, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : avis des chambres consulaires régionales ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Art. 7 (application du taux normal de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique distribués par réseaux publics)** (p. 6021) : son amendement n° I-94 : abonnements à usage domestique relatifs aux réseaux d'électricité et de gaz sous la responsabilité des communes et de leurs groupements ; retiré.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 12** (p. 6123) : son amendement n° I-95, soutenu par M. Emmanuel Hamel : produits de la viticulture ; retiré.

**CHAMANT (Jean)**, sénateur de l'Yonne (RPR).

- Vice-président du Sénat.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de

la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

#### INTERVENTIONS

##### En qualité de président de séance

- **Souhaits de bienvenue à une délégation ukrainienne** (20 décembre 1994) (p. 7804).

- **Rappel au règlement de M. Robert Laucournet** - (20 décembre 1994) (p. 7803) : observe que la discussion commune n'a pas été demandée en conférence des présidents et précise que les textes sont de nature différente : un projet de loi et une proposition de résolution.

##### En qualité de sénateur

- **Conclusions du rapport supplémentaire de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 41, 93-94) de M. Marcel Lucotte, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 49, alinéa 6 du Règlement du Sénat [n° 185 (93-94)] - (4 mai 1994) - **Après l'art. 2** (p. 1421) : son amendement n° 1, soutenu par M. Etienne Dailly : codification dans le règlement du Sénat de différentes décisions du bureau ; adopté.

**CHAMBRIARD (Jean-Paul)**, sénateur de la Haute-Loire (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Inde du 6 au 14 février 1994 [n° 314 (93-94)] (6 avril 1994) - **Inde**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise [n° 389 (93-94)]** - (25 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1823) : participation et intéressement des salariés dans l'entreprise : historique et philosophie - (p. 1824) : simplification de la structure juridique de la participation et de l'intéressement - **Compte épargne-temps** - Le groupe des RI votera ce texte amendé par les commissions.

**CHARASSE (Michel)**, sénateur du Puy-de-Dôme (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération.

Membre suppléant du comité directeur du FIDESTOM.

Membre suppléant du conseil de surveillance de la Caisse française de développement.

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Coopération** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 9 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la**

**discussion** - (4 novembre 1994) - **Art. 8** (*organisation des services déconcentrés de l'Etat*) (p. 5056, 5058) : son amendement n° 451 : interdiction aux collectivités locales d'intervenir financièrement dans les domaines de responsabilité de l'Etat ; rejeté - **Art. 9** (*définition des pays*) (p. 5063, 5065) : se déclare opposé à l'amendement n° 83 de la commission (prise en compte des conséquences de la constitution des pays sur l'organisation administrative de l'Etat) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 463 de M. Alain Lambert - (p. 5066) : son amendement n° 452 : suppression de la référence à la délimitation des arrondissements ; retiré.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 13** (*Fonds national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 5102) : se déclare favorable à l'amendement n° 586 du Gouvernement (déconcentration de plus de la moitié des crédits du fonds).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 19 ter** (*schéma départemental d'urbanisme commercial*) (p. 5256, 5257) : son amendement n° 453, soutenu par M. Aubert Garcia : commission départementale ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion générale :*

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1994) (p. 5920, 5922) : collectivités territoriales - Entreprises - Fiscalité - Taxe professionnelle - Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - RMI.

*Deuxième partie :*

**Coopération** - (7 décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6948, 6952) : montant de l'aide publique au développement, APD - Multiplicité des canaux de répartition des crédits budgétaires - Compétence conjointe des ministères de la coopération, des affaires étrangères et de l'économie - Rôle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international - Conséquences de la dévaluation du franc CFA - Moyens financiers des missions de coopération - Situation du Fonds d'aide et de coopération, FAC - Au nom de la commission des finances, accepte ce projet de budget de la coopération pour 1995.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994** [n° 132 (94-95)] - (19 décembre 1994) - **Avant l'art. 13** (p. 7744) : son amendement n° 22 : modalités d'application de l'exonération de la taxe professionnelle pour les activités agricoles ; retiré - Justice fiscale - (p. 7746, 7747) : situation des entreprises de graines et de semences.

**CHARETTE (Hervé de)**, ministre du logement.

## DÉPÔTS

**En première lecture devant le Sénat :**

*Projet de loi relatif à l'habitat* [n° 416 (93-94)] (11 mai 1994) - **Logement**.

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Jean Clouet : **Logement social** (*Définition du logement social*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1101).

de M. James Bordas : **Aide personnalisée au logement (APL)** (*Mesures d'ajustement de l'aide personnalisée au logement*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5743).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'habitat** [n° 416 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2047, 2048) : accession sociale à la propriété - Logement social - Réhabilitation de logements anciens - Construction de logements - Acquisition de logements d'HLM par leurs occupants - Nouveaux programmes de construction d'HLM - Suppression de contraintes financières imposées aux organismes d'HLM - (p. 2049,

2050) : facilités accordées aux acheteurs - Droits et devoirs entre propriétaires et locataires - Rentabilité de l'investissement locatif - Fixation du loyer des locaux vacants - Logement des personnes à faibles ressources - Hébergement en Ile-de-France - Achat de logements par des associations caritatives - Exonération fiscale en matière d'impôts fonciers - Versement de l'allocation logement aux propriétaires - Amélioration du fonctionnement des copropriétés - (p. 2068, 2070) : dérogations accordées en région parisienne à l'interdiction de transformer des logements en locaux professionnels ou commerciaux - Autorité administrative compétente - Vente de logements d'HLM - Politique du Gouvernement à l'égard du mouvement d'HLM - Affectation des ressources issues de la vente d'HLM - Rapport au Parlement - Fiscalité de l'immobilier - Remboursement anticipé d'un prêt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations - **Question préalable** (p. 2072) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Renvoi à la commission** (p. 2075, 2076) : s'oppose à la motion n° 150 de Mme Hélène Luc, tendant au renvoi à la commission.

**Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Après l'art. 24 (par priorité)** (p. 2157) : accepte l'amendement n° 44 de M. Charles Descours (possibilité pour les organismes bénéficiant de prêts aidés par l'Etat de constater en charges différées dans leurs comptes sociaux le montant de la somme que l'établissement prêteur est en droit de leur réclamer en cas de remboursement anticipé d'un prêt) - Sur les amendements de M. Alain Vasselle, accepte le n° 138 (mutation à l'intérieur du parc des HLM) et demande le retrait du n° 139 (indexation des loyers maximum des conventions sur la moyenne mobile des quatre indices précédents du coût de la construction) - (p. 2157, 2159) : accepte les amendements de la commission saisis pour avis n° 36 (possibilité pour les offices d'HLM et les OPAC de réaliser des prestations de services pour d'autres organismes et de gérer des copropriétés dégradées), n° 37 (nouvelles compétences accordées aux sociétés anonymes d'HLM), n° 38 (possibilité pour les sociétés anonymes coopératives de production d'HLM de réaliser des prestations de services pour d'autres organismes) et n° 39 (possibilité pour les sociétés anonymes coopératives de production d'HLM de réaliser des prestations de services pour des personnes privées) - (p. 2160) : sur les amendements de M. Alain Vasselle, relatifs à l'objet social des sociétés anonymes de crédit immobilier, s'oppose aux n° 135 et n° 136 et accepte le n° 140 - (p. 2161) : accepte l'amendement n° 40 de la commission saisi pour avis (suppression de l'accord de l'autorité administrative pour contracter un emprunt à l'article L. 422-5 du code de la construction et de l'habitation relatif aux sociétés anonymes d'HLM et aux sociétés anonymes de crédit immobilier) et s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Charles Descours (limitation du champ d'application de la « loi Sapin » relative à la transparence des marchés publics au bénéfice des sociétés d'économie mixte) - (p. 2162) : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Alain Vasselle (fonds de prévoyance pour l'exécution de gros travaux dans les copropriétés) - (p. 2163) : accepte l'amendement n° 144 de M. Alain Vasselle (dépôt au Parlement d'un rapport d'information établi par le Gouvernement sur le fonctionnement des copropriétés) - **Art. 8 (notifications et significations relatives aux rapports locatifs)** (p. 2165) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart n° 78 (retrait de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des charges récupérables auprès des locataires), n° 75, n° 76 et n° 77 (suppression successive des paragraphes I, II et III de cet article) et accepte les amendements de la commission, n° 4, rédactionnel, et n° 5 (extension à la loi de 1975 de la disposition selon laquelle les notifications du bailleur ne sont pas opposables au conjoint qui ne s'est pas fait connaître) - **Après l'art. 8** (p. 2165, 2167) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart n° 81 (modification du délai de référence pris en compte dans l'article 14 de la loi de 1984), n° 82 (frais engagés par le propriétaire au titre des travaux qu'il entreprend), n° 79 (nombre de références que le bailleur doit fournir à la signature du bail) et n° 83 (allongement du délai prévu pour que le bailleur communique au locataire le décompte de ses charges et mette à sa disposition les pièces justificatives) - **Avant l'art. 9** (p. 2168) : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle, n° 128 (suppression dans l'article 15 de la loi du 6 juillet 1989 de la prise en compte du concubinage notoire) et n° 129 (prise en compte de la situation de concubinage s'il dure depuis

au moins cinq ans) - **Art. 9** (*tacite reconduction et renouvellement du contrat de location*) (p. 2170) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 84 de suppression et n° 85 (allongement de la durée des contrats de location) - **Art. 10**, (*second droit de préemption du locataire*) : accepte les amendements de la commission, n° 147 de cohérence, et n° 6, rédactionnel ; s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Jean-Luc Bécart (proposition de relèvement du locataire) - **Art. 11** (*loyers référencés*) (p. 2173) : s'oppose aux amendements analogues n° 87 de M. Jean-Luc Bécart et n° 123 de M. Claude Estier (suppression du septième alinéa de l'article 17 de la loi du 6 juillet 1989 relative à la fixation des loyers par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage) ainsi qu'à l'amendement n° 124 de M. Claude Estier (transmission par le bailleur au nouveau locataire de la dernière quittance de loyer) - Accepte l'amendement n° 7 de la commission (allongement pour une durée de trois ans du délai supplémentaire prévu au b de l'article 17 de la loi du 6 juillet 1989) - **Art. 12** (*révision du loyer*) (p. 2174) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 88 de M. Jean-Luc Bécart et accepte les amendements de la commission, n° 8 (détermination de l'indice du coût de la construction pris en compte) et n° 157, rédactionnel - **Après l'art. 12** (p. 2175) : son amendement n° 146 : nouveau mode d'indexation des loyers pour des logements ayant fait l'objet d'une convention entre le bailleur et l'Etat ; adopté - **Art. 13** (*non application de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1948 aux locaux vacants*) (p. 2176) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 89 de suppression et n° 90 (substitution à l'article 13 d'un nouvel article relatif au mode de fixation des loyers) - Accepte l'amendement n° 9 de la commission (limitation à un an de la possibilité pour le locataire de contester la conformité des locaux aux normes de confort fixées par décret) - **Avant l'art. 14** (p. 2177, 2181) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 91 (rapport du Gouvernement sur la situation du fonctionnement des logements-foyers pour travailleurs migrants), n° 92 (prolongation d'un mois du délai prévu pour la résiliation du contrat de location en cas d'impayés), n° 93 (droit de réquisition exercé par le maire dans les communes où sévit une crise du logement), n° 94 (interdiction des saisies et expulsions sans relèvement pour le locataire de bonne foi), n° 95 (allongement de deux ans de la durée des délais prévus pour surseoir à l'exécution des décisions de justice en matière d'expulsion), n° 96 (utilisation de la taxe perçue au profit du fond d'aménagement de la région d'Ile-de-France) et n° 97 (précision des catégories de demandeurs de logements pouvant légitimement prétendre à faire valoir un droit d'attribution de logement prioritaire) - **Art. 14** (*versement de l'allocation logement*) (p. 2182) : accepte l'amendement rédactionnel n° 10 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 98 de M. Jean-Luc Bécart (nouvelle rédaction) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de clarification n° 130 de M. Alain Vasselle.

**Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - **Art. 15** (*cautionnement des obligations du locataire*) (p. 2208) : accepte les amendements de la commission, n° 11 rédactionnel, et n° 12 (information sur la caution du locataire) - **Après l'art. 15** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 13 de la commission (signification à la caution du commandement de payer lorsque les obligations d'un contrat de location sont garanties par un cautionnement) - **Art. 16** (*location en meublé et sous-location des logements d'HLM*) (p. 2209) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 101 de suppression, et n° 102 (cas des communes où sévit une grave crise du logement) - **Art. 17** (*exonérations fiscales*) (p. 2210) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Jean-Luc Bécart (procédure de réquisition) et demande le retrait de l'amendement n° 131 de M. Alain Vasselle (exonération de la taxe sur les propriétés bâties des opérations de PLA et des baux à réhabilitation pris par les organismes d'HLM) - **Art. 19** (*location en meublé et sous-location des logements d'HLM*) (p. 2211) : accepte l'amendement n° 158 de la commission (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 19** (p. 2211, 2212) : accepte l'amendement n° 159 de la commission (réalisation d'aires de stationnement pour les logements d'insertion) - **Art. 20** (*affectation temporaire à l'habitation*) (p. 2212, 2213) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 15 (durée d'affectation des locaux à l'habitation) et n° 14, de coordination, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 16 (information du maire et du préfet des déclarations mentionnées au présent article) - **Avant l'art. 21**

(p. 2213) : demande le retrait de l'amendement de précision n° 134 de M. Alain Vasselle - **Art. 21** (*réduction d'impôt*) (p. 2214) : oppose l'article 40 à l'amendement n° 104 de M. Jean-Luc Bécart (application de la réduction d'impôt au bénéfice du locataire des logements créés par transformation de bureaux) - **Après l'art. 21** (p. 2215) : s'oppose aux amendements n° 46 de M. Philippe Marini (taxe sur les bureaux instituée le 1<sup>er</sup> janvier 1990 ; cas des locaux vacants depuis au moins trois mois) et n° 105 de M. Jean-Luc Bécart (rapport établi par le Conseil national de l'habitat sur les modalités d'application des articles 20 et 21 du présent projet de loi) - **Art. 22** (*charges de copropriété*) (p. 2218, 2219) : s'oppose aux amendements n° 125 de suppression de M. Claude Estier, et à ceux de M. Jean-Luc Bécart, n° 106 (nouvelle rédaction qui prévoit que le syndicat de copropriété constitué à la vente présente nécessairement le caractère d'un syndicat coopératif) et n° 107 (principe du rattachement des créances aux lots) - Sur l'amendement n° 148 de la commission (nouvelle rédaction) qu'il accepte, ses sous-amendements n° 155 : limitation dans le temps de l'effet du privilège spécial aux créances de l'année en cours et des quatre dernières années échues ; adopté ; et n° 156 : réduction de la période pendant laquelle les créances récentes du syndicat bénéficient d'une préférence par rapport à celles du vendeur ou du prêteur de deniers ; rejeté - Demande le retrait du sous-amendement n° 152 de M. Alain Lambert (limitation des effets du privilège aux créances de l'année courante et des deux dernières années échues) - **Art. 23** (*administration provisoire*) (p. 2222) : accepte les amendements de la commission, n° 149, n° 24 et n° 27 rédactionnels ; n° 23 (précision des modalités de désignation de l'administrateur provisoire), n° 25 (possibilité pour le syndic de saisir le président du tribunal) et n° 26 (limitation des pouvoirs de l'administrateur provisoire) - **Art. 24** (*commission départementale de l'aide personnalisée au logement*) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 108 de suppression ; et n° 109 (élaboration du plan régional du logement des personnes défavorisées pour la région d'Ile-de-France au plus tard le 31 décembre 1994) et accepte l'amendement n° 28 de la commission (nouvelle rédaction) - **Sur l'ensemble** (p. 2226) : progrès en matière de rapports locatifs - Logement des personnes défavorisées - Transformation des bureaux en logements - Remerciements.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 558 (93-94)]* - (5 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3497, 3498) : accepte le texte de la CMP - Vente d'HLM - Rapports locatifs - Logement des personnes sans abri - Copropriété - Annonces immobilières.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6491) : contexte économique difficile - Accession à la propriété - Mesures favorisant le retour de l'investissement vers la pierre - Dispositions fiscales - (p. 6492) : réhabilitation des logements anciens - Soutien au logement social - Aide au logement des plus démunis - (p. 6493, 6494) : logement dans les départements d'outre-mer - Investissements immobiliers - (p. 6509) : problèmes du logement - Exemple du département de l'Hérault - (p. 6510) : prêts locatifs aidés, PLA - Aides personnelles au logement - Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS - Logements neufs HLM - Neutralité fiscale entre les placements mobiliers et les placements immobiliers - (p. 6511) : débat sur le logement - 1 % logement - **Examen des crédits** - **Art. 61** (*aide personnalisée au logement*) (p. 6514, 6517) : ses amendements rédactionnels n° II-31 et n° II-32 ; adoptés - Limitation de la durée de la possibilité de rappel de droit - Alignement des conditions de versement de l'allocation personnalisée au logement sur celles des autres prestations familiales - Cas des logements foyers - Finistère - Logement social - Fonds de solidarité logement - S'oppose aux amendements n° II-25 de suppression de M. Robert Laucournet, n° II-28 de Mme Paulette Fost (abrogation des dispositions relatives à l'aide personnalisée au logement), ainsi qu'à sous-amendement n° II-33 de cette dernière modifiant l'amendement rédactionnel n° II-31 du Gouvernement - Demande le retrait de l'amendement n° II-26 de M. Josselin de Rohan (allongement à un an du délai de rappel de droit des allocataires de l'aide personnelle qui ont déposé tardivement leur dossier) - **Après l'art. 61** (p. 6520) : s'oppose à l'amendement n° II-29 de Mme

Paulette Fost (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'effort national pour le logement).

- **Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat** [n° 90 (94-95)] - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7852, 7853) : application de la loi d'orientation pour la ville - Programme local de l'habitat - Participation à la diversité de l'habitat - Proposition de loi de M. Gilles Carrez - **Question préalable** (p. 7862, 7863) : s'oppose à la motion n° 10 de Mme Paulette Fost, tendant à opposer la question préalable - **Art. 1<sup>er</sup>** (*simplification de la procédure d'élaboration du programme local de l'habitat*) (p. 7864, 7865) : s'oppose aux amendements n° 23 de suppression de M. Claude Estier et n° 11 de Mme Paulette Fost (relèvement du taux de participation des entreprises à l'effort de construction) - **Art. 2** (*modifications de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 7866) : accepte l'amendement n° 8 de la commission saisie pour avis (seuil unique de 3 500 habitants) et s'oppose à l'amendement n° 12 de Mme Paulette Fost (obligation pour les collectivités publiques de réaliser des logements sociaux) - **Après l'art. 2** (p. 7867, 7868) : accepte l'amendement n° 30 de M. Alain Lambert (suppression de la possibilité donnée au préfet d'exercer le droit de préemption urbain à la place du maire) et s'oppose aux amendements de Mme Paulette Fost n° 13 (suppression des suppléments de loyers) et n° 14 (suppression de l'article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation) - **Après l'art. 3** (p. 7869) : accepte l'amendement n° 21 de M. Alain Lambert (prolongation du délai de validité des permis de construire et des arrêtés de lotir) - **Art. 4** (*contribution financière des communes*) (p. 7870) : s'oppose à l'amendement n° 16 de Mme Paulette Fost (relèvement du taux de la contribution) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (utilisation de cette contribution à la réalisation de terrains d'accueil pour les gens du voyage) - **Après l'art. 4** (p. 7871) : s'oppose à l'amendement n° 28 de Mme Paulette Fost (réquisition de logements vides) - **Art. 5** (*modifications de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 7873, 7874) : accepte les amendements de la commission n° 3 (élargissement de la liste des catégories de logements sociaux) et n° 4 (réalisation de terrains d'accueil) - S'oppose aux amendements n° 17 de Mme Paulette Fost (évolution des plafonds de travaux), n° 31 de M. Alain Lambert (réalisation d'un minimum de logements locatifs pour les ménages à revenus modestes) ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier n° 25 de suppression et n° 26 (engagement des communes réduit aux logements financés par un prêt locatif aidé) - **Art. 3** (précédemment réservé p. 7869) (*modification de l'article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 7875) : s'oppose aux amendements n° 24 de suppression de M. Claude Estier et n° 15 de Mme Paulette Fost (révision cadastrale) - **Art. 6** (*rapport d'exécution*) (p. 7876) : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - **Art. 7** (*diminution des charges foncières*) (p. 7878) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (dépassement du coefficient d'occupation des sols) et s'oppose à l'amendement n° 29 de Mme Paulette Fost (taxe de droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail) - **Art. 8** (*suppression de la participation à la diversité de l'habitat*) (p. 7879) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (complément à la liste des abrogations) et s'oppose aux amendements n° 27 de suppression de M. Claude Estier et n° 18 de Mme Paulette Fost (augmentation de la contribution des institutions financières et des compagnies d'assurance) - **Après l'art. 8** (p. 7880, 7881) : accepte l'amendement n° 9 de la commission saisie pour avis (vente de logements HLM aux locataires) et s'oppose à l'amendement n° 19 de Mme Paulette Fost (délai de remboursement de la TVA) - Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (pourcentage de logements sociaux par commune) - **Art. 9** (*perte de recettes compensée ; rapport au Parlement ; supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7882) : s'oppose à l'amendement de rétablissement n° 20 de Mme Paulette Fost.

CHARMANT (Marcel), sénateur de la Nièvre (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO Lois et décrets* du 5 octobre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** [n° 543 (93-94)] - (5 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3534, 3535) : respect de la liberté individuelle - Vidéo-surveillance - Manifestations.

**Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 3 et annexe II** (*approbation de la programmation des moyens de la police nationale*) (p. 3576) : soutient l'amendement de suppression n° 109 de M. Claude Estier - **Art. 4** (*crédits prévus pour l'exécution de la programmation des moyens de la police nationale*) (p. 3580) : soutient l'amendement n° 110 de M. Claude Estier (création de mille emplois en 1995) - **Art. 6** (*institution dans une commune du régime de la police d'Etat*) (p. 3614) : intervient sur l'amendement n° 117 de M. Claude Estier (rétablissement à titre obligatoire de la police d'Etat dans les communes de plus de 10 000 habitants) - **Art. 8** (*vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public*) (p. 3636) : intervient sur les amendements identiques de suppression n° 46 de M. Charles Lederman et n° 120 de M. Claude Estier.

**Suite de la discussion** - (7 juillet 1994) - **Art. 8 (suite)** (*vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public*) (p. 3657) : sur l'amendement n° 17 de la commission (contrôle par la CNIL des enregistrements visuels de vidéo-surveillance), se déclare favorable au sous-amendement n° 296 de M. Charles Lederman - (p. 3660, 3661) : avis défavorable sur cet article - **Après l'art. 8** (p. 3664) : sur l'amendement n° 21 de la commission (information du public ; interdiction d'enregistrer des images d'entrée et de l'intérieur des immeubles d'habitation ; contrôle des enregistrements par toute personne concernée par ceux-ci), intervient sur le sous-amendement n° 297 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (I/informations sur l'emplacement des caméras ; II/mesures prises par le procureur de la République en cas de refus de l'autorité ou de la personne responsable de donner connaissance des enregistrements à toute personne filmée) - **Art. 10** (*gardiennage des immeubles*) (p. 3669, 3670) : soutient l'amendement de suppression n° 136 de M. Claude Estier - (p. 3676) : intervient sur l'amendement n° 137 de M. Claude Estier (respect des libertés individuelles et collectives) - **Art. 13** (*interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche des manifestations ; fouille préventive des véhicules*) (p. 3684) : soutient l'amendement n° 142 de M. Claude Estier (suppression du deuxième alinéa présenté pour l'article 2 bis précité qui autorise la fouille des véhicules) - **Art. 14** (*port ou transport d'artifices non détonants*) (p. 3696, 3697) : soutient l'amendement de suppression n° 144 de M. Claude Estier, ainsi que sur l'amendement rédactionnel n° 29 de la commission, le sous-amendement n° 145 de M. Claude Estier.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4696, 4697) : annulation par le Gouvernement actuel de l'implantation décidée par le Gouvernement de Pierre Bérégovoy d'un laboratoire des douanes à Nevers et d'un laboratoire de la concurrence et de la répression des fraudes à Roanne - Notion de « pays » - Décentralisation et démocratie locale - Répartition inégale de l'enseignement supérieur.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 3** (*Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire*)

(p. 4863) : sur l'amendement n° 28 de la commission (modification des compétences et de la composition), se déclare favorable au sous-amendement n° 392 de M. Claude Estier,

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5005) : intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (affirmation de la responsabilité de l'Etat) - (p. 5021) : intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays) et sur l'amendement n° 397 de M. Claude Estier (notion de pays - possibilité d'élection au suffrage universel des membres siégeant dans les établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre - conseil consultatif de quartier) - **Avant l'art. 8** (p. 5034) : votera l'amendement n° 81 retiré par la commission (relocalisation des établissements publics et des entreprises nationales) et repris par M. Gérard Delfau - (p. 5035) : intervient sur l'amendement n° 599 de la commission (exonération de l'impôt sur le revenu des primes ou indemnités allouées par l'Etat aux agents publics et aux salariés à l'occasion d'une opération de relocalisation hors de la région d'Ile-de-France à laquelle ils participent) - **Après l'art. 10** (p. 5068) : intervient sur l'amendement n° 401 de M. Claude Estier (rétablissement dans sa rédaction initiale de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 14 (Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale)** (p. 5113) : vote par le groupe socialiste de l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction érigeant le fonds en établissement public et limitant ses compétences aux dessertes aériennes intérieures) - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité)** (p. 5136) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 405 (exclusion du financement du réseau TGV) et n° 406 (financement des investissements routiers concourant aux objectifs de l'aménagement du territoire et du désenclavement).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 20** (p. 5299) : soutient l'amendement n° 413 de M. Claude Estier (suppression du lien entre les quatre taxes pour les groupements à fiscalité propre) - **Art. 21 (globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités locales)** (p. 5300) : soutient l'amendement de suppression n° 414 de M. Claude Estier.

→ **Rappel au règlement** : annonce par le Gouvernement du dépôt d'un amendement, rétablissant des dispositions abrogées de la loi Sapin, sur le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (8 novembre 1994) (p. 5272).

→ **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 25** (p. 7635) : intervient sur l'amendement n° 74 de M. Jacques-Richard Delong (application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale aux communes comptant plus de 10 000 habitants) modifié par le sous-amendement n° 229 de la commission.

→ **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture** [n° 106 (94-95)] - (16 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7674) : déception suscitée par ce texte - Missions du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT, et des centres départementaux de gestion - Mesures d'ordre disciplinaire - (p. 7675) : importance du dispositif réglementaire - Recrutement de contractuels à temps non complet - Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.

**CHAUMONT (Jacques)**, sénateur de la Sarthe (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse française de développement.

#### DÉPÔTS

**Rapport**, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 167 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 317 (93-94)] (6 avril 1994) - **Traités et conventions**.

**Rapport**, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 164 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 321 (93-94)] (6 avril 1994) - **Traités et conventions**.

**Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission effectuée au Viêt-Nam du 6 au 16 janvier 1994 [n° 470 (93-94)] (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Asie du Sud-Est**.

**Rapport**, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 420 (93-94)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 508 (93-94)] (15 juin 1994) - **Traités et conventions**.

**Rapport**, fait au nom de la commission des finances, sur les propositions de résolution, présentées en application de l'article 73 bis du Règlement :

1° par M. Xavier de Villepin sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B3 - Chapitres B3-4303 aspects sanitaires de l'abus de drogues et B3-440 mesures pour combattre l'abus de drogues) (n° E-263) ; 2° par M. Jacques Oudin sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B3 - Formation, jeunesse, culture, audiovisuel, information et autres actions sociales) (n° E-263) ; 3° par M. Jacques Oudin sur l'avant-projet du budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B2 - Actions structurelles, autres actions agricoles et régionales, transports et pêche) (n° E-263) ; 4° par M. Paul Masson sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B5 - Protection des consommateurs, marché intérieur, industrie et réseaux transeuropéens - Titre B5-8 - Coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures) (n° E-263) ; 5° par M. Jacques Genton sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Titre B7-01 - Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)) (n° 263) ; 6° par M. Jacques Oudin sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Titre 7-6 - Chapitre 7-60 - Coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale) (n° E-263) ; 7° par M. Jacques Genton sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 1 - A - Etat général des recettes - B - Financement du budget général) (n° E-260) ; [n° 618 (93-94)] (22 septembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Communautés européennes**.

**Rapport**, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 525 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Ghana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière



d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital [n° 10 (94-95)] (6 octobre 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 526 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 6 avril 1966 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale, modifiée par l'avenant du 25 février 1985 [n° 11 (94-95)] (6 octobre 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 3 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise en matière d'impôts sur les successions et les donations (ensemble un échange de lettres interprétatif) [n° 67 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires étrangères** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 1 (22 novembre 1994).

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement ;*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1103) - Ministère : Affaires étrangères - *Conférence ministérielle du GATT à Marrakech - GATT.*

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4270) - Ministère : Affaires étrangères - *Algérie - Politique internationale.*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 167 (93-94)]** - (14 avril 1994) - Rapporteur - Discussion générale : son intervention présentée par M. Emmanuel Hamel (p. 1130, 1131).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 164 (93-94)]** - (14 avril 1994) - Rapporteur - Discussion générale : son intervention présentée par M. Emmanuel Hamel (p. 1132).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2451, 2452) : revenus agricoles - Politique agricole commune, PAC ; avenir des primes - Négociations du GATT - Effort de réduction des charges des agriculteurs - Fiscalité agricole - Environnement ; programme de mise aux normes des bâtiments d'élevage.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 420 (93-94)]** - (21 juin 1994) - Rapporteur - Discussion générale Son intervention présentée par M. Emmanuel Hamel (p. 2731, 2732).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 6 avril 1966 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale, modifiée par l'avenant du 25 février 1985 [n° 526 (93-94)]** - (14 octobre 1994) - Rapporteur - Discussion générale (p. 4363) : au nom de la commission des finances, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le**

**Gouvernement de la République du Ghana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital [n° 525 (93-94)]** - (14 octobre 1994) - Rapporteur - Discussion générale (p. 4364) : au nom de la commission des finances, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - Suite de la discussion - (27 octobre 1994) - Discussion générale (p. 4783, 4785) ; politique des transports - Logement ; insuffisance du parc locatif en zone rurale - Place de la sécurité routière dans la politique d'aménagement du territoire - Création d'entreprises - Coopération intercommunale ; communautés de communes - Tourisme rural ; cite l'Association pour le développement de la vallée du Loir - Promotion du tourisme rural - Transmission de l'hôtellerie familiale - Environnement, urbanisme et préservation des sites.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 24 (simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale)** (p. 5347) : son amendement n° 182, soutenu par M. Joseph Ostermann : élection par les conseils municipaux des délégués au conseil de la communauté de communes ; retiré.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise en matière d'impôts sur les successions et les donations (ensemble un échange de lettres interprétatif) [n° 3 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - Rapporteur - Discussion générale : son intervention présentée par M. Emmanuel Hamel (p. 5592, 5593).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie ;*

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6988, 6990) : annulation de crédits - Rapport de la Cour des comptes - Moyens en personnels - Centre de conférences internationales - Contributions internationales - Français de l'étranger - Secteur de l'audiovisuel - Assistance militaire - Organisation des structures - Ministère de la coopération - Union européenne - Relations internationales - Accepte les crédits de ce budget - **Examen des crédits - Etat C - Titre V** (p. 7032) : son amendement n° II-53 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de 10 000 francs ; retiré.

**CHÉRIOUX (Jean)**, sénateur de Paris (RPR).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (JO Lois et décrets du 13 octobre 1994) ; puis président (JO Lois et décrets du 19 octobre 1994).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la mutualité.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994) :

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (14 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 67 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 236 (93-94)] (12 janvier 1994) - **Médecine**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, instituant un règlement municipal d'aide social [n° 484 (91-92)] (2 juillet 1992) - Reprise le 6 avril 1994 - **Collectivités territoriales**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 354 (92-93)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale, à la procréation et au diagnostic prénatal [n° 395 (93-94)] (4 mai 1994) - **Médecine**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal [n° 497 (93-94)] (9 juin 1994) - **Médecine**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 503 (93-94)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise [n° 555 (93-94)] (29 juin 1994) - **Participation des salariés**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la participation des salariés dans l'entreprise [n° 597 (93-94)] (8 juillet 1994) - **Participation des salariés**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Politique familiale** - [n° 83 (94-95)] tome 3 (22 novembre 1994).

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1114) - Ministère : Santé - **Opération Sidaction - Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA)**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - Rapporteur pour le projet n° 67 (92-93) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 101, 104) .

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 101) : rapport Mattei - Courage politique du Gouvernement - Caractère lacunaire du régime juridique - (p. 102) : définition des principes devant régir les pratiques d'assistance médicale à la procréation - Dérives malgré les chartes éthiques - Cadre juridique lacunaire des activités de prélèvement et de greffe - Moralisation des activités de transplantation - Fécondation *in vitro* avec transfert d'embryon - Conséquences sur le plan démographique et sur les finances

sociales - (p. 103) : absence de finalité eugénique - Définition du couple pouvant recourir aux techniques d'assistance médicale à la procréation - Recherches sur l'embryon - Diagnostic préimplantatoire - Proposition d'amendements et de modifications de l'architecture générale du texte par la commission des affaires sociales - Conditions de recours à l'assistance médicale à la procréation - Principe de stabilité du couple - (p. 104) : limitation de la conception d'embryons surnuméraires - Rôle de l'autorité judiciaire pour la procédure d'accueil d'embryons - Souci de l'enfant à naître - Destruction des embryons - Interdiction du diagnostic préimplantatoire - Interdiction de la recherche sur l'embryon.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - Rapporteur pour le projet de loi n° 67 (92-93) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 101, 104) .

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - Rapporteur pour le projet de loi n° 67 (92-93) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 152) : négation de la remise en cause de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - Rapporteur pour le projet de loi n° 67 (92-93) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 152).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - Rapporteur pour le projet de loi n° 67 (92-93) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 152).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - Rapporteur - Avant l'art. 1<sup>er</sup> A (p. 165) : s'oppose à l'amendement n° 163 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (principe selon lequel toutes les opérations liées à l'utilisation des parties du corps humain et à la procréation médicalement assistée sont soustraites à la recherche d'un but luratif) - **Art. 1<sup>er</sup> A (Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 167) : son amendement de suppression n° 28 ; adopté - (p. 168) : s'oppose aux amendements identiques, n° 1 du Gouvernement, n° 126 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis et n° 192 de M. Franck Sérusclat (limitation du champ de compétences du Comité) ainsi qu'à l'amendement n° 164 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (modification de l'étendue des attributions du Comité) - (p. 169) : s'oppose aux amendements, n° 165 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (maintien des prérogatives du Comité aux secteurs de la biologie et de la médecine), n° 2 du Gouvernement (saisine du Comité), n° 132 de M. Alain Vasselle sur le même objet et n° 193, rédactionnel, de M. Franck Sérusclat - (p. 170) : considère les amendements identiques, n° 3 du Gouvernement et n° 194 de M. Franck Sérusclat (suppression de l'alinéa relatif à la consultation du Comité sur les projets de loi relatifs à la recherche dans les domaines de la biologie, de la médecine et de la santé) satisfaits par son amendement de suppression n° 28 - S'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 166 (participation du Comité au développement de la formation à l'éthique médicale) et n° 167 (introduction de la notion de pluralisme des opinions et des compétences dans la composition du Comité) -

(p. 171) ; s'oppose à l'amendement de précision n° 133 de M. Alain Vasselle - **Art. 1<sup>er</sup>** (modification de l'intitulé du livre VI du code de la santé publique) (p. 174) ; son amendement n° 29 ; nouvelle rédaction de l'intitulé du livre VI : don et utilisation des éléments et produits du corps humain ; adopté - **Art. 2** (création au sein du livre VI du code de la santé publique d'un titre I<sup>er</sup> relatif aux principes communs applicables au don et à l'utilisation des éléments du corps humain) (p. 175) ; son amendement de suppression n° 30 ; adopté - **Art. 3** (principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain) (p. 176) ; son amendement n° 31 ; insertion d'un titre I<sup>er</sup> faisant référence aux principes généraux et modification des références à certains articles ; adopté - **Art. L. 666-1 du code de la santé publique** (application des principes généraux du code civil relatifs au respect du corps humain) (p. 177) ; son amendement rédactionnel n° 32 ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose aux sous-amendements n° 195 de M. Franck Sérusclat et n° 262 de M. Alain Vasselle - **Art. L. 666-2 du code précité** (principe de consentement) (p. 179) ; son amendement rédactionnel n° 33 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 196 de M. Franck Sérusclat qu'il accepte - Sur son amendement précité, s'oppose au sous-amendement n° 168 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis - **Art. L. 666-3 du code précité** (interdiction de la publicité) (p. 181) ; s'oppose à l'amendement n° 197 de M. Franck Sérusclat (substitution des mots : « du prélèvement des parties et de la collecte » aux mots : « du don de parties ») - Son amendement rédactionnel n° 34 ; adopté - (p. 182) ; s'oppose aux amendements n° 169 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis (mission du ministère de la santé) et n° 198 de M. Franck Sérusclat (information devant accompagner le principe du consentement présumé) - **Art. L. 666-4 du code précité** (principe de gratuité du don) (p. 183) ; son amendement de coordination n° 35 ; adopté - **Art. L. 666-5 du code précité** (principe de l'anonymat du don) ; son amendement de coordination n° 36 ; adopté - **Art. L. 666-6 du code précité** (garanties sanitaires) (p. 184) ; accepte l'amendement n° 4 du Gouvernement (renforcement des règles de sécurité sanitaire applicables aux parties et produits du corps humain utilisés à des fins thérapeutiques) - Son amendement rédactionnel n° 37 ; retiré - **Après l'art. 3** ; son amendement n° 38 ; sanctions pénales applicables en matière de collecte de sang et de transfusion sanguine ; adopté - **Art. 4** (prélèvement et transplantation d'organes) (p. 187) ; son amendement rédactionnel n° 39 ; adopté - **Art. L. 667-2 du code précité** (application réglementaire) ; son amendement rédactionnel n° 40 ; adopté - (p. 188) ; sur celui-ci s'oppose au sous-amendement n° 202 de M. Franck Sérusclat - **Art. L. 667-3 du code précité** (conditions de prélèvement) ; accepte l'amendement rédactionnel n° 182 de M. Claude Huriet - **Art. L. 667-4 du code précité** (interdiction des prélèvements d'organes sur les mineurs et les majeurs protégés) (p. 189) ; accepte l'amendement rédactionnel n° 170 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis - **Art. L. 667-5 du code précité** (conditions du prélèvement de moelle osseuse sur un mineur) ; son amendement n° 41 ; dissociation du consentement des parents devant le juge et de l'expression de la volonté du mineur ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 263 de M. Alain Vasselle - **Art. L. 667-6 du code précité** (composition et modalités de délibération du comité habilité à autoriser les prélèvements de moelle osseuse sur mineurs) (p. 190) ; ses amendements n° 42 et n° 257, rédactionnels, et n° 43 ; absence de motivation pour les décisions de refus d'autorisation prises par le comité d'experts ; adoptés - **Art. L. 667-7 du code précité** (conditions des prélèvements post-mortem) (p. 191) ; s'oppose aux amendements n° 206 de M. Franck Sérusclat (retour au système du consentement présumé) et n° 135 de M. Alain Vasselle (précision du refus ou de l'acceptation du prélèvement par un écrit manuscrit) - Son amendement n° 44 ; système du consentement présumé et recours au témoignage de la famille ; adopté - (p. 192) ; s'oppose aux amendements n° 171 (mission d'information du gouvernement) et n° 172 (solicitation de chaque citoyen pour exprimer son consentement ou son refus pour un prélèvement d'organe) de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis ainsi qu'au n° 136 de M. Alain Vasselle (définition de la notion de famille) et demande le retrait de l'amendement n° 183 de M. Claude Huriet (précisions relatives au médecin devant recueillir le témoignage de la famille du défunt sur la volonté de ce dernier) - Ses amendements n° 45 ; suppression de la référence aux proches ; et de conséquence n° 46 ; adoptés - (p. 193) ; garan-

ties apportées en contrepartie de la présomption de consentement - (p. 196) ; s'oppose à l'amendement n° 173 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis (décision par le Parlement de l'opportunité de rendre obligatoire avant tout prélèvement le consentement explicite, lors de l'évaluation de la présente loi) - **Art. L. 667-8 bis du code précité** (prélèvements à des fins scientifiques) (p. 197) ; accepte l'amendement de suppression n° 127 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis - **Art. L. 667-9 du code précité** (séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation) ; son amendement n° 48 ; dissociation entre le médecin constatant la mort, celui opérant le prélèvement et celui effectuant la transplantation ; adopté après modification par les sous-amendements du Gouvernement n° 259 (distinction entre le médecin constatant la mort et celui effectuant le prélèvement) et n° 268 (impossibilité pour le même médecin d'effectuer le prélèvement et la transplantation), qu'il accepte - **Art. L. 667-11 du code précité** (régime d'autorisation des établissements effectuant des prélèvements d'organes) (p. 202, 203) ; s'oppose, après un long débat en commission, aux amendements identiques, n° 174 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis et n° 208 de M. Franck Sérusclat (prélèvement et transplantation autorisés dans les seuls établissements de santé participant au service public hospitalier) - (p. 204) ; son amendement n° 49 ; autorisation administrative pour le prélèvement après avis du comité régional de l'organisation sanitaire et sociale ; retiré - (p. 205) ; s'oppose à l'amendement n° 138 de M. Alain Vasselle (durée et révision de l'autorisation) - **Art. L. 667-13 du code précité** (conditions techniques, sanitaires et médicales de l'autorisation d'effectuer des prélèvements d'organes) ; son amendement de coordination n° 50 ; adopté - (p. 206) ; accepte l'amendement n° 270 du Gouvernement (conditions devant être remplies par les établissements de santé pour procéder à des prélèvements) - **Art. L. 667-13 bis du code précité** (organes susceptibles d'être conservés) ; son amendement de coordination n° 51 ; adopté - **Art. L. 667-14 du code précité** (liste nationale des personnes en attente d'une transplantation d'organes) ; son amendement de suppression n° 52 ; adopté - **Art. L. 667-15 du code précité** (régime d'autorisation des établissements effectuant des transplantations d'organes) ; son amendement n° 53 ; exclusion de l'application pour les dispositions relatives aux autorisations tacites hospitalières ; adopté - (p. 207) ; son amendement rédactionnel n° 253 ; adopté - **Art. 5** (dispositions relatives aux tissus et produits) (p. 208) ; son amendement de conséquence n° 54 ; adopté - **Art. L. 668-1 du code précité** (champ d'application des dispositions légales concernant les tissus et produits) ; son amendement n° 55 ; régime juridique des déchets opératoires et application pour les déchets des principes généraux applicables aux dons ; adopté - (p. 209) ; s'oppose à l'amendement n° 209 de M. Franck Sérusclat (substitution des mots : « d'une utilisation à finalité thérapeutique » aux mots « d'un don ») - **Art. L. 668-3 du code précité** (application réglementaire) ; son amendement rédactionnel n° 56 ; adopté - **Art. L. 668-6 du code précité** (conditions des prélèvements post-mortem de tissus et produits) (p. 210) ; s'oppose à l'amendement n° 211 de M. Franck Sérusclat (impossibilité de prélever des tissus sur les personnes décédées) - Son amendement n° 57 ; autorisation des prélèvements à finalité scientifique ; adopté - **Art. L. 668-9 du code précité** (conditions de fonctionnement des établissements effectuant des prélèvements de tissus) (p. 211) ; son amendement de conséquence n° 59 ; adopté - **Art. L. 668-10 du code précité** (autorisation des activités de transformation ou de conservation de tissus) (p. 212) ; accepte l'amendement n° 6 du Gouvernement (ouverture au secteur privé à titre exceptionnel de la possibilité de développer des activités nouvelles exigeant des investissements importants) et sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 264 de M. Alain Vasselle - **Art. L. 668-11 du code précité** (réglementation de la distribution et de la cession des tissus et cellules) (p. 214) ; s'oppose à l'amendement n° 175 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis (assujettissement pour les opérations sur les tissus et cellules à des règles éthiques exclusivement) - Son amendement de coordination n° 62 ; adopté - **Art. L. 668-11 bis du code précité** (liste nationale des personnes en attente de greffe de tissus et de cellules) ; son amendement de suppression n° 63 ; adopté - **Art. L. 668-12 du code précité** (régime d'autorisation des établissements effectuant des greffes de tissus et de cellules) (p. 215) ; accepte l'amendement n° 131 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (possibilité

de greffer des tissus à des fins thérapeutiques limitée aux établissements de santé) - *Art. L. 668-13 du code précité (conditions de délivrance des autorisations)* (p. 217) : s'oppose à l'amendement n° 176 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (exclusion des considérations financières de l'ensemble des critères retenus pour l'octroi des autorisations) - Son amendement de coordination n° 64 ; adopté - *Art. 5 bis (comité de transparence)* (p. 218) : son amendement de suppression n° 65 ; adopté - *Art. 6 (coordination)* : son amendement de coordination, n° 66 ; adopté - *Art. 7 (assistance médicale à la procréation)* (p. 219) : son amendement de suppression n° 67 ; adopté.

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - Rapporteur - *Art. 8 (dispositions communes)* (p. 232) : son amendement n° 68 : insertion des dispositions inscrites à l'article 8 dans un nouveau chapitre du livre II du code de la santé publique ; adopté - *Art. L. 671-1 du code de la santé publique (définition de la procréation médicalement assistée)* (p. 235) : son amendement de précision n° 69 ; adopté - (p. 236) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 189 de M. Bernard Seillier (arrêt du recours à la fécondation *in vitro*) - *Art. L. 671-2 du code précité (finalité de la procréation médicalement assistée)* (p. 238) : son amendement n° 70 : substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple ; adopté - (p. 240) : s'oppose aux amendements n° 177 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (modalités d'autorisation d'implantation d'embryons en cas de décès brutal du conjoint) et n° 218 (distinction entre deux motifs de recours à la procréation médicalement assistée), n° 228 (distinction entre l'« embryon » et le « zygote ») et n° 219 (détermination des conditions d'application de l'article par un décret en Conseil d'Etat) de M. Franck Sérusclat - *Art. L. 671-2 bis du code précité (conception *in vitro*)* (p. 250) : son amendement n° 71 : cadre et finalité de la conception d'embryon *in vitro* ; adopté après modification par le sous-amendement n° 271 du Gouvernement (suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons conservés) - (p. 253) : sur son amendement n° 71 précité, s'oppose au sous-amendement n° 233 de M. Bernard Seillier (interdiction de la congélation d'embryons) et accepte le sous-amendement n° 271 du Gouvernement (suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons conservés) - *Après l'art. L. 671-2 bis du code précité* (p. 258) : accepte l'amendement n° 272 du Gouvernement (possibilité pour un couple de consentir, à titre exceptionnel, à l'accueil des embryons conservés par un autre couple) - (p. 259) : son amendement n° 73 : procédure d'accueil d'embryons ; adopté après modification par le sous-amendement n° 273 du Gouvernement (garanties apportées à l'amendement n° 73 précité) - (p. 260) : sur son amendement n° 73, précité, s'oppose au sous-amendement n° 190 de M. Bernard Seillier (procédure de recours préalable à la procréation médicalement assistée) et accepte le sous-amendement n° 273 du Gouvernement (garanties apportées à l'amendement n° 73 précité) - *Avant l'art. L. 671-2 ter du code précité* (p. 262) : son amendement n° 74 : assistance médicale à la procréation avec tiers donneur ; adopté - *Art. L. 671-2 ter du code précité (interdiction de l'utilisation commerciale et industrielle de l'embryon)* : son amendement n° 75 : impossibilité d'utiliser ou de concevoir un embryon à des fins industrielles ou commerciales ; adopté - *Après l'art. L. 671-3 bis du code précité* (p. 264) : accepte l'amendement n° 18 du Gouvernement (interdiction absolue de l'expérimentation portant atteinte à l'intégrité des embryons) et sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 187 de M. Pierre Laffitte (conditions de réalisation des études sur l'embryon) - *Art. L. 671-3 du code précité (responsabilité d'un praticien agréé)* (p. 270) : son amendement rédactionnel n° 77 ; adopté - *Art. L. 671-3 bis du code précité (information des couples)* (p. 271) : ses amendements n° 78, rédactionnel, et n° 79 : suppression du nouvel entretien médical dans le cas où le couple souhaiterait arrêter la conservation d'embryons ; retirés au profit de l'amendement n° 19 du Gouvernement (procédure suivie avant la mise en œuvre de l'assistance médicale à la procréation), qu'il accepte - (p. 272) : sur les amendements de M. Franck Sérusclat, s'oppose aux n° 223 (nécessité de contrôler la conformité de l'indication médicale), n° 224 (information

par le médecin des modalités du consentement à la procréation médicalement assistée), n° 225 (rappel des possibilités ouvertes par la loi en matière d'adoption), de coordination n° 227, et accepte le n° 226 (suppression du qualificatif « éventuelle » associé à la pénibilité du parcours en vue d'une procréation médicalement assistée) - *Après l'art. 8* (p. 273) : son amendement n° 80 : sort des embryons non implantés ; adopté - (p. 274) ; refus de la décongélation des embryons - Centres de conservation des embryons - Double dispositif visant à encadrer la création d'embryons surnuméraires et destiné à l'accueil par des couples des embryons ne faisant plus l'objet d'un projet parental - (p. 275) : souci de réduire le nombre des embryons surnuméraires.

**Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - Rapporteur - *Art. 9 (don de gamètes)* (p. 289) : son amendement n° 81 : insertion des dispositions relatives au don de gamètes dans le livre VI du code de la santé publique, consacré au don et à l'utilisation des organes, tissus et cellules du corps humain ; adopté - (p. 290) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 191 de M. Bernard Seillier, ainsi qu'aux amendements de M. Franck Sérusclat n° 232 (accès à des données génétiques, sans lever l'anonymat) et n° 200 (transmission d'informations génétiques concernant le donneur) - Sur son amendement n° 81, s'oppose au sous-amendement n° 269 de M. Alain Vassellette (définition des couples) - (p. 295) : couple donneur et couple receveur - *Art. 10 (autorisation des activités de procréation médicalement assistée)* (p. 299) : son amendement n° 82 : introduction des dispositions de l'article 10 dans le livre II du code de la santé publique ; adopté - *Art. L. 673-1 du code de la santé publique (régime d'autorisation des activités de procréation médicalement assistée)* (p. 300) : ses amendements n° 83, rédactionnel, et n° 84, de conséquence ; adoptés - Accepte l'amendement n° 20 du Gouvernement (distinction entre les établissements susceptibles d'effectuer des activités cliniques, d'une part, et des activités biologiques, d'autre part) et s'oppose à l'amendement n° 235 de M. Franck Sérusclat (établissement de santé pratiquant les activités cliniques et biologiques de procréation médicalement assistée) - (p. 301) : ses amendements n° 254 : suppression des dispositions relatives au don de gamètes ; et n° 85 : mise en conformité du texte avec les dispositions retenues dans le projet de loi relatif à la santé publique ; adoptés - (p. 302) : son amendement n° 86 : règles de fonctionnement des activités d'assistance médicale à la procréation déterminées par un décret en Conseil d'Etat ; adopté - Accepte l'amendement n° 22 du Gouvernement (consultation simultanée de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale) - *Art. L. 673-3 du code précité (Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal)* (p. 303) : s'oppose à l'amendement n° 178 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (présence des représentants des associations familiales, du planning familial et des organisations féminines au sein de la Commission) - Son amendement n° 87 : présidence de la Commission ; adopté - *Après l'art. L. 673-5 du code précité* : s'oppose à l'amendement n° 240 de M. Franck Sérusclat (institution d'un comité de transparence chargé de participer à l'évaluation et au suivi des activités de procréation médicalement assistée) - *Après l'art. 10* (p. 304) : s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Franck Sérusclat (création d'une section IV relative au consentement à la procréation médicalement assistée et d'une section V relative aux droits de l'enfant né de cette procréation) - **Demande de réserve** (p. 305) : demande la réserve de l'amendement n° 179 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, tendant à insérer un article additionnel avant l'article 10 bis, jusqu'après l'examen de ce dernier - *Art. 10 bis (diagnostic prénatal)* (p. 306) : ses amendements n° 88 : insertion des dispositions relatives au diagnostic prénatal dans le chapitre IV du titre 1<sup>er</sup> du livre II du code de la santé publique relatif aux actions de prévention concernant l'enfant ; et n° 89 : diagnostic prénatal sur l'embryon *in utero* ; adoptés - (p. 307) : absence de lien systématique entre le diagnostic prénatal et l'interruption volontaire de grossesse - (p. 308) : accepte l'amendement n° 23 du Gouvernement (distinction entre les activités cliniques et biologiques du diagnostic prénatal) - Son amendement de conséquence n° 90 ; retiré - Son amendement n° 91 : interdiction de tout diagnostic préimplantatoire ; adopté - (p. 309) : s'oppose à l'amendement n° 242 de M. Franck Sérusclat (évaluation a posteriori de l'activité médicale par la tenue des

registres dans le domaine du diagnostic prénatal) - (p. 310) : intervention thérapeutique, but unique du diagnostic préimplantatoire - (p. 311, 312) : suppression des dispositions contradictoires par le biais de son amendement n° 91 précité - **Art. 11** (*création d'un titre relatif aux sanctions pénales et administratives*) (p. 313) : son amendement de suppression n° 92 ; adopté - **Art. 12** (*sanctions administratives et pénales relatives à l'utilisation des organes, tissus et produits du corps humain*) (p. 314) ; son amendement n° 93 : regroupement dans un même chapitre des sanctions relatives aux organes, aux tissus et aux cellules ; adopté - **Art. L. 681-1 du code précité** (*procédure de retrait de l'autorisation afférente à l'activité de prélèvement et de greffe d'organes ou de tissus*) (p. 315) : son amendement de conséquence n° 94 ; adopté - **Art. L. 681-2 à L. 681-8 du code précité** (*sanctions pénales*) (p. 315 à 318) : ses amendements n° 95 et n° 96 : respect des exigences du nouveau code pénal ; n° 97, de coordination ; n° 258, rédactionnel ; n° 255 : harmonisation des dispositions du projet de loi avec la législation actuellement applicable au sang ; n° 98, n° 256, n° 99, n° 100, n° 101, n° 102, n° 103, n° 104 et n° 105, de coordination ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 155 de M. Alain Vasselle (augmentation des peines) - **Après l'art. 12** : ses amendements n° 106 et n° 107 : sanctions applicables en cas de méconnaissance des dispositions relatives au don et à l'utilisation du sang humain et des gamètes ; adoptés - **Art. 13** (*sanctions administratives et pénales relatives à la procréation médicalement assistée*) (p. 319) : son amendement n° 108 : insertion dans le livre II, des sanctions afférentes aux dispositions relatives à l'assistance médicale et à la procréation ; adopté - **Art. L. 682-1 du code précité** (*retrait d'autorisation*) : ses amendements n° 109 et n° 110, de coordination ; adoptés - Accepte l'amendement n° 24 du Gouvernement (mesure administrative immédiate en cas de violation grave des dispositions de la loi) - **Après l'art. L. 682-1 du code précité** : son amendement n° 111 : sanctions en cas d'exercice d'activité d'assistance médicale à la procréation sans octroi préalable d'autorisation ; adopté - **Art. L. 682-2 du code précité** (*sanctions applicables en matière de don de gamètes*) : son amendement de suppression n° 112 ; adopté - (p. 321) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 245 de M. Franck Sérusclat - **Avant l'art. L. 682-3 du code précité** : son amendement n° 113 : sanctions concernant la procédure d'accueil ; adopté - **Art. L. 682-3 du code précité** (*sanctions applicables en cas d'obtention d'embryons contre paiement*) : son amendement n° 114 : suppression de la référence aux gamètes et aggravation des sanctions ; adopté - **Art. L. 682-4 du code précité** (*sanctions en cas de divulgation d'information levant l'anonymat du donneur et du receveur*) (p. 322) : son amendement n° 115 : aggravation des sanctions ; adopté après modification par le sous-amendement n° 248 de M. Franck Sérusclat qu'il accepte - (p. 323) : sur son amendement n° 115 précité, s'oppose au sous-amendement n° 278 de M. Alain Vasselle (aggravation de la peine applicable à toute personne divulguant une information) - **Art. L. 682-5 du code précité** (*sanctions en matière de don de gamètes effectué sans procéder au test de dépistage des maladies transmissibles et génétiques*) : son amendement de suppression n° 116 ; adopté - **Art. L. 682-6 du code précité** (*sanctions en cas de pratique d'activités d'assistance médicale à la procréation à des fins autres que celles de remédier à la stérilité d'un couple*) : son amendement n° 117 : renforcement des sanctions ; adopté - **Art. L. 682-7 du code précité** (*sanctions en cas d'insémination par sperme frais*) : son amendement n° 118 : harmonisation avec les dispositions relatives aux gamètes ; retiré - Accepte l'amendement n° 25 du Gouvernement (sanctions en cas de conception *in vitro* et d'utilisation d'embryons à des fins commerciales ou industrielles) - (p. 325) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 250 de M. Franck Sérusclat (suppression des mots : « mais provenant d'un don »), déposé sur l'amendement du Gouvernement n° 25 précité - **Art. L. 682-7 bis du code précité** (*sanction en matière d'interruption volontaire de grossesse*) : son amendement de suppression n° 119 ; adopté - **Art. L. 682-8 du code précité** (*sanction en cas d'exercice d'activités d'assistance médicale à la procréation sans octroi préalable d'une autorisation*) : son amendement de suppression n° 120 ; adopté - **Art. L. 682-9 du code précité** (*peine complémentaire d'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou sociale*) (p. 326) : son amendement de suppression n° 121 ; adopté - **Paragraphe additionnel** : son amendement n° 122 : sanction pour les auteurs des infractions relatives à la

recherche sur l'embryon et au diagnostic préimplantatoire ; adopté - **Art. 14** (*dispositions transitoires*) : son amendement de conséquence n° 123 ; adopté - **Art. 16** (*évaluation de la loi et nouvel examen par le Parlement*) (p. 328) : s'oppose à l'amendement n° 180 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (révision de la loi dans un délai de deux ans) - Son amendement de précision n° 124 ; adopté - **Intitulé du projet de loi** (p. 329) : son amendement n° 125 : nouvel intitulé : « projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal » ; adopté :

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A** (*primauté de la personne humaine*) (p. 358) : rôle du législateur - Respect de l'embryon.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)]** - (17 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) (p. 1587, 1589) : différences entre les textes adoptés par le Sénat en première lecture et par l'Assemblée nationale en deuxième lecture - Propositions de la commission des affaires sociales - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> A** (p. 1609) : s'oppose à l'amendement n° 81 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (soustraction de l'ensemble des actes énumérés dans le projet de loi à toute finalité lucrative et à toute pratique eugénique) - **Art. 3** - **Art. L. 665-12 du code de la santé publique** (*interdiction de publicité*) (p. 1610) : accepte l'amendement n° 66 de M. Franck Sérusclat (suppression de l'interdiction de publicité au profit d'un établissement ou organisme déterminé) - (p. 1611) : accepte l'amendement n° 82 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (modalités de l'information du public en faveur du don de parties et de produits du corps humain) - **Art. L. 665-13 du code précité** (*principe de gratuité du don*) : son amendement n° 1 : substitution à la notion d'avantage pécuniaire de celle de paiement ; adopté - **Avant l'art. 4** (p. 1612) : son amendement n° 2 : établissement français des greffes ; adopté - **Art. 4** - **Art. L. 671-7 du code précité** (*conditions des prélèvements post-mortem*) (p. 1613) : son amendement n° 3 : suppression des dispositions instituant un registre recensant les refus de prélèvement d'organes ; adopté - (p. 1617) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Alain Vasselle (recueil impératif par le médecin du témoignage de la famille sur la volonté du défunt) - Son amendement n° 4 : suppression de la référence aux proches ; adopté - **Art. L. 671-9 du code précité** (*prélèvements à des fins scientifiques*) (p. 1619) : son amendement n° 5 : suppression du régime spécifique, au regard du consentement, pour ce qui concerne les prélèvements scientifiques et les autopsies médicales ; adopté - **Art. L. 671-10 du code précité** (*séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation*) (p. 1621) : ses amendements rédactionnels n° 6 et n° 7 ; adoptés - **Art. L. 671-12 du code précité** (*régime d'autorisation des établissements effectuant des prélèvements d'organes*) : s'oppose à l'amendement n° 83 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (délivrance de l'autorisation exclusivement pour les établissements à but non lucratif) - **Art. L. 671-13 du code précité** (*interdiction de la rémunération à l'acte pour les prélèvements d'organes*) : son amendement n° 8 : remplacement de la notion d'avantage pécuniaire ou en nature par celle de rémunération à l'acte ; adopté - **Art. L. 671-17 du code précité** (*interdiction de la rémunération à l'acte des activités de transplantation d'organes*) (p. 1622) : son amendement n° 9 ayant le même objet que son amendement n° 8, précité, à l'article L. 671-13 ; adopté.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Deuxième lecture [n° 355 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (93-94) (p. 1587, 1589).

- **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale**

(commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (p. 1587, 1589).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)] - Suite de la discussion - (18 mai 1994) - Rapporteur - Art. 5 - Art. L. 672-4 du code précité (conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant) (p. 1633, 1634) :** s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Jean Bernard (possibilité pour les personnes victimes d'un viol de demander à l'autorité judiciaire la réalisation d'un test de l'immunodéficience humaine sur le violeur) - Art. L. 672-6 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem des tissus et produits) (p. 1635) : son amendement n° 10 : suppression de la référence à l'article L. 665-15 ; adopté - Art. L. 672-7 du code précité (autorisation des établissements effectuant des prélèvements de tissus et cellules du corps humain) (p. 1635) : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - Art. L. 672-8 du code précité (interdiction de la rémunération à l'acte) (p. 1636) : son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté - Art. L. 672-10 du code précité (autorisation des activités de transformation ou de conservation de tissus) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Claude Huriet (coopération entre structures publiques et privées) - Après l'art. L. 672-10 du code précité (p. 1637) : son amendement n° 105 : produits cellulaires ; adopté - Art. 5 bis A (produits cellulaires) : son amendement de suppression n° 106 ; adopté - Après l'art. 5 bis ; accepte l'amendement n° 58 du Gouvernement (identification au sein des produits sanguins labiles des catégories de cellules utilisées - établissements pouvant préparer ces produits) , sous réserve de son sous-amendement n° 110 : catégorie autonome de produits sanguins pour certaines cellules souches ; adopté - Art. 8 (assistance médicale à la procréation) - Art. L. 152-1 du code précité (définition de l'assistance médicale à la procréation) (p. 1640) : accepte l'amendement n° 87 de M. Claude Huriet (retour au texte adopté par le Sénat en première lecture) - Art. L. 152-2 du code précité (finalité de l'assistance médicale à la procréation) : sur les amendements de M. Franck Sérusclat, s'oppose au n° 70 (remplacement des mots : « à la demande parentale » par les mots : « au projet parental ») et accepte le n° 71 (remplacement du mot : « constaté » par le mot : « diagnostiqué ») - (p. 1641) : son amendement n° 13 : retour à la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture relative à la stabilité du couple et à l'âge de ses membres ; adopté - Art. L. 152-3 du code précité (conception *in vitro*) (p. 1644) : ses amendements n° 14 : rétablissement de la disposition affirmant le principe de l'implantation dans les huit jours ; n° 15 : justification de la conservation des embryons par des raisons médicales ; n° 16 : suppression de la disposition autorisant l'arrêt de la conservation des embryons ; n° 17 : suppression de la disposition prévoyant la consultation annuelle des parents sur le maintien de la demande de conservation ; et n° 18 : suppression de la disposition limitant à cinq ans la durée de conservation ; adoptés - (p. 1646) : évolution de la situation - (p. 1650) : conservation des embryons - Art. L. 152-4 du code précité (procédure d'accueil d'embryons) (p. 1653) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Franck Sérusclat (suppression du premier alinéa relatif à la procédure d'accueil de l'embryon) - Son amendement n° 19 : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - Art. L. 152-5 du code précité (procédure d'accueil de l'embryon) (p. 1655) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Franck Sérusclat (suppression des mots : « sans recours à un tiers donneur ») - (p. 1656) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Franck Sérusclat (conditions dans lesquelles un couple peut décider de consentir au don d'embryon) - (p. 1658) : son amendement de conséquence n° 20 ; adopté - Art. L. 152-8 du code précité (interdiction des recherches sur l'embryon) (p. 1660) : s'oppose aux amendements n° 77 de M. Franck Sérusclat (finalité des expérimentations sur l'embryon), n° 84 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (encadrement de l'expérimentation sur l'embryon) et n° 63 de M. Alain Vasselle (modalités d'exercice des études sur l'embryon) - Accepte l'amendement n° 88 de M. Claude Huriet (retour au texte adopté par le Sénat en première lecture) - Son amendement n° 21 ; encadrement des études sur l'embryon ; adopté - Art. L. 152-10 du code précité

(information des couples) (p. 1662) ; son amendement n° 22 : définition des modalités d'expression du consentement devant le juge ou devant le notaire par le code civil ; adopté - (p. 1663) : sur son amendement n° 22 précité, s'oppose au sous-amendement n° 109 de M. Franck Sérusclat (appel au juge aux affaires familiales plutôt qu'au juge ou au notaire) - Art. 8 bis (sort des embryons non implantés) (p. 1664) : son amendement n° 23 : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 78 de M. Franck Sérusclat - Art. 9 - Art. L. 673-5 du code précité (statut des établissements pratiquant le recueil, le traitement, la conservation et la cession des gamètes) (p. 1666) : accepte l'amendement n° 59 du Gouvernement (exercice des activités prévues par l'article par les seuls établissements de santé publics et privés à but non lucratif) - Art. 10 - Art. L. 184-5 du code précité (secret professionnel) (p. 1667) : son amendement n° 96 : correction d'une référence à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal ; adopté - Art. 10 bis (p. 1668) ; accepte l'amendement n° 60 du Gouvernement (possibilité pour les établissements privés à but non lucratif de constituer des centres de diagnostic prénatal pluridisciplinaires) - Art. 10 ter (interruption de grossesse pour des raisons médicales) (p. 1668) : son amendement de suppression n° 24 ; rejeté - Art. 10 quater (diagnostic préimplantatoire) (p. 1670) ; son amendement n° 25 ; encadrement des conditions d'autorisation du diagnostic préimplantatoire ; adopté après modification par le sous-amendement n° 107 de M. Claude Huriet (précision de l'objet du diagnostic préimplantatoire), qu'il accepte à titre personnel - (p. 1671) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Franck Sérusclat (délai de réflexion en matière de diagnostic préimplantatoire) - (p. 1672) : sur son amendement n° 25 précité, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement de précision n° 104 du Gouvernement - Art. 12 - Art. L. 674-2 à L. 674-7 du code précité (sanctions pénales) (p. 1676) : ses amendements, n° 26, n° 27, n° 28, n° 29 et n° 30 : articulation entre les sanctions prévues à l'article 12 et celles transcrites dans le code pénal ; adoptés - Son amendement rédactionnel n° 31 ; adopté - Art. 12 ter (sanctions applicables en cas de méconnaissance des dispositions relatives au don et à l'utilisation des gamètes) - Art. L. 675-9 du code précité (sanctions en cas de recueil ou de prélèvement des gamètes sur une personne vivante) (p. 1678) : son amendement n° 33, sur le même objet que son amendement n° 26 précité à l'article 12 ; adopté - Art. L. 675-10 du code précité (sanctions en cas d'obtention de gamètes contre un avantage pécuniaire ou en nature) : son amendement n° 34 sur le même objet que son amendement n° 26 précité à l'article 12 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 108 du Gouvernement qu'il accepte à titre personnel - Son amendement rédactionnel n° 35 ; adopté - Art. L. 675-12 du code précité (sanctions en cas de recueil ou de prélèvement de gamètes sur une personne vivante en vue d'une assistance médicale à la procréation sans procéder au test de dépistage des maladies transmissibles) : son amendement n° 97 sur le même objet que son amendement n° 26 précité à l'article 12 ; adopté - Art. L. 675-14 du code précité (sanctions en cas de subordination du bénéficiaire d'un don de gamètes à la désignation d'une personne ayant accepté de procéder à ce don en faveur d'un couple tiers) (p. 1679) ; ses amendements rédactionnels n° 36 et n° 37 ; adoptés - Art. L. 675-15 du code précité (peines complémentaires d'interdiction) ; son amendement n° 98, sur le même objet que son amendement n° 26 précité à l'article 12 ; adopté - Art. L. 675-16 du code précité (sanctions en cas d'activité et d'assistance médicale à la procréation sans autorisation) ; son amendement n° 38 : répression du délit de violation des prescriptions de l'autorisation ; adopté après modification par le sous-amendement n° 94 du Gouvernement qu'il accepte - Après l'art. L. 675-17 du code précité (p. 1680) : son amendement n° 39 : renvoi au code pénal ; adopté - Art. 13 - Art. L. 184-7 du code précité (sanction en cas d'assistance médicale à la procréation sans octroi préalable d'autorisation) (p. 1681) : ses amendements rédactionnels n° 40 et n° 41 ; adoptés - Art. L. 152-11 du code précité (sanction concernant la procédure d'accueil) : son amendement rédactionnel n° 42 ; adopté - Art. L. 152-12 du code précité (sanctions applicables en cas d'obtention d'embryons contre paiement) ; ses amendements n° 43 : référence au code pénal ; et n° 44 ; remplacement des mots : « avantages pécuniaires et en nature », par les mots : « quelle qu'en soit la forme » ; adoptés - Art. L. 152-14 du

code précité (sanction en cas d'assistance médicale à la procréation à des fins autres que celle de remédier à la stérilité d'un couple) (p. 1682) : ses amendements rédactionnels n° 45 et n° 46 ; adoptés - **Art. L. 152-15 du code précité (sanction en cas d'insémination par sperme frais)** : son amendement n° 99, sur le même objet que son amendement n° 26 précité à l'article 12 ; adopté - **Art. L. 152-16 du code précité (sanction en cas de transfert d'embryon sans avoir pris connaissance des résultats des tests de dépistage des maladies infectieuses)** : son amendement rédactionnel n° 47 ; adopté - **Art. L. 152-17 du code précité (sanction en cas d'expérimentation sur l'embryon)** : son amendement n° 48 ; montant de la sanction ; adopté - **Art. L. 152-18 du code précité (sanction en cas de conception in vitro d'embryon à des fins d'expérimentation)** (p. 1683) : ses amendements n° 100, sur le même objet que son amendement n° 26 précité à l'article 12, et n° 101, rédactionnel ; adoptés - **Après l'art. L. 152-18** : son amendement n° 49 : sanction en cas de publication d'un article relatant une expérience en violation des dispositions légales ; retiré - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement de précision n° 103 de M. Franck Sérusclat - (p. 1684) ; liberté de la presse - (p. 1685) : crédibilité des publications scientifiques - Son amendement n° 50 : sanction pour les tentatives de délit ; adopté - **Art. L. 162-17 du code précité (sanction en cas de diagnostic prénatal sans autorisation)** (p. 1686) : son amendement n° 51 : erreur matérielle - suppression du délit de violation des prescriptions d'autorisation ; adopté - **Art. L. 162-18 du code précité (sanction en cas de méconnaissance des dispositions de l'article relatif au diagnostic préimplantatoire)** : son amendement n° 54 : renforcement des peines ; adopté - **Art. L. 162-20 du code précité (peine complémentaire d'interdiction)** : son amendement n° 102, sur le même objet que son amendement n° 26 précité à l'article 12 ; adopté - **Art. 17 (médecine prédictive)** (p. 1687) : son amendement n° 55 : suppression des deux exceptions au principe du consentement prévues par l'Assemblée nationale et transcription dans le code de la santé publique de certaines dispositions figurant dans le projet de loi relatif au respect du corps humain ; adopté - **Art. 18 (comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 1689) : accepte l'amendement de suppression n° 90 de M. Claude Huriet - **Après l'art. 18** : son amendement n° 95 : modification des dispositions des codes entraînée par les modifications apportées aux dispositions du code de la santé publique ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise [n° 389 (93-94)]** - (25 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1811) : reprise partielle de sa proposition de loi - (p. 1812) : historique et bilan de la participation - « Troisième voie » préconisée par le général de Gaulle - Intéressement - (p. 1813) : participation aux résultats - Actionnariat des salariés et plan d'épargne d'entreprise, PEE - Participation à la gestion des sociétés anonymes - Représentation des salariés dans les entreprises publiques privatisées - Participation financière - La commission des affaires sociales propose d'adopter ce texte sous réserve de quelques aménagements techniques - (p. 1814) : formation des représentants de salariés dans les conseils d'administration et de surveillance - Création d'un conseil supérieur de la participation - Mise en place d'un rendez-vous obligatoire annuel - Compte épargne-temps et transposition dans la fonction publique - Cas de déblocage anticipé de la réserve spéciale de participation liés à la relance de la consommation : sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP ; surendettement - (p. 1815) : intérêt de la participation pour la « rénovation économique de la France et la promotion ouvrière » - (p. 1830) : rôle des syndicats dans l'entreprise - (p. 1839) : délégation des compétences de la commission des affaires sociales à la commission des lois sur les articles 1<sup>er</sup> A à 8 - **Art. 8 bis (formation des membres des comités d'entreprises)** (p. 1855) : son amendement de suppression n° 1 ; adopté - **Après l'art. 8 bis** (p. 1856) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Jean-Luc Mélenchon (abrogation des dispositions relatives aux comités d'entreprises contenues dans la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle) - **Art. 9 (conditions de mise en oeuvre de l'intéressement)** (p. 1858) : s'oppose à l'amendement n° 40 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression de la référence au taux de 20 % comme plafond des sommes de la masse salariale pouvant donner lieu à intéressement) - Simplification souhaitable des cri-

tères de répartition d'intéressement - **Art. 10 (contenu des accords d'intéressement)** (p. 1859) : accepte l'amendement n° 63 du Gouvernement (référence au taux légal) - **Art. 11 (principe de non-substitution des primes d'intéressement aux rémunérations existantes)** (p. 1859, 1861) : ses amendements n° 2, rédactionnel § n° 3 : délai de vingt-quatre mois entre la date de versement du dernier élément de salaire supprimé et la date du premier versement effectué au titre de l'intéressement ; adoptés ; n° 66 : prise en compte des diminutions conventionnelles du temps de travail ; retiré ; et n° 4 : impossibilité d'assimiler l'intéressement à un élément de salaire ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 41 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (assujettissement des primes d'intéressement aux cotisations d'assurance chômage) - **Art. 14 (conclusion d'accords de participation dans le cadre d'un groupe)** (p. 1861) : son amendement n° 5 : suppression de la référence au comité de groupe pour la conclusion d'un accord de groupe et possibilité à quelques sociétés appartenant à un même groupe de conclure un accord ; adopté - **Art. 16 (assiette et taux de la provision pour investissement)** (p. 1863) : accepte l'amendement n° 51 de la commission des finances (dispositif applicable aux entreprises signant des accords dérogatoires) et l'amendement n° 64 du Gouvernement (suppression du gage prévu) - **Avant l'art. 17** : s'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression de la faculté offerte à l'employeur de mettre en place unilatéralement un plan d'épargne d'entreprise) - **Art. 17 (diversification des valeurs mobilières figurant dans un plan d'épargne d'entreprise)** (p. 1864) : accepte l'amendement rédactionnel n° 65 du Gouvernement - **Après l'art. 17** : son amendement n° 7 : ouverture du plan d'épargne d'entreprise aux anciens salariés ; retiré - **Art. 19 (conditions d'exonération de l'impôt sur le revenu des revenus du plan d'épargne d'entreprise ou des titres détenus individuellement)** (p. 1865) : son amendement rédactionnel n° 8 ; retiré au profit de l'amendement rédactionnel analogue n° 52 de la commission des finances, qu'il accepte - **Après l'art. 19** : son amendement n° 9 : suppression d'un article figurant déjà dans le code général des impôts ; adopté - **Division additionnelle après l'art. 19** : son amendement n° 10 ; insertion d'une section nouvelle ; adopté - **Après l'art. 19** (p. 1866) : ses amendements, n° 11 : renouvellement de la formation des membres titulaires du comité d'entreprise et formation analogue pour les représentants des salariés actionnaires ou les salariés élus au conseil d'administration ; n° 12 : création d'un conseil supérieur de la participation et missions de ce dernier ; et n° 13 : institution d'un rendez-vous annuel obligatoire sur l'intéressement et la participation à l'actionnariat des salariés à l'occasion de la négociation obligatoire sur les salaires et la durée du temps de travail ; adoptés - (p. 1869) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Jean-Luc Mélenchon (rétablissement du centre d'études des revenus et des coûts dans ses missions) - **Art. 20 (institution par voie conventionnelle d'un compte d'épargne)** (p. 1870) : s'oppose à l'amendement n° 43 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (négociation d'un tel dispositif dans le cadre d'un accord de branche) - Son amendement n° 14 : inscription de droits à congés rémunérés dans le code du travail ; adopté - (p. 1871) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 44 (suppression du report dérogatoire de dix jours de congés annuels) et n° 45 (conversion en jours de congé de primes n'entrant pas en compte comme élément d'appréciation du salaire) - (p. 1872) : son amendement de précision n° 15 ; adopté - (p. 1872, 1873) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 47 (participation de l'entreprise au compte épargne-temps à hauteur de 20 %) et n° 48 (suppression du préfinancement par les salariés de leur congé parental d'éducation) - Ses amendements, n° 17 : mention dans l'accord des conditions dans lesquelles l'entreprise peut différer le congé ; et n° 20 : réintégration du salarié dans l'entreprise à l'issue de son congé ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 50 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (obligation de remplacer le salarié parti en congé pour une durée minimale de six mois) - (p. 1874) : ses amendements, n° 18 : récupération de ses droits par le salarié titulaire d'un compte d'épargne-temps en cas de rupture du contrat de travail sauf cas de transfert des droits du salarié d'une entreprise à une autre prévu par un accord ; et n° 19 : couverture de l'épargne du compte épargne-temps par l'assurance pour la garantie des salaires ; adoptés - **Après l'art. 20** : son amendement n° 21 : présentation au Parlement d'une étude gouvernementale déterminant

les conditions de transposition du compte épargne-temps à la fonction publique ; adopté - **Art. 21** (*financement du compte épargne-temps par les primes d'intéressement*) (p. 1875) : son amendement n° 22 : assujettissement aux cotisations sociales de toutes les indemnités résultant du fonctionnement du compte épargne-temps ; adopté - **Art. 22** (*déblocage anticipé de la réserve spéciale de participation pour l'acquisition d'une automobile ou la réalisation de travaux immobiliers*) (p. 1876) : accepte l'amendement n° 53 de la commission des finances (déblocage des fonds placés en dehors de l'entreprise) - **Art. 23** (*déblocage anticipé des fonds de la réserve spéciale de participation constituée au titre des exercices de 1989 et 1990*) (p. 1878) ; accepte les amendements de la commission des finances, n° 55 (levée du délai d'indisponibilité spécifique aux fonds issus de la participation bloqués dans un plan d'épargne d'entreprise) et n° 56 (possibilité pour les accords préalables de ne débloquer qu'une partie des tranches 1989 et 1990) - **Art. 24** (*codification*) (p. 1879) : ses amendements de coordination n° 67 et n° 23 ; adoptés.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2759) : transformation de la structure familiale et travail des femmes - Rôle de la famille - (p. 2760) ; crise démographique - Conciliation entre vie familiale et vie professionnelle - Allocation parentale d'éducation - Diversification des modes de garde - Maladie de l'enfant - Aide aux parents de jeunes adultes - Accord AGIRC : modalités relatives aux veuves - (p. 2761) ; pensions de réversion - Nécessité d'une véritable politique familiale - Représentation du mouvement familial - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Division et articles additionnels avant le titre 1<sup>er</sup>** (p. 2800) : sur l'amendement n° 12 de la commission (insertion d'un article additionnel définissant la place de la famille dans la nation et le contenu de la politique familiale), se déclare favorable au sous-amendement n° 154 de M. Bernard Seillier - **Avant l'art. 7** (p. 2836) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de M. Bernard Seillier (possibilité de prolonger le congé parental ou l'activité à temps partiel jusqu'au sixième anniversaire de l'enfant) .

- **Projet de loi relatif au corps humain** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 515 (93-94)]* - (23 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des conclusions du rapport n° 497 (93-94)) : voir son intervention sous la discussion des conclusions du rapport n° 497 (p. 2860, 2862).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 497 (93-94)]* - (23 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celles des conclusions du rapport n° 515 (93-94)) (p. 2860, 2862) : remerciements - Points de désaccord entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Orientations retenues par la CMP.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Art. 8 bis** (*exonération de cotisations sociales pour les entreprises signataires d'un accord du type « Fleury-Michon »*) (p. 2883, 2884) : soutient l'amendement n° 2 de M. Charles Descours (exonération de cotisations pour l'allocation versée par l'employeur si celui-ci maintient le volume d'heures de travail en embauchant).

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise - Deuxième lecture [n° 503 (93-94)]** - (4 juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3407) : compte rendu de la navette parlementaire - Cas des entreprises publiques privatisables - (p. 3408) : compte épargne-temps et congé épargne - Diversification des placements des fonds de la participation - Invite le Sénat à rétablir une version proche de la première lecture au Sénat - **Art. 17 bis** (*extension du bénéfice des augmentations de capital aux anciens salariés adhérant au plan d'épargne d'entreprise*) (p. 3411) : son amendement n° 2 : suppression du gage ; adopté - **Art. 19** (*conditions d'exonération de l'impôt sur le revenu des revenus du plan d'épargne d'entreprise ou des titres détenus individuellement*) : son amendement n° 3 : sup-

pression du gage ; adopté - **Art. 19 quater** (*institution d'un Conseil supérieur de la participation - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 3412) : son amendement n° 4 ; rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 19 quinquies** (*rendez-vous annuel obligatoire sur l'application de la participation financière dans l'entreprise - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 3413) : son amendement n° 5 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - Sur son amendement précité, accepte le sous-amendement n° 8 du Gouvernement - **Art. 20** (*institution par voie conventionnelle d'un compte épargne-temps*) (p. 3414) : son amendement n° 6 : modification possible de la durée minimale du congé par convention ou accord collectif ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 3415, 3416) : association du capital et du travail au sein de l'entreprise - Caractère aléatoire de l'intéressement et de la participation.

- **Projet de loi relatif à la famille** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 553 (93-94)]* - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3886, 3887) : nécessité de permettre au mouvement familial de faire entendre sa voix dans les médias audiovisuels.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 597 (93-94)]* - (13 juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3955) : bilan de la navette parlementaire - Accord obtenu en CMP sur l'article 1<sup>er</sup> A relatif au cas des entreprises publiques privatisables - (p. 3956) : demande au Sénat d'adopter les conclusions de la CMP.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Art. 11 bis (par priorité)** (*article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants*) (p. 5048) : sur l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire pouvoir d'autorisation du préfet), votera les sous-amendements n° 546 de M. Etienne Dailly (suppression du pouvoir transitoire d'autorisation par le préfet) et n° 625 de M. Alain Vasselle.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Avant l'art. 17** (p. 5177) : se déclare favorable à l'amendement n° 103 de la commission (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 5721) : son amendement n° 66 : dépistage du sida ; adopté - (p. 5724) : obligation pour le Gouvernement de proposer le dépistage par convocation - (p. 5725) : nécessité de stopper la pandémie - **Après l'art. 11** (p. 5782) : intervient sur l'amendement n° 74 de M. Paul Girod (mesures en faveur des pensions de retraite des élus locaux).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 2 bis** (*limitation des conditions d'attribution d'une demi-part supplémentaire aux contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant à leur charge un ou plusieurs enfants majeurs*) (p. 5945) : son amendement de suppression n° I-176 ; adopté.

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Après l'art. 4 bis** (p. 5995) : son amendement n° I-177 : exonération de taxes sur les salaires pour les rémunérations des personnes employées par les associations de services aux personnes âgées dépendantes ; retiré.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 12 ter (par priorité)** (p. 6094) : intervient sur l'amendement n° I-12 de la commission (plan d'option d'achat d'actions dont bénéficient les salariés des sociétés).

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (politique fami-



liale) (p. 7104) : éléments chiffrés - Veuves - Emplois familiaux - (p. 7105) : politique familiale - Prestations familiales - Caisse nationale des allocations familiales - Collectivités territoriales - Notion de famille - (p. 7106) : Conseil supérieur de l'audiovisuel et associations familiales - Emet un avis favorable à l'adoption de ces crédits - (p. 7112) : à titre personnel, lois relatives à la bioéthique - Problème du dépistage du sida et multiplication des occasions de propositions de dépistage.

#### Articles non rattachés :

(10 décembre 1994) - **Art. 42 (relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié au domicile)** (p. 7195) : se déclare favorable aux dispositions de l'article 42 - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7227) : se déclare favorable à l'amendement n° II-48 de M. Jacques Valade (réduction des redevances communale et départementale des mines auxquelles sont soumises les productions extraites de ces gisements).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994** [n° 132 (94-95)] - (19 décembre 1994) - **Après l'art. 26 sexies** (p. 7765) : son amendement n° 23 : exonération de la taxe sur les salaires pour les rémunérations versées par un particulier occupant un seul employé à domicile et extension du bénéfice de cette mesure, sous certaines conditions, aux personnes employant plusieurs salariés ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 174 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Art. 8 bis (dépistage du sida)** (p. 7934) : absence d'objectivité lors de l'examen des problèmes relatifs au sida - Se déclare favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (mesures de dépistage prises au vu des conclusions d'un rapport fondé sur une enquête épidémiologique).

**CHERVY (William)**, sénateur de la Creuse (S).

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

#### DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Logement** - [n° 81 (94-95)] tome 14 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'habitat** [n° 416 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2063, 2064) : vente des logements d'HLM - Prix de vente - Travaux de réhabilitation - Affectation des nouvelles ressources - Cas d'un logement récent.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 19 bis (incitation à la location de logements vacants en milieu rural)** (p. 5232) : se déclare favorable à l'amendement n° 513 de M. Bernard Baraux (taxe d'habitation spécifique annuelle pour les propriétaires d'un logement vacant depuis plus de cinq ans dans les communes de moins de 5 000 habitants).

- **Projet de loi relatif au prix des fermages - Deuxième lecture** [n° 16 (94-95)] - (15 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (actualisation du prix du bail)** (p. 5586) : le groupe socialiste déclare s'abstenir sur l'amendement de suppression n° 2 de M. Félix

Leyzour - **Explication de vote sur l'ensemble** de la remise en cause du statut du fermage - Fixation complexe du prix du bail - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

#### Deuxième partie :

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 6496) : mesures fiscales en faveur de l'investissement locatif et des travaux de rénovation - Accession à la propriété - Logement locatif social - Soutien à la rénovation - Aides personnelles - Logement des plus démunis - Avis favorable de la commission des affaires économiques sur ce projet de budget.

**CHINAUD (Roger)**, sénateur de Paris (RI).

Vice-président du Sénat.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

#### INTERVENTIONS

##### En qualité de président de séance

- **Ajournement du Sénat** (27 janvier 1994) (p. 700).

- **Hommage aux victimes d'une fusillade à Paris dans la nuit du 4 octobre 1994** (5 octobre 1994) (p. 4038).

- **Souhaits de bienvenue à l'ambassadeur de la République de l'Inde** (19 octobre 1994) (p. 4472).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Sur l'ensemble** (p. 5406) : remerciements à l'issue d'un débat de plus de quatre-vingt deux heures.

- **Clôture de la session extraordinaire** (23 décembre 1994) (p. 8126)

##### En qualité de sénateur

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - (28 juin 1994) - **Art. 13 (modification de la durée du mandat du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations)** (p. 3091, 3092) : commission de surveillance - Mandat du directeur général - Définition de ses missions.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Après l'art. 2** (p. 7958) : se déclare opposé à l'amendement n° 26 de M. Paul Lorient (modalités de placement des fonds de campagne par l'association de financement électoral) - **Art. 5 (relèvement de 20 % à 50 % du remboursement forfaitaire de l'Etat au titre des dépenses de campagne)** (p. 7960, 7961) : interdiction de présenter les comptes des associations de financement électoral en déficit - Nécessité de préciser le délai prévu pour le versement de la subvention par l'Etat.

**Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. 5** (p. 7978) : se déclare opposé à l'amendement n° 12 de M. Charles Lederman (prise en considération des prestations télévisées dans les comptes de campagne pendant une année avant l'élection).

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public** [n° 162 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. 6** (p. 8030) : distribution d'eau - Attaques négatives contre les principaux groupes français de dimension internationale - **Après l'art. 10** (p. 8035) : participation des syndicats aux conseils d'administration des entreprises - Information syndicale - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8045, 8046) : conditions précipitées du débat législatif - Hommage au rapporteur de la commission des lois - Conditions de l'engagement dans la vie politique - Risques liés à la politique.

**CLÉMENT (Pascal)**, ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale.

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits alimentaires [n° 371 (93-94)]** - (24 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1791) : information du consommateur - Modification des procédures de certification - (p. 1792) : organismes certificateurs - Référentiels servant de base à la certification - Représentation des consommateurs - Harmonisation européenne et internationale - Certification des services - Vente à domicile de matériels d'auto-apprentissage des langues - Préparations pour nourrissons - (p. 1793) : revalorisation de l'allaitement maternel - Vinaigres - (p. 1797) : budget spécifique pour la représentation des associations de consommateurs - Problème du refus d'enregistrement d'une déclaration faite par un organisme certificateur - **Art. 4 (sanctions)** (p. 1798) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (lutte contre l'utilisation abusive de la déclaration d'activité par les organismes certificateurs) - **Art. 6 (création d'une section dans le code de la consommation sur la publicité et les pratiques commerciales concernant les préparations pour nourrissons)** (p. 1799) : demande le retrait de l'amendement n° 3 de M. André Fosset (interdiction de la vente à prix dérisoire).

– **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)]** - Suite de la discussion - (19 octobre 1994) - **Art. 2 (rapport au Parlement sur les juges de paix - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4464) : accepte les amendements identiques n° 15 de la commission et n° 47 de M. Claude Estier (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction) - **Titre 1<sup>er</sup> (précédemment réservé le 18 octobre 1994, p. 4433)** (p. 4465) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (modification de l'intitulé : « Du recrutement de magistrats à titre temporaire ») - **Art. 3 (critères de recrutement)** (p. 4466, 4468) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 25 de M. Charles Lederman et n° 48 de M. Claude Estier, ainsi qu'à l'amendement n° 49 de ce dernier (fixation de l'âge maximum à soixante ans) - **Art. 4 (conditions de nomination)** (p. 4469) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 26 de M. Charles Lederman et n° 50 de M. Claude Estier - Accepte l'amendement n° 16 de la commission (inclusion d'un stage en juridiction dans la formation) - **Art. 5 (rémunération et statut)** : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 27 de M. Charles Lederman et n° 51 de M. Claude Estier - **Art. 6 (emplois hors hiérarchie)** (p. 4470, 4471) : son amendement n° 56 : nouvelle rédaction ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 52 de M. Claude Estier - **Après l'art. 6** (p. 4473) : intervient sur l'amendement n° 53 de M. Claude Estier (nature de la loi visant à élargir la liste des tribunaux de grande instance répondant à certaines caractéristiques) - **Art. 7 (magistrats placés auprès des chefs de cour)** (p. 4474) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 28 de M. Charles Lederman et n° 54 de M. Claude Estier - **Après l'art. 7** (p. 4475, 4479) : accepte les amendements de la commission n° 17 (affectation des magistrats en cas de suppression d'une juridiction), n° 18 (procédure de mise en position de détachement, de disponibilité ou sous les drapeaux), n° 19 (maintien en fonctions des magistrats atteints par la limite d'âge) et n° 20 (maintien en activité).

– **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - Suite de la discussion - (19 octobre 1994) - **Question préalable** (p. 4482, 4483) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable.

**CLOUET (Jean)**, sénateur du Val-de-Marne (RI).

#### NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des finances.  
– Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ; de nouveau membre suppléant (JO Lois et décrets du 16 juin 1994).

Membre suppléant du comité des finances locales.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur privé (JO Lois et décrets du 24 décembre 1994).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (19 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 428 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales [n° 492 (93-94)] (8 juin 1994) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance du « Statut de prisonnier de guerre détenu par les Japonais après le coup de force du 9 mars 1945 » [n° 180 (92-93)] (22 décembre 1992) - Reprise le 4 octobre 1994 - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 15** (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1100) - Ministère : Logement - **Définition du logement social - Logement social**.

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2639) - Ministère : Environnement - **Nuisances sonores du RER à Vincennes - Pollution et nuisances**.

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5740) - Ministère : Environnement - **Nuisances dues aux concentrations de motocyclistes à Vincennes - Pollution et nuisances**.

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 2 (chapitre II du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code civil : du respect du corps humain) - Art. 24 du code civil (anonymat)** (p. 385) : distinction entre le don, acte de générosité et la cession.

– **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales [n° 81 (92-93)]** - (13 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1034) : réforme actuelle et nouveau plan comptable général de 1982 - (p. 1035) : mise à l'étude du texte par le comité des finances locales - Lacunes des lois du 2 mars 1982 - Procédure de recouvrement d'office des titres de recettes procédant d'une décision de justice - Possibilité d'utiliser les recettes d'investissement hors emprunt - (p. 1036) : inutilité d'édicter des mesures à caractère général en matière de recouvrement des recettes locales - **Art. 1<sup>er</sup> (budget des communes de plus de dix-mille habitants et de moins de dix-mille habitants)** (p. 1050) ; demande le report de l'amendement n° 16 de M. René Régnault (décret en Conseil d'Etat après avis du comité des finances locales) lors de l'examen de l'amendement n° 12 de la commission - (p. 1051) : son amendement n° 1 : suppression de la possibilité donnée au Conseil d'Etat d'abaisser le seuil de dix-mille habitants ; adopté - **Art. 2 (caractère obligatoire des dotations aux amortissements des immobilisations et des dotations aux provisions)** : son amendement n° 2 : différé d'amortissement ; adopté - (p. 1052) : son amendement

réactionnel n° 3 ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 1053) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Paul Loridant (intervention dans le domaine des priorités des dépenses obligatoires) - **Art. 4** (*mise à jour des recettes non fiscales à caractère facultatif hors section d'investissement*) (p. 1054) : son amendement réactionnel n° 4 ; adopté - **Art. 5** (*provision forfaitaire obligatoire pour garantie d'emprunt*) : son amendement n° 5 : nouvelle rédaction de cet article donnant à la commune le choix entre cautionnement et constitution d'une provision ; adopté - **Art. 5** (*provision forfaitaire obligatoire pour garantie d'emprunt*) (p. 1055) : considère la logique, à titre personnel, de l'amendement n° 19 de M. René Régnault (extension de l'obligation de constitution et de provision forfaitaire en cas de garantie d'emprunt ou de cautionnement aux communes de moins de 3 500 habitants), mais s'oppose à cet amendement en qualité de rapporteur - S'oppose à l'amendement n° 15 de M. Robert Vizet (mise en place du Comité national du cautionnement) - **Avant l'art. 6** (p. 1056) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Paul Loridant (nouvelle définition de l'équilibre budgétaire) - **Après l'art. 6** (p. 1058) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Joël Bourdin (constat d'une charge de consommation de capital, avec la dotation) - **Art. 8** (*régime des ordres de réquisition des comptables publics locaux*) (p. 1059) : ses amendements n° 6 : modification des références législatives erronées ; et n° 8, rédactionnel ; adoptés - (p. 1060) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Paul Loridant (du caractère exécutoire des décisions) - **Art. 10** (*modalités d'émission de titres de recettes par les ordonnateurs locaux*) (p. 1061) : son amendement n° 9 : suppression de cet article ; adopté - **Avant l'art. 11** (p. 1061) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Paul Loridant (amorce de règles prudentielles) - (p. 1062) : s'oppose aux amendements de M. Paul Loridant, n° 23 (possibilité pour les communes qui le souhaiteraient d'amortir l'ensemble de leurs biens) et n° 24 (majoration de DGF offerte aux communes qui décideront d'amortir l'ensemble de leurs biens renouvelables de façon irrévocable) - **Art. 11** (*prise en compte des conséquences budgétaires des nouvelles dispositions*) (p. 1062) : son amendement n° 10 : prélèvement en cas de besoin des ressources d'investissement pour en faire des dépenses de la section de fonctionnement ; adopté - **Après l'art. 11** (p. 1063) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Alain Pluchet (exonération des syndicats à vocation unique de la tenue obligatoire d'un débat d'orientation budgétaire) - **Art. 12** (*entrée en application du projet de loi*) (p. 1064) : ses amendements, n° 11 : date d'entrée en application décalée de douze mois ; et n° 12 : consultation du comité des finances locales ; adoptés - **Sur l'ensemble** (p. 1066) : historique du texte - Demande au Sénat d'approuver le projet de loi.

*Deuxième lecture* [n° 428 (93-94)] - (13 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2466, 2467) : modifications formelles apportées par l'Assemblée nationale à ce texte - La commission des finances demande au Sénat d'adopter les articles restant en discussion sans les modifier.

- **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public** [n° 427 (93-94)] - (13 juin 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*Section 3 nouvelle du code du domaine de l'Etat : constitution d'un droit réel sur le domaine public artificiel de l'Etat et de ses établissements publics*) - **Art. L. 34-1 du code du domaine de l'Etat** (*conditions d'attribution d'un droit réel dans le cas des autorisations unilatérales d'occupation*) (p. 2485) : soutient l'amendement n° 16 de M. Jean-Claude Gaudin (alignement de la durée de l'occupation constitutive de droit réel sur celle des baux emphytéotiques).

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Art. 6** (*périodicité, contenu, modalités d'établissement et de révision des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 2828) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 88 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - **Art. 123-12 du code de la famille et de l'aide sociale** (*modalités de création et contenu des schémas locaux quinquennaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 2830, 2831) : son amendement n° 72 : caractère optionnel des procédures prévues pour l'ensemble des communes ; rejeté - (p. 2832) : construction de crèches déjà subventionnées par les caisses d'allocations familiales - **Art. 123-14 du code précité** (*faculté pour les communes de moins de 5 000 habitants d'élaborer des sché-*

*mas locaux*) (p. 2835) : son amendement de cohérence n° 73 ; adopté - **Paragraphe 2 de l'article 6** (*délai d'établissement des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 2836) : son amendement de suppression n° 74 ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4735, 4736) : multiplicité des structures et des instances - Mélange et détournement de compétences - Fiscalité locale - Démographie - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur** - (5 décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6749) : démographie étudiante - Population enseignante - (p. 6750) : transfert de compétences - Extension de la collaboration avec les entreprises et les professions.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 154 (94-95)] - (19 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7714) : avec le groupe des Républicains et Indépendants, votera le texte élaboré par la CMP.

**CLUZEL (Jean)**, sénateur de l'Allier (UC).

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

- Membre suppléant du Conseil national de la cinématographie.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (19 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances, sur la situation et les perspectives de la presse et de la production audiovisuelle [n° 514 (93-94)] (15 juin 1994) - **Communication**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Communication** - **Communication audiovisuelle** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 7 (22 novembre 1994).

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Communication** - **Presse** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 8 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - (12 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 953) : rayonnement de la culture et de la langue françaises - XVIIe et XVIIIe siècles - Illettrisme - (p. 954) : rôle de l'école - Méthodes pédagogiques - Radio et télévision - Contrôles et enquêtes - Secrétariat permanent du langage de l'audiovisuel - (p. 955) : CNCL - CSA - Politique globale de francophonie - Exemple de la presse, de la radio et de la télévision - Budgets des lycées français à l'étranger - Avis favorable du groupe de l'Union centriste, dans sa très grande majorité, sur ce projet de budget amendé par la commission des affaires culturelles.

*Deuxième lecture* [n° 437 (93-94)] - (26 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1895 à 1897) : mission des radios et des télévisions - Apprentissage de la langue - Altération de la langue - Moyens budgétaires - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1917) : s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2746) : démographie - Presta-

tions familiales - Code de la famille et politique familiale - Conciliation entre vie familiale et vie professionnelle - Veuves civiles chefs de famille - (p. 2747) : prestations de l'assurance veuvage - Revalorisation de la famille.

**Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Art. 28** (présence d'un membre de l'UNAF à la commission d'avances sur recettes) (p. 2921) : son amendement de suppression n° 101 ; rejeté - (p. 2923, 2924) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 56 de la commission (introduction d'une représentation des associations familiales au sein des conseils d'administration des chaînes de télévision publiques) - Renforcement souhaitable des pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)] - Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Art. 8** (intégration du laboratoire d'hydrologie à la Direction générale de la santé) (p. 5720) : son amendement n° 105, soutenu par M. Daniel Millaud : modalités de création du laboratoire national d'hydrologie ; retiré.

- **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie [n° 47 (94-95)]** - (18 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5830, 5831) : conséquences financières - Droits des auteurs et des utilisateurs - Ventes d'ouvrages - Exemples européens - Contrôle du système proposé - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi amendé par les deux commissions.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 12** (p. 6124) : soutient l'amendement n° I-81 de M. Michel Souplet (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole) - **Après l'art. 12 bis** (p. 6125, 6126) : soutient les amendements de M. Alain Lambert n° I-90 et n° I-91 (application et allègement des droits de mutation à titre gratuit pour les transmissions d'entreprises).

*Deuxième partie :*

**Communication** - (9 décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 7140) : aides à la presse - (p. 7141) : crédits de la communication audiovisuelle et budget du secteur public - France Télévision - Industries de programmes - (p. 7142) : soutien aux opérateurs du câble - Mise en place de la télévision du savoir - Organisation du service public de la télévision - Economies de gestion - Négociations européennes dans le secteur audiovisuel - Autoroutes de l'information - Avis favorable de la commission à l'adoption des crédits de la communication audiovisuelle - **Examen des crédits - Ligne 46 de l'Etat E annexé à l'article 37** (redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision) (p. 7157, 7158) : création de l'Agence nationale des fréquences radio-électriques - Rôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel - Redevance pour droit d'usage des fréquences - **Art. 41** (répartition du produit hors taxe de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision) (p. 7160, 7162) : s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n° II-50 (maintien de la répartition du produit hors taxe de la redevance arrêtée par la loi de finances pour 1994 ; exemption des organismes du secteur public de la taxe forfaitaire annuelle sur les services de communication audiovisuelle et augmentation du taux de ladite taxe pour les services privés à due concurrence), n° II-47 (réduction du montant attendu des recettes publicitaires perçues par les sociétés du secteur public de l'audiovisuel) et n° II-51 (abaissement du taux de la TVA sur la redevance au taux zéro) - **Après l'art. 41** (p. 7163) : s'oppose à l'amendement n° II-52 de M. Ivan Renar (extension de l'exonération de la redevance à l'ensemble des personnes non imposables) - Lien entre redevance et existence d'un secteur public audiovisuel - Son amendement n° II-66 : extension de la durée du mandat des administrateurs des entreprises publiques du secteur audiovisuel à cinq ans ; retiré.

**COLLARD (Henri)**, sénateur de l'Eure (RDE).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Équipement, transports et tourisme - I - Urbanisme et services communs** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 18 (22 novembre 1994).

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Logement** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 32 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4752, 4753) : Association des présidents de conseils généraux - Gestion départementale décentralisée : exemple de l'action sociale et des collèges - Observatoire national de l'aménagement et du développement du territoire - Comité des finances locales - Répartition des compétences entre collectivités - Fonds d'investissement spécialisés.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire) (p. 4834) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction, insistant sur la solidarité nationale, les principes de la décentralisation et la répartition des compétences), ses sous-amendements n° 386 : politique du logement ; adopté ; et n° 387 ; retiré - **Art. 3** (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire) (p. 4860) : sur l'amendement n° 28 de la commission (modification des compétences et de la composition), ses sous-amendement n° 428 et n° 429 ; retirés.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7** (p. 5009) : intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (désignation d'une collectivité chef de file) - (p. 5016, 5017) : intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays) - (p. 5024) : sur l'amendement n° 80 de la commission (compétences en matière de transports régionaux), son sous-amendement n° 431 ; adopté - (p. 5031) : soutient l'amendement n° 511 de M. Henri Goetschy (monuments historiques ou inscrits à la liste supplémentaire : maîtrise d'ouvrage de la collectivité locale) - **Art. 11 bis** (par priorité) (article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) (p. 5050) : votera l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire pouvoir d'autorisation du préfet) et sur cet amendement, le sous-amendement n° 546 de M. Etienne Dailly (suppression du pouvoir transitoire d'autorisation par le préfet) - (p. 5054) : son amendement n° 432, soutenu par M. Jean Delaneau : soumission pour avis aux collectivités locales concernées des projets de regroupement des services de l'Etat mis à disposition ; retiré.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Avant l'art. 15** (p. 5121) : se déclare favorable à l'amendement n° 628 du Gouvernement (création d'une société filiale de la Compagnie nationale du Rhône et d'EDF, chargée de la réalisation de la liaison Rhin-Rhône) - **Art. 15** (fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité) (p. 5132, 5134) : sur l'amendement n° 95 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-

amendement n° 433 ; rejeté - (p. 5136) : son amendement n° 389 : investissements routiers départementaux ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 20 A (répartition des compétences)** (p. 5279) : son amendement n° 436, soutenu par M. Paul Girod : missions partagées : maîtrise d'ouvrage à la collectivité assurant la plus grande part de financement ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 12 ter (par priorité)** (p. 6094) : son amendement n° I-153, soutenu par M. Ernest Cartigny : extension à l'ensemble des entreprises soumises au régime réel d'imposition sur le revenu des déductions fiscales pour investissement en faveur des exploitants agricoles soumis au même régime fiscal ; retiré - (p. 6098) : son amendement n° I-154, soutenu par M. Ernest Cartigny : actualisation de plafonds pour la détermination des régimes fiscaux ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6494) : contraintes budgétaires - Restrictions générales en matière de dépenses d'aide à la personne - Aides à l'amélioration de l'habitat - Prêts locatifs aidés très sociaux - (p. 6495) : construction - Dispositifs fiscaux - Effets du plan de relance du marché du logement - Propose au Sénat d'adopter l'article 61 - **Examen des crédits** - **Art. 61 (aide personnalisée au logement)** (p. 6515) : s'oppose aux amendements n° II-25 de suppression de M. Robert Laucournet et n° II-28 de Mme Paulette Fost (abrogation des dispositions relatives à l'aide personnalisée au logement) ainsi qu'au sous-amendement n° II-32 de cette dernière modifiant l'amendement rédactionnel n° II-31 du Gouvernement - Accepte les amendements rédactionnels du Gouvernement n° II-31 et n° II-32 - Intervient sur l'amendement n° II-26 de M. Josselin de Rohan (allongement à un an du délai de rappel de droit des allocataires de l'aide personnelle qui ont déposé tardivement leur dossier) et demande qu'un délai adéquat soit trouvé - **Après l'art. 61** (p. 6519, 6520) : s'oppose à l'amendement n° II-29 de Mme Paulette Fost (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'effort national pour le logement).

**Équipement, transports et tourisme - I - Urbanisme et services communs** - (6 décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6814) : architecture - Urbanisme - Problèmes fonciers - La commission des finances propose l'adoption des crédits de l'urbanisme et des services communs - Dotation globale d'équipement des villes nouvelles - (p. 6815) : rapport annuel souhaitable sur l'utilisation de cette dotation.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Art. 6 (schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)** - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (orientations fondamentales en matière d'aménagement du territoire)** (p. 7484) : son amendement n° 143, soutenu par M. Georges Mouly : rôle des chambres consulaires ; rejeté - **Art. 16 (fonds de gestion de l'espace rural)** (p. 7529) : son amendement n° 147, soutenu par M. Georges Mouly : affectation de ce fonds aux agriculteurs, aux artisans ou à leurs groupements ; retiré.

**COLLET (François)**, sénateur de Paris (RPR).

**Décédé le 27 septembre 1994** (JO Lois et décrets du 28 septembre 1994).

Eloge funèbre le 8 novembre 1994.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 123 (93-94)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Jacques Genton sur la proposition de directive du Conseil établissant les principes fondamentaux régissant les enquêtes sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile (n° E-126) [n° 310 (93-94)] (6 avril 1994) - **Communautés européennes.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 416 (93-94)], déclaré d'urgence, relatif à l'habitat [n° 453 (93-94)] (25 mai 1994) - **Logement.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat [n° 558 (93-94)] (29 juin 1994) - **Logement.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 361) : se déclare favorable au sous-amendement n° 39 de M. Bernard Laurent (définition de l'embryon), déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)] - Suite de la discussion** - (21 janvier 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 435) : avec le groupe du RPR, votera le projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen - Deuxième lecture [n° 257 (93-94)]** - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 493) : Europe des nations - **Après l'art. 3** (p. 496) : le groupe du RPR ne votera pas l'amendement n° 5 de M. Henri Bangou (représentation des collectivités des départements d'outre-mer au sein du parlement européen) - Nombre des députés français au parlement européen - Indivisibilité de la République - Représentants des départements d'outre-mer sur les listes pour les élections européennes - **Art. 4 (éligibilité aux élections européennes en France des**

*ressortissants d'un autre Etat de l'Union* (p. 497) : à titre personnel, se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la condition de résidence pour les ressortissants de l'Union européenne appelés à figurer sur les listes françaises aux prochaines élections européennes) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 500) : regrette que l'entrée en application de ce texte ne soit pas subordonnée à l'adoption de dispositions législatives similaires par l'ensemble des Etats de l'Union - Votera ce texte sans enthousiasme - Traité de Maastricht.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)] - Suite de la discussion** (7 avril 1994) - **Après l'art. 3** (p. 797) : se déclare favorable à l'amendement n° 20 de la commission (relèvement du capital minimal des sociétés commerciales).

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française [n° 291 (93-94)] - Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 1002, 1003) : se déclare favorable à l'amendement n° 68 de M. Emmanuel Hamel (suppression de la limitation de l'usage du français aux manifestations organisées par des personnes de nationalité française).

**Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 8 (offres d'emploi publiées dans la presse)** (p. 1089) : intervient à propos des amendements, n° 40 de M. Henri Goetschy (offres d'emploi transfrontalières) et n° 74 de la commission (substitution du mot « partiellement » à celui de « principalement ») - **Art. 9 (le français, langue de l'enseignement)** (p. 1094) : intervient à propos de l'amendement n° 14 de la commission (maîtrise de la langue française et connaissance de deux autres langues) - Accession des jeunes étrangers à la maîtrise de la langue française.

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2050, 2052) : évolution des constructions de logements - Obstacles juridiques à l'accession à la propriété - Parc locatif - Segmentation des marchés immobiliers - Préparation du projet de loi - Proposition de loi de M. Camille Cabana sur les autorisations de transformation des logements en locaux professionnels ou commerciaux - Vente de logements d'HLM à leurs occupants - Exemple de Paris - Accès au parc locatif privé - Amélioration du fonctionnement des copropriétés - Problème d'impayés des charges de copropriété - Procédure d'administration provisoire - Sous réserve de l'adoption de ses amendements, accepte ce projet de loi - **Question préalable** (p. 2072) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Renvoi à la commission** (p. 2075) : s'oppose à la motion n° 150 de Mme Hélène Luc, tendant au renvoi à la commission.

**Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - Rapporteur - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2092, 2093) : s'oppose aux amendements, n° 59 de M. Jean-Luc Bécart (fixation à 1 % de la participation des entreprises à l'effort de construction) ainsi qu'à ceux de M. Claude Estier, n° 116 (exclusion du processus de vente d'HLM des organismes dont la liste des demandeurs de logements est supérieure à 50 % des logements de leurs parcs) et n° 117 (limitation de la vente de logements sociaux) - (p. 2094, 2096) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart n° 62 (réexamen des dispositions fiscales relatives aux offices d'HLM), n° 60 (relèvement du montant du prélèvement prévu par le Trésor public pour les entreprises qui ne se sont pas acquittées de leurs obligations en vertu de l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation), n° 61 (exemption du secteur d'HLM des obligations liées à la perception du droit de bail) et n° 63 (rapport au Parlement sur la situation des aides publiques à la construction et notamment de leur utilisation) - **Art. 1<sup>er</sup> (suppression de la limitation de la durée de validité des décisions d'aliénation)** (p. 2097) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 64 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 2 (déconcentration de la décision autorisant la vente de certains logements)** (p. 2100) : accepte l'amendement n° 29 de la commission saisie pour avis (désignation de l'autorité habilitée à prendre cette disposition et motivation de la décision) et s'oppose à l'amendement de suppression n° 65 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 3 (suppression des obligations de location des logements conventionnés en cas de vente)** (p. 2101) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart n° 66, de suppres-

sion, et n° 67 (nouvelle rédaction), et accepte l'amendement n° 30 de la commission saisie pour avis (non-opposabilité aux propriétaires successifs des logements de la convention mentionnée à l'article L. 353-2 du code de la construction et de l'habitation) - **Art. 4 (allègement des contraintes imposées en cas de vente de logements)** (p. 2105) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 68 de M. Jean-Luc Bécart ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 118 (suppression du paragraphe I relatif aux conditions de vente du logement), n° 119 (durée minimum de cinq ans pendant laquelle l'acquéreur est tenu de conserver la propriété du logement), n° 120 (prix de revente maximum du logement), n° 121 (suppression du paragraphe II) et n° 122 (suppression du paragraphe III) ainsi qu'à ceux de M. Alain Vasselle, n° 126 (nécessité d'occuper le logement à titre principal) et n° 127 (nécessité d'occuper le logement à titre principal pendant une durée minimale de cinq ans) - Accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 31 (communication et motivation du refus de vente opposé par l'organisme propriétaire à un locataire occupant) et n° 32, rédactionnel - **Après l'art. 5** (p. 2112, 2113) : ne s'oppose pas à titre personnel à l'adoption de l'amendement n° 48 de M. Philippe Marini (diagnostiqueur sur la qualité du bien offert ; information sur les gros travaux à entreprendre dans les parties communes) - (p. 2115) : demande le retrait des amendements analogues, n° 50 de M. Philippe Marini (droits à présentation d'un locataire acquis par les entreprises titulaires de convention de réservation de logements locatifs) et n° 112 de M. Jacques Machet (droits à présentation d'un locataire acquis par les entreprises adhérentes à un comité interprofessionnel du logement, CIL) - S'oppose à l'amendement de coordination n° 63 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 6 (information du locataire)** (p. 2116) : son amendement n° 2 : nouvelle rédaction ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 2116) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Jean-Luc Bécart (rémunération des personnes qui se livrent ou prêtent leur concours à l'établissement d'un acte de location) - **Art. 7 (établissement de l'état des lieux par huissier de justice)** : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - (p. 2117) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 113 de M. Jacques Machet, ainsi qu'à l'amendement n° 72 de M. Jean-Luc Bécart (établissement de l'état des lieux au moins dix jours à l'avance) - **Avant l'art. 8** (p. 2118) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart n° 73, de coordination, et n° 74 (exclusion des charges récupérables des dépenses de personnel chargé de l'entretien des parties communes jusqu'en 1996) - **Après l'art. 24 (par priorité) (priorité ordonnée p. 2114)** (p. 2156) : accepte l'amendement n° 44 de M. Charles Descours (possibilité pour les organismes bénéficiant de prêts aidés par l'Etat de constater en charges différées dans leurs comptes sociaux le montant de la somme que l'établissement prêteur est en droit de leur réclamer, en cas de remboursement anticipé d'un prêt) - (p. 2157) : sur les amendements de M. Alain Vasselle, accepte le n° 138 (mutation à l'intérieur du parc des HLM) et demande le retrait du n° 139 (indexation des loyers maximum des conventions sur la moyenne mobile des quatre indices précédents du coût de la construction) - (p. 2157, 2159) : accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 36 (possibilité pour les offices d'HLM et les OPAC de réaliser des prestations de services pour d'autres organismes et de gérer des copropriétés dégradées), n° 37 (nouvelles compétences accordées aux sociétés anonymes d'HLM), n° 38 (possibilité pour les sociétés anonymes coopératives de production d'HLM de réaliser des prestations de services pour d'autres organismes) et n° 39 (possibilité pour les sociétés anonymes coopératives de production d'HLM de réaliser des prestations de services pour des personnes privées) - (p. 2160) : sur les amendements de M. Alain Vasselle, relatifs à l'objet social des sociétés anonymes de crédit immobilier, s'oppose aux n° 135 et n° 136 et accepte le n° 140 - (p. 2161) : accepte l'amendement n° 40 de la commission saisie pour avis (suppression de l'accord de l'autorité administrative pour contracter un emprunt à l'article L. 422-5 du code de la construction et de l'habitation relatif aux sociétés anonymes d'HLM et aux sociétés anonymes de crédit immobilier) et s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Charles Descours (limitation du champ d'application de la « loi Sapin » relative à la transparence des marchés publics au bénéfice des sociétés d'économie mixte) - (p. 2162) : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Alain Vasselle (fonds de prévoyance pour l'exécution de gros travaux dans les copropriétés) - (p. 2163) : accepte l'amendement n° 144 de M. Alain Vasselle (dépôt au

Parlement d'un rapport d'information établi par le Gouvernement sur le fonctionnement des copropriétés) - **Art. 8** (*notifications et significations relatives aux rapports locatifs*) (p. 2164) : ses amendements, n° 4, rédactionnel, et n° 5 : extension à la loi de 1975 de la disposition selon laquelle les notifications du bailleur ne sont pas opposables au conjoint qui ne s'est pas fait connaître ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 78 (retrait de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des charges récupérables auprès des locataires), n° 75, n° 76 et n° 77 (suppression successivement des paragraphes I, II et III de cet article) - **Après l'art. 8** (p. 2165, 2168) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 81 (modification du délai de référence pris en compte dans l'article 14 de la loi de 1984), n° 82 (frais engagés par le propriétaire au titre des travaux qu'il entreprend), n° 79 (nombre de références que le bailleur doit fournir à la signature du bail) et n° 83 (allongement du délai prévu pour que le bailleur communique au locataire le décompte de ses charges et mette à sa disposition les pièces justificatives) - **Avant l'art. 9** (p. 2168) : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle, n° 128 (suppression dans l'article 15 de la loi du 6 juillet 1989 de la prise en compte du concubinage notoire) et n° 129 (prise en compte de la situation de concubinage s'il dure depuis au moins cinq ans) - **Art. 9** (*tacite reconduction et renouvellement du contrat de location*) (p. 2170) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 84 de suppression et n° 85 (allongement de la durée des contrats de location) - **Art. 10** (*second droit de préemption du locataire*) (p. 2171) : ses amendements n° 147, de cohérence, et n° 6, rédactionnel ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 86 de M. Jean-Luc Bécart (proposition de relogement du locataire) - **Art. 11** (*loyers référencés*) (p. 2171, 2172) : son amendement n° 7 : allongement pour une durée de trois ans du délai supplémentaire prévu au b) de l'article 17 de la loi du 6 juillet 1989 ; adopté - S'oppose aux amendements analogues n° 87 de M. Jean-Luc Bécart et n° 123 de M. Claude Estier (suppression du septième alinéa de l'article 17 de la loi du 6 juillet 1989 relative à la fixation des loyers par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage) ainsi qu'à l'amendement n° 124 de M. Claude Estier (transmission par le bailleur au nouveau locataire de la dernière quittance de loyer) - **Art. 12** (*révision du loyer*) (p. 2173, 2174) : ses amendements n° 8 : détermination de l'indice du coût de la construction pris en compte ; et n° 157, rédactionnel ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 88 de M. Jean-Luc Bécart - **Après l'art. 12** (p. 2175) : accepte l'amendement n° 146 du Gouvernement (nouveau mode d'indexation des loyers pour des logements ayant fait l'objet d'une convention entre le bailleur et l'Etat) - **Art. 13** (*non application de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1948 aux locaux vacants*) : son amendement n° 9 : limitation à un an de la possibilité pour le locataire de contester la conformité des locaux aux normes de confort fixées par décret ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart n° 89 de suppression et n° 90 (substitution à l'article 13 d'un nouvel article relatif au mode de fixation des loyers) - **Avant l'art. 14** (p. 2177, 2181) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 91 (rapport du Gouvernement sur la situation du fonctionnement des logements-foyers pour travailleurs migrants), n° 92 (prolongation d'un mois du délai prévu pour la résiliation du contrat de location en cas d'impayés), n° 93 (droit de réquisition exercé par le maire dans les communes où sévit une crise du logement), n° 94 (interdiction des saisies et expulsions sans relogement pour le locataire de bonne foi), n° 95 (allongement de deux ans de la durée des délais prévus pour surseoir à l'exécution des décisions de justice en matière d'expulsion), n° 96 (utilisation de la taxe perçue au profit du fond d'aménagement de la région d'Ile-de-France) et n° 97 (précision des catégories de demandeurs de logements pouvant légitimement prétendre à faire valoir un droit d'attribution de logement prioritaire) - **Art. 14** (*versement de l'allocation logement*) (p. 2181) : son amendement rédactionnel n° 10 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 98 de M. Jean-Luc Bécart (nouvelle rédaction) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de clarification n° 130 de M. Alain Vasselle.

**Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - Rapporteur **Art. 15** (*cautionnement des obligations du locataire*) (p. 2207) : ses amendements, n° 11, rédactionnel, et n° 12 : information sur la caution du locataire ; adoptés - **Après l'art. 15** (p. 2208) : son amendement n° 13 : signification à la caution du commande-

ment de payer lorsque les obligations d'un contrat de location sont garanties par un cautionnement ; adopté - **Art. 16** (*location en meublé et sous-location des logements d'HLM*) (p. 2209) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 101 de suppression, et n° 102 (cas des communes où sévit une grave crise du logement) - **Art. 17** (*exonérations fiscales*) (p. 2210) : s'oppose aux amendements, n° 103 de M. Jean-Luc Bécart (procédure de réquisition) et n° 131 de M. Alain Vasselle (exonération de la taxe sur les propriétés bâties des opérations de PLA et des baux à réhabilitation pris par les organismes d'HLM) - **Art. 19** (*location en meublé et sous-location des logements d'HLM*) (p. 2211) : son amendement n° 158 : nouvelle rédaction ; adopté - **Après l'art. 19** : son amendement n° 159 : réalisation d'aires de stationnement pour les logements d'insertion ; adopté - **Art. 20** (*affectation temporaire à l'habitation*) (p. 2212) : ses amendements, n° 15 : durée d'affectation des locaux à l'habitation ; n° 14 de coordination ; et n° 16 : information du maire et du préfet des déclarations mentionnées au présent article ; adoptés - **Avant l'art. 21** (p. 2213) : s'oppose à l'amendement de précision n° 134 de M. Alain Vasselle - **Art. 21** (*réduction d'impôt*) : son amendement n° 17 : location obligatoire des locaux dans le délai d'un an après l'achèvement des travaux ; adopté - (p. 2214) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 104 de M. Jean-Luc Bécart (application de la réduction d'impôt au bénéfice du locataire des logements créés par transformation de bureaux) qui pourrait augmenter les charges de l'Etat - **Après l'art. 21** (p. 2214, 2215) : s'oppose aux amendements, n° 46 de M. Philippe Marini (taxe sur les bureaux instituée le 1<sup>er</sup> janvier 1990 ; cas des locaux vacants depuis au moins trois mois) et n° 105 de M. Jean-Luc Bécart (rapport établi par le Conseil national de l'habitat sur les modalités d'application des articles 20 et 21 du présent projet de loi) - **Art. 22** (*charges de copropriété*) (p. 2216) : son amendement n° 148 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 2219, 2220) : s'oppose aux amendements n° 125 de suppression de M. Claude Estier et à ceux de M. Jean-Luc Bécart, n° 106 (nouvelle rédaction qui prévoit que le syndicat de copropriété constitué à la vente présente nécessairement le caractère d'un syndicat coopératif) et n° 107 (principe du rattachement des créances aux lots) - Sur son amendement n° 148 précité, s'oppose aux sous-amendements, n° 152 de M. Alain Lambert (limitation des effets du privilège aux créances de l'année courante et des deux dernières années échues) et n° 156 du Gouvernement (réduction de la période pendant laquelle les créances récentes du syndicat bénéficient d'une préférence par rapport à celles du vendeur ou du prêteur de deniers) et, à titre personnel, accepte le n° 155 du Gouvernement - **Art. 23** (*administration provisoire*) (p. 2221, 2222) : ses amendements, n° 149, n° 24 et n° 27 rédactionnels ; n° 23 : précision des modalités de désignation de l'administrateur provisoire ; n° 25 : possibilité pour le syndic de saisir le président du tribunal ; n° 26 : limitation des pouvoirs de l'administrateur provisoire ; adoptés - **Art. 24** (*commission départementale de l'aide personnalisée au logement*) (p. 2223) : son amendement n° 28 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 2224) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 108 de suppression ; et n° 109 (élaboration du plan régional du logement des personnes défavorisées pour la région d'Ile-de-France au plus tard le 31 décembre 1994).

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 558 (93-94)]* - (5 juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4095, 4097) : rapports locatifs - Travaux du Parlement - Logement des personnes sans abri - Logement sociaux - Travaux de copropriété - Modifications du code civil - Demande l'adoption du texte élaboré par la CMP.

**COLLIN (Yvon)**, sénateur du Tarn-et-Garonne (RDE).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission

effectuée en Inde du 6 au 14 février 1994 [n° 314 (93-94)] (6 avril 1994) - **Inde**.

## QUESTIONS

### Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1742) - Ministère : Industrie - *Fermeture d'une cimenterie Lafarge dans le département du Tarn-et-Garonne - Matières premières.*

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4260) - Ministère : Agriculture - *Assurance des agriculteurs contre les accidents climatiques - Assurances.*

## INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2441, 2443) : aménagement du territoire - Répartition territoriale des volumes de production ; système de prix différenciés - Domination de la grande distribution.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4765, 4767) : décentralisation ; répartition des compétences - Finances locales ; taxe professionnelle - Préfet - Notion de « pays » - Services publics en zones rurales - Rénovation de l'habitat rural.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

### Discussion générale :

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1994) (p. 5912, 5913) : déficit budgétaire - Créations d'emplois - Fiscalité - RMI - Sécurité publique - Education nationale - Contexte économique international.

### Deuxième partie :

**Défense** - (30 novembre 1994) (p. 6468, 6469) : évolution des crédits - Industrie d'armement - Insuffisance des crédits de recherche - Coopération européenne - Service national - Accepte les orientations strictement budgétaires de la défense malgré quelques réserves.

**Budgets annexes : Légion d'honneur et ordre de la Libération** - (7 décembre 1994) (p. 6912) : montant des traitements des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires ; réaffectation vers les secours accordés par la grande chancellerie - S'abstiendra sur ces crédits.

### Vote sur l'ensemble :

(10 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7272) : priorités annoncées - Absence d'efficacité dans le projet de budget - Avec certains de ses collègues du groupe du RDE, ne votera pas ce projet de budget.

**COLLOMB (Francisque)**, sénateur du Rhône (rattaché administrativement au groupe UC).

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Industrie** - [n° 81 (94-95)] tome 4 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

### Deuxième partie :

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (industrie)

- (p. 6270) : reprise économique - Crédits de politique industrielle - Comité interministériel pour les restructurations industrielles, CIRI - Subventions - (p. 6271) : normalisation, qualification, métrologie et sécurité de l'appareil productif - Air France - Ouverture du capital ou privatisation de certaines entreprises publiques - Propose au Sénat d'adopter ces crédits.

**COSSÉ-BRISSAC (Charles-Henri de)**, sénateur de la Loire-Atlantique (RI).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)]** - (3 mai 1994) - **Art. unique** (*durée d'assurance requise pour le calcul de la retraite des anciens combattants d'Afrique du nord*) (p. 1385, 1386) : avis favorable du groupe des RI sur ce texte.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)] - Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 2** (*commission nationale du débat public*) (p. 4190) : se déclare favorable à l'amendement n° 214 de M. Claude Estier (débat au début de l'élaboration du projet).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

### Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1994) - **Art. 18** (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 5961, 5962) : budget européen - Information du Parlement - Lutte contre la fraude - Ressources propres - Discipline budgétaire - Avis favorable du groupe des RI sur cet article.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) [n° 156 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7829) : construction navale - S'abstiendra sur ce texte.

**COURRIÈRE (Raymond)**, sénateur de l'Aude (S).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec M. Roland Courteau, visant à permettre la propagande et la publicité en faveur du vin [n° 289 (92-93)] (30 avril 1993) - Reprise par ses auteurs le 2 novembre 1994 - **Publicité**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)]** - (3 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1371, 1372) : engagement du Gouvernement - Trimestre de bonification - Evaluation financière de la retraite anticipée - Anciens combattants d'Afrique du nord - Chômeurs de longue durée - Avis défavorable du



groupe socialiste sur ce texte - **Art. unique** (*durée d'assurance requise pour le calcul de la retraite des anciens combattants d'Afrique du nord*) (p. 1385) : avis défavorable du groupe socialiste sur cet article.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)] - Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 47 (par priorité)** (*assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques*) (p. 3157) : intervient sur l'amendement n° 54 de M. Roland Courteau (nouvelle rédaction qui assouplit la disposition de l'article 17 du code des débits de boissons) - (p. 3159) ; intervient sur l'amendement n° 59 de M. Yves Guéna (nouvelle rédaction qui simplifie la législation) - **Après l'art. 47 (par priorité)** (p. 3165) : soutient l'amendement n° 55 de M. Roland Courteau (prévention et éducation sanitaire en matière de consommation de boissons alcooliques à destination de la jeunesse).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4746, 4747) : département de l'Aude - Diminution de la compensation de taxe professionnelle par l'Etat - Dotation aux départements défavorisés - Services publics ; enseignement - Demande un traitement financier différencié des départements défavorisés.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) (p. 6180, 6181) : indemnisation des patriotes résistant à l'Occupation - Commémorations - Anciens combattants en Afrique du nord - Allocation de préparation à la retraite - Avis défavorable sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 51 bis** (p. 6186) : intervient sur l'amendement n° II-7 de la commission saisie pour avis (montant du plafond de ressources assuré par le fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du nord) - Avis favorable du groupe socialiste sur l'article 51 bis relatif à l'allocation différentielle du fonds de solidarité.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Avant l'art. 13** (p. 7748) : son amendement n° 20, soutenu par M. Claude Estier : exonération d'impôt sur le revenu et de CSG pour les rappels de traitement perçus actuellement par les fonctionnaires rapatriés d'Afrique du nord et ayant la qualité d'anciens combattants de la Seconde guerre mondiale ; rejeté.

**COURTEAU (Roland)**, sénateur de l'Aude (S).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec M. Raymond Courrière, visant à permettre la propagande et la publicité en faveur du vin [n° 289 (92-93)] (30 avril 1993) - Reprise par ses auteurs le 2 novembre 1994 - **Publicité**.

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 116 (JO Débats du 4 mai 1994) (p. 1389) - Ministère : Agriculture - **Réforme de l'organisation commune du marché du vin (OCM)** - (Réponse : JO Débats du 28 mai 1994) (p. 1951) - **Viticulture**,

n° 118 (JO Débats du 5 mai 1994) (p. 1444) - Ministère : Agriculture - **Financement des actions concertées de restructuration du vignoble dans le département de l'Aude** - (Réponse : JO Débats du 28 mai 1994) (p. 1953) - **Viticulture**.

n° 122 (JO Débats du 18 mai 1994) (p. 1710) - Ministère : Equipement - **Inscription de la liaison ferroviaire Montpellier-**

**Perpignan dans le cadre de l'initiative européenne de croissance** - (Réponse : JO Débats du 28 mai 1994) (p. 1949) - **Transports ferroviaires**.

n° 133 (JO Débats du 8 juin 1994) (p. 2260) - Ministère : Environnement - **Financement des travaux de protection contre les inondations sur l'Aude** - (Réponse : JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2688) - **Catastrophes naturelles**.

n° 165 (JO Débats du 8 novembre 1994) (p. 5240) - Ministère : Affaires sociales - **Difficultés financières des centres d'aide par le travail** - (Réponse : JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5806) - **Centres d'aide par le travail (CAT)**.

n° 166 (JO Débats du 8 novembre 1994) (p. 5240) - Ministère : Equipement - **Aménagement du carrefour de la RN 213 et accès vers les Hauts-de-Narbonne (Aude)** - (Réponse : JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5816) - **Aménagement du territoire**.

n° 181 (JO Débats du 4 décembre 1994) (p. 6696) - Ministère : Intérieur - **Déclaration de catastrophe naturelle pour les inondations survenues dans le département de l'Aude - Catastrophes naturelles**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 260 (93-94)]** - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 674, 675) : irrecevabilité de son amendement modifiant la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme - **Publicité sur le vin** - Prévention et éducation en matière de santé publique - Problème de la région du Languedoc-Roussillon.

- **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie [n° 434 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1985) : communauté des Harkis - Accords d'Evian - Exclusion sociale en France - Victimes du colonialisme - (p. 1986) : aides spécifiques au logement - Insertion et formation des jeunes harkis - Coordination des actions du Gouvernement en faveur des jeunes - Au nom du groupe socialiste, déclare voter ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - (28 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3062, 3063) : publicité des boissons alcoolisées - Lutte contre l'alcoolisme.

**Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 47 (par priorité)** (*assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques*) (p. 3153) : son amendement n° 54 : nouvelle rédaction qui assouplit la disposition de l'article 17 du code des débits de boissons ; rejeté - (p. 3159) : se déclare opposé à l'amendement n° 59 de M. Yves Guéna (nouvelle rédaction qui simplifie la législation) - (p. 3160) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (publicité dans les lieux de vente) - **Avant l'art. 47** (p. 3163) : ses amendements n° 52 : publicité du vin et des boissons agricoles ; et n° 53 : conseil de modération ; rejetés - **Après l'art. 47 (par priorité)** (p. 3165) : son amendement n° 55, soutenu par M. Raymond Courrière : prévention et éducation sanitaire en matière de consommation de boissons alcooliques à destination de la jeunesse ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)** - (6 décembre 1994) (p. 6873) : raccourcissement de l'échéancier de l'indemnisation - Rapatriés d'origine Nord-africaine - Chômage des enfants de harkis - (p. 6874) : surendettement des rapatriés - **Votera ces crédits**.

**Affaires sociales, santé et ville - II - Ville** - (9 décembre 1994) (p. 7082) : contradictions dans la politique de la ville - Lutte contre l'exclusion - Emplois de proximité et accès des jeunes à la qualification - Associations de quartier - Contrats de ville - (p. 7083) : animateurs professionnels - Chômage - Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

**COUVE de MURVILLE (Maurice)**, sénateur de Paris (RPR).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

#### DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier ministre - I - Services généraux** [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 34 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe** [n° 341 (93-94)] - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1021) : problèmes de la paix en Europe - (p. 1022) : effondrement de l'empire soviétique ; fin de la guerre froide - **Traité de Maastricht - Politique étrangère commune - Rôle de l'Organisation des Nations-Unies - FORPRONU - Insuffisance de cette unité militaire pour rétablir la paix dans l'ex-Yougoslavie - OTAN** - (p. 1023) : rôle de la France.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

#### Deuxième partie :

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique)** - (26 novembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6210, 6211) : coût trop élevé du transfert à Strasbourg de l'École nationale d'administration, ENA - Nombre élevé des organismes rattachés aux services du Premier ministre - Accepte ce projet de budget.

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 7008, 7010) : politique européenne - Marché commun - Défense européenne - Nouvelle organisation de l'Union européenne.

**CROZE (Pierre)**, sénateur des Français établis hors de France (RI).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

#### DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Equipement, transports et tourisme - III - Tourisme** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 22 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

#### Deuxième partie :

**Equipement, transports et tourisme - III - Tourisme** + (3 décembre 1994) - Rapporteur spécial (p. 6657, 6659) : diminution des crédits en francs courants - Avenir de l'hôtellerie indépendante française - Harmonisation européenne du secteur touristique - Gestion du ministère du tourisme - Observatoire national du tourisme - Faibles moyens de l'Agence française de l'ingénierie touristique, AFIT - Tourisme rural - Plan de modernisation pour les stations du littoral - Politique européenne du tourisme - Au nom de la commission des finances, accepte ce projet de budget du tourisme pour 1995.

**CRUCIS (Michel)**, sénateur de la Vendée (RI).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 261 (93-94)] adopté par l'Assemblée

nationale, autorisant l'approbation de la décision 93/81/Euratom, CECA, CEE modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 [n° 268 (93-94)] (26 janvier 1994) - **Europe**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 160 (93-94)] autorisant l'approbation du Protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance [n° 319 (93-94)] (6 avril 1994) - **Traités et conventions**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en République d'Afrique du Sud, du 6 au 15 février 1994 [n° 340 (93-94)] (13 avril 1994) - **Afrique du Sud**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 292 (93-94)] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [n° 347 (93-94)] (20 avril 1994) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 613 (93-94)] autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Estonie [n° 23 (94-95)] (12 octobre 1994) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 614 (93-94)] autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lettonie [n° 26 (94-95)] (12 octobre 1994) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 38 (94-95)] autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova [n° 60 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 39 (94-95)] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [n° 61 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 40 (94-95)] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [n° 62 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Traités et conventions**.

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93-81/Euratom, CECA, CEE, modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76-787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976** [n° 261 (93-94)] - (27 janvier 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 656, 659) : répartition des sièges - Conséquence de la réunification allemande - Avis favorable sur ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant l'approbation du Protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance** [n° 160 (93-94)] - (14 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Michel d'Aillières (p. 1123).

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements** (ensemble

un échange de lettres) [n° 292 (93-94)] - (11 mai 1994) - Rapporteur - Discussion générale ; son intervention, présentée par M. Michel d'Aillières (p. 1567).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Estonie** [n° 613 (93-94)] - (14 octobre 1994) - Rapporteur - Discussion générale (commune avec celle du projet de loi n° 614) (p. 4354, 4355) - Au nom de la commission des affaires étrangères, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lettonie** [n° 614 (93-94)] - (14 octobre 1994) - Rapporteur - Discussion générale (commune avec celle du projet de loi n° 613) (p. 4354, 4355) - Au nom de la commission des affaires étrangères, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova** [n° 38 (94-95)] - (15 novembre 1994) - Rapporteur - Discussion générale (p. 5587).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres)** [n° 39 (94-95)] - (15 novembre 1994) - Rapporteur - Discussion générale (commune avec celle du projet de loi n° 40) (p. 5589).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres)** [n° 40 (94-95)] - (15 novembre 1994) - Rapporteur - Discussion générale (commune avec celle du projet de loi n° 39).

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Défense** - (30 novembre 1994) - Rapporteur spécial (dépenses ordinaires) - (p. 6447, 6450) : évolution des crédits - Emplois - Equipements - Service national - Préparation militaire spécialisée - ONU - Maintien de la paix - Accepte les crédits du titre III.

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 7018, 7019) : évolution des crédits - Postes à l'étranger - Politique européenne de la France.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 42** (p. 7197) : soutient l'amendement n° II-73 de M. Jean-Pierre Tizon (possibilité de déduction des intérêts d'emprunt contracté pour souscrire au capital d'une société nouvelle constituée pour la reprise d'une activité préexistante).

<sup>b</sup>  
**CUTTOLI (Charles de)**, sénateur des Français établis hors de France (RPR).  
<sup>t</sup>

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale de programme Radio France internationale.

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire

d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec M. Paul d'Ornano et Mme Paulette Briseperrière, tendant à l'extension aux Français résidant dans la zone franc du bénéfice de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 [n° 412 (93-94)] (10 mai 1994) - Français de l'étranger.

*Proposition de loi*, déposée avec M. Paul d'Ornano et Mme Paulette Briseperrière, sur les garanties accordées aux salariés français expatriés en cas de licenciement [n° 615 (93-94)] (12 septembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - Emploi.

*Proposition de loi*, déposée avec M. Paul d'Ornano et Mme Paulette Briseperrière, tendant à modifier les articles 2 et 10 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil Supérieur des Français de l'étranger [n° 616 (93-94)] (14 septembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - Français de l'étranger.

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 167 (JO Débats du 6 novembre 1994) (p. 5139) - Ministère : Equipement - *Accident d'un Airbus au cours d'essais en vol* - (Retirée : novembre 1994) - Aviation civile.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale** [n° 603 (93-94)] - (14 novembre 1994) - **Après l'art. 4** (p. 5538) : son amendement n° 1 : création de bureaux de vote dans les agences consulaires ; adopté.

*Deuxième lecture* [n° 166 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Art. 4 bis** (*création de bureaux de vote dans les agences consulaires*) (p. 7950) : son amendement n° 1 : aménagement et rétablissement de ces dispositions supprimées par l'Assemblée nationale ; adopté.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission chargée d'examiner la demande (n° 136, 94-95) de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 175 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8051) : déclare s'abstenir sur cette proposition de résolution.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission chargée d'examiner la demande (n° 143, 94-95) de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 176 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8054) : déclare s'abstenir lors du vote de cette proposition de résolution.

## D

**DAILLY (Etienne)**, sénateur de la Seine-et-Marne (RDE).

– Vice-président du Sénat.

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Membre titulaire du Conseil national des assurances.

– Président de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO* Lois et décrets du 15 décembre 1994).

Président de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO* Lois et décrets du 15 décembre 1994).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi organique* rendant membres de droit du Conseil économique et social les membres nommés du Conseil de la politique monétaire [n° 244 (93-94)] (17 janvier 1994) - **Conseil économique et social.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur :

1° la proposition de loi [n° 119 (93-94)], adoptée par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises ;

2° la proposition de loi [n° 259 (92-93)] de M. Jacques Larché portant modification de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ;

3° la proposition de loi [n° 442 (93-94)] de M. Jean-Paul Dele-

voye visant à créer un dispositif de prévention et de règlement amiable des difficultés des entreprises ;

4° la proposition de loi [n° 172 (93-94)] de M. Pierre Vallon tendant à substituer dans le code de commerce l'appellation « soutien judiciaire des entreprises » à celle de « redressement judiciaire » [n° 303 (93-94)] (31 mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Entreprises.**

*Proposition de loi* modifiant la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion [n° 518 (91-92)] (28 septembre 1992) - Reprise le 6 avril 1994 - **Sondages et enquêtes.**

*Proposition de loi*, déposée avec M. François Lesein, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires, en vue de réprimer les dépositions sciemment inexacts effectuées sous serment par les témoins entendus par les commissions d'enquêtes parlementaires [n° 170 (92-93)] (20 décembre 1992) - Reprise le 6 avril 1994 - **Parlement.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 413 (93-94)] (11 mai 1994) - **Entreprises.**

*Avis*, déposé au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 389 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise [n° 443 (93-94)] (19 mai 1994) - **Participation des salariés.**

*Avis*, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 524 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 539 (93-94)] (22 juin 1994) - **Politique économique et sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 516 (93-94)] modifiée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales [n° 540 (93-94)] (22 juin 1994) - **Sociétés civiles et commerciales.**

*Avis*, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 503 (93-94)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise [n° 562 (93-94)] (29 juin 1994) - **Participation des salariés.**

*Avis*, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 462 (93-94)] relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 2 (94-95)] (4 octobre 1994) - **Environnement.**

*Proposition de loi* portant validation de la rémunération de certains services par les huissiers de justice [n° 70 (94-95)] (14 novembre 1994) - **Professions judiciaires et juridiques.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 70 (94-95)] portant validation de la rémunération de certains services rendus par les huissiers de justice [n° 73 (94-95)] (16 novembre 1994) - **Professions judiciaires et juridiques.**

## INTERVENTIONS

## En qualité de président de séance

– **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires roumains** (20 avril 1994) (p. 1173).

– **Conférence des présidents** - (30 juin 1994) (p. 3291) : prend acte des protestations de M. Robert Pagès, relatives à l'organisation des travaux du Sénat.

– **Ouverture de la troisième session extraordinaire de 1993-1994** (1<sup>er</sup> juillet 1994) (p. 3328).

– **Ordre du jour** - (20 octobre 1994) (p. 4601, 4603) : modification de l'ordre du jour prioritaire pour prévoir la discussion du projet de loi de programme relatif à la justice, le vendredi 20 octobre 1994.

→ **Convocation du Parlement en session extraordinaire** (21 décembre 1994) (p. 7892).

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 174 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7925, 7926) : prédominance de la règle de la navette sur la déclaration d'urgence.

#### En qualité de sénateur

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - Suite de la discussion - (19 janvier 1994) - **Art. 9 (don de gamètes)** (p. 297, 298) : respect de l'opinion de chacun - Travail considérable accompli par la commission des affaires sociales - Apport positif du Sénat en ce qui concerne le don d'organes - Désapprouve le texte relatif à l'assistance médicale à la procréation.

– **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)]** - (25 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (champ d'application du titre I<sup>er</sup>)** (p. 537) : se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - **Art. 2 (remise d'un seul dossier à un guichet unique)** (p. 541) : reprend l'amendement n° 132 de M. Jacques Braconnier (faculté laissée au déclarant de saisir directement le greffe de sa demande d'inscription au registre du commerce) - **Art. 3 (emploi d'un numéro d'identification unique par les entreprises)** (p. 542, 543) : son amendement n° 141 : attribution du numéro unique seulement après validation de la déclaration d'inscription par le registre du commerce ; rejeté - Sécurité juridique des tiers - **Art. 4 (déclaration des entreprises par voie électronique)** (p. 544) : son amendement n° 142 : impossibilité pour les demandes d'inscription destinées au greffe d'être effectuées par voie électronique ; rejeté - Pièces justificatives - (p. 546) : sur l'amendement n° 7 de la commission (attestation de la date d'envoi d'un écrit à un organisme visé à l'article 1<sup>er</sup> par le cachet de la poste), se déclare opposé au sous-amendement n° 171 du Gouvernement - Simplification - Possibilité d'adapter les dates de paiement pour limiter les problèmes de trésorerie des organismes de sécurité sociale - **Après l'art. 4** (p. 547, 548) : reprend l'amendement n° 73 de M. Xavier de Villepin (évaluation préalable des coûts induits par les formalités imposées par une loi ou un règlement aux entreprises).

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Art. 11 bis (nombre maximal des membres du conseil d'administration)** (p. 565, 566) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 64 de la commission des lois - Nécessité d'une grande prudence dans la réforme de la loi du 24 juillet 1966 relative aux sociétés commerciales - Modifications souhaitées par le patronat français - Problème des fusions - **Art. 12 (suppression de la condition d'ancienneté pour la nomination d'un salarié au conseil d'administration)** : son amendement de suppression n° 143 ; rejeté - **Art. 13 (nomination de salariés au conseil de surveillance)** (p. 568) : se déclare favorable aux amendements identiques de suppression n° 10 de la commission et n° 66 de la commission des lois - Statut de subordination du salarié et contrôle de la gestion du directeur par le conseil de surveillance - **Art. 16 (possibilité de domicilier provisoirement une entreprise dans un local d'habitation)** (p. 572) : procédure d'urgence portant atteinte au bicaméralisme - (p. 573) : demande à la commission de déposer un amendement de suppression de l'article 16 - (p. 574) : se déclare favorable à l'amendement n° 133 de M. Jean-Paul Hammann (extension du bénéfice de cette faculté aux entreprises artisanales) modifié par le sous-amendement n° 176 de M. Philippe Marini (autorisation d'utilisation partielle d'un local d'habitation comme lieu d'exercice professionnel selon la procédure prévue par le code de la construction et de l'habitation) - **Art. 22 bis (déduction des bénéfices imposables des cotisations d'assurance volontaire des entrepreneurs individuels)** (p. 582) : régimes facultatifs des caisses des non-salariés - Règles de concurrence européenne - Loi Evin sur les assurances couvrant les risques de prévoyance - (p. 583) : ses amendements, n° 144 : extension de la déductibilité des cotisations aux primes versées dans le cadre de contrats strictement individuels ; et n° 145 : intervention des caisses vieillesse des

non-salariés dans le domaine des régimes facultatifs délimitée par le code de la sécurité sociale ; réservés jusqu'après l'examen de l'article 34 bis - **Art. 34 bis (contrats d'assurance de groupe des non salariés non agricoles)** (p. 615) : son amendement n° 146 : extension aux contrats d'assurance individuelle ; retiré - (p. 616) : son amendement n° 147 : exonération de la taxe d'assurance des contrats souscrits en vue de garantir le versement des prestations visées quel que soit l'organisme assureur ; adopté - **Art. 22 bis (suite)** (p. 619) : ses amendements, n° 144 ; retiré ; et n° 145 ; adopté (précédemment réservés p. 584) - **Après l'art. 34 bis** (p. 621) : son amendement n° 148 : soumission à la loi Evin des caisses de non salariés mettant en place des régimes facultatifs de prévoyance ; adopté - **Art. 38 (protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel)** (p. 626, 627) : loi portant réforme des procédures civiles d'exécution - Son amendement n° 149 : 1°) suppression des paragraphes I, III et IV ; rejeté - 2°) amélioration de l'information des cautions ; adopté.

**Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 276 (93-94)]** - (27 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 698, 699) : définition de l'entreprise - Inscription de ce projet de loi à l'ordre du jour des deux assemblées - Remerciements - Précipitation dans l'élaboration de ce texte - Votera contre l'ensemble de ce projet de loi.

– **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)]** - (6 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 737) : conditions d'examen de la proposition de loi ; regrette la déclaration d'urgence - (p. 738) : effets pervers des lois du 1<sup>er</sup> mars 1984 sur la prévention des difficultés des entreprises et du 25 janvier 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaire : apparition de trafiquants d'entreprises ; politique du secteur bancaire - (p. 739) : période d'observation - Nécessaire actualisation des fonds propres des entreprises - (p. 740) : règlement amiable - Liquidation judiciaire - Sûretés des créanciers privilégiés - (p. 741) : fournisseurs - Cautions - Clause de réserve de propriété sur les biens meubles - Validité des paiements effectués pendant la période suspecte grâce à des cessions de créances « Dailly » - Moralisation des cessions - (p. 742) : malgré la déclaration d'urgence, souhaite une deuxième lecture de ce texte à l'Assemblée nationale - **Après l'art. 1<sup>er</sup> (par priorité)** (p. 760) : son amendement n° 10 : information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale : réduction du seuil du montant des créances et des délais d'inscription ; adopté après modification par le sous-amendement n° 139 de M. Claude Estier qu'il accepte (p. 764) - Sur le même objet, demande le retrait, avant l'article 1<sup>er</sup> bis, des amendements n° 1 de la commission saisie pour avis et n° 148 de M. Robert Pagès (information du président du tribunal par le Trésor et les organismes sociaux), et s'oppose à l'amendement n° 188 du Gouvernement (fixation par décret en Conseil d'Etat du seuil du montant des créances rendant l'inscription obligatoire) - **Art. 1<sup>er</sup> bis (nomination facultative d'un commissaire aux comptes pour certaines personnes de droit privé non commerçantes)** (p. 764, 765) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 165 de M. Claude Estier - Son amendement n° 11 : pouvoirs, obligations et responsabilités des commissaires aux comptes désignés ; adopté - (p. 766) : demande le retrait de l'amendement n° 2 de la commission (faculté d'adhésion des entreprises individuelles à un groupement de gestion agréé) - Insuccès des groupements de prévention agréés.

**Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - Rapporteur - **Après l'art. 1<sup>er</sup> bis (suite)** (p. 777, 778) : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Jean-Paul Hammann (possibilité pour les centres de gestion agréés d'exercer les missions de groupements de prévention agréés) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> ter** (p. 778, 779) : s'oppose à l'amendement n° 149 de M. Robert Pagès (modification de la procédure de licenciement économique : création d'une cellule de crise) - **Art. 1<sup>er</sup> ter (convocation des dirigeants d'une entreprise en difficulté)** : son amendement n° 12 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 780) : s'oppose aux amendements n° 150 (caractère officiel des informations servant de base à l'intervention du président du tribunal) et n° 151 (information du comité d'entreprise) de M. Robert Pagès - (p. 781) : tribunaux de commerce - Professions libérales - **Art. 2 (règlement amiable)** - **Art. 35 de la loi n° 84-148 du 1<sup>er</sup> mars 1984 (ouverture de la procédure et nomination du conciliateur)**

(p. 782, 783) : son amendement n° 13 : information du président ; possibilité de prorogation du règlement amiable ; adopté - Effet de la suspension des poursuites que peut ordonner le président du tribunal - Accepte l'amendement n° 168 de M. Claude Estier (prise en compte de la situation sociale de l'entreprise) - (p. 784) : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. Robert Pagès (transmission du rapport d'expertise au comité d'entreprise) - Son amendement n° 14 : couverture de la responsabilité civile professionnelle du conciliateur par une assurance ; adopté - *Art. 36 de la loi précitée (mission du conciliateur ; possibilité de suspension provisoire de poursuites ; homologation en cas d'accord amiable)* (p. 785) : son amendement n° 15 : nouvelle rédaction, supprimant notamment la faculté de suspension provisoire des poursuites ; adopté après modification par le sous-amendement n° 189 du Gouvernement qu'il accepte - *Art. 37 de la loi précitée (saisine du président du tribunal de grande instance à la demande de personnes morales de droit privé)* (p. 786) : son amendement n° 16 : extension aux professions libérales réglementées ; adopté après modification par le sous-amendement rédactionnel n° 190 du Gouvernement, qu'il accepte - *Art. 3 (information du président du tribunal par les commissaires aux comptes)* (p. 787, 789) : son amendement n° 17 : nouvelle rédaction ; adopté - Assemblée générale des actionnaires - **Après l'art. 3** (p. 790) : directoires et conseils de surveillance - Son amendement n° 18 : extension aux groupements d'intérêt économique de la procédure d'alerte ; réservé pour coordination - (p. 791) : son amendement n° 20 : relèvement du capital minimal des sociétés commerciales ; adopté (p. 800) - (p. 792) : création d'entreprises non viables faute de fonds propres suffisants - (p. 795) : PMI, PME - Crédit bancaire - (p. 797, 799) : sur l'amendement n° 20 précité, s'oppose au sous-amendement n° 204 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (non application aux sociétés constituées avant la promulgation de la loi) - Entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée - (p. 800) : ses amendements, n° 18 précité ; et n° 19 : extension de la procédure d'alerte aux personnes morales ; précédemment réservés ; adoptés - (p. 801) : s'oppose à l'amendement n° 183 de M. Jean François-Poncet (suspension provisoire des poursuites ; extension aux cautions personnes physiques dans la procédure de règlement amiable judiciaire spécifique à l'agriculture) et demande sa réserve jusqu'après l'examen de l'article 24 - **Avant l'art. 4** (p. 808) : demande le retrait de l'amendement n° 137 de M. René Trégouët (substitution de la formule « soutien judiciaire » à la formule « redressement judiciaire ») - **Chapitre II (simplification de la procédure de redressement et de liquidation judiciaire)** (p. 809) : législation actuelle ; période dite d'observation - **Art. 4 (liquidation judiciaire sans période d'observation)** (p. 810) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 153 de M. Robert Pagès - Son amendement n° 21 : conditions de la liquidation sans période d'observation ; adopté - (p. 811) : s'oppose à l'amendement n° 184 de M. Jean François-Poncet (exploitations agricoles) - (p. 811, 812) : professions libérales réglementées ; ouverture du redressement et de la liquidation judiciaires aux personnes morales et exclusion des personnes physiques - **Art. 5 (champ d'application)** (p. 813) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Jean François-Poncet (application du redressement et de la liquidation judiciaires au conjoint commun en biens) - **Art. 6 (radiation d'office)** (p. 814) : son amendement de suppression n° 22 ; adopté - **Après l'art. 6** : son amendement n° 202 : ouverture de la procédure avant la définition de la cessation des paiements ; retiré - **Après l'art. 7** (p. 815) : accepte l'amendement n° 102 du Gouvernement (saisine de plusieurs juridictions : désignation de la cour compétente par la Cour de cassation) - **Chapitre III (modernisation du régime général du redressement judiciaire)** : présente les propositions de la commission - **Art. 8 (durée de la période d'observation)** (p. 816) : son amendement n° 23 : demande possible de renouvellement par le représentant des créanciers ou les contrôleurs ; retiré - (p. 817) : demande le retrait de l'amendement n° 140 de M. Alain Lambert (publication du jugement d'ouverture au bureau des hypothèques) - **Après l'art. 8** : accepte les amendements du Gouvernement n° 103 (dispositions en cas de difficulté à désigner un représentant des salariés) et n° 104 (mission du représentant des salariés en l'absence d'institutions représentatives du personnel) - **Art. 8 bis (date de la cessation des paiements en cas d'extension de la procédure)** (p. 818) : son amendement de suppression n° 24 ; adopté - **Art. 8 ter (remplacement de l'administrateur, de l'expert et du représentant**

*des créanciers)* : mandataires de justice professionnels ; mission du contrôleur - (p. 819) : son amendement n° 25 : suppression de la faculté donnée au contrôleur de demander directement au tribunal le remplacement de l'administrateur ou du représentant des créanciers ; adopté - **Art. 9 (désignation des contrôleurs)** : son amendement n° 26 : nouvelle rédaction prévoyant notamment la représentation des créanciers chirographaires ; adopté après modification par le sous-amendement n° 192 du Gouvernement qu'il accepte - (p. 820) : son amendement n° 27 : astreinte des contrôleurs au secret professionnel ; adopté - Son amendement n° 28 : possibilité pour le contrôleur de se faire représenter, y compris par ministère d'avocat ; rejeté - (p. 821, 822) : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission saisie pour avis (possibilité pour le contrôleur de se faire représenter par l'un de ses salariés) - Positions de la Cour de cassation sur la représentation en matière de déclaration des créances - **Art. 11 (soumission des offres par les tiers)** (p. 824, 825) : son amendement n° 29 : personnes exclues y compris par personne interposée ; adopté après modification par le sous-amendement n° 185 de M. Jean François-Poncet qu'il accepte (dérogation possible en cas d'une exploitation agricole) - Sur le même objet, s'oppose au sous-amendement n° 187 de M. Jean-Paul Hammann - S'oppose à l'amendement n° 126 du même auteur (exclusion du rachat par tout parent et allié jusqu'au deuxième degré du chef d'entreprise ; exception pour les salariés de l'entreprise) - **Art. 12 (droit des contrôleurs)** (p. 826) : son amendement rédactionnel n° 30 ; adopté - **Après l'art. 12** (p. 827) : demande le retrait de l'amendement n° 119 de M. Serge Vinçon (désignation d'un expert en diagnostic d'entreprise) - **Art. 13 (inventaire des biens de l'entreprise)** : son amendement n° 31 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 14 (compensation des créances connexes)** (p. 828) : s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Robert Pagès (limitation aux créances nées avant l'ouverture de la procédure) - **Art. 15 (vente d'un bien grevé de sûretés)** (p. 828, 831) ; pénalisation des créanciers titulaires de sûretés par la loi du 25 janvier 1985 - Son amendement n° 32 : dépôt du prix de vente du bien à la Caisse des dépôts et consignations ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 36 - Restauration du crédit bancaire aux PME, PMI - Créanciers privilégiés - Commission saisie pour avis - **Art. 16 (résiliation des contrats en cours)** (p. 832, 833) : son amendement n° 33 : généralisation du paiement comptant des prestations fournies pendant la période d'observation ; obligation de moyens de l'administrateur ; adopté après modification par le sous-amendement n° 194 du Gouvernement qu'il accepte - (p. 834) : s'oppose au sous-amendement n° 98 de M. Jean François-Poncet - Délais de résiliation du contrat laissés à l'administrateur - **Après l'art. 16 bis** (p. 835) : accepte l'amendement n° 105 du Gouvernement (inopposabilité à l'administrateur en cas de cession du bail de toute clause imposant au cédant de dispositions solidaires avec le cessionnaire) - **Art. 17 bis (abandon des pénalités ou majorations de retard et des frais de poursuite par les organismes de sécurité sociale)** : son amendement de rectification n° 37 ; adopté - (p. 836) : accepte l'amendement n° 106 du Gouvernement (limitation aux sommes dues avant le jugement d'ouverture) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 160 de M. Robert Pagès (redevable de bonne foi) - (p. 837) : reprend l'amendement n° 134 de M. Jean François-Poncet : cas des agriculteurs ; adopté.

**Suite de la discussion** - (8 avril 1994). - Rapporteur - **Art. 17 ter (abandon par le Trésor des frais de poursuites et de pénalités fiscales)** (p. 851) : accepte l'amendement n° 107 du Gouvernement (application aux sommes dues avant le jugement d'ouverture) - Son amendement n° 38 : date d'application des dispositions proposées ; adopté - **Art. 20 (mission du représentant des créanciers)** : ses amendements, n° 39 : exclusivité de l'action au nom et dans l'intérêt des créanciers, sans préjudice des droits des contrôleurs ; et n° 40 : substitution des mots « au juge commissaire et au procureur de la République » aux mots « au tribunal » ; adoptés - **Après l'art. 20** (p. 852) : son amendement n° 41 : reprise des instances suspendues ; adopté - **Art. 21 (déclaration des créances)** (p. 853) : son amendement n° 42 : avertissement personnel des créanciers bénéficiaires d'une sûreté ayant fait l'objet d'une publication, d'un contrat de crédit-bail publié ou d'un bail publié ; adopté - (p. 854) : sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 195 du Gouvernement - Son amendement n° 43 : créance du Trésor public et des organismes de pré-

voyance et de sécurité sociale ; retiré au profit de l'amendement n° 108 du Gouvernement (mention de l'UNEDIC) qu'il accepte - (p. 855) : son amendement n° 44 : suppression du délai de déclaration des créances des collecteurs fiscaux ; adopté - (p. 856) : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 175 de M. Claude Estier - Son amendement n° 45 : expert-comptable ; adopté - **Art. 23 (inopposabilité de la forclusion)** (p. 857) : accepte l'amendement n° 8 de la commission saisie pour avis (extension à l'ensemble des créanciers, lorsqu'ils n'ont pas été avisés personnellement) et sur cet amendement, le sous-amendement n° 196 du Gouvernement - Sur le même objet, son amendement n° 46 ; retiré - **Art. 24 (sort des cautions)** ; son amendement n° 47 : rétablissement du plein effet des cautions, accompagné éventuellement de délais de paiement ; adopté - (p. 858, 860) : s'oppose aux amendements n° 197 du Gouvernement (nouvelle rédaction sauvegardant les droits des créanciers) et n° 141 (limitation de la suspension de la mise en jeu des cautions aux cautions non professionnelles) de M. Alain Lambert - (p. 861) : article 1244-1 du code civil - **Après l'art. 3 (suite)** (p. 862) : s'oppose à l'amendement n° 183, précédemment réservé, de M. Jean François-Poncet (suspension provisoire des poursuites ; extension aux cautions personnes physiques dans la procédure de règlement amiable judiciaire spécifique à l'agriculture) - (p. 863, 864) : sur les amendements de M. Alain Lambert, accepte le n° 142 d'harmonisation, s'oppose au n° 143 (hypothèques, nantissements, privilèges, actes et décisions judiciaires translatifs ou constitutifs de droits réels publiés ou inscrits postérieurement au jugement d'ouverture du redressement judiciaire) ainsi qu'au n° 144 sur le même objet - **Art. 25 (durée du plan de redressement)** (p. 865, 866) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 162 de M. Robert Pagès - Demande le retrait des amendements, n° 99 de M. Jean François-Poncet, n° 176 de M. Claude Estier et n° 146 de M. Alphonse Arzel au profit de son amendement n° 205 sur le même objet : durée maximale accordée aux entreprises agricoles et possibilité pour le tribunal de déroger aux durées autorisées ; adopté - **Après l'art. 25** : son amendement n° 48 : interdiction de révision du prix de cession ; adopté - **Après l'art. 26** (p. 867) : son amendement n° 49 : levée de l'interdiction bancaire de l'entreprise en redressement judiciaire ; adopté - **Art. 27 (libération du capital)** : son amendement n° 50 : nouvelle rédaction ; adopté - **Après l'art. 27** (p. 868, 869) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission saisie pour avis (fixation d'un délai de franchise pour le paiement des créanciers) - Son amendement n° 51 : levée de l'option d'achat des contrats de crédit-bail ; adopté - **Art. 28 (intérêts des créances soumises au plan de redressement)** : son amendement de suppression n° 52 ; adopté - (p. 870) : s'oppose aux amendements de M. Jean François-Poncet, n° 100 de coordination, et n° 135 (maintien du jeu des intérêts conventionnels) - **Art. 30 (non-exécution de ses engagements par le débiteur)** : son amendement n° 53 : nouvelle rédaction ; adopté - **Après l'art. 30** (p. 871) : son amendement n° 54 : sort des actifs non compris dans le plan de cession ; adopté - **Avant l'art. 31** : s'oppose à l'amendement n° 163 de M. Robert Pagès (traitement prioritaire des offres émanant de membres du personnel) - **Art. 31 (offres de cession)** (p. 872) : son amendement n° 55 : délai entre la réception de l'offre et son examen par le tribunal ; adopté - **Art. 32 (vérification de la qualité de tiers des repreneurs)** (p. 873) : demande le retrait de l'amendement n° 120 de M. Serge Vinçon (nomination d'un expert) - **Art. 32 bis (sort de l'option d'achat des contrats de crédit-bail)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 164 de M. Robert Pagès - Son amendement de coordination n° 56 ; adopté - **Art. 33 (gestion de l'entreprise)** (p. 874) : son amendement de suppression n° 57 ; adopté - **Art. 34 (obligations du cessionnaire)** : son amendement n° 58 : commissaire à l'exécution du plan ; adopté - **Art. 35 (clause d'inaliénabilité des actifs cédés)** : son amendement, n° 59 : fixation de la durée par le tribunal ; adopté - **Demande de réserve** (p. 875) : demande la réserve des articles 15, 17 et 36 ainsi que des amendements n° 145, n° 95 et n° 96 tendant à insérer des articles additionnels après les articles 36, 52 et 52 ter ; réserve ordonnée - **Art. 37 (vérification et admission des créances)** : son amendement n° 61 : établissement d'une liste unique de créances et suppression du délai ; adopté - **Art. 38 (nullité des paiements financés par des cessions de créances)** (p. 876) : son amendement de suppression n° 62 ; adopté - Financement des PME et PMI - **Art. 39 (délai de revendication)** (p. 877) : parole sur l'article -

**Art. 39 bis (dispense de revendication)** : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 117 de M. Jean-Paul Hammann - Son amendement n° 63 : extension de la dispense de revendication aux contrats de crédit-bail publiés ; adopté - **Art. 40 (revendication de matériels ou d'outillage)** (p. 878, 879) : son amendement n° 64 : nouvelle rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 198 du Gouvernement qu'il accepte (biens fongibles) - **Après l'art. 40** (p. 879, 880) : son amendement n° 65 : revendication du prix ; adopté - **Art. 40 bis (contentieux de la revendication)** : accepte l'amendement n° 118 de M. Jean-Paul Hammann (suppression de la disposition selon laquelle le juge-commissaire, à l'occasion de l'action en revendication ou en restitution des biens, statue sur le sort du contrat) - **Après l'art. 41** (p. 881) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 177 et n° 178 (maintien dans les lieux des personnes physiques lors d'une procédure de liquidation des biens) - **Art. 42 (Intitulé du chapitre I<sup>er</sup> du titre II de la loi du 25 janvier 1985 : « Jugement d'ouverture et période d'observation »)** (p. 882) : parole sur l'article - **Art. 43 (période d'observation)** : ses amendements n° 66 : ouverture aux représentants des créanciers et à tout contrôleur de la faculté de demander le renouvellement de la période d'observation ; retiré (p. 883) ; et n° 186 : maintien du droit actuel applicable aux exploitations agricoles ; adopté - Accepte l'amendement n° 179 de M. Claude Estier (enquête du juge-commissaire afin de dresser un rapport sur la situation de l'entreprise et sur ses perspectives de redressement) - **Avant l'art. 45** (p. 884) : accepte l'amendement n° 180 de M. Claude Estier (interdiction de nommer administrateur l'expert) - **Art. 45 (coordination)** : son amendement de rectification n° 67 ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 101 de M. Jean-Paul Hammann (allongement de la période prévue pour l'élaboration du plan de redressement) - **Après l'art. 45** (p. 885) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Serge Vinçon (recours à un expert) - **Chapitre V (modification de la procédure de liquidation judiciaire)** : parole sur ce chapitre - **Art. 47 (régime de la liquidation judiciaire) - Art. 148 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 (ouverture de la procédure)** (p. 886) : son amendement n° 68 : nouvelle rédaction ; adopté - Demande le retrait de l'amendement de coordination n° 181 de M. Claude Estier - **Art. 148-2 de la loi précitée (effets du jugement d'ouverture de la liquidation)** (p. 887) : son amendement n° 69 : référence à l'article 57 de la loi de 1985 ; adopté - **Art. 148-3 de la loi précitée (opérations de liquidation conduites par le liquidateur)** : son amendement n° 70 : référence à l'article 27 de la loi de 1985 ; adopté - **Avant l'art. 49** : son amendement n° 71 : maintien en fonction des organes de la procédure ; adopté après modification par le sous-amendement n° 199 du Gouvernement qu'il accepte - **Après l'art. 50** (p. 889) : son amendement n° 72 : vente des immeubles ; adopté après modification par le sous-amendement n° 200 du Gouvernement qu'il accepte - **Art. 50 bis (cessions d'unités de production)** (p. 890) : demande le retrait de l'amendement n° 127 de M. Jean-Paul Hammann (exception à l'interdiction de rachat par des membres de la famille s'ils attestent avoir été salariés de l'entreprise depuis plus d'un an au moment du dépôt de bilan) - **Art. 51 (vente d'immeubles)** : son amendement n° 73 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 51 bis (paiement provisionnel)** (p. 891) : son amendement n° 74 : garantie bancaire obligatoire ; adopté après modification par le sous-amendement n° 201 du Gouvernement (exclusion de cette obligation de l'Etat et des organismes sociaux et assimilés) qu'il accepte - **Après l'art. 51 bis** : son amendement n° 75 : mode simplifié de clôture de la liquidation ; adopté - **Art. 52 (droits de poursuite individuelle)** (p. 892) : son amendement de coordination n° 76 ; adopté - **Après l'art. 52** : son amendement n° 77 : ouverture des voies d'appel aux contrôleurs ; réservé - **Art. 52 ter (voies de recours du ministère public)** (p. 893) : son amendement n° 78 : référence à l'article 154 de la loi du 5 janvier 1985 ; adopté - **Après l'art. 52 quater** : ses amendements, n° 79, n° 80, n° 81, n° 82 et n° 83 : régime des sanctions patrimoniales civiles et pénales susceptibles de frapper les chefs d'entreprise et les dirigeants sociaux fautifs ; extension aux associations ; infraction consistant en la tenue d'une comptabilité manifestement incomplète ou irrégulière ; adoptés - **Avant l'art. 53** (p. 895) : son amendement n° 84 : interdiction de gérer ; adopté - **Après l'art. 53 bis** : accepte l'amendement n° 110 du Gouvernement (exécution de la seule mesure la plus longue dans le cas où deux juridictions ont prononcé à l'égard d'une même personne une sanction commer-

ciale) - Son amendement n° 85 : interdiction de reprise par un contrôleur ; adopté - (p. 896) : accepte les amendements du Gouvernement, n° 111, n° 112 et n° 113 (harmonisation : effacement des mentions et relèvement des interdictions, déchéances et incapacités suite à l'application de la loi du 13 juillet 1967 relative au règlement judiciaire et à la liquidation des biens) - **Art. 54 (coordinations dans la loi du 25 janvier 1985)** (p. 897) : ses amendements, n° 86 de coordination, et n° 87 de rectification ; adoptés - **Art. 55 (coordination avec le code de procédure pénale)** (p. 897) : son amendement de rectification n° 88 ; adopté - **Art. 57 (coordination avec le code des assurances)** : son amendement de rectification n° 89 ; adopté - **Art. 58 (coordinations avec le code du travail)** (p. 898) : son amendement de coordination et de rectification n° 90 ; adopté - **Art. 59 (coordinations avec la loi de 1966 sur les sociétés commerciales)** : son amendement de coordination n° 91 ; adopté - **Après l'art. 60** (p. 899) : son amendement n° 92 : droit de créance sur un établissement de crédit défaillant ; réservé - Banques - Banque de France - **Art. 61 (entrée en vigueur)** (p. 900, 901) : son amendement n° 93 : non-application aux procédures en cours à la date de son entrée en vigueur ; réservé - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 136 de M. Philippe Marini - **Après l'art. 52 (suite)** : son amendement n° 77 ; adopté (précédemment réservé p. 193) - **Rappel au règlement de M. Jean-Jacques Robert**, rapporteur pour avis (p. 902) ; conférence des présidents - Report de l'examen des articles 15, 17 et 36.

**Suite de la discussion** - (12 avril 1994) - Rapporteur - (p. 912, 913) : situation des créanciers titulaires de sûretés suite à l'application de la loi de 1985 - Etablissements de crédit - Trafiquants et dépeceurs d'entreprises - **Art. 36 (cession de biens grevés de sûretés) (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875)** (p. 914, 916) : son amendement n° 60 : transfert au cessionnaire de la charge des sûretés garantissant le remboursement d'un crédit consenti pour le financement d'un bien sur lequel portent ces sûretés ; adopté - **Après l'art. 36 (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875)** (p. 917) : demande le retrait de l'amendement de coordination n° 145, de M. Alain Lambert - **Art. 17 (ordre de paiement des créances) (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875) (par priorité)** (p. 919, 925) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 173, de suppression et n° 174 (paiement prioritaire des fournisseurs) ainsi qu'aux amendements n° 159 de M. Robert Pagès (maintien de l'ordre de paiement organisé par l'article 40 de la loi de 1985) et n° 7 de la commission saisie pour avis (dispositions relatives aux créances sociales liées à des licenciements économiques et maintien de l'ordre de paiement, institué par l'article 40 de la loi du 25 janvier 1985, mettant sur un pied d'égalité créanciers munis de sûretés et fournisseurs) - Ses amendements n° 34 : frais de justice ; adopté ; n° 35 : substitution du mot « crédits » au mot « prêts » ; retiré ; et n° 36 : réintroduction dans les créances de la période d'observation des indemnités de résiliation des contrats dont l'exécution a été régulièrement poursuivie ; adopté - (p. 921, 922) : protection des fournisseurs - Administrateurs - (p. 923) : obligation de prévoir le paiement comptant du fournisseur - Objectif de prévention des faillites en chaîne - **Art. 15 (suite)** (p. 925, 926) : son amendement n° 32 ; adopté (précédemment réservé, 7 avril 1994, p. 832) - S'oppose aux amendements de suppression, précédemment réservés, n° 158 de M. Robert Pagès et n° 193 du Gouvernement - **Après l'art. 52 et après l'art. 52 ter (précédemment réservés, 8 avril 1994, p. 893)** (p. 927, 928) : ses amendements n° 95 et n° 96 : ouverture des voies d'appel aux contrôleurs ; adoptés - Déploie la non-utilisation du droit d'appel des parquets en matière de procédures collectives - (p. 929, 930) : réflexion sur la constitutionnalité de ces amendements - **Après l'art. 60 (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 900)** (p. 932, 933) : son amendement n° 92 ; adopté - Faillite frauduleuse - Droit de se constituer partie civile pour les établissements de crédit ayant participé à un concours dans le cadre du soutien de la place financière - Droit pénal - **Art. 61 (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 901)** (p. 934) : son amendement n° 93 ; retiré - Sur le même objet accepte l'amendement n° 206 du Gouvernement - **Seconde délibération - Art. 1<sup>er</sup> bis A (information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale : réduction du seuil du montant des créances et des délais d'inscription)** (p. 938, 939) : accepte l'amendement n° B1 du Gouvernement (allongement des délais) - Sur cet amendement, ses

sous-amendements n° B2 et n° B3 ; retirés - (p. 940) : amélioration de la prévention par raccourcissement des délais d'alerte du président du tribunal de commerce - **Sur l'ensemble** (p. 947, 948) : remerciements - Juge utile une deuxième lecture à l'Assemblée nationale.

- **Conclusions du rapport supplémentaire de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 41, 93-94) de M. Marcel Lucotte, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 49, alinéa 6 du Règlement du Sénat [n° 185 (93-94)] - (4 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1396) : exposé des motifs d'un amendement par son auteur - Réduction générale du temps de parole - Risque d'inconstitutionnalité des modifications initialement apportées par la commission des lois - Organisation du débat pour la conférence des présidents - (p. 1397, 1398) : droit d'amendement égal pour tous les sénateurs - Retour au texte initial de la proposition - Modification de l'alinéa 2 de l'article 49 du règlement du Sénat - **Discussion commune des amendements en concurrence** - Dérogation décidée par la conférence des présidents au lieu du bureau - Caractère constitutionnel de cette mesure - Propose l'adoption de cette proposition de résolution - (p. 1408, 1409) : durée du temps de parole et droit d'amendement - Exemple du règlement de l'Assemblée nationale - Position du Conseil constitutionnel - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1412) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Modification du règlement du Sénat - (p. 1413) : respect du principe d'égalité - Révision du règlement de l'Assemblée nationale - Proposition conforme à la Constitution - (p. 1414) : majorité sénatoriale - Composition du bureau et de la conférence des présidents - **Art. 1<sup>er</sup> (temps de parole fixé à cinq minutes pour l'exposé des motifs d'un amendement)** (p. 1417, 1418) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 4 de Mme Hélène Luc - S'oppose aux amendements, n° 9 de suppression, et n° 10 à n° 26 de M. Claude Estier (limitation du temps de parole sur les amendements par la conférence des présidents et ses exceptions) - **Art. 2 (discussion commune des amendements sauf décision contraire de la conférence des présidents)** (p. 1419) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 5 de Mme Hélène Luc - (p. 1420, 1421) : principe d'égalité des sénateurs - Conseil constitutionnel - Démocratie parlementaire - **Après l'art. 2** : soutient et accepte l'amendement n° 1 de M. Jean Chamant (codification dans le règlement du Sénat de différentes décisions du bureau) - (p. 1423) : application des décisions du bureau du Sénat par les présidents de séance - (p. 1425) : s'oppose à l'amendement n° 6 de Mme Hélène Luc (renforcement du droit d'amendement des sénateurs) - Droit de déposer des sous-amendements.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture** [n° 354 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Art. 3 (principes généraux relatifs au don et à l'utilisation de produits du corps humain) - Art. L. 665-13 du code de la santé publique (principe de gratuité du don)** (p. 1611, 1612) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de la commission (substitution à la notion d'avantage pécuniaire de celle de paiement).

- **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture** [n° 356 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 1701) : se déclare opposé à l'amendement n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (remplacement des mots : « dès le commencement de sa vie » par les mots : « dès le commencement de la vie »).

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise** [n° 389 (93-94)] - (25 mai 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1815) : remerciements à la commission des affaires sociales - Régime actuel de la participation à la gestion des entreprises - (p. 1816) : contenu de la proposition de loi de M. Jean Chérioux - Dispositions relatives à la participation des salariés actionnaires aux organes de gestion des entreprises - (p. 1817) : cas des entreprises publiques privatisées - Modification du régime des fonds communs de placement d'entreprise - La commission des lois propose au Sénat de retenir l'économie générale du dispositif présenté au titre I<sup>er</sup> sous réserve de certaines précisions - (p. 1818) : dispositions régissant la présence de salariés au conseil d'administration ou de surveillance -



Egalité devant la loi des sociétés privées et des sociétés le devenant ou le redevenant à la suite d'une opération de privatisation - (p. 1819) : institution de l'obligation de délibérer pour l'assemblée générale extraordinaire - (p. 1829) : association du capital et du travail ; achat par le personnel de la totalité des actions réservées au personnel lors des privatisations - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> A** (p. 1839, 1840) : s'oppose à l'amendement n° 33 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (généralisation à l'ensemble des sociétés du secteur privé des dispositions de la loi de démocratisation du secteur public en matière de participation des salariés à l'administration des entreprises) - **Art. 1<sup>er</sup> A** (*représentation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés privatisées*) (p. 1841 à 1843) : rédaction incertaine du dispositif - Double atteinte au principe d'égalité devant la loi - Son amendement n° 24 : conditions de modification des statuts dès la décision de privatisation et de désignation des salariés représentant les salariés actionnaires ; adopté - Demande le retrait de l'amendement de suppression n° 59 de M. Alain Vasselle - (p. 1844, 1845) : existence de deux sortes de sociétés : celles qui appartiennent encore au secteur public et celles qui appartiennent au secteur privé après la privatisation en cause - Demande le retrait de l'amendement n° 60 de M. Alain Vasselle (maintien du dispositif prévu pour une durée limitée à cinq ans) - (p. 1847, 1848) : existence en droit de deux types de sociétés : celles appartenant au secteur public et celles appartenant au secteur privé - **Art. 1<sup>er</sup>** (*rapport sur l'état de la participation des salariés au capital*) (p. 1848, 1849) : accepte l'amendement n° 62 du Gouvernement (prise en compte des actions acquises en bourse par les salariés dans le cadre des émissions qui leur sont réservées) - Son amendement n° 25 : prise en compte des actions acquises par les salariés lors de la privatisation tant que la période d'incessibilité de ces actions n'est pas parvenue à son terme ; adopté - **Art. 2** (*non-application aux salariés actionnaires nommés membres du conseil d'administration de la limitation du nombre d'administrateurs salariés*) : son amendement n° 26 : rétablissement de la condition d'ancienneté du contrat de travail ; adopté - **Art. 2 bis** (*non-application aux salariés actionnaires nommés membres du conseil de surveillance de la limitation du nombre de membres salariés*) (p. 1850) : son amendement n° 27 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 3** (*représentation facultative des salariés actionnaires au conseil d'administration*) (p. 1851, 1852) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 34 (abaissement de la part du capital détenu par les salariés et rendant obligatoire la convocation d'une assemblée générale extraordinaire), n° 36 (impossibilité pour les cadres de représenter les salariés actionnaires au conseil d'administration) et n° 35 (désignation des représentants des salariés actionnaires par vote à bulletin secret en assemblée générale ordinaire) - **Art. 4** (*représentation facultative des salariés actionnaires au conseil de surveillance*) (p. 1853) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 37, n° 38 et n° 39, homothétiques aux amendements du même auteur, n° 34 (abaissement de la part du capital détenu par les salariés et rendant obligatoire la convocation d'une assemblée générale extraordinaire), n° 35 (désignation des représentants des salariés actionnaires par vote à bulletin secret en assemblée générale ordinaire) et n° 36 (impossibilité pour les cadres de représenter les salariés actionnaires au conseil d'administration), s'appliquant au conseil de surveillance - **Art. 5** (*consultation des salariés actionnaires*) : son amendement n° 28 : correction d'une erreur matérielle ; adopté - **Art. 6** (*détention d'actions par les salariés actionnaires nommés au conseil d'administration*) (p. 1854) : son amendement rédactionnel n° 29 ; adopté - **Art. 7** (*détention d'actions par les salariés actionnaires nommés au conseil de surveillance*) : son amendement rédactionnel n° 30 ; adopté - **Art. 7 bis** (*possibilité pour les salariés d'exercer directement les droits de vote attachés aux actions détenues dans le cadre de fonds communs de placement d'entreprise destinés à recueillir les fonds issus de la participation*) (p. 1855) : son amendement n° 31 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 8** (*fonds communs de placement d'entreprise régis par l'article 21 de la loi du 23 décembre 1983*) : son amendement rédactionnel n° 32 ; adopté - **Art. 22** (*déblocage anticipé de la réserve spéciale de participation pour l'acquisition d'une automobile ou la réalisation de travaux immobiliers*) (p. 1877, 1878) : intervient sur l'amendement n° 54 de la commission des finances (négociations préalables obligatoires pour le déblocage anticipé des

fonds dans les petites et moyennes entreprises) - Mesures de nature à favoriser le crédit des petites et moyennes entreprises - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1881) : le groupe du RDE votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 413 (93-94)]** - (26 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1919, 1920) : bilan de la CMP - Tribunal de commerce - Garantie de paiement des maîtres d'ouvrage - Commissaires aux comptes - Regrette l'abandon des dispositions votées par le Sénat sur la recapitalisation des sociétés françaises - Professions libérales - (p. 1921) : créanciers titulaires de sûretés - Cautions - Crédit bailleur - Procédure de la liquidation judiciaire - Abandon de la disposition votée par le Sénat instaurant un droit de créance sur un établissement de crédit défaillant pour les établissements de crédits répondant à un appel lancé par le Gouverneur de la Banque de France - Propose l'adoption des conclusions de la CMP, modifiées par des amendements de la commission, identiques à ceux adoptés à l'Assemblée nationale - **Art. 21** (p. 1928) : son amendement de coordination n° 1 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1936) - **Art. 24** (p. 1929) : son amendement de rectification n° 2 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1936) - **Art. 45** (p. 1931) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1936) - **Art. 52 quater A** (*appel suspensif*) (p. 1933) : son amendement de rectification rédactionnelle n° 4 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1936) - **Sur l'ensemble** (p. 1936) : objectif de restauration du crédit pour les PMI et PME - Banques - Emploi.

- **Rappel au règlement** : protestation contre la déclaration d'urgence du projet de loi sur la famille (21 juin 1994) (p. 2732, 2734).

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 424 (93-94)]** - (23 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2944) : Conseil national des assurances - (p. 2945, 2946) : inégalités de concurrence entre les assurances et les institutions de prévoyance - Clauses de désignation - Fiscalité - Utilisation de fichiers nominatifs des caisses de l'Association générale des institutions de retraites des cadres, AGIRC, et de l'Association des régimes de retraites complémentaires, ARRCO - Régime financier : droit du contrat en matière de prévoyance - **Question préalable** (p. 2948, 2949) : se déclare opposé à la motion n° 34 de Mme Héliane Luc, tendant à opposer la question préalable - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2950) : injonction au Gouvernement - Juge contraire à la Constitution l'amendement n° 60 de Mme Michelle Demessine (remise par le Gouvernement à la commission européenne d'un projet de directive organisant la protection sociale complémentaire, en particulier des populations insuffisamment couvertes) - **Art. 2** (*modalités de désignation et clauses de réexamen*) (p. 2954) : concurrence - Assurances - **Art. L. 912-1 du code de la sécurité sociale** (*mutualisation des risques dans le cadre d'un accord professionnel ou interprofessionnel*) (p. 2955, 2956) : son amendement n° 89 : procédures de consultation préalable ; rejeté - **Art. L. 912-2 du code précité** (*garanties des risques dans le cadre d'un accord d'entreprise*) (p. 2959) : son amendement n° 90, de coordination avec le précédent ; retiré - **Demande de priorité** (p. 2960) : demande l'examen de l'article 15 par priorité après l'article 2.

**Suite de la discussion** - (24 juin 1994) - **Art. 15** (*dispositions transitoires*) (**par priorité**) (p. 2982) : sur l'amendement n° 32 de la commission (délai de mise en conformité des accords collectifs et des accords d'entreprise existants avec les dispositions imposant l'insertion obligatoire d'une clause de réexamen), son sous-amendement n° 92 ; retiré - Sur l'amendement de coordination n° 33 de la commission, son sous-amendement n° 93 ; retiré - **Art. 8** (*statut des institutions de prévoyance*) - **Art. L. 931-30 du code précité** (*règles prudentielles et financières des institutions de prévoyance*) (p. 2995) : reprend l'amendement n° 13 de la commission retiré par M. Bernard Seillier, rapporteur (décret en Conseil d'Etat : principe d'harmonisation avec les dispositions analogues prévues par le code des assurances) ; retiré - **Avant l'art. 12** (p. 3012, 3014) : sur l'amendement n° 22 de la commission (fichiers nominatifs),

son sous-amendement n° 91 ; retiré - Reprend le sous-amendement n° 99 de M. Paul Loridant ; rejeté.

- **Proposition de loi autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales - Troisième lecture [n° 516 (93-94)]** - (28 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3040) : institution d'un dividende majoré à titre de prime de fidélisation - Taux de majoration de dividende - Majoration des attributions d'actions gratuites - Débat à l'Assemblée nationale - (p. 3041, 3043) : actionnaires personnes morales - Demande que le Sénat adopte conforme le texte de l'Assemblée nationale - **Art. unique** (p. 3044) : taux de majoration de dividende.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - (28 juin 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3048, 3049) : établissements de crédit - Situation d'Air France - Droit des sociétés - Activités d'assurance - **A titre personnel - Art. 1<sup>er</sup> (contrôle de l'Etat sur les entreprises pratiquant la réassurance et sur les sociétés de participation d'assurance)** (p. 3071) : procédure d'agrément administratif - Son amendement n° 144 : extension aux sociétés de réassurance établies en France de la procédure d'agrément administratif prévu pour les entreprises d'assurance ; retiré - **Art. 5 (contrats d'assurance de groupe)** (p. 3075, 3076) : responsabilités de l'association souscriptrice et de l'assureur - Son amendement n° 147 : responsabilité de la compagnie d'assurance à l'exception des actes pour lesquels elle n'aurait pas donné pouvoir à l'association ; devenu sans objet - (p. 3078) : son amendement n° 148 : remplacement de l'expression : « par une organisation représentative d'une profession d'un salarié » par celle : « par un groupement professionnel de travailleurs non salariés » ; retiré - **Art. 9 (adhésion obligatoire des établissements de crédit à un système de garantie des dépôts)** (p. 3080, 3081) : son amendement n° 20 : cas d'infraction commise par un ou plusieurs des dirigeants de l'établissement ; adopté - (p. 3083) : son amendement n° 21 : fixation à au moins 400 000 francs du montant minimum du plafond de remboursement par déposant ; retiré - **Avant l'art. 15** (p. 3107) : intervient à propos de l'amendement n° 56 de M. Pierre Laffitte (sociétés innovantes).

**Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - Rapporteur pour avis - **Art. 16 (modification du statut des sociétés anonymes à participation ouvrière, SAPO)** - (p. 3129, 3131) : fonctionnement des SAPO - Exemple d'UTA - Air France - (p. 3132, 3136) : ses amendements, n° 22, de précision ; n° 23, n° 24, rédactionnels ; adoptés - Sur son amendement de précision n° 22 précité, accepte le sous-amendement n° 159 du Gouvernement - **Art. 18 (représentation des collectivités territoriales dans les conseils d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes)** (p. 3146, 3148) : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. René Trégouët (exercice minimum par les collectivités territoriales du tiers des droits de vote quelle que soit la quotité du capital qu'elles détiennent) - **Art. 19 (garanties de l'Etat pour les emprunts du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies)** (p. 3166) : s'oppose, au nom de la commission des finances, à l'amendement de suppression n° 90 de M. Robert Vizet - **Avant l'art. 19 bis** : ses amendements n° 25 : suppression des articles 11 et 13 de la loi du 11 février 1994 sur l'entreprise individuelle et l'initiative relatifs à l'effectif des conseils d'administration et de surveillance des sociétés anonymes ; retiré ; n° 26 : abrogation de l'article 12 de la loi précitée relatif à la condition d'ancienneté exigée pour le salarié qui entre dans un conseil d'administration ; et n° 27 : abrogation de l'article 14 de la loi précitée relatif à la présence des salariés dans les conseils de surveillance des sociétés anonymes à directoire ; rejetés - **Art. 19 bis (règles de quorum applicables aux assemblées générales extraordinaires)** (p. 3171) : son amendement n° 28 : nouvelle rédaction qui fixe le quorum de la première assemblée à un tiers des actions, celui de la deuxième à un quart ; adopté - **Art. 20 (modernisation et simplification du régime d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital social)** (p. 3172, 3173) : ses amendements n° 29 : nouvelle rédaction ; n° 30, de coordination ; et n° 31 : fixation du cours d'émission en cas d'augmentation de capital ; adoptés - S'oppose, au nom de la commission des finances, à l'amendement de suppression n° 123 de M. René Régnauld - **Art. 20 bis (formalités de constatation de l'augmentation de capital)** : au nom de la commission des finances, s'oppose à l'amendement de suppression

n° 124 de M. René Régnauld - **Art. 20 ter (cession de titres acquis en régularisation de cours)** : son amendement n° 32 : nouvelle rédaction, qui instaure un contrôle sur les cessions ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 125 de M. René Régnauld - **Art. 20 quater (participation des caisses d'épargne à une société par actions simplifiée)** (p. 3177) : son amendement de suppression n° 33 ; rejeté - **Après l'art. 20 quater** (p. 3182) : son amendement n° 34 : possibilité pour les petits actionnaires possédant au moins 5 % du capital de se grouper en association destinée à représenter leurs intérêts au sein de la société ; adopté - (p. 3184) : ses amendements n° 132, de coordination, n° 133, de conséquence, n° 135, de rectification, n° 134 et n° 136, de précision ; adoptés - **Art. 26 (exercice de la profession d'expert-comptable sous forme de société)** (p. 3188) : son amendement n° 35 : taux de détention du capital par des experts-comptables ; proportion des experts-comptables siégeant en conseil d'administration ; adopté - (p. 3190) : au nom de la commission des finances, son amendement n° 36 : assurance de la responsabilité civile des experts-comptables ; adopté - **Art. 28 (modes d'exercice de la profession et responsabilité)** (p. 3191) : au nom de la commission des finances, son amendement n° 37 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 29 (protection du titre de comptable agréé)** (p. 3192) : son amendement de coordination n° 137 ; adopté - **Art. 30 (incompatibilités)** : au nom de la commission des finances, son amendement rédactionnel n° 38 ; adopté - **Après l'art. 32** (p. 3194) : au nom de la commission des finances, s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Xavier de Villepin (experts-comptables qui exercent leur activité en entreprises ou en organismes privés ou publics, ou qui assument des missions d'enseignement) - **Art. 40 (précédemment réservé p. 3210) (caractère d'ordre public de la clause relative aux intérêts moratoires dans les marchés publics)** (p. 3220, 3221) : code des marchés publics - Intérêts moratoires - Son amendement rédactionnel n° 39 ; adopté - (p. 3222) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 77 de suppression et n° 78 (dotation aux collectivités locales) - **Art. 41 (précédemment réservé p. 3211) (extension aux établissements publics de santé de la procédure de mandatement d'office des intérêts moratoires)** (p. 3223, 3224) : intérêts moratoires - Ses amendements n° 40, n° 41, n° 42, n° 43 et n° 45, rédactionnels et n° 44 de précision ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de M. Robert Vizet - **Art. 43 (précédemment réservé p. 3211) (délégations de services publics)** (p. 3228, 3229) : loi « Sapin » - Transports scolaires - Investissements - (p. 3230, 3231) : directive européenne - (p. 3232) ; ses amendements, n° 46 : suppression de l'expression : « matériels ou immatériels » ; et n° 47 : fixation du seuil annuel des sommes perçues par le délégataire à 500 000 francs ; retirés - (p. 3234) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 83 de M. Robert Vizet et n° 128 de M. René Régnauld - Accepte l'amendement n° 162 du Gouvernement (fixation du seuil des sommes perçues par le délégataire à 1 350 000 francs pour la durée entière de la concession) - **Explication de vote sur l'ensemble** : (p. 3245, 3246) avis favorable du groupe du RDE sur ce texte - Procédure de déclaration d'urgence - Organisation des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise - Deuxième lecture [n° 503 (93-94)]** - (4 juillet 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3408) : dispositions de l'article 1<sup>er</sup> A relatives aux entreprises publiques privatisables - (p. 3409) : inconstitutionnalité de la rédaction actuelle de l'article 1<sup>er</sup> A - Demande au Sénat d'adopter son seul amendement portant sur l'article 1<sup>er</sup> A - **Art. 1<sup>er</sup> A (représentation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés privatisées)** (p. 3410) : son amendement n° 7 : modification des statuts par une assemblée générale extraordinaire convoquée avant le transfert au secteur privé ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 3416, 3417) : crise économique et adoption d'un texte sur la participation et l'intéressement.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)] - Suite de la discussion** - (8 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3742, 3743) : avis favorable du groupe du RDE sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 597 (93-94)]** - (13 juillet 1994)

- **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3958, 3959) : le groupe du RDE votera ce texte - Conditions de lecture des conclusions de la CMP à l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du Livre III du code des juridictions financières** [n° 605 (93-94)] - (5 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées** (partie législative du livre III du code des juridictions financières) (p. 4076) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Michel Sergent (application aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - (11 octobre 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4126, 4127) : plan de prévention des risques naturels prévisibles - Prévention des inondations « Déplacement des populations - Conditions de mise en oeuvre - Contentieux » (p. 4128, 4129) : droit de propriété - Procédures d'indemnisation - Financement - Assurance - Amendements - Code de l'expropriation - (p. 4130) : financement - Caisse centrale de réassurance - Rapport annuel.

**Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - Rapporteur pour avis - **Art. 10** (mesures de sauvegarde) (p. 4221, 4222) : son amendement n° 2 : expropriation et indemnisation ; adopté après modification par les sous-amendements n° 293, n° 294 et n° 295 de la commission - (p. 4225, 4226) : au nom de la commission des lois saisie pour avis, sur son amendement n° 2 précité, accepte le sous-amendement n° 294 de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 295 de la commission et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 293 de la commission - **Après l'art. 10** (p. 4227, 4228) : au nom de la commission des lois saisie pour avis, s'oppose à l'amendement n° 301 du Gouvernement (indemnisation et tentative de spéculation).

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - Rapporteur pour avis - **Art. 11** (fonds de prévention des risques naturels) (p. 4238 à 4245) ; son amendement n° 3 : financement des indemnisations ; adopté après modification par les sous-amendements n° 300 du Gouvernement et n° 296 de la commission - Au nom de la commission des lois saisie pour avis, sur son amendement n° 3 précité, accepte le sous-amendement n° 296 de la commission et s'oppose aux sous-amendements du Gouvernement n° 300, n° 302 et n° 303 - **Art. 12** (financement des mesures de sauvegarde) (p. 4246) : son amendement n° 4 : rapport au Parlement sur la gestion du fonds de prévention ; adopté - **Art. 13** (plans de prévention des risques naturels) (p. 4248 à 4251) : ses amendements rédactionnels, n° 5 et n° 6 ; adoptés - Son amendement n° 7 identique à l'amendement n° 42 de la commission : correction d'une référence ; adopté - **Art. 15** (modification des dispositions du code des assurances) (p. 4254) : son amendement n° 9 : adaptation de la rédaction de cet article à une modification intervenue postérieurement à la rédaction du projet de loi ; adopté - **Art. 16** (modification de l'article 16 et du I de l'article 46 de la loi n° 92-3 sur l'eau) (p. 4255) : au nom de la commission des lois saisie pour avis, accepte l'amendement rédactionnel n° 156 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 19** (entretien des cours d'eau non domaniaux) (p. 4278, 4280) : ses amendements n° 10, n° 11, n° 13 et n° 14, de forme, n° 12 et n° 16 rédactionnels, et n° 15 de précision ; adoptés - **Après l'art. 19** (p. 4281) : intervient sur l'amendement n° 238 du Gouvernement (transfert des ouvrages ou travaux détenus par une association syndicale à une collectivité locale) - **Art. 21** (compétence des départements en matière de gestion de certains cours d'eau) (p. 4282, 4283) : son amendement n° 17 : transfert de compétences à la demande des conseils généraux ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Art. 11 bis (par priorité)** (article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) (p. 5039, 5045) : sur l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire pouvoir d'autorisation du préfet), son sous-amendement n° 546 (suppression du pouvoir transitoire d'autorisation par le préfet) ; adopté.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Avant l'art. 17** (p. 5168) : sur l'amendement n° 101 de la commission (objec-

tifs relatifs à Paris et à la région d'Ile-de-France dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et le schéma directeur de la région d'Ile-de-France), se déclare opposé au sous-amendement n° 639 de M. Gérard Delfau - **Art. 17** (fonds national de développement des entreprises) (p. 5201) : sur l'amendement n° 106 de la commission (nouvelle rédaction), se déclare opposé au sous-amendement n° 588 du Gouvernement - **Après l'art. 19 bis** (p. 6536) : sur l'amendement n° 112 de la commission (mesures d'exonération de cotisations sociales en faveur d'entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées), se déclare opposé au sous-amendement n° 629 du Gouvernement - (p. 5238) : organisation des débats sur la suite du projet de loi.

- **Modification de l'ordre du jour** (7 novembre 1994) (p. 5204, 5206).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 23 bis** (p. 5334, 5339) : son amendement n° 348 : possibilité de réduction au tiers de la part de capital des collectivités territoriales dans les sociétés d'économie mixte locales ; retiré - **Après l'art. 24** (p. 5355) : se déclare opposé à l'amendement n° 146 de M. Charles Descours (préparation d'une loi sur le régime juridique des sociétés d'économie mixte).

- **Conclusions du rapport de M. Etienne DAILLY**, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 70, 94-95) portant validation de la rémunération de certains services rendus par les huissiers de justice [n° 73 (94-95)] - (18 novembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5821, 5823) : décret modifié du 5 janvier 1967 - Arrêt du Conseil d'Etat annulant les dispositions du décret du 7 septembre 1988 - Risques de contentieux - Validation rétroactive des émoluments - Facturation autorisée des services hors monopole - Au nom de la commission des lois, propose d'adopter cette proposition de loi - **Art. unique** (rémunération de certains services rendus) (p. 5824, 5825) : recours de l'ordre des avocats - Consultation oubliée d'un organisme.

- **Rappel au règlement** - (23 novembre 1994) (p. 5936, 5937) : organisation des travaux du Sénat ; examen de l'article 18 relatif à la participation de la France au budget des Communautés européennes.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Après l'art. 3** (p. 5986) : son amendement n° I-1 : conditions dans lesquelles les biens sont considérés comme professionnels et exclus de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune ; retiré - (p. 5989) : son amendement n° I-2 : imposition des parts ou actions des sociétés rachetées par ses salariés ; retiré et repris par M. Philippe Marini sous le même numéro et enfin retiré à nouveau - **Demande de priorité** (p. 6028, 6029) : intervient sur la demande de la commission d'examen en priorité des articles 11 et 13 bis et de l'amendement n° I-18 tendant à insérer un article additionnel après l'article 13 bis - **Art. 13 bis (par priorité)** (augmentation du taux de prélèvement effectué sur la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport) - (p. 6065) : intervient sur l'amendement rédactionnel n° I-184 du Gouvernement, ainsi que sur le sous-amendement n° I-185 de M. François Lesein, déposé au nom de la commission des affaires culturelles - Se déclare favorable au taux proposé par M. Jean-Pierre Masseret dans son amendement n° I-92 (remplacement du taux de 2,4 % par celui de 2,8 %).

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 12 ter (par priorité)** (p. 6092, 6093) : se déclare opposé à l'amendement n° I-12 de la commission (plan d'option d'achat d'actions dont bénéficient les salariés des sociétés) - (p. 6097) : intervient sur l'amendement n° I-72 de M. Xavier de Villepin (frais de scolarité payés pour les expatriés des entreprises) - (p. 6100) : souhaite que M. Philippe Marini retire son amendement n° I-111 (taxe sur les contrats d'assurance).

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) - **Examen des crédits** - **Après l'art. 51 bis** (p. 6187,

6188) : intervient sur l'amendement n° II-9 de la commission saisie pour avis (création d'un délai de dix ans à compter de la délivrance de la carte de combattant ou du titre de reconnaissance de la nation pour permettre au titulaire de la carte de constituer une rente mutualiste majorée) - Plafond de la retraite mutualiste.

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile** - (6 décembre 1994) - **Examen des crédits - Après l'art. 57** (p. 6866, 6867) : intervient sur l'amendement n° II-44 du Gouvernement (validation rétroactive des arrêtés fixant la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne en 1993 et 1994) - Inconstitutionnalité de cet amendement dans sa rédaction actuelle.

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 7132, 7133) : crédits concernant l'abondement par l'Etat de la retraite mutualiste des anciens combattants.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7228) : intervient sur l'amendement n° II-21 de M. René Régnault (suppression du lien existant entre les quatre taxes locales, s'agissant des groupements à fiscalité propre).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture** [n° 88 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 37 quinquies** (*secret de l'enquête et de l'instruction*) (p. 7390) : série d'auditions de la commission des lois - Mission d'information sur le respect de la présomption d'innocence - Secret de l'enquête et de l'instruction - Équilibre à trouver entre le principe fondamental de la présomption d'innocence et la liberté de la presse - (p. 7400, 7401) : le groupe du RDE votera à l'unanimité l'amendement de suppression n° 22 de la commission - Travaux de la mission d'information sur le respect de la présomption d'innocence.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public** [n° 162 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 1** (*prolongation des conventions*) (p. 8023, 8024) : organisation des circuits de ramassage scolaire - Aménagement de la loi Sapin - Se déclare opposé à l'amendement n° 41 de M. Guy Allouche (modalités de prolongement de la concession pour des études dénommées « travaux ») - Respect du règlement du Sénat lors d'une discussion commune d'amendements - **Art. 5** (*seuil d'application des procédures*) (p. 8028) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 5 de la commission - Ramassage scolaire - Adaptation à la règle européenne - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8046, 8047) : mise à l'écart du Parlement des forces vives de la Nation - Votera cette proposition de loi par égard pour le président et le rapporteur de la commission des lois - Instauration par ces dispositions de nouvelles difficultés d'accès à un mandat parlementaire - Responsabilité du législateur envers sa famille.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission chargée d'examiner la demande (n° 136, 94-95) de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 175 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8049, 8051) : conditions de la délibération de la commission *ad hoc* - Respect des règles judiciaires - Requêtes insolites des juges d'instruction - Modalités de saisine d'une assemblée parlementaire pour une demande de levée d'immunité parlementaire - Modification prochaine du règlement du Sénat dans ce sens.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission chargée d'examiner la demande (n° 143, 94-95) de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 176 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8052) : conditions de la saisine du Sénat dans le cadre de la levée de l'immunité parlementaire - Respect de la présomption d'innocence.

**DAUNAY (Marcel)**, sénateur de l'Ille-et-Vilaine (rattaché administrativement au groupe UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur la fixation des prix agricoles, 1994-1995 [n° 482 (93-94)] (2 juin 1994) - **Union européenne**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Commerce extérieur** - [n° 81 (94-95)] tome 9 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts** [n° 233 (93-94)] - (10 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** : abstention sur ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2410, 2411) : lait ; élevage ; maîtrise de la production au sein de la CEE - Négociations du GATT ; production laitière en provenance des pays de l'Est - Indemnisation de l'abattage des vaches laitières atteintes de la maladie de la « vache folle » - Jeunes agriculteurs ; encouragements à l'installation ; transmissions et mutations.

- **Projet de loi relatif au prix des fermages** [n° 511 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3943) : résultats bruts d'exploitation entrant dans la composition de l'indice des fermages - Commissions consultatives paritaires départementales des baux ruraux - Mise aux normes des bâtiments d'exploitation - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (commerce extérieur) - (p. 6276) : solde positif de la balance commerciale - (p. 6277) : perte de parts de marchés - Asie - Crédits destinés aux services d'expansion économique - Centre français pour le commerce extérieur, CFCE - Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Comité de développement extérieur, CODEX - PME - Processus de ratification du GATT - Donne un avis favorable à l'adoption des crédits du commerce extérieur.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes)** [n° 156 (94-95)] - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7811, 7812) : préaccord agricole de Blair House - Conséquences de l'accord - Produits laitiers - Hormone de croissance bovine - Production porcine.

**DEBAVELAERE (Désiré)**, sénateur du Pas-de-Calais (apparenté au groupe RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 265 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, portant autorisation de la prolongation de la durée de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986 [n° 267 (93-94)] (26 janvier 1994) - *Traités et conventions*.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants** [n° 217 (93-94)] - (12 janvier 1994) - *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 39) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant autorisation de la prolongation de la durée de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986** [n° 265 (93-94)] - (27 janvier 1994) - *Rapporteur - Discussion générale* (p. 666, 667) : nouvelles sources de financement - Infrastructures - Demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la colombophilie** [n° 387 (91-92)] - (20 avril 1994) - *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 1185) : rôle historique des pigeons voyageurs - Importance de cette activité dans la région du Nord - Pas-de-Calais - Nécessité d'assouplir la législation - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2420, 2422) : statut du fermage - Régime des interprofessions - Organisation des filières - Bio-carburants - Fiscalité agricole - Accès des petites exploitations aux installations de transformation en voie de regroupement.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - *Suite de la discussion* - (15 décembre 1994) - **Art. 19 septies (répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 7599) : sur l'amendement n° 60 de la commission (rétablissement de cet article), son sous-amendement n° 228 ; adopté.

**DEBRÉ (Bernard)**, ministre de la coopération le 12 novembre 1994 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 13 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Coopération** - (7 décembre 1994) (p. 6944, 6948) : développement d'une politique de coopération médicale - Aide à l'éducation francophone - Conséquences de la dévaluation du franc CFA - Fonds d'aide et de coopération, FAC - Caisse française de développement - Soutien au processus de démocratisation - Drame du Rwanda - Analyse des crédits budgétaires - Moyens financiers de la coopération militaire - Efficacité de la coopération décentralisée - Rôle des organisations non gouvernementales, ONG - (p. 6964, 6967) : aide à l'établissement d'un ordre républicain en Afrique - Restructuration du ministère de la coopération - Développement de l'action humanitaire - Création d'une force interafricaine - Ouverture de prêts en francs CFA garantis par la Caisse française de développement - Règlement du problème des retraites.

**DEJOIE (Luc)**, sénateur de la Loire-Atlantique (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Juge titulaire de la Cour de justice de la République (JO Lois et décrets du 20 janvier 1994).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (JO Lois et décrets du 13 octobre 1994).

**DELANEAU (Jean)**, sénateur de l'Indre-et-Loire (RI).

chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche (JO Lois et décrets du 5 janvier 1994).

Fin de mission le 4 juillet 1994.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie.

Membre titulaire du comité de l'éthique du loto sportif.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de résolution*, déposée avec M. Roland du Luart, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur le projet de décision du Conseil, relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en oeuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (n° E-318) [n° 100 (94-95)] (29 novembre 1994) - *Communautés européennes*.

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates** (n° E-107) [n° 229 (93-94)] - (13 janvier 1994) - *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 91) : avec le groupe des Républicains et Indépendants, votera la proposition de résolution.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - *Suite de la discussion* - (19 janvier 1994) - **Art. 9 (don de gamètes)** (p. 291) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 191 de M. Bernard Seillier.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - *Suite de la discussion* - (7 avril 1994) - **Après l'art. 3** (p. 796) : se déclare défavorable à l'amendement n° 20 de la commission (relèvement du capital minimal des sociétés commerciales) - (p. 798) : sur cet amendement, se déclare défavorable au sous-amendement n° 204 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (non application aux sociétés constituées avant la promulgation de la loi) - Entreprises unipersonnelles et à responsabilité limitée -

**Art. 2 bis (garantie de paiement de l'entrepreneur) (précédemment réservé)** (p. 804, 805) : sur l'amendement n° 94 de M. Pierre Fauchon (garantie par le versement direct de l'établissement de crédit à l'entrepreneur en cas de recours du maître d'ouvrage au financement par crédit ; protection du sous-traitant ; en l'absence de recours au crédit, garantie par un cautionnement solidaire), présenté au nom de la commission des lois, soutient le sous-amendement n° 131 de M. Jean Boyer - Son sous-amendement n° 132 : exclusion des dispositions du présent article des sociétés d'HLM ; devenu sans objet.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conditions de mise en place des dispositions du titre VI du traité sur l'Union européenne consacrées aux domaines de la justice et des affaires intérieures** - (3 mai 1994) - Intervient dans le débat consécutif à la question de M. Paul Masson (p. 1357, 1358).

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958** [n° 386 (93-94)] - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 415) (p. 1960, 1961) : traité de Maastricht - Fonctionnement des assemblées parlementaires - Rôle des parlements nationaux au sein de l'Union européenne - Elargissement des compétences des délégations - Information du Parlement français - Au nom du groupe des RI, accepte cette proposition de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Lucien Lanier, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 279, 93-94), déposée par M. Jacques Genton, tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958** [n° 415 (93-94)] - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 386) : voir intervention sous la proposition de loi n° 386 (p. 1960, 1961).

- **Projet de loi relatif au prix des fermages** [n° 511 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3920) : rapport Delaneau - Statut du fermage - (p. 3921) ; politique agricole commune - Référence au blé fermage - Fixation du prix du fermage en monnaie - Rôle des commissions départementales des baux ruraux - (p. 3922) : nécessité de moderniser le statut du fermage.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 4213, 4214) : sur l'amendement n° 35 de la commission (prérogatives des commissions et nouvelle rédaction de l'article), soutient le sous-amendement n° 257 de Mme Janine Bardou - Soutient l'amendement n° 256 (regroupement de l'ensemble des commissions au sein du conseil départemental) de Mme Janine Bardou.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6 (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** - *In fine* (p. 4913) : intervient sur l'amendement n° 307 de M. Félix Leyzour (carte sanitaire) sur lequel il s'abstiendra - Services hospitaliers de proximité.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5018) : sur l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays), se déclare favorable au sous-amendement n° 609 de M. Paul Girod - **Art. 8 (organisation des services déconcentrés de l'Etat)** (p. 5054) : soutient l'amendement n° 432 de M. Henri Collard (soumission pour avis aux collectivités locales concernées des projets de regroupement des services de l'Etat mis à disposition).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 23 (rapport sur la réforme de la taxe professionnelle)** (p. 5326) : se déclare opposé à l'amendement n° 372 (dispositif de péréquation entre stations-service) de M. René Trégouët - **Art. 24 (simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale)** (p. 5345) : sur l'amendement n° 131 de la commission (rapport au Parlement sur l'état de la coopération intercommunale), se déclare défavorable au sous-amendement n° 615 de M. Paul Girod (report des délais accordés aux commissions départementales de coopération intercommunale).

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5393, 5394) : vote de ce projet de loi par le groupe des RI.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 23 (suite)** (p. 5752) : se déclare favorable à l'amendement n° 61 du Gouvernement (concrétisation des emplois consolidés et élargissement de la contribution de la collectivité publique et de l'Etat), modifié par le sous-amendement n° 148 de la commission (caractère facultatif de l'intervention du département pour la consolidation des contrats emploi-solidarité) - Effort du Gouvernement pour prendre en compte les préoccupations des collectivités territoriales - **Après l'art. 8** (p. 5759) : se déclare favorable à l'amendement n° 142 de M. Charles Descours (composition des conseils de l'ordre des sages-femmes et présidence de l'ordre national des sages-femmes) .

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Charges communes et comptes spéciaux du Trésor** - (6 décembre 1994) - **Examen des crédits** - **Art. 32 (mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale)** (p. 6896) : soutient les amendements de M. Jean Faure, n° II-35 (suppression des crédits consacrés à la rénovation des huit stades de province) et n° II-36 (suppression des crédits destinés à la construction du Grand Stade à Saint-Denis) - Suppression dans le compte spécial intitulé « Fonds national pour le développement du sport, FNDS » des crédits inscrits pour le financement de la Coupe du monde de football - Groupe d'études sur le sport - Engagement du Gouvernement de « rebudgétiser » la moitié de la somme prélevée sur le FNDS au profit du Grand Stade.

**DELEVOYE (Jean-Paul)**, sénateur du Pas-de-Calais (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales ; en démissionnaire, puis membre de la commission des lois (*JO Lois et décrets* du 4 octobre 1994).

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO Lois et décrets* du 5 octobre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à accroître l'effort d'investissement des collectivités locales par la réduction à un an du délai de remboursement par l'Etat de la TVA sur les investissements qu'elles réalisent [n° 325 (93-94)] (8 avril 1994) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à intégrer les frais liés à la mise à la disposition d'un local à une association, dans le cadre des réductions d'impôt ouvertes aux particuliers [n° 326 (93-94)] (8 avril 1994) - **Associations**.

*Proposition de loi constitutionnelle*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le régime des sessions parlementaires [n° 327 (93-94)] (8 avril 1994) - **Parlement**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à adapter la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme afin de préserver les recettes des clubs sportifs [n° 328 (93-94)] (8 avril 1994) - **Santé**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à assurer aux anciens exploitants agricoles et à leurs conjoints des ressources convenables au moment de leur retraite [n° 426 (93-94)] (17 mai 1994) - **Exploitants agricoles**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - (11 octobre 1994) - **Dis-**

**Discussion générale** (p. 4132, 4133) : participation du public et des associations - Prévention des risques naturels - Instauration d'une taxe - Politique des déchets - Budget de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4688, 4690) : prévisions économiques et démographiques - Créations et relocalisations d'entreprises - PMI et PME - Infrastructures de transport et de communication - Péréquation - Dispositifs financiers et fiscaux dérogatoires - Votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6 (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4899) : son amendement n° 534 : mise à disposition des documents en cours d'élaboration dans les maires ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 19 ter** (p. 5278) : son amendement n° 538, soutenu par M. Alain Vasselle ; modification de l'article 55 du code civil : possibilité de déclaration du lieu de naissance dans la commune de résidence réelle de l'un des parents ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion générale :*

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1994) (p. 5918, 5920) : relations entre l'Etat et les collectivités territoriales - Fiscalité - Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Fonds de compensation pour la TVA - CSG - RMI.

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Art. 7 (application du taux normal de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifiques à usage domestique distribués par réseaux publics)** (p. 6021) : son amendement n° I-167, soutenu par M. Philippe Marini ; abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique, à usage domestique, distribuée par réseaux publics ; retiré.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Art. 10 (reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux)** (p. 6109) : son amendement n° I-169, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; suppression de l'article 10 ; compensation de la perte de ressources par le relèvement des droits prévus aux articles 575, 575 A et 403 du code général des impôts ; rejeté.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. 20** (p. 7992) : ses amendements, soutenus par M. Joseph Ostermann, n° 32 : responsabilité pénale d'un élu ayant utilisé à tort ses pouvoirs de police administrative ; n° 33 : condamnation pénale de la personne morale publique lorsque sa responsabilité est indissociable de celle de l'élu agissant dans l'exercice de ses fonctions ; et n° 34 : intervention d'une association d'élus locaux dans le cas de poursuite pour crime ou délit d'un élu ; retirés.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public** [n° 162 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. 11** (p. 8041) : son amendement n° 40, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; publication par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur l'application de la présente loi dix-huit mois après sa promulgation ; rejeté.

DELFAU (Gérard), sénateur de l'Hérault (S).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (*JO Lois et décrets* du 13 octobre 1994).

Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO Lois et décrets* du 5 octobre 1994).

## DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement technique** - [n° 80 (94-95)] tome 7 (22 novembre 1994).

## QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 46 (*JO Débats* du 7 mai 1994) (p. 1540) - Ministère : Communications - **Publicité locale sur le réseau FM** - (Réponse : *JO Débats* du 16 juin 1994) (p. 2609) - **Radiodiffusion et télévision**.

## INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (25 janvier 1994) (p. 500, 501) : impossibilité de déposer un certain nombre d'amendements émanant de milieux socio-économiques de l'Hérault du fait de la fixation du délai-limite contrairement aux usages.

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 525, 526) : insignifiance du projet de loi eu égard aux problèmes posés - **Art. 2 (remise d'un seul dossier à un guichet unique)** (p. 540, 541) : intervient sur les amendements identiques, n° 106 de M. Robert Laucournet et n° 132 de M. Etienne Dailly (faculté laissée au déclarant de saisir directement le greffe de sa demande d'inscription au registre du commerce) - Notion de guichet unique - Rôle des greffes des tribunaux de commerce - **Après l'art. 4** (p. 548) : intervient sur l'amendement n° 73 de M. Xavier de Villepin (évaluation préalable des coûts induits par les formalités imposées par une loi ou un règlement aux entreprises), repris par M. Etienne Dailly.

- **Question orale avec débat : publicité locale sur le réseau FM** - (15 juin 1994) (p. 2609, 2610, 2613) : présente sa question.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 47 (par priorité) (assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques)** (p. 3150, 3151) : loi « Evin » - (p. 3157, 3158) : intervient sur les amendements, n° 54 de M. Roland Courteau (nouvelle rédaction qui assouplit la disposition de l'article 17 du code des débits de boissons) et n° 59 de M. Yves Guéna (nouvelle rédaction qui simplifie la législation) - (p. 3160) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission des affaires sociales saisi pour avis (publicité dans les lieux de vente) - **Avant l'art. 47 (par priorité)** (p. 3164) : intervient sur l'amendement n° 52 de M. Roland Courteau (publicité du vin et des boissons agricoles) - **Après l'art. 47 (par priorité)** (p. 3165) : intervient sur l'amendement n° 55 de M. Roland Courteau (prévention et éducation sanitaire en matière de consommation de boissons alcooliques à destination de la jeunesse).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la recherche** [n° 1 (94-95)] - (4 octobre 1994) (p. 4024, 4025) : livre blanc sur la recherche - Recherche fondamentale - Comité d'orientation stratégique pour la recherche - Délocalisation et aménagement du territoire - Coopération européenne - Transfert des découvertes en direction des PME-PMI - Télévision de l'éducation.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4708, 4710) : avancées du Gouvernement socialiste en matière d'aménagement du territoire - Région d'Ile-de-France - Services publics en zones défavorisées - La Poste - Notion de « pays » - Sous-préfets - Coopération intercommunale - Démocratie locale - Dispositions financières.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes de la politique d'aménagement et de développement du**

*territoire* (p. 4841, 4842) : intervient sur l'amendement n° 390 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction plaçant l'homme au coeur de la politique d'aménagement du territoire).

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Après l'art. 6** (p. 4916) : se déclare favorable à l'amendement n° 179 de M. Adrien Gouteyron (politiques interrégionales des massifs de montagne) - (p. 4917) : son amendement n° 218 : carte des formations professionnelles et technologiques ; adopté - (p. 4920, 4921) : reprend l'amendement n° 503 de M. Louis Moineard (bourses nationales d'enseignement secondaire : prise en compte des frais de transport et d'hébergement), retiré par son auteur ; rejeté - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4924, 4936) : intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (« section 1 : Du schéma directeur national de l'enseignement supérieur et de la recherche ») - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur) et sur cet amendement, opposé au sous-amendement n° 578 du Gouvernement - (p. 4940) : intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (politique de développement de la recherche en région) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 4957) : sur l'amendement n° 71 de la commission (révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports), intervient sur le sous-amendement n° 605 de M. Paul Girod.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5004) : se déclare opposé à l'amendement n° 76 de la commission (division additionnelle : Titre I<sup>er</sup> bis : « Des compétences ») - (p. 5014) : soutient l'amendement n° 397 de M. Claude Estier (notion de pays - possibilité d'élection au suffrage universel des membres siégeant dans les établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre - conseil consultatif de quartier) - (p. 5017, 5020) : intervient sur les amendements n° 79 de la commission (notion de pays) et n° 397 précité de M. Claude Estier - **Avant l'art. 8** (p. 5032, 5034) : reprend l'amendement n° 81 de la commission, retiré par M. Gérard Larcher, rapporteur (relocalisation des établissements publics et des entreprises nationales) ; rejeté - **Art. 11 bis (par priorité) (article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants)** (p. 5046) : dénonce l'incohérence du débat en cours - **Art. 9 (définition des pays)** (p. 5064) : intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (prise en compte des conséquences de la constitution des pays sur l'organisation administrative de l'Etat) et sur cet amendement, sur le sous-amendement n° 463 de M. Alain Lambert - **Après l'art. 10** (p. 5068) : intervient sur l'amendement n° 401 de M. Claude Estier (rétablissement dans sa rédaction initiale de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Après l'art. 11 ter** (p. 5091) : son amendement n° 450, soutenu par M. Aubert Garcia : collègues : extension du statut d'établissement public local ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Après l'art. 16** (p. 5163) : intervient sur l'amendement n° 505 de M. Louis Perrein (ressources du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE) - **Avant l'art. 17** (p. 5167, 5169) : sur l'amendement n° 101 de la commission (objectifs relatifs à Paris et à la région d'Ile-de-France dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et le schéma directeur de la région d'Ile-de-France), son sous-amendement n° 639 ; adopté - (p. 5173, 5174) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 102 de la commission (code de l'urbanisme : agrément administratif dans la région d'Ile-de-France) - (p. 5176) : se déclare opposé à l'amendement n° 103 de la commission (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France) - Politique de transports en commun - **Art. 17 (fonds national de développement des entreprises)** (p. 5202) : sur l'amendement n° 106 de la commission (nouvelle rédaction), se déclare opposé au sous-amendement n° 588 du Gouvernement - **Art. 18 quater (rapport au Parlement sur la mobilité économique des personnes)** (p. 5215, 5216) : intervient sur l'amendement de coordination n° 107 de la commission - **Art. 19 (exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé)** (p. 5224) : votera l'amendement n° 593 du Gouvernement

(compensation d'exonération de taxe professionnelle par l'Etat pour les quartiers urbains des communes les plus défavorisées : limitation du champ d'application aux quartiers d'habitat très dégradé) - (p. 5228, 5229) : intervient sur l'amendement n° 24 de M. René Régnault (calcul de la compensation par l'Etat des exonérations de taxe professionnelle).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 20 (réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière)** (p. 5290) : vote par le groupe socialiste de l'amendement n° 122 de la commission (principe et échéancier de la péréquation) - **Après l'art. 20** (p. 5297, 5298) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 597 du Gouvernement (dispositions pour 1995 - répartition de taxes professionnelle ; nouvelle définition du potentiel fiscal) - **Art. 23 (rapport sur la réforme de la taxe professionnelle)** (p. 5325) : vote par le groupe socialiste de l'amendement n° 372 de M. René Trégouët (dispositif de péréquation entre stations-service) - (p. 5326, 5327) : votera l'amendement n° 478 de M. Jean-Marie Rausch (assujettissement de La Poste et de France Télécom aux impositions directes locales - gage par une augmentation de la taxe sur les tabacs) - **Après l'art. 23** (p. 5329) : se déclare opposé à l'amendement n° 219 de M. Christian Poncelet (contrat quinquennal fixant les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales) - **Après l'art. 23 bis** (p. 5336, 5337) : se déclare opposé à l'amendement n° 348 de M. Etienne Dailly (possibilité de réduction au tiers de la part de capital des collectivités territoriales dans les sociétés d'économie mixte locales) - **Art. 27 (création de comités consultatifs intercommunaux et départementaux - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 5359) : se déclare favorable aux amendements de rétablissement n° 424 de M. Claude Estier et n° 509 de M. Jean Faure.

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5382) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 52, précédemment réservé, de la commission (missions de l'Observatoire national de l'aménagement et du développement du territoire) - **Vote unique sur la seconde délibération des articles 23 et 28** (p. 5392, 5393) : abstention du groupe socialiste - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5398, 5399) : démocratie locale - Construction européenne - Vote du groupe socialiste contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6358, 6359) : budget de fonctionnement de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Délocalisation de l'Agence nationale pour les chèques vacances - Exemples de délocalisation réussie - **Titre IV** (p. 6359, 6360) : crédits d'animation et d'appui au développement économique du territoire - Fusion de plusieurs fonds dans le Fonds national d'aménagement et de développement du territoire - Agence nationale pour les chèques vacances.

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6434) : développement local - Collectivités territoriales - Comités de bassins d'emploi.

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) - Rapporteur pour avis (enseignement technique) - (p. 6527, 6528) : nouveau contrat pour l'école - Quasi-stagnation des créations d'emplois et population scolaire - Progression de l'apprentissage - Formation en alternance - Adaptation de l'enseignement professionnel aux besoins de l'environnement économique et social local - Bourses scolaires - (p. 6529) : réflexion sur un système de bourses professionnelles - Programmation du développement de l'enseignement technique et professionnel - Chefs d'établissement - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption des crédits de l'enseignement technique - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6554) : situation de deux collèges du département de l'Hérault.

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6613, 6615) : fonds de gestion de l'espace rural - Formation professionnelle - Jachères - Région du Languedoc-Roussillon - Production viticole - Producteurs d'appellation d'origine contrôlée, AOC -



Union européenne - Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 6628) : enseignement agricole public - Titre IV (p. 6629) : financement des foyers ruraux - Reprend l'amendement n° II-27 de M. Alphonse Arzel (augmentation de la réduction des crédits) sous le même numéro ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** - *Deuxième lecture* [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Art. 10 bis** (*commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics*) (p. 7508) : son amendement n° 165, soutenu par M. René Régnault, qui prévoit la consultation des instances régionales ; rejeté.

DELGA (François), sénateur du Tarn (NI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingt.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immuno-déficitaire acquis.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis sur le système de santé américain et ses projets de réforme [n° 141 (94-95)] (13 décembre 1994) - **Etats-Unis d'Amérique**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5730) - Ministère : Agriculture - **Contrôle des aides à la mise en jachère - Jachère**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion - (19 janvier 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 338) : remerciements au rapporteur, au président de la commission des affaires sociales et aux rapporteurs pour avis - Position du Gouvernement - Avec la majorité des sénateurs non-inscrits, votera le projet de loi issu des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - Suite de la discussion - (26 janvier 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 644) : la grande majorité des sénateurs non-inscrits votera ce texte - Incitation à la création des entreprises individuelles.

- **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales** [n° 307 (93-94)] - (4 mai 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1442) : félicitations aux auteurs de la proposition de loi, MM. Claude Huriet et Franck Sérusclat - Au nom des sénateurs non inscrits, se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement**

**assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** - *Deuxième lecture* [n° 354 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) - (p. 1600) : précisions apportées par la deuxième lecture.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** - *Deuxième lecture* [n° 355 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet n° 354 (93-94) (p. 1600).

- **Projet de loi relatif au corps humain** - *Deuxième lecture* [n° 356 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet n° 354 (p. 1600).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** - *Deuxième lecture* [n° 354 (93-94)] - Suite de la discussion - (18 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1693, 1694) : s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux** [n° 449 (93-94)] - (7 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2259) : remerciements au rapporteur - Intérêt de situer les élections municipales entre les élections présidentielles et les élections sénatoriales - La grande majorité des sénateurs non inscrits votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** [n° 417 (93-94)] - (8 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2375, 2376) : remerciements - Réforme du financement et de la structure de la sécurité sociale - Autonomie financière des différentes branches - Avis favorable de la plupart des sénateurs non inscrits sur ce texte.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2427, 2428) : protection sociale des agriculteurs - Niveau des retraites - Conjoint veuf - Assiette des cotisations sociales - Endettement des associations syndicales d'irrigation dans le département du Tarn - Importation de l'ail chinois dans l'Union européenne.

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2767) : rôle de la famille - Politique globale de la famille - Equilibre entre vie familiale et vie professionnelle - Mesures en faveur de l'enfant non entendant - (p. 2768) ; discrimination fiscale entre couples mariés et concubins - Bilan annuel sur ces mesures - Votera ce projet de loi avec la plupart de ses collègues non inscrits.

**Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2814) : son amendement n° 142 : versement de l'allocation à tout parent désirant se consacrer à la prise en charge de son enfant sourd ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6597, 6598) : exemple du département du Tarn - Revenus agricoles - Retraites - Surfaces et cultures irriguées - Bourses et enseignement professionnel agricole - Modernisation de l'agriculture.

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) (p. 7118) : déficit de l'assurance maladie - (p. 7119) : rôle des médecins libéraux et des patients dans la réduction du déficit de l'assurance maladie - Gestion hospitalière et comparaison avec la médecine de ville et l'hospitalisation privée - Lutte contre le sida - (p. 7120, 7121) : lutte contre la toxicomanie - Prévention - Drogue au volant.

**DELONG (Jacques-Richard)**, sénateur de la Haute-Marne (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Membre titulaire du comité de contrôle du Fonds forestier national.
- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).
- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission de contrôle des établissements français à La Réunion et à l'Île Maurice du 13 au 20 février 1994, en application des dispositions du second alinéa de l'article 22 du Règlement du Sénat [n° 342 (93-94)] (13 avril 1994) - **Départements d'outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à reconnaître aux personnes contraintes au travail le titre de victime de la déportation du travail [n° 384 (93-94)] (3 mai 1994) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

*Proposition de loi* tendant à institutionnaliser en chambres consulaires les chambres des professions libérales et assimilées actuellement constituées en associations, conformément à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 [n° 385 (93-94)] (3 mai 1994) - **Professions libérales.**

*Proposition de loi* tendant à permettre aux veuves des anciens prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc de percevoir la pension de réversion de la retraite du combattant de leurs maris [n° 609 (93-94)] (10 août 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Éducation nationale (enseignement scolaire)** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 14 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'État et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** [n° 174 (93-94)] - (26 avril 1994) - **Art. 2** (« tour extérieur » au Conseil d'État, à la Cour des comptes et dans les inspections générales interministérielles) (p. 1248) : se déclare favorable, sur l'amendement n° 11 de la commission (instauration d'une commission consultative pour les nominations au « tour extérieur » des conseillers référendaires à la Cour des comptes), au sous-amendement n° 20 de M. Jacques Oudin.

- **Projet de loi organique relatif à certaines dispositions législatives des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières** [n° 301 (93-94)] - (27 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble du projet de loi organique** (p. 1333, 1334) : codification - Qualité des travaux du Sénat - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi organique.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'éducation** [n° 471 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2039, 2040) : faiblesses du système éducatif français - Préparation de la réforme et du débat - École primaire - Maîtrise de la langue française - Réforme du collège - Études surveillées - Langues anciennes - Langues vivantes - Financement de la réforme - Aide à l'enseignement privé.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - Suite de la

**discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4792, 4794) : forêts - Filière bois - Bois énergie - Forêts de montagnes - Forêt méditerranéenne - Découpage administratif ; régions et départements - Départements défavorisés.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Art. 11 bis (par priorité)** (article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) (p. 5042) : se déclare favorable aux amendements de suppression n° 309 de M. Franck Sérusclat et n° 350 de M. Dominique Leclerc - En raison de la priorité ordonnée, votera l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire pouvoir d'autorisation du préfet), sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 623 de M. Jacques Ostermann (suppression du pouvoir transitoire d'autorisation par le préfet) - (p. 5049) : proteste contre l'organisation des débats sur cet article.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 16 (fonds de gestion de l'espace rural)** (p. 5155) : son amendement n° 181, soutenu par M. Emmanuel Hamel : critères de répartition des crédits du fonds : forêts ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion générale* :

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1994) (p. 5914, 5916) : Fonds forestier national - Crédits du ministère de l'agriculture et de la pêche.

*Discussion des articles de la première partie* :

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 13 bis** (p. 6131) : ses amendements, soutenus par M. Michel Rufin, n° I-101 : maintien au compte spécial de l'intégralité des ressources qui sont affectées au Fonds forestier national ; n° I-102 : augmentation du taux de la taxe sur les boîtes ou pochettes de 100 allumettes et sur les briquets à flamme ; n° I-103 : prélèvement sur le produit des jeux et loteries organisés par la Française des jeux en faveur du Fonds forestier national ; retirés - (p. 6133) : son amendement n° I-104, soutenu par M. Yann Gaillard : taux de TVA sur le bois de chauffage ; retiré.

*Deuxième partie* :

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) (p. 6380) : renouvellement général des conseils municipaux - Conseil consultatif et commune associée - Loi sur les fusions-associations - (p. 6381) : le groupe du RPR votera la totalité du projet de budget - **Examen des crédits - Art. 59 (financement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris)** (p. 6392) : alimentation du budget du service départemental d'incendie et de secours par la taxe de capitation - Intervient sur l'amendement n° II-24 du Gouvernement (taux de participation des départements au financement des dépenses de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris pour les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement).

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) - **Examen des crédits - Art. 61 (aide personnalisée au logement)** (p. 6518) : se déclare d'accord pour le retrait de l'amendement n° II-26 de M. Josselin de Rohan (allongement à un an du délai de rappel de droit des allocataires de l'aide personnelle qui ont déposé tardivement leur dossier) et favorable à l'amendement rédactionnel n° II-31 du Gouvernement.

**Éducation nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6524) : nouveau contrat pour l'école - Apprentissage de la langue et du calcul, éducation civique - Situation des personnels et parité des établissements d'enseignement privé sous contrat avec les établissements publics - Intégration des anciens instituteurs dans le corps des professeurs des écoles - (p. 6525) : orientation et conseillers d'orientation - Propose au Sénat d'adopter ce projet de budget.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7472, 7473) : fusions et groupements de communes - Communes associées - Elections municipales - **Art. 7 decies (révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le**

*domaine des transports*) (p. 7499) ; se déclare favorable à l'amendement n° 161 de M. Aubert Garcia (remplacement de la distance kilométrique par une durée).

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 19** (*exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et les extensions d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine*) (p. 7563, 7566) : intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) - Sur l'amendement n° 54 de la commission (situation de l'assiette et des critères applicables aux zones de revitalisation rurale), son sous-amendement n° 227 ; retiré - **Après l'art. 25** (p. 7632) : son amendement n° 74 : application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale aux communes comptant plus de 10 000 habitants ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7638) : première étape vers un réaménagement du territoire.

**DEMERLIAT (Jean-Pierre)**, sénateur de la Haute-Vienne (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2644) - Ministère : Relations avec le Sénat - *Différences de traitement dans les réponses aux questions écrites* - **Questions parlementaires**.

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5742) - Ministère : Agriculture - *Lutte contre certaines pratiques culturelles* - **Agriculture**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Budget annexe des prestations sociales agricoles** - (2 décembre 1994) (p. 6570, 6571) : cotisations sociales agricoles - Exemple de la Haute-Vienne - Caisse de mutualité sociale agricole - Retraites - Les sénateurs socialistes ne voteront pas les crédits du BAPSA.

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) (p. 6830) : réalisation de l'autoroute A20 et désenclavement du Limousin - TGV Centre - (p. 6831) : desserte ferroviaire Paris-Limoges.

**DEMESSINE (Michelle)**, sénateur du Nord (C).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à fixer à trente-cinq heures sans réduction de salaire la durée hebdomadaire de travail [n° 411 (93-94)] (10 mai 1994) - **Travail**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relatives aux dettes fiscales des salariés privés d'emploi [n° 606 (93-94)] (21 juillet 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Impôts et taxes**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1734) - Ministère : Affaires européennes - *Etat des négociations sur l'ex-Yougoslavie - Guerres et conflits*.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion - (17 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A** (*Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé*) (p. 170) : soutient l'amendement n° 166 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (participation du Comité au développement de la formation à l'éthique médicale) - **Art. 3** (*principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain*) - **Art. L. 666-3 du code de la santé publique** (*interdiction de la publicité*) (p. 182) : soutient l'amendement n° 169 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (mission du ministère de la santé) - **Art. 5** (*dispositions relatives aux tissus et produits*) - **Art. L. 668-13 du code précité** (*conditions de délivrance des autorisations*) (p. 216) : soutient l'amendement n° 176 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (exclusion des considérations financières de l'ensemble des critères retenus pour l'octroi des autorisations).

- **Rappel au règlement** : rejet de la loi quinquennale sur l'emploi exprimé par les manifestations des jeunes contre le contrat d'insertion professionnelle (6 avril 1994) (p. 730)

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe** [n° 341 (93-94)] - (13 avril 1994) - **Discussion générale** : maintien de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde - Nationalisme dans les Balkans - Contestation de frontières entre la Russie et l'Ukraine - (p. 1019) : souhaite la cessation des combats - Embargo sur les armes - Situation passée de l'Europe entre deux blocs militaires surarmés - bouleversements actuels politiques, économiques et sociaux, facteurs d'accroissement de risques pour l'ensemble du continent européen.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise** [n° 389 (93-94)] - (25 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1821) : diminution de la protection des salariés dans leur vie professionnelle - (p. 1822) : résultats financiers des entreprises et chômage - Réduction de la masse salariale - Représentation des salariés dans les organes de direction - Protection sociale - Institution du compte épargne-temps - (p. 1823) : déblocage anticipé des fonds de participation - Défense des droits des salariés - Le groupe communiste et apparenté votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** [n° 417 (93-94)] - (8 juin 1994) - **Art. 4** (*mise à l'équilibre des fonds de roulement des branches du régime général*) (p. 2330) : soutient l'amendement de suppression n° 80 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 8** (*élargissement des compétences de la Caisse nationale de l'assurance maladie en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles*) (p. 2338) : soutient l'amendement de suppression n° 82 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 9** (*réforme de la gestion de la branche des accidents du travail*) (p. 2340) : soutient l'amendement de suppression n° 83 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 10** (*détermination du taux des cotisations pour l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles*)

(p. 2341) : soutient l'amendement de suppression n° 84 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 14** (*allègement de la tutelle sur la gestion administrative et l'action sanitaire et sociale des caisses*) (p. 2354) : soutient l'amendement de suppression n° 85 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 28** (*mandat des administrateurs des organismes de sécurité sociale*) (p. 2368) : soutient l'amendement de suppression n° 88 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Question préalable** (p. 2794, 2797) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Conciliation difficile de la vie familiale et de la vie professionnelle - Exemple de la société Fleury-Michon - Travail féminin - Exemple de la Samaritaine - Exemple de la Société Yoshida à Seclin - Besoins exprimés par les femmes salariées mères de famille - Directive européenne sur le travail de nuit des femmes - Aménagement nécessaire du code du travail - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2807, 2808) : soutient l'amendement n° 102 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression des exonérations des cotisations familiales) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*dispositions relatives à l'allocation parentale d'éducation à taux partiel*) (p. 2810) : problème du libre choix entre la poursuite de l'activité professionnelle et l'interruption provisoire en vue de s'occuper de l'enfant.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre du Conseil des Communautés européennes [n° 424 (93-94)]** - (23 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2942, 2944) : secteur des assurances ; mise en concurrence avec le secteur mutualiste sur le marché de la prévoyance et de la complémentarité - Ultralibéralisme de la commission européenne - Historique du mouvement mutualiste, et tentative récente de démantèlement - Causes politiques et économiques de la dérive des comptes sociaux - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2949, 2950) : son amendement n° 60 : remise par le Gouvernement à la commission européenne d'un projet de directive organisant la protection sociale complémentaire, en particulier des populations insuffisamment couvertes ; rejeté - **Art. 1<sup>er</sup>** (*création d'un livre IX dans le code de la sécurité sociale et détermination des garanties complémentaires des salariés*) (p. 2951) : son amendement de suppression n° 61 ; rejeté - **Art. L. 911-1 du code de la sécurité sociale (fondements juridiques des couvertures sociales des salariés)** (p. 2952) : son amendement n° 63, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de la possibilité de déterminer des garanties collectives par décision unilatérale du chef d'entreprise ; rejeté - **Art. L. 911-2 du code précité (champ d'application des couvertures sociales complémentaires)** : son amendement n° 64 : exclusion de la couverture du risque chômage ; rejeté - **Art. L. 911-5 du code précité (référé)** : son amendement de suppression n° 65, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - **Art. 2 (modalités de désignation et clauses de réexamen)** (p. 2954) : son amendement de suppression n° 66, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - **Art. L. 912-1 du code précité** (p. 2957) : se déclare opposée aux amendements n° 89 de M. Etienne Dailly et, sur le même objet, aux amendements n° 35 et n° 37 de M. Philippe Marini (procédures de consultation préalable).

**Suite de la discussion** - (24 juin 1994) - **Art. 15 (par priorité)** (*dispositions transitoires*) (p. 2981) : son amendement de suppression n° 86 ; rejeté - **Art. 3 (clauses prohibées)** (p. 2984) : son amendement n° 68 : proscription de toute exclusion ou discrimination pour motif de santé ou de handicap ; rejeté - **Art. 4 (statut des régimes de retraite complémentaire obligatoire)** (p. 2985) : son amendement de suppression n° 69 ; rejeté - **Art. 5 (statut des institutions de retraite complémentaire)** (p. 2987) : son amendement de suppression n° 70 ; rejeté - **Art. 6 (dispositions générales et agrément administratif des institutions de prévoyance)** (p. 2989) : son amendement de suppression n° 73 ; rejeté - **Art. L. 931-1 du code de la sécurité sociale (définition des institutions de prévoyance)** : son amendement n° 74 : gestion de réalisations sociales collectives par des personnes morales distinctes de l'institution : mention du caractère non lucratif ; rejeté - **Art. 7 (fonctionnement des institutions de prévoyance)** (p. 2991) : son amendement n° 77 : suppression de l'article L. 931-9 du code de la sécurité sociale relatif aux prêts participatifs ; rejeté - **Art. 8 (statut des institu-**

*tions de prévoyance)* (p. 2994) : son amendement de suppression n° 78 ; rejeté - **Art. 9 (opérations des institutions de prévoyance)** (p. 3000) : son amendement de suppression n° 79, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 10 (statut des institutions de retraites supplémentaires)** (p. 3004) : son amendement de suppression n° 80 ; rejeté - **Art. 11 (contrôle des institutions)** (p. 3008) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, n° 81 de suppression et n° 82 : représentation des organisations syndicales représentatives de salariés à la commission de contrôle ; rejetés - **Art. 12 (institutions relevant du code rural)** (p. 3015) : son amendement de suppression n° 83, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 13 (coordination)** (p. 3016) : son amendement de suppression n° 84, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 14 (abrogation)** (p. 3016) : son amendement de suppression n° 85, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 16 (dispositions d'application)** (p. 3017) : son amendement de suppression n° 87, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)] - Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3565) : soutient l'amendement n° 51 de M. Charles Lederman (création d'une délégation parlementaire permanente à la sécurité publique).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 18 quater (rapport au Parlement sur la mobilité économique des personnes)** (p. 5215) : soutient l'amendement n° 275 de M. Robert Vizet (augmentation de la contribution définie à l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation) - **Art. 19 (exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé)** (p. 5223, 5224) : soutient l'amendement n° 382 de M. Robert Vizet (exclusion des zones de grands ensembles ou de quartiers dégradés du champ d'application de cet article).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5646) : aggravation des mesures de la loi quinquennale - (p. 5647) : réduction des dépenses de santé - Validation de la convention médicale - Situation de l'hôpital public - Comptes de la sécurité sociale - (p. 5648) : aides du Gouvernement aux entreprises - Effets pervers de l'annualisation de la durée du travail et du temps partiel - Age de la retraite pour les pilotes d'avions - Caractéristiques d'une politique de plein emploi - Avec le groupe communiste, votera contre ce texte - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> (par priorité)** (p. 5631) : son amendement n° 116 : information communiquée aux représentants du personnel des entreprises relative au retard dans le paiement des cotisations dues aux organismes sociaux par leurs employeurs ; rejeté - **Avant l'art. 14 (par priorité)** (p. 5660) : ses amendements n° 120 : nullité de tout licenciement sans cause réelle et sérieuse ; et n° 121 : préservation de l'emploi dans le cas de modification substantielle du contrat de travail proposée par l'employeur au salarié ; rejetés - **Avant l'art. 15 (par priorité)** (p. 5661) : son amendement n° 122 : suppression de l'article 42 de la loi quinquennale sur l'emploi prévoyant le dispositif relatif au repos compensateur pour heures supplémentaires ; rejeté - **Avant l'art. 16 (par priorité)** (p. 5665) : son amendement n° 123, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de l'article 38 de la loi quinquennale relatif au dispositif d'annualisation négociée du temps de travail ; rejeté - **Avant l'art. 17 (par priorité)** (p. 5666) : ses amendements n° 124 : suppression de l'article 43 de la loi quinquennale introduisant dans le code du travail l'annualisation de la durée du travail à temps partiel ; et n° 125 : conclusion de tout contrat de travail à temps partiel sur l'initiative exclusive du salarié ; rejetés - **Art. 18 (par priorité)** (*institution d'un droit au congé de solidarité internationale*) - **Art. L. 225-12 du code du travail (garanties du salarié)** (p. 5673) : son amendement n° 126, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : possibilité d'embaucher un demandeur d'emploi pour remplacer le salarié absent ; rejeté - **Art. 20 (par priorité)** (*application du temps partiel au personnel navigant maritime*) : son amendement de suppression n° 127 ; rejeté - **Art. 22 (par priorité)** (*actions expérimentales en faveur du reclassement des bénéficiaires de l'allocation unique dégressive*) (p. 5678) : son amendement de suppression n° 128 ; rejeté - **Avant l'art. 23 (par priorité)**

(p. 5682) : son amendement n° 129 : création d'une commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage ; rejeté - (p. 5683) : son amendement n° 130 : transformation des contrats emploi-solidarité en contrats à durée indéterminée à temps complet ; rejeté - **Art. 23 (par priorité) (aide à l'embauche de bénéficiaires du RMI par les entreprises : « contrats pour l'emploi »)** (p. 5684) : dérive consécutive à la recherche de la réduction du coût du travail.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5709) : son amendement n° 111 : gratuité des frais d'hospitalisation dans les établissements publics de santé ; rejeté - Détérioration de la situation en matière d'hospitalisation - (p. 5710) : ses amendements n° 112 : arrêt des poursuites engagées par le Trésor public pour le recouvrement des frais d'hospitalisation des malades ; et n° 113 : suppression de la contribution sociale généralisée ; rejetés - (p. 5711) : son amendement n° 114 : assujettissement des revenus financiers à une contribution sociale ; rejeté - (p. 5712) : son amendement n° 115 : recouvrement des cotisations dues par les employeurs et exercice des recours par les URSSAF ; rejeté - **Art. 7 (remboursement de vaccinations par l'assurance maladie)** (p. 5719) : politique de prévention - Souhaite la gratuité de l'ensemble des vaccinations - **Après l'art. 8** (p. 5727) : avec le groupe communiste, se déclare opposée à l'amendement n° 66 de M. Jean Chérioux (dépistage du sida) - **Art. 29 (par priorité) (convention nationale des médecins)** (p. 5759) : son amendement de suppression n° 131, soutenu par M. Charles Lederman ; rejeté - **Avant l'art. 9** (p. 5768) : son amendement n° 117, soutenu par M. Charles Lederman : principe de la réforme de la détermination de l'assiette des cotisations des entreprises ; rejeté - **Après l'art. 11** (p. 5785) : se déclare favorable à l'amendement n° 73 de la commission des affaires culturelles (extension à l'enseignement agricole de l'aide à la scolarité servie par les caisses d'allocations familiales) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5792) : réduction de la protection sociale avec ce texte - Avec les membres du groupe communiste et apparenté votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Après l'art. 2** (p. 5943, 5945) : soutient les amendements de M. Robert Vizet n° I-22 (avoir fiscal) et n° I-24 (prise en compte, au titre des frais professionnels et au titre de l'impôt sur le revenu, des frais de déplacement et d'hébergement que doivent engager les demandeurs d'emplois, tous âges confondus).

*Deuxième partie :*

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) (p. 6418, 6422) : situation économique - Chômage - Emploi - Précarité - Allègement du coût du travail - Salaires - Exemple du chèque-service - Précarité des contrats de travail - Contrat emploi-solidarité, CES - Insertion des jeunes - Utilisation des fonds publics destinés aux entreprises - Les sénateurs communistes voteront contre ce projet de budget.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 178 (94-95)]* - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8061) : avec le groupe communiste, votera contre les trois textes élaborés par les CMP.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 180 (94-95)]* - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** - Voir son intervention sous le projet n° 178 (p. 8061).

- **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 181 (94-95)]* - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8072) : le groupe communiste votera contre ce texte,

- **Projet de loi de programme relatif à la justice** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 179 (94-95)]* - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur**

**l'ensemble** - Voir son intervention sous le projet n° 178 (p. 8061).

**DESCOURS (Charles)**, sénateur de l'Isère (RPR).

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse (décret n° 93-1354 du 30 décembre 1993) (JO Lois et décrets du 14 avril 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée sur l'avenir de la protection sociale et la place du Parlement dans sa définition [n° 370 (93-94)] (22 avril 1994) - **Action sociale et solidarité nationale.**

*Proposition de loi organique*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la politique sociale de la Nation [n° 383 (93-94)] (27 avril 1994) - **Action sanitaire et sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 417 (93-94)] relatif à la sécurité sociale [n° 477 (93-94)] (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 579 (93-94)] (4 juillet 1994) - **Sécurité sociale.**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Protection sociale** (problèmes généraux et équilibres financiers) - [n° 83 (94-95)] tome 1 (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1751) - Ministère : Affaires sociales - **Professions paramédicales** - **Professions et activités paramédicales.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 122, 123).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 122) : problèmes éthiques, philosophiques, moraux

et religieux - Nécessité de retenir une approche thérapeutique et de l'associer au respect de l'homme - Nécessité de légiférer - (p. 123) : respect des convictions - Distinction entre la loi civile et la loi morale - Embryons surnuméraires - Nécessité de légiférer avec tolérance et responsabilité.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** [n° 68 (92-93)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 122, 123).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 172) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 28 de la commission - **Art. 4 (prélèvement et transplantation d'organes)** - **Art. L. 667-9 du code de la santé publique (séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation)** (p. 200) : nécessaire distinction entre le praticien qui constate le décès et celui qui procède au prélèvement - **Art. L. 667-11 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des prélèvements d'organes)** (p. 202) : se déclare opposé aux amendements identiques, n° 174 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 208 de M. Franck Sérusclat (prélèvement et transplantation autorisés dans les seuls établissements de santé participant au service public hospitalier).

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes)** (p. 230, 231) : problème de la nature de l'embryon ou du zygote - Position de l'église catholique - Problème des embryons surnuméraires - (p. 233) : modification de terminologie - Logique de la position prise par le Gouvernement et par la commission - **Art. L. 671-2 du code précité (finalité de la procréation médicalement assistée)** (p. 244) : se déclare favorable à l'amendement n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple) - Critère de stabilité du couple - Transmission de maladies graves - Fécondation *post mortem* - Problèmes de l'adoption - (p. 255) : problème des embryons surnuméraires - Faible taux de réussite de l'implantation des embryons congelés - Se déclare favorable à l'amendement n° 71 de la commission (suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons conservés) et, sur celui-ci au sous-amendement n° 271 du Gouvernement (suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons conservés) - **Après l'art. L. 671-3 bis du code précité** (p. 264) : sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (interdiction absolue de l'expérimentation portant atteinte à l'intégrité des embryons), se déclare opposé au sous-amendement n° 187 de M. Pierre Laffitte (conditions de réalisation des études sur l'embryon) - (p. 265, 266) : contradiction entre les propos affirmant une continuité depuis la fécondation jusqu'à la mort et ceux affirmant une différence de nature entre le zygote et l'embryon.

**Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - **Art. 9 (don de gamètes)** (p. 291, 292) : mise en place et rôle des CECOS - Se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 191 de M. Bernard Seillier et favorable à l'amendement n° 81 de la commission (insertion des dispositions relatives au don de gamètes dans le livre VI du code de la santé publique, consacré au don et à l'utilisation des organes, tissus et cellules du corps humain) - **Art. 10 bis (diagnostic prénatal)** (p. 307) : difficulté de différencier la thérapie génique de la manipulation génétique - Se déclare favorable à l'amendement n° 89 de la commission (diagnostic prénatal sur l'embryon *in utero*) - (p. 312) : se déclare favorable à l'amendement n° 91 de la commission (interdiction de tout diagnostic préimplantatoire) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 332, 333) : grandeur du débat - Manque d'organes à greffer - Projet équilibré pro-

posé par la commission des affaires sociales - Avec la majorité du groupe du RPR, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au corps humain** [n° 66 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 359) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** - **Deuxième lecture** [n° 354 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) - (p. 1592, 1594) : large consensus à la suite du travail du Sénat - Points restant en discussion - **Art. 4 - Art. L. 671-7 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 1614) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (suppression des dispositions instituant un registre recensant les refus de prélèvement d'organes) - (p. 1618) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de la commission (suppression de la référence aux proches) - **Art. L. 671-9 du code précité (prélèvements à des fins scientifiques)** (p. 1620) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 5 de la commission et n° 61 de M. Pierre Laffitte (suppression du régime spécifique, au regard du consentement, pour ce qui concerne les prélèvements scientifiques et les autopsies médicales).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** - **Deuxième lecture** [n° 355 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (93-94) (p. 1592, 1594).

- **Projet de loi relatif au corps humain** - **Deuxième lecture** [n° 356 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (p. 1592, 1594).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** - **Deuxième lecture** [n° 354 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 8 (assistance médicale à la procréation)** - **Art. L. 152-2 du code précité (finalité de l'assistance médicale à la procréation)** (p. 1643) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de la commission (retour à la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture relative à la stabilité du couple et à l'âge de ses membres) - **Art. L. 152-3 du code précité (conception *in vitro*)** (p. 1648) : se déclare favorable à l'amendement n° 15 de la commission (justification de la conservation des embryons par des raisons médicales) - (p. 1649) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (suppression de la disposition autorisant l'arrêt de la conservation des embryons) - **Art. L. 152-5 du code précité (procédure d'accueil de l'embryon)** (p. 1656) : intervient sur l'amendement n° 75 de M. Franck Sérusclat (suppression des mots : « sans recours à un tiers donneur ») - **Art. 10 quater (diagnostic préimplantatoire)** (p. 1672, 1673) : se déclare favorable au diagnostic préimplantatoire - (p. 1672, 1673) : se déclare opposé à l'amendement n° 25 de la commission (encadrement des conditions d'autorisation du diagnostic préimplantatoire), et sur celui-ci, se déclare favorable aux sous-amendements n° 104 de précision du Gouvernement et n° 107 de M. Claude Huriet (précision de l'objet du diagnostic préimplantatoire) - **Art. 13 (sanctions administratives et pénales relatives à l'assistance médicale à la procréation)** - **Après l'art. L. 152-18 du code précité** (p. 1684) : liberté de la presse - Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (sanction en cas de publication d'un article relatant une expérience en violation des dispositions légales) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1690, 1691) : enrichissement du texte avec la deuxième lecture - Avec la quasi-totalité du groupe du RPR, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'habitat** [n° 416 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Après l'art. 24 (par priorité)**

(**priorité ordonnée p. 2114**) (p. 2155) : son amendement n° 44 : possibilité pour les organismes bénéficiant de prêts aidés par l'Etat de constater en charges différées dans leurs comptes sociaux le montant de la somme que l'établissement prêteur est en droit de leur réclamer en cas de remboursement anticipé d'un prêt ; adopté - (p. 2161) : son amendement n° 45, soutenu par M. Serge Vinçon : limitation du champ d'application de la « loi Sapin » relative à la transparence des marchés publics au bénéfice des sociétés d'économie mixte ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2273, 2274) : réflexion sur l'avenir de l'assurance maladie - Fiscalisation du financement de la branche maladie - Clarification des responsabilités à l'intérieur du régime général - Equilibre financier de chaque branche - Gestion commune de la trésorerie - (p. 2275) : branche des accidents du travail et des maladies professionnelles - Relations entre l'Etat et la sécurité sociale - Compensation de certaines mesures d'exonération de cotisations sociales - Contrôle par l'URSSAF des cotisations des employeurs et des entreprises publiques - Suppression de la tutelle *a priori* de l'Etat sur le budget des caisses primaires - Rôle du Parlement - Débats et rapports annuels - (p. 2276, 2277) : statut légal de la Commission des comptes - Convention entre les caisses et les représentants des masseurs-kinésithérapeutes - Amélioration de l'accès à l'assurance maladie - Affiliation provisoire à l'assurance personnelle - Retraite des pluriactifs - Mandat des administrateurs des caisses - Dépendance des personnes âgées - Avis favorable sur ce projet de loi assorti des modifications que la commission a approuvées - **Question préalable** (p. 2306) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Renvoi à la commission** (p. 2310, 2311) : s'oppose à la motion n° 52 de M. Charles Metzinger, tendant au renvoi à la commission - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2312, 2317) : s'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 70 (abrogation de la loi du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale), n° 71 (abrogation du forfait hospitalier), n° 72 (réajustement des cotisations patronales), n° 73 (taxation des revenus financiers provenant de titres émis en France), n° 74 (réduction de la cotisation des salariés), n° 75 (constitution d'un fonds de garantie alimenté par une cotisation patronale) et n° 76 (abrogation de la contribution sociale généralisée, CSG) - **Art. 1<sup>er</sup> (unité du régime général et obligation d'équilibre financier des branches qui le composent)** (p. 2318, 2319) : ses amendements, n° 3 : collecte des ressources du régime général ; et n° 4 : obligation d'équilibre financier des branches ; adoptés - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 89 de M. Alain Vasselle - (p. 2320, 2321) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 54 de M. Charles Metzinger et n° 77 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 2 (individualisation du suivi de la trésorerie des branches de la sécurité sociale)** (p. 2326) : ses amendements, n° 5 rédactionnel ; n° 6 : rôle de l'ACOSS dans le suivi de la trésorerie de chaque branche ; et n° 7 : maintien de l'article L. 251-6 du code de la sécurité sociale relatif à l'assurance veuvage ; adoptés - **Art. 3 (répartition entre les branches des intérêts financiers résultant de la gestion commune de trésorerie)** (p. 2329) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 56 de M. Charles Metzinger et n° 79 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 4 (mise à l'équilibre des fonds de roulement des branches du régime général)** (p. 2330) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 57 de M. Charles Metzinger et n° 80 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Accepte l'amendement n° 43 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 4** (p. 2331) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Alain Vasselle (principe de non-compensation du déficit d'une des branches du régime général par les excédents de régimes spéciaux) - **Art. 5 (compensation par le budget de l'Etat de certaines mesures d'exonération des cotisations sociales)** (p. 2331) : ses amendements, n° 8 et n° 9 rédactionnels ; et n° 10 : maintien des compensations données au titre d'exonérations anciennes ; adoptés - (p. 2332) : s'oppose aux amendements, n° 81 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, et n° 91 de M. Alain Vasselle (insertion du mot : « exclusivement » après les termes : « régimes concernés ») - Accepte l'amendement n° 44 de la commission saisie pour avis (accord de la compensation pendant toute la durée de la mesure d'exonération) - **Art. 6 (renforcement du**

**contrôle des cotisants ayant statut de droit public)** : ses amendements, n° 11 : nouvelle rédaction ; obligation pour les employeurs des secteurs publics de recevoir les agents de l'URSSAF ; n° 12 et n° 13 rédactionnels ; adoptés - (p. 2336) : sur les amendements de M. Jean-Paul Hamman, accepte le n° 64 de rectification, s'oppose au n° 65 (possibilité pour les agents des caisses de mutualité sociale agricole de conserver l'original du procès-verbal dressé à la suite d'une infraction) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 66 (régime agricole) et le n° 67 de coordination - **Art. 7 (consultation des caisses nationales)** : ses amendements rédactionnels, n° 14 et n° 15 ; adoptés - **Art. 8 (élargissement des compétences de la Caisse nationale de l'assurance maladie en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles)** (p. 2339) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 58 de M. Charles Metzinger et n° 82 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 9 (réforme de la gestion de la branche des accidents du travail)** (p. 2340) : ses amendements, n° 16 de précision, et n° 17 de conséquence ; adoptés - Accepte l'amendement de précision n° 104 de M. Claude Huriet et s'oppose aux amendements, n° 83 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 59 de M. Charles Metzinger (nouvelle rédaction) - **Art. 10 (détermination du taux des cotisations pour l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles)** (p. 2341) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 60 de M. Charles Metzinger et n° 84 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 10** (p. 2342) : ses amendements, n° 18 de conséquence, et n° 53, également déposé au nom de M. Jean-Pierre Cantegrit : caisse de sécurité sociale des Français de l'étranger ; adoptés - **Avant l'art. 11** (p. 2343) : accepte l'amendement n° 47 de la commission saisie pour avis (rapport annuel établi par la Cour des comptes et transmis au Parlement sur les comptes de l'ensemble des organismes de sécurité sociale) - **Art. 11 (organisation d'un débat annuel, suivi d'un vote, sur le régime obligatoire de base de sécurité sociale)** (p. 2345) : son amendement n° 19 : nature de l'intervention du Parlement ; adopté - (p. 2347) : s'oppose à l'amendement n° 94 de M. Alain Vasselle (avis du Parlement sur l'équilibre général de la sécurité sociale) - Son amendement n° 20 : prévisions d'évolution des dépenses prises en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale ; adopté - (p. 2348) : sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements de M. Alain Vasselle, n° 92 et n° 93 - (p. 2349) : accepte l'amendement n° 62 de M. Charles Metzinger : remplacement du mot : « définit » par le mot « présente » - Son amendement n° 21 : amélioration de l'information du Parlement ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 46 de la commission saisie pour avis - (p. 2350) : son amendement de conséquence n° 22 ; adopté - **Art. 12 (Commission des comptes de la sécurité sociale)** (p. 2351) : sur les amendements de la commission pour avis, accepte le n° 48 (présentation des comptes à compter de l'exercice 1996) et s'oppose au n° 49 (appréciation pour chaque branche de la part non contributive de ses dépenses) - (p. 2352) : son amendement n° 23 : présence au sein de la Commission des comptes des organismes mutualistes des professions et établissements de santé ainsi que des personnalités qualifiées ; adopté - Accepte les amendements de la commission saisie pour avis, n° 50 (assistance d'un secrétaire général permanent qui assure l'organisation des travaux de la commission) et n° 51 (prévision de deux réunions chaque année) - **Art. 13 (allègement de la tutelle sur les décisions prises par les organismes de sécurité sociale en matière informatique)** (p. 2353) : son amendement rédactionnel n° 24 ; adopté - **Art. 14 (allègement de la tutelle sur la gestion administrative et l'action sanitaire et sociale des caisses)** (p. 2354) : ses amendements, n° 25 : remplacement par l'Etat de l'organisme national en cas de carence de ce dernier ; et n° 26 de conséquence ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 85 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 16 (Agence centrale des organismes de sécurité sociale)** : ses amendements, n° 27 de rectification, n° 28 rédactionnel, n° 29, n° 30, n° 31, n° 32 et n° 106 de conséquence - **Art. 17 (unions de recouvrement)** (p. 2356) : son amendement rédactionnel n° 33 ; adopté - **Art. 18 (unification des compétences des organismes nationaux)** (p. 2357) : ses amendements de conséquence, n° 34, n° 35 et n° 36 ; adoptés - **Art. 19 (marchés conclus pour l'application des schémas directeurs de l'informatique)** : son amendement de conséquence n° 37 ; adopté - **Art. 20 (compétences budgétaires des organismes nationaux)** : ses amendements de conséquence, n° 38 et n° 39 ; adoptés -

**Après l'art. 22** (p. 2358) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Jean-Paul Hammann (possibilité pour la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole de conclure des conventions nationales avec des organismes tiers pour le compte, des caisses départementales) - **Art. 23** (convention nationale des masseurs-kinésithérapeutes) (p. 2359, 2360) : contenu de la convention - (p. 2361) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 95 de M. Alain Vasselle - *Art. L. 162-12-9 du code de la sécurité sociale (définition du contenu de la convention conclue pour une durée de cinq ans entre la CNAM et une ou plusieurs organisations syndicales représentatives de la profession)* : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle, n° 98 (suppression du cinquième de texte proposé) et n° 99 (négociations partenariales et accords entre les différents partenaires) - *Art. L. 162-12-11 du code précité (annexe tarifaire)* (p. 2365) : son amendement n° 40 : remplacement de l'expression : « exposées par les assurés sociaux » par : « présentées au remboursement » ; adopté - Sur les amendements de M. Alain Vasselle, s'oppose au n° 100 de précision, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 101 (caractère national de l'objectif prévisionnel) - **Avant l'art. 24** (p. 2366) : s'oppose à l'amendement n° 86 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (affiliation à la sécurité sociale pour tous dès l'âge de 18 ans ; accès aux soins) - **Art. 25** (indemnités journalières des pluriactifs) (p. 2367) : cumul emploi-retraite - **Art. 26** (admission en non-valeur de certaines créances) (p. 2368) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Jean-Paul Hammann (règle générale d'approbation pour l'ensemble des créances admises en non-valeur sans exception faite pour les cotisations) - **Art. 28** (mandat des administrateurs des organismes de sécurité sociale) (p. 2369) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 88 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 29** : son amendement n° 41, présenté par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : expérimentations dans les départements volontaires des dispositifs d'aide aux personnes âgées dépendantes ; adopté - (p. 2374) : demande le retrait de l'amendement n° 105 de M. Claude Huriet (report de la date fixée par la loi portant réforme hospitalière du 31 juillet 1991 pour l'élaboration des schémas régionaux d'organisation sanitaire) - **Art. 30** (entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) (p. 2375) : son amendement de coordination n° 42 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Art. 8 bis** (exonération de cotisations sociales pour les entreprises signataires d'un accord du type « Fleury-Michon ») (p. 2883) : son amendement n° 2, soutenu par M. Jean Chérioux : exonération de cotisations pour l'allocation versée par l'employeur si celui-ci maintient le volume d'heures de travail en embauchant ; retiré - **Art. 25** (indexation sur les prix des prestations familiales pendant la durée d'application de la loi) (p. 2915) : se déclare favorable à l'amendement n° 54 de la commission (référence au rapport du Gouvernement déposé devant le Parlement conformément au projet de loi relatif à la sécurité sociale) - **Après l'art. 26** (p. 2919) : intervient sur l'amendement n° 94 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (création d'une allocation au bénéfice des personnes âgées dépendantes) - Son amendement sur la dépendance des personnes âgées adopté avec le projet de loi relatif à la sécurité sociale.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)] - Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 47** (par priorité) (assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques) (p. 3152) : législation - Consommation - (p. 3160) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (publicité dans les lieux de vente).

- **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte [n° 549 (93-94)]** - (8 juillet 1994) - **Avant l'art. 27** (par priorité) (p. 3781) : son amendement n° 6, soutenu par M. Emmanuel Hamel : extension en faveur de la vente des logements locatifs sociaux des sociétés d'économie mixte dans les départements d'outre-mer, des dispositions appliquées en métropole ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la famille - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 553 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - En remplacement de M. Claude Huriet, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3882, 3883) : points d'accord obtenus

en CMP - Congé parental de droit et effectif de l'entreprise - Schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants - (p. 3884) : situation financière de la branche famille - Invite le Sénat à adopter les conclusions de la CMP - Rapporteur de la commission des affaires sociales - (p. 3887, 3888) : caractère primordial de la cellule familiale - Déficit de la branche famille - Allocation parentale d'éducation - Allocation parentale de libre choix - Politique familiale du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 579 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3900, 3902) - Débats parlementaires annuels - Rapport sur l'évolution des régimes de base - Ressources publiques perçues par les régimes de base - Equilibre financier des différentes branches - URSSAF - Convention des masseurs-kinésithérapeutes - Etablissements pharmaceutiques - Régime local d'assurance maladie d'Alsace et de Moselle.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire) (p. 4836) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction, insistant sur la solidarité nationale, les principes de la décentralisation et la répartition des compétences), son sous-amendement n° 140 ; retiré.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6** (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire) - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983** (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire) (p. 4898) : sur l'amendement n° 43 de la commission (définition et organisation des chartes régionales), son sous-amendement n° 141 ; adopté.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7** (suite) (p. 5025) : son amendement n° 143, soutenu par M. Alain Vasselle : contrat de service public entre la région et la SNCF ; devenu sans objet - (p. 5029) : son amendement n° 142, soutenu par M. Alain Vasselle : obligation de prendre en compte le transport public dans les documents d'urbanisme ; adopté.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 15** (fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité) (p. 5132, 5134) : sur l'amendement n° 95 de la commission (nouvelle rédaction), ses sous-amendements n° 144 : transport collectif ; rejeté ; et n° 145 : taxe additionnelle à la taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP ; retiré.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 24** (p. 5353) : ses amendements, soutenus par M. Paul Girod, n° 147 et n° 322 : modalités d'aide financière aux sociétés d'économie mixte locales ; retirés - (p. 5354) : son amendement n° 146, soutenu par M. Paul Girod : préparation d'une loi sur le régime juridique des sociétés d'économie mixte ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5643) : accès aux postes hospitaliers des médecins étrangers - (p. 5644) : ordre des sages-femmes - Nécessité de créer des ordres pour les professions paramédicales.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5753) : son amendement n° 137 : bénéfice du mi-temps thérapeutique en faveur des praticiens hospitaliers ; retiré (précédemment réservé p. 5717) - (p. 5754) : ses amendements n° 138 et n° 139 : création d'un ordre des masseurs-kinésithérapeutes ; adoptés (précédemment réservés p. 5717) - (p. 5756) : ses amendements n° 140 et n° 141 : création d'un ordre des pédicures-podologues ; adoptés (précédemment réservés p. 5717) - (p. 5758) : son amendement n° 142 : composition des conseils de l'ordre des sages-femmes et présidence de l'Ordre national des sages-femmes ; adopté (précédemment réservé p. 5717) - (p. 5759) : son amendement de conséquence n° 143 ; adopté (précédemment réservé p. 5717) - **Art. 29** (par priorité) (convention nationale des médecins) (p. 5761) : se déclare opposé aux amendements de suppression n° 99 de M. Franck Sérusclat et n° 131 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 8** (p. 5767) : se déclare favorable à l'amendement n° 67 de M. Lucien Neuwirth (obligation de prise en charge de



la douleur par les établissements de santé et formation consécutive des médecins).

– **Débat sur la déclaration du Gouvernement sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale** [n° 129 (94-95)] - (8 décembre 1994) (p. 7051, 7052) : rôle du Parlement - Séparation financière des différentes branches - Retraites - Dépenses de santé - Secteur hospitalier.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (protection sociale) (p. 7100) : éléments chiffrés - (p. 7101) : lutte contre l'exclusion sociale - RMI et insertion - (p. 7102) : crédits des centres d'hébergement et de réadaptation sociale, CHRS - Subventions accordées aux régimes de protection sociale - Formation des professions sociales - Fonctionnement du ministère des affaires sociales - La commission soutiendra ce projet de budget.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48** (p. 7211) : se réjouit de l'adoption des amendements de la commission n° II-59 à l'article 48 (prorogation des mesures d'amortissement exceptionnel visant les matériels destinés à économiser l'énergie) et n° II-60 (extension du bénéfice de l'amortissement exceptionnel aux batteries des véhicules électriques) - **Art. 49 (réforme du financement de l'allocation de revenu minimum d'insertion)** (p. 7237, 7238) : son amendement n° II-85 : nouvelle rédaction de l'article fondée sur un protocole national d'expérimentation ; adopté - (p. 7240, 7241) : urgence de la réforme du RMI.

**DÉSIRÉ (Rodolphe)**, sénateur de la Martinique (apparenté au groupe S).

**NOMINATIONS**

– Membre de la commission des affaires économiques.

**DÉPÔTS**

**Avis**, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Départements d'outre-mer** - [n° 81 (94-95)] tome 22 (22 novembre 1994).

**INTERVENTIONS**

– **Projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen** - *Deuxième lecture* [n° 257 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Après l'art. 3** (p. 496, 497) : votera l'amendement n° 5 de M. Henri Bangou (représentation des collectivités des départements d'outre-mer au sein du parlement européen) - Représentation équitable des départements d'outre-mer au parlement européen.

– **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte** [n° 549 (93-94)] - (8 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3763, 3765) : concertation avec les assemblées locales - Inadéquation du système institutionnel des départements d'outre-mer - Fiscalité - Insuffisance de la décentralisation - Financement du développement outre-mer - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3784) : son amendement n° 30 : création d'un exécutif unique sur un territoire où existe deux assemblées territoriales ; rejeté - **Avant l'art. 23** (p. 3813) : son amendement n° 33 : caractère obligatoire de la présentation du rapport annuel par le préfet au conseil régional ; rejeté - **Après l'art. 29** (p. 3817) : son amendement n° 35 : rapport d'orientation présenté par le Gouvernement ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3819, 3820) : inquiétudes après l'examen du projet de loi - Avec le groupe socialiste, s'abstiendra lors du vote du projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (départements d'outre-mer) - (p. 6776) : évolution du projet de budget - Dispositions destinées à faire face à la situation économique catastrophique des départements et territoires d'outre-mer - Mesures de défiscalisation du collectif budgétaire de juin 1993 - Taux de chômage - Effort budgétaire consenti par l'Etat - Coût du crédit - Ressources fiscales - (p. 6777) : avenir des productions agricoles - Souhait d'une diversification de l'économie agricole - Développement touristique - Transports maritimes et aériens - (p. 6778) : avis favorable de la commission des affaires économiques sur les crédits consacrés au ministère des départements et territoires d'outre-mer dans le projet de loi de finances pour 1995 - Souhait d'une grande loi de développement économique pour les départements d'outre-mer.

**DIEULANGARD (Marie-Madeleine)**, sénateur de Loire-Atlantique (S).

**NOMINATIONS**

– Secrétaire de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation de Fresnes.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (14 décembre 1994).

**DÉPÔTS**

*Proposition de résolution*, déposée avec M. Guy Penne, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'Accord sur les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes (n° E-330) [n° 135 (94-95)] (9 décembre 1994) - **Communautés européennes**.

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis sur le système de santé américain et ses projets de réforme [n° 141 (94-95)] (13 décembre 1994) - **Etats-Unis d'Amérique**.

**INTERVENTIONS**

– **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise** [n° 389 (93-94)] - (25 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1824) : démocratie dans l'entreprise - Chômage - Conditions de déblocage des fonds acquis par les salariés au titre de la participation - (p. 1825) :

caractère illusoire de la participation à la gestion de l'entreprise - Plan quinquennal pour l'emploi - Prééminence du capital sur le travail - Loi de démocratisation du secteur public de 1983 - (p. 1826) ; loi de 1990 sur l'intéressement - Lien entre accord salarial et accord sur l'intéressement - Détérioration des comptes sociaux - Compte épargne-temps - Sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP - Le groupe socialiste rejettera ce projet de loi si ses principaux amendements ne sont pas retenus par le Sénat, - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> A** (p. 1839) : son amendement n° 33 : généralisation à l'ensemble des sociétés du secteur privé des dispositions de la loi de démocratisation du secteur public en matière de participation des salariés à l'administration des entreprises ; rejeté - **Art. 1<sup>er</sup>** (*rapport sur l'état de la participation des salariés au capital*) (p. 1848) : se déclare favorable à l'amendement n° 62 du Gouvernement (prise en compte des actions acquises en bourse par les salariés dans le cadre des émissions qui leur sont réservées) - **Art. 2** (*non-application aux salariés actionnaires nommés membres du conseil d'administration de la limitation du nombre d'administrateurs salariés*) : se déclare favorable à l'amendement n° 26 de la commission des lois (rétablissement de la condition d'ancienneté du contrat de travail) - **Art. 3** (*représentation facultative des salariés actionnaires au conseil d'administration*) (p. 1851) : ses amendements, n° 34 : abaissement de la part du capital détenu par les salariés et rendant obligatoire la convocation d'une assemblée générale extraordinaire ; n° 36 : impossibilité pour les cadres de représenter les salariés actionnaires au conseil d'administration ; et n° 35 : désignation des représentants des salariés actionnaires par vote à bulletin secret en assemblée générale ordinaire ; rejetés - **Art. 4** (*représentation facultative des salariés actionnaires au conseil de surveillance*) (p. 1853) : ses amendements n° 37, n° 38 et n° 39, homothétiques à ses amendements n° 34 (abaissement de la part du capital détenu par les salariés et rendant obligatoire la convocation d'une assemblée générale extraordinaire), n° 35 (désignation des représentants des salariés actionnaires par vote à bulletin secret en assemblée générale ordinaire) et n° 36 (impossibilité pour les cadres de représenter les salariés actionnaires au conseil d'administration), s'appliquant au conseil de surveillance ; rejetés - **Art. 8 bis** (*formation des membres des comités d'entreprises*) (p. 1856) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 1 de la commission, dans la mesure où le contenu de cet article est repris dans un article additionnel - **Après l'art. 8 bis** : soutient l'amendement n° 57 de M. Jean-Luc Mélenchon (abrogation des dispositions relatives aux comités d'entreprises contenues dans la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle) - **Art. 9** (*conditions de mise en oeuvre de l'intéressement*) (p. 1857, 1858) : son amendement n° 40 : suppression de la référence au taux de 20 % comme plafond des sommes de la masse salariale pouvant donner lieu à intéressement ; rejeté - **Art. 11** (*principe de non-substitution des primes d'intéressement aux rémunérations existantes*) (p. 1860) : son amendement n° 41 : assujettissement des primes d'intéressement aux cotisations d'assurance chômage ; rejeté - **Avant l'art. 17** (p. 1863) : son amendement n° 42 : suppression de la faculté offerte à l'employeur de mettre en place unilatéralement un plan d'épargne d'entreprise ; rejeté - **Après l'art. 19** (p. 1867, 1868) : intervient sur les amendements de la commission, n° 12 (création d'un conseil supérieur de la participation et missions de ce dernier) et n° 13 (institution d'un rendez-vous annuel obligatoire sur l'intéressement et la participation à l'actionnariat des salariés à l'occasion de la négociation obligatoire sur les salaires et la durée du temps de travail) - **Art. 20** (*institution par voie conventionnelle d'un compte d'épargne*) (p. 1870) : son amendement n° 43 : négociation d'un tel dispositif dans le cadre d'un accord de branche ; rejeté - (p. 1871) : ses amendements, n° 44 : suppression du report dérogatoire de dix jours de congés annuels ; n° 45, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : conversion en jours de congé de primes n'entrant pas en compte comme élément d'appréciation du salaire ; rejetés - (p. 1872) : ses amendements, n° 47 : participation de l'entreprise au compte épargne-temps à hauteur de 20 % ; et n° 48 : suppression du préfinancement par les salariés de leur congé parental d'éducation ; rejetés - (p. 1873) : son amendement n° 50 : obligation de remplacer le salarié parti en congé pour une durée minimale de six mois ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1881) : opposition entre deux visions de la démocratie dans l'entreprise - Texte de régression sociale - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2764) : caractère nécessairement global d'une politique familiale - Nécessité de sécuriser les familles - Travail féminin et allocation parentale d'éducation - (p. 2765) : modèle suédois - Liens entre les générations - Mesures prises en faveur de l'accueil des jeunes enfants - (p. 2766) : aide aux parents de jeunes adultes - Conditions de ressources - Logement - Réforme fiscale - Adoption - Bourses des collèves - Naissances multiples - Parents handicapés - Financement de la politique familiale - (p. 2767) : regroupement familial.

**Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2801, 2802) : son amendement n° 82 : création d'une allocation d'accueil de l'enfant ; rejeté - Son amendement n° 83, soutenu par M. André Vézinhét : versement des allocations familiales dès le premier enfant à charge et jusqu'au dernier jeune adulte à charge de moins de 22 ans ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - (p. 2805) : son amendement n° 85, soutenu par Mme Monique ben Guiga : possibilité donnée aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé de souscrire un contrat d'insertion ou de formation ; rejeté - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2812) : son amendement n° 84, soutenu par Mme Monique ben Guiga : versement de l'allocation parentale d'éducation au parent qui suit son conjoint à l'étranger ; rejeté - **Art. 1<sup>er</sup> bis** (*Art. L. 532-1 du code de la sécurité sociale : prolongation de l'allocation parentale d'éducation, APE, en cas de naissances multiples*) (p. 2817, 2818) : se déclare favorable à l'amendement n° 159 de la commission (possibilité donnée aux personnes bénéficiant de l'allocation pour jeunes enfants et devant faire face à des naissances multiples de bénéficiaire de l'allocation parentale d'éducation au-delà de la durée fixée actuellement) - **Art. 2** (*conditions d'attribution et détermination du montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile, AGED*) (p. 2823) : son amendement n° 86 : versement de l'allocation de garde d'enfant pour un enfant à charge âgé de moins de onze ans ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 6** (*périodicité, contenu, modalités d'établissement et de révision des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 2826, 2827) : son amendement de suppression n° 88 ; rejeté - Méconnaissance de la liberté et de l'autonomie des mères - Financement des structures d'accueil - **Avant l'art. 7** : se déclare opposée à l'amendement n° 3 de M. Bernard Seillier (possibilité de prolonger le congé parental ou l'activité à temps partiel jusqu'au sixième anniversaire de l'enfant) - (p. 2838, 2839) : se déclare favorable aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° 109 (caractère volontaire du travail à temps partiel) et n° 110 (repos hebdomadaire et repos dominical) - **Art. 7** (*allongement du congé parental d'éducation ou de la période d'activité à temps partiel en cas de graves problèmes de santé de l'enfant et institution d'un congé parental ou d'un temps partiel de droit dans les entreprises de moins de cent salariés*) (p. 2842) : se déclare opposée à l'amendement n° 27 de la commission (conservation d'un seuil minimal de 11 salariés pour l'ouverture du droit au congé parental ou au travail à temps partiel) - **Art. 8** (*instauration d'un congé ou d'un temps partiel pour s'occuper d'un enfant malade*) - **Art. L. 122-28-8 du code du travail (création d'un congé légal pour enfant malade)** (p. 2844) : son amendement n° 89, soutenu par Mme Monique ben Guiga : autorisation d'absence de dix jours par an en cas de maladie d'un enfant de moins de seize ans à charge ; rejeté - **Après l'art. 8** (p. 2849) : se déclare favorable à l'amendement n° 116 de Mme Marie-Claude Beaudou (soumission du licenciement à la saisine du comité d'entreprise et à autorisation administrative).

**Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Art. 8 bis** (*exonération de cotisations sociales pour les entreprises signataires d'un accord du type « Fleury-Michon »*) (p. 2882) : se déclare opposée aux amendements n° 132 et n° 133 de M. Alain Vasselle (suppression de l'obligation de compenser les exonérations de charges sociales par une ou plusieurs embauches) - **Art. 16** (*instauration d'une aide à la scolarité à la place de la bourse des collèves et conséquences*) (p. 2893) : son amendement de suppression n° 90 ; rejeté - **Art. 17** (*extension de la durée du droit à prestations en espèces de l'assurance maternité pour les familles devant faire face à des naissances multiples et prise en compte de certains cas d'adoption*) (p. 2901) : son amendement n° 91, soutenu par M. André Vézinhét : prolongation de la durée d'indemnisation prévue dans le cadre du

congé de maternité et d'adoption ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 18** (p. 2906) : son amendement n° 93, soutenu par Mme Monique Ben Guiga : prise en compte de la situation de la femme enceinte qui suit son époux à l'étranger ; rejeté - **Après l'art. 26** (p. 2918) : son amendement n° 94, soutenu par M. André Vézinhét : création d'une allocation au bénéfice des personnes âgées dépendantes ; rejeté - **Art. 28** (présence d'un membre de l'UNAF à la commission d'avances sur recettes) (p. 2920) : son amendement de suppression n° 95, soutenu par M. André Vézinhét ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la famille - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 553 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3896) : absence d'une vision globale de la politique familiale - Schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants - Désengagement de l'État - Incohérence de la politique gouvernementale.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4767, 4768) : littoral - Equipements et infrastructures nécessaires au transport maritime par cabotage, alternative au transport routier - Port de Nantes-Saint-Nazaire.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - (16 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5644, 5645) : inadaptation de la politique économique - Nécessaire croissance de la consommation - (p. 5646) : temps de travail - Congé de solidarité internationale - En cas de rejet des principaux amendements du groupe socialiste, votera contre le texte - **Avant l'art. 16 (par priorité)** (p. 5665) : se déclare favorable à l'amendement n° 123 de Mme Michèle Demessine (suppression de l'article 38 de la loi quinquennale relatif au dispositif d'annualisation négociée du temps de travail) - **Art. 23 (par priorité)** (aide à l'embauche de bénéficiaires du RMI par les entreprises (« contrats pour l'emploi »)) (p. 5685) : son amendement n° 85 : formation des bénéficiaires du RMI embauchés dans le cadre des contrats de retour à l'emploi ; devenu sans objet - Sur l'amendement rédactionnel n° 49 de la commission, son sous-amendement n° 86 : détermination d'un seuil ; adopté - Soutient l'amendement n° 87 de M. Charles Metzinger (allongement du délai séparant d'éventuels licenciements économiques dans l'entreprise de l'embauche de bénéficiaires du RMI) - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 5688) : objet des associations intermédiaires et principes devant régir leur action.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Avant l'art. 1er** (p. 5711) : se déclare opposée à l'amendement n° 113 de Mme Michelle Demessine (suppression de la contribution sociale généralisée) - (p. 5712) : avec le groupe socialiste, s'abstiendra sur l'amendement n° 114 de Mme Michelle Demessine (assujettissement des revenus financiers à une contribution sociale) - **Après l'art. 8** (p. 5727) : se déclare opposée à l'amendement n° 66 de M. Jean Chérioux (dépistage du sida) - Importance du volontariat - **Après l'art. 23 (suite)** (p. 5751) : se déclare opposée au sous-amendement n° 148 de la commission (caractère facultatif de l'intervention du département pour la consolidation des contrats emploi-solidarité), déposé sur l'amendement n° 61 du Gouvernement (concrétisation des emplois consolidés et élargissement de la contribution de la collectivité publique et de l'Etat) - **Après l'art. 8 (suite)** (p. 5757) : soutient l'amendement n° 78 de M. Franck Sérusclat (présidence du conseil départemental de l'ordre des sages-femmes) - Son amendement n° 79 : présidence du Conseil national de l'ordre des sages-femmes ; retiré (précédemment réservé p. 5717) - **Après l'art. 11** (p. 5773, 5774) : se déclare favorable à l'amendement n° 28 de la commission (responsabilité solidaire des personnes incitant à la souscription de contrats définis comme nuls d'ordre public) - (p. 5777) : se déclare opposée à l'amendement n° 64 de M. Philippe Marini (prise en compte des besoins liés à la dépendance des personnes âgées) - (p. 5782) : soutient les amendements de M. Charles Metzinger, n° 82 (extension de la revalorisation des indemnités journalières complémentaires et des rentes d'invalidité complémentaires aux rentes complémentaires servies au conjoint survivant) et n° 83 (information du salarié des droits acquis en matière de retraite supplémentaire) - **Art. 13** (validation législative de dispositions relatives à l'organisation

*budgétaire des centres d'aide par le travail*) (p. 5788) : se déclare favorable aux amendements de la commission, n° 37 (précision par décret de la durée maximale et des circonstances exceptionnelles justifiant la mesure dérogatoire), n° 38 (précision relative à la prise en charge des frais de formation professionnelle ou de fonctionnement des ateliers des établissements de rééducation professionnelle) et n° 39 (prise en charge des repas fournis aux personnes handicapées) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5790, 5791) : texte fourre-tout - Priorité à l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général avec l'adoption des articles 15 et 16 - Danger des articles 22 et 23 - Avec le groupe socialiste, ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) (p. 6289, 6290) : privatisations - Constructions navales civiles - Négociations internationales - Chantiers de Saint-Nazaire.

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) (p. 6414, 6416) : politique de l'emploi - Insertion des jeunes - Chômeurs de longue durée - Bénéficiaires du RMI - Charges sociales - Contrat emploi-solidarité, CES - Climat social - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 174 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Art. 8 bis (dépistage du sida)** (p. 7933, 7934) : se déclare opposée à l'amendement n° 1 du Gouvernement (mesures de dépistage prises au vu des conclusions d'un rapport fondé sur une enquête épidémiologique) - Inquiétude des associations et des malades - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7948) : opposition du groupe socialiste aux articles n° 17 (rémunération des salariés à temps partiel), n° 22 (actions expérimentales en faveur du reclassement des bénéficiaires de l'allocation unique dégressive) et n° 23 (contrat pour l'emploi de bénéficiaires du RMI).

**DILIGENT (André)**, sénateur du Nord (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles ; en démission, puis membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 7 avril 1994).

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Juge titulaire de la Cour de justice de la République (JO Lois et décrets du 20 janvier 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4785, 4787) : politique de la ville - Expériences d'insertion en milieu rural - Lutte contre l'exclusion - Réflexion sur la création de zones franches d'insertion communautaire dans les quartiers les plus défavorisés.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité)** (p. 5136) : son amendement n° 499 : création d'une Agence nationale du transport intermodal ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 22 (renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF - suppression de la DGF d'Ile-de-France - reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Ile-de-France)** (p. 5307) : soutient l'amendement n° 477 de M. Jean-Marie Rausch (rapport sur la DGF : étude de la prise en compte du taux de chômage communal dans les règles d'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine) - **Art. 23 (rapport sur la réforme de la taxe professionnelle)** (p. 5326, 5327) :

soutient l'amendement n° 478 de M. Jean-Marie Rausch (assujettissement de La Poste et de France Télécom aux impositions directes locales - gage par une augmentation de la taxe sur les tabacs) - **Après l'art. 24** (p. 5350, 5352) : son amendement n° 508 : représentation des petites communes au sein des communautés urbaines ; adopté - Communauté urbaine de Lille.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 49** (p. 7241) : son amendement n° II-89, identique à l'amendement n° II-88 de M. Pierre Mauroy (interprétation de la loi du 3 février 1992, relative aux conditions d'exercice des mandats locaux) ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)] - Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 24 ter** (p. 7630, 7631) : intervient sur l'amendement n° 196 de M. Aubert Garcia (précision par décret des conditions d'application de l'article 24 ter après concertation des communautés urbaines intéressées).

**DOUBLET (Michel)**, sénateur de la Charente-Maritime (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Chine du 5 au 18 septembre 1994, chargée d'étudier la situation de l'économie de ce pays, ainsi que ses relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 66 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Chine**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1748) - Ministère : Equipement - **Problèmes des dockers dans les petits ports - Ports**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public [n° 427 (93-94)]** - (13 juin 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*Section 3 nouvelle du code du domaine de l'Etat : constitution d'un droit réel sur le domaine public artificiel de l'Etat et de ses établissements publics*) - **Art. L. 34-1 du code du domaine de l'Etat (conditions d'attribution d'un droit réel dans le cas des autorisations unilatérales d'occupation)** (p. 2484) : son amendement n° 1, soutenu par M. Emmanuel Hamel : extension des dispositions au domaine public des ports décentralisés ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4790, 4792) : transports terrestres - Voies navigables - Littoral - Pêche - Rôle de l'Etat - Préfet - Péréquation financière.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6602, 6604) : revenus agricoles - Financement de la protection sociale - Modernisation de l'agriculture - Dotation aux offices - Dépenses de bonification - Installation des jeunes - Aménage-

ment du territoire - Mesures agri-environnementales - Enseignement et formation - Enseignements public et privé - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de budget.

**DOUSTE-BLAZY (Philippe)**, ministre délégué à la santé.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 99, 101).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 99) : responsabilité sociale et morale du Parlement - Encadrement nécessaire par la loi de l'assistance médicale à la procréation - (p. 100) : stérilité - Négation de la reconnaissance d'un droit sur l'embryon - Droits sur l'être humain - Expérimentation sur l'embryon humain - (p. 101) : diagnostic préimplantatoire - Risque de légitimation de sélection biologique de l'espèce humaine - Nécessité d'encadrer rigoureusement le don d'embryons.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 99, 101).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 157) : qualité des interventions - Affirmation du refus de l'eugénisme - Réserves à l'égard du diagnostic préimplantatoire - Souhaite le progrès de la recherche - (p. 158) : interdiction de la conception d'embryons humains à des fins de recherche - Dons et greffes d'organes.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 157, 158).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 157, 158).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> A** (p. 165, 166) : s'oppose à l'amendement n° 163 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (principe selon lequel toutes les opérations liées à l'utilisation des parties du corps humain et à la procréation médicalement assistée sont soustraites à la recherche d'un but lucratif) - **Art. 1<sup>er</sup> A (Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 168) : son amendement n° 1 : limitation du champ de compétences du Comité ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 164 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (modification de l'étendue des attributions du Comité) - (p. 169) : s'oppose à l'amendement n° 165 de Mme Jacque-

line Fraysse-Cazalis (maintien des prérogatives du Comité aux secteurs de la biologie et de la médecine) - Son amendement n° 2 : saisine du Comité ; devenu sans objet - Accepte l'amendement n° 132 de M. Alain Vasselle sur le même objet - (p. 170) : accepte l'amendement rédactionnel n° 193 de M. Franck Sérusclat - Son amendement n° 3 : suppression de l'alinéa relatif à la consultation du Comité sur les projets de loi relatifs à la recherche dans les domaines de la biologie, de la médecine et de la santé ; devenu sans objet - S'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 166 (participation du Comité au développement de la formation à l'éthique médicale) et n° 167 (introduction de la notion de pluralisme des opinions et des compétences dans la composition du Comité) - (p. 171) ; s'oppose à l'amendement de précision n° 133 de M. Alain Vasselle - **Art. 1<sup>er</sup>** (*modification de l'intitulé du livre VI du code de la santé publique*) (p. 175) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé du livre VI : don et utilisation des éléments et produits du corps humain) - **Art. 2** (*création au sein du livre VI du code de la santé publique d'un titre I<sup>er</sup> relatif aux principes communs applicables au don et à l'utilisation des éléments du corps humain*) (p. 176) : accepte l'amendement de suppression n° 30 de la commission - **Art. 3** (*principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain*) (p. 177) : accepte l'amendement n° 31 de la commission (insertion d'un titre I<sup>er</sup> faisant référence aux principes généraux et modification des références à certains articles) - **Art. L. 666-1 du code de la santé publique (application des principes généraux du code civil relatifs au respect du corps humain)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission et, sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 195 de M. Franck Sérusclat - **Art. L. 666-3 du code précité (interdiction de la publicité)** (p. 181) : s'oppose à l'amendement n° 197 de M. Franck Sérusclat (substitution des mots : « du prélèvement des parties et de la collecte » aux mots : « du don de parties ») et accepte les amendements de la commission, n° 34, rédactionnel et n° 35 et n° 36 de coordination aux articles L. 666-4 et L. 666-5 - (p. 182) : s'oppose aux amendements n° 169 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (mission du ministère de la santé) et n° 198 de M. Franck Sérusclat (information devant accompagner le principe du consentement présumé) - **Art. L. 666-6 du code précité (garanties sanitaires)** (p. 184) : son amendement n° 4 : renforcement des règles de sécurité sanitaire applicables aux parties et produits du corps humain utilisés à des fins thérapeutiques ; adopté - **Après l'art. 3** : accepte l'amendement n° 38 de la commission (sanctions pénales applicables en matière de collecte de sang et de transfusion sanguine) - **Art. 4 (prélèvement et transplantation d'organes)** (p. 187) : accepte l'amendement rédactionnel n° 39 de la commission - **Art. L. 667-2 du code précité (application réglementaire)** (p. 188) : accepte l'amendement rédactionnel n° 40 de la commission et sur celui-ci le sous-amendement n° 202 de M. Franck Sérusclat - **Art. L. 667-3 du code précité (conditions de prélèvement)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 182 de M. Claude Huriet - **Art. L. 667-4 du code précité (interdiction des prélèvements d'organes sur les mineurs et les majeurs protégés)** (p. 189) : accepte l'amendement rédactionnel n° 170 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. L. 667-5 du code précité (conditions du prélèvement de moelle osseuse sur un mineur)** (p. 190) : accepte l'amendement n° 41 de la commission (dissociation du consentement des parents devant le juge et de l'expression de la volonté du mineur) et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 263 de M. Alain Vasselle - **Art. L. 667-6 du code précité (composition et modalités de délibération du comité habilité à autoriser les prélèvements de moelle osseuse sur des mineurs)** : sur les amendements de la commission, accepte les n° 42 et n° 257, rédactionnels, et s'oppose au n° 43 (absence de motivation pour les décisions de refus d'autorisation prises par le comité d'experts) - **Art. L. 667-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 191) : s'oppose aux amendements n° 106 de M. Franck Sérusclat (retour au système du consentement présumé) et n° 135 de M. Alain Vasselle (précision du refus ou de l'acceptation du prélèvement par un écrit manuscrit) - Accepte l'amendement n° 44 de la commission (système du consentement présumé et recours au témoignage de la famille) - (p. 192) : s'oppose aux amendements n° 171 (mission d'information du gouvernement) et n° 172 (solicitation de chaque citoyen pour exprimer son consentement ou son refus pour un prélèvement d'organe) de Mme Jacqueline Fraysse-

Cazalis, au n° 136 de M. Alain Vasselle (définition de la notion de famille) et au n° 183 de M. Claude Huriet (précisions relatives au médecin devant recueillir le témoignage de la famille du défunt sur la volonté de ce dernier) - Accepte les amendements de la commission, n° 45 (suppression de la référence aux proches) et n° 46, de conséquence - (p. 196) : s'oppose à l'amendement n° 173 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (décision par le Parlement de l'opportunité de rendre obligatoire avant tout prélèvement le consentement explicite, lors de l'évaluation de la présente loi) - **Art. L. 667-8 bis du code précité (prélèvements à des fins scientifiques)** (p. 197) : accepte l'amendement de suppression n° 127 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis - **Art. L. 667-11 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des prélèvements d'organes)** (p. 202) : s'oppose aux amendements identiques, n° 174 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 208 de M. Franck Sérusclat (prélèvement et transplantation autorisés dans les seuls établissements de santé participant au service public hospitalier) - (p. 205) : s'oppose à l'amendement n° 49 de la commission (autorisation administrative pour le prélèvement après avis du comité régional de l'organisation sanitaire et sociale) ainsi qu'à l'amendement n° 138 de M. Alain Vasselle (durée et révision de l'autorisation) - **Art. L. 667-13 du code précité (conditions techniques, sanitaires et médicales de l'autorisation d'effectuer des prélèvements d'organes)** : accepte l'amendement de coordination n° 50 de la commission - **Art. L. 667-13 bis du code précité (organes susceptibles d'être conservés)** (p. 206) : accepte l'amendement de coordination n° 51 de la commission - **Art. L. 667-14 du code précité (liste nationale des personnes en attente d'une transplantation d'organes)** : accepte l'amendement de suppression n° 52 de la commission - **Art. L. 667-15 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des transplantations d'organes)** : accepte l'amendement n° 53 de la commission (exclusion de l'application pour les dispositions relatives aux autorisations tacites hospitalières) - (p. 207) : accepte l'amendement rédactionnel n° 253 de la commission - **Art. 5 (dispositions relatives aux tissus et produits)** (p. 208) : accepte l'amendement de conséquence n° 54 de la commission - **Art. L. 668-1 du code précité (champ d'application des dispositions légales concernant les tissus et produits)** (p. 209) : accepte l'amendement n° 55 de la commission (régime juridique des déchets opératoires et application pour les déchets des principes généraux applicables aux dons) et s'oppose à l'amendement n° 209 de M. Franck Sérusclat (substitution des mots : « d'une utilisation à finalité thérapeutique » aux mots « d'un don ») - **Art. L. 668-3 du code précité (application réglementaire)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 56 de la commission - **Art. L. 668-6 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem de tissus et produits)** (p. 210) : s'oppose à l'amendement n° 211 de M. Franck Sérusclat (impossibilité de prélever des tissus sur les personnes décédées) et accepte l'amendement n° 57 de la commission (autorisation des prélèvements à finalité scientifique) - **Art. L. 668-9 du code précité (conditions de fonctionnement des établissements effectuant des prélèvements de tissus)** (p. 211) : accepte l'amendement de conséquence n° 59 de la commission - **Art. L. 668-11 du code précité (réglementation de la distribution et de la cession des tissus et cellules)** (p. 214) : s'oppose à l'amendement n° 175 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (assujettissement pour les opérations sur les tissus et cellules à des règles éthiques exclusivement) et accepte l'amendement de coordination n° 62 de la commission - **Art. L. 668-11 bis du code précité (liste nationale des personnes en attente de greffe de tissus et de cellules)** : accepte l'amendement de suppression n° 63 de la commission - **Art. L. 668-12 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des greffes de tissus et de cellules)** (p. 215) : accepte l'amendement n° 131 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (possibilité de greffer des tissus à des fins thérapeutiques limitée aux établissements de santé) - **Art. L. 668-13 du code précité (conditions de délivrance des autorisations)** (p. 217) : s'oppose à l'amendement n° 176 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (exclusion des considérations financières de l'ensemble des critères retenus pour l'octroi des autorisations) et accepte l'amendement de coordination n° 64 de la commission - **Art. 5 bis (comité de transparence)** (p. 218) : son amendement de suppression n° 7 ; adopté - **Art. 6 (coordination)** : accepte l'amendement de coordination n° 66 de la commission - **Art. 7 (assistance médi-**

cale à la procréation) (p. 219) : accepte l'amendement de suppression n° 67 de la commission.

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes)** - Après l'art. L. 671-3 bis du code précité (p. 263) ; son amendement n° 18 : interdiction absolue de l'expérimentation portant atteinte à l'intégrité des embryons ; adopté - (p. 264) : sur son amendement n° 18 précité, s'oppose au sous-amendement n° 187 de M. Pierre Laffitte (conditions de réalisation des études sur l'embryon) - Finalité thérapeutique de l'observation de l'embryon et finalité médicale des études de l'embryon - (p. 268, 269) : opposition stricte aux recherches portant atteinte à l'intégrité de l'embryon - Nécessité d'augmenter les chances de fécondation *in vitro* - (p. 270) : distinction entre la recherche avec observation et la recherche portant atteinte, à l'intégrité de l'embryon - **Art. L. 671-3 du code précité (responsabilité d'un praticien agréé)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 77 de la commission - **Art. L. 671-3 bis du code précité (information des couples)** (p. 271) : son amendement n° 19 : procédure suivie avant la mise en oeuvre de l'assistance médicale à la procréation ; adopté - (p. 272) : sur les amendements de M. Franck Sérusclat, s'oppose aux n° 223 (nécessité de contrôler la conformité de l'indication médicale), n° 224 (information par le médecin des modalités du consentement à la procréation médicalement assistée), n° 225 (rappel des possibilités ouvertes par la loi en matière d'adoption), et de coordination n° 227, et accepte le n° 226 (suppression du qualificatif « éventuelle » associé à la pénibilité du parcours en vue d'une procréation médicalement assistée) - **Après l'art. 8** (p. 273) : accepte l'amendement n° 80 de la commission (sort des embryons non implantés).

**Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - **Art. 9 (don de gamètes)** (p. 295) : statistiques de la fécondation *in vitro* avec tiers donneur - A terme, diminution du nombre de tiers donneurs - **Art. 10 (autorisation des activités de procréation médicalement assistée)** (p. 299) : accepte l'amendement n° 82 de la commission (introduction des dispositions de l'article 10 dans le livre II du code de la santé publique) - **Art. L. 673-1 du code précité (régime d'autorisation des activités de procréation médicalement assistée)** (p. 300) : son amendement n° 20 : distinction entre les établissements susceptibles d'effectuer des activités cliniques, d'une part, et des activités biologiques, d'autre part ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 235 de M. Franck Sérusclat (établissement de santé pratiquant les activités cliniques et biologiques de procréation médicalement assistée) et accepte les amendements de la commission n° 83, rédactionnel, et n° 84 de conséquence - (p. 301) : laboratoires d'analyse médicale - Accepte l'amendement n° 254 de la commission (suppression des dispositions relatives au don de gamètes) - (p. 302) : son amendement n° 21, identique à l'amendement n° 85 de la commission : mise en conformité du texte avec les dispositions retenues dans le projet de loi relatif à la santé publique ; adopté - Accepte l'amendement n° 86 de la commission (règles de fonctionnement des activités d'assistance médicale à la procréation déterminées par un décret en Conseil d'Etat) - Son amendement n° 22 : consultation simultanée de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale ; adopté - **Art. L. 673-3 du code précité (Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal)** (p. 303) : s'oppose à l'amendement n° 178 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis (présence des représentants des associations familiales, du planning familial et des organisations féminines au sein de la Commission) - Accepte l'amendement n° 87 de la commission (présidence de la commission) - **Après l'art. L. 673-5 du code précité** : s'oppose à l'amendement n° 240 de M. Franck Sérusclat (institution d'un comité de transparence chargé de participer à l'évaluation et au suivi des activités de procréation médicalement assistée) - **Après l'art. 10** (p. 304) : s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Franck Sérusclat (création d'une section IV relative au consentement à la procréation médicalement assistée et d'une section V relative aux droits de l'enfant né de cette procréation) - **Art. 10 bis (diagnostic prénatal)** (p. 306) : accepte les amendements n° 88 (insertion des dispositions relatives au diagnostic prénatal dans le chapitre IV du titre 1<sup>er</sup> du livre II du code de la santé publique relatif aux actions de prévention concernant l'enfant) et n° 89 (diagnostic prénatal sur l'embryon *in utero*) de la commission - (p. 308) : son amendement n° 23 : distinction entre les activités cliniques et biologiques du dia-

gnostic prénatal ; adopté - (p. 309) : accepte l'amendement n° 91 de la commission (interdiction de tout diagnostic préimplantatoire) et s'oppose à l'amendement n° 242 de M. Franck Sérusclat (évaluation a posteriori de l'activité médicale par la tenue des registres dans le domaine du diagnostic prénatal) - (p. 312) : définition du diagnostic préimplantatoire - **Art. 11 (création d'un titre relatif aux sanctions pénales et administratives)** (p. 314) : accepte l'amendement de suppression n° 92 de la commission - **Art. 12 (sanctions administratives et pénales relatives à l'utilisation des organes, tissus et produits du corps humain)** (p. 315) : accepte l'amendement n° 93 de la commission (regroupement dans un même chapitre des sanctions relatives aux organes, aux tissus et aux cellules) - **Art. L. 681-1 du code précité (procédure de retrait de l'autorisation afférente à l'activité de prélèvement et de greffe d'organes ou de tissus)** : accepte l'amendement de conséquence n° 94 de la commission - **Art. L. 681-2 à L. 681-8 du code précité (sanctions pénales)** (p. 315 à 318) : accepte les amendements de la commission n° 95 et n° 96 (respect des exigences du nouveau code pénal), n° 258, rédactionnel, et de coordination, n° 97, n° 98, n° 256, n° 99, n° 100, n° 101, n° 102, n° 103 et n° 105 - S'oppose à l'amendement n° 155 de M. Alain Vasselle (augmentation des peines) - **Après l'art. 12** (p. 318) : accepte les amendements de la commission, n° 106 et n° 107 (sanctions applicables en cas de méconnaissance des dispositions relatives au don et à l'utilisation du sang humain et des gamètes) - **Art. 13 (sanctions administratives et pénales relatives à la procréation médicalement assistée)** : accepte l'amendement n° 108 de la commission (insertion dans le livre II, des sanctions afférentes aux dispositions relatives à l'assistance médicale et à la procréation) - **Art. L. 682-1 du code précité (retrait d'autorisation)** (p. 320) : accepte les amendements de coordination n° 109 et n° 110 de la commission - Son amendement n° 24 : mesure administrative immédiate en cas de violation grave des dispositions de la loi ; adopté - **Après l'art. L. 682-1 du code précité** : accepte l'amendement n° 111 de la commission (sanctions en cas d'exercice d'activité d'assistance médicale à la procréation sans octroi préalable d'autorisation) - **Art. L. 682-2 du code précité (sanctions applicables en matière de don de gamètes)** (p. 321) : accepte l'amendement de suppression n° 112 de la commission et s'oppose à l'amendement de coordination n° 245 de M. Franck Sérusclat - **Avant l'art. L. 682-3 du code précité** : accepte l'amendement n° 113 de la commission (sanctions concernant la procédure d'accueil) - **Art. L. 682-3 du code précité (sanctions applicables en cas d'obtention d'embryons contre paiement)** : accepte l'amendement n° 114 de la commission (suppression de la référence aux gamètes et aggravation des sanctions) - **Art. L. 682-4 du code précité (sanctions en cas de divulgation d'information levant l'anonymat du donneur et du receveur)** (p. 322) : accepte l'amendement n° 115 de la commission (aggravation des sanctions) et sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 278 (aggravation de la peine applicable à toute personne divulguant une information) de M. Alain Vasselle et accepte le sous-amendement de précision n° 248 de M. Franck Sérusclat - **Sur l'ensemble** (p. 338) : remerciements.

- **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales [n° 307 (93-94)]** - (4 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1429, 1430) : principe du recueil du consentement libre - Respect des personnes - Information biomédicale - Caractère humaniste de la loi du 20 décembre 1988 sur la recherche biomédicale - Modalités d'interdiction de la recherche - Responsabilité des médecins investigateurs - Comité consultatif de protection des personnes dans la recherche biomédicale, CCPPRB - Evaluation des méthodes thérapeutiques - Recherche sur des médicaments - Composition des comités - **Art. 1<sup>er</sup> (champ d'application de la loi)** (p. 1434) : recherche sur les médicaments après l'autorisation de mise sur le marché - Recherche et expérimentation - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis - (p. 1435) : fixation du cadre des méthodes d'évaluation par les textes réglementaires - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** : s'oppose à l'amendement n° 2 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis (surveillance des personnes sur lesquelles la recherche est effectuée) - **Art. 2 (transmission à l'investigateur des données médicales nominatives)** : son

amendement de suppression n° 10 ; adopté - (p. 1437) : s'oppose aux amendements n° 3 (surveillance des recherches par un médecin) et n° 4 (forme codée des données nominatives) de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 3** (*protection des femmes enceintes, des parturientes et des mères qui allaitent*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression du mot « sérieux » dans l'expression « risque sérieux ») - **Art. 7** (*information des personnes se prêtant à une recherche biomédicale*) (p. 1438) : son amendement n° 11 : traitement informatique des données nominatives, défini par un autre projet de loi ; adopté - **Art. 9** (*désignation des membres des CCPPRB et champ de compétence territoriale de ces comités*) : personnalité morale des CCPPRB - Attribution des crédits - Mise à disposition des personnels - Inachèvement des textes réglementaires (p. 1439) : s'oppose aux amendements n° 6 (suppression des comités consultatifs interrégionaux) et n° 7 (choix des personnes composant le comité consultatif par collègue de compétence) de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 10** (*avis des CCPPRB et dispositif de veille sanitaire*) (p. 1441) : s'oppose à l'amendement n° 8 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (délimitation des responsabilités du ministre chargé de la santé) - Son amendement n° 12 : traitement informatique des données nominatives, défini par un autre projet de loi ; adopté - **Après l'art. 12** (p. 1442) : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (allègement des procédures pour les recherches épidémiologiques, anthropologiques ou cognitives) - **Art. 14** (*transmission de données nominatives hors du territoire*) : son amendement de suppression n° 13 ; adopté.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** - *Deuxième lecture* [n° 354 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Avant l'art. 4** (p. 1612) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (établissement français des greffes) - **Art. 4** - **Art. L. 671-9 du code de la santé publique** (*prélèvements à des fins scientifiques*) (p. 1619) : s'oppose aux amendements identiques, n° 5 de la commission et n° 61 de M. Pierre Laffitte (suppression du régime spécifique, au regard du consentement, pour ce qui concerne les prélèvements scientifiques et les autopsies médicales) - **Art. L. 671-10 du code précité** (*séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation*) (p. 1621) : accepte les amendements rédactionnels n° 6 et n° 7 de la commission - **Art. L. 671-12 du code précité** (*régime d'autorisation des établissements effectuant des prélèvements d'organes*) : s'oppose à l'amendement n° 83 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (délivrance de l'autorisation exclusivement pour les établissements à but non lucratif) - **Art. L. 671-13 du code précité** (*interdiction de la rémunération à l'acte pour les prélèvements d'organes*) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (remplacement de la notion d'avantage pécuniaire ou en nature par celle de rémunération à l'acte) - **Art. L. 671-17 du code précité** (*interdiction de la rémunération à l'acte des activités de transplantation d'organes*) (p. 1622) : accepte l'amendement n° 9 de la commission, ayant le même objet que l'amendement précédent n° 8.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes** [n° 424 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (24 juin 1994) - **Art. 12** (*institutions relevant du code rural*) (p. 3015) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 83 de Mme Michelle Demessine - **Art. 13** (*coordination*) (p. 3016) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 84 de Mme Michelle Demessine - Sur les amendements de la commission (mises à jour de références dans le code de la sécurité sociale et dans le code du travail), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 23 et accepte les n° 24, n° 25, n° 26 et n° 27 - **Art. 14** (*abrogation*) (p. 3017) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 85 de Mme Michelle Demessine - **Art. 16** (*dispositions d'application*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 87 de Mme Michelle Demessine.

- **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 jan-**

**vier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales** - *Deuxième lecture* [n° 518 (93-94)] - (24 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3019, 3020) : recherches militaires - Direction des recherches par des non-médecins - (p. 3024) : principe de la gratuité - Information des personnes - **Art. 1<sup>er</sup>** (*dissociation des fonctions de direction et de surveillance de la recherche*) (p. 3025) ; accepte l'amendement de suppression n° 2 de la commission - **Art. 2** (*restriction apportée aux missions confiées aux médecins*) : accepte l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Après l'art. 2** : son amendement n° 14 : direction des recherches par des chercheurs non-médecins ; adopté - **Art. 3** (*protection des femmes enceintes, des parturientes et des mères qui allaitent*) (p. 3026) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de la commission (après les mots « aucun risque », insertion du mot « sérieux ») - **Art. 7** (*information des personnes se prêtant à une recherche biomédicale*) (p. 3027) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (dispositions particulières pour les recherches en psychologie) - **Art. 9** (*composition et compétences territoriales des comités consultatifs de protection des personnes*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ de compétence territoriale d'un comité à plusieurs régions) - (p. 3028) ; accepte l'amendement n° 7 de la commission (maintien de la personnalité juridique des comités) - **Après l'art. 10** (p. 3029) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de la commission (avis du comité consultatif de protection des personnes sur la réalisation d'une recherche) - **Après l'art. 12** : ses amendements, n° 16 : mise en conformité de l'article L. 209-20 du code de la santé publique avec les dispositions du nouveau code pénal ; et n° 17 : mise en conformité de l'article L. 202-21 du code de la santé publique avec les dispositions du nouveau code pénal ; adopté - **Art. 12 ter** (*recherches biomédicales effectuées sur des personnes décédées*) (p. 3030) : accepte l'amendement de suppression n° 10 de la commission - **Après l'art. 14** (p. 3030, 3031) : accepte les amendements de la commission, n° 12 de coordination et n° 13 (fonctionnement du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies) - **Division additionnelle avant l'article 1<sup>er</sup>** (*précédemment réservé p. 3024*) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (insertion d'un titre I<sup>er</sup> relatif au livre II bis du code de la santé publique) - **Division additionnelle après l'article 14** (*précédemment réservé p. 3030*) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (insertion d'un titre II : dispositions diverses).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 24 (par priorité)** (p. 5707) : s'oppose aux amendements de M. Franck Sérusclat, n° 92, n° 93 (durée du service accompli par les objecteurs de conscience), n° 94, n° 95 et n° 97 (possibilité pour les jeunes gens effectuant leur service national, d'exercer, en dehors des heures et des lieux de service, leurs droits civiques) - (p. 5708) : s'oppose à l'amendement n° 98 de M. Franck Sérusclat (possibilité de demander le statut d'objecteur de conscience jusqu'au jour de l'incorporation) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5709) : s'oppose à l'amendement n° 111 de Mme Michelle Demessine (gratuité des frais d'hospitalisation dans les établissements publics de santé) - (p. 5710, 5711) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 112 (arrêt des poursuites engagées par le Trésor public pour le recouvrement des frais d'hospitalisation des malades) et n° 113 (suppression de la contribution sociale généralisée) - (p. 5712) : s'oppose aux amendements n° 114 (assujettissement des revenus financiers à une contribution sociale) et n° 115 de Mme Michelle Demessine (recouvrement des cotisations dues par les employeurs et exercice des recours par les URSSAF) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*intégration des médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France*) (p. 5713) : accepte les amendements de la commission n° 1 (exclusion de la codification pour la mesure proposée) et n° 2 (application à l'hôpital public et aux établissements privés participant au service public) - S'oppose à l'amendement n° 101 de M. Jean Madelain (point de départ d'exercice des fonctions pour bénéficier de l'intégration prévue) - (p. 5714) : demande le retrait des amendements identiques n° 77 de M. Franck Sérusclat et n° 103 de M. Jean Madelain (extension des dispositions prévues à l'article 1<sup>er</sup> aux établissements privés à but non lucratif ayant passé une convention) - Accepte les amendements de la commission, n° 3

(progressivité de la mesure de l'intégration) et de conséquence n° 4 et n° 5 - (p. 5716) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 6 (respect par les médecins visés à l'article 1<sup>er</sup> des principes mentionnés dans le code de la santé publique) et accepte les n° 7 (décret en Conseil d'Etat) et n° 8 de conséquence - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** : accepte l'amendement n° 150 de la commission (extension des mesures proposées pour les médecins aux pharmaciens hospitaliers) - **Art. 2 (conséquences de l'accord sur l'espace économique européen sur certaines dispositions du code de la santé publique relatives à la pharmacie)** (p. 5717) : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Art. 4 (dispositions financières relatives à l'Agence du médicament)** (p. 5718) : accepte les amendements de la commission n° 10, rédactionnel, et n° 11 (précisions apportées par le rapport et relatives aux délais administratifs moyens nécessaires au traitement des catégories de dossiers - état comparatif des droits exigés par l'Agence du médicament et par les institutions européennes comparables) - **Art. 6 (dispositions relatives à la pharmacovigilance)** (p. 5719) : accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission - **Art. 7 (remboursement de vaccinations par l'assurance maladie)** (p. 5720) : souhaite d'une généralisation de la vaccination contre l'hépatite B - Programme de vaccination - Accepte l'amendement n° 13 de la commission (substitution d'un arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale au décret) - **Art. 8 (intégration du laboratoire d'hydrologie à la Direction générale de la santé)** (p. 5721) : accepte l'amendement n° 72 de M. Guy Cabanel (modulation de la taxe exigée en matière d'hydrologie, extension de la taxe aux demandes d'autorisation et aux demandes d'expertise et suppression de cette dernière sur les demandes d'autorisation des dépôts d'eau minérale) et demande le retrait de l'amendement n° 105 de M. Jean Cluzel (modalités de création du laboratoire national d'hydrologie) - **Après l'art. 8** (p. 5722) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Jean Chérioux (dépistage du sida) - (p. 5725) : absence de proposition systématique de dépistage pour les toxicomanes dans de nombreux pays - (p. 5728) : possibilité d'une solution intermédiaire entre le volontariat et l'obligation - Favorable à une incitation de dépistage - Importance des conclusions du rapport épidémiologique - **Après l'art. 1<sup>er</sup> (suite)** (p. 5753) : demande le retrait de l'amendement n° 137 de M. Charles Descours (bénéfice du mi-temps thérapeutique en faveur des praticiens hospitaliers) - (p. 5755) : accepte les amendements n° 138 et n° 139 de M. Charles Descours (création d'un ordre des masseurs-kinésithérapeutes) - (p. 5756) : accepte les amendements n° 140 et n° 141 de M. Charles Descours (création d'un ordre des pédicures-podologues) - (p. 5758) : accepte les amendements de M. Charles Descours n° 142 (composition des conseils de l'ordre des sages-femmes et présidence de l'ordre national des sages-femmes) et de conséquence n° 143 - **Art. 29 (par priorité) (convention nationale des médecins)** (p. 5761) : s'oppose aux amendements de suppression n° 99 de M. Franck Sérusclat et n° 131 de Mme Michelle Demessine ainsi qu'à l'amendement n° 100 de M. Franck Sérusclat (validation de la convention médicale, de ses annexes signées le 21 octobre 1983 et de leurs arrêtés d'approbation) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 53 de la commission (validation de l'arrêté du 25 novembre 1993 portant approbation de la convention nationale des médecins et de l'arrêté du 22 mars 1994 portant approbation d'un avenant à cette convention) - (p. 5762) : nécessité de valider à la fois la convention et les arrêtés - **Après l'art. 8 (suite)** (p. 5763) : accepte les amendements de la commission n° 14 (définition des dispositifs médicaux) et n° 15 (contrôle des installations de radiothérapie externe) - (p. 5764) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 16 de la commission (actes d'anatomie et de cytologie pathologiques) - Son amendement n° 65 : contrôle du ministère de la santé sur les établissements agréés pour la conservation et la préparation de tissus d'origine humaine ; adopté - (p. 5765) : demande le retrait de l'amendement n° 144 de la commission (classement des produits de thérapie cellulaire dans la catégorie des médicaments) - Frontière entre médicaments et procédés thérapeutiques - (p. 5766) : accepte l'amendement n° 67 de M. Lucien Neuwirth (obligation de prise en charge de la douleur par les établissements de santé et formation consécutive des médecins) - **Avant l'art. 9** (p. 5768) : s'oppose à l'amendement n° 117 de Mme Michelle Demessine (principe de la réforme de la détermination de l'assiette des cotisations des entreprises) - **Art. 9 (harmonisa-**

*tion de la protection sociale des bénéficiaires de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise)* (p. 5769) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 17 rédactionnel, n° 18 (simplification de la rédaction de l'article L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale et précision relative au montant de l'exonération), n° 19 de cohérence et n° 20 de conséquence et demande le retrait du n° 21 (date d'application de l'exonération de cotisation).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) (p. 7095) : rigueur budgétaire - (p. 7096) : politique de santé publique - Lutte contre le sida - Lutte contre la toxicomanie - (p. 7097, 7098) : structures chargées de la sécurité sanitaire et de l'épidémiologie - Lutte contre le cancer, les maladies cardiovasculaires et la douleur - Place de l'hôpital dans le système de santé - (p. 7130) : investissements hospitaliers - Programme de médicalisation du système d'information, PMSI - Lutte contre la douleur - Dépistage du sida - (p. 7131) : lutte contre la toxicomanie - Financement des comités de protection des personnes - Inforoutes.

**DREYFUS-SCHMIDT (Michel)**, sénateur du Territoire-de-Belfort (S).

Vice-président du Sénat.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Vice-président de la Haute Cour de justice.

Juge titulaire de la Cour de justice de la République (*JO* Lois et décrets du 20 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec les membres du groupe socialiste et apparenté, relative à la Cour d'assises [n° 429 (93-94)] (17 mai 1994) - Justice.

*Proposition de loi*, déposée avec Mme Françoise Seligmann, relative à la vidéo-surveillance de la voie et des lieux publics [n° 311 (92-93)] (18 mai 1993) - Reprise le 4 octobre 1994 - Sécurité civile.



*Proposition de loi*, déposée avec les membres du groupe socialiste, apparenté et rattachés, tendant à assurer la sécurité des occupants d'immeubles face aux risques d'incendie [n° 42 (94-95)] (26 octobre 1994) - **Urbanisme**.

## QUESTIONS

### Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5732) - Ministère : Travail - **Conflit social chez GEC-Alstom à Belfort - Conflits du travail**.

## INTERVENTIONS

### En qualité de président de séance

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Estonie** (31 mai 1994) (p. 1986).

- **Convocation du Parlement en session extraordinaire** (30 juin 1994) (p. 3283).

- **Souhaits de bienvenue à M. le ministre des affaires étrangères de Russie** (16 novembre 1994) (p. 5654)

### En qualité de sénateur

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes)** - *Après l'art. L. 671-2 bis du code de la santé publique* (p. 261) : intervention du juge prévue par l'amendement n° 73 de la commission (procédure d'accueil d'embryons) - Attachement à l'anonymat - *Après l'art. L. 671-3 bis du code précité* (p. 267, 268) : absence d'accord sur la définition du zygote, de l'embryon et du fœtus - Recherches et expérimentations permettant le progrès dans la connaissance humaine et la prévention des maladies - *Après l'art. 8* (p. 275) : inutilité de conserver les embryons surnuméraires au-delà d'un certain temps.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 352) : soutient l'amendement de suppression n° 58 de M. Franck Sérusclat - (p. 360, 361) : procédure suivie pour le vote des trois projets de loi relatifs à l'éthique biomédicale - Absence de rapport entre le projet de loi et le sous-amendement n° 39 de M. Bernard Laurent (définition de l'embryon), déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil) - Se déclare opposé au sous-amendement précité - **Art. 2 (chapitre II du titre I<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> du code civil : du respect du corps humain)** - **Art. 18 du code civil (intervention du juge)** (p. 368) : se déclare favorable au sous-amendement n° 93 de M. Charles Lederman déposé sur l'amendement n° 8 de la commission (possibilité pour l'intéressé de réclamer des dommages-intérêts et pour le juge d'ordonner des mesures en référé en cas d'urgence) - **Art. 19 du code précité (consentement et intérêt légitime)** (p. 369) : demande le vote par division du sous-amendement n° 83 de M. Franck Sérusclat déposé sur l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) - **Art. 20 du code précité (protection du patrimoine génétique humain)** (p. 372) : soutient l'amendement n° 61 de M. Franck Sérusclat (protection de l'intégrité génétique humaine) - (p. 376) : modification de l'intégrité génétique d'une personne si l'intérêt thérapeutique l'exige - **Art. 21 du code précité (non-commercialisation du corps humain)** (p. 379) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de la commission (extension de la nullité à toutes les conventions), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 98 : caractère absolu de la nullité soulevée ; adopté - *Après l'art. 21 du code précité* (p. 380) : se déclare favorable au sous-amendement n° 95 de M. Charles Lederman, déposé sur l'amendement n° 12 de la commission (interdiction de breveter le corps humain, tout élément ou tout produit de celui-ci) - **Art. 24 du code précité (anonymat)** (p. 384) : distinction entre le « don » et la « cession » - **Après l'art. 3 bis** (p. 387) : sou-

tient les amendements de M. Franck Sérusclat, n° 66 (sanction en cas de pratique d'une thérapie génique germinale), n° 67 (sanction en cas de pratiques eugéniques), n° 68 (sanction des infractions aux dispositions relatives à la gratuité du corps humain ou des organes, tissus, cellules ou autres produits du corps) et n° 69 (sanction en cas de prélèvement d'organes contre paiement) - (p. 388) : souhaite un engagement du Gouvernement pour sanctionner pénalement les manquements les plus graves - **Art. 4 (identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique)** - **Art. 25 du code précité (finalités de l'étude des caractéristiques génétiques)** (p. 390) : soutient l'amendement n° 71 de M. Franck Sérusclat (recueil du consentement préalable) - *Après l'art. 27 du code précité* (p. 392) : possibilité pour le juge de refuser l'autre expertise - **Art. 28 du code précité (consentement de l'intéressé en cas d'identification à des fins médicales ou scientifiques)** : soutient l'amendement de suppression n° 74 de M. Franck Sérusclat - **Art. 29 du code précité (personnes habilitées à procéder à l'identification)** (p. 393) : soutient l'amendement n° 75 de M. Franck Sérusclat (agrément du laboratoire) - **Art. 5 (art. 6-1 de la loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires : inscription sur une liste des experts judiciaires habilités à procéder à l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)** (p. 394) : sur l'amendement n° 25 de la commission (conditions d'habilitation des personnes procédant à l'identification par les empreintes génétiques), son sous-amendement de précision n° 99 ; retiré - **Personne morale et personne physique** - Souhait de l'agrément des personnes physiques par le biais d'un décret en Conseil d'Etat - **Art. 7 (art. 375 du code pénal : sanction de l'identification illicite d'une personne par ses empreintes génétiques)** (p. 397) : soutient l'amendement n° 78 de M. Franck Sérusclat (suppression de l'alinéa relatif à la radiation d'un expert condamné) - **Titre III (de la filiation et de la procréation médicalement assistée)** (p. 399) : absence de contradiction entre le projet de loi n° 67 relatif à l'assistance médicale à la procréation et les dispositions du projet de loi n° 66 relatives à la filiation en cas de procréation médicalement assistée - **Art. 8 (art. 311-19 à 311-21 du code civil : filiation et procréation médicalement assistées)** (p. 402) : soutient les sous-amendements n° 85 (recueil du consentement par le juge aux affaires familiales et non par le notaire) et n° 86 (recueil du consentement par le notaire à titre gratuit) de M. Franck Sérusclat, déposés sur l'amendement n° 36 de la commission (inscription dans le code civil des règles applicables à la filiation en cas de procréation médicalement assistée) - (p. 403) : soutient l'amendement n° 82 de M. Franck Sérusclat (recueil du consentement par le juge aux affaires familiales) - Sur l'amendement n° 36 précité de la commission, son sous-amendement n° 100 : recueil du consentement par le juge aux affaires familiales et possibilité pour l'enfant majeur d'obtenir des données génétiques relatives à son géniteur par le juge aux affaires familiales ; rejeté - (p. 406, 407) : recueil du consentement par le juge aux affaires familiales et non par le notaire - Gratuité indispensable pour le recueil du consentement - Se déclare opposé à l'amendement n° 36 précité de la commission ainsi qu'au sous-amendement n° 88 du Gouvernement (solemnisation du consentement en cas de recours à un tiers donneur) - Solennité du recours à un tiers donneur - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 410) : félicitations à M. Guy Cabanel, rapporteur - Regret de l'absence d'une émission spéciale - Engagements pris par le garde des Sceaux et devant être tenus - Avec le groupe socialiste, s'abstiendra lors du vote du projet de loi.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)] - Suite de la discussion** - (21 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (dispositions particulières aux fichiers ayant pour fin la recherche en santé publique)** - **Art. 40-1 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (mise à l'écart de certaines dispositions du droit commun)** (p. 424) : avec le groupe socialiste, se déclare favorable au sous-amendement n° 22 de M. Claude Huriet (exclusion des traitements automatisés effectués dans le cadre des recherches biomédicales du champ d'application du projet de loi), déposé sur l'amendement n° 2 de la commission (modification de la liste des dispositions de la loi précitée ne s'appliquant pas aux traitements informatiques régis par le

présent projet de loi) - **Art. 40-2 de la loi précitée (comité consultatif sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé)** (p. 426) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rôle du comité) et sur les sous-amendements n° 43 (avis du comité consultatif) et n° 44 (suppression de la notion de justification par les nécessités de la santé publique) du Gouvernement - **Art. 40-3 de la loi précitée (conciliation du secret professionnel et de la transmission des données)** (p. 427) : sur l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission, son sous-amendement n° 47 ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)] - Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 644) ; texte voté dans la précipitation.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)]** - (6 avril 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 763, 764) : sur l'amendement n° 10 de la commission (information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale : réduction du seuil du montant des créances et des délais d'inscription), soutient le sous-amendement n° 139 de M. Claude Estier - **Après l'art. 1<sup>er</sup> bis** (p. 765, 768) : se déclare favorable aux amendements, sur le même objet, n° 2 de la commission saisie pour avis et n° 167 de M. Claude Estier (faculté d'adhésion des entreprises individuelles à un groupement de gestion agréé).

**Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - **Après l'art. 3** (p. 797, 798) : sur l'amendement n° 20 de la commission (relèvement du capital minimal des sociétés commerciales), auquel il se déclare favorable, son sous-amendement n° 204 : non application aux sociétés constituées avant la promulgation de la loi ; rejeté - **Art. 4 (liquidation judiciaire sans période d'observation)** (p. 811, 812) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (conditions de la liquidation sans période d'observation) - Souhaite l'extension aux personnes morales de l'exclusion du bénéfice de la loi sur le règlement et la liquidation judiciaires des personnes physiques exerçant une profession libérale réglementée - **Art. 8 (durée de la période d'observation)** (p. 816) : reprend l'amendement n° 23 de la commission, retiré par M. Etienne Dailly, rapporteur : demande possible de renouvellement par le représentant des créanciers ou les contrôleurs ; rejeté - **Art. 9 (désignation des contrôleurs)** (p. 821, 823) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission saisie pour avis (possibilité pour le contrôleur de se faire représenter par l'un de ses salariés) et opposé à l'amendement n° 28 de la commission (possibilité pour le contrôleur de se faire représenter, y compris par ministère d'avocat) - **Art. 17 bis (abandon des pénalités ou majorations de retard et des frais de poursuite par les organismes de sécurité sociale)** (p. 836, 837) : se déclare opposé à l'amendement n° 106 du Gouvernement (limitation aux sommes dues avant le jugement d'ouverture) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 160 de M. Robert Pagès (redevable de bonne foi).

**Suite de la discussion** - (12 avril 1994) - **Art. 17 (ordre de paiement des créances) (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875) (par priorité)** (p. 921, 924) : se déclare opposé aux amendements de la commission n° 34 (frais de justice), n° 35 (substitution du mot « crédits » au mot « prêts ») et n° 36 (réintroduction dans les créances de la période d'observation des indemnités de résiliation des contrats dont l'exécution a été régulièrement poursuivie) - Octroi de priorité aux administrateurs et aux banques sur les fournisseurs - Difficulté d'application de la disposition prévoyant le paiement comptant du fournisseur - **Seconde délibération - Art. 1<sup>er</sup> bis A (information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale : réduction du seuil du montant des créances et des délais d'inscription)** (p. 941, 942) ; se déclare opposé à l'amendement n° B1 du Gouvernement (allongement des délais) - Sur cet amendement, se déclare opposé au sous-amendement n° B2 et favorable au sous-amendement n° B3 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 945) : vote du groupe socialiste contre cette proposition de loi - Apport de garanties aux banques au détriment des fournisseurs.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française [n° 291 (93-94)] - Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 1079) : se déclare opposé à l'amendement n° 30 de M. Ivan Renar (dispositif de traduction simultanée) -

(p. 1081) : grands colloques - **Art. 6 (rédaction des contrats de travail)** (p. 1082) : soutient l'amendement n° 52 de M. Claude Estier (suppression du terme « nationale ») - (p. 1084) : soutient l'amendement n° 53 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction du quatrième alinéa du texte proposé) - **Art. 7 (emploi du français dans les entreprises)** (p. 1085, 1087) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 54 (traduction du règlement intérieur), n° 55 (référence expresse au contrat de travail) et n° 57, rédactionnel.

- **Rappel au règlement** - (21 avril 1994) (p. 1191) : indépendance de la justice.

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées [n° 174 (93-94)]** - (26 avril 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (« tour extérieur » dans les corps d'inspection et de contrôle) (p. 1242) : désignation des corps exclus de la procédure du « tour extérieur » - Enumération à prévoir dans la loi - (p. 1243) ; se déclare opposé à l'amendement n° 2 de la commission (plafonnement des nominations au « tour extérieur » dans la proportion d'un emploi sur cinq) - **Art. 2 (« tour extérieur » au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes et dans les inspections générales interministérielles)** (p. 1248) : se déclare opposé, sur l'amendement n° 11 de la commission (instauration d'une commission consultative pour les nominations au « tour extérieur » des conseillers référendaires à la Cour des comptes), au sous-amendement n° 20 de M. Jacques Oudin.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)] - Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 8 (assistance médicale à la procréation) - Art. L. 152-3 du code de la santé publique (conception in vitro)** (p. 1648) : intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (justification de la conservation des embryons par des raisons médicales) - (p. 1650) : conservation des embryons - Se déclare opposé à l'amendement n° 16 de la commission (suppression de la disposition autorisant l'arrêt de la conservation des embryons) - **Art. L. 152-5 du code précité (procédure d'accueil de l'embryon)** (p. 1656) : intervention du juge aux affaires familiales - **Art. 8 bis (sort des embryons non implantés)** (p. 1665) : se déclare opposé à l'amendement n° 23 de la commission (retour au texte adopté par le Sénat en première lecture).

- **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)] - Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 1697, 1698) : son amendement n° 15 : remplacement des mots : « dès le commencement de sa vie » par les mots : « dès le commencement de la vie » ; rejeté - (p. 1699) : souhaite l'adoption de son amendement n° 15, précité - (p. 1700, 1701) : loi de 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse - **Art. 4 (identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique)** (p. 1706) : sur l'amendement n° 31 de la commission (prise en compte du transfert dans le code de la santé publique de certaines dispositions), son sous-amendement n° 16 : impossibilité d'avoir recours à l'étude génétique des caractéristiques d'une personne à des fins d'assurance ou d'embauche ; transformé en amendement n° 16 (19 mai 1994) ; rejeté (p. 1722).

**Suite de la discussion** - (19 mai 1994) - **Art. 5 bis (non brevetabilité du génome humain)** (p. 1723) : son amendement de suppression n° 17 ; rejeté - **Art. 7 bis (sanctions) - Avant l'art. 226-25 du code pénal** (p. 1724) : se déclare opposé à l'amendement n° 32 de la commission (incrimination du défaut de recueil de consentement avant une étude des caractéristiques génétiques d'une personne) - **Avant l'art. 226-26 du code précité** (p. 1725) : se déclare opposé à l'amendement n° 33 de la commission (recherche de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques) - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 45 ; retiré - **Art. 7 ter (infraction en matière d'éthique biomédicale) - Avant la section I du titre premier du livre V du code pénal** (p. 1727) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de la commission (sanction pénale de l'eugénisme organisé) - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 46 ; institution d'une amende ; rejeté - **Après l'art. 511-6 du code précité** (p. 1729) :

se déclare opposé l'amendement n° 38 de la commission, sur le même objet que l'amendement n° 37 (codification des incriminations insérées dans le code de la santé publique par le projet de loi relatif aux dons et à l'utilisation d'éléments et produits du corps humain) - **Art. 511-9 du code précité (sanction en cas de conception in vitro d'embryons humains à des fins de recherche ou d'expérimentation)** (p. 1731) : son amendement n° 19 : sanction exclusivement pour les expérimentations réalisées sur les embryons *in vitro* ; devenu sans objet - **Après l'art. 511-9 du code précité** (p. 1732) : code de la santé publique et code pénal - Se déclare opposé à l'amendement n° 41 de la commission (reprise dans le code pénal de certaines dispositions du code de la santé publique) - **Art. 8 (de la filiation en cas de procréation médicalement assistée)** - **Art. 311-20 du code civil (effets du consentement à la procréation médicalement assistée)** (p. 1761) : sur l'amendement n° 13 de la commission (nécessité du consentement devant le juge ou le notaire en cas de tiers donneur - expression du consentement à l'assistance médicale à la procréation auprès du médecin), ses sous-amendements n° 20, identique au sous-amendement n° 30 de M. Charles Lederman (suppression de l'intervention du notaire) et n° 21 : qualification du juge ; rejetés - (p. 1764) : rôle du notaire - (p. 1765) : sur l'amendement n° 13 précité de la commission, son sous-amendement n° 47 : recueil préalable du consentement par le juge ou le notaire ; rejeté - (p. 1766) : avec le groupe socialiste, votera contre le texte proposé pour l'article 311-20 du code civil - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1767, 1768) : avec le groupe socialiste, s'absentira lors du vote du projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - (5 juillet 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3541, 3543 ; 3544, 3545) : soutient la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Liberté individuelle - Vidéo-surveillance - Déclaration d'urgence - Egalité devant la loi - Rôle de la police - Organisation de manifestations sportives ou culturelles - Fonctionnaires de police.

**Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (définition par la loi du « droit à la sécurité »)** (p. 3558, 3563) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 100 de suppression, n° 101 (suppression dans la deuxième phrase de cet article de l'expression : « contre les menaces et les agressions ») et n° 103 (respect des libertés individuelles et collectives) - Sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction qui précise le droit à la sécurité et le devoir de l'Etat), soutient les sous-amendements de M. Claude Estier, n° 102 et n° 104 - **Après l'art. 2** (p. 3567) : sur l'amendement n° 5 de la commission (orientation de la politique de sécurité), ses sous-amendements n° 287, n° 288 et n° 289 ; rejetés - (p. 3568, 3569) : sur l'amendement n° 6 de la commission (présentation devant le Parlement de trois lois ultérieures relatives aux polices municipales, à la police judiciaire et aux entreprises de gardiennage), son sous-amendement n° 290 ; rejeté - Soutient le sous-amendement n° 107 de M. Claude Estier - **Art. 20 (par priorité) (manifestations sportives, récréatives ou culturelles)** (p. 3584, 3585) : soutient l'amendement de suppression n° 168 de M. Claude Estier - (p. 3591) : sur l'amendement n° 44 de la commission des finances saisie pour avis (nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article relatif au remboursement à l'Etat de dépenses supplémentaires), se déclare opposé au sous-amendement n° 292 de M. Guy Allouche - **Art. 22 (par priorité) (rattachement au budget du ministère de l'intérieur, des rémunérations et redevances liées à certaines interventions de la police nationale)** (p. 3592) : soutient l'amendement n° 169 de M. Claude Estier (versement des rémunérations et redevances au Trésor public) - (p. 3594, 3595) : se déclare opposé à l'amendement de précision n° 291 du Gouvernement - **Art. 5 (rôle du préfet en matière de sécurité publique)** (p. 3596, 3597) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 115 (lutte contre l'insécurité et prévention de la délinquance (p. 3596), n° 111 (suppression du deuxième alinéa de cet article relatif aux missions en matière de sécurité des services déconcentrés et des forces de l'Etat) et n° 112 (compte rendu au représentant de l'Etat de l'exécution des missions en matière de sécurité ; missions de la gendarmerie) - (p. 3598, 3599) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 113 (suppression du dernier alinéa de ce texte relatif à la coordination de l'action des préfets des départements de la région d'Ile-de-France) et n° 114 (remplacement des mots : « coordonne

l'action » par les mots : « coopère sous l'égide du préfet de région ») - **Art. 23 (par priorité) (domiciliation des témoins)** (p. 3602, 3605) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 170 de suppression, n° 171 (restriction à la possibilité de déclarer comme domicile l'adresse du commissariat ou de la brigade de gendarmerie) ; n° 172 (suppression du second alinéa de cet article relatif à la possibilité pour les fonctionnaires de la police et les militaires de la gendarmerie de déclarer comme domicile l'adresse du siège du service dont ils dépendent) et n° 173 homothétique à l'amendement n° 171 précité - Intervient sur l'amendement de précision n° 42 de la commission - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 3606, 3607) : se déclare opposé à l'amendement n° 50 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis (fixation à 100 % du taux de la pension de réversion perçue par le conjoint d'un militaire de la gendarmerie nationale décédé en service) - **Après l'art. 5** (p. 3610, 3611) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rôle du maire dans les missions de sécurité publique) - **Art. 6 (institution dans une commune du régime de la police d'Etat)** (p. 3614) : intervient sur l'amendement n° 117 de M. Claude Estier (rétablissement à titre obligatoire de la police d'Etat dans les communes de plus de 10 000 habitants) - **Art. 7 (attributions des agents de police municipale)** (p. 3616, 3617) : intervient sur les amendements de M. Claude Estier, n° 118 de suppression et n° 119 (agrément des agents de police municipale par le procureur de la République) - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3623, 3624) : rôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL - (p. 3625, 3626) : soutient l'amendement de suppression n° 120 de M. Claude Estier.

**Suite de la discussion** - (7 juillet 1994) - **Art. 8 (suite) (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3652) : se déclare opposé à l'amendement de précision n° 16 de la commission - (p. 3655) : sur l'amendement n° 17 de la commission (contrôle par la CNIL des enregistrements visuels de vidéo-surveillance), son sous-amendement n° 296 ; rejeté - **Après l'art. 8** (p. 3662) : sur l'amendement n° 21 de la commission (information du public ; interdiction d'enregistrer des images d'entrée et de l'intérieur des immeubles d'habitation ; contrôle des enregistrements par toute personne concernée par ceux-ci), soutient le sous-amendement n° 134 de M. Claude Estier (sanction en cas de manquement aux dispositions prévues par cet amendement) ; soutient l'amendement n° 133 de M. Claude Estier - Sur l'amendement n° 21 précité, son sous-amendement n° 297 : I/ informations sur l'emplacement des caméras ; II/ mesures prises par le procureur de la République en cas de refus de l'autorité ou de la personne responsable de donner connaissance des enregistrements à toute personne filmée ; rejeté par division - (p. 3665) : se déclare favorable, au nom du groupe socialiste, à l'amendement n° 284 de la commission (peine applicable en cas de manquement aux dispositions de l'article 8 et de l'article additionnel après l'article 8) - **Après l'art. 9** (p. 3668, 3669) : soutient l'amendement n° 135 de M. Claude Estier (protection contre les incendies) - **Art. 11 (dispositifs techniques en vue d'assurer le respect du code de la route)** (p. 3674) : intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (prévention et constatation des infractions au code de la route par les autorités de police compétentes) - (p. 3667) : avis défavorable sur cet article - Compensation financière pour les collectivités locales gestionnaires de voiries - **Art. 12 (prévention des infractions par des dispositifs de sécurité, de surveillance ou de marquage d'objet)** (p. 3678) : soutient l'amendement de suppression n° 138 de M. Claude Estier - **Art. 13 (interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche des manifestations ; fouille préventive des véhicules)** (p. 3686, 3688) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 141 (remplacement du mot : « préfet » par les mots : « président du tribunal de grande instance ») et n° 143 (procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire sur leurs opérations de visite des véhicules).

- **Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation [n° 418 (93-94)]** - (6 octobre 1994) - **Question préalable** (p. 4100, 4102) : soutient la motion n° 7 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable - Motion d'irrecevabilité - Perte de temps - Augmentation des pourvois - Réformes diverses - Propositions de la commission des lois - (p. 4103, 4104) : existence de formations restreintes - Chambre des requêtes - **Art. 2 (composition et attributions de la formation d'admission des pourvois en cassation)** (p. 4105,

4107) : soutient l'amendement n° 9 de M. Claude Estier (pouvoir d'évocation du Premier président) - Sur l'amendement n° 3 de la commission (rotation des membres des formations d'admission), soutient le sous-amendement n° 10 de M. Claude Estier.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 594 et n° 586) (p. 4410) : dégradation de la justice - Multiplication des textes - Contentieux - Effectif de la magistrature - (p. 4411) : caractère néfaste de cette réforme - Juge unique - (p. 4412) : le groupe socialiste demande au Sénat de refuser le juge unique - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4433) : se déclare favorable à l'amendement n° 22, de M. Charles Lederman (extension de la procédure de transparence à la nomination des premiers présidents de cours d'appel) - **Art. 1<sup>er</sup> (juges de paix)** (p. 4436, 4437) : exemple des anciens juges de paix - Cumul d'emplois - Ordonnance du 22 décembre 1958 et recrutement de magistrats non professionnels - **Art. 41-10 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (critères de recrutement)** (p. 4438) : soutient l'amendement n° 31 de M. Claude Estier (abaissement à 53 ans de l'âge maximal de recrutement) - (p. 4440) : fixation d'un âge limite de nomination à ces fonctions - (p. 4441) : soutient l'amendement n° 33 de M. Claude Estier (suppression des dispositions relatives à la part de l'activité de la juridiction d'instance susceptible d'être confiée aux magistrats non professionnels) - Rémunération - (p. 4442) : intervient sur l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (impossibilité d'exercer la fonction de juge départiteur au sein du conseil des prud'hommes).

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4410, 4412).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4410, 4412).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (juges de paix) - Art. L. 41-11 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (compétence)** (p. 4450, 4451) : sur l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle rédaction), soutient les sous-amendements de M. Claude Estier n° 34 et n° 35 - **Chapitre V quater de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (précédemment réservé le 18 octobre 1994, p. 4438)** (p. 4461, 4462) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (modification de l'intitulé : « Du recrutement de magistrats à titre temporaire ») - **Art. 2 (rapport au Parlement sur les juges de paix - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4464) : soutient l'amendement n° 47 de M. Claude Estier (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction) - **Art. 3 (critères de recrutement)** (p. 4465, 4466) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 48 de suppression et n° 49 (fixation de l'âge maximum à soixante ans) - (p. 4467, 4468) : recrutement de magistrats - **Art. 6 (emplois hors hiérarchie)** (p. 4470, 4471) : soutient l'amendement de suppression n° 52 de M. Claude Estier et se déclare opposé à l'amendement n° 56 (nouvelle rédaction) du Gouvernement - **Après l'art. 6** (p. 4473) : soutient l'amendement n° 53 de M. Claude Estier (nature de la loi visant à élargir la liste des tribunaux de grande instance répondant à certaines caractéristiques) - **Art. 7 (magistrats placés auprès des chefs de cour)** (p. 4474) : soutient l'amendement de suppression n° 54 de M. Claude Estier - **Après l'art. 7** (p. 4476, 4479) : se déclare opposé aux amendements de la commission n° 17 (affectation des magistrats en cas de suppression d'une juridiction), n° 19 (maintien en fonctions des magistrats atteints par la limite d'âge) et n° 20 (maintien en activité) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4480) : le groupe socialiste votera contre ce texte qui risque d'entraîner une dégradation encore plus grave de la justice.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (déléga-**

**tion de magistrats du siège)** (p. 4485, 4486) : soutient l'amendement de suppression n° 83 de M. Claude Estier - **Art. 2 (délégation de magistrats du Parquet)** : soutient l'amendement de suppression n° 84 de M. Claude Estier - **Art. 2 ter (chambres détachées des tribunaux de grande instance)** (p. 4487, 4488) : soutient l'amendement n° 85 de M. Claude Estier (renouvellement des convocations, citations et assignations à la diligence du greffe) - Adoption de cet amendement en commission - **Avant l'art. 3 ou après l'art. 9** (p. 4491, 4493) : se déclare opposé à l'amendement n° 132 du Gouvernement (possibilité pour le juge du tribunal d'instance de déléguer la délivrance des certificats de nationalité au greffier en chef) - Tâches administratives et activités juridictionnelles - **Art. 6 (vérification des comptes de tutelle des mineurs)** (p. 4494, 4495) : soutient l'amendement de suppression n° 86 de M. Claude Estier - Se déclare opposé à l'amendement n° 137 du Gouvernement (transfert au greffier en chef de la vérification des comptes de tutelle sous le contrôle du juge) - **Art. 8 (approbation des comptes du mandataire d'un majeur sous sauvegarde de justice)** (p. 4496) : soutient l'amendement de suppression n° 88 de M. Claude Estier - **Art. 9 (contrôle des comptes des gérants de tutelles)** : soutient l'amendement de suppression n° 89 de M. Claude Estier - (p. 4497) : se déclare opposé à l'amendement de conséquence n° 139 du Gouvernement - **Après l'art. 9** (p. 4499) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (création des assistants de justice) - **Art. 10 (conciliation judiciaire)** (p. 4500) : conciliations obligatoires prévues par la loi - Conciliateurs et médiateurs - Le groupe socialiste a voté les amendements de suppression en commission - (p. 4501, 4502) : soutient l'amendement de suppression n° 91 de M. Claude Estier - Renvoi par le juge devant le conciliateur - Conciliateur - (p. 4503, 4505) : souhaite que l'article 10 reste en navette.

**Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Art. 11 (médiation judiciaire)** (p. 4533, 4534) : système de la médiation d'office - Gratuité de la justice - Soutient l'amendement de suppression n° 92 de M. Claude Estier - **Art. 12 (durée de la mission de conciliation ou de médiation)** : soutient l'amendement de suppression n° 93 de M. Claude Estier - **Chapitre I<sup>er</sup> du titre II (précédemment réservé le 19 octobre 1994, p. 4500)** : soutient l'amendement de suppression n° 90 de M. Claude Estier - **Après l'art. 16** (p. 4549) : se déclare favorable à l'amendement n° 81 de Mme Paulette Brisepierre (possibilité pour les Français de l'étranger de saisir la commission de surendettement) - **Art. 21 bis (faillite civile en Alsace-Moselle)** (p. 4551) : soutient l'amendement de suppression n° 60 de M. Charles Metzinger - **Art. 22 (gestion des poursuites pénales par la transaction - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4554, 4556) : amende de composition - Transaction pénale - Pouvoir hiérarchique du Garde des sceaux sur le procureur de la République - Liste des délits - Droits de la victime - S'oppose aux propositions du Gouvernement et de la commission - (p. 4459) : procédure des flagrants délits - Fonds d'indemnisation des victimes - Dédommagement partiel de la victime par la transaction pénale - Droit des victimes à être entendues - (p. 4560) : saisine du Conseil constitutionnel - **Chapitre 1<sup>er</sup> du titre III (précédemment réservé p. 4554)** (p. 4561) : se déclare opposé à l'amendement n° 26 de la commission (modification de l'intitulé de cette division : « la composition en matière pénale ») - **Art. 24 (principe du juge unique pour le jugement de certains délits)** (p. 4561, 4562) : problème du juge unique - Liste des délits visés et des peines encourues - (p. 4562, 4563) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 106 (mention qu'aucune des parties ne s'y oppose), n° 107 (mention que le ou les avocats en sont d'accord) et n° 108 (possibilité pour ce magistrat de renvoyer l'affaire en l'état à une audience collégiale) - (p. 4564, 4565) : décision du Conseil constitutionnel - **Art. 25 (délits jugés par un juge unique)** (p. 4566) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 109 (compétence de la formation collégiale du tribunal correctionnel pour la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement) et n° 110 (liste des délits encourant une peine inférieure à trois années de prison) - (p. 4567, 4568) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 112 (suppression des mots « non prévus par cet article » à la fin du dernier alinéa de l'article 25) et n° 111 (cas du port d'arme de sixième catégorie) - **Art. 26 (délivrance d'un mandat d'amener par le tribunal devant lequel le prévenu**

ne comparait pas) (p. 4569, 4570) : soutient l'amendement de suppression n° 113 de M. Claude Estier - **Art. 30** (extension de la procédure de conversion - Supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 4572, 4574) : soutient l'amendement n° 114 de M. Claude Estier (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale avec la mention que la conversion de peines est subordonnée à l'intervention de faits nouveaux depuis la condamnation définitive) - **Après l'art. 30** (p. 4575, 4576) : soutient l'amendement n° 115 de M. Claude Estier (possibilité pour le juge d'application des peines de placer le condamné en liberté conditionnelle sous réserve que ce dernier accomplisse un travail d'intérêt général et sous la condition d'un temps d'épreuve égal au tiers de la durée de la peine) - **Art. 31** (décision sur la libération conditionnelle - Supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 4578) : soutient l'amendement n° 116 de M. Claude Estier (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction) - **Art. 32** (condamnés étrangers) (p. 4579) : soutient l'amendement de suppression n° 117 de M. Claude Estier - **Art. 33** (paiement de l'amende dans les dix jours du jugement) (p. 4579, 4580) - Soutient l'amendement de suppression n° 118 de M. Claude Estier - **Art. 34** (paiement de l'amende dans les dix jours du jugement) (p. 4582) : soutient l'amendement de suppression n° 119 de M. Claude Estier - **Art. 37 bis** (interceptions de correspondances téléphoniques sur la ligne d'un parlementaire) (p. 4584, 4585) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 121 (information du président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité) et n° 120 de suppression - **Après l'art. 37 bis** (p. 4586, 4587) : se déclare opposé aux amendements du Gouvernement n° 141 (extension de la qualité d'officier de police judiciaire à certains officiers de paix) et n° 142 (simplification de la tâche des officiers de police judiciaire se déplaçant dans une autre circonscription) - **Art. 38** (exécution des décisions des juridictions administratives de premier et second degré) - **Art. L. 3-2 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel (pouvoirs d'astreinte)** (p. 4591) : se déclare favorable à l'amendement n° 44 de la commission (possibilité pour le juge de prononcer l'astreinte et l'injonction dans la même décision) - **Art. 39** (magistrat de tribunal administratif statuant seul) (p. 4592, 4593) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 123 (soumission de l'ensemble des litiges relatifs aux impôts locaux à la formation collégiale) et n° 124 (soumission du contentieux de la responsabilité d'une collectivité publique à la formation collégiale) - Se déclare opposé à l'amendement n° 47 de la commission (contentieux de la mise en oeuvre de la responsabilité de l'Etat pour refus opposé à une demande de concours de la force publique pour exécuter une décision de justice) - **Art. 40** (ordonnances du président) (p. 4594) : soutient l'amendement n° 125 de M. Claude Estier (suppression de la possibilité pour le juge unique de traiter les « séries ») - (p. 4595) : sur l'amendement n° 49 de la commission (définition des « séries »), son sous-amendement n° 152 : respect du principe du contradictoire ; rejeté - **Art. 40 bis** (suspension provisoire d'une décision administrative) (p. 4596) : soutient l'amendement de suppression n° 126 de M. Claude Estier - **Art. 40 ter** (insertion de l'article L. 600-5 du code de l'urbanisme dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) (p. 4597) : soutient l'amendement de suppression n° 127 de M. Claude Estier - **Art. 40 quater** (insertion d'une section nouvelle dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) : soutient l'amendement de suppression n° 128 de M. Claude Estier - **Art. 44** (détachement en surnombre d'universitaires dans le corps des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) (p. 4598) : soutient l'amendement n° 129 de M. Claude Estier (professeurs de droit) - **Après l'art. 46** (p. 4599) : se déclare favorable à l'amendement n° 76 de M. Charles Lederman (suppression du droit de timbre de 100 F par requête enregistrée auprès des juridictions administratives) - **Après l'art. 21 bis** (précédemment réservé p. 4552) (p. 4600) : se déclare favorable à l'amendement n° 135 du Gouvernement (situation des mineurs âgés de seize à dix-huit ans qui seraient hors d'état de manifester leur volonté à la suite d'une altération de leur faculté mentale ou corporelle pour les demandes ayant trait à la nationalité) .

- **Ordre du jour** - (20 octobre 1994) (p. 4602, 4603) : intervient sur la modification de l'ordre du jour prioritaire portant sur la discussion du projet de loi de programme relatif à la justice.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Deuxième lecture [n° 22 (94-95)]** - (9 novembre 1994) - **Art. 2 et annexe I** (approbation des orientations de la politique de sécurité présentée dans l'annexe I) (p. 5426, 5427) : intervient sur l'amendement de suppression n° 37 de M. Guy Allouche et reprend l'amendement n° 36 de M. Ernest Cartigny sous le même numéro (utilisation d'une classification en trois filières comme référentiel commun d'évaluation entre la police nationale et la gendarmerie nationale).

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1994) - **Art. 6** (institution du régime de police d'Etat dans les communes) (p. 5450) : intervient sur l'amendement n° 41 de M. Guy Allouche (subordination du passage à la police d'Etat à la demande ou à l'accord du conseil municipal) - **Art. 8** (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) (p. 5457, 5458) : sur l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction qui précise l'utilisation des enregistrements et le rôle de la CNIL), soutient les sous-amendements de Mme Françoise Seligmann, n° 54, n° 92, et n° 93 - (p. 5459) : soutient les amendements de repli de Mme Françoise Seligmann, n° 42 à n° 51, n° 64 à n° 66 - **Art. 9** (études de sécurité publique préalables à la réalisation de certains équipements collectifs) (p. 5471) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle rédaction qui supprime le mot « permanent ») - **Art. 23 A** (recherche des personnes disparues) (p. 5491, 5492) : son amendement n° 84, soutenu par M. Guy Allouche : nouvelle rédaction ; retiré - (p. 5492) : sur l'amendement n° 17 de la commission (restriction de la portée de cet article à la disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé ou à celle d'un majeur dont les services de police estiment qu'elle présente un caractère inquiétant ou suspect), son sous-amendement n° 96, soutenu par M. Guy Allouche ; adopté - **Après l'art. 23 A** (p. 5494) : son amendement n° 85 : intitulé du titre quatrième du livre I du code civil : « Des absents et des personnes disparues » ; retiré - **Après l'art. 23 bis** (p. 5495) : ses amendements, n° 86 : pension de réversion d'un douanier décédé en service et cité à l'ordre de la Nation ; et n° 87 : pension de réversion d'un membre des personnels de la sécurité civile décédé en service et cité à l'ordre de la Nation ; irrecevables (article 40 de la Constitution) - **Après l'art. 24 ter** (p. 5496) : sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (dispositions applicables aux appareils de jeux), son sous-amendement n° 88 ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 [n° 612 (93-94)]** - (15 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5601) : le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 8 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5605, 5607) : état insatisfaisant des différentes zones d'attente ou de rétention administrative ou judiciaire - Villes de Nice et Marseille - Zones d'attente dans les gares internationales - Le groupe socialiste ne pourra pas voter ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (répression de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers d'un étranger dans l'espace Schengen) (p. 5615) ; au nom du groupe socialiste, se déclare opposé au vote de l'article 1<sup>er</sup> - **Art. 2** (modifications ponctuelles du régime des zones d'attente) (p. 5615, 5616) ; au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 6 de suppression de M. Robert Pagès - Soutient les amendements n° 2 (référence à une gare internationale pour la création d'une zone d'attente) et n° 3 de M. Claude Estier (transfert d'une zone d'attente dans une autre dans les deux heures précédant le départ) - (p. 5618) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé au vote de l'amendement n° 1 de la commission (référence à la gare et non à la gare internationale pour la création de zones d'attente), ainsi qu'à l'article 2 - **Après l'art. 2** : soutient l'amendement n° 4, de conséquence, de M. Claude Estier.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Avant l'art. 7** (p. 6019) : son amendement n° I-134, soutenu par M. Paul Lorient : droit de timbre lors de l'enregistrement des requêtes auprès des tribunaux administratifs ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 11** (p. 6117) : son amendement n° I-147, soutenu par M. Jean-Louis Carrère : exonération de la taxe d'habitation pour les étudiants ; rejeté.

**DUFAUT (Alain)**, sénateur de Vaucluse (RPR).

## NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2656) - Ministère : Intérieur - **Sécurité en été dans les zones touristiques du Sud - Sécurité publique.**

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4273) - Ministère : Environnement - **Participation de l'Etat à la réparation et à la prévention des sinistres dans le Vaucluse - Catastrophes naturelles.**

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)** - (6 décembre 1994) (p. 6875, 6876) : rattachement de l'échéancier de l'indemnisation - Situation des harkis - Département du Vaucluse - Souhaite un débat national sur la situation de l'ensemble des rapatriés - Votera ce projet de budget.

**DUMAS (Pierre)**, sénateur de la Savoie (RPR).

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Après l'art. 7** (p. 4959) : sur l'amendement n° 71 de la commission (révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports), intervient sur le sous-amendement n° 581 du Gouvernement.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5024, 5027, 5029) : son amendement n° 7 : contrat de service public entre la région et la SNCF ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) (p. 6839, 6840) : sommet européen qui se tiendra à Essen sur le projet de liaison à grande vitesse Lyon-Turin-Milan-Trieste.

**DUMONT (Jean)**, sénateur des Deux-Sèvres (RI).

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

**DUPONT (Ambroise)**, sénateur du Calvados (RI).

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

## DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 462 (93-94)] relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 12 (94-95)] (6 octobre 1994) - **Environnement.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Environnement** - [n° 80 (94-95)] tome 3 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2433, 2434) : espace rural - Fonds de gestion de l'espace - Pluriactivité ; statut fiscal - Valeur patrimoniale des droits à prime et des droits à produire - Elevage des chevaux ; haras nationaux - Viande de cheval.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)] - Suite de la discussion** - (4 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3484, 3485) : Conseil national de la fonction publique territoriale, CNFPT - Texte d'équilibre entre le principe de libre administration des collectivités territoriales et les garanties des fonctionnaires - Le groupe des RI votera à l'unanimité ce texte.

– **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - (11 octobre 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4130, 4131) : évolution des espaces naturels - Hauts lieux et espaces quotidiens - Inventaires départemental et régional - Entrées de villes - (p. 4132) : réglementation communale - Se déclare favorable à l'adoption des dispositions du titre III sous réserve de l'adoption des amendements de la commission.

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - Rapporteur pour avis - **Art. 22 (inventaire départemental des espaces et du patrimoine naturels)** (p. 4286) : son amendement n° 96 : contenu du rapport d'orientation ; retiré - **Art. 23 (rapport d'orientation)** (p. 4289, 4290) : son amendement n° 97 : rapport d'orientation élaboré par l'Etat ; retiré - Sur l'amendement n° 53 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) ; se déclare opposé au sous-amendement n° 322 de M. Alain Vasselle - **Art. 24 (prise en compte par l'Etat et les collectivités territoriales de l'inventaire départemental et du rapport d'orientation)** (p. 4291) : son amendement de suppression n° 98 ; retiré au profit de l'amendement de suppression n° 54 de la commission - **Art. 25 (inventaire régional du patrimoine paysager)** (p. 4293) : son amendement n° 99 : répertoire du patrimoine paysager ; retiré - **Art. 26 (compétences des agents des réserves et parcs nationaux marins)** (p. 4299) ; ses amendements rédactionnels n° 100 ; adopté ; et n° 101 ; retiré - Son amendement n° 102, identique à l'amendement n° 55 de la commission : possibilité de transmettre les procès-verbaux aux autorités judiciaires ; retiré - **Art. 29 (compétences des départements en matière d'espaces naturels sensibles)** (p. 4303) : son amendement de coordination n° 103 ; retiré au profit de l'amendement identique de coordination n° 60 de la commission - Son amendement n° 104 : taxe finançant les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement ; adopté -

**Art. 31** (*concours des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural pour l'exercice du droit de préemption*) (p. 4308) : son amendement rédactionnel n° 105 ; adopté - **Après l'art. 36** (p. 4318, 4321) : son amendement n° 106 : aménagement des entrées de ville ; adopté après modification par les sous-amendements du Gouvernement n° 318, n° 319, n° 320 et n° 321 - Sur son amendement n° 106 précité, au nom de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, se déclare opposé aux sous-amendements n° 316 et n° 317 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Environnement** - (3 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (p. 6678, 6680) : moyens des directions régionales de l'environnement, DIREN - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - Réorganisation du Fonds d'intervention pour la qualité de la vie - Développement des emplois verts - Situation écologique des cinq grands fleuves français - Schémas directeurs d'aménagement et de gestion de l'eau, SDAGE - *A titre personnel*, apprécie cette approche pragmatique des problèmes de l'environnement.

**Equipement, transports et tourisme - I - Urbanisme et services communs** - (6 décembre 1994) (p. 6816, 6817) : dotations affectées aux actions de protection des paysages et du patrimoine - Dotation affectée à l'élaboration des documents d'urbanisme : plans d'occupation des sols, POS et schémas directeurs - Avec le groupe des RI, votera ces crédits.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994** [n° 132 (94-95)] - (19 décembre 1994) - **Après l'art. 13** (p. 7751) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Anne Heinis (application du taux réduit de TVA pour certains produits de l'horticulture et de la sylviculture) - **Art. 28** (*prélèvements sur les jeux de loterie individuels, portables et jetables exploités par la Française des jeux*) (p. 7767) : inquiétude relative à l'article qui soumet au droit de timbre les jeux de loterie individuels portables et jetables, utilisant des techniques informatiques - Conséquences pour le PMU.

**DURAND-CHASTEL (Hubert)**, sénateur des Français établis lors de France (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Inde du 6 au 14 février 1994 [n° 314 (93-94)] (6 avril 1994) - **Inde**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 448 (93-94)], adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'acte portant révision de l'article 63 de la convention sur la délivrance de brevets européens (convention sur le brevet européen) du 5 octobre 1973, fait à Munich le 17 décembre 1991 [n° 457 (93-94)] (25 mai 1994) - **Traités et conventions**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 512 (93-94)] autorisant l'approbation du deuxième protocole portant modification à la convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités [n° 4 (94-95)] (5 octobre 1994) - **Traités et conventions**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur :

1° le projet de loi [n° 32 (94-95)] autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique ;

2° le projet de loi [n° 46 (94-95)] autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique [n° 49 (94-95)] (2 novembre 1994) - **Traités et conventions**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - **Art. 5** (*emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès*) (p. 1001) : se déclare opposé à l'amendement n° 50 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe** [n° 341 (93-94)] - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1026, 1027) : rôle de la France dans la construction de la politique européenne de défense commune.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 5 (suite)** (p. 1080) : intervient à propos de l'amendement n° 30 de M. Ivan Renar (dispositif de traduction simultanée).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif)** [n° 284 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1129) : utilité de la présence française au Viêt-Nam - Déclare voter ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord** [n° 344 (93-94)] - (3 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1372) : dispositions de ce projet de loi - Attente des associations d'anciens combattants - Conséquences financières de la retraite anticipée - Allocation différentielle du fonds de solidarité d'Afrique du nord - Retraite mutualiste.

- **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie** [n° 434 (93-94)] - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1984, 1985) : aide de l'Etat aux harkis pour l'acquisition d'un logement sur le territoire français - Extension des bénéficiaires de cette mesure aux résidents en dehors de l'Union européenne - Exemple de l'Argentine - Aide au retour en France - Situation des harkis résidant à l'étranger - Subvention aux entreprises françaises employant des harkis à l'étranger - **Art. 6** (*bénéficiaires des aides spécifiques au logement*) (p. 1994) : son amendement n° 5 : extension du champ des bénéficiaires des aides spécifiques aux résidents hors de France ; retiré.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'acte portant révision de l'article 63 de la convention sur la délivrance de brevets européens (convention sur le brevet européen) du 5 octobre 1973, fait à Munich le 17 octobre 1991** [n° 448 (93-94)] - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2724) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> ter** (p. 2821) : son amendement n° 143 : mise en place de formules spécifiques d'allocation parentale d'éducation pour les Français résidant à l'étranger ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain** [n° 530 (93-94)] - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3288, 3289) : Institut international pour l'amélioration de la banane et de la banane plantain, INIBAP - Site de Montpellier - Accueil de la France - Se déclare pour l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du deuxième protocole portant modification à la convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités** [n° 512 (93-94)]

- (14 octobre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4361) : au nom de la commission des affaires étrangères, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale** [n° 603 (93-94)] - (14 novembre 1994) - **Après l'art. 4** (p. 5539) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli (création de bureaux de vote dans les agences consulaires).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique** [n° 32 (94-95)] - (15 novembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 46) (p. 5590, 5591) : au nom de la commission des affaires étrangères, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique** [n° 46 (94-95)] - (15 novembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 32) (p. 5590, 5591) : au nom de la commission des affaires étrangères, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Après l'art. 2 bis** (p. 5949, 5950) : se déclare favorable à l'amendement n° I-69 de M. Xavier de Villepin (exclusion du champ d'application des dispositions de l'article 164 C du code général des impôts des ressortissants français qui conservent la disposition d'une habitation en France lorsqu'ils s'expatrient à l'étranger pour des raisons professionnelles).

*Deuxième partie :*

**Justice** - (7 décembre 1994) (p. 6930, 6931) : délai exorbitant pour la délivrance des certificats de nationalité - Renforcement des effectifs du service de la nationalité - Simplification du droit de la nationalité - Conseil supérieur des Français de l'étranger - Les sénateurs non inscrits voteront ce projet de budget.

**Coopération** - (7 décembre 1994) (p. 6958, 6959) : bilan de la dévaluation du franc CFA - Rôle de la Caisse française de développement - Lutte contre la malnutrition - Développement de la culture de la spiruline.

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 7001, 7003) : évolution des crédits - Asie du Sud-Est - Amérique latine - Action audiovisuelle extérieure - Situation en Algérie - Agence pour l'enseignement français à l'étranger - Crédits d'investissement - Etablissement des Français hors de France - Votera ce projet de budget.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes)** [n° 156 (94-95)] - (20 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7828) : fin des contingents - Règlement des différends - Etats-Unis - Secteurs exclus - Problèmes monétaires - Les sénateurs non inscrits dans leur ensemble voteront le projet de loi.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 9 bis** (*création d'une nouvelle subvention forfaitaire au profit de certains partis et groupements politiques non éligibles à l'aide publique*) (p. 7987) : se déclare opposé à l'amendement n° 29 de suppression de M. Guy Allouche.

**DURRIEU (Josette)**, sénateur des Hautes-Pyrénées (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Déléguée suppléante de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec Mme Maryse Bergé-Lavigne et M. Gérard Roujas, tendant à abroger la loi de privatisation n° 93-923 du 19 juillet 1993 [n° 559 (93-94)] (29 juin 1994) - **Privatisations**.

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Chine du 5 au 18 septembre 1994, chargée d'étudier la situation de l'économie de ce pays, ainsi que ses relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 66 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Chine**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4757, 4759) : retour sur les acquis de la décentralisation - Département des Hautes-Pyrénées - Politique de la montagne - Réindustrialisation nécessaire des zones rurales - Universités en villes moyennes - Péréquation et solidarité.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4925) : intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (« section 1 : Du schéma directeur national de l'enseignement supérieur et de la recherche »).

**DUSSAUT (Bernard)**, sénateur de la Gironde (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 120 (*JO Débats du 17 mai 1994*) (p. 1624) - Ministère : **Affaires sociales** - *Projet de restructuration de l'hôpital de La Réole (Gironde)* - (Réponse : *JO Débats du 4 juin 1994*) (p. 2197) - **Hôpitaux**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'habitat** [n° 416 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2224, 2225) : démantèlement du parc de logements sociaux - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres)** [n° 551 (93-94)] - (30 juin 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs*) (p. 3275) : soutient l'amendement n° 2 de M. Philippe Madrelle (date de clôture de la chasse au gibier d'eau fixée au dernier jour de février).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 16** (*fonds de gestion de l'espace rural*) (p. 5151) : parole sur l'article - (p. 5152) : son amendement n° 447 : contribution à la réhabilitation du patrimoine bâti ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (28 novembre 1994) (p. 6319) : difficultés des artisans en milieu rural - (p. 6320) : inégalité de traitement entre agriculteurs et artisans - Aménagement et développement du territoire - Transmission de l'entreprise artisanale - Problèmes financiers des artisans - Régime des indemnités journalières - Programme d'orientation pour l'artisanat - Ne votera pas ce projet de budget.



DUSSEAU (Joëlle), sénateur de la Gironde (NI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4259) - Ministère : Affaires sociales - *Représentation des femmes dans les assemblées élues - Femmes.*

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** - *Deuxième lecture* [n° 354 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) - (p. 1603, 1605) : texte expérimental - Maladies graves.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** - *Deuxième lecture* [n° 355 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (93-94) (p. 1603, 1605).

- **Projet de loi relatif au corps humain** - *Deuxième lecture* [n° 356 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (p. 1603, 1605).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** - *Deuxième lecture* [n° 354 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 8** (*assistance médicale à la procréation*) - *Art. L. 152-2 du code de la santé publique (finalité de l'assistance médicale à la procréation)* (p. 1641) : sur

l'amendement n° 13 de la commission (retour à la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture relative à la stabilité du couple et à l'âge de ses membres), se déclare favorable à la première partie relative à l'âge des membres du couple et opposée à la seconde partie, relative à la stabilité de ce dernier - *Art. L. 152-3 du code précité (conception in vitro)* (p. 1649) : destruction des embryons congelés - Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (suppression de la disposition autorisant l'arrêt de la conservation des embryons) - **Art. 10 quater** (*diagnostic préimplantatoire*) (p. 1672) : se déclare favorable à un moratoire en matière de diagnostic préimplantatoire.

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2752) : déception suscitée par ce texte - Natalité et politique familiale - Allocation parentale d'éducation - (p. 2753) : aide aux parents de jeunes adultes.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) (p. 6413) : intégration et formation des jeunes - Chômage - Lutte contre l'exclusion.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Art. 42** (*relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié au domicile*) (p. 7196, 7197) : problème du travail au noir - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7226) : conséquences de l'extension de l'exploitation pétrolière sur l'environnement et sur l'activité touristique - **Art. 49** (*réforme du financement de l'allocation de revenu minimum d'insertion*) (p. 7239) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° II-72 de Mme Marie-Claude Beaudeau - Augmentation des charges pour les collectivités locales - Se déclare opposée à l'amendement n° II-85 de M. Charles Desjours (nouvelle rédaction de l'article fondée sur un protocole national d'expérimentation).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 174 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Art. 8 bis** (*dépistage du sida*) (p. 7934) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (mesures de dépistage prises au vu des conclusions d'un rapport fondé sur une enquête épidémiologique).

## E

ÉGU (André), sénateur d'Ille-et-Vilaine (UC).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi tendant à compléter l'article L1 232-2 du code rural en ce qui concerne la pollution des eaux [n° 283 (93-94)]* (15 février 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Eau**.

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2653) - Ministère : Culture - **Politique culturelle** - **Politique culturelle**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales [n° 81 (92-93)]** - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1047) : plan comptable général de 1982 - Homogénéisation de la comptabilité des communes avec celle des autres agents économiques - Nouvelles modalités d'emprunt à annuités différées - Cas des communes de moins de 3 500 habitants - Situation de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Fiscalité locale et fiscalité d'Etat.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4150, 4152) : pollution des eaux - Responsabilité des élus locaux - Conseil départemental de l'environnement.

**Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 4215) : son amendement n° 85 : commission des carrières ; retiré - **Art. 8 (coordination du conseil départemental et des commissions)** (p. 4218) : son amendement n° 88, analogue à l'amendement n° 36 de la commission : suppression du paragraphe II ; adopté.

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 37 - Paragraphe V (par priorité) (gestion des déchets)** (p. 4331) : son amendement n° 270, soutenu par M. Philippe Richert : présentation d'un rapport au Parlement sur l'utilisation de cette taxe ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Art. 13 bis (par priorité) (augmentation du taux de prélèvement effectué sur la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport)** (p. 6056, 6058) : financement du Fonds national de développement du sport.

*Deuxième partie :*

**Culture et francophonie** - (26 novembre 1994) (p. 6249, 6251) : dérivés financiers des grands travaux - Bibliothèque nationale de France - Opéra Bastille - Schéma directeur national des équipements culturels - Patrimoine maritime - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

**Jeunesse et sports** - (4 décembre 1994) (p. 6710, 6711) : sport de haut niveau - Fonds national de développement du sport, FNDS - Construction du Grand Stade - Actions en faveur de la jeunesse - Aménagement des rythmes de vie des enfants - Grande consultation nationale des jeunes - Emplois - Banlieues.

**Charges communes et comptes spéciaux du Trésor** - (6 décembre 1994) - **Examen des crédits - Art. 32 (mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale)** (p. 6897) : en qualité de membre du groupe d'études sur le sport, se déclare favorable à l'amendement n° II-36 de M. Jean Faure (suppression des crédits destinés à la construction du Grand Stade à Saint-Denis).

**Communication** - (9 décembre 1994) (p. 7148, 7149, 7150) : lancement de La Cinquième - Dimension éducative - Grille de programmes et productions spécifiques - Financement - Approuve ce projet de budget en dépit de très fortes réserves sur La Cinquième.

ÉMIN (Jean-Paul), sénateur de l'Ain (RI).

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.
- Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commerciale.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 186 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la répression de la contrefaçon et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle [n° 251 (93-94)]* (19 janvier 1994) - **Propriété intellectuelle**.

*Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Chine du 5 au 18 septembre 1994, chargée d'étudier la situation de l'économie de ce pays, ainsi que ses relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 66 (94-95)]* (9 novembre 1994) - **Chine**.

*Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 56 (93-94)], présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par MM. Ernest Cartigny et Xavier de Villepin sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période 1995-1997 à certains produits industriels originaires de pays en voie de développement et sur la proposition de règlement (CE) du Conseil prorogeant en 1995 l'application des règlements (CEE) n° 3833/90 (CEE) n° 3835/90 et (CEE) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (n° E-303) [n° 124 (94-95)]* (7 décembre 1994) - **Communautés européennes**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) [n° 229 (93-94)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 86) : industries de contrefaçon - Danger des pro-

duits de contrefaçon pour les utilisateurs - Enjeux économiques - Frais considérables engagés pour lutter contre la contrefaçon - Accord du GATT et protection internationale de la propriété intellectuelle - (p. 87) : examen du projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon.

- **Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle** [n° 186 (93-94)] - (24 janvier 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 444) : développement international des activités industrielles relatives à la contrefaçon - Importance de la contrefaçon dans le secteur du textile, de l'automobile et des médicaments - (p. 445, 446) : préjudice pour les entreprises françaises - Travail clandestin - GATT - Aménagement du code de la propriété intellectuelle - Sous réserve d'une nouvelle rédaction de l'article 17, la commission des affaires économiques donne un avis favorable à l'adoption de ce projet de loi - **Art. 17 (Art. L. 511-2 du code de la propriété intellectuelle ; dépôt simplifié en matière de dessins et modèles)** (p. 459) : son amendement n° 13 : protection des dessins et modèles des industries concernées par la présentation de collections ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 522) : rôle économique et social des petites entreprises - Réhabilitation de la petite entreprise - Emplois - (p. 523) : simplification des formalités administratives - Guichet unique - Utilisation de l'informatique - Epargne de proximité - Mesures fiscales et sociales - Délais de paiement.

- **Projet de loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits alimentaires** [n° 371 (93-94)] - (24 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1795) : défauts du dispositif de certification actuel - (p. 1796) : mécanismes de certification - Régime de constitution des organismes certificateurs - Vente à domicile des méthodes d'auto-apprentissage des langues - Vente des préparations pour nourrissons et de vinaigres - Le groupe des RI votera le projet de loi dans les termes proposés par la commission.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) (p. 6347) : relance de la politique de l'aménagement du territoire - Société de développement régional, SDR - (p. 6348) : rôle des départements et des conseils généraux - Lois de décentralisation des compétences - Intercommunalité et recettes fiscales - (p. 6349) : système de financement des collectivités locales et taxe professionnelle - Le groupe des RI votera ce projet de budget.

**ESCANDE (Jean-Paul)**, rapporteur de la section des finances du Conseil économique et social.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques** [n° 152 (93-94)] - (12 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 42) : constat et analyse de la situation - (p. 43) : nécessité d'une maîtrise de la progression des dépenses publiques échelonnée sur plusieurs années - Partage des compétences entre l'Etat, l'Europe et les collectivités locales - Part essentielle prise par l'Etat dans la préparation du retour à la croissance par les investissements - Stabilisation des dépenses de l'Etat en francs constants - Surcroît des dépenses budgétaires - (p. 44) : ralentissement de la consommation des ménages - Collectivités locales - Aspects positifs de la politique de l'offre et de la stabilité du franc - Recul des investissements.

**ESTIER (Claude)**, sénateur de Paris (Président du groupe S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur la IXe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Bruxelles, les 22 et 23 novembre 1993 [n° 232 (93-94)] (12 janvier 1994) - **Communautés européennes.**

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en République d'Afrique du Sud, du 6 au 15 février 1994 [n° 340 (93-94)] (13 avril 1994) - **Afrique du Sud.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 359 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° 377 (93-94)] (27 avril 1994) - **Traités et conventions.**

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur la Xe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Athènes les 9 et 10 mai 1994 [n° 458 (93-94)] (25 mai 1994) - **Communautés européennes.**

*Proposition de loi*, déposée avec les membres du groupe socialiste, tendant au rétablissement des dispositions « anti-corruption » supprimées depuis mars 1993 [n° 31 (94-95)] (13 octobre 1994) - **Vie politique et sociale.**

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la troisième session de l'Assemblée parlementaire de la C.S.C.E. (5-8 juillet 1994) [n° 55 (94-95)] (4 novembre 1994) - **Union européenne.**

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la XIe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Bonn les 24 et 25 octobre 1994 [n° 103 (94-95)] (2 décembre 1994) - **Union européenne.**

*Proposition de loi organique*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à renforcer la limitation du cumul des mandats et fonctions électives [n° 110 (94-95)] (6 décembre 1994) - **Mandats électoraux.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à renforcer la limitation du cumul des mandats et fonctions électives [n° 111 (94-95)] (6 décembre 1994) - **Mandats électoraux.**

*Proposition de loi organique*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la transparence de la vie publique [n° 112 (94-95)] (6 décembre 1994) - **Vie politique et sociale.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la transparence de la vie publique [n° 113 (94-95)] (6 décembre 1994) - **Vie politique et sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 23 de la Constitution [n° 114 (94-95)] (6 décembre 1994) - **Vie politique et sociale.**

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO Débats* du 15 avril 1994) (p. 1098) - Ministère : Affaires étrangères - **Situation en Algérie - Politique extérieure.**

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2649) - Ministère : Budget - *Bilan de la mesure prise en faveur de l'automobile - Automobiles.*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle** [n° 186 (93-94)] - (24 janvier 1994) - **Art. 11** (*Art. L. 716-9 du code de la propriété intellectuelle : sanctions pénales des contrefaçons de marques et de l'importation ou de l'exportation des marchandises constituant une contrefaçon de marques*) (p. 454) : son amendement n° 14, soutenu par M. Guy Allouche : exclusion des bagages personnels des touristes du champ des contrôles ; rejeté - **Art. 17** (*Art. L. 511-2 du code précité : dépôt simplifié en matière de dessins et modèles*) (p. 458) : son amendement de suppression n° 15, soutenu par M. Guy Allouche ; retiré.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93-81/Euratom, CECA, CEE, modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76-787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976** [n° 261 (93-94)] - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 661) : choix de Strasbourg pour le siège du Parlement.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - (6 avril 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> bis** (p. 759) : son amendement n° 139, soutenu par M. Guy Allouche : information du président du tribunal par le Trésor et les organismes sociaux ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° 10 de la commission, après l'article 1<sup>er</sup> (information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale : réduction du seuil du montant des créances et des délais d'inscription) et adopté (p. 764) - **Art. 1<sup>er</sup> bis** (*nomination facultative d'un commissaire aux comptes pour certaines personnes de droit privé non commerçantes*) (p. 764) : son amendement de suppression n° 165, soutenu par M. Guy Allouche ; retiré - **Après l'art. 1<sup>er</sup> bis** : son amendement n° 167, soutenu par M. Guy Allouche : faculté d'adhésion des entreprises individuelles à un groupement de gestion agréé ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - **Art. 2** (*règlement amiable*) - **Art. 35 de la loi n° 84-148 du 1<sup>er</sup> mars 1984 (ouverture de la procédure et nomination du conciliateur)** (p. 782) : son amendement n° 168, soutenu par M. Jacques Bellanger : prise en compte de la situation sociale de l'entreprise ; adopté - **Art. 4** (*liquidation judiciaire sans période d'observation*) (p. 810) : son amendement n° 170, soutenu par M. Guy Allouche : conditions de la liquidation sans période d'observation ; retiré au profit de l'amendement n° 21 de la commission sur le même objet.

**Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - **Art. 22** (*visa du commissaire aux comptes*) (p. 855, 856) : son amendement de suppression n° 175, soutenu par M. Guy Allouche ; retiré - **Art. 25** (*durée du plan de redressement*) (p. 865) : son amendement n° 176, soutenu par M. Guy Allouche : faculté pour le tribunal d'accorder un délai supplémentaire à l'entreprise ; retiré - **Après l'art. 41** (p. 880, 881) : ses amendements, soutenus par M. Jacques Bellanger, relatifs au maintien dans les lieux des personnes physiques lors d'une procédure de liquidation des biens, n° 177 ; devenu sans objet ; et n° 178 ; rejeté - **Art. 43** (*période d'observation*) (p. 883) : son amendement n° 179, soutenu par M. Jacques Bellanger : enquête du juge-commissaire afin de dresser un rapport sur la situation de l'entreprise et sur ses perspectives de redressement ; adopté - **Avant l'art. 45** : son amendement n° 180, soutenu par M. Jacques Bellanger : interdiction de nommer administrateur l'expert ; adopté - **Art. 47** (*régime de la liquidation judiciaire*) - **Art. 148 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 (ouverture de la procédure)** (p. 886) : son amendement de coordination n° 181, soutenu par M. Jacques Bellanger ; retiré - **Avant l'art. 49** (p. 887, 888) : sur l'amendement n° 71 de la commission (maintien en fonction des organes de la procédure), son sous-amendement n° 182, soutenu par M. Jacques Bellanger ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (12 avril 1994) - **Art. 17** (**précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875**) (**par priorité**) (*ordre de*

*paiement des créances*) (p. 917, 918) : ses amendements, soutenus par M. Guy Allouche, n° 173, de suppression ; et n° 174 : paiement prioritaire des fournisseurs ; devenus sans objet.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - **Art. 2** (*inscriptions apposées et annonces faites dans les lieux ouverts au public*) (p. 989) : son amendement n° 46, soutenu par M. François Autain : suppression de la référence faite à la gravité du manquement ; rejeté - **Art. 3** (*présentation du texte français et de ses traductions éventuelles*) : son amendement n° 47, soutenu par M. François Autain : recours minimum à deux langues étrangères ; adopté - **Art. 4** (*rédaction des contrats conclus par une personne morale de droit public*) (p. 993) : son amendement n° 48, soutenu par M. François Autain : traduction des traités internationaux ; devenu sans objet - (p. 995) : son amendement rédactionnel n° 49, soutenu par M. François Autain ; adopté - **Art. 5** (*emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès*) (p. 996) : son amendement n° 50, soutenu par M. François Autain : nouvelle rédaction ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 6** (*rédaction des contrats de travail*) (p. 1082) : son amendement n° 52, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression du terme « nationale » ; adopté - (p. 1084) : son amendement n° 53, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : nouvelle rédaction du quatrième alinéa du texte proposé ; adopté - **Art. 7** (*emploi du français dans les entreprises*) (p. 1085, 1087) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 54 : traduction du règlement intérieur ; n° 55 : référence expresse au contrat de travail ; rejetés ; et n° 57, rédactionnel ; adopté - **Art. 9** (*le français, langue de l'enseignement*) (p. 1090) : son amendement n° 58, soutenu par Mme Maryse Bergé-Lavigne : enseignement des langues régionales ; retiré - **Art. 10** (*règles linguistiques applicables à la communauté audiovisuelle*) (p. 1094) : ses amendements n° 59, soutenu par Mme Françoise Seligmann, de suppression, et soutenus par Mme Maryse Bergé-Lavigne, n° 60 ; oeuvres musicales vocales en langues étrangère ou régionale ; rejetés ; et n° 61 : référence à la langue régionale ; adopté - **Art. 12** (*dispositions applicables aux marques utilisées par les services publics*) (p. 1141) : son amendement de suppression n° 62, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; rejeté - **Art. 15** (*délit d'entrave à la recherche et constatation des infractions aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>*) (p. 1143) : son amendement de suppression n° 63, soutenu par M. Françoise Seligmann ; rejeté - **Art. 19** (*préservation des langues régionales*) (p. 1144) : son amendement n° 64, soutenu par Mme Françoise Seligmann : nouvelle rédaction ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** [n° 174 (93-94)] - (26 avril 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (« *tour extérieur* » dans les corps d'inspection et de contrôle) (p. 1242) : son amendement n° 21, soutenu par M. Guy Allouche : maintien de la proportion actuelle des nominations au « tour extérieur » dans les inspections générales ; rejeté - (p. 1244) : son amendement n° 22, soutenu par M. Guy Allouche : publication au Journal officiel du compte-rendu non intégral de l'avis de la commission ; adopté - **Art. 2** (« *tour extérieur* » au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes et dans les inspections générales interministérielles) (p. 1246) : son amendement de coordination n° 23, soutenu par M. Guy Allouche ; adopté - Son amendement n° 24, soutenu par M. Guy Allouche : suppression de l'avis du bureau de la Cour des comptes pour les nominations au « tour extérieur » ; retiré - **Art. 2 bis** (« *tour extérieur dans les corps des sous-préfets* ») (p. 1249) : son amendement n° 28, soutenu par M. Guy Allouche : maintien d'un nombre minimal de nominations de sous-préfets au « tour extérieur » ; retiré - Son amendement de coordination n° 25, soutenu par M. Guy Allouche ; adopté - **Art. 3** (*contrôle des activités professionnelles des fonctionnaires mis en disponibilité ou ayant cessé définitivement leurs fonctions*) (p. 1252) : son amendement n° 27, soutenu par M. Guy Allouche : démission automatique de la fonction publique pour les fonctionnaires travaillant depuis six mois dans le secteur privé ; rejeté.

- **Conclusions du rapport supplémentaire de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution** (n° 41, 93-94) de M. Marcel Lucotte, séna-

teur, et plusieurs de ses collègues **tendant à modifier l'article 49, alinéa 6 du Règlement du Sénat [n° 185 (93-94)]** - (4 mai 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (temps de parole fixé à cinq minutes pour l'exposé des motifs d'un amendement)** (p. 1415, 1416) : son amendement de suppression n° 9, soutenu par M. Guy Allouche ; rejeté - Ses amendements, soutenus par M. Guy Allouche, n° 10 à 26 : limitation du temps de parole sur les amendements par la conférence des présidents et ses exceptions ; rejetés.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail [n° 462 (92-93)]** - (5 mai 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (conditions d'octroi des permis exclusifs de recherches)** (p. 1488) : ses amendements, soutenus par M. Charles Metzinger, n° 43 : attribution du permis exclusif de recherches par décret en Conseil d'Etat après enquête publique ; rejeté ; et n° 42 : amélioration des garanties de la protection du cadre de vie et de remise en état ; adopté - **Art. 5 (conditions et modalités d'octroi d'une concession)** (p. 1490, 1492) : ses amendements, soutenus par M. Charles Metzinger, n° 44 : rétablissement du cahier des charges annexé à l'acte institutif d'une concession ; rejeté ; et n° 45 : octroi de la concession sous condition que le demandeur dispose des capacités techniques et financières permettant de respecter l'environnement et d'effectuer les travaux nécessaires lors de de l'abandon de la mine ; adopté - **Art. 7 (remise à l'Etat du gisement et fixation d'un terme aux concessions à durée illimitée)** (p. 1493) ; son amendement n° 33, soutenu par M. Charles Metzinger : obligation de remise gratuite à l'Etat d'un gisement en fin de concession ; rejeté - **Art. 11 (coordination)** (p. 1494) : son amendement n° 46, soutenu par M. Charles Metzinger : maintien de la référence au cahier des charges lors de la procédure de retrait des titres de recherches et de l'exploitation ; rejeté - **Art. 14 (police administrative des mines)** : son amendement n° 47, soutenu par M. Charles Metzinger : prérogatives de l'autorité administrative en matière de surveillance et remise d'un rapport annuel aux collectivités territoriales faisant le bilan de l'impact sur le sol et le sous-sol des exploitations minières ; rejeté - **Art. 15 (objectifs de la police administrative des mines)** (p. 1497, 1498) : son amendement n° 48, soutenu par M. Charles Metzinger : liste des intérêts à préserver et mise en place d'une procédure de consultation des partis concernés ; rejeté - **Art. 16 (pouvoirs de l'administration en cas de sous-exploitation)** (p. 1499) : son amendement n° 49, soutenu par M. Charles Metzinger : information de l'Etat et des collectivités locales sur les menaces qui pèsent sur l'activité minière ; rejeté - **Art. 18 (travaux de sécurité de fin de recherches ou d'exploitation)** (p. 1502) : sur l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction), ses sous-amendements, soutenus par M. Charles Metzinger, n° 35 ; retiré au profit du sous-amendement analogue n° 40 de M. Philippe Nachbar et n° 34 ; adopté - Son amendement n° 50, soutenu par M. Charles Metzinger : commission départementale d'intérêt minier ; devenu sans objet - **Après l'art. 19** (p. 1503) : son amendement n° 51 : création d'une commission départementale d'intérêt minier ; rejeté - **Art. 40 (procédure juridictionnelle d'ajournement)** (p. 1510) : son amendement n° 52, soutenu par M. Charles Metzinger : rétablissement des sanctions pénales à l'encontre des personnes morales et nouvelle numérotation de certains articles du code ; devenu sans objet - **Après l'art. 45** (p. 1512) : son amendement n° 55, soutenu par M. Charles Metzinger : prescription trentenaire des procédures d'indemnisation ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° 359 (93-94)]** - (11 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1565, 1566) : accord signé à Paris le 2 novembre 1992 - Echanges culturels franco-russes - Coopération en matière d'éducation et d'enseignement - Centres culturels de Moscou et de Saint-Petersbourg - Absence de centre culturel russe à Paris - Propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française - Deuxième lecture [n° 437 (93-94)]** - (26 mai 1994) - **Art. 5** (p. 1904) : son amendement n° 14, soutenu par Mme Françoise Seligmann : non-application de ces dispositions aux congrès dans lesquels les participants non francophones sont en majorité ; rejeté - **Art. 10** (p. 1913) : son amendement de suppression

n° 15, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; rejeté - **Art. 12** (p. 1914) : son amendement de suppression n° 16, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; rejeté - **Art. 15** : son amendement de suppression n° 17, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 [n° 386 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 415) (p. 1965, 1966) : rôle des parlements nationaux dans la construction européenne - Elargissement du champ de compétence des délégations parlementaires au deuxième et troisième piliers - Traité de Maastricht - Principe de subsidiarité - Au nom du groupe socialiste, déclare voter cette proposition de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Lucien Lanier, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 279, 93-94), déposée par M. Jacques Genton, tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 [n° 415 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 386) : voir intervention sous la proposition de loi n° 386 (p. 1965, 1966).

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)] - Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2092, 2093) : ses amendements, soutenus par M. Robert Laucournet, n° 116 : exclusion du processus de vente d'HLM des organismes dont la liste des demandeurs de logements est supérieure à 50 % des logements de leurs parcs ; et n° 117 : limitation de la vente de logements sociaux ; rejetés - **Art. 4 (allègement des contraintes imposées en cas de vente de logements)** (p. 2102, 2103) : ses amendements, soutenus par M. Robert Laucournet, n° 118 : suppression du paragraphe I relatif aux conditions de vente du logement ; n° 119 : durée minimum de cinq ans pendant laquelle l'acquéreur est tenu de conserver la propriété du logement ; n° 120 : prix de revente maximum du logement ; n° 121 : suppression du paragraphe II ; rejetés ; et n° 122 : suppression du paragraphe III ; devenu sans objet - **Art. 11 (loyers référencés)** (p. 2171) : ses amendements, soutenus par M. René Régnault, n° 123, analogue à l'amendement n° 87 de M. Jean-Luc Bécart (suppression du septième alinéa de l'article 17 de la loi du 6 juillet 1989 relative à la fixation des loyers par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage) ; devenu sans objet ; n° 124 : transmission par le bailleur au nouveau locataire de la dernière quittance de loyer ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique [n° 419 (93-94)]** - (2 juin 1994) - **Art. 7 (durée des services exigés pour bénéficier de la cessation progressive d'activité dans la fonction publique de l'Etat)** (p. 2141) : ses amendements, n° 38 : réduction à 25 ans de la durée des services nécessaires pour pouvoir bénéficier d'une cessation progressive d'activité ; et n° 39 : réduction à 15 ans de la durée des services nécessaires pour bénéficier d'une cessation progressive d'activité ; irrecevables (article 40 de la Constitution) - **Art. 8 (date d'effet de la cessation progressive d'activité dans la fonction publique de l'Etat : cas particulier des mères de trois enfants ou d'un enfant handicapé à 80 %)** (p. 2142) : son amendement n° 40, soutenu par M. Guy Allouche : assouplissement de la situation des enseignants qui ne peuvent bénéficier d'une cessation progressive d'activité dès leur cinquante cinquième anniversaire ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 9 (extension du bénéfice de la cessation progressive d'activité aux agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics administratifs sur contrat à durée indéterminée occupant un emploi permanent à temps complet)** - **Art. 5-2 de l'ordonnance du 31 mars 1982 (indemnité exceptionnelle de 30 % du traitement indiciaire)** (p. 2144) : son amendement n° 42, identique à l'amendement n° 32 de M. Robert Pagès (suppression des dispositions relatives à l'assujettissement de cette indemnité à la seule cotisation d'assurance maladie) et soutenu par M. Guy Allouche ; rejeté - **Art. 11 (nature des services exigés pour bénéficier de la cessation progressive d'activité dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière : cas particulier des mères de trois enfants ou d'un enfant handicapé à 80 %)** (p. 2145) ; son amendement de suppression n° 44, soutenu par M. Guy Allouche ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - **Art. 22 (charges de copropriété)** (p. 2216) : son amendement de suppression n° 125, soutenu par M. André Rouvière ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux [n° 449 (93-94)]** - (7 juin 1994) - **Question préalable** (p. 2254) : sa motion n° 1, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - **Courrier du ministre de l'intérieur adressé aux présidents de groupe du Sénat et reportant les élections municipales au mois de septembre 1995 - Marchandages politiques pour le report en juin 1995 des élections municipales - Situation de Paris** - (p. 2255) : texte d'opportunité politique - **Préséance de l'élection présidentielle sur les élections municipales - Saisine du Conseil constitutionnel sur l'article relatif au financement de la campagne électorale - Prévisions électorales - Art. 1<sup>er</sup> (choix du mois de juin 1995 pour le prochain renouvellement des conseils municipaux)** (p. 2256) : son amendement de suppression n° 3, soutenu par M. Guy Allouche ; rejeté - **Art. 2 (conséquences du report proposé en matière de financement de la campagne municipale)** : son amendement de suppression n° 4, soutenu par M. Guy Allouche ; rejeté - **Art. 3 (application de la présente loi à Mayotte et aux territoires d'outre-mer)** (p. 2257) : son amendement de suppression n° 5, soutenu par M. Guy Allouche ; rejeté.

- **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public [n° 427 (93-94)]** - (13 juin 1994) - **Question préalable** (p. 2477) : sa motion n° 15, soutenue par M. Louis Perrein, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur [n° 466 (93-94)]** - (16 juin 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (les modifications introduites dans l'article 21 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur)** (p. 2633) : sur l'amendement n° 2 de la commission (mise en place de nouveaux établissements et garantie d'indépendance pour les professeurs et les enseignants-chercheurs), son sous-amendement n° 6, soutenu par M. Jean-Louis Carrière ; rejeté.

- **Proposition de loi autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales - Troisième lecture [n° 516 (93-94)]** - (28 juin 1994) - **Art. unique** (p. 3044) : avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail - Deuxième lecture [n° 498 (93-94)]** - **Art. 20 (institution par voie conventionnelle d'un compte épargne-temps)** (p. 3414) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de la commission (modification possible de la durée minimale du congé par convention ou accord collectif) - **Explication de vote sur l'ensemble** : effet pervers de l'intéressement et de la participation - (p. 3415) : « déflation salariale et sociale » - Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise - Deuxième lecture [n° 503 (93-94)]** - (4 juillet 1994) - **Art. 20 (institution par voie conventionnelle d'un compte épargne-temps)** (p. 3414) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de la commission (modification possible de la durée minimale du congé par convention ou accord collectif) - **Explication de vote sur l'ensemble** : effet pervers de l'intéressement et de la participation - (p. 3415) : « déflation salariale et sociale » - Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - (5 juillet 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3541) : sa motion n° 1, soutenue par M. Michel Dreyfus-Schmidt, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

**Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (définition par la loi du «droit à la sécurité»)** (p. 3558) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 100, de suppression ; rejeté ; n° 101 : suppression dans la deuxième phrase de cet article de l'expression : « contre les menaces et les agressions » ; n° 103 : respect des libertés individuelles et collectives ; devenus sans objet - Sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction qui précise le droit à la sécurité et le devoir de l'Etat), ses sous-amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 102 ; adopté ; et

n° 104 ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 3567) : sur l'amendement n° 6 de la commission (présentation devant le Parlement de trois lois ultérieures relatives aux polices municipales, à la police judiciaire et aux entreprises de gardiennage), son sous-amendement n° 107, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 3 et annexe II (approbation de la programmation des moyens de la police nationale)** (p. 3576) : son amendement de suppression n° 109, soutenu par M. Marcel Charmant ; rejeté - **Après l'art. 3** (p. 3578) : son amendement n° 108, soutenu par Mme François Seligmann : énumération des missions prioritaires assignées à la police nationale ; devenu sans objet - **Art. 4 (crédits prévus pour l'exécution de la programmation des moyens de la police nationale)** (p. 3580) : son amendement n° 110, soutenu par M. Marcel Charmant : création de mille emplois en 1995 ; rejeté - **Art. 20 (par priorité) (manifestations sportives, récréatives ou culturelles)** (p. 3584) : son amendement de suppression n° 168, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 22 (par priorité) (rattachement au budget du ministère de l'intérieur, des rémunérations et redevances liées à certaines interventions de la police nationale)** (p. 3592) : son amendement n° 169, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : versement des rémunérations et redevances au Trésor public ; rejeté - **Art. 5 (rôle du préfet en matière de sécurité publique)** (p. 3595, 3596) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 115, analogue à l'amendement n° 8 de la commission ; n° 111 : suppression du deuxième alinéa de cet article relatif aux missions en matière de sécurité des services déconcentrés et des forces de l'Etat ; et n° 112 : compte rendu au représentant de l'Etat de l'exécution des missions en matière de sécurité ; missions de la gendarmerie ; rejetés - (p. 3598) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 113 : suppression du dernier alinéa de ce texte relatif à la coordination de l'action des préfets des départements de la région d'Ile-de-France ; et n° 114 : remplacement des mots : « coordonne l'action » par les mots : « coopère sous l'égide du préfet de région » ; retirés - **Art. 23 (par priorité) (domiciliation, des témoins)** (p. 3601, 3602) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 170 de suppression, n° 171 : restriction à la possibilité de déclarer comme domicile l'adresse du commissariat ou de la brigade de gendarmerie ; n° 172 : suppression du second alinéa de cet article relatif à la possibilité pour les fonctionnaires de la police et les militaires de la gendarmerie de déclarer comme domicile l'adresse du siège du service dont ils dépendent ; rejetés ; et n° 173 homothétique à l'amendement n° 171 précité - **Art. 6 (institution dans une commune du régime de la police d'Etat)** (p. 3612) : ses amendements, soutenus par M. Guy Allouche, n° 116 de suppression et n° 117 : rétablissement en titre obligatoire de la police d'Etat dans les communes de plus de 10 000 habitants ; rejetés - **Art. 7 (attributions des agents de police municipale)** (p. 3615) : ses amendements, soutenus par M. Guy Allouche, n° 118 de suppression et n° 119 : agrément des agents de police municipale par le procureur de la République ; rejetés - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3625) : son amendement de suppression n° 120, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - (p. 3626, 3632) : ses amendements, soutenus par Mme Françoise Seligmann, n° 121 : nouvelle rédaction qui précise les conditions à respecter pour la vidéo-surveillance ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3649) ; n° 123 : suppression de la référence à l'enregistrement ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3651) ; n° 125 : avis motivé de la CNIL ; décision du conseil municipal par décret pris après avis conforme du Conseil d'Etat ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3652) ; n° 128 : suppression du quatrième alinéa de cet article ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3653) ; n° 130 : nouvelle rédaction du quatrième alinéa qui détermine les conditions de l'exploitation d'un système de vidéo-surveillance ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3655) - et n° 131 : information de la population, mise en oeuvre de la vidéo-surveillance ; accès aux enregistrements ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3660) - Ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 122 : avis de la CNIL ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3650) ; n° 124, de précision ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3651) ; n° 126 : destruction des enregistrements dans un délai de huit jours ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3652) ; n° 127 : destruction des enregistrements dans un délai de quinze jours ; retiré le 7 juillet 1994 (p. 3652) ; et n° 129 : identification des personnes ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3654).

**Suite de la discussion** - (7 juillet 1994) **Après l'art. 8** (p. 3661) : sur l'amendement n° 21 de la commission (information du public ; interdiction d'enregistrer des images d'entrée et de l'intérieur des immeubles d'habitation ; contrôle des enregistrements par toute personne concernée par ceux-ci), son sous-amendement n° 134, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : sanction en cas de manquement aux dispositions prévues par cet amendement ; retiré - Son amendement n° 133, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, analogue à l'amendement de la commission n° 21 précité ; retiré - **Après l'art. 9** (p. 3667) : son amendement n° 135, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : protection contre les incendies ; rejeté - **Art. 10 (gardiennage des immeubles)** (p. 3669) : son amendement de suppression n° 136, soutenu par M. Marcel Charmant ; rejeté - **Art. 11 (dispositifs techniques en vue d'assurer le respect du code de la route)** (p. 3674) : son amendement n° 137, soutenu par Mme Françoise Seligmann : respect des libertés individuelles et collectives ; rejeté - **Art. 12 (prévention des infractions par des dispositifs de sécurité, de surveillance ou de marquage d'objet)** : son amendement de suppression n° 138, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 13 (interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche des manifestations ; fouille préventive des véhicules)** (p. 3680, 3688) : ses amendements, n° 140 de suppression, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; n° 142, soutenu par M. Marcel Charmant (suppression du deuxième alinéa présenté pour l'article 2 bis précité qui autorise la fouille des véhicules) ; rejetés - Ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 141 : remplacement du mot : « préfet » par les mots : « président du tribunal de grande instance » ; devenu sans objet ; et n° 143 : procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire sur leurs opérations de visite des véhicules ; rejeté - **Art. 14 (port ou transport d'artifices non détonants)** (p. 3696) : son amendement de suppression n° 144, soutenu par M. Marcel Charmant ; rejeté - Sur l'amendement rédactionnel n° 29 de la commission, son sous-amendement n° 145, soutenu par M. Marcel Charmant ; rejeté - **Art. 15 (peine complémentaire d'obligation de répondre aux convocations de l'autorité qualifiée)** (p. 3697) : son amendement de suppression n° 146, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; rejeté - (p. 3698, 3700) : ses amendements de repli, soutenus par Mme Françoise Seligmann, n° 147, n° 151, n° 148, n° 149 et n° 150 ; rejetés.

**Suite de la discussion** - (8 juillet 1994) - **Art. 16 (statut spécial des personnels des services actifs)** (p. 3717, 3718) : ses amendements, soutenus par Mme Françoise Seligmann, n° 154 : préservation des droits acquis par les autres catégories de personnel ; n° 153 : postes où les conditions de travail sont particulièrement pénibles ou dangereuses ; n° 156 : fixation des indices de traitement des personnels des services de la police nationale ; n° 157 : attribution d'indemnités exceptionnelles dans la limite des crédits budgétaires ouverts chaque année à cette fin ; rejetés - Sur l'amendement n° 37 de la commission (formation initiale et continue pour les fonctionnaires de police), son sous-amendement n° 159, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; rejeté - (p. 3718) : son amendement n° 158, identique à l'amendement n° 36 de la commission, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; confirmation dans le corps de la loi du régime de retraite dérogatoire ; adopté - **Art. 17 (extension de la protection de l'Etat à l'égard des fonctionnaires de la police nationale et de leurs conjoints et enfants)** (p. 3722) : ses amendements, soutenus par Mme Françoise Seligmann, n° 160, de précision et n° 161 : extension de la protection prévue dans cet article aux policiers auxiliaires du service national, aux gendarmes et aux douaniers ; rejetés - **Art. 18 (recrutement sans concours des conjoints de fonctionnaires des services actifs décédés lors d'opérations de police)** (p. 3723) : sur l'amendement n° 39 de la commission (extension du recrutement sans concours des conjoints des fonctionnaires de police des services actifs décédés lors d'opérations de police), ses sous-amendements n° 164 et n° 165, soutenus par Mme Françoise Seligmann ; rejetés - **Art. 19 (pension de réversion du conjoint d'un fonctionnaire de police décédé en service et cité à l'ordre de la nation)** : son amendement n° 167, soutenu par Mme Françoise Seligmann : fixation du taux de la pension de réversion à 100 % ; rejeté - **Art. 25 (abrogations)** (p. 3725) : son amendement de coordination n° 174, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; rejeté - **Art. 2 et annexe I (précédemment réservés le 5 juillet 1994, p. 3550) (orienta-**

**tions de la politique de sécurité)** (p. 3731, 3736) : ses amendements, soutenus par Mme Françoise Seligmann, n° 105 de suppression ; n° 106, n° 207, n° 210, n° 211, n° 212, n° 213, n° 214, n° 215, n° 216, n° 220, n° 221, n° 222, et n° 225 de repli, n° 280, rédactionnel, et n° 281 de coordination ; non retenus dans le vote unique.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 597 (93-94)]** - (13 juillet 1994)

- **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3958) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 599 (93-94)]** - (13 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3968) ; avec le groupe socialiste, s'abstiendra sur l'ensemble du texte.

- **Hommage aux victimes d'une fusillade à Paris dans la nuit du 4 octobre 1994** (5 octobre 1994) (p. 4038).

- **Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation [n° 418 (93-94)]** - (6 octobre 1994) - **Question préalable** (p. 4100) : sa motion n° 7, soutenue par M. Michel Dreyfus-Schmidt, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - **Art. 2 (composition et attributions de la formation d'admission des pourvois en cassation)** (p. 4105) : son amendement n° 9, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; pouvoir d'évocation du Premier président ; rejeté - (p. 4106) : sur l'amendement n° 3 de la commission (rotation des membres des formations d'admission), son sous-amendement n° 10, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 4109) : son amendement n° 11, soutenu par M. Guy Allouche : réforme d'une procédure du Conseil d'Etat ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)] - Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes généraux du droit de l'environnement)** (p. 4178) : son amendement n° 211, soutenu par M. Jacques Bellanger : participation des citoyens et droit à l'information ; adopté après modification par le sous-amendement n° 308 de la commission - (p. 4179) : son amendement n° 212, soutenu par M. Jacques Bellanger : principe du développement durable ; rejeté - **Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 4184) : son amendement, n° 213, soutenu par M. Jacques Bellanger : compétences de la commission ; rejeté - (p. 4189, 4190) : ses amendements soutenus par M. Jacques Bellanger, n° 214 : débat au début de l'élaboration du projet ; et n° 216 ; autosaisine ; rejetés - (p. 4193) : sur l'amendement n° 22 de la commission (composition de la commission), son sous-amendement n° 215, soutenu par M. Jacques Bellanger ; retiré - (p. 4195) : son amendement n° 217, soutenu par M. Jacques Bellanger, identique à l'amendement n° 23 de la commission : suppression du devoir de réserve ; adopté - (p. 4196) : son amendement n° 218, soutenu par M. Jacques Bellanger : recommandations motivées de la commission ; retiré - **Art. 3 (réforme des enquêtes publiques)** (p. 4198, 4199) : ses amendements soutenus par M. Robert Laucournet n° 219 : composition de la commission départementale ; retiré - et n° 220 : désignation du commissaire enquêteur ; rejeté - (p. 4203) : son amendement n° 221, soutenu par M. Robert Laucournet : indemnisation des commissaires enquêteurs ; retiré - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 4215) : son amendement n° 222, soutenu par M. Robert Laucournet : commission des carrières ; devenu sans objet - **Art. 9 (commission supérieure des sites, perspectives et paysages)** (p. 4220) : son amendement de suppression n° 224, soutenu par M. Robert Laucournet ; adopté.

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 21 (compétence des départements en matière de gestion de certains cours d'eau)** (p. 4281, 4282) : ses amendements, soutenus par M. Jacques Bellanger, n° 225 de suppression, n° 226 : schéma d'aménagement et de gestion des eaux ; retirés - **Art. 22 (inventaire départemental des espaces et du patrimoine naturels)** (p. 4287) : son amendement, soutenu par M. Jacques Bellanger, n° 227 : inventaire mis à la disposition du public pour consultation et communiqué aux associations départementales

agréées ; adopté - **Art. 25** (*inventaire régional du patrimoine paysager*) (p. 4293) : sur l'amendement n° 239 du Gouvernement (rôle de la région dans l'observation et l'inventaire du patrimoine paysager), son sous-amendement n° 228, soutenu par M. Robert Laucournet : inventaire mis à la disposition du public et communiqué aux associations agréées ; adopté - **Art. 37 - Paragraphe III (par priorité)** (*gestion des déchets*) (p. 4328) : son amendement n° 231, soutenu par M. Robert Laucournet : suppression du paragraphe III ; retiré - **Paragraphe VI (par priorité)** (p. 4334) : son amendement n° 247, soutenu par M. Robert Laucournet : suppression des ressources du fonds de gestion des déchets affectées aux techniques innovantes ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (14 octobre 1994) - **Après l'art. 39** (p. 4373) : son amendement n° 248, soutenu par M. Jacques Bellanger : taxe sur les déchets réceptionnés ; rejeté - **Après l'art. 43** (p. 4379) : son amendement n° 249, soutenu par M. Jacques Bellanger : suppression de l'article 70 de la loi du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ; rejeté - Intervient sur son amendement n° 249 présenté par M. Jacques Bellanger.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*juges de paix*) (p. 4435) : son amendement de suppression n° 30, soutenu par M. Guy Allouche ; rejeté - **Art. 41-10 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (critères de recrutement)** (p. 4438) : son amendement n° 31 : abaissement à 53 ans de l'âge maximal de recrutement ; devenu sans objet - (p. 4441) : son amendement n° 33, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des dispositions relatives à la part de l'activité de la juridiction d'instance susceptible d'être confiée aux magistrats non professionnels ; adopté.

**Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (suite)** (*juges de paix*) - **Art. L. 41-11 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (compétence)** (p. 4450, 4451) : sur l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle rédaction), ses sous-amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 34 et n° 35 ; rejetés - **Art. 41-13-1 (cumul avec une activité professionnelle)** (p. 4454, 4458) : son amendement de suppression n° 36, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - Sur l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction), ses sous-amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 40 et n° 42 ; rejetés - **Art. 2 (rapport au Parlement sur les juges de paix - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4464) : son amendement n° 47, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 3 (critères de recrutement)** (p. 4465) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 48 de suppression, et n° 49 : fixation de l'âge maximum à soixante ans ; rejetés - **Art. 4 (conditions de nomination)** (p. 4468) : son amendement de suppression n° 50, soutenu par M. Guy Allouche ; rejeté - **Art. 5 (rémunération et statut)** (p. 4469) : son amendement de suppression n° 51, soutenu par M. Guy Allouche ; rejeté - **Art. 6 (emplois hors hiérarchie)** (p. 4470) : son amendement de suppression n° 52, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; retiré - **Après l'art. 6** (p. 4473) : son amendement n° 53, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : nature de la loi visant à élargir la liste des tribunaux de grande instance répondant à certaines caractéristiques ; retiré - **Art. 7 (magistrats placés auprès des chefs de cour)** (p. 4473, 4474) : son amendement de suppression n° 54, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*délégation de magistrats du siège*) (p. 4485, 4486) : son amendement de suppression n° 83, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 2 (délégation de magistrats du Parquet)** : son amendement de suppression n° 84, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 2 ter (chambres détachées des tribunaux de grande instance)** (p. 4487, 4488) : son amendement n° 85, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : renouvellement des convocations, citations et assignations à la diligence du greffe ; rejeté - **Art. 6 (vérification des comptes de tutelle des mineurs)** (p. 4494) : son amendement de suppression n° 86, soutenu par M. Michel Dreyfus-

Schmidt ; rejeté - **Art. 8 (approbation des comptes du mandataire d'un majeur sous sauvegarde de justice)** (p. 4496) : son amendement de suppression n° 88, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 9 (contrôle des comptes des gérants de tutelles)** : son amendement de suppression n° 89, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 10 (conciliation judiciaire)** (p. 4501) : son amendement de suppression n° 91, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Art. 11 (médiation judiciaire)** (p. 4533) : son amendement de suppression n° 92, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 12 (durée de la mission de conciliation ou de médiation)** (p. 4534) : son amendement de suppression n° 93, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 13 (conditions d'exercice de la mission de conciliation et de médiation)** (p. 4535) : son amendement n° 94 de suppression par coordination ; adopté - **Art. 14 (homologation de l'accord par le juge)** : son amendement n° 95 de suppression par coordination ; adopté - **Art. 15 (champ et conditions d'application de la médiation et de la conciliation judiciaires)** : son amendement n° 96 de suppression par coordination ; adopté - **Chapitre I<sup>er</sup> du titre II (précédemment réservé le 19 octobre 1994, p. 4500)** : son amendement de suppression n° 90, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Chapitre II (modification de la procédure de traitement des situations de surendettement)** (p. 4536) : son amendement de suppression n° 97, soutenu par M. Guy Allouche ; rejeté - **Art. 18 (par priorité) (commission de surendettement)** (p. 4542, 4543) : son amendement de suppression n° 99 ; rejeté - **Art. 19 (par priorité) (contrôle sur le juge des mesures prescrites par la commission de surendettement)** (p. 4547) : ses amendements, soutenus par M. Guy Allouche, n° 101 de suppression, et n° 102 : remplacement des mots « le juge de l'exécution » par les mots « le juge compétent » ; rejetés - **Art. 16 (procédure de règlement des litiges en matière de crédit à la consommation)** (p. 4548) : son amendement de suppression n° 98, soutenu par M. Guy Allouche ; rejeté - **Art. 20 (déchéance)** (p. 4550) : son amendement de suppression n° 103, soutenu par M. Guy Allouche ; rejeté - **Art. 21 (entrée en vigueur)** : son amendement de suppression n° 104, soutenu par M. Guy Allouche ; rejeté - **Art. 24 (principe du juge unique pour le jugement de certains délits)** (p. 4562, 4563) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 106 : mention qu'aucune des parties ne s'y oppose ; n° 107 : mention que le ou les avocats en sont d'accord ; et n° 108 : possibilité pour ce magistrat de renvoyer l'affaire en l'état à une audience collégiale ; rejetés - **Art. 25 (délits jugés par un juge unique)** (p. 4566) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 109 : compétence de la formation collégiale du tribunal correctionnel pour la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement ; n° 110 : liste des délits encourrant une peine inférieure à trois années de prison ; rejetés - (p. 4567, 4568) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 112 : suppression des mots « non prévus par cet article » à la fin du dernier alinéa de l'article 25 ; et n° 111 : cas du port d'arme de sixième catégorie ; rejetés - **Art. 26 (délivrance d'un mandat d'amener par le tribunal devant lequel le prévenu ne comparait pas)** (p. 4569) : son amendement de suppression n° 113, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 30 (extension de la procédure de conversion - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4572, 4574) : son amendement n° 114, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale avec la mention que la conversion de peines est subordonnée à l'intervention de faits nouveaux depuis la condamnation définitive ; rejeté - **Après l'art. 30** (p. 4575, 4576) : son amendement n° 115, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour le juge d'application des peines de placer le condamné en liberté conditionnelle sous réserve que ce dernier accomplisse un travail d'intérêt général et sous la condition d'un temps d'épreuve égal au tiers de la durée de la peine ; rejeté - **Art. 31 (décision sur la libération conditionnelle - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4578) : son amendement n° 116, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction) ; rejeté - **Art. 32 (condamnés étrangers)** (p. 4578,



4579) : son amendement de suppression n° 117, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 33** (*paiement de l'amende dans les dix jours du jugement*) (p. 4580) : son amendement de suppression n° 118, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; devenu sans objet - **Art. 34** (*paiement de l'amende dans les dix jours du jugement*) (p. 4582) : son amendement de suppression n° 119, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 37 bis** (*interceptions de correspondances téléphoniques sur la ligne d'un parlementaire*) (p. 4584, 4585) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 121 : information du président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité ; et n° 120, de suppression ; rejetés - **Art. 39** (*magistrat de tribunal administratif statuant seul*) (p. 4592, 4593) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 123 : soumission de l'ensemble des litiges relatifs aux impôts locaux à la formation collégiale ; et n° 124 ; soumission du contentieux de la responsabilité d'une collectivité publique à la formation collégiale ; rejetés - **Art. 40** (*ordonnances du président*) (p. 4594) : son amendement n° 125, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la possibilité pour le juge unique de traiter les « séries » ; retiré - **Art. 40 bis** (*suspension provisoire d'une décision administrative*) (p. 4596) : son amendement de suppression n° 126, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 40 ter** (*insertion de l'article L. 600-5 du code de l'urbanisme dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel*) (p. 4597) : son amendement de suppression n° 127, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 40 quater** (*insertion d'une section nouvelle dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel*) : son amendement de suppression n° 128, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 44** (*détachement en surnombre d'universitaires dans le corps des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel*) (p. 4598) : son amendement n° 129, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : professeurs de droit ; retiré.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)] - Suite de la discussion** - (21 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé** (*approbation du rapport annexé*) (p. 4623) : ses amendements n° 23, de suppression, et n° 24, de repli ; réservés puis rejetés (p. 4632) - (p. 4624) : son amendement n° 25 : suppression de la référence à l'intérêt des villes ; retiré - (p. 4625) : son amendement n° 26 : suppression des mots : « assorti de formules incitatives » ; rejeté - (p. 4628) : son amendement n° 27 : suppression de la référence aux magistrats non professionnels ; devenu sans objet - (p. 4629) : son amendement n° 28 : mise en oeuvre d'une nouvelle politique pénale pour prévenir la récidive et caractère exceptionnel de la détention provisoire ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 31 de la commission (caractère exceptionnel de la détention provisoire) - (p. 4631) : son amendement n° 29 : réintroduction des dispositions sur la protection judiciaire de la jeunesse ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Question préalable** (p. 4814) : sa motion n° 1, soutenue par M. Aubert Garcia, tendant à opposer la question préalable ; retirée.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4831, 4832) : son amendement n° 390, soutenu par M. Aubert Garcia : nouvelle rédaction plaçant l'homme au coeur de la politique d'aménagement du territoire ; rejeté - **Art. 3** (*Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire*) (p. 4858) : sur l'amendement n° 28 de la commission (modification des compétences et de la composition), son sous-amendement n° 392, soutenu par M. Aubert Garcia ; rejeté - Son amendement n° 391, soutenu par M. Aubert Garcia : représentation des organisations représentatives d'élus ; devenu sans objet - **Art. 4** (*directives territoriales d'aménagement*) (p. 4865) : son amendement n° 394, soutenu par M. Aubert Garcia : nouvelle rédaction supprimant la référence aux directives territoriales d'aménagement ; rejeté - (p. 4866) : son amendement n° 395, soutenu par M. Aubert Garcia : approbation des directives par la loi ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7** (suite) (p. 5003) : son amendement n° 396, soutenu par M. Aubert Garcia : titre additionnel : « Des pays, des agglomé-

rations et des conseils de quartier » ; devenu sans objet - (p. 5011) : son amendement n° 397, soutenu par M. Gérard Delfau : notion de pays - possibilité d'élection au suffrage universel des membres siégeant dans les établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre - conseil consultatif de quartier ; devenu sans objet - **Après l'art. 10** (p. 5067) : son amendement n° 401, soutenu par M. Aubert Garcia : rétablissement dans sa rédaction initiale de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 11** (*maintien des services publics sur le territoire*) (p. 5086) : son amendement n° 402, soutenu par M. Aubert Garcia : saisine pour avis du Conseil national des services publics ; devenu sans objet - **Après l'art. 11** (p. 5088) : son amendement n° 403, soutenu par M. Aubert Garcia : création du Conseil national des services publics ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 13** (*Fonds national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 5098) : son amendement de suppression n° 404, soutenu par M. Aubert Garcia ; rejeté - **Art. 15** (*fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité*) (p. 5130) : ses amendements, soutenus par M. Marcel Charmant, n° 405 : exclusion du financement du réseau TGV ; et n° 406 : financement des investissements routiers concourant aux objectifs de l'aménagement du territoire et du désenclavement ; devenus sans objet.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 17** (*fonds national de développement des entreprises*) (p. 5196) : sur l'amendement n° 106 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 407, soutenu par M. Aubert Garcia ; rejeté - **Après l'art. 17** (p. 5206) : son amendement n° 408, soutenu par M. René Régnauld : création de fonds de développement interrégionaux de participation ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Avant l'art. 20** (p. 5281) : son amendement n° 409, soutenu par M. René Régnauld : dépôt d'un projet de loi portant application de la révision des valeurs locatives ; rejeté - **Après l'art. 20** (p. 5299) : ses amendements n° 413, soutenu par M. Marcel Charmant : suppression du lien entre les quatre taxes pour les groupements à fiscalité propre ; et n° 412, soutenu par M. René Régnauld : création d'un fonds pour le développement de l'intercommunalité ; rejetés - **Art. 21** (*globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités locales*) (p. 5300) : son amendement de suppression n° 414, soutenu par M. Marcel Charmant ; adopté - **Avant l'art. 22** (p. 5304) : son amendement n° 415, soutenu par M. Aubert Garcia : DGF ; réduction du taux de progression minimal des communes favorisées ; rejeté - **Art. 22** (*renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF - suppression de la DGF d'Ile-de-France - reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Ile-de-France*) (p. 5307) : son amendement n° 416, soutenu par M. Aubert Garcia : préparation d'un projet de loi réformant la DGF ; devenu sans objet - (p. 5311) : son amendement n° 417, soutenu par M. René Régnauld : suppression du paragraphe III organisant l'affectation du produit du fonds d'aménagement de la région d'Ile-de-France, FARIF ; rejeté - **Avant l'art. 23** (p. 5313) : son amendement n° 418, soutenu par M. René Régnauld : abondement du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle par une surcotisation acquittée par les entreprises situées dans des communes à taux de taxe professionnelle faible ; rejeté - **Art. 23** (*rapport sur la réforme de la taxe professionnelle*) (p. 5315, 5316) : ses amendements, soutenus par M. René Régnauld, n° 420 : institution d'une cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle ; et n° 419 : assiette de la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée des entreprises ; rejetés - (p. 5317, 5319) : ses amendements, soutenus par M. Aubert Garcia, n° 421 : fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et fonds de développement de l'intercommunalité ; et n° 422 : dotation de développement rural ; rejetés - **Avant l'art. 24** (p. 5339) : son amendement n° 423, soutenu par M. René Régnauld (maintien transitoire du volume de la DGF en cas de fusion volontaire de communes regroupées au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) ; devenu sans objet - **Art. 27** (*création de comités consultatifs intercommunaux et*

départementaux - supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 5359) : son amendement de rétablissement n° 424, soutenu par M. René Régnault ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5376, 5377) : sur l'amendement n° 52, précédemment réservé, de la commission (missions de l'Observatoire national de l'aménagement et du développement du territoire), ses sous-amendements, soutenus par M. Aubert Garcia, n° 398 et n° 399 ; rejetés (précédemment réservés, 2 novembre 1994, p. 4865) - **Après l'art. 3 (précédemment réservé)** : son amendement n° 393, soutenu par M. Aubert Garcia : office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire ; rejeté (précédemment réservé, 2 novembre 1994, p. 4865).

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés [n° 28 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5562, 5563) : protection des consommateurs - Surendettement des ménages - Droit de la consommation - Professionnel et consommateur - Le groupe socialiste votera ce projet de loi - **Après l'art. 6** (p. 5573) : les membres du groupe socialiste se déclarent favorables à l'amendement n° 19 du Gouvernement (paiement dès la souscription à domicile en cas de démarchage pour la presse quotidienne) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5581) : le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 8 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Art. 2 (modifications ponctuelles du régime des zones d'attente)** (p. 5615, 5616) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 2 : référence à une gare internationale pour la création d'une zone d'attente ; et n° 3 : transfert d'une zone d'attente dans une autre dans les deux heures précédant le départ ; rejetés - **Après l'art. 2** (p. 5618) : son amendement n° 4 de conséquence, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté.

- **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie [n° 47 (94-95)]** - (18 novembre 1994) - **Art. unique (gestion collective du droit de reproduction par reprographie)** (p. 5835, 5837) : ses amendements, soutenus par M. François Autain, n° 17 rédactionnel et n° 19 : amélioration de la protection du droit d'auteur ; retirés - Sur l'amendement n° 5 de la commission (définition de la reprographie), son sous-amendement n° 18, soutenu par M. François Autain ; retiré - Sur l'amendement n° 1 de la commission (gestion collective des copies à usage collectif), son sous-amendement n° 24, soutenu par M. François Autain ; retiré - (p. 5841, 5842) : ses amendements, soutenus par M. François Autain, n° 21 : répartition de la rémunération ; et n° 25 : dérogation pour les établissements d'enseignement public ; rejetés - **Après l'art. unique** (p. 5845) : son amendement n° 26, soutenu par M. Jacques Carat : rémunération des droits refusée à ceux qui ne sont pas auteurs au sens de la loi française ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) - **Examen des crédits - Art. 59 (financement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris)** (p. 6390) : son amendement de suppression n° II-20 ; devenu sans objet - Diminution de la participation de l'Etat au financement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris - Mission d'intérêt national des sapeurs-pompiers de Paris - (p. 6393) : intervient sur l'amendement n° II-24 du Gouvernement (taux de participation des départements au financement des dépenses de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris pour les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement).

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 7003, 7006) : situation en ex-Yougoslavie - ONU - Union européenne - Proche-Orient - Haïti - Algérie - Le groupe socialiste s'abstiendra sur le voté de ce budget.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lec-**

**ture [n° 88 (94-95)] - Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 37 quinquies (secret de l'enquête et de l'instruction)** (p. 7401) : le groupe socialiste votera les amendements de suppression n° 22 de la commission, n° 2 de M. Charles Lederman et n° 71 de M. Guy Allouche - Amendement Marsaud.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)] - Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 17** (p. 7558) : son amendement n° 169, soutenu par M. Aubert Garcia : possibilité pour les collectivités territoriales de créer des fonds interrégionaux de participation ; rejeté - **Après l'art. 19 ter** (p. 7571) ; ses amendements, soutenus par M. Aubert Garcia, n° 170 : présentation par le Gouvernement au Parlement avant le 1<sup>er</sup> septembre 1995 des propositions tendant à permettre la réduction du nombre des logements vacants ; adopté ; n° 171 : fixation à 20 % de la déduction du montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements vacants depuis plus de deux ans ; et n° 172 : assujettissement à la taxe d'habitation des logements vacants depuis plus de deux ans et qui n'ont pas fait l'objet d'une mise en location ; rejetés - **Art. 19 sexies (répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 7595) : son amendement n° 173, soutenu par M. Aubert Garcia : rétablissement de cet article ; diversité de l'habitat ; adopté - **Avant l'art. 20** (p. 7609) : son amendement n° 174, soutenu par M. Aubert Garcia : évaluation des immeubles retenue pour la détermination des bases des impôts directs locaux ; rejeté - **Art. 20 (réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière)** (p. 7610, 7611) : ses amendements, soutenus par M. Aubert Garcia, n° 175 : entrée en vigueur de la péréquation ; n° 176 : mécanisme progressif de prélèvement sur les collectivités territoriales ; et n° 177 : mise en place de la péréquation ; rejetés - **Après l'art. 20** (p. 7614) : son amendement n° 180, soutenu par M. Aubert Garcia : création de nouveaux groupements de communes adoptant la taxe professionnelle d'agglomérations ; rejeté - **Art. 20 ter (fonds national de péréquation)** (p. 7617, 7618) : ses amendements, soutenus par M. Aubert Garcia, n° 181 : mécanisme de péréquation entre les communes et les groupements de communes ; n° 182 : suppression du prélèvement sur la dotation de compensation de taxe professionnelle perçue par les collectivités locales au profit du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ; n° 183 : financement pour le nouveau fonds de péréquation de la taxe professionnelle ; n° 185 : attributions du nouveau fonds ; et n° 186 : coopérations intercommunales ; rejetés - **Avant l'art. 22** (p. 7622) : ses amendements, soutenus par M. Aubert Garcia, n° 187 : évolution de la dotation globale de fonctionnement ; et n° 188 : dépôt par le Gouvernement, avant le 2 octobre 1995, d'un projet de loi sur la réforme de la DGF ; rejetés - **Art. 23 (rapport sur la réforme du système de financement des collectivités locales - Sauvegarde et réhabilitation des communes rurales)** (p. 7623) : son amendement n° 189, soutenu par M. Claude Estier : réforme globale de la taxe professionnelle ; taux unique de taxe professionnelle au sein d'un bassin d'emplois ; péréquation des groupements de communes les plus riches ; assiette tenant compte de la valeur ajoutée ; rejeté - **Après l'art. 23** (p. 7624) : ses amendements, soutenus par M. Aubert Garcia, n° 190 : réforme de l'assiette de la taxe professionnelle ; rejeté ; et n° 191 : rapport du Gouvernement sur les conséquences de la prise en compte pour l'assiette de la taxe professionnelle de la valeur ajoutée des entreprises ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (extension d'attributions du Fonds de solidarité vieillesse au régime des exploitants agricoles)** (p. 7728) : soutient l'amendement de suppression n° 18 de M. Jean-Pierre Masseret - **Avant l'art. 13** (p. 7743) : soutient l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Masseret (révalorisation du plafond du chiffre d'affaires des personnes soumises au régime simplifié d'imposition) - (p. 7748) : soutient l'amendement n° 20 de M. Raymond Courrière (exonération d'impôt sur le revenu et de CSG pour les rappels de traitement perçus actuellement par les fonctionnaires rapatriés d'Afrique du nord et ayant la qualité d'ancien combattant de la seconde guerre mondiale) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7775) : avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi de finances rectificative.

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi [n° 561 (93-94)]** - (19 décembre 1994) - **Après l'art. 2** (p. 7784, 7785) : ses amendements, soutenus par M. Jacques Bellanger, n° 9 : formation professionnelle des chauffeurs de taxi ; irrecevable (article 40 de la Constitution) ; et n° 10 : interdiction d'employer un conducteur locataire de taxi ; rejeté - **Art. 4 (dispositions particulières)** (p. 7787) : son amendement n° 11, soutenu par M. Jacques Bellanger : régime particulier pour les sociétés n'employant que des locataires ; rejeté - **Art. 5 (délivrance de nouvelles autorisations)** (p. 7790) : ses amendements, soutenus par M. Jacques Bellanger, n° 12 de suppression ; rejeté ; et n° 13 : listes d'attente rendues publiques ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat [n° 90 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*simplification*

*de la procédure d'élaboration du programme local de l'habitat*) (p. 7863) : son amendement de suppression n° 23, soutenu par M. Robert Laucournet ; rejeté - **Art. 5 (modifications de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation)** (p. 7871, 7872) : ses amendements, soutenus par M. Robert Laucournet, n° 25 de suppression et n° 26 : engagement des communes réduit aux logements financés par un prêt locatif aidé ; rejetés - **Art. 3** (précédemment réservé p. 7869) (*modification de l'article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 7875) : son amendement de suppression n° 24, soutenu par M. Robert Laucournet ; rejeté - **Art. 8 (suppression de la participation à la diversité de l'habitat)** (p. 7878) : son amendement de suppression n° 27, soutenu par M. Robert Laucournet ; rejeté.

## F

**FATOUS (Léon)**, sénateur du Pas-de-Calais (S).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre titulaire de la commission consultative, appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.
- Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées sur le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO Débats* du 20 mai 1994) (p. 1739) - Ministère : Aménagement du territoire - *Délocalisations dans le Pas-de-Calais - Délocalisation.*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6505) : mauvais budget pour l'industrie du bâtiment, les locataires et accédants aux revenus modestes - Prêts locatifs aidés, PLA - Réhabilitation - 1 % logement - Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

**Affaires sociales, santé et ville - II - Ville** - (9 décembre 1994) (p. 7079) : contradictions et incohérence de la politique de la ville - Lutte contre le chômage - Lutte contre l'exclusion - Prévention de la délinquance - Contrats de ville - Ne votera pas ce projet de budget.

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) (p. 7121) : crédits affectés au RMI - Région Nord-Pas-de-Calais - Crédits alloués aux hôpitaux - Aménagement du territoire - Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

**FAUCHON (Pierre)**, sénateur du Loir-et-Cher (UC).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'économie (*JO Lois et décrets* du 15 avril 1994) - Fin de mission le 13 octobre 1994.

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 20 octobre 1994).
- Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs.
- Secrétaire de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).
- Secrétaire de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les

modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 217 (93-94)] portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 227 (93-94)] (5 janvier 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993) - **Elections.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 186 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale relatif à la répression de la contrefaçon et modifiant certaines disposi-

tions du code de la propriété intellectuelle [n° 247 (93-94)] (19 janvier 1994) - **Propriété intellectuelle.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 257 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen [n° 258 (93-94)] (20 janvier 1994) - **Elections.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi [n° 217 (93-94)] relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen [n° 275 (93-94)] (27 janvier 1994) - **Elections.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur : 1° la proposition de loi [n° 278 rect. (92-93)] déposée par M. Jean Pépin, avec plusieurs de ses collègues, tendant à instituer une garantie de paiement au profit du locateur d'ouvrage dans les marchés privés de travaux ; 2° la proposition de loi [n° 294 rect. (92-93)] , déposée par M. Pierre Laffitte, avec plusieurs de ses collègues, tendant à instituer une garantie du paiement du locateur d'ouvrage dans les marchés privés de travaux [n° 302 (93-94)] (24 mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Logement et habitat.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur : 1° le projet de loi organique [n° 585 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature ; 2° le projet de loi de programme [n° 586 (93-94)], adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la justice ; 3° le projet de loi [n° 594 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative ; [n° 30 (94-95)] (13 octobre 1994) - **Justice.**

*Avis*, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 28 (94-95)] concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés [n° 58 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Consommation.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur : 1° le projet de loi organique [n° 86 (94-95)], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature ; 2° le projet de loi de programme [n° 87 (94-95)], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, relatif à la justice ; 3° le projet de loi [n° 88 (94-95)] , adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative ; [n° 116 (94-95)] (7 décembre 1994) - **Justice.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 178 (94-95)] (20 décembre 1994) - **Magistrature.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice [n° 179 (94-95)] (20 décembre 1994) - **Justice.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 180 (94-95)] (20 décembre 1994) - **Justice.**

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée au Canada du 7 au 22 septembre 1994 [n° 203 (94-95)] (29 décembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1994) - **Canada.**

**les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 217 (93-94)] - (12 janvier 1994) - Rapporteur - Discussion générale (p. 16) : notion de citoyenneté de l'Union européenne - (p. 17) : protection diplomatique hors de l'Europe - Consensus entre les gouvernements et les instances européennes - Nombre de ressortissants européens résidant en France - Nombre de Français résidant en Europe et susceptibles d'être électeurs ou éligibles dans les autres Etats européens - Les sept principes directeurs de la directive considérée : 1° la non-discrimination - (p. 18) : 2° la condition de résidence ; 3° le libre choix de l'électeur ; 4° l'interdiction du double vote ou de la double candidature ; 5° la nécessité d'une liste électorale complémentaire ; 6° le cumul des incapacités électorales ou des inéligibilités ; 7° la mise en application en juin 1994 - **Art. 1<sup>er</sup>** (application du principe d'unicité du vote aux Français de l'étranger ayant choisi d'exercer leur droit de vote aux élections européennes de leur Etat de résidence) (p. 25) : son amendement de suppression n° 1 ; adopté - **Art. 2** (identité du régime de participation aux scrutins européens entre les électeurs français et les autres citoyens de l'Union exerçant leur droit de vote en France) (p. 26) : son amendement n° 2 : conditions de participation à l'élection des représentants de la France au Parlement européen ; adopté - S'oppose au sous-amendement n° 22 de M. Guy Allouche (application de l'article L. 11 du code électoral) - **Art. 3** (insertion dans la loi du 7 juillet 1977 précitée d'un chapitre 1<sup>er</sup> bis relatif aux listes électorales complémentaires) - **Art. 2-2 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 (faculté de s'inscrire sur une liste électorale complémentaire)** (p. 28) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - **Art. 2-3 de la loi précitée (établissement des listes électorales complémentaires)** - Son amendement n° 4 : droit de vote d'un étranger en France lié au fait qu'il y ait une attache ; rejeté - (p. 32) : droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour tout citoyen de l'Union résidant dans un Etat membre dont il n'est pas ressortissant - **Art. 2-4 de la loi précitée (déclaration à fournir à l'appui d'une demande d'inscription sur une liste électorale complémentaire)** (p. 33) : ses amendements rédactionnels, n° 5 et n° 6 ; adoptés - Son amendement n° 7 : distinction des conditions exigées dans cet article ; adopté - **Art. 2-7 de la loi précitée (dispositions pénales réprimant les infractions relatives aux listes électorales complémentaires)** : son amendement de forme n° 8 ; adopté - **Après l'art. 2-7 de la loi précitée** (p. 34) : son amendement n° 9 : sanctions pénales ; adopté - **Art. 4 (éligibilité aux élections européennes en France des ressortissants d'un autre Etat de l'Union)** : son amendement n° 10 : éligibilité des citoyens communautaires aux élections européennes ; adopté - **Art. 5 (interdiction des doubles candidatures et déchéance du mandat)** : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - **Art. 6 (règles de présentation des candidatures des citoyens de l'Union ressortissants d'un autre Etat membre que la France)** (p. 35) : ses amendements rédactionnels n° 12, n° 13, n° 14 et n° 15 ; adoptés - **Avant l'art. 7** (p. 36) ; son amendement n° 16, tendant à insérer un article additionnel : rétablissement de l'architecture du projet de loi ; adopté - **Art. 8 (délais transitoires d'inscription sur les listes électorales complémentaires en vue des élections européennes de juin 1994)** : son amendement n° 17 : participation à l'élection de juin 1994 des étrangers communautaires qui ont déposé leur demande en temps utile ; adopté - **Intitulé** (p. 37) : son amendement n° 18 : projet de loi modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, pour la mise en oeuvre de l'article 8 B, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne dans le cadre de la directive du Conseil des Communautés européennes, sur l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen par les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants ; adopté.**

- **Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle [n° 186 (93-94)] - (24 janvier 1994) - Rapporteur - Discussion générale (p. 442) : aménagement du code de la propriété intellectuelle - Importance des industries de contrefaçon - Escroquerie du consommateur - Travail clandestin - Délocalisation des entreprises - (p. 443) : GATT - Règlement communautaire - Aggravation des sanctions pénales - Création d'un délit d'importation ou d'exportation de contrefaçon -**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant**

Aménagement de la procédure de retenue en douane - Contrôle des échanges intracommunautaires - Oeuvres d'art « contrefaisantes » - Sous réserve des amendements présentés par la commission des lois, accepte ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (Art. L. 335-2 du code de la propriété intellectuelle ; aggravation des amendes frappant la contrefaçon en matière de droits d'auteur) (p. 451) : son amendement n° 1 : doublement du montant maximal de l'amende ; adopté - **Art. 2** (Art. L. 335-4 du code précité ; aggravation des amendes frappant les atteintes aux droits voisins du droit d'auteur) : son amendement de coordination n° 2 ; adopté - **Art. 6** (Art. L. 521-4 du code précité ; aggravation des sanctions pénales des contrefaçons de dessins et modèles) (p. 452) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - **Art. 8** (sanctions pénales de la contrefaçon de brevets) (p. 453) : son amendement de coordination n° 4 ; adopté - **Après l'art. 8** (Art. L. 615-14-1 du code précité ; aggravation des sanctions de la contrefaçon de brevets) : son amendement n° 5 ; extension aux contrefaçons de brevets du dispositif d'aggravation des sanctions prévu pour les dessins ; adopté - **Art. 9** (Art. L. 716-8 du code précité ; retenue douanière de contrefaçons de marques) (p. 454) : son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - **Art. 11** (Art. L. 716-9 du code précité ; sanctions pénales des contrefaçons de marques et de l'importation ou de l'exportation des marchandises constituant une contrefaçon de marques) : son amendement de coordination n° 7 ; adopté - (p. 455) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (exclusion des bagages personnels des touristes du champ des contrôles) - **Après l'art. 12** (Art. L. 716-12 du code précité ; aggravation des sanctions de la contrefaçon de marques) (p. 457) : son amendement n° 8 : harmonisation des sanctions relatives à la contrefaçon des marques, des dessins et modèles ; adopté - **Art. 17** (Art. L. 511-2 du code précité ; dépôt simplifié en matière de dessins et modèles) (p. 459) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 15 de M. Claude Estier et accepte l'amendement n° 13 de M. Jean-Paul Emin (protection des dessins et modèles des industries concernées par la présentation de collections) - **Après l'art. 29** (fraudes artistiques) (p. 462) : son amendement n° 9 : dispositif de confiscation des oeuvres contrefaites ou de leur remise au plaignant ; adopté - **Art. 30** (contrefaçon d'oeuvres artistiques) : son amendement de coordination n° 10 ; adopté - **Art. 31** (contrefaçon d'oeuvres artistiques) (p. 463) : son amendement n° 11 ; utilisation de l'expression « oeuvre contrefaisante » à la place de « oeuvre contrefaite » ; adopté - **Art. 32** (contrefaçon d'oeuvres artistiques) : son amendement n° 12 : avis du ministère chargé de la culture pour la destruction ou le dépôt dans les musées nationaux des oeuvres contrefaisantes ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen - Deuxième lecture** [n° 257 (93-94)] - (25 janvier 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 489) : motion déposée à l'Assemblée nationale par M. Philippe de Villiers et tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - (p. 490) : notion de résidence pour les étrangers communautaires - Question de l'éligibilité des étrangers communautaires - (p. 491) : clause de réciprocité - La commission des lois propose d'adopter ce projet de loi sous réserve de ses amendements - **Art. 2** (p. 494) : son amendement n° 1 : renvoi à la définition jurisprudentielle de la résidence applicable en droit français ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 2 : suppression de l'alinéa relatif à la notion de résidence ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 495) : remise en cause du droit électoral interne - Demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Henri Bangou, qui est hors du champ d'application du présent projet de loi - **Art. 4** (p. 497) : son amendement n° 3 : suppression de la condition de résidence pour les ressortissants de l'Union européenne appelés à figurer sur les listes françaises aux prochaines élections européennes ; adopté - (p. 498) : impossibilité pour une même personne d'être élue dans plusieurs Etats de l'Union européenne - **Intitulé du projet de loi** (p. 498, 499) : son amendement de conséquence n° 4 ; adopté.

**Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 275 (93-94)] - (27 janvier 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 682, 683) : électoral - Éligibilité - Critères de résidence - Demande au Sénat de voter le texte de la CMP.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - Au nom de la commission des lois - **Art. 2 bis** (garantie de paiement de l'entrepreneur) (p. 801, 802) : entrepreneurs du bâtiment - Commission « garantie de paiement des entreprises » - Conception du droit de propriété en droit français - (p. 803) : propositions de la commission - (p. 804) : son amendement n° 94 : garantie par le versement direct de l'établissement de crédit à l'entrepreneur en cas de recours du maître d'ouvrage au financement par crédit ; protection du sous-traitant ; en l'absence de recours au crédit, garantie par un cautionnement solidaire ; adopté après modification par les sous-amendements n° 191 du Gouvernement, n° 129 et n° 116 de M. Alain Vasselle.

**Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - **Art. 24** (sort des cautions) (p. 860) : votera l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du plein effet des cautions, accompagné éventuellement de délais de paiement) - **Après l'art. 3** (suite) (p. 863) : intervient sur l'amendement n° 183 de M. Jean François-Poncet (suspension provisoire des poursuites ; extension aux cautions personnes physiques dans la procédure de règlement amiable judiciaire spécifique à l'agriculture) - **Art. 25** (durée du plan de redressement) (p. 865, 866) : soutient l'amendement n° 146 de M. Alphonse Arzel (durée maximale portée à quinze ans) - **Art. 28** (intérêts des créances soumises au plan de redressement) (p. 870) : soutient l'amendement de suppression n° 137 de M. Alphonse Arzel.

**Suite de la discussion** - (12 avril 1994) - **Après l'art. 52 et après l'art. 52 ter** (précédemment réservés) (p. 930) : vote de l'amendement n° 95 de la commission par le groupe de l'Union centriste (ouverture des voies d'appel aux contrôleurs) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 946) : votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - **Art. 3** (présentation du texte français et de ses traductions éventuelles) (p. 993) : intervient à propos de l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission - **Art. 5** (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès) (p. 1001, 1006) : se déclare favorable à l'amendement n° 50 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 585 (93-94)] - (18 octobre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 594 et n° 586) (p. 4398) : justice et monde politique - Secret de l'instruction et présomption d'innocence - (p. 4399) : délinquance « classée sans suite » - Augmentation du contentieux - Accélération du processus judiciaire - (p. 4400) : juges de paix et « magistrats recrutés à titre temporaire » - (p. 4401) : transaction pénale et « composition pénale » - (p. 4402) : amélioration du cours de la justice - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4432, 4433) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Magistrats temporaires non professionnels - Jurisprudence du Conseil constitutionnel - « Magistrats placés » - Demande au Sénat le rejet de cette motion - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** ; s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Charles Lederman (extension de la procédure de transparence à la nomination des premiers présidents de cours d'appel) - **Art. 1<sup>er</sup>** (juges de paix) (p. 4435, 4436) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 23 de M. Charles Lederman et n° 30 de M. Claude Estier - **Art. 41-10 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (critères de recrutement)** (p. 4438) ; son amendement n° 4 : qualité d'assesseur dans les formations collégiales du tribunal de grande instance et abaissement à 60 ans de l'âge maximal de recrutement ; adopté - Sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 55 du Gouvernement (abaissement à 55 ans de l'âge maximal de recrutement) - S'oppose à l'amendement n° 31 de M. Claude Estier (abaissement à 53 ans de l'âge maximal de recrutement) - (p. 4440, 4441) : son amendement n° 5 : suppression des dispositions relatives à la part de l'activité de la juridiction d'instance susceptible d'être confiée aux magistrats non professionnels ; adopté - (p. 4442) : accepte l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (impossibilité d'exercer la fonction de juge départiteur au sein du conseil des prud'hommes).

- **Projet de loi de programme relatif à la justice** [n° 586 (93-94)] - (18 octobre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4398, 4402).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** [n° 594 (93-94)] - (18 octobre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4398, 4402).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 585 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - Rapporteur - **Art. 1<sup>er</sup> (juges de paix) - Art. 41-11 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (compétence)** (p. 4450) : son amendement n° 6 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 4451) : sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements n° 34 et n° 35 de M. Claude Estier - **Art. 41-12 (nomination)** (p. 4452) : ses amendements de coordination n° 7, n° 8 et n° 9 ; adoptés - **Art. 41-13 (soumission au statut de la magistrature)** (p. 4453) : ses amendements n° 10 et n° 11 de coordination ; adoptés - **Art. 41-13-1 (cumul avec une activité professionnelle)** (p. 4454) : son amendement n° 12 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 4455) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 36 de M. Claude Estier - (p. 4456) : sur les sous-amendements de M. Claude Estier, modifiant son amendement n° 12 précité, accepte le n° 42 et s'oppose au n° 40 - **Art. 41-14 (discipline)** (p. 4459) : son amendement n° 13 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 41-15 (cessation des fonctions)** (p. 4459, 4460) : son amendement n° 14 : suppression d'une disposition figurant déjà dans le code électoral ; adopté - **Chapitre V quater de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (précédemment réservé le 18 octobre 1994, p. 4438)** (p. 4460, 4462) : son amendement n° 3 : modification de l'intitulé : « Du recrutement de magistrats à titre temporaire » ; adopté - **Art. 2 (rapport au Parlement sur les juges de paix - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4464) : son amendement n° 15 : rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction ; adopté - **Titre 1<sup>er</sup> (précédemment réservé le 18 octobre 1994, p. 4433)** : son amendement n° 2 : modification de l'intitulé : « Du recrutement de magistrats à titre temporaire » ; adopté - **Art. 3 (critères de recrutement)** (p. 4466) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 25 de M. Charles Lederman et n° 48 de M. Claude Estier, ainsi qu'à l'amendement n° 49 de ce dernier (fixation de l'âge maximum à soixante ans) - **Art. 4 (conditions de nomination)** (p. 4468, 4469) : son amendement n° 16 : inclusion d'un stage en juridiction dans la formation ; adopté - S'oppose aux amendements identiques de suppression n° 26 de M. Charles Lederman et n° 50 de M. Claude Estier - **Art. 5 (rémunération et statut)** : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 27 de M. Charles Lederman et n° 51 de M. Claude Estier - **Art. 6 (emplois hors hiérarchie)** (p. 4470) : accepte l'amendement n° 56 du Gouvernement (nouvelle rédaction) et s'oppose à l'amendement de suppression n° 52 de M. Claude Estier - **Art. 7 (magistrats placés auprès des chefs de cour)** (p. 4474) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 28 de M. Charles Lederman et n° 54 de M. Claude Estier - **Après l'art. 7** (p. 4475, 4478) : ses amendements n° 17 : affectation des magistrats en cas de suppression d'une juridiction ; n° 18 : procédure de mise en position de détachement, de disponibilité ou sous les drapeaux ; n° 19 : maintien en fonctions des magistrats atteints par la limite d'âge ; et n° 20 : maintien en activité ; adoptés.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** [n° 594 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - Rapporteur - **Question préalable** (p. 4483, 4484) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Mise au point sur la composition pénale - **Art. 1<sup>er</sup> (délégation de magistrats du siège)** (p. 4485, 4486) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 62 de M. Charles Lederman, et n° 83 de M. Claude Estier - Son amendement n° 3 : réduction de la durée totale des délégations à trois mois ; adopté - **Art. 2 (délégation de magistrats du Parquet)** : son amendement n° 4 : réduction à trois mois de la durée totale des délégations ; adopté - **Art. 2 ter (chambres détachées des tribunaux de grande instance)** (p. 4487, 4488) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 85 de M. Claude Estier

(renouvellement des convocations, citations et assignations à la diligence du greffe) - **Après l'art. 2 ter** (p. 4490) : accepte les amendements du Gouvernement, n° 131 (fixation par décret en Conseil d'Etat du siège et du ressort des cours d'appel, des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance), n° 136 (ordonnance de roulement annuelle de toutes les juridictions) et n° 130 (insertion d'un chapitre additionnel : « Chapitre ... - Organisation des juridictions ») - **Avant l'art. 3** : demande le retrait de l'amendement n° 77 de M. Emmanuel Hamel (transfert au greffier en chef de la totalité des compétences du juge concernant l'établissement des certificats de nationalité, le Gouvernement ayant déposé un amendement qui prévoit que le juge peut déléguer cette compétence - **Avant l'art. 3 ou après l'art. 9** (p. 4491) : accepte l'amendement n° 132 du Gouvernement (possibilité pour le juge du tribunal d'instance de déléguer la délivrance des certificats de nationalité au greffier en chef) - (p. 4493) : accepte les amendements de coordination n° 133 et n° 134 du Gouvernement - **Art. 6 (vérification des comptes de tutelle des mineurs)** (p. 4494) : son amendement de suppression n° 7 ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 137 du Gouvernement (transfert au greffier en chef de la vérification des comptes de tutelle sous le contrôle du juge) - **Après l'art. 9** (p. 4497, 4498) : ses amendements, n° 11 : création d'une division additionnelle : « Chapitre III - Assistants de justice » ; et n° 12 : création des assistants de justice ; adoptés - **Art. 10 (conciliation judiciaire)** (p. 4501) : son amendement de suppression n° 14 ; retiré - Médiateur - Renvoi d'office devant le médiateur - Jurisprudence - (p. 4502) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Charles Lederman (accord des parties sur le principe de la conciliation).

**Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - Rapporteur - **Art. 11 (médiation judiciaire)** (p. 4533) : son amendement de suppression n° 15 ; adopté - Pratique jurisprudentielle en matière de médiation - **Art. 12 (durée de la mission de conciliation ou de médiation)** (p. 4534) : son amendement de suppression n° 16 ; adopté - **Art. 13 (conditions d'exercice de la mission de conciliation et de médiation)** (p. 4535) : son amendement n° 17 de suppression par coordination ; adopté - **Art. 14 (homologation de l'accord par le juge)** : son amendement n° 18 de suppression par coordination ; adopté - **Art. 15 (champ et conditions d'application de la médiation et de la conciliation judiciaires)** : son amendement n° 19 de suppression par coordination ; adopté - **Chapitre I<sup>er</sup> du titre II (précédemment réservé le 19 octobre 1994, p. 4500)** : son amendement n° 13 : intitulé du chapitre I<sup>er</sup> du titre II : « De la conciliation » ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 90 de M. Claude Estier - **Chapitre II (modification de la procédure de traitement des situations de surendettement)** (p. 4536, 4538) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 97 de M. Claude Estier - Loi Neiertz - Volonté de confier aux commissions de surendettement deux missions : une mission de conciliation et une mission d'assistance du juge - **Art. 18 (par priorité) (commission de surendettement)** (p. 4543) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 66 de M. Charles Lederman et n° 99 de M. Claude Estier - Son amendement n° 21 : nouvelle rédaction ; rejeté - Commission composée de bénévoles - Question des délais - S'oppose à l'amendement n° 145 du Gouvernement (remplacement du verbe « prescrire » par le verbe « recommander ») - (p. 4545, 4546) : son amendement n° 146 : délai du report ou d'échelonnement ; adopté - Accepte les amendements de coordination du Gouvernement, n° 147, n° 148 et n° 149 - **Art. 19 (par priorité) (contrôle par le juge des mesures prescrites par la commission de surendettement)** (p. 4547) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 67 de M. Charles Lederman et n° 101 de M. Claude Estier, ainsi qu'à l'amendement n° 102 de ce dernier (remplacement des mots « le juge de l'exécution » par les mots « le juge compétent ») - Accepte l'amendement de coordination n° 150 du Gouvernement - **Art. 16 (procédure de règlement des litiges en matière de crédit à la consommation)** (p. 4548) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 64 de M. Charles Lederman et n° 98 de M. Claude Estier - **Après l'art. 16** (p. 4549) : accepte l'amendement n° 81 de Mme Paulette Brisepierre (possibilité pour les Français de l'étranger de saisir la commission de surendettement) - **Art. 20 (déchéance)** (p. 4550) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 103 de M. Claude Estier - **Art. 21 (entrée en vigueur)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 104 de M. Claude Estier - **Art. 21 bis (faillite**

civile en Alsace-Moselle) (p. 4551) : son amendement de suppression n° 25 ; adopté - **Titre III (dispositions de procédure pénale)** (p. 4552, 4554) : proportion des délits effectivement poursuivis au pénal - Liste des amendes et des activités d'intérêt général - Procureur de la République - Droit des victimes - Demande la réserve de son amendement n° 26 modifiant l'intitulé du titre III jusqu'après l'examen de l'article 23 - **Art. 22 (gestion des poursuites pénales par la transaction - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4557) : son amendement de rétablissement n° 27 ; adopté - (p. 4458) : demande de scrutin public - (p. 4560) : abandon de famille - **Intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> du titre III (précédemment réservé p. 4554)** : son amendement n° 26 : modification de l'intitulé de cette division : « la composition en matière pénale » ; adopté - **Art. 24 (principe du juge unique pour le jugement de certains délits)** (p. 4563, 4564) : réflexions sur le juge unique - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 68 de suppression et n° 69 (possibilité pour les parties de bénéficier de la formation collégiale) ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 106 (mention qu'aucune des parties ne s'y oppose), n° 107 (mention que le ou les avocats en sont d'accord) et n° 108 (possibilité pour ce magistrat de renvoyer l'affaire en l'état à une audience collégiale) - **Art. 25 (délits jugés par un juge unique)** (p. 4566, 4567) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 70 de M. Charles Lederman ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 109 (compétence de la formation collégiale du tribunal correctionnel pour la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement) et n° 110 (liste des délits encourant une peine inférieure à trois années de prison) - Ses amendements, n° 28 et n° 30 : correction d'une erreur dans le décompte des alinéas ; n° 29 : ensemble des délits liés à l'abandon de famille ; et n° 31 : cas du recel simple ; adoptés - (p. 4567, 4568) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 112 (suppression des mots « non prévus par cet article » à la fin du dernier alinéa de l'article 25) et n° 111 (cas du port d'arme de sixième catégorie) - Ses amendements n° 32 : correction d'une erreur de référence ; et n° 33 : correction d'une erreur dans le décompte des alinéas ; adoptés - **Art. 26 (délivrance d'un mandat d'amener par le tribunal devant lequel le prévenu ne comparait pas)** (p. 4570) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 113 de M. Claude Estier - Ses amendements n° 34, rédactionnel et n° 35 ; possibilité de transférer directement le prévenu, avec son accord, devant le procureur de la République de la juridiction qui a prononcé son mandat d'amener ; adoptés - **Art. 29 (recherche de l'adresse d'un prévenu par le procureur de la République)** (p. 4571) : ses amendements n° 36 de coordination et n° 37 : respect de la confidentialité des renseignements donnés dans le cas d'enquêtes statistiques ; adoptés - **Après l'art. 30 (p. 4575)** : s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Claude Estier et, sur ce dernier, son sous-amendement n° 151 : condition d'un temps d'épreuve égal au tiers de la durée de la peine ; retiré - **Art. 32 (condamnés étrangers)** (p. 4579) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 73 de M. Charles Lederman et n° 117 de M. Claude Estier - **Art. 33 (paiement de l'amende dans les dix jours du jugement)** (p. 4580) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 74 de M. Charles Lederman et n° 118 de M. Claude Estier - Son amendement n° 38 : diminution du montant de l'amende de 20 % dans certaines conditions ; adopté - **Art. 34 (paiement de l'amende dans les dix jours du jugement)** (p. 4582) : son amendement de suppression n° 39 ; adopté - **Art. 36 (pouvoirs du juge des enfants statuant seul)** (p. 4583) : son amendement n° 140 : correction d'une erreur dans le décompte d'alinéas ; adopté - **Art. 37 bis (interceptions de correspondances téléphoniques sur la ligne d'un parlementaire)** (p. 4584, 4585) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 121 (information du président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité) et n° 120 de suppression - **Après l'art. 37 bis** (p. 4586, 4587) : accepte les amendements du Gouvernement, n° 141 (extension de la qualité d'officier de police judiciaire à certains officiers de paix) et n° 142 (simplification de la tâche des officiers de police judiciaire se déplaçant dans une autre circonscription) - **Art. 38 (exécution des décisions des juridictions administratives de premier et second degrés)** (p. 4588) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 2 de M. Camille Cabana - (p. 4589) : son amendement rédactionnel n° 40 ;

adopté - **Art. L. 3-1 du code des tribunaux administratifs et des cours d'appel (injonctions à fin d'exécution des jugements et arrêts)** (p. 4589, 4590) : ses amendements n° 41 rédactionnel, n° 42 : possibilité pour le juge de prévoir un délai d'exécution lorsqu'il a à prescrire une mesure d'exécution ; et n° 43 rédactionnel ; adoptés - **Art. L. 3-2 (pouvoirs d'astreinte)** (p. 4590, 4591) : son amendement n° 44 : possibilité pour le juge de prononcer l'astreinte et l'injonction dans la même décision ; adopté - **Art. L. 3-3 (demandes d'exécution et astreintes en cas de jugements ou d'arrêts inexécutés)** : son amendement de coordination n° 45 ; adopté - **Art. 39 (magistrat de tribunal administratif statuant seul)** (p. 4592, 4594) : ses amendements n° 46 : choix par le président du tribunal administratif du magistrat qu'il délègue ; n° 47 : contentieux de la mise en oeuvre de la responsabilité de l'Etat pour refus opposé à une demande de concours de la force publique pour exécuter une décision de justice ; et n° 48 : suppression des dispositions indiquant que le président du tribunal peut toujours renvoyer l'affaire devant une formation collégiale ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 123 (soumission de l'ensemble des litiges relatifs aux impôts locaux à la formation collégiale) et n° 124 (soumission du contentieux de la responsabilité d'une collectivité publique à la formation collégiale) - **Art. 40 (ordonnances du président)** (p. 4594, 4595) : s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Claude Estier (suppression de la possibilité pour le juge unique de traiter les « séries ») - Son amendement n° 49 : définition des « séries » ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 152 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (respect du principe du contradictoire) - **Art. 40 bis (suspension provisoire d'une décision administrative)** (p. 4596) : son amendement de suppression n° 50 ; adopté - **Art. 40 ter (insertion de l'article L. 600-5 du code de l'urbanisme dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel)** (p. 4597) : son amendement de suppression n° 51 ; adopté - **Art. 40 quater (insertion d'une section nouvelle dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel)** : son amendement de suppression n° 52 ; adopté - **Art. 42 (conséquence de la dévolution du contrôle de l'exécution de leurs jugements et arrêts aux tribunaux administratifs et aux cours administratives d'appel)** : son amendement de coordination n° 53 ; adopté - **Art. 43 (attribution au Conseil d'Etat de pouvoirs d'injonction et d'astreinte)** (p. 4597, 4598) : ses amendements de coordination, n° 54 et n° 55 ; adoptés - **Art. 45 (prorogation des recrutements complémentaires)** (p. 4598) : son amendement rédactionnel n° 56 ; adopté - **Après l'art. 46** (p. 4598, 4599) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Charles Lederman (suppression du droit de timbre de 100 F par requête enregistrée auprès des juridictions administratives) - **Art. 47 (application à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et à la collectivité territoriale de Mayotte)** : son amendement n° 57 : cas de Mayotte ; adopté - **Après l'art. 21 bis (précédemment réservé p. 4552)** : accepte l'amendement n° 135 (situation des mineurs âgés de seize à dix-huit ans qui seraient hors d'état de manifester leur volonté à la suite d'une altération de leur faculté mentale ou corporelle pour les demandes ayant trait à la nationalité) du Gouvernement.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)] - Suite de la discussion** - (21 octobre 1994) - Rapporteur - **Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé (approbation du rapport annexé)** (p. 4623, 4624) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 23, de suppression, et n° 24, de repli - Accepte l'amendement n° 9 de la commission saisie pour avis (approbation des orientations du rapport annexé à la présente loi) - Accepte l'amendement n° 10 de la commission saisie pour avis (années 1995 à 1999) - Son amendement n° 1 : référence aux moyens de l'appareil judiciaire et suppression des mentions relatives au délai de jugement ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 25 de M. Claude Estier (suppression de la référence à l'intérêt des villes) et accepte l'amendement n° 11 de la commission saisie pour avis (référence aux équilibres locaux) - (p. 4625) : s'oppose aux amendements n° 26 de M. Claude Estier (suppression des mots : « assorti de formules incitatives ») et n° 22 de M. Alfred Foy (mise en place d'une instance départementale donnant son avis sur l'opportunité de la suppression d'un tribunal sur son territoire) - (p. 4626, 4627) : son amendement n° 2 : tâche dont le juge est déchargé ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission saisie pour avis - (p. 4628) : son amendement



n° 3 : suppression du caractère expérimental du recrutement de magistrats non professionnels ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (suppression de la référence aux magistrats non professionnels) - Accepte les amendements rédactionnels n° 13 et n° 14 de la commission saisie pour avis - Accepte l'amendement n° 30 du Gouvernement (procureurs généraux) - Son amendement n° 4 : rédaction de la formule relative à l'amélioration de la situation matérielle des magistrats ; adopté - (p. 4629, 4630) : ses amendements n° 31 : caractère exceptionnel de la détention provisoire ; et n° 32, rédactionnel ; adoptés - Demande le retrait de l'amendement n° 28 de M. Claude Estier, (mise en oeuvre d'une nouvelle politique pénale pour prévenir la récidive et caractère exceptionnel de la détention provisoire) au profit de son amendement analogue n° 31 précité - (p. 4631) : son amendement n° 5 : caractère d'organisme d'assistance sociale de la protection judiciaire de la jeunesse ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Claude Estier (réintroduction des dispositions sur la protection judiciaire de la jeunesse) et accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission saisie pour avis - (p. 4631, 4632) : accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 18 (amélioration de la rédaction et fixation d'un délai idéal de jugement aux juridictions administratives) et n° 19, rédactionnel - (p. 4632) : son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - **Art. 2 (définition de l'objet de la loi de programme)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 20 de la commission saisie pour avis - **Art. 4 (augmentation des effectifs prévus)** (p. 4633) : son amendement de coordination n° 7 ; adopté - **Art. 5 bis (rapports au Parlement sur l'état et les projets de révision de la carte judiciaire)** : son amendement n° 8 : présentation par le Gouvernement au Parlement des orientations relatives à la révision de la carte judiciaire avant le 31 décembre 1995 ; adopté - **Art. 6 (compte-rendu au Parlement sur l'exécution de la loi de programme)** (p. 4634) : accepte l'amendement n° 21 de la commission saisie pour avis (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction) et s'oppose au sous-amendement n° 31 du Gouvernement, le modifiant.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale [n° 603 (93-94)]** - (14 novembre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5527) : les membres du groupe de l'Union centriste se déclarent opposés à l'amendement n° 12 de Mme Hélène Luc (interdiction du financement des partis et des candidats par les entreprises et autres personnes morales de droit privé à but lucratif) - **A titre personnel**, déclare s'abstenir sur l'amendement n° 12 de Mme Hélène Luc.

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés [n° 28 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 5561, 5562) : entrepreneurs du bâtiment - Lutte contre les détournements financiers - Recours à un crédit spécifique par le maître d'ouvrage - **Art. 10 (marchés de travaux privés des particuliers)** (p. 5576, 5577) : son amendement n° 16, de suppression ; adopté - **Titre IV (cautionnement relatif aux marchés de travaux privés)** (précédemment réservé, p. 5575) : son amendement de suppression n° 15 ; adopté - **Après l'art. 10** (p. 5580) : se déclare favorable à l'amendement n° 17 de M. Philippe Marini (interdiction de publier des annonces d'offres de services laissant croire qu'ils sont gratuits) et, sur celui-ci, au sous-amendement n° 28 du Gouvernement.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - Suite de la discussion - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 11** (p. 5774) : se déclare favorable à l'amendement n° 28 de la commission (responsabilité solidaire des personnes incitant à la souscription de contrats définis comme nuls d'ordre public) - (p. 5780) : son amendement n° 106, identique à l'amendement n° 75 de M. Jacques Larché (extension à la profession d'avocat de certaines dispositions de la loi du 11 février 1974 dite « loi Madelin ») ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

Justice - (7 décembre 1994) (p. 6938, 6939) : rôle de la justice dans le dénouement des « affaires » - Missions du juge - Res-

pect de la présomption d'innocence - Utilité de la direction générale de l'action publique - Hommage au Garde des sceaux.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture [n° 86 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 88 et n° 87) (p. 7320) : « composition pénale » - Injonction pénale - Amendement relatif à la présomption d'innocence - Secret de l'instruction - (p. 7321, 7322) : sanction pénale de la diffamation - Mission d'information sur le respect de la présomption d'innocence - **Question préalable** (p. 7329) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - **Intitulé du titre I<sup>er</sup>** (p. 7329, 7330) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Guy Allouche (suppression de cette division et de son intitulé) - Son amendement n° 2 : nouvelle rédaction de l'intitulé : « Du recrutement de magistrats à titre temporaire » ; rejeté - **Art. 1<sup>er</sup> (juges de paix)** (p. 7333) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 11 de M. Charles Lederman et n° 13 de M. Guy Allouche - **Intitulé du chapitre V quater de l'ordonnance du 22 décembre 1958** : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - **Art. 41-10 (critères de recrutement)** : son amendement de coordination n° 4 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 14 de M. Guy Allouche (fixation de l'âge maximum des personnes recrutées en qualité de magistrat à titre temporaire à cinquante-huit ans) - (p. 7334) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Guy Allouche (suppression de la possibilité donnée aux membres des professions judiciaires et juridiques justifiant de sept années d'exercice professionnel d'accéder aux fonctions de magistrat non professionnel) - **Art. 41-11 (compétence)** : son amendement de coordination n° 5 ; adopté - **Art. 41-12 (nomination)** : son amendement de coordination n° 6 ; adopté - **Art. 41-13 (soumission au statut de la magistrature)** (p. 7335) : son amendement de coordination n° 7 ; adopté - **Art. 41-13-1 (cumul avec une activité professionnelle)** : son amendement de coordination n° 8 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Guy Allouche (appréciation de la compatibilité de l'activité professionnelle des candidats avec les fonctions de magistrat à titre temporaire par la commission prévue à l'article 34 de l'ordonnance de 1958) - **Art. 41-14 (discipline)** : son amendement de coordination n° 9 ; adopté - **Art. 41-15 (cessation des fonctions)** : son amendement de coordination n° 10 ; adopté.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice - Deuxième lecture [n° 87 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 86 et n° 88) - Voir intervention sous le projet de loi de loi n° 86 (p. 7320, 7322).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture [n° 88 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 86 et n° 87) - Voir intervention sous le projet de loi n° 86 (p. 7320, 7322) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7338, 7339) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Transaction pénale et « justice de classe » - Amendement Marsaud relatif au secret de l'instruction - Mission d'information sur le respect de la présomption d'innocence - **Art. 3 A (remplacement des magistrats dans les commissions administratives)** (p. 7340, 7341) : son amendement de suppression n° 3 ; adopté - Nécessité de voir pour chaque commission si la présence d'un magistrat est indispensable - **Art. 9 bis A (déclarations de nationalité)** (p. 7343) : son amendement de suppression n° 4 ; adopté - **Art. 9 bis (certificats de nationalité)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 42 de M. Charles Lederman - **Art. 9 ter (certificats de nationalité)** (p. 7344) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 43 de M. Charles Lederman - **Art. 9 quinquies A (aide juridictionnelle)** (p. 7345) : son amendement n° 5 : transformation du greffier en chef en vice-président du bureau ou de la section du bureau lorsque ceux-ci statuent sur les admissions devant les juridictions judiciaires ; adopté - **Art. 9 quinquies B (aide juridictionnelle)** : son amendement de suppression n° 6 ; adopté - **Art. 9 quinquies (assistants de justice)** (p. 7345, 7346) : son amendement n° 7 ; nomination pour une durée de deux ans renouvelable une fois ; adopté - **Intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> du titre II** (p. 7347) : son amendement n° 8 : nouvelle rédaction de l'intitulé : « La conciliation judiciaire » ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 15 - **Art. 10 (conci-**

liation et médiation judiciaires) (p. 7348) : son amendement n° 9 : utilisation de la médiation judiciaire dans certains cas exceptionnels ; rejeté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 56 de M. Guy Allouche - **Art. 11 (conciliation et médiation judiciaires)** (p. 7349) : son amendement de suppression n° 10 ; adopté - **Art. 12 (conciliation et médiation judiciaires)** : son amendement de suppression n° 11 ; adopté - **Art. 13 (conciliation et médiation judiciaires)** (p. 7350) : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Art. 14 (conciliation et médiation judiciaires)** : son amendement de suppression n° 13 ; adopté - **Art. 15 (conciliation et médiation judiciaires)** : son amendement de suppression n° 14 ; adopté - **Intitulé du chapitre I<sup>er</sup> du Titre II (suite)** : son amendement n° 8 (nouvelle rédaction de l'intitulé : « La conciliation judiciaire ») ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - Rapporteur - **Intitulé du chapitre II du titre II** (p. 7363) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Guy Allouche (suppression de la division et de son intitulé) - **Art. 18 (commission de surendettement)** (p. 7365) : ses amendements n° 15 : délai de suspension provisoire des poursuites de quatre mois renouvelable une seule fois ; et n° 16 : distinction entre le report et le rééchelonnement de la dette et proposition de durées maximales ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Guy Allouche n° 63, de suppression, et n° 64, de repli - (p. 7366) : sur son amendement n° 16 précité, s'oppose au sous-amendement n° 85 de M. Guy Allouche (cas des dettes immobilières) - Souhaite que la CMP trouve une solution - **Art. 19 (commission de surendettement)** (p. 7367) : son amendement n° 17 : question de la bonne foi du débiteur ; adopté - **Division et articles additionnels après l'art. 21 ter** (p. 7369) : particularisme alsacien-mosellan - Commission d'harmonisation du droit local - Demande le retrait des amendements n° 46, n° 47 et n° 48, relatifs à la faillite civile en droit local alsacien-mosellan - **Titre III (dispositions de procédure pénale)** (p. 7370) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Guy Allouche (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 22 (gestion des poursuites par l'injonction pénale)** (p. 7372, 7373) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 44 de M. Charles Lederman et n° 67 de M. Guy Allouche - Système de l'opportunité des poursuites - Réduction du nombre de classements sans suite - **Art. 25 (délits jugés par un juge unique)** (p. 7375) : son amendement n° 18 : réintégration du délit de port illégal d'arme blanche dans les compétences du juge unique ; adopté - S'oppose aux amendements identiques de suppression n° 45 de M. Charles Lederman et n° 68 de M. Guy Allouche, ainsi qu'à l'amendement n° 69 de ce dernier (suppression de la compétence du juge unique pour les délits visés par le projet et encourant plus de deux années de prison) - Qualité de l'audition des parties par un juge unique - **Intitulé de la section II** (p. 7379) : son amendement n° 19 : nouvelle rédaction de cet intitulé : « Libération conditionnelle des condamnés étrangers » ; adopté - **Art. 33 (paiement de l'amende dans les dix jours du jugement)** (p. 7379, 7380) : son amendement n° 20 : réduction de 20 % du montant des amendes acquittées dans les quinze jours suivant le jugement ; adopté - **Art. 37 ter A (exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de défense des victimes d'accidents collectifs)** (p. 7381, 7383) : principe juridique selon lequel nul ne plaide par procureur - Défense de l'intérêt moral correspondant à l'objet statutaire de ces associations - Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Charles Lederman (cas des associations constituées après un accident collectif et réunissant des personnes victimes de cet accident collectif) - Accepte l'amendement n° 86 du Gouvernement (interdiction faite aux associations de demander des dommages et intérêts correspondant au préjudice causé à chacun de ses membres) - Cas des associations constituées après un accident collectif et réunissant des personnes victimes de cet accident - **Art. 37 ter B (prescription de la peine prononcée pour acte de terrorisme et pour trafic de stupéfiants)** (p. 7384, 7386) : son amendement n° 21 : durée de prescription de l'action publique de vingt ans pour les délits et de trente ans pour les crimes en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 49 de M. Ernest Cartigny (imprescriptibilité de l'action publique pour les crimes en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants), ainsi qu'à l'amendement n° 70 de M. Guy Allouche (imprescriptibilité de la peine prononcée en cas de condamnation pour crime terroriste) - **Art. 37 quinquies (secret de l'enquête et de l'instruction)** (p. 7392) : exercice par la commission de ses responsabilités

pour le règlement du problème du secret de l'instruction et de la présomption d'innocence - Amendement Marsaud relatif au secret de l'instruction et à la présomption d'innocence - (p. 7393) : son amendement de suppression n° 22 ; adopté - Souhaite laisser la mission d'information travailler dans de bonnes conditions - **Art. 37 sexies (réquisitions de non informer du procureur de la République)** (p. 7402) : son amendement n° 23 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 37 septies (débat contradictoire préalable à une ordonnance de non-lieu fondée sur l'altération ou l'abolition des facultés mentales de l'auteur des faits)** (p. 7403, 7404) : son amendement n° 24 : amélioration des techniques d'expertise et comparaison personnelle de l'auteur des faits devant la chambre d'accusation en cas d'appel de la décision ; adopté - **Art. 37 nonies (conditions de la comparution immédiate)** (p. 7404) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 51 de M. Charles Lederman - **Art. 37 decies (prise de parole devant la chambre des appels correctionnels)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 52 de M. Charles Lederman - **Art. 37 terdecies (poursuites pénales contre un fonctionnaire)** (p. 7405, 7406) : son amendement de suppression n° 25 ; adopté - Hypothèse où un fonctionnaire est poursuivi et où il s'agit pour l'Etat de désigner un avocat pour le soutenir ou d'en financer le concours - **Art. 38 (exécution des décisions des juridictions administratives de premier et second degrés)** (p. 7407, 7408) : ses amendements n° 26 : possibilité de regrouper la décision sur l'astreinte avec la décision sur le fond ; et n° 27, de coordination ; adoptés - **Art. 39 (magistrat de tribunal administratif statuant seul)** (p. 7409) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 73 de M. Guy Allouche - Son amendement n° 28 : suppression de la possibilité donnée au président du tribunal administratif, en tout état de cause, de renvoyer l'affaire devant la formation collégiale de la juridiction ; adopté - **Art. 40 bis (suspension provisoire d'une décision administrative)** (p. 7410) : son amendement n° 29 : nouvelle rédaction ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 74 de M. Guy Allouche - **Art. 40 ter A à 40 decies (codification de dispositions législatives diverses dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel)** (p. 7410, 7412) : ses amendements de suppression n° 30, n° 31, n° 32, n° 33, n° 34, n° 35, n° 36, n° 37 et n° 38 ; adoptés - **Art. 43 (attribution au Conseil d'Etat de pouvoirs d'injonction et d'astreinte)** (p. 7413) : son amendement de coordination n° 39 ; adopté - **Après l'art. 43** : accepte l'amendement n° 84 de M. Guy Allouche (caractère non suspensif du recours contre l'acte de notification déclarant démissionnaire d'office un élu à la suite d'une condamnation pénale entraînant la perte des droits électoraux) - **Art. 47 (application à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française, à la collectivité territoriale de Mayotte)** (p. 7414) : son amendement de coordination n° 40 ; adopté.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice - Deuxième lecture [n° 87 (94-95)] - Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - Rapporteur - **Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé (approbation du rapport annexé)** (p. 7417) : ses amendements n° 1 de coordination et n° 2 : amélioration de la situation matérielle des magistrats et notamment attribution d'un logement au chef de juridiction ; adoptés - **Art. 4 (augmentation des effectifs prévus)** : son amendement de coordination n° 3 ; adopté.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 178 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des conclusions des rapports n° 180 (94-95) et n° 179 (94-95) (p. 8058, 8059) : dénomination des magistrats non professionnels recrutés - Situation matérielle des chefs de cours - Organisation des juridictions - Surendettement - Injonction pénale - Dispositif relatif au jugement des délits par un magistrat unique - (p. 8060) : dispositions autorisant les associations à agir en justice - Injonction adressée par les juridictions administratives aux autorités publiques - Codification partielle - Demande l'adoption des textes élaborés par les commissions mixtes paritaires.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 179 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des conclusions des rapports n° 178 (94-95) et n° 180 (94-95) - Voir intervention sous le projet n° 178 (p. 8058, 8060).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 180 (94-95)] - (22 décembre 1994) - Rapporteur - Discussion générale** (commune avec celle des conclusions des rapports n° 178 (94-95) et n° 179 (94-95)) - Voir intervention sous le projet n° 178 (p. 8058, 8060).

**FAURE (Jean)**, sénateur de l'Isère (UC).

- Vice-président du Sénat.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre titulaire du Conseil national de la montagne.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

#### INTERVENTIONS

##### En qualité de président de séance

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Conseil d'Etat de Slovénie** (24 mai 1994) (p. 1795).
- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Géorgie** (6 juillet 1994) (p. 3570).
- **Clôture de la première session ordinaire de 1994-1995** (21 décembre 1994) (p. 7963).
- **Ouverture de la session extraordinaire de 1994-1995** (22 décembre 1994) (p. 7977)

##### En qualité de sénateur

- **Projet de loi d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques [n° 152 (93-94)] - (12 janvier 1994) - Discussion générale** (p. 50) : taux du déficit du budget de l'Etat par rapport au produit intérieur brut, PIB - Déficit du budget général - Aggravation de la dette publique - Cas des Etats-Unis - (p. 51) : absence d'appel supplémentaire des organismes de sécurité sociale à la contribution de l'Etat - Stabilisation des relations financières de l'Etat avec les collectivités territoriales.
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)] - Suite de la discussion - (29 juin 1994) - Avant l'art. 39** (p. 3200) : son amendement n° 102, soutenu par M. Alain Lambert ; répartition entre les communes de sommes provenant de l'écrêtement des bases d'imposition à la taxe professionnelle ; adopté.
- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)] - Suite de la discussion - (12 octobre 1994) - Art. 1<sup>er</sup> (principes généraux du droit de l'environnement)** (p. 4174) : son amendement n° 78, soutenu par M. Gérard César : proportionnalité du principe de précaution ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 19 de la commission - (p. 4180) : son amendement n° 79, soutenu par M. Louis Althapé : équilibre de la population dans les milieux urbains et ruraux ; adopté - **Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 4185) : son amendement n° 80, soutenu par M. Louis Althapé : discussion des objectifs ; retiré - (p. 4195) : ses amendements, soutenus par M. Louis Althapé, n° 82 : définition des travaux de la commission ; et n° 81, de coordination ; retirés - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 4213, 4215) : ses amendements, soutenus par M. Gérard César, n° 83 : conseil départemental d'hygiène ; n° 84, de conséquence ; retirés ; et n° 86 : composition du conseil ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion - (13 octobre 1994) - Art. 13 (plans de prévention des risques naturels)** (p. 4248) : ses amendements, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 89 et n° 90 : contenu des

plans de prévention ; retirés - **Art. 22 (inventaire départemental des espaces et du patrimoine naturels)** (p. 4285, 4286) : ses amendements, soutenus par M. Gérard César, n° 92 : lien avec le code de l'urbanisme visant les servitudes d'utilité publique ; retiré ; et n° 93 : contenu du rapport d'orientation ; devenu sans objet - **Art. 23 (rapport d'orientation)** (p. 4289) : ses amendements, soutenus par M. Gérard César, n° 94 : concertation entre le préfet et le conseil général ; devenu sans objet ; et n° 95 : procédure d'enquête publique ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (2 novembre 1994) - Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 4866) : sur l'amendement n° 31 de la commission (nouvelle rédaction maintenant les compétences d'urbanisme reconnues aux autorités locales et supprimant la possibilité dans les directives des adaptations mineures à des lois votées par le Parlement), son sous-amendement n° 284, soutenu par M. Louis Althapé ; adopté - (p. 4867) : son amendement de cohérence n° 285, soutenu par M. Louis Althapé ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion - (4 novembre 1994) - Art. 9 (définition des pays)** (p. 5065) : son amendement n° 488, soutenu par M. Jean Huchon : actions de développement local au sein du pays : concertation avec les représentants des activités professionnelles associatives et familiales ; retiré.

**Suite de la discussion - (5 novembre 1994) - Art. 13 (Fonds national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 5098, 5100) : son amendement n° 287, soutenu par M. Adrien Gouteyron : part des zones affectées d'importants handicaps ; retiré - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité)** (p. 5131) : son amendement n° 311, soutenu par M. Paul Caron : fonds d'investissement fluvial ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion - (7 novembre 1994) - Art. 19 (exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé)** (p. 5220) : sur l'amendement n° 108 de la commission (définition des zones rurales fragiles), son sous-amendement n° 290, soutenu par M. Bernard Barraux ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

**Suite de la discussion - (8 novembre 1994) - Après l'art. 19 ter** (p. 5276, 5277) : son amendement n° 291, soutenu par M. Adrien Gouteyron : contrat particulier de zones fragiles entre l'Etat et certains départements ; adopté - **Art. 22 (renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF - suppression de la DGF d'Ile-de-France - reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Ile-de-France)** (p. 5309) : son amendement n° 292, soutenu par M. Paul Caron (diminution du montant de la dotation globale de fonctionnement de l'Ile-de-France au profit des départements en difficulté) ; retiré au profit de l'amendement sur le même objet n° 180 de M. Adrien Gouteyron - (p. 5312) : son amendement n° 293, soutenu par M. Paul Caron : augmentation du nombre de départements contributeurs ; retiré - **Art. 23 (rapport sur la réforme de la taxe professionnelle)** (p. 5317) : son amendement n° 294, soutenu par M. Paul Caron : création d'un fonds national de péréquation ; retiré - **Art. 27 (création de comités consultatifs intercommunaux et départementaux - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 5359) : son amendement de rétablissement n° 509, soutenu par M. Jean Huchon ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

##### Deuxième partie :

**Charges communes et comptes spéciaux du Trésor - (6 décembre 1994) - Examen des crédits - Art. 32 (mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale)** (p. 6896) : ses amendements, soutenus par M. Jean Delauneau, n° II-35 : suppression des crédits consacrés à la rénovation des huit stades de province ; retiré ; et n° II-36 : suppression des crédits destinés à la construction du Grand Stade à Saint-Denis ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-**

95] - Suite de la discussion - (15 décembre 1994) - Art. 17 D (définition des différentes catégories de zones prioritaires) (p. 7554) : son amendement n° 90, soutenu par M. Paul Blanc : cantons de très faible densité ; adopté - Art. 19 quater (mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavorisées - supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 7573) : sur l'amendement n° 58 de la commission, son sous-amendement n° 91, soutenu par M. Paul Blanc ; retiré.

FILLON (François), ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

#### DÉPÔTS

Déclaration du Gouvernement sur la recherche [n° 1 (94-95)] (4 octobre 1994) - Gouvernement (déclarations).

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : Universités (Difficultés de l'Université de Nanterre) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5733).

de M. Franck Sérusclat : Recherche scientifique et technique (Inquiétudes des chercheurs) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5738).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 121 de Mme Danielle Bidard-Reydet : Enseignement supérieur (Situation des personnels IATOS (ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers et de service)) (JO Débats du 28 mai 1994) (p. 1945).

#### INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - (13 janvier 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 120, 122).

- Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - (13 janvier 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 120) : réglementation de la recherche dans le respect de la personne humaine - Affirmation de l'indisponibilité et de l'inviolabilité du corps humain - Obligation d'informer individuellement les personnes concernées par un traitement automatisé ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé - Institution d'un comité spécifique des demandes de traitement - (p. 121) : dimension fondamentale du travail des chercheurs dans les domaines concernant la vie humaine - Rapport Mattei - Comité consultatif sur le traitement informatique en matière de recherche sur la santé - Prise en compte de l'identité biologique - Protection de la personne humaine - Clarification des conditions de travail des scientifiques - Développement des recherches dans de meilleures conditions de sécurité et de confiance - (p. 122) : élaboration d'une directive européenne.

- Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)] - (13 janvier 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 120, 122).

- Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 janvier

1994) - Discussion générale (suite) (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 157) : qualité des travaux des chercheurs - Méfiance à l'égard du progrès scientifique en Allemagne - Priorité de la recherche génétique.

- Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - Discussion générale (suite) (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 157).

- Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - Discussion générale (suite) (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 157).

Suite de la discussion - (21 janvier 1994) - Art. 1<sup>er</sup> (dispositions particulières aux fichiers ayant pour fin la recherche en santé publique) - Intitulé du chapitre V bis avant l'art. 40-1 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (p. 421) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé : « traitements automatisés de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé ») - Art. 40-1 de la loi précitée (mise à l'écart de certaines dispositions du droit commun) (p. 422) : son amendement n° 24 ; régime spécifique pour les traitements automatisés ; retiré au profit de l'amendement n° 2 de la commission (modification de la liste des dispositions de la loi précitée ne s'appliquant pas aux traitements informatiques régis par le présent projet de loi) qu'il accepte - (p. 423, 424) : demande le retrait du sous-amendement n° 22 de M. Claude Huriet (exclusion des traitements automatisés effectués dans le cadre des recherches biomédicales du champ d'application du projet de loi) déposé sur l'amendement n° 2 de la commission - Art. 40-2 de la loi précitée (comité consultatif national sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé) (p. 426) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (rôle du comité) ; sur celui-ci, ses sous-amendements n° 43 : avis du comité consultatif ; et n° 44 : suppression de la notion de justification par les nécessités de la santé publique ; adoptés - Art. 40-3 de la loi précitée (conciliation du secret professionnel et de la transmission des données) (p. 428) : accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission et sur celui-ci le sous-amendement n° 47 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - Art. 40-4 de la loi précitée (anonymat des résultats de la recherche) ; accepte l'amendement de suppression n° 5 de la commission - Art. 40-5 de la loi précitée (droit d'opposition) (p. 429) : accepte l'amendement n° 6 de la commission - Art. 40-6 de la loi précitée (information individuelle) : accepte les amendements rédactionnels n° 7 et n° 8 de la commission - Son amendement rédactionnel n° 30 ; adopté <sup>3</sup> (p. 430) ; son amendement n° 31 : dérogation à l'obligation d'information individuelle ; adopté - Accepte l'amendement n° 11 de la commission (suppression du renvoi à un décret en Conseil d'Etat) - Art. 40-7 de la loi précitée (exercice des droits par les mineurs et les personnes sous tutelle) : accepte l'amendement de conséquence n° 12 de la commission - Art. 40-9 de la loi précitée (utilisation des certificats des causes de décès) : accepte l'amendement de suppression n° 13 de la commission - Art. 40-10 de la loi précitée (retrait de l'autorisation) : accepte l'amendement rédactionnel n° 14 de la commission - Art. 40-12 de la loi précitée (flux transfrontières de données) (p. 431) : accepte l'amendement de coordination n° 15 de la commission - Art. additionnel après l'art. 40-12 de la loi précitée : accepte l'amendement n° 16 de la commission (décret en Conseil d'Etat) - Art. 1<sup>er</sup> bis (dispositions transitoires) : accepte les amendements de coordination n° 17 et n° 18 de la commission - Art. 2 (coordination des dispositions pénales) (p. 432) : accepte l'amendement de coordination n° 19 de la commission - Après l'art. 2 : accepte l'amendement n° 45 de la commission (incrimination du non-respect du droit à opposition des personnes concernées par le traitement, du non-recueil du consentement exprès des personnes intéressées et du non-respect de leur droit à l'information) - Art. 4 (art. 7 bis de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 - traitements effectués par l'INSEE et les services statistiques ministériels) : accepte l'amendement de suppression n° 20 de la commission - Inti-

tulé du projet de loi (p. 433) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (nouvel intitulé : « projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé et modifiant... ») - Affaiblissement du dispositif proposé par l'adoption du sous-amendement n° 22 de M. Claude Huriet, déposé sur l'amendement n° 2 de la commission - Souhait d'un dialogue.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) (p. 1586, 1587) : recommandations du rapport Mattéi - Respect des libertés individuelles.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Deuxième lecture [n° 355 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (93-94) (p. 1586, 1587).

- **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (p. 1586, 1587).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Deuxième lecture [n° 355 (93-94)] - Suite de la discussion** - (19 mai 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (dispositions spécifiques aux traitements automatisés des données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé) - Art. 40-1 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (champ d'application et dispositions applicables)** (p. 1771) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (substitution d'un régime d'autorisation à un régime d'avis) - **Art. 40-2 de la loi précitée (comité consultatif sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé)** (p. 1772) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (précisions relatives aux compétences exercées par le comité et suppression de la procédure des saisines simultanées des comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale et du comité institué par le présent texte) - **Art. 40-3 de la loi précitée (conciliation du secret professionnel et de la transmission des données)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - **Art. 40-5 de la loi précitée (droit d'opposition)** (p. 1773) : accepte l'amendement de précision n° 4 de la commission - **Art. 40-6 de la loi précitée (information individuelle)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - **Art. 40-7 de la loi précitée (exercice des droits par les mineurs)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - **Art. 40-10 de la loi précitée (retrait d'autorisation)** : accepte l'amendement de coordination n° 6 de la commission - **Art. 1<sup>er</sup> bis (régularisation des traitements en cours)** (p. 1774) : accepte l'amendement de coordination n° 8 de la commission.

- **Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur [n° 466 (93-94)]** - (16 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2624, 2625) : loi dite « Savary » - Prorogation de deux ans du régime dérogatoire des universités nouvelles - Effectif croissant des étudiants - Conseil d'université - Conseil d'orientation - Principe d'indépendance des enseignants-chercheurs - Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel - (p. 2631, 2632) : ouverture des universités au monde économique et social - Prochain débat parlementaire sur la modification de la loi dite « Savary » - Formation et emploi - Accord pour une représentation plus importante des étudiants au conseil d'université - **Art. 1<sup>er</sup> (modifications introduites dans l'article 21 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur)** (p. 2635) : son amendement n° 7 : définition limitative de l'objet des dérogations et énonciation impérative des garanties prévues ; devenu sans objet - (p. 2636) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 4 de Mme Danielle Bidard-Reydet - S'en remet à la sagesse du

Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission (application par le recteur de l'académie des conditions requises pour appartenir au conseil d'un établissement d'enseignement supérieur) - (p. 2637) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (mise en place de nouveaux établissements et garantie d'indépendance pour les professeurs et les enseignants-chercheurs) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 6 de M. Claude Estier - **Art. 2 (application du nouveau régime aux expérimentations en cours)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 5 de Mme Danielle Bidard-Reydet - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission.

**Deuxième lecture [n° 565 (93-94)]** - (11 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3836, 3837) : développement des universités nouvelles - Renforcement des garanties offertes aux enseignants-chercheurs - (p. 3839) : organisation satisfaisante des conditions de travail dans les universités nouvelles - Respect des principes démocratiques - Rééquilibrage de la composition des conseils d'administration et des conseils d'universités - **Art. 1<sup>er</sup> (modification de l'article 21 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur)** (p. 3840) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (mise en place d'universités nouvelles - garanties d'indépendance prévues pour les enseignants-chercheurs) - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 3 ; adopté - **Art. 2 (champ d'application du projet de loi)** (p. 3841) : accepte l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission.

- **Déclaration du Gouvernement sur la recherche suivie d'un débat [n° 1 (94-95)]** - (4 octobre 1994) (p. 3991, 3992) : consultation nationale - Principes directeurs du rapport - Priorité des pouvoirs publics - Champ d'action - (p. 3993, 3995) : Budget de la recherche - Poids de la recherche publique - Rôle de l'Etat : orientation et délégation - (p. 3996, 3997) : budget civil de recherche-développement, BCRD - Dispositif de réflexion stratégique - Débat annuel au Parlement - Thèmes de recherche transversaux - Concertation entre les organismes - Sciences du vivant - Contractualisation entre l'Etat et les organismes publics - Recherche dans les PME-PMI - (p. 3998, 3999) : recherche fondamentale et recherche industrielle - Partenariat technologique - Mesures en faveur des PME-PMI - Recherche et enseignement supérieur - Mobilité des chercheurs - (p. 4000, 4001) : gestion du personnel - Sites scientifiques de haut niveau et inforoutes électroniques - Répartition des compétences entre Etat et régions - Elaboration des schémas régionaux pour l'enseignement supérieur et la recherche - (p. 4026, 4027) : organisation de la consultation - Recherche fondamentale - Recherche industrielle - Gel des crédits - Renouvellement de l'emploi scientifique - Opinion publique - Région - (p. 4028, 4029) : politique spatiale - Budget pour 1995 - Centre national de recherche scientifique, CNRS - Recherche internationale - Coopération avec les pays de l'Europe de l'Est - Centre européen de recherches nucléaires, CERN - (p. 4030, 4031) : recherche communautaire - Recherche duale - Agro-industrie - Démocratisation de l'enseignement supérieur.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4923, 4925) : accepte l'amendement n° 56 de la commission (« section 1 : Du schéma directeur national de l'enseignement supérieur et de la recherche ») - Universités en villes moyennes - Répartition des activités de recherche entre l'Île-de-France et la province - (p. 4927) : s'oppose à l'amendement n° 377 de Mme Danielle Bidard-Reydet (développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, priorité de l'aménagement du territoire) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 58 de la commission - (p. 4928, 4933) : sur l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur) qu'il accepte, son sous-amendement n° 578 ; rejeté (p. 4938) - S'oppose au sous-amendement n° 560 de M. Alain Vasselle.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Enseignement supérieur et recherche - II - Recherche** - (5 décembre 1994) (p. 6725) : autorisations de programme et crédits de paiement - Réorientation nécessaire - Montant du projet

de budget et variation par rapport à 1994 - (p. 6726) : croissance du budget civil de recherche et de développement, BCRD - Instruments d'une nouvelle politique de recherche - Aéronautique - Espace - (p. 6727) : nucléaire - Recherche duale - Choix budgétaires - Renouvellement de l'emploi scientifique - (p. 6728) : priorités sur le plan international - (p. 6738) : remerciements aux intervenants - Financement des investissements du Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Situation du Centre national de recherche scientifique, CNRS, et efforts consentis par l'Etat en sa faveur - (p. 6739) : organisation du CNRS - Amélioration du dialogue entre les universités et le CNRS - Fonds de la recherche et de la technologie - (p. 6740) ; présence française dans le système communautaire de recherche - Priorité de l'aide à l'insertion des petites et moyennes entreprises dans la recherche-développement - Difficultés financières du CNRS - Situation de l'emploi - Allocations de recherché - (p. 6741) : recherche universitaire - Dialogue entre les organismes publics de recherche et l'Etat - (p. 6742) : recherche fondamentale - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6743) : crédits du CNRS - **Projet SOLEIL** - (p. 6744) : laboratoires d'Orsay - **Titre IV** (p. 6745) : gestion des crédits de la recherche - **Etat C - Titre VI** (p. 6746) : demande le retrait de l'amendement n° II-34 de la commission (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre VI).

**Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur** - (5 décembre 1994) (p. 6746) : nécessaire adaptation de l'université aux nouvelles conditions économiques et culturelles - (p. 6747) : croissance du budget par rapport à 1994 - Démographie étudiante - Définition nécessaire de relations claires entre l'Etat et les universités - Système SAN REMO : répartition des dotations globales de fonctionnement - Information des lycéens - Passerelle pour les étudiants en médecine - (p. 6748) : priorités : niveau d'encadrement, action sociale dynamique en faveur des étudiants et politique de constructions universitaires et d'aménagement de la carte universitaire - (p. 6760) : remerciements aux intervenants - Démographie étudiante - Exemples étrangers - Personnels IATOS, ingénieurs, administratifs, ouvriers et de service - Orientation des élèves diplômés d'un baccalauréat technologique - Aménagement du territoire - Création d'établissements universitaires dans les villes moyennes - Approche de la douleur lors des études médicales - Développement de l'enseignement supérieur aux Antilles et en Guyane - (p. 6762) : croissance du projet de budget - Postes d'enseignants - (p. 6763) : créations d'universités nouvelles et créations d'emplois - (p. 6764) : exemple du système anglo-saxon - Evaluation des universitaires - Adéquation du budget aux besoins - Structure des créations de postes - (p. 6765) : bourses d'études - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 6766) : effort de rattrapage pour la région Nord-Pas-de-Calais.

**FOSSÉ (Roger)**, sénateur de la Seine-Maritime (apparenté au groupe RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**FOSSET (André)**, sénateur des Hauts-de-Seine (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire de France 2.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 233 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts [n° 375 (93-94)] (27 avril 1994) - **Ordres professionnels**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Postes et télécommunications** - [n° 81 (94-95)] tome 21 (22 novembre 1994).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 28 (94-95)] concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés [n° 64 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Consommation**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts [n° 233 (93-94)]** - (10 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1546, 1547) : directive communautaire du 21 décembre 1988 dite « bac 3 » - Modernisation de la profession - Activités d'entremise immobilière ; encadrement et limitation - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup> (application de la libre prestation de services à la profession de géomètre-expert)** (p. 1550) : accepte l'amendement n° 5 du Gouvernement (mise en conformité avec le code pénal) - Ses amendements rédactionnels, n° 2 et n° 3 ; adoptés - **Art. 5 (établissement du règlement de la profession et du code de devoir professionnel par décret en Conseil d'Etat)** (p. 1552) : accepte l'amendement n° 6 du Gouvernement (mise en conformité avec le code pénal) - **Art. 7 (répression de l'exercice illégal de la profession de géomètre-expert)** (p. 1553) : accepte l'amendement n° 7 du Gouvernement (mise en conformité avec le code pénal) - **Avant l'art. 10** (p. 1554) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (autorisation et encadrement de l'activité d'entremise immobilière) - **Art. 14 (missions du Conseil supérieur de l'ordre)** (p. 1557) : accepte l'amendement de coordination n° 8 du Gouvernement - **Art. 15 bis (application des règles de discipline des géomètres-experts)** : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté.

- **Projet de loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits alimentaires [n° 371 (93-94)]** - (24 mai 1994) - **Art. 6 (création d'une section dans le code de la consommation sur la publicité et les pratiques commerciales concernant les préparations pour nourrissons)** (p. 1799) : son amendement n° 3 : interdiction de la vente à prix dérisoire ; retiré.

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés [n° 28 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 5559, 5560) : protection des consommateurs européens - Adaptation de la législation française - Garantie de paiement pour l'entrepreneur travaillant pour un maître d'ouvrage - Au nom de la commission, sous réserve d'amendements, accepte ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup> (protection des consommateurs contre les clauses abusives)** (p. 5566, 5567) : s'oppose aux amendements de M. Alain Lambert, n° 23 (limitation du champ d'application du projet de loi aux seuls contrats d'adhésion) et n° 24 (exclusion du champ d'application de la loi des clauses contractuelles résultant de dispositions législatives ou réglementaires) et aux amendements de M. Louis Minetti, n° 20 (maintien de la notion d'abus de puissance économique) et n° 21 (possibilité pour le juge de déclarer une clause abusive) - Son amendement n° 1 : délimitation du caractère abusif de la clause pouvant résulter de la loi, d'un décret ou d'un jugement ; adopté - (p. 5568, 5571) : ses amendements n° 2 : publication de la liste des clauses abusives en annexe à la loi ; n° 3, de précision ; n° 4 ; appréciation par le

juge du caractère abusif d'une clause ; et n° 5, rédactionnel ; adoptés - S'oppose aux amendements n° 25 de précision de M. Alain Lambert et n° 22 de M. Louis Minetti (renforcement du dispositif de prévention des clauses abusives) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de M. Alain Lambert (application du contrat dans ses dispositions autres que celles jugées abusives) - **Art. 3 (interprétation des contrats)** (p. 5571) : ses amendements n° 6 : interprétation favorable des clauses des contrats proposés aux consommateurs ou aux non-professionnels ; adopté ; et n° 7 : aménagement du droit des associations de consommateurs ; rejeté - **Art. 5 (champ territorial de la protection contre les clauses abusives)** (p. 5572) : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - **Après l'art. 6** : accepte l'amendement n° 19 du Gouvernement (paiement dès la souscription à domicile en cas de démarchage pour la presse quotidienne) - **Art. 9 (marquage communautaire de conformité)** (p. 5574, 5575) : ses amendements n° 9 et n° 10 rédactionnels ; n° 11 : délai pour la levée de la mesure de retenue des marchandises suspectées de contrefaçon ; et n° 12 : sanction en cas de commercialisation de marchandises interdites à la vente ; adoptés - **Art. 10 (marchés de travaux privés des particuliers)** (p. 5576, 5577) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 16 de suppression de la commission saisie pour avis - **Titre IV (cautionnement relatif aux marchés de travaux privés)** (précédemment réservé, p. 5575) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 15 de la commission saisie pour avis - **Après l'art. 10** (p. 5578, 5580) : ses amendements n° 13 : introduction d'une division additionnelle intitulée « Titre V : Dispositions diverses » ; et n° 14 : contrôle des ventes par réseaux constitués par recrutement en chaîne d'adhérents ; adoptés - Accepte l'amendement n° 17 de M. Philippe Marini (interdiction de publier des annonces d'offres de services laissant croire qu'ils sont gratuits) - Sur celui-ci accepte le sous-amendement n° 28 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (postes et télécommunications) - (p. 6273) : résultats financiers de France Télécom - Statut de France Télécom et accords avec des partenaires étrangers - Poids des non payés téléphoniques de l'Etat - (p. 6274) : dossier des autoroutes de l'information - Situation financière de La Poste - Activité financière de La Poste - Emet un avis favorable à l'adoption des crédits relatifs aux Postes et télécommunications - (p. 6303) : déposera, au nom de la commission des affaires économiques, un amendement tendant à régler le retard des paiements des communications téléphoniques dues par les administrations à l'occasion de la discussion des articles non rattachés de la deuxième partie du projet de loi de finances.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7217) : soutient les amendements de M. Louis de Catuelan, n° II-2 (assouplissement de la réglementation fiscale des quirats) et n° II-3 (prorogation du dispositif actuel) - **Après l'art. 50** (p. 7246) : son amendement n° II-23 : acquittement des communications téléphoniques des services de l'Etat ; retiré.

**FOST (Paulette)**, sénateur de Seine-Saint-Denis (C).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

## DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier Ministre - III - Conseil économique et social** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 37 (22 novembre 1994).

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)]

adopté par l'Assemblée nationale - **Journaux officiels** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 40 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques [n° 152 (93-94)]** - (12 janvier 1994) - **Question préalable** (p. 58) : soutient la motion n° 14 de M. Robert Vizet tendant à opposer la question préalable - Nécessité de définir plus précisément les priorités en matière de dépenses - Possibilité de considérer la dette publique comme le second budget civil de l'Etat - Emprunts publics - Dépenses militaires - (p. 57) : réduction des arsenaux militaires - Accroissement nécessaire des moyens de l'éducation - Formation professionnelle - Problème du logement - Chômage et compétitivité économique - (p. 58) : préservation du caractère autonome du financement de la protection sociale - (p. 59) : finances des collectivités territoriales - **Art. 2 (normes de progression des charges budgétaires)** (p. 61) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° 1 (substitution des mots « de la croissance » à ceux de « des prix », n° 2 (sorties de cotisations sociales fondées sur les salaires) et n° 3 (pourcentage de hausse des salaires de 1994 à 1997) - (p. 63) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° 4 (débat sur les 32 heures) et n° 5 (accroissement des dépenses et des ressources fiscales).

- **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales [n° 81 (92-93)]** - (13 avril 1994) - **Art. 5 (provision forfaitaire obligatoire pour garantie d'emprunt)** (p. 1055) : soutient l'amendement n° 15 de M. Robert Vizet (mise en place du Comité national du cautionnement).

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1992 [n° 358 (93-94)]** - (5 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1463) : aggravation de la situation budgétaire : Surestimation de la croissance économique et de l'activité <sup>u</sup> (p. 1464) : choix politiques en matière de fiscalité et orientation budgétaire - Emplois - Coûts sociaux à la charge de l'Etat - Augmentation de la dette publique - (p. 1465) : modification du régime de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur les revenus de capitaux mobiliers et placements boursiers - Lutte contre la fraude fiscale - Dépenses de l'Etat - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1474) : le groupe communiste ne prendra pas part au vote.

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Question préalable** (p. 2070, 2072) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Situation du logement social en France - Evolution des aides au logement - Mise en vente des logements locatifs d'HLM - Situation des organismes d'HLM - Gestion courante du patrimoine - Charges fiscales - Prêt locatif aidé, PLA - Prix de vente des logements d'HLM - Charges de copropriété - Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS - Financement accordé par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - Responsabilité de l'Etat en matière de construction ou de réhabilitation de logements.

**Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2094) : soutient l'amendement n° 60 de M. Jean-Luc Bécart (relèvement du montant du prélèvement prévu par le Trésor public pour les entreprises qui ne se sont pas acquittées de leurs obligations en vertu de l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation) - **Art. 4 (allègement des contraintes imposées en cas de vente de logements)** (p. 2103) : soutient l'amendement de suppression n° 68 de M. Jean-Luc Bécart - (p. 2110) : désengagement de l'Etat - Loi du marché - Détournement du souhai d'accession à la propriété - Avis défavorable sur cet article - **Art. 9 (tacite reconduction et renouvellement du contrat de location)** (p. 2169) : soutient les amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 84 de suppression et n° 85 (allongement de la durée des contrats de location) - **Art. 10 (second droit de préemption du locataire)** (p. 2171) : soutient l'amendement n° 86 de M. Jean-Luc Bécart (proposition de relogement du locataire) - **Art. 11 (loyers référencés)** : soutient l'amendement n° 87 de M. Jean-Luc Bécart (suppression du septième alinéa de l'article 17 de la loi du 6 juillet 1989 relative à la fixation des loyers par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage) - **Art. 14 (verse-**

ment de l'allocation logement) (p. 2182) : soutient l'amendement n° 98 de M. Jean-Luc Bécart (nouvelle rédaction).

– **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2313, 2315) : soutient les amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 71 (abrogation du forfait hospitalier) et n° 74 (réduction de la cotisation des salariés) - **Art. 1<sup>er</sup>** (unité du régime général et obligation d'équilibre financier des branches qui le composent) (p. 2319) : soutient l'amendement de suppression n° 77 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

– **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 424 (93-94)]** - (23 juin 1994) - **Question préalable** (p. 2947, 2948) : soutient la motion n° 34 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Expansion du système de prévoyance complémentaire et facultative - Exclus de la protection sociale - Marchés financiers - Emplois du secteur économique de la protection sociale - **Art. 1<sup>er</sup>** (création d'un livre IX dans le code de la sécurité sociale et détermination des garanties complémentaires des salariés) - **Art. L. 911-1 du code de la sécurité sociale (détermination des garanties complémentaires)** (p. 2952) : soutient l'amendement n° 63 de Mme Michelle Demessine (suppression de la possibilité de déterminer des garanties collectives par décision unilatérale du chef d'entreprise) - **Art. L. 911-5 du code précité (referendum)** : soutient l'amendement de suppression n° 65 de Mme Michelle Demessine - **Art. 2 (modalités de désignation et clauses de réexamen)** (p. 2955) : soutient l'amendement de suppression n° 66 de Mme Michelle Demessine.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - Suite de la discussion - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4704, 4705) : logique économique à l'origine des déséquilibres territoriaux - Services publics - Chômage et précarité - Privatisations - Défense des entreprises nationales par les usagers et les salariés : SNCF ; EDF-GDF ; La Poste - Enseignement - Traité de Maastricht : pression pour l'ouverture à la concurrence des monopoles de service public.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire) (p. 4831) : consécration d'une logique supranationale et ultra-libérale - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4844) : soutient l'amendement n° 225 de M. Félix Leyzour (établissement d'un programme de nationalisation) - **Art. 2 (schéma national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4848, 4849) : sur l'amendement n° 27 de la commission (modification de la rédaction mettant l'accent sur les grandes infrastructures de transport, les politiques d'éducation, la notion de réseau de ville et les solidarités interdépartementales), soutient le sous-amendement n° 228 de M. Félix Leyzour - (p. 4850, 4851) : soutient l'amendement n° 227 de M. Félix Leyzour (affirmation du caractère public des services de communication, de transport, de production et de distribution d'énergie).

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Avant l'art. 9** (p. 5059) : soutient l'amendement n° 248 de M. Félix Leyzour (principe du libre consentement à la coopération intercommunale) - **Avant l'art. 10 bis** (p. 5069) : soutient l'amendement n° 251 de M. Félix Leyzour (rapport sur les délocalisations de services publics) .

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 19 bis (suite)** (p. 5251, 5252) : soutient l'amendement n° 278 de M. Robert Vizet (réévaluation du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) - **Art. 19 ter (schéma départemental d'urbanisme commercial)** (p. 5260, 5261) : abstention du groupe communiste sur l'amendement de suppression n° 114 de la commission - **Après l'art. 19 ter** (p. 5265) : se déclare opposée à l'amendement n° 117 de la commission (mesures à mettre en oeuvre dans les zones urbaines défavorisées).

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5397, 5398) : région d'Ile-de-France - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)]**.

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5893, 5895) : bilan financier de la décentralisation - Ressources des collectivités territoriales - Fiscalité.

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre - III - Conseil économique et social** - (26 novembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6221, 6222) : économies sur les frais de représentation et de fonctionnement - Dépenses d'installation dans les nouveaux bureaux - Restructuration du palais d'Iéna - Amélioration de la présentation des parutions - Au nom de la commission des finances, accepte ces crédits.

**Budget annexe : Journaux officiels** - (26 novembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6229, 6230) : diminution des annonces légales - Préservation des emplois - Modernisation des banques de données juridiques - Au nom de la commission des finances, accepte ce projet de budget annexe.

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6503, 6504) : logement social - Parc locatif - Diminution des prêts locatifs aidés, PLA, et des prêts d'accession à la propriété, PAP - Réhabilitation - Aide à la personne - 1 % logement - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 61 (aide personnalisée au logement)** (p. 6513, 6514) : son amendement n° II-28 : abrogation des dispositions relatives à l'aide personnalisée au logement ; rejeté - Sur l'amendement rédactionnel n° II-31 du Gouvernement, son sous-amendement n° II-33 ; rejeté - (p. 6518) : au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'amendement rédactionnel n° II-31 du Gouvernement - **Après l'art. 61** (p. 6519) : son amendement n° II-29 : rapport du Gouvernement au Parlement sur l'effort national pour le logement ; rejeté.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7216) : son amendement n° II-46, soutenu par M. Robert Vizet : modification des règles d'imputation des excédents ; rejeté - (p. 7229) : son amendement n° II-45, soutenu par M. Robert Vizet : information des collectivités locales de l'identité des entreprises assujetties à la taxe professionnelle bénéficiant du plafonnement ; rejeté - (p. 7231) ; son amendement n° II-30, soutenu par M. Robert Vizet : extension du dispositif de réquisition des logements inoccupés ; rejeté - (p. 7232) ; son amendement n° II-18, soutenu par M. Robert Vizet : rapport du Gouvernement sur la CNRACL, Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; rejeté.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 154 (94-95)]* - (19 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7697) : détournement de l'utilisation des fonds publics - Licenciements et chômage - Atteinte aux droits sociaux - Travail au noir - Fiscalité - Droit au logement - (p. 7698) : avec le groupe communiste, ne votera pas le texte issu des travaux de la CMP.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (extension d'attributions du Fonds de solidarité vieillesse au régime des exploitants agricoles) (p. 7727) : son amendement de suppression n° 33, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7730) : son amendement n° 37, soutenu par M. Robert Vizet : pension de retraite servie aux retraités du régime agricole ; rejeté - **Avant l'art. 13** (p. 7748) : son amendement n° 34, sur le même objet que l'amendement n° 20 de M. Raymond Courrière, et soutenu par M. Robert Vizet : exonération d'impôt sur le revenu et de la CSG pour les rappels de traitement perçus actuellement par les fonctionnaires rapatriés d'Afrique du nord et ayant la qualité d'ancien combattant de la seconde guerre mondiale ; rejeté.

– **Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat [n° 90 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7859, 7860) : logements sociaux et précarité - Promoteurs immobiliers - Confédération nationale du logement - Régression des aides - Programme local de l'habitat - Définition du logement social - **Question préalable** : sa motion n° 10, soutenue par M. Robert Pagès, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - **Art. 1<sup>er</sup>** (simplification de la procédure d'élaboration du programme local de l'habitat) (p. 7863) :



consultation des associations locales d'organisations de locaux - Concertation limitée - (p. 7864) : son amendement n° 11 : relèvement du taux de participation des entreprises à l'effort de construction ; rejeté - **Art. 2 (modifications de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation)** (p. 7865, 7866) : son amendement n° 12 : obligation pour les collectivités publiques de réaliser des logements sociaux ; rejeté - (p. 7867) : se déclare opposée à l'amendement n° 8 de la commission saisie pour avis (seuil unique de 3 500 habitants) - **Après l'art. 2** (p. 7868) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 14 : suppression de l'article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation ; et n° 13 : suppression des suppléments de loyers ; rejetés - **Art. 4 (contribution financière des communes)** (p. 7869) : son amendement n° 16, soutenu par M. Robert Pagès : relèvement du taux de la contribution ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 7870, 7871) : son amendement n° 28 : réquisition de logements vides ; rejeté - **Art. 5 (modifications de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation)** (p. 7872, 7874) : son amendement n° 17 : évolution des plafonds de travaux ; rejeté - Se déclare opposée à l'amendement n° 4 de la commission (réalisation de terrains d'accueil) - **Art. 3 (précédemment réservé p. 7869) (modification de l'article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation)** (p. 7875) : son amendement n° 15 : révision cadastrale ; rejeté - **Art. 7 (diminution des charges foncières)** (p. 7877, 7878) : son amendement n° 29 : taxe de droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail ; rejeté - Se déclare opposée à l'amendement n° 6 de la commission (dépassement du coefficient d'occupation des sols) - **Art. 8 (suppression de la participation à la diversité de l'habitat)** (p. 7879) : son amendement n° 18 : augmentation de la contribution des institutions financières et des compagnies d'assurance ; rejeté - **Après l'art. 8** (p. 7880) : son amendement n° 19, soutenu par M. Robert Pagès : délai de remboursement de la TVA ; rejeté - **Art. 9 (Pertes de recettes non compensées)** (p. 7881, 7882) : son amendement n° 20 : rétablissement de l'article 9 supprimé par l'Assemblée nationale ; dépôt d'un rapport au Parlement ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 177 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8058) : vote négatif des sénateurs communistes et apparenté - Dérive sécuritaire et répressive.

- **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 181 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8071) : question financière - Etablissements d'enseignement.

**FOURCADE (Jean-Pierre)**, sénateur des Hauts-de-Seine (RI).

#### NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires sociales.

- Membre ès qualités de la Commission nationale de l'équipement sanitaire.

Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (14 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à instituer une procédure de médiation préalable et à assurer un service minimal en cas de grève dans les services publics [n° 189 (92-93)] (23 décembre 1992) - Reprise par son auteur le 11 octobre 1994 - **Transports**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à instituer une allocation aux personnes âgées dépendantes [n° 295 (92-93)] (5 mai 1993) - Reprise par ses auteurs le 11 octobre 1994 - **Personnes âgées**.

*Proposition de loi*, tendant à compléter l'article L. 521-6 du code du travail [n° 212 (92-93)] (3 février 1993) - Reprise par son auteur le 11 octobre 1994 - **Grève (droit de)**.

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis sur le système de santé américain et ses projets de réforme [n° 141 (94-95)] (13 décembre 1994) - **Etats-Unis d'Amérique**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 111, 112).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 68 (92-93) et n° 66 (92-93)) (p. 111) : se réjouit du débat sur l'éthique biomédicale - Rapport Mattei - Inconvénients du débat médiatique - Respect de la liberté individuelle - Recherche de solutions consensuelles - Nécessité d'éviter le dérapage vers l'eugénisme - Poursuite de l'effort de recherche - (p. 112) : nécessaire développement de la médecine de l'embryon - Définition de la mort - Distinction des unités de prélèvement et de transfert d'organes - Notion de tiers donneur - Statut et protection de l'enfant - Implantation immédiate des embryons - Principe dérogatoire des embryons surnuméraires.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 111, 112).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 158) : remerciements aux ministres - Souci d'assurer le passage de l'éthique au droit - Amendements proposés par la commission - Protection de la cellule familiale.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale**

rale (suite) (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 158).

– **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 158).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 169) : déroulement du débat et présentation des amendements - (p. 171) : intervient sur l'article - Importance du comité d'éthique - **Art. 4 (prélèvement et transplantation d'organes)** - **Art. L. 667-7 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 194, 195) : responsabilités du Parlement - Définition de la mort - Information de la famille - Dissociation entre la personne constatant la mort et celle opérant le prélèvement - Clarté du retour à la loi Caillavet en présumant le consentement et en permettant le refus - Nécessité d'élaborer un texte clair - **Art. L. 667-9 du code précité (séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation)** (p. 198) : nécessité de donner des garanties aux familles - (p. 200) : importance du sous-amendement n° 268 du Gouvernement (impossibilité pour le même médecin d'effectuer le prélèvement et la transplantation) - **Art 5 (dispositions relatives aux tissus et produits)** - **Art. L. 668-10 du code précité (autorisation des activités de transformation ou de conservation de tissus)** (p. 213) : importance de l'activité relative à la transformation et la distribution des tissus et cellules - Création d'emplois dans ce secteur.

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes)** (p. 234) : intitulé du titre du chapitre marquant l'intervention extérieure dans le processus de procréation - Souhaite le vote de l'amendement n° 68 de la commission (insertion des dispositions inscrites à l'article 8 dans un nouveau chapitre du livre II du code de la santé publique) - **Art. L. 671-1 du code précité (définition de la procréation médicalement assistée)** (p. 236) : attitude de la commission : prévision de barrières en donnant des définitions légales des techniques d'assistance à la procréation - (p. 237) : avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 189 de M. Bernard Seillier (arrêt du recours à la fécondation *in vitro*) déposé sur l'amendement de précision n° 69 de la commission - **Art. L. 671-2 du code précité (finalité de la procréation médicalement assistée)** (p. 247) : recours à l'intervention du tiers donneur - Nécessité de fixer les frontières de l'assistance médicale à la procréation - Critère de stabilité du couple - Transmission de maladies graves - Demande l'adoption de l'amendement n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple) - (p. 248) : importance du travail réalisé - **Art. L. 671-2 bis du code précité (conception *in vitro*)** (p. 256) : souplesse apportée par le sous-amendement n° 271 du Gouvernement (suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons conservés) déposé sur l'amendement n° 71 de la commission (cadre et finalité de la conception d'embryon *in vitro*) - Principe de l'utilisation immédiate de l'embryon - **Après l'art. L. 671-2 bis du code précité** (p. 261) : souci de la commission des affaires sociales de travailler en collaboration avec la commission des lois - **Après l'art. L. 671-3 bis du code précité** (p. 268) : impossibilité pour la commission d'accepter la définition de l'Assemblée nationale relative à l'expérimentation de l'embryon - Finalité médicale des études sur l'embryon - Se déclare favorable à l'amendement n° 18 du Gouvernement (interdiction absolue de l'expérimentation portant atteinte à l'intégrité des embryons), sous réserve d'une rectification de formulation - **Après l'art. 8** (p. 275) : délai d'examen de

l'ensemble des dispositions retenues dans le projet de loi - Problème des embryons surnuméraires.

– **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)]** - (3 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1379, 1380) : fonds de solidarité - Dispositif prévu - Conditions d'attribution de la carte de combattant - Etat des différents régimes de retraite - Demande l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) - (p. 1591, 1592) : recherche d'un accord entre les deux assemblées - Opinion publique.

– **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Deuxième lecture [n° 355 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet n° 354 (93-94) (p. 1591, 1592).

– **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (p. 1591, 1592).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)] - Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 8 (assistance médicale à la procréation)** - **Art. L. 152-2 du code précité (finalité de l'assistance médicale à la procréation)** (p. 1642) : demande l'adoption de l'amendement n° 13 de la commission (retour à la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture relative à la stabilité du couple et à l'âge de ses membres) - **Art. L. 152-3 du code précité (conception *in vitro*)** (p. 1648) : lien entre les amendements n° 14 (rétablissement de la disposition affirmant le principe de l'implantation dans les huit jours) et n° 15 (justification de la conservation des embryons par des raisons médicales) de la commission - Demande l'adoption de ces derniers.

– **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie [n° 434 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1976) : caractère exceptionnel de ce projet de loi - Insertion des Harkis - Reconnaissance des sacrifices consentis par les supplétifs - Souhaite l'adoption de ce projet de loi à l'unanimité des membres du Sénat.

– **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2279, 2281) : financement de la dépendance des personnes âgées - Rôle du Parlement - Evolution de la gestion du système de sécurité sociale - Rapport annuel du Gouvernement - Expérimentation sur la dépendance des personnes âgées - Réforme des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel, COTOREP - Allocations compensatrices - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2302, 2303) : rôle du Parlement - Accidents du travail - S'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Art. 11 (organisation d'un débat annuel, suivi d'un vote, sur le régime obligatoire de base de sécurité sociale)** (p. 2346) : demande au Sénat d'adopter l'amendement n° 19 de la commission (nature de l'intervention du Parlement) - **Art. 26 (admission en non-valeur de certaines créances)** (p. 2368) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Jean-Paul Hammann (règle générale d'approbation pour l'ensemble des créances admises en non-valeur sans exception faite pour les cotisations) - **Après l'art. 29** (p. 2370) : présente l'amendement n° 41 de la commission (expérimentations dans les départements volontaires des dispositifs d'aide aux personnes âgées dépendantes) - Sur l'amendement de la commission n° 41 précité, s'oppose aux sous-amendements, n° 103 de M. Alain Vassellé et n° 63 de M. Charles Metzinger.

– **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2741, 2742) : projet de loi relatif à la sécurité sociale : séparation des branches et compensation des exonérations des cotisations d'allocations familiales - **Rapport du Gouvernement** - Orientations données à la politique familiale - Accueil à la petite enfance - (p. 2743) : situation des femmes exerçant une activité bénévole - Entrée des enfants dans l'enseignement préélémentaire à la sortie de la crèche - Choix entre une politique d'épanouissement du couple et une politique de développement de la famille - La grande majorité des membres de la commission votera ce projet de loi - (p. 2744) : souhaite l'indulgence du Gouvernement sur les amendements présentés par la commission.

– **Projet de loi relatif au corps humain** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 515 (93-94)] - (23 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des conclusions du rapport n° 497) : voir son intervention sous la discussion des conclusions du rapport n° 497 (p. 2866, 2867).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 497 (93-94)] - (23 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celles des conclusions du rapport n° 515 (93-94)) (p. 2866, 2867) : travail du Parlement - Urgence (procédure parlementaire) - Hommage au travail de l'Assemblée nationale et des rapporteurs du Sénat.

– **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Art. 28** (*présence d'un membre de l'UNAF à la commission d'avances sur recettes*) (p. 2923) : intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (introduction d'une représentation des associations familiales au sein des conseils d'administration des chaînes de télévision publiques) - Caractère global de la politique familiale - Conseil supérieur de l'audiovisuel.

– **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte** [n° 549 (93-94)] - (8 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3767) : missions de la commission des affaires sociales dans les départements d'outre-mer - Expérimentation de la suppression des cotisations patronales - Situation financière des collectivités locales d'outre-mer - Situation des établissements hospitaliers - **Art. 26 (par priorité)** (*concessions et cessions des terres domaniales en Guyane*) (p. 3779) : intervient sur le sous-amendement n° 52 de M. Georges Othily (possibilité pour les communes de disposer de superficies au moins équivalentes à celles dont disposent les immigrants nouvellement arrivés), déposé sur l'amendement de coordination n° 89 du Gouvernement - **Art. 1<sup>er</sup>** (*adaptation du RMI aux départements d'outre-mer*) - **Art. 42-9 de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988** (p. 3790, 3791) : problème de la situation comparée de l'Etat et du département - Intervient sur l'amendement n° 93 du Gouvernement (prévision du calcul du crédit) - **Après l'art. 3** (p. 3800) : catégorie sociale des marins pêcheurs - Nécessité d'aider les petits exploitants - Situation des marins pêcheurs non salariés embarqués sur des navires de moins de douze mètres - **Art. 22 bis** (*convention de développement avec l'Etat pour le financement des services publics pris en charge par la collectivité territoriale de Mayotte*) (p. 3813) : intervient sur l'amendement n° 77 du Gouvernement (convention entre l'Etat et la collectivité territoriale de Mayotte pour fixer des objectifs de développement économique et social, ainsi que les moyens de leur mise en oeuvre) - **Sur l'ensemble** (p. 3820) : remerciements - Texte satisfaisant - Soutien au Gouvernement.

– **Projet de loi relatif à la famille** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 553 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3898) : procédé d'urgence - Projet de loi relatif à la sécurité sociale et organisation de la séparation des branches - (p. 3899) : consultation du Haut conseil de la population et de la famille sur les cahiers des charges des sociétés publiques de programmation - Place de la famille dans la société.

– **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 579 (93-94)] - (12

juillet 1994) - **Sur l'ensemble** (p. 3913) : rapport annuel sur l'évolution de la sécurité sociale - Rôle du Parlement - Demande au Sénat d'approuver le texte élaboré par la CMP.

– **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 599 (93-94)] - (13 juillet 1994) - **Rapporteur** - **Discussion générale** (p. 3959, 3960) : élaboration d'un texte commun - Emploi - Dispositions financières et fiscales - Aménagement foncier - Logement - Demande l'adoption des conclusions de la CMP.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4759, 4762) : missions respectives de l'Etat et des collectivités territoriales - Péréquation financière - Révision des valeurs locatives cadastrales - Complémentarité de l'Ile-de-France et des autres régions françaises - Organisation des transports en commun en Ile-de-France ; RATP et SNCF - Contrats de plan entre régions.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 4** (*directives territoriales d'aménagement*) (p. 4874) : malgré certaines réserves, votera l'article 4, assorti des amendements de la commission.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6** (*charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire*) - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983** (*charte régionale d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4901) : intervient sur l'amendement n° 148 de M. Yvon Bourges (nouvelle rédaction : rôle du conseil régional dans l'élaboration du schéma régional) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4933) : sur l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur), se déclare favorable au sous-amendement n° 578 du Gouvernement - (p. 4940) : votera l'amendement n° 61 de la commission (politique de développement de la recherche en région).

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7** (*suite*) (p. 5020) : votera l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays) - Coopération intercommunale - (p. 5026) : se déclare favorable à l'amendement n° 80 de la commission (compétences en matière de transports régionaux) et, sur cet amendement, aux sous-amendements n° 584 du Gouvernement et n° 431 de M. Henri Collard - **Art. 11 bis (par priorité)** (*article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants*) (p. 5042) : se déclare favorable à l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire pouvoir d'autorisation du préfet), sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 546 de M. Etienne Dailly (suppression du pouvoir transitoire d'autorisation par le préfet).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Avant l'art. 17** (p. 5181, 5182) : se déclare favorable à l'amendement n° 103 de la commission (pages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 19 ter** (*schéma départemental d'urbanisme commercial*) (p. 5260) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 114 de la commission - **Après l'art. 19 ter** (p. 5266) : votera l'amendement n° 117 de la commission (mesures à mettre en oeuvre dans les zones urbaines défavorisées) - **Avant l'art. 20** (p. 5282) : se déclare opposé à l'amendement n° 409 de M. Claude Estier (dépôt d'un projet de loi portant application de la révision des valeurs locatives) - **Art. 20** (*réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière*) (p. 5285, 5286) : parole sur l'article « DGF » - **Art. 22** (*renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF - suppression de la DGF d'Ile-de-France - reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Ile-de-France*) (p. 5311) : son amendement n° 161, soutenu par M. Lucien Lanier : suppression de la disposition prévoyant la prise en charge par la région des engagements de l'Etat financés par le fonds d'aménagement de la région d'Ile-de-France, FARIF ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - (16 novembre 1994) - **Discussion générale**

(p. 5652) : intégration des médecins étrangers dans le service hospitalier - Conditions d'intervention des associations intermédiaires - Agence du médicament - Traitement de la douleur - Ordres professionnels pour les professions paramédicales - (p. 5653) : dépistage du sida - Aide à l'embauche des bénéficiaires du RMI par les entreprises - Repos compensateur - Obligations imposées aux entreprises - Rapports entre l'Etat et les départements s'agissant du RMI - **Demande de priorité** (p. 5631) : demande l'examen en priorité de l'amendement n° 116 de Mme Michelle Demessine et des titres II et III, à l'exclusion de l'article 29 - **Art. 15 (par priorité) (repos compensateur)** (p. 5664) : nécessité de cohérence avec la loi quinquennale - **Art. 17 (par priorité) (rémunération des salariés à temps partiel)** (p. 5668) : aspect positif de l'annualisation du temps de travail - **Art. 22 (par priorité) (actions expérimentales en faveur du reclassement des bénéficiaires de l'allocation unique dégressive)** (p. 5680, 5681) : demande l'adoption de l'amendement n° 47 de la commission (exclusion de l'assiette de l'impôt en faveur de l'aide financière apportée à l'entreprise par le régime d'assurance chômage) .

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Art. 23 (suite)** (précédemment réservé le 16 novembre 1994, p. 5687) (*aide à l'embauche de bénéficiaires du RMI par les entreprises* : « contrat pour l'emploi ») (p. 5749) : soutient l'amendement n° 50 de la commission (suppression du paragraphe VII ne prévoyant pas de compensation par le budget de l'Etat pour les exonérations de cotisations sociales) - Accepte l'amendement n° 152 du Gouvernement (instauration d'une compensation de l'exonération de cotisations sociales à titre expérimental) - **Après l'art. 23 (suite)** (p. 5750) : sur l'amendement n° 61 du Gouvernement (concrétisation des emplois consolidés et élargissement de la contribution de la collectivité publique et de l'Etat) qu'il accepte, soutient le sous-amendement n° 148 de la commission (caractère facultatif de l'intervention du département pour la consolidation des contrats emploi-solidarité) - (p. 5752) : efforts du Gouvernement - **Art. 29 (par priorité) (convention nationale des médecins)** (p. 5762) : se déclare opposé aux amendements de suppression n° 99 de M. Franck Sérusclat et n° 131 de Mme Michelle Demessine - Maîtrise médicalisée des dépenses de santé - **Après l'art. 8** (p. 5765) : textes relatifs à la bioéthique - Nécessité de précéder les évolutions.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5870, 5872) : caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Dette publique - Produits des privatisations - Collectivités territoriales - Indemnisation du chômage - Exonération de charges sociales - Emploi - Reprise de l'économie - Avis favorable du groupe des RI sur ce projet de loi de finances.

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) (p. 6170, 6171) : Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC - Cinquantième anniversaire du débarquement et de la libération de la France - Anciens combattants d'Afrique du nord - Allocation de préparation à la retraite - Accepte ce projet de budget.

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) (p. 6411, 6413) : situation économique - Insertion des jeunes - Formation en alternance - Réduction des charges sociales - Chômeurs de longue durée - Bénéficiaires du RMI - Mesures en faveur des entreprises.

- **Débat sur la déclaration du Gouvernement sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale [n° 129 (94-95)]** - (8 décembre 1994) (p. 7038, 7042) : rôle du Parlement - Système de protection sociale - Action du Gouvernement - Politique familiale - Fonds de solidarité vieillesse - Compensation des exonérations de cotisations sociales - Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Ressources de la sécurité sociale - Maîtrise des dépenses de santé - Secteur hospitalier - Retraites - Personnes âgées dépendantes - Fonds de solidarité vieillesse - Rôle du Parlement.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - II - Ville** - (9 décembre 1994) (p. 7084) : contrats emploi-solidarité à affecter dans les différents quartiers en difficulté.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Art. 49 (réforme du financement de l'allocation de revenu minimum d'insertion)** (p. 7240) : nécessité de contrôler le RMI - Se déclare opposé à l'amendement de suppression n° II-72 de Mme Marie-Claude Beaudeau et favorable à l'amendement n° II-85 de M. Charles Descours (nouvelle rédaction de l'article fondée sur un protocole national d'expérimentation).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 174 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7924, 7925) : projet de loi initial et ajout de nombreux articles par le Sénat et l'Assemblée nationale - Reproche au Gouvernement de la déclaration d'urgence - Trop grand nombre d'amendements déposés par celui-ci - Esprit d'ouverture du Gouvernement et accord de ce dernier pour accepter les amendements proposés par les deux assemblées - Prévention du sida - Souhaite l'adoption des conclusions de la CMP.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7997) : pression regrettable des médias - Hommage au rapporteur et au président de la commission des lois - Une grande majorité des membres du groupe des RI émettra un vote positif sur cette proposition de loi.

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8008) : le groupe des Républicains et Indépendants dans sa majorité votera cette proposition de loi.

FOY (Alfred), sénateur du Nord (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2641) - Ministère : Défense - **Insuffisance des effectifs de gendarmerie dans le Nord - Gendarmerie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2281, 2282) : nouvelle gestion de la sécurité sociale - Rôle du Parlement et de la Commission des comptes - Gaspillage - Médecine du travail - Accidents du travail - Assurance vieillesse et dépendance des personnes âgées.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)] - Suite de la discussion** - (21 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé (approbation du rapport annexé)** (p. 4625) : son amendement n° 22, soutenu par M. Jacques Habert : mise en place d'une instance départementale donnant son avis sur l'opportunité de la suppression d'un tribunal sur son territoire ; rejeté.

FRANÇOIS (Philippe), sénateur de Seine-et-Marne (RPR).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

- Membre de la délégation du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994) jusqu'au 26 novembre 1994.

Membre titulaire du conseil d'administration de la commission consultative pour la production de carburants de substitution.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

Membre titulaire du conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette.

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les propositions de modification de la directive de 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages [n° 402 (93-94)] (6 mai 1994) - **Union européenne**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'incorporation de composants oxygénés dans les carburants pétroliers [n° 403 (93-94)] (6 mai 1994) - **Carburants**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail** [n° 462 (92-93)] - (5 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1486) : hommage au rapporteur et à son remplaçant - Modernisation du code minier et aménagement du régime des carrières - Permis d'occupation temporaire - Soutiendra dans l'ensemble la position de la commission.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2408) : négociations du GATT - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Préférence communautaire - (p. 2409) : politique agricole française - Statut de l'entreprise agricole - Aménagement rural - Forêts - Fonds forestier national - Filière bois - Demande sociale d'un espace rural vivant.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** [n° 543 (93-94)] - (5 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3525, 3526) : accroissement de la délinquance - Respect des libertés publiques - Police et gendarmerie - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (8 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3741) : avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au prix des fermages** [n° 511 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*fixation du prix du bail en monnaie-indexation*) (p. 3935) : sur l'amendement n° 9 de la commission (clarification de la rédaction relative à la composition de l'indice et précisions diverses), son sous-amendement n° 21 : formule adaptable à chaque département ; retiré et soutient le sous-amendement n° 22 de M. Jacques de Menou (possibilité pour les parties contractantes de déterminer elles-mêmes la part d'indexation sur le résultat brut d'exploitation à l'hectare constaté sur le plan national) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3943) : le groupe du RPR votera à l'unanimité ce projet de loi tel qu'il a été amendé par la commission.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4170, 4171) : son amendement n° 1 : incorporation de composants oxygénés dans les carburants pétroliers ; adopté.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne** [n° 115 (94-95)] - (13 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7439) : le groupe du RPR votera ce projet de loi - Réforme des institutions européennes.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Art. 15** (*fonds d'investissement des transports terrestres - Taxe pour les concessionnaires d'autoroutes et taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés*) (p. 7525) : soutient l'amendement n° 97 de M. François Gerbaud (rétablissement des dispositions adoptées par l'Assemblée nationale en première lecture).

**FRANÇOIS-PONCET (Jean)**, sénateur du Lot-et-Garonne (RDÉ).

## NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires économiques.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre titulaire du Conseil national d'aménagement du territoire.

- Président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO Lois et décrets* du 5 octobre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes de l'aménagement du territoire et de définir les éléments d'une politique de reconquête de l'espace rural et urbain [n° 343 (93-94)] (13 avril 1994) - **Aménagement du territoire**.

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission

effectuée en Chine du 5 au 18 septembre 1994, chargée d'étudier la situation de l'économie de ce pays, ainsi que ses relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 66 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Chine**.

## QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 3 (JO Débats du 28 avril 1993) (p. 105) - Ministère : Agriculture - *Politique du Gouvernement en matière agricole* - (Retirée avril 1994) - **Agriculture**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)] - Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - **Après l'art. 3** (p. 800) : son amendement n° 183, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : suspension provisoire des poursuites ; extension aux cautions personnes physiques dans la procédure de règlement amiable judiciaire spécifique à l'agriculture ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 24, puis adopté (8 avril 1994) (p. 863) - **Art. 4 (liquidation judiciaire sans période d'observation)** (p. 810) : son amendement n° 184, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : exploitations agricoles ; retiré - **Art. 5 (champ d'application)** (p. 813) : son amendement n° 133, soutenu par M. Jean-Paul Hammann ; application du redressement et de la liquidation judiciaires au conjoint commun en biens ; retiré - **Art. 6 (radiation d'office)** (p. 813, 814) : son amendement de suppression n° 97, soutenu par M. Jean-Paul Hammann ; adopté - **Art. 11 (soumission des offres par les tiers)** (p. 824, 825) : sur l'amendement n° 29 de la commission (personnes exclues y compris par personne interposée), son sous-amendement n° 185, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : dérogation possible en cas d'une exploitation agricole ; adopté - **Art. 16 (résiliation des contrats en cours)** (p. 833) : sur l'amendement n° 33 de la commission (généralisation du paiement comptant des prestations fournies pendant la période d'observation ; obligation de moyens de l'administrateur), son sous-amendement n° 98, soutenu par M. Jean-Paul Hammann ; retiré - **Art. 17 bis (abandon des pénalités ou majorations de retard et des frais de poursuite par les organismes de sécurité sociale)** (p. 837) : son amendement n° 134, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : cas des agriculteurs ; retiré au profit de l'amendement n° 106 du Gouvernement (limitation aux sommes dues avant le jugement d'ouverture) ; repris par M. Etienne Dailly, rapporteur et adopté.

**Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - **Après l'art. 3 (suite)** (p. 862) : son amendement n° 183, soutenu par M. Jean-Paul Hammann, précédemment réservé : suspension provisoire des poursuites ; extension aux cautions personnes physiques dans la procédure de règlement amiable judiciaire spécifique à l'agriculture ; adopté - **Art. 25 (durée du plan de redressement)** (p. 865) : son amendement n° 99, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : allongement de la durée dans le cas des exploitations agricoles ; retiré - **Art. 28 (intérêts des créances soumises au plan de redressement)** (p. 870) : ses amendements, n° 100 de coordination, et n° 135 : maintien du jeu des intérêts conventionnels ; devenus sans objet.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2401, 2402) : politique agricole commune, PAC, Organisations communes des marchés - Allègement des charges des agriculteurs français - Charges sociales et fiscales - Charges d'installation - Endettement - Indemnisation des calamités - Espace rural ; infrastructures ; emplois non agricoles.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - (25 octobre 1994) - Président de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 4648) : travaux du Sénat sur l'aménagement du territoire - (p. 4649) : texte en projet - Propositions de la commission spéciale - (p. 4650) : schémas sectoriels ; enseignement supérieur ; équipements culturels ; infrastructures de transports et télécommunications - Péréquation des ressources des collectivités territoriales - (p. 4651) : clarification des compétences des collectivités territoriales - Région d'Ile-de-France - Espace rural.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - Président de la commission spéciale - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4929, 4931) : sur l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur), s'oppose au sous-amendement n° 578 du Gouvernement - Universités en villes moyennes.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - Président de la commission - **Avant l'art. 15** (p. 5117) : intervient sur l'amendement n° 628 du Gouvernement (création d'une société filiale de la Compagnie nationale du Rhône et d'EDF, chargée de la réalisation de la liaison Rhin-Rhône).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - Président de la commission - **Avant l'art. 17** (p. 5165, 5166) : intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (objectifs relatifs à Paris et à la région d'Ile-de-France dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et le schéma directeur de la région d'Ile-de-France) - (p. 5181) : intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France) - **Art. 19 (exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé)** (p. 5221, 5222) : intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (définition des zones rurales fragiles).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - Président de la commission - **Art. 20 (réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière)** (p. 5290, 5291) : intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (principe et échéancier de la péréquation).

- **Rappel au règlement de M. Robert Pagès** : organisation des travaux du Sénat ; conséquences de la durée exceptionnelle du débat sur le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (8 novembre 1994) (p. 5268, 5269).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - Président de la commission - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5380) : intervient sur l'amendement n° 52, précédemment réservé, de la commission (missions de l'Observatoire national de l'aménagement et du développement du territoire) - Groupement d'étude et de réflexion interrégional - **Après l'art. 3 (précédemment réservé)** (p. 5383, 5384) : intervient sur l'amendement n° 393 de M. Claude Estier (office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) - **Seconde délibération** (p. 5389) : demande qu'il soit procédé à une seconde délibération sur les articles 23 et 28 - **Sur l'ensemble** (p. 5404, 5405) : remerciements - Bilan des travaux du Sénat.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) (p. 6342) : comparaison entre le projet de loi d'orientation sur le développement et l'aménagement du territoire et le projet de budget en discussion - Fonds créés par le projet de loi d'orientation - Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - (p. 6343) : observations sur le « jaune » budgétaire - Votera ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Après l'art. 2** (p. 7310) : son amendement n° 4, soutenu par M. Jacques de Menou : obligation faite à l'Etat et à la SEITA de veiller avec l'appui de l'Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture, ONIFLHOR, au maintien et au développement de la production nationale de tabac ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Art. 7 quater (répartition équilibrée des universités sur le territoire)** (p. 7493) : intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (nouvelle rédaction - établissement d'un schéma d'enseignement supérieur).

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 19 quater (mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavori-**

*sées* <sup>□</sup> *supprimé par l'Assemblée nationale* (p. 7573) : demande l'adoption de l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement de cet article ; espace rural) - **Sur l'ensemble** (p. 7641, 7642) : qualité du texte - Remerciements.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 182 (94-95)] - (23 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8089, 8090) : éléments positifs du texte élaboré par la CMP - Schéma directeur d'Ile-de-France - Regrette le ralliement du Gouvernement à l'amendement adopté par l'Assemblée nationale.

**FRAYSSE-CAZALIS (Jacqueline)**, sénateur des Hauts-de-Seine (C).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la mise en place d'un véritable plan d'urgence dans la lutte contre le sida [n° 623 (93-94)] (29 septembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Santé**.

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1106) - Ministère : Santé - **Lutte contre le sida - Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA)**.

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5733) - Ministère : Enseignement supérieur - **Difficultés de l'Université de Nanterre - Universités**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain** [n° 66 (92-93)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 123, 126).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 123, 124) : élargissement du champ d'intervention de la médecine - Défense de la personne humaine, de la liberté et de la démocratie : guides dans ce débat - Progression des sciences biologiques - Dérives possibles des progrès - Risque d'eugénisme - Loi d'éthique respectueuse de la personne humaine et des sensibilités diverses des individus - Proposition d'amendements du groupe communiste - (p. 125) : insuffisance des garanties contre les dérives liées à l'argent - Encouragement de la recherche médicale - Problème des embryons surnuméraires - Age des femmes ayant recours à la procréation médicalement assistée - Décès du conjoint après l'engagement du projet parental - (p. 126) : diagnostic prénatal et préimplantatoire - Délai de révision de la loi - Responsabilité des parents

vis-à-vis de l'enfant né à l'aide de la procréation médicalement assistée après l'intervention d'un tiers donneur - Risque d'activités lucratives contraires à l'éthique - Statut de l'embryon.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** [n° 68 (92-93)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 123, 126).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> A** (p. 165) ; son amendement n° 163 : principe selon lequel toutes les opérations liées à l'utilisation des parties du corps humain et à la procréation médicalement assistée sont soustraites à la recherche d'un but lucratif ; rejeté - **Art. 1<sup>er</sup> A (comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 168) : son amendement n° 164, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : modification de l'étendue des attributions du comité ; devenu sans objet - (p. 169) : son amendement n° 165 : maintien des prérogatives du comité aux secteurs de la biologie et de la médecine ; devenu sans objet - (p. 170) : ses amendements, n° 166, soutenu par Mme Michelle Demessine : participation du comité au développement de la formation à l'éthique médicale ; et n° 167, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou : introduction de la notion de pluralisme des opinions et des compétences dans la composition du comité ; devenus sans objet - (p. 173) : importance, qualité et rôle du comité - Se déclare opposée à l'amendement de suppression n° 28 de la commission - **Art. 3 (principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain)** (p. 176) : gratuité, protection contre le trafic d'organes - Anonymat du donneur et du receveur - **Art. L. 666-2 du code de la santé publique (principe de consentement)** (p. 179) : sur l'amendement rédactionnel n° 33 de la commission, son sous-amendement n° 168, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - **Art. L. 666-3 du code précité (interdiction de la publicité)** (p. 182) : son amendement n° 169, soutenu par Mme Michelle Demessine : mission du ministère de la santé ; rejeté - **Art. 4 (prélèvement et transplantation d'organes)** (p. 187) : pénurie d'organes - Insuffisance du consentement présumé prévu par la loi Caillaud - **Art. L. 667-4 du code précité (interdiction des prélèvements d'organes sur les mineurs et les majeurs protégés)** (p. 188) : son amendement rédactionnel n° 170, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou ; adopté - **Art. L. 667-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 192) : ses amendements n° 171 : mission d'information du gouvernement ; et n° 172 : sollicitation de chaque citoyen pour exprimer son consentement ou son refus pour un prélèvement d'organe ; rejetés - (p. 196) : son amendement n° 173, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou : décision par le Parlement de l'opportunité de rendre obligatoire avant tout prélèvement le consentement explicite, lors de l'évaluation de la présente loi ; rejeté - **Art. L. 667-9 du code précité (séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation)** (p. 199) : garantie en séparant les équipes qui prélèvent et celles qui transplantent - Se déclare favorable à l'amendement n° 48 de la commission (dissociation entre le médecin constatant la mort, celui opérant le prélèvement et celui effectuant la transplantation) et sur celui-ci aux sous-amendements du Gouvernement n° 259 (distinction entre le médecin constatant la mort et celui effectuant le prélèvement) et n° 268 (impossibilité pour le même médecin d'effectuer le prélèvement et la transplantation) - **Art. L. 667-11 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des prélèvements d'organes)** (p. 202) : son amendement n° 174 : prélèvement et transplantation autorisés dans les seuls établissements de santé participant au service public hospitalier ; rejeté - (p. 203) : hostilité du groupe communiste à la pratique des interventions de transplantation dans les établissements à but lucratif - **Art. L. 667-15 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des transplantations d'organes)** (p. 207) : se déclare opposée à l'amendement n° 53 de la commission (exclusion de l'application pour les dispositions relatives aux autorisations tacites hospitalières) -

**Art. 5 (dispositions relatives aux tissus et produits) - Art. L. 668-10 du code précité (autorisation des activités de transformation ou de conservation de tissus) (p. 213) :** se déclare opposée à l'amendement n° 6 du Gouvernement (ouverture au secteur privé à titre exceptionnel de la possibilité de développer des activités nouvelles exigeant des investissements importants) - **Art. L. 668-11 du code précité (réglementation de la distribution et de la cession des tissus et cellules) (p. 214) :** son amendement n° 175 : assujettissement pour les opérations sur les tissus et cellules à des règles éthiques exclusivement ; rejeté - **Art. L. 668-12 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des greffes de tissus et de cellules) (p. 215) :** se déclare opposée à l'amendement n° 131 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (possibilité de greffer des tissus à des fins thérapeutiques limitée aux établissements de santé) - **Art. L. 668-13 du code précité (conditions de délivrance des autorisations) (p. 216) :** son amendement n° 176, soutenu par Mme Michelle Demessine : exclusion des considérations financières de l'ensemble des critères retenus pour l'octroi des autorisations ; rejeté - (p. 217) : absence de garanties suffisantes proposées par l'article 5 - Avec le groupe communiste, s'abstiendra lors du vote sur l'article précité.

**Suite de la discussion - (18 janvier 1994) - Art. 8 (dispositions communes) (p. 230) :** problèmes engendrés par le décès du compagnon après la mise en route du projet parental avec recours à la procréation médicalement assistée - Opposition à la remise en cause de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse - **Art. L. 671-1 du code précité (définition de la procréation médicalement assistée) (p. 237) :** se déclare opposée au sous-amendement n° 189, déposé par M. Bernard Seillier (arrêt du recours à la fécondation *in vitro*, sur l'amendement de précision n° 69 de la commission - **Art. L. 671-2 du code précité (finalité de la procréation médicalement assistée) (p. 239) :** son amendement n° 177 : modalités d'autorisation d'implantation d'embryons en cas de décès brutal du conjoint ; devenu sans objet - (p. 245) : critère de stabilité du couple - Se déclare opposée à l'amendement n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple).

**Suite de la discussion - (19 janvier 1994) - Art. 9 (don de gamètes) (p. 294) :** avec le groupe communiste, se déclare opposée à l'amendement de suppression n° 191 de M. Bernard Seillier - Nécessité d'examiner le problème de l'adoption - **Art. 10 (autorisation des activités de procréation médicalement assistée) - Art. L. 673-3 du code précité (Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal) (p. 302) :** son amendement n° 178 : présence des représentants des associations familiales, du planning familial et des organisations féminines au sein de la Commission ; rejeté - **Avant l'art. 10 bis (p. 305) :** son amendement n° 179 : intervention thérapeutique, but unique du diagnostic préimplantatoire ; réservé puis devenu sans objet (p. 313) - **Art. 10 bis (diagnostic prénatal) (p. 307) :** avec le groupe communiste, se déclare opposée à l'amendement n° 89 de la commission (diagnostic prénatal sur l'embryon *in utero*) - (p. 309, 310) : se déclare favorable à l'amendement n° 242 de M. Franck Sérusclat (évaluation a posteriori de l'activité médicale par la tenue des registres dans le domaine du diagnostic prénatal) - Souhait d'éviter toute dérive eugénique - Favorable à l'autorisation de diagnostic de maladie grave - **Avant l'art. 10 bis (suite) (p. 313) :** son amendement n° 179 ; devenu sans objet - **Art 16 (évaluation de la loi et nouvel examen par le Parlement) (p. 328) :** son amendement n° 180, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : révision de la loi dans un délai de deux ans ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 334, 335) :** respect de la personne humaine - Risques de dérive financière - Absence de disposition pour remédier au retard du service public - Encadrement excessif - Avec le groupe communiste, s'abstiendra sur le projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales [n° 307 (93-94)] - (4 mai 1994) - Discussion générale (p. 1431 à 1433) :** manifeste pour la recherche -

Moyens insuffisants de la recherche publique - Coopération avec la recherche privée - Expérimentation biomédicale sur l'homme - Refus de commercialisation du corps humain - Surveillance des personnes testées - Rôle du médecin - Attitude constructive du groupe communiste dans ce débat - **Art. 1<sup>er</sup> (champ d'application de la loi) (p. 1433) :** son amendement de suppression n° 1 ; adopté - **Après l'art. 1<sup>er</sup> (p. 1435) :** son amendement n° 2 : surveillance des personnes sur lesquelles la recherche est effectuée ; rejeté - **Art. 2 (transmission à l'investigateur des données médicales nominatives) (p. 1436) :** ses amendements n° 3 : surveillance des recherches par un médecin ; et n° 4 : forme codée des données nominatives ; devenus dans objet - **Art. 3 (protection des femmes enceintes, des parturientes et des mères qui allaitent) (p. 1437) :** son amendement n° 5 : suppression du mot « sérieux » dans l'expression « risque sérieux » ; rejeté - **Art. 9 (désignation des membres des CCPPRB et champ de compétence territoriale de ces comités) (p. 1439) :** attribution de la personnalité morale aux comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale, CCPPRB - Ses amendements n° 6 : suppression des comités consultatifs interrégionaux ; et n° 7 : choix des personnes composant le comité consultatif par collège de compétence ; rejetés - **Art. 10 (avis des CCPPRB et dispositif de veille sanitaire) (p. 1440) :** son amendement n° 8 : délimitation des responsabilités du ministre chargé de la santé ; rejeté - **Après l'art. 12 (p. 1441) :** son amendement n° 9 : allègement des procédures pour les recherches épidémiologiques, anthropologiques ou cognitives ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 1442) :** importance de cette proposition de loi - Renforcement de la protection des personnes soumises aux recherches biomédicales - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)] - (17 mai 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets de loi n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) - (p. 1600, 1602) :** place du service public - Divergences entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Conditions d'exercice de la recherche - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> A (p. 1609) :** son amendement n° 81 : soustraction de l'ensemble des actes énumérés dans le projet de loi à toute finalité lucrative et à toute pratique eugénique ; rejeté - **Art. 3 - Art. L. 665-12 du code de la santé publique (interdiction de publicité) (p. 1610) :** son amendement n° 82 : modalités de l'information du public en faveur du don de parties et de produits du corps humain ; adopté - **Art. 4 - Art. L. 671-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem) (p. 1614) :** se déclare opposée à l'amendement n° 3 de la commission (suppression des dispositions instituant un registre recensant les refus de prélèvement d'organes) - **Art. L. 671-12 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des prélèvements d'organes) (p. 1621) :** son amendement n° 83 : délivrance de l'autorisation exclusivement pour les établissements à but non lucratif ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Deuxième lecture [n° 355 (93-94)] - (17 mai 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (93-94) (p. 1600, 1602).**

2

- **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)] - (17 mai 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (p. 1600, 1602).**



- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)] - Suite de la discussion - (18 mai 1994) - Art. 5 - Art. L. 672-4 du code précité (conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant) (p. 1634, 1635) :** se déclare opposée à l'amendement n° 65 de M. Jean Bernard (possibilité pour les personnes victimes d'un viol de demander à l'autorité judiciaire la réalisation d'un test de l'immunodéficience humaine sur le violeur) - **Art. L. 672-7 du code précité (autorisation des établissements effectuant des prélèvements de tissus et cellules du corps humain) (p. 1635) :** intervient sur l'article - **Art. 8 (assistance médicale à la procréation) - Art. L. 152-2 du code précité (finalité de l'assistance médicale à la procréation) (p. 1642) :** se déclare opposée à l'amendement n° 13 de la commission (retour à la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture relative à la stabilité du couple et à l'âge de ses membres) - **Art. L. 152-3 du code précité (conception in vitro) (p. 1644) :** se déclare opposée à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de la disposition affirmant le principe de l'implantation dans les huit jours) - (p. 1648) : se déclare favorable à l'amendement n° 15 de la commission (justification de la conservation des embryons par des raisons médicales) - (p. 1650, 1651) : se déclare opposée aux amendements n° 16 (suppression de la disposition autorisant l'arrêt de la conservation des embryons), n° 17 (suppression de la disposition prévoyant la consultation annuelle des parents sur le maintien de la demande de conservation) et n° 18 (suppression de la disposition limitant à cinq ans la durée de conservation) de la commission - **Art. L. 152-4 du code précité (procédure d'accueil d'embryons) (p. 1653) :** se déclare opposée à l'amendement n° 73 de M. Franck Sérusclat (suppression du premier alinéa relatif à la procédure d'accueil de l'embryon) - **Art. L. 152-8 du code précité (interdiction des recherches sur l'embryon) (p. 1658) :** son amendement n° 84, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : encadrement de l'expérimentation sur l'embryon ; rejeté - **Art. 18 (comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 1688) :** son amendement n° 85, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : inscription du caractère pluraliste de la composition du comité consultatif national d'éthique en ce qui concerne les compétences et les opinions des personnalités choisies ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 1691) :** amélioration du texte - Préoccupations du groupe communiste - Avec le groupe communiste, s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)] - (8 juin 1994) - Discussion générale (p. 2282, 2284) :** fondements de la sécurité sociale - Dangers de l'individualisation de la protection sociale - Autonomie financière et gestion des différentes branches - Exonération des cotisations sociales dues par les employeurs - Représentation des assurés sociaux au conseil d'administration des organismes - Représentation des salariés - Rôles de l'Etat et du Parlement - Coût de la protection sociale - Diminution des ressources des salariés et des retraités - Dette patronale et dette de l'Etat - Modulation des cotisations - Assurances privées - Abrogation de la contribution sociale généralisée, CSG - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> (p. 2312, 2317) :** ses amendements, n° 70 : abrogation de la loi du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale ; n° 71, soutenu par Mme Paulette Fost : abrogation du forfait hospitalier ; n° 72, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : réajustement des cotisations patronales ; n° 73 : taxation des revenus financiers provenant de titres émis en France ; n° 74, soutenu par Mme Paulette Fost : réduction de la cotisation des salariés ; n° 75, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : constitution d'un fonds de garantie alimenté par une cotisation patronale ; et n° 76 : abrogation de la contribution sociale généralisée, CSG ; rejetés - **Art. 1<sup>er</sup> (unité du régime général et obligation d'équilibre financier des branches qui le composent) (p. 2318) :** son amendement de suppression n° 77, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - **Art. 2 (individualisation du suivi de la trésorerie des branches de la sécurité sociale) (p. 2326) :** son amendement de suppression n° 78 ; rejeté - **Art. 3 (répartition entre les branches des intérêts financiers résultant de la gestion commune de trésore-**

**rie) (p. 2329) :** son amendement de suppression n° 79 ; rejeté - **Art. 4 (mise à l'équilibre des fonds de roulement des branches du régime général) (p. 2329) :** son amendement de suppression n° 80, soutenu par Mme Michelle Demessine ; rejeté - **Art. 5 (compensation par le budget de l'Etat de certaines mesures d'exonération des cotisations sociales) (p. 2331) :** son amendement de suppression n° 81 ; rejeté - (p. 2333) : intervient à propos de l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Art. 8 (élargissement des compétences de la Caisse nationale de l'assurance maladie en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles) (p. 2338) :** son amendement de suppression n° 82, soutenu par Mme Michelle Demessine ; rejeté - **Art. 9 (réforme de la gestion de la branche des accidents du travail) (p. 2339) :** son amendement de suppression n° 83, soutenu par Mme Michelle Demessine ; rejeté - **Art. 10 (détermination du taux des cotisations pour l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles) (p. 2341) :** son amendement de suppression n° 84, soutenu par Mme Michelle Demessine ; rejeté - **Art. 11 (organisation d'un débat annuel, suivi d'un vote, sur le régime obligatoire de base de sécurité sociale) (p. 2344) :** avis défavorable du groupe communiste sur cet article - **Art. 14 (allègement de la tutelle sur la gestion administrative et l'action sanitaire et sociale des caisses) (p. 2354) :** son amendement de suppression n° 85, soutenu par Mme Michelle Demessine ; rejeté - **Art. 23 (convention nationale des masseurs-kinésithérapeutes) (p. 2366) :** avis défavorable du groupe communiste sur cet article - **Avant l'art. 24 :** son amendement n° 86 : affiliation à la sécurité sociale pour tous dès l'âge de 18 ans ; accès aux soins ; rejeté - **Art. 28 (mandat des administrateurs des organismes de sécurité sociale) (p. 2368) :** son amendement de suppression n° 88, soutenu par Mme Michelle Demessine ; rejeté - **Après l'art. 29 (p. 2373) :** abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 41 de la commission (expérimentations dans les départements volontaires des dispositifs d'aide aux personnes âgées dépendantes) - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 2377) :** cotisations patronales - Débat national - Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 497 (93-94)] - (23 juin 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2876, 2877) :** progression des connaissances - Compromis des conclusions de la CMP - Rigidité de certaines dispositions - Avec le groupe communiste, s'abstiendra.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (26 octobre 1994) - Discussion générale (p. 4729, 4731) :** région d'Ile-de-France - Délocalisations d'entreprises - Immobilier de bureaux - Industrie - Logements - Transport - Département des Hauts-de-Seine - Opposition factice entre la région parisienne et les autres régions.

- **Débat sur la déclaration du Gouvernement sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale [n° 129 (94-95)] - (8 décembre 1994) (p. 7052, 7053) :** système de protection sociale - Contribution sociale généralisée, CSG - Contrôle des aides aux entreprises - Cotisations patronales - Emplois - Le groupe communiste est résolument opposé au contenu du rapport présenté par le Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (9 décembre 1994) (p. 7122) :** chômage et crédits consacrés au RMI - Transfert des charges vers les collectivités locales - (p. 7123) : réduction des dépenses sociales et de santé - Politique hospitalière - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget.

**FUZIER (Claude)**, sénateur de Seine-Saint-Denis (S).

**NOMINATIONS**

– Membre de la commission des affaires culturelles.

**QUESTIONS**

*Questions orales sans débat :*

n° 94 (JO Débats du 3 avril 1994) (p. 725) - Ministère :  
Affaires sociales - *Financement des maisons de retraite dans  
la Seine-Saint-Denis* - (Réponse : JO Débats du 7 mai 1994)  
(p. 1526) - **Maisons de retraite et foyers logement.**

## G

**GAILLARD (Yann)**, sénateur de l'Aube (NI puis apparenté au groupe RPR).

Remplace le 16 juillet 1994, *M. Bernard Laurent*, décédé (JO Lois et décrets du 16 juillet 1994).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 4 octobre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation** [n° 418 (93-94)] - (6 octobre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4110) : réformes - Elimination des pourvois dilatoires - Principes - Le groupe du RPR votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 13 bis** (p. 6133) : soutient l'amendement n° I-104 de M. Jacques-Richard Delong (taux de TVA sur le bois de chauffage).

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6554) : bourses des collèges - Départements et territoires d'outre-mer.

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) (p. 7125) : système hospitalier - « Assurance qualité » - Traitement par le système hospitalier des problèmes de la drogue, du sida, de la périnatalité et de la douleur - Infections hospitalières - Création d'un médiateur hospitalier - (p. 7126) : répartition des rôles entre les services médicaux et les régies hospitalières - Personnel paramédical - Schéma régional d'organisation sanitaire de l'Aube - Equipements de longs séjours à médicalisation progressive pour les personnes âgées - Votera ce projet de budget.

**GARCIA (Aubert)**, sénateur du Gers (S).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le

développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).

## DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Industries agricoles et alimentaires** - [n° 81 (94-95)] tome 3 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - **Art. 3 (principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain)** - **Art. L. 666-2 du code de la santé publique (principe de consentement)** (p. 179) : sur l'amendement rédactionnel n° 33 de la commission, soutient le sous-amendement n° 196 de M. Franck Sérusclat - **Art. L. 666-3 du code précité (interdiction de la publicité)** (p. 181) : se déclare favorable à l'amendement n° 197 de M. Franck Sérusclat (substitution des mots : « du prélèvement des parties et de la collecte » aux mots : « du don de parties ») - **Art. 4 (prélèvement et transplantation d'organes)** - **Art. L. 667-2 du code précité (application réglementaire)** (p. 187) : sur l'amendement rédactionnel n° 40 de la commission, soutient le sous-amendement n° 202 de M. Franck Sérusclat - **Art. L. 667-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 191) : soutient l'amendement n° 206 de M. Franck Sérusclat (retour au système du consentement présumé) - (p. 195) : favorable au principe du consentement présumé - Avec le groupe socialiste, votera l'amendement n° 44 de la commission (système du consentement présumé et recours au témoignage de la famille) - **Art. L. 667-9 du code précité (séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation)** (p. 201) : nécessaire distinction entre le médecin constatant le décès et les chirurgiens procédant au prélèvement et à la transplantation - **Art. 5 (dispositions relatives aux tissus et produits)** - **Art. L. 668-1 du code précité (champ d'application des dispositions légales concernant les tissus et produits)** (p. 209) : soutient l'amendement n° 209 de M. Franck Sérusclat (substitution des mots : « d'une utilisation à finalité thérapeutique » aux mots « d'un don ») - **Art. L. 668-6 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem de tissus et produits)** (p. 210) : soutient l'amendement n° 211 de M. Franck Sérusclat (impossibilité de prélever des tissus sur les personnes décédées) - **Art. L. 668-10 du code précité (autorisation des activités de transformation ou de conservation de tissus)** (p. 213) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 du Gouvernement (ouverture au secteur privé à titre exceptionnel de la possibilité de développer des activités nouvelles exigeant des investissements importants) - **Art. L. 668-12 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des greffes de tissus et de cellules)** (p. 216) : intervient sur l'amendement n° 131 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (possibilité de greffer des tissus à des fins thérapeutiques limitées aux établissements de santé) .

**Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - **Art. 10 bis (diagnostic prénatal)** (p. 309) : soutient l'amendement n° 242 de M. Franck Sérusclat (évaluation a posteriori de l'activité médicale par la tenue des registres dans le domaine du diagnostic prénatal).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - (25 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4680, 4681) : exigence de solidarité - Villes - Infrastructures en milieu rural.

**Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Question préalable** (p. 4814) : soutient la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable.

- **Rappel au règlement** : question sur les amendements du Gouvernement sur le projet de loi relatif à l'aménagement et au développement du territoire (2 novembre 1994) (p. 4824).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4833) : soutient l'amendement n° 390 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction plaçant l'homme au coeur de la politique d'aménagement du territoire) - (p. 4843) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction, insistant sur la solidarité nationale, les principes de la décentralisation et la répartition des compétences) - **Art. 3 (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire)** (p. 4859) : sur l'amendement n° 28 de la commission (modification des compétences et de la composition), soutient le sous-amendement n° 392 de M. Claude Estier - (p. 4861) : soutient l'amendement n° 391 de M. Claude Estier (représentation des organisations représentatives d'élus) - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 4868) : soutient l'amendement n° 394 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction supprimant la référence aux directives territoriales d'aménagement) - (p. 4870) : soutient l'amendement n° 395 de M. Claude Estier (approbation des directives par la loi).

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6 (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** - *In fine* (p. 4912, 4913) : votera l'amendement n° 307 de M. Félix Leyzour (carte sanitaire) - **Après l'art. 7** (p. 4937) : votera l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur).

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5003) : soutient l'amendement n° 396 de M. Claude Estier (titre additionnel : « Des pays, des agglomérations et des conseils de quartier ») - (p. 5019) : intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays) - (p. 5028) : intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (compétences en matière de transports régionaux) - **Art. 11 bis (par priorité) (article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants)** (p. 5044) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire pouvoir d'autorisation du préfet) et sur le sous-amendement n° 623 de M. Joseph Ostermann (suppression du pouvoir transitoire d'autorisation par le préfet) - **Art. 9 (définition des pays)** (p. 5064) : intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (prise en compte des conséquences de la constitution des pays sur l'organisation administrative de l'Etat) et, sur cet amendement, sur le sous-amendement n° 463 de M. Alain Lambert - **Après l'art. 10** (p. 5067) : soutient l'amendement n° 401 de M. Claude Estier (rétablissement dans sa rédaction initiale de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 11 (maintien des services publics sur le territoire)** (p. 5086) : soutient l'amendement n° 402 de M. Claude Estier (saisine pour avis du Conseil national des services publics) - **Après l'art. 11** (p. 5089) : soutient l'amendement n° 403 de M. Claude Estier (création du Conseil national des services publics) - **Après l'art. 11 ter** (p. 5091) : soutient l'amendement n° 450 de M. Gérard Delfau (collèges : extension du statut d'établissement public local) - **Art. 13 (Fonds national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 5099, 5100) : soutient l'amendement de suppression n° 404 de M. Claude Estier.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Avant l'art. 17** (p. 5166) : se déclare favorable à l'amendement n° 101 de la commission (objectifs relatifs à Paris et à la région d'Ile-de-France dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et le schéma directeur de la région d'Ile-de-France), sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 639 de M. Gérard Delfau - (p. 5179, 5180) : se déclare

opposé à l'amendement n° 103 de la commission (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France) - **Art. 17 (fonds national de développement des entreprises)** (p. 5196) : sur l'amendement n° 106 de la commission (nouvelle rédaction), soutient le sous-amendement n° 407 de M. Claude Estier - (p. 5203) : se déclare opposé au sous-amendement n° 588 du Gouvernement - **Art. 18 (réduction du champ de l'allègement d'impôt sur les bénéfices en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce)** (p. 5212) : se déclare opposé à l'amendement de coordination n° 589 du Gouvernement - **Communes touristiques** - **Art. 19 bis (incitation à la location de logements vacants en milieu rural)** (p. 5231, 5232) : se déclare opposé à l'amendement n° 277 de M. Robert Vizet (exclusion du champ d'application de l'article des communes classées comme station balnéaire ou de tourisme).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 19 ter (schéma départemental d'urbanisme commercial)** (p. 5257, 5258) : soutient l'amendement n° 453 de M. Michel Charasse (commission départementale) - **Art. 20 (réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière)** (p. 5293, 5294) : vote par le groupe socialiste de l'amendement n° 122 de la commission (principe et échéancier de la péréquation) - **Avant l'art. 22** (p. 5304) : soutient l'amendement n° 415 de M. Claude Estier (DGF ; réduction du taux de progression minimal des communes favorisées) - **Art. 22 (renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF - suppression de la DGF d'Ile-de-France - reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Ile-de-France)** (p. 5307) : soutient l'amendement n° 416 de M. Claude Estier (préparation d'un projet de loi réformant la DGF) - (p. 5319, 5321) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 421 (fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et fonds de développement de l'intercommunalité) et n° 422 (dotation de développement rural).

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5378) : sur l'amendement n° 52 de la commission précédemment réservé (missions de l'Observatoire national de l'aménagement et du développement du territoire), soutient les sous-amendements n° 398 et n° 399 de M. Claude Estier - **Après l'art. 3 (précédemment réservé)** : soutient l'amendement n° 393 du même auteur (office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5398) : vote du groupe socialiste contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (industries agricoles et alimentaires) - (p. 6590, 6591) : politique industrielle - Politique agricole commune, PAC - Aides à l'investissement - Production des industries agro-alimentaires - Accepte les crédits des industries alimentaires.

- **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Après l'art. 2** (p. 7313) : santé publique - Tabac français contre tabac étranger - (p. 7314) : avenir de la filière tabac en France - Coopération entre la SEITA et les planteurs de tabac.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7463) : débat en première lecture - Solidarité - **Art. 1<sup>er</sup> (principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire)** : son amendement n° 150 : nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 2 (schéma national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 7476) : son amendement n° 151 : fixation des orientations fondamentales de l'aménagement du territoire dans le cadre des lois de plan ; rejeté - **Art. 3 (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire)** (p. 7478) : ses amendements n° 152 : présidence du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire ; et n° 153 : suppression du deuxième alinéa du paragraphe I relatif au secrétariat du Conseil ; devenus sans objet - (p. 7479) : ses amendements n° 154 : autosaisine du Conseil ; devenu sans objet ; et n° 155 : publicité des avis ; adopté - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 7480) : son

amendement de suppression n° 156 ; rejeté - **Art. 6 ter** (*basins de formation*) (p. 7490) : son amendement n° 158 : nouvelle rédaction ; devenu sans objet - **Après l'art. 7 bis A** (p. 7491) : ses amendements n° 159 : insertion d'une division additionnelle intitulée : « De l'office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire » ; devenu sans objet ; n° 160 : composition et rôle de l'Office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire précédemment visé ; rejeté - **Art. 7 quater** (*répartition équilibrée des universités sur le territoire*) (p. 7494) : intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (nouvelle rédaction - établissement d'un schéma d'enseignement supérieur) - **Art. 7 decies** (*révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports*) (p. 7498) : son amendement n° 161 : remplacement de la distance kilométrique par une durée ; adopté - **Art. 7 quaterdecies** (*compétences de l'Etat - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7503) : son amendement n° 162 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; rejeté - **Art. 7 sedecies** (*pays et projets locaux*) (p. 7504) : son amendement n° 163 : rétablissement de la rédaction proposée en première lecture ; rejeté - **Art. 7 septemdecies B** (*coordination de l'action de l'Etat dans le cadre du pays*) (p. 7506) : son amendement n° 164 : suppression de : « la délimitation des arrondissements » ; rejeté - **Art. 11 quater** (*distribution de gaz*) (p. 7511) : son amendement de suppression n° 166 ; rejeté - **Art. 13** (*fonds national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 7519) : son amendement de suppression n° 197 ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 17** (p. 7559) : soutient l'amendement n° 169 de M. Claude Estier (possibilité pour les collectivités territoriales de créer des fonds interrégionaux de participation) - **Après l'art. 19 ter** (p. 7571, 7572) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 170 (présentation par le Gouvernement au Parlement avant le 1<sup>er</sup> septembre 1995 des propositions tendant à permettre la réduction du nombre des logements vacants), n° 171 (fixation à 20 % de la déduction du montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements vacants depuis plus de deux ans) et n° 172 (assujettissement à la taxe d'habitation des logements vacants depuis plus de deux ans et qui n'ont pas fait l'objet d'une mise en location) - **Art. 19 quater** (*mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavorisées - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7574) : intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement de cet article ; espace rural) - **Art. 19 sexies** (*répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7596) : soutient l'amendement n° 173 de M. Claude Estier (rétablissement de cet article ; diversité de l'habitat) - **Art. 20** (p. 7609) : soutient l'amendement n° 174 de M. Claude Estier (évaluation des immeubles retenue pour la détermination des bases des impôts directs locaux) - **Art. 20** (*réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière*) (p. 7611, 7612) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 175 (entrée en vigueur de la péréquation), n° 176 (mécanisme progressif de prélèvement sur les collectivités territoriales) et n° 177 (mise en place de la péréquation) - **Après l'art. 20** (p. 7613) : soutient l'amendement n° 179 de M. René Régnault (taxe du groupement à fiscalité propre) - (p. 7614) : soutient l'amendement n° 180 de M. Claude Estier (création de nouveaux groupements de communes adoptant la taxe professionnelle d'agglomérations) - **Art. 20 ter** (*fonds national de péréquation*) (p. 7618, 7619) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 180 (création de nouveaux groupements de communes adoptant la taxe professionnelle d'agglomérations), n° 182 (suppression du prélèvement sur la dotation de compensation de taxe professionnelle perçue par les collectivités locales au profit du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle), n° 183 et n° 184 (financement pour le nouveau fonds de péréquation de la taxe professionnelle), n° 185 (attributions du nouveau fonds) et n° 186 (coopérations intercommunales) - **Art. 22** (p. 7622) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 187 (évolution de la dotation globale de fonctionnement) et n° 188 (dépôt par le Gouvernement, avant le 2 octobre 1995, d'un projet de loi sur la réforme de la DGF) - **Art. 23** (*rapport sur la réforme du système de financement des collectivités locales - Sauvegarde et réhabilitation des communes rurales*) (p. 7623) : soutient l'amendement n° 189 de M. Claude Estier (réforme globale de la taxe professionnelle ; taux unique de

taxe professionnelle au sein d'un bassin d'emplois ; péréquation des groupements de communes les plus riches ; assiette tenant compte de la valeur ajoutée) - **Après l'art. 23** (p. 7624) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 190 (réforme de l'assiette de la taxe professionnelle), n° 191 (rapport du Gouvernement sur les conséquences de la prise en compte pour l'assiette de la taxe professionnelle de la valeur ajoutée des entreprises) - **Art. 24** (*simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale*) (p. 7628) : son amendement n° 178 : composition et fonctionnement du conseil de la communauté de communes ; rejeté - **Art. 24 bis** (*dotation de développement rural - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7628) : sur l'amendement de rétablissement n° 69 de la commission, ses sous-amendements n° 217 ; rejeté ; et n° 218 ; adopté - **Après l'art. 24 ter** (p. 7629) : son amendement n° 196, soutenu par M. Pierre Mauroy : précision par décret des conditions d'application de l'article 24 ter après concertation des communautés urbaines intéressées ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7639, 7640) : avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte.

**GARCIA (Jean)**, sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

- Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle [n° 186 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 447, 448) : faible protection du marché communautaire - Insuffisance des accords du GATT - Absence de mesures relatives à la répression des productions françaises délocalisées - Refus d'attribution aux associations caritatives des produits saisis pour contrefaçon - Sous réserve de ces observations, les sénateurs du groupe communiste sont favorables à l'adoption de ce projet de loi - **Art. 11** (*Art. L. 716-9 du code de la propriété intellectuelle ; sanctions pénales des contrefaçons de marques et de l'importation ou de l'exportation des marchandises constituant une contrefaçon de marques*) (p. 456) : se déclare favorable à l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (exclusion des bagages personnels des touristes du champ des contrôles) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 464) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi tout en émettant certaines réserves.

- **Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L. 71 du code électoral tel qu'il résulte de l'article unique de la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 [n° 240 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 466) : au nom du groupe communiste, déclare s'abstenir sur ce projet de loi.

- **Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française [n° 241 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 477, 478) : développement économique lié au centre d'expérimentation du Pacifique - Chômage - Environnement - Nécessité de refuser toute reprise des essais nucléaires - Agriculture - Tourisme - Education - Imprécisions relatives aux moyens financiers dégagés dans ce projet de loi - Insuffisance du bilan prévu d'exécution de la loi - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 482) : abstention du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes (ensemble un procès-verbal) [n° 266 (93-94)]** - (27 janvier 1994) - **Explica-**

tion de vote sur l'ensemble (p. 673) : avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 260 (93-94)]** - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 675) : avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - Cotisations sociales - Rétablissement du droit de pêche dans l'étang de Berre - Création d'une Agence du médicament vétérinaire.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)] - Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - **Art. 25 (durée du plan de redressement)** (p. 864, 865) : soutient l'amendement de suppression n° 162 de M. Robert Pagès - **Avant l'art. 31** (p. 871) : soutient l'amendement n° 163 de M. Robert Pagès (traitement prioritaire des offres émanant de membres du personnel) - **Art. 32 bis (sort de l'option d'achat des contrats de crédit-bail)** (p. 873) : soutient l'amendement de suppression n° 164 de M. Robert Pagès.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 285 (93-94)]** - (14 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1125, 1126) : conséquences de l'ancienne dictature chilienne - Poids de l'armée - Atteinte au processus de démocratisation - Obtention d'un visa d'entrée dans le cadre d'un regroupement familial - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif) [n° 284 (93-94)]** - (14 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1129) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : position du Gouvernement français au sujet de l'élargissement futur de l'Union européenne** - (19 avril 1994) (p. 1164 à 1166) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jacques Genton.

- **Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 308 (93-94)]** - (21 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1197) : institutions locales - Avec le groupe communiste et apparenté votera ce texte.

- **Rappel au règlement** - (21 avril 1994) (p. 1199, 1200) : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat - Otages français en ex-Yougoslavie.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conditions de mise en place des dispositions du titre VI du traité sur l'Union européenne consacrées aux domaines de la justice et des affaires intérieures** - (3 mai 1994) - Intervient dans le débat consécutif à la question de M. Paul Masson (p. 1359, 1360).

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - **Art. 16 (location en meublé et sous-location des logements d'HLM)** (p. 2208, 2209) : soutient les amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 101 de suppression, et n° 102 (cas des communes où sévit une grave crise du logement) - **Art. 17 (exonérations fiscales)** (p. 2210) : soutient l'amendement n° 103 de M. Jean-Luc Bécart (procédure de réquisition) - **Art. 22 (charges de copropriété)** (p. 2217, 2219) : soutient les amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 106 (nouvelle rédaction qui prévoit que le syndicat de copropriété constitué à la vente présente nécessairement le caractère d'un syndicat coopératif) et n° 107 (principe du rattachement des créances aux lots).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 [n° 481 (93-94)]** - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2546, 2547) : groupement industriel des armements terrestres, GIAT - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (15 juin 1994) - **Art. 3 (projet de loi d'actualisation en 1997)** (p. 2591) : soutient l'amendement de suppression n° 10 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 5 (effectif des réserves)** (p. 2592, 2593) : soutient l'amendement de suppression n° 12 de M. Jean-Luc Bécart.

- **Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables [n° 410 (93-94)]** - (17 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2692, 2693) : transport fluvial - Gabarit des voies navigables - Aménagement du territoire - Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2697) : soutient l'amendement n° 13 de M. Félix Leyzour (projet de loi relatif à la modernisation du niveau de transport fluvial et aux conditions de son financement) - **Art. 2 (création du comité du transport par voie navigable)** (p. 2698) : soutient l'amendement n° 14 de M. Félix Leyzour (modification de la composition du comité du transport) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2704) ; avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

- **Rappel au règlement** : situation au Rwanda (21 juin 1994) (p. 2712) .

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin [n° 361 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 362, n° 363, n° 364, n° 365 et n° 366) (p. 2715, 2716) : situation désastreuse des pays africains - Banque mondiale - Propositions de coopération du groupe communiste.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie [n° 362 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 361, n° 363, n° 364, n° 365 et n° 366) - Voir intervention sous le projet de loi n° 361 (p. 2715, 2716).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Burkina Faso [n° 363 (93-94)]** - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 361, n° 362, n° 364, n° 365 et n° 366) - Voir intervention sous le projet n° 361 (p. 2715, 2716).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relative à la circulation et au séjour des personnes [n° 364 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 361, n° 362, n° 363, n° 365 et n° 366) - Voir intervention sous le projet de loi n° 361 (p. 2715, 2716).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise [n° 365 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 361, n° 362, n° 363, n° 364 et n° 366) - Voir intervention sous le projet de loi n° 361 (p. 2715, 2716).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire [n° 366 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 361, n° 362, n° 363, n° 364 et n° 365) - Voir intervention sous le projet de loi n° 361 (p. 2715, 2716).

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise - Deuxième lecture [n° 503 (93-94)]** - (4 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3415) : caractère illusoire de la participation mise en oeuvre - Plan d'épargne d'entreprise - Compte épargne-temps - Le groupe communiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités étoniques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 599 (93-94)]** - (13 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble**

(p. 3967, 3968) : débat ouvert par le texte - Besoins des départements d'outre-mer - Avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la partie législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières - Deuxième lecture** [n° 463 (93-94)] - (5 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi organique n° 464 (93-94), examiné en deuxième lecture ainsi qu'avec celle du projet de loi n° 605 (93-94), examiné en première lecture) (p. 4041) : charges des collectivités locales.

- **Projet de loi organique relatif à certaines dispositions législatives des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières - Deuxième lecture** [n° 464 (93-94)] - (5 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 463 (93-94), examiné en deuxième lecture ainsi qu'avec celle du projet de loi n° 605 (93-94), examiné en première lecture) - Voir intervention sous le premier projet de loi précité (p. 4041).

- **Projet de loi relatif à la partie législative du Livre III du code des juridictions financières** [n° 605 (93-94)] - (5 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 463 (93-94) et celle du projet de loi organique n° 464 (93-94), examinés en deuxième lecture) - Voir intervention sous le premier projet de loi précité (p. 4041).

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 3 (réforme des enquêtes publiques)** (p. 4200) : soutient les amendements n° 237 (désignation du commissaire enquêteur) et n° 201 (dossier d'enquête) de Mme Danielle Bidard-Reydet - (p. 4201) : soutient l'amendement n° 200 de Mme Danielle Bidard-Reydet (objet social des associations).

**Suite de la discussion** - (14 octobre 1994) - **Art. 37 (modalités d'établissement des plans nationaux d'élimination)** (p. 4365) : soutient l'amendement de précision n° 162 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Après l'art. 37** (p. 4369) : soutient l'amendement n° 166 de Mme Danielle Bidard-Reydet (réduction du taux de TVA applicable aux véhicules électriques) - **Art. 38 (contrôle des installations classées déclarées)** (p. 4370) : soutient l'amendement n° 167 de Mme Danielle Bidard-Reydet (contrôles obligatoires et extension du droit de saisine) - **Art. 39 (dépollution de certains sites)** (p. 4372) : soutient l'amendement n° 168 de Mme Danielle Bidard-Reydet (majoration d'une taxe en partie destinée à alimenter un fonds de compensation) - **Après l'art. 43** (p. 4380) : se déclare favorable à l'amendement n° 249 de M. Claude Estier (suppression de l'article 70 de la loi du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4383, 4384) : Commission nationale du débat public - Transfert de compétences et moyens financiers - Le groupe communiste s'abstiendra.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire)** - **In fine** (p. 4910, 4911) : soutient l'amendement n° 307 de M. Félix Leyzour (carte sanitaire) - Réforme hospitalière - Accueil des urgences dans le département de l'Essonne.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité)** (p. 5126, 5127) : parole sur l'article - Transports en Ile-de-France.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Après l'art. 16** (p. 5159) : soutient l'amendement n° 266 de M. Félix Leyzour (création d'un comité pour la gestion des nouveaux fonds prévus par la loi).

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés** [n° 28 (94-95)] - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5563, 5565) : harmonisation européenne du code de la consommation - Protection des consommateurs - Contrats oraux - Le groupe communiste déterminera sa posi-

tion sur ce texte en fonction du sort réservé à ses amendements - **Art. 1<sup>er</sup> (protection des consommateurs contre les clauses abusives)** (p. 5566, 5567) : soutient les amendements de M. Louis Minetti, n° 20 (maintien de la notion d'abus de puissance économique) et n° 21 (possibilité pour le juge de déclarer une clause abusive) - (p. 5569) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (publication de la liste des clauses abusives en annexe à la loi) - **Art. 3 (interprétation des contrats)** (p. 5572) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 7 de la commission (aménagement du droit des associations de consommateurs) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5580, 5581) : le groupe communiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 2 (barème de l'impôt sur le revenu)** (p. 5940) : soutient les amendements de M. Robert Vizet n° 1-20 (conditions d'application de la décote portant sur les droits simples acquittés en matière de l'impôt sur le revenu) et n° 1-21 (correctifs dans les modalités d'application de l'impôt sur le revenu).

*Deuxième partie :*

**Coopération** - (7 décembre 1994) (p. 6955, 6956) : diminution de l'aide à l'enseignement - Reconstitution de l'aide militaire - Rôle des organisations non gouvernementales, ONG - Drame du Rwanda - Accroissement de la dette de l'Afrique subsaharienne - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget.

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 6996, 6999) : baisse des effectifs - Opération Turquoise au Rwanda - Continent africain - Exemple de l'Algérie - Ex-Yougoslavie - Actions pour la paix - Territoire palestinien - Politique étrangère américaine - Cuba - Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, CSCE - Union européenne - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget.

**GAUD (Gérard)**, sénateur de la Drôme (S).

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**GAUDIN (Jean-Claude)**, sénateur des Bouches-du-Rhône (RI).

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public** [n° 427 (93-94)] - (13 juin 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (Section 3 nouvelle du code du domaine de l'Etat : constitution d'un droit réel sur le domaine public artificiel de l'Etat et de ses établissements publics)** - **Art. L. 34-1 du code du domaine de l'Etat (conditions d'attribution d'un droit réel dans le cas des autorisations unilatérales d'occupation)** (p. 2485) : son amendement n° 16, soutenu par M. Jean Clouet : alignement de la durée de l'occupation constitutive de droit réel sur celle des baux emphytéotiques ; devenu sans objet.

**GAULLE (Philippe de)**, sénateur de Paris (RPR).

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**INTERVENTIONS**

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - **Suite**

**de la discussion** - (8 avril 1994) - **Art. 32** (*vérification de la qualité de tiers des repreneurs*) (p. 873) : soutient l'amendement n° 120 de M. Serge Vinçon (nomination d'un expert) - **Art. 39 bis** (*délai de revendication*) (p. 877) : soutient l'amendement de suppression n° 117 de M. Jean-Paul Hammann - **Art. 40 bis** (*contentieux de la revendication*) (p. 880) : soutient l'amendement n° 118 de M. Jean-Paul Hammann (suppression de la disposition selon laquelle le juge-commissaire, à l'occasion de l'action en revendication ou en restitution des biens, statue sur le sort du contrat) - **Art. 45** (*coordination*) (p. 884) : soutient l'amendement n° 101 de M. Jean-Paul Hammann (allongement de la période prévue pour l'élaboration du plan de redressement) - **Après l'art. 45** (p. 885) : soutient l'amendement n° 121 de M. Serge Vinçon (recours à un expert) - **Art. 50 bis** (*cessions d'unités de production*) (p. 890) : soutient l'amendement n° 127 de M. Jean-Paul Hammann (exception à l'interdiction de rachat par des membres de la famille s'ils attestent avoir été salariés de l'entreprise depuis plus d'un an au moment du dépôt de bilan) - **Art. 61** (*entrée en vigueur*) (p. 901) : sur l'amendement n° 93 de la commission (non-application aux procédures en cours à la date de son entrée en vigueur), soutient le sous-amendement n° 136 de M. Philippe Marini.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) (p. 6183) : retraite des anciens combattants - Augmentation des crédits - Votera ce projet de budget.

**Défense** - (30 novembre 1994) (p. 6472, 6473) : évolution des crédits - Loi de programmation - Domaine du nucléaire - Porte-avions nucléaire - Intervention humanitaire - Service national - Votera ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes** [n° 99 (94-95)] - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7293) : mise au point sur la position du Général de Gaulle à l'égard des entreprises nationalisées.

**GAUTIER (François)**, sénateur de la Seine-Maritime (NI puis UC).

**Elu sénateur le 6 février 1994**, en remplacement de *M. André Martin*, décédé.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (*JO* Lois et décrets du 7 avril 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO* Débats du 14 octobre 1994) (p. 4270) - Ministère : Intérieur - *Sécurité dans les quartiers difficiles* - **Sécurité publique**.

*Questions orales sans débat :*

n° 135 (*JO* Débats du 9 juin 1994) (p. 1461) - Ministère : Aménagement du territoire - *Délocalisations d'organismes nationaux en Seine-Maritime* - (Réponse : *JO* Débats du 25 juin 1994) (p. 2977) - **Délocalisation**.

n° 145 (*JO* Débats du 6 octobre 1994) (p. 4087) - Ministère : Aménagement du territoire - *Remboursement de la TVA acquittée sur les travaux réalisés selon la procédure des marchés d'entreprises de travaux publics (METP)* - (Retirée : octobre 1994) - **Bâtiment et travaux publics**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur** - (5 décembre 1994) (p. 6754) : avec le groupe de

l'UC, partage les priorités du projet de budget - Aménagement du territoire - (p. 6755) : implantations universitaires dans les villes moyennes - Réflexions engagées en vue d'une grande réforme de l'enseignement supérieur - Favorable à l'association des collectivités locales à l'université - Situation de l'enseignement supérieur technique privé - Situation de l'université de Rouen - (p. 6756) : délocalisation de l'Institut national de recherche pédagogique, INRP - Situation du Centre national de la recherche scientifique, CNRS, en Normandie.

**GENTON (Jacques)**, sénateur du Cher (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Président de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur la IXe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Bruxelles, les 22 et 23 novembre 1993 [n° 232 (93-94)] (12 janvier 1994) - **Communautés européennes**.

*Proposition de résolution* présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 90/685/CEE concernant la mise en oeuvre d'un programme d'action pour encourager le développement de l'industrie audiovisuelle européenne (MEDI A) (1991-1995) (n° E-166) [n° 235 (93-94)] (12 janvier 1994) - **Communautés européennes**.

*Proposition de loi* tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 [n° 279 (93-94)] (5 février 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Union européenne**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur l'application de l'article 88-4 de la Constitution [n° 338 (93-94)] (13 avril 1994) - **Union européenne**.

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur la Xe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Athènes les 9 et 10 mai 1994 [n° 458 (93-94)] (25 mai 1994) - **Communautés européennes**.

*Proposition de résolution*, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (1986-1994) (n° E-249) [n° 483 (93-94)] (3 juin 1994) - **Communautés européennes**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 481 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 [n° 489 (93-94)] (8 juin 1994) - **Défense**.

*Proposition de résolution*, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Titre B7 - 01 - Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) (n° E-263) [n° 575 (93-94)] (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Communautés européennes**.

*Proposition de résolution*, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 1 - A - Etat général des recettes - B - Financement du budget général) (n° E-260) [n° 604 (93-94)] (16 juillet 1994 ; rattachée



pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Communautés européennes.**

*Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la troisième session de l'Assemblée parlementaire de la CSCE (5-8 juillet 1994) [n° 55 (94-95)] (4 novembre 1994) - Union européenne.*

*Proposition de résolution, déposée avec MM. Yves Guéna et Xavier de Villepin, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de décision du Conseil approuvant la conclusion de la Convention sur la sûreté nucléaire par la Communauté européenne de l'énergie atomique (n° E-302) [n° 68 (94-95)] (10 novembre 1994) - Communautés européennes.*

*Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la XIe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Bonn les 24 et 25 octobre 1994 [n° 103 (94-95)] (2 décembre 1994) - Union européenne.*

*Proposition de résolution, déposée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la protection juridique des dessins et modèles (n° E-91) et sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les dessins ou modèles communautaires (n° E-193) [n° 173 (94-95)] (19 décembre 1994) - Communautés européennes.*

*Question orale, européenne avec débat :*

**n° 13 (JO Lois et décrets du 21 décembre 1994) (p. 2432) - Ministère : Affaires européennes - Orientations de la présidence française de l'Union européenne - Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) [n° 229 (93-94)] - (13 janvier 1994) - Discussion générale (p. 83) : rôle d'alerte de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes - Extension des contrôles à l'ensemble des régimes douaniers - Renforcement de la répression des contrefaçons - (p. 84) : répression inégale dans la Communauté - Accord du GATT pour concilier droit des marques et protection des appellations géographiques - Mise en oeuvre du nouveau règlement communautaire - Coopération judiciaire - Explication de vote sur l'ensemble : avec le groupe de l'Union centriste, votera la résolution.**

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : position du Gouvernement français au sujet de l'élargissement futur de l'Union européenne - (19 avril 1994) (p. 1155, 1156) : présente sa question.**

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conditions de mise en place des dispositions du titre VI du traité sur l'Union européenne consacrées aux domaines de la justice et des affaires intérieures - (3 mai 1994) - Intervient dans le débat consécutif à la question de M. Paul Masson (p. 1355, 1356).**

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 [n° 386 (93-94)] - (31 mai 1994) - Discussion générale (commune avec celle de la proposition de loi n° 415) (p. 1966) : sa proposition de loi ayant le même objet - Traité sur l'Union européenne - Délégation pour l'Union européenne - Champ de compétence des délégations parlementaires - Remerciements au Sénat pour son accueil favorable.**

- **Conclusions du rapport de M. Lucien Lanier, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 279, 93-94), déposée par M. Jacques Genton, tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 [n° 415 (93-94)] - (31 mai 1994) - Discussion générale (commune avec celle de la proposition de loi n° 386) : voir intervention sous la proposition de loi n° 386 (p. 1966).**

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) -**

**Rapporteur - Discussion générale (p. 2508, 2509) : instabilité internationale - Alliance atlantique - Corps européen - (p. 2510) : crédits - Industrie de défense - Politique des personnels - Réduction des effectifs militaires - (p. 2511) : dissuasion nucléaire - Equipements conventionnels - (p. 2512) : crédits de fonctionnement et de recherche - Propose l'adoption de ce projet de loi.**

**Suite de la discussion - (15 juin 1994) - Question préalable (p. 2576) : s'oppose à la motion n° 7 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé (approbation du rapport d'orientation annexé au présent projet de loi) (p. 2585) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 8 de M. Jean-Luc Bécart - (p. 2586, 2589) : demande le retrait des amendements de M. Serge Vinçon, n° 1 et n° 2 (conception et construction européenne de l'avion de transport futur), n° 3 (garantie par le Gouvernement des projets d'exportation), n° 4 (protection anti-missile) et n° 5 (priorité de l'industrie de défense française ou européenne pour les commandes passées par l'Etat français) - Art. 2 (crédits affectés à l'équipement des forces armées au cours des années 1995-2000) (p. 2590) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 9 de M. Jean-Luc Bécart - Art. 3 (projet de loi d'actualisation en 1997) (p. 2591) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 10 de M. Jean-Luc Bécart - Art. 4 (évolution des effectifs budgétaires du ministère de la défense de 1995 à 2000) (p. 2592) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 11 de M. Jean-Luc Bécart - Art. 5 (effectif des réserves) (p. 2593) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 12 de M. Jean-Luc Bécart - Après l'art. 6 : demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. Serge Vinçon (création d'un Conseil supérieur de la programmation militaire).**

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 18 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (p. 5959, 5961) - Contrôle du projet du budget de la Communauté - Avant-projet - Dépenses de sécurité - Procédure parlementaire.**

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)] - (19 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - Discussion générale (p. 7722, 7723) : surcoûts imputables aux opérations extérieures - Répartition des surcoûts - Dépenses des opérations extérieures conduites sous la bannière de l'ONU - Calcul des rémunérations des personnels militaires - Incidence du collectif budgétaire sur le budget des affaires étrangères - Avis favorable de la commission des affaires étrangères sur ce projet de loi de finances rectificative.**

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : orientations de la présidence française de l'Union européenne [n° 13 (94-95)] - (20 décembre 1994) (p. 7835, 7837) : bilan de la présidence allemande - Coordination de la présidence française avec les suivantes - Emploi et dialogue social - Sécurité européenne - Préparation de la conférence intergouvernementale de 1996 - Création d'une seconde chambre européenne.**

**GÉRARD (Alain), sénateur du Finistère (RPR).**

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2655) - Ministère : Equipement - Liaisons Paris-Quimper et aménagement du territoire - Transports terrestres.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur [n° 466 (93-94)] -**

(16 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2638) : expérimentations des universités nouvelles - Réforme universitaire - Ouverture sur le monde extérieur - Les membres du groupe du RPR voteront ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (27 octobre 1994) - Discussion générale (p. 4782, 4783) : département du Finistère - Télécommunications - Aménagement du territoire européen.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6615, 6617) : difficultés de l'agriculture - Secteur de la pêche - Restructuration des prêts - Exportation de viande de porc et de volaille - Département du Finistère - Etablissements d'enseignement agricole privé sous contrat - Votera ce projet de budget.

**GERBAUD (François)**, sénateur de l'Indre (RPR).

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

- Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1994).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - Suite de la discussion - (12 avril 1994) - En remplacement de M. Jean-Jacques Robert, rapporteur pour avis - Art. 36 (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875) (*cession de biens grevés de sûretés*) (p. 916) : votera l'amendement n° 60 de la commission (transfert au cessionnaire de la charge des sûretés garantissant le remboursement d'un crédit consenti pour le financement d'un bien sur lequel portent ces sûretés) - Inégalité de traitement entre les fournisseurs, pénalisés, et les banques - Art. 17 (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875) (*par priorité*) (*ordre de paiement des créances*) (p. 918) : son amendement n° 7 ; dispositions relatives aux créances sociales liées à des licenciements économiques et maintien de l'ordre de paiement, institué par l'article 40 de la loi du 25 janvier 1985, mettant sur un pied d'égalité créanciers munis de sûretés et fournisseurs ; devenu sans objet - Art. 15 (*vente d'un bien grevé de sûretés*) (suite) (p. 927) : se déclare opposé à l'amendement n° 32 de la commission (dépôt du prix de vente du bien à la Caisse des dépôts et consignations) - **Après l'art. 52 et après l'art. 52 ter** (p. 930) : à titre personnel, se déclare opposé aux amendements n° 95 et n° 96 de la commission (ouverture des voies d'appel aux contrôleurs).

- **Projet de loi portant mise en oeuvre de la directive n° 91-250 CEE du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur et modifiant le code de la propriété intellectuelle** [n° 126 (93-94)] - (27 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1342) : développement de l'industrie du logiciel - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (27 octobre 1994) - Discussion générale (p. 4778, 4780) : débat national sur l'aménagement du territoire - Répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales - Notion de « pays » et arrondissement - Fonds d'investissement spécialisés - Votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4935, 4936) : intervient sur l'amendement

n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur) - (p. 4962) : intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (schéma directeur national des transports aériens).

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5008) : sur l'amendement n° 78 de la commission (désignation d'une collectivité chef de file), se déclare favorable au sous-amendement n° 607 de M. Paul Girod - (p. 5016) ; sur l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays), se déclare opposé au sous-amendement n° 370 de M. René Trégouët - (p. 5025) : son amendement n° 163 : compétences en matière de transports régionaux ; retiré - (p. 5029, 5031) : ses amendements n° 164, n° 165 et n° 166 : titre additionnel : « De l'exercice de nouvelles compétences en matière sociale » ; retirés.

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5400) : remerciements - Vote de ce projet de loi par le groupe du RPR.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) (p. 6833) : éléments chiffrés - Grands schémas nationaux d'infrastructures et nouvelle possibilité de partage des investissements - Fonds d'intervention pour les transports terrestres - Endettement de la SNCF - Desserte du département de l'Indre - Renouvellement du contrat de plan entre l'Etat et la SNCF - (p. 6834) : TGV Limousin - Desserte ferroviaire Paris-Limoges-Brive.

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile** - (6 décembre 1994) (p. 6857, 6858) : paysage aéroportuaire - Grande plate-forme passagers de la région parisienne - Choix d'un aéroport de fret - Devenir de l'aéroport Marcel-Dassault de Châteauroux-Déols.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - Taxe pour les concessionnaires d'autoroutes et taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés)** (p. 7525) : son amendement n° 97, soutenu par M. Philippe François : rétablissement des dispositions adoptées par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté.

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 17 D (définition des différentes catégories de zones prioritaires)** (p. 7556) : se déclare favorable à l'amendement n° 90 de M. Jean Faure (cantons de très faible densité).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes)** [n° 156 (94-95)] - (20 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7827, 7828) : rétorsions croisées - Aéronautique - Congrès américain - S'abstiendra sur ce projet de loi.

**GIACOBBI (François)**, sénateur de la Haute-Corse (RDE).

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - Suite de la discussion - (12 avril 1994) - **Seconde délibération - Art. 1<sup>er</sup> bis A (information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale ; réduction du seuil du montant des créances et des délais d'inscription)** (p. 943) : intervient sur le retrait par M. Etienne Dailly, rapporteur, des sous-amendements n° B2 et n° B3, adoptés par la commission et déposés sur l'amendement n° B1 du Gouvernement (allongement des délais).

**GINESY (Charles)**, sénateur des Alpes-Maritimes (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Tourisme** - [n° 81 (94-95)] tome 16 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

##### Deuxième partie :

**Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme** - (3 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (p. 6659, 6660) : excédent de la balance touristique - Crise de l'hôtellerie indépendante - Paracommercialisme et tourisme rural - Maîtrise de l'offre hôtelière - Aide de l'État à la mise en conformité avec les normes de sécurité et d'incendie - Aménagement du calendrier scolaire - Au nom de la commission des affaires économiques, accepte ces crédits.

**GIRAUD (Michel)**, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

#### DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)] (26 octobre 1994) - **Politique économique et sociale.**

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS

##### Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Hélène Luc : **Emploi (Emploi des jeunes)** (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1100).

de M. Gérard Roujas : **Emploi (Application de la loi quinquennale sur l'emploi)** (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4272).

de M. Georges Mouly : **Chômage (Conditions de versement de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises)** (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5731).

de M. Michel Dreyfus-Schmidt : **Conflits du travail (Conflit social chez GEC-Alsthom à Belfort)** (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5732).

de M. Jean-Jacques Robert : **Formation professionnelle et promotion sociale (Financement des formations en alternance)** (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5741).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise [n° 389 (93-94)]** - (25 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1809) : extension du champ de la négociation entre les partenaires économiques et sociaux - Participation des salariés aux résultats et à la gestion de l'entreprise - Participation et aménagement du temps de travail - (p. 1810) : compte épargne-temps - Faculté de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance - Cas des entreprises publiques privatisées - Régime de la participation financière - (p. 1811) : incitation fiscale à la participation dans les petites et moyennes entreprises - Cas de déblocage anticipé de la réserve spéciale de participation liés à la relance de la consommation - Sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP - (p. 1836) : caractère actuel de l'idée de participation - Prise en compte par le Gouvernement

des arguments développés par les commissions - (p. 1837) : cas de déblocage anticipé de la réserve spéciale de participation liés à la conjoncture économique - Plan quinquennal relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle - Syndicats - Intéressement et salaires - Compte épargne-temps - Secteur public - Conseil supérieur de la participation - Caractère contractuel de la participation - (p. 1838) : épargne salariale - Participation à la gestion - Cas des entreprises privatisées - Mesures conjoncturelles de déblocage - Notion de liquidité d'un titre - SCOP - Trésorerie des PME - Remerciements - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> A** (p. 1840) : s'oppose à l'amendement n° 33 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (généralisation à l'ensemble des sociétés du secteur privé des dispositions de la loi de démocratisation du secteur public en matière de participation des salariés à l'administration des entreprises) - **Art. 1<sup>er</sup> A (représentation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés privatisées)** (p. 1845) : accepte l'amendement n° 24 de la commission des lois saisie pour avis (conditions de modification des statuts dès la décision de privatisation et de désignation des salariés représentant les salariés actionnaires) - Demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselle, n° 59 de suppression et n° 60 (maintien du dispositif prévu pour une durée limitée à cinq ans) - Le Gouvernement défendra jusqu'au terme du débat la rédaction de l'article 1<sup>er</sup> A de la commission des lois saisie pour avis - **Art. 1<sup>er</sup> (rapport sur l'état de la participation des salariés au capital)** (p. 1848) : son amendement n° 62 : prise en compte des actions acquises en bourse par les salariés dans le cadre des émissions qui leur sont réservées ; adopté - Sur les amendements de la commission des lois saisie pour avis, accepte le n° 25 (prise en compte des actions acquises par les salariés lors de la privatisation tant que la période d'inaccessibilité de ces actions n'est pas parvenue à son terme) et s'oppose au n° 26 (rétablissement de la condition d'ancienneté du contrat de travail) - **Art. 2 bis (non-application aux salariés actionnaires nommés membres du conseil de surveillance de la limitation du nombre de membres salariés)** (p. 1851) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 27 de la commission des lois saisie pour avis (nouvelle rédaction) - **Art. 3 (représentation facultative des salariés actionnaires au conseil d'administration)** (p. 1852) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 34 (abaissement de la part du capital détenu par les salariés et rendant obligatoire la convocation d'une assemblée générale extraordinaire), n° 36 (impossibilité pour les cadres de représenter les salariés actionnaires au conseil d'administration) et n° 35 (désignation des représentants des salariés actionnaires par vote à bulletin secret en assemblée générale ordinaire) - **Art. 4 (représentation facultative des salariés actionnaires au conseil de surveillance)** (p. 1853) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 37, n° 38 et n° 39, s'appliquant au conseil de surveillance et homothétiques aux amendements du même auteur, n° 34, n° 35 et n° 36 précités - **Art. 5 (consultation des salariés actionnaires)** (p. 1854) : accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 28 (correction d'une erreur matérielle) et n° 29 rédactionnel - **Art. 7 (détention d'actions par les salariés actionnaires nommés au conseil de surveillance)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 30 de la commission des lois saisie pour avis - **Art. 7 bis (possibilité pour les salariés d'exercer directement les droits de vote attachés aux actions détenues dans le cadre de fonds communs de placement d'entreprise destinés à recueillir les fonds issus de la participation)** (p. 1855) : accepte l'amendement n° 31 de la commission des lois saisie pour avis (nouvelle rédaction) - **Art. 8 (fonds communs de placement d'entreprise régis par l'article 21 de la loi du 23 décembre 1983)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission des lois saisie pour avis - **Art. 8 bis (formation des membres des comités d'entreprises)** : accepte l'amendement de suppression n° 1 de la commission - **Après l'art. 8 bis** (p. 1856) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Jean-Luc Mélenchon (abrogation des dispositions relatives aux comités d'entreprises contenues dans la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle) - **Art. 9 (conditions de mise en oeuvre de l'intéressement)** (p. 1858) : s'oppose à l'amendement n° 40 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression de la référence au taux de 20 % comme plafond des sommes de la masse salariale pouvant donner lieu à intéressement) - **Art. 10 (contenu des accords d'intéressement)** (p. 1859) : son amendement n° 63 : référence

au taux légal ; adopté - **Art. 11** (*principe de non-substitution des primes d'intéressement aux rémunérations existantes*) (p. 1859, 1861) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 2, rédactionnel, et n° 3 (délai de vingt-quatre mois entre la date de versement du dernier élément de salaire supprimé et la date du premier versement effectué au titre de l'intéressement) - Demande le retrait du n° 66 (prise en compte des diminutions conventionnelles du temps de travail) et accepte le n° 4 (impossibilité d'assimiler l'intéressement à un élément de salaire) - S'oppose à l'amendement n° 41 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (assujettissement des primes d'intéressement aux cotisations d'assurance chômage) - **Art. 14** (*conclusion d'accords de participation dans le cadre d'un groupe*) (p. 1862) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (suppression de la référence au comité de groupe pour la conclusion d'un accord de groupe et possibilité à quelques sociétés appartenant à un même groupe de conclure un accord) - **Art. 16** (*assiette et taux de la provision pour investissement*) (p. 1863) : accepte l'amendement n° 51 de la commission des finances (dispositif applicable aux entreprises signant des accords dérogatoires) - Son amendement n° 64 : suppression du gage prévu ; adopté - **Avant l'art. 17** : s'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression de la faculté offerte à l'employeur de mettre en place unilatéralement un plan d'épargne d'entreprise) - **Art. 17** (*diversification des valeurs mobilières figurant dans un plan d'épargne d'entreprise*) (p. 1864) : son amendement rédactionnel n° 65 ; adopté - **Après l'art. 17** : demande le retrait de l'amendement n° 7 de la commission (ouverture du plan d'épargne d'entreprise aux anciens salariés) - **Art. 19** (*conditions d'exonération de l'impôt sur le revenu des revenus du plan d'épargne d'entreprise ou des titres détenus individuellement*) (p. 1865) : accepte l'amendement rédactionnel n° 52 de la commission des finances saisie pour avis - **Après l'art. 19** : accepte l'amendement n° 9 de la commission (suppression d'un article figurant déjà dans le code général des impôts) - **Division additionnelle après l'art. 19** : accepte l'amendement n° 10 de la commission (insertion d'une section nouvelle) - **Après l'art. 19** (p. 1866 à 1868) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 11 (renouvellement de la formation des membres titulaires du comité d'entreprise et formation analogue pour les représentants des salariés actionnaires ou les salariés élus au conseil d'administration) et le n° 12 (création d'un conseil supérieur de la participation et missions de ce dernier) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 13 (institution d'un rendez-vous annuel obligatoire sur l'intéressement et la participation à l'actionnariat des salariés à l'occasion de la négociation obligatoire sur les salaires et la durée du temps de travail) - (p. 1869) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Jean-Luc Mélenchon (rétablissement du centre d'études des revenus et des coûts dans ses missions) - **Art. 20** (*institution par voie conventionnelle d'un compte d'épargne*) (p. 1870) : s'oppose à l'amendement n° 43 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (négociation d'un tel dispositif dans le cadre d'un accord de branche) - (p. 1871) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (inscription de droits à congés rémunérés) - S'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 44 (suppression du report dérogatoire de dix jours de congés annuels) et n° 45 (conversion en jours de congé de primes n'entrant pas en compte comme élément d'appréciation du salaire) - (p. 1872) : accepte l'amendement de précision n° 15 de la commission - (p. 1872, 1873) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 47 (participation de l'entreprise au compte épargne-temps à hauteur de 20 %) et n° 48 (suppression du pré-financement par les salariés de leur congé parental d'éducation) - Accepte les amendements de la commission, n° 17 (mention dans l'accord des conditions dans lesquelles l'entreprise peut différer le congé) et n° 20 (réintégration du salarié dans l'entreprise à l'issue de son congé) - (p. 1874) : s'oppose à l'amendement n° 50 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (obligation de remplacer le salarié parti en congé pour une durée minimale de six mois) et accepte les amendements de la commission, n° 18 (récupération de ses droits par le salarié titulaire d'un compte d'épargne-temps en cas de rupture du contrat de travail sauf cas de transfert des droits du salarié d'une entreprise à une autre prévu par un accord) et n° 19 (ouverture de l'épargne du compte épargne-temps par l'assurance pour la garantie des salaires) - **Après l'art. 20** : demande le retrait de l'amendement n° 21 de la commission (présentation

au Parlement d'une étude gouvernementale déterminant les conditions de transposition du compte épargne-temps à la fonction publique) - **Art. 21** (*financement du compte épargne-temps par les primes d'intéressement*) (p. 1875) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (assujettissement aux cotisations sociales de toutes les indemnités résultant du fonctionnement du compte épargne-temps) - **Art. 22** (*déblocage anticipé de la réserve spéciale de participation pour l'acquisition d'une automobile ou la réalisation de travaux immobiliers*) (p. 1876, 1878) : sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis, accepte le n° 53 (déblocage des fonds placés en dehors de l'entreprise) et demande le retrait du n° 54 (négociations préalables obligatoires pour le déblocage anticipé des fonds dans les petites et moyennes entreprises) - Caractère exceptionnel de ces déblocages anticipés - Trésorerie des petites et moyennes entreprises et mesures de nature à faciliter leur accès au crédit - **Art. 23** (*déblocage anticipé des fonds de la réserve spéciale de participation constituée au titre des exercices de 1989 et 1990*) : accepte les amendements de la commission des finances saisie pour avis, n° 55 (levée du délai d'indisponibilité spécifique aux fonds issus de la participation bloqués dans un plan d'épargne d'entreprise) et n° 56 (possibilité pour les accords préalables de ne débloquer qu'une partie des tranches des exercices 1989 et 1990) - **Art. 24** (*codification*) (p. 1879) : accepte les amendements de coordination n° 67 et n° 23 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 1881) : remerciements.

*Deuxième lecture* [n° 503 (93-94)] - (4 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3406) : rappel des objectifs du projet de loi - Entreprises publiques privatisables - (p. 3407) : Conseil supérieur de la participation - Rendez-vous annuel sur la participation - Souhaite que la CMP consacre un accord de synthèse totale sur ce projet - (p. 3409, 3410) : accord du Gouvernement sur l'argumentaire présenté par la commission des lois à propos des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> A - Notion de liquidité des titres - **Art. 1<sup>er</sup> A** (*représentation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés privatisées*) : accepte l'amendement n° 7 de la commission saisie pour avis (modification des statuts par une assemblée générale extraordinaire convoquée avant le transfert au secteur privé) - **Art. 17 bis** (*extension du bénéfice des augmentations de capital aux anciens salariés adhérant au plan d'épargne d'entreprise*) (p. 3411) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (suppression du gage) - **Art. 19** (*conditions d'exonération de l'impôt sur le revenu des revenus du plan d'épargne d'entreprise ou des titres détenus individuellement*) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (suppression du gage) - **Art. 19 quater** (*institution d'un Conseil supérieur de la participation - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 3412) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 19 quinquies** (*rendez-vous annuel obligatoire sur l'application de la participation financière dans l'entreprise - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 3413) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture), modifié par son sous-amendement n° 8 - **Art. 20** (*institution par voie conventionnelle d'un compte épargne-temps*) (p. 3414) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (modification possible de la durée minimale du congé par convention ou accord collectif) - **Sur l'ensemble** (p. 3417) : distinction entre participation et intéressement.

- **Rappel au règlement de M. Charles Lederman** - (13 juillet 1994) (p. 3954) : attachement du Gouvernement au partenariat social en toutes circonstances.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 597 (93-94)] - (13 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3956) : apport des commissions du Sénat - Remerciements à M. Etienne Dailly pour sa contribution à la rédaction de l'article 1<sup>er</sup> A relatif au cas des entreprises publiques privatisables - Souhaite que le Sénat adopte les conclusions de la CMP.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - (16 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5634) : application de la loi quinquennale du 20 décembre 1993 - Congé de solidarité internationale - (p. 5635) : temps de travail - Aides à la création d'entreprise - Allocataires du RMI -

(p. 5636) ; associations intermédiaires - Service national - Recrutement de personnes handicapées - (p. 5656) ; remerciements aux rapporteurs et orateurs - Contribution supplémentaire des départements pour les emplois consolidés en secteur difficile - (p. 5657) ; application de la loi quinquennale - Compensation des exonérations - Associations intermédiaires - Emploi des handicapés dans la fonction publique - (p. 5658) ; congé de solidarité internationale - Efforts du Gouvernement en faveur de l'économie - Formation professionnelle - Baisse du chômage indemnisé - Manifestation de la reprise économique - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> (par priorité)** (p. 5659) : s'oppose à l'amendement n° 116 de Mme Michèle Demessine (information communiquée aux représentants du personnel des entreprises relative au retard dans le paiement des cotisations dues aux organismes sociaux par leurs employeurs) - **Avant l'art. 14 (par priorité)** (p. 5660) ; s'oppose aux amendements n° 120 (nullité de tout licenciement sans cause réelle et sérieuse) et n° 121 (préservation de l'emploi dans le cas de modification substantielle du contrat de travail proposée par l'employeur au salarié) de Mme Michèle Demessine - **Avant l'art. 15 (par priorité)** (p. 5661) : s'oppose à l'amendement n° 122 de Mme Michèle Demessine (suppression de l'article 42 de la loi quinquennale sur l'emploi prévoyant le dispositif relatif au repos compensateur pour heures supplémentaires) - **Art. 15 (par priorité) (repos compensateur)** (p. 5663) ; catégories d'heures supplémentaires - S'oppose à l'amendement de suppression n° 40 de la commission - (p. 5664) ; prise en compte de la distinction entre les entreprises de moins de dix salariés et de plus de dix - **Art. 16 (par priorité) (possibilité de « lissage » de la rémunération en cas d'annualisation du temps de travail ou d'organisation du travail sous forme de cycle)** (p. 5666) ; accepte l'amendement rédactionnel n° 41 de la commission - **Avant l'art. 17 (par priorité)** : s'oppose aux amendements n° 124 (suppression de l'article 43 de la loi quinquennale introduisant dans le code du travail l'annualisation de la durée du travail à temps partiel) et n° 125 (conclusion de tout contrat de travail à temps partiel sur l'initiative exclusive du salarié) de Mme Michèle Demessine - **Art. 17 (par priorité) (rémunération des salariés à temps partiel)** (p. 5667) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 84 de M. Charles Metzinger - **Après l'art. 17 (par priorité)** (p. 5671) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (simplification de la procédure de collecte des contributions des non salariés à leur propre formation continue) - **Art. 18 (par priorité) (institution d'un droit au congé de solidarité internationale)** - **Art. L. 225-9 du code du travail (ouverture du droit)** (p. 5672) : accepte l'amendement n° 43 de la commission (possibilité pour les salariés volontaires à des missions humanitaires organisées par des institutions internationales, de bénéficier des mêmes droits que les salariés participant à des missions organisées par les ONG) - **Art. L. 225-10 du code précité (modalités d'octroi de la demande et conditions du refus)** : sur les amendements de la commission, accepte le n° 44 (organisation de l'éventuelle contestation d'un refus du chef d'entreprise), et s'oppose au n° 45 (instauration d'un seuil pour justifier le refus de l'employeur) - **Art. L. 225-12 du code précité (garanties du salarié)** (p. 5673) : s'oppose à l'amendement n° 126 de Mme Michèle Demessine (possibilité d'embaucher un demandeur d'emploi pour remplacer le salarié absent) - **Paragraphe additionnel après l'art. L. 226-13 du code précité** (p. 5674) : demande le retrait de l'amendement n° 46 de la commission (possibilité pour les fonctionnaires et agents publics de participer à des missions de solidarité internationales) - **Après l'art. 18 (par priorité)** : son amendement n° 55 : possibilité pour les administrations de faire appel à la médecine du travail ; adopté - **Après l'art. 20 (par priorité)** (p. 5676) : son amendement n° 56 : sanction du dirigeant d'une entreprise non établie en France en cas d'omission de déclaration des salariés détachés temporairement sur le territoire national ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 136 de M. Jacques Oudin (transfert de l'imputation d'une partie de la taxe parafiscale sur la partie « alternance » du 1,5 % consacré à la formation continue) - **Après l'art. 21 (par priorité)** (p. 5678) : son amendement de coordination n° 57 ; adopté - **Art. 22 (par priorité) (actions expérimentales en faveur du reclassement des bénéficiaires de l'allocation unique dégressive)** (p. 5679) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 128 de Mme Michèle Demessine, ainsi qu'aux amendements de la commission n° 47 (exclusion de l'assiette de l'impôt en faveur de l'aide financière apportée à l'entreprise par le régime

d'assurance chômage) et n° 48 (exonération des cotisations mises à la charge de l'employeur) - **Avant l'art. 23 (par priorité)** (p. 5683) : s'oppose aux amendements de Mme Michèle Demessine, n° 129 (création d'une commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage) et n° 130 (transformation des contrats emploi-solidarité en contrats à durée indéterminée à temps complet) - **Art. 23 (par priorité) (aide à l'embauche de bénéficiaires du RMI par les entreprises (« contrats pour l'emploi »))** (p. 5685, 5686) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 49 de la commission - S'oppose à l'amendement de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 85 (formation de bénéficiaires du RMI embauchés dans le cadre des contrats de retour à l'emploi) ainsi qu'à son sous-amendement n° 86 (détermination d'un seuil), déposé sur l'amendement rédactionnel n° 49 de la commission - S'oppose aux amendements de M. Charles Metzinger, n° 87 (allongement du délai séparant d'éventuels licenciements économiques dans l'entreprise de l'embauche de bénéficiaires du RMI) et n° 88 (suppression de la non-prise en compte dans les effectifs des personnes embauchées dans le cadre des contrats pour l'emploi des bénéficiaires du RMI) - **Demande de réserve** (p. 5687) : demande la réserve des amendements identiques n° 50 de la commission et n° 89 de M. Charles Metzinger ainsi que des amendements n° 51, n° 52, n° 61 et du sous-amendement n° 148 - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 5688) : son amendement n° 58 : fonctionnement des associations intermédiaires ; adopté après modification par les sous-amendements de la commission n° 146 (mesures en faveur des expériences de réinsertion), qu'il accepte, et n° 147 pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat (suppression du paragraphe prévoyant une surveillance médicale lorsque l'activité exercée par le salarié de l'association intermédiaire le nécessite) - (p. 5689) ; son amendement n° 59 : mesures destinées au recouvrement des cotisations de la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi ; adopté - (p. 5690) : son amendement n° 60 : délai au delà duquel le fonds de solidarité ne sera plus autorisé à rechercher les employeurs défaillants ; adopté - Accepte l'amendement n° 90 de M. Jacques Bialski (assimilation du congé d'adoption au congé de maternité) - (p. 5692) : s'oppose à l'amendement n° 91 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (remboursement des frais de transports engagés par les chômeurs à l'occasion de leurs recherches d'emploi) - **Art. 26 (par priorité) (extension aux emplois de catégories A et B de la procédure de recrutement de personnes handicapées sur contrat spécifique)** (p. 5694) ; son amendement n° 62 : ouverture des emplois des catégories A et B aux handicapés de la fonction publique d'Etat, territoriale et hospitalière ; adopté - **Après l'art. 29 (par priorité)** (p. 5695) : demande le retrait de l'amendement n° 109 de M. Jean Madelain (validation pour un délai d'un an de la situation des établissements commerciaux ne se trouvant pas dans l'une des situations de dérogation prévues par la loi) - (p. 5696) ; demande le retrait de l'amendement n° 110 de M. Jean Madelain (modalités d'expérimentation d'ouverture de commerces le dimanche).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Art. 23 (suite)** (précédemment réservé le 16 novembre 1994, p. 5687) (*aide à l'embauche de bénéficiaires du RMI par les entreprises : « contrat pour l'emploi »*) (p. 5749) : son amendement n° 152 : instauration d'une compensation de l'exonération de cotisations sociales à titre expérimental ; adopté - **Après l'art. 23 (suite)** (p. 5750) : son amendement n° 61 : concrétisation des emplois consolidés et élargissement de la contribution de la collectivité publique et de l'Etat ; adopté après modification par le sous-amendement n° 148 de la commission qu'il accepte (précédemment réservé le 16 novembre 1994 p. 5687).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) - (p. 6401, 6405) : lutte pour l'emploi et contre l'exclusion - Budgetisation des exonérations de cotisations d'allocations familiales - Dotations versées à l'UNEDIC - Moyens des services - Moyens de l'ANPE - Réinsertion - Indemnisation du chômage - Dépenses de formation professionnelle - Preretraite - Allègement des charges des entreprises « Formation en alternance - Jeunesse « Chômage - (p. 6427, 6434) ; insertion des jeunes - Réduction des charges sociales - Chômeurs de longue durée - Allègement du coût du travail - Fiscalité - ANPE et

AFPA - Décentralisation - Formation professionnelle - Apprentissage - Création d'emplois - Entreprises - Bénéficiaires du RMI - Lutte contre le travail clandestin - Contrôle de la formation professionnelle - Situation économique - Contrat emploi-solidarité, CES - Salaires - Formation en alternance - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** : comités de bassins d'emploi.

**GIRAULT (Jean-Marie)**, sénateur du Calvados (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO Lois et décrets* du 5 octobre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, déposé avec MM. Gérard Larcher et Claude Belot, au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation [n° 600 (93-94)] pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 35 (94-95)] (19 octobre 1994) - **Aménagement du territoire.**

*Avis*, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Justice** - Protection judiciaire de la jeunesse - [n° 84 (94-95)] tome 6 (22 novembre 1994).

*Avis*, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Territoires d'outre-mer** - [n° 84 (94-95)] tome 8 (22 novembre 1994).

*Rapport*, déposé avec MM. Gérard Larcher et Claude Belot, au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi [n° 105 (94-95)], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 133 (94-95)] (9 décembre 1994) - **Aménagement du territoire.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - (25 octobre 1994) - Rapporteur de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 4654, 4655) : schéma national d'aménagement du territoire - Responsabilité de l'Etat - Préfet - Péréquation financière et territoriale - (p. 4656) : directives territoriales - Notion de « pays » - Coopération intercommunale - Conjugaison entre espace urbain et espace rural.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - Rapporteur de la commission spéciale - **Art. 2 (schéma national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4851, 4852) : sur l'amendement n° 27 de la commission (modification de la rédaction mettant l'accent sur les grandes infrastructures de transport, les politiques d'éducation, la notion de réseaux de villes et les solidarités interdépartementales), s'oppose aux sous-amendements n° 602 de M. Paul Girod et n° 457 de M. Alain Lambert - Notion de « pays », de « bassin de vie » et de « réseaux de villes » (p. 4856) : organisation administrative territoriale - Communes.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - Rapporteur de la commission spéciale - **Après l'art. 6** (p. 4919) : se déclare opposé à l'amendement n° 367 de M. René Trégouët (schéma régional d'urbanisme commercial) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 4958) : sur l'amendement n° 71 de la commission (révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports), qu'il votera, intervient sur le sous-amendement n° 605 de M. Paul Girod.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - Rapporteur de la commission spéciale - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5003) : son amendement n° 76 : division additionnelle : Titre I<sup>er</sup> bis : « Des compétences » ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 396 de M. Claude Estier (titre additionnel : « Des pays, des agglomérations et des conseils de quartier ») - (p. 5004) : son amendement n° 77 : affirmation de la responsabilité de l'Etat ; adopté après modification par le sous-amendement n° 583 du Gouvernement qu'il accepte - (p. 5005) : son amendement n° 78 : désignation d'une collectivité chef de file ; adopté après modification par le sous-amendement n° 607 de M. Paul Girod auquel il s'oppose - (p. 5010, 5011) : son amendement n° 79 : notion de pays ; adopté après modification par le sous-amendement n° 370 de M. René Trégouët qu'il accepte - (p. 5015) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 609 de M. Paul Girod - Demande le retrait de l'amendement n° 397 de M. Claude Estier (notion de pays - possibilité d'élection au suffrage universel des membres siégeant dans les établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre - conseil consultatif de quartier) - (p. 5017, 5018) : coopération intercommunale - **Art. 8 (organisation des services déconcentrés de l'Etat)** (p. 5053) : son amendement rédactionnel n° 82 ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 244 de suppression, n° 245 (suppression des transferts d'attribution des administrations centrales aux services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat) et n° 246 (suppression de la disposition prévoyant des regroupements fonctionnels des services déconcentrés de l'Etat dans les départements et les régions) - Accepte les amendements n° 329 et n° 330 de M. Alain Vasselle (réduction des délais) - (p. 5054) : s'oppose aux amendements n° 486 de M. Henri Goetschy (référence au service chargé du contrôle de la qualité et de la sécurité des productions agricoles et agroalimentaires), n° 331 de M. Alain Vasselle (rôle d'arbitrage du préfet), n° 462 de M. Alain Lambert (avis des organisations représentatives des communes urbaines et rurales et des groupements de communes sur le projet de schéma de réorganisation des services de l'Etat) et n° 369 de M. René Trégouët (prise en charge par l'Etat du coût de l'installation de ses services délocalisés) - (p. 5055) : s'oppose à l'amendement n° 432 de M. Henri Collard (soumission pour avis aux collectivités locales concernées des projets de regroupement des services de l'Etat mis à disposition) - (p. 5056) : s'oppose aux amendements n° 247 de M. Félix Leyzour (garantie des prérogatives des autorités académiques) et n° 451 de M. Michel Charasse (interdiction aux collectivités locales d'intervenir financièrement dans les domaines de responsabilité de l'Etat) - **Avant l'art. 9** (p. 5059) : s'oppose à l'amendement n° 248 de M. Félix Leyzour (principe du libre consentement à la coopération intercommunale) - **Art. 9 (définition des pays)** (p. 5062) : son amendement n° 83 : prise en compte des conséquences de la constitution des pays sur l'organisation administrative de l'Etat ; adopté après modification par le sous-amendement n° 563 de M. Alain Vasselle qu'il accepte - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 463 et n° 464 de M. Alain Lambert - (p. 5065) : s'oppose à l'amendement n° 488 de M. Jean Fauré (actions de développement local au sein du pays : concertation avec les représentants des activités professionnelles, associatives et familiales) - **Après l'art. 10** (p. 5067) : s'oppose à l'amendement n° 401 de M. Claude Estier (rétablissement dans sa rédaction initiale de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques) - **Avant l'art. 10 bis** (p. 5069) : s'oppose à l'amendement n° 251 de M. Félix Leyzour (rapport sur les délocalisations de services publics).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - Rapporteur de la commission spéciale - **Après l'art. 19 ter** (p. 5278) : demande le retrait de l'amendement n° 538 de M. Jean-Paul Delevoye (modification de l'article 55 du code civil : possibilité de déclaration du lieu de naissance dans la commune de résidence

réelle de l'un des parents) - **Titre V (des collectivités territoriales et du développement local)** : son amendement n° 119 : nouvel intitulé : « De la péréquation des collectivités territoriales et du développement local » ; adopté - **Art. 20 A (répartition des compétences)** (p. 5279, 5280) : son amendement de suppression n° 120 ; adopté - (p. 5281) : demande le retrait de l'amendement n° 436 de M. Henri Collard (missions partagées : maîtrise d'ouvrage à la collectivité assurant la plus grande part de financement) - **Après l'art. 23 bis** (p. 5335, 5339) : s'oppose à l'amendement n° 348 de M. Etienne Dailly (possibilité de réduction au tiers de la part de capital des collectivités territoriales dans les sociétés d'économie mixte locales) - **Avant l'art. 24** (p. 5340) : accepte les amendements, sur le même objet, n° 353 de M. Jean-Pierre Tizon et n° 423 de M. Claude Estier (maintien transitoire du volume de la DGF en cas de fusion volontaire de communes regroupées au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) - **Art. 24 (simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale)** (p. 5342) : son amendement n° 131 : rapport au Parlement sur l'état de la coopération intercommunale ; adopté - Sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 467 de M. Alain Lambert et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 615 de M. Paul Girod - (p. 5348, 5349) ; son amendement n° 132 : élection par les conseils municipaux des délégués au conseil de la communauté de communes ; adopté - Sur le même objet, demande le retrait des amendements, n° 182 de M. Jacques Chaumont et n° 374 de M. René Trégoût - Son amendement n° 133 : suppression du paragraphe IV de l'article 24 relatif aux groupements à fiscalité propre ; adopté - Accepte l'amendement identique n° 384 de M. Robert Vizet - Demande le retrait de l'amendement n° 373 de M. René Trégoût (représentation de chaque commune au sein du conseil de communauté) - **Après l'art. 24** (p. 5352) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 508 de M. André Diligent (représentation des petites communes au sein des communautés urbaines) - S'oppose à l'amendement n° 514 de M. Bernard Barraux (création de postes de fonctionnaires intercommunaux) - (p. 5353, 5354) : s'oppose aux amendements de M. Charles Descours n° 147 et n° 322 (modalités d'aide financière aux sociétés d'économie mixte locales) - Demande le retrait de l'amendement n° 146 du même auteur (préparation d'une loi sur le régime juridique des sociétés d'économie mixte) - **Art. 25 (assouplissement des règles de constitution des ententes interrégionales)** : son amendement de précision n° 135 ; adopté - (p. 5356) : s'oppose à l'amendement n° 174 de M. Gérard César (avis des chambres consulaires régionales) - **Art. 26 (extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales)** (p. 5357) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 385 de M. Félix Leyzour - (p. 5358) : son amendement de précision n° 136 ; adopté - **Art. 27 (création de comités consultatifs intercommunaux et départementaux - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 5359) : s'oppose aux amendements de rétablissement n° 424 de M. Claude Estier et n° 509 de M. Jean Faure - **Art. 27 bis (composition du conseil d'administration des établissements publics exerçant leur activité au profit de plusieurs départements)** : son amendement n° 137 : représentation des élus ; adopté - **Art. 28 (initiative des électeurs dans les consultations locales - extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale)** (p. 5360) : s'oppose à l'amendement n° 375 de M. René Trégoût (exclusion des communes de moins de 3 500 habitants du champ d'application de l'article) - (p. 5361) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 303 et n° 304 (assouplissement des conditions de mise en œuvre des référendums d'initiative populaire) - **Après l'art. 28** (p. 5362) : s'oppose à l'amendement n° 510 de M. Henri Goetschy (possibilité de saisine pour avis du tribunal administratif par le président du conseil régional ou le président du conseil général).

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - Rapporteur de la commission spéciale. - **Avant l'art. 29** (p. 5375) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 162 de M. Josselin de Rohan (respect des limites des syndicats de communes dans la définition des zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5376, 5384) : ses amendements n° 51 : division additionnelle : « Chapitre IV - Du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire » ; adopté (précédemment réservé,

2 novembre 1994, p. 4865) - Son amendement n° 52 : missions de l'Observatoire national de l'aménagement et du développement du territoire ; adopté après modification par les sous-amendements n° 430 de M. Paul Girod, et n° 558 de M. Alain Vasselle, qu'il accepte (précédemment réservé, 2 novembre 1994, p. 4865) - S'oppose aux sous-amendements n° 398 et n° 399 de M. Claude Estier, ainsi qu'à l'amendement n° 393, **après l'art. 3**, précédemment réservé, du même auteur (office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) - S'oppose aux amendements n° 441 et n° 442, **après l'art. 23**, précédemment réservés, de M. Paul Girod (Observatoire des finances locales) - Son amendement n° 53 : statut et organisation de l'Observatoire ; retiré (précédemment réservé, 2 novembre 1994, p. 4865) - **Avant l'art. 9** (p. 5385) : son amendement n° 138 : division additionnelle : « Titre V bis - Dispositions communes » ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 29, puis adopté - **Art. 29 (rapport du Gouvernement sur l'application de la loi)** (p. 5386) : s'oppose à l'amendement n° 305 de M. Robert Vizet (prise en compte de l'évolution de la situation financière des collectivités territoriales) - **Seconde délibération - Art. 23 (rapport sur la réforme de la taxe professionnelle)** : ses amendements n° A-1 : suppression de la taxe de péréquation sur les stations-service ; et n° A-2 : suppression de la disposition assujettissant La Poste et France Télécom aux impositions directes locales dans les conditions de droit commun et gagée par une augmentation de la taxe sur les tabacs ; adoptés avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération - **Art. 28** (p. 5391) : son amendement n° A-3 : suppression de la disposition excluant les communes de moins de 3 500 habitants du champ d'application de cet article ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 18 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 5972) : votera cet article - Utilisation des fonds européens - Basse-Normandie - Coopération transfrontalière.

*Deuxième partie :*

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (territoires d'outre-mer) - (p. 6783) : Polynésie - Nouvelle-Calédonie - Wallis-et-Futuna - (p. 6784) : Terres australes et antarctiques françaises - Spécificité des TOM - Rôle de la France à l'égard des TOM - Avis favorable de la commission des lois sur ce projet de budget.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - Rapporteur de la commission spéciale - **Art. 7 sedecies (pays et projets locaux)** (p. 7505) : s'oppose aux amendements n° 163 de M. Aubert Garcia (rétablissement de la rédaction proposée en première lecture) et n° 122 de M. Félix Leyzour (possibilité pour l'ensemble des communes désignées pour constituer un pays de donner leur avis sur ce sujet) - **Art. 7 septemdecies A (mise en œuvre, dans le cadre du pays, de projets de développement communs à plusieurs collectivités territoriales)** (p. 7506) : son amendement n° 32 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 7 septemdecies B (coordination de l'action de l'Etat dans le cadre du pays)** : s'oppose à l'amendement n° 164 de M. Aubert Garcia (suppression de : « la délimitation des arrondissements ») - **Art. 9 bis (actions correctrices en faveur de certains pays en raison de leur situation géographique)** (p. 7507) : son amendement n° 33 : nouvelle rédaction ; difficultés des zones intermédiaires du territoire ; adopté - **Art. 10 bis (commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics)** (p. 7508) ; s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Gérard Delfau qui prévoit la consultation des instances régionales.

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - Rapporteur de la commission spéciale - **Intitulé du chapitre II du titre V** (p. 7626) : son amendement n° 67 : « du développement local » ; adopté - **Art. 24 A (maintien des avantages financiers attribués aux communes regroupées décidant de fusionner - supprimé par l'Assemblée nationale)** : son amendement n° 68 : rétablissement de cet article ; adopté - **Art. 24 (simplification et démocratisation des structures de coopération inter-**

*communale*) (p. 7628) : s'oppose à l'amendement n° 178 de M. Aubert Garcia (composition et fonctionnement du conseil de la communauté de communes) - **Après l'art. 24 ter** (p. 7630) : s'oppose à l'amendement n° 196 de M. Aubert Garcia (précision par décret des conditions d'application de l'article 24 ter après concertation des communautés urbaines intéressées) - **Après l'art. 25** (p. 7634) : sur l'amendement n° 74 de M. Jacques-Richard Delong qu'il accepte (application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale aux communes comptant plus de 10 000 habitants), son sous-amendement n° 229 ; adopté - S'oppose aux amendements n° 109 de M. Alain Lambert (application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale comptant plus de 30 000 habitants) et n° 77 de M. Georges Berchet (application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale) - **Art. 28 bis (déclaration des locations touristiques)** (p. 7636) : son amendement n° 70 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 28 ter (prime d'aménagement du territoire - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 7637) : son amendement n° 71 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; retiré - **Art. 30 (dispositions applicables à la collectivité territoriale de Mayotte)** (p. 7638) : son amendement de coordination n° 212 ; adopté.

**GIROD (Paul)**, sénateur de l'Aisne (RDE).

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

- Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public Autoroutes de France.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (19 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la transparence et à la concurrence dans l'attribution des conventions de transport routier non urbain de personnes [n° 282 (93-94)] (11 février 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Transports**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi de M. Alain Lambert [n° 294 (93-94)] relative aux districts et modifiant le code des communes, le code général des impôts et la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République [n° 533 (93-94)] (22 juin 1994) - **Communautés urbaines**.

*Avi*, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi d'orientation et de programmation [n° 543 (93-94)] relatif à la sécurité (urgence déclarée) [n° 568 (93-94)] (30 juin 1994) - **Ordre public**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 560 (93-94)] relatif au statut fiscal de la Corse [n° 587 (93-94)] (6 juillet 1994) - **Impôts et taxes**.

*Proposition de loi* portant diverses mesures prioritaires en matière de finances départementales et locales [n° 261 (92-93)] (15 avril 1993) - Reprise le 4 octobre 1994 - **Finances locales**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - Administration centrale et sécurité** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 27 (22 novembre 1994).

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 15 (94-95)] modifié par l'Assemblée nationale, portant statut fiscal de la Corse [n° 65 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Impôts et taxes**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à supprimer certaines charges des associations de services aux personnes lorsqu'elles dispensent des aides aux personnes âgées dépendantes [n° 189 (94-95)] (21 décembre 1994) - **Personnes âgées**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1737) - Ministère: Affaires sociales - *Allocation compensatrice accordée aux personnes handicapées* - **Handicapés (prestations)**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales** [n° 81 (92-93)] (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1049) : innovation du projet de loi : obligation d'amortissement et obligation de provision - (p. 1050) : redoute une fiscalité accrue.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2435, 2436) : négociations du GATT - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Jachères mixtes - Effets pervers d'un dispositif de limitation de la production par une diminution des prix de vente - Fiscalité agricole - Espace rural - Biocarburants.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** [n° 543 (93-94)] - (5 juillet 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3514, 3516) : programmation des moyens de la police nationale - Crédits d'équipement et de matériels - Dépenses de matériel et de fonctionnement des services - Dépenses de personnels - Policiers en poste dans les zones difficiles - Parcs automobile et immobilier - Dette à l'égard de France Télécom - Rémunérations annexes versées à des policiers par des tiers - Accepte ce projet de loi.

*Suite de la discussion* - (6 juillet 1994) - Rapporteur pour avis - **Art. 3 et annexe II (approbation de la programmation des moyens de la police nationale)** (p. 3576) : son amendement rédactionnel n° 43 ; adopté - **Art. 20 (par priorité) (manifestations sportives, récréatives ou culturelles)** (p. 3584) : son amendement n° 44 : nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article relatif au remboursement à l'Etat de dépenses supplémentaires ; adopté - **Art. 21 (par priorité) (vacations funéraires)** (p. 3591) : son amendement rédactionnel n° 45 ; adopté (p. 3595) ; vote réservé jusqu'après l'examen de l'article 22) - **Art. 22 (par priorité) (rattachement au budget du ministère de l'intérieur, des rémunérations et redevances liées à certaines interventions de la police nationale)** (p. 3592, 3593) : s'oppose à l'amendement n° 169 de M. Claude Estier (versement des rémunérations et redevances au Trésor public) - Accepte l'amendement de précision n° 291 du Gouvernement.

*Suite de la discussion* - (7 juillet 1994) - **Art. 11 (dispositifs techniques en vue d'assurer le respect du code de la route)** (p. 3673, 3674) : se déclare favorable à l'amendement n° 24 de la commission (prévention et constatation des infractions au code de la route par les autorités de police compétentes) - (p. 3667) : votera l'article 11 malgré le retrait de l'amendement n° 25 de la commission (fixation des modalités du dispositif prévu par un décret pris après avis de la commission compétente ; compensation des charges nouvelles pouvant en résulter pour les collectivités locales gestionnaires de voiries).

- **Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse** [n° 560 (93-94)] - (11 juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale**



(p. 3842, 3843) : programme d'options spécifiques liées à l'éloignement et à l'insularité, POSEI - Modalités de compensation de la taxe professionnelle - Rôle d'EDF - (p. 3844, 3845) : transfert du produit du droit de francisation et de navigation - Surtaxation de l'électricité - Droit immobilier en Corse - Au nom de la commission des finances, accepte ce projet de loi - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3852) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Robert Vizet (dispositions fiscales en faveur des revenus salariaux et assimilés) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*exonération de taxe professionnelle*) (p. 3854, 3855) : ses amendements, n° 27 : fixation du taux de la compensation de la perte de recette de taxe professionnelle ; et rédactionnel n° 1 ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 10 (instauration d'un système de financement original fondé sur la collecte des livrets CODEVI) ; de M. Paul Loridant, n° 19 (réduction de taxe professionnelle proportionnellement identique pour toutes les entreprises) et n° 20 (suppression de la part des salaires dans les bases de calcul de la taxe professionnelle en Corse) ; demande le retrait de l'amendement n° 24 de M. Louis-Ferdinand de Rocca Serra (modalités de calcul de la compensation fiscale versée aux groupements de communes à la suite de l'exonération de taxe professionnelle) - Accepte l'amendement n° 26 du Gouvernement (modalités de calcul de la part versée par l'Etat aux groupements de communes en compensation de la perte de recette de taxe professionnelle) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3857) : son amendement n° 3 : contrepartie de l'exonération de taxe professionnelle dont bénéficiera EDF en Corse ; retiré - **Art. 2** (*exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties*) (p. 3857) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Paul Loridant (champ d'application de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties en Corse) - (p. 3858) ; ses amendements, n° 4 : modalités de compensation de la perte de recettes résultant de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les communes et leurs groupements à fiscalité propre ; n° 28 : définition du dispositif d'indexation ; et n° 6 : évaluation de l'effort fiscal pour le calcul des dotations ; adoptés - **Avant l'art. 3** (p. 3859) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° 22 (mobilisation de l'épargne de proximité au bénéfice des entreprises locales en Corse) et n° 25 (réduction d'impôt sur le revenu égale à 50 % des apports en numéraires versés aux entreprises corses par les contribuables corses) - **Art. 3** (*reconduction jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1999 des dispositifs d'exonération d'impôt sur les sociétés pour les activités et les entreprises créées en Corse*) (p. 3860) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 11 de M. Robert Vizet - Son amendement n° 7 : harmonisation des durées d'application des deux mesures d'exonération et prise en compte de l'artisanat ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 3861) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Robert Vizet (rôle du comité de coordination du développement industriel de la Corse, CCDIC) - **Art. 4** (*versement à la collectivité territoriale de Corse d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers perçue en Corse*) (p. 3862) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Robert Vizet (organisation du financement destiné à moderniser le réseau routier corse) - **Après l'art. 4** (p. 3863) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 14 (budget de l'université de Corse), et n° 15 (contrôle de la politique de formation menée en Corse) - **Art. 5** (*transfert des droits de francisation et de passeport des navires de plaisance dont le port d'attache est en Corse*) (p. 3864) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Robert Vizet (affectation à la collectivité territoriale de Corse du produit de l'impôt de solidarité sur la fortune perçu auprès des contribuables corses) - Son amendement n° 8 : obligation pour les bateaux immatriculés en Corse de séjourner une fois chaque année au minimum dans l'île - référence à une loi de finances ; adopté - **Art. 6** (*institution facultative de la taxe d'électricité par la collectivité territoriale de Corse*) (p. 3865) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Robert Vizet (suppression de la taxe de passage due par les entreprises de transport public aérien et maritime) - **Avant l'art. 7** (p. 3866) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Masseret (régime des droits de mutation à titre gratuit en Corse) - **Art. 7** (*reconduction jusqu'à fin 1997 des dispositifs d'exonération des droits applicables aux actes et attestations nécessaires au règlement des indivisions successorales en Corse*) (p. 3867) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Robert Vizet (conditions d'exigibilité de la taxe de publicité foncière) - **Sur l'ensemble** (p. 3868) : résultats positifs sur l'indexation - Courts délais pour la préparation de ce texte.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4144, 4145) : élimination des déchets - Budget des conseils généraux - Responsabilité municipale.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - (25 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4671) : statistiques sur le maillage urbain en Allemagne, plus dense qu'en France - Communes françaises - Régions - Schémas sectoriels ; enseignement supérieur - Schéma ferroviaire - Télécommunications - (p. 4673) : répartition des compétences entre collectivités ; notion de collectivité « chef de file » - Notion de « pays » - Coopération intercommunale - Accès aux services publics - (p. 4674) : moyens financiers ; modulation par zones - Fonds national de développement des entreprises - Coopération intercommunale - (p. 4675) : péréquation financière entre collectivités - Région d'Ile-de-France.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4830) : communes françaises - (p. 4834) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction, insistant sur la solidarité nationale, les principes de la décentralisation et la répartition des compétences), ses sous-amendements n° 600 : prise en compte des disparités démographiques ; adopté ; et n° 601 ; retiré - **Art. 2** (*schéma national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4845, 4846) : parole sur l'article - (p. 4849) : sur l'amendement n° 27 de la commission (modification de la rédaction mettant l'accent sur les grandes infrastructures de transport, les politiques d'éducation, la notion de réseau de ville et les solidarités interdépartementales), son sous-amendement n° 602 ; rejeté - (p. 4854, 4855) : organisation administrative territoriale.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6** (*charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4895) : parole sur l'article - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4899) : sur l'amendement n° 43 de la commission (définition et organisation des chartes régionales), son sous-amendement n° 425 ; retiré - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4933) : intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur) et sur les sous-amendements n° 578 du Gouvernement et n° 560 de M. Alain Vasselie - (p. 4939) : sur l'amendement n° 61 de la commission (politique de développement de la recherche en région), son sous-amendement n° 603 ; retiré - (p. 4942) : sur l'amendement n° 63 de la commission (mesures d'encouragement à la localisation des laboratoires privés de recherche), son sous-amendement n° 604 ; retiré - **Art. 7 (schéma directeur de la région Ile-de-France)** (p. 4946) : schéma sectoriel relatif aux transports - Répartition des compétences ; notion de collectivité chef de file - Notion de « pays » - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 4955, 4956) : sur l'amendement n° 71 de la commission (révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports), son sous-amendement n° 605 ; rejeté - (p. 4960) : sur l'amendement n° 72 de la commission (contenu des schémas directeurs nationaux des transports terrestres), son sous-amendement n° 606 ; adopté - (p. 4962) : votera l'amendement n° 73 de la commission (schéma directeur national des transports aériens).

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5006, 5010) : sur l'amendement n° 78 de la commission (désignation d'une collectivité chef de file), ses sous-amendements n° 607 ; adopté ; et n° 608 ; retiré - (p. 5013) : sur l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays), son sous-amendement n° 609 ; retiré - (p. 5017, 5021) : coopération intercommunale.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 14** (*Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale*) (p. 5111) : intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction érigeant le fonds en établissement public et limitant ses compétences aux dessertes aériennes intérieures), et sur cet amendement, sur les sous-amendements n° 159 (dessertes aériennes intérieures à la France continentale) et n° 160 (réduction du montant de la taxe) de M. Ernest Cartigny - **Avant l'art. 15** (p. 5121) : malgré certaines réserves, votera

l'amendement n° 628 du Gouvernement (création d'une société filiale de la Compagnie nationale du Rhône et d'EDF, chargée de la réalisation de la liaison Rhin-Rhône) - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité)** (p. 5123, 5124) : parole sur l'article - (p. 5133) : sur l'amendement n° 95 de la commission (nouvelle rédaction), soutient les sous-amendements de M. Philippe Marini n° 624 et n° 619 - (p. 5135) : soutient l'amendement n° 215 de M. Philippe Marini (création d'un fonds d'investissement fluvial).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 18 ter (modification du champ géographique d'application de l'exonération temporaire de taxe professionnelle accordée dans le cadre de l'aménagement du territoire)** : (p. 5214) se déclare favorable à l'amendement n° 591 du Gouvernement (harmonisation des zones d'aménagement du territoire) - **Art. 18 quater (rapport au Parlement sur la mobilité économique des personnes)** : parole sur l'article - **Après l'art. 18 quater** (p. 5217) : intervient sur l'amendement n° 592 du Gouvernement (possibilité de réduction du taux de la taxe départementale applicable aux acquisitions immobilières pour le logement des salariés dans le cas de transfert de leur entreprise dans les zones prioritaires) - **Art. 19 (exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé)** (p. 5218) : parole sur l'article - **Art. 19 (exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé)** (p. 5222) : votera l'amendement n° 108 de la commission (définition des zones rurales fragiles) - (p. 5227) : se déclare favorable à l'amendement n° 24 de M. René Régnauld (calcul de la compensation par l'Etat des exonérations de taxe professionnelle) - **Après l'art. 19 bis** (p. 5232, 5233) : se déclare favorable à l'amendement n° 111 de la commission (amortissement exceptionnel des immeubles à usage industriel et commercial acquis par des entreprises situées dans les zones urbaines et rurales défavorisées) - Sur l'amendement n° 112 de la commission (mesures d'exonération de cotisations sociales en faveur d'entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées), son sous-amendement n° 611 ; retiré.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Avant l'art. 19 ter** (p. 5253, 5254) : reprend l'amendement n° 321 de M. Joseph Ostermann retiré par son auteur (augmentation des plafonds pour la déduction du revenu imposable des pertes consécutives à l'investissement dans une PME en cessation de paiement) ; adopté - **Art. 19 ter (schéma départemental d'urbanisme commercial)** (p. 5255, 5256) : parole sur l'article - (p. 5258) : son amendement n° 426 : conformité des décisions d'autorisation aux orientations du schéma départemental élaboré par le conseil général ; devenu sans objet - (p. 5259) : votera contre l'amendement de suppression n° 114 de la commission - **Après l'art. 19 ter** (p. 5262, 5263) : sur l'amendement n° 116 de la commission (mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavorisées), son sous-amendement n° 612 ; adopté - (p. 5266, 5267) : votera l'amendement n° 117 de la commission (mesures à mettre en oeuvre dans les zones urbaines défavorisées) - (p. 5268) : sur l'amendement n° 118 de la commission (répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social), son sous-amendement n° 613 ; rejeté - (p. 5275) : son amendement n° 427 : représentation du conseil général dans la commission départementale d'équipement commercial ; retiré - (p. 5278) : intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean Faure (contrat particulier de zones fragiles entre l'Etat et certains départements) - **Art. 20 A (répartition des compétences)** (p. 5280, 5281) : soutient l'amendement n° 436 de M. Henri Collard (missions partagées ; maîtrise d'ouvrage à la collectivité assurant la plus grande part de financement) - **Art. 20 (réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière)** (p. 5283, 5284) : parole sur l'article - Réforme de la DGF - (p. 5293) : s'abstiendra sur l'amendement n° 122 de la commission (principe et échéancier de la péréquation) - **Après l'art. 20** (p. 5298) : votera l'amendement n° 597 du Gouvernement (dispositions pour 1995 - répartition de taxe professionnelle ; nouvelle définition du potentiel fiscal) - **Art. 21 bis (extension de la période d'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA de certaines immobilisations mises à la disposi-**

**tion de tiers non éligibles au FCTVA)** (p. 5303) : parole sur l'article - Loyer des gendarmeries - **Art. 22 (renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF - suppression de la DGF d'Île-de-France ; reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Île-de-France)** (p. 5305) : parole sur l'article - (p. 5309) ; son amendement n° 437 : diminution du montant de la dotation globale de fonctionnement de l'Île-de-France au profit des départements en difficulté ; retiré - **Art. 23 (rapport sur la réforme de la taxe professionnelle)** (p. 5314) : parole sur l'article - (p. 5315) : sur l'amendement n° 126 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 614 ; adopté - (p. 5326) : votera l'amendement n° 372 de M. René Trégoût (dispositif de péréquation entre stations-service) - **Après l'art. 23** (p. 5327) : soutient l'amendement n° 219 de M. Christian Poncelet (contrat quinquennal fixant les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales) - (p. 5330, 5331) : ses amendements, n° 438 : constats financiers annuels sur les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales ; adopté ; n° 439 : conférence financière annuelle entre l'Etat et les collectivités territoriales ; retiré ; et n° 440 : commission consultative d'évaluation des charges ; adopté - **Art. 24 (simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale)** (p. 5341) : parole sur l'article - Loi relative à l'administration territoriale de la République - (p. 5343, 5347) : sur l'amendement n° 131 de la commission, son sous-amendement n° 615 : report des délais accordés aux commissions départementales de coopération intercommunale ; rejeté - **Après l'art. 24** (p. 5353) : soutient les amendements de M. Charles Descours n° 147 et n° 322 (modalités d'aide financière aux sociétés d'économie mixte locales) - (p. 5354) : soutient l'amendement n° 146 de M. Charles Descours (préparation d'une loi sur le régime juridique des sociétés d'économie mixte).

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5377) : sur l'amendement n° 52 de la commission (missions de l'Observatoire national de l'aménagement et du développement du territoire), son sous-amendement n° 430 ; adopté (précédemment réservé, 2 novembre 1994, p. 4865) - **Après l'art. 23 (précédemment réservé)** : ses amendements n° 441 et n° 442 : Observatoire des finances locales ; adoptés (précédemment réservés, 8 novembre 1994, p. 5331) - **Art. 29 (rapport du Gouvernement sur l'application de la loi)** (p. 5386) : parole sur l'article - **Après l'art. 23 (suite)** (p. 5388) : demande le vote de l'amendement n° 219 de M. Christian Poncelet (contrat quinquennal fixant les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5399, 5400) : votera, avec certaines réserves, ce projet de loi en première lecture.

- **Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse** - *Deuxième lecture* [n° 15 (94-95)] - (15 novembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5621, 5622) : régime fiscal de la Corse - Maintien des textes réglementaires et législatifs en vigueur - Risques constitutionnels - Au nom de la commission des finances, accepte conforme ce projet de loi - **Sur l'ensemble** (p. 5625) : problème des zones en difficulté - Nouveauté introduite dans le droit fiscal local français pour la compensation de taxe professionnelle.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 11** (p. 5781) : son amendement n° 74 : mesures en faveur des pensions de retraite des élus locaux ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie* :

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 6041) : son amendement n° I-160, identique à l'amendement n° I-79 de M. Michel Souplet : exonération de la TIPP pour les huiles de colza ; adopté - **Art. 11 (par priorité) (pérennisation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 % appliquée aux bases de taxe professionnelle)** (p. 6044, 6045) : situation financière des collectivités locales - Se déclare favorable à l'amendement n° I-7 de la commission (nouvelle rédaction).

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 6101) : son amendement n° I-161, soutenu par M. Ernest Cartigny : exonération de la taxe intérieure de consommation

sur les produits pétroliers pour les livraisons de gaz destinées à la production de cultures végétales sous serre ; retiré - **Après l'art. 12** (p. 6124) : son amendement n° I-162, identique à l'amendement n° I-98 de M. Auguste Cazalet et n° I-157 de M. Henri de Raincourt (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole) ; retiré - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 6157) : entreprises - Avis favorable de la grande majorité du RDE sur la première partie du projet de loi de finances.

#### Deuxième partie :

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) - Rapporteur spécial (administration centrale et sécurité) - (p. 6363) : projet de loi de programmation sur la sécurité - Police nationale : emplois, matériels et équipements - Logement des policiers - (p. 6364) : prime de zones difficiles - Dettes de la police nationale et impayés de téléphone - Plans départementaux signés entre les préfets et les procureurs de la République - Direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre les emplois des clandestins, DICCILEC - (p. 6365) : service des renseignements généraux - Réforme des corps et des carrières - Aménagement des horaires de travail - Sécurité civile - Programme « Canadairs » - Demande au Sénat d'adopter ces crédits ainsi que l'article 59 rattaché - **Examen des crédits - Art. 59 (financement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris)** (p. 6391) : taux de participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris - Brigade des marins-pompiers de Marseille - Problème des colonnes de secours - (p. 6392) : accepte l'amendement n° II-24 du Gouvernement (taux de participation des départements au financement des dépenses de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris pour les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement) et s'oppose aux amendements identiques de suppression n° II-13 de M. Camille Cabana, n° II-17 de M. Robert Pagès et n° II-20 de M. Claude Estier.

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) (p. 6834) : le groupe du RDE votera dans sa grande majorité ces crédits - Aménagement du territoire - Autoroute A 9 - Mise à 4 voies de la RN 2 - Liaison Seine-Nord - (p. 6835) : SNCF - TGV - Négociation de contrats de plan entre la SNCF et les régions.

#### Articles non rattachés :

(10 décembre 1994) - **Art. 45 (relèvement du plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global)** (p. 7201) : son amendement n° II-4 : maintien de la situation actuelle en ce qui concerne les biens donnés à bail à long terme ; rejeté - (p. 7202) : déficit foncier à supporter pour certains propriétaires fonciers - **Art. 49 (réforme du financement de l'allocation de revenu minimum d'insertion)** (p. 7235) : charges des départements dans le financement du RMI - (p. 7239) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° II-72 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Après l'art. 50** (p. 7244) : son amendement n° II-90 : simplification dans les contrôles de la comptabilité pour la gestion des entreprises ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7465, 7466) : schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports - Rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture - Fonds de gestion de l'espace rural - Suppression du schéma d'urbanisme commercial régional - Schéma sanitaire et social - Péréquation financière - Péréquation de la taxe professionnelle entre les communes - Malgré quelques réserves, apportera son soutien à ce texte.

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 25** (p. 7636) : se déclare favorable à l'amendement n° 74 de M. Jacques-Richard Delong (application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale aux communes comptant plus de 10 000 habitants) modifié par le sous-amendement n° 229 de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7638) : votera ce texte.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public** [n° 162 (94-95)] - **Suite de la discussion** (22 décembre 1994) - **Art. 5 (seuil d'application des procédures)**

(p. 8027) : son amendement n° 37, soutenu par M. Ernest Cartigny : montant du seuil fixé à 700 000 francs ; devenu sans objet.

**GOETSCHY (Henri)**, sénateur du Haut-Rhin (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) et du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

#### DÉPÔTS

**Rapport**, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi d'orientation [n° 241 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française [n° 256 (93-94)] (19 janvier 1994) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

**Avis**, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 549 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte [n° 577 (93-94)] (4 juillet 1994) - **Départements d'outre-mer (DOM).**

**Rapport spécial**, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Départements et territoires d'outre-mer** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 11 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française** [n° 241 (93-94)] - (24 janvier 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 471) : suspension des essais nucléaires - Abandon des activités traditionnelles - Centre d'expérimentation du Pacifique - Importance du secteur public - (p. 472) ; tourisme insuffisant - Renégociation de la convention économique et douanière - « Pacte de progrès » - Contrat de développement - (p. 473) : insertion critiquable d'un fonds pour le progrès de la Polynésie française au sein du fonds d'intervention pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer, FIDES - Engagement financier pour cinq ans - Au nom de la commission des finances, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - (12 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 959, 960) : accueil réservé à ce projet de loi - Possibilité de passer des accords entre européens - Exemple de l'Allemagne - Signature de la charte européenne des langues régionales - Faiblesse du système éducatif français en matière d'enseignement des langues - Application de la loi - (p. 961, 962) ; réglementation des langues régionales - Propositions de loi déposées depuis 1950 - Opinion publique sur les langues régionales - Haut conseil national des langues de France - Exemple de l'Alsace.

**Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 985) : sur l'amendement n° 1 de la commission (énoncé des principes généraux), son sous-amendement n° 37 ; retiré - **Art. 2 (inscriptions apposées et annonces faites dans les lieux ouverts au public)** (p. 990) : son amendement n° 38 ; traduction en langue française des inscriptions en langue régionale de France en vue de favoriser le tourisme ; adopté - **Art. 3 (pré-**

sentation du texte français et de ses traductions éventuelles) (p. 992) : intervient à propos de l'amendement n° 47 de M. Claude Estier (recours minimum à deux langues étrangères) - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 996) : son amendement n° 39 : extension du second alinéa de cet article aux manifestations de promotion du tourisme ; rejeté (le 14 avril 1994, p. 1079) - (p. 1002) : se déclare favorable à l'amendement n° 50 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction) - (p. 1007) : sur l'amendement précité n° 50 de M. Claude Estier, son sous-amendement n° 72 ; retiré.

**Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 5 (suite)** (p. 1080) : intervient à propos de l'amendement n° 30 de M. Ivan Renar (dispositif de traduction simultanée) - **Art. 7 (emploi du français dans les entreprises)** (p. 1087) : sur l'amendement n° 12 de la commission (non application de ces dispositions aux documents liés à l'activité internationale de l'entreprise), se déclare favorable au sous-amendement n° 69 du Gouvernement - **Art. 8 (offres d'emploi publiées dans la presse)** (p. 1088, 1089) : son amendement n° 40 : offres d'emploi transfrontalières ; retiré - **Art. 9 (le français, langue de l'enseignement)** (p. 1090, 1091) : ses amendements n° 41 : enseignement des langues régionales ; adopté ; et n° 42 : enseignement des langues et de la langue régionale ; retiré - **Art. 10 (règles linguistiques applicables à la communauté audiovisuelle)** (p. 1095) : son amendement n° 43 : diffusion des émissions en langue régionale de France ; retiré - **Art. 19 (préservation des langues régionales)** (p. 1144) : ses amendements n° 45, de coordination ; rejeté ; et n° 44, rédactionnel ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1148) : remerciements - Langues régionales - Avis favorable de la quasi totalité des membres de l'UC sur ce texte tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

*Deuxième lecture* [n° 437 (93-94)] - (26 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1918) : plurilinguisme - Enseignement des langues - Charte européenne des langues régionales - Avis favorable sur ce projet de loi.

- **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte** [n° 549 (93-94)] - (8 juillet 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3750, 3751) : examen des articles fiscaux - Caractère novateur de l'exonération de charges - TVA sociale - **Art. 26 (par priorité) (concessions et cessions des terres domaniales en Guyane)** (p. 3780) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (possibilité pour les concessions et cessions de faire l'objet de prescriptions visant à préserver l'environnement) - **Art. 6 (financement de la politique spécifique de l'emploi)** (p. 3801) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 65 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Art. 13 (octies (formation des taux d'intérêt dans les DOM))** (p. 3807) : son amendement de suppression n° 27 ; adopté - **Avant l'art. 23** (p. 3814) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Rodolphe Désiré (caractère obligatoire de la présentation du rapport annuel par le préfet au conseil régional) - **Art. 23 (élargissement du champ d'affectation du produit de la taxe sur les carburants)** (p. 3815) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de suppression n° 34 de M. François Louisy, n° 45 de M. Roger Lise et n° 71 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Art. 29 (réforme de l'octroi de mer en vue de l'achèvement du « marché unique anfillais »)** (p. 3817) : ses amendements n° 28, rédactionnel, et n° 29 : date de reversement pour la région d'importation de la part de l'octroi de mer revenant à la région de consommation ; adoptés.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 4190 à 4192) ; sur l'amendement n° 175 de M. Alain Vasselle (consultation des collectivités territoriales), son sous-amendement n° 313 ; retiré - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 4209, 4210) : pouvoirs du préfet - Rôle de la région - Avis du conseil.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5031) : son amendement n° 511, soutenu par M. Henri Col-

lard : monuments historiques ou inscrits à la liste supplémentaire : maîtrise d'ouvrage de la collectivité locale ; retiré - **Art. 8 (organisation des services déconcentrés de l'Etat)** (p. 5053) : son amendement n° 486, soutenu par M. Louis Moirard : référence au service chargé du contrôle de la qualité et de la sécurité des productions agricoles et agroalimentaires ; retiré.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 28** (p. 5362) : son amendement n° 510, soutenu par M. Jean Huchon : possibilité de saisine pour avis du tribunal administratif par le président du conseil régional ou le président du conseil général ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6773, 6774) : augmentation du projet de budget par rapport à 1994 - Interventions publiques - Dépenses en capital - Rapport annuel de la Cour des comptes - POSEIDOM, programmes d'action spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer - (p. 6775) : régression des crédits du FIDOM, Fonds d'investissement des départements d'outre-mer - Questions fiscales - Recherche dans les terres australes et antarctiques françaises - Proposition d'adoption du projet de budget des DOM-TOM pour 1995 par la commission des finances.

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 7010, 7012) : enseignement du français à l'étranger - Langues régionales - Charte européenne des langues régionales - Accepté ce projet de budget.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne** [n° 115 (94-95)] - (13 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7438, 7439) : votera ce projet de loi - Finlande - Emploi de la langue française - Autriche - Solidarité européenne.

**GOLLIET (Jacques)**, sénateur de Haute-Savoie (UC).

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

- Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre titulaire de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Membre titulaire de la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 264 (93-94)] adopté par l'Assemblée

nationale, autorisant la ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France, le 13 juin 1992 [n° 269 (93-94)] (26 janvier 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 266 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes (ensemble un procès-verbal) [n° 270 (93-94)] (26 janvier 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur le contrôle des Parlements des Etats membres sur les actes de l'Union européenne [n° 339 (93-94)] (13 avril 1994) - **Union européenne.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 297 (93-94)] autorisant la ratification du traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre [n° 349 (93-94)] (20 avril 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 447 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du Traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République du Kazakhstan (ensemble un protocole de coopération économique) [n° 480 (93-94)] (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur les perspectives d'élargissement de l'Union européenne aux pays signataires d'accords européens d'association [n° 567 (93-94)] (30 juin 1994) - **Union européenne.**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Nucléaire, espace et services communs** - [n° 82 (94-95)] tome 4 (22 novembre 1994).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur la proposition de résolution [n° 68 (94-95)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par MM. Jacques Genton, Yves Guéna et Xavier de Villepin, sur la proposition de décision du Conseil approuvant la conclusion de la Convention sur la sûreté nucléaire par la Communauté européenne de l'énergie atomique (n° E-302) [n° 101 (94-95)] (30 novembre 1994) - **Communautés européennes.**

son électronique des empreintes digitales - Demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : position du Gouvernement français au sujet de l'élargissement futur de l'Union européenne** - (19 avril 1994) (p. 1161, 1162) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jacques Genton.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre** [n° 297 (93-94)] - (11 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1569, 1570) : accession de la Principauté d'Andorre au statut d'état souverain - Propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche (ensemble un protocole)** [n° 369 (93-94)] - (11 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1571) : contrôles frontaliers - Propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2526, 2527) : service national - Sécurité civile - Insuffisance des crédits de recherche - Recherche spatiale - Recherche sur les armes nouvelles ; arme neutronique.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République du Kazakhstan (ensemble un protocole de coopération économique)** [n° 447 (93-94)] - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2721, 2723) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Défense** - (30 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (nucléaire, espace et services communs) - (p. 6450, 6451) : dissuasion nucléaire - Maîtrise de l'espace - Renseignements - Service d'information et de relations publiques des armées, SIRPA - Service de santé.

**GOULET (Daniel)**, sénateur de l'Orne (RPR).

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

**QUESTIONS**

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5737) - Ministère : Affaires sociales - *Situation des sans-logis à l'approche de l'hiver* - **Sans domicile fixe.**

*Questions orales sans débat :*

n° 151 (JO Débats du 19 octobre 1994) (p. 4443) - Ministère : Intérieur - *Primes à l'aménagement du territoire* - (Réponse : JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5810) - **Aménagement du territoire.**

**INTERVENTIONS**

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2452, 2453) : revitalisation de

**QUESTIONS**

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2650) - Ministère : Affaires étrangères - *Conseil de sécurité européen* - **Union européenne.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992** [n° 264 (93-94)] - (27 janvier 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 663, 664) : sommet de la terre de Rio - Effet de serre - Méthode de développement des pays du tiers monde - Réduction des émissions de gaz carbonique - Coopération au sein de l'Union européenne - Propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes (ensemble un procès-verbal)** [n° 266 (93-94)] - (27 janvier 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 670, 672) : augmentation des demandés d'asile et de l'immigration - Responsabilité des Etats - Conventions de Dublin et de Schengen - Révision de la Constitution - Création d'un système automatisé de comparai-

l'espace rural - Bilan positif d'une association de développement rural, créée en vallée de la Haute-Sarthe - Forêt.

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2774) : déception suscitée par ce texte - Nécessité d'une politique familiale globale - (p. 2775) ; rôle de la famille - Situation précaire des veuves et parents isolés - Conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale - Problème des retraites et des personnes âgées dépendantes - Votera ce projet de loi avec le groupe du RPR.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (28 novembre 1994) (p. 6320) : commerce de proximité - (p. 6321) : mesures en faveur du commerce, de l'artisanat et des PME - Aménagement du territoire et urbanisation commerciale et hôtelière - Concurrence commerciale - Inadéquation de ce budget aux besoins réels des secteurs concernés - Identité de l'entreprise et reconnaissance du statut des conjoints - (p. 6322) : pratiques commerciales et concurrence - Aménagement et développement du territoire - Votera ce projet de budget.

**Défense** - (30 novembre 1994) (p. 6478) : gendarmerie - Effectifs - Hébergement - Votera ce projet de budget.

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6540, 6541) : revalorisation des conditions d'exercice et de carrière des personnels de l'enseignement - Chefs d'établissement - Parité des établissements d'enseignement privé sous contrat avec les établissements publics - Sécurité dans les établissements publics - Budget des régions - Exemple de la Basse-Normandie - Votera ce projet de budget.

**Environnement** - (3 décembre 1994) (p. 6683, 6685) : insuffisance des crédits affectés aux actions de protection de la nature et des paysages - Politique de l'eau - Conservatoire du littoral - Parc régional du Perche - Avenir des voies de chemin de fer désaffectées - Enseignement des sciences de l'environnement à l'école et à l'université - Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6845) : axe Calais-Bayonne - Autoroute A 48, Rouen-Alençon-Le Mans-Tours - Votera ce projet de budget.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Art. 13 (fonds national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 7519) : son amendement n° 96 : présence du commerce de proximité dans l'aménagement du territoire et notamment dans l'espace rural ; retiré - **Art. 16 (fonds de gestion de l'espace rural)** (p. 7529, 7530) : ses amendements n° 98 : prise en compte des commerçants indépendants et de proximité ; et n° 99 : prise en compte par les partenaires économiques des compagnies consulaires ; retirés.

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 17 D (définition des différentes catégories de zones prioritaires)** (p. 7553, 7554) : ses amendements, n° 101 : clarification de la nature même des zones qui pourraient être éligibles à la politique de développement économique ; et n° 102 : prise en compte des centres-bourgs ; retirés - **Art. 18 (réduction du champ de l'allègement d'impôts sur les bénéfices en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce)** (p. 7559) : son amendement n° 106 : précision sur la nature des entreprises qui bénéficient des dispositions de cet article ; adopté.

**GOUTEYRON (Adrien)**, sénateur de la Haute-Loire (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Aviz*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Communication** - [n° 80 (94-95)] tome 10 (22 novembre 1994).

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la distribution de la presse [n° 152 (94-95)] (14 décembre 1994) - **Presse**.

#### INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'éducation** [n° 471 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2031 à 2033) : préparation de la réforme et du débat - Mise en place d'expériences dans les collèges - Financement de la réforme - Contrat pour l'école - Maîtrise de la langue - Organisation de la classe de sixième - Vie scolaire - Rôle de la famille - Formation en alternance - Modifications législatives.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** [n° 417 (93-94)] - (8 juin 1994) - **Après l'art. 29** (p. 2373) : se déclare favorable à l'amendement n° 41 de la commission (expérimentations dans les départements volontaires des dispositifs d'aide aux personnes âgées dépendantes).

- **Question orale avec débat : publicité locale sur le réseau FM** - (15 juin 1994) (p. 2610, 2611) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Gérard Delfau.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 4188, 4189) : se déclare opposé à l'amendement n° 80 de M. Jean Faure (discussion des objectifs).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 4875) : sur l'amendement n° 31 de la commission (nouvelle rédaction maintenant les compétences d'urbanisme reconnues aux autorités locales et supprimant la possibilité dans les directives des adaptations mineures à des lois votées par le Parlement), votera le sous-amendement n° 284 de M. Jean Faure.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 5 (coordination)** (p. 4892) : intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (suppression du texte adopté par l'Assemblée nationale, élargissant trop les capacités d'urbanisation pour l'article L. 145-3 du code de l'urbanisme) - **Mitage** - **Après l'art. 6** (p. 4915, 4916) : son amendement n° 179 : politiques interrégionales des massifs de montagne ; adopté - (p. 4918) : votera l'amendement n° 218 de M. Gérard Delfau (carte des formations professionnelles et technologiques) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4935) : votera l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur).

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5018) : sur l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays), se déclare favorable au sous-amendement n° 609 de M. Paul Girod - **Art. 9 (définition des pays)** (p. 5062) : sur l'amendement n° 83 de la commission (prise en compte des conséquences de la constitution des pays sur l'organisation administrative de l'Etat), soutient le sous-amendement n° 563 de M. Alain Vasselle.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 11 (maintien des services publics sur le territoire)** (p. 5088) : consultation des conseils municipaux - **Art. 13 (Fonds national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 5100) : soutient l'amendement n° 287 de M. Jean Faure (part des zones affectées d'importants handicaps) - **Art. 14 (Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale)** (p. 5112) : se déclare favorable à l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction érigeant le fonds en établissement public et limitant ses compétences aux dessertes aériennes intérieures).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 17 (fonds national de développement des entreprises)** (p. 5202) : sur l'amendement n° 106 de la commission (nouvelle rédaction), se déclare opposé au sous-amendement n° 588 du Gouvernement.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 19 ter** (p. 5277) : soutient l'amendement n° 291 de M. Jean Faure (contrat particulier de zones fragiles entre l'Etat et certains départements) - **Art. 22 (renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF - suppression de la DGF d'Ile-de-France - reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Ile-de-France)** (p. 5309) : son amendement n° 180 (diminution du montant de la dotation globale de fonctionnement de l'Ile-de-France au profit des départements en difficulté) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Communication** - (9 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 7143) : avenir de la presse - Aide à la presse - (p. 7144) : insuffisance de la distribution de la presse - Radio - Télévision publique - Création de la chaîne du savoir - (p. 7145) : émet un avis favorable à l'adoption de ces crédits.

**GRANDON (Jean)**, sénateur d'Eure-et-Loir (NI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2416, 2417) : taxe sur le foncier non bâti - Prêts bonifiés - Organisation des filières et des marchés - Transmission du foncier - Effets pervers de la politique agricole commune, PAC, pour les départements céréaliers - Département de l'Eure-et-Loir - Désertification des campagnes - Aménagement du territoire.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - (25 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4679, 4680) : déséquilibres territoriaux - Conjugaison de l'espace rural et de l'espace urbain - Fiscalité locale.

**GRAZIANI (Paul)**, sénateur des Hauts-de-Seine (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la**

**discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4794, 4796) : notion de « pays » - Coopération intercommunale - Démocratisation des organes de coopération intercommunale - Décentralisation.

**GRUILLOT (Georges)**, sénateur du Doubs (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

**Proposition de loi organique**, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la représentation des professions libérales au Conseil économique et social [n° 295 (93-94)] (4 mars 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Professions libérales.**

**Proposition de loi**, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à simplifier les procédures administratives et alléger les contraintes financières pour favoriser l'emploi dans les entreprises [n° 306 (93-94)] (2 avril 1994) - **Emploi.**

**Proposition de loi**, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 23 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 357 (93-94)] (21 avril 1994) - **Collectivités territoriales.**

**Proposition de loi**, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la transmission d'entreprise et à l'emploi [n° 473 (93-94)] (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Entreprises (transmission).**

**Proposition de loi**, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le code de l'urbanisme [n° 217 (92-93)] (11 février 1993) - Reprise le 4 octobre 1994 - **Environnement.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 11** (p. 5781) : son amendement n° 135, sur le même objet que l'amendement n° 74 de M. Paul Girod et soutenu par M. Alain Vasselle (mesures en faveur des pensions de retraite des élus locaux) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) (p. 6353) : reconquête du territoire - Département du Doubs - Absence d'exonération fiscale dans certains territoires - (p. 6354) : rôle des collectivités locales dans l'aménagement du territoire - Ressources des collectivités locales - Canal Rhin-Rhône et transport fluvial européen - Contrats de plan et intercommunalité - Votera ce projet de budget.

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) (p. 6417, 6418) : politique de l'emploi - Prélèvements sociaux et fiscaux - Réinsertion - Initiative individuelle en faveur du retour à l'emploi - Formation en alternance - Exemple du département du Doubs - Votera ce projet de budget.

**Justice** - (7 décembre 1994) (p. 6940, 6941) : indépendance de la justice - Création d'un « porte-parole de juridiction » - Appréciation de la responsabilité collective supportée par le maire.

**Communication** - (9 décembre 1994) (p. 7146) : conditions de communication des collectivités territoriales sur leur gestion ou leurs réalisations en période préélectorale - Exemple de la campagne pour l'emploi dans le département du Doubs - (p. 7147) : animateurs-cachetiers des stations locales de Radio France - Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

GUÉNA (Yves), sénateur de la Dordogne (RPR).

Vice-président du Sénat.

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur la IXe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Bruxelles, les 22 et 23 novembre 1993 [n° 232 (93-94)] (12 janvier 1994) - **Communautés européennes.**

*Proposition de loi organique*, déposée avec MM. Maurice Schumann et Christian de La Malène, tendant à compléter le domaine de la loi afin de soumettre le passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à une autorisation législative [n° 273 (93-94)] (26 janvier 1994) - **Union européenne.**

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur la Xe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Athènes les 9 et 10 mai 1994. [n° 458 (93-94)] (25 mai 1994) - **Communautés européennes.**

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la troisième session de l'Assemblée parlementaire de la CSCE (5-8 juillet 1994) [n° 55 (94-95)] (4 novembre 1994) - **Union européenne.**

*Proposition de résolution*, déposée avec MM. Jacques Genton et Xavier de Villepin, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de décision du Conseil approuvant la conclusion de la Convention sur la sûreté nucléaire par la Communauté européenne de l'énergie atomique (n° E-302) [n° 68 (94-95)] (10 novembre 1994) - **Communautés européennes.**

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la XIe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Bonn les 24 et 25 octobre 1994 [n° 103 (94-95)] (2 décembre 1994) - **Union européenne.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la préparation de la Conférence intergouvernementale de 1996 [n° 104 (94-95)] (2 décembre 1994) - **Union européenne.**

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2643) - Ministère : Premier ministre - *Centrale de Tchernobyl* - Nucléaire.

#### INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

– **Hommage rendu à une délégation de parachutistes anglais et français du Special Air Service**, ainsi qu'à tous ceux qui sont tombés sur les plages du débarquement - **Cinquantième anniversaire du débarquement du 6 juin 1944** (7 juin 1994) (p. 2233)

– **Souhaits de bienvenue à une délégation du Conseil de la Fédération de Russie** (15 juin 1994) (p. 2560).

– **Rend hommage à Antoine Pinay**, ancien sénateur de la Loire de 1938 à 1941, à l'occasion de l'annonce de son décès (13 décembre 1994) (p. 7387)

#### En qualité de sénateur

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : position du Gouvernement français au sujet de l'élargissement futur de l'Union européenne** - (19 avril 1994) (p. 1162, 1163) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jacques Genton.

– **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** [n° 174 (93-94)] - (26 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1229, 1230) : organisation de l'accès aux grands corps par « les tours extérieurs » - Dénonciation des abus - Politisation de l'administration - Énumération de certaines nominations socialistes - (p. 1231, 1232) : comparaison entre les fonctions publiques anglaise et américaine - Nécessité en France de ce projet de loi que le groupe du RPR votera - Réglementation plus stricte - Propose la suppression des cabinets ministériels - Fonction publique territoriale - Cas des fonctionnaires devenus parlementaires.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 47 (par priorité) (assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques)** (p. 3152, 3153) : consommation d'alcool - Viticulture - (p. 3153) : son amendement n° 59, soutenu par M. Gérard César : nouvelle rédaction qui simplifie la législation ; retiré.

– **Rappel au règlement** - (29 novembre 1994) (p. 6355) : soulève le problème de la jurisprudence relative à la responsabilité de l'administration pour les fautes commises par ses agents, à l'occasion de la manifestation des chefs d'établissement de l'enseignement secondaire.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Défense** - (30 novembre 1994) (p. 6466, 6468) : opérations militaires extérieures - Service national - Armée professionnelle,

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 7019, 7021) : politique française depuis la guerre froide - OTAN - Relations avec les Etats-Unis - Afrique - Sécurité commune en Europe.

– **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** - *Deuxième lecture* [n° 88 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 37 quinquies (secret de l'enquête et de l'instruction)** (p. 7389, 7390) : respect du secret de l'instruction - Pièces de procédure reproduites dans la presse - Présomption d'innocence - Souhaite que soit trouvée une solution entre la liberté de la presse et la protection de l'honneur des justiciables jusqu'au prononcé du jugement.

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : orientations de la présidence française de l'Union européenne** - (20 décembre 1994) - *Au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne* (p. 7837, 7838) : groupe de réflexion intergouvernemental - Révision de cinq points du traité de Maastricht - Elargissement de l'Union - Association des Parlements nationaux à la marche des institutions de l'Union - Rapport du Sénat sur les institutions - Sénat des nations.

GUYOMARD (Bernard), sénateur de Paris (UC).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au siège de l'Organisation des Nations Unies du 12 au 16 décembre 1993 [n° 271 (93-94)] (26 janvier 1994) - **Organisations internationales.**



*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 367 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'adhésion de la République française à l'Acte constitutif de l'Organisation internationale pour les migrations [n° 380 (93-94)] (27 avril 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur :

1° le projet de loi [n° 407 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres le 27 novembre 1992 ;

2° le projet de loi [n° 408 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres le 27 novembre 1992 [n° 435 (93-94)] (18 mai 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 446 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord international de 1989 sur le jute et les articles en jute [n° 456 (93-94)] (25 mai 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 527 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée) [n° 5 (94-95)] (5 octobre 1994) - **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires étrangères** - [n° 82 (94-95)] tome 1 (22 novembre 1994).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 164 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur les modalités du transfert de propriété du système d'oléoduc Donges-Melun-Metz à la France [n° 168 (94-95)] (19 décembre 1994) - **Traités et conventions.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'Acte constitutif de l'Organisation internationale pour les migrations** [n° 367 (93-94)] - (11 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1576) : comité intergouvernemental pour les migrations européennes, CIME, fondé en 1951 - Financement - Propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'amendements à la convention du 2 février 1971 relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux, adoptés par la conférence extraordinaire réunie à Regina, Canada, le 28 mai 1987** [n° 406 (93-94)] - (3 juin 1994) - En remplacement de M. Michel d'Ail-

lières, rapporteur - **Discussion générale** (p. 2203, 2204) : article 53 de la Constitution - Convention de Ramsar du 2 février 1971 - Modifications institutionnelles - Financement - Propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres le 27 novembre 1992** [n° 407 (93-94)] - (3 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 408) (p. 2205) : propose l'adoption de ces projets de loi tout en soulignant l'importance de la prévention des pollutions, de la sécurité maritime et la poursuite d'activités sous pavillon de complaisance.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres le 27 novembre 1992** [n° 408 (93-94)] - (3 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 407) : voir intervention sous le projet de loi n° 407 (p. 2205).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (15 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2562, 2563) : financement de la programmation proposée - Dissuasion nucléaire - Vote de ce projet de loi par le groupe de l'Union centriste.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1989 sur le jute et les articles en jute** [n° 446 (93-94)] - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2718) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** [n° 543 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (8 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3741, 3742) : rôle de la police - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique** [n° 527 (93-94)] - (14 octobre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4357, 4358) : évolution et harmonisation des législations - Convention de Malte - Au nom de la commission des affaires étrangères, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 6990, 6992) : réduction des effectifs - Situation du Liban.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur les modalités du transfert de propriété du système d'oléoduc Donges-Melun-Metz à la France** [n° 164 (94-95)] - (20 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 7835) : au nom de la commission des affaires étrangères, propose l'adoption de ce projet de loi.

## H

**HABERT (Jacques)**, sénateur des Français établis hors de France (délégué de la réunion administrative des NI).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 165 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international (ensemble une annexe) faite à Washington le 26 octobre 1973 [n° 335 (93-94)] (13 avril 1994). - **Traités et conventions.**

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1736) - Ministère : Affaires étrangères - *Situation en Haïti* - **Politique extérieure.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants** [n° 217 (93-94)] - (12 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 21) : Français de l'étranger - (p. 22) : fraude électorale ; sanctions pénales - Se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 39) : les sénateurs non-inscrits voteront à l'unanimité le projet de loi tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif au corps humain** [n° 66 (92-93)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 126, 128).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 126, 127) : conséquences de l'évolution de la science - Nécessité de donner à la bioéthique le cadre protecteur d'une loi - Affirmation de grands principes de base - Non-patrimonialité et non-commercialisation du corps humain - Encouragement de la recherche en la préservant de toute dérive éventuelle - Collaboration avec les partenaires européens - Définition juridique de la mort - Recherches sur le génome - Garantie contre tout risque d'eugénisme - (p. 128) : expérimentation sur l'embryon humain - Procréation médicalement assistée - Comité consultatif national d'éthique - Interrogation sur les

modalités de recours à la procréation médicalement assistée - Mères porteuses.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** [n° 68 (92-93)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 126, 128).

**Suite de la discussion** - (21 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 435) ; avec les sénateurs non-inscrits, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen - Deuxième lecture** [n° 257 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Art. 4 (éligibilité aux élections européennes en France des ressortissants d'un autre Etat de l'Union)** (p. 498) : principe de la réciprocité pour les Français de l'étranger - *A titre personnel* s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la condition de résidence pour les ressortissants de l'Union européenne appelés à figurer sur les listes françaises aux prochaines élections européennes) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 499) : possibilité donnée aux Français résidant dans les pays de l'Union européenne de voter pour les listes locales - Les sénateurs non inscrits et les sénateurs représentant les Français de l'étranger voteront à l'unanimité ce texte amendé par le Sénat.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93-81/Euratom, CECA, CEE, modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76-787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976** [n° 261 (93-94)] - (27 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 661) : création d'un Sénat européen - Reconnaissance officielle de la ville de Strasbourg comme capitale de l'Europe - Avis favorable sur ce projet de loi tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 275 (93-94)] - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 685) : intitulé du projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - (12 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 972, 973) : prééminence de l'anglais - Francophonie - Plurilinguisme - Terminologie - Défense des chansons françaises - Avis favorable des sénateurs non inscrits sur ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 987) : se déclare favorable à l'amendement n° 21 de M. Ivan Renar (énoncé des principes généraux).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international (ensemble une annexe) faite à Washington le 26 octobre 1973** [n° 165 (93-94)] - (14 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166) (p. 1119, 1120) : au nom de la commission des affaires étrangères, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** [n° 174 (93-94)] - (26 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1255) : nécessité de ce projet de loi - Limitation des abus et des scandales - Remercie la commission des lois des améliorations apportées au projet de loi - Au nom des sénateurs non inscrits, déclare voter ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord** [n° 344 (93-94)] - (3 mai 1994) - **Art. unique (durée d'assurance requise pour le calcul de la retraite des anciens combattants d'Afrique du nord)**

(p. 1386) : avis favorable des sénateurs non inscrits sur ce texte.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'Acte constitutif de l'Organisation internationale pour les migrations [n° 367 (93-94)]** - (11 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1577) : réservé sur le champ étendu de responsabilités de cette organisation - Contrôles financiers nécessaires - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française - Deuxième lecture [n° 437 (93-94)]** - (26 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1918, 1919) : avis favorable de la majorité des membres de la réunion administrative des sénateurs non inscrits sur ce projet de loi - S'abstiendra, ainsi qu'un de ses collègues, sur ce texte - Défense et législation de la langue française à l'étranger - Hostilité à l'égard de la langue anglaise - Français de l'étranger.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'amendements à la convention du 2 février 1971 relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux, adoptés par la conférence extraordinaire réunie à Regina, Canada, le 28 mai 1987 [n° 406 (93-94)]** - (3 juin 1994) - **Explication de vote sur l'article unique** (p. 2204) : s'abstiendra sur ce texte pour des raisons de procédure.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 [n° 481 (93-94)]** - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2543, 2546) : forces françaises implantées dans les départements et territoires d'outre-mer - Accords de défense bilatéraux avec des pays africains - Coopération en faveur de la paix et du droit international - Insuffisance en avions de transport - Sécurité des Français de l'étranger - Forces stationnées en Allemagne ; enseignement français en Allemagne - Opérations multinationales ; casques bleus - Vote de ce projet de loi par la majorité du groupe des non inscrits.

- **Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur [n° 466 (93-94)]** - (16 juin 1994) - **Art. 2 (application du nouveau régime aux expérimentations en cours)** (p. 2637) : déclare s'abstenir lors du vote de l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin [n° 361 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 362, n° 363, n° 364, n° 365 et n° 366) (p. 2716) : coopération avec l'Afrique.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie [n° 362 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 361, n° 363, n° 364, n° 365 et n° 366) - Voir intervention sous le projet de loi n° 361 (p. 2716).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Burkina Faso [n° 363 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Rapporteur - Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 361, n° 362, n° 364, n° 365 et n° 366) - Voir intervention sous le projet de loi n° 361 (p. 2716).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relative à la circulation et au séjour des personnes [n° 364 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 361, n° 362, n° 363, n° 365 et n° 366) - Voir intervention sous le projet de loi n° 361 (p. 2716).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise [n° 365 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 361, n° 362, n° 363, n° 364 et n° 366) - Voir intervention sous le projet de loi n° 361 (p. 2716).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire [n° 366 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 361, n° 362, n° 363, n° 364 et n° 365) - Voir intervention sous le projet de loi n° 361 (p. 2716).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'acte portant révision de l'article 63 de la convention sur la délivrance de brevets européens (convention sur le brevet européen) du 5 octobre 1973, fait à Munich le 17 octobre 1991 [n° 448 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2724, 2725) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2931) : remerciements au rapporteur - Conditions de déroulement du débat - Couples mariés - Français de l'étranger - Les sénateurs non inscrits voteront ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain [n° 530 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3288) : site de Montpellier - Avantages octroyés aux personnels de l'Institut international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain, INIBAP - Risque d'injustice - Sous ces réserves, déclare être favorable à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (4 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3486) : décentralisation et statut de la fonction publique territoriale - Le groupe des non inscrits votera à l'unanimité ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (8 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3741) : division de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe sur ce projet de loi - Avis favorable de la majorité de ses membres.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Estonie [n° 613 (93-94)]** - (14 octobre 1994) - **Art. unique** (p. 4355, 4356) : faiblesse de la présence culturelle française - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lettonie [n° 614 (93-94)]** - (14 octobre 1994) - **Art. unique** (p. 4355, 4356) : faiblesse de la présence culturelle française - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (14 octobre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4384, 4385) : transparence et dialogue - Les sénateurs de la réunion administrative des sénateurs non inscrits voteront à l'unanimité ce texte.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (21 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé (approbation du rapport annexé)** (p. 4625) : soutient l'amendement n° 22 de M. Alfred Foy (mise en place d'une instance départementale donnant son avis sur l'opportunité de la suppression d'un tribunal sur son territoire) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4636) : la grande majorité des sénateurs non inscrits votera ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Après l'art. 19 bis** (p. 5237) : sur l'amendement n° 112 de la commission (mesures d'exonération de cotisations sociales en faveur d'entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées), se déclare opposé au sous-amendement n° 575 de M. René Régnault.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 20 (réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et**

*péréquation financière*) (p. 5294) : vote par les sénateurs non inscrits de l'amendement n° 122 de la commission (principe et échancier de la péréquation).

– **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale [n° 603 (93-94)]** - (14 novembre 1994) - **Après l'art. 4** (p. 5539) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli (création de bureaux de vote dans les agences consulaires) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5541) : se déclare favorable au vote de ce projet de loi organique.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [n° 39 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 40) (p. 5589) - Représentation au Conseil supérieur des Français de l'étranger - Associations françaises dans les pays baltes - Avis favorable sur ces deux projets de loi.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [n° 40 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 39) - Voir intervention sous le projet de loi n° 39 (p. 5589).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique [n° 32 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 46) (p. 5591) - Incarcération de Français au Mexique - Fautes mineures - Nécessité d'un accord bilatéral - Avis favorable sur ces deux projets de loi.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique [n° 46 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 32) - Voir intervention sous le projet de loi n° 32 (p. 5591).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise en matière d'impôts sur les successions et les donations (ensemble un échange de lettres interprétatif) [n° 3 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5593) : problème du lycée Charles-Lepierre de Lisbonne - Avis favorable sur ce projet de loi.

– **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 8 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5620) : protection des frontières - Respect des droits de l'homme - Droit à l'asile politique - Votera ce projet de loi.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - **Art. 21 (par priorité) (âge limite pour l'exercice de fonction de pilote d'aéronef)** (p. 5677, 5678) : se déclare favorable à l'adoption de l'article 21 - **Art. 25 (par priorité) (octroi de la rente mutualiste du combattant aux personnes ayant obtenu le titre de reconnaissance de la Nation)** (p. 5693) : remerciements au Gouvernement pour les dispositions contenues dans l'article.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5793) : félicitation aux rapporteurs - Avec les sénateurs non inscrits votera ce texte modifié par le Sénat.

– **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie [n° 47 (94-95)]** - (18 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5848) : respect du droit d'auteur - Reprographie dans les écoles ou dans les universités - La majorité du groupe des sénateurs non inscrits votera ce texte mais un certain nombre s'abstiendra.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Après l'art. 2 bis** (p. 5950) : se déclare favorable à l'amendement n° I-69 de M. Xavier de Villepin (exclusion du champ d'application des dispositions de l'article 164 C du code général des impôts des ressortissants français qui conservent la disposition d'une habitation en France lorsqu'ils s'expatrient à l'étranger pour des raisons professionnelles) - **Art. 18 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 5966, 5967) : avant-projet - Procédure parlementaire - Ressources propres - Contrôle des Parlements nationaux.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 6159, 6160) : la grande majorité de la réunion administrative des sénateurs non inscrits votera la première partie de ce projet de loi de finances - Français établis hors de France.

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) (p. 6174, 6175) : anciens combattants d'Afrique du nord - Statut des victimes de la captivité en Algérie - Anciens combattants d'Indochine - Affaire « Boudarel » - Commémorations - Avis favorable du groupe des sénateurs non inscrits sur ce projet de budget.

**Défense** - (30 novembre 1994) (p. 6460, 6461) : évolution des crédits - Industrie de l'armement - Crédits de l'armée de l'air - Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr - Ecoles de la direction d'enseignement français en Allemagne, DEFA - Opérations militaires à l'étranger - Avis favorable des sénateurs non inscrits sur ce projet de budget.

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6536) : concertation et nouveau contrat pour l'école - (p. 6537) : mesures applicables dans le premier et le second degré - Lycées - Stages en entreprise - Revalorisation de la situation des personnels - Chefs d'établissement - Direction des affaires générales internationales et de coopération, DAGIC - Lycées en Allemagne - (p. 6538) : les sénateurs non inscrits voteront ce projet de budget.

**Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile** - (6 décembre 1994) (p. 6855) : plan de redressement d'Air France et déréglementation - Souhaite qu'Air France offre des tarifs comparables à ceux des compagnies étrangères pour les Français de l'étranger - (p. 6856) : crédits de recherche de l'aviation civile - Le groupe des non-inscrits votera le budget du transport aérien et de l'aviation civile.

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)** - (6 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6879) : cas des retraités dont la pension est versée en francs CFA.

**Coopération** - (7 décembre 1994) (p. 6964) : commission ministérielle d'orientation pour le réemploi des personnels civils de coopération - Aide de la France à la reconstruction de Haïti - Les sénateurs non inscrits voteront ce projet de budget.

*Vote sur l'ensemble :*

(10 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7267) : priorités de la loi de finances - Dispositions en faveur des Français de l'étranger - Avec la majorité des sénateurs non inscrits, votera le projet de loi de finances pour 1995.

– **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture [n° 88 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Art. 9 quinquies (assistants de justice)** (p. 7346) : se déclare opposé à l'amendement n° 7 de la commission (nomination pour une durée de deux ans renouvelable une fois).

**Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 37 quinquies (secret de l'enquête et de l'instruction)** (p. 7399) : respect de la présomption d'innocence et du secret de l'instruction - Liberté de la presse - Souhaite qu'un consensus se dégage très rapidement - Se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 22 de la commission.

– **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la Répu-**

blique fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne [n° 115 (94-95)] - (13 décembre 1994) - Discussion générale (p. 7436, 7437) : votera ce projet de loi - Situation de la langue française en Europe - Transports routiers et Autriche.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994 [n° 119 (94-95)]** - (13 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7444) : engagement des finances de la France pour cinq ans - Ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Art. 5 et Etat B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)** (p. 7738) : caractère bénéfique de l'article - Compensation des économies faites sur les postes d'enseignement français à l'étranger.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : orientations de la présidence française de l'Union européenne** - (20 décembre 1994) - **Rappel au règlement** (p. 7849, 7850) : article 83 ter du règlement du Sénat - Absence de temps de parole pour les sénateurs non inscrits - Problème de la drogue.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale - Deuxième lecture [n° 166 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) (p. 7900, 7902) : conséquences des « affaires » sur la vie politique - Rupture du lien entre les entreprises et les partis politiques - Cas des contributions financières déjà versées par des personnes morales pour les élections de 1995 - Elargissement de l'aide financière de l'Etat aux partis politiques - Vote des Français de l'étranger - Le vote des sénateurs non inscrits sera fixé à l'issue des débats.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7900, 7902).

- **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République [n° 145 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7900, 7902).

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7900, 7902).

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7900, 7902).

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 161) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7900, 7902).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 174 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> quater (organisation de la profession de masseur-kinésithérapeute)** (p. 7929) : importance de l'organisation de la profession - **Art. 28 ter (établissements d'enseignement du premier et du second degré en Allemagne)** (p. 7947) : se réjouit de la gratuité de l'enseignement français en Allemagne.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 9 bis (création d'une nouvelle subvention forfaitaire au profit de certains partis et groupements politiques non éligibles à l'aide publique)** (p. 7984, 7985) : se déclare opposé à l'amendement n° 29 de suppression de M. Guy Allouche - (p. 7987, 7988) : Conseil supérieur des Français de l'étranger - Se déclare favorable à l'amendement n° 3 de la commission (répartition des élus dans au moins trente départements) ainsi qu'à l'article 9 bis de cette proposition de loi - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7997) : rôle de la Commission nationale des comptes de campagne - Nécessité d'une définition des partis et groupements politiques - La plupart des sénateurs non inscrits voteront cette proposition de loi.

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8008) : au nom du groupe des non inscrits, se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de loi organique.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 177 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8058) : remerciements à la commission des lois et à son rapporteur.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 178 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8062) : avec les sénateurs non inscrits, votera les textes issus des travaux de la CMP.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 180 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** - Voir son intervention sous le projet de loi n° 178 (p. 8062).

- **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 181 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8071) : utilisation des vidéogrammes aux Etats-Unis et en France - Commercialisation des reprographies - Le groupe des sénateurs non inscrits votera ce texte.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 179 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** - Voir son intervention sous le projet de loi n° 178 (p. 8062).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 182 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8104) : remerciements à la commission spéciale, à son président et son rapporteur ainsi qu'au Gouvernement - Votera les conclusions de la CMP.

**HAENEL (Hubert)**, sénateur du Haut-Rhin (RPR).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de la défense ; fin de mission le 9 avril 1994.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au droit d'installation dans l'artisanat et à la protection des consommateurs [n° 278 (93-94)] (3 février 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Commerce et artisanat**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au transport aérien militaire de complément [n° 290 (93-94)] (24 février 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Défense**.

*Proposition de loi* sur les transports militaires de complément [n° 388 (93-94)] (3 mai 1994) - **Défense**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer le renouveau du service public ferroviaire en région [n° 595 (93-94)] (7 juillet 1994) - **Transports**.

*Proposition de loi* sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires [n° 207 (92-93)] (1<sup>er</sup> février 1993) - Reprise le 4 octobre 1994 - **Transports**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 151 (94-95)] (14 décembre 1994) - **Chasse**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle** [n° 308 (93-94)] - (21 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1195, 1196) : fonctionnement archaïque - Exemple autrichien - Se déclare favorable à ce texte.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (14 octobre 1994) - **Après l'art. 37** (p. 4368) : ses amendements, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 141 : autorisation pour les agents assermentés et commissionnés des réserves naturelles de procéder à la recherche et à la constatation des infractions ; n° 143 : procédure de l'amende forfaitaire ; adoptés ; et n° 142 : objet et instrument des infractions ; retiré.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 585 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 594 et n° 586) (p. 4422) : entrave à l'indépendance et au fonctionnement de la justice - Budget de la justice - Carte judiciaire - (p. 4423) : relation justice-police - Justice de proximité - Attentes en matière de justice - Rôle du Garde des sceaux - (p. 4424) : place fondamentale de la justice en France - Nécessité d'entreprendre rapidement des réformes de fond.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice** [n° 586 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4422, 4424).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** [n° 594 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4422, 4424).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4736, 4738) : dimension humaine et culturelle de l'aménagement du territoire - Formation - Alsace - Transports - Transports combinés - Transport fluvial.

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Après l'art. 23** (suite) (p. 5389) ; se déclare favorable à l'amendement n° 219 de M. Christian Poncelet (contrat quinquennal fixant les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5394, 5395) : coopération transfrontalière - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Défense** - (30 novembre 1994) (p. 6475, 6476) : unités de l'armée de terre stationnées dans le Haut-Rhin - Service national - Unités de réserve.

**Justice** - (7 décembre 1994) (p. 6924, 6926) : déconcentration des services de la justice - Département des Hauts-de-Seine - Protection des magistrats - Traitement judiciaire des « affaires » - Moyens de lutte contre la corruption.

**HAMEL (Emmanuel)**, sénateur du Rhône (RPR).

secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificatives pour 1994 (19 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances :

1° sur le projet de loi [n° 158 (93-94)] autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) ;

2° le projet de loi [n° 159 (93-94)] autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations [n° 313 (93-94)] (6 avril 1994) - **Traités et conventions**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 177 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, portant interprétation de la convention fiscale du 4 décembre 1990 en vue d'éviter les doubles impositions [n° 315 (93-94)] (6 avril 1994) - **Traités et conventions**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 176 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Bahreïn en vue d'éviter les doubles impositions [n° 316 (93-94)] (6 avril 1994) - **Traités et conventions**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur :

1° le projet de loi [n° 300 (93-94)] relatif à la partie législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières ;

2° le projet de loi organique [n° 301 (93-94)] relatif à certaines dispositions législatives des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières [n° 350 (93-94)] (20 avril 1994) - Code des juridictions financières.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur :

1° le projet de loi [n° 463 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à la partie législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières ;

2° le projet de loi organique [n° 464 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à certaines dispositions législatives des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières [n° 507 (93-94)] (15 juin 1994) - Juridictions financières.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur :

1° le projet de loi [n° 421 rect (93-94)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 7 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat de Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions, modifiée par l'avenant du 27 septembre 1989 ;

2° le projet de loi [n° 422 (93-94)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 juillet 1989 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis en vue d'éviter les doubles impositions ;

3° le projet de loi [n° 423 (93-94)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 18 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un échange de lettres interprétatif) [n° 509 (93-94)] (15 juin 1994) - Traités et conventions.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relatif à la partie législative du livre III du code des juridictions financières [n° 620 (93-94)] (28 septembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - Code des juridictions financières.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - Travail, emploi et formation professionnelle - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 39 (22 novembre 1994).

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1098) - Ministère : Education - Sécurité dans les établissements scolaires - Etablissements scolaires.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants** [n° 217 (93-94)] - (12 janvier 1994) - Explication de vote sur l'ensemble : conséquences de ce projet - Vote des étrangers en France.

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107)** [n° 229 (93-94)] - (13 janvier 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 91) : interrogation sur l'application de la résolution.

- **Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle** [n° 186 (93-94)] - (24 janvier 1994) - Art. 11 (Art. L. 716-9 du code de la propriété intellectuelle ; sanctions pénales des contrefaçons de marques et de l'importation ou de l'exportation des marchandises constituant une contrefaçon de marques) (p. 456) : intervient sur l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (exclusion des bagages personnels des touristes du champ des contrôles).

- **Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L. 71 du code électoral tel qu'il résulte de l'article unique de la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993** [n° 240 (93-94)] - (24 janvier 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 466) : dispositif se situant dans le prolongement de la proposition de loi de M. Jean Simonin aujourd'hui décédé - Restant fidèle à sa mémoire, le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen - Deuxième lecture** [n° 257 (93-94)] - (25 janvier 1994) - Art. 4 (éligibilité aux élections européennes en France des ressortissants d'un autre Etat de l'Union) (p. 498) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la condition de résidence pour les ressortissants de l'Union européenne appelés à figurer sur les listes françaises aux prochaines élections européennes) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 499) : votera contre ce projet de loi - Traités de Maastricht - Réalité de l'Etat français - Dissociation du droit de vote du droit de citoyenneté.

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - Suite de la discussion - (26 janvier 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 644) : incitation à la création d'entreprises individuelles - Emploi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93-81/Euratom, CECA, CEE, modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76-787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976** [n° 261 (93-94)] - (27 janvier 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 661) : répartition des sièges au Parlement européen - Avis défavorable sur ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992** [n° 264 (93-94)] - (27 janvier 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 665) : avis favorable sur ce projet de loi - Prise de conscience universelle.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes (ensemble un procès-verbal)** [n° 266 (93-94)] - (27 janvier 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 673) : se déclare opposé à ce projet de loi.

- **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants** - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 275 (93-94)] - (27 janvier 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 686, 687) : avis défavorable sur le texte élaboré par la CMP.

- **Rappel au règlement** - (2 avril 1994) (p. 710) : commentaire à propos d'une déclaration d'un parlementaire socialiste dans *Le Figaro* du 28 février 1994 relative au dérèglement des débats du Sénat.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - Suite de la discussion - (7 avril 1994) - Avant l'art. 4 (p. 808) : soutient l'amendement n° 137 de M. René Trégouët (substitution de la formule « soutien judiciaire » à la formule « redressement judiciaire »).

Suite de la discussion - (12 avril 1994) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 944) : vote de cette proposition de loi par le groupe du RPR.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - Suite de la discussion - (13 avril 1994) - Art. 3 (présentation du texte français et de ses traductions éventuelles) (p. 992) : son amendement n° 66 : nombre minimum de trois traductions ; devenu sans objet - Art. 4 (rédaction des contrats conclus par une personne morale de droit

*public*) (p. 995) : son amendement n° 67 : extension de ces mêmes dispositions aux contrats conclus par une personne privée chargée de missions de service public ; adopté - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 996) : son amendement n° 68 : suppression de la limitation de l'usage du français aux manifestations organisées par des personnes de nationalité française ; devenu sans objet (le 14 avril 1994, p. 1079).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 167 (93-94)]** - (14 avril 1994) - En remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1130) : au nom de la commission des finances, propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 164 (93-94)]** - (14 avril 1994) - En remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1132) : au nom de la commission des finances, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, portant interprétation de la convention fiscale du 4 décembre 1990 en vue d'éviter les doubles impositions [n° 177 (93-94)]** - (14 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1133) : au nom de la commission des finances, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations [n° 159 (93-94)]** - (14 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 158) (p. 1136) : au nom de la commission des finances, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 158 (93-94)]** - (14 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 159) : voir intervention sous le projet n° 159 (p. 1136).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Bahreïn en vue d'éviter les doubles impositions [n° 176 (93-94)]** - (14 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1134, 1135) : au nom de la commission des finances, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la colombophilie [n° 387 (91-92)]** - (20 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1184, 1185) : évoque le souvenir du commandant Raynal et du pigeon du fort de Vaux.

- **Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 308 (93-94)]** - (21 avril 1994) - **Sur l'ensemble** (p. 1197) : remerciements.

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées [n° 174 (93-94)]** - (26 avril 1994) - **Art. 2 (« tour extérieur » au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes et dans les inspections générales interministérielles)** (p. 1246) : sur l'amendement n° 11 de la commission (instauration d'une commission consultative pour les nominations au « tour extérieur » des conseillers référendaires à la Cour des comptes), soutient le sous-amendement n° 20 de M. Jacques Oudin.

- **Projet de loi relatif à la partie législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières [n° 300 (93-94)]** - (27 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi organique n° 301 (93-94) (p. 1268, 1269) : présentation des deux projets de loi - Article 74 de la Constitution : mesures statutaires relatives aux territoires d'outre-mer - Règles de la codification - Elaboration du code des juridictions financières - Contenu des deux projets de loi - Territoires d'outre-mer - Amendements de la commission - Sous réserve de l'adoption de ses amendements, accepte ces deux projets de loi - **Art. 1 et dispositions annexées** (Partie législative du code des juridictions financières) (p. 1299 à 1324) : ses 82 amendements n° 1 à n° 45, n° 47 à n° 58, n° 60 à n° 79 et n° 106 à n° 110, de précision, de cohérence, de rectification d'erreurs matérielles, d'amélioration rédactionnelle, de réparation d'oublis ou portant divisions ou articles additionnels, aux articles du code des juridictions financières L. 111-8, L. 131-8, après l'article L. 133-4, aux articles L. 140-3, L. 140-7, avant l'article L. 212-1, après les articles L. 212-3 et L. 212-8, aux articles L. 212-10, L. 241-2, L. 241-7, L. 242-3, L. 242-7, L. 242-8, L. 242-10, L. 242-30, L. 242-33, L. 251-7, L. 251-8, L. 251-10, L. 252-1, L. 260-1, L. 260-5, après les articles L. 260-7 et L. 260-8, aux articles L. 271-1, L. 271-3, L. 271-4, L.O. 272-2, L.O. 272-16, L. 272-42, L.O. 272-43, L.O. 272-44, L. 272-46, L. 272-48, L. 272-50, après l'article L. 272-50, aux articles L. 272-55, L. 273-23, L. 273-26, L. 274-7, L. 281-1, L. 281-4, après les articles L. 282-3 et L. 282-15, aux articles L. 282-23, L. 282-27, L. 282-28, L.O. 282-29, L.O. 282-30, L. 282-32, L. 282-34, L. 282-36, après les articles L. 282-36 et L. 282-55, aux articles L. 282-56 et L. 282-58, ou proposant la suppression des articles L. 231-1 à L. 233-1, des divisions dans lesquelles ces articles s'insèrent, ainsi que celle des articles L. 241-6, L. 272-49, L. 281-3, L. 282-35, L. 283-5, L. 283-6, L. 283-7 et L. 283-8 ; adoptés ; accepte les 19 amendements du Gouvernement, de précision, de cohérence, rédactionnels, de suppression ou portant articles additionnels - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 1324) : son amendement n° 80 : alinéa non codifié de l'article 87 de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ; adopté - **Art. 2 (aménagement du statut de la Polynésie française)** (p. 1325) : son amendement de conséquence n° 81 ; adopté - **Art. 4 (aménagement du statut de la Nouvelle-Calédonie)** (p. 1326) : ses amendements de conséquence n° 82 et n° 111 ; adoptés - **Art. 7 (abrogations)** (p. 1327) : ses amendements, n° 83 et n° 84, rédactionnels, et n° 85, de rectification d'erreurs de références ; adoptés.

- **Projet de loi organique relatif à certaines dispositions législatives des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières [n° 301 (93-94)]** - (27 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 300 (93-94) : voir intervention sous le projet de loi précité (p. 1268, 1269) - **Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées (partie législative organique du code des juridictions financières)** (p. 1327, 1330) : ses amendements de précision, de cohérence, d'amélioration rédactionnelle, de réparations d'oublis, portant articles additionnels, aux articles du code des juridictions financières L.O. 272-43, L.O. 272-44 après l'article L. 282-3, aux articles L.O. 282-29, L.O. 282-30 ou supprimant l'article L.O. 272-16 ; adoptés - Accepte les amendements du Gouvernement n° 9, portant article additionnel après l'art. L. 282-3 du code des juridictions financières qui rétablit la nature organique de cet article relatif au territoire de la Polynésie française et n° 10, supprimant l'article L.O. 282-46 relatif aux dispositions transitoires - **Art. 2 (aménagement du statut de la Polynésie française)** (p. 1331) : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - **Art. 3 (aménagement du statut de la Nouvelle-Calédonie)** (p. 1333) : son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conditions de mise en place des dispositions du titre VI du traité sur l'Union européenne consacrées aux domaines de la justice et des affaires intérieures** - (3 mai 1994) - Intervient dans le débat consécutif à la question de M. Paul Masson (p. 1360, 1361).

- **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)]** - (3 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1376, 1377) : hommage aux anciens combattants - Durée de cotisation - Financement du dispositif prévu - Bénéficiaires des nouvelles dispositions -



Montant maximal de la rente des anciens combattants donnant lieu à majoration de l'Etat.

– **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales [n° 307 (93-94)]** - (4 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1442) : lutte contre l'illégalité des essais thérapeutiques - Utilité de la loi du 20 décembre 1988 sur la recherche biomédicale - Amélioration technique du dispositif par cette proposition de loi - Respect du droit des personnes - Remerciements au rapporteur - Au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de loi.

– **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1992 [n° 358 (93-94)]** - (5 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1474) : calendrier de remise du rapport sur l'exécution du budget de 1992 - Hommage rendu à la Cour des comptes - Non respect du projet de loi de finances pour 1992 - Le groupe du RPR n'approuve pas ce règlement définitif du budget de 1992.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail [n° 462 (92-93)]** - (5 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1512) : remerciements au rapporteur - Secteur économique des mines et des carrières - (p. 1513) : le groupe du RPR votera ce projet de loi.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts [n° 233 (93-94)]** - (10 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1548, 1549) : profession de géomètre-expert ; statistiques - Directive européenne du 21 décembre 1988 - Activités immobilières des géomètres-experts - Vote de ce projet de loi par le groupe du RPR - **Explication de vote sur l'ensemble** : votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)]** - Suite de la discussion - (18 mai 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 1699) : se déclare opposé à l'amendement n° 22 de M. Charles Lederman (suppression des mots : « dès le commencement de sa vie »).

– **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées - Deuxième lecture [n° 404 (93-94)]** - (19 mai 1994) - **Art. 2** (p. 1778) : nominations de conseillers référendaires « au tour extérieur » - Aptitude des candidats - Regrette la position prise par le Sénat sur cet article - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1780, 1781) : moralisation des nominations dans la fonction publique de l'Etat - Modalités d'accès des fonctionnaires au secteur privé - Transparence des nominations dans les grands corps - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Deuxième lecture [n° 355 (93-94)]** - Suite de la discussion - (19 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1774) : avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi - Remerciements au ministre et félicitations au rapporteur.

– **Projet de loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits alimentaires [n° 371 (93-94)]** - (24 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1800) : procédure de certification - Compétitivité internationale - Laits pour nourrissons - (p. 1801) : bilan des conséquences de ce texte - Remerciements au rapporteur.

– **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise [n° 389 (93-94)]** - (25 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1880) : amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise - Proposition de loi de M. Jean Chérioux - Idée de la participation du général de Gaulle - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française - Deuxième lecture [n° 437 (93-94)]** - (26 mai 1994) - **Après l'art. 5 bis** (p. 1910) : soutient les amendements de M. Jean-Paul Hammann, n° 12 (publication en langue française des travaux des candidats à un recrutement ou à une promotion de chercheurs) et n° 13 (encouragement par les établissements publics de la recherche et de la diffusion des publications francophones).

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 [n° 386 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1970) : déclare voter cette proposition de loi malgré sa désapprobation du traité de Maastricht.

– **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie [n° 434 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1989, 1990) : gratitude de la nation - Amélioration de l'accueil de la deuxième et troisième générations de Harkis - Evocation de l'action gouvernementale menée en faveur des rapatriés depuis 1962 - Moyens administratifs et budgétaires dégagés pour l'application de ce projet de loi dit « Romani ».

– **Rappel au règlement** - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2076) : concomitance de la séance publique avec les réunions de commission.

– **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux [n° 449 (93-94)]** - (7 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2246) : droit de vote - Risque de confusion entre l'élection présidentielle et les élections municipales - Délai de présentation des candidats à l'élection présidentielle - (p. 2247) : respect de la démocratie locale - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2453, 2454) : caractère inacceptable du projet de réforme de l'organisation commune des marchés du vin - Réforme de la PAC - Négociations du GATT.

– **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public [n° 427 (93-94)]** - (13 juin 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (Section 3 nouvelle du code du domaine de l'Etat : constitution d'un droit réel sur le domaine public artificiel de l'Etat et de ses établissements publics)** - **Art. L. 34-1 du code du domaine de l'Etat (conditions d'attribution d'un droit réel dans le cas des autorisations unilatérales d'occupation)** (p. 2484) : soutient l'amendement n° 1 de M. Michel Doublet (extension des dispositions au domaine public des ports décentralisés) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2496) : intérêt du nouveau régime d'occupation du domaine public - Sauvegarde des ports et aéroports français - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 [n° 481 (93-94)]** - Suite de la discussion - (15 juin 1994) - **Art. 3 (projet de loi d'actualisation en 1997)** (p. 2591) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 10 de M. Jean-Luc Bécart.

– **Projet de loi relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer [n° 394 (93-94)]** - (15 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2604) : amélioration de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

– **Proposition de loi tendant à préciser les missions actuelles de l'Ecole Polytechnique [n° 391 (93-94)]** - (15 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2608, 2609) : le groupe du RPR votera cette proposition de loi.

– **Projet de loi relatif à la colombophilie - Deuxième lecture [n° 469 (93-94)]** - (16 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2660) : rôle des colombes dans l'histoire.

– **Conclusions du rapport supplémentaire de M. Bernard Laurent, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 423, 92-93), déposée par M. Claude Huriet, tendant à autoriser le majeur en tutelle à être inscrit sur une liste électorale et à voter si le juge l'y autorise [n° 505 (93-94)]** - (16 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2664) : recommandation du médiateur de la République - Utilité de ces dispositions - Le groupe du RPR votera cette proposition de loi.

– **Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables** [n° 410 (93-94)] - (17 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2704) : modernisation des voies d'eau - Compagnie nationale du Rhône - Aménagement du territoire - Importance du vote de ce texte.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 18 février 1992 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un échange de lettres interprétatif)** [n° 423 (93-94)] - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 422 et n° 421) (p. 2729, 2730) : propose l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 juillet 1989 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis en vue d'éviter les doubles impositions** [n° 422 (93-94)] - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 423 et n° 421) - Voir intervention sous le projet de loi n° 423 (p. 2729, 2730).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 7 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat de Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions, modifiée par l'avenant du 27 septembre 1989** [n° 421 (93-94)] - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 423 et n° 422) - Voir intervention sous le projet de loi n° 423 (p. 2729, 2730).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** [n° 420 (93-94)] - (21 juin 1994) - En remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur - **Discussion générale** (p. 2731, 2732) : propose l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2928) : première avancée en matière de politique familiale - Votera ce projet de loi.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Après l'art. 43 (précédemment réservé p. 3213)** (p. 3237) : soutient l'amendement n° 141 de M. Philippe Marini (cartes grises des voitures accidentées retirées de la circulation) - **Art. 48 (précédemment réservé p. 3218) (législation des subventions accordées par les collectivités territoriales aux groupements sportifs à but lucratif)** (p. 3239) : soutient l'amendement n° 142 de M. Philippe Marini (interdiction de la pratique des subventions des collectivités territoriales aux groupements sportifs professionnels à partir du 31 décembre 1995) - **Après l'art. 51 (précédemment réservé p. 3218)** (p. 3242) : soutient l'amendement n° 138 de M. Jacques Oudin (possibilité pour les collectivités locales de bénéficier des ressources des CODEVI).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain** [n° 530 (93-94)] - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3288) : réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain - Site de Montpellier - Accueil de la France - Déclare approuver ce projet de loi.

– **Résolution (n° 544, 93-94) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (E211)** [n° 490 (93-94)] - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3309) ; remerciements au rapporteur - Compétence des Etats membres en matière de service public - Accès des tiers au réseau, ATR - Déclare approuver le texte de

la résolution de M. Jacques Oudin ainsi que celui de la commission des affaires économiques,

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 563 (93-94)] - (30 juin 1994) - En remplacement de M. Jean Arthuis, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3293, 3295) : établissements de crédit - Caisse des dépôts et consignations - Air France - Sociétés anonymes à participation ouvrière, SAPO - Associations d'investisseurs - Experts-comptables - Epargne populaire - Bicaméralisme - Souhaite l'adoption du texte élaboré par la CMP.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail - Deuxième lecture** [n° 498 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Après l'art. 19** (p. 3334) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Claude Estier (mise en place d'une commission d'intérêt minier dans chaque département).

– **Projet de loi relatif à l'habitat - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 558 (93-94)] - (5 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3505) : avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi - Logements neufs - Logements des personnes sans abri.

– **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** [n° 543 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 4 (crédits prévus pour l'exécution de la programmation des moyens de la police nationale)** (p. 3583) : se déclare opposé à l'amendement n° 75 de M. Charles Lederman (fonctionnaires affectés prioritairement à l'ilotage et à la lutte contre le trafic de drogue et le blanchiment de l'argent) - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 3607) : se déclare favorable à l'amendement n° 50 de la commission des affaires étrangères (saisie pour avis (fixation à 100 % du taux de la pension de réversion perçue par le conjoint d'un militaire de la gendarmerie nationale décédé en service).

**Suite de la discussion** - (7 juillet 1994) - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3654) : intervient sur l'amendement n° 78 de M. Charles Lederman (contrôle par la CNIL des opérations de vidéo-surveillance).

**Suite de la discussion** - (8 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3741) : manifestations - Vidéo-surveillance - Avis favorable sur ce projet de loi.

– **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte** [n° 549 (93-94)] - (8 juillet 1994) - **Avant l'art. 27 (par priorité)** (p. 3781) : soutient l'amendement n° 6 de M. Charles Descours (extension en faveur de la vente des logements locatifs sociaux des sociétés d'économie mixte dans les départements d'outre-mer, des dispositions appliquées en Métropole) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3818) : lutte contre le chômage et pour l'emploi dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la partie législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières - Deuxième lecture** [n° 463 (93-94)] - (5 octobre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi organique n° 464 (93-94), examiné en deuxième lecture, ainsi qu'avec celle du projet de loi n° 605 (93-94), examiné en première lecture) (p. 4039, 4041) : Cour des comptes - Modifications apportées par l'Assemblée nationale - Mesures statutaires relatives aux territoires d'outre-mer - Livre III sur les institutions associées à la Cour des comptes - Cour de discipline budgétaire et financière - Accepte les trois projets de loi - (p. 4043, 4044) : amendements du groupe socialiste - **Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées (partie législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières)** (p. 4071) : ses amendements n° 1, n° 2, n° 3, n° 4, n° 5, n° 6, n° 7, n° 9 et n° 10 d'amélioration rédactionnelle, de conséquence, de rectification d'erreurs matérielles, de cohérence ou portant articles additionnels après l'art. L. 111-5, à l'art. L. 122-5, après l'art. L. 132-2, aux articles L. 242-6, L. 242-13, L. 242-17, L. 242-20, L. 242-21 et L. 243-1 ; adoptés - **Art. 6 (principe du « code pilote », du « code suiveur »)** (p. 4073) : son amendement n° 8, visant à réparer un oubli ; adopté.

- **Projet de loi organique relatif à certaines dispositions législatives des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières - Deuxième lecture [n° 464 (93-94)]** - (5 octobre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 463 (93-94), examiné en deuxième lecture ainsi qu'avec celle du projet de loi n° 605 (93-94), examiné en première lecture) - Voir intervention sous le premier projet de loi précité (p. 4039, 4041 ; 4043, 4044) - **Art. 2 (aménagement du statut de la Polynésie française)** (p. 4074) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du Livre III du code des juridictions financières [n° 605 (93-94)]** - (5 octobre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 463 (93-94) et celle du projet de loi organique n° 464 (93-94), examinés en deuxième lecture) - Voir intervention sous le premier projet de loi précité (p. 4039, 4041 ; 4043, 4044) - **Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées (partie législative du livre III du code des juridictions financières)** (p. 4081, 4085) : ses amendements n° 1 à n° 7, de précision, de cohérence, d'amélioration rédactionnelle, de rectification d'erreurs matérielles aux articles du code des juridictions financières L. 312-1, L. 312-2, L. 313-8, L. 313-10 et L. 314-19 ; adoptés.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)] - Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4172) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Philippe François (incorporation de composants oxygénés dans les carburants pétroliers) - **Art. 3 (réforme des enquêtes publiques)** (p. 4198) : soutient l'amendement n° 137 de M. Josselin de Rohan (présidence de la commission chargée de la liste d'aptitude) - **Art. 5 (associations agréées de protection de l'environnement)** (p. 4206) : soutient l'amendement n° 269 de M. Jean-Paul Hamman (délivrance et retrait de l'agrément).

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 13 (plans de prévention des risques naturels)** (p. 4248, 4249) : soutient les amendements de M. Jean Faure n° 89 et n° 90 (contenu des plans de prévention) - **Art. 37 - Paragraphe III (par priorité) (gestion des déchets)** (p. 4329, 4330) : soutient les amendements de Mme Janine Bardou n° 263 (responsabilité du département pour l'élaboration des projets de plan de gestion des déchets) et n° 264 (délai pour le transfert de compétence) - **Paragraphe VI (par priorité)** (p. 4335) : soutient les amendements de Mme Janine Bardou n° 265 (principe du « pollueur-payeur » appliqué dans le cadre de la gestion des déchets) et n° 266 (affectation aux conseils généraux d'une part importante du montant du fonds de gestion des déchets).

**Suite de la discussion** - (14 octobre 1994) - **Art. 37 (suite)** (p. 4366) : soutient l'amendement n° 262 de Mme Janine Bardou (organisation par le département des conditions de préparation du plan départemental des déchets) - **Après l'art. 37** (p. 4368) : soutient les amendements de M. Hubert Haenel n° 141 (autorisation pour les agents assermentés et commissionnés des réserves naturelles de procéder à la recherche et à la constatation des infractions), n° 142 (objet et instrument des infractions) et n° 143 (procédure de l'amende forfaitaire) - **Après l'art. 40 ou après l'art. 43** (p. 4377) : intervient sur l'amendement n° 326 de la commission (délai de mise en conformité des installations, soumises à l'application de la loi sur l'eau) - (p. 4381) : soutient l'amendement n° 267 de Mme Janine Bardou (compensation financière des transferts de compétences) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4382, 4383) : amélioration de la qualité de vie - Concertation - Le groupe du RPR votera ce texte.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)] - Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4479) : « pénurie » de magistrats - Juges de paix - Votera contre ce projet de loi organique.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)] - Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Avant l'art. 3** (p. 4490) : son amendement n° 77 : transfert au greffier en chef de la totalité des compétences du juge concernant l'établissement des certificats de nationalité ; retiré - **Art. 10 (concilia-**

**tion judiciaire)** (p. 4504) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 91 de M. Claude Estier pour s'en tenir au rapport de la commission des lois.

**Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Art. 38 (exécution des décisions des juridictions administratives de premier et second degrés)** (p. 4588) : soutient l'amendement de suppression n° 2 de M. Camille Cabana - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4601) : votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4808, 4809) : services en milieu rural - Méfaits de la grande distribution - Nuisances autoroutières ; urgence de la réalisation de liaisons fluviales à grand gabarit - Autoroutes de l'information.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4837) : ses amendements n° 515 : participation des chambres consulaires à l'aménagement du territoire ; et n° 516 : prise en compte de l'environnement européen ; devenu sans objet - **Art. 2 (schéma national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4851) : ses amendements n° 517 : consultation des compagnies consulaires ; devenu sans objet ; et n° 518 : lien entre contrat de plan Etat-région et schéma national de développement du territoire ; retiré - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 4870) : son amendement n° 519 : association des chambres consulaires à l'élaboration de directives ; rejeté - Son amendement n° 520 (compatibilité des POS, et des documents d'urbanisme avec les schémas directeurs et les schémas de secteur) ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4941) : ne votera pas l'amendement n° 61 de la commission (politique de développement de la recherche en région).

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5013, 5017) : sur l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays), soutient le sous-amendement n° 370 de M. René Trégouët - **Art. 11 bis (par priorité) (article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants)** (p. 5044) : se déclare favorable aux amendements de suppression n° 309 de M. Franck Sérusclat et n° 350 de M. Dominique Leclerc et opposé à l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire, pouvoir d'autorisation du préfet) - **Art. 8 (organisation des services déconcentrés de l'Etat)** (p. 5054, 5057) : soutient l'amendement n° 369 de M. René Trégouët (prise en charge par l'Etat du coût de l'installation de ses services délocalisés).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 10 bis (commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics)** (p. 5079) ; se déclare favorable à l'amendement n° 335 de M. Alain Vasselle (avis du président du conseil régional) - **Art. 11 (maintien des services publics sur le territoire)** (p. 5085) : son amendement n° 523 : consultation des chambres consulaires sur l'étude d'impact ; rejeté - **Art. 13 (Fonds national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 5100) : son amendement n° 524 : gestion déconcentrée au niveau régional ; adopté - **Avant l'art. 15** (p. 5120) : intervient sur l'amendement n° 628 du Gouvernement (création d'une société filiale de la Compagnie nationale du Rhône et d'EDF, chargée de la réalisation de la liaison Rhin-Rhône).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 16 (fonds de gestion de l'espace rural)** (p. 5153) : soutient l'amendement n° 151 de M. Yvon Bourges (association du président du conseil régional à la gestion du fonds) - (p. 5155) : soutient l'amendement n° 181 de M. Jacques Delong (critères de répartition des crédits du fonds ; forêt) - **Après l'art. 16** (p. 5157, 5159) : soutient l'amendement n° 371 de M. René Trégouët (création d'un fonds national de développement du commerce en milieu rural) - **Avant l'art. 17** (p. 5169) : se déclare favorable à l'amendement n° 101 de la commission (objectifs relatifs à Paris et à la région d'Ile-de-France dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et le schéma directeur de la région d'Ile-de-France) - **Art. 17**

(fonds national de développement des entreprises) (p. 5196, 5200) ; soutient l'amendement n° 152 de M. Yvon Bourges (abondement des ressources des structures régionales départementales ou locales) - Sur l'amendement n° 106 de la commission (nouvelle rédaction), intervient sur le sous-amendement n° 587 du Gouvernement.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 20 A (répartition des compétences)** (p. 5280) : soutient l'amendement n° 153 de M. Yvon Bourges (préparation d'un projet de loi portant révision des lois relatives à la répartition des compétences) - **Art. 20 (réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière)** (p. 5294) : votera l'amendement n° 122 de la commission (principe et échéancier de la péréquation) - **Après l'art. 26** (p. 5358) : son amendement n° 525 ; extension aux chambres consulaires des procédures de coopération transfrontalière ouvertes aux collectivités territoriales ; retiré.

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Seconde délibération** (p. 5389) : se déclare opposé à la demande de seconde délibération de M. Jean François-Poncet, président de la commission, sur les articles 23 et 28 - **Art. 28** (p. 5392) : se déclare opposé à l'amendement n° A-3 de la commission (suppression de la disposition excluant les communes de moins de 3 500 habitants du champ d'application de cet article).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Deuxième lecture** [n° 22 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (10 novembre 1994) - **Art. 9 (études de sécurité publique préalable à la réalisation de certains équipements collectifs)** (p. 5473) : soutient l'amendement n° 22 de M. Alain Vasselle (rôle des collectivités locales dans la définition des zones dans lesquelles l'obligation de gardiennage s'appliquera) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5497, 5498) : avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (15 novembre 1994) (p. 5581, 5582) : regrette que la séance publique ait lieu au même moment que les réunions de commission alors que se tient le congrès des maires de France.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise en matière d'impôts sur les successions et les donations (ensemble un échange de lettres interprétatif)** [n° 3 (94-95)] - (15 novembre 1994) - En remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur - **Discussion générale** (p. 5592, 5593) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de Sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991** [n° 612 (93-94)] - (15 novembre 1994) **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5601) : le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 8 (94-95)] - (15 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5619, 5620) : respect des droits de l'homme - Protection des frontières - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse - Deuxième lecture** [n° 15 (94-95)] - (15 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5625) ; le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - (16 novembre 1994) - **Art. 17 (par priorité) (rémunération des salariés à temps partiel)** (p. 5668) : prise en compte de la réalité du monde économique - **Après l'art. 20 (par priorité)** (p. 5676) : soutient l'amendement n° 136 de M. Jacques Oudin (transfert de l'imputation d'une partie de la taxe parafiscale sur la partie « alternance » du 1,5 % consacré à la formation continue).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 5727) : se déclare favorable à l'amendement n° 66 de

M. Jean Chérioux (dépistage du sida) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> (suite)** (p. 5755) : se déclare favorable aux amendements n° 138 et n° 139 de M. Charles Descours (création d'un ordre des masseurs-kinésithérapeutes) - (p. 5758, 5759) : intervient sur l'amendement n° 142 de M. Charles Descours (composition des conseils de l'ordre des sages-femmes et présidence de l'ordre national des sages-femmes) - Politique d'aide à la famille et à la natalité - **Après l'art. 8 (suite)** (p. 5767) : se déclare favorable à l'amendement n° 67 de M. Lucien Neuwirth (obligation de prise en charge de la douleur par les établissements de santé et formation consécutive des médecins) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5793) : nombreux arguments en faveur de l'adoption de ce projet de loi - Hommage au travail des rapporteurs.

- **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie** [n° 47 (94-95)] - (18 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5847, 5848) : problème de la reprographie - Difficultés de la presse écrite et de l'édition - Principe de la gestion collective du droit d'auteur - Etablissements d'enseignement - Le groupe du RPR votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 18 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 5968, 5970) : rapport annuel de la Cour des comptes des Communautés européennes - Contrôle de l'utilisation des fonds européens - Exemples de l'aide à l'Europe centrale et du programme ERASMUS d'échanges universitaires - Développement des actions de recherche - Lutte contre la fraude.

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Art. 7 (application du taux normal de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifiques à usage domestique distribués par réseaux publics)** (p. 6028) : regrette le retrait des amendements, n° I-155 de M. Jean Boyer (abonnements, à usage domestique, relatifs aux réseaux de chaleur) et n° I-109 de M. Philippe Marini (abonnements relatifs aux livraisons d'électricité effectuées par les sociétés coopératives visées à l'article L. 531-1 du code rural), n° I-167 de M. Jean-Paul Delevoeye (abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique, à usage domestique, distribuée par réseaux publics), n° I-178 de M. Claude Belot (abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique, à usage domestique, effectuées par réseaux publics prioritairement alimentés au moyen d'énergies renouvelables) et n° I-94 de M. Gérard César (abonnements à usage domestique relatifs aux réseaux d'électricité et de gaz sous la responsabilité des communes et de leurs groupements) - **Art. 11 (par priorité) (pérennisation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 % appliquée aux bases de taxe professionnelle)** (p. 6051) : se déclare favorable à l'amendement n° I-7 de la commission (nouvelle rédaction).

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 9** (p. 6107) : soutient l'amendement n° I-165 de M. Louis Souvet (assujettissement de La poste et de France Télécom au droit commun de la fiscalité locale) - **Art. 10 (reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux)** (p. 6109, 6110) : soutient l'amendement n° I-169 de M. Jean-Paul Delevoeye (suppression de l'article 10 ; compensation de la perte de ressources par le relèvement des droits prévus aux articles 575, 575 A et 403 du code général des impôts) - **Art. 12 (institution de moyens nouveaux pour le financement des infrastructures de transport)** (p. 6122) : intervient sur l'amendement n° I-187 de la commission (taxation appliquée aux ouvrages hydroélectriques implantés sur les voies navigables) - **Après l'art. 12** (p. 6123) : soutient l'amendement n° I-95 de M. Gérard César (produits de la viticulture) - **Art. 12 ter (majoration du taux d'imposition des plus-values à long terme réalisées par les sociétés)** (p. 6129) : soutient l'amendement n° I-99 de M. Philippe Marini (maintien du taux d'imposition des plus-values de 18 % pour les produits de la propriété industrielle).

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre - III - Conseil économique et social** - (26 novembre 1994) - **Examen des crédits - Titre III** (p. 6222) : laideur du nouveau bâtiment du palais d'Iéna - Atteinte à la beauté de Paris.

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) (p. 6279) : nécessité d'assurer la reprise économique - Evolution à la baisse de ce budget - (p. 6280) : politique industrielle et problème de l'emploi - Politique spatiale - Activité des chantiers navals français - Prime à la reprise des véhicules de plus de dix ans - Industrie textile française - Pratiques déloyales et concurrence internationale - (p. 6281) : aide de l'Etat au transport des publications - Ouverture du capital de Renault - Souhaite un budget en croissance pour 1996.

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6405, 6407) : situation de l'emploi et du chômage - Formation professionnelle - Formation des demandeurs d'emploi - Crédits de l'UNEDIC - Accepte ce projet de budget.

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre VI** (p. 6555) : votera ces crédits ainsi que l'ensemble du projet de budget de l'éducation nationale.

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6619, 6620) : négociations de l'Uruguay Round - Union européenne - Contribution française - Votera ce projet de budget.

**Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme** - (3 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6671) : développement de l'accueil dans la région Rhône-Alpes des touristes étrangers lors de leur déplacement en France - Organisation des efforts d'incitation et de coordination de l'Etat.

**Environnement** - (3 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat C - Titre V** (p. 6695) : politique globale de l'environnement - Aménagement du territoire - Votera ce projet de budget.

**Jeunesse et sports** - (4 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre VI** (p. 6719) : promotion de fonctionnaires du Sénat à l'ordre national du mérite - Promotion des femmes.

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6846) : contribution d'EDF au financement de la liaison Rhin-Rhône.

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)** - (6 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6879) : situation des rapatriés dans le département du Rhône.

**Budgets annexes : Légion d'honneur et ordre de la Libération** - (7 décembre 1994) - **Crédits figurant à l'article 27 (services votés)** (p. 6913) : Légion d'honneur et ordre national du Mérite : répartition des croix de chevaliers ou des titres d'officiers entre les hommes et les femmes - Rôle des femmes dans la défense de la France.

**Coopération** - (7 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat C - Titre V** (p. 6967) : soutien apporté à la politique de coopération française - Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

**Affaires sociales, santé et ville - II - Ville** - (9 décembre 1994) (p. 7079, 7080) : bénévolat et encadrement de la jeunesse dans les quartiers en difficulté - Action de prévention de la délinquance - Réhabilitation des logements HLM dans les quartiers difficiles - Justice de proximité - Fonds national de développement du sport - Contrats de ville - (p. 7081) : partenariat avec les entreprises privées - Marchés-publics - Possibilité de financement des actions de la politique de la ville par l'Union européenne - Carrière des fonctionnaires affectés dans les quartiers défavorisés - Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes** [n° 99 (94-95)] - (12 décembre 1994) - Après l'art. 2 (p. 7312) : se déclare opposé aux amendements n° 4 de

M. Jean François-Poncet (obligation faite à l'Etat et à la SEITA de veiller avec l'appui de l'Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture, ONIFLHOR, au maintien et au développement de la production nationale de tabac) et n° 21 de M. Louis Minetti (maintien de plans pluriannuels négociés entre les organisations représentatives des planteurs de tabac français et la SEITA) - Coût du tabac pour la sécurité sociale - Santé publique et production nationale de tabac.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture** [n° 86 (94-95)] - (12 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7336) : refuse le recrutement à titre temporaire de magistrats non professionnels et donc ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture** [n° 180 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 25 (délits jugés par un juge unique)** (p. 7377) : se déclare favorable aux amendements identiques de suppression n° 45 de M. Charles Lederman et n° 68 de M. Guy Allouche - Recrutement souhaitable de magistrats - Encombrement des tribunaux - Erreurs judiciaires - **Art. 37 quinquies (secret de l'enquête et de l'instruction)** (p. 7400) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement de suppression n° 22 de la commission - Souhaite qu'une conciliation entre la liberté de la presse et la garantie de la présomption d'innocence soit trouvée rapidement.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice - Deuxième lecture** [n° 87 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7418) : votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne** [n° 115 (94-95)] - (13 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7439) : élargissements ultérieurs et modification des institutions communautaires.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994** [n° 119 (94-95)] - (13 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7444) : importance du prélèvement de l'Union européenne sur les recettes de l'Etat français - Ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Art. 6 (schéma régional d'aménagement et de développement du territoire) - Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (orientations fondamentales en matière d'aménagement du territoire)** (p. 7484) : son amendement n° 72, soutenu par M. Georges Mouly : rôle des chambres consulaires ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 19 ter** (p. 7570, 7571) : soutient l'amendement n° 89 de M. Philippe Marini (abrogation dans certains cas de création de magasins de l'autorisation préalable afférente à l'exploitation des surfaces de vente des locaux libérés) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7638) : qualité des travaux du Sénat et du texte obtenu.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture** [n° 106 (94-95)] - (16 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7685) : le groupe du RPR votera ce projet de loi - Nécessité de poursuivre la réforme de la fonction publique territoriale.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1994** [n° 132 (94-95)] - (19 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7774) ; exactitude des comptes et des prévisions - Réduction du déficit - Redémarrage économique - Mesures de solidarité à l'égard des pays ayant subi la dévaluation du franc CFA - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi de finances rectificative.

– **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7998) : rupture du lien entre les campagnes électorales et les entreprises - Transparence accrue de la vie politique - Le groupe du RPR votera cette proposition de loi.

– **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement** [n° 150 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8007) : le groupe du RPR votera cette proposition de loi.

– **Proposition de loi relative aux délégations de service public** [n° 162 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 1 (prolongation des conventions)** (p. 8022) : soutient l'amendement n° 19 de M. Jacques Oudin (suppression du mot « matériels » dans l'expression « investissements matériels ou immatériels ») - **Art. 2 (transparence des comptes du délégataire)** (p. 8025) : soutient l'amendement de suppression n° 20 de M. Jacques Oudin - **Art. 3 (publicité et contrôle des comptes du délégataire)** (p. 8026) : soutient les amendements de M. Jacques Oudin n° 21 (modalités de vérification des comptes produits par les délégataires) et n° 22 (portée du contrôle de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes) - **Art. 4 (stipulation des tarifs et de leurs modalités d'évolution dans les délégations de service public)** (p. 8027) : soutient l'amendement de suppression n° 23 de M. Jacques Oudin - **Art. 5 (seuil d'application des procédures)** ; soutient l'amendement de suppression n° 24 de M. Jacques Oudin - **Art. 5 bis (compétences du Conseil de la concurrence)** (p. 8028) : soutient l'amendement de suppression n° 25 de M. Jacques Oudin - **Art. 7 (régime des avenants)** (p. 8032) : soutient l'amendement de suppression n° 26 de M. Jacques Oudin - **Art. 8 (droit d'enquête des magistrats des juridictions financières)** (p. 8033) : soutient l'amendement de suppression n° 27 de M. Jacques Oudin - **Art. 10 (information du parquet des juridictions financières - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 8034, 8035) : soutient l'amendement de rétablissement n° 28 de M. Jacques Oudin - **Après l'art. 11** (p. 8041) : soutient l'amendement n° 40 de M. Jean-Paul Delevoye (publication par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur l'application de la présente loi dix-huit mois après sa promulgation).

– **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission chargée d'examiner la demande (n° 143, 94-95) de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 176 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8053) : risque de détention provisoire - Respect de la présomption d'innocence - Se déclare opposé à la levée de l'immunité parlementaire de l'intéressé - (p. 8054) : se déclare opposé au vote de cette proposition de résolution.

– **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 178 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8062) : votera contre les textes élaborés par les CMP sur le projet de loi organique relatif au statut de la magistrature et sur le projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative et s'abstiendra sur le texte élaboré par la CMP sur le projet de loi de programme relatif à la justice.

– **Projet de loi de programme relatif à la justice** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 179 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** - Voir son intervention sous le projet n° 178 (p. 8062).

– **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 180 (94-95)] -

(22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** - Voir son intervention sous le projet n° 178 (p. 8062).

– **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 181 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8071) : le groupe du RPR votera ce texte.

HAMMANN (Jean-Paul), sénateur du Bas-Rhin (RPR).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (14 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis sur le système de santé américain et ses projets de réforme [n° 141 (94-95)] (13 décembre 1994) - **Etats-Unis d'Amérique**.

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Art. 16 (possibilité de domicilier provisoirement une entreprise dans un local d'habitation)** (p. 571) : son amendement n° 133 : extension du bénéfice de cette faculté aux entreprises artisanales ; réservé jusqu'à la fin de la discussion des articles - **Art. 21 (revalorisation de la limite de déduction de salaire du conjoint en faveur des adhérents des centres et associations de gestion agréés)** (p. 580) : son amendement n° 134 : possibilité donnée aux artisans qui le souhaitent de déduire les salaires versés à leur conjoint dans les limites du plafond, sans qu'il soit tenu compte du régime matrimonial ou de l'adhésion à un centre de gestion agréé ; retiré - **Après l'art. 26** (p. 595) : son amendement n° 135 : extension de la réduction d'impôt aux dépenses de formation exposées au profit du conjoint non salarié collaborant à l'activité de l'entreprise ; retiré - **Art. 34 bis (contrats d'assurance de groupe des non salariés non agricoles)** (p. 614, 615) : ses amendements, n° 138 : liberté de choix des membres des secteurs professionnels visés ; et n° 139 : extension du bénéfice des contrats d'assurance de groupe aux corporations ; retirés - **Art. 31 (précédemment réservé p. 607) (limitation des possibilités de requalification en contrat de travail du contrat liant un entrepreneur individuel à un donneur d'ouvrages)** (p. 638) : son amendement n° 136 : relations entre les URSSAF et les caisses primaires d'assurance maladie ; retiré - **Art. 16 (suite)** (p. 642) : son amendement n° 133 ; devenu sans objet (précédemment réservé p. 575).

– **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - (6 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 751, 752) : loi du 25 janvier 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaires - Multiplication des faillites - Causes économiques et financières - Petits commerces ; développement mal contrôlé des grandes surfaces - Transmission des entreprises - Créations d'entreprises - Prévention - Règlement amiable - Liquidation - Moralisation des plans de continuation et de cession - Entreprises agricoles - (p. 753) : vote de cette proposition de loi par le groupe du RPR.

**Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> bis (suite)** (p. 777) : son amendement n° 123 : possibilité pour les centres de gestion agréés d'exercer les missions de groupe-

ments de prévention agréés ; retiré - **Après l'art. 3** (p. 800) : soutient l'amendement n° 183 de M. Jean François-Poncet (suspension provisoire des poursuites ; extension aux cautions personnes physiques dans la procédure de règlement amiable judiciaire spécifique à l'agriculture) - **Art. 2 bis (garantie de paiement de l'entrepreneur)** (p. 804, 805) : sur l'amendement n° 94 de M. Pierre Fauchon (garantie par le versement direct de l'établissement de crédit à l'entrepreneur en cas de recours du maître d'ouvrage au financement par crédit ; protection du sous-traitant ; en l'absence de recours au crédit, garantie par un cautionnement solidaire), présenté au nom de la commission des lois, son sous-amendement n° 124 ; rejeté - **Art. 4 (liquidation judiciaire sans période d'observation)** (p. 810, 812) : soutient l'amendement n° 184 de M. Jean François-Poncet (exploitations agricoles) - **Art. 5 (champ d'application)** (p. 813) : soutient l'amendement n° 133 de M. Jean François-Poncet (application du redressement et de la liquidation judiciaires au conjoint commun en biens) - **Art. 6 (radiation d'office)** (p. 814) : soutient l'amendement de suppression n° 97 de M. Jean François-Poncet - **Art. 11 (soumission des offres par les tiers)** (p. 825, 826) : sur l'amendement n° 29 de la commission (personnes exclues y compris par personne interposée), soutient le sous-amendement n° 185 de M. Jean François-Poncet (dérogation possible en cas d'une exploitation agricole) - Sur le même objet, son sous-amendement n° 187 ; retiré - Son amendement n° 126 : exclusion du rachat par tout parent et allié jusqu'au deuxième degré du chef d'entreprise ; exception pour les salariés de l'entreprise ; devenu sans objet - **Après l'art. 12** (p. 827) : soutient l'amendement n° 119 de M. Serge Vinçon (désignation d'un expert en diagnostic d'entreprise) - **Art. 16 (résiliation des contrats en cours)** (p. 833, 835) : sur l'amendement n° 33 de la commission (généralisation du paiement comptant des prestations fournies pendant la période d'observation ; obligation de moyens de l'administrateur), soutient le sous-amendement n° 98 de M. Jean François-Poncet - **Art. 17 bis (abandon des pénalités ou majorations de retard et des frais de poursuite par les organismes de sécurité sociale)** (p. 837) : soutient l'amendement n° 134 de M. Jean François-Poncet (cas des agriculteurs).

**Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - **Art. 24 (sort des cautions)** (p. 861) ; s'abstiendra sur l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du plein effet des cautions, accompagné éventuellement de délais de paiement) - **Après l'art. 3 (suite)** (p. 862) : soutient l'amendement n° 183, précédemment réservé, de M. Jean François-Poncet (suspension provisoire des poursuites ; extension aux cautions personnes physiques dans la procédure de règlement amiable judiciaire spécifique à l'agriculture) - **Art. 25 (durée du plan de redressement)** (p. 865) : soutient l'amendement n° 99 de M. Jean François-Poncet (allongement de la durée dans le cas des exploitations agricoles) - **Art. 28 (intérêts des créances soumises au plan de redressement)** (p. 870) : soutient les amendements de M. Jean François-Poncet, n° 100 de coordination, et n° 135 (maintien du jeu des intérêts conventionnels) - **Art. 39 bis (dispense de revendication)** (p. 877) : son amendement de suppression n° 117, soutenu par M. Philippe de Gaulle ; retiré - **Art. 40 bis (contentieux de la revendication)** (p. 880) : son amendement n° 118, soutenu par M. Philippe de Gaulle : suppression de la disposition selon laquelle le juge-commissaire, à l'occasion de l'action en revendication ou en restitution des biens, statue sur le sort du contrat ; adopté - **Art. 45 (coordination)** (p. 884) : son amendement n° 101, soutenu par M. Philippe de Gaulle : allongement de la période prévue pour l'élaboration du plan de redressement ; retiré - **Art. 50 bis (cessions d'unités de production)** (p. 889, 890) : son amendement n° 127, soutenu par M. Philippe de Gaulle : exception à l'interdiction de rachat par des membres de la famille s'ils attestent avoir été salariés de l'entreprise depuis plus d'un an au moment du dépôt de bilan ; retiré.

**Suite de la discussion** - (12 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 946, 947) : vote de cette proposition de loi par le groupe du RPR.

- **Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle** [n° 308 (93-94)] - (21 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1194, 1195) : registre relatif à une circonscription foncière - Modernisation - Membres du groupement d'intérêt public - Se déclare favorable à ce texte.

- **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord** [n° 344 (93-94)] - (3 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1374, 1375) : hommage aux anciens combattants d'Afrique du nord - Réduction de la durée de cotisation - Financement du dispositif prévu - Retraite mutualiste - Prestation mensuelle attribuée aux nécessiteux - Avis favorable du groupe du RPR sous réserve de l'adoption de ses suggestions.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française - Deuxième lecture** [n° 437 (93-94)] - (26 mai 1994) - **Après l'art. 5 bis** (p. 1910) : ses amendements, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 12 : publication en langue française des travaux des candidats à un recrutement ou à une promotion de chercheurs ; et n° 13 : encouragement par les établissements publics de la recherche et de la diffusion des publications francophones ; retirés.

- **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie** [n° 434 (93-94)] - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1981 à 1983) : région d'Alsace - Action globale du Gouvernement pour les rapatriés - Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer - Insertion économique et sociale des enfants de Harkis - Situation d'exclusion - Accord de principe et vote de ce projet de loi sous réserve de quelques améliorations réglementaires.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** [n° 417 (93-94)] - (8 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2286, 2287) : rapport d'information sur l'avenir de la protection sociale - Autonomie financière des différentes branches - Rôle du Parlement - Exemples européens - Clarification des comptes - Régime social agricole - Statut légal de la Commission des comptes de la sécurité sociale - Prévention des accidents du travail - Tarification - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi - **Art. 6 (renforcement du contrôle des cotisants ayant statut de droit public)** (p. 2336) : ses amendements, n° 64 de rectification ; adopté ; n° 65 : possibilité pour les agents des caisses de mutualité sociale agricole de conserver l'original du procès-verbal dressé à la suite d'une infraction ; n° 66 : régime agricole ; et n° 67 de coordination ; retirés - **Après l'art. 22** (p. 2358) : son amendement n° 68 : possibilité pour la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole de conclure des conventions nationales avec des organismes tiers pour le compte des caisses départementales ; retiré - **Art. 26 (admission en non-valeur de certaines créances)** (p. 2367) : son amendement n° 69 : règle générale d'approbation pour l'ensemble des créances admises en non-valeur sans exception faite pour les cotisations ; rejeté.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2449, 2450) ; assiette des cotisations sociales des agriculteurs - Retraites agricoles - Statut de la pluriactivité - Actions de développement social local - Emplois de proximité.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (15 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2560, 2562) ; plan de valorisation des réserves - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2785) : programme pluriannuel - Evolution du concept de famille - Démographie - Travail des mères de famille - (p. 2786) : caractère positif de la politique familiale française - Allocation parentale d'éducation - Mesures en faveur de l'accueil des jeunes enfants - Communes rurales - (p. 2787) : financement de la politique sociale - Avec la majorité sénatoriale, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre du Conseil des Communautés européennes** [n° 424 (93-94)] - (23 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2941, 2942) : attachement à la gestion paritaire du système français de protection sociale complémentaire - Français de l'étranger salariés dans un pays de la CEE - Séparation des institutions de prévoyance et des caisses de retraites complémentaires - Distinction nécessaire entre couverture sociale et activité commerciale - Votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (24 juin 1994) - **Art. 15** (*dispositions transitoires*) (par priorité) (p. 2982, 2984) : soutient l'amendement n° 57 de M. Alain Vasselle (provisions obligatoires : possibilité de dérogation) - **Art. 10** (*statut des institutions de retraite supplémentaire*) - **Art. L. 941-2 du code de la sécurité sociale** (*obligation de provisionnement*) (p. 3006) : soutient les amendements de M. Alain Vasselle n° 51 (garantie des engagements des institutions de retraite supplémentaire : possibilité de caution des organismes bancaires) et n° 53 (provision minimale des institutions de retraite supplémentaire) - **Avant l'art. 12** (p. 3011) : se déclare opposé à l'amendement n° 49 de M. Philippe Marini (conventions d'assurance pour les contrats d'assurance-maladie : abaissement du taux de la taxe et suppression de l'exonération dont bénéficient pour ces contrats les organismes régis par le code de la mutualité et le code de la sécurité sociale) - (p. 3013) : son amendement n° 50 : utilisation du fichier nominatif ; devenu sans objet.

- **Projet de loi relatif au prix des fermages** [n° 511 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3929) : statut du fermage - (p. 3930) : législation sur le foncier agricole - Réforme de la politique agricole commune - Fixation du prix des fermages en monnaie - Confection de l'indice du prix des fermages - Mise aux normes des bâtiments d'élevage - Le groupe du RPR votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4153, 4154) : agrément des associations - Fonds de prévention des risques naturels - Déchets venant de l'étranger - Transfert de compétences - Prévention des pollutions.

**Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 5** (*associations agréées de protection de l'environnement*) (p. 4206) : son amendement n° 269, soutenu par M. Emmanuel Hamel : délivrance et retrait de l'agrément ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4806, 4808) : Conseil national du développement du territoire ; représentation des compagnies consulaires - Notion de « pays » - Coopération transfrontalière - Fonds de gestion de l'espace rural - Développement social local - Services de proximité - Mutualité sociale agricole.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4837) : soutient l'amendement n° 167 de M. Gérard César (participation des chambres consulaires à l'aménagement du territoire) - **Art. 2** (*schéma national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4851) : soutient l'amendement n° 168 de M. Gérard César (lien entre contrat de plan Etat-région et schéma national de développement du territoire) - **Art. 4** (*directives territoriales d'aménagement*) (p. 4869, 4870) : soutient l'amendement n° 169 de M. Gérard César (association des chambres consulaires à l'élaboration de directives).

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6** (*charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire*) - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983** (*charte régionale d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4899) : soutient l'amendement n° 170 de M. Gérard César (association des comités de massifs à l'élaboration des schémas régionaux comportant des zones de montage).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 10 bis** (*commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics*) (p. 5078) : soutient l'amendement n° 335 de M. Alain Vasselle (avis du président du conseil régional) - **Art. 11** (*maintien des services publics sur le territoire*) (p. 5083) : sur l'amendement n° 86 de la commission (étude d'impact en cas de réorganisation ou de suppression d'un service public), soutient le sous-amendement n° 565 de M. Alain Vasselle - Soutient l'amendement n° 173 de M. Gérard César (consultation des chambres consulaires sur l'étude d'impact) - (p. 5085) : soutient l'amendement n° 337 de M. Alain Vasselle (consultation des groupements de communes) - **Après l'art. 11** (p. 5090) : soutient l'amendement n° 338 de M. Alain Vasselle (modification de l'article 23

de la loi du 22 juillet 1983, relatif à la répartition des dépenses de fonctionnement des écoles recevant des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune) - **Art. 14** (*Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale*) (p. 5108, 5109) : soutient les amendements de M. Serge Vinçon, n° 468 (dessertes aériennes intérieures à la France continentale) et n° 469 (réduction du montant de la taxe).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 20** (*réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière*) (p. 5285) : parole sur l'article - **Art. 25** (*assouplissement des règles de constitution des ententes interrégionales*) (p. 5356) : soutient l'amendement n° 174 de M. Gérard César (avis des chambres consulaires régionales).

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 8 (94-95)] - (15 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*répression de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers d'un étranger dans l'espace Schengen*) (p. 5613) : entrée des clandestins dans une région frontalière - Inscription dans les registres de l'état civil des étrangers ou français nouvellement installés - Information du maire sur l'arrivée d'étrangers.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - (16 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5650, 5651) : indemnité de remplacement versée aux non salariés non agricoles - Lutte contre la souscription de contrats définis comme nuls d'ordre public - Législation agricole.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) (p. 6178, 6179) : anciens combattants d'Afrique du nord - Allocation de préparation à la retraite - Indemnisation des patriotes résistant à l'Occupation - Départements de l'Est - Avis favorable du groupe du RPR sur ce budget, sous réserve de l'adoption des améliorations apportées par les deux commissions.

**Commerce et artisanat** - (28 novembre 1994) - **Examen des crédits** - **Art. 55** (*droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers*) (p. 6326) : son amendement n° II-12, soutenu par M. Joseph Ostermann ; retiré au profit de l'amendement analogue n° II-1 de M. René Ballayer (fixation du maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers à 570 francs).

**Budget annexe des prestations sociales agricoles** - (2 décembre 1994) (p. 6572, 6574) : retraites - Evolution des crédits - Fonds de solidarité vieillesse - Recettes de TVA - Prestations familiales - Financement professionnel du BAPSA - Caisses de mutualité sociale agricole - Action sanitaire et sociale - Le groupe du RPR votera les crédits du BAPSA.

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6618, 6619) : dotations en faveur des offices - Investissements - Bonification - Installation des jeunes agriculteurs - Gestion de l'espace rural - Industrie agro-alimentaire - Union européenne - Enseignement agricole - Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)** - (6 décembre 1994) (p. 6874) : plan en faveur de la communauté des rapatriés - Mesures en faveur de la première et de la seconde générations harkies - Allocation forfaitaire complémentaire - Aide au logement - (p. 6875) : aide à l'accession à la propriété - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6879) : souhaite que les Harkis bénéficient de conseils pour utiliser leurs indemnités à bon escient.

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) (p. 7126, 7127) : budget de la protection sociale - Contrôle des dépenses sociales - Réseaux de soins coordonnés - Politique familiale - Situation des handicapés - Le groupe du RPR votera ce projet de budget.



HEINIS (Anne), sénateur de la Manche (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 62 (93-94)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Jacques Genton sur la proposition de règlement (CEE) du conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) [n° 229 (93-94)] (5 janvier 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993) - **Communautés européennes.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 371 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits [n° 431 (93-94)] (18 mai 1994) - **Consommation.**

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) [n° 229 (93-94)]** - (13 janvier 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 81) : nouvelle application de l'article 88-4 de la Constitution - Ampleur inquiétante du phénomène de la contrefaçon - Concurrence déloyale pour un grand nombre d'entreprises communautaires - Industries du luxe - Contrefaçons pharmaceutiques et sécurité des consommateurs - (p. 82) : réduction des parts de marché à l'échelon national et à l'exportation - Effets négatifs sur l'emploi - Mise en place à la frontière extérieure de la Communauté d'un système de défense à l'importation des marchandises de contrefaçon - Elargissement du champ d'application du dispositif existant - Notion de marchandises de contrefaçon - Extension du contrôle douanier sur l'exportation et le transit - Extension des compétences des services douaniers - Sanctions - (p. 83) : compétences et rapidité d'intervention de l'autorité douanière - **Sur l'ensemble** (p. 91) : remerciements.

- **Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle [n° 186 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 446, 447) : objet de la résolution, adoptée par le Sénat, sur la proposition de règlement communautaire relative à la lutte contre la contrefaçon - Importance de la production de marchandises contrefaites par les pays de la Communauté - Pertes d'emplois pour la France - Nécessité d'alourdir la répression de la contrefaçon en France - Déclare voter sans aucune réserve ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits alimentaires [n° 371 (93-94)]** - (24 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1793) : regroupement de mesures hétéroclites - Réforme de la certification - (p. 1794) : secteur des services - Mécanismes de certification - Régime de constitution des organismes certificateurs - Financement de la participation des organisations de consommateurs - (p. 1795) : vente à domicile de matériels d'auto-apprentissage de langues - Vente de vinaigres et de laits dits de « premier âge » - La commission des affaires économiques demande au Sénat de voter ce projet de loi sous réserve d'une seule modification - **Art. 4 (sanctions)** (p. 1798) : son amendement n° 1 : lutte contre l'utilisation abusive de la déclaration d'activité par les organismes certificateurs ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algé-**

**rie [n° 434 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1976, 1977) : dette d'honneur de la France à l'égard des Français musulmans rapatriés - Liens profonds avec la communauté harkie - Accords d'Evian - Horreur des massacres d'une partie de ces supplétifs en Algérie - (p. 1978, 1979) ; organisation de centres d'accueil en France - Hétérogénéité du groupe des Français musulmans rapatriés - Estimation statistique - Reconnaissance de la République française - Nécessité d'une interprétation extensive des dispositions de ce projet de loi - Prise en compte des cas particuliers.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - (5 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3528, 3531) : moyens matériels de la réforme - Délinquance - Architecture du texte - Fonction policière - Police de proximité - Coopération entre la police et la gendarmerie - Vidéo-surveillance - Respect des libertés individuelles - Statut spécial des personnels des services actifs - Fonctionnement des services - Rémunération d'un fonctionnaire par des tiers.

- **Projet de loi relatif à la famille - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 553 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3898) : votera ce texte - « Ordre moral ».

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 594 et n° 586) (p. 4412) : crise du système judiciaire - Exécution des décisions de justice - Réformes en matière de justice - (p. 4413) : budget de la justice - Création du juge de paix - Modification du régime des peines - Médiation et conciliation judiciaires - Transaction pénale - (p. 4414) : secret de l'instruction - Jurés des cours d'assises - Le groupe des RI votera ces projets de loi modifiés par les amendements de la commission des lois.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4412, 4414).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4412, 4414).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4747, 4750) : petites communes - Coopération intercommunale - Villes moyennes - Cotentin.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6 (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** - *In fine* (p. 4914) : intervient sur l'amendement n° 307 de M. Félix Leyzour (carte sanitaire) - Hôpitaux de proximité.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 14 (Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale)** (p. 5107, 5112) : sur l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction érigeant le fonds en établissement public et limitant ses compétences aux dessertes aériennes intérieures), soutient les sous-amendements de M. Bernard Barbier n° 354 (dessertes aériennes intérieures à la France continentale) et n° 355 (réduction du montant de la taxe) - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité)** (p. 5125) : parole sur l'article.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Avant l'art. 24** (p. 5339) : soutient l'amendement n° 353 de M. Jean-Pierre Tizon (maintien transitoire du volume de la DGF en cas de fusion volontaire de communes regroupées au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) - **Art. 24 (simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale)** (p. 5344) : sur l'amendement n° 131 de la commission (rapport au Parlement sur l'état de la coopération intercommunale), se déclare favorable

au sous-amendement n° 615 de la commission (report des délais accordés aux commissions départementales de coopération intercommunale).

– **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 8 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5619) : application complète des accords de Schengen - Respect des droits des étrangers - Sanctions pour les passeurs - Le groupe des RI votera ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 6101) : soutient l'amendement n° I-156 de M. Henri de Raincourt (exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les livraisons de gaz destinées à la production de cultures végétales sous serre) - **Après l'art. 8 ter** (p. 6103) : soutient l'amendement n° I-159 de M. Bernard Barbier (possibilité pour les compagnies pétrolières de déduire de leur bénéfice imposable le prélèvement sur leur bénéfice institué en 1985) - **Après l'art. 12** (p. 6124) : soutient l'amendement n° I-157 de M. Henri de Raincourt, identique à l'amendement n° I-98 de M. Auguste Cazalet et n° I-162 de M. Paul Girod (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole) - **Art. 13 (dispositions relatives aux affectations sur divers comptes d'affectation spéciale)** (p. 6130, 6131) : bouilleurs de cru. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 6159) : chômage - Fiscalité - Avis favorable du groupe des RI sur ce projet de budget.

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique)** - (26 novembre 1994) (p. 6214, 6215) : formation des fonctionnaires au droit communautaire - Création du Centre des hautes études européennes de Strasbourg - Présence des fonctionnaires français dans les institutions communautaires - Le groupe des RI votera ce projet de budget.

**Services du Premier ministre - IV - Plan** - (26 novembre 1994) - En remplacement de M. Jean Boyer, rapporteur pour avis - (p. 6225, 6226) : évaluation positive des contrats de plan Etat-région - Politique publique en faveur des zones humides - Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts, CSERC - Nouvelles relations entre le Parlement et le Commissariat général du Plan - Au nom de la commission des affaires économiques, accepte ces crédits.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7639) : le groupe des RI votera ce texte.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Après l'art. 13** (p. 7751) : son amendement n° 36, soutenu par M. Ambroise Dupont : application du taux réduit de TVA pour certains produits de l'horticulture et de la sylviculture ; retiré.

**HENRY (Marcel)**, sénateur de Mayotte (UC).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte [n° 549 (93-94)]** - (8 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3761, 3763) : marché du travail - Lutte contre le travail clandestin - Collectivité territoriale de Mayotte.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) (p. 6793) : contrôle de l'immigration à Mayotte - Ma-

trise de la démographie - Aménagement du territoire et développement des infrastructures de Mayotte - (p. 6794) : activité économique - Annulation de crédits destinés au financement partiel du « règlement territorial d'action sociale » de Mayotte - Choix du statut définitif de la collectivité territoriale de Mayotte au sein de la République.

**HERMENT (Rémi)**, sénateur de la Meuse (UC).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (*JO Lois et décrets* du 13 octobre 1994).

Membre titulaire de la commission consultative pour la production de carburants de substitution.

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 148 (*JO Débats* du 13 octobre 1994) (p. 4230) - Ministère : Relations avec le Sénat - *Fonctionnement des commissions de reclassement des anciens combattants d'Afrique du Nord - Anciens combattants et victimes de guerre.*

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)]** - (3 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1372, 1373) : conditions d'attribution de la carte de combattant - Problème de l'emploi - Retraite anticipée - Examen du budget des anciens combattants du 6 décembre 1993 - Financement des retraites - Problèmes psychologiques des anciens combattants d'Afrique du nord.

– **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie [n° 434 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1987) : historique de l'indemnisation des biens des Français musulmans rapatriés - Réparation des injustices - Effort exceptionnel du Gouvernement - Plan d'action en faveur des Français rapatriés - (p. 1988, 1989) : reconstitution de carrière des Français musulmans fonctionnaires - Lenteur de la procédure - Risque de spoliation - Action positive du Gouvernement - **Art. 13 (caractère insaisissable et non imposable de l'allocation forfaitaire complémentaire et des aides spécifiques)** (p. 1996) : son amendement n° 2 : extension des dispositions aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale ; retiré.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Après l'art. 52** (p. 3218) ; son amendement n° 58, soutenu par M. Jean Madelain : extension aux anciens combattants de la seconde guerre mondiale des dispositions prévues en faveur des Français d'Afrique du Nord, anciens combattants rapatriés en France après la décolonisation ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Après l'art. 2 bis** (p. 5983) : son amendement n° I-15, soutenu par M. Alain Lambert : exonération fiscale pour les fonctionnaires d'Afrique du Nord et d'outre-mer, anciens combattants de la seconde guerre mondiale, des rappels perçus au titre de l'application de l'article 9 de la loi du 3 décembre 1982 ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) (p. 6173, 6174) : anciens combattants d'Afrique du nord

- Allocation de préparation à la retraite - Exemple du département de la Meuse.

**HOEFFEL (Daniel)**, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales.

## DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi*, présentée avec M. Charles Pasqua, modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)] (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Fonction publique territoriale**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la colombophilie [n° 387 (91-92)]** - (20 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1182) : commerce et usage des pigeons voyageurs - Maintien du rôle des associations colombophiles - Disparition de la tutelle administrative - Liberté du commerce - Suppression des contrôles aux frontières intracommunautaires - **Art. 5 (sanctions)** (p. 1184) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (actualisation du montant de la sanction prévue au regard du nouveau code pénal).

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3366, 3368) : remerciements - Equilibre entre l'unité statutaire de la fonction publique territoriale et la libre administration des collectivités locales - Concertation - Principe de subsidiarité - Missions du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT, et des centres de gestion - Décrets d'application - Quotas et seuils démographiques - Statuts particuliers - **Question préalable** (p. 3370) : s'oppose à la motion n° 68 de M. Robert Pagès tendant à opposer la question préalable - Principe de l'unicité de la fonction publique - Amélioration du statut de la fonction publique territoriale - Concertation - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3371, 3372) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Robert Pagès (limitation et encadrement des possibilités de recrutement d'agents sur contrat) et à l'amendement n° 116 de M. Pierre Schiélé (organisation de la représentation des syndicats au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT, en fonction des résultats obtenus lors d'un scrutin national) - (p. 3373) : demande le retrait de l'amendement n° 62 de M. François Lesein (renforcement du rôle d'expertise de propositions reconnues au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT) - (p. 3373, 3374) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 31 de M. Albert Vecten (attribution au CSFPT des moyens financiers et humains nécessaires à l'accomplissement de sa mission) ; retiré à sa demande puis repris par M. René Régnauld - **Art. 1<sup>er</sup>** (moyens du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 3375) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Robert Pagès (rétablissement de la commission mixte paritaire comprenant des membres du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) - **Art. 2 (composition et fonctionnement du Centre national de la fonction publique territoriale)** (p. 3379) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 71 de M. Robert Pagès - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques, n° 33 de M. Albert Vecten et n° 191 de M. René Régnauld (suppression de la disposition réintroduisant des délégués régionaux au sein du conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriale) en souhaitant cependant qu'ils soient retirés au profit de l'amendement n° 120 de M. Alain Vasselle qu'il accepte (composition du collège élisant des représentants des collectivités territoriales) - S'oppose à l'amendement n° 151 de M. Robert Laucournet (présence dans le collège désignant les représentants des collectivités territoriales des présidents de centres de gestion) - Demande le retrait de l'amendement n° 119 de M. Alain Vasselle (introduction au sein du conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriale d'un collège des présidents de centres de gestion) au profit de l'amendement n° 120 de ce dernier - S'oppose aux amendements de la

commission, n° 1 (élection du président du conseil d'administration par les représentants des collectivités territoriales) et n° 2 (droit de vote des seuls représentants des collectivités territoriales sur le budget du Centre national de la fonction publique territoriale) ainsi qu'à l'amendement n° 34 de M. Albert Vecten identique à l'amendement n° 1 de la commission précitée - S'oppose aux amendements identiques, n° 35 de M. Albert Vecten et n° 152 de M. Robert Laucournet (suppression des dispositions relatives à la présence de représentants de l'Etat lors des séances du conseil d'administration) tout en souhaitant qu'ils soient retirés au profit de l'amendement n° 121 de M. Alain Vasselle (désignation des personnalités qui assistent aux séances du conseil d'administration sur proposition du président du CNFPT) - S'oppose à l'amendement n° 153 de M. Robert Laucournet (remplacement des mots « communes, départements et régions » par les mots « collectivités territoriales ») - **Art. 3 (compétences du Centre national de la fonction publique territoriale)** (p. 3384) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 72 de M. Robert Pagès - Accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - S'oppose aux amendements de M. Robert Laucournet, n° 154 rédactionnel, n° 155 (organisation des concours de catégorie A par le CNFPT) et n° 156 (communication par le CNFPT aux centres de gestion des tableaux d'avancement et des listes d'aptitude) - Nécessité de revoir les documents transmis par le CNFPT aux centres de gestion - **Art. 4 (contrôle des actes du Centre national de la fonction publique territoriale)** (p. 3386) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 73 de M. Robert Pagès - **Art. 5 (contrôle des comptes du Centre national de la fonction publique territoriale)** (p. 3386, 3387) : son amendement n° 52 : institution d'un agent comptable spécial secondaire auprès de chaque délégué régional érigé en ordonnateur secondaire ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 74 de M. Robert Pagès et accepte l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du contrôle de la Cour des comptes) - **Avant l'art. 6** (p. 3388) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Robert Pagès (rétablissement du statut initial des centres de gestion de la fonction publique territoriale) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 157 de M. Robert Laucournet (caractère d'établissements publics locaux des centres de gestion) - Son amendement n° 53 : exercice du contrôle de légalité à l'égard de l'ensemble des collectivités territoriales ; adopté - **Art. 6 (communication d'actes aux centres de gestion)** (p. 3389) : son amendement n° 193 : suppression de la publicité des tableaux d'avancement des collectivités et établissements non affiliés ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 77 (augmentation de la cotisation au CNFPT) et n° 76 (renforcement de l'obligation de communication) - Estime l'amendement n° 36 de M. Albert Vecten satisfait par son amendement n° 193 précité - Sur les amendements de M. René Régnauld, estime que le n° 159 est déjà satisfait par l'adoption de son amendement n° 53 introduisant un article additionnel avant l'art. 6 et s'oppose à l'amendement n° 158 rédactionnel - **Art. 7 (seuil d'affiliation aux centres de gestion)** (p. 3390, 3391) : volonté de renforcer le rôle des centres de gestion - Se déclare favorable à l'amendement n° 123 de M. Alain Vasselle (seuil d'affiliation obligatoire aux centres de gestion fixé à 350 fonctionnaires) dont il demande le vote par priorité - **Après l'art. 7** (p. 3392) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Robert Pagès (amélioration de la publicité des vacances d'emploi et des résultats des concours faite par les centres de gestion) - Demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselle, n° 124 (contrepartie financière des missions obligatoires assurées par les centres de gestion auprès des collectivités non affiliées) et n° 125 de conséquence - **Art. 8 (compétences des centres de gestion)** (p. 3393, 3395) : son amendement n° 194 : 1° suppression de la transmission aux centres de gestion des tableaux d'avancement des collectivités et établissements non affiliés ; 2° cohérence ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 79 (suppression des concours sur titres) et n° 80 (possibilité donnée au domaine réglementaire de réformer chaque cadre d'emploi) - Accepte l'amendement n° 126 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les centres de gestion d'organiser des concours pour des agents de catégorie A et B lorsque les statuts particuliers des cadres d'emploi le prévoient), l'amendement n° 127 du même auteur (compétences des centres de gestion en matière de statut des secrétaires en mairie) devenant sans objet - Demande le retrait de l'amendement n° 38 de M. Albert Vecten (suppression de la publicité des créations et vacances d'emploi

de catégories A et B, des tableaux d'avancement et listes d'aptitude mise à la charge des centres de gestion) et accepte l'amendement de précision n° 6 de la commission.

– **Rappel au règlement de M. Robert Vizet** - (4 juillet 1994) (p. 3417, 3418) : caractère humanitaire de l'opération entreprise par la France au Rwanda.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)] - Suite de la discussion** - (4 juillet 1994) - **Avant l'art. 9** (p. 3418) : s'oppose aux amendements de M. Robert Laucournet n° 163 (extension du contenu et du champ d'application de l'aide que peuvent fournir les centres de gestion) et n° 164 (autorisation donnée aux centres de gestion de recourir à des agents non titulaires pour faire face à des remplacements) - Sur les amendements de M. Alain Vasselle, s'oppose au n° 128 (remplacement de personnes momentanément absentes) et accepte le n° 129 (extension de la possibilité du conventionnement entre les centres de gestion et les collectivités aux communes non affiliées) modifié par son sous-amendement n° 195 - **Art. 9 (organisation de concours communs à plusieurs centres de gestion)** (p. 3420) : s'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 81 (obligation pour les centres de gestion d'établir une liste d'aptitude) et n° 82 (suppression des dispositions relatives à la localisation de la gestion des listes d'aptitude) - **Art. 10 (contrôle administratif des actes des centres de gestion)** (p. 3421) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Robert Pagès (établissement de la liste d'aptitude par ordre de mérite) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 130 de M. Alain Vasselle (transmission des décisions de nomination sur demande du représentant de l'Etat) - **Avant l'art. 11** (p. 3422) : s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Robert Laucournet (interdiction faite aux collectivités locales employant entre 250 et 350 agents de conserver leur propre commission administrative paritaire) - **Art. 11 (formation commune de commissions administratives paritaires - listes d'aptitude communes)** : accepte les amendements identiques rédactionnels n° 7 de la commission et n° 39 de M. Albert Vecten - (p. 3423) : s'oppose à l'amendement n° 166 de M. Robert Laucournet (suppression des dispositions relatives à l'autorité compétente pour dresser les listes d'aptitude à la promotion interne) et accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Avant l'art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Robert Pagès (mise en oeuvre d'une compatibilité complète entre la fonction publique territoriale et la fonction publique d'Etat) - **Art. 12 (formation commune de commissions administratives paritaires - listes d'aptitude communes)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 85 de M. Robert Pagès et accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Après l'art. 12** (p. 3424) : accepte l'amendement n° 63 de M. François Lesein (obligation pour la commission administrative paritaire de se prononcer sur la décision de non-réintégration de fonctionnaires) - **Art. 13 (regroupement des comités techniques paritaires)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 86 de M. Robert Pagès et accepte l'amendement n° 167 de M. Robert Laucournet (mise à jour des dispositions sur les centres de gestion ayant un statut dérogatoire) - **Avant l'art. 14** (p. 3425) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Robert Pagès (présence obligatoire d'un comité d'hygiène et de sécurité dans chaque collectivité ou établissement et missions de ce comité) - **Art. 14 (information des comités techniques paritaires)** : son amendement n° 54 : traitement des demandes de travail à temps partiel ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 40 de M. Albert Vecten au profit de son amendement analogue n° 54 précité - **Art. 15 (créations d'emplois)** (p. 3426) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 88 de M. Robert Pagès - Son amendement n° 55 : recrutement des contractuels et de saisonniers par les collectivités territoriales ; adopté - Demande le retrait des amendements identiques, n° 41 de M. Albert Vecten et n° 131 de M. Alain Vasselle au profit de son amendement analogue n° 55 précité - **Après l'art. 15** (p. 3427, 3428) ; accepte l'amendement n° 132 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les collectivités locales de recruter sans concours des fonctionnaires de catégorie C « lorsque le grade de début est doté de l'échelle de rémunération la moins élevée de la fonction publique, le cas échéant selon des conditions d'aptitude prévues par les statuts particuliers ») - **Art. 16 (listes d'aptitude à la promotion interne)** (p. 3429) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Robert Pagès (suppression des listes d'aptitude) - **Art. 17 (procédure de**

*nomination dans les emplois vacants*) : s'oppose aux amendements n° 90 de M. Robert Pagès (réduction du délai à deux mois) et n° 170 de M. Robert Laucournet (possibilité de recruter par la voie de la promotion interne à l'expiration du délai de quatre mois) - **Art. 18 (jurys des concours et examens professionnels)** (p. 3430) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 91 de M. Robert Pagès et accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - **Art. 19 (fixation du nombre de postes ouverts aux concours)** (p. 3431) : son amendement n° 56 ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 42 de M. Albert Vecten (recensement des besoins prévisionnels par les collectivités territoriales et établissements) - S'oppose à l'amendement de suppression n° 92 de M. Robert Pagès et à l'amendement n° 172 de M. Robert Laucournet (déduction du nombre de fonctionnaires pris en charge pour le calcul du nombre de postes mis au concours) - **Avant l'art. 20** (p. 3433) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Robert Pagès (établissement des listes d'aptitude par ordre de mérite) - **Art. 20 (modalités d'établissement des listes d'aptitude des concours)** (p. 3435) : s'oppose aux amendements, n° 94 de suppression de M. Robert Pagès, et au n° 174 de M. Robert Laucournet (possibilité pour un candidat d'être inscrit sur une liste d'aptitude) - Demande le retrait des amendements, n° 12 de la commission (suppression de la déduction du nombre des agents pris en charge du nombre des vacances d'emplois au moment du calcul du nombre de candidats à inscrire sur la liste d'aptitude) et n° 133 de M. Alain Vasselle (octroi d'une année supplémentaire aux candidats figurant sur les listes d'aptitude) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 13 de la commission - **Art. 21 (formation initiale de certains fonctionnaires de catégorie A)** (p. 3436) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 44 de M. Albert Vecten, ainsi qu'à l'amendement n° 95 de M. Robert Pagès (remplacement du mot « élève » par les mots « fonctionnaire stagiaire » et rémunération par le Centre national de la fonction publique territoriale) - Accepte les amendements n° 14 de la commission (rémunération des stagiaires par le Centre national de la fonction publique territoriale et indemnisation des stagiaires qui ne seront pas recrutés) et n° 96, de précision, de M. Robert Pagès - **Après l'art. 21** (p. 3439) : accepte l'amendement de coordination n° 175 de M. Robert Laucournet - **Avant l'art. 22** : s'oppose à l'amendement n° 176 de M. Robert Laucournet (remplacement du mot « mutations » par le mot « mouvements ») - **Art. 22 (décharge de fonctions)** (p. 3441) : s'oppose aux amendements n° 97 de M. Robert Pagès (nouvelle rédaction) et n° 177 de M. Robert Laucournet (définition des emplois fonctionnels avant la fixation des modalités de décharge de fonctions) - Demande le retrait de l'amendement n° 15 de la commission (définition de la liste des emplois fonctionnels) et de l'amendement n° 178 de M. Robert Laucournet (information de l'assemblée délibérante et du CNFPT préalablement à la fin des fonctions) - Accepte les amendements n° 16 de la commission (réduction à six mois du délai préalable à une décharge de fonctions après la nomination de l'intéressé ou le renouvellement de l'assemblée délibérante) et n° 134, rédactionnel, de M. Alain Vasselle - Syndicats mixtes comportant uniquement des collectivités territoriales - **Avant l'art. 23** (p. 3442) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 179 de M. Robert Laucournet (cas des autorisations spéciales d'absence pour satisfaire à des obligations légales) - **Art. 24 (réintégration après un détachement de longue durée)** (p. 3443) : son amendement n° 197 : maintien du fonctionnaire en surnombre pendant un an dans sa collectivité ou son établissement d'origine ; devenu sans objet - (p. 3444) : demande le retrait de l'amendement n° 180 de M. Robert Laucournet (prise en charge du fonctionnaire de catégorie A par le centre de gestion lorsqu'aucun emploi n'est vacant) au profit de son amendement n° 197 (maintien du fonctionnaire en surnombre pendant un an dans sa collectivité ou son établissement d'origine) - S'oppose à l'amendement n° 64 de M. François Lesein (possibilité pour le fonctionnaire d'opter immédiatement pour un licenciement) et accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission - Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Albert Vecten (notion de « surnombre » et possibilité donnée au fonctionnaire ne souhaitant pas être réintégré et reclassé en « surnombre » pendant un an d'exprimer un choix différent) - (p. 3445) : s'oppose aux amendements, n° 98 de M. Robert Pagès (amélioration de la réintégration ou du reclassement du fonctionnaire détaché) et n° 65 de M. François Lesein (réintégration obligatoire du fonctionnaire par le CNFPT ou le centre départemental de gestion

qui lui a accordé son détachement) - **Après l'art. 24** (p. 3446) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Robert Pagès (réintégration obligatoire par le CNFPT ou le centre de gestion du fonctionnaire qu'il a détaché) - **Art. 25 (réintégration après une disponibilité)** (p. 3447) : s'oppose aux amendements de M. Robert Laucournet, n° 181 (possibilité de réintégration après une période de disponibilité dès la première vacance) et n° 182 (suppression de la réintégration en surnombre à l'issue d'une période de disponibilité de droit) - **Art. 26 (publicité du tableau d'avancement)** : sur les amendements de M. Robert Laucournet, s'oppose au n° 183 (suppression du caractère annuel du tableau d'avancement) et accepte le n° 184 (mention de la subordination de l'avancement de grade à l'accomplissement de la formation) - Son amendement de cohérence n° 193 ; adopté - **Après l'art. 26** (p. 3448) : son amendement n° 57 : texte réglementaire prévoyant le reclassement démographique de certaines communes ; adopté - **Art. 27 (reclassement des fonctionnaires privés d'emploi)** (p. 3450, 3451) : ses amendements, n° 58 : suppression de la présence du délégué interdépartemental du CNFPT ou du président du centre de gestion au comité technique paritaire appelé à donner un avis sur la suppression de l'emploi ; et n° 59 : assimilation à un refus d'offre d'emploi du refus par un fonctionnaire d'une mesure de redéploiement interne liée à une délégation de service ; adoptés - (p. 3453) : demande le retrait de l'amendement n° 135 de M. Alain Vasselle, ainsi que des amendements de repli du même auteur n° 136, n° 137, n° 138 et n° 139 - Demande le retrait de l'amendement n° 46 de M. Albert Vecten (avis obligatoire du comité technique paritaire avant la suppression d'un emploi et définition de la position hors cadre) - S'oppose aux amendements de M. François Lesein n° 66 (possibilité pour le fonctionnaire dont l'emploi est supprimé d'opter pour le licenciement immédiat) et n° 67 (précision sur la nature de l'offre d'emploi) - Sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 19 (prise en charge immédiate de l'agent aux fonctions duquel il a été mis fin), du n° 21 (licenciement du fonctionnaire pris en charge après le refus de deux offres d'emplois) et du n° 192, de coordination, ces deux derniers au bénéfice de son amendement n° 59 précité et accepte le n° 20 (suppression de l'obligation faite au CNFPT ou aux centres de gestion de recruter en priorité les fonctionnaires pris en charge et remplacement de cette obligation par une simple information des intéressés) - S'oppose à l'amendement n° 104 de M. Robert Pagès (licenciement du fonctionnaire pris en charge après le refus de trois offres d'emplois) - (p. 3456) : demande le retrait du sous-amendement n° 198 de M. Alain Vasselle, modifiant son amendement n° 59 précité - **Après l'art. 27** (p. 3458) : demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselle, n° 140 et n° 141 (mise à la charge de la collectivité territoriale qui a décidé la suppression d'emploi du paiement du salaire et des charges sociales de l'agent) - **Après l'art. 46 (par priorité)** (p. 3459, 3460) : s'oppose à l'amendement n° 30 de la commission (assimilation des services accomplis par voie de détachement dans un emploi équivalent de la fonction publique territoriale à des services effectifs dans le corps d'origine) - Disparité de traitement entre les membres d'un même corps - Mobilité - Concertation avec toutes les catégories de personnels concernées - Statut des directeurs des services des départements et des régions - **Art. 28 (contribution financière des collectivités et établissements pour les fonctionnaires privés d'emploi)** (p. 3463) : sur les amendements de M. Alain Vasselle, demande le retrait des n° 142 (mesure en faveur des mères de familles s'étant consacrées à l'éducation de leurs enfants et mesures destinées à encourager les collectivités à recruter un agent qui a fait l'objet d'une décharge de fonction ou d'une suppression d'emploi) et n° 144 (contribution de la collectivité non affiliée qui a décidé de la décharge de fonction et de la suppression d'emploi), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 143 (contribution de la collectivité affiliée qui a décidé de la décharge de fonction ou de la suppression d'emploi) - Demande le retrait de l'amendement n° 22 de la commission (prise en considération de la situation difficile de certaines communes) et du n° 186 de M. Robert Laucournet (contribution de la collectivité en cas de décharge de fonction ou de suppression d'emploi) - **Avant l'art. 30** (p. 3466) : s'oppose à l'amendement n° 117 de M. Pierre Schiélé (modalités de répartition du nombre de postes de permanents syndicaux) - Domaine réglementaire - **Art. 30 (charges afférentes aux décharges d'activité dans le cadre de l'exercice du droit syndical)** : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Robert

Pagès (nouvelle rédaction) - **Art. 31 (créations d'emplois à temps non complet)** (p. 3468) : s'oppose aux amendements n° 187 de M. Robert Laucournet (création d'un grade à temps non complet) et n° 145 de M. Alain Vasselle (exclusion des communes de moins de deux mille habitants du dispositif) - **Après l'art. 31** (p. 3469) : s'oppose à l'amendement n° 146 de M. Alain Vasselle (possibilité donnée au fonctionnaire qui exerce un emploi à temps non complet de travailler le reste du temps dans le secteur privé) - **Art. 32 (intégration des agents à temps non complet dans les cadres d'emplois)** (p. 3471) : accepte l'amendement de simplification n° 23 de la commission et demande le retrait des amendements identiques de suppression n° 106 de M. Robert Pagès et n° 148 de M. Alain Vasselle - **Art. 33 (modalités d'exercice du droit d'option)** (p. 3471, 3472) : accepte les amendements de la commission n° 24 (adjonction des termes : « dans la limite des emplois vacants ») et n° 25, rédactionnel - **Art. 34 (droit d'option des agents non titulaires)** : accepte l'amendement n° 48 de M. Albert Vecten (introduction de la notion d'emplois vacants) - **Après l'art. 34** (p. 3473) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Robert Pagès (titularisation de l'ensemble des agents contractuels de la fonction publique territoriale) - **Art. 36 (organisation de la formation d'adaptation à l'emploi)** (p. 3474) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 108 de M. Robert Pagès - **Art. 37 (obligations relatives à la formation)** (p. 3475) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (absence de pénalisation, pour l'avancement de grade, d'un fonctionnaire qui n'aurait pas pu accomplir ses obligations de formation pour des raisons indépendantes de son fait et tenant à des nécessités de service) - **Après l'art. 37** : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. Robert Pagès (précision sur la nature de la formation) - **Art. 40 (composition du conseil d'orientation du Centre national de la fonction publique territoriale)** (p. 3476) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 110 de M. Robert Pagès - **Art. 41 (délégations interdépartementales ou régionales)** (p. 3477) : s'oppose aux amendements, n° 111 de suppression de M. Robert Pagès, et n° 189 de M. René Régnauld (suppression des dispositions relatives aux délégations) - **Après l'art. 41** (p. 3478) : accepte les amendements de coordination, n° 149 et n° 150 de M. Alain Vasselle - **Avant l'art. 42** (p. 3479) : s'oppose à l'amendement n° 118 de M. Pierre Schiélé (mise à la disposition de chacune des organisations syndicales représentatives d'au moins un siège dans les conseils régionaux d'orientation) - **Art. 42 (mise en oeuvre d'actions de formation par des centres de gestion)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 112 de M. Robert Pagès - **Art. 43 (organisation de concours et de formations communes aux fonctionnaires de l'Etat et aux fonctionnaires territoriaux)** (p. 3480) : s'oppose aux amendements, n° 113 de M. Robert Vizet (nouvelle rédaction) et n° 28 de la commission (organisation par le seul CNFPT de formations communes) - Accepte les amendements de M. Albert Vecten, n° 50 (organisation par le seul CNFPT de concours communs pour le recrutement simultané de fonctionnaires de l'Etat et de fonctionnaires de certaines collectivités et établissements) et n° 51 (suppression du mot « aussi » dans la seconde phrase du texte) - **Art. 44 (conventions avec les centres de gestion pour l'organisation d'actions de formation)** (p. 3481) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 114 de M. Robert Pagès - **Art. 46 (dispositions transitoires et entrée en vigueur)** (p. 3481, 3482) : ses amendements n° 60 : prolongation exceptionnelle d'un an de la durée d'inscription sur la liste d'aptitude des candidats actuellement inscrits ; et n° 61 : versement de l'indemnité représentative de logement par le CNFPT à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 1995 ; adoptés - **Après l'art. 46** (p. 3483) : accepte l'amendement n° 190 de M. René Régnauld (nombre de catégories de fonctionnaires et remplacement des mots « commissaires de la République » par les mots « représentants de l'Etat ») - **Sur l'ensemble** (p. 3486) : consultation d'un grand nombre d'organisations d'élus, de syndicats et d'associations - Unité du statut de la fonction publique territoriale.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4812, 4813) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Question préalable** (p. 4815) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) (p. 4824, 4825) : répond aux orateurs intervenus dans la discussion générale - Décentralisation - Clarification des compétences - Déconcentration - Ville - (p. 4826) ; traitement différencié des situations - Coopération intercommunale - Régions - Coopération transfrontalière - (p. 4827) : notion de pays - Péréquation financière - Réforme de la DGF - Dimension européenne de l'aménagement du territoire ; maintien de la compétence nationale - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4829) : s'oppose à l'amendement n° 306 de M. Félix Leyzour (renégociation des accords du GATT et de la politique agricole commune, PAC) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4840, 4841) : s'oppose à l'amendement n° 390 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction plaçant l'homme au cœur de la politique d'aménagement du territoire) - Accepte l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction, insistant sur la solidarité nationale, les principes de la décentralisation et la répartition des compétences) - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements n° 365 de M. René Tréguët et n° 600 de M. Paul Girod - Demande le retrait des sous-amendements n° 601 de M. Paul Girod, n° 554 de M. Alain Vasselle, et n° 387 de M. Henri Collard - Accepte le sous-amendement n° 386 du même auteur - S'oppose aux sous-amendements n° 220 à n° 222 de M. Félix Leyzour - Demande le retrait du sous-amendement n° 140 de M. Charles Descours - Demande le retrait des amendements, sur le même objet, n° 167 de M. Gérard César, n° 515 de M. Emmanuel Hamel et n° 313 de M. Lucien Lanier (participation des chambres consulaires à l'aménagement du territoire) - Demande le retrait des amendements n° 516 de M. Emmanuel Hamel (prise en compte de l'environnement européen) et n° 323 de M. Alain Vasselle (accès aux services publics) - S'oppose à l'amendement n° 223 de M. Félix Leyzour (place de l'éducation et de la formation) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4844, 4845) : s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 224 (fondements démocratiques et décentralisés de l'aménagement du territoire) et n° 225 (établissement d'un programme de nationalisation) - **Avant l'art. 2** : accepte l'amendement n° 26 de la commission : « Chapitre 1<sup>er</sup>, - Du schéma national et du Conseil national d'aménagement et de développement du territoire » - **Art. 2 (schéma national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4853, 4854) : sur l'amendement n° 27 de la commission (modification de la rédaction mettant l'accent sur les grandes infrastructures de transport, les politiques d'éducation, la notion de réseau de ville et les solidarités interdépartementales), pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat, demande le retrait des sous-amendements n° 326 de M. Alain Vasselle, n° 457 et n° 458 de M. Alain Lambert - S'oppose aux sous-amendements n° 602 de M. Paul Girod et n° 228 et n° 226 de M. Félix Leyzour - Demande le retrait des amendements de M. Emmanuel Hamel, n° 517 (consultation des compagnies consulaires) et n° 518 (lien entre contrat de plan Etat-région et schéma national de développement du territoire) et n° 168 sur le même objet, de M. Gérard César - S'oppose à l'amendement n° 227 de M. Félix Leyzour - (p. 4856) : « bassin de vie », notion de « pays » - **Art. 3 (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire)** (p. 4862) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 28 de la commission (modification des compétences et de la composition) - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 392 de M. Claude Estier et n° 229 de M. Félix Leyzour - Demande le retrait des sous-amendements n° 555 de M. Alain Vasselle et n° 428 et n° 429 de M. Henri Collard - (p. 4863) : s'oppose aux amendements identiques n° 391 de M. Claude Estier et n° 459 de M. Alain Lambert (représentation des organisations représentatives d'élus) - **Avant l'art. 4** (p. 4865) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (division additionnelle : « Chapitre II - Des directives territoriales d'aménagement ») - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 4871, 4872) : s'oppose aux amendements n° 230 de suppression de M. Félix Leyzour et n° 394 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction supprimant la référence aux directives territoriales d'aménagement) - Accepte les amendements n° 30 (suppression de la substitution des directives territoriales aux lois antérieures d'aménagement et d'urbanisme) et n° 31 (nouvelle rédaction maintenant les compétences d'urbanisme reconnues aux autorités locales et supprimant la possibilité dans les directives des adaptations mineures à des lois votées par le Parlement) de la commission - Sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-

amendement n° 284 de M. Jean Faure - S'oppose aux amendements n° 231 (suppression de la possibilité d'introduire dans les directives des adaptations mineures aux lois d'aménagement et d'urbanisme) et n° 232 de M. Félix Leyzour (élargissement de la procédure de concertation pour l'élaboration des directives) - Accepte les amendements n° 312 de précision de M. Maurice Lombard et n° 32 rédactionnel de la commission - Demande le retrait des amendements sur le même objet n° 169 de M. Gérard César et n° 519 de M. Emmanuel Hamel (association des chambres consulaires à l'élaboration de directives) ainsi que de l'amendement n° 395 de M. Claude Estier (approbation des directives par la loi) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 484 sur le même objet de M. Louis de Catuelan et n° 520 de M. Emmanuel Hamel (compatibilité des POS, et des documents d'urbanisme avec les schémas directeurs et les schémas de secteur) - Accepte les amendements n° 33 rédactionnel et n° 34 de coordination de la commission - Demande le retrait des amendements identiques de cohérence n° 285 de M. Jean Faure et n° 483 de M. Louis de Catuelan.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 5 (coordination)** (p. 4891) : s'oppose aux amendements n° 233, de suppression, de M. Félix Leyzour et n° 539 de M. Jean Roger (code de l'urbanisme ; autorisation de construction sur les terres familiales déjà viabilisées pour les ayants droit non exploitants de propriétaires agricoles) - Accepte les amendements de la commission n° 35 à n° 37, de coordination, n° 38 (suppression du texte adopté par l'Assemblée nationale, élargissant trop les capacités d'urbanisation pour l'article L. 145-3 du code de l'urbanisme), n° 39, n° 40 et n° 551, de coordination, n° 550 et n° 552 de rectification et n° 41, rédactionnel - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 183 et n° 184 de M. Philippe Richert (article L. 145-3 du code de l'urbanisme : rédaction plus restrictive quant à la capacité d'urbanisation) - Mitage - **Après l'art. 5** (p. 4894) : demande le retrait de l'amendement n° 449 de M. Jean-Louis Carrère (prise en compte de la situation de la mission interministérielle d'aménagement de la côte Aquitaine) - **Avant l'art. 6** : accepte l'amendement n° 42 de la commission (« Chapitre III : Des documents de portée régionale et de la conférence régionale ») - **Art. 6 (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4900, 4901) : s'oppose à l'amendement n° 148 de M. Yvon Bourges (nouvelle rédaction : rôle du conseil régional dans l'élaboration du schéma régional) - Accepte l'amendement n° 43 de la commission (définition et organisation des chartes régionales) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 235 de M. Félix Leyzour - Accepte le sous-amendement n° 41 de M. Charles Descours - Demande le retrait des sous-amendements n° 425 de M. Paul Girod et n° 557 de M. Alain Vasselle - S'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 234 (prise en compte dans les schémas régionaux des besoins en équipements culturels et sportifs), n° 236 (consultation du conseil académique de l'éducation nationale) et n° 237 (approbation des schémas ou chartes régionaux dans les conseils généraux des départements concernés) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 170 de M. Gérard César (association des comités de massifs à l'élaboration des schémas régionaux comportant des zones de montagne) - Demande le retrait des amendements n° 534 de M. Jean-Paul Delevoye (mise à disposition des documents en cours d'élaboration dans les mairies) et n° 460 de M. Alain Lambert (mise à jour des chartes) - **Art. 34 bis A de la loi précitée (conditions d'application dans les DOM)** (p. 4903) : son amendement n° 577 : schéma d'aménagement régional tenant lieu de charte ; adopté après modification par le sous-amendement n° 45 de la commission qu'il accepte - **Art. 34 bis de la loi précitée (conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4904) : son amendement n° 576 : application à la Corse ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 238 de suppression et n° 239 (association du conseil académique de l'éducation nationale) - Demande le retrait des amendements n° 461 de M. Alain Lambert (association des chefs-lieux d'arrondissement et des communes de plus de 20 000 habitants), n° 171 de M. Gérard César (association des chambres consulaires) et sur le même objet n° 540 de M. Georges Mouly - (p. 4906) ; accepte les amendements de la commission n° 46

de coordination et n° 617 (participation des députés et sénateurs élus dans la région) - *Après l'art. 34 bis de la loi précitée* (p. 4910) : accepte l'amendement n° 485 de M. Louis de Cauelau (politiques interrégionales de littoral) - *In fine* (p. 4911) : s'oppose à l'amendement n° 307 de M. Félix Leyzour (carte sanitaire) - **Après l'art. 6** (p. 4916) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 179 de M. Adrien Gouteyron (politiques interrégionales des massifs de montagne) - (p. 4917) : accepte l'amendement n° 218 de M. Gérard Delfau (carte des formations professionnelles et technologiques) - (p. 4919) : s'oppose à l'amendement n° 367 de M. René Trégouët (schéma régional d'urbanisme commercial) - (p. 4920) : s'oppose à l'amendement n° 503 de M. Louis Moirard (bourses nationales d'enseignement secondaire : prise en compte des frais de transport et d'hébergement) - **Demande de priorité** (p. 4922) : demande l'examen en priorité des amendements tendant à insérer des divisions et des articles additionnels après l'art. 7 ; priorité ordonnée - **Après l'art. 7 (par priorité)** : accepte les amendements de la commission n° 54 et n° 55 (division additionnelle relative aux schémas directeurs sectoriels nationaux) - (p. 4939) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 60, rédactionnel, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 61 (politique de développement de la recherche en région) <sup>1</sup> Sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 603 de M. Paul Girod - (p. 4942) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 62 de la commission (politique d'incitation à la localisation de la recherche privée sur l'ensemble du territoire) - (p. 4943) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 63 de la commission (mesures d'encouragement à la localisation des laboratoires privés de recherche) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 604 de M. Paul Girod - Sur l'amendement n° 65 de la commission (crédit d'impôt-recherche), qu'il accepte, son sous-amendement n° 620 ; retiré - **Art. 7 (schéma directeur de la région Ile-de-France)** (p. 4949) : accepte les amendements de la commission n° 47 (respect du schéma national d'aménagement et de développement du territoire, et des schémas directeurs sectoriels) et n° 48 (compétences du schéma directeur) - (p. 4950, 4953) : s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 240 (association des organisations syndicales d'Ile-de-France et du mouvement associatif à l'élaboration du schéma directeur d'Ile-de-France), n° 241 (avis conforme des conseils généraux), n° 242 (avis du conseil interacadémique de l'éducation nationale d'Ile-de-France) et n° 243 (suppression du pouvoir de réforme par le Gouvernement en cas d'absence d'aboutissement de la procédure de révision du schéma directeur) - Accepte les amendements de la commission n° 49 (distinction des procédures d'élaboration et de révision) et n° 50 (compatibilité du schéma directeur avec les directives territoriales) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 4954) : accepte les amendements de la commission n° 66 : « Section II : Du schéma directeur national des équipements culturels et des contrats régionaux d'action culturelle », n° 67 (mission) et n° 68 (contrats d'action culturelle en région) - (p. 4956) : accepte l'amendement n° 71 de la commission (révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 581 ; adopté - S'oppose au sous-amendement n° 605 de M. Paul Girod - (p. 4961) : accepte l'amendement n° 72 de la commission (contenu des schémas directeurs nationaux des transports terrestres), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 582 ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements n° 606 de M. Paul Girod et n° 561 de M. Alain Vasselle - (p. 4965) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 75 de la commission (orientations du schéma national directeur des télécommunications) - Sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 562 de M. Alain Vasselle et accepte le sous-amendement n° 368 de M. René Trégouët.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5003) : accepte l'amendement n° 76 de la commission (division additionnelle : Titre I<sup>er</sup> bis : « Des compétences ») et s'oppose à l'amendement n° 396 de M. Claude Estier (titre additionnel : « Des pays, des agglomérations et des conseils de quartier ») - (p. 5004) : sur l'amendement n° 77 de la commission qu'il accepte (affirmation de la responsabilité de l'Etat), son sous-amendement n° 583 ; adopté - (p. 5006, 5007) : accepte l'amendement n° 78 de la commission (dési-

gnation d'une collectivité chef de file) et, sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements n° 607 et n° 608 de M. Paul Girod - (p. 5016, 5017) : accepte l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays) - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 370 de M. René Trégouët et demande le retrait du sous-amendement n° 609 de M. Paul Girod - S'oppose à l'amendement n° 397 de M. Claude Estier (notion de pays - possibilité d'élection au suffrage universel des membres siégeant dans les établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre - conseil consultatif de quartier) - (p. 5020, 5021) : coopération intercommunale - (p. 5024) : accepte l'amendement n° 80 de la commission (compétences en matière de transports régionaux), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 584 ; adopté <sup>2</sup> (p. 5026) : accepte le sous-amendement n° 431 de M. Henri Collard <sup>3</sup> Demande le retrait des amendements sur le même objet n° 163 de M. François Gerbaud, n° 7 de M. Pierre Dumas et n° 143 de M. Charles Descours (compétences en matière de transports régionaux) - Accepte l'amendement n° 142 de M. Charles Descours (obligation de prendre en compte le transport public dans les documents d'urbanisme) - (p. 5030) : demande le retrait des amendements de M. François Gerbaud, n° 164 à n° 166 (titre additionnel : « De l'exercice de nouvelles compétences en matière sociale ») - (p. 5031, 5032) : demande le retrait de l'amendement n° 511 de M. Henri Goetschy (monuments historiques ou inscrits à la liste supplémentaire ; maîtrise d'ouvrage de la collectivité locale) - **Avant l'art. 8** (p. 5032, 5033) : demande le retrait de l'amendement n° 81 de la commission (relocalisation des établissements publics et des entreprises nationales) - S'oppose à cet amendement retiré par M. Gérard Larcher, rapporteur, et repris par M. Gérard Delfau - (p. 5035) : accepte l'amendement n° 599 de la commission (exonération de l'impôt sur le revenu des primes ou indemnités allouées par l'Etat aux agents publics et aux salariés à l'occasion d'une opération de relocalisation hors de la région d'Ile-de-France à laquelle ils participent) - **Art. 11 bis (par priorité) (article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants)** (p. 5041) : s'oppose à la demande de priorité de M. Gérard Larcher, rapporteur, sur l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire, pouvoir d'autorisation du préfet) et sur les sous-amendements y afférant - Accepte les amendements de suppression n° 309 de M. Franck Sérusclat et n° 350 de M. Dominique Leclerc - S'oppose à l'amendement n° 351 de M. Dominique Leclerc (carte départementale des officines de pharmacie) - (p. 5048) : accepte l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon précité, sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 546 de M. Etienne Dailly (suppression du pouvoir transitoire d'autorisation du préfet) - **Art. 8 (organisation des services déconcentrés de l'Etat)** (p. 5055) : s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 244 de suppression, n° 245 (suppression des transferts d'attribution des administrations centrales aux services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat) et n° 246 (suppression de la disposition prévoyant des regroupements fonctionnels des services déconcentrés de l'Etat dans les départements et les régions) - Sur les amendements de M. Alain Vasselle (réduction des délais), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 329 et demande le retrait du n° 330 - Accepte l'amendement rédactionnel n° 82 de la commission - S'oppose aux amendements n° 486 de M. Henry Goetschy (référence au service chargé du contrôle de la qualité et de la sécurité des productions agricoles et agroalimentaires), n° 331 de M. Alain Vasselle (rôle d'arbitrage du préfet), n° 369 de M. René Trégouët (prise en charge par l'Etat du coût de l'installation de ses services délocalisés) et n° 432 de M. Henri Collard (soumission pour avis aux collectivités locales concernées des projets de regroupement des services de l'Etat mis à disposition) - (p. 5056, 5057) : s'oppose aux amendements n° 247 de M. Félix Leyzour (garantie des prérogatives des autorités académiques) et n° 451 de M. Michel Charasse (interdiction aux collectivités locales d'intervenir financièrement dans les domaines de responsabilité de l'Etat) - **Avant l'art. 9** (p. 5059, 5060) ; s'oppose à l'amendement n° 248 de M. Félix Leyzour (principe du libre consentement à la coopération intercommunale) - **Art. 9 (définition des pays)** (p. 5062) : accepte l'amendement n° 83 de la commission (prise en compte des conséquences de la constitution des pays sur l'organisation administrative de l'Etat) - Sur

cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 563 de M. Alain Vasselle et s'oppose aux sous-amendements n° 463 et n° 464 de M. Alain Lambert - (p. 5065, 5066) : s'oppose à l'amendement n° 488 de M. Jean Faure (actions de développement local au sein du pays : concertation avec les représentants des activités professionnelles associatives et familiales) - **Art. 10** (*effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet*) (p. 5067) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 250 de M. Félix Leyzour et accepte l'amendement n° 84 de la commission (renforcement des pouvoirs du préfet) - **Après l'art. 10** (p. 5067, 5068) : s'oppose à l'amendement n° 401 de M. Claude Estier (rétablissement dans sa rédaction initiale de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques) - **Avant l'art. 10 bis** (p. 5069) : s'oppose à l'amendement n° 251 de M. Félix Leyzour (rapport sur les délocalisations de services publics).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 16** (*fonds de gestion de l'espace rural*) (p. 5153) : s'oppose à l'amendement n° 447 de M. Bernard Dussaut (contribution à la réhabilitation du patrimoine bâti) - Demande le retrait de l'amendement n° 151 de M. Yvon Bourges (association du président du conseil régional à la gestion du fonds) - (p. 5154) : accepte l'amendement rédactionnel n° 96 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 379 de M. Félix Leyzour (exclusion des dépenses liées aux missions de service public de l'Etat) - (p. 5157) : accepte l'amendement n° 97 de la commission (critères de répartition des crédits du fonds) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 637 de M. René Régnauld - S'oppose aux amendements, sur le même objet, n° 181 de M. Jacques Delong et n° 265 de M. Félix Leyzour (critères de répartition des crédits du fonds : forêt) ainsi qu'à l'amendement n° 502 de M. Raymond Bouvier (zones de moyenne montagne) - **Après l'art. 16** (p. 5158, 5159) : s'oppose à l'amendement n° 371 de M. René Trégouët (création d'un fonds national de développement du commerce en milieu rural) - (p. 5159) : s'oppose à l'amendement n° 266 de M. Félix Leyzour (création d'un comité pour la gestion des nouveaux fonds prévu par la loi) - (p. 5161, 5162) : demande le retrait de l'amendement n° 505 de M. Louis Mercier (ressources du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE) et s'oppose à cet amendement, retiré par son auteur, et repris par M. Louis Perrein - Oppose l'article 40 de la Constitution au sous-amendement n° 638 de Mme Hélène Luc (nationalisation des sociétés privées concessionnaires de services de distribution d'eau et d'assainissement) - **Titre IV** (*Du développement économique*) (p. 5164) : accepte l'amendement n° 99 de la commission (nouvel intitulé : « Dispositions spécifiques à certaines parties du territoire ») - **Avant l'art. 17** : accepte l'amendement n° 100 de la commission (division additionnelle : « Chapitre I<sup>er</sup> - De la région d'Ile-de-France ») - (p. 5166, 5168) : accepte l'amendement n° 101 de la commission (objectifs relatifs à Paris et à la région d'Ile-de-France dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et le schéma directeur de la région d'Ile-de-France) et sur cet amendement, le sous-amendement n° 639 de M. Gérard Delfau - (p. 5171) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 102 de la commission (code de l'urbanisme : agrément administratif dans la région d'Ile-de-France) et sur cet amendement pour le sous-amendement n° 573 de M. Camille Cabana - (p. 5175) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 103 de la commission (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 640 de M. Louis Perrein (conditions d'abonnement pour les salariés) - (p. 5185, 5188) : sur les amendements de M. Félix Leyzour, s'oppose aux n° 267 (commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage), n° 268 (cellule départementale de crise en cas de procédure de licenciement), n° 308 (droits du comité d'entreprise en matière de licenciements) et n° 456 (suspension pour six mois de toute procédure de licenciement économique à compter de la promulgation de la loi) et oppose l'article 40 de la Constitution au n° 380 (fonds départemental pour l'emploi) - Accepte les amendements rédactionnels n° 104 et n° 105 de la commission - Zones prioritaires d'aménagement du territoire - **Art. 17** (*fonds national de développement des entreprises*) (p. 5194) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 269 de M. Félix Ley-

zour (fonds national et fonds régionaux de développement des entreprises) - (p. 5195, 5202) : accepte l'amendement n° 106 de la commission (nouvelle rédaction) - Sur cet amendement, ses sous-amendements n° 587 ; adopté ; et n° 588 ; rejeté - S'oppose aux sous-amendements n° 407 de M. Claude Estier et n° 569 de M. Alain Vasselle - Accepte les sous-amendement n° 622 de M. Jean Huchon et n° 616 de M. Jean Arthuis - Accepte l'amendement n° 364 de M. Jean Arthuis (mention des sociétés de développement régional) - S'oppose aux amendements n° 152 de M. Yvon Bourges (abondement des ressources des structures locales) et n° 270 et n° 271 de M. Félix Leyzour (fonds national et fonds régionaux de développement des entreprises) - **Après l'art. 17** (p. 5206) : s'oppose à l'amendement n° 408 de M. Claude Estier (création de fonds de développement interrégionaux de participation) - **Art. 18** (*réduction du champ de l'allègement d'impôt sur les bénéfices en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce*) (p. 5209) : son amendement de coordination n° 589 ; adopté - (p. 5210) : son amendement n° 590 : application de la réduction du taux des droits de mutation aux quartiers urbains défavorisés des communes éligibles à la DSU ; adopté - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 272 de M. Robert Vizet (création de prêts assis sur la collecte des CODEVI) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Joël Bourdin, n° 11, n° 12 et n° 14 sur le même objet (avis du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire) et accepte l'amendement rédactionnel n° 13 du même auteur - Demande le retrait de l'amendement n° 359 de M. Pierre Lagourgue (suppression du seuil dans les communes des départements d'outre-mer) - S'oppose à l'amendement n° 343 de M. Alain Vasselle (référence au schéma régional d'aménagement et de développement) - (p. 5212) : communes touristiques - **Art. 18 ter** (*modification du champ géographique d'application de l'exonération temporaire de taxe professionnelle accordée dans le cadre de l'aménagement du territoire*) (p. 5214) : son amendement n° 591 : harmonisation des zones d'aménagement du territoire ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 16 de M. Joël Bourdin (avis du Conseil national d'aménagement et de développement du territoire) - **Art. 18 quater** (*rapport au Parlement sur la mobilité économique des personnes*) : accepte l'amendement de coordination n° 107 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 275 de M. Robert Vizet (augmentation de la contribution définie à l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation) - **Après l'art. 18 quater** (p. 5216, 5217) : son amendement n° 592 : possibilité de réduction du taux de la taxe départementale applicable aux acquisitions immobilières pour le logement des salariés dans le cas de transfert de leur entreprise dans les zones prioritaires ; adopté - **Art. 19** (*exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé*) (p. 5221) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 5 de M. Georges Berchet (extension aux activités commerciales et artisanales) - S'oppose à l'amendement n° 108 de la commission (définition des zones rurales fragiles) - Sur cet amendement, oppose l'article 40 de la Constitution au sous-amendement n° 290 de M. Jean Faure et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 17 de M. Joël Bourdin - (p. 5223) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 6 de M. Georges Berchet (exonération de l'impôt sur les sociétés) - (p. 5224) : son amendement n° 593 : compensation d'exonération de taxe professionnelle par l'Etat pour les quartiers urbains des communes les plus défavorisées : limitation du champ d'application aux quartiers d'habitat très dégradé ; adopté après modification par le sous-amendement n° 18 de M. Joël Bourdin pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat - S'oppose à l'amendement n° 382 de M. Robert Vizet (exclusion des zones de grands ensembles ou de quartiers dégradés du champ d'application de cet article) - (p. 5225) : son amendement de coordination n° 594 ; adopté - (p. 5225, 5226) : demande le retrait de l'amendement n° 24 de M. Joël Bourdin (calcul de la compensation par l'Etat des exonérations de taxe professionnelle) et s'oppose à l'amendement précité, retiré par son auteur et repris par M. René Régnauld - **Art. 19 bis** (*incitation à la location de logements vacants en milieu rural*) (p. 5231, 5232) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 276 (taux de la taxe additionnelle aux droits de mutation et à la taxe de publicité foncière perçue au



profit du fonds départemental de péréquation destiné aux communes de 5 000 habitants) et n° 277 (exclusion du champ d'application de l'article des communes classées comme stations balnéaires ou de tourisme) - Demande le retrait des amendements n° 110 de la commission (mécanisme d'exonération pour la location de logements vacants) et n° 513 de M. Bernard Barraux (taxe d'habitation spécifique annuelle pour les propriétaires d'un logement vacant depuis plus de cinq ans dans les communes de moins de 5 000 habitants) - **Après l'art. 19 bis** : accepte l'amendement n° 111 de la commission (amortissement exceptionnel des immeubles à usage industriel et commercial acquis par des entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées) - (p. 5235) : accepte l'amendement n° 112 de la commission (mesures d'exonération de cotisations sociales en faveur d'entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 629 ; adopté - S'oppose aux sous-amendements n° 574 et n° 575 de M. René Régnauld.

- **Modification de l'ordre du jour** (7 novembre 1994) (p. 5204, 5206) .

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 19 bis (suite)** (p. 5251) : son amendement n° 595 : allègement supplémentaire des cotisations d'allocations familiales pour les entreprises installées dans les zones rurales et urbaines défavorisées ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 113, sur le même objet, de la commission - (p. 5252) : s'oppose à l'amendement n° 278 de M. Robert Vizet (réévaluation du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) - **Avant l'art. 19 ter** (p. 5253) : demande le retrait des amendements de M. Joseph Ostermann n° 319 (extension du régime des provisions pour investissement industriel à l'étranger aux investissements de même nature réalisés dans les zones prioritaires du territoire national) et n° 321 (augmentation des plafonds pour la déduction du revenu imposable des pertes consécutives à l'investissement dans une PME en cessation de paiement) et oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 320 du même auteur (réduction du bénéfice imposable pour investissement au profit des artisans installés dans les zones rurales défavorisées) - (p. 5255) : demande le retrait de l'amendement n° 542 de M. Jean Roger (critère de définition des bourgs-centres retenus pour l'attribution de la première part de la dotation de solidarité rurale) - **Art. 19 ter (schéma départemental d'urbanisme commercial)** : accepte l'amendement de suppression n° 114 de la commission - S'oppose aux amendements n° 453 de M. Michel Charasse (commission départementale) et n° 426 de M. Paul Girod (conformité des décisions d'autorisation aux orientations du schéma départemental élaboré par le conseil général) - **Après l'art. 19 ter** (p. 5262) : accepte l'amendement n° 115 de la commission (division additionnelle : « Section II : Des mesures spécifiques à certaines zones prioritaires ») - (p. 5264) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 116 de la commission (mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavorisées) et sur cet amendement, accepte les sous-amendements n° 572 de M. Alain Vassel, n° 612 de M. Paul Girod et n° 618 de M. Roland du Luart - (p. 5265) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 117 de la commission (mesures à mettre en oeuvre dans les zones urbaines défavorisées) - (p. 5268) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 118 de la commission (répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social) et sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 613 de M. Paul Girod - (p. 5275) : demande le retrait de l'amendement n° 217 de M. Philippe Marini (changement d'exploitation des grandes surfaces : nouvelle autorisation pour la réutilisation des locaux laissés vacants) - (p. 5276) : s'oppose à l'amendement n° 446 de M. Jean Peyrafitte (déclaration à la mairie des propriétaires ayant l'intention de louer une résidence à des fins touristiques) et sur le même objet, accepte l'amendement n° 188, présenté **avant l'article 29**, de M. Christian Bonnet - (p. 5277, 5278) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 291 de M. Jean Faure (contrat particulier de zones fragiles entre l'Etat et certains départements) - Demande le retrait de l'amendement n° 538 de M. Jean-Paul Delevoye (modification de l'article 55 du code civil : possibilité de déclaration du lieu de naissance dans la commune de résidence réelle de l'un des parents) - **Titre V (des collectivités territoriales et du développement local)**

(p. 5279) : accepte l'amendement n° 119 de la commission (nouvel intitulé : « de la péréquation des collectivités territoriales et du développement local ») - **Avant l'art. 20** (p. 5281) : accepte l'amendement n° 121 de la commission (division additionnelle : « Chapitre 1<sup>er</sup> - De la péréquation et des finances locales ») - (p. 5282) : s'oppose à l'amendement n° 409 de M. Claude Estier (dépôt d'un projet de loi portant application de la révision des valeurs locatives) - **Art. 20 (réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière)** (p. 5289) : sur l'amendement n° 122 de la commission, qu'il accepte (principe et échéancier de la péréquation), son sous-amendement n° 596 ; retiré - (p. 5290) : s'oppose aux amendements sur le même objet n° 411 et n° 410 de M. René Régnauld ainsi qu'à l'amendement de suppression n° 279 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 20** (p. 5295, 5296) : son amendement n° 597 : dispositions pour 1995 - répartition de taxe professionnelle ; nouvelle définition du potentiel fiscal ; adopté - (p. 5299, 5300) : s'oppose aux amendements de M. Estier n° 413 (suppression du lien entre les quatre taxes pour les groupements à fiscalité propre) et n° 412 (création d'un fonds pour le développement de l'intercommunalité) - Accepte les amendements de suppression n° 123 de la commission et n° 414 de M. Claude Estier et s'oppose à l'amendement n° 281 de M. Robert Vizet (modification des conditions d'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA) - **Après l'art. 21** (p. 5302, 5303) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 282 (report de la mise en application des dispositions restrictives de remboursement par le fonds de compensation pour la TVA décidées par la loi de finances pour 1994) et n° 283 (rapport au Parlement sur la dette des administrations publiques locales) - **Avant l'art. 22** (p. 5304) : s'oppose à l'amendement n° 415 de M. Claude Estier (DGF ; réduction du taux de progression minimal des communes défavorisées) - **Art. 22 (renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF - suppression de la DGF d'Ile-de-France - reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Ile-de-France)** (p. 5308) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 124 de la commission et n° 295 de M. Robert Vizet (suppression du paragraphe I relatif au renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF) - S'oppose aux amendements n° 416 de M. Claude Estier (préparation d'un projet de loi réformant la DGF) et n° 477 de M. Jean-Marie Rausch (rapport sur la DGF : étude de la prise en compte du taux de chômage communal dans les règles d'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine) - (p. 5310) : s'oppose à l'amendement n° 296 de M. Robert Vizet (application anticipée du mode d'indexation de la dotation globale de fonctionnement) - Accepte les amendements n° 125 de la commission (amélioration rédactionnelle) et n° 180 de M. Adrien Gouteyron (diminution du montant de la dotation globale de fonctionnement de l'Ile-de-France au profit des départements en difficulté) - Sur le même objet, demande le retrait des amendements n° 437 de M. Paul Girod et n° 292 de M. Jean Faure - (p. 5312) : s'oppose à l'amendement n° 417 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe III organisant l'affectation du produit du fonds d'aménagement de la région d'Ile-de-France, FARIF) et oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 161 de M. Jean-Pierre Fourcade (suppression de la disposition prévoyant la prise en charge par la région des engagements de l'Etat financés par le fonds d'aménagement de la région d'Ile-de-France, FARIF) - S'oppose à l'amendement n° 293 de M. Jean Faure (augmentation du nombre de départements contributeurs) - **Avant l'art. 23** (p. 5313) : s'oppose à l'amendement n° 418 de M. Claude Estier (abondement du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle par une surcotisation acquitée par les entreprises situées dans des communes à taux de taxe professionnelle faible) - **Art. 23 (rapport sur la réforme de la taxe professionnelle)** (p. 5315) : accepte l'amendement n° 126 de la commission (nouvelle rédaction) et, sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 614 de M. Paul Girod - (p. 5316, 5317) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 420 (institution d'une cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle) et n° 419 (assiette de la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée des entreprises) - (p. 5321) : demande le retrait des amendements identiques n° 127 de la commission et n° 297 de M. Robert Vizet (suppression du paragraphe II prévoyant un fonds national de péréquation) - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 421 (fonds national de péréquation de la taxe profes-

sionnelle et fonds de développement de l'intercommunalité) et n° 422 (dotation de développement rural) ainsi qu'à l'amendement n° 294 de M. Jean Faure (création d'un fonds national de péréquation) et, sur cet amendement, aux sous-amendements n° 547 et n° 548 de M. Robert Vizet - S'oppose à l'amendement n° 298 de M. Robert Vizet (critères de définition des ressources des collectivités) - (p. 5324) : accepte l'amendement n° 128 de la commission (suppression du paragraphe III prévoyant un rapport sur l'extension du bénéfice des avantages fiscaux de la loi Malraux) et s'oppose aux amendements n° 299 de M. Robert Vizet (suppression de l'allègement transitoire des bases d'imposition à la taxe professionnelle) et n° 361 de M. Pierre Lagourgue (extension du champ d'application de la loi Malraux aux communes et départements d'outre-mer) - (p. 5326) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 478 de M. Jean-Marie Rausch (assujettissement de La Poste et de France Télécom aux impositions directes locales - gage par une augmentation de la taxe sur les tabacs) - La commission des finances, ayant conclu à la non-applicabilité de l'article 40, s'oppose à cet amendement - **Après l'art. 23** (p. 5328, 5329) : oppose l'article 45, alinéa 4, du Règlement du Sénat à l'amendement n° 219 de M. Christian Poncelet (contrat quinquennal fixant les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales) ; réserve dans l'attente des conclusions de la commission des finances - (p. 5330, 5331) : sur les amendements de M. Paul Girod, s'oppose au n° 438 (constats financiers annuels sur les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales) et n° 439 (conférence financière annuelle entre l'Etat et les collectivités territoriales) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 440 (commission consultative d'évaluation des charges) - (p. 5332) : demande le retrait de l'amendement n° 512 de M. Jean Huchon (dotation de compensation de taxe professionnelle dans les communes de moins de 2 000 habitants) - S'oppose à l'amendement n° 300 de M. Robert Vizet (cotisation minimale de taxe professionnelle pour les établissements bancaires) - **Art. 23 bis (rapport au Parlement sur les conditions d'une réforme des mécanismes de liaison entre la taxe professionnelle et la taxe d'habitation)** (p. 5333) : accepte l'amendement de suppression n° 129 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 301 de M. Robert Vizet (réduction des taux des taxes portant sur les ménages et augmentation des taux de taxe professionnelle) - **Après l'art. 23 bis** (p. 5334) : s'oppose à l'amendement n° 302 de M. Robert Vizet (abrogation de l'article 95 de la loi de finances pour 1994 prévoyant le passage du statut de bénéficiaire de l'allocation aux adultes handicapés au statut d'allocataires du RMI) - (p. 5336) : s'oppose à l'amendement n° 348 de M. Etienne Dailly (possibilité de réduction au tiers de la part de capital des collectivités territoriales dans les sociétés d'économie mixte locales) - **Avant l'art. 24** : accepte l'amendement n° 130 de M. Gérard Larcher (division additionnelle : « Chapitre II - Des collectivités territoriales et du développement local ») - (p. 5340) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 353 de M. Jean-Pierre Tizon et n° 423 de M. Claude Estier (maintien transitoire du volume de la DGF en cas de fusion volontaire de communes regroupées au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) - **Art. 24 (simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale)** (p. 5343, 5345) : accepte l'amendement n° 131 de la commission (rapport au Parlement sur l'état de la coopération intercommunale) - Sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 467 de M. Paul Caron et s'oppose au sous-amendement n° 615 de M. Paul Girod (report des délais accordés aux commissions départementales de coopération intercommunale) - (p. 5348, 5349) : accepte les amendements n° 132 (élection par les conseils municipaux des délégués au conseil de la communauté de communes) et n° 133 (suppression du paragraphe IV de l'article 24 relatif aux groupements à fiscalité propre) de la commission, ainsi que l'amendement de M. Robert Vizet, identique au n° 133 précité - Demande le retrait de l'amendement n° 373 de M. René Trégouët (représentation de chaque commune au sein du conseil de communautés) - **Après l'art. 24** (p. 5350) : accepte l'amendement n° 134 de la commission (suppression du plafond de 35 000 habitants pour l'attribution de la dotation de développement rural, DDR, aux groupements de communes) - (p. 5352) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 508 de M. André Diligent (représentation des petites communes au sein des communautés urbaines) - (p. 5353) : s'oppose à

l'amendement n° 514 de M. Bernard Barraux (création de postes de fonctionnaires intercommunaux) - (p. 5354) : s'oppose aux amendements de M. Charles Descours n° 147 et n° 322 (modalités d'aide financière aux sociétés d'économie mixte locales) - Demande le retrait de l'amendement n° 146 du même auteur (préparation d'une loi sur le régime juridique des sociétés d'économie mixte) - **Art. 25 (assouplissement des règles de constitution des ententes interrégionales)** : accepte l'amendement de précision n° 135 de la commission - (p. 5356) : demande le retrait de l'amendement n° 174 de M. Gérard César (avis des chambres consulaires régionales) - **Art. 26 (extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales)** (p. 5357) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 385 de M. Félix Leyzour - (p. 5358) : accepte l'amendement de précision n° 136 de la commission - **Après l'art. 26** : demande le retrait de l'amendement n° 525 de M. Emmanuel Hamel (extension aux chambres consulaires des procédures de coopération transfrontalière offertes aux collectivités territoriales) - **Art. 27 (création de comités consultatifs intercommunaux et départementaux - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 5359) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de rétablissement n° 424 de M. Claude Estier et n° 509 de M. Jean Faure - **Art. 27 bis (composition du conseil d'administration des établissements publics exerçant leur activité au profit de plusieurs départements)** : accepte l'amendement n° 137 de la commission (représentation des élus) - **Art. 28 (initiative des électeurs dans les consultations locales - extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale)** (p. 5360, 5361) : s'oppose à l'amendement n° 375 de M. René Trégouët (exclusion des communes de moins de 3 500 habitants du champ d'application de l'article) - S'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 303 et n° 304 (assouplissement des conditions de mise en oeuvre des référendum d'initiative populaire) - **Après l'art. 28** (p. 5363) : demande le retrait de l'amendement n° 510 de M. Henri Goetschy (possibilité de saisine pour avis du tribunal administratif par le président du conseil régional ou le président du conseil général).

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Avant l'art. 29** (p. 5375) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 162 de M. Josselin de Rohan (respect des limites des syndicats de communes dans la définition des zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5379, 5384) : accepte l'amendement n° 52, précédemment réservé, de la commission (missions de l'Observatoire national de l'aménagement et du développement du territoire) - Sur cet amendement, accepte les sous-amendements n° 430 de M. Paul Girod et n° 558 de M. Alain Vasselle - S'oppose à l'amendement n° 393, **après l'art. 3**, précédemment réservé, de M. Claude Estier (office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 441 et n° 442, **après l'art. 23**, précédemment réservés, de M. Paul Girod (Observatoire des finances locales) - **Art. 29 (rapport du Gouvernement sur l'application de la loi)** (p. 5386) : s'oppose à l'amendement n° 305 de M. Robert Vizet (prise en compte de l'évolution de la situation financière des collectivités territoriales) - **Après l'art. 23 (suite)** (p. 5387, 5389) : suite aux conclusions de la commission des finances sur la recevabilité de l'amendement n° 219 de M. Christian Poncelet (contrat quinquennal fixant les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales), demande le retrait de l'amendement précité - **Art. 23 (rapport sur la réforme de la taxe professionnelle)** (p. 5390, 5391) : demande un vote unique sur les articles soumis à seconde délibération - Accepte les amendements de la commission n° A-1 (suppression de la taxe de péréquation sur les stations-service) et n° A-2 (suppression de la disposition assujettissant la Poste et France Télécom aux impositions directes locales dans les conditions de droit commun et gagée par une augmentation de la taxe sur les tabacs) - **Art. 28 (initiative des électeurs dans les consultations locales - extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale)** (p. 5392) : accepte l'amendement n° A-3 de la commission (suppression de la disposition excluant les communes de moins de 3 500 habitants du champ d'application de cet article) - **Sur l'ensemble** (p. 5405, 5406) : remerciements - Bilan du débat.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) (p. 6355) : prime d'aménagement du territoire, PAT - (p. 6356) : simplification des zonages - Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Société de développement régional, SDR, et Fonds national de développement des entreprises - Présentation du « jaune » budgétaire - Articulation entre le projet de loi de finances et le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - (p. 6357) : statut des travailleurs frontaliers - Rôle des débits de tabac polyvalents dans les zones rurales - SDR - Intercommunalité - Fonds de péréquation des transports - (p. 6358) : absence d'exonération fiscale en faveur de certains territoires - Bannières - Rôle des collectivités locales dans l'aménagement du territoire - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6359) : DATAR - Délocalisation de l'Agence nationale pour les chèques vacances - Volonté du Gouvernement de poursuivre la politique de délocalisation - **Titre IV** (p. 6360) : Agence nationale pour les chèques vacances - Crédits d'animation et d'appui au développement économique du territoire - Fusion de différents fonds au sein du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7458, 7459) : schémas nationaux - Mécanisme de péréquation - Détermination des zones fragiles - (p. 7473, 7475) : région d'Ile-de-France - Rééquilibrage - Péréquation financière - Schéma sanitaire et social - Notion de solidarité - Département du Finistère - Fiscalité - Contexte européen - Statut des communes associées - Conseil municipal - **Art. 1<sup>er</sup>** (*principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 7476) : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Aubert Garcia (nouvelle rédaction) - **Art. 2** (*schéma national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 7477) : s'oppose à l'amendement n° 151 de M. Aubert Garcia (fixation des orientations fondamentales de l'aménagement du territoire dans le cadre des lois de plan) - **Art. 3** (*Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire*) (p. 7478) : s'oppose aux amendements n° 16 de la commission (rétablissement de la composition du Conseil telle que l'avait fixée le Sénat en première lecture) ainsi qu'aux amendements de M. Aubert Garcia n° 152 (présidence du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire) et n° 153 (suppression du deuxième alinéa du paragraphe I relatif au secrétariat du Conseil) - (p. 7480) : s'oppose aux amendements analogues n° 18 de la commission et n° 154 de M. Aubert Garcia (autosaisine du Conseil) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 155 de ce dernier (publicité des avis) - **Art. 4** (*directives territoriales d'aménagement*) (p. 7481) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 112 de M. Félix Leyzour et n° 156 de M. Aubert Garcia - **Art. 5** (*coordination*) (p. 7482) : s'oppose aux amendements n° 113 de suppression de M. Félix Leyzour et n° 92 de M. Maurice Lombard (prise en compte dans toutes les opérations d'urbanisme nouvelles des transports publics) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de la commission (suppression du paragraphe X bis relatif aux zones de montagnes) - **Art. 7 undecies** (*contenu des schémas des transports terrestres*) (p. 7501) : s'oppose à l'amendement n° 120 de M. Félix Leyzour (respect de l'environnement ; plan de relance de la batellerie française) et accepte l'amendement n° 223 de la commission (respect de la préservation des espaces et milieux naturels) - **Art. 7 terdecies** (*schéma des télécommunications*) (p. 7502) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 31 de la commission (égalité des conditions de concurrence entre les opérateurs) - **Art. 7 quaterdecies A** (*établissement d'un schéma de l'organisation sanitaire et sociale*) (p. 7503) : accepte l'amendement n° 15 de M. Alain Vasselle (nouvelle rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Félix Leyzour (prévision des évolutions nécessaires à l'offre de soins) - **Intitulé de la section IV avant l'art. 7 quaterdecies A** : accepte l'amendement n° 14 de M. Alain Vasselle (« Du schéma d'organisation sanitaire ») - **Art. 7 quaterdecies** (*compétences de l'Etat - supprimé par l'Assemblée nationale*) : s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Aubert Garcia (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 7 sedecies** (*pays et projets locaux*) (p. 7505) :

s'oppose aux amendements n° 163 de M. Aubert Garcia (rétablissement de la rédaction proposée en première lecture) et n° 122 de M. Félix Leyzour (possibilité pour l'ensemble des communes désignées pour constituer un pays de donner leur avis sur ce sujet) - **Art. 7 septemdecies A** (*mise en oeuvre, dans le cadre du pays, de projets de développement communs à plusieurs collectivités territoriales*) (p. 7506) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 7 septemdecies B** (*coordination de l'action de l'Etat dans le cadre du pays*) : s'oppose à l'amendement n° 164 de M. Aubert Garcia (suppression de : « la délimitation des arrondissements ») - **Art. 9 bis** (*actions correctrices en faveur de certains pays en raison de leur situation géographique*) (p. 7507) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33 de la commission (nouvelle rédaction ; difficultés des zones intermédiaires du territoire) - **Art. 10 bis** (*commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics*) (p. 7508) : s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Gérard Delfau qui prévoit la consultation des instances régionales - **Art. 11** (*maintien des services publics sur le territoire*) (p. 7509) : son amendement n° 199 : suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article relatif à la privatisation ; adopté - **Art. 11 quater** (*distribution de gaz*) (p. 7514) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de suppression, n° 1 de Mme Hélène Luc et n° 166 de M. Aubert Garcia - (p. 7517) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 110 de M. Bernard Barbier (alternative en cas d'impossibilité d'extension de dessertes de distribution de gaz par Gaz de France du fait des dispositions législatives et réglementaires en vigueur) et les sous-amendements n° 225 de la commission et n° 224 de M. Pierre Laffitte - **Art. 12** (*lois de programmation quinquennales et information du Parlement*) (p. 7519) : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Félix Leyzour (état récapitulatif des dépenses effectives des collectivités locales) - **Art. 13** (*fonds national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 7520, 7521) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 124 de M. Félix Leyzour et n° 197 de M. Aubert Garcia - Demande le retrait de l'amendement n° 96 de M. Daniel Goulet (présence du commerce de proximité dans l'aménagement du territoire et notamment dans l'espace rural) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Après l'art. 13** (p. 7521) : son amendement n° 200 : suppression de l'article 80 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relatif à la loi de montagne créant le fonds d'intervention pour l'auto-développement de la montagne, FIAM ; adopté - **Art. 14** (*fonds de péréquation des transports aériens - Taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale*) (p. 7522, 7523) : s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Félix Leyzour (nouvelle rédaction qui prévoit une intervention de l'Etat au niveau international) - Sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 35 (nouvelle rédaction qui prévoit le maintien des fonds existants destinés à garantir l'équilibre des dessertes aériennes intérieures pour la France continentale, en Corse et dans les départements d'outre-mer) et accepte le n° 36 (composition et gestion du fonds de péréquation) - **Après l'art. 14** (p. 7523, 7524) : intervient sur l'amendement n° 167 de M. Louis Perrein (création d'une commission de surveillance auprès des conseils d'administration des aéroports) - **Art. 15** (*fonds d'investissement des transports terrestres - Taxe pour les concessionnaires d'autoroutes et taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés*) (p. 7525, 7528) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 37 (rectification d'une erreur rédactionnelle), n° 38 (rectification d'une erreur matérielle), accepte le n° 39 (composition et gestion du fonds d'investissement) et s'oppose au n° 40 (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - Demande le retrait de l'amendement n° 76 de M. Philippe Richert (taxe perçue sur l'énergie produite par les barrages et les ouvrages hydroélectriques aux fins de financer le fonds d'investissement des transports) - Sur l'amendement n° 40 de la commission précité, s'oppose au sous-amendement n° 78 de M. Alain Vasselle - Accepte l'amendement n° 226 de la commission (rectification d'une erreur) et s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Félix Leyzour (fixation du tarif de la taxe en fonction de la nature du tonnage et des kilomètres parcourus par les véhicules empruntant les autoroutes à péages) - **Art. 16** (*fonds de gestion de l'espace rural*) (p. 7529, 7530) : demande le retrait de l'amen-

dément n° 147 de M. Henri Collard (affectation de ce fonds aux agriculteurs, aux artisans ou à leurs groupements) ainsi que celui des amendements de M. Daniel Goulet n° 98 (prise en compte des commerçants indépendants et de proximité) et n° 99 (prise en compte par les partenaires économiques des compagnies consulaires) - **Après l'art. 16** (p. 7531) : s'oppose à l'amendement n° 127 de M. Félix Leyzour (composition et gestion des fonds créés par la présente loi).

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 17 bis A** (*schéma directeur de la région d'Ile-de-France*) (p. 7548, 7549) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 41 (précisions sur la portée du dispositif relatif au schéma territorial de la région d'Ile-de-France) ; demande le retrait du n° 100 (détermination de la localisation préférentielle des grandes infrastructures de transport et des grands équipements) ; accepte les n° 42, rédactionnel, et n° 43 (articulation du schéma directeur régional d'Ile-de-France avec les directives territoriales) - **Art. 17 B** (*agrément administratif dans la région d'Ile-de-France*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 129 de M. Félix Leyzour - **Art. 17 C** ( *péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France*) (p. 7552) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 44 de la commission (rétablissement des dispositions proposées par la commission en première lecture) - **Art. 17 D** (*définition des différentes catégories de zones prioritaires*) (p. 7553, 7555) : accepte les amendements de la commission n° 45 (suppression des mots « dans les conditions définies aux articles 17 à 19 ter C ci-après ») et n° 47, de coordination - Demande le retrait des amendements de M. Daniel Goulet, n° 101 (clarification de la nature même des zones qui pourraient être éligibles à la politique de développement économique) et n° 102 (prise en compte des centres-bourgs) - S'oppose à l'amendement n° 90 de M. Jean Faure (cantons de très faible densité) - **Art. 17** (*fonds national de développement des entreprises*) (p. 7557) : son amendement de précision n° 201 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 130 de M. Félix Leyzour (rôle des services départementaux de la Banque de France dans l'instruction des aides du fonds) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 48 de la commission - **Après l'art. 17** : s'oppose à l'amendement n° 169 de M. Claude Estier (possibilité pour les collectivités territoriales de créer des fonds interrégionaux de participation) - **Art. 18** (*réduction du champ de l'allègement d'impôts sur les bénéfices en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce*) (p. 7559) : s'oppose à l'amendement n° 106 de M. Daniel Goulet (précision sur la nature des entreprises qui bénéficient des dispositions de cet article) - (p. 7560) : son amendement n° 202 : suppression de l'extension de la réduction du droit budgétaire sur les acquisitions de fonds de commerce aux biens situés dans les stations comportant moins de 2 500 lits touristiques ; adopté - **Art. 18 ter** (*champ géographique d'application de l'exonération facultative de taxe professionnelle accordée dans le cadre de l'aménagement du territoire*) : son amendement n° 203 : suppression de l'avis obligatoire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire ; adopté - **Art. 18 quater A** (*extension aux entreprises du secteur tertiaire de l'exonération facultative de taxe professionnelle prévue par l'article 1465 du code général des impôts*) (p. 7561) : accepte l'amendement n° 50 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) - **Art. 18 sexies** (*abattements sur l'assiette des droits de mutation pour les immeubles d'habitation acquis dans les zones de revitalisation rurale définies à l'article 1465 A du code général des impôts*) : accepte l'amendement n° 51 de la commission (correction d'une erreur d'insertion) - Son amendement n° 222 : fonctionnement du mécanisme de compensation ; adopté - (p. 7562) ; accepte l'amendement n° 52 de la commission (suppression du paragraphe III relatif à l'entrée en vigueur de cette exonération) - **Après l'art. 18 sexies** ; son amendement n° 204 : unification des dates de délibération des collectivités locales ; adopté - **Art. 19** (*exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et les extensions d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine*) (p. 7564, 7566) : son amendement n° 205 ; avis du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire ; rejeté - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 53 (rectification d'une erreur matérielle) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 54 (situation de l'assiette et des cri-

tères applicables aux zones de revitalisation rurale) ainsi que pour le sous-amendement n° 227 de M. Jacques-Richard Delong - Ses amendements, n° 206 : exonération de taxe professionnelle pour les zones de redynamisation urbaine ; rejeté ; et n° 207 : suppression du paragraphe IV relatif à la compensation des pertes de recettes supplémentaires résultant pour l'Etat de la modification de la décision des zones rurales fragiles dans le texte proposé par le paragraphe A ; adopté - **Art. 19 bis B** (*rapport sur l'évolution démographique, économique et sociale des cantons compris dans les zones d'aménagement du territoire*) (p. 7567) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 56 de la commission - **Art. 19 ter B** (*exonération des cotisations sociales dans certaines zones*) (p. 7568) : son amendement n° 208 : rétablissement de la limite supérieure des effectifs de 19 salariés à partir de laquelle une entreprise peut être exonérée de charges sociales patronales ; rejeté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 131 de M. Félix Leyzour - **Art. 19 ter C** (*exonération des cotisations d'allocations familiales dans certaines zones*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 132 de M. Félix Leyzour et accepte l'amendement n° 211 de la commission (zones dites prioritaires d'aménagement rural) - **Après l'art. 19 ter** (p. 7571, 7572) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 89 de M. Philippe Marini (abrogation dans certains cas de création de magasins de l'autorisation préalable afférente à l'exploitation des surfaces de vente des locaux libérés) - Sur les amendements de M. Claude Estier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 170 (présentation par le Gouvernement au Parlement avant le 1<sup>er</sup> septembre 1995 des propositions tendant à permettre la réduction du nombre des logements vacants) et s'oppose aux n° 171 (fixation à 20 % de la déduction du montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements vacants depuis plus de deux ans) et n° 172 (assujettissement à la taxe d'habitation des logements vacants depuis plus de deux ans et qui n'ont pas fait l'objet d'une mise en location) - **Art. 19 quater** (*mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavorisées - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7574) : sur l'amendement n° 58 de la commission pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat (rétablissement de cet article ; espace rural), s'oppose au sous-amendement n° 80 de M. Alain Vassel et demande le retrait du sous-amendement n° 91 de M. Jean Faure - **Art. 19 sexies** (*répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7596) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 59 de la commission et n° 173 de M. Claude Estier (rétablissement de cet article ; diversité de l'habitat) - **Art. 19 septies A** (*attribution préférentielle des concours financiers en faveur de l'habitat ancien au profit des communes situées dans les zones de revitalisation rurale et créant des logements locatifs sociaux*) (p. 7598) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Félix Leyzour (nouvelle rédaction) - **Art. 19 septies** (*répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7599) : sur l'amendement n° 60 de la commission (rétablissement de cet article), s'oppose au sous-amendement n° 228 de M. Désiré Debavelaere - **Art. 19 octies** (*mesure fiscale en faveur des agents publics et des salariés dont le lieu de travail est transféré hors de la région d'Ile-de-France*) (p. 7600) : s'oppose à l'amendement n° 134 de M. Félix Leyzour (évaluation des conséquences sociales, économiques, financières et de fonctionnement administratif des entreprises délocalisées) - **Intitulé du titre V** (p. 7601) : accepte l'amendement n° 61 de la commission (« Des compétences et de la péretation et du développement local ») - **Art. 20 A** (*répartition des compétences*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 135 de M. Félix Leyzour - **Après l'art. 20 A** (p. 7602) : sur l'amendement n° 62 de la commission qu'il accepte (commission consultative sur l'évaluation des charges), s'oppose au sous-amendement n° 141 de M. Félix Leyzour - **Art. 20 B** (*compétence en matière de transports régionaux*) (p. 7603) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 136 de M. Félix Leyzour - **Art. 19 ter BA** (*précédemment réservé p. 7567*) (p. 7605, 7606) (*régime fiscal du crédit-bail immobilier*) : demande le retrait de l'amendement n° 213 de la commission (prise en compte des nouveaux termes employés pour le zonage dans l'article 17 B du projet de loi) ainsi que celui de l'amendement n° 82 de M. Philippe Marini (régime fiscal des sociétés de crédit-bail et précisément des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie,

SICOMI) - (p. 7606, 7609) : accepte l'amendement rédactionnel n° 214 de la commission - Demande le retrait de l'amendement n° 107 de M. Joseph Ostermann (modification apportée à la fiscalité des SICOMI, sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie) - Accepte les amendements de M. Philippe Marini, n° 83 (règle de droit commun qui s'applique aux titulaires de revenus non commerciaux), n° 84 de précision, n° 85 (rectification d'une erreur matérielle) et n° 86 rédactionnel - **Avant l'art. 20** (p. 7609) : s'oppose à l'amendement n° 174 de M. Claude Estier (évaluation des immeubles retenue pour la détermination des bases des impôts directs locaux) - **Art. 20** (*réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière*) (p. 7612, 7613) : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Félix Leyzour (mise en application de la révision des bases cadastrales) ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 175 (entrée en vigueur de la péréquation), n° 176 (mécanisme progressif de prélèvement sur les collectivités territoriales) et n° 177 (mise en place de la péréquation) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Joël Bourdin (prévision dans le rapport du Gouvernement d'une étude sur les éventuelles corrélations entre le potentiel fiscal et l'effort fiscal) et accepte les amendements de la commission, n° 63 (date de la mise en oeuvre de la péréquation) et n° 64 de coordination - **Après l'art. 20** (p. 7614) : s'oppose aux amendements n° 179 de M. René Régnauld (taxe du groupement à fiscalité propre) et n° 180 de M. Claude Estier (création de nouveaux groupements de communes adoptant la taxe professionnelle d'agglomérations).

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture** [n° 106 (94-95)] - (16 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7668, 7669) : concertation - Recrutement - Formation - Déroulement de carrières - Rôle du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT - Assouplissements au regard des principes statutaires - Souhaite l'adoption conforme de l'ensemble du projet de loi - (p. 7677) : CNFPT - Délégation régionale du CNFPT en Alsace - Volet réglementaire - Cumul d'un emploi de fonctionnaire territorial à temps partiel avec un emploi dans le secteur privé - Régime indemnitaire des emplois fonctionnels - (p. 7678) : rééquilibrage des institutions de la fonction publique territoriale - Congés bonifiés des fonctionnaires territoriaux originaires des départements d'outre-mer exerçant en métropole - **Art. 31 bis** (*cumul d'activités des agents à temps non complet - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7682, 7683) : statut de la fonction publique territoriale - Modernisation du décret-loi du 29 octobre 1936 relatif aux conditions de cumul d'emplois - Etudiera la proposition de la commission de créer une commission chargée d'apprécier la compatibilité du cumul d'activités - **Après l'art. 32** (p. 7684) : demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Alain Vasselle (régime indemnitaire d'un certain nombre de fonctionnaires détachés dans un emploi fonctionnel) - **Projet de décret** relatif aux emplois de directeur général et de directeur général adjoint des services départementaux et régionaux.

HUCHON (Jean), sénateur du Maine-et-Loire (UC).

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

- Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes de l'aménagement du territoire et de définir les éléments d'une politique de reconquête de l'espace rural et urbain [n° 343 (93-94)] (13 avril 1994) - **Aménagement du territoire**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 117 (93-94)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Philippe François sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 70-524-CEE concernant les additifs dans l'alimentation des animaux (n° E-112) [n° 352 (93-94)] (21 avril 1994) - **Union européenne**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 259 (93-94)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Daniel Millaud sur le rapport de la commission au Conseil sur la mise en oeuvre du régime commercial PTOM/CEE (rapport prévu à l'article 240 du paragraphe 2 de la décision 91/482/CEE) et la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 91/482/CEE du Conseil du 25 juillet 1991 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne (n° E-180) [n° 444 (93-94)] (19 mai 1994) - **Communautés européennes**.

#### INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2438, 2439) : secteur des fruits et légumes - Horticulture - Préservation des zones traditionnelles de production - Pression de la grande distribution - (p. 2440) : conjoints veufs.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - (25 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4661, 4663) : déséquilibres territoriaux - Espace rural - Débat national sur l'aménagement du territoire - Péréquation des ressources des collectivités - Fiscalité locale - Coopération intercommunale - Notion de « pays » - Schémas directeurs sectoriels : enseignement supérieur ; équipements culturels ; transports et télécommunications - Vote de ce projet de loi par le groupe de l'Union centriste.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4935) : vote par le groupe de l'Union centriste de l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur).

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Art. 11 bis (par priorité)** (*article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants*) (p. 5038, 5043) : son amendement n° 490 : carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire, pouvoir d'autorisation du préfet ; adopté après modification par le sous-amendement n° 546 de M. Etienne Dailly (suppression du pouvoir transitoire d'autorisation par le préfet) auquel il se déclare opposé, ainsi qu'au sous-amendement n° 623, sur le même objet, de M. Joseph Ostermann - **Art. 9** (*définition des pays*) (p. 5065) : soutient l'amendement n° 488 de M. Jean Faure (actions de développement local au sein du pays ; concertation avec les représentants des activités professionnelles associatives et familiales).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 17** (*fonds national de développement des entreprises*) (p. 5195) : sur l'amendement n° 106 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 622 ; adopté (p. 5204).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 23** (p. 5331) : son amendement n° 512 : dotation de compensation de taxe professionnelle dans les communes de moins de 2 000 habitants ; retiré - **Art. 27** (*création de comités consultatifs*

*intercommunaux et départementaux - supprimé par l'Assemblée nationale* (p. 5359) : soutient l'amendement de rétablissement n° 509 de M. Jean Faure - **Après l'art. 28** (p. 5362) : soutient l'amendement n° 510 de M. Henri Goetschy (possibilité de saisine pour avis du tribunal administratif par le président du conseil régional ou le président du conseil général).

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5401) : vote de ce projet de loi par le groupe de l'Union centriste.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5895, 5897) : fiscalité - Politique de décentralisation - Ressources des collectivités territoriales - Fonds de compensation de la TVA - Taxe professionnelle - RMI - Répartition des dotations aux collectivités territoriales - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de budget.

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6386) : entrée en vigueur de la convention de Schengen et du plan quinquennal sur la sécurité - Sécurité publique et Etat de droit - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)] - Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 25** (p. 7633, 7634) : soutient l'amendement n° 109 de M. Alain Lambert (application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale comptant plus de 30 000 habitants).

**HUGO (Bernard)**, sénateur de l'Ardèche (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant du Conseil national des transports.

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Environnement** - [n° 81 (94-95)] tome 17 (22 novembre 1994).

*Proposition de loi*, déposée avec M. Jean Besson, tendant à protéger les particuliers contre la distribution abusive de prospectus publicitaires ou publications gratuites non adressés [n° 137 (94-95)] (10 décembre 1994) - **Publicité**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits alimentaires [n° 371 (93-94)]** - (24 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1801) : réforme de la certification de qualité - Vente de préparations pour nourrissons - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 413 (93-94)]** - (26 mai 1994) - **Art. 2 bis (garanties de paiement de l'entrepreneur)** (p. 1924) : cas des sociétés d'HLM.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la**

**discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6 (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire) - Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4902) : s'abstiendra sur l'amendement n° 43 de la commission (définition et organisation des chartes régionales).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) (p. 6352) : équilibre dans l'occupation du territoire national - Banlieues - Fonds national d'aménagement du territoire - Fonds consacrés aux transports - Fonds national d'aide à la création d'entreprises - (p. 6353) : logement locatif en milieu rural - Tourisme vert - Maintien du service public en milieu rural - Finances locales - Votera ce projet de budget.

**Environnement** - (3 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (p. 6677, 6678) : augmentation des crédits de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques, INERIS - Rôle de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - Importance de l'Institut français de l'environnement, IFEN - Progression du rendement des taxes sur le bruit et les déchets - Création de réserves naturelles - Renforcement des moyens du conservatoire du littoral - Politique de l'eau - Méthodes d'élaboration des plans de prévention des risques - Au nom de la commission des affaires économiques, accepte ce projet de budget.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Art. 6 (schéma régional d'aménagement et de développement du territoire) - Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (orientations fondamentales en matière d'aménagement du territoire)** (p. 7486) : son amendement n° 93, soutenu par Mme Nelly Rodi : association à l'élaboration du schéma régional des deux communes les plus peuplées du département ; adopté.

**HUGOT (Jean-Paul)**, sénateur du Maine-et-Loire (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)] - Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 47 (par priorité) (assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques)** (p. 3153) : jeunesse.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4143, 4144) : coût du traitement des déchets - Rareté des sites de stockage - Paysage - Inventaire régional - Patrimoine - Moyens financiers.

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Après l'art. 36** (p. 4324) : sur l'amendement n° 241 du Gouvernement (transposition d'une directive européenne sur la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages), son sous-amendement n° 291, soutenu par M. Alain Vassellet ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4796, 4798) : notion de « pays » ; arrondissement - Communes - Aménagement différencié du territoire : critères de définition des zones en difficulté.

**HUGUET (Roland)**, sénateur du Pas-de-Calais (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4719, 4721) : débat national sur l'aménagement du territoire - Clarification nécessaire des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales - Hiérarchie de fait entre collectivités - Coopération intercommunale - Urbanisme ; directives territoriales d'aménagement - Notion de « pays » - Multiplicité des fonds d'intervention - Taxation des concessionnaires d'autoroutes - Universités en villes moyennes - Département du Pas-de-Calais - Péréquation financière entre espaces régionaux.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) (p. 6424, 6426) : exonération des cotisations d'allocations familiales - Charges sociales - Formation professionnelle - Formation des jeunes - Contrat emploi-solidarité, CES - Climat social - Entreprises - Secteur du bâtiment et des travaux publics - Procédure de passation des marchés publics - Exemple du Nord-Pas-de-Calais.

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6546) : emploi et lutte contre les heures supplémentaires - Insécurité dans les établissements du Pas-de-Calais - Personnels non enseignants - Chefs d'établissement - Bourses scolaires - Formation professionnelle - Projet d'implantation d'une école et d'une université européenne sur le site du terminal du tunnel sous la Manche.

**HURIET (Claude)**, sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UC).

#### NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques,

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (14 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de MM. Claude Huriet et Franck Sérusclat [n° 226 (93-94)] tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991, relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales [n° 307 (93-94)] (6 avril 1994) - **Santé**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 485 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la famille [n° 519 (93-94)] (16 juin 1994) - **Famille**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 518 (93-94)] modifiée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier le livre II bis du code de la santé publique, relatif à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales [n° 535 (93-94)] (22 juin 1994) - **Santé**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille [n° 553 (93-94)] (28 juin 1994) - **Famille**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 581 (93-94)] modifiée par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, tendant à modifier le livre II bis du code de la santé publique relatif à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales [n° 593 (93-94)] (7 juillet 1994) - **Santé**.

*Rapport*, déposé avec M. Louis Souvet, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 45 (94-95)] portant diverses dispositions d'ordre social [n° 57 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Politique économique et sociale**.

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis sur le système de santé américain et ses projets de réforme [n° 141 (94-95)] (13 décembre 1994) - **Etats-Unis d'Amérique**.

*Rapport*, fait avec M. Jean Madelain, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 174 (94-95)] (19 décembre 1994) - **Politique économique et sociale**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5728) - Ministère : Premier ministre - *Aléa médical* - **Médecine**.

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet n° 67 (p. 129, 130).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 129) : nécessité de légiférer - Inquiétude des chercheurs à l'égard des textes législatifs - Traitement des données nominatives - (p. 130) : promotion du don d'organes - Principe du consentement - Statut de l'embryon - Insémination artificielle par tiers donneur - Dispositions législatives tendant à favoriser l'adoption - Embryons surnuméraires - Refus de l'expérimentation sur l'embryon - Diagnostic préimplantatoire.

– **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 129, 130).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - Suite de la discussion - (17 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (Comité consultatif national d'éthique pour**

les sciences de la vie et de la santé) (p. 172) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 28 de la commission - Autorité du Comité - **Art. 1<sup>er</sup>** (modification de l'intitulé du livre VI du code de la santé publique) (p. 175) : se déclare favorable à l'amendement n° 29 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé du livre VI : don et utilisation des éléments et produits du corps humain) - Dépôt avec M. Franck Sérusclat d'une proposition de loi visant à modifier la loi du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes dans la recherche biomédicale - **Art. 4** (prélèvement et transplantation d'organes) - **Art. L. 667-3 du code de la santé publique (conditions de prélèvement)** (p. 188) : son amendement rédactionnel n° 182, soutenu par M. Pierre Vallon ; adopté - **Art. L. 667-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 192) : son amendement n° 183, soutenu par M. Pierre Vallon : précisions relatives au médecin devant recueillir le témoignage de la famille du défunt sur la volonté de ce dernier ; retiré.

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes)** (p. 233) : intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (insertion des dispositions inscrites à l'article 8 dans un nouveau chapitre du livre II du code de la santé publique) - Terminologie adoptée - **Art. L. 671-1 du code précité (définition de la procréation médicalement assistée)** (p. 236) : sur l'amendement de précision n° 69 de la commission, se déclare opposé au sous-amendement n° 189 de M. Bernard Seillier (arrêt du recours à la fécondation *in vitro*) - **Art. L. 671-2 du code précité (finalité de la procréation médicalement assistée)** (p. 243) : se déclare favorable à l'amendement n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple) - Objet de l'assistance médicale à la procréation - Critère de stabilité du couple - Conditions d'intervention des méthodes d'assistance médicale à la procréation - **Art. L. 671-2 bis du code précité (conception *in vitro*)** (p. 253) : se déclare favorable à l'amendement de la commission n° 71 (cadre et finalité de la conception d'embryon *in vitro*) et, sur celui-ci, au sous-amendement n° 271 du Gouvernement (suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons conservés) - Nécessité d'améliorer le taux de réussite de la fécondation *in vitro* et de diminuer le nombre d'embryons surnuméraires congelés - **Après l'art. L. 671-3 bis du code précité** (p. 264) : se déclare favorable à l'amendement n° 18 du Gouvernement (interdiction absolue de l'expérimentation portant atteinte à l'intégrité des embryons) - (p. 265) : impropreté des termes : « finalité thérapeutique » - **Après l'art. 8** (p. 273, 274) : embryons surnuméraires actuellement congelés et embryons surnuméraires congelés pendant les trois années à venir - (p. 275) ; vieillissement de la « population » des embryons surnuméraires.

**Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - **Art. 9 (don de gamètes)** (p. 292) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 191 de M. Bernard Seillier - (p. 296) : sur l'amendement n° 81 de la commission (insertion des dispositions relatives au don de gamètes dans le livre VI du code de la santé publique, consacré au don et à l'utilisation des organes, tissus et cellules du corps humain), se déclare opposé au sous-amendement n° 269 de M. Alain Vasselle (définition des couples) - **Art. 10 bis (diagnostic prénatal)** (p. 306) : risque de contradiction entre l'amendement n° 89 de la commission (diagnostic prénatal sur l'embryon *in utero*) et l'interdiction du diagnostic préimplantatoire - (p. 310, 311) : se déclare favorable à l'amendement n° 91 de la commission (interdiction de tout diagnostic préimplantatoire) - Intervention du législateur en ce qui concerne le diagnostic préimplantatoire - Risque d'eugénisme inhérent au progrès des sciences - **Art. 16 (évaluation de la loi et nouvel examen par le Parlement)** (p. 328) : se déclare opposé à l'amendement n° 180 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (révision de la loi dans un délai de deux ans) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 331, 332) : avec le groupe de l'Union centriste, votera le présent projet de loi - Hommage au rapporteur et aux ministres - Bonnes conditions du débat - Prévention de la stérilité - Sort des embryons surnuméraires - Diagnostic préimplantatoire - Eugénisme - Nécessité d'être attentif aux évolutions.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 363) : sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil), souhaite le retrait du sous-amendement n° 39 de M. Bernard Laurent (définition de l'embryon) - **Art. 2 (chapitre II du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code civil : du respect du corps humain)** - **Art. 19 du code civil (consentement et intérêt légitime)** (p. 370) : souci de ne pas remettre en cause par le biais de l'amendement n° 9 de la commission sous-amendé (nouvelle rédaction de l'article) les dispositions de la loi du 20 décembre 1988 - **Art. 20 du code précité (protection du patrimoine génétique humain)** (p. 375) : sur l'amendement n° 10 de la commission (retour à la rédaction initiale du projet de loi et référence à la modification des caractères eugéniques de la personne), se déclare opposé au sous-amendement n° 97 de M. Charles Lederman (encouragement de la recherche sur les maladies génétiques) - (p. 376) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de la commission (retour à la rédaction initiale du projet de loi et référence à la modification des caractères eugéniques de la personne) - **Après l'art. 21 du code précité** (p. 380) : se déclare opposé au sous-amendement n° 95 de M. Charles Lederman, déposé sur l'amendement n° 12 de la commission (interdiction de breveter le corps humain, tout élément ou tout produit de celui-ci) - **Art. 22 du code précité (gratuité)** (p. 381) : connotation négative du terme « expérimentation » - Sur l'amendement n° 13 de la commission (distinction entre les expérimentations sur la personne, les prélèvements d'organes et la collecte des produits du corps humain), se déclare favorable au sous-amendement rédactionnel n° 63 de M. Franck Sérusclat - **Après l'art. 3 bis** (p. 387) : se déclare opposé à l'amendement n° 40 de M. Daniel Millaud (liberté pour la femme de continuer à procréer ou non) - **Art. 5 (art. 6-1 de la loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires : inscription sur une liste des experts judiciaires habilités à procéder à l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)** (p. 395) : société civile de moyens - **Art. 8 (art. 311-19 à 311-21 du code civil : filiation et procréation médicalement assistée)** (p. 406) : logique de l'assistance médicale à la procréation - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 410) : avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de loi - Hommage à M. Bernard Laurent et aux cosignataires du sous-amendement n° 39 (définition de l'embryon) - Félicitations au rapporteur et aux membres de la commission des lois.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)] - Suite de la discussion** - (21 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (dispositions particulières aux fichiers ayant pour fin la recherche en santé publique)** - **Art. 40-1 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (mise à l'écart de certaines dispositions du droit commun)** (p. 422) : sur l'amendement n° 2 de la commission (modification de la liste des dispositions de la loi précitée ne s'appliquant pas aux traitements informatiques régis par le présent projet de loi), son sous-amendement n° 22 : exclusion des traitements automatisés effectués dans le cadre des recherches biomédicales du champ d'application du projet de loi ; adopté - Industrie pharmaceutique - (p. 424) : précautions nécessaires en l'absence de directives - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 433, 434) : souci d'accord - Intérêt de la navette parlementaire.

- **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales [n° 307 (93-94)]** - (4 mai 1994) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1426, 1427) : raisons du dépôt de cette proposition de loi avec M. Franck Sérusclat - Comité consultatif de protection des personnes dans la recherche biomédicale, CCPPRB - Bilan d'application de la loi du 20 décembre 1988 sur la recherche biomédicale - Responsabilité médicale - Agence du médicament - (p. 1428, 1429) : comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Principe du consentement des personnes - Protection des détenus - Promoteur de la recherche - Indemnités compensatrices - Au nom de la commission des affaires sociales, accepte cette proposition de loi ainsi que les amende-



ments déposés par le Gouvernement - **Art. 1<sup>er</sup>** (*champ d'application de la loi*) (p. 1433, 1434) : nécessité d'un débat approfondi - Critère de l'innovation - Atteinte, à l'intégrité de la personne - (p. 1435) : évaluation des méthodes par le médecin - Étude épidémiologique dans le cadre d'un protocole - Accepte l'amendement de suppression n° 1 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** : s'oppose à l'amendement n° 2 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (surveillance des personnes sur lesquelles la recherche est effectuée) - **Art. 2** (*transmission à l'investigateur des données médicales nominatives*) (p. 1436, 1437) : accepte l'amendement de suppression n° 10 du Gouvernement - S'oppose aux amendements n° 3 (surveillance des recherches par un médecin) et n° 4 (forme codée des données nominatives) de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 3** (*protection des femmes enceintes, des parturientes et des mères qui allaitent*) : s'oppose à l'amendement n° 5 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression du mot « sérieux » dans l'expression « risque sérieux ») - **Art. 7** (*information des personnes se prêtant à une recherche biomédicale*) (p. 1438) : accepte l'amendement n° 11 du Gouvernement (traitement informatique des données nominatives, défini par un autre projet de loi) - **Art. 9** (*personnalité juridique des CCPRB*) : indépendance des CCPRB - Responsabilité des comités - (p. 1439) : s'oppose aux amendements n° 6 (suppression des comités consultatifs interrégionaux) et n° 7 (choix des personnes composant le comité consultatif par collège de compétence) de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - (p. 1440) : définition des collèges par les textes réglementaires - **Art. 10** (*avis des CCPRB et dispositif de veille sanitaire*) : s'oppose à l'amendement n° 8 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (délimitation des responsabilités du ministre chargé de la santé) - (p. 1441) : accepte l'amendement n° 12 du Gouvernement (traitement informatique des données nominatives, défini par un autre projet de loi) - **Après l'art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (allègement des procédures pour les recherches épidémiologiques, anthropologiques ou cognitives) - **Art. 14** (*transmission de données nominatives hors du territoire*) (p. 1442) : accepte l'amendement de suppression n° 13 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) - (p. 1594, 1595) : consensus entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Points de divergence - Législation en matière d'adoption - **Avant l'art. 4** (p. 1612) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (établissement français des greffes) - **Art. 4** (*prélèvement et transplantation d'organes*) - **Art. L. 671-7 du code de la santé publique** (*conditions des prélèvements post-mortem*) (p. 1615) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de la commission (suppression des dispositions instituant un registre recensant les refus de prélèvement d'organes) - **Art. L. 671-9 du code précité** (*prélèvements à des fins scientifiques*) (p. 1620) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 5 de la commission et n° 61 de M. Pierre Laffitte (suppression du régime spécifique, au regard du consentement, pour ce qui concerne les prélèvements scientifiques et les autopsies médicales).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Deuxième lecture [n° 355 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet n° 354 (93-94) (p. 1594, 1595).

- **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet n° 354 (p. 1594, 1595).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la**

**santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)] - Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 5** (*dispositions relatives aux produits et tissus*) - **Art. L. 672-10 du code de la santé publique** (*autorisation des activités de transformation ou de conservation de tissus*) (p. 1636) : son amendement n° 86, soutenu par M. Pierre Vallon : coopération entre structures publiques et privées ; retiré - **Art. 8** (*assistance médicale à la procréation*) (p. 1640) : son amendement n° 87, soutenu par M. Pierre Vallon ; rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. L. 152-8 du code précité** (*interdiction des recherches sur l'embryon*) (p. 1658) : son amendement n° 88, soutenu par M. Pierre Vallon : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 10 quarter** (*diagnostic préimplantatoire*) (p. 1670) : sur l'amendement n° 25 de la commission (encadrement des conditions d'autorisation du diagnostic préimplantatoire), son sous-amendement n° 107, soutenu par M. Pierre Vallon : précision de l'objet du diagnostic préimplantatoire ; adopté - **Art. 13** (*sanctions administratives et pénales relatives à l'assistance médicale à la procréation*) - **Après l'art. L. 152-18 du code précité** (p. 1684) : intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (sanction en cas de publication d'un article relatant une expérience en violation des dispositions légales) et sur le sous-amendement de précision n° 103 de M. Franck Sérusclat - **Art. 18** (*comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé*) (p. 1688) : son amendement de suppression n° 90 ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1691) : travail de la commission des affaires sociales et du rapporteur - Vote de ce projet de loi par la majorité des membres du groupe de l'Union centriste.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2287, 2288) : réforme globale de la sécurité sociale - Caractère technique de ce texte - Séparation des branches du régime général - Autonomie financière - Exemples des branches de la famille et des accidents du travail - Dimension politique de ce texte - Obligation d'équilibre financier - Limites du rôle du Parlement - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur les amendements de la commission et sur l'ensemble du texte - **Art. 1<sup>er</sup>** (*unité du régime général et obligation d'équilibre financier des branches qui le composent*) (p. 2322) : intervient à propos de l'amendement n° 4 de la commission (obligation d'équilibre financier des branches) - **Art. 9** (*réforme de la gestion de la branche des accidents du travail*) (p. 2340) : son amendement de précision n° 104 ; adopté - **Art. 23** (*convention nationale des masseurs-kinésithérapeutes*) (p. 2363) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 95 de M. Alain Vasselle - **Après l'art. 29** (p. 2374) : son amendement n° 105 : report de la date fixée par la loi portant réforme hospitalière du 31 juillet 1991 pour l'élaboration des schémas régionaux d'organisation sanitaire ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 2738, 2739) : année internationale de la famille - Promesses électorales - Notion de famille - Emploi féminin salarié - Contenu à donner à la politique familiale - Réaffirmation de la place de la famille dans la nation - (p. 2740) : allocation parentale d'éducation - Volet d'une politique familiale globale - Financement de ce plan - Mesures relatives à la petite enfance - (p. 2741) : mesures relatives aux jeunes adultes - Conciliation entre l'activité professionnelle et les impératifs familiaux - Cas de la maladie, de l'accident et du handicap grave - Amélioration de la représentation des associations familiales - Demande au Sénat d'adopter ce projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements.

**Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Rapporteur - Question préalable** (p. 2797, 2798) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Division et articles additionnels avant le titre 1<sup>er</sup>** (p. 2798) : son amendement n° 11 : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « Titre 1<sup>er</sup> A - Dispositions générales » ; réservé puis adopté (p. 2801) - Son amendement n° 12 : insertion d'un article additionnel définissant la place de la famille dans la nation et le contenu de la politique familiale ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 154 de M. Bernard Seillier - Demande le retrait de l'amendement n° 60 de M. Jacques Machet (définition de la famille et caractère global de la politique familiale), satisfait en totalité par son amende-

ment n° 12 précité - (p. 2800) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Jacques Machet (représentation des familles dans les différentes instances contribuant à la mise en oeuvre de la politique familiale) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2802) : s'oppose à l'amendement n° 82 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (création d'une allocation d'accueil de l'enfant) - (p. 2803) : s'oppose aux amendements n° 83 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (versement des allocations familiales dès le premier enfant à charge et jusqu'au dernier jeune adulte à charge de moins de 22 ans) et n° 104 de Mme Marie-Claude Beaudeau (versement des allocations familiales du premier au dernier enfant) - (p. 2806) : s'oppose à l'amendement n° 85 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (possibilité donnée aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé de souscrire un contrat d'insertion ou de formation) - (p. 2808) : s'oppose à l'amendement n° 102 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression des exonérations des cotisations familiales) - (p. 2809) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 103 (rétablissement du taux des cotisations familiales des entreprises de 9 %) et n° 105 (revalorisation du montant des prestations familiales) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*dispositions relatives à l'allocation parentale d'éducation à taux partiel*) (p. 2811) : demande le retrait de l'amendement n° 100 de M. Raymond Bouvier (prise en compte de l'exercice d'une activité professionnelle en Suisse pour l'attribution de l'allocation parentale d'éducation) - Ses amendements n° 13, rédactionnel, et n° 14, de précision ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 106 de Mme Marie-Claude Beaudeau (versement aux parents lourdement handicapés de l'allocation parentale d'éducation à taux plein) - Son amendement n° 15 : possibilité donnée aux personnes recevant l'allocation parentale d'éducation à taux partiel et poursuivant une formation professionnelle rémunérée de bénéficier de l'affiliation obligatoire à l'assurance vieillesse du régime général ; retiré - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2813) : s'oppose à l'amendement n° 84 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (versement de l'allocation parentale d'éducation au parent qui suit son conjoint à l'étranger) - (p. 2814) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Pierre Schiélé (création d'un salaire parental) - (p. 2815) : s'oppose à l'amendement n° 128 de M. Alain Vasselle (attribution de l'allocation parentale d'éducation à la personne assurant la charge d'un enfant handicapé et n'exerçant plus d'activité professionnelle dans la mesure où elle ne bénéficie pas déjà de l'allocation d'éducation spéciale) - Dysfonctionnements - (p. 2816) : s'oppose à l'amendement n° 129 de M. Alain Vasselle (ouverture du bénéfice de l'allocation parentale d'éducation au conjoint des exploitants agricoles) - **Art. 1<sup>er</sup> bis** (*Art. L. 532-1 du code de la sécurité sociale : prolongation de l'allocation parentale d'éducation, APE, en cas de naissances multiples*) (p. 2816, 2817) : ses amendements, n° 16 : prolongation du droit à l'allocation parentale d'éducation en cas de naissances multiples ; retiré ; et n° 159 : possibilité donnée aux personnes bénéficiant de l'allocation pour jeunes enfants et devant faire face à des naissances multiples de bénéficier de l'allocation parentale d'éducation au-delà de la durée fixée actuellement ; adopté - Accepte l'amendement n° 144 du Gouvernement (non-cumul de l'allocation parentale d'éducation et du complément familial) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> ter** (p. 2818) : son amendement n° 17 : cumul des deux allocations parentales d'éducation à taux partiel pour un couple ; adopté - **Après l'art. 1<sup>er</sup> ter ou après l'art. 23** (p. 2820) : s'oppose à l'amendement n° 120 de Mme Marie-Claude Beaudeau (application des principales dispositions de ce texte aux départements d'outre-mer) et accepte l'amendement n° 141 de M. Pierre Lagourgue (extension de l'allocation parentale d'éducation aux départements d'outre-mer) - **Art. 2** (*conditions d'attribution et détermination du montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile, AGED*) (p. 2822, 2823) : son amendement n° 148 : institution d'un plafond pour l'allocation de garde d'enfant à domicile ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 130, analogue à son amendement n° 148 précité (institution d'un plafond pour l'allocation de garde d'enfant à domicile) - S'oppose à l'amendement n° 86 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (versement de l'allocation de garde d'enfant pour un enfant à charge âgé de moins de onze ans) - (p. 2824) : s'oppose à l'amendement n° 107 de Mme Marie-Claude Beaudeau (versement de l'allocation de garde d'enfant à domicile aux parents dont l'état de santé ou le handicap entraîne une impossibilité de travailler reconnue par la COTOREP) - **Art. 3** (*modalités de versement de l'allocation de garde d'enfant à domicile et conséquences pour*

*l'employeur*) (p. 2825) : son amendement de conséquence n° 149 ; adopté - **Art. 4** (*application de l'allocation de la garde d'enfant à domicile aux départements d'outre-mer*) : ses amendements, n° 18 rédactionnel et n° 19 : dispositions relatives au versement de l'allocation de garde d'enfant à domicile ; adoptés - **Art. 6** (*périodicité, contenu, modalités d'établissement et de révision des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 2827) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 88 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Participation financière des caisses d'allocations familiales - **Art. 123-12 du code de la famille et de l'aide sociale (modalités de création et contenu des schémas locaux quinquennaux de développement de l'accueil des jeunes enfants)** (p. 2831) : dispositions contraignantes à l'égard des communes - (p. 2832) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Jean Clouet (caractère optionnel des procédures prévues pour l'ensemble des communes) - (p. 2835) : ses amendements, n° 20 : principe de schémas pluriannuels ; n° 160 : absence d'obligation pour les communes d'élaborer leur schéma de développement avec les associations et les organismes concernés ; n° 22 de cohérence ; et n° 23 : suppression du bilan d'avancement de la réalisation du schéma ; adoptés - **Art. 123-14 du code précité (faculté pour les communes de moins de 5 000 habitants d'élaborer des schémas locaux)** : accepte l'amendement de cohérence n° 73 de M. Jean Clouet - **Paragraphe 2 de l'article 6 (délai d'établissement des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants)** (p. 2836) : accepte l'amendement de suppression n° 74 de M. Jean Clouet - **Art. 6 bis (faculté d'instituer une commission pour l'accueil de la petite enfance)** : son amendement de cohérence n° 25 ; adopté - **Avant l'art. 7** : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Bernard Seillier (possibilité de prolonger le congé parental ou l'activité à temps partiel jusqu'au sixième anniversaire de l'enfant) - S'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 108 (réduction à trente-cinq heures de la semaine légale de travail pour les salariés exerçant des travaux pénibles et les femmes ayant un ou plusieurs enfants à charge), n° 109 (caractère volontaire du travail à temps partiel), n° 111 (interdiction du travail de nuit des femmes) et n° 110 (repos hebdomadaire et repos dominical) - **Art. 7 (allongement du congé parental d'éducation ou de la période d'activité à temps partiel en cas de graves problèmes de santé de l'enfant et institution d'un congé parental ou d'un temps partiel de droit dans les entreprises de moins de cent salariés)** (p. 2840) : son amendement rédactionnel n° 26 ; adopté - (p. 2841) : s'oppose à l'amendement n° 112 de Mme Marie-Claude Beaudeau (autorisation d'absence du salarié dont la présence est nécessaire sur le lieu d'accueil de l'enfant) - Son amendement n° 27 : conservation d'un seuil minimal de 11 salariés pour l'ouverture du droit au congé parental ou au travail à temps partiel ; adopté - (p. 2842) : sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 155 de M. Alain Vasselle - (p. 2843) : ses amendements de conséquence n° 28 et n° 29 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 113 de Mme Marie-Claude Beaudeau (neutralisation de la période de congé parental pour la détermination de l'étendue de la couverture sociale et des conditions d'ouverture de droits) - **Après l'art. 7** (p. 2844) : accepte l'amendement n° 157 du Gouvernement (ouverture aux salariés en congé parental du droit de suivre une action de formation professionnelle continue et de bénéficier de ce fait de la couverture du risque accident du travail) - **Art. 8 (instauration d'un congé ou d'un temps partiel pour s'occuper d'un enfant malade)** - **Art. L. 122-28-8 du code du travail (création d'un congé légal pour enfant malade)** (p. 2845) : ses amendements, n° 150 : prise en compte du cas de l'accident ; n° 30 : substitution d'une obligation à une possibilité ; et n° 31 : application du présent article sous réserve de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles plus favorables ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 89 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (autorisation d'absence de dix jours par an en cas de maladie d'un enfant de moins de seize ans à charge), ainsi qu'aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 114 (caractère rémunéré du congé légal) et n° 115 (congé de douze jours rémunéré par an et par enfant) - **Art. L. 122-28-9 du code précité (instauration d'un droit au temps partiel en cas de grave problème de santé d'un enfant)** (p. 2847, 2848) : ses amendements n° 32, rédactionnel, et n° 33 ; cas du décès de l'enfant ou de la diminution importante des ressources du ménage ; adoptés - Sur son amendement n° 32 précité, s'oppose au sous-amendement n° 156 de

M. Alain Vassel - **Après l'art. 8** (p. 2848) : s'oppose à l'amendement n° 116 de Mme Marie-Claude Beaudou (soumission du licenciement à la saisine du comité d'entreprise et à autorisation administrative).

**Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - Rapporteur - **Art. 8 bis** (exonération de cotisations sociales pour les entreprises signataires d'un accord du type « Fleury-Michon ») (p. 2881, 2882) : s'oppose aux amendements n° 132 et n° 133 de M. Alain Vassel (suppression de l'obligation de compenser les exonérations de charges sociales par une ou plusieurs embauches) - (p. 2883) : son amendement n° 34 : fixation de la date d'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 1994 ; retiré au profit de l'amendement n° 158 du Gouvernement (fixation de la date d'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 1994) - (p. 2884) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Charles Descours (exonération de cotisations pour l'allocation versée par l'employeur si celui-ci maintient le volume d'heures de travail en embauchant) - **Après l'art. 8 bis** (p. 2885) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Seillier, n° 4 (versement de la moitié de la prestation chômage à la personne qui interrompra son activité professionnelle pour élever ses enfants dès lors que l'employeur embaucherait pour le remplacer un chômeur) et n° 5 (critères permettant d'établir une hiérarchie et des priorités dans les licenciements) - **Après l'art. 9** (p. 2886) : principe de l'unicité du statut de la fonction publique - S'oppose à l'amendement n° 134 de M. Alain Vassel (régime du congé parental et de l'activité à temps partiel dans les petites collectivités territoriales) - caractère anticonstitutionnel de cet amendement - **Art. 10** (instauration d'un mi-temps de droit dans la fonction publique territoriale pour raisons familiales) (p. 2888) : son amendement rédactionnel n° 35 ; adopté - **Art. 11** (instauration d'un mi-temps de droit dans la fonction publique hospitalière pour raisons familiales) : son amendement rédactionnel n° 36 ; adopté - **Art. 15** (relèvement des limites d'âge pour le bénéfice des prestations familiales et de logement et mesures favorisant l'accès au logement des familles) (p. 2889) : accepte l'amendement n° 145 du Gouvernement (liste des prestations familiales pour lesquelles la limite d'âge sera relevée) - S'oppose à l'amendement n° 75 de M. Roland du Luart (maintien de l'allocation familiale pour le dernier enfant à charge sur la base de deux enfants pour les familles ayant compté un nombre minimum d'enfants) - (p. 2890) : accepte l'amendement n° 135 de M. Alain Vassel (nouvelle rédaction des dispositions relatives au calendrier d'application) - **Avant l'art. 16** (p. 2891) : s'oppose à l'amendement n° 117 de Mme Marie-Claude Beaudou (refus de prendre en compte les allocations familiales pour l'octroi du revenu minimum d'insertion) - **Art. 16** (instauration d'une aide à la scolarité à la place de la bourse des collèves et conséquences) (p. 2894) : son amendement de précision n° 37 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 90 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, ainsi qu'à l'amendement n° 118 de Mme Marie-Claude Beaudou (revalorisation des bourses afin de les porter à un montant moyen de 1 800 francs) - (p. 2895) : accepte les amendements de M. Alain Vassel, n° 136 et n° 137 (simplification de la rédaction de cet article et renvoi à un seul décret d'application) ainsi que l'amendement n° 138 de conséquence - **Après l'art. 16 bis** (p. 2898) : s'oppose à l'amendement n° 96 de M. Bernard Seillier (transfert de la gestion des bourses universitaires aux caisses d'allocations familiales) - **Art. 17** (extension de la durée du droit à prestations en espèces de l'assurance maternité pour les familles devant faire face à des naissances multiples et prise en compte de certains cas d'adoption) (p. 2901, 2902) : ses amendements, n° 38 : allongement de la durée du congé prénatal pour les mères de jumeaux ; n° 39 et n° 152 de coordination ; n° 40 rédactionnel et n° 41 : distinction pour la couverture de l'assurance maternité des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés de la situation des femmes qui exercent cette profession à titre personnel de celle des conjointes collaboratrices de l'assuré ; adoptés - Son amendement de coordination n° 42 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 91 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (prolongation de la durée d'indemnisation prévue dans le cadre du congé de maternité et d'adoption) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 139 de M. Alain Vassel (allongement de la période de congé post-natal) - **Art. 18** (transposition dans le code du travail des dispositions de l'article précédent relatif au prolongement de la durée d'indemnisation du congé maternité en cas de nais-

sances multiples) (p. 2905) : ses amendements, n° 43 et n° 44 de conséquence ; et n° 45 : mention de la personne titulaire de l'agrément en ce qui concerne l'adoption ; adoptés - **Après l'art. 18** (p. 2906) : s'oppose à l'amendement n° 93 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (prise en compte de la situation de la femme enceinte qui suit son époux à l'étranger) - **Art. 21** (conditions d'attribution de l'allocation d'adoption) (p. 2907, 2908) : son amendement n° 47 : inclusion de la nouvelle prestation d'adoption parmi les prestations relatives à la naissance et nouvelle numérotation des articles ; adopté - **Art. 23 bis** (prise en charge de l'hospitalisation et des soins médicaux dispensés à la maternité pour les nouveaux-nés) : son amendement rédactionnel n° 48 ; adopté - **Art. 23 ter** (modification de l'article 350 du code civil visant à rendre obligatoire au bout d'un an la transmission au juge de la demande en déclaration d'abandon) : son amendement de précision n° 49 ; adopté - **Après l'art. 23 ter** (p. 2909) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 80 de Mme Hélène Missoffe (caractère révisable de la prestation compensatoire) - (p. 2910) : s'oppose à l'amendement n° 121 de Mme Marie-Claude Beaudou (garantie d'un droit aux vacances pour les enfants des familles allocataires) - **Avant l'art. 24** (p. 2911) : s'oppose à l'amendement n° 122 de Mme Marie-Claude Beaudou (assujettissement aux cotisations sociales des revenus financiers particuliers autres que ceux provenant de l'épargne populaire) - **Art. 24** (garantie des ressources de la Caisse nationale d'allocations familiales pendant cinq ans) (p. 2911, 2912) ; ses amendements, n° 50 rédactionnel et n° 51 : montant des ressources établi par la commission des comptes de la sécurité sociale et individualisation du montant du versement spécifique de l'Etat ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 123 de Mme Marie-Claude Beaudou (revalorisation des cotisations des entreprises pour assurer la croissance des recettes de la Caisse nationale d'allocations familiales) - **Après l'art. 24** (p. 2913) : son amendement n° 52 : dispositions relatives à l'allocation de rentrée scolaire ; adopté - **Art. 25** (indexation sur les prix des prestations familiales pendant la durée d'application de la loi) (p. 2914, 2915) : ses amendements, n° 53 : nombre de revalorisations annuelles des prestations ; et n° 54 : référence au rapport du Gouvernement déposé devant le Parlement conformément au projet de loi relatif à la sécurité sociale ; adoptés - **Art. 26** (pensions de réversion) (p. 2916, 2917) : s'oppose à l'amendement n° 125 de Mme Marie-Claude Beaudou (fixation du taux de la pension de réversion pour conjoint décédé à 60 %) - (p. 2917) : accepte l'amendement n° 140 de M. Jacques de Menou (cas des personnes qui bénéficient du minimum vieillesse pour le calcul de la majoration de la pension de réversion) - (p. 2918) : s'oppose à l'amendement n° 126 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression des limites mises au cumul de la retraite personnelle et de la pension de réversion) - **Après l'art. 26** (p. 2918, 2919) : s'oppose à l'amendement n° 94 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (création d'une allocation au bénéfice des personnes âgées dépendantes) - Expérimentation en matière de dépendance des personnes âgées - **Art. 27** (instauration d'un droit à la formation professionnelle pour les personnes ayant élevé deux enfants pendant une durée d'au moins cinq ans) : son amendement de précision n° 55 ; adopté - **Après l'art. 27** (p. 2920) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Bernard Seillier (déduction pour le calcul des revenus soumis à l'impôt sur les personnes physiques des rémunérations versées aux personnes employées) - **Art. 28** (présence d'un membre de l'UNAF à la commission d'avances sur recettes) (p. 2921, 2922) ; son amendement n° 56 : introduction d'une représentation des associations familiales au sein des conseils d'administration des chaînes de télévision publiques ; adopté - Estime que l'amendement n° 56 précité répond à l'attente des auteurs des amendements de suppression - **Après l'art. 28** (p. 2925) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques, n° 67 de M. Jacques Machet et n° 99 de M. Bernard Seillier (organisation d'un temps d'antenne sur les chaînes publiques au bénéfice des mouvements familiaux) - S'oppose aux amendements de M. Bernard Seillier, n° 97 (association de la représentation familiale à toute concertation nationale organisée avec les organisations syndicales) et n° 98 (augmentation du nombre des administrateurs siégeant dans les caisses d'allocations familiales et à la Caisse nationale des allocations familiales) - **Art. 29** (rapport annuel d'évaluation du coût de l'enfant) (p. 2926) : son amendement rédactionnel n° 57 ; adopté - **Art. 30** (organisation annuelle d'une conférence

*nationale de la famille par le Gouvernement*): son amendement rédactionnel n° 58; adopté - **Après l'art. 31** (p. 2926, 2928): s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Bernard Seillier (régime fiscal des couples mariés) et accepte l'amendement n° 146 du Gouvernement (simplification du dispositif applicable en matière de prestations familiales) - **Sur l'ensemble** (p. 2931, 2932): conditions de déroulement du débat - Avancée sociale apportée par ce texte - Rôle essentiel de la famille dans notre société.

- **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales - Deuxième lecture [n° 518 (93-94)]** - (24 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3020, 3022): recherches sur les femmes enceintes - Chercheurs en psychologie - Chercheurs militaires - Respect du corps humain - **Art. 1<sup>er</sup>** (*dissociation des fonctions de direction et de surveillance de la recherche*): son amendement de suppression n° 2; adopté - **Art. 2** (*restriction apportée aux missions confiées aux médecins*): son amendement de suppression n° 3; adopté - **Après l'art. 2** (p. 3026): accepte l'amendement n° 14 du Gouvernement (direction des recherches par des chercheurs non-médecins) - **Art. 3** (*protection des femmes enceintes, des parturientes et des mères qui allaitent*): son amendement n° 4: après les mots « aucun risque », insertion du mot « sérieux »; adopté - **Art. 7** (*information des personnes se prêtant à une recherche biomédicale*) (p. 3027): son amendement n° 5: dispositions particulières pour les recherches en psychologie; adopté - **Art. 9** (*composition et compétences territoriales des comités consultatifs de protection des personnes*): son amendement n° 6: extension du champ de compétence territoriale d'un comité à plusieurs régions; adopté - (p. 3028): son amendement n° 7: maintien de la personnalité juridique des comités; adopté - **Après l'art. 10**: son amendement n° 8: avis du comité consultatif de protection des personnes sur la réalisation d'une recherche; adopté - **Après l'art. 12** (p. 3029): accepte les amendements du Gouvernement, n° 16 (mise en conformité de l'article L. 209-20 du code de la santé publique avec les dispositions du nouveau code pénal) et n° 17 (mise en conformité de l'article L. 202-21 du code de la santé publique avec les dispositions du nouveau code pénal) - **Art. 12 bis** (*recherches à caractère militaire*): son amendement de suppression n° 9; retiré - **Art. 12 ter** (*recherches biomédicales effectuées sur des personnes décédées*): son amendement de suppression n° 10; adopté - **Après l'art. 14** (p. 3030, 3032): son amendement de coordination n° 12; adopté - (p. 3031): son amendement n° 13: fonctionnement du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies; adopté - **Division additionnelle avant l'article 1<sup>er</sup> (précédemment réservé p. 3024)**: son amendement n° 1: insertion d'un titre I<sup>er</sup> relatif au livre II bis du code de la santé publique; adopté - **Division additionnelle après l'article 14 (précédemment réservé p. 3030)**: son amendement n° 11; insertion d'un titre II relatif aux dispositions diverses; adopté.

- **Projet de loi relatif à la famille - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 553 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale**: son intervention présentée par M. Charles Descours (p. 3882, 3884).

- **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales - Troisième lecture [n° 581 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - Son intervention présentée par M. Franck Sérusclat (p. 3914, 3915).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - Rapporteur (titres I et III) - **Discussion générale** (p. 5636, 5637): médecins étrangers à l'hôpital - Agence du médicament - (p. 5638): grossistes répartiteurs - Laboratoire d'hydrologie - Validation de la convention médicale - Indemnité forfaitaire de maternité pour les travailleurs indépendants non agricoles - Aide aux chômeurs créateurs d'entreprises - (p. 5639): mesures en matière d'aide et de protection sociale - **Art. 26 (par priorité)** (*extension aux emplois de catégories A et B de la procédure de recrutement de personnes handicapées sur contrat spécifique*) (p. 5694): accepte l'amendement n° 62 du Gouvernement

(ouverture des emplois des catégories A et B aux handicapés de la fonction publique d'Etat, territoriale et hospitalière).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - Rapporteur (Titres I<sup>er</sup> et III) - **Après l'art. 24 (par priorité)** (p. 5706): s'oppose aux amendements n° 92 et n° 93 de M. Franck Sérusclat (durée du service accompli par les objecteurs de conscience) - (p. 5707): s'oppose aux amendements de M. Franck Sérusclat, n° 94, n° 95, n° 96 et n° 97 (possibilité pour les jeunes gens effectuant leur service national, d'exercer, en dehors des heures et des lieux de service, leurs droits civiques) - (p. 5708): nature du service national - S'oppose à l'amendement n° 98 de M. Franck Sérusclat (possibilité de demander le statut d'objecteur de conscience jusqu'au jour de l'incorporation) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5709): s'oppose à l'amendement n° 111 de Mme Michelle Demessine (gratuité des frais d'hospitalisation dans les établissements publics de santé) - (p. 5710, 5711): s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 112 (arrêt des poursuites engagées par le Trésor public pour le recouvrement des frais d'hospitalisation des malades) et n° 113 (suppression de la contribution sociale généralisée) - (p. 5712): s'oppose aux amendements n° 114 (assujettissement des revenus financiers à une contribution sociale) et n° 115 de Mme Michelle Demessine (recouvrement des cotisations dues par les employeurs et exercice des recours par les URSSAF) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*intégration des médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France*) (p. 5713): ses amendements n° 1: exclusion de la codification pour la mesure proposée; n° 2: application à l'hôpital public et aux établissements privés participant au service public; adoptés - (p. 5714): demande le retrait des amendements identiques n° 77 de M. Franck Sérusclat et n° 103 de M. Jean Madelain (extension des dispositions prévues à l'article 1<sup>er</sup> aux établissements privés à but non lucratif ayant passé une convention) - Son amendement n° 3: progressivité de la mesure de l'intégration; adopté - (p. 5715): ses amendements de conséquence n° 4 et n° 5; adoptés - Demande le retrait de l'amendement rédactionnel n° 104 de M. Jean Madelain - (p. 5716): ses amendements n° 6: respect par les médecins visés à l'article 1<sup>er</sup> des principes mentionnés dans le code de la santé publique; n° 7: décret en Conseil d'Etat; et n° 8 de conséquence; adoptés - **Après l'art. 1<sup>er</sup>**: son amendement n° 150: extension des mesures proposées pour les médecins aux pharmaciens hospitaliers; adopté - **Demande de réserve** (p. 5717): demande la réserve des amendements n° 137, n° 138, n° 139, n° 140, n° 141, n° 78, n° 79, n° 142 et n° 143 tendant à insérer des articles additionnels après l'article 1<sup>er</sup> ou après l'article 8 - **Art. 2** (*conséquences de l'accord sur l'espace économique européen sur certaines dispositions du code de la santé publique relatives à la pharmacie*): son amendement rédactionnel n° 9; adopté - **Art. 4** (*dispositions financières relatives à l'Agence du médicament*) (p. 5718): ses amendements n° 10, rédactionnel et n° 11: précisions apportées par le rapport et relatives aux délais administratifs moyens nécessaires au traitement des catégories de dossiers - état comparatif des droits exigés par l'Agence du médicament et par les institutions européennes comparables; adoptés - **Art. 6** (*dispositions relatives à la pharmacovigilance*) (p. 5719): son amendement rédactionnel n° 12; adopté - **Art. 7** (*remboursement de vaccinations par l'assurance maladie*) (p. 5720): son amendement n° 13; substitution d'un arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale au décret; adopté - **Art. 8** (*intégration du laboratoire d'hydrologie à la Direction générale de la santé*) (p. 5721): accepte l'amendement n° 72 de M. Guy Cabanel (modulation de la taxe exigée en matière d'hydrologie, extension de la taxe aux demandes d'autorisation et aux demandes d'expertises et suppression de cette dernière sur les demandes d'autorisation des dépôts d'eau minérale) et demande le retrait de l'amendement n° 105 de M. Jean Cluzel (modalités de création du laboratoire national d'hydrologie) - **Après l'art. 8** (p. 5722): accepte l'amendement n° 66 de M. Jean Chérioux (dépistage du sida) - (p. 5724): à titre personnel, ne votera pas l'amendement n° 66 précité - **Après l'art. 1<sup>er</sup> (suite)** (p. 5753): accepte l'amendement n° 137 de M. Charles Descours (bénéfice du mi-temps thérapeutique en faveur des praticiens hospitaliers) - (p. 5754): accepte les amendements n° 138 et n° 139 de M. Charles Descours (création d'un ordre des masseurs-kinésithérapeutes) - (p. 5756): accepte les amendements n° 140 et n° 141 de M. Charles Descours (création d'un ordre des pédicures-podo-

logues) - (p. 5758) : accepte les amendements de M. Charles Descours n° 142 (composition des conseils de l'ordre des sages-femmes et présidence de l'ordre national des sages-femmes) et de conséquence n° 143 - **Demande de priorité** (p. 5759) : demande l'examen en priorité de l'article 29 - **Art. 29 (par priorité) (convention nationale des médecins)** (p. 5760) : son amendement n° 53 ; validation de l'arrêté du 25 novembre 1993 portant approbation de la convention nationale des médecins et de l'arrêté du 22 mars 1994 portant approbation d'un avenant à cette convention ; adopté - (p. 5761) : s'oppose aux amendements de suppression n° 99 de M. Franck Sérusclat et n° 131 de Mme Michelle Demessine ainsi qu'à l'amendement n° 100 de M. Franck Sérusclat (validation de la convention médicale, de ses annexes signées le 21 octobre 1983 et de leurs arrêtés d'approbation) - **Après l'art. 8 (suite)** (p. 5763) : ses amendements n° 14 : définition des dispositifs médicaux ; n° 15 : contrôle des installations de radiothérapie externe ; et n° 16 : actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ; adoptés - (p. 5764) : accepte l'amendement n° 65 du Gouvernement (contrôle du ministère de la santé sur les établissements agréés pour la conservation et la préparation de tissus d'origine humaine) - Son amendement n° 144 : classement des produits de thérapie cellulaire dans la catégorie des médicaments ; retiré - (p. 5766) : définition de la thérapie cellulaire - Accepte l'amendement n° 67 de M. Lucien Neuwirth (obligation de prise en charge de la douleur par les établissements de santé et formation consécutive des médecins) - **Avant l'art. 9** (p. 5768) : s'oppose à l'amendement n° 117 de Mme Michelle Demessine (principe de la réforme de la détermination de l'assiette des cotisations des entreprises) - **Art. 9 (harmonisation de la protection sociale des bénéficiaires de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise)** (p. 5969) : ses amendements n° 17 rédactionnel ; n° 18 : simplification de la rédaction de l'article L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale et précision relative au montant de l'exonération ; n° 19 de cohérence ; et n° 20 de conséquence ; adoptés - Son amendement n° 21 : date d'application de l'exonération de cotisation ; retiré - **Art. 10 (création d'une indemnité journalière forfaitaire en cas d'interruption d'activité pour les assurés du régime des travailleurs indépendants non agricoles et du régime des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés)** (p. 5770) : ses amendements rédactionnels n° 22 et n° 23 ; adoptés - **Art. 11 (fonds de garantie et de compensation pour le service des prestations de chauffage et de logement du personnel retraité des exploitations minières et assimilées)** (p. 5771) : son amendement de précision n° 145 ; adopté - **Après l'art. 11** : son amendement n° 25 : composition du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés non agricoles, CANAM ; adopté - (p. 5772) : ses amendements n° 26 : droits à la retraite des administrateurs des organismes de sécurité sociale des travailleurs indépendants ; adopté ; et n° 27 : déductibilité des cotisations dues aux régimes obligatoires de sécurité sociale des professions indépendantes ; retiré - (p. 5773) : son amendement n° 28 : responsabilité solidaire des personnes incitant à la souscription de contrats définis comme nuls d'ordre public ; adopté - (p. 5774) : ses amendements n° 29 : rétablissement de la déductibilité des cotisations versées au régime facultatif de retraite complémentaire institué par l'ORGANIC ; et n° 30 : dérogation aux règles du cumul emploi-retraite en faveur des personnes ayant exercé simultanément des activités salariées et des activités non salariées ; adoptés - (p. 5775) : ses amendements n° 31 : bénéfice du dispositif du tiers payant pour les familles ayant des enfants de moins de trois ans et titulaires de l'allocation de garde d'enfants à domicile ; et n° 32 : principe de non-cumul de la qualité d'enfant à charge et d'allocataire ; adoptés - (p. 5776) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Philippe Marini (prise en compte des besoins liés à la dépendance des personnes âgées) - (p. 5777) : inquiétude des personnels des associations devant le chèque-service - (p. 5778) : accepte l'amendement n° 71 du Gouvernement (assujettissement des revenus complémentaires représentés par les plus-values sur les options de souscription ou d'achat d'actions aux cotisations sociales et à la CSG) - (p. 5780) : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Jean Madelain (possibilité pour les sections locales étudiantes, gestionnaires du régime étudiant de la sécurité sociale, de procéder à l'identification des élèves) - Accepte les amendements identiques n° 75 de M. Jacques Larché et n° 106 de M. Pierre Fauchon (extension à la profession d'avocat de certaines dispositions de la loi du 11 février 1974

dite « loi Madelin ») - (p. 5781) : accepte l'amendement n° 74 de M. Paul Girod (mesures en faveur des pensions de retraite des élus locaux) - (p. 5782) : accepte l'amendement n° 82 de M. Charles Metzinger (extension de la revalorisation des indemnités journalières complémentaires et des rentes d'invalidité complémentaires aux rentes complémentaires servies au conjoint survivant) - (p. 5783) ; s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Charles Metzinger (information du salarié des droits acquis en matière de retraite supplémentaire) et accepte l'amendement n° 107 de M. Jean Madelain (assimilation des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen non membres de la Communauté européenne aux Etats membres de la Communauté européenne en ce qui concerne le droit des institutions de prévoyance) - (p. 5784) : accepte l'amendement n° 73 de la commission des affaires culturelles (extension à l'enseignement agricole de l'aide à la scolarité servie par les caisses d'allocations familiales) - **Art. 12 (mode d'élection des conseils d'administration des centres intercommunaux d'action sociale)** (p. 5786) : ses amendements n° 33 : actualisation des dispositions de l'article 125 du code de la famille et de l'aide sociale ; n° 34 : égalité entre les centres communaux et les centres intercommunaux d'action sociale ; et n° 35 et n° 36 de coordination ; adoptés - **Après l'art. 12** : accepte l'amendement n° 63 du Gouvernement (prise en compte de l'ensemble des périodes de chômage entraînant des versements du fonds de solidarité vieillesse aux régimes) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 149 : consultation du conseil d'administration de la CNAM - **Art. 13 (validation législative de dispositions relatives à l'organisation budgétaire des centres d'aide par le travail)** (p. 5788) : ses amendements n° 37 : précision par décret de la durée maximale et des circonstances exceptionnelles justifiant la mesure dérogatoire ; n° 38 : précision relative à la prise en charge des frais de formation professionnelle ou de fonctionnement des ateliers des établissements de rééducation professionnelle ; et n° 39 : prise en charge des repas fournis aux personnes handicapées ; adoptés - **Après l'art. 13** (p. 5789) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Alain Vasselle (rétablissement de la consultation des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale pour l'attribution de l'aide médicale aux bénéficiaires du RMI) - **Sur l'ensemble** (p. 5793) : complexité du texte - Travail constructif du Sénat.

- **Débat sur la déclaration du Gouvernement sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale [n° 129 (94-95)]** - (8 décembre 1994) (p. 7045, 7047) : branche vieillesse - Assurance maladie - Données chiffrées - Dépenses de santé - Education sanitaire et prévention - Formation des médecins - Evolution des comportements.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) (p. 7116) : présente les observations du groupe d'études des problèmes du veuvage et de M. Jean Cluzel : modification des conditions d'attribution de la pension de reversion par le nouvel accord AGIRC du 23 février 1994 - (p. 7117) : *au nom du groupe de l'Union centriste* - Lutte contre l'exclusion - Dépenses de santé - Réforme de l'hôpital - (p. 7118) : agences intervenant en matière de santé - Financement des comités de protection des personnes dans la recherche biologique - Schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 174 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - Rapporteur (dispositions relatives à la santé) - **Discussion générale** (p. 7920, 7921) : se réjouit du texte adopté par la CMP - Initiative de validations législatives - Mission d'information sur les thérapies cellulaires et géniques - Articles ajoutés par l'Assemblée nationale en première lecture et non examinés par le Sénat - Mesures relatives au dépistage du sida - Dispositions relatives à la protection sociale et à l'aide sociale - **Art. 1<sup>er</sup> (intégration des médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France)** (p. 7927, 7928) : dispositions exceptionnelles et temporaires prévues par l'article - **Art. 8 bis (dépistage du sida)** (p. 7933) :

accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (mesures de dépistage prises au vu des conclusions d'un rapport fondé sur une enquête épidémiologique).

**HUSSON (Roger)**, sénateur de la Moselle (RPR).

Secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.
- Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 498 (93-94)] modifié par

l'Assemblée nationale, modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail [n° 541 (93-94)] (22 juin 1994) - **Code minier**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail [n° 462 (92-93)]** - (5 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale et articles 1 à 45** : son intervention et ses amendements présentés par M. Alain Pluchet (p. 1478, 1512).

*Deuxième lecture* [n° 498 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale et articles** : son intervention et ses amendements présentés par M. Henri Revol (p. 3329, 3335).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)]**.

*Deuxième partie* :

**Défense** - (30 novembre 1994) (p. 6476, 6478) : opérations de l'ONU - Conflit bosniaque - Evolution des crédits - Politique étrangère de la France - Situation en Europe - Construction d'armements - Evolution de la fonction militaire - Votera ce projet de budget.

## J

**JARNAC (Guy)**, rapporteur du conseil économique et social.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française** [n° 241 (93-94)] - (24 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 469, 470) : Conseil économique et social (avis) - Suspension des essais nucléaires - « Pacte de progrès » - Conséquences économiques liées à l'arrêt du fonctionnement du centre d'expérimentation du Pacifique - Déstructuration de l'économie - Responsabilité de l'Etat français - Partenariat - Désenclavement des archipels - Réimplantation d'activités de production - (p. 471) : préservation de l'environnement - Couverture sociale des populations - Contrat de développement - Maîtrise de la démographie - Moyens supplémentaires dégagés par ce projet de loi.

**JARROT (André)**, sénateur de Saône-et-Loire (RPR).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).
- Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

**JEAMBRUN (Pierre)**, sénateur du Jura (RDE).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.
- Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande ; puis membre suppléant (*JO* Lois et décrets du 19 novembre 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom des délégués élus par le Sénat, sur les travaux de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours des 38<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> sessions ordinaires (1993-1994) de cette Assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement [n° 237 (93-94)] (13 janvier 1994) - **Europe**.

**JOLIBOIS (Charles)**, sénateur du Maine-et-Loire (RI).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.
- Rapporteur de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO* Lois et décrets du 15 décembre 1994).
- Rapporteur de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO* Lois et décrets du 15 décembre 1994).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 126 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, portant mise en oeuvre de la directive n° 91/250/CEE du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 311 (93-94)] (6 avril 1994) - **Propriété intellectuelle**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 418 (93-94)] portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation [n° 619 (93-94)] (27 septembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Justice**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 47 (94-95)] complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (urgence déclarée) [n° 72 (94-95)] (16 novembre 1994) - **Propriété intellectuelle**.

*Rapport*, fait au nom de la commission prévue par l'article 105 du Règlement, chargée d'examiner la demande [n° 136 *rectifié bis* (94-95)] de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 175 (94-95)] (20 décembre 1994) - **Immunité parlementaire**.

*Rapport*, fait au nom de la commission prévue par l'article 105 du Règlement, chargée d'examiner la demande [n° 143 *rectifié* (94-95)] de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 176 (94-95)] (20 décembre 1994) - **Immunité parlementaire**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi [n° 47 (94-95)] complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie [n° 181 (94-95)] (20 décembre 1994) - **Propriété intellectuelle**.

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 356) : principe du respect de l'embryon dans la loi Veil relative à l'interruption volontaire de grossesse - Sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil), se déclare favorable au sous-amendement n° 39 de M. Bernard Laurent (définition de l'embryon) - Texte de conciliation proposé par le sous-amendement n° 39 précité.

– **Projet de loi portant mise en oeuvre de la directive n° 91-250 CEE du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 126 (93-94)]** - (27 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1336, 1337) : directive du 14 mai 1991 - Protection des logiciels depuis 1985 - Droits d'auteur - « Interopérabilité et décompilation » des logiciels - Nantissement du droit d'exploitation - Développement de l'industrie des logiciels - Accepte ce projet de loi.

– **Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation [n° 418 (93-94)]** - (6 octobre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4094, 4096) : institution prestigieuse - Augmentation des affaires à juger - Réformes - Formation d'admission des pourvois - Pouvoir d'évocation du Premier président - Renforcement du dispositif - Principe du contradictoire - Nécessité de motiver la décision de rejet - Chambre des requêtes - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4099) : s'oppose à la motion n° 8 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Débat contradictoire - Motivation du rejet - Troisième degré de juridiction - Allongement des délais - Exemple du Conseil d'Etat - **Question préalable** (p. 4102, 4103) : s'oppose à la motion n° 7 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable - Recours extraordinaire - Possibilité de tri - Membres des formations d'admission - **Art. 1<sup>er</sup> (création d'une formation d'admission des pourvois en cassation)** (p. 4104) : son amendement n° 1 : plusieurs formations d'admission au sein d'une même chambre ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 12 de M. Charles Lederman - **Art. 2 (composition et attributions de la formation d'admission des pourvois en cassation)** (p. 4105) : son amendement n° 2 : principe de la contradiction ; adopté - (p. 4106) : son amendement n° 3 : rotation des membres des formations d'admission ; adopté - (p. 4107) : s'oppose aux amendements n° 13 de suppression et n° 14 (motivation des décisions de la formation d'admission) de M. Charles Lederman, au n° 9 de M. Claude Estier (pouvoir d'évocation du Premier président), ainsi qu'au sous-amendement n° 10 de M. Claude Estier, sur son amendement n° 3 précité - **Art. 3 (modification de l'article L. 132-1 du code de l'organisation judiciaire)** (p. 4108) : son amendement de conséquence n° 4 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 15 de M. Charles Lederman - **Art. 4 (modification de l'article L. 132-3 du code de l'organisation judiciaire)** : son amendement de conséquence n° 5 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 16 de M. Charles Lederman - **Après l'art. 4** (p. 4109) : son amendement n° 6 : remplacement des magistrats des formations d'admission en cours d'année judiciaire ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 11 de M. Claude Estier (réforme d'une procédure du Conseil d'Etat).

– **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie [n° 47 (94-95)]** - (18 novembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5827, 5828) : droits de l'auteur - Droits d'exploitation - Multiplication des photocopies - Sociétés agréées de perception et de répartition - Conventions avec les utilisateurs - Intérêts financiers des auteurs - Amendements de la commission - Au nom de la commission des lois, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi, sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. unique (gestion collective du droit de reproduction par reprographie)** (p. 5835, 5840) : sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose au n° 17 rédactionnel et demande le retrait du n° 19 (amélioration de la protection du droit d'auteur) - Son amendement n° 5 : définition de la reprographie ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 18 de M. Claude Estier - Son amendement n° 1 : gestion collective des copies à usage collectif ; adopté - Sur ce dernier, demande

le retrait du sous-amendement n° 24 de M. Claude Estier - Ses amendements n° 2 rédactionnel, n° 3 : utilisation commerciale des copies ; n° 4 : désignation du cessionnaire ; n° 6 : préservation des intérêts commerciaux des auteurs ; et n° 7 : dispositions d'ordre public ; adoptés - (p. 5841, 5845) : accepte l'amendement n° 16 de la commission saisie pour avis (rémunération forfaitaire par les utilisateurs) - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 21 (répartition de la rémunération) et n° 25 (dérogation pour les établissements d'enseignement public) - Ses amendements n° 29, rédactionnel, n° 8 de coordination, n° 9 : moyens matériels des sociétés agréées ; et n° 10 : moyens mis en oeuvre pour la gestion du droit de reproduction ; adoptés - Ses amendements n° 11 : suppression du répertoire ; n° 12 : diversité des associés ; n° 13 : possibilité de retrait de l'agrément ; et n° 14 : répartition équitable des sommes perçues ; adoptés - **Après l'art. unique** (p. 5846, 5847) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de M. Claude Estier (rémunération des droits refusée à ceux qui ne sont pas auteurs au sens de la loi française) - S'oppose aux amendements de M. Ivan Renar, n° 15 et n° 23 (financement des droits d'auteur).

– **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture [n° 88 (94-95)] - Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 37 ter B (prescription de la peine prononcée pour acte de terrorisme et pour trafic de stupéfiants)** (p. 7386) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (durée de prescription de l'action publique de vingt ans pour les délits et de trente ans pour les crimes en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants) - Distinction entre la prescription et le pardon - Caractère impardonnable des crimes terroristes - **Art. 37 quinquies (secret de l'enquête et de l'instruction)** (p. 7396, 7397) : importance du travail de la commission des lois et de la mission d'information sur le respect de la présomption d'innocence - Compromis à trouver entre la liberté de la presse et la présomption d'innocence.

– **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois, fait au nom de la commission chargée d'examiner la demande (n° 136, 94-95) de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 175 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 8048, 8049) : réunion de la commission ad hoc - Respect de la présomption d'innocence - Caractère exceptionnel de la détention provisoire - Conclusion favorable à la levée de l'immunité de l'intéressé.

– **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois, fait au nom de la commission chargée d'examiner la demande (n° 143, 94-95) de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 176 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 8051, 8052) : principes essentiels de saisine du Sénat - Réunion de la commission ad hoc - Respect de la présomption d'innocence - Au nom de la commission, accepte la demande de levée de l'immunité parlementaire.

– **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 181 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 8069, 8070) : utilisation commerciale - Améliorations rédactionnelles - Moyens matériels.

JOURDAIN (André), sénateur du Jura (RPR).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre titulaire du Conseil national de la montagne.
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre sociale (14 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).



## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2377, 2378) : autonomie financière des différentes branches - Rôle du Parlement - Dépendance des personnes âgées - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - Suite de la discussion - (8 novembre 1994) - **Art. 23 (rapport sur la réforme de la taxe professionnelle)** (p. 5316) : se déclare opposé à l'amendement n° 420 de M. Claude Estier (institution d'une cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - **Art. 15 (par priorité) (repos compensateur)** (p. 5661) : reprise économique - Souhaite la suppression de l'article - (p. 5663) : recours aux heures supplémentaires - (p. 5665) : votera contre l'article 15.

**JOXE (Pierre)**, premier président de la Cour des comptes.

## INTERVENTIONS

- **Dépose sur le bureau du Sénat le rapport annuel de la Cour des comptes** (4 octobre 1994) (p. 3994)

**JUNG (Louis)**, sénateur du Bas-Rhin (UC).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française - Deuxième lecture [n° 437 (93-94)]** - (26 mai 1994) - **Art. 3 (présentation du texte français et de ses traductions éventuelles)** (p. 1903) : intervient à propos des amendements identiques n° 2 de la commission et n° 7 de M. Ivan Renar (suppression du dernier alinéa relatif au recours au pouvoir réglementaire pour la définition des dérogations dans le domaine des transports internationaux et dans les régions frontalières) - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 1906, 1907) : intervient à propos de l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (non-application de ces dispositions aux congrès dans lesquels les participants non francophones sont en majorité) - Congrès organisés à Strasbourg et à Baden-Baden - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1917, 1918) : langues régionales - Exemple de la Pologne - Régions frontalières - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : orientations de la présidence française de l'Union européenne** - (20 décembre 1994) (p. 7842, 7844) : information sur les réalités de l'Europe - Europe de l'Est - Schémas politiques du passé - Monnaie unique - Création d'emplois - Problèmes de défense - Réforme institutionnelle de 1996.

**JUPPÉ (Alain)**, ministre des affaires étrangères.

## DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la*

*République socialiste du Viêt-Nam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif) [n° 284 (93-94)]* (17 février 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 285 (93-94)]* (17 février 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [n° 292 (93-94)]* (3 mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Jamaïque sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements [n° 293 (93-94)]* (3 mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant la ratification du traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre [n° 297 (93-94)]* (10 mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Traités et conventions.**

*Déclaration du Gouvernement sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe [n° 341 (93-94)]* (13 avril 1994) - **Gouvernement (déclarations).**

*Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 420 (93-94)]* (11 mai 1994) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 7 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions, modifiée par l'avenant du 27 septembre 1989 [n° 421 (93-94)]* (11 mai 1994) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 juillet 1989 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis en vue d'éviter les doubles impositions [n° 422 (93-94)]* (11 mai 1994) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 18 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un échange de lettres interprétatif) [n° 423 (93-94)]* (11 mai 1994) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part [n° 440 (93-94)]* (18 mai 1994) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part [n° 441 (93-94)]* (18 mai 1994) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'approbation du deuxième protocole portant modification à la convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités [n° 512 (93-94)]* (15 juin 1994) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part [n° 513 (93-94)] (15 juin 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépitage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime faite à Strasbourg le 8 novembre 1990 [n° 610 (93-94)] (24 août 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Estonie [n° 613 (93-94)] (7 septembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lettonie [n° 614 (93-94)] (7 septembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique [n° 32 (94-95)] (13 octobre 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant la ratification du premier protocole du 19 décembre 1988 concernant l'interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles et celle du deuxième protocole du 19 décembre 1988 attribuant à la Cour de justice des Communautés européennes certaines compétences en matière d'interprétation de la convention de Rome du 19 juin 1980 [n° 37 (94-95)] (19 octobre 1994) - Communautés européennes.*

*Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova [n° 38 (94-95)] (19 octobre 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [n° 39 (94-95)] (19 octobre 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [n° 40 (94-95)] (19 octobre 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique [n° 46 (94-95)] (26 octobre 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, signée à Funchal le 18 mai 1992 [n° 71 (94-95)] (14 novembre 1994) - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994 [n° 119 (94-95)] (7 décembre 1994) - Union européenne.*

*Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection des Alpes [n° 128 (94-95)] (7 décembre 1994) - Traités et conventions.*

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Claude Estier : **Politique extérieure** (*Situation en Algérie*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1099).

de M. Jacques Chaumont : **GATT** (*Conférence ministérielle du GATT à Marrakech*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1104).

de M. Gérard Miquel : **GATT** (*GATT : agriculture, clause sociale et défense commerciale*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1105).

de M. Gérard Larcher : **Politique extérieure** (*Relations avec le Liban*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1110).

de M. Jacques Golliet : **Union européenne** (*Conseil de sécurité européen*) (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2650).

de M. René-Georges Laurin : **Politique extérieure** (*Tragédie du Rwanda*) (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2652).

de M. Xavier de Villepin : **Politique internationale** (*Irak*) (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4259).

de Mme Françoise Seligmann : **Femmes** (*Lutte des femmes musulmanes*) (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4268).

de M. Jacques Chaumont : **Politique internationale** (*Algérie*) (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4271).

de M. Georges Treille : **Relations internationales** (*Relations avec l'association des nations de l'Asie du Sud-Est*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5735).

## INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe [n° 341 (93-94)]** - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1009) : cessez-le-feu entre Croates et Musulmans et entre Serbes et Croates - Conseil de sécurité et sanctions - Partage des responsabilités entre Serbes et Bosniaques à Gorazde - (p. 1010) : ultimatum de l'Alliance atlantique à Sarajevo - Personnels des Nations-Unies et membres d'organisations humanitaires - Réduction des autres foyers de tension serbo-bosniaque - Nécessité d'un rapprochement entre Croates et Musulmans - (p. 1011) : restauration des infrastructures et des services publics essentiels - Renforcement de l'ambassade française à Sarajevo - Action militaire sur le terrain - Action humanitaire par les organisations non gouvernementales - Diplomatie préventive dans la perspective du futur élargissement de l'Union européenne - (p. 1012) : souplesse des procédures de négociation - (p. 1028) : rôle de la France dans l'ex-Yougoslavie - (p. 1029) : disponibilité des Etats-Unis pour participer à une force de maintien de la paix - (p. 1030) : problème du contenu des droits collectifs des minorités - Certentation permanente entre les ministres des affaires étrangères et les eurofonctionnaires - (p. 1031) : situation en Macédoine ; problème de l'embargo imposé par les Grecs.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 6976, 6985) : situation en Bosnie - FORPRONU - Présidence du Conseil de l'Union européenne - Négociations du GATT - Elargissement de l'Union européenne - Réforme des institutions de l'Union européenne - Relations extérieures - Parlements européen et nationaux - Identité européenne de défense - Relations avec les pays d'Europe centrale et orientale - Alliance atlantique - Partenariat pour la paix - Situation en Algérie - Coopération euro-méditerranéenne - Situation du continent africain - Relations avec l'Asie - Amérique latine - Haïti - ONU - Conseil de sécurité - Moyens de fonctionnement - Emplois - Informatisation - Réduction des dotations d'investissement - Personnels - Présence française à l'étranger - Fonction consulaire au sein de l'Union européenne - Aide sociale aux Français de l'étranger - Enseignement français à l'étranger - Sécurité des Français installés en Algérie - Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques - Plan d'action audiovisuel - Coopération linguistique - Crédits destinés aux engagements extérieurs - Hommage aux fonctionnaires et aux diplomates - Ambassadeur français à Sarajevo - (p. 7023, 7032) : réponse aux différents intervenants - **Examen des crédits - Etat C - Titre V** : demande le retrait de l'amendement n° II-53 de la commission (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de 10 000 francs).

- **Rappel au règlement** de Mme Hélène Luc - (8 décembre 1994) (p. 7001) : accidents de la route provoqués par des poids lourds.

- **Rappel au règlement** de M. Charles Lederman - (8 décembre 1994) (p. 7001) : condamnations de députés kurdes par les dirigeants turcs.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) [n° 156 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7803, 7805) : préaccord de Blair House - Solidarité européenne - Renégociations - Organisation mondiale du commerce - Législation américaine - Défense commerciale de l'Europe - Ouverture des marchés - Identité européenne - (p. 7822, 7823) : procédure de retrait - Débat parlementaire et procédure communautaire - Instruments de politique commerciale - Mesures de protection - Aéronautique - Adhésion de la Chine au GATT - Fourrages séchés - (p. 7824,

7826) : questions agricoles - Capacité d'initiative de la France - Secteur textile - Passage du GATT à l'Organisation mondiale du commerce - Faiblesse européenne en matière commerciale - Régimes sociaux - Politique agricole commune - Problèmes monétaires - Préaccord de Blair House - Construction navale - Libéralisme - **Sur l'ensemble** (p. 7829, 7830) : croissance des échanges commerciaux - Souhaite que le Sénat approuve ce projet de loi.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : orientations de la présidence française de l'Union européenne [n° 13 (94-95)]** - (20 décembre 1994) (p. 7838, 7841) : coordination avec la présidence actuelle et les suivantes - Environnement communautaire - Croissance de l'emploi - Sécurité de l'Europe - Dimension culturelle de la construction européenne - Réforme des institutions de l'Union - Conférence intergouvernementale de 1996 - Réforme du ministère des affaires étrangères de septembre 1993 - Calendrier de la présidence - Implication du Parlement national dans le processus de décision communautaire.

**LABEYRIE (Philippe)**, sénateur des Landes (S).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

**LACOUR (Pierre)**, sénateur de la Charente (UC).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

#### DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - Territoires d'outre-mer - [n° 81 (94-95)] tome 23 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres)** [n° 551 (93-94)] - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3265, 3267) : directive européenne relative à la conservation des oiseaux - Réduction abusive de la saison de chasse - Fédération départementale des chasseurs - Souci de la conservation des espèces - Comité d'adaptation au progrès scientifique et technique dit « comité ORNIS » - Propositions de loi sur le même objet de MM. Roland du Luart et Louis Minetti.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme** - (3 décembre 1994) (p. 6664, 6666) : organisation de la profession des agents de voyages et harmonisation européenne - Tourisme et environnement - Soutien à l'hôtellerie indépendante et lutte contre le paracommercialisme - Tourisme social - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

**Environnement** - (3 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6694, 6695) : police de l'environnement - Constitution de brigades vertes - Place de la gendarmerie dans la protection de l'environnement - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (territoires d'outre-mer) (p. 6778, 6779) : gestion du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer - Mesures de solidarité nationale décidées par la métropole - Evolution économique - (p. 6780) : avis favorable de la commission des affaires économiques sur les crédits consacrés aux territoires d'outre-mer dans le projet de loi de finances pour 1995.

**LAFFITTE (Pierre)**, sénateur des Alpes-Maritimes (RDE).

#### NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires culturelles.

– Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (JO Lois et décrets du 13 octobre 1994).

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche jusqu'au 15 juin 1994.

Membre titulaire du Conseil national des fondations.

– Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

#### DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 67 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 234 (93-94)] (12 janvier 1994) - **Médecine**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Recherche scientifique et technique** - [n° 80 (94-95)] tome 8 (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5736) - Ministère : Culture - **Création de produits multimédias - Communication**.

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au corps humain** [n° 66 (92-93)] - (13 janvier 1994) - Rapporteur pour avis pour le projet n° 67 (92-93) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 109, 111).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - (13 janvier 1994) - Rapporteur pour avis pour le projet de loi n° 67 - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 109) : nécessité de légiférer - Clonage d'embryon - Frontière entre le possible et l'acceptable - Nécessité d'une législation évolutive - Souhait d'un débat sur l'adoption - (p. 110) : souhait d'un débat sur l'insertion des handicapés - Effort de formation et d'information du public sur les problèmes d'éthique biomédicale - Prélèvement d'organes ou de tissus - Recherche scientifique à finalité thérapeutique - Assimilation du don pour lequel le consentement du défunt est présumé et du don subordonné au consentement explicite du donneur - Génome humain - (p. 111) : au nom de la commission des affaires culturelles et sous réserve de l'adoption de ses amendements, approuve le projet de loi.

– **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** [n° 68 (92-93)] - (13 janvier 1994) - Rapporteur pour avis pour le projet de loi n° 67 (92-93) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 109, 111).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement**

assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion - (17 janvier 1994) - Rapporteur pour avis - Art. 1<sup>er</sup> A (*Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé*) (p. 168) : son amendement n° 126, identique à l'amendement n° 1 du Gouvernement (limitation du champ de compétences du Comité); devenu sans objet - (p. 172) Se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 28 de la commission - Art. 4 (*prélèvement et transplantation d'organes*) - Art. L. 667-8 bis du code de la santé publique (*prélèvements à des fins scientifiques*) (p. 197) : son amendement de suppression n° 127; adopté - Art. 5 (*dispositions relatives aux tissus et produits*) - Art. L. 668-12 du code précité (*régime d'autorisation des établissements effectuant des greffes de tissus et de cellules*) (p. 215) : son amendement n° 131 : possibilité de greffer des tissus à des fins thérapeutiques limitée aux établissements de santé; retiré.

Suite de la discussion - (18 janvier 1994) - Art. 8 (*dispositions communes*) - Après l'art. L. 671-3 bis du code de la santé publique (p. 263) : sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (interdiction absolue de l'expérimentation portant atteinte à l'intégrité des embryons), son sous-amendement n° 187, soutenu par M. Alain Vasselle : conditions de réalisation des études sur l'embryon; rejeté.

Suite de la discussion - (19 janvier 1994) - Art. 9 (*don de gamètes*) (p. 294) : avec le groupe du RDE, se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 191 de M. Bernard Seillier et favorable à l'amendement n° 81 de la commission (insertion des dispositions relatives au don de gamètes dans le livre VI du code de la santé publique, consacré au don et à l'utilisation des organes, tissus et cellules du corps humain) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 330) : amendements de la commission des affaires culturelles - Intervention du législateur - Votera le projet de loi.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - Art. 1<sup>er</sup> A (*primauté de la personne humaine*) (p. 361, 362) : avec le groupe du RDE, se déclare opposé aux sous-amendements n° 39 de M. Bernard Laurent (définition de l'embryon) et n° 91 de M. Charles Lederman (garantie de la pérennité de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse), déposés sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil) - Art. 2 (*chapitre II du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code civil : du respect du corps humain*) - Art. 24 du code civil (*anonymat*) (p. 384) : se déclare favorable à l'amendement n° 15 de la commission (conditions de dérogation à la règle de l'anonymat) - Absence d'anonymat pour les dons de certains types.

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)]** - (25 janvier 1994) - Discussion générale (p. 531) : culture « entrepreneuriale » - Simplification administrative - Capitalisme créatif - (p. 532) : développement des circuits de l'épargne de proximité - Fonds de pensions - Deuxième marché - Votera ce projet de loi.

Suite de la discussion - (26 janvier 1994) - Art. 16 (*possibilité de domicilier provisoirement une entreprise dans un local d'habitation*) (p. 572) : sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Paul Hammann (extension du bénéfice de cette faculté aux entreprises artisanales), son sous-amendement n° 177 : prise en compte des entreprises unipersonnelles visant à développer le télétravail; retiré - Art. 23 (*possibilité de déduction du revenu net global d'une somme égale au montant de souscription à une création d'entreprise en cas de cessation de paiement de celle-ci*) (p. 584, 585) : incitation fiscale de nature à faciliter l'investissement par l'épargne de proximité - Capital-risque - Sous-capitalisation de la France - Art. 40 (*institution d'une présomption d'activité indépendante exercée hors de tout contrat de travail*) (p. 635) : se déclare opposé à l'amendement n° 54 de la commission des affaires sociales (présomption d'absence de contrat de travail) - (p. 636, 637) : intervient sur l'amendement n° 185 du Gouvernement (caractère juridique du lien de subordination) - Requalification abusive à la demande de l'URSSAF - Explication de vote sur l'ensemble (p. 644) : votera ce texte comme la majorité du groupe du RDE - Avancée significative.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)]** - (17 mai 1994) - Art. 4 - Art. L. 671-9 du code de la santé publique (*prélèvements à des fins scientifiques*) (p. 1619) : son amendement n° 61, identique à l'amendement n° 5 de la commission et présenté par M. François Lesein (suppression du régime spécifique, au regard du consentement, pour ce qui concerne les prélèvements scientifiques et les autopsies médicales); adopté.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise [n° 389 (93-94)]** - (25 mai 1994) - Discussion générale (p. 1834) : historique et philosophie de la participation et de l'intéressement - (p. 1835) : origine parlementaire des réflexions du Gouvernement - Cas de déblocage anticipé de la réserve de participation liés à la conjoncture économique - Relèvement du plafond de l'abondement par l'entreprise des sommes que le salarié peut verser librement sur un plan d'épargne d'entreprise - Sous réserve de l'adoption des amendements proposés par la commission, le groupe du RDE votera ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'éducation [n° 471 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2037 à 2039) : autonomie des établissements - Expériences de cours par voie télématique - Exemple du pays grassois - Cas des lycées professionnels - Formation en alternance - Nouvelles technologies - Chaîne éducative.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - (28 juin 1994) - Discussion générale (p. 3058) : droit des sociétés - Petites et moyennes entreprises - Marchés spécialisés européens - Avis favorable du groupe du RDE sur ce texte sous réserve de l'adoption des amendements des commissions - Avant l'art. 15 (p. 3106) : son amendement n° 56 : sociétés innovantes; retiré.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)] - Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - Art. 8 (*vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public*) (p. 3635) : intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (contrôle par la CNIL des enregistrements visuels de vidéo-surveillance) - Rôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la recherche [n° 1 (94-95)]** - (4 octobre 1994) (p. 4008, 4009) : danger du progrès technique - Participation de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - Démarche de l'innovation - Chaîne d'accès au savoir - Transfert de technologie - (p. 4010, 4011) : ingénierie sociale - Révolution télématique et multimédias - Financement des sociétés innovantes.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - Discussion générale (p. 4727, 4729) : concentration à Paris des moyens de diffusion de la culture scientifique et technique - Bibliothèque de France - Audiovisuel - Télévision; chaîne du savoir - Enseignement supérieur; taille des établissements - Pôles universitaires dans des villes moyennes - Sophia-Antipolis - Ecole des Mines de Paris - Décentralisation de la recherche privée; crédit impôt-recherche - Autoroutes de l'information.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

Deuxième partie :

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) (p. 6281) : écoles des télécommunications - Agence nationale de valorisation de la recherche, ANVAR - Industrie du véhicule électrique - (p. 6282, 6283) : dossier des inforoutes et des télécommunications nouvelles - Recherches du Centre national d'études des télécommunications, CNET - Corps des fonctionnaires ingénieurs en télécommunications.

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) - Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 6627, 6628) : enseignement supérieur et recherche - Le groupe du RDE votera ce projet de budget.

**Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme** - (3 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat C - Titre V** (p. 6671) : promotion du tourisme français par le réseau Internet - Aide du ministère du tourisme - Département des Alpes-Maritimes - Le groupe du RDE votera ce projet de budget.

**Environnement** - (3 décembre 1994) (p. 6685, 6686) : conséquences des crues du Var - Rôle de l'information en matière d'environnement - Institut national de recherche en informatique et en automatique, INRIA - Autoroutes de la communication et environnement - Le groupe du RDE votera ce projet de budget.

**Enseignement supérieur et recherche - II - Recherche** - (5 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 6730) : orientation de la recherche - Démocratisation du savoir et de l'esprit d'innovation - (p. 6731) : intérêt de la création d'universités thématiques dans les villes moyennes - Priorités de la politique de recherche - Chaînes d'accès au savoir - Recherche en matière de télécommunications - (p. 6733) : avec la majorité du groupe du Rassemblement démocratique et européen, votera le projet de budget - Nécessité d'un rééquilibrage de l'Europe vers le Sud - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** - *Deuxième lecture* [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Art. 7 quater** (*répartition équilibrée des universités sur le territoire*) (p. 7493, 7494) : intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (nouvelle rédaction - établissement d'un schéma d'enseignement supérieur) - **Art. 11 quater** (*distribution de gaz*) (p. 7512) : sur l'amendement n° 110 de M. Bernard Barbier (alternative en cas d'impossibilité d'extension de dessertes de distribution de gaz par Gaz de France du fait des dispositions législatives et réglementaires en vigueur), son sous-amendement n° 224 ; adopté - (p. 7517) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 1 de Mme Hélène Luc et n° 166 de M. Aubert Garcia.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 9 bis** (*création d'une nouvelle subvention forfaitaire au profit de certains partis et groupements politiques non éligibles à l'aide publique*) (p. 7986) : montant de la répartition de l'aide publique entre les partis politiques et le financement direct des candidatures - Risque de renforcement de la puissance des états-majors des partis politiques - Appui à l'engagement personnel dans la vie publique.

**LAGOURGUE (Pierre)**, sénateur de la Réunion (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Départements d'outre-mer** - [n° 84 (94-95)] tome 7 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2769, 2770) : avancée sociale - Allocation parentale d'éducation - Modes d'accueil et de garde des enfants - Congé parental d'éducation - Mesures en faveur des parents ayant des jeunes adultes à charge - Départements d'outre-mer - (p. 2771) : votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> ter ou après l'art. 23** (p. 2819, 2820) : son amendement n° 141 : extension de l'allocation parentale d'éducation aux départements d'outre-mer ; adopté.

- **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-**

**mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte** [n° 549 (93-94)] - (8 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3758, 3760) : situation des DOM - Progrès dans le domaine de l'éducation et dans le domaine sanitaire - Croissance des infrastructures - Démographie - Chômage - Financement du fonds pour l'emploi - **Après l'art. 2 bis** (p. 3794) : son amendement n° 40 : exonération des chefs d'entreprises artisanales de leurs cotisations sociales ; retiré - **Art. 3** (*exonération des cotisations sociales à la charge de l'employeur*) (p. 3795) : ses amendements n° 41 : exonération des cotisations sociales pour les entreprises artisanales inscrites au répertoire des métiers ; et n° 42 : bénéfice de l'exonération des cotisations sociales pour les entreprises artisanales de services ; retirés - **Art. 6** (*financement de la politique spécifique de l'emploi*) (p. 3801) : son amendement n° 43 : application au logement social du taux minimum de TVA ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3818) : insuffisance du texte - Votera le projet de loi issu des travaux du Sénat.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4731, 4732) : départements d'outre-mer - Département de La Réunion - Communes - Faiblesse du potentiel fiscal - Emplois publics - Enseignement et recherche - Demande la création à La Réunion d'une agence de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Désenclavement - Coopération régionale - Logement - Votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 18** (*réduction du champ de l'allègement d'impôt sur les bénéficiaires en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce*) (p. 5209) : son amendement n° 359, soutenu par M. Roger Lise : suppression du seuil dans les communes des départements d'outre-mer ; retiré - **Art. 19** (*exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers dégradés*) (p. 5219) : son amendement n° 360, soutenu par M. Roger Lise : départements d'outre-mer ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 23** (*rapport sur la réforme de la taxe professionnelle*) (p. 5324) : son amendement n° 361 : extension du champ d'application de la loi Malraux aux communes et départements d'outre-mer ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) (p. 6285) : politique tarifaire de France Télécom dans les départements d'outre-mer - La Réunion - (p. 6286) : développement des activités économiques de l'outre-mer - Télétravail - La Poste dans les départements d'outre-mer - Organisation de concours simultanément dans les DOM et en métropole - Votera ce projet de budget.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (départements d'outre-mer) - (p. 6781) : progression du budget du ministère des DOM-TOM - Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM - Textes applicables aux collectivités territoriales à statut particulier - (p. 6782) : politique de stabilité institutionnelle - Loi du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte - Politique sociale du Gouvernement à l'égard de l'outre-mer - Moyens consacrés à la sécurité et à la justice - (p. 6783) : moyens mis en oeuvre pour la lutte contre l'immigration et le travail clandestin - Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits consacrés aux départements d'outre-mer.

**LA MALÈNE (Christian de)**, sénateur de Paris (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994) (JO Lois et décrets du 26 novembre 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi organique*, déposée avec MM. Maurice Schumann et Yves Guéna, tendant à compléter le domaine de la loi afin de soumettre le passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à une autorisation législative [n° 273 (93-94)] (26 janvier 1994) - Union européenne.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 5728) : se déclare favorable à l'amendement n° 66 de M. Jean Chérioux (dépistage du sida).

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 7015, 7016) : unification de l'Europe - Conseil européen.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994** [n° 119 (94-95)] - (13 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7443, 7444) : ne votera pas ce projet de loi - Déficit démocratique - Examen des dépenses.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes)** [n° 156 (94-95)] - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7813, 7815) : faiblesse de l'Europe dans les négociations commerciales - Régimes sociaux - Agriculture - Problèmes monétaires - Rapport au Parlement.

**LAMARQUE (Francis)**, rapporteur du Conseil économique et social.

**LAMASSOURE (Alain)**, ministre délégué aux affaires européennes.

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de Mme Françoise Seligmann : **Union européenne** (*Inscription des ressortissants de l'Union européenne sur les listes électorales*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1115).

de Mme Michelle Demessine : **Guerres et conflits** (*Etat des négociations sur l'ex-Yougoslavie*) (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1735).

de M. Jacques Habert : **Politique extérieure** (*Situation en Haïti*) (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1737).

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : position du Gouvernement français au sujet de l'élargissement futur de l'Union européenne** - (19 avril 1994) (p. 1156 à 1160 ; 1166, 1167) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jacques Genton.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements (ensemble un échange de lettres)** [n° 292 (93-94)] - (11 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1566, 1567) : accord signé à Riga le 15 mai 1992 - Relations des pays baltes avec les diverses organisations européennes - Visite à Paris du premier ministre de Lettonie - Soutien par la France de la candidature de la Lettonie au Conseil de l'Europe - Minorité russophone de Lettonie.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouver-**

**nement de la Jamaïque sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements** [n° 293 (93-94)] - (11 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1568) : accord signé à Paris le 25 janvier 1993 - Rôle de la Jamaïque au sein du groupe Afrique, Caraïbes, Pacifique, ACP.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre** [n° 297 (93-94)] - (11 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1569) : accession de la Principauté d'Andorre au statut d'état souverain.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche (ensemble un protocole)** [n° 369 (93-94)] - (11 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1570, 1571) : contrôles frontaliers.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part** [n° 360 (93-94)] - (11 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1571, 1572) : aspect politique de cet accord signé le 1<sup>er</sup> février 1993 - Dispositions commerciales - Organisation de la coopération - (p. 1574, 1575) : lenteur et difficultés du processus démocratique en Roumanie - Relations entre l'Union européenne et les pays d'Europe centrale et orientale - Résultats des élections dans ces pays.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'Acte constitutif de l'Organisation internationale pour les migrations** [n° 367 (93-94)] - (11 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1575) : comité intergouvernemental pour les migrations européennes, CIME, fondé en 1951 - Financement.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 18 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 5951, 5953 ; 5970, 5971) : répartition des dépenses du budget européen - Revenu des agriculteurs - Régions défavorisées - Nouvelles technologies - Lutte contre la fraude - Plafond des ressources propres - Fonds européen de développement, FED - Excès de dépenses - Lutte contre la fraude - Agriculture - Procédure parlementaire - Politique étrangère et de sécurité commune - (p. 5972) : s'oppose à l'amendement n° I-116 de M. Robert Vizet (diminution de 10 % de la participation de la France au budget de l'Union européenne).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction** [n° 109 (94-95)] - (13 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7418, 7419) : demande au Sénat d'approuver ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du premier protocole du 19 décembre 1988 concernant l'interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles et celle du deuxième protocole du 19 décembre 1988 attribuant à la Cour de justice des Communautés européennes certaines compétences en matière d'interprétation de la convention de Rome du 19 juin 1980** [n° 37 (94-95)] - (13 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 71) (p. 7421) : demande au Sénat d'adopter ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, signée à Funchal le 18 mai 1992** [n° 71 (94-95)] - (13 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 37) (p. 7421) : demande au Sénat d'adopter ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne** [n° 115 (94-95)] - (13 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7423) : résultat négatif du référendum en Norvège - Reprise de l'ensemble du droit communautaire - Union économique et monétaire - Politique étrangère et de sécurité commune - (p. 7424) : prise en compte de certaines particularités nationales - Echanges commerciaux - Problèmes institutionnels - (p. 7425) : place de la langue française - **Traité de Maastricht** - Demande au Sénat d'approuver ce projet de loi - (p. 7437) : mécanisme de financement du budget européen - Turquie - Dossier de la pêche - Résultat négatif du référendum en Norvège - (p. 7438) : situation de la langue française - Transports routiers - Autriche.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994** [n° 119 (94-95)] - (13 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7439, 7440) : niveau du plafond des ressources propres communautaires - Financement des dépenses agricoles et des grands réseaux trans-européens - Règles relatives à la ressource TVA - Contribution de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne - Pénalités budgétaires dues par l'Italie et l'Espagne - Demande au Sénat l'autorisation de ratifier cet accord.

– **Résolution (n° 171, 1994-1995) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur le projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en oeuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (n° E 318)** [n° 147 (94-95)] - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7831, 7832) : conformité des législations - Amendement Dole - Instruments de défense communautaire - Volet agricole - Marchés publics - Volet monétaire - Sanctions - Volet externe du grand marché européen.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur les modalités du transfert de propriété du système d'oléoduc Donges-Melun-Metz à la France** [n° 164 (94-95)] - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7834) : demande au Sénat d'autoriser la ratification de cet accord.

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : orientations de la présidence française de l'Union européenne** [n° 13 (94-95)] - (20 décembre 1994) (p. 7850, 7852) : union politique - Sécurité et défense - Investissements à l'étranger - Politique de grands travaux - EUROPOL - Union monétaire - Conférence intergouvernementale de 1996 - Finances communautaires - Education et formation professionnelle - Droit de vote aux élections municipales - Racisme et xénophobie - Contrôle démocratique du débat européen - Réglementation communautaire.

LAMBERT (Alain), sénateur de l'Orne (rattaché administrativement au groupe UC).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (JO Lois et décrets du 6 octobre 1994).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi relative aux districts et modifiant le code des communes, le code général des impôts et la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République* [n° 294 (93-94)] (4 mars 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Communautés urbaines.**

*Proposition de loi visant à restaurer la confiance nécessaire au sauvetage du secteur locatif privé* [n° 220 (92-93)] (17 février 1993) - Reprise le 4 octobre 1994 - **Logement.**

*Avis, présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi de programme* [n° 586 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la justice [n° 25 (94-95)] (12 octobre 1994) - **Justice.**

*Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995* [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Justice** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 31 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Après l'art. 4** (p. 547) : soutient l'amendement n° 73 de M. Xavier de Villepin (évaluation préalable des coûts induits par les formalités imposées par une loi ou un règlement aux entreprises) - (p. 548) : se déclare opposé à l'amendement n° 73, retiré puis repris par M. Etienne Dailly.

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Art. 5** (*levée de l'interdiction d'emprunter pour l'associé unique*) (p. 560) : entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, EURL - Se déclare favorable aux amendements identiques de suppression n° 63 de la commission des lois saisie pour avis et n° 107 de M. Robert Laucournet - **Art. 16** (*possibilité de domicilier provisoirement une entreprise dans un local d'habitation*) (p. 574) : simplification législative et risque de nouveaux contentieux - **Art. 17** (*suppression de la déclaration de conformité*) (p. 575) : contrôle formel effectué actuellement par le greffe du tribunal de commerce - Mise en oeuvre d'un contrôle de régularité - **Après l'art. 26** (p. 595) : son amendement n° 125 : meilleure répartition de l'effort de formation entre les jeunes et les salariés en activité ; retiré - **Art. 29** (*simplification des formalités prescrites en matière sociale*) (p. 601) : sur l'amendement n° 19 de la commission (possibilité d'intégrer les données de certains employeurs assujettis à des obligations spécifiques dans la déclaration unique seulement après un an), soutient le sous-amendement n° 150 de M. Xavier de Villepin - **Art. 34 bis** (*contrats d'assurance de groupe des non salariés non agricoles*) (p. 614) : son amendement n° 126 : protection des régimes de retraite ; retiré - **Art. 22 bis** (**précédemment réservé p. 584**) (*déduction des bénéfices imposables des cotisations d'assurance volontaire des entrepreneurs individuels*) (p. 620) : son amendement n° 124 : plafonnement des seuls versements effectués dans le cadre des contrats d'assurance volontaire ou des régimes facultatifs ; rejeté - **Art. 38** (*protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel*) (p. 627, 628) : son amendement n° 127 : suppression du paragraphe I portant sur l'obligation d'information pré-contractuelle à la charge de l'établissement de crédit ; rejeté - (p. 629) : son amendement n° 128 : suppression du paragraphe III relatif au cas où il y a poursuite sur les biens de l'entrepreneur ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 644) : effort de simplification - Problème de la déductibilité des cotisations obligatoires en matière de retraite.

– **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - (6 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 753, 754) : statistiques sur



l'entreprise en France - Protection des créanciers ; conséquences sur le patrimoine de l'entreprise de la multiplication des garanties et sûretés - Initiative privée, liberté d'entreprendre et de contracter - Vote de ce projet de loi par le groupe de l'Union centriste.

**Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> ter (convocation des dirigeants d'une entreprise en difficulté)** (p. 780) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction) - Professions libérales - **Art. 2 (règlement amiable)** - **Art. 37 de la loi n° 84-148 du 1<sup>er</sup> mars 1984 (saisine du tribunal de grande instance à la demande d'une personne morale de droit privé)** : sur l'amendement n° 16 de la commission (extension aux professions libérales réglementées), son sous-amendement n° 138 ; retiré - **Art. 8 (durée de la période d'observation)** (p. 816) : son amendement n° 140, soutenu par M. Daniel Millaud : publication du jugement d'ouverture au bureau des hypothèques ; retiré.

**Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - **Art. 24 (sort des cautions)** (p. 858) : son amendement n° 141, soutenu par M. Michel Souplet : limitation de la suspension de la mise en jeu des cautions aux cautions non professionnelles ; retiré - **Après l'art. 24** (p. 863) : ses amendements, soutenus par M. Michel Souplet, n° 142 d'harmonisation ; adopté ; n° 143 : hypothèques, nantissements, privilèges, actes et décisions judiciaires translatifs ou constitutifs de droits réels publiés ou inscrits postérieurement au jugement d'ouverture du redressement judiciaire ; retiré ; et n° 144, sur le même objet ; adopté.

**Suite de la discussion** - (12 avril 1994) - **Après l'art. 36 (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875)** (p. 916) : son amendement de coordination n° 145, soutenu par M. Daniel Millaud ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2059, 2060) : action publique en faveur du logement - Rythme annuel des mises en chantier - Acquisition des logements d'HLM par leurs locataires - Exemple des pays d'Europe - Financement de nouveaux programmes - Dispositions juridiques de ce projet de loi - Facilités financières accordées aux acquéreurs - Octroi du prêt d'accèsion à la propriété, PAP - Prêt à l'accèsion sociale, PAS - Rôle des organismes d'HLM - Gestion des copropriétés - Avis favorable du groupe des RI sur ce texte.

**Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - **Art. 22 (charges de copropriété)** (p. 2217) : sur l'amendement n° 148 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 152, soutenu par M. Camille Cabana : limitation des effets du privilège aux créances de l'année courante et des deux dernières années échues ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 20 quater (participation des caisses d'épargne à une société par actions simplifiée)** (p. 3178) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 33 de la commission des lois saisie pour avis - **Après l'art. 32** (p. 3194) : soutient l'amendement n° 101 de M. Xavier de Villepin (experts-comptables qui exercent leur activité en entreprises ou en organismes privés ou publics, ou qui assument des missions d'enseignement) - **Avant l'art. 39** (p. 3200) : soutient l'amendement n° 102 de M. Jean Faure (répartition entre les communes de sommes provenant de l'écrêtement des bases d'imposition à la taxe professionnelle) - **Après l'art. 39 ter** (p. 3206, 3207) : soutient l'amendement n° 103 de M. Xavier de Villepin (fiscalité des revenus de capitaux mobiliers) - **Après l'art. 46** (p. 3217) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (droits de succession lorsque des immeubles neufs sont acquis pour les donner à des ayants-droit).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 594 et n° 586) (p. 4402) : examen de la programmation des moyens de la justice - Services judiciaires - (p. 4403) : administration pénitentiaire - Juridictions administratives - (p. 4404) : protection judiciaire de la jeunesse - Avis favorable de la commission des finances sur ce projet de loi de programme sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 1<sup>er</sup> (juges de paix)** - **Art. 41-10 de l'ordonnance du 22**

**décembre 1958 (critères de recrutement)** (p. 4439) ; sur l'amendement n° 4 de la commission (qualité d'assesseur dans les formations collégiales du tribunal de grande instance et abaissement à 60 ans de l'âge maximal de recrutement), se déclare favorable au sous-amendement n° 55 du Gouvernement (abaissement à 55 ans de l'âge maximal de recrutement).

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4402, 4404).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4402, 4404).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (juges de paix)** - **Art. 41-13-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (cumul avec une activité professionnelle)** (p. 4457) : ne votera que les propositions adoptées lors de la réunion de la commission des lois - **Chapitre V quater de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (précédemment réservé le 18 octobre 1994, p. 4438)** (p. 4461) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (modification de l'intitulé : « Du recrutement de magistrats à titre temporaire ») - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4480, 4481) : les sénateurs du groupe de l'Union centriste voteront ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Avant l'art. 3 ou après l'art. 9** (p. 4491) : se déclare favorable à l'amendement n° 132 du Gouvernement (possibilité pour le juge du tribunal d'instance de déléguer la délivrance des certificats de nationalité au greffier en chef) - Risque d'inconstitutionnalité - Intérêt de la délégation - **Art. 6 (vérification des comptes de tutelle des mineurs)** (p. 4495) : se déclare favorable à l'amendement n° 137 du Gouvernement (transfert au greffier en chef de la vérification des comptes de tutelle sous le contrôle du juge) - **Art. 10 (conciliation judiciaire)** (p. 4503) : se déclare favorable à la rédaction proposée par le Gouvernement - Intérêt du conciliateur - Possibilité pour le magistrat de désigner un conciliateur.

**Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Chapitre II (modification de la procédure de traitement des situations de surendettement)** (p. 4538, 4539) : constat d'application de la loi Neiertz - Délais moyens de jugement des dossiers de surendettement - Rôle économique des commissions de surendettement - **Art. 22 (gestion des poursuites pénales par la transaction - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4560) : se déclare favorable à l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement dans une nouvelle rédaction) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4601) : désencombrement des juridictions - Se déclare favorable à l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (21 octobre 1994) - Rapporteur pour avis - **Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé (approbation du rapport annexé)** (p. 4623) : son amendement n° 9 : approbation des orientations du rapport annexé à la présente loi ; réservé puis adopté (p. 4632) - (p. 4624) : ses amendements n° 10 : années 1995 à 1999 ; et n° 11 : référence aux équilibres locaux ; adoptés - (p. 4627) : son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté - (p. 4628) : ses amendements rédactionnels n° 13 et n° 14 ; adoptés - (p. 4629) : ses amendements rédactionnels n° 15 et n° 16 ; adoptés - (p. 4631) : son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - Ses amendements n° 18 : amélioration de la rédaction et fixation d'un délai idéal de jugement aux juridictions administratives ; et n° 19, rédactionnel ; adoptés - **Art. 2 (définition de l'objet de la loi de programme)** (p. 4632) : son amendement rédactionnel n° 20 ; adopté - **Art. 6 (compte-rendu au Parlement sur l'exécution de la loi de programme)** (p. 4634) : son amendement n° 21 : rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction ; adopté ; sur cet amendement précité, se déclare opposé au sous-amendement n° 33 du Gouvernement.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4755, 4757) : structures administratives locales - Notions de « pays » et de « bassins de vie » - Coopération intercommunale ; statut de Paris-Lyon-Marseille ; rôle et charges financières des villes-centres.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 2 (schéma national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4849, 4850) : sur l'amendement n° 27 de la commission (modification de la rédaction mettant l'accent sur les grandes infrastructures de transport, les politiques d'éducation, la notion de réseaux de villes et les solidarités interdépartementales), ses sous-amendements n° 457 et n° 458 ; retirés - **Art. 3 (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire)** (p. 4861) : son amendement n° 459 ; représentation des organisations représentatives d'élus ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6 (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 6 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4899) : son amendement n° 460 ; mise à jour des chartes ; devenu sans objet - **Art. 34 bis de la loi précitée (conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4904, 4905) : son amendement n° 461 ; association des chefs-lieux d'arrondissement et des communes de plus de 20 000 habitants ; retiré - *In fine* (p. 4915) : intervient sur l'amendement n° 307 de M. Félix Leyzour (carte hospitalière).

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5007, 5009) : sur l'amendement n° 78 de la commission (désignation d'une collectivité chef de file), se déclare opposé au sous-amendement n° 608 de M. Paul Girod et favorable au sous-amendement n° 607 du même auteur - **Art. 8 (organisation des services déconcentrés de l'Etat)** (p. 5054) : son amendement n° 462 ; avis des organisations représentatives des communes urbaines et rurales et des groupements de communes sur le projet de schéma de réorganisation des services de l'Etat ; retiré - (p. 5058) : se déclare opposé à l'amendement n° 451 de M. Michel Charasse (interdiction aux collectivités locales d'intervenir financièrement dans les domaines de responsabilité de l'Etat) - **Art. 9 (définition des pays)** (p. 5062, 5063) : sur l'amendement n° 83 de la commission (prise en compte des conséquences de la constitution des pays sur l'organisation administrative de l'Etat), ses sous-amendements n° 463 ; rejeté ; et n° 464 ; retiré.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 13 (Fonds national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 5100) : son amendement n° 465, soutenu par M. Louis Moirard ; représentation des communes et des groupements de communes ; retiré.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 24 (simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale)** (p. 5343) : sur l'amendement n° 131 de la commission (rapport au Parlement sur l'état de la coopération intercommunale), son sous-amendement n° 467, soutenu par M. Paul Caron ; retiré.

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5400, 5401) ; votera ce projet de loi.

– **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés [n° 28 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (protection des consommateurs contre les clauses abusives)** (p. 5566, 5567) : ses amendements n° 23 : limitation du champ d'application du projet de loi aux seuls contrats d'adhésion ; et n° 24 : exclusion du champ d'application de la loi des clauses contractuelles résultant de dispositions législatives ou réglementaires ; rejetés - (p. 5570) : son amendement n° 25, de précision ; rejeté - Son amendement n° 26 : application du contrat dans ses dispositions autres que celles jugées abusives ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** : dévalorisation de l'engagement contractuel - Déclare s'abstenir sur ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Après l'art. 2 bis** (p. 5983) : soutient l'amendement n° I-15 de M. Rémi Herment (exonération fiscale pour les fonctionnaires d'Afrique du Nord et d'outre-mer, anciens combattants de la seconde guerre mondiale, des rappels perçus au titre de l'application de l'article 9 de la loi du 3 décembre 1982) - **Art. 5 (relèvement du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des grosses réparations)** (p. 5999, 6000) : fiscalité immobilière - Politique du logement - **Après l'art. 6 bis** (p. 6009) : son amendement n° I-85 : exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour des logements à caractère social ; retiré - **Art. 6 bis (déduction du revenu foncier des primes d'assurance pour impayé de loyer)** : son amendement n° I-82 : nouvelle rédaction ; retiré - **Après l'art. 6 bis (suite)** : ses amendements n° I-84 : relèvement de la déduction forfaitaire ; retiré ; et n° I-83 : cas d'un logement vacant ; adopté - **Art. 7 (application du taux normal de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique distribués par réseaux publics)** (p. 6021) : conséquences de l'augmentation de la TVA - **Après l'art. 7** (p. 6030) : soutient l'amendement n° I-75 de M. Paul Caron (taux de TVA appliqué aux produits de l'horticulture) - **Après l'art. 7 bis** (p. 6034) : son amendement n° I-86 : TVA appliquée aux prestations d'avocats et d'avoués dans le cadre de l'aide juridique ou de l'aide à l'accès au droit ; retiré - **Art. 8 (modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)** (p. 6036) : soutient l'amendement n° I-70 de M. Xavier de Villepin (taxe applicable au gaz de pétrole liquéfiés utilisés comme carburant, GPLC) - **Après l'art. 8** (p. 6039) : soutient l'amendement n° I-79 de M. Michel Souplet (exonération de la TIPP pour les huiles de colza).

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 8 ter** (p. 6103) : ses amendements, soutenus par M. Xavier de Villepin, n° I-87 et n° I-88 : droits fixes d'enregistrement d'actes notariés ; retirés - **Après l'art. 11** (p. 6116) : son amendement n° I-89, soutenu par M. Xavier de Villepin : abrogation de l'article 53 de la loi de finances pour 1994 qui réduit de 6 % le taux de remboursement de la TVA aux collectivités territoriales sur les investissements réalisés dès 1995 ; retiré - **Après l'art. 12 bis** (p. 6125) : ses amendements, soutenus par M. Jean Cluzel, n° I-90 et n° I-91 : application et allègement des droits de mutation à titre gratuit pour les transmissions d'entreprises ; retirés.

*Deuxième partie :*

**Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) (p. 6838) : accélération de la réalisation du schéma directeur routier national - Région de Basse-Normandie - Route des estuaires - Calendrier de la réalisation de l'autoroute A 28 de Rouen à Tours - Votera ce projet de budget.

**Justice** - (7 décembre 1994) - Rapporteur spécial (p. 6914, 6916) : progression des crédits budgétaires - Réorganisation des services du ministère - Modernisation de la Chancellerie - Travaux au Conseil d'Etat - Délais de jugement - Surpopulation carcérale - Délinquance juvénile - Protection judiciaire de la jeunesse - Application du projet de loi de programme - Accepte ce projet de budget ainsi que l'article 60 qui lui est rattaché.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Art. 42 (relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié au domicile)** (p. 7195, 7196) : votera l'article 42 - Priorité à l'emploi - **Art. 45 (relèvement du plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global)** (p. 7201) : soutient l'amendement n° II-49 de M. Michel Souplet (maintien de la situation actuelle en ce qui concerne les biens donnés à bail à long terme) - (p. 7202) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° II-77 de M. Jean-Pierre Masseret - (p. 7203) : souhaite d'un régime identique pour tous les déficits liés à un investissement quel que soit le lieu - **Après l'art. 45** (p. 7204) : son amendement n° II-91 : modalités du bénéfice de l'avantage fiscal sur certains investissements ; retiré - **Après l'art. 46** (p. 7206) : son amende-

ment n° II-92 : bail à réhabilitation ; retiré - (p. 7207) : soutient l'amendement n° II-86 de M. Philippe Marini (substitution à l'actuelle réduction d'impôt sur les intérêts d'emprunts afférents à l'acquisition d'un logement neuf d'un dispositif équivalent au système Quilès-Méhaignerie).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture** [n° 88 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 25 (délits jugés par un juge unique)** (p. 7377) : accroissement des moyens accordés à la justice - Suivra la position du Gouvernement et de la commission en votant contre les amendements identiques de suppression n° 45 de M. Charles Lederman et n° 68 de M. Guy Allouche - **Art. 37 quinquies (secret de l'enquête et de l'instruction)** (p. 7396) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 22 de la commission - Souhaite qu'une solution de compromis soit trouvée dans la sérénité.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 19 sexies (répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 7596, 7597) : intervient sur les amendements identiques n° 59 de la commission et n° 173 de M. Claude Estier (rétablissement de cet article ; diversité de l'habitat) - **Après l'art. 25** (p. 7633) : son amendement n° 109, soutenu par M. Jean Huchon : application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale comptant plus de 30 000 habitants ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat** [n° 90 (94-95)] - (20 décembre 1994) - **Après l'art. 2** (p. 7867) : son amendement n° 30, soutenu par M. Jacques Machet : suppression de la possibilité donnée au préfet d'exercer le droit de préemption urbain à la place du maire ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 7869) : son amendement n° 21, soutenu par M. Jacques Machet : prolongation du délai de validité des permis de construire et des arrêtés de lotir ; adopté - **Art. 5 (modifications de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation)** (p. 7872) : son amendement n° 31, soutenu par M. Jacques Machet ; réalisation d'un minimum de logements locatifs pour les ménages à revenus modestes ; rejeté.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Art. 3 (interdiction des dons des personnes morales aux candidats aux élections)** (p. 7960) : s'abstiendra lors du vote de cet article.

**Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 12 (interdiction des dons des personnes morales aux partis politiques)** (p. 7988) : confusion entre la notion d'entreprise et celle de personne morale - Ambiguïté de la formulation « personne morale » - Contribution légitime des entreprises à la vie politique - (p. 7989) : se déclare opposé au vote de l'article 12 - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7997, 7998) : complexité des dispositifs proposés - Se déclare opposé au vote de cette proposition de loi.

**LANIER (Lucien)**, sénateur du Val-de-Marne (apparenté RPR, puis RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois :

1° sur la proposition de loi [n° 279 (93-94)] de M. Jacques Gen-ton, tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 ;

2° sur la proposition de loi [n° 386 (93-94)] adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [n° 415 (93-94)] (11 mai 1994) - **Parlement**.

*Proposition de loi*, déposéé avec MM. Maurice Schumann et Jacques Legendre, relative aux jardins familiaux [n° 550 (93-94)] (24 juin 1994) - **Jardins familiaux**.

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée au Canada du 7 au 22 septembre 1994 [n° 203 (94-95)] (29 décembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1994) - **Canada**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5747) - Ministère : Equipement - **Desserte aéroportuaire du bassin parisien - Aéroports**.

*Questions orales sans débat :*

n° 168 (JO Débats du 9 novembre 1994) (p. 5364) - Ministère : Equipement - « **Coulée verte** » de l'interconnexion des TGV dans le Val-de-Marne - (Réponse : JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5817) - **Trains à grande vitesse (TGV)**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes) - Art. L. 671-2 du code de la santé publique (finalité de la procréation médicalement assistée)** (p. 247, 248) : se déclare favorable à l'amendement n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple) - Processus de l'adoption.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958** [n° 386 (93-

94]) - (31 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 415) (p. 1958 à 1960) : proposition de loi de M. Jacques Genton ayant le même objet - Traité de Maastricht - Conseil de l'Union européenne - Commission européenne - Substitution à l'appellation « délégation pour les Communautés européennes » de celle de « délégation pour l'Union européenne » - Elargissement des domaines de compétence des délégations - Acte unique européen - Information du Parlement français par les délégations parlementaires - Transmission aux délégations des propositions d'acte communautaire - Au nom de la commission des lois, accepte cette proposition de loi sous réserve d'éclaircissements - **Après l'art. 3** (p. 1968) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Charles Lederman (position de la France devant le Conseil des ministres européen définie par les résolutions adoptées par l'Assemblée nationale et le Sénat).

- **Conclusions du rapport de M. Lucien Lanier**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 279, 93-94), déposée par M. Jacques Genton, tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 [n° 415 (93-94)] - (31 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 386) : voir intervention sous la proposition de loi n° 386 (p. 1958, 1960).

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2067, 2068) : politique du logement - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi - Acquisition des logements d'HLM par leurs occupants - Conséquences de l'accession à la propriété - Parc immobilier en Ile-de-France - Segmentation des marchés immobiliers - Transformation de locaux à usage de bureaux en logements d'habitation - Complexité de la législation - Avis favorable sur ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - **Art. 17 (exonérations fiscales)** : soutient l'amendement n° 131 de M. Alain Vasselle (exonération de la taxe sur les propriétés bâties des opérations de PLA et des baux à réhabilitation pris par les organismes d'HLM) - **Avant l'art. 21** (p. 2213) : soutient l'amendement de précision n° 134 de M. Alain Vasselle - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2226) : avantages de ce projet de loi - Construction juridique en matière de logement - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 4219) : son amendement n° 250 : création d'un comité régional de l'environnement ; retiré.

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 25 (inventaire régional du patrimoine paysager)** (p. 4293, 4295) : sur l'amendement n° 239 du Gouvernement (rôle de la région dans l'observation et l'inventaire du patrimoine paysager), son sous-amendement n° 251 : schéma régional d'aménagement des espaces et du patrimoine naturel pour l'Ile-de-France ; adopté - **Art. 30 (droit de préemption des parcs nationaux)** (p. 4306) : son amendement n° 252 : extension du droit de préemption aux syndicats mixtes de gestion des parcs naturels régionaux ; adopté - **Après l'art. 31** (p. 4308) : son amendement n° 253 : conventions de gestion de l'environnement avec des propriétaires privés ; adopté.

**Suite de la discussion** - (14 octobre 1994) - **Art. 39 (dépollution de certains sites)** (p. 4371) : son amendement de suppression n° 254 ; retiré - **Après l'art. 43** (p. 4380, 4381) : son amendement n° 255 : création d'un observatoire régional de la pollution atmosphérique et du bruit ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4763, 4765) : décentralisation - Répartition des compétences - Notion de « pays » - Péréquation financière - Région d'Ile-de-France ; transports en commun ; concessions autoroutières - Régions et départements du bassin parisien - Votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4837) : son amendement n° 313 : participation des chambres consulaires à l'aménagement du territoire ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4940, 4941) : votera l'amendement n° 61 de la commission (politique de développement de la recherche en région).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 22 (renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF - suppression de la DGF d'Ile-de-France - reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Ile-de-France)** (p. 5311) : soutient l'amendement n° 161 de M. Jean-Pierre Fourcade (suppression de la disposition prévoyant la prise en charge par la région des engagements de l'Etat financés par le fonds d'aménagement de la région d'Ile-de-France, FARIF).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Equipement, transports et tourisme - IV - Mer** - (3 décembre 1994) (p. 6649, 6651) : Etablissement national des invalides de la marine, ENIM - Dispositif fiscal de copropriété des navires - Vieillesse de la flotte française - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Le groupe du RPR votera ces crédits.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6805) : votera les crédits du Titre IV - Avenir des Terres australes et antarctiques françaises.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Art. 6 (schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)** - **Art. 34 bis de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)** (p. 7487) : son amendement n° 94 : représentation, au sein des conférences régionales de l'aménagement et du développement du territoire, des chambres consulaires régionales et d'organisations professionnelles ou d'associations ; adopté - **Art. 7 septies (modalités d'application particulières du crédit d'impôt-recherche aux zones prioritaires d'aménagement du territoire)** (p. 7496) : son amendement n° 95 : précision de la référence visée à l'article 1465 du code général des impôts ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 154 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Art. 55 (détermination des droits fixes de la taxe pour frais de chambres de métiers)** (p. 7713) : son amendement n° 1, soutenu par M. René Ballayer : augmentation du montant du droit fixe ; adopté avec l'ensemble de la CMP - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7714) : remerciements à la commission des finances et au Gouvernement pour leur avis favorable sur son amendement n° 1 précité.

**LARCHÉ (Jacques)**, sénateur de la Seine-et-Marne (RI).

## NOMINATIONS

- Président de la commission des lois.

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre ès qualités du Comité national de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de résolution*, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité [n° 329 (93-94)] (12 avril 1994) - **Elections**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois, sur le respect de la présomption d'innocence et le secret de l'enquête et de l'instruction [n° 602 (93-94)] (13 juillet 1994) - **Droit pénal**.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à améliorer l'efficacité de la procédure législative [n° 258 (92-93)] (15 avril 1993) - Reprise par son auteur le 11 octobre 1994 - **Parlement**.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à améliorer l'efficacité de la procédure législative [n° 258 (93-94)] (15 avril 1993) - Reprise le 11 octobre 1994 - **Parlement**.

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée au Canada du 7 au 22 septembre 1994 [n° 203 (94-95)] (29 décembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1994) - **Canada**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants** [n° 217 (93-94)] - (12 janvier 1994) - **Art. 3 (insertion dans la loi du 7 juillet 1977 précitée d'un chapitre 1<sup>er</sup> bis relatif aux listes électorales complémentaires)** - **Art. 2-3 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 (établissement des listes électorales complémentaires)** (p. 30) ; cas où la condition de résidence n'est pas exigée.

- **Projet de loi relatif au corps humain** [n° 66 (92-93)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 112, 113).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 68 (92-93) et n° 66 (92-93)) (p. 112) : limites de l'intervention du législateur - Liberté de l'homme - (p. 113) : rythme de progression des sciences de la vie - Recherche d'un équilibre entre les potentialités de la médecine, la nécessité de protéger les libertés de chacun et les principes de la société - Droit de l'enfant à une stabilité juridique - Considérations financières - Nécessité d'un dispositif législatif minimal - Place à la morale individuelle - Risque de dérives.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** [n° 68 (92-93)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 112, 113).

- **Projet de loi relatif au corps humain** [n° 66 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 355) : absence de remise en cause de la loi de 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse - **Après l'art. 3 bis** (p. 388) : souhaite le retrait des amendements de M. Franck Sérusclat, n° 66 (sanction en cas de pratique d'une thérapie génique germinale), n° 67 (sanction en cas de pratiques eugéniques), n° 68 (sanction des infractions aux dispositions relatives à la gratuité du corps humain ou des organes, tissus, cellules ou autres produits du corps) et n° 69 (sanction en cas de prélèvement d'organes contre paiement) - **Art. 8 (art. 311-19 à 311-21 du code civil : filiation et procréation médicalement assistée)** (p. 403) : contradiction entre certaines dispositions de l'amendement n° 82 de M. Franck Sérusclat (recueil du consentement par le juge aux affaires familiales) et l'amendement n° 36 de la commission (inscription dans le code civil des règles applicables à la filiation en cas de procréation médicalement assistée) - (p. 405, 406) : recherche de la stabilité juridique de la filiation de l'enfant conçu par procréation médicalement assistée - Rôle du notaire.

- **Projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen - Deuxième lecture** [n° 257 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Après l'art. 3** (p. 495) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Henri Bangou (représentation des collectivités des départements d'outre-mer au sein du parlement européen) - Problème posé par le traitement particulier des départements d'outre-mer.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - (6 avril

1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> bis** (p. 766, 767) : intervient sur l'amendement n° 2 de la commission saisie pour avis (faculté d'adhésion des entreprises individuelles à un groupement de gestion agréé).

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** [n° 174 (93-94)] - (26 avril 1994) - **Art. 2** (« tour extérieur » au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes et dans les inspections générales interministérielles) (p. 1247) : se déclare opposé, sur l'amendement n° 11 de la commission (instauration d'une commission consultative pour les nominations au « tour extérieur » des conseillers référendaires à la Cour des comptes), au sous-amendement n° 20 de M. Jacques Oudin.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958** [n° 386 (93-94)] - (31 mai 1994) - **Après l'art. 3** (p. 1968, 1969) : exemple du Danemark - Manifestation de l'intérêt du Gouvernement pour les résolutions délibérées au Parlement français - Elaboration de la position de la France - Respect de la Constitution.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale** [n° 479 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (4 juillet 1994) - **Après l'art. 46 (par priorité)** (p. 3459) : demande au Sénat de bien vouloir adopter l'amendement n° 30 de la commission (assimilation des services accomplis par voie de détachement dans un emploi équivalent de la fonction publique territoriale à des services effectifs dans le corps d'origine).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** [n° 543 (93-94)] - (5 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3517, 3518) : recherche de la sécurité - Etat de droit - Méthode utilisée par le Gouvernement - Avis favorable sur ce projet de loi.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 585 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 594 et n° 586) (p. 4404) : décret sur les préséances - Magistrats et grille indiciaire de la fonction publique - (p. 4405, 4406) : bilan des réformes en matière de justice - Simplification et accélération de la justice - Juge unique - Commissions de surendettement - Affaires classées sans suite - Secret de l'instruction et présomption d'innocence.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice** [n° 586 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4404, 4406).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** [n° 594 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4404, 4406).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 585 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Sur l'ensemble** (p. 4481) : intérêt de ce débat - Prolongation des fonctions des magistrats.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** [n° 594 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Après l'art. 9** (p. 4498) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (création des assistants de justice) - Remercie le Gouvernement de soutenir la démarche de la commission - **Art. 10 (conciliation judiciaire)** (p. 4504) : médiation et conciliation - Souhaite que l'article 10 reste en navette - Nécessité de revitaliser les conciliateurs bénévoles travaillant actuellement dans les cantons ruraux - Son amendement n° 144 : obligation de secret du conciliateur ; adopté - (p. 4505) : décret du 20 mars 1978 relatif aux conciliateurs.

**Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Chapitre II (modification de la procédure de traitement des situations de surendettement)** (p. 4539) : délais d'examen des dossiers de surendettement - Homologation par le juge de la proposition de

la commission administrative de surendettement - **Art. 18 (par priorité) (commission de surendettement)** (p. 4544) : question de l'utilité de la séance publique.

- **Ordre du jour** - (20 octobre 1994) (p. 4602, 4603) : intervient sur la modification de l'ordre du jour prioritaire portant sur la la discussion du projet de loi de programme relatif à la justice.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 11** (p. 5780) : son amendement n° 75, soutenu par M. Bernard Seillier : extension à la profession d'avocat de certaines dispositions de la loi du 11 février 1974 dite « loi Madelin » ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) (p. 6371) : identité nationale et contrôle de l'immigration et du travail clandestin - (p. 6372) : convention de Schengen - Sécurité - Place du citoyen sur le territoire français - Aménagement du territoire - Budget des collectivités territoriales - Approuve ces propositions budgétaires.

**Justice** - (7 décembre 1994) (p. 6921, 6922) : recours à des magistrats non professionnels - Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Défense du secret de l'instruction - Respect de la présomption d'innocence - Soutien de la majorité de la Haute Assemblée à l'action du ministre de la justice.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture** [n° 88 (94-95)] - (12 décembre 1994) - **Art. 3 A (remplacement des magistrats dans les commissions administratives)** (p. 7342, 7343) : souhaite que la CMP trouve une formule appropriée prévoyant que la délégation n'est pas possible lorsque la commission accomplit une tâche qui nécessite la présence d'un magistrat - **Art. 9 quinquies (assistants de justice)** (p. 7347) : genèse des dispositions relatives aux assistants de justice.

**Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 37 ter A (exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de défense des victimes d'accidents collectifs)** (p. 7382, 7383) : intervient sur l'amendement n° 86 du Gouvernement (interdiction faite aux associations de demander des dommages et intérêts correspondant au préjudice causé à chacun de ses membres) - Souhaite que la réflexion soit approfondie en CMP - **Art. 37 ter B (prescription de la peine prononcée pour acte de terrorisme et pour trafic de stupéfiants)** (p. 7385) : imprescriptibilité des crimes contre l'humanité - Prescription décennale en matière de crime de guerre - **Art. 37 quinquies (secret de l'enquête et de l'instruction)** (p. 7393) : intervient sur la mise en cause de la commission faite par M. Charles Lederman - (p. 7401, 7402) : utilité du bicaméralisme - Travaux de la commission des lois et de la mission d'information.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 6 (dispositions de coordination et de précision)** (p. 7978) : son amendement de précision n° 18 ; adopté - Constitution de groupes de soutien à une candidature - **Après l'art. 20** (p. 7993) : demande le retrait des amendements n° 32 (responsabilité pénale d'un élu ayant utilisé à tort ses pouvoirs de police administrative), n° 33 (condamnation pénale de la personne morale publique lorsque sa responsabilité est indissociable de celle de l'élu agissant dans l'exercice de ses fonctions) et n° 34 (intervention d'une association d'élus locaux dans le cas de poursuite pour crime ou délit d'un élu) de M. Jean-Paul Delevoye, sous réserve de la constitution d'un groupe de travail de la commission des lois sur ce sujet.

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement** [n° 150 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. 2** (p. 8003) : conclusions de la commission Rozès - Elaboration d'un rapport inacceptable - Mission d'intérêt général non remplie.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines**

**fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 5 (sanctions pénales des violations de la confidentialité des déclarations de patrioïne)** (p. 8015, 8016) : risque d'indiscrétions - Informations publiées dans la presse - Renforcement de la procédure.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8047) ; hommage à la qualité du travail du rapporteur - Examen approfondi de ces dispositions par la commission des lois - Participation des cadres à la vie publique - Rôle de la commission mixte paritaire.

**LARCHER (Gérard)**, sénateur des Yvelines (RPR).

Secrétaire du Sénat.

chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la culture et de la francophonie (*JO Lois et décrets* du 9 avril 1994) ; fin de mission le 6 octobre 1994.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

- Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO Lois et décrets* du 5 octobre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes de l'aménagement du territoire et de définir les éléments d'une politique de reconquête de l'espace rural et urbain [n° 343 (93-94)] (13 avril 1994) - **Aménagement du territoire**.

*Rapport*, déposé avec MM. Jean-Marie Girault et Claude Belot, au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation [n° 600 (93-94)] pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 35 (94-95)] (19 octobre 1994) - **Aménagement du territoire**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - Ville - [n° 81 (94-95)] tome 24 (22 novembre 1994).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 90 (94-95)] adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relative à la diversité de l'habitat [n° 122 (94-95)] (7 décembre 1994) - **Logement**.

*Rapport*, déposé avec MM. Jean-Marie Girault et Claude Belot, au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi [n° 105 (94-95)], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 133 (94-95)] (9 décembre 1994) - **Aménagement du territoire**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 182 (94-95)] (20 décembre 1994) - **Aménagement du territoire**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat [n° 193 (94-95)] (22 décembre 1994) - **Logement**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO Débats* du 15 avril 1994) (p. 1110) - Ministère : Affaires étrangères - **Relations avec le Liban - Politique extérieure**.

*Questions orales sans débat :*

n° 129 (*JO Débats* du 1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2000) - Ministère : Environnement - **Création d'un poste de transformation électrique « Bagot » dans le département des Yvelines** - (Réponse : *JO Débats* du 18 juin 1994) (p. 2687) - **Electricité de France (EDF)**.

n° 130 (*JO Débats* du 1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2000) - Ministère : Affaires sociales - **Recrutement des personnes des centres d'aide par le travail** - (Réponse : *JO Débats* du 18 juin 1994) (p. 2685) - **Centres d'aide par le travail (CAT)**.

n° 134 (*JO Débats* du 9 juin 1994) (p. 2380) - Ministère : Affaires sociales - **Situation des entreprises d'insertion** - (Réponse : *JO Débats* du 18 juin 1994) (p. 2686) - **Entreprises**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 364) : intervient à la suite du scrutin public sur le sous-amendement n° 39 de M. Bernard Laurent (définition de l'embryon), déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil).

- **Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française [n° 241 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 473, 474) : avenir de la Polynésie française - Centre d'expérimentation du Pacifique - Déclin des activités traditionnelles - « Pacte de progrès » - Individualisation du fonds pour le progrès de la Polynésie française - Maîtrise de la démographie - (p. 475) : renforcement des moyens de financement du logement social - « Tête de pont » français dans le Pacifique - Soutien actif du groupe du RPR à ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) [n° 551 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3267, 3268) : directive européenne relative à la conservation des oiseaux - Protection de l'environnement - Comité d'adaptation au progrès scientifique et technique dit « comité ORNIS » - Piégeage des prédateurs - Département des Yvelines - Propositions de loi sur le même objet de MM. Roland du Luart et Louis Minetti. - **Art. 1<sup>er</sup> (dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs)** (p. 3276) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Philippe Madrelle (date de clôture de la chasse au gibier d'eau fixée au dernier jour de février).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - (25 octobre 1994) - Rapporteur de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 4651, 4652) : travaux du Sénat en matière d'aménagement du territoire - Inégalités et déséquilibres entre régions ; exclusion territoriale - (p. 4653) : principe d'égalité - Péréquation territoriale - Politique de développement local et de création de richesses - Fiscalité dérogatoire en faveur des zones handicapées - Notion de « pays » - Services publics - (p. 4654) : schéma national - Ile-de-France - Propose l'adoption de ce projet de loi assorti des amendements proposés par la commission spéciale.

**Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - Rapporteur - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4812, 4813) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception

d'irrecevabilité - **Question préalable** (p. 4814) ; s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - Rapporteur - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4829) : s'oppose à l'amendement n° 306 de M. Félix Leyzour (renégociation des accords du GATT et de la politique agricole commune, PAC) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4833, 4834) : son amendement n° 25 : nouvelle rédaction, insistant sur la solidarité nationale, les principes de la décentralisation et la répartition des compétences ; adopté après modification par les sous-amendements n° 365 de M. René Tréguët (principe d'égalité de l'accès au savoir), n° 386 de M. Henri Collard (politique du logement) qu'il accepte, et n° 600 de M. Paul Girod (prise en compte des disparités démographiques) auquel il s'oppose - (p. 4838) : s'oppose à l'amendement n° 390 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction plaçant l'homme au coeur de la politique d'aménagement du territoire) - Sur son amendement n° 25, précité, demande le retrait du sous-amendement n° 601 de M. Paul Girod et s'oppose aux sous-amendements n° 554 de M. Alain Vasselle, n° 387 de M. Henri Collard, n° 220, n° 221 et n° 222 de M. Félix Leyzour, et n° 140 de M. Charles Descours - Demande le retrait des amendements n° 481 de M. Pierre Vallon (mention de l'intégration européenne), n° 323 de M. Alain Vasselle (accès aux services publics) et n° 516 de M. Emmanuel Hamel (prise en compte de l'environnement européen) - S'oppose aux amendements, sur le même objet, n° 167 de M. Gérard César, n° 515 de M. Emmanuel Hamel, et n° 313 de M. Lucien Lanier (participation des chambres consulaires à l'aménagement du territoire) et à l'amendement n° 223 de M. Félix Leyzour (place de l'éducation et de la formation) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4844, 4845) : s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 224 (fondements démocratiques et décentralisés de l'aménagement du territoire) et n° 225 (établissement d'un programme de nationalisation) - **Avant l'art. 2** : son amendement n° 26 : « Chapitre 1<sup>er</sup> - Du schéma national et du Conseil national d'aménagement et de développement du territoire » ; adopté - **Art. 2** (*schéma national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4847, 4848) : son amendement n° 27 : modification de la rédaction mettant l'accent sur les grandes infrastructures de transport, les politiques d'éducation, la notion de réseaux de villes et les solidarités interdépartementales ; adopté - (p. 4851, 4852) : sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 326 de M. Alain Vasselle et s'oppose aux sous-amendements n° 228 et n° 226 de M. Félix Leyzour et n° 458 de M. Alain Lambert - S'oppose à l'amendement n° 227 de M. Félix Leyzour (affirmation du caractère public des services de communication, de transport, de production et de distribution d'énergie) - S'oppose à l'amendement n° 517 de M. Emmanuel Hamel (consultation des compagnies consulaires) et demande le retrait des n° 518 du même auteur (lien entre contrat de plan Etat-région et schéma national de développement du territoire) et n° 168 de M. Gérard César sur le même objet - **Art. 3** (*Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire*) (p. 4859) : son amendement n° 28 : modification des compétences et de la composition ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 392 de M. Claude Estier et n° 229 de M. Félix Leyzour et demande le retrait des sous-amendements n° 555 de M. Alain Vasselle, n° 428 et n° 429 de M. Henri Collard - (p. 4862) : s'oppose aux amendements identiques n° 391 de M. Claude Estier et n° 459 de M. Alain Lambert (représentation des organisations représentatives d'élus) - (p. 4863) : compétences pour avis du Conseil - **Demande de réserve** (p. 4864, 4865) : demande la réserve, jusqu'avant l'article 29, de l'amendement n° 393 tendant à insérer un article additionnel après l'article 3 ainsi que des amendements n° 51 à n° 53 tendant à insérer des articles additionnels après l'article 7 ; réserve ordonnée - **Avant l'art. 4** : son amendement n° 29 : « Chapitre II - Des directives territoriales d'aménagement » ; adopté - **Art. 4** (*directives territoriales d'aménagement*) (p. 4868, 4869) : ses amendements n° 30 : suppression de la substitution des directives territoriales aux lois antérieures d'aménagement et d'urbanisme ; adopté ; et n° 31 : nouvelle rédaction maintenant les compétences d'urbanisme reconnues aux autorités locales et supprimant la possibilité dans les directives des adaptations mineures à des lois votées par le Parlement ; adopté après modification par le

sous-amendement n° 284 de M. Jean Faure auquel il s'oppose - Son amendement rédactionnel n° 32 ; adopté - (p. 4870) : ses amendements n° 33 rédactionnel et n° 34 de coordination ; adoptés - (p. 4870, 4871) : s'oppose aux amendements 230, de suppression, de M. Félix Leyzour et n° 394 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction supprimant la référence aux directives territoriales d'aménagement) - Demande le retrait des amendements n° 189 de M. Camille Cabana (suppression des directives) et n° 231 de M. Félix Leyzour (suppression de la possibilité d'introduire dans les directives des adaptations mineures aux lois d'aménagement et d'urbanisme) - S'oppose à l'amendement n° 232 de M. Félix Leyzour (élargissement de la procédure de concertation pour l'élaboration des directives) - Accepte l'amendement de précision n° 312 de M. Maurice Lombard - Demande le retrait des amendements sur le même objet n° 169 de M. Gérard César et n° 519 de M. Emmanuel Hamel (association des chambres consulaires à l'élaboration de directives) - S'oppose à l'amendement n° 395 de M. Claude Estier (approbation des directives par la loi) - Accepte les amendements sur le même objet n° 484 de M. Louis de Catuelan et n° 520 de M. Emmanuel Hamel (compatibilité des POS et des documents d'urbanisme avec les schémas directeurs et les schémas de secteur) - Demande le retrait des amendements identiques de cohérence n° 285 de M. Jean Faure et n° 483 de M. Louis de Catuelan - (p. 4872) : liberté des communes.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - Rapporteur - **Art. 5** (*coordination*) (p. 4889, 4890) : ses amendements n° 35, n° 36 et n° 37 de coordination avec l'amendement n° 31 de la commission précédemment adopté ; adoptés - Son amendement n° 38 : suppression du texte adopté par l'Assemblée nationale, trop large quant aux capacités d'urbanisation, pour l'article L. 145-3 du code de l'urbanisme ; adopté - (p. 4891) : ses amendements n° 550 et n° 552, de rectification, n° 39, n° 40 et n° 551, de conséquence avec l'amendement n° 31, et n° 41, rédactionnel ; adoptés - S'oppose aux amendements n° 233, de suppression, de M. Félix Leyzour, n° 539 de M. Jean Roger (code de l'urbanisme ; autorisation de construction sur les terres familiales déjà viabilisées pour les ayants droit non exploitants de propriétaires agricoles) et demande le retrait des amendements n° 183 et n° 184 de M. Philippe Richert (article L. 145-3 du code de l'urbanisme : rédaction plus restrictive quant à la capacité d'urbanisation) - POS - **Après l'art. 5** (p. 4894) : demande le retrait de l'amendement n° 449 de M. Jean-Louis Carrère (prise en compte de la situation de la mission interministérielle d'aménagement de la côte Aquitaine) - **Avant l'art. 6** : son amendement n° 42 : « Chapitre III - Des documents de portée régionale et de la conférence régionale » ; adopté - **Art. 6** (*charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire*) - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983** (*charte régionale d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4897) : son amendement n° 43 : définition et organisation des chartes régionales ; adopté après modification par les sous-amendements n° 141 de M. Charles Descours et n° 557 de M. Alain Vasselle, qu'il accepte - (p. 4900) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 235 de M. Félix Leyzour et demande le retrait du sous-amendement n° 425 de M. Paul Girod - S'oppose aux amendements n° 148 de M. Yvon Bourges (nouvelle rédaction : rôle du conseil régional dans l'élaboration du schéma régional), n° 234 (prise en compte dans les schémas régionaux des besoins en équipements culturels et sportifs), n° 236 (consultation du conseil académique de l'éducation nationale) et n° 237 (approbation des schémas ou chartes régionaux dans les conseils généraux des départements concernés) de M. Félix Leyzour - Accepte l'amendement n° 170 de M. Gérard César (association des comités de massifs à l'élaboration des schémas régionaux comportant des zones de montagne) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 534 de M. Jean-Paul Delevoye (mise à disposition des documents en cours d'élaboration dans les mairies) et demande le retrait de l'amendement n° 460 de M. Alain Lambert (mise à jour des chartes) - **Art. 34 bis A de la loi précitée** (*conditions d'application dans les DOM*) (p. 4903) : son amendement de coordination n° 44 ; devenu sans objet - Sur l'amendement n° 577 du Gouvernement qu'il accepte (schéma d'aménagement régional tenant lieu de charte), son sous-amendement n° 45 ; adopté - **Art. 34 bis de la loi précitée** (*conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4905) : son amendement de coordination n° 46 ; adopté -



S'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 238 (A238) et n° 239 (association du conseil académique de l'éducation nationale) - Accepte l'amendement n° 576 du Gouvernement (application à la Corse) - Demande le retrait des amendements n° 461 de M. Alain Lambert (association des chefs-lieux d'arrondissement et des communes de plus de 20 000 habitants), n° 171 de M. Gérard César (association des chambres consulaires) et sur le même objet, n° 540 de M. Georges Mouly - (p. 4906) : son amendement n° 617 : participation des députés et sénateurs élus dans la région ; adopté - *Après l'art. 34 bis de la loi précitée* (p. 4910) : accepte l'amendement n° 485 de M. Louis de Catuelan (politiques interrégionales de littoral) - *In fine* (p. 4911) : s'oppose à l'amendement n° 307 de M. Félix Leyzour (carte sanitaire) - **Après l'art. 6** (p. 4916) : accepte l'amendement n° 179 de M. Adrien Gouteyron (politiques interrégionales des massifs de montagne) - (p. 4917) : accepte l'amendement n° 218 de M. Gérard Delfau (carte des formations professionnelles et technologiques) - (p. 4919) : accepte l'amendement n° 367 de M. René Trégouët (schéma régional d'urbanisme commercial) - (p. 4920) : s'oppose à l'amendement n° 503 de M. Louis Moinard (bourses nationales d'enseignement secondaire : prise en compte des frais de transport et d'hébergement) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4922) : ses amendements n° 54 et n° 55 : division additionnelle relative aux schémas directeurs sectoriels nationaux ; adoptés - (p. 4923) : son amendement n° 56 : « Section I : Du schéma directeur national de l'enseignement supérieur et de la recherche » ; adopté - (p. 4926) : son amendement n° 57 : schéma directeur national de l'enseignement supérieur et de la recherche ; adopté - (p. 4927) : s'oppose à l'amendement n° 377 de Mme Danielle Bidard-Reydet (développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, priorité de l'aménagement du territoire) - Son amendement rédactionnel n° 58 ; adopté - (p. 4928, 4934) : son amendement n° 59 : objectif et contenu du schéma directeur ; adopté (p. 4938) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 560 de M. Alain Vasselle - Universités en villes moyennes - (p. 4938) : ses amendements n° 60, rédactionnel, et n° 61 : politique de développement de la recherche en région ; adoptés - Sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 603 de M. Paul Girod - (p. 4942) : son amendement n° 62 : politique d'incitation à la localisation de la recherche privée sur l'ensemble du territoire ; adopté - Son amendement n° 63 : mesures d'encouragement à la localisation des laboratoires privés de recherche ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 604 de M. Paul Girod - (p. 4943, 4944) : son amendement n° 65 : crédit d'impôt-recherche ; adopté - **Art. 7 (schéma directeur de la région Ile-de-France)** (p. 4948, 4949) : ses amendements n° 47 : respect du schéma national d'aménagement et de développement du territoire, et des schémas directeurs sectoriels ; et n° 48 : compétences du schéma directeur ; adoptés - (p. 4950, 4953) : s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 240 (association des organisations syndicales d'Ile-de-France et du mouvement associatif à l'élaboration du schéma directeur d'Ile-de-France), n° 241 (avis conforme des conseils généraux), n° 242 (avis du conseil interacadémique de l'éducation nationale d'Ile-de-France) et n° 243 (suppression du pouvoir de réforme par le Gouvernement en cas de non-aboutissement de la procédure de révision du schéma directeur) - Ses amendements n° 49 : distinction des procédures d'élaboration et de révision ; et n° 50 : compatibilité du schéma directeur avec les directives territoriales ; adoptés - **Après l'art. 7 (suite)** : ses amendements n° 66 : « Section II : Du schéma directeur national des équipements culturels et des contrats régionaux d'action culturelle » ; n° 67 : mission ; n° 68 : contrats d'action culturelle en région ; adoptés - (p. 4954) : ses amendements n° 69 : « Section III : Des schémas directeurs nationaux relatifs aux communications » ; et n° 70 : « Sous-section I : Des schémas directeurs nationaux des infrastructures de transport » ; réservés puis adoptés (p. 4966) - (p. 4955) : son amendement n° 71 : révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports ; adopté après modification par le sous-amendement n° 581 du Gouvernement, qu'il accepte - (p. 4956) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 605 de M. Paul Girod - (p. 4960) : son amendement n° 72 : contenu des schémas directeurs nationaux des transports terrestres ; adopté après modification par les sous-amendements n° 606 de M. Paul Girod pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat, et n° 582 du Gouver-

nement qu'il accepte - Demande le retrait du sous-amendement n° 561 de M. Alain Vasselle - (p. 4962) : son amendement n° 73 : schéma directeur national des transports aériens ; adopté - (p. 4963) : son amendement n° 74 : « Sous-section II : Du schéma directeur national des télécommunications » ; réservé puis adopté (p. 4966) - Son amendement n° 75 : orientations du schéma national directeur des télécommunications ; adopté après modification par le sous-amendement n° 368 de M. René Trégouët, qu'il accepte - Demande le retrait du sous-amendement n° 562 de M. Alain Vasselle.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - Rapporteur - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5019) : intervient sur l'amendement n° 79 de la commission soutenu par M. Jean-Marie Girault, rapporteur (notion de pays) - (p. 5023) ; son amendement n° 80 : compétences en matière de transports régionaux ; adopté après modification par les sous-amendements n° 584 du Gouvernement et n° 431 de M. Henri Collard, qu'il accepte - (p. 5026) : demande le retrait des amendements analogues n° 7 de M. Pierre Dumas et n° 143 de M. Charles Descours (contrat de service public entre la région et la SNCF) ainsi que de l'amendement n° 163 de M. François Gerbaud, sur le même objet que l'amendement n° 80 précité de la commission - (p. 5029) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 142 de M. Charles Descours (obligation de prendre en compte le transport public dans les documents d'urbanisme) - (p. 5030) : demande le retrait des amendements de M. François Gerbaud, n° 164 à n° 166 (titre additionnel : « De l'exercice de nouvelles compétences en matière sociale ») - (p. 5031) : demande le retrait de l'amendement n° 511 de M. Henri Goetschy (monuments historiques ou inscrits à la liste supplémentaire : maîtrise d'ouvrage de la collectivité locale) - **Avant l'art. 8** (p. 5032) : son amendement n° 81 : relocalisation des établissements publics et des entreprises nationales ; retiré - S'oppose à cet amendement repris par M. Gérard Delfau - (p. 5034) : son amendement n° 599 : exonération de l'impôt sur le revenu des primes ou indemnités allouées par l'Etat aux agents publics et aux salariés à l'occasion d'une opération de relocalisation hors de la région d'Ile-de-France à laquelle ils participent ; adopté - **Art. 11 bis (par priorité) (article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants)** (p. 5040, 5047) : s'oppose aux amendements de suppression n° 309 de M. Franck Sérusclat et n° 350 de M. Dominique Leclerc ainsi qu'à l'amendement n° 351 du même auteur (carte départementale des officines de pharmacie) - Accepte l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire pouvoir d'autorisation du préfet) et sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements sur le même objet n° 623 de M. Joseph Ostermann et n° 546 de M. Etienne Dailly (suppression du pouvoir transitoire d'autorisation par le préfet) - Demande le vote par priorité de l'amendement n° 490 précité ainsi que des sous-amendements y afférant ; priorité ordonnée - **Art. 10 (effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet)** (p. 5066) : son amendement n° 84 : renforcement des pouvoirs du préfet ; adopté.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - Rapporteur - **Art. 10 bis (commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics)** (p. 5078) : son amendement rédactionnel n° 553 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 335 de M. Alain Vasselle (avis du président du conseil régional) - **Avant l'art. 11** (p. 5079) : s'oppose à l'amendement n° 454 de M. Félix Leyzour (interdiction du recours au contrat emploi-solidarité) - **Art. 11 (maintien des services publics sur le territoire)** (p. 5082) : son amendement rédactionnel n° 85 ; adopté - Succursales de la Banque de France - (p. 5083) : s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Félix Leyzour (élaboration des contrats de plan des établissements ou organismes publics et entreprises nationales et des contrats de service public : consultation des organisations syndicales représentatives et des associations représentatives des usagers) - Son amendement n° 86 : étude d'impact en cas de réorganisation ou de suppression d'un service public ; adopté après modification par le sous-amendement n° 565 de M. Alain Vasselle, qu'il accepte - (p. 5084) : sur cet amendement, s'oppose au paragraphe 1 du sous-amendement n° 585 du Gouvernement et demande le retrait du paragraphe 2 - (p. 5085) : son amendement rédactionnel n° 87 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 253 de M. Félix Leyzour (étude d'impact préalable à la réor-

ganisation ou à la suppression d'un service public ; avis d'une commission départementale d'organisation et de modernisation du service public), ainsi qu'aux amendements analogues n° 173 de M. Gérard César et n° 523 de M. Emmanuel Hamel (consultation des chambres consulaires sur l'étude d'impact) - S'oppose à l'amendement n° 254 de M. Félix Leyzour (pouvoir du préfet de revenir sur les réorganisations ou suppressions de services publics envisagées) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 337 de M. Alain Vasselie (consultation des groupements de communes) - (p. 5086) : son amendement n° 89 : allongement du délai imparti au ministre de tutelle pour statuer - contenu des décrets d'application ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 402 de M. Claude Estier (saisine pour avis du Conseil national des services publics) - (p. 5087, 5088) : s'oppose à l'amendement n° 255 de M. Félix Leyzour (interdiction des suppressions de services publics dans les départements éligibles à l'attribution de la dotation de fonctionnement minimum) - **Après l'art. 11** (p. 5089) : s'oppose à l'amendement n° 403 de M. Claude Estier (création du Conseil national des services publics) - (p. 5090) : demande le retrait de l'amendement n° 338 de M. Alain Vasselie (modification de l'article 23 de la loi du 22 juillet 1983, relatif à la répartition des dépenses de fonctionnement des écoles recevant des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune) - **Après l'art. 11 ter** (p. 5091) : s'oppose à l'amendement n° 450 de M. Gérard Delfau (collèges : extension du statut d'établissement public local) - (p. 5092, 5093) : demande le retrait des amendements de M. André Bohl n° 491 et n° 492 (schéma directeur en vue de la desserte des communes actuellement non desservies en gaz), et n° 493 (gestion de l'énergie distribuée en réseau ; création de services uniques ; transfert du pouvoir concédant des communes aux groupements) - **Art. 12** (*lois de programmation quinquennales et information du Parlement*) (p. 5094) : son amendement de coordination n° 91 ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 256, n° 257 et n° 258 (élaboration et contenu des lois de programme) - Son amendement n° 92 : annexion au projet de loi de finances d'un état des crédits affectés à l'effort public d'aménagement ; adopté - **Avant l'art. 13** (p. 5098) : s'oppose à l'amendement n° 455 de M. Félix Leyzour (suspension des opérations de délocalisation, taxation des exportations de capitaux et création d'un fonds pour le développement des pays pauvres alimenté par une taxe sur les importations) - **Art. 13** (*Fonds national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 5100, 5102) : s'oppose aux amendements de suppression n° 259 de M. Félix Leyzour et n° 404 de M. Claude Estier, ainsi qu'à l'amendement n° 465 de M. Alain Lambert (représentation des communes et des groupements de communes) - Demande le retrait de l'amendement n° 287 de M. Jean Faure (part des zones affectées d'importants handicaps) - Accepte les amendements n° 586 du Gouvernement (déconcentration de plus de la moitié des crédits du fonds) et n° 524 de M. Emmanuel Hamel (gestion déconcentrée au niveau régional) - Demande le retrait des amendements de M. Louis de Catuelan n° 494 (compétence du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire sur l'objectif et les critères d'utilisation du fonds), n° 495 (maintien des enveloppes financières engagées dans les contrats de plan) et n° 496 (décret d'application en Conseil d'Etat) - **Art. 14** (*Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale*) (p. 5106, 5107) : son amendement n° 94 : nouvelle rédaction érigeant le fonds en établissement public et limitant ses compétences aux dessertes aériennes intérieures ; adopté - (p. 5109, 5112) : sur cet amendement, demande le retrait des sous-amendements identiques n° 159 de M. Ernest Cartigny, n° 354 de M. Bernard Barbier, n° 498 de M. Louis de Catuelan et n° 468 de M. Serge Vinçon (dessertes aériennes intérieures à la France continentale) - S'oppose aux sous-amendements identiques n° 160 de M. Ernest Cartigny, n° 355 de M. Bernard Barbier, n° 497 de M. Louis de Catuelan et n° 469 de M. Serge Vinçon (réduction du montant de la taxe) - **Avant l'art. 15** (p. 5116, 5118) : accepte l'amendement n° 628 du Gouvernement (création d'une société filiale de la Compagnie nationale du Rhône et d'EDF, chargée de la réalisation de la liaison Rhin-Rhône) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 630 ; adopté ; accepte le sous-amendement n° 632 de M. Pierre-Schiélé et s'oppose aux sous-amendements n° 631, n° 636, n° 633, n° 634 et n° 635 du même auteur - **Art. 15** (*fonds d'investissement des transports terrestres - taxe*

*sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité*) (p. 5132, 5135) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 262 de M. Félix Leyzour - Son amendement n° 95 ; nouvelle rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 626 de M. Louis de Catuelan, qu'il accepte - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 144 et n° 145 de M. Charles Descours, et n° 433 de M. Henri Collard - (p. 5138) : s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 263 (suppression de la disposition prévoyant la création d'un fonds d'investissement des transports terrestres), n° 378 (taxation plus élevée des poids lourds) et n° 264 (suppression de la disposition prévoyant un fonds d'investissement fluvial) - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 405 (exclusion du financement du réseau TGV) et n° 406 (financement des investissements routiers concourant aux objectifs de l'aménagement du territoire et du désenclavement) - S'oppose aux amendements n° 499 de M. André Diligent (création d'une Agence nationale du transport intermodal), n° 389 de M. Henri Collard (investissements routiers départementaux) et n° 311 de M. Jean Faure (fonds d'investissement fluvial).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - Rapporteur - **Art. 16** (*fonds de gestion de l'espace rural*) (p. 5152, 5153) : s'oppose à l'amendement n° 447 de M. Bernard Dussaut (contribution à la réhabilitation du patrimoine bâti) - S'oppose à l'amendement n° 151 de M. Yvon Bourges (association du président du conseil régional à la gestion du fonds) - Son amendement rédactionnel n° 96 ; adopté - (p. 5154) : s'oppose à l'amendement n° 379 de M. Félix Leyzour (exclusion des dépenses liées aux missions de service public de l'Etat) - Son amendement n° 97 : critères de répartition des crédits du fonds ; adopté - (p. 5156) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 637 de M. René Régnault - S'oppose aux amendements, sur le même objet, n° 181 de M. Jacques Delong et n° 265 de M. Félix Leyzour (critères de répartition des crédits du fonds : forêt) - S'oppose à l'amendement n° 502 de M. Raymond Bouvier (zones de moyenne montagne) - **Après l'art. 16** (p. 5158) : s'oppose à l'amendement n° 371 de M. René Trégouët (création d'un fonds national de développement du commerce en milieu rural) - (p. 5159) : s'oppose à l'amendement n° 266 de M. Félix Leyzour (création d'un comité pour la gestion des nouveaux fonds prévu par la loi) - (p. 5161, 5162) : demande le retrait de l'amendement n° 505 de M. Louis Mercier (ressources du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE) et s'oppose à cet amendement, retiré par son auteur, et repris par M. Louis Perrein - **Titre IV** (*Du développement économique*) (p. 5164, 5167) : son amendement n° 99 : nouvel intitulé : « Dispositions spécifiques à certaines parties du territoire » ; adopté - **Avant l'art. 17** : son amendement n° 100 ; division additionnelle : « Chapitre I<sup>er</sup> - De la région d'Ile-de-France » ; adopté - Son amendement n° 101 : objectifs relatifs à Paris et à la région d'Ile-de-France dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ; adopté après modification par le sous-amendement n° 639 de M. Gérard Delfau qu'il accepte - (p. 5169, 5173) : son amendement n° 102 : code de l'urbanisme : agrément administratif dans la région d'Ile-de-France ; adopté - (p. 5171) : sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 573 de M. Camille Cabana - (p. 5174, 5175) : son amendement n° 103 : péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France ; adopté (p. 5184) - (p. 5183) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 640 de M. Louis Perrein (conditions d'abonnement pour les salariés) - (p. 5185, 5188) : s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour, n° 267 (commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage), n° 268 (cellule départementale de crise en cas de procédure de licenciement), n° 308 (droits du comité d'entreprise en matière de licenciements), n° 380 (fonds départemental pour l'emploi) et n° 456 (suspension pour six mois de toute procédure de licenciement économique à compter de la promulgation de la loi) - Ses amendements rédactionnels n° 104 et n° 105 ; adoptés - **Art. 17** (*fonds national de développement des entreprises*) (p. 5194) : s'oppose à l'amendement n° 269 de M. Félix Leyzour (fonds national et fonds régionaux de développement des entreprises) - Son amendement n° 106 : nouvelle rédaction ; adopté après modification par les sous-amendements, qu'il accepte, n° 587 du Gouvernement, n° 622 de M. Jean Huchon et n° 616 de M. Jean Arthuis (p. 5204) - S'oppose aux sous-

amendements n° 407 de M. Claude Estier, n° 588 du Gouvernement et n° 569 de M. Alain Vasselle - S'oppose à l'amendement n° 342 de ce dernier auteur (précision, incluant les entreprises agricoles) ainsi qu'aux amendements n° 152 de M. Yvon Bourges (abondement des ressources des structures régionales départementales ou locales) et n° 270 et n° 271 de M. Félix Leyzour (fonds national et fonds régionaux de développement des entreprises) - **Après l'art. 17** (p. 5206) : s'oppose à l'amendement n° 408 de M. Claude Estier (création de fonds de développement interrégionaux de participation) - **Art. 18** (*réduction du champ de l'allègement d'impôt sur les bénéficiaires en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce*) (p. 5210) : s'oppose à l'amendement n° 272 de M. Robert Vizet (création de prêts assis sur la collecte des CODEVI) - Accepte les amendements du Gouvernement, n° 589 de coordination et n° 590 (application de la réduction du taux des droits de mutation aux quartiers urbains défavorisés des communes éligibles à la DSU) - Demande le retrait de l'amendement n° 359 de M. Pierre Lagourgue (suppression du seuil dans les communes des départements d'outre-mer) - Accepte les amendements de M. Joël Bourdin, n° 11 (avis du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire), n° 12 et n° 14 sur le même objet et n° 13 rédactionnel - Demande le retrait de l'amendement n° 343 de M. Alain Vasselle (référence au schéma régional d'aménagement et de développement) - **Art. 18 ter** (*modification du champ géographique d'application de l'exonération temporaire de taxe professionnelle accordée dans le cadre de l'aménagement du territoire*) (p. 5214) : accepte les amendements n° 591 du Gouvernement (harmonisation des zones d'aménagement du territoire) et n° 16 de M. Joël Bourdin (avis du Conseil national d'aménagement et du développement du territoire) - **Art. 18 quater** (*rapport au Parlement sur la mobilité économique des personnes*) (p. 5215) : son amendement de coordination n° 107 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 275 de M. Robert Vizet (augmentation de la contribution définie à l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation) - **Après l'art. 18 quater** (p. 5217) : accepte l'amendement n° 592 du Gouvernement (possibilité de réduction du taux de la taxe départementale applicable aux acquisitions immobilières pour le logement des salariés dans le cas de transfert de leur entreprise dans les zones prioritaires) - **Art. 19** (*exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé*) (p. 5219) : son amendement n° 108 : définition des zones rurales fragiles ; adopté après modification par le sous-amendement n° 17 de M. Joël Bourdin qu'il accepte - (p. 5220, 5221) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Georges Berchet (extension aux activités commerciales et artisanales) - Demande le retrait de l'amendement n° 360 de M. Pierre Lagourgue (départements d'outre-mer) - (p. 5223) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Georges Berchet (exonération de l'impôt sur les sociétés) - (p. 5224) : s'oppose à l'amendement n° 382 de M. Robert Vizet (exclusion des zones de grands ensembles ou de quartiers dégradés du champ d'application de cet article) - Accepte l'amendement n° 593 du Gouvernement (compensation d'exonération de taxe professionnelle par l'Etat pour les quartiers urbains des communes les plus défavorisées : limitation du champ d'application aux quartiers d'habitat très dégradé) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 18 de M. Joël Bourdin - (p. 5225) : accepte l'amendement de coordination n° 594 du Gouvernement - (p. 5226) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 24 de M. Joël Bourdin (calcul de la compensation par l'Etat des exonérations de taxe professionnelle) et s'oppose à l'amendement précité, retiré par son auteur et repris par M. René Régnauld - **Art. 19 bis** (*incitation à la location de logements vacants en milieu rural*) (p. 5230, 5231) : son amendement n° 110 : mécanisme d'exonération pour la location de logements vacants ; retiré - S'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 276 (taux de la taxe additionnelle aux droits de mutation et à la taxe de publicité foncière perçue au profit du fonds départemental de péréquation destiné aux communes de 5 000 habitants) et n° 277 (exclusion du champ d'application de l'article des communes classées comme stations balnéaires ou de tourisme) ainsi qu'à l'amendement n° 513 de M. Bernard Barraux (taxe d'habitation spécifique annuelle pour les propriétaires d'un logement vacant depuis plus de cinq ans dans les communes de moins de 5 000 habitants) - **Après**

**l'art. 19 bis** (p. 5232, 5237) : son amendement n° 111 : aménagement exceptionnel des immeubles à usage industriel et commercial acquis par des entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées ; adopté - Son amendement n° 112 : mesures d'exonération de cotisations sociales en faveur d'entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées ; adopté après modification par le sous-amendement n° 629 du Gouvernement qu'il accepte - S'oppose aux sous-amendements n° 574 et n° 575 de M. René Régnauld.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - Rapporteur - **Après l'art. 19 bis** (*suite*) (p. 5250, 5251) : son amendement n° 113 : allègement supplémentaire des cotisations d'allocations familiales pour les entreprises installées dans les zones rurales et urbaines défavorisées ; retiré au profit de l'amendement n° 595 sur le même objet du Gouvernement - (p. 5252) : s'oppose à l'amendement n° 278 de M. Robert Vizet (réévaluation du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) - **Avant l'art. 19 ter** : s'oppose aux amendements de M. Joseph Ostermann n° 319 (extension du régime des provisions pour investissement industriel à l'étranger aux investissements de même nature réalisés dans les zones prioritaires du territoire national), n° 320 (réduction du bénéfice imposable pour investissement au profit des artisans installés dans les zones rurales défavorisées) et n° 321 (augmentation des plafonds pour la déduction du revenu imposable des pertes consécutives à l'investissement dans une PME en cessation de paiement) - (p. 5255) : demande le retrait de l'amendement n° 542 de M. Jean Roger (critère de définition des bourgs-centres retenus pour l'attribution de la première part de la dotation de solidarité rurale) - **Art. 19 ter** (*schéma départemental d'urbanisme commercial*) (p. 5257) : son amendement de suppression n° 114 ; adopté - (p. 5258) : s'oppose à l'amendement n° 426 de M. Paul Girod (conformité des décisions d'autorisation aux orientations du schéma départemental élaboré par le conseil général) - **Après l'art. 19 ter** (p. 5261, 5265) : ses amendements n° 115 : division additionnelle ; « Section II : Des mesures spécifiques à certaines zones prioritaires » ; adopté ; n° 116 : mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavorisées ; adopté après modification par les sous-amendements n° 572 de M. Alain Vasselle, n° 612 de M. Paul Girod et n° 618 de M. Roland du Luart, qu'il accepte ; n° 117 : mesures à mettre en oeuvre dans les zones urbaines défavorisées ; et n° 118 : répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social ; adoptés (p. 5274) - (p. 5273) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 613 de M. Paul Girod - (p. 5275) : demande le retrait de l'amendement n° 217 de M. Philippe Marini (changement d'exploitation des grandes surfaces : nouvelle autorisation pour la réutilisation des locaux laissés vacants) - S'oppose à l'amendement n° 446 de M. Jean Peyrafitte (déclaration à la mairie des propriétaires ayant l'intention de louer une résidence à des fins touristiques) et sur le même objet, accepte l'amendement n° 188, présenté **avant l'article 29**, de M. Christian Bonnet - (p. 5277) : accepte l'amendement n° 291 de M. Jean Faure (contrat particulier de zones fragiles entre l'Etat et certains départements) - **Art. 20** (*réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière*) (p. 5294, 5295) : intervient sur l'amendement n° 122 de la commission, soutenu par M. Claude Belot (principe et échéancier de la péréquation) - **Avant l'art. 24** (p. 5339) : son amendement n° 130 : division additionnelle : « Chapitre II : Des collectivités territoriales et du développement local » ; adopté.

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - Rapporteur - **Après l'art. 23** (*suite*) (p. 5387) : demande le retrait de l'amendement n° 219 de M. Christian Poncelet (contrat quinquennal fixant les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales) - **Sur l'ensemble** (p. 5402, 5404) : bilan du travail en commission spéciale et en séance - Remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - II - Ville** - (9 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 7077) : renforcement des moyens budgétaires affectés à la politique de la ville - Travaux des comités interministériels - Fonds interministériel d'intervention de la politique de la ville - (p. 7078) : chômage - Maintien des services publics dans les quartiers défavorisés - Lutte

contre la délinquance - Service national - Rôle des médias - (p. 7079) : cohésion sociale.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** - *Deuxième lecture* [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - Rapporteur de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 7459, 7461) : modifications apportées par l'Assemblée nationale - Fonds d'intervention - Entreprises - Zones de revitalisation rurale - Appel à la mobilité - Instruments de reconquête du territoire - Répartition des compétences - Enseignement supérieur - Crédits de la culture - Solidarités territoriales - Péréquation financière - Région d'Ile-de-France - Souhaite que le Sénat adopte les dispositions votées à l'Assemblée nationale relatives aux entreprises - **Art. 1<sup>er</sup>** (*principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 7476) : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Aubert Garcia (nouvelle rédaction) - **Art. 2** (*schéma national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 7477) : s'oppose à l'amendement n° 151 de M. Aubert Garcia (fixation des orientations fondamentales de l'aménagement du territoire dans le cadre des lois de plan) - **Art. 3** (*Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire*) (p. 7478) : son amendement n° 16 : rétablissement de la composition du Conseil telle que l'avait fixée le Sénat en première lecture ; adopté - (p. 7479) : ses amendements, n° 17 rédactionnel, et n° 18 : pouvoir d'autosaisine de ce Conseil ; adoptés - Sur les amendements de M. Aubert Garcia, demande à son auteur de se rallier pour le n° 154 à son amendement analogue n° 18 précité et accepte le n° 155 (publicité des avis) - **Art. 4** (*directives territoriales d'aménagement*) (p. 7481) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 112 de M. Félix Leyzour et n° 156 de M. Aubert Garcia - (p. 7481) : son amendement n° 19 : suppression du paragraphe X bis relatif aux zones de montagnes ; adopté - **Art. 5** (*coordination*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 113 de M. Félix Leyzour et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 92 de M. Maurice Lombard (prise en compte dans toutes les opérations d'urbanisme nouvelles des transports publics) - **Art. 6** (*schéma régional d'aménagement et de développement du territoire*) - *Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (orientations fondamentales en matière d'aménagement du territoire)* (p. 7486) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Félix Leyzour (avis conforme des conseils généraux des départements et du Conseil économique et social régional - rôle des départements et de l'ensemble des communes intéressées), ainsi qu'aux amendements analogues n° 72 de M. Emmanuel Hamel et n° 143 de M. Henri Collard (rôle des chambres consulaires) - Accepte l'amendement n° 93 de M. Bernard Charles Hugo (association à l'élaboration du schéma régional des deux communes les plus peuplées du département) - *Art. 34 bis de la loi précitée (conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)* (p. 7487) : ses amendements n° 20 : participation des élus nationaux aux conférences régionales - institution d'une conférence régionale en Corse ; et n° 209 : rectification d'une erreur matérielle ; adoptés - (p. 7488) : accepte l'amendement n° 94 de M. Lucien Lanier (représentation, au sein des conférences régionales de l'aménagement et du développement du territoire, des chambres consulaires régionales et d'organisations professionnelles ou d'associations) et s'oppose à l'amendement de suppression n° 115 de M. Félix Leyzour - **Art. 6 bis A** (*schéma interrégional de littoral*) (p. 7489) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 116 de M. Félix Leyzour - **Art. 6 bis** (*politiques interrégionales de développement des massifs de montagne*) : accepte l'amendement n° 198 du Gouvernement (prise en compte par les schémas régionaux des orientations retenues par les régions elles-mêmes au titre des schémas de massif) - **Art. 6 ter** (*bassins de formation*) (p. 7490) : son amendement n° 21 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 6 quater** (*schéma régional d'urbanisme commercial*) : son amendement n° 22 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Après l'art. 7 bis A** (p. 7492) : s'oppose aux amendements de M. Aubert Garcia n° 159 (insertion d'une division supplémentaire intitulée : « De l'office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire ») et n° 160 (composition et rôle de l'Office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire précédemment visé) - **Art. 7 bis** (*création des schémas sectoriels*) : son amendement n° 210 ; rectification d'une erreur et prise en compte de l'ajout du schéma sanitaire

et médico-social par l'Assemblée nationale ; adopté - **Art. 7 quater** (*répartition équilibrée des universités sur le territoire*) (p. 7493) : son amendement n° 23 : nouvelle rédaction - rétablissement d'un schéma d'enseignement supérieur ; adopté - **Art. 7 quinquies** (*répartition équilibrée des universités sur le territoire*) (p. 7494) : s'oppose à l'amendement n° 117 de M. Félix Leyzour (définition des objectifs de la politique de la recherche fondamentale et appliquée) - **Art. 7 septies** (*modalités d'application particulières du crédit d'impôt-recherche aux zones prioritaires d'aménagement du territoire*) (p. 7496) : ses amendements n° 24, rédactionnel, et n° 25 : modulation du crédit d'impôt-recherche ; adopté - (p. 7497) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 118 de M. Félix Leyzour et accepte l'amendement n° 95 de M. Lucien Lanier (précision de la référence visée à l'article 1465 du code général des impôts) - **Art. 7 octies** (*établissement d'un schéma directeur national des équipements culturels*) (p. 7497) : son amendement n° 26 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 7 nonies** (*contrats d'action culturelle*) (p. 7498) : son amendement n° 27 : rétablissement des contrats d'action culturelle qui, à l'expiration des contrats de plan actuels, devraient définir l'ensemble des aspects de la vie culturelle dans l'espace régional ; adopté - **Art. 7 decies** (*révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports*) : son amendement n° 28 : fixation à trente kilomètres de la distance maximale séparant une commune d'une grande voie ; retiré - (p. 7499) ; accepte l'amendement n° 161 de M. Aubert Garcia (remplacement de la distance kilométrique par une durée) - (p. 7500) : son amendement rédactionnel n° 29 ; adopté - **Art. 7 undecies** (*contenu des schémas des transports terrestres*) : son amendement rédactionnel n° 30 ; adopté - (p. 7501) : son amendement n° 223 : respect de la préservation des espaces et milieux naturels ; adopté - **Art. 7 terdecies** (*schéma des télécommunications*) : son amendement n° 31 : égalité des conditions de concurrence entre les opérateurs ; adopté - **Art. 7 quaterdecies A** (*établissement d'un schéma de l'organisation sanitaire et sociale*) (p. 7503) : accepte l'amendement n° 15 de M. Alain Vasselle (nouvelle rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Félix Leyzour (prévision des évolutions nécessaires à l'offre de soins) - **Intitulé de la section IV avant l'art. 7 quaterdecies A** : accepte l'amendement n° 14 de M. Alain Vasselle (« Du schéma d'organisation sanitaire ») - **Art. 7 quaterdecies** (*compétences de l'Etat - supprimé par l'Assemblée nationale*) : s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Aubert Garcia (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 11** (*maintien des services publics sur le territoire*) (p. 7509) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 199 du Gouvernement (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article relatif à la privatisation) - **Art. 11 quater** (*distribution de gaz*) (p. 7511, 7512) : sur l'amendement n° 110 de M. Bernard Barbier (alternative en cas d'impossibilité d'extension de dessertes de distribution de gaz par Gaz de France du fait des dispositions législatives et réglementaires en vigueur), son sous-amendement n° 225 ; adopté - (p. 7514) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 1 de Mme Hélène Luc et n° 166 de M. Aubert Garcia - Accepte sur l'amendement n° 110 précité, le sous-amendement n° 224 de M. Pierre Laffitte - **Art. 12** (*lois de programmation quinquennales et information du Parlement*) (p. 7519) : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Félix Leyzour (état récapitulatif des dépenses effectives des collectivités locales) - **Art. 13** (*fonds national d'aménagement et de développement du territoire*) : son amendement n° 34 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - S'oppose aux amendements identiques de suppression n° 124 de M. Félix Leyzour et n° 197 de M. Aubert Garcia - Demande le retrait de l'amendement n° 96 de M. Daniel Goulet (présence du commerce de proximité dans l'aménagement du territoire et notamment dans l'espace rural) - **Après l'art. 13** (p. 7521) : accepte l'amendement n° 200 du Gouvernement (suppression de l'article 80 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relatif à la loi de montagne créant le fonds d'intervention pour l'auto-développement de la montagne, FIAM) - **Art. 14** (*fonds de péréquation des transports aériens - Taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale*) (p. 7521, 7522) : ses amendements n° 35 : nouvelle rédaction qui prévoit le maintien des fonds existants destinés à garantir l'équilibre des dessertes aériennes intérieures pour la France continentale, en Corse et dans les

départements d'outre-mer ; retiré et n° 36 : composition et gestion du fonds de péréquation ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 125 de M. Félix Leyzour (nouvelle rédaction qui prévoit une intervention de l'Etat au niveau international) - **Après l'art. 14** (p. 7523, 7524) : intervient sur l'amendement n° 167 de M. Louis Perrein (création d'une commission de surveillance auprès des conseils d'administration des aéroports) - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - Taxe pour les concessionnaires d'autoroutes et taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés)** (p. 7524, 7526) : ses amendements n° 37 : rectification d'une erreur rédactionnelle ; n° 38 : rectification d'une erreur matérielle ; n° 39 : composition et gestion du fonds d'investissement ; et n° 40 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adoptés - (p. 7527) : son amendement n° 226 : rectification d'une erreur ; adopté - Sur son amendement n° 40 précité, s'oppose au sous-amendement n° 78 de M. Alain Vasselle - (p. 7528) : s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Félix Leyzour (fixation du tarif de la taxe en fonction de la nature du tonnage et des kilomètres parcourus par les véhicules empruntant les autoroutes à péages) - **Art. 16 (fonds de gestion de l'espace rural)** (p. 7529, 7530) : s'oppose à l'amendement n° 147 de M. Henri Collard (affectation de ce fonds aux agriculteurs, aux artisans ou à leurs groupements), ainsi qu'aux amendements de M. Daniel Goulet, n° 98 (prise en compte des commerçants indépendants et de proximité) et n° 99 (prise en compte par les partenaires économiques des compagnies consulaires) - **Après l'art. 16** (p. 7531) : s'oppose à l'amendement n° 127 de M. Félix Leyzour (composition et gestion des fonds créés par la présente loi).

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - Rapporteur - **Art. 17 A bis (schéma directeur de la région d'Île-de-France)** (p. 7547) : son amendement n° 41 : précisions sur la portée du dispositif relatif au schéma territorial de la région d'Île-de-France ; adopté - (p. 7548, 7549) : ses amendements, n° 100 : détermination de la localisation préférentielle des grandes infrastructures de transport et des grands équipements ; retiré ; n° 42 rédactionnel ; et n° 43 : articulation du schéma directeur régional d'Île-de-France avec les directives territoriales ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 128 de M. Félix Leyzour (recueil des propositions des départements et des communes concernés ainsi que celles du conseil économique et social régional ; avis du conseil général) - **Art. 17 B (agrément administratif dans la région d'Île-de-France)** (p. 7550) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 129 de M. Félix Leyzour - **Art. 17 C (péages autoroutiers dans la région d'Île-de-France)** : son amendement n° 44 : rétablissement des dispositions proposées par la commission en première lecture ; adopté - **Art. 17 D (définition des différentes catégories de zones prioritaires)** (p. 7553, 7555) : ses amendements, n° 45 : suppression des mots « dans les conditions définies aux articles 17 à 19 ter C ci-après » ; et n° 47 de coordination ; adoptés - (p. 7555) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Jean Faure (cantons de très faible densité) - **Art. 17 (fonds national de développement des entreprises)** (p. 7557) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Félix Leyzour (rôle des services départementaux de la Banque de France dans l'instruction des aides du fonds) et accepte l'amendement de précision n° 201 du Gouvernement - (p. 7558) : son amendement rédactionnel n° 48 ; adopté - **Après l'art. 17** : s'oppose à l'amendement n° 169 de M. Claude Estier (possibilité pour les collectivités territoriales de créer des fonds interrégionaux de participation) - **Art. 18 (réduction du champ de l'allégement d'impôts sur les bénéficiaires en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce)** (p. 7559) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 106 de M. Daniel Goulet (précision sur la nature des entreprises qui bénéficient des dispositions de cet article) - (p. 7560) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 202 du Gouvernement (suppression de l'extension de la réduction du droit budgétaire sur les acquisitions de fonds de commerce aux biens situés dans les stations comportant moins de 2 500 lits touristiques) - **Art. 18 ter (champ géographique d'application de l'exonération facultative de taxe professionnelle accordée dans le cadre de l'aménagement du territoire)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 203 du Gouvernement (suppression de l'obligation de l'avis du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire) - **Art. 18 quater A (extension aux entreprises du secteur tertiaire de**

**l'exonération facultative de taxe professionnelle prévue par l'article 1465 du code général des impôts)** (p. 7561) : son amendement n° 50 ; rectification d'une erreur matérielle ; adopté - **Art. 18 sexies (abatements sur l'assiette des droits de mutation pour les immeubles d'habitation acquis dans les zones de revitalisation rurale définies à l'article 1465 A du code général des impôts)** : son amendement n° 51 : correction d'une erreur d'insertion ; adopté - (p. 7562) : son amendement n° 52 : suppression du paragraphe III relatif à l'entrée en vigueur de cette exonération ; adopté - **Après l'art. 18 sexies** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 204 du Gouvernement (unification des dates de délibération des collectivités locales) - **Art. 19 (exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et les extensions d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine)** (p. 7563, 7565) : ses amendements n° 53 : rectification d'une erreur matérielle ; et n° 54 : situation de l'assiette et des critères applicables aux zones de revitalisation rurale ; adoptés - Sur ce dernier, demande le retrait du sous-amendement n° 227 de M. Jacques-Richard Delong - Sur les amendements du Gouvernement, s'oppose au n° 205 (avis du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire) et au n° 206 (exonération de taxe professionnelle pour les zones de redynamisation urbaine) et accepte le n° 207 (suppression du paragraphe IV relatif à la compensation des pertes de recettes supplémentaires résultant pour l'Etat de la modification de la décision des zones rurales fragiles dans le texte proposé par le paragraphe A) - **Art. 19 bis B (rapport sur l'évolution démographique, économique et sociale des cantons compris dans les zones d'aménagement du territoire)** (p. 7567) : son amendement de suppression n° 56 ; adopté - **Art. 19 ter B (exonération des cotisations sociales dans certaines zones)** (p. 7569) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 131 de M. Félix Leyzour ainsi qu'à l'amendement n° 208 du Gouvernement (rétablissement de la limite supérieure des effectifs de 19 salariés à partir de laquelle une entreprise peut être exonérée de charges sociales patronales) - **Art. 19 ter C (exonération des cotisations d'allocations familiales dans certaines zones)** : son amendement n° 211 : zones dites prioritaires d'aménagement rural ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 132 de M. Félix Leyzour - **Après l'art. 19 ter** (p. 7571, 7572) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 89 de M. Philippe Marini (abrogation dans certains cas de création de magasins de l'autorisation préalable afférente à l'exploitation des surfaces de vente des locaux libérés) - Sur les amendements de M. Claude Estier, accepte le n° 170 (présentation par le Gouvernement au Parlement avant le 1<sup>er</sup> septembre 1995 des propositions tendant à permettre la réduction du nombre des logements vacants) et s'oppose aux n° 171 (fixation à 20 % de la déduction du montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements vacants depuis plus de deux ans) et n° 172 (assujettissement à la taxe d'habitation des logements vacants depuis plus de deux ans et qui n'ont pas fait l'objet d'une mise en location) - **Art. 19 quater (mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavorisées - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 7572) : son amendement n° 58 : rétablissement de cet article ; espace rural ; adopté - (p. 7574) : sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements n° 80 de M. Alain Vasselle et n° 91 de M. Jean Faure - **Art. 19 sexies (répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 7595) : son amendement n° 59 : rétablissement de cet article ; diversité de l'habitat ; adopté - **Art. 19 septies A (attribution préférentielle des concours financiers en faveur de l'habitat ancien au profit des communes situées dans les zones de revitalisation rurale et créant des logements locatifs sociaux)** (p. 7598) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Félix Leyzour (nouvelle rédaction) - **Art. 19 septies (contrats particuliers de zones fragiles conclus entre l'Etat et certains départements - supprimé par l'Assemblée nationale)** : son amendement n° 60 : rétablissement de cet article ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 228 de M. Désiré Debavelaere - **Art. 19 octies (mesure fiscale en faveur des agents publics et des salariés dont le lieu de travail est transféré hors de la région d'Île-de-France)** (p. 7600) : s'oppose à l'amendement n° 134 de M. Félix Leyzour (évaluation des conséquences sociales, économiques, financières et de fonctionnement administratif des entreprises délocalisées) - **Intitulé du titre V** (p. 7601) : son amendement n° 61 : « Des compétences et de la péréqua-

tion et du développement local » ; adopté - **Art. 20 A** (*répartition des compétences*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 135 de M. Félix Leyzour - **Art. 20 B** (*compétence en matière de transports régionaux*) (p. 7603) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 136 de M. Félix Leyzour - **Sur l'ensemble** (p. 7640) : débats au Parlement - Solidarité nationale.

- **Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat** [n° 90 (94-95)] - (20 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 7853, 7855) : bilan de la loi d'orientation pour la ville - Complexité des procédures - Participation à la diversité de l'habitat - Rigidité des principes - Mesures de simplification de la procédure d'élaboration - Construction de logements sociaux - Au nom de la commission des affaires économiques, et sous réserve de l'adoption de ses amendements, se déclare favorable à l'adoption de cette proposition de loi - **Question préalable** (p. 7862) : s'oppose à la motion n° 10 de Mme Paulette Fost, tendant à opposer la question préalable - Possibilité de sauver la loi d'orientation pour la ville - **Art. 1<sup>er</sup>** (*simplification de la procédure d'élaboration du programme local de l'habitat*) (p. 7864) : s'oppose aux amendements n° 23 de suppression de M. Claude Estier et n° 11 de Mme Paulette Fost (relèvement du taux de participation des entreprises à l'effort de construction) - **Art. 2** (*modifications de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 7866) : accepte l'amendement n° 8 de la commission saisie pour avis (seuil unique de 3 500 habitants) et s'oppose à l'amendement n° 12 de Mme Paulette Fost (obligation pour les collectivités publiques de réaliser des logements sociaux) - **Après l'art. 2** (p. 7867, 7868) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 30 de M. Alain Lambert (suppression de la possibilité donnée au préfet d'exercer le droit de préemption urbain à la place du maire) - S'oppose aux amendements de Mme Paulette Fost n° 13 (suppression des suppléments de loyers) et n° 14 (suppression de l'article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation) - **Après l'art. 3** (p. 7869) : accepte l'amendement n° 21 de M. Alain Lambert (prolongation du délai de validité des permis de construire et des arrêtés de lotir) - **Art. 4** (*contribution financière des communes*) (p. 7870) : son amendement n° 2 : utilisation de cette contribution à la réalisation de terrains d'accueil pour les gens du voyage ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 16 de Mme Paulette Fost (relèvement du taux de la contribution) - **Après l'art. 4** (p. 7871) : s'oppose à l'amendement n° 28 de Mme Paulette Fost (réquisition de logements vides) - **Art. 5** (*modifications de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 7873, 7874) : ses amendements n° 3 : élargissement de la liste des catégories de logements sociaux ; et n° 4 : réalisation de terrains d'accueil ; adoptés - Accepte l'amendement n° 31 de M. Alain Lambert (réalisation d'un minimum de logements locatifs pour les ménages à revenus modestes) - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 25 de suppression et n° 26 (engagement des communes réduit aux logements financés par un prêt locatif aidé) ainsi qu'à l'amendement n° 17 de Mme Paulette Fost (évolution des plafonds de travaux) - **Art. 3 (précédemment réservé p. 7869)** (*modification de l'article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 7875) : s'oppose aux amendements n° 24 de suppression de M. Claude Estier et n° 15 de Mme Paulette Fost (révision cadastrale) - **Art. 6** (*rapport d'exécution*) (p. 7876) : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - **Art. 7** (*diminution des charges foncières*) (p. 7878) : son amendement n° 6 : dépassement du coefficient d'occupation des sols ; adopté - **Art. 8** (*suppression de la participation à la diversité de l'habitat*) (p. 7879) : son amendement n° 7 : complément à la liste des abrogations ; adopté - S'oppose aux amendements n° 27 de suppression de M. Claude Estier et n° 18 de Mme Paulette Fost (augmentation de la contribution des institutions financières et des compagnies d'assurance) - **Après l'art. 8** (p. 7880, 7881) : son amendement n° 32 : pourcentage de logements sociaux par commune ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 19 de Mme Paulette Fost (délai de remboursement de la TVA) - Se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission saisie pour avis sur le principe mais s'interroge quant aux délais (vente de logements HLM aux locataires) - **Art. 9** (*pertes de recettes compensées*) (p. 7882) : s'oppose à l'amendement n° 20 de Mme Paulette Fost (rétablissement de l'article 9 supprimé par l'Assemblée nationale ; dépôt d'un rapport au Parlement).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 182 (94-95)] - (23 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 8087, 8088) : satisfaction à la suite de l'accord intervenu en CMP - Composition des zones de revitalisation rurale - Règles de composition du Conseil national d'aménagement et de développement du territoire et des conférences régionales - Loi « montagne » - Trajets domicile-travail des franciliens - Péage sur les nouvelles autoroutes en Ile-de-France - Demande l'adoption du texte dans la rédaction proposée par le Gouvernement - Mission commune d'aménagement du territoire - **Art. 17 C** (p. 8103) : accepte l'amendement de suppression n° 1 du Gouvernement.

- **Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 193 (94-95)] - (23 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 8104, 8105) : seuil de 3 500 habitants - Catégories de logements à construire - Contribution financière commune - Répartition des prêts locatifs aidés - Améliorations apportées par le Sénat - Propose d'adopter les conclusions de la commission mixte paritaire.

LARUE (Tony), sénateur de la Seine-Maritime (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Secrétaire-rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (*JO Lois et décrets* du 13 octobre 1994) ; puis secrétaire-rapporteur (*JO Lois et décrets* du 19 octobre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Equipement, transports et tourisme - IV - Mer - Ports maritimes** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 24 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Equipement, transports et tourisme - IV - Mer** - (3 décembre 1994) - Rapporteur spécial pour les ports maritimes : son intervention présentée par M. René Regnault (p. 6641, 6643).

LAUCOURNET (Robert), sénateur de la Haute-Vienne (S).

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de résolution*, présentée avec M. Henri Revol, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous la forme d'un échange de lettres entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique concernant les marchés publics [n° 621 (93-94)] (28 septembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Communautés européennes**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Energie** - [n° 81 (94-95)] tome 5 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 519) : rôle des petites entreprises dans l'économie - Transmission des entreprises - Guichet unique - Registre du commerce - Epargne de proximité - Dispositions sociales - (p. 520) : travail illégal - Prévoyance complémentaire - Simplification des procédures comptables - Dispositions fiscales - (p. 521) : effet des mesures fiscales sur le développement et les créations d'entreprises et d'emplois - Travail clandestin - Conjoncture économique - Le groupe socialiste fera dépendre son vote du sort réservé à ses amendements - **Art. 2** (*remise d'un seul dossier à un guichet unique*) (p. 539) : son amendement n° 106 : faculté laissée au déclarant de saisir directement le greffe de sa demande d'inscription au registre du commerce ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Art. 5** (*levée de l'interdiction d'emprunter pour l'associé unique*) (p. 557, 558) : son amendement de suppression n° 107 ; adopté - Distinction entre patrimoine familial et professionnel de l'entrepreneur individuel - **Art. 16** (*possibilité de domicilier provisoirement une entreprise dans un local d'habitation*) (p. 571) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 83 de M. Robert Pagès pour que cet article soit examiné en commission mixte paritaire - **Avant l'art. 19** (p. 576, 577) : son amendement n° 108 : suppression du système du forfait et mise en place d'un nouveau régime simplifié d'imposition pour les très petites entreprises relevant de l'impôt sur le revenu ; rejeté - **Art. 19** (*simplification des obligations comptables*) (p. 578, 579) : son amendement n° 109 : enregistrement au jour le jour des seules recettes et dépenses ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 178 de la commission (établissement d'un relevé en fin d'exercice des recettes encaissées, des dépenses payées, des dettes financières, de l'immobilisation et des stocks évalués de manière simplifiée) - **Art. 21** (*revalorisation de la limite de déduction de salaire du conjoint en faveur des adhérents des centres et associations de gestion agréés*) (p. 581) : son amendement n° 111 : revalorisation de la part du salaire du conjoint déductible du bénéfice imposable ; rejeté - **Art. 24** (*réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises*) (p. 590, 591) : son amendement n° 112 : extension du bénéfice de la réduction d'impôt aux titres acquis par les salariés dans le cadre d'une procédure de rachat d'une entreprise par ses salariés, RES ; retiré - **Art. 25** (*réduction d'impôt accordée aux adhérents de centres de gestion et d'associations agréés pour frais de comptabilité et d'adhésion*) (p. 591, 592) : dépôt par le groupe socialiste d'un amendement ayant le même objet sur le projet de loi de finances pour 1994 - **Après l'art. 27** (p. 597) : son amendement n° 110 : revalorisation des limites relatives au régime simplifié d'imposition ; rejeté - **Après l'art. 28** (p. 599) : ses amendements n° 114 : possibilité donnée aux entreprises individuelles d'adhérer à un groupement de prévention agréé ; et n° 115 : possibilité donnée aux centres de gestion d'avoir le statut de groupement de prévention agréé ; retirés - **Art. 34 bis**

(*contrats d'assurance de groupe des non salariés non agricoles*) (p. 614) : son amendement n° 117 : nature des organisations représentatives ; retiré - **Art. 35** (*destinataires du relevé des contrats de travail temporaire*) (p. 623) : son amendement n° 118 : suppression de l'allègement et de la simplification de certaines formalités administratives pesant sur les entreprises de travail temporaire ; rejeté - **Art. 35 bis** (*suppression du livre de paie*) (p. 624) : son amendement de suppression n° 119 ; adopté - **Art. 37** (*suppression de l'avis du comité d'entreprise sur les augmentations de prix*) (p. 627) : son amendement de suppression n° 120 ; rejeté - **Art. 40** (*institution d'une présomption d'activité indépendante exercée hors de tout contrat de travail*) (p. 635) : son amendement n° 121 : suppression de la notion de subordination permanente ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 643) : absence de véritables incitations à la création d'entreprises et d'emplois - Nombreux problèmes restés en suspens - Atteintes au droit du travail - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits alimentaires** [n° 371 (93-94)] - (24 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1800) : politique de qualité des produits - Compétitivité internationale - Création du Comité français d'accréditation et rôle des associations de consommateurs - Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'habitat** [n° 416 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2053, 2055) : vente des logements d'HLM locatifs - Logement social - Réhabilitation de logements d'HLM - Rôle des organismes d'HLM - Revalorisation de l'aide personnalisée au logement, APL - Dangers de la vente des HLM - Risque de spéculation - Evolution des loyers - Amélioration du fonctionnement des copropriétés.

**Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Rappel au règlement** (p. 2091) : conditions difficiles dans lesquelles les sénateurs sont appelés à travailler - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2092, 2093) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 116 (exclusion du processus de vente d'HLM des organismes dont la liste des demandeurs de logements est supérieure à 50 % des logements de leurs parcs) et n° 117 (limitation de la vente de logements sociaux) - **Art. 4** (*allègement des contraintes imposées en cas de vente de logements*) (p. 2103, 2104) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 118, de suppression, n° 119 (durée minimum de cinq ans pendant laquelle l'acquéreur est tenu de conserver la propriété du logement), n° 120 (prix de revente maximum du logement), n° 121 (suppression du paragraphe II) et n° 122 (suppression du paragraphe III) - (p. 2109) : revente des logements - Spéculation.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail - Deuxième lecture** [n° 498 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Après l'art. 19** (p. 3333) : soutient l'amendement n° 2 de M. Claude Estier (mise en place d'une commission d'intérêt minier dans chaque département) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3336) : prise en compte des préoccupations des communes minières - Régime juridique de la responsabilité de l'exploitant - Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale** [n° 479 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3347, 3348) : dysfonctionnements de la fonction publique territoriale - Procédures de recrutement et formation initiale d'application - Déroulement des carrières - Rôle des différentes institutions - Missions des centres de gestion - (p. 3349) : rationalisation de la gestion - Villes et communes rurales - Textes réglementaires - Fera dépendre son vote de l'adoption de ses propositions d'amélioration du projet de loi - **Rappel au règlement** (p. 3358) : organisation des travaux du Sénat compte tenu des nombreux reports de la discussion de ce projet de loi et des engagements pris par les sénateurs de province dans leur circonscription - **Art. 2** (*composition et fonctionnement du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3377 ; 3378) : ses amendements n° 151 : présence dans le collège désignant les représentants des collectivités territoriales des présidents de centres de gestion ; devenu sans objet, n° 152, identique à l'amendement n° 35 de M. Albert Vecten (suppression des dispositions relatives à la présence de représentants de l'Etat lors des séances

du conseil d'administration) ; adopté ; et n° 153 : remplacement des mots « communes, départements des régions » par les mots : collectivités territoriales ; rejeté - (p. 3380) : se déclare opposé à l'amendement n° 120 de M. Alain Vasselle (composition du collège élisant des représentants des collectivités territoriales) - **Art. 3 (compétences du Centre national de la fonction publique territoriale)** (p. 3384) : ses amendements, n° 154 rédactionnel, n° 155 : organisation des concours de catégorie A par le CNFPT ; et n° 156 : communication par le CNFPT aux centres de gestion des tableaux d'avancement et des listes d'aptitude ; devenus sans objet - **Avant l'art. 6** (p. 3387) : son amendement n° 157 : caractère d'établissements publics locaux des centres de gestion ; adopté.

**Suite de la discussion** - (4 juillet 1994) - **Avant l'art. 9** (p. 3418, 3419) : ses amendements n° 163 : extension du contenu et du champ d'application de l'aide que peuvent fournir les centres de gestion ; rejeté ; et n° 164 : autorisation des centres de gestion à recourir à des agents non titulaires pour faire face à des remplacements ; devenu sans objet - **Art. 10 (contrôle administratif des actes des centres de gestion)** (p. 3421) : se déclare opposé à l'amendement n° 130 de M. Alain Vasselle (transmission des décisions de nomination sur demande du représentant de l'Etat) - **Avant l'art. 11** (p. 3422) : son amendement n° 165 : interdiction faite aux collectivités locales employant entre 250 et 350 agents de conserver leur propre commission administrative paritaire ; rejeté - **Art. 11 (formation commune de commissions administratives paritaires - listes d'aptitude communes)** (p. 3423) : son amendement n° 166 : suppression des dispositions relatives à l'autorité compétente pour dresser les listes d'aptitude à la promotion interne ; rejeté - **Art. 13 (regroupement des comités techniques paritaires)** (p. 3424) : son amendement n° 167 : mise à jour des dispositions sur les centres de gestion ayant un statut dérogatoire ; adopté - **Après l'art. 15** (p. 3427) : son amendement n° 168 ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 132 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les collectivités locales de recruter sans concours des fonctionnaires de catégorie C « lorsque le grade de début est doté de l'échelle de rémunération la moins élevée de la fonction publique, le cas échéant selon des conditions d'aptitude prévues par les statuts particuliers ») - **Art. 17 (procédure de nomination dans les emplois vacants)** (p. 3429) : son amendement n° 170 : possibilité de recruter par la voie de la promotion interne à l'expiration du délai de quatre mois ; rejeté - **Art. 19 (fixation du nombre de postes ouverts aux concours)** (p. 3431) : son amendement n° 172 : déduction du nombre de fonctionnaires pris en charge pour le calcul du nombre de postes mis au concours ; retiré - (p. 3432) : se déclare favorable à l'amendement n° 42 de M. Albert Vecten (recensement des besoins prévisionnels par les collectivités territoriales et établissements) - Situation des fonctionnaires privés d'emploi - **Art. 20 (modalités d'établissement des listes d'aptitude des concours)** (p. 3434) : son amendement n° 174 : possibilité pour un candidat d'être inscrit sur une liste d'aptitude ; rejeté - **Art. 21 (formation initiale de certains fonctionnaires de catégorie A)** (p. 3437) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 44 de M. Albert Vecten et se déclare favorable à l'amendement n° 14 de la commission (rémunération des stagiaires par le Centre national de la fonction publique territoriale et indemnisation des stagiaires qui ne seront pas recrutés) - **Après l'art. 21** (p. 3439) : son amendement de coordination n° 175 ; adopté - **Avant l'art. 22** : son amendement n° 176 : remplacement du mot « mutations » par le mot « mouvements » ; rejeté - **Art. 22 (décharge de fonctions)** (p. 3440, 3441) : ses amendements n° 177 : définition des emplois fonctionnels avant la fixation des modalités de décharge de fonctions ; rejeté ; et n° 178 : information de l'assemblée délibérante et du CNFPT préalablement à la fin des fonctions ; retiré - **Avant l'art. 23** (p. 3442) : son amendement n° 179 : cas des autorisations spéciales d'absence pour satisfaire à des obligations légales ; adopté - **Art. 24 (réintégration après un détachement de longue durée)** (p. 3443) : son amendement n° 180 : prise en charge du fonctionnaire de catégorie A par le centre de gestion lorsqu'aucun emploi n'est vacant ; adopté - (p. 3444) : se déclare opposé à l'amendement n° 64 de M. François Lesein (possibilité pour le fonctionnaire d'opter immédiatement pour un licenciement) - **Art. 25 (réintégration après une disponibilité)** (p. 3446, 3447) : ses amendements, n° 181 : possibilité de réintégration après une période de disponibilité dès la première

vacance ; et n° 182 : suppression de la réintégration en sur-nombre à l'issue d'une période de disponibilité de droit ; rejetés - **Art. 26 (publicité du tableau d'avancement)** : ses amendements, n° 183 : suppression du caractère annuel du tableau d'avancement ; rejeté ; et n° 184 : mention de la subordination de l'avancement de grade à l'accomplissement de la formation ; adopté - **Art. 27 (reclassement des fonctionnaires privés d'emploi)** (p. 3451) : son amendement n° 185 : mesure destinée à faciliter le reclassement des personnels concernés ; retiré - **Art. 28 (contribution financière des collectivités et établissements pour les fonctionnaires privés d'emploi)** (p. 3462) : son amendement n° 186 : contribution de la collectivité en cas de décharge de fonction ou de suppression d'emploi ; retiré - **Art. 31 (créations d'emplois à temps non complet)** (p. 3467) : son amendement n° 187, soutenu par M. René Régnault : création d'un grade à temps non complet ; adopté - **Art. 32 (intégration des agents à temps non complet dans les cadres d'emplois)** (p. 3470) : son amendement de suppression n° 188 ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'habitat - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 558 (93-94)]** - (5 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3504) : vente d'HLM - Prêts locatifs aidés, PLA - S'oppose aux conclusions de la CMP.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4147) : projets de loi antérieurs - Transfert de compétences et de charges - Droit de l'homme à l'environnement - Participation - (p. 4148, 4149) : commission nationale du débat public - Prévention des risques naturels - Entretien des cours d'eau - Espaces naturels - Gestion des déchets et compétence des communes - Déchets industriels.

**Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 4190) : se déclare favorable à l'amendement n° 214 de M. Claude Estier (débat au début de l'élaboration du projet) - **Art. 3 (réforme des enquêtes publiques)** (p. 4199, 4203) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 219 (composition de la commission départementale), n° 220 (désignation du commissaire enquêteur) et n° 221 (indemnisation des commissaires enquêteurs) - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 4215) : soutient l'amendement n° 222 de M. Claude Estier (commission des carrières) - **Art. 9 (commission supérieure des sites, perspectives et paysages)** (p. 4220) : soutient l'amendement de suppression n° 224 de M. Claude Estier.

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 25 (inventaire régional du patrimoine paysager)** (p. 4293, 4294) : sur l'amendement n° 239 du Gouvernement (rôle de la région dans l'observation et l'inventaire du patrimoine paysager), soutient le sous-amendement n° 228 de M. Claude Estier (inventaire mis à la disposition du public et communiqué aux associations agréées) - **Art. 37 - Paragraphe III (par priorité) (gestion des déchets)** (p. 4329) : soutient l'amendement n° 231 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe III) - **Paragraphe VI (par priorité)** (p. 4335) : soutient l'amendement n° 247 de M. Claude Estier (suppression des ressources du fonds de gestion des déchets affectées aux techniques innovantes).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (énergie) - (p. 6271) : politique énergétique française et propositions de directives européennes - (p. 6272) : politique d'utilisation rationnelle de l'énergie - Environnement et Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - Politique nucléaire française et Commissariat à l'énergie atomique, CEA - EDF et GDF - Secteur pétrolier - (p. 6273) : secteur charbonnier - Donne un avis favorable à l'adoption des crédits en faveur de l'énergie.

**Commerce et artisanat** - (28 novembre 1994) (p. 6318, 6319) : insuffisance de ce budget - Absence de mesures importantes en faveur des PME - PMI - Consommation des ménages - Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6498, 6499) : diminution des crédits - Réhabilitation - Programmes de logements locatifs



sociaux - Aide à la personne - 1 % logement - Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 61 (aide personnalisée au logement)** (p. 6513) : son amendement de suppression n° II-25, soutenu par M. André Vézinhel ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (20 décembre 1994) (p. 7802) : ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce - Résolution de la commission des affaires économiques - Demande la discussion commune de ces deux textes.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) [n° 156 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7815, 7816) : débat intra-européen - Relations Europe-Etats-Unis - Propositions de résolution - Discussion commune de la résolution de la commission des affaires économiques et du texte du traité.

- **Résolution (n° 171, 1994-1995) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur le projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en oeuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (n° E 318) [n° 147 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7834) : le groupe socialiste s'abstiendra.

- **Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat [n° 90 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7857, 7858) : remise en cause de la loi d'orientation pour la ville - Construction de logements sociaux - Seuil de 3500 habitants - Notion de logement social - Construction ou contribution financière - **Art. 1<sup>er</sup> (simplification de la procédure d'élaboration du programme local de l'habitat)** (p. 7863, 7864) : soutient l'amendement de suppression n° 23 de M. Claude Estier - **Art. 2 (modifications de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation)** (p. 7866, 7867) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de la commission saisie pour avis (seuil unique de 3 500 habitants) - **Art. 4 (contribution financière des communes)** (p. 7870) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de la commission (utilisation de cette contribution à la réalisation de terrains d'accueil pour les gens du voyage) - **Art. 5 (modifications de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation)** (p. 7872, 7874) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 25 de suppression et n° 26 (engagement des communes réduit aux logements financés par un prêt locatif aidé) - **Art. 3 (précédemment réservé p. 7869) (modification de l'article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation)** (p. 7875) : soutient l'amendement de suppression n° 24 de M. Claude Estier - **Art. 8 (suppression de la participation à la diversité de l'habitat)** (p. 7878) : soutient l'amendement de suppression n° 27 de M. Claude Estier - Le groupe socialiste votera contre l'article 8 - **Après l'art. 8** (p. 7880) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de la commission saisie pour avis (vente de logements HLM aux locataires) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7882) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

LAURENT (Bernard), sénateur de l'Aube (UC).

Décédé le 15 juillet 1994 (JO Lois et décrets du 16 juillet 1994) - Eloge funèbre le 4 octobre 1994.

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

- Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 190 (93-94)] relatif au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire [n° 228 (93-94)] (5 janvier 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993) - **Territoires d'outre-mer.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 277 (93-94)] relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire de l'Etat [n° 333 (93-94)] (13 avril 1994) - **Territoires d'outre-mer.**

*Rapport supplémentaire*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi de M. Claude Huriet [n° 423 (93-94)] tendant à autoriser un majeur en tutelle à être inscrit sur une liste électorale et à voter si le juge l'y autorise [n° 505 (93-94)] (15 juin 1994) - **Elections.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - Suite de la discussion - (17 janvier 1994) - **Art. 4 (prélèvement et transplantation d'organes) - Art. L. 667-4 du code de la santé publique (interdiction des prélèvements d'organes sur les mineurs et les majeurs protégés)** (p. 189) : se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 170 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis - **Art. L. 667-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 195) : importance du principe du consentement présumé.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - Suite de la discussion - (20 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 353) : sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil), son sous-amendement n° 39 : définition de l'embryon ; rejeté - **Art. 2 (chapitre II du titre I<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> du code civil : du respect du corps humain) - Art. 24 du code civil (anonymat)** (p. 385) : se déclare favorable à l'amendement n° 15 de la commission (conditions de dérogation à la règle de l'anonymat).

- **Projet de loi organique relatif au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire [n° 190 (93-94)]** - (20 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 277) (p. 1175) : prise en charge par l'Etat de la réglementation et du service public pénitentiaire - Mission de la commission des lois en mars 1990 - Responsabilité du terri-

toire relative au régime des mineurs - Réduction de la durée du transfert de compétences - (p. 1176) : reclassement des fonctionnaires d'Etat - Sort des agents contractuels du territoire - Intégration des personnels sur la base d'un examen professionnel - Au nom de la commission des lois, accepte le projet de loi organique et le projet de loi ordinaire sous réserve du vote d'un amendement.

- **Projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire de l'Etat** [n° 277 (93-94)] - (20 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi organique n° 190) : voir intervention sous le projet de loi organique n° 190 (p. 1175, 1176) - **Art. 2 (intégration des agents non fonctionnaires)** (p. 1179) : accepte l'amendement n° 3 du Gouvernement (remplacement des mots « administration pénitentiaire » par « ministère de la justice ») - (p. 1180) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 2 de M. Daniel Millaud (intégration des personnels par ordre de mérite déterminé par un examen professionnel) et n° 4 de M. Robert Pagès (intégration sans examen professionnel et avec une formation complémentaire) - (p. 1181) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Robert Pagès (suppression de la notion de « limite des emplois nécessaires au fonctionnement du service sur le territoire »).

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** [n° 174 (93-94)] - (26 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1254) : félicite le ministre pour cette réforme - Extension du recrutement au « tour extérieur » dans le corps des sous-préfets - Importance de la création d'une commission consultative - Suppression du risque de politisation de la fonction publique - Modification utile de la réglementation concernant la sortie du secteur public - Au nom du groupe de l'Union centriste, déclare voter le projet de loi tel qu'il a été modifié en séance publique.

- **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord** [n° 344 (93-94)] - (3 mai 1994) - **Art. unique (durée d'assurance requise pour le calcul de la retraite des anciens combattants d'Afrique du nord)** (p. 1386) : avis favorable sur ce texte du groupe de l'Union centriste dans sa très grande majorité.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** - **Deuxième lecture** [n° 354 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 8 (assistance médicale à la procréation)** - **Art. L. 152-2 du code de la santé publique (finalité de l'assistance médicale à la procréation)** (p. 1642) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de la commission (retour à la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture relative à la stabilité du couple et à l'âge de ses membres) - **Art. L. 152-3 du code précité (conception in vitro)** (p. 1651) : se déclare favorable aux amendements n° 16 (suppression de la disposition autorisant l'arrêt de la conservation des embryons), n° 17 (suppression de la disposition prévoyant la consultation annuelle des parents sur le maintien de la demande de conservation) et n° 18 (suppression de la disposition limitant à cinq ans la durée de conservation) de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1694) : bilan positif des trois textes relatifs à l'éthique biomédicale - Hommage aux rapporteurs - S'abstiendra lors du vote sur le présent texte.

- **Projet de loi relatif au corps humain** - **Deuxième lecture** [n° 356 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 1699) : intervient sur les amendements n° 22 de M. Charles Lederman (suppression des mots : « dès le commencement de sa vie ») et n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (remplacement des mots : « dès le commencement de sa vie » par les mots : « dès le commencement de la vie »).

**Suite de la discussion** - (19 mai 1994) - **Art. 8 (de la filiation en cas de procréation médicalement assistée)** - **Art. 311-20 du code civil (effets du consentement à la procréation médicalement assistée)** (p. 1765) : s'abstiendra sur l'amendement n° 13

de la commission (nécessité du consentement devant le juge ou le notaire en cas de tiers donneur - expression du consentement à l'assistance médicale à la procréation auprès du médecin).

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** - **Deuxième lecture** [n° 437 (93-94)] - (26 mai 1994) - **Art. 6 (rédaction des contrats de travail)** (p. 1912) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de M. Ivan Renar (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

- **Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique** [n° 419 (93-94)] - (2 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2155) : amélioration de la flexibilité du travail dans la fonction publique - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la colombophilie** - **Deuxième lecture** [n° 469 (93-94)] - (16 juin 1994) - En remplacement de M. Guy Allouche, rapporteur - **Discussion générale** (p. 2660) : amendement rédactionnel de l'Assemblée nationale à l'article 3 - Remplacement des termes « Communauté économique européenne » par « Communauté européenne » - Au nom de la commission des lois, propose l'adoption sans modification de ce projet de loi.

- **Conclusions du rapport supplémentaire de M. Bernard Laurent, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 423, 92-93), déposée par M. Claude Huriet, tendant à autoriser le majeur en tutelle à être inscrit sur une liste électorale et à voter si le juge l'y autorise** [n° 505 (93-94)] - (16 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2661, 2662) : diversité des placements d'un majeur en tutelle - Possibilité de conserver des droits civils et administratifs - Eviction des urnes pour tous les majeurs en tutelle - Inscription d'une mesure dérogatoire dans le code électoral - Rôle du juge - Inéligibilité des majeurs en tutelle - Sous réserve de ces observations, au nom de la commission des lois, propose l'adoption de cette proposition de loi - **Art. 3 (extension aux territoires d'outre-mer et à Mayotte)** (p. 2664) : configuration des îles de Polynésie - Vote par procuration des personnes handicapées - Assemblées territoriales - Au nom de la commission des lois, propose l'adoption de cet article.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - (28 juin 1994) - **Art. 13 (modification de la durée du mandat du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations)** (p. 3100) : se déclare opposé, avec le groupe de l'Union centriste, aux amendements identiques de suppression n° 62 de M. Robert Vizet et n° 112 de M. René Régnault.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** [n° 543 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 20 (par priorité) (manifestations sportives, récréatives ou culturelles)** (p. 3586) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 98 de M. Charles Lederman et n° 168 de M. Claude Estier.

**Suite de la discussion** - (7 juillet 1994) - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3656) : sur l'amendement n° 17 de la commission (contrôle par la CNIL des enregistrements visuels de vidéo-surveillance), se déclare opposé au sous-amendement n° 296 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 10 (gardiennage des immeubles)** (p. 3671) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 136 de M. Claude Estier - **Art. 11 (dispositifs techniques en vue d'assurer le respect du code de la route)** (p. 3676) : intervient sur l'amendement n° 137 de M. Claude Estier (respect des libertés individuelles et collectives).

- **Projet de loi relatif au prix des fermages** [n° 511 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (fixation du prix du bail en monnaie-indexation)** (p. 3937, 3938) : sur l'amendement n° 9 de la commission (clarification de la rédaction relative à la composition de l'indice et précisions diverses), se déclare opposé au sous-amendement n° 16 de M. Fernand Tardy (prise en compte du résultat brut d'exploitation dans la limite de 25 %) - Généralisation de la diminution du revenu brut d'exploitation.

**LAURIN (René-Georges)**, sénateur du Var (RPR).

#### NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des lois.

– Membre titulaire du Conseil national des services publics départements et communaux.

Juge suppléant de la Cour de justice de la République (*JO* Lois et décrets du 20 janvier 1994).

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée au Canada du 7 au 22 septembre 1994 [n° 203 (94-95)] (29 décembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1994) - **Canada**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO* Débats du 17 juin 1994) (p. 2651) - Ministère : Affaires étrangères - **Tragédie du Rwanda** - **Politique extérieure**.

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** [n° 594 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Art. 18 (par priorité) (commission de surendettement)** (p. 4544) : soutien par la majorité parlementaire des positions du Gouvernement.

*Deuxième lecture* [n° 88 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 37 quinquies (secret de l'enquête et de l'instruction)** (p. 7399, 7400) : amendement Marsaud - Mission d'information sur le respect de la présomption d'innocence - Intervient sur l'amendement de suppression n° 22 de la commission.

**LAURIOL (Marc)**, sénateur des Yvelines (RPR).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues visant à modifier les dispositions légales relatives aux activités sociales et culturelles des comités d'entreprise [n° 322 (93-94)] (6 avril 1994) - **Travail**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à modifier l'article L. 321 -13 du code du travail afin d'adapter cette disposition à la spécificité des particuliers employeurs [n° 323 (93-94)] (6 avril 1994) - **Travail**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, instaurant une journée nationale du souvenir des morts pour la France en Afrique du Nord entre 1952 et 1962 [n° 467 (93-94)] (31 mai 1994) - **Fêtes légales**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO* Débats du 14 octobre 1994) (p. 4267) - Ministère : Justice - **Indépendance et dignité des magistrats** - **Magistrature**.

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - (12 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 955, 956) : précédentes politiques gouvernementales - Loi du 31 décembre 1975 - Rapport annuel au Parlement n° Appli-

cation de la loi - Fonctions de la langue - Identité nationale - Enseignement - (p. 957) : marques de fabrique - Utilisation du Français dans les colloques et les congrès - Introduction dans la langue de mots étrangers - Rôle du législateur - (p. 958, 960) : néologismes - Définition juridique de la langue française - Arrêtés de terminologie - Sécurité des justiciables - Se déclare favorable aux amendements de la commission - Rôle de l'école - Maîtrise de la langue française - Plurilinguisme.

**Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 987) : se déclare favorable à l'amendement n° 21 de M. Ivan Renar (énoncé des principes généraux) - **Art. 1<sup>er</sup> (documents et publicités relatifs aux biens et aux services)** : son amendement n° 19 : nouvelle rédaction de cet article ; retiré - **Art. 2 (inscriptions apposées et annonces faites dans les lieux ouverts au public)** (p. 990) : intervient à propos de l'amendement n° 46 de M. Claude Estier (suppression de la référence faite à la gravité du manquement) - **Art. 3 (présentation du texte français et de ses traductions éventuelles)** (p. 991) : intervient à propos de l'amendement n° 47 de M. Claude Estier (recours minimum à deux langues étrangères) - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 1003, 1004) : intervient à propos de l'amendement n° 50 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction).

**Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 5 (suite)** (p. 1080) : se déclare favorable à l'amendement n° 30 de M. Ivan Renar (dispositif de traduction simultanée) - **Après l'art. 5** (p. 1081) : son amendement n° 36 : publication du nombre de revues étrangères diffusées en France ; adopté - **Art. 6 (rédaction des contrats de travail)** (p. 1084) : sur l'amendement n° 53 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction du quatrième alinéa du texte proposé), son sous-amendement n° 73 ; adopté - **Art. 8 (offres d'emploi publiées dans la presse)** (p. 1089) : intervient à propos de l'amendement n° 40 de M. Henri Goetschy (offres d'emploi transfrontalières) - **Art. 9 (le français, langue de l'enseignement)** (p. 1090) : son amendement n° 20 : maîtrise de la langue française ; retiré.

*Deuxième lecture* [n° 437 (93-94)] - (26 mai 1994) - **Art. 3 (présentation du texte français et de ses traductions éventuelles)** (p. 1903) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 2 de la commission et n° 7 de M. Ivan Renar (suppression du dernier alinéa relatif au recours au pouvoir réglementaire pour la définition des dérogations dans le domaine des transports internationaux et dans les régions frontalières) - **Art. 5 bis (publications, revues, communications rédigées dans une langue étrangère et diffusées en France)** (p. 1909) : se déclare favorable aux amendements identiques, n° 4 de la commission et n° 10 de M. Ivan Renar (suppression du second alinéa relatif à l'attribution des aides publiques) - **Art. 15 (délit d'entrave à la recherche et constatation des infractions aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>)** (p. 1915) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 17 de M. Claude Estier - **Explication de vote sur l'ensemble** : néologismes - Enseignement du français - Utilisation de la langue française dans le secteur audiovisuel - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

– **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** [n° 543 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 6 (institution dans une commune du régime de la police d'Etat)** (p. 3615) : intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction).

– **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale** [n° 603 (93-94)] - (14 novembre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5527, 5528) : déclare s'abstenir sur l'amendement n° 12 de Mme Hélène Luc (interdiction du financement des partis et des candidats par les entreprises et autres personnes morales de droit privé à but lucratif).

– **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** - *Deuxième lecture* [n° 88 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 37 quinquies (secret de l'enquête et de l'instruction)** (p. 7397) : s'abstiendra lors du vote des amendements identiques de suppression n° 22 de la commission, n° 2 de M. Charles Lederman et n° 71 de M. Guy Allouche - Respect du secret de l'instruction - Liberté de la presse - Amendement Marsaud sur le secret de l'instruction.

**LE BRETON (Henri)**, sénateur du Morbihan (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

**LECLERC (Dominique)**, sénateur d'Indre-et-Loire (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 137 (JO Débats du 15 juin 1994) (p. 2556) - Ministère : Affaires sociales - *Difficultés de la biologie médicale libérale* - (Réponse : JO Débats du 25 juin 1994) (p. 2973) - **Laboratoires**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Art. 11 bis (par priorité)** (*article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants*) (p. 5038, 5041) : ses amendements n° 350 de suppression et n° 351 : carte départementale des officines de pharmacie ; devenus sans objet - (p. 5049, 5050) : votera l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire pouvoir d'autorisation du préfet) et sur cet amendement, le sous-amendement n° 546 de M. Etienne Dailly (suppression du pouvoir transitoire d'autorisation par le préfet).
- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Justice** - (7 décembre 1994) (p. 6936, 6937) : effectif et responsabilité des greffiers - Surpopulation carcérale - Travaux d'intérêt général, TIG - Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

**LEDERMAN (Charles)**, sénateur du Val-de-Marne (C).

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.
- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.
- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 217 (93-94)]** - (12 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 20) : perte par la nation du contrôle de l'économie du pays - Protestation du bureau international du travail contre l'emploi des enfants de moins de quinze ans - (p. 21) : mise en cause de la souveraineté nationale - Discrimination inadmissible entre les étrangers qui résident en France - Demande le rejet de ce texte - **Art. 6 (règles de présentation des candidatures des citoyens de l'Union ressortissants d'un autre Etat membre que la France)** (p. 35) : délai insuffisant pour effectuer un véritable contrôle des incapacités électorales et des inéligibilités ; contrôle laissé à l'appréciation de chaque Etat membre - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 39) : le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (12 janvier 1994) (p. 40) : situation difficile du peuple kurde - Souhaite que le Gouvernement français oeuvre pour une solution politique et non militaire.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 150) : interrogation sur la nécessité d'un texte législatif - Remise en cause sous-jacente de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse

- (p. 151) : opposition au rétablissement de l'article 16 du code civil proposé par la commission des lois et aux risques consécutifs de dérives - Interrogation relative à la réponse par la loi aux questions philosophiques et métaphysiques sur la personne humaine.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 150, 152).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 150, 152).

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 353) : sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil), son sous-amendement n° 91 : garantie de la pérennité de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse ; retiré - (p. 354) : son amendement n° 42 : suppression de l'expression : « dès le commencement de la vie » ; devenu sans objet - (p. 355) : sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil), se déclare opposé au sous-amendement n° 39 de M. Bernard Laurent (définition de l'embryon) - (p. 356) : loi de 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse - **Art. 2 (chapitre II du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code civil ; du respect du corps humain) - Art. 17 du code civil (respect du corps humain)** (p. 365) : sur l'amendement n° 7 de la commission, son sous-amendement n° 92 : principe de non-commercialisation du corps humain ; rejeté - Son amendement n° 43, sur le même objet que son sous-amendement n° 92 précité ; devenu sans objet - **Art. 18 du code précité (intervention du juge)** (p. 367) : sur l'amendement n° 8 de la commission (possibilité pour l'intéressé de réclamer des dommages-intérêts et pour le juge d'ordonner des mesures en référé en cas d'urgence), son sous-amendement n° 93 ; rejeté - Son amendement n° 44 : caractère interactif de la prescription du juge ; devenu sans objet - **Art. 19 du code précité (consentement et intérêt légitime)** (p. 369) : son amendement de précision n° 45 ; devenu sans objet - **Art. 20 du code précité (protection du patrimoine génétique humain)** (p. 371) : sur l'amendement n° 10 de la commission (retour à la rédaction initiale du projet de loi et référence à la modification des caractères eugéniques de la personne), son sous-amendement n° 97 : encouragement de la recherche sur les maladies génétiques ; adopté - (p. 374) : poursuite et contrôle des recherches - **Art. 21 du code précité (non-commercialisation du corps humain)** (p. 379) : son amendement n° 47 : suppression des mots : « en tant que tels », ouvrant la possibilité du dépôt de brevets concernant des éléments du corps humain ; devenu sans objet - **Après l'art. 21 du code précité** : sur l'amendement n° 12 de la commission (interdiction de breveter le corps humain, tout élément ou tout produit de celui-ci), son sous-amendement n° 95 portant sur le même objet que son amendement n° 47 précité à l'article 21 ; rejeté - **Art. 22 du code précité (gratuité)** (p. 381) : son amendement n° 48 : nouvelle rédaction de l'article ; devenu sans objet - (p. 382) : se déclare favorable au sous-amendement rédactionnel n° 63 de M. Franck Sérusclat, déposé sur l'amendement n° 13 de la commission (distinction entre les expérimentations sur la personne, les prélèvements d'organes et la collecte des produits du corps humain) - **Art. 24 du code précité (anonymat)** (p. 383) : son amendement n° 49 : principe de l'anonymat, règle imprescriptible ; retiré - **Art. 4 (identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique) - Art. 29 du code précité (personnes habilitées à procéder à l'identification)** (p. 393) : son amendement rédactionnel n° 50, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; devenu sans objet - **Art. 5 (art. 6-1 de la loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires : inscription sur une liste des experts judiciaires habilités à procéder à l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)** (p. 394) : son amendement rédactionnel n° 51, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ;

devenu sans objet - **Art. 6 (art. 374 du code pénal : sanction du détournement d'informations recueillies sur une personne au moyen d'un examen génétique)** (p. 396) : son amendement de suppression n° 52, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Art. 8 (art. 311-19 à 311-21 du code civil : filiation et procréation médicalement assistée)** (p. 401) : sur l'amendement n° 36 de la commission (inscription dans le code civil des règles applicables à la filiation en cas de procréation médicalement assistée), son sous-amendement rédactionnel n° 96, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; retiré - Son amendement rédactionnel n° 55, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant mise en oeuvre de la directive n° 91-250 CEE du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 126 (93-94)]** - (27 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1337, 1338) : lutte contre la concurrence déloyale - Insuffisances de la directive du 14 mai 1991 - Accords du GATT - Rôle des parlements nationaux - Protection des programmes créés par le salarié - Abstention du groupe communiste sur ce texte - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1341, 1342) : restriction des droits du salarié concepteur - Rôle du Parlement français en matière de législation européenne : article 88-4 de la Constitution - Législation de 1985 sur la protection des droits d'auteur - Position du groupe communiste.

- **Conclusions du rapport supplémentaire de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 41, 93-94) de M. Marcel Lucotte, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 49, alinéa 6 du Règlement du Sénat [n° 185 (93-94)]** - (4 mai 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1410) : soutient la motion n° 3 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Rôle du Conseil constitutionnel - Réduction du temps de parole - Egalité des sénateurs devant le règlement - (p. 1411) : règlement de l'Assemblée nationale - Atteinte au droit d'amendement - Discussion commune des amendements - Transfert de pouvoir du bureau à la conférence des présidents - (p. 1412) : droit d'expression des minorités - Demande un scrutin public sur cette motion - (p. 1413) : violation du principe d'égalité - Décision du Conseil constitutionnel - **Art. 1<sup>er</sup> (temps de parole fixé à cinq minutes pour l'exposé des motifs d'un amendement)** (p. 1416) : soutient l'amendement de suppression n° 4 de Mme Hélène Luc - Demande un scrutin public sur cet amendement - (p. 1418) : au nom du groupe communiste, déclare s'opposer au vote de l'article 1<sup>er</sup> - **Art. 2 (discussion commune des amendements sauf décision contraire de la conférence des présidents)** (p. 1419) : soutient l'amendement de suppression n° 5 de Mme Hélène Luc - Demande un scrutin public sur cet amendement - (p. 1420) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé au vote de l'article 2 - **Après l'art. 2** (p. 1423, 1424) : décision du bureau du Sénat et disposition du règlement - Droit d'initiative parlementaire - Rappel au règlement - Remplacement d'un sénateur inscrit dans le débat - Diminution du droit d'expression des minorités - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Jean Chamant (codification dans le règlement du Sénat de différentes décisions du bureau) - Demande un scrutin public sur cet amendement.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) - (p. 1605, 1606) : danger de certaines modifications apportées par l'Assemblée nationale - Position du groupe communiste en matière de recherche.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Deuxième lecture [n° 355 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (93-94) (p. 1605, 1606).

– **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (p. 1605, 1606).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 13 (sanctions administratives et pénales relatives à l'assistance médicale à la procréation)** - *Après l'art. L. 152-18 du code de la santé publique* (p. 1683) : se déclare opposé à l'amendement n° 49 de la commission (sanction en cas de publication d'un article relatant une expérience en violation des dispositions légales) - Atteinte à la liberté de la presse.

– **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 1697) : son amendement n° 22 : suppression des mots : « dès le commencement de sa vie » ; rejeté - (p. 1699, 1700) : gravité des conséquences des dérives jurisprudentielles - (p. 1701) : se déclare opposé à l'amendement n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (remplacement des mots : « dès le commencement de sa vie » par les mots : « dès le commencement de la vie ») - (p. 1702) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement d'un alinéa supprimé par l'Assemblée nationale relatif à la référence à la recherche scientifique, à la thérapeutique médicale et aux actions de préservation de la santé publique) - Son amendement n° 23 : affirmation de l'absence de remise en cause de la loi du 17 janvier 1975 relative à l'IVG ; rejeté - **Art. 2 - Art. 16-4 du code civil (protection de l'intégrité de l'espèce humaine)** (p. 1703) : son amendement n° 25 : remplacement des mots : « de modifier » par les mots : « d'altérer » ; rejeté - (p. 1704) : son amendement n° 24, identique à l'amendement n° 2 de la commission : autorisation des recherches en vue de la prévention et du traitement des maladies génétiques ; adopté - **Art. 16-9 du code précité (anonymat)** (p. 1705) : son amendement n° 26, identique à l'amendement n° 4 de la commission : conditions, pour le médecin du donneur et celui du receveur, d'accès aux informations permettant l'identification des intéressés ; adopté - **Art. 4 (identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique)** (p. 1706) ; son amendement n° 27 : suppression de la seconde phrase du dernier alinéa du texte proposé par l'article 4 pour l'article 16-12 du code civil et relative au respect de la vie privée ; adopté (19 mai 1994) (p. 1721).

**Suite de la discussion** - (19 mai 1994) - **Art. 4 (suite)** (p. 1721) : son amendement n° 27, identique à l'amendement n° 44 de la commission : suppression de la seconde phrase du troisième alinéa du texte présenté par l'article 4 pour l'article 16-12 du code civil et relative au respect de la vie privée ; adopté - (p. 1722) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (impossibilité de recourir à l'étude génétique des caractéristiques d'une personne à des fins d'assurance ou d'embauche) - **Art. 7 ter (infraction en matière d'éthique biomédicale) - Section II du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code pénal** (p. 1730) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de la commission (nouvel intitulé de la division : « de la protection de l'embryon humain ») - **Art. 511-9 du code précité (sanction en cas de conception in vitro d'embryons humains à des fins de recherche ou d'expérimentation)** (p. 1731) : son amendement n° 28, identique à l'amendement n° 40 de la commission : suppression du deuxième alinéa relatif aux sanctions en cas d'expérimentation *in vitro* sur un embryon humain ; adopté - *Après l'art. 511-9 du code précité* : contradiction entre la rédaction des amendements de la commission n° 41 (reprise dans le code pénal de certaines dispositions du code de la santé publique) et n° 40 (suppression du deuxième alinéa relatif aux sanctions en cas d'expérimentation *in vitro* sur un embryon humain) - (p. 1759) : se déclare opposé à l'amendement n° 42 de la commission (introduction dans le code pénal des dispositions relatives aux atteintes à l'embryon ou au non respect des règles de mise en oeuvre de l'assistance médicale à la procréation) - **Art. 8 (de la filiation en cas de procréation médicalement assistée)** - **Art. 311-20 du code civil (effets du consentement à la procréation médicalement assis-**

**tée)** (p. 1761) : sur l'amendement n° 13 de la commission (nécessité du consentement devant le juge ou le notaire en cas de tiers donneur - expression du consentement à l'assistance médicale à la procréation auprès du médecin), son sous-amendement n° 30 : suppression de l'intervention du notaire ; rejeté - (p. 1762) : son amendement n° 29, sur le même objet que son sous-amendement n° 30 ; devenu sans objet - (p. 1763) : intervient sur le sous-amendement n° 21 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (qualification du juge) déposé sur l'amendement n° 13 précité de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1767) : danger de conférer un statut à l'embryon - Recherche biomédicale - Avec le groupe communiste et apparenté, se prononcera contre le projet de loi.

– **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 [n° 386 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 415) (p. 1963 à 1965) : contrôle du Parlement français sur les deuxième et troisième piliers de l'Union européenne - Faible influence des assemblées parlementaires nationales sur les projets d'acte communautaire - Construction d'une autre Europe - Désastre du traité de Maastricht - Atteinte à la démocratie - Augmentation des pouvoirs du Parlement français vis-à-vis des directives européennes - Au nom du groupe communiste et apparenté, déclare voter contre cette proposition de loi - **Art. 1<sup>er</sup> (à l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, remplacement des mots « les Communautés européennes » par les mots « l'Union européenne »)** (p. 1967) : se déclare opposé au vote de l'article 1<sup>er</sup> - **Après l'art. 3** : son amendement n° 1 : position de la France devant le Conseil des ministres européens définie par les résolutions adoptées par l'Assemblée nationale et le Sénat ; rejeté - Revalorisation des parlements nationaux - (p. 1968) : prise en compte par le Gouvernement de l'avis des parlementaires - Portée des projets de résolution - Construction européenne - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1970) : au nom du groupe communiste, déclare voter contre cette proposition de loi.

– **Conclusions du rapport de M. Lucien Lanier, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 279, 93-94), déposée par M. Jacques Genton, tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 [n° 415 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 386) : voir intervention sous la proposition de loi n° 386 (p. 1963, 1965).

– **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux [n° 449 (93-94)]** - (7 juin 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2251, 2252) : soutient la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Caractère anticonstitutionnel de ce projet de loi - Danger pour la démocratie - Proximité des élections municipales et présidentielles - (p. 2252) : volonté du Gouvernement et de la majorité de bénéficier du résultat des élections présidentielles - Tenue d'éventuelles élections législatives - Décision du Conseil constitutionnel relative à la concomitance d'élections - Violation du principe constitutionnel d'égalité par l'article relatif au financement de la campagne électorale - (p. 2253) : demande de scrutin public sur la motion - Durée prise en compte pour la réception des fonds et la comptabilisation des dépenses - **Art. 1<sup>er</sup> (choix du mois de juin 1995 pour le prochain renouvellement des conseils municipaux)** (p. 2256) : son amendement de suppression n° 6, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 2 (conséquences du report proposé en matière de financement de la campagne municipale)** : son amendement de suppression n° 7, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté.

– **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2300, 2303) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Fondements de la sécurité sociale - Caractère technique du texte - Choix européens - Branche des accidents du travail et maladies professionnelles - Equilibre entre l'Etat, le Parlement et les partenaires sociaux - Commissions des accidents du travail et des maladies professionnelles.

– **Projet de loi relatif au corps humain - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 515 (93-94)]** - (23 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2880, 2881) : avec les sénateurs communistes et apparenté votera contre ce texte.

– **Rappel au règlement** - (28 juin 1994) (p. 3038, 3039) : rôle de la France au Rwanda.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - (28 juin 1994) - **Question préalable** (p. 3066, 3070) : soutient la motion n° 49 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Situation économique de la France - Privatisation d'Air France.

– **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - (5 juillet 1994) - **Rappel au règlement** (p. 3505) : déclaration d'urgence - **Question préalable** (p. 3546, 3549) : soutient la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Précipitation lors de l'examen de ce texte - Lutte contre le trafic de drogue - Lutte contre l'insécurité - Respect des libertés individuelles - Manifestations - Vidéo-surveillance.

**Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (définition par la loi du « droit à la sécurité »)** (p. 3558) : son amendement n° 52 : respect des libertés individuelles et collectives ; rejeté - (p. 3563) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction qui précise le droit à la sécurité et le devoir de l'Etat) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3563, 3565) : ses amendements, n° 53 : rôle de la police ; n° 54 : police de proximité ; n° 55 : prévention et dissuasion ; n° 51, soutenu par Mme Michelle Demessine : création d'une délégation parlementaire permanente à la sécurité publique ; rejetés - **Après l'art. 2** (p. 3567) : intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (orientation de la politique de sécurité) - (p. 3570) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de la commission (présentation devant le Parlement de trois lois ultérieures relatives aux polices municipales, à la police judiciaire et aux entreprises de gardiennage) - **Art. 3 et annexe II (approbation de la programmation des moyens de la police nationale)** (p. 3576, 3578) : ses amendements n° 72 : répression contre les employeurs de main d'oeuvre clandestine ; n° 73 : respect des droits fondamentaux en matière d'immigration ; et n° 74 : application des accords de Schengen ; rejetés - **Art. 4 (crédits prévus pour l'exécution de la programmation des moyens de la police nationale)** (p. 3581) : son amendement n° 75, soutenu par Mme Hélène Luc : fonctionnaires affectés prioritairement à l'ilotage et à la lutte contre le trafic de drogue et le blanchiment de l'argent ; rejeté - **Art. 20 (par priorité) (manifestations sportives, récréatives ou culturelles)** (p. 3584) : son amendement de suppression n° 98 ; rejeté - **Art. 22 (par priorité) (rattachement au budget du ministère de l'intérieur, des rémunérations et redevances liées à certaines interventions de la police nationale)** (p. 3594) : se déclare opposé à l'amendement de précision n° 291 du Gouvernement - **Art. 23 (par priorité) (domiciliation des témoins)** (p. 3603, 3605) : intervient sur l'amendement de suppression n° 170 de M. Claude Estier ainsi que sur l'amendement de précision n° 42 de la commission - **Après l'art. 5** (p. 3608) : son amendement n° 76, soutenu par M. Félix Leyzour : rôle des conseils généraux, régionaux et municipaux dans les problèmes de sécurité publique ; rejeté - **Art. 7 (attributions des agents de police municipale)** (p. 3616) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 118 de M. Claude Estier - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3620, 3621) : résultats de la vidéo-surveillance - Conservation des enregistrements - **Renvoi à la commission** : soutient la motion n° 295 de Mme Hélène Luc, tendant au renvoi à la commission de cet article - Rôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL - (p. 3625) : son amendement de suppression n° 46 ; rejeté - (p. 3628, 3632) : ses amendements n° 77 : suppression de la fin du premier alinéa relatif à la prévention des atteintes à la sécurité dans les lieux particulièrement exposés à des risques d'agressions ou de vols ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3651) ; n° 80 : limitation, en cas de flagrant délit, de la possibilité de conserver des données enregistrées ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3652) ; n° 81 : suppression du quatrième alinéa de cet article ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3653) ; n° 78 : contrôle par la CNIL des opérations de vidéo-surveillance ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3654) ; et n° 79 : contrôle des enregistrements par toute personne concernée ; rejeté le 7 juillet 1994 (p. 3660).

**Suite de la discussion** - (7 juillet 1994) - **Art. 8 (suite) (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3657) : sur l'amendement n° 17 de la commission (contrôle par la CNIL des enregistrements visuels de vidéo-surveillance),

se déclare opposé au sous-amendement n° 296 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 3660) : avis défavorable du groupe communiste sur cet article - **Après l'art. 8** (p. 3663, 3664) : sur l'amendement n° 21 de la commission (information du public ; interdiction d'enregistrer des images d'entrée et de l'intérieur des immeubles d'habitation ; contrôle des enregistrements par toute personne concernée par ceux-ci), se déclare opposé, au nom du groupe communiste, au sous-amendement n° 297 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (I/informations sur l'emplacement des caméras ; II/ mesures prises par le procureur de la République en cas de refus de l'autorité ou de la personne responsable de donner connaissance des enregistrements à toute personne filmée) - **Art. 9 (réalisation de projets d'aménagement, d'équipements collectifs et de programmes de construction)** (p. 3666) : son amendement n° 82 : concertation avec les acteurs ou organismes représentatifs des projets concernés ; devenu sans objet - **Art. 10 (gardiennage des immeubles)** (p. 3669) : ses amendements n° 84 : possibilité d'accorder des moyens financiers aux collectivités territoriales et aux organismes de logement social ; irrecevable (article 40 de la Constitution) ; et n° 83 : concertation avec les acteurs ou organismes représentatifs des acteurs concernés ; rejeté - **Art. 13 (interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche des manifestations ; fouille préventive des véhicules)** (p. 3679, 3680) : inconstitutionnalité de la procédure - (p. 3681, 3688) : ses amendements, n° 47 de suppression, n° 87 : suppression du premier alinéa présenté pour l'article 2 bis du décret du 23 octobre 1935 relatif à l'interdiction du port et du transport de certains matériels ; n° 85 : suppression du deuxième alinéa présenté pour l'article 2 bis précité qui autorise la fouille des véhicules ; et n° 86 : suppression du dernier alinéa du texte présenté pour l'article 2 bis précité relatif à la fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du présent article ; rejetés - (p. 3695) : sur l'amendement n° 28 de la commission (mise en oeuvre de la compétence de la police administrative), se déclare opposé au sous-amendement n° 275 du Gouvernement - **Art. 15 (peine complémentaire d'obligation de répondre aux convocations de l'autorité qualifiée)** (p. 3697) : son amendement de suppression n° 48, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - (p. 3698, 3700) : ses amendements de repli, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° 88, n° 89, et n° 90 ; rejetés.

**Suite de la discussion** - (8 juillet 1994) - **Art. 16 (statut spécial des personnels des services actifs)** (p. 3716) : son amendement n° 91, soutenu par M. Robert Vizet : nouvelle rédaction qui prévoit que des statuts particuliers définissent les conditions en matière de régime indemnitaire ; rejeté - **Après l'art. 16** (p. 3719, 3721) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, n° 92 : liberté publique des fonctionnaires de police ; n° 93 et n° 94 : formation des fonctionnaires de police ; n° 95 : institution d'un comité technique paritaire interministériel compétent pour connaître les questions d'ordre matériel et technique ; n° 96 : conditions de recrutement, de formation, de stages, d'avancement par voie de concours, de changement de corps et de déroulement des carrières ; et n° 97 : distinction entre la police administrative et la police judiciaire ; respect de la séparation des pouvoirs ; rejetés - **Avant l'art. 23** (p. 3724) : son amendement n° 99, soutenu par M. Robert Vizet : rapport dont sera saisi le Parlement français sur l'état des différents dispositifs de contrôle des frontières, avant l'application des accords de Schengen ; rejeté - **Art. 2 et annexe I (précédemment réservés le 5 juillet 1994, p. 3550) (orientations de la politique de sécurité)** (p. 3732, 3736) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, n° 57 : suppression de la première phrase du neuvième alinéa de l'introduction du rapport sur les orientations de la politique de sécurité qui évoque la maîtrise de l'immigration ; n° 59 : composition de l'observatoire de la sécurité ; n° 60 et n° 61 : protection des biens et des personnes ; n° 62 : suppression du septième alinéa de l'annexe I sur la mission dévolue aux renseignements généraux ; n° 63 : moyens financiers affectés aux communes ; n° 66 : transfert à l'administration pénitentiaire de la charge des prévenus et détenus dès qu'ils sont remis à la justice ; n° 56 : moyens financiers accordés aux collectivités territoriales et aux organismes de logement social ; n° 67 : suppression du premier alinéa du paragraphe 1 du III de l'annexe I, relatif à l'autorité hiérarchique sous laquelle sont placés les services de police nationale ; n° 68 : respect du droit syndical au sein de la police nationale ; n° 69 : policiers auxiliaires du

service national actif ; et n° 70, de conséquence ; non retenus dans le vote unique.

- **Rappel au règlement** - (13 juillet 1994) (p. 3954) : attitude du patronat et du ministère de l'industrie dans l'affaire de la fermeture programmée des Houillères du bassin, Centre-Midi, HBCM.

- **Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation [n° 418 (93-94)]** - (6 octobre 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4097, 4099) : soutient la motion n° 8 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Egalité devant la justice - Motivation des décisions - Respect des droits de la défense - Droit au recours en cassation - **Art. 1<sup>er</sup>** (*création d'une formation d'admission des pourvois en cassation*) (p. 4104) : son amendement de suppression n° 12, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 2** (*composition et attributions de la formation d'admission des pourvois en cassation*) (p. 4105) : son amendement de suppression n° 13, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - (p. 4106) : son amendement n° 14, soutenu par M. Robert Pagès : motivation des décisions de la formation d'admission ; retiré - **Art. 3** (*modification de l'article L. 132-1 du code de l'organisation judiciaire*) (p. 4108) : son amendement de suppression n° 15, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 4** (*modification de l'article L. 132-3 du code de l'organisation judiciaire*) : son amendement de suppression n° 16, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (11 octobre 1994) (p. 4117) : article 73 du règlement du Sénat - Proposition d'acte communautaire.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4433) : son amendement n° 22, soutenu par M. Robert Pagès : extension de la procédure de transparence à la nomination des premiers présidents de cours d'appel ; rejeté - **Art. 1<sup>er</sup>** (*juges de paix*) (p. 4435) : son amendement de suppression n° 23, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - (p. 4441) : son amendement n° 24, soutenu par M. Robert Pagès : impossibilité d'exercer la fonction de juge départiteur au sein du conseil des prud'hommes ; adopté.

**Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*juges de paix*) - **Art. L. 41-11 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (compétence)** (p. 4451, 4452) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle rédaction), ainsi qu'aux sous-amendements n° 34 et n° 35 de M. Claude Estier, le modifiant - **Art. 41-13-1 (cumul avec une activité professionnelle)** (p. 4458) : se déclare opposé à l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 41-14 (discipline)** (p. 4459) : se déclare opposé à l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction) - **Chapitre V quater de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (précédemment réservé le 18 octobre 1994, p. 4438)** (p. 4462, 4463) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (modification de l'intitulé : « Du recrutement de magistrats à titre temporaire ») - **Art. 3 (critères de recrutement)** (p. 4465) : son amendement de suppression n° 25 ; rejeté - (p. 4466) : recrutement de magistrats - (p. 4468) : qualité des candidats au concours de l'École nationale de la magistrature - **Art. 4 (conditions de nomination)** : son amendement de suppression n° 26 ; rejeté - **Art. 5 (rémunération et statut)** (p. 4469) : son amendement de suppression n° 27 ; rejeté - **Art. 7 (magistrats placés auprès des chefs de cour)** (p. 4473, 4474) : son amendement de suppression n° 28 ; rejeté - **Après l'art. 7** (p. 4475, 4476) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de la commission (affectation des magistrats en cas de suppression d'une juridiction) - (p. 4479) : se déclare opposé à l'amendement n° 20 de la commission (maintien en activité) - **Explication de vote sur l'ensemble** : le groupe communiste et apparenté votera contre ce texte contraire aux attentes des justiciables - Magistrats non professionnels.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Question préalable** (p. 4481, 4482) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Procédure de traitement des situations de surendettement - Transaction pénale - (p. 4483) : compétence étendue du juge unique en

matière correctionnelle - Aggravation de la situation de la justice - Scrutin public - **Art. 1<sup>er</sup>** (*délégation de magistrats du siège*) (p. 4484, 4485) : son amendement de suppression n° 62 ; adopté - **Art. 2 ter (chambres détachées des tribunaux de grande instance)** (p. 4488) : intervient sur l'amendement n° 85 de M. Claude Estier (renouvellement des convocations, citations et assignations à la diligence du greffe) - Prescription des citations et assignations - **Avant l'art. 3 ou après l'art. 9** (p. 4491, 4492) : se déclare opposé à l'amendement n° 132 du Gouvernement (possibilité pour le juge du tribunal d'instance de déléguer la délivrance des certificats de nationalité au greffier en chef) - Tâches administratives et activités juridictionnelles - **Après l'art. 9** (p. 4498, 4499) : se déclare opposé à l'amendement n° 12 de la commission (création des assistants de justice) - Nature du lien de subordination - Conditions de travail - **Art. 10 (conciliation judiciaire)** (p. 4502) : son amendement n° 63 : accord des parties sur le principe de la conciliation ; rejeté - (p. 4503) : conciliateur - Inexistence de la tentative de conciliation devant le juge d'instance dans la pratique - (p. 4505) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 144 de la commission des lois (obligation de secret du conciliateur).

**Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Art. 11 (médiation judiciaire)** (p. 4533) : système de la médiation d'office - Principe de la gratuité de la justice - **Art. 18 (par priorité) (commission de surendettement)** (p. 4542, 4543) : son amendement de suppression n° 66 ; rejeté - **Art. 19 (par priorité) (contrôle par le juge des mesures prescrites par la commission de surendettement)** (p. 4547) : son amendement de suppression n° 67, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 16 (procédure de règlement des litiges en matière de crédit à la consommation)** (p. 4548) : son amendement de suppression n° 64, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 22 (gestion des poursuites pénales par la transaction - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4556) : transactions pénales - Justice de classe - Le groupe communiste votera contre l'ensemble des dispositions proposées - **Art. 24 (principe du juge unique pour le jugement de certains délits)** (p. 4562) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 68 de suppression et n° 69 : possibilité pour les parties de bénéficier de la formation collégiale ; rejetés - **Art. 25 (délits jugés par un juge unique)** (p. 4566) : son amendement de suppression n° 70, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 30 (extension de la procédure de conversion - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4572) : son amendement n° 71, soutenu par M. Robert Pagès : rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale ; rejeté - **Art. 31 (décision sur la libération conditionnelle - Supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 4577) : son amendement n° 72 : rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 32 (condamnés étrangers)** (p. 4578) : son amendement de suppression n° 73 ; rejeté - **Art. 33 (paiement de l'amende dans les dix jours du jugement)** (p. 4580) : son amendement de suppression n° 74 ; devenu sans objet - (p. 4581) : se déclare opposé à l'amendement n° 38 de la commission (diminution du montant de l'amende de 20 % dans certaines conditions) - **Art. 34 (paiement de l'amende dans les dix jours du jugement)** (p. 4582) : son amendement de suppression n° 75 ; adopté - **Après l'art. 46** (p. 4598) : son amendement n° 76 : suppression du droit de timbre de 100 F par requête enregistrée auprès des juridictions administratives ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4601) : indépendance de la justice - Aggravation du caractère inégalitaire de la justice - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Ordre du jour** - (20 octobre 1994) (p. 4602, 4603) : intervient sur la modification de l'ordre du jour prioritaire portant sur la discussion du projet de loi de programme relatif à la justice.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (21 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé (approbation du rapport annexé)** (p. 4626) : intervient sur l'amendement n° 22 de M. Alfred Foy (mise en place d'une instance départementale donnant son avis sur l'opportunité de la suppression d'un tribunal sur son territoire) - (p. 4630) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission - (p. 4632) : intervient sur l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission - **Art. 4 (augmentation des effectifs prévue)** (p. 4633) : se déclare



opposé à l'amendement de coordination n° 7 de la commission - Magistrats à « titre temporaire » - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4635) : insuffisance des moyens budgétaires - Orientation sécuritaire - Le groupe communiste ne votera pas ce projet de loi de programme.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Deuxième lecture** [n° 22 (94-95)] - (9 novembre 1994) - **Art. 4 (crédits de la programmation)** (p. 5435) : son amendement n° 26, soutenu par M. Robert Pagès : fonctionnaires affectés à l'ilotage et à la lutte contre le trafic de drogue ; rejeté - **Après l'art. 5** (p. 5436) : son amendement n° 27, soutenu par M. Robert Pagès : rôle des conseils régionaux, généraux ou municipaux ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1994) - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 5452) : son amendement de suppression n° 28 ; rejeté - (p. 5457) : avis défavorable du groupe communiste sur l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction qui précise l'utilisation des enregistrements et le rôle de la CNIL) - **Art. 9 (études de sécurité publique préalable à la réalisation de certains équipements collectifs)** (p. 5468) : son amendement n° 29 : suppression du texte présenté par cet article pour l'article L. 125-6 du code de la construction et de l'habitation relatif à l'intervention des services de police dans les immeubles à usage d'habitation ; rejeté - (p. 5471) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle rédaction qui supprime le mot « permanent ») - (p. 5473) : son amendement n° 30 : moyens financiers accordés aux collectivités territoriales et aux organismes de logement social ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 10 bis (compétence de l'assemblée générale des copropriétaires pour donner à la police et à la gendarmerie l'autorisation permanente d'entrer dans les parties communes des immeubles)** (p. 5476) : son amendement de suppression n° 31 ; rejeté - Se déclare opposé à l'amendement de coordination n° 8 de la commission - **Art. 13 (manifestations sur la voie publique)** (p. 5479) : fouille des véhicules - (p. 5480) : son amendement de suppression n° 32 ; rejeté - **Art. 15 (peine complémentaire d'interdiction de manifester)** (p. 5486) : son amendement de suppression n° 33 ; rejeté - **Art. 16 (statut des personnels de la police nationale)** (p. 5488) : son amendement n° 34 : nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 20 (possibilité d'imposer un service d'ordre aux organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles)** (p. 5489) : son amendement de suppression n° 35 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5499) : avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - Lutte contre la délinquance.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale** [n° 603 (93-94)] - (14 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5514, 5515) : affaires de corruption - Financement par les entreprises - (p. 5516, 5518) : défense du militantisme - Temps de parole à la radio et à la télévision des différentes formations politiques - Transparence du patrimoine et des revenus des élus - Interdiction de l'amnistie des délits politico-financiers - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5525, 5526) : financement du parti communiste français - Lutte contre la corruption - (p. 5529, 5531) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc n° 15 (publication des données relatives aux patrimoines et aux revenus des députés, des sénateurs et des députés de l'Assemblée européenne), n° 16 (publication des données relatives aux patrimoines et aux revenus des élus locaux, des membres du Gouvernement des responsables des formations politiques), et n° 28 (respect de l'expression pluraliste des formations politiques dans les services de radiodiffusion sonore et de télévision) - **Art. 1<sup>er</sup> (réintégration des membres de l'assemblée de Corse dans le collège des présentateurs des candidats à l'élection présidentielle)** (p. 5534) : se déclare opposé à l'amendement n° 18 de M. Guy Allouche (modification du système de présentation des candidats pour l'élection présidentielle) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5535) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Hélène Luc (publication du patrimoine de tous les candidats à l'élection présidentielle) - **Avant l'art. 2** (p. 5535, 5536) : soutient l'amendement n° 17 de Mme Hélène Luc (restauration pendant la période électorale de toute possibilité de militantisme public) - **Après l'art. 2** (p. 5537) : se déclare favorable à l'amendement n° 14 du Gouvernement (abaissement du mon-

tant des plafonds des dépenses électorales des candidats à l'élection du Président de la République) - Soutient l'amendement n° 25 de Mme Hélène Luc (montant du remboursement forfaitaire des dépenses de campagne des candidats à l'élection présidentielle) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5540, 5541) : refus pour tous les candidats de don émanant du patronat - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi organique.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Art. 29 (par priorité) (convention nationale des médecins)** (p. 5760) : soutient l'amendement de suppression n° 131 de Mme Michelle Demessine - **Avant l'art. 9** (p. 5768) : soutient l'amendement n° 117 de Mme Michelle Demessine (principe de la réforme de la détermination de l'assiette des cotisations des entreprises).

- **Conclusions du rapport de M. Etienne DAILLY**, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 70, 94-95) portant validation de la rémunération de certains services rendus par les huissiers de justice [n° 73 (94-95)] - (18 novembre 1994) - **Art. unique (rémunération de certains services rendus)** (p. 5823, 5824) : situation du plaideur - Recours de l'ordre des avocats - Responsabilité de l'Etat - Egalité des citoyens devant un acte invalidé - Le groupe communiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Justice** - (7 décembre 1994) (p. 6926, 6928) : Congrès du syndicat de la magistrature - Importance des placements en détention préventive - Secret de l'instruction - Amendement Marsaud - Dysfonctionnements de la justice.

- **Rappel au règlement** - (8 décembre 1994) (p. 7000) : condamnations de députés kurdes par les dirigeants turcs.

- **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes** [n° 99 (94-95)] - (12 décembre 1994) - **Art. 2 (statut du personnel)** (p. 7306, 7307) : soutient les amendements de M. Louis Minetti n° 15 de suppression, n° 16 (nouvelle rédaction relative au statut du personnel), n° 17 (maintien du statut actuel du personnel) et n° 18 (pérennisation du régime de retraite établi antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 2 juillet 1980) - (p. 7309) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (maintien des dispositions du statut actuel) - **Après l'art. 2** (p. 7313) : santé publique et vote contre la privatisation de la SEITA.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture** [n° 86 (94-95)] - (12 décembre 1994) - **Question préalable** (p. 7328, 7329) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Remise en cause de principes constitutionnels - Création des « juges de paix » - Recrutement souhaitable de magistrats professionnels - Recrutement de trente conseillers de cour d'appel en service extraordinaire - **Intitulé du titre I<sup>er</sup>** (p. 7330) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé : « Du recrutement de magistrats à titre temporaire ») - **Art. 1<sup>er</sup> (juges de paix)** (p. 7331, 7332) : son amendement de suppression n° 11 ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture** [n° 88 (94-95)] - (12 décembre 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7336, 7338) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Inconstitutionnalité de ce projet de loi - Nouvelle procédure de traitement des situations de surendettement - Articles relatifs à l'injonction pénale et « justice de classe » - Amendement Marsaud relatif au renforcement du secret de l'instruction - Liberté de la presse - Commission Rozès et lutte contre la corruption - (p. 7339, 7340) : Conseil supérieur de la magistrature - Cour de justice de la République - **Art. 3 A (remplacement des magistrats dans les commissions administratives)** (p. 7342) : intérêt de la présence d'un magistrat dans les diverses commissions administratives - Se déclare favorable aux amendements iden-

tiques de suppression n° 3 de la commission et n° 54 de M. Guy Allouche - **Art. 9 bis A (déclarations de nationalité)** (p. 7344) : son amendement de suppression n° 41 ; adopté - **Art. 9 bis (certificats de nationalité)** : son amendement de suppression n° 42 ; rejeté - **Art. 9 ter (certificats de nationalité)** : son amendement de suppression n° 43 ; rejeté - **Art. 10 (conciliation et médiation judiciaires)** (p. 7349) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de la commission (utilisation de la médiation judiciaire dans certains cas exceptionnels).

**Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Intitulé du chapitre II du titre II** (p. 7363) : se déclare favorable à l'amendement n° 62 de M. Guy Allouche (suppression de la division et de son intitulé) - **Art. 22 (gestion des poursuites par l'injonction pénale)** (p. 7371, 7372) : son amendement de suppression n° 44 ; rejeté - **Transaction pénale ou injonction pénale** - Indisponibilité de l'action publique - Principe de la présomption d'innocence - « Justice de classe » - (p. 7373) : principe de l'opportunité des poursuites - **Art. 25 (délits jugés par un juge unique)** (p. 7374) : son amendement de suppression n° 45 ; rejeté - **Gestion de la pénurie** - Recrutement souhaitable de magistrats - Procédure de saisine directe - Défense des droits de l'homme et présomption d'innocence - (p. 7376) : « juge unique, juge inique » - Soumission au juge unique de délits passibles de cinq ans d'emprisonnement - **Intitulé de la section II** (p. 7379) : se déclare opposé à l'amendement n° 19 de la commission (nouvelle rédaction de cet intitulé : « Libération conditionnelle des condamnés étrangers ») - Cas de l'étranger condamné à une peine privative de liberté et faisant l'objet d'une mesure d'éloignement - Politique en matière d'immigration - **Art. 33 (paiement de l'amende dans les dix jours du jugement)** (p. 7380, 7381) : se déclare opposé à l'amendement n° 20 de la commission (réduction de 20 % du montant des amendes acquittées dans les quinze jours suivant le jugement) - Absence de comparaison possible entre la réduction des peines et la réduction des amendes - Système inégalitaire contraire à la morale et à la Constitution - Sécurité - **Art. 37 ter A (exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de défense des victimes d'accidents collectifs)** (p. 7382) : son amendement n° 50 : cas des associations constituées après un accident collectif et réunissant des personnes victimes de cet accident collectif ; retiré - Se déclare favorable à l'amendement n° 86 du Gouvernement (interdiction faite aux associations de demander des dommages et intérêts correspondant au préjudice causé à chacun de ses membres) - **Art. 37 ter B (prescription de la peine prononcée pour acte de terrorisme et pour trafic de stupéfiants)** (p. 7386) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (durée de prescription de l'action publique de vingt ans pour les délits et de trente ans pour les crimes en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants) - Imprescriptibilité des crimes contre l'humanité - Sur l'amendement de la commission n° 21 précité, se déclare opposé au sous-amendement n° 49 de M. Ernest Cartigny (imprescriptibilité de l'action publique pour les crimes en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants) - Se déclare opposé à l'amendement n° 70 de M. Guy Allouche (imprescriptibilité de la peine prononcée en cas de condamnation pour crime terroriste) - **Art. 37 quinquies (secret de l'enquête et de l'instruction)** (p. 7388) : amendement Marsaud-Houillon relatif au secret de l'instruction - Liberté de la presse - Scandales politico-financiers - (p. 7393) : son amendement de suppression n° 2 ; adopté - Liberté de la presse - Secret de l'instruction et respect de la présomption d'innocence - Conditions de dépôt de l'amendement Marsaud - Mise en cause de la commission des lois - (p. 7397, 7398) : donne lecture d'un extrait du procès-verbal de la commission des lois - **Art. 37 nonies (conditions de la comparution immédiate)** (p. 7404) : son amendement de suppression n° 51, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 37 decies (prise de parole devant la chambre des appels correctionnels)** : son amendement de suppression n° 52, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 37 terdecies (poursuites pénales contre un fonctionnaire)** (p. 7406) : son amendement de suppression n° 53, soutenu par M. Robert Pagès ; adopté.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice** - *Deuxième lecture* [n° 87 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7418) : le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale** - *Deuxième lecture* [n° 106

(94-95)] - (16 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7676, 7677) : dysfonctionnements de la fonction publique territoriale - Précarisation et flexibilité de l'emploi - Recrutements par concours - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi - **Art. 4 (contrôle des actes du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT)** (p. 7679) : le groupe communiste votera contre cet article - Renforcement du contrôle du préfet du département sur les délégations du CNFPT - **Art. 18 (composition des jurys des concours et des examens professionnels)** (p. 7680) : le groupe communiste votera contre cet article - Organisation de concours nationaux - **Art. 19 (fixation du nombre de postes ouverts aux concours)** : le groupe communiste votera contre cet article - Diminution des probabilités d'ouverture de nouveaux concours - **Art. 20 (modalités d'établissement des listes d'aptitude des concours)** : le groupe communiste votera contre cet article - Problème des candidats dits « reçus-collés » - **Art. 31 (annualisation du travail à temps non complet)** (p. 7681) : le groupe communiste votera contre cet article - Précarisation de l'emploi dans la fonction publique territoriale - **Art. 31 ter (annualisation du travail à temps non complet)** (p. 7683) : le groupe communiste votera contre cet article - Dispositions contraires aux intérêts et aux garanties des fonctionnaires territoriaux - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7685, 7686) : remise en cause de l'unicité de la fonction publique territoriale et des garanties statutaires des fonctionnaires - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale** - *Deuxième lecture* [n° 166 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) (p. 7909, 7913) : rapports de l'argent et de la politique - Conséquences des « affaires » sur l'opinion publique - Interdiction positive du financement des partis politiques par les entreprises - Remboursement des dépenses pour les élections européennes - Déductibilité fiscale des dons des personnes physiques aux candidats et aux partis politiques - Composition de l'indemnité des parlementaires communistes - Respect du pluralisme démocratique à la radio et à la télévision - Comptabilisation des temps de passage des candidats à la télévision - Publication des patrimoines des élus et des membres du Gouvernement - Le groupe communiste déterminera son vote en fonction du sort de ses amendements.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7909, 7913) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7952, 7953) : ses amendements, soutenus par Mme Hélène Luc, n° 8 : attribution de véritables moyens au Conseil supérieur de l'audiovisuel pour la défense du pluralisme dans les médias ; et n° 15 : instauration de sanctions à l'égard des services de radiodiffusion sonore et de télévision ne respectant pas l'expression pluraliste des partis et formations politiques ; rejetés - (p. 7954) : ses amendements n° 9 : rétablissement de l'affichage militant jusqu'à la veille du scrutin ; et n° 10 : maintien de l'interdiction de l'affichage commercial relatif à une élection ; rejetés - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7955) : son amendement n° 7, soutenu par M. Robert Pagès : possibilité d'information des élus vers leurs concitoyens sur la gestion de leurs collectivités dans les six mois précédant des élections générales ; rejeté - **Art. 3 (interdiction des dons des personnes morales aux candidats aux élections)** (p. 7959) : se déclare opposé à l'amendement n° 28 de M. Guy Allouche (plafond fixé à 150 000 francs pour les dons apportés à plusieurs candidats dans la limite de 30 000 francs pour chacun d'entre eux) - **Art. 5 (relèvement de 20 % à 50 % du remboursement forfaitaire de l'Etat au titre des dépenses de campagne)** (p. 7961) : son amendement n° 11 : extension du remboursement forfaitaire par l'Etat aux candidats ayant obtenu entre 2,5 % et 5 % des suffrages exprimés ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République** [n° 145 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des

propositions de loi n° 144, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7909, 7913).

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7909, 7913).

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7909, 7913).

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 161) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7909, 7913).

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. 5 (p. 7977)** : son amendement n° 12 : prise en considération des prestations télévisées dans les comptes de campagne pendant une année avant l'élection ; rejeté - **Art. 6 (dispositions de coordination et de précision)** (p. 7978, 7979) : se déclare opposé à l'amendement n° 18 de précision de M. Jacques Larché - Risque d'assimilation des groupements de soutien à des groupements politiques - **Art. 6 bis (suppression du cautionnement lors du dépôt des candidatures)** (p. 7979) : se déclare opposé à l'amendement n° 35 du Gouvernement (rétablissement d'un cautionnement pour la participation aux élections européennes) - **Avant l'art. 8 (p. 7980)** : son amendement n° 13 : levée de l'interdiction de distribution de tracts pendant la période électorale ; rejeté - **Art. 13 (dispositions de coordination)** (p. 7989) : son amendement n° 14, soutenu par M. Robert Pagès : exclusion des comptes des partis ou groupements politiques du champ de la loi ; rejeté - **Après l'art. 18 (p. 7991)** : son amendement n° 16, soutenu par M. Robert Pagès : extension du champ des exonérations de droit de mutation à titre gratuit aux partis politiques ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 24 - **Après l'art. 22 (p. 7994)** : son amendement n° 17, soutenu par M. Robert Pagès : liberté d'opinion et d'organisation des partis politiques garantie dans toutes les entreprises à tous les salariés ; rejeté - **Après l'art. 18 (p. 7996)** : son amendement n° 16, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté (précédemment réservé p. 7992).

- **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République [n° 145 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. unique (par priorité)** (p. 7998) : son amendement n° 1, soutenu par M. Robert Pagès ; publication de la situation patrimoniale des candidats à l'élection du Président de la République ; rejeté.

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (déclaration de patrimoine des parlementaires)** (p. 7999, 8000) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 5 : déclaration de patrimoine pour les députés et les sénateurs ; n° 6 : demande d'éclaircissement en cas d'augmentation significative du patrimoine d'un élu ; et n° 7 : publication des déclarations de patrimoine des députés au Journal officiel ; rejetés - **Après l'art. 2 (p. 8003)** : son amendement n° 8, soutenu par M. Robert Pagès : régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires ; rejeté - **Art. 2 bis (interdiction faite à un parlementaire de commencer à exercer des fonctions de conseil pendant la durée de son mandat)** (p. 8005) : son amendement n° 9, soutenu par M. Robert Pagès : interdiction à un député d'exercer une fonction de conseil ou de percevoir une rémunération au titre d'un contrat d'étude ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8007) : refus du Sénat d'assurer la publicité relative à la situation du patrimoine des élus - Au nom du groupe communiste, déclare voter contre cette proposition de loi organique.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (déclaration de patrimoine des membres du Gouvernement)** (p. 8008, 8009) : son amendement n° 9 : consultation de la situation patrimoniale des membres du Gouvernement par toute personne qui peut en prendre copie ; rejeté - **Art. 2 (déclaration de patrimoine des élus autres que les parlementaires nationaux (députés européens et élus locaux))** (p. 8010) : son amendement n° 10 : obligation de déclaration de situation patrimoniale pour les maires de communes de plus de 20 000 habitants ; devenu sans objet - **Art. 3 (assujettissement de titulaires de certaines fonctions d'autorité à l'obligation de déclaration de patrimoine)** (p. 8012) ; au nom du groupe communiste, déclare s'opposer à l'amendement de suppression n° 22 de la commission - **Art. 4 (composition, compétences et modalités d'intervention de la Commission pour la transparence financière de la vie politique)** (p. 8013, 8014) : au nom du groupe communiste, déclare s'opposer à l'amendement n° 25 de la commission (suppression de la communication des déclarations d'impôt à la Commission pour la transparence financière de la vie politique) - Son amendement n° 11 : publication des déclarations de patrimoine par la Commission pour la transparence financière de la vie politique ; rejeté - Au nom du groupe communiste, déclare s'opposer à l'amendement n° 27 de conséquence de la commission - **Après l'art. 7 (p. 8017)** : son amendement n° 12, soutenu par M. Robert Pagès : application de l'inéligibilité à tous les mandats de la personne ; rejeté.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. 2 (p. 8025)** : son amendement n° 29, soutenu par M. Robert Pagès : information de chaque membre du conseil municipal de l'ensemble des documents concernant un marché passé - audition d'un expert par un membre de la commission d'appel d'offres ; rejeté - **Après l'art. 6 (p. 8029)** : son amendement n° 30, soutenu par M. Robert Pagès : nationalisation des sociétés privées concessionnaires de services de distribution d'eau et de services chargés de l'assainissement ; rejeté - (p. 8031) : son amendement n° 31, soutenu par M. Robert Pagès : création d'une commission chargée de présenter des mesures pour l'instauration d'un service public national de distribution d'eau ; rejeté - **Après l'art. 10 (p. 8035)** : son amendement n° 32 : obligation d'informer le comité d'entreprise, de l'ensemble des rémunérations des membres de la direction et du conseil d'administration ; rejeté - **Avant l'art. 11 (p. 8035, 8036)** : son amendement n° 33 : information des membres des comités d'entreprise sur les marchés publics ; rejeté - **Après l'art. 11 (p. 8039, 8040)** : ses amendements n° 34 : rétablissement de la disposition supprimée par l'Assemblée nationale relative à la création d'un observatoire de lutte contre les activités mafieuses en France ; et n° 35 : interdiction aux entreprises ayant des marchés publics avec l'Etat de détenir une participation dans une entreprise d'information ; rejetés - **Après l'art. 12 (p. 8042, 8043)** : son amendement n° 36 : création d'une commission ayant accès aux documents concernant les marchés d'armes soumis à l'autorisation du ministre de la défense ; rejeté - Transparence des ventes d'armes - Lutte contre les commissions financières occultes - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8045) : réduction des dispositions annoncées - Rejet des propositions tendant à améliorer la transparence - Le groupe communiste votera contre cette proposition de loi - Financement du parti communiste.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 199 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8114, 8115) : les sénateurs communistes s'opposent au vote des conclusions de la commission mixte paritaire - Tentative de contournement de l'interdiction de financement de la vie politique par le patronat - Financement des associations de soutien à un candidat - Risque d'alimentation financière de ces associations par les entreprises - Absence de transparence de ces dispositions.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 200 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Explication de**

**vote sur l'ensemble** (p. 8121) : les sénateurs communistes s'opposent au vote des conclusions de la commission mixte paritaire - Retrait regrettable de la disposition relative à la transparence du patrimoine pour les fonctionnaires d'autorité.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 201 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8123) : les sénateurs communistes voteront contre les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement - Deuxième lecture [n° 198 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8125) : le groupe des sénateurs communistes votera contre ce texte.

**LEGENBRE (Jacques)**, sénateur du Nord (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 291 (93-94)] relatif à l'emploi de la langue française [n° 309 (93-94)] (6 avril 1994) - **Francophonie**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 401 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à l'emploi de la langue française [n° 437 (93-94)] (18 mai 1994) - **Francophonie**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française [n° 547 (93-94)] (23 juin 1994) - **Francophonie**.

*Proposition de loi*, déposée avec MM. Maurice Schumann et Lucien Lanier, relative aux jardins familiaux [n° 550 (93-94)] (24 juin 1994) - **Jardins familiaux**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Francophonie** - [n° 80 (94-95)] tome 12 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française [n° 291 (93-94)]** - (12 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 950, 951) : appel de cent intellectuels québécois intitulé : « des québécois parlent aux français » - Utilisation de la langue française dans les secteurs essentiels - Rayonnement de la langue française - Législation sur la langue - Communautés européennes - (p. 952, 953) : maîtrise de la langue française - Rôle de l'école - Commissions de terminologie - Place réservée à la langue française dans les institutions internationales - Application de la loi - Usage du français dans les colloques et les congrès - Domaine scientifique - Commerce - Langues régionales - Accepte ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - Rapporteur - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 985) : son amendement n° 1 : énoncé des principes généraux ; retiré - (p. 986) : demande le retrait du sous-amendement n° 37 de M. Henri Goetschy et accepte l'amendement n° 21 de M. Ivan Renar qui inclut le sien - **Art. 1<sup>er</sup> (documents et publicités relatifs aux biens et aux services)** (p. 987) : son amendement n° 2, analogue à l'amendement n° 19 de M. Marc Lauriol dont il demande le retrait (nouvelle rédaction de cet

article) ; adopté - **Art. 2 (inscriptions apposées et annonces faites dans les lieux ouverts au public)** (p. 988, 989) ; ses amendements, n° 3 : prise en compte de la voie publique ; n° 4 de coordination et n° 5 rédactionnel - S'oppose à l'amendement n° 46 de M. Claude Estier (suppression de la référence faite à la gravité du manquement) - (p. 990) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Henri Goetschy (traduction en langue française des inscriptions en langue régionale de France en vue de favoriser le tourisme) - **Art. 3 (présentation du texte français et de ses traductions éventuelles)** (p. 991) : son amendement rédactionnel n° 6 ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 47 de M. Claude Estier (recours minimum à deux langues étrangères) - (p. 993) : son amendement n° 7 : suppression du second alinéa de cet article relatif aux dérogations accordées dans le domaine des transports ; adopté - **Art. 4 (rédaction des contrats conclus par une personne morale de droit public)** : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - (p. 995) : son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - Accepte les amendements, n° 67 de M. Emmanuel Hamel (extension de ces mêmes dispositions aux contrats conclus par une personne privée chargée de missions de service public) et n° 49, rédactionnel, de M. Claude Estier - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 996) : ses amendements, n° 10 rédactionnel et n° 11 : publication à la suite d'une manifestation, d'un colloque ou d'un congrès d'actes ou de comptes rendus de travaux ; adoptés (le 14 avril 1994, p. 1079) - (p. 998, 999) : s'oppose aux amendements, n° 50 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction), n° 68 de M. Emmanuel Hamel (suppression de la limitation de l'usage du français aux manifestations organisées par des personnes de nationalité française) et n° 39 de M. Henri Goetschy (extension du second alinéa de cet article aux manifestations de promotion du tourisme) - Sur les amendements de M. Ivan Renar, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 27 (publication d'actes ou de comptes rendus lors d'une manifestation, d'un colloque ou d'un congrès), demande le retrait du n° 28 (substitution de l'expression « dont les participants sont en majorité non francophones » à celle de « qui ne concerne que des étrangers »), s'oppose au n° 29 (limitation de l'usage des langues étrangères au cours des manifestations de promotion de commerce extérieur) et accepte le n° 30 (dispositif de traduction simultanée).

**Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - Rapporteur - **Art. 5 (suite)** (p. 1080) : accepte l'amendement n° 30 de M. Ivan Renar (dispositif de traduction simultanée) - **Après l'art. 5** (p. 1082) : accepte l'amendement n° 36 de M. Marc Lauriol (publication du nombre de revues étrangères diffusées en France) - **Art. 6 (rédaction des contrats de travail)** (p. 1082, 1083) : sur les amendements de M. Ivan Renar, accepte le n° 23 (obligation de rédiger un exemplaire du contrat de travail dans la langue maternelle du salarié) et s'oppose au n° 31 (certification du texte du contrat par un traducteur-interprète agréé auprès des tribunaux) - S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Claude Estier (suppression du terme « nationale ») - (p. 1084) : accepte l'amendement n° 53 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction du quatrième alinéa du texte proposé) ainsi que le sous-amendement n° 73 de M. Marc Lauriol - **Art. 7 (emploi du français dans les entreprises)** (p. 1086, 1087) : son amendement n° 12 : non application de ces dispositions aux documents liés à l'activité internationale de l'entreprise ; adopté - Sur ce dernier, à titre personnel, accepte le sous-amendement n° 69 du Gouvernement - Sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose aux n° 54 (traduction du règlement intérieur) et n° 55 (référence expresse au contrat de travail) et accepte le n° 57, rédactionnel - **Art. 8 (offres d'emploi publiées dans la presse)** (p. 1088, 1089) : ses amendements n° 13 : suppression de la dernière phrase du dernier alinéa du texte proposé relatif à la possibilité d'insérer dans la presse en langue étrangère des offres d'emploi destinées exclusivement à des ressortissants étrangers ; et n° 74 : substitution du mot « partiellement » à celui de « principalement » ; adoptés - **Art. 9 (le français, langue de l'enseignement)** (p. 1090, 1094) : son amendement n° 14 : maîtrise de la langue française et connaissance de deux autres langues ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 33 de M. Ivan Renar (enseignement du français et maîtrise de la langue) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements, n° 41 de M. Henri Goetschy (enseignement des langues régionales) et n° 58 de M. Claude Estier (enseignement des langues régionales) - **Après l'art. 9** (p. 1094) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Ivan Renar

(action politique des ministères de l'éducation nationale, des universités, de la recherche et de la culture) - **Art. 10 (règles linguistiques applicables à la communauté audiovisuelle)** (p. 1095, 1096 ; 1138) : son amendement rédactionnel n° 15 ; adopté - Sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose aux n° 59, de suppression, et n° 60 (oeuvres musicales vocales en langues étrangère ou régionale) et demande le retrait du n° 61 (référence à la langue régionale) - S'oppose à l'amendement n° 34 de M. Félix Leyzour (utilisation d'une langue régionale) et demande le retrait du n° 43 de M. Henri Goetschy (diffusion des émissions en langue régionale de France) - **Après l'art. 11** (p. 1139) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 35 de M. Ivan Renar (productions audiovisuelles) - **Art. 12 (dispositions applicables aux marques utilisées par les services publics)** (p. 1141) : son amendement de coordination n° 16 ; adopté - S'oppose aux amendements, n° 62, de suppression, de M. Claude Estier, n° 25 de M. Ivan Renar (protection des marques déposées par les personnes morales de droit public par les services de l'Institut national de la propriété industrielle, INPI) - **Art. 15 (délit d'entrave à la recherche et constatation des infractions aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>)** (p. 1143) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 63 de M. Claude Estier - **Art. 17 (action en justice des associations agréées ayant pour objet la défense de la langue française)** (p. 1143) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Ivan Renar (possibilité pour les organisations syndicales de saisir les juridictions) - **Art. 19 (préservation des langues régionales)** (p. 1144, 1145) : s'oppose aux amendements, n° 64 de suppression de M. Claude Estier, et n° 45 de coordination de M. Henri Goetschy - Sur l'amendement rédactionnel n° 44 de M. Henri Goetschy qu'il accepte, s'oppose au sous-amendement n° 75 du Gouvernement - **Avant l'art. 20** : son amendement n° 17 : rapport au Parlement sur l'application de la présente loi et des dispositions des traités relatives au statut de la langue française dans les institutions internationales ; adopté - **Art. 20 (modalités d'entrée en vigueur des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3)** (p. 1146) : son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté.

**Deuxième lecture [n° 437 (93-94)]** - (26 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1893 à 1895) : évolution du débat - Qualité du texte : « Le discours à la jeunesse » de Jean Jaurès - Dispositions adoptées par les deux assemblées - Objectifs prioritaires de l'enseignement - Apprentissage des autres langues - Utilisation du français dans les colloques ou congrès - Francophonie - Drame du Rwanda - Utilisation des marques - Protection de la langue française - Accepte ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup> (documents et publicités relatifs aux biens et aux services)** (p. 1901) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - **Art. 3 (présentation du texte français et de ses traductions éventuelles)** (p. 1902) : son amendement n° 2 : suppression du dernier alinéa relatif au recours au pouvoir réglementaire pour la définition des dérogations dans le domaine des transports internationaux et dans les régions frontalières ; rejeté - (p. 1903) : s'oppose à l'amendement n° 20 du Gouvernement (suppression de la référence à la région frontalière) - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques et congrès)** (p. 1905, 1906) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (non-application de ces dispositions aux congrès dans lesquels les participants non francophones sont en majorité) et aux amendements de M. Ivan Renar, n° 8 (manifestations organisées à l'étranger) et n° 9 (traduction simultanée) - **Art. 5 bis (publications, revues, communications rédigées dans une langue étrangère et diffusées en France)** (p. 1907) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - (p. 1908) : son amendement n° 4 ; suppression du second alinéa relatif à l'attribution des aides publiques ; adopté - **Après l'art. 5 bis** (p. 1910) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Paul Hamman, n° 12 (publication en langue française des travaux des candidats à un recrutement ou à une promotion de chercheurs) et n° 13 (encouragement par les établissements publics de la recherche et de la diffusion des publications francophones) - **Art. 6 (rédaction des contrats de travail)** (p. 1912) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de M. Ivan Renar (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 8 (offres d'emploi publiées dans la presse)** : son amendement n° 5 : précision du champ d'application des dérogations ; adopté - **Art. 10 (règles linguistiques applicables à la communauté audiovisuelle)** (p. 1913) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 15 de M. Claude Estier - Son amendement de préci-

sion n° 6 ; adopté - **Art. 12 (dispositions applicables aux marques utilisées par les services publics)** (p. 1914) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 16 de M. Claude Estier - **Art. 15 (délit d'entrave à la recherche et constatation des infractions aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>)** (p. 1915) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 17 de M. Claude Estier.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'éducation [n° 471 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2040 à 2042) : maîtrise de la langue française - Langues anciennes - Langues étrangères et régionales - Qualification professionnelle - Formation en alternance - Centres d'information et d'orientation, CIO - Réforme du collège.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 [n° 481 (93-94)]** - Suite de la discussion - (15 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2564, 2566) : dissuasion nucléaire - Service national - Armée mixte.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 547 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. François Lesein (p. 3337).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)]**.

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Après l'art. 11 (par priorité)** (p. 6053) : son amendement n° I-180 : éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des opérations faites dans le cadre des marchés d'études et de travaux publics, METP ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Culture et francophonie** - (26 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (francophonie) - (p. 6241, 6243) : drame du Rwanda - Silence des communautés francophones - Contrôle de l'Agence de coopération culturelle et technique - Emission des crédits de la francophonie - Bilan de l'usage du français dans l'Union européenne - Rôle de l'Association internationale des parlementaires de langue française au sein du Parlement européen - Au nom de la commission des affaires culturelles, accepte ces crédits.

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6531) : revalorisation de la fonction enseignante - Insuffisance des créations de postes de personnels non enseignants - Personnels de direction des établissements scolaires - Santé scolaire - Rythme scolaire - Enseignement des langues étrangères - (p. 6532) : formation professionnelle : apprentissage et formation en alternance - Votera ce projet de budget.

**Justice** - (7 décembre 1994) (p. 6939, 6940) : création d'un poste de juge des enfants dans la ville de Cambrai - Installation de la cour administrative d'appel dans le Nord.

**LE GRAND (Jean-François)**, sénateur de la Manche (RPR).

chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'environnement ; fin de mission le 9 janvier 1994.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande ; puis membre titulaire (*JO* Lois et décrets du 19 novembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 239 (93-94)] de M. René Régnault et les membres du groupe socialiste, apparenté

et rattachés, tendant à créer une commission d'enquête sur le contrôle du transport des matières polluantes en mer [n° 263 (93-94)] (25 janvier 1994) - **Transports maritimes.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission d'information désignée, en application de l'article 21 du Règlement, par la commission des affaires économiques, et chargée d'examiner les conditions de sécurité du transport maritime, d'apprécier les risques de pollution du littoral et de formuler toute proposition de nature à prévenir ces pollutions [n° 500 (93-94)] (13 juin 1994) - **Transports maritimes.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 520 (93-94)] de Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête sur les conséquences économiques et sociales de la déréglementation du transport aérien sur les compagnies aériennes françaises, et notamment Air France et Air Inter [n° 589 (93-94)] (6 juillet 1994) - **Transports aériens.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 462 (93-94)] relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 4 (94-95)] (5 octobre 1994) - **Environnement.**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Aviation civile et transport aérien** - [n° 81 (94-95)] tome 19 (22 novembre 1994).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 139 (94-95)], modifié par l'Assemblée nationale, relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 190 (94-95)] (21 décembre 1994) - **Environnement.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - (11 octobre 1994) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 4123, 4124) : multiplication des projets de loi - Importance de l'environnement - Dispositif de concertation - Clarification des compétences - (p. 4125, 4126) : simplification des procédures - Moyens financiers - Amendements de la commission - Demande au Sénat d'adopter ce projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements.

**Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Rapporteur - Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4170) : s'oppose à l'amendement n° 144 de Mme Danielle Bidard-Reydet (déclaration d'intention sur l'importance de l'environnement) - (p. 4171) : accepte l'amendement n° 1 de M. Philippe François (incorporation de composants oxygénés dans les carburants pétroliers) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes généraux du droit de l'environnement)** (p. 4173, 4174) : accepte l'amendement n° 169 de M. Alain Vasselle (gestion des espèces animales) - Son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - (p. 4175) : son amendement n° 19 : principe de précaution ; adopté - Demande le retrait des amendements de M. Jean Faure n° 78 (proportionnalité du principe de précaution) et de M. Philippe Richert n° 271 (principe de précaution), satisfaits par son amendement n° 19 précité - S'oppose à l'amendement n° 170 de M. Alain Vasselle - (p. 4176) : s'oppose à l'amendement n° 272 de M. Philippe Richert (principe d'action préventive) - (p. 4177) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 145 (suppression du principe « pollueur-payeur ») et de M. Alain Vasselle n° 172 (extension du principe « pollueur-payeur » à plusieurs pollueurs) - (p. 4179) : accepte l'amendement n° 211 de M. Claude Estier (participation des citoyens et droit à l'information) ; sur ce dernier, son sous-amendement n° 308 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 212 de M. Claude Estier (principe du développement durable) - (p. 4180, 4181) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 79 de M. Jean Faure (équilibre de la population dans les milieux urbains et ruraux) - **Intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup>** (p. 4182) : demande le retrait de l'amendement n° 174 de M. Alain Vasselle (« De la consultation du public et des associations relativement aux décisions d'aménagement ») - S'oppose à l'amendement n° 146 de Mme Danielle Bidard-Reydet (« De la

consultation préalable du public et des associations en matière d'aménagement ») - **Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 4183, 4184) : ses amendements, n° 20 : maintien des dispositions relatives à la démocratisation des enquêtes publiques ; et n° 21 : champ d'intervention de la commission ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 199 de Mme Danielle Bidard-Reydet (attributions de la commission) - (p. 4185) : s'oppose aux amendements, de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 147 (saisine automatique de la commission) et de M. Claude Estier n° 213 (compétences de la commission) - (p. 4186) : demande le retrait de l'amendement n° 80 de M. Jean Faure (discussion des objectifs) - (p. 4189) s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 214 de M. Claude Estier (débat au début de l'élaboration du projet) - (p. 4191) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 148 (saisine de la commission), de M. Alain Vasselle n° 175 (consultation des collectivités territoriales) et de M. Claude Estier n° 216 (autosaisine) - (p. 4192) : s'oppose à l'amendement n° 198 de Mme Danielle Bidard-Reydet (élargissement du droit de saisine) - (p. 4193, 4194) : son amendement n° 22 : composition de la commission ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 298 du Gouvernement et s'oppose aux sous-amendements n° 268 de M. Joseph Ostermann et n° 215 de M. Claude Estier - S'oppose à l'amendement n° 149 de Mme Danielle Bidard-Reydet (participation du mouvement associatif) - (p. 4195) ; son amendement n° 23 : suppression du devoir de réserve ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Jean Faure n° 82 (définition des travaux de la commission) et n° 81 de coordination - (p. 4196) : son amendement n° 24 : nouvelle rédaction de l'alinéa ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 218 de M. Claude Estier (recommandations motivées de la commission) - **Après l'art. 2** (p. 4197) : s'oppose à l'amendement n° 210 de M. Louis Perrein (création d'une commission de concertation spécifique), et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 297 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Art. 3 (réforme des enquêtes publiques)** (p. 4198, 4199) : son amendement n° 25 : compétences des commissaires enquêteurs ; retiré - Accepte l'amendement n° 137 de M. Josse- lin de Rohan (présidence de la commission chargée de la liste d'aptitude) - S'oppose à l'amendement n° 219 de M. Claude Estier (composition de la commission départementale) - (p. 4200) : s'oppose aux amendements n° 220 de M. Claude Estier (désignation du commissaire enquêteur) et de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 237 (désignation du commissaire enquêteur) et n° 201 (dossier d'enquête) - (p. 4201, 4202) : son amendement n° 26 : organisation des réunions d'information ; adopté après modification par le sous-amendement n° 299 du Gouvernement - S'oppose à l'amendement n° 200 de Mme Danielle Bidard-Reydet (objet social des associations) et sur son amendement n° 26, précité, s'oppose au sous-amendement n° 299 du Gouvernement - (p. 4203) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 221 de M. Claude Estier (indemnisation des commissaires enquêteurs) - **Art. 4 (prescription particulière dans la déclaration d'utilité publique)** (p. 4203) : s'oppose à l'amendement n° 202 de Mme Danielle Bidard-Reydet (projets soumis à enquête publique) - **Après l'art. 4** (p. 4204) : s'oppose à l'amendement n° 203 de Mme Danielle Bidard-Reydet (contre-expertise de l'étude d'impact) - **Art. 5 (associations agréées de protection de l'environnement)** (p. 4205, 4206) : ses amendements n° 27 : suppression d'une catégorie particulière d'associations ; et n° 28 : nouvelle rédaction du paragraphe ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle n° 176 (protection des espèces animales et végétales) et de M. Jean-Paul Hamman n° 269 (délivrance et retrait de l'agrément) - **Après l'art. 5** (p. 4207) : son amendement n° 29 : indemnisation et réparation du préjudice ; rejeté - **Art. 6 (coordination)** (p. 4208) : ses amendements n° 30, rédactionnel, n° 31 : correction d'une erreur matérielle ; n° 32 : suppression d'un régime particulier ; et n° 33, de coordination ; adoptés - **Intitulé du chapitre III du titre 1<sup>er</sup>** ; son amendement n° 34 : « Du conseil départemental de l'environnement » ; adopté - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 4213) : son amendement n° 35 ; prérogatives des commissions et nouvelle rédaction de l'article ; adopté - (p. 4216, 4217) : sur son amendement n° 35 précité, accepte le sous-amendement n° 257 de Mme Janine Bardou, s'oppose au sous-amendement n° 179 de M. Alain Vasselle et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements n° 304 du Gouvernement et n° 139 de M. Jacques de Menou - Demande le retrait des amendements

n° 83 (conseil départemental d'hygiène) et n° 84, de conséquence, de M. Jean Faure - S'oppose aux amendements de M. André Egu n° 85 (commission des carrières), de M. Claude Estier n° 222 (commission des carrières), de M. Jean Faure n° 86 (composition du conseil), de M. Alain Vasselie n° 180 (fédération de la chasse et de la pêche) ainsi que de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 150 (présidence du conseil départemental), n° 204 (commission de la chasse, de la pêche et de la faune sauvage), n° 205 et n° 151 (représentativité des membres du conseil) - **Art. 8** (*coordination du conseil départemental et des commissions*) (p. 4218) : son amendement n° 36 : suppression du paragraphe II ; adopté - **Après l'art. 8** (p. 4219) : s'oppose à l'amendement n° 250 de M. Lucien Lanier (création d'un comité régional de l'environnement) - **Art. 9** (*commission supérieure des sites, perspectives et paysages*) (p. 4220) : son amendement de suppression n° 37 ; adopté - **Art. 10** (*mesures de sauvegarde*) (p. 4222, 4226) : sur l'amendement n° 2 de la commission des lois, saisie pour avis (expropriation et indemnisation), ses sous-amendements n° 293, n° 294 et n° 295 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 181 de M. Alain Vasselie (interdiction de construire et d'implanter des équipements ou une activité) - **Après l'art. 10** (p. 4227) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 301 du Gouvernement (indemnisation et tentative de spéculation).

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - Rapporteur - **Art. 11** (*fonds de prévention des risques naturels*) (p. 4238 à 4245) : accepte l'amendement n° 3 de la commission des lois saisie pour avis (financement des indemnisations) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 296 ; adopté - S'oppose aux sous-amendements du Gouvernement n° 300, n° 302 et n° 303, sur l'amendement n° 3 de la commission des lois saisie pour avis - **Art. 12** (*financement des mesures de sauvegarde*) (p. 4246) : accepte l'amendement n° 4 de la commission des lois saisie pour avis (rapport au Parlement sur la gestion du fonds de prévention) - **Art. 13** (*plans de prévention des risques naturels*) (p. 4247, 4250) : son amendement n° 41 : précision d'une référence ; adopté - Accepte les amendements de M. Alain Vasselie n° 182 et n° 183 (délimitation des zones exposées aux risques étendue à toutes les exploitations) - S'oppose à l'amendement n° 153 de Mme Danielle Bidard-Reydet (financement par l'Etat des plans) et aux amendements de M. Jean Faure n° 89 et n° 90 (contenu des plans de prévention) - (p. 4251, 4252) : accepte les amendements rédactionnels, n° 5 et n° 6 de la commission des lois saisie pour avis - Son amendement n° 42, identique à l'amendement n° 7 de la commission des lois saisie pour avis : correction d'une référence ; adopté - Ses amendements, n° 43 et n° 44 : conditions de transformation des plans d'exposition en plans de prévention ; adoptés - Son amendement de conséquence n° 45 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 154 de Mme Danielle Bidard-Reydet (délai de cinq ans pour la mise en conformité des bâtiments et installations) - **Après l'art. 13** (p. 4253) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 155 de Mme Danielle Bidard-Reydet (dispositions d'incitation fiscale ou financière) - S'oppose à l'amendement n° 206 de Mme Danielle Bidard-Reydet (modification des dispositions du plan d'occupation des sols) - **Art. 15** (*modification des dispositions du code des assurances*) (p. 4254) : accepte l'amendement n° 9 de la commission des lois saisie pour avis (adaptation de la rédaction de cet article à une modification intervenue postérieurement à la rédaction du projet de loi) - **Art. 16** (*modification de l'article 16 et du I de l'article 46 de la loi n° 92-3 sur l'eau*) (p. 4255) : accepte l'amendement rédactionnel n° 156 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 17** (*diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt*) (p. 4256) : accepte l'amendement n° 185 de M. Alain Vasselie (conseils municipaux associés à l'élaboration des plans de prévention) - **Après l'art. 18** (p. 4257) : demande le retrait de l'amendement n° 273 de M. Philippe Richert (servitudes d'utilité publique annexées au plan d'occupation des sols) - **Art. 19** (*entretien des cours d'eau non domaniaux*) (p. 4278, 4280) : accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 10, n° 11, n° 13 et n° 14 de forme, n° 12 et n° 16 rédactionnels et n° 15 de précision, ainsi que l'amendement n° 187 de M. Alain Vasselie (période de validité du plan) - Demande le retrait de l'amendement n° 186 de M. Alain Vasselie (respect strict des arbres et des plantations) - **Après l'art. 19** (p. 4281) : accepte l'amendement n° 238 du Gouvernement (transfert des ouvrages ou travaux détenus par une association syndicale à une collectivité

locale) - **Art. 21** (*compétence des départements en matière de gestion de certains cours d'eau*) (p. 4282) : son amendement n° 49 : caractère facultatif du transfert de compétences ; retiré au bénéfice de l'amendement n° 17 de la commission des lois saisie pour avis (transfert de compétences à la demande des conseils généraux) - Accepte les amendements de M. Claude Estier, n° 225 de suppression et n° 226 (schéma d'aménagement et de gestion des eaux), ainsi que l'amendement n° 17 précité de la commission des lois saisie pour avis - **Après l'art. 21** (p. 4284) : ses amendements n° 50 : circulation des engins nautiques de loisir non motorisés ; et n° 51 : responsabilité civile des riverains ; adoptés - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 305 du Gouvernement - **Art. 22** (*inventaire départemental des espaces et du patrimoine naturels*) (p. 4286, 4288) : son amendement n° 52 : distinction entre inventaire et rapport d'orientation ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Alain Vasselie n° 188 (participation du conseil général et des communes à l'inventaire départemental), de M. Jean Faure n° 92 (lien avec le code de l'urbanisme visant les servitudes d'utilité publique), de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 96 (contenu du rapport d'orientation) - Demande le retrait de l'amendement n° 93 de M. Jean Faure (contenu du rapport d'orientation) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 227 de M. Claude Estier (inventaire mis à la disposition du public pour consultation et communiqué aux associations départementales agréées) - **Art. 23** (*rapport d'orientation*) (p. 4289, 4290) : s'oppose aux amendements de M. Jean Faure, n° 94 (concertation entre le préfet et le conseil général) et n° 95 (procédure d'enquête publique) ainsi qu'à l'amendement de M. Alain Vasselie, n° 189 (concertation avec le département et les communes) - Son amendement n° 53 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 322 de M. Alain Vasselie - **Art. 24** (*prise en compte par l'Etat et les collectivités territoriales de l'inventaire départemental et du rapport d'orientation*) (p. 4291) : son amendement de suppression n° 54 ; adopté - **Après l'art. 24** (p. 4292) : à titre personnel, son amendement n° 107, qu'il accepte au nom de la commission : projets intercommunaux de gestion de l'espace et du patrimoine ; adopté - **Art. 25** (*inventaire régional du patrimoine paysager*) (p. 4294) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 239 du Gouvernement (rôle de la région dans l'observation et l'inventaire du patrimoine paysager) - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 251 de M. Lucien Lanier (schéma régional d'aménagement des espaces et du patrimoine naturel pour l'Ile-de-France) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements de M. Alain Vasselie n° 190 (inventaire établi par la région en liaison avec les départements) et de M. Claude Estier n° 228 (inventaire mis à la disposition du public et communiqué aux associations agréées) - **Avant l'art. 26** (p. 4296, 4297) : à titre personnel, ses amendements, qu'il accepte au nom de la commission, n° 109 : déduction de charges foncières ; n° 108 : exonération des droits de mutation ; et n° 110 : adaptation de dispositions relatives au fermage ; retirés - **Avant l'art. 26 ou après l'art. 43** : à titre personnel, son amendement n° 111, qu'il accepte au nom de la commission : accord entre le preneur et le bailleur ; adopté - **Art. 26** (*compétences des agents des réserves et parcs nationaux marins*) (p. 4299) : ses amendements n° 55 : possibilité de transmettre les procès-verbaux aux autorités judiciaires ; et n° 56 : possibilité d'intervention dans le droit sur la mer et le milieu marin ; adoptés - Accepte les amendements rédactionnels de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 100 et n° 101, ainsi que l'amendement n° 274 de M. Philippe Richert (accord préalable et exprès du bailleur) - Demande le retrait de l'amendement n° 275 de M. Philippe Richert (cahier des charges imposé au preneur) - **Art. 27** (*assermentation des fonctionnaires et agents chargés de la protection de la nature*) (p. 4301) : ses amendements n° 57, rédactionnel, et n° 58 : assermentation auprès du tribunal de grande instance de leur domicile ; adoptés - **Après l'art. 27** (p. 4302) : son amendement n° 59 : recrutement des gardes champêtres intercommunaux ; adopté - **Art. 29** (*compétences des départements en matière d'espaces naturels sensibles*) (p. 4303, 4305) : son amendement de coordination n° 60 ; adopté - Accepte l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 104 (taxe finançant les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement), ainsi que l'amendement n° 240 du Gouvernement (mode de calcul de la taxe départementale) - S'oppose

à l'amendement n° 276 de M. Philippe Richert (réorientation de cette taxe en direction des espaces naturels sensibles) - **Après l'art. 29** : s'oppose à l'amendement n° 191 de M. Alain Vasselle (possibilité de moduler le taux de la taxe) - **Art. 30 (droit de préemption des parcs nationaux)** (p. 4306) : accepte l'amendement n° 252 de M. Lucien Lanier (extension du droit de préemption aux syndicats mixtes de gestion des parcs naturels régionaux) - **Après l'art. 30** (p. 4307) : s'oppose à l'amendement n° 192 de M. Alain Vasselle (voix délibérative aux représentants de la propriété foncière) - **Art. 31 (concours des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural pour l'exercice du droit de préemption)** (p. 4308) : accepte l'amendement rédactionnel n° 105 de la commission des affaires culturelles saisi pour avis - **Après l'art. 31** : accepte l'amendement n° 253 de M. Lucien Lanier (conventions de gestion de l'environnement avec des propriétaires privés) - **Art. 34 (abrogation de l'article 42 de la loi relative à la protection du littoral)** (p. 4309) : son amendement de suppression n° 61 ; adopté - **Après l'art. 34** (p. 4310) : à titre personnel, ses amendements qu'il accepte au nom de la commission, n° 114 : nouvelle rédaction de l'article 126-1 du code rural ; n° 117 : statut de syndicat mixte ; n° 116 : consultation des parcs naturels régionaux sur l'élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols ; adoptés ; et n° 115 : prise en compte de la charte des parcs naturels régionaux dans les décisions de permis de construire ; retiré - **Art. 35 (taxe sur les passagers à destination d'un espace protégé)** (p. 4312) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 158 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Accepte les amendements de M. Christian Bonnet n° 130 (extension de l'institution de la taxe aux sites naturels inscrits) et de M. Jacques Oudin n° 245 (extension de cette taxe aux sites appartenant au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) - **Après l'art. 35** (p. 4314, 4316) : accepte l'amendement n° 246 de M. Claude Belot (création d'une taxe sur le passage des véhicules empruntant le pont reliant les îles au continent) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 325 du Gouvernement - **Art. 36 (extension de la taxe de séjour)** (p. 4317) : ses amendements n° 62 : suppression de deux références ; et n° 63 : reversement du produit de la taxe selon une convention ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 159 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Après l'art. 36** (p. 4319, 4320) : accepte l'amendement n° 106 de la commission des affaires culturelles saisi pour avis (aménagement des entrées de ville) - Sur ce dernier, accepte les sous-amendements du Gouvernement n° 318, n° 319, n° 320 et n° 321 et s'oppose aux sous-amendements n° 316 et n° 317 - (p. 4321, 4323) : ses amendements n° 118 : répartition de la première fraction de la dotation de solidarité rurale ; qu'il accepte au nom de la commission ; retiré ; n° 120 : propositions de compensation par des dotations de l'Etat ; qu'il accepte au nom de la commission ; adopté ; et n° 119 : répartition de la deuxième fraction de la dotation de solidarité rurale ; pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat ; retiré - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 160 (moyens dévolus aux collectivités locales pour la défense de l'environnement) et de M. Philippe Richert n° 277 (taux réduit de la taxe de publicité foncière) - Demande le retrait de l'amendement n° 279 de M. Philippe Richert (protection et mise en valeur des vergers) - (p. 4325, 4326) : accepte l'amendement n° 241 du Gouvernement (transposition d'une directive européenne sur la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 278 de M. Philippe Richert (protection des gisements fossilifères) - **Avant l'art. 37** (p. 4327) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 196 (TVA sur la vente de véhicules électriques) et n° 161 (TVA sur la production d'une source d'énergie renouvelable) - **Art. 37 (gestion des déchets)** (p. 4328) : taxation - Unanimité de la commission sur un compromis - **Paragraphe III (par priorité)** (p. 4329, 4330) : ses amendements n° 309 : possibilité pour les conseils généraux d'élaborer les plans départementaux de gestion des déchets ; n° 310 : enquête publique sur les plans départementaux de gestion des déchets ; et n° 65 : possibilité d'associer les communes et leurs groupements à l'élaboration des plans départementaux de gestion des déchets ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 163 de Mme Danielle Bidard-Reydet (stockage des déchets ultimes ou reversibles) - Demande le retrait des amendements de Mme Janine Bardou n° 263 (responsabilité du département pour l'élaboration des projets de plan de

gestion des déchets) et n° 264 (délai pour le transfert de compétence) - **Paragraphe V (par priorité)** (p. 4331, 4333) : son amendement n° 311 : progressivité de la taxation ; adopté - Demande le retrait des amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 164 (suppression de l'augmentation de la taxe), de M. André Egu n° 270 (présentation d'un rapport au Parlement sur l'utilisation de cette taxe) et de M. Camille Cabana n° 197 (suppression de l'augmentation de la taxe) - **Paragraphe VI (par priorité)** (p. 4335, 4336) : ses amendements n° 312 : dotation spécifique aux départements ; retiré au profit de l'amendement n° 324 du Gouvernement (enveloppe financière pour les départements faisant acte de volontariat) et n° 70 : diminution de la part des ressources du fonds de gestion des déchets affectées aux techniques innovantes ; adopté - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 165 (baisse du taux de TVA) et de Mme Janine Bardou n° 265 (principe du « pollueur-payeur » appliqué dans le cadre de la gestion des déchets) - Demande le retrait des amendements de M. Claude Estier n° 247 (suppression des ressources du fonds de gestion des déchets affectées aux techniques innovantes) et de Mme Janine Bardou n° 266 (affectation aux conseils généraux d'une part importante du montant du fonds de gestion des déchets).

**Suite de la discussion** - (14 octobre 1994) - Rapporteur - **Art. 37 (suite)** (p. 4366) : ses amendements n° 64 : projet de plan soumis pour avis à une commission comprenant des associations agréées ; et n° 67, rédactionnel ; adoptés - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 162 de précision et de Mme Janine Bardou n° 262 (organisation par le département des conditions de préparation du plan départemental des déchets) - **Après l'art. 37** (p. 4367, 4369) : ses amendements n° 71 : diminution du taux de TVA sur le stockage des déchets ménagers ; rejeté ; et n° 72 : rapport au Parlement sur l'utilisation de la taxe relative à l'élimination des déchets ; adopté - Accepte les amendements de M. Hubert Haenel n° 141 (autorisation pour les agents assermentés et commissionnés des réserves naturelles de procéder à la recherche et à la constatation des infractions) et n° 143 (procédure de l'amende forfaitaire) - S'oppose à l'amendement n° 166 de Mme Danielle Bidard-Reydet (réduction du taux de TVA applicable aux véhicules électriques) - **Art. 38 (contrôle des installations classées déclarées)** (p. 4370) : son amendement n° 73 : périodicité du système de contrôle ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 167 de Mme Danielle Bidard-Reydet (contrôles obligatoires et extension du droit de saisine) - **Art. 39 (dépollution de certains sites)** (p. 4371, 4373) : s'oppose aux amendements de M. Lucien Lanier n° 254 de suppression et de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 168 (majoration d'une taxe en partie destinée à alimenter un fonds de compensation) - Son amendement rédactionnel n° 74 ; adopté - **Après l'art. 39** : s'oppose à l'amendement n° 248 de M. Claude Estier (taxe sur les déchets réceptionnés) - **Après l'art. 40** (p. 4375) : accepte l'amendement n° 242 du Gouvernement (institution de servitudes autour des installations classées) et s'oppose à l'amendement n° 243 du Gouvernement (abrogation de l'article 9 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées) - **Après l'art. 40 ou après l'art. 43** (p. 4376) : son amendement n° 326 : délai de mise en conformité des installations soumises à l'application de la loi sur l'eau ; retiré - Accepte l'amendement n° 244 du Gouvernement (installations classées soumises uniquement à la nomenclature des installations classées) - **Après l'art. 42** (p. 4377) : son amendement n° 75 : gestion financière de la distribution de l'eau facilitée pour les petites communes rurales ; retiré - **Après l'art. 43** (p. 4378, 4382) : ses amendements n° 76 : vente, achat, transport et colportage du gibier ; n° 292 de coordination ; n° 77 : hauteur des clôtures ; et n° 323 : rapport au Parlement sur le bilan du fonctionnement du régime d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 249 (suppression de l'article 70 de la loi du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier) et de Mme Janine Bardou n° 267 (compensation financière des transferts de compétences) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 255 de M. Lucien Lanier (création d'un observatoire régional de la pollution atmosphérique et du bruit) - **Sur l'ensemble** (p. 4385, 4386) : bilan de cette première lecture - Véritable droit de l'environnement - Evolution de notre société.



– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile** - (6 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (aviation civile et transport aérien) - (p. 6852, 6853) : transport aérien - Cas de la privatisation de British Airways - (p. 6854) : recapitalisation d'Air France - Fonds de péréquation des transports aériens - (p. 6855) : construction aéronautique française - Avis favorable à l'adoption des crédits du transport aérien et de l'aviation civile.

**LE JEUNE (Edouard)**, sénateur du Finistère (UC).

**NOMINATIONS**

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* tendant à alléger les charges sociales des clubs sportifs sur les indemnités de dédommagement versées aux dirigeants, animateurs, entraîneurs bénévoles [n° 298 (93-94)] (23 mars 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Sports**.

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Inde du 6 au 14 février 1994 [n° 314 (93-94)] (6 avril 1994) - **Inde**.

*Proposition de loi* tendant à compléter le code électoral en vue de la prise en considération du vote blanc [n° 330 (93-94)] (12 avril 1994) - **Elections**.

*Proposition de loi* tendant à faire bénéficier les familles des allocations familiales à partir du premier enfant [n° 331 (93-94)] (12 avril 1994) - **Prestations familiales**.

**QUESTIONS**

*Questions orales sans débat :*

n° 96 (JO Débats du 3 avril 1994) (p. 726) - Ministère : Budget - **Régime fiscal des élus locaux - Elus locaux**.

n° 97 (JO Débats du 3 avril 1994) (p. 726) - Ministère : Intérieur - **Mise en place d'une nouvelle organisation territoriale des secours - Sapeurs-pompiers**.

n° 142 (JO Débats du 4 octobre 1994) (p. 3986) - Ministère : Aménagement du territoire - **Investissements éligibles au fonds de compensation de la TVA** - (Réponse : JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 5001) - **Collectivités locales**.

n° 143 (JO Débats du 4 octobre 1994) (p. 3986) - Ministère : Équipement - **Amélioration de la sécurité routière** - (Réponse : JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4990) - **Sécurité routière**.

**INTERVENTIONS**

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (28 novembre 1994) (p. 6316) : mesures en faveur des PME-PMI - (p. 6317) : équilibre entre les différentes formes de commerce - Maintien du commerce en zones rurales et dans les centres-villes - Schéma directeur d'urbanisme commercial - Programme d'orientation pour l'artisanat - Apprentissage - Réforme de la transmission des entreprises - (p. 6318) : aménagement du territoire - Le groupe de l'Union centriste votera les crédits de ce ministère.

**LEJEUNE (Max)**, sénateur de la Somme (RDE).

**NOMINATIONS**

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

**DÉPÔTS**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Marine** - [n° 82 (94-95)] tome 8 (22 novembre 1994).

**INTERVENTIONS**

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Défense** - (30 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (marine) - Son intervention présentée par M. André Boyer (p. 6456, 6457).

**LEMAIRE (Guy)**, sénateur de Loire-Atlantique (RPR).

**NOMINATIONS**

– Membre de la commission des affaires culturelles.

**LENGLET (Charles-Edmond)**, sénateur de la Somme (RDE).

**NOMINATIONS**

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre suppléant du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

Membre titulaire du Conseil national des transports.

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).

**QUESTIONS**

*Questions orales sans débat :*

n° 92 (JO Débats du 24 décembre 1993) (p. 6914) - Ministère : Équipement - **Dégradation des relations ferroviaires au nord de Paris** - (Réponse : JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1209) - **Société nationale des chemins de fer français (SNCF)**.

**LÉOTARD (François)**, ministre d'Etat, ministre de la défense.

**DÉPÔTS**

**En première lecture devant le Sénat :**

*Déclaration du Gouvernement* sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe [n° 341 (93-94)] (13 avril 1994).

**RÉPONSES AUX QUESTIONS**

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Alfred Foy : **Gendarmerie (Insuffisance des effectifs de gendarmerie dans le Nord)** (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2642).

## INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe** [n° 341 (93-94)] - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1013) : leçons tirées de la guerre du Golf et de la fin de la guerre froide - Préoccupation essentielle : sécurité dans les Balkans - Archétype des crises futures en Europe - Résolutions de l'ONU - Actions aériennes - (p. 1014) : décisions du Gouvernement français - Bombardements - Retrait des serbes - Déploiement des moyens nécessaires par la FORPRONU - Statut de la zone de Gorazde - Intervention de la France au Conseil de sécurité et auprès du Secrétariat général de l'ONU - Entraînement des contingents nationaux - (p. 1015) : Nations-Unies et Alliance atlantique - Cohérence entre la loi de programmation et le livre blanc de la défense - Adaptations de l'outil militaire français.

– **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2501, 2502) : équipements - Dissuasion nucléaire - (p. 2503) : armements classiques de nouvelle génération - Renseignement - Satellites d'observation - Matériels d'amélioration de la mobilité des forces - Frappes stratégiques : programme de missiles de croisière à longue portée - (p. 2504) : industrie de défense - Grands programmes - Emploi - (p. 2505) : effort de rigueur budgétaire - Politique des personnels - (p. 2506) : limitation du nombre des programmes nouveaux et maîtrise du coût - Suivi de la loi - (p. 2507) : service national - Réservistes - Corps européen - (p. 2508) : programmes communs européens ; agence européenne de l'armement - (p. 2519) : réduction d'effectifs - (p. 2520) : engagement des forces françaises dans des opérations internationales - Crédits budgétaires - Porte-avions - Groupe Eurocopter - (p. 2521) : suivi de la programmation - Deuxième composante de la force nucléaire - Recherche.

**Suite de la discussion** - (15 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2566, 2567) : financement de la programmation - Procédure budgétaire de gel des crédits - Défense nationale - (p. 2568, 2569) : éducation nationale - Interventions extérieures - Forces militaires stationnées à l'extérieur du territoire métropolitain - Moyens de transports - Engagés volontaires et appelés - Enseignement français en Allemagne - Réserves - Service national - (p. 2570, 2571) : défense civile - Artillerie et missiles - Etat-major - Armée de l'air - Avion de transport futur, ATF - Casernes - Gendarmerie - (p. 2572) : financement de gendarmeries par les collectivités territoriales ; éligibilité au fonds de compensation de la TVA - Politique industrielle - Direction générale de l'armement, DGA - Dissuasion nucléaire - Programme spatial militaire - (p. 2573) : GIAT - Eurocopter - (p. 2574) : Polynésie française ; laboratoire d'études et de surveillance de l'environnement - **Question préalable** (p. 2576) : s'oppose à la motion n° 7 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé (approbation du rapport d'orientation annexé au présent projet de loi)** (p. 2585) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 8 de M. Jean-Luc Bécart - (p. 2586, 2589) : demande le retrait des amendements de M. Serge Vinçon, n° 1 et n° 2 (conception et construction européenne de l'avion de transport futur), n° 3 (garantie par le Gouvernement des projets d'exportation), n° 4 (protection anti-missile) et n° 5 (priorité de l'industrie de défense française ou européenne pour les commandes passées par l'Etat français) - Eurocopter - **Art. 2 (crédits affectés à l'équipement des forces armées au cours des années 1995-2000)** (p. 2590) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 9 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 3 (projet de loi d'actualisation en 1997)** (p. 2591) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 10 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 4 (évolution des effectifs budgétaires du ministère de la défense de 1995 à 2000)** (p. 2592) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 11 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 5 (effectif des réserves)** (p. 2593) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 12 de M. Jean-Luc Bécart - **Après l'art. 6** (p. 2594) : demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. Serge Vinçon (création d'un Conseil supérieur de la programmation militaire).

– **Projet de loi relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer** [n° 394 (93-94)] - (15 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2595) : respect du droit en mer - Police des pêches - Lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes - (p. 2596) : procédure de

contrôle de tous les navires français ou étrangers en mer territoriale et en zone économique - Création d'une nouvelle infraction - Demande au Sénat de voter ce texte - (p. 2602) : consultation des territoires d'outre-mer - Définition de la haute mer - Pollution - Contrôle des navires dans les ports - Moyens aéromaritimes - **Art. 1<sup>er</sup> (habilitation des commandants des bâtiments de l'Etat et des commandants de bord des aéronefs de l'Etat)** (p. 2603) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - **Art. 2 (reconnaissance du navire)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission - **Art. 3 (visite du navire)** : accepte l'amendement n° 3 de la commission (mention du commandant de bord).

– **Proposition de loi tendant à préciser les missions actuelles de l'Ecole Polytechnique** [n° 391 (93-94)] - (15 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2605, 2606) : missions de l'Ecole polytechnique - Activités de formation de troisième cycle et de recherche - Action de coopération internationale - Fin d'une discrimination entre élèves masculins et féminins - Rayonnement scientifique et éducatif - Demande au Sénat d'adopter cette proposition de loi - **Art. 1<sup>er</sup> (consécration légale des nouvelles missions de l'Ecole)** (p. 2608) : accepte les amendements rédactionnels, n° 1 et n° 2 de la commission.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Défense** - (30 novembre 1994) (p. 6435, 6443) : conflit en ex-Yougoslavie - FORPRONU - Livre blanc sur la défense - Relations avec l'OTAN - Coopération internationale - Restructuration de l'industrie d'armement - Evolution des emplois - Service militaire - Investissements - Force de dissuasion - Moyens des différentes armes - Formation - Négociations internationales - Union de l'Europe occidentale, UEO - (p. 6478, 6485) : dépenses en capital - Droit d'expression des militaires - Coopération franco-allemande - Service de santé des armées - Service national - Armée de l'air - OTAN - Emploi - Situation en ex-Yougoslavie - Enseignement français en Allemagne - Opérations militaires extérieures - Armée de métier - Réservistes - Fonds de concours - Crédits de report - Entretien programmé du matériel - Recherche - Coopération européenne - Avions de transport militaire - Industrie des munitions - Armements - Recherche aéronautique - Unités de l'armée de terre stationnées dans le Haut-Rhin - Armée de l'air - Personnels - Gendarmerie - Hébergement - Parc d'hélicoptères - Porte-avions nucléaire.

**LESBROS (Marcel)**, sénateur des Hautes-Alpes (UC).

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une retraite anticipée la durée du temps passé au-delà de la durée légale du service militaire en Afrique du Nord entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 2 juillet 1962* [n° 373 (93-94)] (26 avril 1994) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord** [n° 344 (93-94)] - (3 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1370, 1371) : examen du budget des anciens combattants du 6 décembre 1993 - Retraite anticipée - Dispositions de ce projet de loi - Dépôt d'une proposition de loi sur la retraite anticipée - Mode de financement du dispositif prévu par la proposition de loi précitée - **Art. unique (durée d'assurance requise pour le calcul de la retraite des anciens combattants d'Afrique du Nord)** (p. 1384, 1385) : se déclare favorable aux amendements de M. Robert Pagès n° 1, n° 2 et n° 3 (nouvelle rédaction).

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - Suite de la

discussion - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4718, 4719) : département des Hautes-Alpes - Suppression de la DGF d'Ile-de-France - Départements défavorisés - Solidarité et pérennité.

**LESEIN (François)**, sénateur de l'Aisne (RDE).

Secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre des qualités de la commission nationale du sport de haut niveau,

Membre suppléant du Comité de l'éthique du loto sportif.

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - Jeunesse et sports - [n° 80 (94-95)] tome 9 (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2647) - Ministère : Intérieur - Plan d'action de l'Union européenne contre la drogue - Drogues et stupéfiants.

*Questions orales sans débat :*

n° 98 (JO Débats du 3 avril 1994) (p. 726) - Ministère : Affaires européennes - Production ovine dans l'Union européenne - (Réponse : JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1217) - Aviculture.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 141) : nécessité de légiférer - Conséquences des progrès de la biologie et de la génétique - Adaptation de notre droit aux avancées de la science - Oeuvre accomplie par M. Henri Caillavet puis par le Comité consultatif national d'éthique - Respect du corps humain et intégrité de l'espèce - (p. 142) : médiatisation des dérives - Nécessité de critères stricts et précis afin de garantir les produits du corps humain et leurs utilisations - Problème de la transplantation - Indisponibilité commerciale et inviolabilité du corps humain - Intégrité de l'espèce - Modalités de recours à la procréation médicalement assistée - Techniques d'identification génétique - Avec la majorité des membres du groupe du RDE, votera les textes proposés.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 141, 142).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou**

**l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 141, 142).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes) - Art. L. 671-1 du code de la santé publique (définition de la procréation médicalement assistée)** (p. 237) : se déclare favorable à l'amendement de précision n° 69 de la commission et, sur celui-ci, opposé au sous-amendement n° 189 de M. Bernard Seillier (arrêt du recours à la fécondation *in vitro*) - **Art. L. 671-2 du code précité (finalité de la procréation médicalement assistée)** (p. 242) : intervient sur les amendements n° 218 de M. Franck Sérusclat (distinction entre deux motifs de recours à la procréation médicalement assistée) et n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple) - **Après l'art. L. 671-3 bis du code précité** (p. 269) : conviction religieuse et intérêt de la recherche scientifique.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)]** - (6 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 750, 751) : regrette la déclaration d'urgence sur cette proposition de loi - Loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires - Multiplication du nombre de faillites - Entreprises nouvelles - Coût de la procédure de liquidation ; demande une réforme du mode de paiement des administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs - Petits commerçants et artisans.

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées [n° 174 (93-94)]** - (26 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1228, 1229) : risques d'abus dans le système des nominations « au tour extérieur » - Modalités de fonctionnement des commissions consultées sur les nominations - Taux élevé des disponibilités dans le corps de l'inspection générale des finances - Mobilité entre les fonctions publiques d'Etat, territoriales et hospitalières - La plus grande partie des membres du groupe du RDE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Art. 4 (prélèvements et transplantations d'organes) - Art. L. 671-9 du code de la santé publique (prélèvements à des fins scientifiques)** (p. 1619) : soutient l'amendement n° 61 de M. Pierre Laffitte (suppression du régime spécifique, au regard du consentement, pour ce qui concerne les prélèvements scientifiques et les autopsies médicales).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'éducation [n° 471 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2029 à 2031) : réussite scolaire - Enseignement technique - Apprentissage - Formation professionnelle continue - Charges des collectivités territoriales - Aménagement du temps de l'enfant - Composition de la commission départementale d'éducation - Fermeture de classes - Rôle des psychologues - Le groupe du RDE, dans son ensemble, apportera son soutien à cette réforme.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 [n° 481 (93-94)]** - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2535, 2536) : industrie française d'armement - Service national - Diminution des effectifs militaires - Conséquence des suppressions de régiments sur des départements ruraux - Votera ce projet de loi

- **Rappel au règlement** (30 juin 1994) (p. 3291) : au nom du groupe du RDE, proteste contre l'organisation des travaux du Sénat - Regrette l'examen en urgence du projet de loi sur la famille - Report de la discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale

– **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 547 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - En remplacement de M. Jacques Legendre, rapporteur - **Discussion générale.** (p. 3337) : publication des travaux de recherche ou d'enseignement - Publications en langue étrangère - Demande l'adoption du texte élaboré par la CMP.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3352, 3353) : procédures et délais en matière de recrutement, de formation et de déroulement de carrière - Reclassement des fonctionnaires privés d'emploi - Politisation de la fonction publique territoriale - Recrutement sur concours - Parité avec la fonction publique d'Etat et passerelles - (p. 3354) : décentralisation et autonomie des collectivités locales - La grande majorité des membres du RDE votera ce projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements et de ceux de la commission - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3373) : son amendement n° 62, soutenu par M. Ernest Cartigny : renforcement du rôle d'expertise de propositions reconnues au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT ; retiré.

**Suite de la discussion** - (4 juillet 1994) - **Après l'art. 12** (p. 3424) : son amendement n° 63 : obligation pour la commission administrative paritaire de se prononcer sur la décision de non-réintégration de fonctionnaires ; adopté - **Art. 21 (formation initiale de certains fonctionnaires de catégorie A)** (p. 3438) : s'abstiendra lors du vote de l'article 21 - **Art. 22 (décharge de fonctions)** (p. 3441, 3442) : se déclare opposé à l'amendement n° 16 de la commission (réduction à six mois du délai préalable à une décharge de fonctions après la nomination de l'intéressé ou le renouvellement de l'assemblée délibérante) - **Art. 24 (réintégration après un détachement de longue durée)** (p. 3443) : son amendement n° 64 : possibilité pour le fonctionnaire d'opter immédiatement pour un licenciement ; devenu sans objet - (p. 3445) : son amendement n° 65 : réintégration obligatoire du fonctionnaire par le CNFPT ou le centre départemental de gestion qui lui a accordé son détachement ; rejeté - (p. 3446) : conteste le sort de son amendement n° 64 précité - S'abstiendra sur l'article 24 - **Art. 27 (reclassement des fonctionnaires privés d'emploi)** (p. 3451, 3452) : ses amendements n° 66 : possibilité pour le fonctionnaire dont l'emploi est supprimé d'opter pour le licenciement immédiat ; et n° 67 : précision sur la nature de l'offre d'emploi ; rejetés - **Après l'art. 46 (par priorité)** (p. 3460) : se déclare opposé à l'amendement n° 30 de la commission (assimilation des services accomplis par voie de détachement dans un emploi équivalent de la fonction publique territoriale à des services effectués dans le corps d'origine) - **Art. 28 (contribution financière des collectivités et établissements pour les fonctionnaires privés d'emploi)** (p. 3465) : distinction entre petites et grandes communes - **Avant l'art. 30** (p. 3466) : intervient sur l'amendement n° 117 de M. Pierre Schiélé (modalités de répartition du nombre de postes de permanents syndicaux) - Domaine réglementaire - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3483) : le groupe du RDE votera ce projet de loi.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4809) : sport et équipements sportifs.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - Au nom de la commission des affaires culturelles - **Art. 13 bis (par priorité)** (*augmentation du taux de prélèvement effectué sur la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport*) (p. 6056, 6059) : son amendement n° I-16 : fixation du taux de prélèvement à 3 % ; retiré - Sur l'amendement rédactionnel n° I-184 du Gouvernement, ses sous-amendements n° I-185 ; rejeté ; et n° I-186 ; retiré - Son amendement n° I-17 : nouvelle rédaction qui précise la destination du produit du prélèvement ; devenu sans objet - **Après l'art. 13 bis (par priorité)** (p. 6067) : son amendement n° I-18 : taxe additionnelle sur le prix de vente des paquets de cigarettes pour compenser la perte de recettes due à l'application de la loi Evin ; irrecevable (article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959).

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 6159) : taxe professionnelle - Fonds national pour le développement du sport - Ne votera pas la première partie du projet de loi de finances pour 1995.

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6532) : nouveau contrat pour l'école - Aide aux élèves en difficulté - Sixièmes « de consolidation » - Chefs d'établissement - Personnels ATOS et administratifs - Système de santé scolaire - (p. 6533) : Mutuelle générale de l'éducation nationale, MGEN - Le groupe du RDE votera ce projet de budget.

**Jeunesse et sports** - (4 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (p. 6705, 6708) : rôle du ministère de la jeunesse et des sports - Evolution des crédits - « Fonds tabac » - Fonds national de développement du sport, FNDS - Rythmes de vie des enfants - Projets éducatifs locaux - Grandes manifestations sportives - Equipements sportifs - Coupe du monde de football - Française des jeux - Dépenses d'investissement - Propose au Sénat de s'abstenir sur le projet de budget de la jeunesse et des sports, sauf si le Gouvernement s'engage à ôter la seconde moitié des crédits inscrits au FNDS au titre du grand stade - **Examen des crédits - Etat B** (p. 6720) : fonds national de développement du sport, FNDS.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Art. 11 quater (distribution de gaz)** (p. 7516) : intervient sur les amendements identiques de suppression n° 1 de Mme Hélène Luc et n° 166 de M. Aubert Garcia.

LEYZOUR (Félix), sénateur des Côtes d'Armor (C).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO Lois et décrets* du 5 octobre 1994).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de résolution*, déposée avec plusieurs de ses collègues, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211) [n° 425 (93-94)] (19 mai 1994) - **Communautés européennes.**

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française [n° 291 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 10 (règles linguistiques applicables à la communauté audiovisuelle)** (p. 1094) : son amendement n° 34, soutenu par M. Ivan Renar : utilisation d'une langue régionale ; retiré.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts [n° 233 (93-94)]** - (10 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** : abstention du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2417, 2418) ; endettement des agriculteurs - Protection sociale des agriculteurs ; demande la participation des grands groupes de l'agro-alimentaire - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Négociations du GATT - Abandon du principe de la préférence communautaire au profit de l'ultra-libéralisme - Distribution inégalitaire des aides européennes et aggravation des disparités de développement agricole - Disparités d'exploitations - Producteurs de lait ; baisse des prix - (p. 2419) : secteur de la pêche.

- **Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables [n° 410 (93-94)]** - (17 juin 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2697) : son amendement n° 13, soutenu par M. Jean Garcia : projet de loi relatif à la modernisation du niveau de transport fluvial et aux conditions de son financement ; rejeté - **Art. 2 (création du comité du transport par voie navigable)** (p. 2698) ; son amendement n° 14, soutenu par M. Jean Garcia : modification de la composition du comité du transport ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) [n° 551 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3271, 3272) : défense du droit de chasser - Tradition française de la chasse - Protection de l'environnement - Restriction des périodes d'ouverture de la chasse par l'Assemblée nationale - Directive européenne relative à la conservation des oiseaux - Au nom du groupe communiste et apparenté, s'oppose à cette proposition de loi - Propositions de loi sur le même objet de MM. Roland du Luart et Louis Minetti - **Art. 1<sup>er</sup> (dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs)** (p. 3276, 3277) : se déclare favorable aux amendements, n° 2 de M. Philippe Madrelle (date de clôture de la chasse au gibier d'eau fixée au dernier jour de février) et n° 1 de M. Gérard César (date de clôture de la chasse fixée au 15 février pour le canard colvert et au 28 février pour les autres espèces de gibier d'eau).

- **Résolution (n° 544, 93-94) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (E211) [n° 490 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3310, 3311) : sa proposition de résolution déposée sur le même sujet - Organisation des services publics européens - Principe de subsidiarité - Refus d'accès des tiers au réseau, ATR - Statut d'EDF-GDF - Réalisation d'une Europe de l'énergie - **Discussion de la résolution** (p. 3312) : ses amendements n° 1 : référence aux principes d'organisation des ressources électriques et gazières en France depuis 1946 ; et n° 2 : exclusivité des importations et exportations d'électricité et de gaz par EDF et GDF ; rejetés - Son amendement n° 3 : énoncé des qualités de l'organisation actuelle de la production française d'électricité ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - Suite de la discussion - (6 juillet 1994) - **Après l'art. 5** (p. 3609) : soutient l'amendement n° 76 de M. Charles Lederman (rôle des conseils généraux, régionaux et municipaux dans les problèmes de sécurité publique).

- **Projet de loi relatif aux prix des fermages [n° 511 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3927) : conditions de discussion de ce projet de loi - Politique agricole commune - Négociations du GATT - Avenir des exploitations familiales - (p. 3928) : modalités d'indexation du prix du fermage - (p. 3929) : composition de l'indice des fermages - Remise en cause du statut du fermage - Le groupe communiste votera contre ce texte - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3931, 3932) : ses amendements n° 25 : engagement du Gouvernement de demander une renégociation de la politique agricole commune ; et n° 26 : instauration d'une nouvelle taxe fiscale sur les industries agro-alimentaires au profit des bailleurs ; rejetés - **Art. 1<sup>er</sup> (fixation du prix du bail en monnaie-indexation)** (p. 3933, 3934) : ses

amendements n° 27 de suppression et n° 28 de repli ; rejetés - (p. 3935) : ses amendements n° 29 : suppression des dispositions relatives au calcul du prix du fermage à partir du résultat d'exploitation moyen à l'hectare constaté sur le plan national ; devenu sans objet ; et n° 30 : suppression des dispositions relatives au délai de révision des maxima et minima ; rejeté - **Art. 2 (règlement du prix du bail)** (p. 3938) : son amendement de suppression n° 31 ; rejeté - **Art. 4 (application aux baux en cours)** (p. 3940) : son amendement de suppression n° 32 ; rejeté - **Après l'art. 5** (p. 3941, 3942) : ses amendements n° 33 : obligation de mentionner le délai de contestation ouvert au bénéficiaire du preneur dans le congé ; et n° 34 : communication obligatoire au preneur ayant un droit de préemption du nom et de l'adresse de l'acquéreur du bien loué ; rejetés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3943) : le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - (25 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4658, 4659) : politique d'ultralibéralisme économique - Renforcement de la tutelle de l'Etat sur les collectivités territoriales - Déconcentration - Notion de « pays » - (p. 4660) : collectivités territoriales - Dotation globale d'équipement, DGE - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Région d'Ile-de-France - Emploi ; délocalisations - (p. 4661) : PME, PMI - Propositions des sénateurs communistes.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4828) : son amendement n° 306, soutenu par Mme Hélène Luc : renégociation des accords du GATT et de la politique agricole commune, PAC ; rejeté - Sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction, insistant sur la solidarité nationale, les principes de la décentralisation et la répartition des compétences), ses sous-amendements n° 220 et n° 222, soutenus par M. Robert Pagès, et n° 221, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau ; rejetés - Son amendement n° 223, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : place de l'éducation et de la formation ; devenu sans objet - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4843, 4844) : ses amendements n° 224, soutenu par M. Robert Pagès : fondements démocratiques et décentralisés de l'aménagement du territoire ; et n° 225, soutenu par Mme Paulette Fost : établissement d'un programme de nationalisation ; rejetés - **Art. 2 (schéma national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4847) : sur l'amendement n° 27 de la commission (modification de la rédaction mettant l'accent sur les grandes infrastructures de transport, les politiques d'éducation, la notion de réseau de ville et les solidarités interdépartementales), ses sous-amendements n° 228, soutenu par Mme Paulette Fost, et n° 226, soutenu par M. Robert Pagès ; rejetés - Son amendement n° 227, soutenu par Mme Paulette Fost : affirmation du caractère public des services de communication, de transport, de production et de distribution d'énergie ; devenu sans objet - **Art. 3 (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire)** (p. 4859) : sur l'amendement n° 28 de la commission (modification des compétences et de la composition), son sous-amendement n° 229, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 4865, 4866) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, n° 230 de suppression et n° 231 : suppression de la possibilité d'introduire dans les directives des adaptations mineures aux lois d'aménagement et d'urbanisme ; rejetés - (p. 4866) : son amendement n° 232, soutenu par M. Robert Vizet : élargissement de la procédure de concertation pour l'élaboration des directives ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 5 (coordination)** (p. 4889) : son amendement de suppression n° 233 ; rejeté - **Art. 6 (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4897, 4898) : sur l'amendement n° 43 de la commission (définition et organisation des chartes régionales), son sous-amendement n° 235 ; rejeté - Ses amendements n° 234 : prise en compte dans les schémas régionaux des besoins en équipements culturels et sportifs ; n° 236 : consultation du conseil académique de l'éducation nationale ; et n° 237 : approbation des schémas ou chartes régionales dans les conseils généraux des départements concernés ; devenus sans objet - (p. 4902) : vote du groupe

communiste contre l'amendement précité n° 43 de la commission - *Art. 34 bis de la loi précitée (conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)* (p. 4903, 4904) : son amendement de suppression n° 238 ; rejeté - (p. 4905) : son amendement n° 239 : association du conseil académique de l'éducation nationale ; rejeté - *In fine* (p. 4910) : son amendement n° 307, soutenu par M. Jean Garcia : carte sanitaire ; rejeté - (p. 4912) : réforme hospitalière - Suppression de lits - **Après l'art. 6** (p. 4917, 4918) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 218 de M. Gérard Delfau (carte des formations professionnelles et technologiques) - (p. 4921) : se déclare favorable à l'amendement n° 503 de M. Louis Moinard (bourses nationales d'enseignement secondaire : prise en compte des frais de transport et d'hébergement) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4924) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 56 de la commission (« section 1 : Du schéma directeur national de l'enseignement supérieur et de la recherche ») - Vote du groupe communiste contre l'amendement n° 57 de la commission (schéma directeur national de l'enseignement supérieur et de la recherche) - (p. 4934) : se déclare opposé à l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur) et sur cet amendement aux sous-amendements n° 578 du Gouvernement et n° 560 de M. Alain Vasselle - (p. 4938) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur) - **Art. 7 (schéma directeur de la région Ile-de-France)** (p. 4949, 4952) : ses amendements n° 240 : association des organisations syndicales d'Ile-de-France et du mouvement associatif à l'élaboration du schéma directeur d'Ile-de-France ; n° 242, soutenu par Mme Hélène Luc : avis du conseil interacadémique de l'éducation nationale d'Ile-de-France ; n° 241 : avis conforme des conseils généraux ; et n° 243, soutenu par Mme Hélène Luc ; suppression du pouvoir de réforme par le Gouvernement en cas de non-aboutissement de la procédure de révision du schéma directeur ; rejetés.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5005) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 77 de la commission (affirmation de la responsabilité de l'Etat) - (p. 5009) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 78 de la commission (désignation d'une collectivité chef de file) - (p. 5016) : se déclare opposé aux amendements n° 79 de la commission (notion de pays) et n° 397 de M. Claude Estier (notion de pays - possibilité d'élection au suffrage universel des membres siégeant dans les établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre - conseil consultatif de quartier) - (p. 5027) ; intervient sur les amendements n° 80 de la commission (compétences en matière de transports régionaux) et n° 7 de M. Pierre Dumas (contrat de service public entre la région et la SNCF) - **Avant l'art. 8** (p. 5033) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 81 (relocalisation des établissements publics et des entreprises nationales), retiré par la commission, et repris par M. Gérard Delfau - **Art. 11 bis (par priorité) (article L. 571 du Code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants)** (p. 5046) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 309 de M. Franck Sérusclat - Abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 490, appelé en priorité, de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire pouvoir d'autorisation du préfet) - **Art. 8 (organisation des services déconcentrés de l'Etat)** (p. 5052, 5053) ; ses amendements n° 244 de suppression, n° 245 : suppression des transferts d'attribution des administrations centrales aux services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat ; et n° 246 : suppression de la disposition prévoyant des regroupements fonctionnels des services déconcentrés de l'Etat dans les départements et les régions ; rejetés - (p. 5055, 5056) : son amendement n° 247 : garantie des prérogatives des autorités académiques ; retiré - (p. 5058) : vote par le groupe communiste de l'amendement n° 369 de M. René Trégouët (prise en charge par l'Etat du coût de l'installation de ses services délocalisés) - (p. 5059) : vote par le groupe communiste de l'amendement n° 451 de M. Michel Charasse (interdiction aux collectivités locales d'intervenir financièrement dans les domaines de responsabilité de l'Etat) - **Avant l'art. 9** : son amendement n° 248, soutenu par Mme Paulette Fost : principe du libre consentement à la coopération intercommunale ; rejeté -

**Art. 10 (effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet)** (p. 5066) : son amendement de suppression n° 250 ; rejeté - **Après l'art. 10** (p. 5068) : vote par le groupe communiste de l'amendement n° 401 de M. Claude Estier (rétablissement dans sa rédaction initiale de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques) - **Avant l'art. 10 bis** (p. 5069) : son amendement n° 251, soutenu par Mme Paulette Fost : rapport sur les délocalisations de services publics ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Avant l'art. 11** (p. 5079) : son amendement n° 454, soutenu par M. Robert Vizet : interdiction du recours au contrat emploi-solidarité ; rejeté - **Art. 11 (maintien des services publics sur le territoire)** (p. 5080, 5081) : désertification des zones rurales - Illusion du télétravail - (p. 5082) : son amendement n° 252, soutenu par M. Robert Vizet : élaboration des contrats de plan des établissements ou organismes publics et entreprises nationales et des contrats de service public : consultation des organisations syndicales représentatives et des associations représentatives des usagers ; rejeté - (p. 5084) : son amendement n° 253, soutenu par M. Robert Vizet : étude d'impact préalable à la réorganisation ou à la suppression d'un service public ; avis d'une commission départementale d'organisation et de modernisation du service public ; rejeté - (p. 5085) : son amendement n° 254, soutenu par M. Robert Vizet : pouvoir du préfet de revenir sur les réorganisations ou suppressions de services publics envisagées ; rejeté - (p. 5086) : son amendement n° 255, soutenu par M. Robert Vizet : interdiction des suppressions de services publics dans les départements éligibles à l'attribution de la dotation de fonctionnement minimum ; rejeté - **Art. 12 (lois de programmation quinquennales et information du Parlement)** (p. 5094, 5097) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, n° 256, n° 257 et n° 258 : élaboration et contenu des lois de programme ; rejetés - **Avant l'art. 13** : son amendement n° 455, soutenu par M. Robert Vizet : suspension des opérations de délocalisation, taxation des exportations de capitaux et création d'un fonds pour le développement des pays pauvres alimenté par une taxe sur les importations ; rejeté - **Art. 13 (Fonds national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 5099) : son amendement de suppression n° 259, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 14 (Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale)** (p. 5104, 5105) : ses amendements n° 260, de suppression, soutenu par M. Robert Vizet, et n° 261, soutenu par Mme Hélène Luc : action gouvernementale contre la déréglementation aérienne ; rejetés - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité)** (p. 5128) : son amendement de suppression n° 262, soutenu par M. Roger Pagès ; rejeté - Ses amendements n° 263 : suppression de la disposition prévoyant la création d'un fonds d'investissement des transports terrestres ; n° 378 : taxation plus élevée des poids lourds ; et n° 264 : suppression de la disposition prévoyant un fonds d'investissement fluvial ; devenus sans objet.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 16 (fonds de gestion de l'espace rural)** (p. 5154) : son amendement n° 379, soutenu par M. Robert Vizet : exclusion des dépenses liées aux missions de service public de l'Etat ; rejeté - (p. 5155) : son amendement n° 265, soutenu par M. Robert Vizet : critères de répartition des crédits du fonds ; forêt ; devenu sans objet - **Après l'art. 16** (p. 5159) : son amendement n° 266, soutenu par M. Jean Garcia ; création d'un comité pour la gestion des nouveaux fonds prévu par la loi ; rejeté - **Avant l'art. 17** (p. 5185, 5187) : ses amendements n° 267, soutenu par Mme Hélène Luc ; commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage ; n° 268, soutenu par M. Robert Vizet : cellule départementale de crise en cas de procédure de licenciement ; n° 308, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : droits du comité d'entreprise en matière de licenciements ; rejetés ; n° 380, soutenu par M. Robert Vizet : fonds départemental pour l'emploi ; irrecevable (article 40 de la Constitution) ; et n° 456, soutenu par M. Robert Vizet : suspension pour six mois de toute procédure de licenciement économique à compter de la promulgation de la loi ; rejeté - **Art. 17 (fonds national de développement des entreprises)** (p. 5192, 5193) : son amendement n° 269, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : fonds national et fonds régio-

naux de développement des entreprises ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - Sur le même objet, ses amendements n° 270 et n° 271, soutenus par M. Robert Vizet ; devenus sans objet.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 26** (*extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales*) (p. 5357) : son amendement de suppression n° 385, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Après l'art. 7** (suite) (p. 5383) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 52, précédemment réservé, de la commission (missions de l'Observatoire national de l'aménagement et du développement du territoire) - **Art. 29** (*rapport du Gouvernement sur l'application de la loi*) (p. 5385, 5386) : soutient l'amendement n° 305 de M. Robert Vizet (prise en compte de l'évolution de la situation financière des collectivités territoriales) - **Après l'art. 23** (suite) (p. 5389) : intervient sur l'amendement n° 219 de M. Christian Poncelet (contrat quinquennal fixant les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales) - **Vote unique sur la seconde délibération des articles 23 et 28** (p. 5392) : abstention du groupe communiste - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5396, 5397) : traité de Maastricht - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés** [n° 28 (94-95)] - (15 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*protection des consommateurs contre les clauses abusives*) (p. 5570) : soutient l'amendement n° 22 de M. Louis Minetti (renforcement du dispositif de prévention des clauses abusives) - **Après l'art. 6** (p. 5573) : les membres du groupe communiste se déclarent favorables à l'amendement n° 19 du Gouvernement (paiement dès la souscription à domicile en cas de démarchage, pour la presse quotidienne).

- **Projet de loi relatif au prix des fermages - Deuxième lecture** [n° 16 (94-95)] - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5584) : augmentation des charges - Atteint au revenu des agriculteurs retraités - Le groupe communiste s'opposera au vote de ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (*actualisation du prix du bail*) (p. 5585) : son amendement de suppression n° 2 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5586) ; sortie progressive du statut du fermage - Le groupe communiste votera contre le texte proposé.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) (p. 6179, 6180) : anciens combattants d'Afrique du nord - Allocation de préparation à la retraite - Pensions - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de budget.

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) (p. 6283) : reprise fondée sur la rentabilité financière - Chômage - Industrie française - Abaissement du coût du travail - (p. 6284) : augmentation des investissements à l'étranger et des importations - Avenir du secteur public et nationalisé - La Poste - France Télécom - Charbonnages de France - Recherche - (p. 6285) : contrôle de l'utilisation des fonds publics destinés à l'emploi - PME-PMI - Budget des postes et télécommunications - Le groupe communiste votera contre le projet de budget des postes et télécommunications, ainsi que sur l'ensemble de ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6303) : choix d'un site pour une expérimentation concernant la couverture du territoire par les autoroutes de l'information - Côtes-d'Armor.

**Commerce et artisanat** - (28 novembre 1994) (p. 6314, 6315) : difficultés du commerce et de l'artisanat - Consommation des ménages - Mesures en faveur des PME-PMI - Aménagement du territoire - Maintien du petit commerce et de l'artisanat dans les zones rurales et les centres-villes - Secteur du bâtiment - (p. 6316) : le groupe communiste votera contre ce projet de budget.

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) (p. 6344) : projet de loi d'orientation sur le développement et l'aménagement du terri-

toire - Diminution des crédits - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire - Fonds créés par la loi d'orientation (p. 6345) : redéploiement des organismes publics - Appel au financement des collectivités locales - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget.

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6593, 6595) : accords du GATT - Politique agricole commune, PAC - Marché de la viande - Exemple du département des Côtes-d'Armor - Installation des jeunes - Prêts bonifiés - Enseignement et formation - Gestion de l'espace rural - Secteur de la pêche - Surendettement - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6627) : personnels de l'enseignement agricole public.

**Equipement, transports et tourisme - I - Urbanisme et services communs** - (6 décembre 1994) (p. 6817) : suppression de postes au sein des personnels des directions départementales de l'équipement - Missions de service public - Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE.

**Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) (p. 6835, 6836) : financement des infrastructures ferroviaires - SNCF - Réseau TGV - Remise en cause du service public - Fonds d'investissement des transports terrestres - Complémentarité rail-route - (p. 6837) : réseau routier - Transports collectifs - RATP - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget.

**Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile** - (6 décembre 1994) (p. 6858) : Météo-France - Dérégulation du transport aérien - (p. 6859) : situation d'Air France et d'Air Inter - Fonds de péréquation des transports aériens - Construction aéronautique - Service public - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget.

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)** - (6 décembre 1994) (p. 6875) : sort des anciens harkis d'Algérie et de leurs familles - Mémorial de l'oeuvre française d'outre-mer.

**Charges communes et comptes spéciaux du Trésor** - (6 décembre 1994) (p. 6885, 6886) : charge de la dette publique - Fiscalité du patrimoine et du capital - Politique de réduction des dépenses publiques - Le groupe communiste votera contre les crédits des charges communes et des comptes spéciaux du Trésor.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) **Art. 4** (*directives territoriales d'aménagement*) (p. 7480) : son amendement de suppression n° 112, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 5** (*coordination*) (p. 7481) : son amendement de suppression n° 113, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 6** (*schéma régional d'aménagement et de développement du territoire*) - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (orientations fondamentales en matière d'aménagement du territoire)** (p. 7484) : son amendement n° 114, soutenu par Mme Hélène Luc ; avis conforme des conseils généraux des départements et du Conseil économique et social régional - rôle des départements et de l'ensemble des communes intéressées ; rejeté - **Art. 34 bis de la loi précitée (conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)** (p. 7487) : son amendement de suppression n° 115, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - **Art. 6 bis A** (*schéma interrégional de littoral*) (p. 7489) : son amendement de suppression n° 116, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - **Art. 7 quinquies (développement de la recherche en région et orientations générales de la politique de la recherche)** (p. 7494) : son amendement n° 117, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; définition des objectifs de la politique de la recherche fondamentale et appliquée ; rejeté - **Art. 7 septies (modalités d'application particulières du crédit d'impôt-recherche aux zones prioritaires d'aménagement du territoire)** (p. 7496) : son amendement de suppression n° 118, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - **Art. 7 undecies (contenu des schémas des transports terrestres)** (p. 7500) : son amendement n° 120, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; respect de l'environnement ; plan de relance de la batellerie française ; rejeté - **Art. 7 quaterdecies A** (*établissement d'un schéma de l'organisation*

sanitaire et sociale) (p. 7502) : son amendement n° 121, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : prévision des évolutions nécessaires à l'offre de soins ; devenu sans objet - **Art. 7 sedecies (pays et projets locaux)** (p. 7504) : son amendement n° 122, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : possibilité pour l'ensemble des communes désignées pour constituer un pays de donner leur avis sur ce sujet ; rejeté - **Art. 12 (lois de programmation quinquennales et information du Parlement)** (p. 7518) : son amendement n° 123, soutenu par M. Robert Vizet : état récapitulatif des dépenses effectives des collectivités locales ; rejeté - **Art. 13 (fonds national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 7519) : son amendement de suppression n° 124, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 14 (fonds de péréquation des transports aériens - Taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale)** (p. 7521) : son amendement n° 125, soutenu par M. Robert Pagès : nouvelle rédaction qui prévoit une intervention de l'Etat au niveau international ; rejeté - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - Taxe pour les concessionnaires d'autoroutes et taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés)** (p. 7528) : son amendement n° 126, soutenu par M. Robert Pagès : fixation du tarif de la taxe en fonction de la nature du tonnage et des kilomètres parcourus par les véhicules empruntant les autoroutes à péages ; rejeté - **Après l'art. 16** (p. 7530) : son amendement n° 127, soutenu par M. Robert Pagès : composition et gestion des fonds créés par la présente loi ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 17 A bis (schéma directeur de la région d'Ile-de-France)** (p. 7548) : son amendement n° 128 : recueil des propositions des départements et des communes concernés ainsi que de celles du conseil économique et social régional ; avis du conseil général ; rejeté - **Art. 17 B (agrément administratif dans la région d'Ile-de-France)** (p. 7550) : son amendement de suppression n° 129 ; rejeté - **Art. 17 (fonds national de développement des entreprises)** (p. 7557) : son amendement n° 130 : rôle des services départementaux de la Banque de France dans l'instruction des aides du fonds ; rejeté - **Art. 19 ter B (exonération des cotisations sociales dans certaines zones)** (p. 7567) : son amendement de suppression n° 131 ; rejeté - **Art. 19 ter C (exonération des cotisations d'allocations familiales dans certaines zones)** : son amendement de suppression n° 132 ; rejeté - **Art. 19 septies A (attribution préférentielle des concours financiers en faveur de l'habitat ancien au profit des communes situées dans les zones de revitalisation rurale et créant des logements locatifs sociaux)** (p. 7598) : son amendement n° 133 : nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 19 octies (mesure fiscale en faveur des agents publics et des salariés dont le lieu de travail est transféré hors de la région d'Ile-de-France)** (p. 7600) : son amendement n° 134 : évaluation des conséquences sociales, économiques, financières et de fonctionnement administratif des entreprises délocalisées ; rejeté - **Art. 20 A (répartition des compétences)** (p. 7601) : son amendement de suppression n° 135 ; rejeté - **Après l'art. 20 A** (p. 7602) : sur l'amendement n° 62 de la commission (commission consultative sur l'évaluation des charges), son sous-amendement n° 141 ; rejeté - **Art. 20 B (compétence en matière de transports régionaux)** (p. 7603) : son amendement de suppression n° 136 ; rejeté - **Art. 20 (réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière)** (p. 7610) : son amendement n° 137 : mise en application de la révision des bases cadastrales ; rejeté - **Art. 20 ter (fonds national de péréquation)** (p. 7617) : son amendement n° 138 : programmation de l'extinction progressive du dispositif d'allègement des bases jusqu'en 1998 ; rejeté - **Art. 20 quater (fonds de correction des déséquilibres régionaux)** (p. 7620) : son amendement n° 139 : nouvelle rédaction ; rejeté - **Après l'art. 23** (p. 7623) : son amendement n° 140 : dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités locales ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7638, 7639) : se déclare opposé à ce projet de loi.

**LISE (Roger)**, sénateur de la Martinique (UC),

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Départements et territoires d'outre-mer (aspects sociaux)** - [n° 83 (94-95)] tome 10 (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 111 (JO Débats du 4 mai 1994) (p. 1389) - Ministère : Budget - *Conditions financières d'acquisition des terrains pour les habitants de la zone dite des « 50 pas géométriques »* - (Réponse : JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1536) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

n° 112 (JO Débats du 4 mai 1994) (p. 1389) - Ministère : Justice - *Confirmation de la légalité des titres de propriété des habitants de la zone dite des « 50 pas géométriques »* - (Réponse : JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1536) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

n° 113 (JO Débats du 4 mai 1994) (p. 1389) - Ministère : Logement - *Bénéfice des aides au logement pour les habitants de la zone dite des « 50 pas géométriques »* - (Réponse : JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1536) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

n° 123 (JO Débats du 25 mai 1994) (p. 1803) - Ministère : Justice - *Conditions de fonctionnement de la justice en Martinique* - (Réponse : JO Débats du 4 juin 1994) (p. 2198) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

n° 138 (JO Débats du 15 juin 1994) (p. 2556) - Ministère : Economie - *Modification des procédures d'attribution des délégations de service public pour le secteur des transports scolaires* - (Réponse : JO Débats du 25 juin 1994) (p. 2976) - **Services publics.**

n° 163 (JO Débats du 27 octobre 1994) (p. 4742) - Ministère : Equipement - *Mesures d'aide à la marine marchande* - (Réponse : JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4994) - **Transports maritimes.**

n° 169 (JO Débats du 9 novembre 1994) (p. 5364) - Ministère : Equipement - *Conditions de délivrance des titres de formation professionnelle maritime* - (Réponse : JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5818) - **Marine marchande.**

n° 170 (JO Débats du 11 novembre 1994) (p. 5504) - Ministère : Communication - *Difficultés rencontrées par les radios et télévisions locales privées dans les départements d'outre-mer* - (Réponse : JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5820) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion - (22 juin 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> ter ou après l'art. 23** (p. 2820, 2821) : se déclare favorable à l'amendement n° 141 de M. Pierre Lagourgue (extension de l'allocation parentale d'éducation aux départements d'outre-mer).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain** [n° 530 (93-94)] - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3287, 3288) : départements d'outre-mer - Réseau international pour l'amélioration



de la production de la banane et de la banane plantain - Accueil de la France - Site de Montpellier - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte [n° 549 (93-94)]** - (8 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3765, 3767) : TVA sociale - Abattement en matière d'impôt sur le revenu - Insertion par le travail - Service public de formation professionnelle - Extension de la mesure d'exonération des charges retenue pour les exploitants agricoles - **Art. 1<sup>er</sup>** (*adaptation du RMI aux départements d'outre-mer*) - **Art. 42-9 de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988** (p. 3790) : intervient sur l'amendement n° 93 du Gouvernement (prévision du calcul du crédit) - (p. 3791) : créance de proratisation de l'Etat - Décentralisation - **Art. 3** (*exonération des cotisations sociales à la charge de l'employeur*) (p. 3797) : intervient sur l'amendement n° 79 du Gouvernement (prise en compte de la spécificité des marins pêcheurs inscrits au rôle d'équipage en matière de rémunération pour la fixation des limites des exonérations prévues) - **Art. 11** (*fusion des comités régionaux et départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi*) (p. 3804) : son amendement n° 73 : reconnaissance dans la loi des AFPA des DOM ; adopté - **Art. 23** (*élargissement du champ d'affectation du produit de la taxe sur les carburants*) (p. 3815) : son amendement de suppression n° 45 ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3818) : votera ce projet de loi - Double discrimination subie par les marins pêcheurs des départements d'outre-mer.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 11** (*maintien des services publics sur le territoire*) (p. 5080) : conseils généraux ; sous-représentation des zones rurales des départements d'outre-mer.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 18** (*réduction du champ de l'allègement d'impôt sur les bénéficiaires en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce*) (p. 5209, 5211) : soutient l'amendement n° 359 de M. Pierre Lagourgue (suppression du seuil dans les communes des départements d'outre-mer) - **Art. 19** (*exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé*) (p. 5220) : soutient l'amendement n° 360 de M. Pierre Lagourgue (départements d'outre-mer).

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Art. 29** (*rapport du Gouvernement sur l'application de la loi*) (p. 5385) : parole sur l'article - Départements d'outre-mer.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Equipement, transports et tourisme - IV - Mer** - (3 décembre 1994) (p. 6645, 6646) : avenir maritime de la France - Brevet de capitaine de première classe de la navigation maritime - Nécessité de renouveler les effectifs de pilotage - Fédération des pilotes maritimes - Qualification et formation des professions maritimes - Harmonisation européenne - Souhait d'une commission d'étude sur les conditions de délivrance des brevets.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 6780) : rigueur accrue dans la programmation des crédits - Effort soutenu en faveur de l'investissement - Situation sociale préoccupante - Politique gouvernementale - Formation initiale - (p. 6781) : résorption de l'habitat insalubre - Situation des établissements hospitaliers - Mise en place de la prestation de restauration scolaire - Avis favorable de la commission des affaires sociales sur le projet de budget du ministère des départements et territoires d'outre-mer pour 1995 - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6804, 6805) : engagement du Gouvernement dans la voie de la spécificité - Lenteurs administratives - Mise en place de l'Agence départementale d'insertion.

**Justice** - (7 décembre 1994) (p. 6929, 6930) : situation préoccupante de la justice en Martinique - Longueur des délais de

jugement - Tribunal de Fort-de-France - Situation des juridictions de Guadeloupe.

**LOMBARD** (Maurice), sénateur de la Côte d'Or (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées.

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 416 (93-94)], déclaré d'urgence, relatif à l'habitat [n° 454 (93-94)] (25 mai 1994) - **Logement**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 549 (93-94)], adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte [n° 557 (93-94)] (29 juin 1994) - **Départements d'outre-mer (DOM)**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2052, 2053) : vente de logements d'HLM à leurs occupants - Opérations de réhabilitation ou de construction - Communication et contrôle de la vente d'habitation d'HLM - Maintien et développement du parc locatif géré par des organismes d'HLM et par les sociétés d'économie mixte - Logement social dans les communes rurales - Logement des personnes défavorisées - Possibilité pour les organismes d'HLM de louer des logements meublés aux étudiants - Réalisation de prêts locatifs aidés, PLA, d'insertion.

**Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - Rapporteur pour avis - **Art. 1<sup>er</sup>** (*suppression de la limitation de la durée de validité des décisions d'aliénation*) (p. 2097) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 64 de M. Jean-Luc Bécart - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2098) : sur l'amendement n° 47 de M. José Balarçello (fixation des objectifs de vente de logements par le conseil d'administration ou de surveillance de chaque organisme d'HLM ; recommandations du conseil départemental de l'habitat), qu'il accepte, son sous-amendement n° 153 ; adopté - **Art. 2** (*déconcentration de la décision autorisant la vente de certains logements*) (p. 2099) : son amendement n° 29 : désignation de l'autorité habilitée à prendre cette disposition et motivation de la décision ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 65 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 3** (*suppression des obligations de location des logements conventionnés en cas de vente*) : son amendement n° 30 : non-opposabilité aux propriétaires successifs des logements de la convention mentionnée à l'article L. 353-2 du code de la construction et de l'habitation ; adopté - (p. 2101) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart n° 66, de suppression, et n° 67 (nouvelle rédaction) - **Art. 4** (*allègement des contraintes imposées en cas de vente de logements*) (p. 2102, 2103) : ses amendements,

n° 31 : communication et motivation du refus de vente opposé par l'organisme propriétaire à un locataire occupant ; et n° 32, rédactionnel ; adoptés - (p. 2104, 2105) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 68 de M. Jean-Luc Bécarr ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier n° 118 (suppression du paragraphe I relatif aux conditions de vente du logement), n° 119 (durée minimum de cinq ans pendant laquelle l'acquéreur est tenu de conserver la propriété du logement), n° 120 (prix de revente maximum du logement), n° 121 (suppression du paragraphe II) et n° 122 (suppression du paragraphe III) - Sur les amendements de M. Alain Vasselle, s'oppose au n° 127 (nécessité d'occuper le logement à titre principal pendant une durée minimale de cinq ans) et, à titre personnel, au n° 126 (nécessité d'occuper le logement à titre principal) - **Art. 5 (suppression de l'obligation faite au vendeur d'accepter un échelonnement du paiement du prix)** (p. 2111) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 69 de M. Jean-Luc Bécarr - **Après l'art. 24 (par priorité) (priorité ordonnée p. 2114)** (p. 2157, 2159) : ses amendements n° 36 : possibilité pour les offices d'HLM et les OPAC de réaliser des prestations de services pour d'autres organismes et de gérer des copropriétés dégradées ; n° 37 : nouvelles compétences accordées aux sociétés anonymes d'HLM ; n° 38 : possibilité pour les sociétés anonymes coopératives de production d'HLM de réaliser des prestations de services pour d'autres organismes ; et n° 39 : possibilité pour les sociétés anonymes coopératives de production d'HLM de réaliser des prestations de services pour des personnes privées ; adoptés - (p. 2161) : son amendement n° 40 ; suppression de l'accord de l'autorité administrative pour contracter un emprunt à l'article L. 422-5 du code de la construction et de l'habitation relatif aux sociétés anonymes d'HLM et aux sociétés anonymes de crédit immobilier ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Art. 6 (périodicité, contenu, modalités d'établissement et de révision des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants)** - Art. L. 123-12 du code de la famille et de l'aide sociale (modalités de création et contenu des schémas locaux quinquennaux de développement de l'accueil des jeunes enfants) (p. 2833) : se déclare opposé à l'amendement n° 72 de M. Jean Clouet (caractère optionnel des procédures prévues pour l'ensemble des communes).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)] - Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 43 (précédemment réservé p. 3211) (délégations de services publics)** (p. 3235) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 128 de M. René Régnauld - **Après l'art. 50 (précédemment réservé p. 3218)** (p. 3240) : son amendement n° 143 : possibilité pour le président d'un établissement public de coopération intercommunale de se faire représenter au sein de la commission d'appel d'offres ; adopté.

- **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte [n° 549 (93-94)]** - (8 juillet 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3751, 3752) : problèmes de l'habitat et du foncier - **Art. 24 bis (par priorité) (création d'un établissement public foncier d'aménagement en Guyane)** (p. 3775) : à titre personnel, accepte l'amendement n° 86 du Gouvernement (établissement d'un dispositif spécial pour le département de la Guyane) - **Art. 25 à 28** : intervient sur les amendements en remplacement de M. Louis Souvet, rapporteur - **Art. 25 (par priorité) (institution d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit des établissements publics d'aménagement)** (p. 3776) : accepte l'amendement n° 87 du Gouvernement (institution de la taxe spéciale dans le seul département de la Guyane) - **Art. 26 (par priorité) (concessions et cessions des terres domaniales en Guyane)** (p. 3777) : accepte l'amendement n° 88 du Gouvernement (conclusion par l'Etat de conventions avec l'établissement public d'aménagement pour la passation des concessions et cessions de terres aux agriculteurs), sous réserve de l'adoption de ses sous-amendements n° 91 et n° 92 ; adoptés - (p. 3778) : accepte l'amendement de cohérence n° 51 de M. Georges Othily - (p. 3779) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 89 du Gouvernement et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 52 de M. Georges Othily (possibilité pour les communes de disposer de superficies au moins équivalentes à celles dont dis-

posent les immigrants nouvellement arrivés) - (p. 3780) : son amendement n° 5 : possibilité pour les concessions et cessions de faire l'objet de prescriptions visant à préserver l'environnement ; adopté - **Après l'art. 26 (par priorité)** (p. 3781) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Georges Othily (ajout de dispositions dans le code général des impôts et le code du domaine de l'Etat en matière d'exonération des réserves foncières et des établissements publics d'aménagement dans le département de la Guyane) - **Avant l'art. 27 (par priorité)** : accepte l'amendement n° 6 de M. Charles Descours (extension en faveur de la vente des logements locatifs sociaux des sociétés d'économie mixte dans les départements d'outre-mer, des dispositions appliquées en Métropole) - **Art. 27 (par priorité) (application des surloyers aux logements des sociétés d'économie mixte)** (p. 3782) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 72 de Mme Marie-Claude Beaudeau.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 4869) : son amendement de précision n° 312 ; adopté.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4935) : sur l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur), se déclare favorable au sous-amendement n° 578 du Gouvernement.

**Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Art. 5 (coordination)** (p. 7482) : son amendement n° 92 : prise en compte des transports publics dans toutes les opérations d'urbanisme nouvelles ; adopté.

**LONGUET (Gérard), ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur.**

Fin de ses fonctions ministérielles (JO Lois et décrets du 15 octobre 1994).

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Yvan Renar : **Industrie (Problèmes de l'industrie ferroviaire dans le Nord)** (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1740).

de M. Yvon Collin : **Matières premières (Fermeture d'une cimenterie Lafarge dans le département du Tarn-et-Garonne)** (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1743).

de M. Maurice Schumann : **Industrie textile (Accords multi-fibres)** (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2648).

de M. Claude Estier : **Automobiles (Bilan de la mesure prise en faveur de l'automobile)** (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2649).

*Réponses aux questions orales sans débat :*

n° 127 de M. Maurice Schumann : **Industrie textile (Mesures envisagées par le Gouvernement pour protéger l'industrie textile)** (JO Débats du 15 octobre 1994) (p. 4348).

n° 141 de M. Philippe Richert : **Automobiles (Difficultés de la distribution automobile française)** (JO Débats du 15 octobre 1994) (p. 4350).

n° 144 de M. Louis Minetti : **Industrie (Avenir de l'entreprise La Cellulose du pin)** (JO Débats du 15 octobre 1994) (p. 4351).

## INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) [n° 229 (93-94)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 84) : contrefaçon pharmaceutique et aéronautique

- Activités délictuelles accompagnant les contrefaçons - (p. 85) : extension des contrôles à l'ensemble des régimes douaniers - Autorité douanière - Circulation intracommunautaire - Coopération judiciaire - Accord du GATT - Défense de la propriété intellectuelle - Nécessaire protection des marques et de la propriété - (p. 90) : article 88-4 de la Constitution - Dimensions mondiales de la lutte contre la contrefaçon - Complicités dans la chaîne de la contrefaçon - Mise en jeu de la sécurité des utilisateurs de pièces contrefaites - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 91) : nécessaire suivi de l'application de la résolution.

- **Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle [n° 186 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 440, 441) : organisation de la lutte contre la contrefaçon dans le cadre national, communautaire et international - Défense des emplois - Peines dissuasives quel que soit le type de contrefaçon - Responsabilité pénale des personnes morales - Assimilation de la contrefaçon de marque à la contrebande - Défense de la créativité française - GATT - Institut national de la propriété industrielle - (p. 450) : remerciements au rapporteur - Contrôle de l'autorité judiciaire en matière de saisie - Prochain projet de loi sur la loyauté dans les pratiques commerciales - Influence de la législation nationale sur les décisions du Conseil des ministres de l'Union européenne - **Art. 1 (Art. L. 335-2 du code de la propriété intellectuelle ; aggravation des amendes frappant la contrefaçon en matière de droits d'auteur)** (p. 451) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (doublement du montant maximal de l'amende) - **Art. 2 (Art. L. 335-4 du code précité ; aggravation des amendes frappant les atteintes aux droits voisins du droit d'auteur)** : accepte l'amendement de coordination n° 2 de la commission - **Art. 6 (Art. L. 521-4 du code précité ; aggravation des sanctions pénales des contrefaçons de dessins et modèles)** (p. 452) : accepte l'amendement de coordination n° 3 de la commission - **Art. 8 (sanctions pénales de la contrefaçon de brevets)** (p. 453) : accepte l'amendement de coordination n° 4 de la commission - **Après l'art. 8 (Art. L. 615-14-1 du code précité ; aggravation des sanctions de la contrefaçon de brevets)** : accepte l'amendement n° 5 de la commission (extension aux contrefaçons de brevets du dispositif d'aggravation des sanctions prévu pour les dessins) - **Art. 9 (Art. L. 716-8 du code précité ; retenue douanière de contrefaçons de marques)** (p. 454) : accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission - **Art. 11 (Art. L. 716-9 du code précité ; sanctions pénales des contrefaçons de marques et de l'importation ou de l'exportation des marchandises constituant une contrefaçon de marques)** : accepte l'amendement de coordination n° 7 de la commission - (p. 455) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (exclusion des bagages personnels des touristes du champ des contrôles) - **Après l'art. 12 (Art. L. 716-12 du code précité ; aggravation des sanctions de la contrefaçon de marques)** (p. 457) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (harmonisation des sanctions relatives à la contrefaçon des marques, des dessins et modèles) - **Art. 17 (Art. L. 511-2 du code précité ; dépôt simplifié en matière de dessins et modèles)** (p. 460) : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 15 de M. Claude Estier ; accepte l'amendement n° 13 de M. Jean-Paul Emin (protection des dessins et modèles des industries concernées par la présentation de collections) - **Après l'art. 29 (fraudes artistiques)** (p. 462) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (dispositif de confiscation des oeuvres contrefaites ou de leur remise au plaignant) - **Art. 30 (contrefaçon d'oeuvres artistiques)** : accepte l'amendement de coordination n° 10 de la commission - **Art. 31 (contrefaçon d'oeuvres artistiques)** (p. 463) : accepte l'amendement de coordination n° 10 de la commission - **Art. 32 (contrefaçon d'oeuvres artistiques)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de la commission (avis du ministère chargé de la culture pour la destruction ou le dépôt dans les musées nationaux des oeuvres contrefaisantes) - **Sur l'ensemble** (p. 464) : remerciements aux intervenants - Excellentes relations entre les rapporteurs du Sénat et de l'Assemblée nationale - Possibilité d'une application rapide de ces dispositions.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail [n° 462 (92-93)]** - (5 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1476) : réforme du code minier - Respect des intérêts individuels et notamment

du droit de propriété - (p. 1477) : réconciliation des intérêts économiques, individuels et locaux - Dispositif de l'enquête publique - Procédure d'obtention des permis de recherche d'hydrocarbures - Schémas départementaux des carrières - Réforme des procédures pétrolières ou soumission à la directive communautaire sur les marchés publics dans les secteurs de l'énergie - Absence de réforme globale du code minier - (p. 1478) : problème des populations des zones minières : prévention, réparation et indemnisation des dégâts miniers - Fiscalité minière et redevance minière communale - Nécessité d'une réflexion d'ensemble sur l'héritage minier - (p. 1487, 1488) : remise en état du site minier - Suppression du cahier des charges - Aménagement du code minier - Mission parlementaire - Prise en compte de l'intérêt des communes - **Art. 1<sup>er</sup> (conditions d'octroi des permis exclusifs de recherches)** (p. 1488, 1489) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Claude Estier (attribution du permis exclusif de recherches par décret en Conseil d'Etat après enquête publique) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 42 de M. Claude Estier, identique à l'amendement n° 56 de M. Jean-Luc Bécart (amélioration des garanties de la protection du cadre de vie et de remise en état) - **Art. 2 (prolongation du permis exclusif de recherches)** : accepte les amendements rédactionnels de la commission, n° 1 et n° 2 - **Art. 4 (modalités juridiques de l'exploitation d'une mine)** (p. 1490) : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (réduction du temps d'attente entre l'expiration du permis de recherches et le début de l'exploitation) - **Art. 5 (conditions et modalités d'octroi d'une concession)** (p. 1491, 1492) : s'oppose aux amendements identiques n° 44 de M. Claude Estier et n° 57 de M. Jean-Luc Bécart (rétablissement du cahier des charges annexé à l'acte institutif de la concession) - Accepte les amendements de la commission n° 4, rédactionnel, et n° 5 (définition des conditions à respecter par décret en Conseil d'Etat) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 45 de M. Claude Estier et n° 58 de M. Jean-Luc Bécart (octroi de la concession sous condition que le demandeur dispose des capacités techniques et financières permettant de respecter l'environnement et d'effectuer les travaux nécessaires lors de l'abandon de la mine) et s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Jean-Luc Bécart (exploitation obligatoire dans un délai de cinq ans) - **Art. 6 (conditions d'octroi d'une concession au titulaire d'un permis exclusif de recherches, PER, et conditions de la poursuite des recherches)** : accepte les amendements de précision de la commission, n° 6 et n° 7 - **Art. 7 (remise à l'Etat du gisement et fixation d'un terme aux concessions à durée illimitée)** (p. 1493) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Claude Estier (obligation de remise gratuite à l'Etat d'un gisement en fin de concession) - **Art. 8 (mutation ou amodiation d'un titre minier)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Art. 11 (coordination)** (p. 1494) : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission et s'oppose aux amendements identiques n° 46 de M. Claude Estier et n° 60 de M. Jean-Luc Bécart (maintien de la référence au cahier des charges lors de la procédure de retrait des titres de recherches et de l'exploitation) - **Art. 12 (coordination)** : accepte les amendements de la commission n° 10, (rectification de décomptes d'alinéas), n° 11 et n° 12, rédactionnels - **Avant l'art. 13** (p. 1495) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (dispositions transitoires) - **Art. 13 (abrogation)** : accepte l'amendement n° 14 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 14 (police administrative des mines)** (p. 1496, 1497) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Claude Estier (prérogatives de l'autorité administrative en matière de surveillance et remise d'un rapport annuel aux collectivités territoriales concernées faisant le bilan de l'impact sur le sol et le sous-sol des exploitations minières) ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 61 (objet de la surveillance), n° 62 (prérogatives de l'autorité administrative en matière de surveillance) et n° 63 (transmission d'informations relatives à l'impact de l'exploitation sur le territoire aux collectivités locales) - **Art. 15 (objectifs de la police administrative des mines)** (p. 1498, 1499) : accepte les amendements rédactionnels de la commission, n° 15 et n° 16 - S'oppose à l'amendement n° 48 de M. Claude Estier (liste des intérêts à préserver et mise en place d'une procédure de consultation des partis concernés) - Sur les amendements de M. Jean-Luc Bécart, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 64 (liste des intérêts à préserver) et n° 67, rédactionnel et s'oppose aux amendements, n° 65 (procédure en cas de non-respect des intérêts mention-

nés) et n° 66 (amélioration de la consultation des collectivités locales) - **Art. 16** (*pouvoirs de l'administration en cas de sous-exploitation*): accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Claude Estier (information de l'Etat et des collectivités locales sur les menaces qui pèsent sur l'activité minière) - **Art. 17** (*autorisation administrative de recherches ou d'exploitation minière*) (p. 1500): s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Jean-Luc Bécart (intégration dans l'autorisation administrative des conditions de réalisation des travaux de remise en état) - **Art. 18** (*travaux de sécurité de fin de recherches ou d'exploitation*) (p. 1502): s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Jean-Luc Bécart (commission départementale d'intérêt minier) - Accepte l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction) et sur ce dernier, les sous-amendements de M. Claude Estier, n° 34 et n° 35, ce dernier étant satisfait par le sous-amendement n° 40 de M. Philippe Nachbar qu'il accepte - **Après l'art. 19** (p. 1503): s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Claude Estier (création d'une commission départementale d'intérêt minier) - **Art. 24** (*schémas départementaux des carrières*) (p. 1504): s'oppose à l'amendement de suppression n° 19 de la commission - **Art. 25** (*police administrative des carrières*) (p. 1505): accepte les amendements de la commission, n° 20 de précision et n° 21 (définition des agents de l'autorité administrative) - **Art. 27** (*permis exclusifs de carrières*) (p. 1506): s'oppose à l'amendement n° 22 de la commission (nouvelle rédaction) et sur ce dernier, au sous-amendement n° 41 de M. André Vallet - **Art. 29** (*coordination*) (p. 1507): accepte l'amendement rédactionnel n° 37 de la commission - **Art. 30** (*travaux à réaliser en fin de permis*): accepte l'amendement n° 23 de la commission (travaux de sécurité et de remise en état réalisés conformément à la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) - **Art. 33** (*passage dans la classe des mines*) (p. 1508): accepte l'amendement rédactionnel n° 24 de la commission - **Art. 38** (*sanctions*): accepte l'amendement de précision n° 38 de la commission - **Art. 39** (*sanctions*) (p. 1509): accepte les amendements de la commission, n° 27 (retrait des carrières du champ d'application de cet article) et n° 39 de précision - **Art. 40** (*procédure juridictionnelle d'ajournement*) (p. 1510): accepte l'amendement n° 69 de la commission (nouvelle rédaction) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 52 de M. Claude Estier (rétablissement des sanctions pénales à l'encontre des personnes morales et nouvelle numérotation de certains articles du code) - **Art. 43** (*dispositions transitoires*): accepte l'amendement de suppression n° 31 de la commission - **Art. 45** (*modification de l'article L. 711-12 du code du travail*) (p. 1512): accepte l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission - **Après l'art. 45**: s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Claude Estier (prescription trentenaire des procédures d'indemnisation) - **Sur l'ensemble** (p. 1513): remerciements - Problème du schéma départemental des carrières.

**LORIDANT (Paul)**, sénateur de l'Essonne (rattaché administrativement au groupe S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant du Conseil national du crédit.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (19 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à assurer un égal accès, par la parité, des hommes et des femmes aux mandats politiques [n° 304 (93-94)] (2 avril 1994) - Elections.

*Proposition de loi* tendant à assurer le respect effectif d'un égal accès, par la parité des hommes et des femmes aux mandats politiques [n° 305 (93-94)] (2 avril 1994) - Elections.

*Participation au rapport d'information* sur les Sociétés de développement Régional [n° 44 (94-95)] (26 octobre 1994) - Régions.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Équipement, transports et tourisme** - II - Transports - 2 - Routes - 3 - Sécurité routière - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 20 (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat* :

n° 124 (JO Débats du 26 mai 1994) (p. 1884) - Ministère : Education - *Situation des instituteurs suppléants* - (Réponse : JO Débats du 4 juin 1994) (p. 2196) - Enseignants.

n° 136 (JO Débats du 10 juin 1994) (p. 1461) - Ministère : Intérieur - *Communication aux communes de la liste de leurs administrés ayant acquis la nationalité française* - (Réponse : JO Débats du 25 juin 1994) (p. 2974) - Nationalité française.

n° 140 (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 1519) - Ministère : Intérieur - *Conséquences du développement de la diffusion de programmes de télévision par antenne parabolique* - Radio-diffusion et télévision.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales** [n° 81 (92-93)] - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1038) : fiscalité locale - Formation des agents des collectivités territoriales et des élus - Rôle des experts comptables - Complémentarité entre les agents de la fonction publique territoriale et les prestataires de services - (p. 1039) : habilitation des collectivités locales à pratiquer des dotations pour amortissement sur des biens renouvelables à court et moyen terme - Regrette le seuil de 3 500 habitants - **Après l'art. 2** (p. 1052) : son amendement n° 18 : intervention dans le domaine des priorités des dépenses obligatoires ; retiré - **Avant l'art. 6** (p. 1056) : son amendement n° 20 : nouvelle définition de l'équilibre budgétaire ; retiré - **Art. 8** (*régime des ordres de réquisition des comptables publics locaux*) (p. 1059) : son amendement n° 21 : du caractère exécutoire des décisions ; retiré - **Avant l'art. 11** (p. 1061) : son amendement n° 22 : amorce de règles prudentielles ; rejeté - Ses amendements n° 23 : possibilité pour les communes qui le souhaiteraient d'amortir l'ensemble de leurs biens ; et n° 24 : majoration de DGF offerte aux communes qui décideront d'amortir l'ensemble de leurs biens renouvelables de façon irrévocable ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à la partie législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières** [n° 300 (93-94)] - (27 avril 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées** (Partie législative du code des juridictions financières) - **Art. L. 271-1 du code des juridictions financières (rapport public de la Cour des comptes)** (p. 1312) : Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2552, 2554) : programme spatial militaire - S'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes** [n° 424 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (24 juin 1994) - **Art. 2** (*modalités de désignation et clauses de réexamen*) - **Après l'art. L. 912-2 du code de la sécurité sociale** (p. 2979, 2980) : soutient les amen-

dements de M. Charles Metzinger n° 45 et n° 46 (organisation de l'information individuelle du salarié) - **Art. 9 (opérations des institutions de prévoyance)** - Art. L. 932-13 du code précité (*interdiction de l'appel à l'épargne en vue de la capitalisation*) (p. 3002) : soutient l'amendement de suppression n° 47 de M. Charles Metzinger - **Art. 10 (statut des institutions de retraites supplémentaires)** - Art. L. 941-2 du code précité (*obligation de provisionnement*) (p. 3005) : soutient l'amendement n° 48 de M. Charles Metzinger (provisionnement des engagements pris à partir de l'application de la loi) - **Avant l'art. 12** (p. 3011) : se déclare opposé à l'amendement n° 49 de M. Philippe Marini (conventions d'assurance pour les contrats d'assurance-maladie : abaissement du taux de la taxe et suppression de l'exonération dont bénéficient pour ces contrats les organismes régis par le code de la mutualité et le code de la sécurité sociale) - (p. 3013) : sur l'amendement n° 22 de la commission (fichiers nominatifs), auquel il se déclare favorable, son sous-amendement n° 99 ; retiré.

- **Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse [n° 560 (93-94)]** - (11 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3847, 3849) : fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse - Taux particuliers de TVA - Protection des consommateurs - Modalités d'exonération de la taxe professionnelle - Développement de l'emploi - A l'issue du débat, les membres du groupe socialiste et apparenté pourraient prendre position contre ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup> (exonération de taxe professionnelle)** (p. 3854) : ses amendements, n° 19 : réduction de taxe professionnelle proportionnellement identique pour toutes les entreprises ; et n° 20 : suppression de la part des salaires dans les bases de calcul de la taxe professionnelle en Corse ; rejetés - **Art. 2 (exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties)** (p. 3857) : son amendement n° 21 : champ d'application de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties en Corse ; retiré - **Avant l'art. 3** (p. 3858, 3859) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° 22 (mobilisation de l'épargne de proximité au bénéfice des entreprises locales en Corse) et n° 25 (réduction d'impôt sur le revenu égale à 50 % des apports en numéraires versés aux entreprises corses par les contribuables corses) - **Avant l'art. 7** (p. 3866) : soutient l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Masseret (régime des droits de mutation à titre gratuit en Corse) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3868) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5887, 5890) : déficit budgétaire - Produits des privatisations - Dette publique - Besoins de finances de l'Etat - Politique gouvernementale.

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 2 (barème de l'impôt sur le revenu)** (p. 5940, 5941) : soutient l'amendement n° I-118 de M. Jean-Pierre Masseret (plafonnement de l'avantage fiscal procuré par les différentes réductions d'impôt).

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Art. 3 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)** (p. 5986) : soutient l'amendement n° I-124 de M. Jean-Pierre Masseret (relèvement des taux d'impôt de solidarité sur la fortune) - **Art. 5 (relèvement du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des grosses réparations)** (p. 6001) : intervient sur l'amendement de suppression n° I-130 de M. Jean-Pierre Masseret - **Après l'art. 6** (p. 6008) : soutient l'amendement n° I-132 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (situation des entreprises qui doivent exposer des frais inhérents à la mise en conformité de leur équipement en vertu d'une directive européenne) - **Avant l'art. 7** (p. 6019) : soutient l'amendement n° I-134 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (droit de timbre lors de l'enregistrement des requêtes auprès des tribunaux administratifs) - **Art. 7 (application du taux normal de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique distribués par réseaux publics)** (p. 6027, 6028) : intervient sur l'amendement n° I-136 de M. Jean-Pierre Masseret (exonération pour les régions des collectivités locales et de leurs groupements et pour les réseaux de chauffage urbain) - **Après l'art. 7** (p. 6031) : soutient l'amendement n° I-137 de M. Jean-Pierre Masseret (TVA liée à la collecte et au traitement des déchets ménagers).

*Deuxième partie :*

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) (p. 6292) : domaine spatial - Coopération spatiale européenne civile - Agence spatiale européenne - Centre national des études spatiales, CNES - (p. 6293) : industrie spatiale française - Coopération internationale - Coopération européenne - Soutiendra le Gouvernement.

**Enseignement supérieur et recherche - II - Recherche** - (5 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6744) : forte implantation du Centre national de recherche scientifique, CNRS, dans l'Essonne - (p. 6745) : conséquence du gel des crédits - Politique de l'emploi - Ne votera pas les crédits du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

**Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) - Rapporteur spécial (routes et sécurité routière) - (p. 6825) : crédits affectés au développement du réseau routier national - Route Centre-Europe-Atlantique, la RCEA - (p. 6826) : crédits d'entretien du réseau routier national - Développement du réseau autoroutier - Besoins en infrastructures de la région d'Ile-de-France - Budget de la sécurité routière et priorités retenues - Nombre d'accidents - (p. 6827) : alcoolémie - Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

**Charges communes et comptes spéciaux du Trésor** - (6 décembre 1994) (p. 6886, 6887) : budget des charges communes - Subventions d'équilibre à divers régimes de sécurité sociale - Action internationale - Financement des partis politiques - Crédits d'aide aux exportations et à la COFACE - Service de la dette - Le groupe socialiste et apparenté votera contre le projet de budget des charges communes.

**Affaires sociales, santé et ville - II - Ville** - (9 décembre 1994) (p. 7083) : dilution des crédits - Charges financières des collectivités locales - Logements sociaux - Centres communaux d'action sociale, CCAS - (p. 7084) : réinsertion.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 154 (94-95)]* - (19 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7713, 7714) : abus soulevés par les plans d'option d'achat d'actions - Taxe au profit des chambres de métiers - Avec le groupe socialiste, votera contre le texte élaboré par la CMP.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7726, 7727) : rôle d'un collectif budgétaire + Absence d'effort de réduction du déficit - Maintien du niveau du déficit budgétaire de l'Etat pour 1994 - Fonds de solidarité vieillesse - Association pour la gestion de la structure financière, ASF - Rejet du projet de loi de finances rectificative pour 1994 par le groupe socialiste.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Après l'art. 2** (p. 7958) : ses amendements, soutenus par M. Guy Allouche, n° 26 : modalités de placement des fonds de campagne par l'association de financement électoral ; et de coordination n° 27 ; rejetés.

**LOUECKHOTE (Simon)**, sénateur de Nouvelle-Calédonie (RPR).

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

**QUESTIONS**

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1116) - Ministère : Relations avec le Sénat - **Rapatriés des Nouvelles-Hébrides et d'Indonésie installés en Nouvelle-Calédonie** - **Rapatriés.**

**LOUISY (François)**, sénateur de la Guadeloupe (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale** [n° 479 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3365, 3366) : gestion des congés bonifiés des fonctionnaires originaires des départements d'outre-mer - Transfert de la charge de cette gestion du Centre national de la fonction publique territoriale vers les collectivités territoriales.

- **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte** [n° 549 (93-94)] - (8 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3760, 3761) : situation catastrophique de l'emploi dans l'outre-mer - Fonds pour l'emploi dans les DOM - **Art. 1<sup>er</sup>** (*adaptation du RMI aux départements d'outre-mer*) - **Art. 42-7 de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 (composition du conseil d'administration de l'agence)** (p. 3788) ; son amendement n° 31 : nomination du directeur de l'agence ; rejeté - **Art. 3 (exonération des cotisations sociales à la charge de l'employeur)** (p. 3796) ; son amendement n° 32 : modalités d'octroi de l'exonération ; rejeté - **Art. 23 (élargissement du champ d'affectation du produit de la taxe sur les carburants)** (p. 3815) : son amendement de suppression n° 34 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

#### Deuxième partie :

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) (p. 6794) : évolution du projet de budget - Loi du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte - (p. 6795) : fiscalité - Ecart entre la Métropole et les départements et territoires d'outre-mer - Situation de l'éducation nationale - Economie agricole - Politique monétaire - Politique d'action sociale - (p. 6796) : nécessité de prendre des mesures adaptées aux particularités des DOM-TOM - Services d'incendie et de secours des DOM - Crise économique et sociale de l'outre-mer - Avec la majorité du groupe socialiste, votera contre ce projet de budget.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture** [n° 106 (94-95)] - (16 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7675, 7676) : congés bonifiés en faveur des fonctionnaires territoriaux originaires des départements d'outre-mer exerçant en métropole - Missions du Conseil national de la fonction publique territoriale, CNFPT.

**LOUVOT (Pierre)**, sénateur de la Haute-Saône (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

#### QUESTIONS

##### Questions orales sans débat :

n° 139 (JO Débats du 16 juin 1994) (p. 2616) - Ministère : Premier ministre - *Lutte contre la pauvreté et l'exclusion* - (Réponse : JO Débats du 25 juin 1994) (p. 2972) - Aide sociale.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 143) : adaptation du monde animal et du monde végétal aux objectifs de productivité par la sélection eugénique et l'élimination des handicaps - Limites du pouvoir et absence de limites du savoir - Respect de la vie humaine - Travaux menés par l'Assemblée nationale - Rapport du professeur Mattei - Concept d'une éthique de responsabilité - (p. 144) : protection de l'intégrité de l'espèce humaine - Inviolabilité, indisponibilité et non-commercialisation du corps humain - Condamnation des manipulations génétiques et des modifications germinales - Organisation rigoureuse du traitement automatisé des données - Consentement explicite - Recours à la fécondation *in vitro* - Problèmes soulevés par le recours à des tiers donneurs - Intervention d'un patrimoine génétique extérieur - Droits de l'enfant - (p. 145) : dangers du diagnostic préimplantatoire - Nécessaire vigilance.

- **Projet de loi relatif au corps humain** [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 143, 145).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** [n° 68 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 143, 145).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion - (17 janvier 1994) - **Art. 3 (principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain)** - **Art. L. 666-3 du code de la santé publique (interdiction de la publicité)** (p. 181) : se déclare opposé à l'amendement n° 197 de M. Franck Sérusclat (substitution des mots : « du prélèvement des parties et de la collecte » aux mots ; « du don de parties »).

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes)** - **Art. L. 671-2 bis du code précité (conception *in vitro*)** (p. 253) : sur l'amendement n° 71 de la commission (cadre et finalité de la conception d'embryon *in vitro*), se déclare favorable au sous-amendement n° 271 du Gouvernement (suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons

conservés) - Intervient sur l'amendement n° 272 du Gouvernement (possibilité pour un couple de consentir, à titre exceptionnel, à l'accueil des embryons conservés par un autre couple), déposé après l'article L. 671-2 bis du code précité et s'y déclare opposé.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2288, 2290) : amélioration de la gestion de chacune des branches - Equilibre financier - Branche des accidents du travail - Expérimentation sur la dépendance des personnes âgées - Veuves civiles - Compensation des exonérations de cotisations sociales - Débat devant le Parlement - Accès aux soins des plus démunis - Charges des départements - Avis favorable du groupe des RI sur ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2450, 2451) : allègement des charges des agriculteurs - Statut de l'entreprise agricole - Veuves d'exploitants.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2771) : nécessité d'une politique globale de la famille - Rôle de la famille - Démographie - (p. 2772) : financement des mesures proposées - Accueil de la petite enfance - Equité fiscale entre couples mariés et concubins - Aide aux familles ayant de jeunes adultes à charge - Naissances multiples - Veuves civiles - Première composante d'une politique globale de la famille.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)]**.

*Deuxième partie :*

**Budget annexe des prestations sociales agricoles** - (2 décembre 1994) (p. 6575, 6576) : évolution des crédits - Participation des professionnels au BAPSA - Cotisations complémentaires - Le groupe des RI votera les crédits du BAPSA.

**LUART (Roland du)**, sénateur de la Sarthe (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes jusqu'au 2 octobre 1994.

Membre titulaire du comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

- Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1994).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes de l'aménagement du territoire et de définir les éléments d'une politique de reconquête de l'espace rural et urbain [n° 343 (93-94)] (13 avril 1994) - **Aménagement du territoire**.

*Proposition de loi* portant détermination des dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs [n° 474 (93-94)] (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Chasse**.

*Proposition de loi* tendant à l'harmonisation du régime des droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts sociales des établissements de crédit coopératifs ou mutualistes sur celui des titres des sociétés par actions [n° 517 (93-94)] (16 juin 1994) - **Impôts et taxes**.

*Proposition de loi*, déposée avec M. Gérard César, relative au renforcement de la politique de qualité des produits agricoles et alimentaires [n° 548 (93-94)] (23 juin 1994) - **Produits agricoles et alimentaires**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Agriculture et pêche** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 4 (22 novembre 1994).

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Prestations sociales agricoles** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 43 (22 novembre 1994).

*Proposition de résolution*, déposée avec M. Jean Delaneau, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur le projet de décision du Conseil, relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en oeuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (n° E-318) [n° 100 (94-95)] (29 novembre 1994) - **Communautés européennes**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi [n° 89 (94-95)] de modernisation de l'agriculture, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence [n° 192 (94-95)] (21 décembre 1994) - **Agriculture**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)]** - Suite de la discussion - (26 janvier 1994) - **Art. 25** (*réduction d'impôt accordée aux adhérents de centres de gestion et d'associations agréées pour frais de comptabilité et d'adhésion*) (p. 592) : suppression du montant maximal de la réduction applicable aux exploitants agricoles adhérents à un centre de gestion ou à une association agréée - Nécessité de maintenir l'application de cette réduction aux agriculteurs l'année de leur passage au bénéfice réel - **Art. 27** (*régime du forfait et régime super-simplifié d'imposition*) (p. 596) : son amendement n° 122 : exclusion du champ d'application de cet article des sociétés civiles d'exploitation agricole ; adopté.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2411, 2412) : politique agricole commune, PAC - Production laitière ; danger du système de double prix - Aviculture ; défense des labels - Forêts ; politique communautaire - (p. 2413) : Commission de la CEE - TVA - Fiscalité agricole - Cotisations sociales - Politique de réduction des charges - Pensions de retraite - Protection sociale des agriculteurs.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2777) : soutiendra ce projet de loi même s'il se présente essentiellement comme un texte sur les prestations sociales familiales - Participation souhaitable des familles aux travaux du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - Extension des allocations familiales au dernier enfant à charge d'une famille nombreuse - (p. 2778) : différence de traitement fiscal entre les couples mariés et les concubins - Droit au transport gratuit des jeunes de moins de vingt-cinq ans au chômage - Votera ce projet de loi - Réhabilitation des valeurs de la famille.

**Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Art. 15** (*relèvement des limites d'âge pour le bénéfice des prestations familiales et de logement et mesures favorisant l'accès au logement des familles*) (p. 2889) : son amendement n° 75, soutenu par M. Bernard Seillier : maintien de l'allocation familiale pour le dernier enfant à charge sur la base de deux enfants pour les familles ayant compté un nombre minimum d'enfants ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - Suite de la discussion -

(29 juin 1994) - **Avant l'art. 47 (par priorité)** (p. 3161) : ses amendements n° 50 et n° 51 : parrainage sportif pour les fabricants de tabac et pour les marques de boissons alcoolisées ; retirés.

- **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres)** [n° 551 (93-94)] - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3268, 3270) : groupe sénatorial d'étude chasse et pêche - Union des présidents de fédérations départementales de chasseurs - Office national de la chasse - Principe des fermetures échelonnées au cours de la saison de chasse - Directive européenne relative à la conservation des oiseaux - Régulation des renards - Assure le ministre de son soutien - Propositions de loi sur le même objet de MM. Roland du Luart et Louis Minetti.

- **Projet de loi relatif au prix des fermages** [n° 511 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3922) : réforme de la politique agricole commune - Modernisation du statut d'ensemble du fermage - (p. 3923) : fixation du prix du fermage en monnaie - Modalités d'indexation des prix du fermage - Retraités agricoles et propriétaires bailleurs - Date d'entrée en vigueur - Composition de l'indice des fermages - (p. 3924) : avenir de l'économie agricole.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - (25 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4666, 4669) : organisation administrative territoriale - Contexte économique européen et international - Péréquation financière entre collectivités territoriales - (p. 4668) : création de fonds d'intervention spécifiques - Taxation éventuelle de la consommation d'électricité - Fonds de gestion de l'espace rural - Caisses locales de mutualité sociale agricole - Filière bois - Chambres consulaires des départements ruraux.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4937) : votera l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 19 ter** (p. 5263) : sur l'amendement n° 116 de la commission (mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavorisées), son sous-amendement n° 618, soutenu par M. Alain Vasselle ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Budget annexe des prestations sociales agricoles** - (2 décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6565, 6567) : cotisations sociales agricoles - Taxes sur les produits agricoles - Financement des caisses de mutualité sociale agricole - Accepte ce projet de BAPSA.

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6584, 6587) : fonds de concours communautaires - Aménagement rural - Contrôle des subventions - Politique forestière - Budget de la pêche - Investissements - Revenus agricoles - Accepte ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6629) : s'oppose à l'amendement n° II-27 de M. Alphonse Arzel (augmentation de la réduction des crédits) retiré puis repris par M. Gérard Delfau.

LUC (Hélène), sénateur du Val-de-Marne (présidente du groupe C).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la garantie du salaire minimum de croissance revalorisée pour les jeunes [n° 296 (93-94)] (7 mars 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Salaires, traitements et indemnités.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer une participation équilibrée des femmes et des hommes dans la vie publique [n° 372 (93-94)] (26 avril 1994) - **Elections.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à l'interdiction du commerce des armes [n° 465 (93-94)] (31 mai 1994) - **Armes.**

*Proposition de résolution*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête sur les conséquences économiques et sociales de la déréglementation du transport aérien sur les compagnies aériennes françaises et notamment Air France et Air Inter [n° 520 (93-94)] (16 juin 1994) - **Transports aériens.**

*Proposition de loi constitutionnelle*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à interdire l'amnistie des infractions commises en relation avec le financement des campagnes et des partis politiques [n° 13 (94-95)] (6 octobre 1994) - **Amnistie.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à interdire le financement des partis politiques et des campagnes électorales par les entreprises [n° 14 (94-95)] (11 octobre 1994) - **Vie politique et sociale.**

*Proposition de résolution*, déposée avec plusieurs de ses collègues, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la recommandation de la commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-305) [n° 18 (94-95)] (11 octobre 1994) - **Communautés européennes.**

*Proposition de loi organique*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer la transparence du patrimoine et des revenus des parlementaires [n° 19 (94-95)] (11 octobre 1994) - **Parlement.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rendre publique la situation des candidats à la Présidence de la République [n° 20 (94-95)] (11 octobre 1994) - **Président de la République.**

*Proposition de loi organique*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer la transparence du patrimoine et des revenus des élus locaux, des membres du Gouvernement et des personnes responsables des formations politiques [n° 21 (94-95)] (11 octobre 1994) - **Elections.**

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1099) - Ministère : Travail - **Emploi des jeunes - Emploi.**

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2638) - Ministère : Equipement - **Déréglementation du transport aérien - Transports aériens.**

*Questions orales avec débat :*

n° 42 (JO Débats du 3 avril 1994) (p. 710) - Ministère : Premier ministre - **Participation des femmes à la vie politique - Vie politique.**

n° 41 (JO Débats du 7 avril 1994) (p. 751) - Ministère : Premier ministre - **Politique à mettre en oeuvre pour l'emploi des jeunes** - (Retirée : avril 1994) - **Emploi.**

n° 43 (JO Débats du 7 avril 1994) (p. 769) - Ministère : Premier ministre - **Politique à mettre en oeuvre pour lutter contre le chômage - Politique générale.**

*Questions orales sans débat :*

n° 104 (JO Débats du 14 avril 1994) (p. 1069) - Ministère : Culture - **Structures de l'archéologie territoriale** - (Réponse : JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1534) - **Archéologie.**

n° 105 (JO Débats du 14 avril 1994) (p. 1069) - Ministère : Intérieur - **Projet d'implantation d'une plate-forme d'échange fret multimodale à Vauzy (Marne)** - (Réponse : JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1528) - **Transports.**



n° 106 (JO Débats du 20 avril 1994) (p. 1169) - Ministère : Education - *Financement des travaux de sécurité dans les établissements scolaires* - (Réponse : JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1529) - **Etablissements scolaires.**

n° 108 (JO Débats du 20 avril 1994) (p. 1169) - Ministère : Affaires sociales - *Diminution des crédits alloués aux centres d'hébergement et de réadaptation sociale* - (Réponse : JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1527) - **Aide sociale.**

n° 109 (JO Débats du 20 avril 1994) (p. 1169) - Ministère : Travail - *Amélioration des conditions de déroulement et du contenu de l'apprentissage* - (Réponse : JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1538) - **Apprentissage.**

n° 110 (JO Débats du 20 avril 1994) (p. 1169) - Ministère : Education - *Renforcement des effectifs d'inspecteurs de l'apprentissage* - (Réponse : JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1531) - **Apprentissage.**

n° 158 (JO Débats du 22 octobre 1994) (p. 4637) - Ministère : Economie - *Privatisation de la Caisse nationale de prévoyance* - (Réponse : JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4995) - **Assurances.**

## INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (13 janvier 1994) (p. 114) : se félicite de la poussée populaire en faveur de l'école publique.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - (12 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 952) : application de la loi.

- **Conclusions du rapport supplémentaire de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 41, 93-94) de M. Marcel Lucotte, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 49, alinéa 6 du Règlement du Sénat [n° 185 (93-94)] - (4 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1404, 1405) : atteinte au respect de la minorité politique - Volonté d'amputer le droit d'expression des parlementaires - Modification des conditions du droit d'amendement - (p. 1406) : extension du droit d'amendement à l'Assemblée nationale - Violation du règlement de la Haute Assemblée - Abus des demandes d'irrecevabilité et des votes bloqués - (p. 1407, 1408) : tutelle de la Commission de Bruxelles sur les parlements nationaux - Nécessité d'une modification profonde des institutions françaises - Remise en cause du droit d'initiative parlementaire - Avec les sénateurs communistes, propose de refuser cette proposition de résolution - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1409) : sa motion n° 3, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - **Art. 1<sup>er</sup> (temps de parole fixé à cinq minutes pour l'exposé des motifs d'un amendement)** (p. 1415) : son amendement de suppression n° 4, soutenu par M. Charles Lederman ; rejeté - **Art. 2 (discussion commune des amendements sauf décision contraire de la conférence des présidents)** (p. 1419) : son amendement de suppression n° 5, soutenu par M. Charles Lederman ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 1424) : son amendement n° 6 : renforcement du droit d'amendement des sénateurs ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1425) : au nom des sénateurs communistes et apparentés, déclare voter contre cette proposition de résolution - Remise en cause du droit d'amendement - Transformation du Parlement en chambre d'enregistrement - Défense des minorités - Demande un scrutin public sur cette proposition de résolution.

- **Rappel au règlement** - (18 mai 1994) (p. 1674) : se réjouit, avec le groupe communiste et apparenté, de la libération des otages français retenus en Bosnie

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'éducation** [n° 471 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2028, 2029) : manifestations contre le contrat d'insertion professionnelle, CIP - Préparation du débat - Réaction des organisations syndicales - Risque de destruction du système éducatif - Financement de la réforme - Nécessité d'une loi de programmation pluriannuelle.

- **Projet de loi relatif à l'habitat** [n° 416 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Question préalable** (p. 2072) : sa motion n° 1, soutenue par Mme Paulette Fost, tendant à opposer la question pré-

lable ; rejetée - **Renvoi à la commission** : sa motion n° 150, soutenue par M. Robert Pagès, tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux** [n° 449 (93-94)] - (7 juin 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2251) : sa motion n° 2, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** [n° 417 (93-94)] - (8 juin 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2300) : sa motion n° 1, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - **Question préalable** (p. 2303) : sa motion n° 2, soutenue par Mme Marie-Claude Beaudeau, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Conférence des présidents** (9 juin 1994) (p. 2393) : demande l'organisation d'un débat sur l'avenir du transport aérien.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - Suite de la discussion - (15 juin 1994) - **Question préalable** (p. 2574) : sa motion n° 7, soutenue par M. Robert Vizet, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion - (22 juin 1994) - **Question préalable** (p. 2794) : sa motion n° 1, soutenue par Mme Michèle Demessine, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Rappel au règlement** - (23 juin 1994) (p. 2860) : proteste contre l'entrée des troupes françaises au Rwanda.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes** [n° 424 (93-94)] - (23 juin 1994) - **Question préalable** (p. 2947) : sa motion n° 34, soutenue par Mme Paulette Fost, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - (28 juin 1994) - **Question préalable** (p. 3066) : sa motion n° 49, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** [n° 543 (93-94)] - (5 juillet 1994) - **Question préalable** (p. 3546) : sa motion n° 2, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

**Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 4 (crédits prévus pour l'exécution de la programmation des moyens de la police nationale)** (p. 3581) : soutient l'amendement n° 75 de M. Charles Lederman (fonctionnaires affectés prioritairement à l'ilotage et à la lutte contre le trafic de drogue et le blanchiment de l'argent) - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** - **Renvoi à la commission** (p. 3621) : sa motion n° 295, soutenue par M. Charles Lederman, tendant au renvoi à la commission de cet article ; rejetée.

- **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte** [n° 549 (93-94)] - (8 juillet 1994) - **Question préalable** (p. 3771) : sa motion n° 26, soutenue par Mme Marie-Claude Beaudeau, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Crise sociale, économique, financière et humaine des DOM-TOM - Echec des différentes politiques - Démographie - Danger des dispositions du projet de loi.

- **Conférence des présidents** - (3 octobre 1994) (p. 3976) : conteste les conclusions de la conférence des présidents quant à l'organisation des travaux du Sénat - Souhaite un débat sur le financement des partis politiques.

- **Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation** [n° 418 (93-94)] - (6 octobre 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4097) : sa motion n° 8, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

– **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4430) : sa motion n° 1, soutenue par M. Robert Pagès, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

– **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Question préalable** (p. 4481) : sa motion n° 1, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

– **Rappel au règlement** - (26 octobre 1994) (p. 4687) : défense des ateliers SNCF de Vitry-sur-Seine.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4810, 4812) : sa motion n° 2, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - Retour sur les acquis de la décentralisation - Atteinte au principe de libre administration des communes et au principe d'égalité devant l'impôt - Délocalisations industrielles - Amorce de privatisation des services publics.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4828, 4829) : soutient l'amendement n° 306 de M. Félix Leyzour (renégociation des accords du GATT et de la politique agricole commune, PAC).

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 7** (p. 4947, 4948) : marché d'intérêt national, MIN, de Rungis - (p. 4950, 4952) : soutient les amendements de M. Félix Leyzour n° 242 (avis du conseil interacadémique de l'éducation nationale d'Ile-de-France) et n° 243 (suppression du pouvoir de réforme par le Gouvernement en cas de non-aboutissement de la procédure de révision du schéma directeur).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 14** (*Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale*) (p. 5103, 5104) : opposition du groupe communiste à cet article - (p. 5105 ; 5106) : soutient l'amendement n° 261 de M. Félix Leyzour (action gouvernementale contre la déréglementation aérienne).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Après l'art. 16** (p. 5160) ; sur l'amendement n° 505 de M. Louis Mercier (ressources du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE), son sous-amendement n° 638, soutenu par M. Robert Vizet ; nationalisation des sociétés privées concessionnaires de services de distribution d'eau et d'assainissement ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Avant l'art. 17** (p. 5177) : se déclare opposée à l'amendement n° 103 de la commission (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France) - (p. 5185) : soutient l'amendement n° 267 de M. Félix Leyzour (commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage).

– **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale [n° 603 (93-94)]** - (14 novembre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5522) : son amendement n° 12 : interdiction du financement des partis et des candidats par les entreprises et autres personnes morales de droit privé à but lucratif ; rejeté - (p. 5529, 5531) : ses amendements, soutenus par M. Charles Lederman, n° 15 : publication des données relatives aux patrimoines et aux revenus des députés, des sénateurs et des députés de l'Assemblée européenne ; n° 16 : publication des données relatives aux patrimoines et aux revenus des élus locaux, des membres du Gouvernement des responsables des formations politiques ; et n° 28 : respect de l'expression pluraliste des formations politiques dans les services de radiodiffusion sonore et de télévision ; rejetés - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5534) : son amendement n° 13, soutenu par M. Charles Lederman : publication du patrimoine de tous les candidats à l'élection présidentielle ; rejeté - **Avant l'art. 2** (p. 5535) : son amendement n° 17, soutenu par M. Charles Lederman : restauration pendant la période électorale de toute possibilité de militantisme public ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 5537) : son amendement n° 25, soutenu par M. Charles Lederman : montant du remboursement forfaitaire des dépenses de campagne des candidats à l'élection présidentielle ; rejeté.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion générale :*

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1994) - **Question préalable** (p. 5933, 5935) : sa motion n° I-100, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Besoins sociaux - Logement - Education nationale - Dépenses sociales - Emploi - CSG - Fiscalité - Relance de la consommation - Jeunesse et formation.

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Art. 13 bis (par priorité)** (*augmentation du taux de prélèvement effectué sur la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport*) (p. 6058) : financement du Fonds national de développement du sport - (p. 6064) : se déclare favorable à l'amendement n° I-92 de M. Jean-Pierre Masseret (remplacement du taux de 2,4 % par celui de 2,8 %).

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6533) : missions de l'école - Décalage entre les intentions et les engagements budgétaires - (p. 6534) : échec scolaire - Diminution des effectifs - Gratuité de l'instruction - Dépenses éducatives à la charge des collectivités territoriales - Chefs d'établissement - (p. 6535) : besoins en recrutement - Ecole publique - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget - (p. 6552) ; travaux de sécurité dans les établissements scolaires et loi de décentralisation - Guyane - Wallis-et-Futuna - Appréciation du système éducatif français - (p. 6553) : moyens nouveaux de transmission des connaissances - Education civique - Violence dans les établissements scolaires.

**Jeunesse et sports** - (4 décembre 1994) (p. 6709, 6710) : insuffisance des crédits - TVA - Bénévolat - Fonds national de développement du sport, FNDS - Construction du Grand Stade - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6719) : devenir de la jeunesse - Mouvements associatifs - Le groupe communiste ne votera pas ce projet de budget - **Titre VI** (p. 6720) : développement du sport de masse - Sport de haut niveau.

**Charges communes et comptes spéciaux du Trésor** - (6 décembre 1994) - **Examen des crédits - Art. 32** (*mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale*) (p. 6898) : se déclare favorable à l'amendement n° II-36 de M. Jean Faure (suppression des crédits destinés à la construction du Grand Stade à Saint-Denis) - Financement de la Coupe du monde de football au détriment du Fonds national pour le développement du sport, FNDS - **Après l'art. 32** (p. 6899, 6900) : son amendement n° II-43 : mise en place d'un observatoire permanent de la dépense nationale en matière d'équipements sportifs ; rejeté.

– **Rappel au règlement** - (8 décembre 1994) (p. 7000) : accidents de la route causés par des poids lourds ; remise en cause de la circulation des camions de gros tonnage.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7233) : son amendement n° II-19, soutenu par M. Robert Pagès : rapport du Gouvernement relatif au financement des dépenses d'équipement des collectivités locales ; rejeté.

– **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Question préalable** (p. 7294) : sa motion n° 1, soutenue par Mme Danielle Bidard-Reydet, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - **Motion tendant au renvoi à la commission** (p. 7297) ; sa motion n° 3, soutenue par M. Louis Minetti, tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

– **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture [n° 86 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Question préalable** (p. 7328) : sa motion n° 1, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

– **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lec-**

ture [n° 88 (94-95)] - (12 décembre 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7336) : sa motion n° 1, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) **Art. 6 (schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)** - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (orientations fondamentales en matière d'aménagement du territoire)** (p. 7483) : soutient l'amendement n° 114 de M. Félix Leyzour (avis conforme des conseils généraux des départements et du Conseil économique et social régional - rôle des départements et de l'ensemble des communes intéressées) - **Art. 11 quater (distribution de gaz)** (p. 7511) : son amendement de suppression n° 1 ; rejeté.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7952, 7953) : soutient les amendements n° 8 (attribution de véritables moyens au Conseil supérieur de l'audiovisuel pour la défense du pluralisme dans les médias) et n° 15 (instauration de sanctions à l'égard des services de radiodiffusion sonore et de télévision ne respectant pas l'expression pluraliste des partis et formations politiques) de M. Charles Lederman.

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement** [n° 150 (94-95)] - **Suite de la discussion** = (22 décembre 1994) - **Art. 2 bis (interdiction faite à un parlementaire de commencer à exercer des fonctions de conseil pendant la durée de son mandat)** (p. 8006) : le groupe communiste s'opposera à l'amendement n° 12 du Gouvernement (interdiction à tout député, en cours de mandat, d'exercer une fonction de membre du conseil d'administration dans un des établissements visés à l'article L.O. 146 du code électoral).

**LUCOTTE (Marcel)**, sénateur de la Saône-et-Loire (président du groupe RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - **Art. 9 (don de gamètes)** (p. 297) : absence d'incohérence entre l'amendement de suppression n° 191 de M. Bernard Seillier et l'amendement n° 81 de la commission (insertion des dispositions relatives au don de gamètes dans le livre VI du code de la santé publique, consacré au don et à l'utilisation des organes, tissus et cellules du corps humain) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 330, 331) : grande dignité du débat - Travail effectué par la commission des affaires sociales : hommage à son président et à son rapporteur - Remerciements au Gouvernement - Avec la majorité des membres du groupe des Républicains et indépendants, votera le texte.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'éducation** [n° 471 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2016, 2018) : nouveaux contrats pour l'école - Maîtrise de la lecture - Connaissance de la langue française - Contenu des programmes - Etudes surveillées - Langues anciennes - Langues vivantes - Revalorisation des filières littéraires - Effectifs des classes - Emploi du temps des élèves - Avis favorable du groupe des RI sur cette réforme.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Vote sur l'ensemble :*

(10 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7270, 7271) : remerciements - Qualités du budget - Maîtrise des déficits publics - (p. 7272) : avec les sénateurs du groupe des Républicains et indépendants, votera ce projet de budget.

## M

**MACHET (Jacques)**, sénateur de la Marne (UC).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.
- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO Lois et décrets* du 5 octobre 1994).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (14 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Politique en faveur des handicapés** - [n° 83 (94-95)] tome 5 (22 novembre 1994).

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis sur le système de santé américain et ses projets de réforme [n° 141 (94-95)] (13 décembre 1994) - **Etats-Unis d'Amérique**.

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO Débats* du 17 juin 1994) (p. 2646) - Ministère : Anciens combattants - **Entretien des cimetières militaires** - **Cimetières**.

(*JO Débats* du 14 octobre 1994) (p. 4275) - Ministère : Affaires sociales - **Prime « Veil »** - **Infirmiers et infirmières**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 332) : travail considérable de la commission des affaires sociales - Remerciements - Avec la grande majorité des membres du groupe de l'UC, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise** [n° 389 (93-94)] - (25 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1880, 1881) : intéressement et participation - Remerciements à tous ceux qui ont travaillé sur ce texte - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'habitat** [n° 416 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2098) : se déclare favorable à l'amendement n° 47 de M. José Balarelló (fixation des objectifs de vente de logements par le conseil d'administration ou de surveillance de chaque organisme d'HLM ; recommandations du conseil départemental de l'habitat) - **Après l'art. 5** (p. 2112) : son amendement n° 110 : diagnostic sur la qualité du bien offert ; information sur les charges de copropriété et les gros travaux à entreprendre dans

les parties communes ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 48 de M. Philippe Marini - (p. 2114) : son amendement n° 112 : droits à présentation d'un locataire acquis par les entreprises adhérentes à un comité interprofessionnel du logement, CIL ; retiré - **Art. 7 (établissement de l'état des lieux par huissier de justice)** : son amendement de suppression n° 113 ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** [n° 417 (93-94)] - (8 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2375) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2538, 2539) : personnels de l'armée de terre - Défense européenne.

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2761) : projet de loi sur la bioéthique - **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** - **Projet de loi relatif à la famille** - Souscrit aux propos du rapporteur et du président de la commission des affaires sociales - Défense de la famille - Conciliation entre vie familiale et vie professionnelle - Politique globale de la famille - Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Division et articles additionnels avant le titre 1<sup>er</sup>** (p. 2799) : son amendement n° 60 : définition de la famille et caractère global de la politique familiale ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 12 de la commission - (p. 2800) : son amendement n° 61 : représentation des familles dans les différentes instances contribuant à la mise en oeuvre de la politique familiale ; retiré - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2814) : soutient l'amendement n° 69 de M. Pierre Schiélé (création d'un salaire parental).

**Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Après l'art. 28** (p. 2924) : son amendement n° 67, soutenu par M. Louis Mercier : organisation d'un temps d'antenne sur les chaînes publiques au bénéfice des mouvements familiaux ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'habitat** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 558 (93-94)] - (5 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3505) : logements locatifs en milieu rural - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la famille** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 553 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3897) : votera ce texte avec le groupe de l'Union centriste - Place de la famille dans la société.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4837) : soutient l'amendement n° 481 de M. Pierre Vallon (mention de l'intégration européenne) - **Art. 2 (schéma national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4857) : votera l'amendement n° 27 de la commission (modification de la rédaction mettant l'accent sur les grandes infrastructures de transport, les politiques d'éducation, la notion de réseau de ville et les solidarités interdépartementales).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 20 (réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière)** (p. 5294) : votera l'amendement n° 122 de la commission (principe et échéancier de la péréquation).

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - II - Ville** - (9 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 7090) : concours financiers de l'Etat pour la section « investissement » au titre de l'exercice 1995 du contrat de ville.

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (politique en faveur des handicapés) (p. 7108) : éléments chiffrés - Faible croissance de l'allocation aux adultes handicapés, AAH -

Situation du travail protégé - (p. 7109) : conséquences de l'amendement Creton - Accueil des jeunes handicapés au-delà de l'âge de 20 ans - **Examen des crédits - Après l'art. 50** (p. 7133, 7134) : son amendement n° II-65 : obligation faite aux commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel et aux commissions départementales de l'éducation spéciale de statuer à nouveau sur le cas des personnes maintenues en établissements pour jeunes au titre de l'amendement Creton ; retiré - (p. 7134) : importance de la circulaire relative au sort des handicapés passant de l'enfance à l'âge adulte.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Art. 3 (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire)** (p. 7479) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de la composition du Conseil telle que l'avait fixée le Sénat en première lecture).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes)** [n° 156 (94-95)] - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7811) : fourrages séchés - Amendements au compromis du Conseil des ministres de la CEE - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7829) : le groupe de l'Union centriste votera ce texte.

- **Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat** [n° 90 (94-95)] - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7858, 7859) : construction de logements sociaux - Besoin des familles - Banlieues et centres villes - Assouplissement des dispositions - Seuil de 3500 habitants - Implication des collectivités locales - Le groupe de l'Union centriste votera cette proposition de loi - **Après l'art. 2** (p. 7867) : soutient l'amendement n° 30 de M. Alain Lambert (suppression de la possibilité donnée au préfet d'exercer le droit de préemption urbain à la place du maire) - **Après l'art. 3** (p. 7869) : soutient l'amendement n° 21 de M. Alain Lambert (prolongation du délai de validité des permis de construire et des arrêtés de lotir) - **Art. 5 (modifications de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation)** (p. 7873) : soutient l'amendement n° 31 de M. Alain Lambert (réalisation d'un minimum de logements locatifs pour les ménages à revenus modestes).

**MADLAIN (Jean)**, sénateur de l'Ille-et-Vilaine (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire de la commission d'évaluation prévue à l'article 82 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (*JO Lois et décrets* du 5 novembre 1994).

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (14 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Avis*, déposé au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 419 (93-94)], déclaré d'urgence, relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique [n° 452 (93-94)] (25 mai 1994) - **Fonctionnaires et agents publics**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 524 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 534 (93-94)] (22 juin 1994) - **Politique économique et sociale**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Travail, emploi et formation professionnelle** - [n° 83 (94-95)] tome 7 (22 novembre 1994).

*Rapport*, fait avec M. Claude Huriet, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 174 (94-95)] (19 décembre 1994) - **Politique économique et sociale**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise** [n° 389 (93-94)] - (25 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1835) : participation des salariés actionnaires aux organes de gestion des entreprises - Simplification et clarification des règles de la participation financière - Compte épargne-temps - Notion de liquidité d'un titre - (p. 1836) : cas de déblocage anticipé de la participation liés à la conjoncture économique - Sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique** [n° 419 (93-94)] - (2 juin 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2125, 2126) : fonction publique hospitalière - Création d'un fonds pour l'emploi hospitalier : mutualisation des surcoûts - Modification des conditions de recrutement des infirmiers généraux - (p. 2127) : mise en oeuvre difficile des dispositions du projet de loi relatif à la fonction publique hospitalière - La commission des affaires sociales demande au Sénat d'approuver les articles 15 et 23.

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion - (22 juin 1994) - Avant l'art. 1<sup>er</sup> (p. 2808) : se déclare opposé à l'amendement n° 102 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression des exonérations des cotisations familiales).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - (28 juin 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3049, 3050) : contrat d'insertion professionnelle - Publicité des boissons alcoolisées - Exonération des charges patronales pour les marins propriétaires embarqués - Accepte ce texte sous réserve de l'adoption de ses amendements.

**Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - Rapporteur pour avis - **Art. 47 (par priorité)** (*assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques*) (p. 3151, 3152) : loi « Evin » - (p. 3156) : son amendement n° 4 : publicité dans les lieux de vente ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 54 de M. Roland Courteau (nouvelle rédaction qui assouplit la disposition de l'article 17 du code des débits de boissons) et demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Maurice Schumann (limitation de la publicité d'alcool par voie d'affiche) - (p. 3159) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Yves Guéna (nouvelle rédaction qui simplifie la législation) - **Avant l'art. 47 (par priorité)** (p. 3162, 3164) : s'oppose aux amendements de M. Roland du Luart n° 50 et n° 51 (parrainage sportif pour les fabricants de tabac et pour les marques de boissons alcoolisées) ainsi qu'aux amendements de M. Roland Courteau n° 52 (publicité du vin et des boissons agricoles) et n° 53 (conseil de modération) - **Après l'art. 47 (par priorité)** (p. 3165) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Roland Courteau (prévention et éducation sanitaire en matière de consommation de boissons alcooliques à destination de la jeunesse) - **Après l'art. 52** (p. 3218) : soutient l'amendement n° 58 de M. Rémi Herment (extension aux anciens combattants de la seconde guerre mondiale des dispositions prévues en faveur des Français d'Afrique du Nord, anciens combattants rapatriés en France après la décolonisation) - **Art. 42 (précédemment réservé p. 3211)** (*prorogation de contrats d'orientation et d'adaptation et prolongement du versement des aides forfaitaires pour les contrats d'apprentissage et de qualification*) (p. 3227) : ses amendements n° 2 de coordination et n° 3 rédactionnel ; adoptés - (p. 3228) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 81 de suppression, et n° 82 (abrogation de l'article 62 de la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle qui prévoit un contrat d'insertion professionnelle, CIP) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3245) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - **Après l'art. 29 (par priorité)** (p. 5695) : son amendement n° 109, soutenu par M. Guy Robert : validation pour un délai d'un an de la situation des établissements commerciaux ne se trouvant pas dans l'une des situations de dérogation prévues par la loi ; retiré - (p. 5696) : son amendement n° 110, soutenu par M. Guy Robert : modalités d'expérimentation d'ouverture de commerces le dimanche ; retiré.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*intégration des médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France*) (p. 5713) : ses amendements, soutenus par M. Daniel Millaud, n° 101 : point de départ d'exercice des fonctions pour bénéficiaire de l'intégration prévue ; rejeté ; n° 102, identique à l'amendement n° 2 de la commission (application à l'hôpital public et aux établissements privés participant au service public) et n° 103, identique à l'amendement n° 77 de M. Franck Sérusclat (extension des dispositions prévues à l'article 1<sup>er</sup> aux établissements privés à but non lucratif ayant passé une convention) ; retirés - (p. 5715) : son amendement rédactionnel n° 104, soutenu par M. Daniel Millaud ; retiré - **Après l'art. 11** (p. 5779) : son amendement n° 108, soutenu par M. Albert Vecten : possibilité pour les sections locales étudiantes, gestionnaires du régime étudiant de la sécurité sociale, de procéder à l'identification des élèves ; retiré - (p. 5783) : son amendement n° 107, soutenu par M. Albert Vecten : assimilation des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen non membres de la Communauté européenne aux Etats membres de la Communauté européenne en ce qui concerne le droit des institutions de prévoyance ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (formation professionnelle) - (p. 6409, 6411) : décentralisation - Collecte des fonds de formation professionnelle - Formation en alternance - Dépenses des régions - Formation des jeunes - Apprentissage - Formation des adultes - Accepte les crédits consacrés à la formation professionnelle.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 174 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - Rapporteur (dispositions relatives au travail et à l'emploi) - **Discussion générale** (p. 7921 à 7923) : ajout de l'Assemblée nationale - Mesures urgentes - Expérimentation de la réduction négociée du temps de travail avec embauches compensatoires et aide de l'Etat - Travail dominical - Contrat pour l'emploi de bénéficiaires du RMI - Souhaite l'adoption des conclusions de la CMP.

**MADÉLIN (Alain)**, ministre des entreprises et du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat.

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Christian Poncet : **Grandes surfaces (Modalités de fonctionnement des commissions départementales d'équipement commercial)** (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1739).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)]** - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 501) : remerciements aux rapporteurs - Entreprises individuelles - Rapport Barthélémy - (p. 502) : patrimoine personnel des entrepreneurs individuels - Sécurité juridique des contrats conclus par l'entrepreneur individuel - Protection sociale de l'entrepreneur individuel et de son conjoint - Déductions fiscales des cotisations d'assurance volontaire - Comptabilité - Mobilisation de l'épargne de proximité - (p. 503) : avantages fiscaux accordés aux particuliers qui investissent dans la création et le développement des petites entreprises - Simplification administrative et instauration de guichets uniques - Objectif : « zéro papier administratif » - (p. 504) : programme interministériel d'action relatif à la simplification des formalités administratives - Traitement particulier des problèmes de transmission des entreprises, des délais de paiement, du financement des fonds propres des entreprises et des problèmes spécifiques de l'artisanat - (p. 532) : sous-traitance - Fiscalité des entreprises - Droit des sociétés - (p. 533) : registre du commerce - Transmission des entreprises - Défaillance des entreprises - Crédits interentreprises - Crédits bancaires - Mobilisation de l'épargne de proximité et réforme du capital-risque - Requalification des contrats de l'entrepreneur individuel - Déclaration préalable d'embauche - Fonds de capitalisation - (p. 534) : « dépenses fiscales » - Organisation des entreprises en réseaux - Taux d'intérêt - Régime du forfait - Rapport Barthélémy - Détournement des mesures d'exonération fiscale - (p. 535) : innovation - Dotation aux jeunes entrepreneurs ruraux - Impôt progressif sur les petites entreprises - Délais de paiement - Déductions fiscales pour les investissements des entreprises individuelles - Circuits de financements spécifiques - Crédits bonifiés - Simplification administrative - (p. 536) : études d'impact - Rôle du Parlement - **Art. 1<sup>er</sup>** (*champ d'application du titre I<sup>er</sup>*) (p. 537) : définition de l'entreprise - Notion d'entreprise libérale - S'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (application des mesures de simplification des formalités administratives à toutes les entreprises, qu'elles soient industrielles, commerciales, artisanales, agricoles ou libérales) - Problème posé par la réserve de l'amendement n° 1 de la commission qui tend à définir l'entreprise individuelle - Société civile de moyens - Accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - **Art. 2** (*remise d'un seul dossier à un guichet unique*) (p. 538, 539) ; accepte les amendements de la commission, n° 4 (suppression de l'expression ambiguë « dans tous les cas ») et n° 5 (valeur de déclaration auprès du destinataire du dépôt du dossier dès lors que celui-ci est régulier et complet à son égard) - S'oppose à l'amendement n° 78 de M. Robert Pagès (transmission des données entre le centre de formalités et les organismes sociaux dans un délai de quinze jours francs) - (p. 540, 541) : demande le retrait des amendements identiques, n° 106 de M. Robert Laucournet et n° 132 de M. Jacques Braconnier, repris par M. Etienne Dailly, faute de quoi il s'y opposerait (faculté laissée au déclarant de saisir directement le greffe de sa demande d'inscription au registre

du commerce) - Dispositions du domaine réglementaire - Définition du guichet unique - **Art. 3** (*emploi d'un numéro d'identification unique par les entreprises*) (p. 542, 543) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (utilisation par l'entreprise du numéro unique seulement à compter de son immatriculation régulière au registre du commerce) - Pré-rapport Prieur - Numéro unique d'identification et sécurité juridique des tiers - S'oppose à l'amendement n° 141 de M. Etienne Dailly (attribution du numéro unique seulement après validation de la déclaration d'inscription par le registre du commerce) - **Art. 4** (*déclaration des entreprises par voie électronique*) (p. 544) : s'oppose aux amendements identiques n° 105 de M. Louis Althapé et n° 142 de M. Etienne Dailly (impossibilité pour les demandes d'inscription destinées au greffe d'être effectuées par voie électronique) - Demande à leurs auteurs de se rallier à son amendement n° 168 : exclusion du champ d'application de cet article des déclarations relatives à la création de l'entreprise, à la modification de sa situation ou à la cessation de son activité ; adopté - Transmission des comptes annuels des entreprises sous forme électronique - (p. 545) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (attestation de la date d'envoi d'un écrit à un organisme visé à l'article 1<sup>er</sup> par le cachet de la poste), sous la réserve formelle de l'adoption de son sous-amendement n° 171 - Trésorerie des organismes de sécurité sociale - (p. 546) : caractère portable des cotisations de sécurité sociale - **Après l'art. 4** (p. 547) : étude d'impact - Problème de la confusion entre les pouvoirs législatif et réglementaire - S'oppose à l'amendement n° 73 de M. Xavier de Villepin (évaluation préalable des coûts induits par les formalités imposées par une loi ou un règlement aux entreprises) repris par M. Etienne Dailly.

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Art. 5** (*levée de l'interdiction d'emprunter pour l'associé unique*) (p. 558) : entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, EURL - Consultation des professionnels - (p. 559) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 63 de la commission des lois et n° 107 de M. Robert Laucournet - Publication de la convention d'emprunt - (p. 560) : emprunt par une personne physique - Publication des bilans au greffe du tribunal de commerce - (p. 561) : souplesse nécessaire au bon fonctionnement de l'EURL - **Art. 6** (*possibilité pour une personne physique de créer plusieurs entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée, EURL*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 79 de M. Robert Pagès - **Art. 8** (*suppression du montant minimal des parts sociales de SARL*) (p. 562, 563) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Ernest Cartigny (relèvement du capital minimal des SARL à cent mille francs sauf pour les SARL à associé unique) - Volonté de favoriser l'entreprise individuelle - Inopportunité de cette mesure - **Art. 9** (*autorisation des décisions prises par consentement dans un acte de tous les associés de la SARL*) (p. 564) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de M. Robert Pagès - **Art. 11 bis** (*nombre maximal des membres du conseil d'administration*) (p. 565) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 64 de la commission des lois - (p. 566) : nécessité d'une réflexion sur une réforme d'ensemble de la loi du 24 juillet 1966 relative aux sociétés commerciales - **Art. 12** (*suppression de la condition d'ancienneté pour la nomination d'un salarié au conseil d'administration*) (p. 567) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 143 de M. Etienne Dailly et accepte l'amendement n° 99 de la commission des lois (conséquence de la suppression de la condition d'ancienneté du contrat de travail) - **Art. 12 bis** (*nombre maximal des membres du conseil de surveillance*) (p. 568) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 65 de la commission des lois - **Art. 13** (*nomination de salariés au conseil de surveillance*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de suppression n° 10 de la commission et n° 66 de la commission des lois - **Art. 15** (*conditions de publication du contrat de mariage des commerçants*) (p. 569) : son amendement n° 152 : publicité du contrat de mariage réalisé sous la seule responsabilité du conjoint commerçant au greffe du tribunal de commerce ; adopté - **Art. 16** (*possibilité de domicilier provisoirement une entreprise dans un local d'habitation*) (p. 571) : s'oppose aux amendements n° 83 de suppression de M. Robert Pagès et n° 133 de M. Jean-Paul Hammann (extension du bénéfice de cette faculté aux entreprises artisanales) - (p. 572) : volonté de simplifica-

tion - Sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Paul Hammann, demande le retrait des sous-amendements, n° 177 de M. Pierre Laffitte (prise en compte des entreprises unipersonnelles visant à développer le télétravail) et n° 176 de M. Philippe Marini (autorisation d'utilisation partielle d'un local d'habitation comme lieu d'exercice professionnel selon la procédure prévue par le code de la construction et de l'habitation) - **Art. 17** (*suppression de la déclaration de conformité*) (p. 575) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (contrôle de régularité de l'immatriculation de la société par le greffier du tribunal de commerce) - **Art. 18** (*publicité des apports de fonds de commerce en cas de fusion ou de scission*) (p. 576) : accepte l'amendement n° 68 de la commission des lois (cas des sociétés en nom collectif et en commandite simple) - **Avant l'art. 19** (p. 577) : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Robert Laucournet (suppression du système du forfait et mise en place d'un nouveau régime simplifié d'imposition pour les très petites entreprises relevant de l'impôt sur le revenu) - **Art. 19** (*simplification des obligations comptables*) (p. 578) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 84 de M. Robert Pagès - (p. 579) : accepte l'amendement n° 178 de la commission (établissement d'un relevé en fin d'exercice des recettes encaissées, des dépenses payées, des dettes financières, de l'immobilisation et des stocks évalués de manière simplifiée) - **Après l'art. 19** (p. 580) : plafond européen et modification préalable de la règle européenne - Demande le retrait de l'amendement n° 12 de la commission (relèvement du seuil du chiffre d'affaires annuel des « micro-entreprises » à 100 000 francs) - **Art. 21** (*revalorisation de la limite de déduction de salaire du conjoint en faveur des adhérents des centres et associations de gestion agréés*) (p. 581) : s'oppose aux amendements n° 134 de M. Jean-Paul Hammann (possibilité donnée aux artisans qui le souhaitent de déduire les salaires versés à leur conjoint dans les limites du plafond, sans qu'il soit tenu compte du régime matrimonial ou de l'adhésion à un centre de gestion agréé) et n° 111 de M. Robert Laucournet (revalorisation de la part du salaire du conjoint déductible du bénéfice imposable) - **Art. 22 bis** (*déduction des bénéfices imposables des cotisations d'assurance volontaire des entrepreneurs individuels*) (p. 583) : règles de concurrence européenne - (p. 584) : problème des contrats individuels souscrits antérieurement - Equité entre les entrepreneurs individuels et les salariés au regard de cet avantage fiscal - **Art. 23** (*possibilité de déduction du revenu net global d'une somme égale au montant de souscription à une création d'entreprise en cas de cessation de paiement de celle-ci*) (p. 586, 587) : accepte l'amendement n° 57 de la commission des finances (extension du régime de l'assurance fiscale aux personnes qui acceptent d'apporter des nouveaux capitaux propres à une entreprise en situation difficile) et demande le retrait de l'amendement n° 14 de la commission (extension du régime de l'assurance fiscale pour les souscriptions en numéraires effectuées directement au profit de sociétés d'exercice libéral) - Règles limitant l'accès au capital des sociétés d'exercice libéral - **Art. 24** (*réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises*) (p. 588, 589) : demande le retrait de l'amendement n° 58 de la commission des finances (mise en place des clubs d'investissement, définition de la structure et élargissement de la réduction d'impôt aux souscriptions réalisées par leur intermédiaire) - (p. 590) : accepte les amendements de la commission des finances, n° 59 (aménagement des dispositions relatives à la société émettrice et au mécanisme de reprise de la réduction d'impôt applicable dans le cas où les titres sont cédés avant cinq ans) et n° 60 (appréciation du chiffre d'affaire hors taxe) - (p. 591) : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Robert Laucournet (extension du bénéfice de la réduction d'impôt aux titres acquis par les salariés dans le cadre d'une procédure de rachat d'une entreprise par ses salariés, RES) - **Art. 25** (*réduction d'impôt accordée aux adhérents de centres de gestion et d'associations agréées pour frais de comptabilité et d'adhésion*) (p. 592) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Robert Pagès (augmentation du montant maximal de la réduction accordée) et accepte l'amendement n° 169 de la commission (maintien de cette réduction d'impôt pour la première année d'application de plein droit du régime réel normal ou simplifié d'imposition des bénéficiaires agricoles) - **Art. 26** (*réduction d'impôt pour dépenses de formation du chef d'entreprise individuelle*) (p. 593) : accepte l'amendement n° 61 de la commission des finances (prise en compte des dépenses de formation du conjoint collaborateur de l'exploitant

et augmentation du plafond global des dépenses de formation susceptible d'ouvrir droit à la réduction d'impôt sur la période allant de 1994 à 1996) - **Après l'art. 26** (p. 594) : demande le retrait de l'amendement n° 15 de la commission (faculté ouverte aux entrepreneurs individuels d'opter pour l'impôt sur les sociétés) - Réforme globale de la fiscalité des entreprises et des entrepreneurs - (p. 595) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 125 de M. Alain Lambert (meilleure répartition de l'effort de formation entre les jeunes et les salariés en activité) - S'oppose à l'amendement n° 135 de M. Jean-Paul Hammann (extension de la réduction d'impôt aux dépenses de formation exposées au profit du conjoint non salarié collaborant à l'activité de l'entreprise) - **Art. 27** (*régime du forfait et régime super-simplifié d'imposition*) (p. 596) : demande le retrait de l'amendement n° 129 de M. Alain Pluchet (suppression du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article relatif à l'exclusion du forfait d'un certain nombre de sociétés) au profit de l'amendement n° 122 de M. Roland du Luart (exclusion du champ d'application de cet article des sociétés civiles d'exploitation agricole) qu'il accepte, sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 179 : limitation de ces dispositions aux seules sociétés agricoles soumises au régime du forfait ; adopté - (p. 597) : son amendement n° 172 ; mention des sociétés civiles de moyens ; adopté - **Après l'art. 27** : s'oppose à l'amendement n° 110 de M. Robert Laucournet (revalorisation des limites relatives au régime simplifié d'imposition) - **Art. 28** (*garanties accordées aux contribuables en matière de vérification*) (p. 598) : accepte l'amendement n° 175 de la commission (application des nouveaux plafonds aux contrôles engagés postérieurement à l'entrée en vigueur du texte) - **Après l'art. 28** : accepte l'amendement n° 62 de la commission des finances (report d'imposition de la plus-value professionnelle constatée lors de la levée d'option d'achat d'un immeuble loué à une entreprise et acquis en crédit-bail par une société civile immobilière) - (p. 600) : débattre du contenu des amendements de M. Robert Laucournet, n° 114 (possibilité donnée aux entreprises individuelles d'adhérer à un groupement de prévention agréé) et n° 115 (possibilité donnée aux centres de gestion d'avoir le statut de groupement de prévention agréé) à l'occasion du texte relatif aux entreprises en difficulté - Sous réserve d'un examen interministériel, se déclare, à titre personnel, favorable à l'amendement n° 114 précité de M. Robert Laucournet - **Art. 29** (*simplification des formalités prescrites en matière sociale*) (p. 601) : accepte les amendements de la commission, n° 16 rédactionnel, n° 17 (obligation renforcée de créer un guichet unique social) et n° 18 de coordination - Accepte l'amendement rédactionnel n° 31 de la commission des affaires sociales - (p. 602) : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission (possibilité d'intégrer les données de certains employeurs assujettis à des obligations spécifiques dans la déclaration unique seulement après un an) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 150 de M. Xavier de Villepin - (p. 603) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 20 de la commission (possibilité pour les conventions qui détermineront les modalités de mise en oeuvre des procédures de déclaration sur support unique de prévoir des périodes d'expérimentation) modifié par le sous-amendement n° 165 de la commission des affaires sociales - S'oppose à l'amendement de précision n° 89 de M. Robert Pagès - Demande le retrait de l'amendement n° 21 de la commission (contenu du décret d'application) - **Après l'art. 29** (p. 604) : demande la réserve de l'amendement n° 22 de la commission jusqu'à la fin de l'examen du projet de loi (rapport sur le bilan et l'extension de la simplification) - **Art. 30** (*harmonisation des règles d'assiette pour le calcul des cotisations sociales des travailleurs indépendants et de la contribution sociale généralisée*) (p. 605) : accepte l'amendement de coordination n° 34 de la commission des affaires sociales - (p. 606) : son amendement n° 153 : appel prévisionnel de cotisations sur la base du revenu de l'avant-dernière année ; adopté - S'oppose aux amendements de la commission des affaires sociales, n° 35 (calcul des cotisations sur les bases de l'avant-dernière année) et n° 36, de conséquence - (p. 607) : accepte l'amendement n° 37 de la commission des affaires sociales (calcul des cotisations dans la limite d'un ou plusieurs plafonds) - **Après l'art. 31** ; son amendement rédactionnel n° 155 ; adopté - **Avant l'art. 32** (p. 609) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 27 de la commission (exonération des cotisations d'allocations familiales pour les travailleurs non salariés), n° 41 de la commission des affaires sociales (exten-

sion du principe de l'allègement des cotisations d'allocations familiales aux non salariés) et n° 72 de M. Alain Vasselle (exonération des cotisations d'allocations familiales accordée aux non salariés) - **Art. 32** (*exonération partielle des cotisations d'assurance maladie-maternelle des travailleurs non salariés non agricoles créant ou reprenant une entreprise*) (p. 610, 612) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Robert Pagès (réduction du délai d'exonération de cotisations sociales) et oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de la commission des affaires sociales, n° 42 (harmonisation des dispositions relatives aux chômeurs créateurs d'entreprises individuelles et aux créateurs reprenant d'une activité) et n° 43 de coordination - **Art. 33 bis** (*extension de la possibilité de rachat des trimestres non validés aux régimes complémentaires*) (p. 613) : son amendement de cohérence n° 156 ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 45 de la commission des affaires sociales - **Art. 34** (*amélioration du statut de conjoint collaborateur*) ; son amendement n° 157 : extension aux conjoints collaborateurs des professionnels libéraux ; adopté - **Art. 34 bis** (*contrats d'assurance de groupe des non salariés non agricoles*) (p. 615) : sur l'amendement n° 25 de la commission, qu'il accepte (versement en capital en cas d'invalidité ou de liquidation judiciaire), son sous-amendement n° 181 ; adopté - (p. 616) : son amendement de coordination n° 173 ; adopté - (p. 617) : s'oppose aux amendements, n° 91 de suppression de M. Robert Pagès, n° 126 de M. Alain Lambert (protection des régimes de retraite), de M. Etienne Dailly, n° 146 (extension aux contrats d'assurance individuelle) et n° 147 (exonération de la taxe d'assurance des contrats souscrits en vue de garantir le versement des prestations visées quel que soit l'organisme assureur) - Accepte les amendements de la commission, n° 23 (possibilité donnée à un groupement comportant un nombre minimum de personnes d'adhérer à une assurance de groupe), n° 164 rédactionnel et n° 25 (versement en capital en cas d'invalidité ou de liquidation judiciaire) - Demande le retrait des amendements de M. Robert Laucournet, n° 117 (nature des organisations représentatives), de M. Jean-Paul Hammann, n° 138 (liberté de choix des membres des secteurs professionnels visés) et n° 139 (extension du bénéfice des contrats d'assurance de groupe aux corporations), ce dernier satisfait par l'amendement n° 23 de la commission (possibilité donnée à un groupement comportant un nombre minimum de personnes d'adhérer à une assurance de groupe), de l'amendement de coordination n° 26 de la commission, satisfait par l'amendement de coordination n° 173 du Gouvernement - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 51 de la commission des affaires sociales (problème de la régularité du versement des cotisations des travailleurs indépendants) - **Art. 22 bis** (*suite*) (p. 620, 621) : demande le retrait de l'amendement n° 124 de M. Alain Lambert (plafonnement des seuls versements effectués dans le cadre des contrats d'assurance volontaire ou des régimes facultatifs) - **Après l'art. 34 bis** : accepte l'amendement n° 148 de M. Etienne Dailly, sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 180 (soumission à la loi Evin des caisses de non salariés mettant en place des régimes facultatifs de prévoyance) - (p. 622) : accepte l'amendement n° 163 de la commission (affectation des excédents des caisses gérant les fonds destinés à financer les formations des jeunes) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 184 de M. Alain Lambert - **Art. 35** (*destinataires du relevé des contrats de travail temporaire*) (p. 623) : s'oppose aux amendements, n° 118 de M. Robert Laucournet (suppression de l'allègement et de la simplification de certaines formalités administratives pesant sur les entreprises de travail temporaire) et n° 92 de M. Robert Pagès (maintien de l'obligation faite aux entreprises de travail temporaire de fournir des justificatifs de paiement des charges) - **Art. 36** (*suppression de la communication à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, des offres d'emploi lors de leur parution dans la presse*) (p. 625) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 94 de M. Robert Pagès - **Art. 37** (*suppression de l'avis du comité d'entreprise sur les augmentations de prix*) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 95 de M. Robert Pagès et n° 120 de M. Robert Laucournet - **Art. 38** (*protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel*) (p. 628) : accepte l'amendement n° 28 de la commission sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 158 (formalités relatives à la prise de sûreté et indication par le banquier du montant de la garantie réclamée) - (p. 629) : ses amendements, n° 160 : garanties accordées au



titre d'un contrat de cautionnement d'une dette professionnelle et harmonisation de la définition des dettes et des créances personnelles ; et n° 151 : prise en compte de la nécessité de protéger le patrimoine professionnel ; adoptés - (p. 630) : ses amendements, n° 162 et n° 183 : précisions relatives aux dates d'entrée en vigueur prévues ; adoptés - (p. 631) : s'oppose à la première partie de l'amendement n° 149 de M. Etienne Dailly (1°) suppression des paragraphes I, III et IV) et accepte la deuxième partie de cet amendement (2°) amélioration de l'information des cautions) - S'oppose à l'amendement n° 127 de M. Alain Lambert (suppression du paragraphe I portant sur l'obligation d'information précontractuelle à la charge de l'établissement de crédit) - Accepte l'amendement n° 28 de la commission (formalités relatives à la prise de sûreté et indication par le banquier du montant de la garantie réclamée) - Sur les amendements de la commission des lois, s'oppose au n° 70 (obligation de faire figurer un montant global) et accepte le n° 100 rédactionnel - S'oppose à l'amendement n° 128 de M. Alain Lambert (suppression du paragraphe III relatif au cas où il y a poursuite sur les biens de l'entrepreneur) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 29 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 130 de M. Alain Pluchet (possibilité pour le créancier de bénéficier d'une mesure conservatoire sur ses biens personnels) - **Après l'art. 38** (p. 633) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Robert Pagès (mise à la disposition des entreprises individuelles d'une ligne prioritaire de financement par le réseau des caisses d'épargne) - **Art. 39** (*développement de l'initiative économique et reprise des immobilisations incorporelles ou corporelles des entreprises*) (p. 634) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 98 de M. Robert Pagès - **Art. 40** (*institution d'une présomption d'activité indépendante exercée hors de tout contrat de travail*) (p. 635) : accepte l'amendement n° 54 de la commission des affaires sociales (présomption d'absence de contrat de travail) - (p. 636) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Robert Laucournet (suppression de la notion de subordination permanente) - Son amendement n° 185 : caractère juridique du lien de subordination ; adopté - **Art. 31** (*précédemment réservé p. 607*) (*limitation des possibilités de requalification en contrat de travail du contrat liant un entrepreneur individuel à un donneur d'ouvrages*) (p. 638) : accepte l'amendement de coordination n° 38 de la commission des affaires sociales - **Après l'art. 40** : accepte l'amendement de cohérence n° 56 de la commission des affaires sociales - **Après l'art. 29** (suite) (p. 639) : accepte l'amendement n° 22 de la commission et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 166 de la commission des affaires sociales - **Après l'art. 40** (suite) (p. 640) : demande le retrait de l'amendement n° 30 de la commission (rapport du Gouvernement sur l'aménagement du territoire et les incitations fiscales et sociales à l'implantation des entreprises) - Discussion du projet de loi sur l'aménagement du territoire - (p. 641) ; accepte l'amendement n° 167 de la commission (statut indépendant des vendeurs à domicile) - **Art. 16** (suite) (p. 642) : accepte l'amendement n° 182 de la commission (simplification des formalités d'immatriculation au registre du commerce pour les petites entreprises et protection des bailleurs et copropriétaires) - **Sur l'ensemble** (p. 645) : problème de la déductibilité des cotisations obligatoires en matière de retraite - Qualité du travail accompli en commun - Remerciements.

- **Hommage aux victimes du tragique accident survenu au supermarché Casino de Nice** (26 janvier 1994) (p. 612).

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 276 (93-94)] - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 689) : remerciements - Article 4 relatif à la transmission de données par voie électronique - **Art. 4** (p. 696) : son amendement n° 1 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - (6 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 734, 735) : insuffisance des fonds propres des entreprises - Se déclare peu favorable à un relèvement du capital social des SA et des SARL - Banques - Fournisseurs - Lois du 1<sup>er</sup> mars 1984 sur la prévention des difficultés des entreprises et du 25 janvier 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaires - Statistiques sur les liquidations - (p. 736) : réforme du règlement amiable - Encouragement au

crédit bancaire par la restauration des sûretés bancaires en cas de liquidation - Moralisation des plans de cessions - Créanciers chirographaires - (p. 737) : demande l'adoption de cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (28 novembre 1994) (p. 6305) : éléments chiffrés - Formation professionnelle des commerçants - Aménagement du territoire - Programme d'orientation pour l'artisanat - (p. 6306) : maîtrise des équilibres commerciaux - Maintien du commerce en zone rurale et dans les centres-villes - Loyauté de la concurrence - (p. 6307) : chambres de métiers et chambres de commerce et d'industrie - Refonte du système électoral des chambres de commerce et d'industrie - Entreprises et développement économique - Simplification des contraintes administratives pesant sur les entreprises - (p. 6308) : recodification - Transmission des entreprises - Loi relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle - (p. 6309, 6310) : financement des entreprises - Epargne de proximité - Financement de l'innovation - (p. 6322) : droit fixe de la taxe pour frais des chambres de métiers - Taxe sur les salaires - Délais de paiement privé et public - (p. 6323) : relance de la consommation - Allègement des charges sociales - Equilibre commercial et aménagement du territoire - (p. 6324) : entreprises individuelles - Transmission d'entreprises - Urbanisme commercial - « Hard discounters » - (p. 6325) : aide aux artisans et aux commerçants en difficulté - Création d'entreprises - « Travail au noir » - (p. 6326) : moyennes surfaces commerciales - Schémas directeurs d'urbanisme commercial - Institut polytechnique pour les métiers - « Passeport pour les métiers » - (p. 6327) : accepte l'amendement n° II-1 de M. René Ballayer (fixation du maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers à 570 francs) - Prélèvements obligatoires - Financement des chambres de métiers - **Examen des crédits** - **Après l'art. 55** (p. 6328) : ses amendements n° II-14 : réforme de la taxe sur les grandes surfaces ; et n° II-15 : dispositif d'aide aux commerçants et aux artisans en difficulté ; adoptés - Sur son amendement n° II-14 précité, accepte le sous-amendement n° II-22 de M. Jean-Jacques Robert.

**MADRELLE (Philippe)**, sénateur de la Gironde (S).

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**QUESTIONS**

*Questions orales sans débat :*

n° 131 (*JO Débats* du 1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2001) - Ministère : Jeunesse et sports - *Statut des éducateurs sportifs* - (Réponse : *JO Débats* du 18 juin 1994) (p. 2683) - **Sports**.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables** [n° 410 (93-94)] - (17 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2694, 2695) : transport fluvial - Aménagement du territoire - Création d'un fonds de péréquation pour le financement d'infrastructures - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi - **Art. 14** (*composition du parc de la batellerie*) (p. 2703) : se déclare opposé à l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction).

- **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres)** [n° 551 (93-94)] - (30 juin 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs*) (p. 3275) : son amendement n° 2, soutenu par M. Bernard Dus-saut : date de clôture de la chasse au gibier d'eau fixée au dernier jour de février ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Jeunesse et sports** - (4 décembre 1994) (p. 6711, 6713) : insuffisance des crédits - Fonds national pour le développement

de la vie associative, FNDVA - Associations - Bénévolat - Sport de haut niveau - Fonds national de développement du sport, FNDS - Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

**MALÉCOT (Kléber)**, sénateur du Loiret (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

##### *Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (28 novembre 1994) (p. 6319) : mesures relatives au soutien de l'activité économique - Financement des PME-PMI - Aménagement du territoire - Grande distribution - Transmission des entreprises - Votera ce projet de budget.

**MAMAN (André)**, sénateur des Français établis hors de France (NI).

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 275 (93-94)]* - (27 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 687) : avis défavorable des sénateurs représentant les Français établis hors de France sur le texte de la CMP.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'éducation [n° 471 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2023 à 2025) : nouveaux contrats pour l'école - Finalité du système éducatif - Maîtrise de la langue - Mathématiques - Langues étrangères - Développement du travail en commun - Faculté de continuer à apprendre - Faculté d'adaptation - (p. 2025) : participation des parents au système éducatif - Amélioration des conditions de travail - Formation des enseignants - Télévision éducative - Les sénateurs non-inscrits apporteront leur soutien à cette réforme.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

##### *Deuxième partie :*

**Culture et francophonie** - (26 novembre 1994) (p. 6251, 6253) : protection du patrimoine monumental - Priorité au service public culturel de proximité - Association nationale des écoles françaises de l'étranger, ANEFE - Dichotomie des structures gouvernementales relatives à la francophonie - Dysfonctionnements de l'Agence de coopération culturelle et technique, ACCT - Les sénateurs non inscrits voteront ce projet de budget.

**Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur** - (5 décembre 1994) (p. 6756) : avec les sénateurs non inscrits, votera le projet de budget - Universités payantes - (p. 6757) : information des élèves de terminale - Importance de l'orientation - Rapport entre les professeurs et les étudiants - Bibliothèques universitaires - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6765) : liens entre un étudiant et son université - Financement des universités.

**MANET (Michel)**, sénateur de la Dordogne (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances ; en démissionne ; puis membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 4 octobre 1994).

**MAREST (Max)**, sénateur de l'Essonne (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public (JO Lois et décrets du 1<sup>er</sup> décembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

##### *Deuxième partie :*

**Culture et francophonie** - (26 novembre 1994) (p. 6245, 6246) : création de la Fondation du patrimoine - Circulation des oeuvres entre les musées parisiens et les musées provinciaux - Bibliothèque nationale de France - Baisse des aides aux particuliers - Politique culturelle européenne - Le groupe du RPR soutiendra ce projet de budget.

**MARINI (Philippe)**, sénateur de l'Oise (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (JO Lois et décrets du 13 octobre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de loi de finances rectificative pour 1994 (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances, sur la transposition en droit français de la directive n° 93/22/CEE du Conseil des Communautés européennes du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières [n° 578 (93-94)] (4 juillet 1994) - **Marchés financiers.**

*Participation au rapport d'information*, déposée au nom de la commission des finances, sur les conditions d'exercice, par l'Etat, de ses responsabilités d'actionnaire [n° 591 (93-94)] (6 juillet 1994) - **Marchés financiers.**

*Proposition de loi*, tendant à permettre la création de fonds de pension [n° 222 (92-93)] (19 février 1993) - Reprise le 4 octobre 1994 - **Epargne.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les offres d'emploi et les publicités relatives à l'emploi figurant dans les journaux d'annonces gratuits [n° 608 (93-94)] (5 août 1994 - rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Emploi.**

*Participation au rapport d'information* sur les Sociétés de développement Régional [n° 44 (94-95)] (26 octobre 1994) - **Régions.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les offres d'emploi et les publicités relatives à l'emploi figurant dans les journaux d'annonces gratuits [n° 224 (93-94)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 décembre 1993) - Retirée le 4 août 1994 - **Emploi.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)]

adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires sociales, santé et ville - II - Ville** [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 3 (22 novembre 1994).

**Rapport spécial**, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Comptes spéciaux du Trésor** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 46 (22 novembre 1994).

**Rapport**, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 99 (94-95)] relatif aux conditions de privatisation de la société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 123 (94-95)] (7 décembre 1994) - **Privatisations**.

## QUESTIONS

### Questions orales sans débat :

n° 100 (JO Débats du 13 avril 1994) (p. 975) - Ministère : Agriculture - **Augmentation de capital de l'Institut de participation du bois et du meuble (IPBM)** - (Réponse : JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1523) - Bois et forêts.

n° 126 (JO Débats du 27 mai 1994) (p. 1941) - Ministère : Equipement - **Réalisation de la liaison fluviale Seine-Nord à grand gabarit** - (Réponse : JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2677) - Voies navigables.

n° 174 (JO Débats du 23 novembre 1994) (p. 5905) - Ministère : Justice - **Création de postes de magistrat du siège et de juge des enfants au tribunal de grande instance de Compiègne (Oise)** - Justice.

n° 175 (JO Débats du 23 novembre 1994) (p. 5905) - Ministère : Justice - **Insuffisance du nombre de places de détention et de surveillants de la maison d'arrêt de Compiègne (Oise)** - Prisons.

n° 178 (JO Débats du 26 novembre 1994) (p. 6189) - Ministère : Economie - **Remboursement de l'emprunt Russe** - Emprunts.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques** [n° 152 (93-94)] - (12 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 53) : restauration de l'Etat et clarification de ses fonctions - Reprise des économies - Décroissance nécessaire du poids des prélèvements obligatoires - (p. 54) : engagements internationaux de la France - Economie internationale - Détérioration de l'emploi : conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages - Politique de privatisation.

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 513, 514) : crise économique - Liberté d'entreprendre et sécurité juridique - Fonds propres des entreprises et crédits bancaires - Statut de l'entrepreneur individuel, de sa protection sociale et de son mode de couverture par les organismes sociaux - Contrat d'assurance de groupe - Développement des circuits de mobilisation de l'épargne pour toutes les catégories d'entreprises - (p. 515) : système d'incitation au capital-risque - Transmission d'entreprises et fiscalité sur les mutations à titre gratuit - Soutiendra ce projet de loi - **Art. 2 (remise d'un seul dossier à un guichet unique)** (p. 540) : se déclare favorable aux amendements identiques, n° 106 de M. Robert Laucournet et n° 132 de M. Etienne Dailly (faculté laissée au déclarant de saisir directement le greffe de sa demande d'inscription au registre du commerce) - **Après l'art. 4** (p. 548) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Xavier de Villepin (évaluation préalable des coûts induits par les formalités imposées par une loi ou un règlement aux entreprises, repris par M. Etienne Dailly - Risque de paralysie du système de décision.

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Art. 16 (possibilité de domicilier provisoirement une entreprise dans un local d'habitation)** (p. 572) : sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Paul Hammann (extension du bénéfice de cette faculté aux entreprises artisanales), son sous-amendement n° 176 : autorisation d'utilisation partielle d'un local d'habitation comme lieu d'exercice professionnel selon la procédure prévue par le code

de la construction et de l'habitation ; réservé jusqu'à la fin de la discussion des articles - **Art. 24 (réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises)** (p. 588) : sur l'amendement n° 58 de la commission des finances (mise en place des clubs d'investissement, définition de la structure et élargissement de la réduction d'impôt aux souscriptions réalisées par leur intermédiaire), son sous-amendement n° 74 : limitation à 50 du nombre des participants au cas où le club local d'investissement se constitue sous la forme d'une société civile ; devenu sans objet - (p. 589) : nécessité d'une structure adéquate pour mobiliser l'épargne de proximité - **Art. 16 (suite)** (p. 642) : sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Paul Hammann, son sous-amendement n° 176 ; devenu sans objet (précédemment réservé p. 575).

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - (6 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 756, 757) : loi du 1<sup>er</sup> mars 1984 sur la prévention des difficultés des entreprises et du 25 juin 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaires - Amélioration nécessaire du recours aux procédures collectives - Droits des créanciers - Vote de cette proposition de loi par le groupe du RPR - **Après l'art. 1<sup>er</sup> bis** (p. 767) : intervient sur l'amendement n° 2 de la commission saisie pour avis (faculté d'adhésion des entreprises individuelles à un groupement de gestion agréé) - Insuccès de la formule des groupements de prévention agréés.

**Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - **Art. 3 (information du président du tribunal par les commissaires aux comptes)** (p. 790) : votera l'amendement n° 17 de la commission (nouvelle rédaction) - Directoires et conseils de surveillance - **Après l'art. 3** (p. 796) : se déclare favorable à l'amendement n° 20 de la commission (relèvement du capital minimal des sociétés commerciales) - **Art. 2 bis (garantie de paiement de l'entrepreneur) (précédemment réservé)** (p. 808) : intervient sur l'amendement n° 94 de M. Pierre Fauchon (garantie par le versement direct de l'établissement de crédit à l'entrepreneur en cas de recours du maître d'ouvrage au financement par crédit ; protection du sous-traitant ; en l'absence de recours au crédit, garantie par un cautionnement solidaire), présenté au nom de la commission des lois, qu'il votera - **Avant l'art. 4** (p. 809) : retire l'amendement n° 137 de M. René Trégouët (substitution de la formule « soutien judiciaire » à la formule « redressement judiciaire », dont il est cosignataire) - **Art. 9 (désignation des contrôleurs)** (p. 822) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission saisie pour avis (possibilité pour le contrôleur de se faire représenter par l'un de ses salariés) et opposé à l'amendement n° 28 de la commission (possibilité pour le contrôleur de se faire représenter, y compris par ministère d'avocat) - **Art. 11 (soumission des offres par les tiers)** (p. 826) : sur l'amendement n° 29 de la commission (personnes exclues y compris par personne interposée), se déclare favorable au sous-amendement n° 185 de M. Jean François-Poncet (dérogation possible en cas d'une exploitation agricole).

**Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - **Art. 61 (entrée en vigueur)** (p. 901) : sur l'amendement n° 93 de la commission (non-application aux procédures en cours à la date de son entrée en vigueur), son sous-amendement n° 136, soutenu par M. Philippe de Gaulle ; réservé.

**Suite de la discussion** - (12 avril 1994) - **Art. 36 (cession de biens grevés de sûretés) (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875)** (p. 915) : se déclare favorable à l'amendement n° 60 de la commission (transfert au cessionnaire de la charge des sûretés garantissant le remboursement d'un crédit consenti pour le financement d'un bien sur lequel portent ces sûretés) - **Art. 17 (ordre de paiement des créances) (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875) (par priorité)** (p. 922) : votera l'amendement n° 34 de la commission (frais de justice) - **Art. 61 (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 901)** (p. 934) : sur l'amendement n° 93 de la commission, son sous-amendement n° 136 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1147, 1148) : moyens nécessaires à l'application de ce texte - Remerciements - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** [n° 174 (93-94)] - (26 avril 1994) - **Art. 3** (*contrôle des activités professionnelles des fonctionnaires mis en disponibilité ou ayant cessé définitivement leurs fonctions*) (p. 1253) : se déclare opposé à l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (démission automatique de la fonction publique pour les fonctionnaires travaillant depuis six mois dans le secteur privé).

– **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise** [n° 389 (93-94)] - (25 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1831) ; conception de l'organisation de l'entreprise, de l'économie et de la participation - (p. 1832) ; développement de l'épargne salariale - Proposition de M. Jean Chérioux - Dispositions fiscales - Cas de déblocage anticipé de la participation liés à la conjoncture économique - (p. 1833) ; fidélité à la conception de la participation du général de Gaulle - Le groupe du RPR soutiendra ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française - Deuxième lecture** [n° 437 (93-94)] - (26 mai 1994) - **Art. 3** (*présentation du texte français et de ses traductions éventuelles*) (p. 1904) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 2 de la commission et n° 7 de M. Ivan Renar (suppression du dernier alinéa relatif au recours au pouvoir réglementaire pour la définition des dérogations dans le domaine des transports internationaux et dans les régions frontalières).

– **Projet de loi relatif à l'habitat** [n° 416 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2065, 2067) : crise immobilière - Relance du bâtiment et des travaux publics - Politique du logement - Fluidité du marché immobilier - Nécessité de rendre confiance aux investisseurs - Fiscalité - Epargne en faveur du logement - Vente des logements d'HLM - Rapports locatifs - Régime des copropriétés.

**Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2098) : se déclare favorable à l'amendement n° 47 de M. José Balarello (fixation des objectifs de vente de logements par le conseil d'administration ou de surveillance de chaque organisme d'HLM ; recommandations du conseil départemental de l'habitat) - **Art. 4** (*allègement des contraintes imposées en cas de vente de logements*) (p. 2106, 2107) : se déclare opposé à l'amendement n° 118 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe I relatif aux conditions de vente du logement) - **Après l'art. 5** (p. 2112) : son amendement n° 48 : diagnostic sur la qualité du bien offert ; information sur les gros travaux à entreprendre dans les parties communes ; adopté - (p. 2114) : son amendement n° 50 : droits à présentation d'un locataire acquis par les entreprises titulaires de convention de réservation de logements locatifs ; retiré.

**Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - **Après l'art. 21** (p. 2214) : son amendement n° 46 : taxe sur les bureaux instituée le 1<sup>er</sup> janvier 1990 ; cas des locaux vacants depuis au moins trois mois ; retiré.

– **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales - Deuxième lecture** [n° 428 (93-94)] - (13 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2468) : importance des dispositions relatives aux garanties d'emprunt - Votera ce projet de loi.

– **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public** [n° 427 (93-94)] - (13 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2472) : organisation de la gestion de l'Etat - Finances publiques et valorisation du patrimoine immobilier de l'Etat - Recherche de voies nouvelles de débudgétisation - Recours au crédit-bail - (p. 2473) : transposition de ces dispositions aux collectivités territoriales - Le groupe du RPR soutiendra le Gouvernement dans cette nécessaire rénovation du code du domaine de l'Etat - **Question préalable** (p. 2481) : intervient contre la motion n° 15 de M. Claude Estier tendant à opposer la question préalable - Caractère constitutionnel des dispositions du présent texte.

– **Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables** [n° 410 (93-94)] - (17 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2693, 2694) : infrastructure fluviale à

grand gabarit - Profession de la batellerie - Compagnie nationale du Rhône - Aménagement du territoire - Création de fonds spécifiques - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2697) : intervient à propos de l'amendement n° 13 de M. Félix Leyzour (projet de loi relatif à la modernisation du niveau de transport fluvial et aux conditions de son financement).

– **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes** [n° 424 (93-94)] - (23 juin 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2950) : votera contre l'amendement n° 60 de Mme Michelle Demessine (remise par le Gouvernement à la commission européenne d'un projet de directive organisant la protection sociale complémentaire, en particulier des populations insuffisamment couvertes) - **Art. 2** (*modalités de désignation et clauses de réexamen*) - **Art. L. 912-1 du code de la sécurité sociale (mutualisation des risques dans le cadre d'un accord professionnel ou interprofessionnel)** (p. 2955, 2957) : ses amendements, n° 35 et n° 37 (procédures de consultation préalable) ; retirés - **Art. L. 912-2 du code précité (garanties des risques dans le cadre d'un accord d'entreprise)** (p. 2959) : ses amendements, n° 36 et n° 38, de coordination avec les précédents ; retirés.

**Suite de la discussion** - (24 juin 1994) : **Art. 10** (*statut des institutions de retraites supplémentaires*) (p. 3004) : provisionnement des engagements des institutions - Adhésion des banques au régime de l'ARRCO et de l'AGIRC - **Art. L. 941-2 du code précité (obligation de provisionnement)** : se déclare opposé à l'amendement n° 51 de M. Alain Vasselle (garantie des engagements des institutions de retraite supplémentaire ; possibilité de caution des organismes bancaires) - **Avant l'art. 12** (p. 3009) : son amendement n° 49 : conventions d'assurance pour les contrats d'assurance-maladie ; abaissement du taux de la taxe et suppression de l'exonération dont bénéficient pour ces contrats les organismes régis par le code de la mutualité et le code de la sécurité sociale ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - (p. 3011) : mutuelles.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - (28 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3059, 3060) : Caisse des dépôts et consignations - Protection de l'épargne - Activités d'assurance - Droit des actionnaires minoritaires - Petites et moyennes entreprises - Sociétés de développement régional - Avis favorable du groupe du RPR sur ce texte - **Art. 5** (*contrats d'assurance de groupe*) (p. 3077, 3078) : intervient à propos des amendements, n° 7 de la commission (responsabilité de la compagnie d'assurance ; information des adhérents) et n° 147 de M. Etienne Dailly (responsabilité de la compagnie d'assurance à l'exception des actes pour lesquels elle n'aurait pas donné pouvoir à l'association) - **Art. 12** (*modification des statuts du Comptoir des entrepreneurs*) (p. 3090) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 61 de M. Robert Vizet - **Art. 13** (*modification de la durée du mandat du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations*) (p. 3092, 3093) : contrôle du Parlement - Commission de surveillance - (p. 3097) : sur l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 149 ; retiré - **Après l'art. 14** (p. 3105) : son amendement n° 140 : opérations de pension ; adopté.

**Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Après l'art. 17** (p. 3142, 3143) : sur l'amendement n° 12 de la commission (contrôle par le Parlement des comptes des sociétés du secteur public dans lesquelles l'Etat détient une participation majoritaire), se déclare favorable au sous-amendement n° 160 du Gouvernement - (p. 3144) : se déclare favorable à l'amendement n° 150 de la commission (abrogation des dispositions de l'article 11 de la loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public relatives au nombre de mandats successifs des administrateurs des entreprises publiques) - **Art. 18** (*représentation des collectivités territoriales dans les conseils d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes*) (p. 3148) ; se déclare favorable à l'amendement n° 105 de M. René Tréguët (exercice minimum par les collectivités territoriales du tiers des droits de vote quelle que soit la quotité du capital qu'elles détiennent) - **Avant l'art. 19 bis** - *En remplacement de M. Jean Arthuis, rapporteur* (p. 3167) : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission des lois saisie pour avis (suppression des articles 11 et 13 de la

loi du 11 février 1994 sur l'entreprise individuelle et l'initiative relatifs à l'effectif des conseils d'administration et de surveillance des sociétés anonymes - *A titre personnel* (p. 3169, 3170) : se déclare opposé aux amendements de la commission des lois saisie pour avis, n° 26 (abrogation de l'article 12 de la loi précitée relatif à la condition d'ancienneté exigée pour le salarié qui entre dans un conseil d'administration) et n° 27 (abrogation de l'article 14 de la loi précitée relatif à la présence des salariés dans les conseils de surveillance des sociétés anonymes à directoire) - **Art. 20 quater** (*participation des caisses d'épargne à une société par actions simplifiée*) (p. 3179) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 33 de la commission des lois saisie pour avis - **Après l'art. 20 quater** (p. 3181) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de la commission (défense des petits investisseurs) - **Après l'art. 39 bis** (p. 3205) : ses amendements n° 57 : comptabilisation des frais d'émission des emprunts et de la fiscalité qui leur est applicable ; adopté ; et n° 87 : traitement fiscal des indemnités d'assurance perçues par les entreprises à la suite de sinistres ; retiré - **Après l'art. 39 ter** (p. 3207) : son amendement n° 88 : plafonnement de la taxe professionnelle ; retiré - **Après l'art. 43 (précédemment réservé p. 3213)** (p. 3236) : son amendement n° 141, soutenu par M. Emmanuel Hamel : cartes grises des voitures accidentées retirées de la circulation ; retiré - **Art. 48 (précédemment réservé p. 3218)** (*législation des subventions accordées par les collectivités territoriales aux groupements sportifs à but lucratif*) (p. 3239) : son amendement n° 142, soutenu par M. Emmanuel Hamel : interdiction de la pratique des subventions des collectivités territoriales aux groupements sportifs professionnels à partir du 31 décembre 1995 ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse [n° 560 (93-94)]** - (11 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3846, 3847) : décentralisation - Fiscalité du patrimoine - Corse et Union européenne - Baisse des prélèvements obligatoires - Spécialisation des impôts locaux par niveaux de collectivité - Le groupe du RPR apportera son soutien au ministre pour ce projet de loi - **Avant l'art. 3** (p. 3859) : se déclare opposé à l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Masseret (réduction d'impôt sur le revenu égale à 50 % des apports en numéraires versés aux entreprises corses par les contribuables corses).

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes - Deuxième lecture [n° 580 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - **Art. 12 A (utilisation des fichiers nominatifs)** (p. 3878, 3880) : ses amendements n° 1, n° 2 et n° 3 : modification de la loi « Informatique et libertés » et restriction d'utilisation des fichiers nominatifs ; retirés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3882) : votera ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la recherche [n° 1 (94-95)]** - (4 octobre 1994) (p. 4006, 4007, 4008) : Rôle de l'Etat - Budget pour 1995 - Grands programmes de recherche - Recherche au service de l'économie et de l'emploi - Financement de la recherche - Indépendance technologique - Débudgétisation - Le RPR soutient la politique du ministre de la recherche.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)] - Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Après l'art. 30** (p. 4307) : se déclare favorable à l'amendement n° 192 de M. Alain Vasselle (voix délibérative aux représentants de la propriété foncière) - **Après l'art. 36** (p. 4321) : se déclare favorable à l'amendement n° 106 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)] - Suite de la discussion** - (21 octobre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4636) : le groupe du RPR porte une appréciation très positive sur ce projet de loi - Révalorisation de la condition judiciaire - Amélioration des moyens de travail des services judiciaires et de la justice ainsi que de l'administration pénitentiaire - Protection judiciaire de la jeunesse.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la**

**discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4798, 4799) : département de l'Oise - Voies navigables - Financement d'un programme fluvial à grand gabarit - PMI, PME ; sociétés de développement régional - Votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 4873) : ne votera pas l'amendement de suppression n° 230 de M. Félix Leyzour.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6 (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4901) : se déclare opposé à l'amendement n° 148 de M. Yvon Bourges (nouvelle rédaction : rôle du conseil régional dans l'élaboration du schéma régional) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4933, 4934) : se déclare favorable à l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur) et sur cet amendement, défavorable au sous-amendement n° 578 du Gouvernement - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 4958) : sur l'amendement n° 71 de la commission (révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports), votera le sous-amendement n° 605 de M. Paul Girod.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5008) : sur l'amendement n° 78 de la commission (désignation d'une collectivité chef de file), se déclare favorable au sous-amendement n° 607 de M. Paul Girod et reprend le sous-amendement n° 608 du même auteur ; rejeté - (p. 5018) : sur l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays), se déclare favorable au sous-amendement n° 609 de M. Paul Girod - **Art. 11 bis (par priorité) (article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants)** (p. 5044) : intervient sur l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire pouvoir d'autorisation du préfet).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité)** (p. 5129) : sur l'amendement n° 95 de la commission (nouvelle rédaction), ses sous-amendements, soutenus par M. Paul Girod, n° 624 et n° 619 ; retirés - Son amendement n° 215, soutenu par M. Paul Girod : création d'un fonds d'investissement fluvial ; retiré.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Avant l'art. 17** (p. 5184) : votera l'amendement n° 103 de la commission (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France) - Sur cet amendement, se déclare défavorable au sous-amendement n° 640 de M. Louis Perrein (conditions d'abonnement pour les salariés) - **Art. 17 (fonds national de développement des entreprises)** (p. 5189, 5190) : parole sur l'article - (p. 5195, 5196) : sur l'amendement n° 106 de la commission (nouvelle rédaction), soutient le sous-amendement n° 616 de M. Jean Arthuis - Soutient l'amendement n° 364 du même auteur (mention des sociétés de développement régional) - (p. 5202) : sur l'amendement n° 106 précité, se déclare opposé au sous-amendement n° 588 du Gouvernement - **Art. 18 bis (champ des exonérations temporaires de taxes professionnelles accordées dans le cadre de l'aménagement du territoire aux entreprises procédant à des reconversions ou des reprises d'établissements en difficulté)** (p. 5213) : parole sur l'article - **Art. 19 (exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé)** (p. 5228) : s'abstiendra sur l'amendement n° 24 de M. René Régnault (calcul de la compensation par l'Etat des exonérations de taxe professionnelle) - **Après l'art. 19 bis** (p. 5237) : se déclare favorable à l'amendement n° 112 de la commission (mesures d'exonération de cotisations sociales en faveur d'entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 629 du Gouvernement.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Avant l'art. 19 ter** (p. 5254) : votera l'amendement n° 321 de M. Paul Girod (augmentation des plafonds pour la déduction du revenu imposable des pertes consécutives à l'investissement dans une PME

en cessation de paiement) - **Art. 19 ter** (*schéma départemental d'urbanisme commercial*) (p. 5256) : parole sur l'article - (p. 5258) : son amendement n° 349 : conformité des décisions des commissions d'équipement commercial au schéma départemental ; retiré - **Après l'art. 19 ter** (p. 5274) : son amendement n° 217 : changement d'exploitation des grandes surfaces : nouvelle autorisation pour la réutilisation des locaux laissés vacants ; retiré - **Art. 23** (*rapport sur la réforme de la taxe professionnelle*) (p. 5314) : décentralisation.

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés** [n° 28 (94-95)] - (15 novembre 1994) - **Après l'art. 10** : son amendement n° 17 : interdiction de publier des annonces d'offres de services laissant croire qu'ils sont gratuits ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5581) : le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - (16 novembre 1994) - **Art. 22 (par priorité)** (*actions expérimentales en faveur du reclassement des bénéficiaires de l'allocation unique dégressive*) (p. 5681) : se déclare favorable à l'amendement n° 47 de la commission (exclusion de l'assiette de l'impôt en faveur de l'aide financière apportée à l'entreprise par le régime d'assurance chômage).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 5726) : appel à la volonté de l'Etat par le biais de l'amendement n° 66 de M. Jean Chérioux (dépistage du sida), auquel il se déclare favorable - **Après l'art. 11** (p. 5775) : son amendement n° 64 : prise en compte des besoins liés à la dépendance des personnes âgées ; retiré - (p. 5777) : Rôle des associations - (p. 5779) : se déclare favorable à l'amendement n° 71 du Gouvernement (assujettissement des revenus complémentaires représentés par les plus-values sur les options de souscription ou d'achat d'actions aux cotisations sociales et à la CSG) - Rôle des options de souscription d'actions.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5891, 5893) : économie française - Déficit budgétaire - Financement des administrations publiques - Produit des privatisations - RMI.

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Après l'art. 3** (p. 5990) : reprend l'amendement n° I-2 de M. Etienne Dailly sous le même numéro puis le retire (imposition des parts ou actions des sociétés rachetées par ses salariés) - **Après l'art. 4** (p. 5995) : se déclare opposé à l'amendement n° I-3 de M. René Ballayer, retiré puis repris par M. René Régault sous le même numéro (exonération pour les chambres des métiers de la taxe sur les salaires pour l'ensemble des rémunérations qu'elles versent à leurs agents) - Son amendement n° I-107 : exonération de taxes sur les salaires pour les rémunérations des personnes employées par les associations de services aux personnes âgées dépendantes ; retiré - **Après l'art. 4 bis** (p. 5998) : son amendement n° I-108 : imposition des plus-values à court terme réalisées à la suite de la perception d'indemnités d'assurances ou de l'expropriation d'immeubles figurant à l'actif de l'entreprise ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 6002) : se déclare opposé à l'amendement n° I-32 de M. Robert Vizet (crédits aux entreprises) - **Après l'art. 6 bis** (p. 6012) : intervient sur l'amendement n° I-85 de M. Alain Lambert (exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour des logements à caractère social) - **Art. 7** (*application du taux normal de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique distribués par réseaux publics*) (p. 6021) : son amendement n° I-109 ; abonnements relatifs aux livraisons d'électricité effectuées par les sociétés coopératives visées à l'article L. 531-1 du code rural ; retiré - (p. 6022, 6023) : soutient l'amendement n° I-167 de M. Jean-Paul Delevoye (abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique, à usage domestique, distribuée par réseaux publics) - **Art. 8** (*modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel*) (p. 6035) : son amendement n° I-110 : maintien à 33,5 centimes de l'écart entre la taxe sur le carburant sans plomb et sur le super-carburant

plombé ; adopté - **Après l'art. 8** (p. 6040) : intervient sur l'amendement n° I-79 de M. Michel Souplet (exonération de la TIPP pour les huiles de colza) - **Art. 11 (par priorité)** (*pérennisation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 % appliquée aux bases de taxe professionnelle*) (p. 6051) : se déclare favorable à l'amendement n° I-7 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 13 bis (par priorité)** (*augmentation du taux de prélèvement effectué sur la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport*) (p. 6065) : se déclare opposé à l'amendement n° I-92 de M. Jean-Pierre Masseret (remplacement du taux de 2,4 % par celui de 2,8 %).

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 12 ter (par priorité)** (p. 6088) : sur l'amendement n° I-12 de la commission (plan d'option d'achat d'actions dont bénéficient les salariés des sociétés), son sous-amendement n° I-181 ; retiré - (p. 6094) : son amendement n° I-113 : extension à l'ensemble des entreprises soumises au régime réel d'imposition sur le revenu des déductions fiscales pour investissement en faveur des exploitants agricoles soumis au même régime fiscal ; retiré - (p. 6095) : son amendement n° I-114 : scission de sociétés ; adopté - (p. 6098, 6099) : ses amendements n° I-112 : alignement du régime des droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts des banques coopératives ou mutualistes sur celui des cessions d'actions ; adopté ; et n° I-111 : taxe sur les contrats d'assurance ; retiré - **Art. 12 ter** (*majoration du taux d'imposition des plus-values à long terme réalisées par les sociétés*) (p. 6128) : son amendement n° I-99, soutenu par M. Emmanuel Hamel : maintien du taux d'imposition des plus-values de 18 % pour les produits de la propriété industrielle ; rejeté - **Après l'art. 13 bis** (p. 6134) : son amendement n° I-115, soutenu par M. Michel Rufin : relèvement du tarif de la redevance affectée au Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE ; rejeté.

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (28 novembre 1994) - **Examen des crédits** - **Art. 55** (*droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers*) (p. 6327) : intervient sur l'amendement n° II-1 de M. René Ballayer (fixation du maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers à 570 francs) - Taxe sur les salaires - Financement des chambres de métiers.

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) (p. 6349) : création d'entreprises - Société de développement régional, SDR - Structures financières des PME - Caisse des dépôts et consignations - (p. 6350) : comptes pour le développement industriel, CODEVI - Fonds national d'aide à la création d'entreprises - Fonds consacrés aux transports aériens - Votera ce projet de budget.

**Charges communes et comptes spéciaux du Trésor** - (6 décembre 1994) - Rapporteur spécial (comptes spéciaux du Trésor) - (p. 6883) : maîtrise des dépenses publiques - Comptes spéciaux du Trésor issus du projet de loi d'orientation pour le développement et l'aménagement du territoire : Fonds de péréquation des transports aériens et Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables - (p. 6884) : Fonds forestier national - Fonds national de développement du sport - Fonds national de développement des adductions d'eau - Direction des constructions navales et Centre national de la cinématographie - Besoin en capital des entreprises publiques - (p. 6885) : part de la redevance télévisuelle versée à la chaîne Arte - Fiscalité pétrolière - (p. 6891) : comptes d'avances et de prêts à l'égard des Etats étrangers - Dossier des emprunts russes - Produit des privatisations et développement des fonds propres des PME - **Examen des crédits** - **Art. 29** (*création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « fonds de péréquation des transports aériens »*) (p. 6894, 6895) : son amendement n° II-40 : composition du comité de gestion du fonds de péréquation des transports aériens ; adopté - **Art. 30** (*création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables »*) : son amendement n° II-41 ; composition du comité de gestion du fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables ; adopté - **Art. 32** (*mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale*) (p. 6896, 6897) : financement du Grand Stade - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-36 de M. Jean Faure (suppression des

crédits destinés à la construction du Grand Stade à Saint-Denis) - **Après l'art. 32** (p. 6900) : s'oppose à l'amendement n° II-43 de Mme Hélène Luc (mise en place d'un observatoire permanent de la dépense nationale en matière d'équipements sportifs).

**Affaires sociales, santé et ville - II - Ville** - (9 décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 7073) : importance de l'effort budgétaire - Contrats de ville - (p. 7074) : méthodologie budgétaire - Délégation interministérielle à la ville - Fonds d'aménagement de la région d'Ile-de-France - (p. 7075) : clarification de la politique de la ville - Amélioration de la gestion des crédits - Maisons de justice - Fonds interministériel d'intervention pour la politique de la ville - Avis favorable de la commission sur ce projet de budget - Diversité de l'habitat - Conférences communales de l'habitat - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 7089, 7090) : son amendement n° II-64 : réduction des crédits de 10 millions de francs ; adopté - Rattachement de la délégation interministérielle à la ville - Diversité du logement et mise en place des commissions communales pour le logement.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 46** (p. 7207) : son amendement n° II-86, soutenu par M. Alain Lambert : substitution à l'actuelle réduction d'impôt sur les intérêts d'emprunts afférents à l'acquisition d'un logement neuf d'un dispositif équivalent au système Quilès-Mehaignerie ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 7285) : conditions de privatisation de la SEITA - Contexte et raisons de cette privatisation - Respect de l'environnement économique et juridique de l'entreprise - (p. 7286) : aménagement du territoire - Fiscalité du tabac - Statut du personnel de la SEITA - Relations de la SEITA avec les planteurs de tabac et les débitants de tabac - Monopole de la vente au détail des produits du tabac - Répartition du capital entre différentes catégories d'actionnaires - Souhaité voir élargi le rôle des débitants de tabac dans l'opération de privatisation - **Question préalable** (p. 7296, 7298) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Caractère néfaste du contrôle du capital de la SEITA par l'Etat - Fiscalité du tabac - Statut du personnel - **Santé publique - Motion tendant au renvoi à la commission** (p. 7298, 7299) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Hélène Luc tendant au renvoi à la commission - Loi de 1993 sur les privatisations - Audition par la commission des syndicats et des représentants du personnel - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7300, 7302) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 10 (abrogation de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation) et n° 12 (retrait de la SEITA de la liste des entreprises nationales privatisables et contrôle de la totalité du capital par l'Etat), ainsi qu'à l'amendement n° 5 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (maintien de l'Etat comme actionnaire prépondérant de la SEITA) - **Art. 1<sup>er</sup> (suppression de la référence à la loi de démocratisation du secteur public)** (p. 7304) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti n° 11 de suppression, n° 13 (interdiction de cession directe ou indirecte de titres de la SEITA à des personnes physiques ou morales étrangères ou sous contrôle étranger) et n° 19 (représentation des personnels au conseil d'administration et maintien de la proportion des représentants des salariés à son niveau actuel) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7305) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Louis Minetti (maintien des monopoles d'importation, de fabrication et de commercialisation en gros des produits tabacoles de la SEITA) - **Art. 2 (statut du personnel)** (p. 7307, 7308) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti n° 15 de suppression, n° 16 (nouvelle rédaction relative au statut du personnel), n° 17 (maintien du statut actuel du personnel) et n° 18 (pérennisation du régime de retraite établi antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 2 juillet 1980) ainsi qu'aux amendements de Mme Maryse Bergé-Lavigne n° 6 (maintien des dispositions du statut actuel), n° 7 (délai de la négociation collective) et n° 8 (suppression du délai butoir pour la conclusion de la nouvelle convention collective) - **Après l'art. 2** (p. 7311) : demande le retrait des amendements n° 4 de M. Jean François-Poncet (obligation faite à l'Etat et à la SEITA de veiller avec l'appui de l'Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture, ONIFLHOR, au maintien

et au développement de la production nationale de tabac) et n° 21 de M. Louis Minetti (maintien de plans pluriannuels négociés entre les organisations représentatives des planteurs de tabac français et la SEITA) faute de quoi il les rejettera - (p. 7314) : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (garantie de l'Etat sur le versement et la revalorisation des retraites de la SEITA) - (p. 7315) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Louis Minetti (mission des services de recherche et de développement de la SEITA au profit de l'amélioration des caractéristiques des produits tabacoles et de leur usage) - **Art. 3 (réseau des débitants de tabac)** (p. 7316) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 22 de M. Louis Minetti - Son amendement n° 2 ; possibilité pour les débitants de tabac de souscrire des actions de la SEITA avec un rabais maximal de 5 % lorsqu'ils conservent les titres pendant une durée de deux ans ; adopté - **Après l'art. 3** : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Louis Minetti (interdiction d'acheter les actions de la SEITA au moyen de paiements échelonnés).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)] - Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 19 ter** (p. 7570) : son amendement n° 89, soutenu par M. Emmanuel Hamel : abrogation dans certains cas de création de magasins de l'autorisation préalable afférent à l'exploitation des surfaces de vente des locaux libérés ; adopté - **Art. 19 ter BA (régime fiscal du crédit-bail immobilier)** (p. 7605 ; précédemment réservé, p. 7567) : son amendement n° 82 : régime fiscal des sociétés de crédit-bail et précisement des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie, SICOMI ; retiré - (p. 7606, 7608) : ses amendements, n° 83 : règle de droit commun qui s'applique aux titulaires de revenus non commerciaux ; n° 84 de précision ; n° 85 : rectification d'une erreur matérielle ; et n° 86 rédactionnel ; adoptés - **Après l'art. 24 ter** (p. 7631) : se déclare opposé à l'amendement n° 196 de M. Aubert Garcia (précision par décret des conditions d'application de l'article 24 ter après concertation des communautés urbaines intéressées).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 7741) : se déclare favorable à l'amendement n° 24 de M. Michel Souplet (extension du bénéfice des dispositions fiscales concernant les unités de production d'éthanol à des unités qui produiraient des esters et des huiles de colza) - **Après l'art. 17** (p. 7754) : se déclare favorable à l'amendement n° 32 du Gouvernement (validation des impôts annulés pour vice de forme par certaines collectivités territoriales) - Situation de deux structures intercommunales du département de l'Oise - **Art. 26 bis (régime fiscal des opérations publiques d'échanges d'actions)** (p. 7758) : son amendement n° 27 : extension du sursis d'imposition au remboursement d'obligations en actions de la même société ; adopté - **Après l'art. 26 bis** (p. 7759) : son amendement n° 28 : mesures en faveur des opérations de restructuration des groupes ; adopté - **Après l'art. 26 ter** : son amendement n° 29 : mise en conformité des dispositions de l'article 39-1 1°) quater du code général des impôts avec le plan comptable général ; adopté - **Art. 26 quater (modification du régime des opérations groupées de restauration immobilière)** (p. 7761) : son amendement n° 30, sur le même objet que l'amendement n° 12 de la commission : mesures spécifiques pour une opération non encore engagée au 1<sup>er</sup> janvier 1995 mais déclarée d'utilité publique avant cette date ; retiré - **Après l'art. 26 sexies** (p. 7763) : son amendement n° 31 : report d'imposition des plus-values en cas d'échanges successifs ; retiré - (p. 7764) : son amendement n° 21 : suppression de la dépendance entre la réintégration de l'amortissement financier du preneur du contrat de crédit-bail et la situation du bailleur ; adopté - (p. 7765) : se déclare favorable à l'amendement n° 23 de M. Jean Chérioux (exonération de la taxe sur les salaires pour les rémunérations versées par un particulier occupant un seul employé à domicile et extension du bénéfice de cette mesure, sous certaines conditions, aux personnes employant plusieurs salariés) - **Art. 28 (prélèvements sur les jeux de loterie individuels, portables et jetables exploités par la Société française des jeux)** (p. 7770, 7771) : risque de développement de la Société française des jeux au détriment des activités du PMU - Points de vente des bulletins de jeux - Se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 15 de la

commission - **Après l'art. 32** (p. 7772) : son amendement n° 17 : situation du Comptoir des entrepreneurs ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public** [n° 162 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. 6** (p. 8030) ; point de vue du président de l'Assemblée nationale sur la distribution d'eau aux collectivités locales - Ouverture d'un débat à ce sujet - **Après l'art. 12** (p. 8042) : nombreux moyens de contrôle existant en matière de vente d'armes - Maintien d'une charge de travail suffisante pour les arsenaux - Morale et efficacité en matière d'armement.

**MARQUÈS (René)**, sénateur des Pyrénées-Orientales (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Chine du 5 au 18 septembre 1994, chargée d'étudier la situation de l'économie de ce pays, ainsi que ses relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 66 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Chine**.

**MASSERET (Jean-Pierre)**, sénateur de la Moselle (S).

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Jeunesse et sports** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 30 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques** [n° 152 (93-94)] - (12 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 51) : dépenses de 1994 - Arrêt de la croissance économique - Problème de l'emploi - (p. 52) : économies réalisées - Avantages fiscaux - Déficit budgétaire - Croissance économique - Baisse du prix du pétrole brut - Fiscalité lourde sur le pétrole.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2529, 2531) : instabilité internationale - Dissuasion nucléaire - Transport de forces armées - Personnels - Engagés - Insuffisance des programmes de matériels lourds - Politique de défense européenne - Industrie de défense - Etat-major - Abstention sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - (28 juin 1994) - **Art. 5 (contrats d'assurance de groupe)** (p. 3078) : son amendement n° 110, soutenu par M. René Régnauld : suppression du paragraphe I qui restreint le champ d'application de l'article ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Avant l'art. 17** (p. 3137) : son amendement n° 122, soutenu par M. René

Régnauld : abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993 ; rejeté - **Après l'art. 43 (précédemment réservé p. 3213)** (p. 3236) : son amendement n° 129, soutenu par M. René Régnauld : cartes grises des voitures accidentées retirées de la circulation ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse** [n° 560 (93-94)] - (11 juillet 1994) - **Avant l'art. 3** (p. 3858, 3859) : ses amendements, n° 22 : mobilisation de l'épargne de proximité au bénéfice des entreprises locales en Corse ; et n° 25 : réduction d'impôt sur le revenu égale à 50 % des apports en numéraires versés aux entreprises corses par les contribuables corses ; rejetés - **Avant l'art. 7** (p. 3866) : son amendement n° 23, soutenu par M. Paul Loridant : régime des droits de mutation à titre gratuit en Corse ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

#### Discussion générale :

(22 novembre 1994) (p. 5868, 5870) : déficit budgétaire - Fiscalité - Aide aux entreprises - Lutte contre les inégalités - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

#### Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1994) - **Art. 2 (barème de l'impôt sur le revenu)** (p. 5938, 5939) : ses amendements n° I-117 : revalorisation des tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; et n° I-120 : rehausse du montant de la décote ; n° I-119 : relèvement du seuil de recouvrement de l'impôt dans la même proportion que l'indice des prix ; et n° I-118, soutenu par M. Paul Loridant : plafonnement de l'avantage fiscal procuré par les différentes réductions d'impôt ; rejetés - **Art. 2 bis (limitation des conditions d'attribution d'une demi-part supplémentaire aux contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant à leur charge un ou plusieurs enfants majeurs)** (p. 5945) : son amendement de suppression n° I-121 ; adopté - **Après l'art. 2 bis** (p. 5948) : soutient l'amendement n° I-122 de M. Guy Penne (exclusion du champ d'application des dispositions de l'article 164 C du code général des impôts des ressortissants français qui conservent la disposition d'une habitation en France lorsqu'ils s'expatrient à l'étranger pour des raisons professionnelles) - (p. 5950) : se déclare favorable à l'amendement n° I-69 de M. Xavier de Villepin (exclusion du champ d'application des dispositions de l'article 164 C du code général des impôts des ressortissants français qui conservent la disposition d'une habitation en France lorsqu'ils s'expatrient à l'étranger pour des raisons professionnelles).

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Avant l'art. 3** (p. 5984) : son amendement n° I-123 : taxation forfaitaire sur la fortune pour les patrimoines les plus considérables ; rejeté - **Art. 3 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)** (p. 5985) : son amendement n° I-124, soutenu par M. Paul Loridant : relèvement des taux d'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté - **Après l'art. 3** (p. 5991) : ses amendements, n° I-125 : suppression de l'article 885 V bis du code général des impôts relatif au plafonnement de la somme de l'impôt sur le revenu et de l'impôt de solidarité sur la fortune ; et n° I-126 : modification, pour le calcul des plus-values immobilières réalisées sur les cessions de résidence secondaire, du taux d'abattement pour chaque année de détention ; rejetés - **Après l'art. 4 bis** (p. 5995) : son amendement n° I-129 ; exonération de taxes sur les salaires pour les rémunérations des personnes employées par les associations de services aux personnes âgées dépendantes ; retiré - **Art. 4 bis (relèvement de l'abattement annuel de la taxe sur les salaires)** (p. 5997, 5998) : ses amendements, n° I-127 : augmentation du seuil d'exonération pour les associations ; et n° I-128 : réduction de la taxe sur les salaires versée par les associations intermédiaires et les fondations pour l'emploi ; rejetés - **Art. 5 (relèvement du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des grosses réparations)** (p. 6000) : son amendement de suppression n° I-130 ; rejeté - **Art. 6 (extension de la réduction d'impôt pour investissement locatif aux transformations en logements de locaux précédemment affectés à un autre usage)** (p. 6006) : son amendement n° I-131 : imposition supplémentaire pour les propriétaires de bureaux ou de locaux commerciaux qui n'effectueraient pas la transformation dans les délais requis ; rejeté - **Après l'art. 6** (p. 6014) : son amendement n° I-133 : délocalisation d'entreprises ; rejeté - **Art. 7 (application du taux normal de la TVA aux abonnements rela-**



tifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique distribués par réseaux publics) (p. 6021) : ses amendements n° I-135, de suppression et n° I-136 : exonération pour les régies des collectivités locales et de leurs groupements et pour les réseaux de chauffage urbain ; rejetés - **Après l'art. 7** (p. 6031) : son amendement n° I-137, soutenu par M. Paul Loridant : TVA liée à la collecte et au traitement des déchets ménagers ; rejeté - **Avant l'art. 14** (p. 6033) : son amendement n° I-150 : sociétés distributrices d'eau, d'énergie et collectrices d'ordures ; rejeté - **Art. 8** (modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel) (p. 6035) : ses amendements n° I-138 de suppression et n° I-139 : actualisation de tous les tarifs de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en fonction de l'indice des prix ; rejetés - **Art. 11 (par priorité)** (pérenniation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 % appliquée aux bases de taxe professionnelle) (p. 6045, 6046) : soutient les amendements de M. René Régnault n° I-145, de suppression, et n° I-146 (restitution aux collectivités locales par le biais du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle des sommes prélevées par l'Etat) - (p. 6051) : se déclare opposé à l'amendement n° I-7 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 13 bis (par priorité)** (augmentation du taux de prélèvement effectué sur la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport) (p. 6058, 6059) : financement du Fonds national pour le développement du sport - Son amendement n° I-92 : remplacement du taux de 2,4 % par celui de 2,8 % ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Art. 9 (par priorité)** (aménagement du plafonnement des cotisations de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée) (p. 6084) : son amendement n° I-140 : nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 10** (reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux) (p. 6109) : son amendement de suppression n° I-142, soutenu par M. Gérard Miquel ; retiré - **Après l'art. 13 bis** (p. 6135) : son amendement n° I-149, soutenu par M. Gérard Miquel : majoration de 0,6 point du prélèvement sur les paris du PMU dans le but d'alimenter le Fonds national pour le développement de la vie associative ; rejeté - **Art. 14** (affectation au budget général des recettes des privatisations) (p. 6136) : son amendement de suppression n° I-151, soutenu par M. Gérard Miquel ; rejeté.

#### Deuxième partie :

**Jeunesse et sports** - (4 décembre 1994) - Rapporteur spécial - Son intervention présentée par M. Jean Arthuis, rapporteur général (p. 6703, 6705).

#### Articles non rattachés :

(10 décembre 1994) - **Avant l'art. 42** (p. 7193) : son amendement n° II-74 : revalorisation du plafond du chiffre d'affaires des personnes soumises au régime simplifié d'imposition ; retiré - **Art. 42** (relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié au domicile) (p. 7194) : son amendement n° II-75, sur le même objet que l'amendement n° II-67 de M. Robert Vizet (limitation des dépenses ouvrant droit à une réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) ; rejeté - (p. 7196) : choix du maintien de la cohésion sociale - (p. 7197) : son amendement n° II-76 : maintien de l'avantage en réduction d'impôt aux contribuables dont le revenu imposable est inférieur à un plafond ; rejeté - **Art. 45** (relèvement du plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global) (p. 7201) : son amendement de suppression n° II-77 ; rejeté - **Avant l'art. 47** (p. 7208) : son amendement n° II-78 : agrément du ministre chargé du budget afin de bénéficier des dispositions fiscales prévues dans le cas de reprise d'entreprise en liquidation ; rejeté - (p. 7209) : son amendement n° II-79 : revalorisation des sanctions applicables en cas de constatation de fraude portant sur la TVA intracommunautaire ; retiré - **Après l'art. 48** (p. 7211) : son amendement n° II-82 : réactualisation des valeurs cadastrales ; rejeté - (p. 7212) : son amendement n° II-80 : réforme de la taxe professionnelle ; rejeté - **Après l'art. 48 ter** (p. 7215) : son amendement n° II-83, soutenu par M. Gérard Miquel : modification des modalités de calcul de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ; rejeté - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7226) : avec le groupe socialiste, votera contre l'amendement n° II-48 de M. Jacques Valade

(réduction des redevances communale et départementale des mines auxquelles sont soumises les productions extraites de ces gisements) - (p. 7230) : son amendement n° II-84 : prise en compte, dans les dépenses éligibles au fonds de compensation pour la TVA, des travaux de revêtement de la voirie ; rejeté - **Après l'art. 49** (p. 7241) : soutient l'amendement n° II-88 de M. Pierre Mauroy (interprétation de la loi du 3 février 1992, relative aux conditions d'exercice des mandats locaux).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (extension d'attributions du Fonds de solidarité vieillesse au régime des exploitants agricoles) (p. 7727) : son amendement de suppression n° 18, soutenu par M. Claude Estier ; rejeté - **Avant l'art. 13** (p. 7743) : son amendement n° 19, soutenu par M. Claude Estier : revalorisation du plafond du chiffre d'affaires des personnes soumises au régime simplifié d'imposition ; retiré au profit de l'amendement n° 25 de M. Ernest Cartigny sur le même objet.

MASSON (Paul), sénateur du Loiret (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Juge titulaire de la Cour de justice de la République (JO Lois et décrets du 20 janvier 1994).

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de

la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de résolution*, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition modifiée de directive du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (n° E-48) [n° 289 (93-94)] (24 février 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Communautés européennes**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de résolution [n° 289 (93-94)], présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition modifiée de directive du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (n° E-48) [n° 445 (93-94)] (19 mai 1994) - **Communautés européennes**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 329 (93-94)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Jacques Larché sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (n° E-233) [n° 523 (93-94)] (16 juin 1994) - **Elections**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi d'orientation et de programmation [n° 543 (93-94)] relatif à la sécurité (urgence déclarée) [n° 564 (93-94)] (30 juin 1994) - **Ordre public**.

*Rapport supplémentaire*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi d'orientation et de programmation [n° 543 (93-94)] relatif à la sécurité [n° 582 (93-94)] (5 juillet 1994) - **Ordre public**.

*Proposition de résolution*, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B5 - Protection des consommateurs, marché intérieur, industrie et réseaux transeuropéens - Titre B5-8 - Coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (n° E-263) [n° 574 (93-94)] (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Communautés européennes**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 22 (94-95)] modifié par l'Assemblée nationale, d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 41 (94-95)] (26 octobre 1994) - **Sécurité**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 8 (94-95)] portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 54 (94-95)] (3 novembre 1994) - **Etrangers**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur** - Police et sécurité - [n° 84 (94-95)] tome 2 (22 novembre 1994),

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur l'Europe et sa sécurité intérieure [n° 117 (94-95)] (7 décembre 1994) - **Union européenne**,

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation [n° 543 (93-94)] relatif à la sécurité [n° 177 (94-95)] (20 décembre 1994) - **Ordre public**.

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 153 (JO Débats du 19 octobre 1994) (p. 4443) - Ministère : Equipement - *Avenir du tracé de contournement autoroutier de Langeais par le Nord* - (Réponse : JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4988) - **Autoroutes**.

n° 154 (JO Débats du 19 octobre 1994) (p. 4443) - Ministère : Equipement - *Liaison autoroutière Bourges-Auxerre* - (Réponse : JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4989) - **Autoroutes**.

n° 155 (JO Débats du 19 octobre 1994) (p. 4444) - Ministère : Défense - *Installation d'un peloton spécial d'intervention de la gendarmerie à Pithiviers (Loiret)* - (Réponse : JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4987) - **Gendarmerie**.

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conditions de mise en place des dispositions du titre VI du traité sur l'Union européenne consacrées aux domaines de la justice et des affaires intérieures** - (3 mai 1994) - Présente sa question (p. 1353, 1355),

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - (5 juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3510, 3514) : insécurité - Fonctionnement de la police - Vidéo-surveillance - Fonctionnaires de la police - Ordre public et sécurité dans la région parisienne - Départements - Manifestations - Moyens de la police - Accepte ce projet de loi - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3543, 3544 ; 3545) s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Question préalable** (p. 3549) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable.

**Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - Rapporteur - **Art. 1<sup>er</sup> (définition par la loi du « droit à la sécurité »)** (p. 3558) : son amendement n° 4 : nouvelle rédaction qui précise le droit à la sécurité et le devoir de l'Etat ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 100 de suppression, n° 101 (suppression dans la deuxième phrase de cet article de l'expression : « contre les menaces et les agressions ») et n° 103 (respect des libertés individuelles et collectives) - Sur son amendement n° 4 précité, accepte le sous-amendement n° 102 de M. Claude Estier et s'oppose au sous-amendement n° 104 de ce dernier - S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Charles Lederman (respect des libertés individuelles et collectives) - (p. 3562) : sur son amendement n° 4 précité, demande le retrait du sous-amendement n° 286 de M. Alain Vasselle - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3564, 3565) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 53 (rôle de la police), n° 54 (police de proximité), n° 55 (prévention et dissuasion) et n° 51 (création d'une délégation parlementaire permanente à la sécurité publique) - **Après l'art. 2** (p. 3566, 3567) : ses amendements, n° 5 : orientation de la politique de sécurité ; et n° 6 : présentation devant le Parlement de trois lois ultérieures relatives aux polices municipales, à la police judiciaire et aux entreprises de gardiennage ; adoptés - Sur son amendement n° 5 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 287, n° 288 et n° 289 - (p. 3568) : sur son amendement n° 6 précité, s'oppose aux sous-amendements n° 290 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 107 de M. Claude Estier - **Art. 3 et annexe II (approbation de la programmation des moyens de la police nationale)** (p. 3577) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 109 de M. Claude Estier ainsi qu'aux amendements de M. Charles Lederman, n° 72 (répression contre les employeurs de main d'oeuvre clandestine), n° 73 (respect des droits fondamentaux en matière d'immigration) et n° 74 (application des accords de Schengen) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 43 de la commission des finances saisi pour avis - **Après l'art. 3** (p. 3578) : son amendement n° 7 : énumération des missions prioritaires assignées à la police nationale ; adopté - **Art. 4 (crédits prévus pour l'exécution de la programmation des moyens de la police nationale)** (p. 3580 et 3582) : s'oppose aux amendements n° 110 de M. Claude Estier (création de mille emplois en 1995) et n° 75 de M. Charles Lederman (fonctionnaires affectés prioritairement à l'ilotage et à la lutte contre le trafic de drogue et le blanchiment

de l'argent) - **Art. 20 (par priorité) (manifestations sportives, récréatives ou culturelles)** (p. 3584) : son amendement n° 40 : instauration d'un service d'ordre pour les manifestations dont l'objet ou l'importance le justifie ; adopté - S'oppose aux amendements identiques de suppression n° 98 de M. Charles Lederman et n° 168 de M. Claude Estier et accepte l'amendement n° 44 de la commission des finances saisie pour avis (nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article relatif au remboursement à l'Etat de dépenses supplémentaires) - (p. 3591) : sur l'amendement n° 44 précité de la commission des finances saisie pour avis, s'oppose au sous-amendement n° 292 de M. Guy Allouche - **Art. 21 (par priorité) (vacations funéraires)** : son amendement rédactionnel n° 41 ; adopté - **Art. 21 (par priorité) (suite)** (p. 3595) : accepte l'amendement de précision n° 45 de la commission des finances saisie pour avis - **Art. 5 (rôle du préfet en matière de sécurité publique)** (p. 3595, 3596) : ses amendements n° 8 : lutte contre l'insécurité et prévention de la délinquance ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 115 de M. Claude Estier ; n° 9, rédactionnel ; adopté ; et n° 10, sur le même objet que l'amendement n° 49 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis : missions des services déconcentrés des forces civiles de l'Etat ; missions de la gendarmerie ; retiré - (p. 3597) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 111 (suppression du deuxième alinéa de cet article relatif aux missions en matière de sécurité des services déconcentrés et des forces de l'Etat) et n° 112 (compte-rendu au représentant de l'Etat de l'exécution des missions en matière de sécurité ; missions de la gendarmerie) - (p. 3598) : sur l'amendement n° 49 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis (missions des services déconcentrés des forces civiles de l'Etat ; missions de la gendarmerie), qu'il accepte, accepte le sous-amendement n° 283 du Gouvernement - Son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - (p. 3599) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 113 (suppression du dernier alinéa de ce texte relatif à la coordination de l'action des préfets des départements de la région d'Île-de-France) et n° 114 (remplacement des mots : « coordonne l'action » par les mots : « coopère sous l'égide du préfet de région ») - (p. 3601) : son amendement rédactionnel n° 294 ; adopté - **Art. 23 (domiciliation des témoins (par priorité))** (p. 3601) : son amendement de précision n° 42 ; adopté - (p. 3603, 3605) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 170 de suppression, n° 171 (restriction à la possibilité de déclarer comme domicile l'adresse du commissariat ou de la brigade de gendarmerie), n° 172 (suppression du second alinéa de cet article relatif à la possibilité pour les fonctionnaires de la police et les militaires de la gendarmerie de déclarer comme domicile l'adresse du siège du service dont ils dépendent) et n° 173 homothétique à l'amendement n° 171 précité - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 3606) : accepte l'amendement n° 50 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis (fixation à 100 % du taux de la pension de réversion perçue par le conjoint d'un militaire de la gendarmerie nationale décédé en service) - **Après l'art. 5** (p. 3608) : son amendement n° 12 : rôle du maire dans les missions de sécurité publique ; adopté - (p. 3609) : demande le retrait du sous-amendement n° 282 de M. Jean Bernard - S'oppose à l'amendement n° 76 de M. Charles Lederman (rôle des conseils généraux, régionaux et municipaux dans les problèmes de sécurité publique) - **Art. 6 (institution dans une commune du régime de la police d'Etat)** (p. 3612) : ses amendements, n° 13 : nouvelle rédaction ; et n° 14, rédactionnel ; adoptés - **Art. 7 (attributions des agents de police municipale)** (p. 3615) : son amendement de clarification n° 15 ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 118 de suppression et n° 119 (agrément des agents de police municipale par le procureur de la République) - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3617, 3620) : autorisation préalable - Contrôle juridictionnel - Rôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL - **Renvoi à la commission** (p. 3622) : s'oppose à la motion n° 295 de Mme Hélène Luc, tendant au renvoi à la commission de cet article - (p. 3631, 3632) : ses amendements, n° 16, de précision ; adopté le 7 juillet 1994 (p. 3652) ; n° 17 : contrôle par la CNIL des enregistrements visuels de vidéo-surveillance ; adopté le 7 juillet 1994 (p. 3655) ; n° 19 : mesures nécessaires pour empêcher l'accès de tiers non autorisés à ces enregistrements ; et n° 20 : application des articles 226-1 du code pénal, qui a trait à l'exigence du consentement de la personne, et n° L. 120-2 du code du travail relatif au droit

des salariés en tous lieux ; adoptés le 7 juillet 1994 (p. 3660) - S'oppose aux amendements identiques de suppression n° 46 de M. Charles Lederman, n° 120 de M. Claude Estier, ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier n° 121 (nouvelle rédaction qui précise les conditions à respecter pour la vidéo-surveillance), n° 122 (avis de la CNIL), n° 123 (suppression de la référence à l'enregistrement), n° 124 de précision, n° 125 (avis motivé de la CNIL ; décision du conseil municipal par décret pris après avis conforme du Conseil d'Etat), n° 126 (destruction des enregistrements dans un délai de huit jours), n° 127 (destruction des enregistrements dans un délai de quinze jours), n° 128 (suppression du quatrième alinéa de cet article), n° 129 (identification des personnes), n° 130 (nouvelle rédaction du quatrième alinéa qui détermine les conditions de l'exploitation d'un système de vidéo-surveillance) et n° 131 (information de la population, mise en oeuvre de la vidéo-surveillance ; accès aux enregistrements) - (p. 3633) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 77 (suppression de la fin du premier alinéa relatif à la prévention des atteintes à la sécurité dans les lieux particulièrement exposés à des risques d'agressions ou de vols), n° 78 (contrôle par la CNIL des opérations de vidéo-surveillance), n° 79 (contrôle des enregistrements par toute personne concernée), n° 80 (limitation, en cas de flagrant délit, de la possibilité de conserver des données enregistrées) et n° 81 (suppression du quatrième alinéa de cet article).

**Suite de la discussion - (7 juillet 1994) - Rapporteur - Art. 8 (suite) (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3656) : sur son amendement n° 17 précité, s'oppose au sous-amendement n° 296 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Après l'art. 8** (p. 3661) : son amendement n° 21 : information du public ; interdiction d'enregistrer des images d'entrée et de l'intérieur des immeubles d'habitation ; contrôle des enregistrements par toute personne concernée par ceux-ci ; adopté - Sur ce dernier, à titre personnel, s'oppose au paragraphe I du sous-amendement n° 297 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (information sur l'emplacement des caméras) et, au nom de la commission, s'oppose au paragraphe II du sous-amendement précité (mesures prises par le procureur de la République en cas de refus de l'autorité ou de la personne responsable de donner connaissance des enregistrements à toute personne filmée) - (p. 3665) : son amendement n° 284 : peine applicable en cas de manquement aux dispositions de l'article 8 et de l'article additionnel après l'article 8 ; adopté - **Art. 9 (réalisation de projets d'aménagement, d'équipements collectifs et de programmes de construction)** : son amendement n° 22 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 3666) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Charles Lederman (concertation avec les acteurs ou organismes représentatifs des projets concernés) - **Après l'art. 9** (p. 3668) : s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Claude Estier (protection contre les incendies) - **Art. 10 (gardiennage des immeubles)** (p. 3669) : son amendement de précision n° 23 ; adopté - (p. 3670, 3671) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 84 (possibilité d'accorder des moyens financiers aux collectivités territoriales et aux organismes de logement social) et n° 83 (concertation avec les acteurs ou organismes représentatifs des acteurs concernés) - **Art. 11 (dispositifs techniques en vue d'assurer le respect du code de la route)** (p. 3673, 3674) : ses amendements n° 24 : prévention et constatation des infractions au code de la route par les autorités de police compétentes ; adopté ; et n° 25 : fixation des modalités du dispositif prévu par un décret pris après avis de la commission compétente ; compensation des charges nouvelles pouvant en résulter pour les collectivités locales gestionnaires de voiries ; retiré - **Art. 12 (prévention des infractions par des dispositifs de sécurité, de surveillance ou de marquage d'objet)** (p. 3678) : son amendement n° 26 : nouvelle rédaction ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 138 de M. Claude Estier - **Art. 13 (interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche des manifestations ; fouille préventive des véhicules)** (p. 3682) : son amendement n° 27 : faculté donnée à l'autorité publique d'interdire le port et le transport d'objets susceptibles d'être utilisés comme projectile ou comme arme ; adopté - Accepte le sous-amendement n° 274 du Gouvernement - (p. 3685) : son amendement n° 28 : mise en oeuvre de la compétence de la police administrative ; adopté - (p. 3688) : sur son amendement n° 27 précité, à titre personnel, accepte le sous-amendement n° 298 du Gouvernement - (p. 3694) : sur son amendement n° 28 précité, à titre personnel, accepte le

sous-amendement n° 275 du Gouvernement - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 47 de suppression, n° 87 (suppression du premier alinéa présenté pour l'article 2 bis précité du décret du 23 octobre 1935 relatif à l'interdiction du port et du transport de certains matériels), n° 85 (suppression du deuxième alinéa présenté pour l'article 2 bis précité qui autorise la fouille des véhicules) et n° 86 (suppression du dernier alinéa du texte présenté pour l'article 2 bis relatif à la fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du présent article) ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 140 de suppression, n° 142 (suppression du deuxième alinéa présenté pour l'article 2 bis précité qui autorise la fouille des véhicules), n° 141 (remplacement du mot : « préfet » par les mots : « président du tribunal de grande instance ») et n° 143 (procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire sur leurs opérations de visite des véhicules) - **Art. 14** (*port ou transport d'artifices non détonants*) (p. 3696) ; son amendement rédactionnel n° 29 ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 145 de M. Claude Estier - (p. 3697) : son amendement rédactionnel n° 30 ; adopté - **Art. 15** (*peine complémentaire d'obligation de répondre aux convocations de l'autorité qualifiée*) (p. 3699) : ses amendements, n° 31, rédactionnel, et n° 32 : réduction du plafond de la peine à un an et 100 000 francs d'amende ; adoptés - S'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 48 de M. Charles Lederman et n° 146 de M. Claude Estier ainsi qu'aux amendements de repli de M. Claude Estier, n° 147, n° 151, n° 148, n° 149 et n° 150 - S'oppose aux amendements de repli de M. Charles Lederman, n° 88, n° 89 et n° 90.

**Suite de la discussion** - (8 juillet 1994) - Rapporteur - **Art. 16** (*statut spécial des personnels des services actifs*) (p. 3717, 3718) : ses amendements n° 33, rédactionnel ; n° 36 : confirmation dans le corps de la loi du régime de retraite dérogatoire ; n° 37 : formation initiale et continue pour les fonctionnaires de police ; adoptés ; et n° 34 : répartition des corps de fonctionnaires de la police nationale en trois niveaux hiérarchiques ; retiré - (p. 3718, 3719) ; s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 154 (préservation des droits acquis par les autres catégories de personnel), n° 153 (postes où les conditions de travail sont particulièrement pénibles ou dangereuses), n° 156 (fixation des indices de traitement des personnels des services de la police nationale), n° 157 (attribution d'indemnités exceptionnelles dans la limite des crédits budgétaires ouverts chaque année à cette fin), ainsi qu'au sous-amendement n° 159 qui tend à modifier son amendement n° 37 précité ; s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction qui prévoit que des statuts particuliers définissent les conditions en matière de régime indemnitaire) - **Après l'art. 16** (p. 3720, 3721) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 92 (liberté publique des fonctionnaires de police), n° 93, n° 94 (formation des fonctionnaires de police), n° 95 (institution d'un comité technique paritaire interministériel compétent pour connaître les questions d'ordre matériel et technique), n° 96 (conditions de recrutement, de formation, de stages, d'avancement par voie de concours, de changement de corps et de déroulement des carrières) et n° 97 (distinction entre la police administrative et la police judiciaire ; respect de la séparation des pouvoirs) - **Art. 17** (*extension de la protection de l'Etat à l'égard des fonctionnaires de la police nationale et de leurs conjoints et enfants*) (p. 3722) : son amendement n° 38 : extension de la protection de l'Etat aux polices auxiliaires du service national victimes de menaces, violence, voies de fait, injures, diffamations ou outrances ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 300 du Gouvernement - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 160, de précision, et n° 161 (extension de la protection prévue dans cet article aux policiers auxiliaires du service national, aux gendarmes et aux douaniers) - **Art. 18** (*recrutement sans concours des conjoints de fonctionnaires des services actifs décédés lors d'opérations de police*) (p. 3723) : son amendement n° 39 : extension du recrutement sans concours des conjoints des fonctionnaires de police des services actifs décédés lors d'opérations de police ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements de M. Claude Estier n° 164 et n° 165 - **Art. 19** (*pension de réversion du conjoint d'un fonctionnaire de police décédé en service et cité à l'ordre de la nation*) (p. 3724) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Claude Estier (fixation du taux de la pension de réversion à 100 %) - **Avant l'art. 23** (p. 3724) : s'oppose à

l'amendement n° 99 de M. Charles Lederman (rapport dont sera saisi le Parlement français sur l'état des différents dispositifs de contrôle des frontières, avant l'application des accords de Schengen) - **Après l'art. 24** (p. 3725) : son amendement n° 285 : rapport du Gouvernement sur l'exécution de la présente loi d'orientation et de programmation ; adopté - **Art. 25** (*abrogations*) (p. 3725) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 174 de M. Claude Estier - **Art. 2 et annexe I** (*précédemment réservés le 5 juillet 1994, p. 3550*) (*orientations de la politique de sécurité*) (p. 3738, 3739) : accepte cet article et l'annexe I modifiés par l'amendement n° 301 du Gouvernement, de coordination, qui tend à rectifier certaines erreurs matérielles.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - (25 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4669, 4671) : missions de l'Etat - Décentralisation - Déconcentration - Démocratie locale - Préfets - Coopération entre collectivités - Inégalités territoriales - Villes - Votera ce projet de loi assorti des amendements de la commission spéciale.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Deuxième lecture [n° 22 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (10 novembre 1994) - Rapporteur - **Art. 5 bis** (*concours du maire à l'exercice des missions de sécurité publique supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 5448) : son amendement n° 3 : rétablissement de cet article ; adopté - (p. 5449) : s'oppose au sous-amendement n° 42 de M. Guy Allouche - **Art. 6** (*institution du régime de police d'Etat dans les communes*) (p. 5450) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Guy Allouche (subordination du passage à la police d'Etat à la demande ou à l'accord du conseil municipal) - Son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - **Art. 8** (*vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public*) (p. 5452) : son amendement n° 5 : nouvelle rédaction qui précise l'utilisation des enregistrements et le rôle de la CNIL ; adopté - (p. 5459) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 28 de M. Charles Lederman - Sur son amendement n° 5 précité, s'oppose aux sous-amendements de Mme Françoise Seligmann, n° 62, n° 90, n° 91, n° 53, n° 54, n° 55, n° 56, n° 92, n° 58, n° 59, n° 60, n° 93, n° 61 - Accepte le sous-amendement n° 57 du même auteur (délai de six mois accordé aux autorités compétentes qui délivrent leur autorisation) - **Art. 9** (*études de sécurité publique préalable à la réalisation de certains équipements collectifs*) (p. 5469) : son amendement n° 6 : nouvelle rédaction qui supprime le mot « permanent » ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 68 de Mme Françoise Seligmann - (p. 5470) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Guy Allouche et sur son amendement n° 6 précité, s'oppose au sous-amendement n° 95 du même auteur - (p. 5473) : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 71 de Mme Françoise Seligmann et accepte le sous-amendement n° 25 de M. Alphonse Arzel - (p. 5474, 5475) : s'oppose aux amendements de M. Guy Allouche, n° 69 (suppression de la faculté d'imposer au propriétaire ou exploitant d'immeuble, le gardiennage ou la surveillance de ceux-ci) et n° 70 (accord pour chaque immeuble de la majorité des locataires) - Demande le retrait de l'amendement n° 22 de M. Alain Vasselle (rôle des collectivités locales dans la définition des zones dans lesquelles l'obligation de gardiennage s'appliquera) ainsi que le retrait des amendements de M. Alphonse Arzel, n° 23 (dispositif contractuel local dans lequel s'inscrit l'obligation de gardiennage) et n° 24, de repli, et s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Charles Lederman (moyens financiers accordés aux collectivités territoriales et aux organismes de logement social) - **Art. 10 bis** (*compétence de l'assemblée générale des copropriétaires pour donner à la police et à la gendarmerie l'autorisation permanente d'entrer dans les parties communes des immeubles*) (p. 5476) : son amendement de coordination n° 8 ; adopté ; s'oppose à l'amendement de suppression n° 31 de M. Charles Lederman - **Art. 12** (*installation de dispositifs de sécurité sur les véhicules*) (p. 5477) : son amendement n° 9 : nouvelle rédaction qui précise l'utilisation des dispositifs électroniques de détection des véhicules ; adopté - **Art. 13** (*manifestations sur la voie publique*) (p. 5481) : son amendement n° 10 : détermination de l'aire géographique où s'applique l'interdiction du port et du transport d'objets pouvant être utilisés comme projectiles ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 77 de Mme Françoise Seligmann, ainsi

qu'aux amendements du même auteur, n° 73 (limitation du dispositif prévu pour la durée de la manifestation et l'aire géographique de l'intervention), n° 74 (suppression du deuxième alinéa relatif aux pouvoirs des autorités administratives), n° 75 et n° 76 de conséquence - S'oppose à l'amendement de suppression n° 32 de M. Charles Lederman - **Art. 15 (peine complémentaire d'interdiction de manifester)** (p. 5487) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 33 de M. Charles Lederman et n° 78 de Mme Françoise Seligmann - **Art. 15 bis à 15 sexies (mesures tendant à faciliter l'exercice de certaines activités de police judiciaire)** (p. 5487, 5488) : ses amendements de suppression, n° 12, n° 13, n° 14, n° 15 et n° 16 ; adoptés - **Art. 16 (statut des personnels de la police nationale)** (p. 5489) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction) - **Art. 20 (possibilité d'imposer un service d'ordre aux organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles)** (p. 5490) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 35 de M. Charles Lederman et n° 79 de M. Guy Allouche, ainsi qu'aux amendements de repli de M. Guy Allouche, n° 80, n° 81, n° 82 et n° 83 - **Art. 23 A (recherche des personnes disparues)** (p. 5492) : son amendement n° 17 : restriction de la portée de cet article à la disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé ou à celle d'un majeur dont les services de police estiment qu'elle présente un caractère inquiétant ou suspect ; adopté - (p. 5493) : sur son amendement n° 17 précité, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 96 de M. Michel Dreyfus-Schmidt ; accepte les amendements du Gouvernement, n° 20 (suppression du cinquième alinéa de cet article relatif à l'impossibilité pour les mineurs ou majeurs protégés de s'opposer à la communication de leur adresse au déclarant) et n° 21 (suppression du dernier alinéa de cet article relatif à l'accès par les services de police aux fichiers détenus par les services sociaux et les services fiscaux) et s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 23 A (p. 5494)** : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (intitulé du titre quatrième du livre I du code civil : « Des absents et des personnes disparues ») - **Art. 23 bis A (sanction de la révélation de l'identité de certains policiers ou gendarmes)** : son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - **Art. 24 (application dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte)** (p. 5495) ; accepte l'amendement de coordination n° 94 du Gouvernement - **Art. 24 ter (homologation des stades et enceintes sportives)** (p. 5496) : son amendement n° 89 : rectification d'une erreur dans le décompte des alinéas ; adopté - **Après l'art. 24 ter (p. 5497)** : accepte l'amendement n° 19 du Gouvernement (dispositions applicables aux appareils de jeux).

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 8 (94-95)]** (15 novembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5604, 5605) : convention de Schengen - Organisation de la lutte contre les pourvoyeurs d'immigration clandestine - Création de zones d'attente dans les gares ferroviaires - Au nom de la commission des lois, sous réserve d'un amendement, accepte ce projet de loi - (p. 5610, 5611) : adaptation de la loi aux pratiques de l'immigration clandestine - Augmentation des contrôles à l'intérieur des frontières - **Art. 2 (modifications ponctuelles du régime des zones d'attente)** (p. 5616, 5617) : son amendement n° 1 : référence à la gare et non à la gare internationale pour la création de zones d'attente ; adopté - Accepte l'amendement n° 8 rédactionnel du Gouvernement - S'oppose aux amendements n° 6 de suppression de M. Robert Pagès, et de M. Claude Estier, n° 2 (référence à une gare internationale pour la création d'une zone d'attente) et n° 3 (transfert d'une zone d'attente dans une autre dans les deux heures précédant le départ) - **Après l'art. 2 (p. 5618)** : accepte l'amendement n° 4 de conséquence M. Claude Estier.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

Deuxième partie :

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (police et sécurité) - (p. 6368) : loi de programmation et d'orientation quinquennale relative à la sécurité (p. 6369) : réforme des corps et des carrières de la police nationale - Personnels affectés dans les zones difficiles - Politique du logement en faveur des policiers

de l'Ile-de-France - Délinquance - Lutte contre l'insécurité - Immigration clandestine - (p. 6370) : propose au Sénat d'adopter ces crédits.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : orientations de la présidence française de l'Union européenne** - (20 décembre 1994) (p. 7844, 7845) ; EURO-POL - Projet allemand - Pouvoir policier sans contrôle - Constitution française.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 177 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 8054, 8055) : accord des deux assemblées - Réglementation de l'utilisation de la vidéo-surveillance - Rôle de la commission chargée de suivre les problèmes relatifs au fonctionnement des systèmes de vidéo-surveillance - Accroissement des moyens juridiques et matériels de la police - Demande le vote du texte adopté par la CMP.

MATHIEU (François), sénateur de la Loire (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à abroger l'article 53 de la loi de finances pour 1994 ayant diminué le taux de compensation du F.C.T.V. A. [n° 74 (94-95)] (16 novembre 1994) - **Lois de finances.**

MATHIEU (Serge), sénateur du Rhône (RI).

Questeur du Sénat.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance du statut de prisonnier de guerre détenu par les Japonais après le coup de force du 9 mars 1945 [n° 345 (93-94)] (19 avril 1994) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

*Proposition de loi* tendant à déduire du revenu imposable du parent qui n'a pas la garde de l'enfant, les frais engagés pour l'exercice du droit de visite, en cas de divorce ou de séparation de corps [n° 617 (93-94)] (14 septembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Impôt sur le revenu.**

*Proposition de loi* tendant à étendre aux agriculteurs les dispositions de l'article 154 bis du code général des impôts tel que modifié par l'article 24 de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 202 (94-95)] (27 décembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1994) - **Impôts et taxes.**

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1741) - Ministère : Agriculture - **Organisation commune du marché du vin - Viticulture.**

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4257) - Ministère : Education - **Foulard islamique - Cultes.**

#### INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2424, 2425) : projet de réforme de

l'organisation commune des marchés du vin - (p. 2426) : maîtrise de la production viticole française - Négociations du GATT, préférence communautaire et concurrence internationale - Dispositions de la loi Evin relatives à la promotion du vin - Vignes et aménagement du territoire.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4710, 4712) : services publics en milieu rural - La Poste - Télé-travail - Petits commerces en zones rurales - Fiscalité dérogatoire - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) (p. 6416, 6417) : chômage et exclusion - Emplois de proximité - Intégration des jeunes - Charges des entreprises - Avis favorable du groupe des RI sur ce projet de budget.

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6600, 6602) : viticulture - Exportations - Loi « Evin » - Institut national des appellations d'origine, INAO - Union européenne - Enseignement agricole - Maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation - Se déclare favorable à ce projet de budget.

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 7014, 7015) : embargo en Irak - Décision du conseil de sécurité de l'ONU.

**MAURICE-BOKANOWSKI (Michel)**, sénateur des Hauts-de-Seine (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**MAUROY (Pierre)**, sénateur du Nord (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe** [n° 341 (93-94)] - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1025) : action humanitaire - Réouverture de l'aéroport de Sarajevo par le Président de la République - Epreuve du démantèlement de la Yougoslavie - Acheminement de l'aide humanitaire - (p. 1026) : rôle des avions de l'OTAN pour empêcher la chute de Gorazde - Etapes de la reconstruction - Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe le 26 mai 1994 à Paris - Prévention des conflits - Perspectives diplomatiques.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - Suite de la discussion - (29 juin 1994) - **Après l'art. 44** (p. 3214) : son amendement n° 131, soutenu par M. René Régnauld : régime indemnitaire des élus des communes et de leurs représentants au sein des établissements publics de coopération intercommunale ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - (25 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4663, 4664) : débat national sur l'aménagement du territoire - Villes - Communautés européennes - Décentralisation - Démocratie locale - (p. 4655) : coopération intercommunale - Fiscalité locale - Notion de « pays » - (p. 4666) : péréquation entre collectivités - Directives territoriales d'aménagement du territoire - Gouvernement.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 4873) : intervient sur l'amendement de suppression n° 230 de M. Félix Leyzour.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 49** (p. 7241) : son amendement n° II-88, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : interprétation de la loi du 3 février 1992, relative aux conditions d'exercice des mandats locaux ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - Suite de la discussion - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 24 ter** (p. 7629) : soutient l'amendement n° 196 de M. Aubert Garcia (précision par décret des conditions d'application de l'article 24 ter après concertation des communautés urbaines intéressées).

**MÉHAIGNERIE (Pierre)**, ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice.

**En première lecture devant le Sénat :**

#### DÉPÔTS

*Projet de loi* relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire de l'Etat [n° 277 (93-94)] (3 février 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Territoires d'outre-mer.**

*Projet de loi* portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation [n° 418 (93-94)] (11 mai 1994) - **Justice.**

*Projet de loi* portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants [n° 611 (93-94)] (24 août 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Stupéfiants.**

*Projet de loi* portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violation grave du droit international humanitaire commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 [n° 612 (93-94)] (31 août 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Droits de l'homme.**

*Projet de loi* relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 [n° 29 (94-95)] (12 octobre 1994) - **Stupéfiants.**

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. René Ballayer : **Justice (Secret de l'instruction)** (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4265).

de M. Marc Lauriol : **Magistrature (Indépendance et dignité des magistrats)** (JO Débats du 14 octobre) (p. 4267).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain** [n° 66 (92-93)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 96, 99).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68

(92-93) (p. 96) : rapport Mattei - Développement des polémiques - Responsabilité de la justice - (p. 97) : convention cadre sur l'éthique médicale élaborée par le Conseil de l'Europe en 1990 - Respect de la dignité humaine - Non discrimination des personnes humaines - Statut du corps humain - (p. 98) : pouvoirs du juge - Patrimoine génétique - Condamnation de la manipulation des gènes - Protection du génôme humain - Risque de dérives de la médecine prédictive pour les libertés individuelles - Tests d'identification génétique - Importance de la loi - (p. 99) : recherche de paternité - Anonymat du donneur de sperme - Rôle de l'autorité judiciaire.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 96, 99),

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 156) : consensus pour la nécessité de légiférer - Refus et condamnation de toute forme d'eugénisme - Non-patrimonialité du corps humain - Statut de l'embryon - Adoption - Anonymat du don.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 156).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 156).

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - Suite de la discussion - (20 janvier 1994) - **Titre 1<sup>er</sup> (du corps humain)** (p. 351) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Franck Sérusclat (modification de l'intitulé : « De l'intégrité physique et psychique de la personne ») et accepte l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé de la division : « Du respect du corps humain ») - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> A** : accepte l'amendement n° 3 de la commission (intitulé du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code civil et du chapitre II de ce livre) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 354, 355) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil), et sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements n° 39 de M. Bernard Laurent (définition de l'embryon) et n° 91 de M. Charles Lederman (garantie de la pérennité de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse) - S'oppose aux amendements n° 58 de suppression de M. Franck Sérusclat et n° 42 de M. Charles Lederman (suppression de l'expression : « dès le commencement de la vie ») - (p. 363) : qualité des différentes interventions - Nécessité de favoriser l'adoption - **Art. 1<sup>er</sup> (titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code civil)** (p. 365) : accepte l'amendement de suppression n° 5 de la commission - **Art. 2 (chapitre II du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code civil : du respect du corps humain)** : accepte l'amendement n° 6 de la commission (modification de l'architecture du texte) - **Art. 17 du code civil (respect du corps humain)** (p. 366) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de la commission (principes d'inviolabilité et d'indisponibilité du corps humain et respect de sa dignité) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 92 de M. Charles Lederman (principe de non-commercialisation du corps humain) - **Art. 18 du code précité (intervention du juge)** (p. 367) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (possibilité pour l'intéressé de réclamer des dommages-intérêts et pour le juge d'ordonner des mesures en référé en cas

d'urgence) et s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Charles Lederman (caractère interactif de la prescription du juge) et à son sous-amendement n° 93 déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil) - **Art. 19 du code précité (consentement et intérêt légitime)** (p. 369) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) et, sur celui-ci, s'oppose, au sous-amendement n° 83 de M. Franck Sérusclat - S'oppose aux amendements n° 60 de M. Franck Sérusclat (ajout de la finalité médicale) et n° 45 de précision de M. Charles Lederman - **Art. 20 du code précité (protection du patrimoine génétique humain)** (p. 373) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (retour à la rédaction initiale du projet de loi et référencé à la modification des caractères eugéniques de la personne) et, sur celui-ci, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 97 de M. Charles Lederman (encouragement de la recherche sur les maladies génétiques) - S'oppose à l'amendement n° 61 de M. Franck Sérusclat (protection de l'intégrité génétique humaine) - **Art. 21 du code précité (non-commercialisation du corps humain)** (p. 378) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (extension de la nullité à toutes les conventions), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 87 : nullité des conventions ayant pour effet de conférer une valeur patrimoniale au corps humain ; adopté - (p. 379) : s'oppose aux amendements n° 62 de M. Franck Sérusclat (précision rédactionnelle - substitution des mots : « les gènes » au mot : « génomes » - dérogations) et n° 47 de M. Charles Lederman (suppression des mots : « en tant que tels », ouvrant la possibilité du dépôt de brevets concernant des éléments du corps humain) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 98 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (caractère absolu de la nullité soulevée), déposé sur l'amendement n° 11 de la commission - **Après l'art. 21 du code précité** (p. 380) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (interdiction de breveter le corps humain, tout élément ou tout produit de celui-ci) et sur celui-ci s'oppose au sous-amendement n° 95 de M. Charles Lederman - **Art. 22 du code précité (gratuité)** (p. 381) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (distinction entre les expérimentations sur la personne, les prélèvements d'organes et la collecte des produits du corps humain) et, sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement rédactionnel n° 63 de M. Franck Sérusclat - S'oppose à l'amendement n° 48 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction de l'article) - **Art. 23 du code précité (nullité des conventions de procréation ou de gestation pour autrui)** : accepte l'amendement n° 14 de la commission (condamnation des mères porteuses) - **Art. 24 du code précité (anonymat)** (p. 383) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (conditions de dérogation à la règle de l'anonymat) et sur celui-ci, demande le retrait du sous-amendement n° 65 de M. Franck Sérusclat (substitution de la notion de « prélèvement » à celle de « don ») - **Art. 24-1 du code précité (dispositions d'ordre public)** (p. 385) : accepte l'amendement de coordination n° 16 de la commission - **Art. 3 (sanction de l'entremise favorisant la maternité de substitution)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission - **Après l'art. 3 bis** (p. 386) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Daniel Millaud (liberté pour la femme de continuer à procréer ou non) - (p. 388) : demande le retrait des amendements de M. Franck Sérusclat, n° 66 (sanction en cas de pratique d'une thérapie génique germinale), n° 67 (sanction en cas de pratiques eugéniques), n° 68 (sanction des infractions aux dispositions relatives à la gratuité du corps humain ou des organes, tissus, cellules ou autres produits du corps) et n° 69 (sanction en cas de prélèvement d'organes contre paiement) - (p. 389) : engagement du Gouvernement afin de sanctionner pénalement les manquements les plus graves - **Titre II (de l'identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique)** : accepte l'amendement n° 18 de la commission (nouvel intitulé de la division : « des examens génétiques et de l'identification des personnes par leurs caractéristiques génétiques ») - **Art. 4 (identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique)** - Intitulé du Chapitre II du Titre 1<sup>er</sup> du Livre 1<sup>er</sup> du code précité (de l'identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (nouvel intitulé : « des examens génétiques et de l'identification des personnes par leurs caractéristiques génétiques ») - **Art. 25 du code précité (finalités de l'étude des caractéristiques génétiques)** (p. 390) : accepte l'amendement

n° 20 de la commission (encadrement législatif des indications justifiant l'utilisation des cartes génétiques) et s'oppose au sous-amendement rédactionnel n° 84 de M. Franck Sérusclat déposé sur celui-ci ainsi qu'à l'amendement rédactionnel n° 70 de M. Franck Sérusclat - **Art. 26 du code précité (finalité de la recherche de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)** (p. 391) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction regroupant en un seul article les dispositions proposées pour les articles 26, 27 et 28 du code civil) - **Art. 27 du code précité (utilisation du principe d'identification d'une personne au moyen de ses empreintes génétiques en matière civile)** : accepte l'amendement de suppression n° 22 de la commission - **Après l'art. 27 du code précité** (p. 392) ; s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Franck Sérusclat (double expertise) - **Art. 28 du code précité (consentement de l'intéressé en cas d'identification à des fins médicales ou scientifiques)** (p. 392) ; accepte les amendements identiques de suppression n° 23 de la commission et n° 74 de M. Franck Sérusclat - **Art. 29 du code précité (personnes habilitées à procéder à l'identification)** (p. 393) : accepte l'amendement de coordination n° 24 de la commission - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 50 de M. Charles Lederman et demande le retrait de l'amendement n° 75 de M. Franck Sérusclat (agrément du laboratoire) - **Art. 5 (art. 6-1 de la loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires : inscription sur une liste des experts judiciaires habilités à procéder à l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)** (p. 394) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (conditions d'habilitation des personnes procédant à l'identification par les empreintes génétiques) et s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 51 de M. Charles Lederman - Demande le retrait du sous-amendement de précision n° 99 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, déposé sur l'amendement n° 25 de la commission - **Art. 6 (art. 374 du code pénal : sanction du détournement d'informations recueillies sur une personne au moyen d'un examen génétique)** (p. 396) : accepte les amendements de la commission n° 26, rédactionnel, et n° 27 de coordination, et s'oppose à l'amendement de suppression n° 52 de M. Charles Lederman - **Art. 7 (art. 375 du code pénal : sanction de l'identification illicite d'une personne par ses empreintes génétiques)** (p. 397) : accepte les amendements de la commission n° 28, rédactionnel, et n° 29 de coordination, et s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Franck Sérusclat (suppression de l'alinéa relatif à la radiation d'un expert condamné) - **Art. 7 bis (art. 226-25 à 226-28 du code pénal : sanctions)** (p. 398) : accepte les amendements de coordination n° 30, n° 31, n° 32 et n° 33 de la commission - **Après l'art. 226-29 du code précité** (p. 399) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (peine complémentaire) - **Titre III (de la filiation et de la procréation médicalement assistée)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 35 de la commission (nouvel intitulé de la division : « De la filiation en cas de procréation médicalement assistée ») - **Art. 8 (art. 311-19 à 311-21 du code civil : filiation et procréation médicalement assistée)** (p. 402) : sur l'amendement n° 36 de la commission (inscription dans le code civil des règles applicables à la filiation en cas de procréation médicalement assistée), ses sous-amendements n° 88 : solennisation du consentement en cas de recours à un tiers donneur ; rejeté ; n° 89 : privation d'effet du consentement donné ; et n° 90 : possibilité d'exercice d'une action en responsabilité contre le concubin n'ayant pas reconnu l'enfant ; adoptés - (p. 405) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Franck Sérusclat (recueil du consentement par le juge aux affaires familiales), ainsi qu'aux sous-amendements n° 85 (recueil du consentement par le juge aux affaires familiales et non par le notaire) et n° 86 (recueil du consentement par le notaire à titre gratuit) de M. Franck Sérusclat, et rédactionnel n° 96 de M. Charles Lederman, déposés sur l'amendement n° 36 de la commission (inscription dans le code civil des règles applicables à la filiation en cas de procréation médicalement assistée) - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 55 de M. Charles Lederman - (p. 409) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission n° 36, précité - **Intitulé du projet de loi** (p. 409) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (nouvel intitulé : « projet de loi relatif au respect du corps humain ») - **Sur l'ensemble** (p. 411, 412) : débat ouvert - Remerciements aux membres de la commission des lois et à M. Guy Cabanel, rapporteur - Inscription dans le code civil de principes fondamentaux.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)]** - (6 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 730, 731) : lois du 1<sup>er</sup> mars 1984 sur la prévention des difficultés des entreprises et du 25 janvier 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaires - Droits des créanciers - Enjeux sociaux et économiques des défaillances d'entreprises - Insuffisance des fonds propres des PME-PMI - (p. 732) : obligation pour le Trésor public et les organismes sociaux de publier au greffe du tribunal du commerce les créances impayées - Dispositif de suspension provisoire des poursuites adopté par l'Assemblée nationale - Représentation des créanciers ; pouvoirs des contrôleurs - (p. 733) : ordre de paiement des créanciers ; priorités aux créanciers antérieurs munis de sûretés ; fournisseurs ; secteur du bâtiment - Dispositif de moralisation des cessions d'entreprises après le dépôt de bilan ; transparence des offres ; contrôle des engagements pris par le cessionnaire - (p. 734) : garantie des créanciers titulaires de sûretés vis-à-vis du cessionnaire - Demande l'adoption de cette proposition de loi - (p. 757, 758) : emploi - Sous-capitalisation des entreprises - **Après l'art. 1<sup>er</sup> (par priorité)** (p. 761, 762) : demande le retrait de l'amendement n° 10 de la commission (information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale : réduction du seuil du montant des créances et des délais d'inscription), au profit de son amendement n° 188 : fixation par décret en Conseil d'Etat du seuil du montant des créances rendant l'inscription obligatoire ; devenu sans objet - (p. 764) : sur l'amendement n° 10 précité, s'oppose au sous-amendement n° 139 de M. Claude Estier - **Art. 1<sup>er</sup> bis (nomination facultative d'un commissaire aux comptes pour certaines personnes de droit privé non commerçantes)** (p. 765) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 165 de M. Claude Estier et accepte l'amendement n° 11 de la commission (pouvoirs, obligations et responsabilités des commissaires aux comptes désignés) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> bis** (p. 766) : s'oppose aux amendements, sur le même objet, n° 2 de la commission et n° 167 de M. Claude Estier (faculté d'adhésion des entreprises individuelles à un groupement de gestion agréé) - Insuccès de la formule des groupements de prévention agréés.

**Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> bis (suite)** (p. 778) : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Jean-Paul Hammann (possibilité pour les centres de gestion agréés d'exercer les missions de groupements de prévention agréés) - Centres d'économie rurale - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> ter** (p. 779) : s'oppose à l'amendement n° 149 de M. Robert Pagès (modification de la procédure de licenciement économique : création d'une cellule de crise) - **Art. 1<sup>er</sup> ter (convocation des dirigeants d'une entreprise en difficulté)** (p. 780) : s'oppose aux amendements n° 150 (caractère officiel des informations servant de base à l'intervention du président du tribunal) et n° 151 (information du comité d'entreprise) de M. Robert Pagès, ainsi qu'à l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 2 (règlement amiable)** - **Art. 35 de la loi n° 84-148 du 1<sup>er</sup> mars 1984 (ouverture de la procédure et nomination du conciliateur)** (p. 784, 785) : accepte les amendements n° 13 (information du président ; possibilité de prorogation du règlement amiable) et n° 14 (couverture de la responsabilité civile professionnelle du conciliateur par une assurance) de la commission, ainsi que l'amendement n° 168 de M. Claude Estier (prise en compte de la situation sociale de l'entreprise) - S'oppose à l'amendement n° 152 de M. Robert Pagès (transmission du rapport d'expertise au comité d'entreprise) - **Art. 36 de la loi précitée (mission de conciliateur ; possibilité de suspension provisoire de poursuites ; homologation en cas d'accord amiable)** (p. 786) : sur l'amendement n° 15 de la commission, qu'il accepte (nouvelle rédaction, supprimant notamment la faculté de suspension provisoire des poursuites), son sous-amendement n° 189 ; adopté - **Art. 37 de la loi précitée (saisine du tribunal de grande instance à la demande d'une personne morale de droit privé)** (p. 787) : sur l'amendement n° 16 de la commission (extension aux professions libérales réglementées), qu'il accepte, son sous-amendement rédactionnel n° 190 ; adopté - **Art. 3 (information du président du tribunal par les commissaires aux comptes)** (p. 788, 789) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 3** (p. 791) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (relèvement du capital minimal des sociétés commerciales) - (p. 795, 796) : création d'entreprises - (p. 798, 799) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement



n° 204 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (non application aux sociétés constituées avant la promulgation de la loi) - (p. 800) : accepte les amendements de la commission, précédemment réservés, n° 18 (extension aux groupements d'intérêt économique de la procédure d'alerte) et n° 19 (extension de la procédure d'alerte aux personnes morales) - (p. 801) : accepte l'amendement n° 183 de M. Jean François-Poncet (suspension provisoire des poursuites : extension aux cautions personnes physiques dans la procédure de règlement amiable judiciaire spécifique à l'agriculture) - **Art. 2 bis (garantie de paiement de l'entrepreneur) (précédemment réservé)** (p. 805, 807) : accepte l'amendement n° 94 de M. Pierre Fauchon (garantie par le versement direct de l'établissement de crédit à l'entrepreneur en cas de recours du maître d'ouvrage au financement par crédit ; protection du sous-traitant ; en l'absence de recours au crédit, garantie par un cautionnement solidaire), présenté au nom de la commission des lois, sous réserve de l'adoption de son sous-amendement rédactionnel n° 191 ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements de M. Alain Vasselle n° 128 et n° 129 - S'oppose au sous-amendement n° 130 et accepte le sous-amendement n° 116 du même auteur, ainsi que le sous-amendement n° 132 de M. Jean Delaneau (exclusion des dispositions du présent article des sociétés d'HLM) - S'oppose au sous-amendement n° 124 de M. Jean-Paul Hammann - **Avant l'art. 4** (p. 808, 809) : demande le retrait de l'amendement n° 137 de M. René Trégouët (substitution de la formule « soutien judiciaire » à la formule « redressement judiciaire ») - **Art. 4 (liquidation judiciaire sans période d'observation)** (p. 811) : sur l'amendement n° 184 de M. Jean-François Poncet (exploitations agricoles), qu'il accepte, son sous-amendement n° 203 ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement de suppression n° 153 de M. Robert Pagès - Accepte l'amendement n° 21 de la commission (conditions de la liquidation sans période d'observation) et, sur le même objet, l'amendement n° 170 de M. Claude Estier (conditions de la liquidation sans période d'observation) - **Art. 5 (champ d'application)** (p. 813) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Jean François-Poncet (application du redressement et de la liquidation judiciaires au conjoint commun en biens) - **Art. 6 (radiation d'office)** (p. 814) : accepte les amendements identiques de suppression n° 22 de la commission, n° 97 de M. Jean François-Poncet et n° 154 de M. Robert Pagès - **Après l'art. 6** : s'oppose à l'amendement n° 202 de la commission (ouverture de la procédure avant la définition de la cessation des paiements) - **Après l'art. 7** (p. 815) : son amendement n° 102 : saisine de plusieurs juridictions ; désignation de la cour compétente par la Cour de cassation ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 23 de la commission (demande possible de renouvellement par le représentant des créanciers ou les contrôleurs) et s'oppose à l'amendement précité, repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 817) : demande le retrait de l'amendement n° 140 de M. Alain Lambert (publication du jugement d'ouverture au bureau des hypothèques) - **Après l'art. 8** : ses amendements n° 103 : dispositions en cas de difficulté à désigner un représentant des salariés ; et n° 104 : mission du représentant des salariés en l'absence d'institutions représentatives du personnel ; adoptés - **Art. 8 bis (date de la cessation des paiements en cas d'extension de la procédure)** (p. 818) : accepte les amendements identiques de suppression n° 24 de la commission et n° 156 de M. Robert Pagès - **Art. 8 ter (remplacement de l'administrateur, de l'expert et du représentant des créanciers)** (p. 819) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (suppression de la faculté donnée au contrôleur de demander directement au tribunal le remplacement de l'administrateur ou du représentant des créanciers) - **Art. 9 (désignation des contrôleurs)** (p. 820) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (nouvelle rédaction prévoyant notamment la représentation des créanciers chirographaires) ; sur cet amendement, son sous-amendement n° 192 ; adopté - Accepte l'amendement n° 27 de la commission (astreinte des contrôleurs au secret professionnel) - (p. 821) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (possibilité pour le contrôleur de se faire représenter, y compris par ministère d'avocat) et s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission saisie pour avis (possibilité pour le contrôleur de se faire représenter par l'un de ses salariés) - **Art. 11 (soumission des offres par les tiers)** (p. 825) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (personnes exclues y compris par personne interposée) et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 185 de M. Jean François-Poncet (dérogation possible en cas d'une exploitation

agricole) - S'oppose à l'amendement n° 126 de M. Jean-Paul Hammann (exclusion du rachat par tout parent et allié jusqu'au deuxième degré du chef d'entreprise : exception pour les salariés de l'entreprise) - **Art. 12 (droit des contrôleurs)** (p. 826) : accepte l'amendement rédactionnel n° 30 de la commission - **Après l'art. 12** (p. 827) : demande le retrait de l'amendement n° 119 de M. Serge Vinçon (désignation d'un expert en diagnostic d'entreprise) - **Art. 13 (inventaire des biens de l'entreprise)** (p. 828) : accepte l'amendement n° 31 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 14 (compensation des créances connexes)** : s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Robert Pagès (limitation aux créances nées avant l'ouverture de la procédure) - **Art. 15 (vente d'un bien grevé de sûretés)** (p. 829) : son amendement de suppression n° 193 ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 36 - (p. 831) : se déclare opposé à l'amendement n° 32 de la commission (dépôt du prix de vente du bien à la caisse des dépôts et consignations) - **Art. 16 (résiliation des contrats en cours)** (p. 833) : sur l'amendement n° 33 de la commission qu'il accepte (généralisation du paiement comptant des prestations fournies pendant la période d'observation ; obligation de moyens de l'administrateur), son sous-amendement n° 194 ; adopté - (p. 834) : s'oppose au sous-amendement n° 98 de M. Jean François-Poncet - Délais de résiliation du contrat laissés à l'administrateur - **Après l'art. 16 bis** (p. 835) : son amendement n° 105 : inopposabilité à l'administrateur en cas de cession du bail de toute clause imposant au cédant de dispositions solidaires avec le cessionnaire ; adopté - **Art. 17 bis (abandon des pénalités ou majorations de retard et des frais de poursuite par les organismes de sécurité sociale)** (p. 836) : accepte l'amendement de rectification n° 37 de la commission - Son amendement n° 106 : limitation aux sommes dues avant le jugement d'ouverture ; adopté après modification par le sous-amendement n° 160 de M. Robert Pagès (redevable de bonne foi).

**Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - **Art. 17 ter (abandon par le Trésor des frais de poursuites et de pénalités fiscales)** (p. 850, 851) : son amendement n° 107 : application aux sommes dues avant le jugement d'ouverture ; adopté - Accepte l'amendement n° 38 de la commission (date d'application des dispositions proposées) - **Art. 20 (mission du représentant des créanciers)** (p. 852) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (exclusivité de l'action au nom et dans l'intérêt des créanciers, sans préjudice des droits des contrôleurs) - Accepte l'amendement n° 40 de la commission (substitution des mots « au juge commissaire et au procureur de la République » aux mots « au tribunal ») - **Après l'art. 20** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 41 de la commission (reprise des instances suspendues) - **Art. 21 (déclaration des créances)** (p. 853, 854) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (avertissement personnel des créanciers bénéficiaires d'une sûreté ayant fait l'objet d'une publication, d'un contrat de crédit-bail publié ou d'un bail publié) + Sur cet amendement, son sous-amendement n° 195 ; retiré - (p. 855) : accepte l'amendement n° 43 de la commission (créance du Trésor public et des organismes de prévoyance et de sécurité sociale) ; son amendement n° 108 : mention de l'UNEDIC ; adopté - Accepte l'amendement n° 44 de la commission (suppression du délai de déclaration des créances des collecteurs fiscaux) - **Art. 22 (visa du commissaire aux comptes)** (p. 856) : accepte l'amendement n° 45 de la commission (expert-comptable) - **Art. 23. (inopposabilité de la forclusion)** (p. 857) : sur l'amendement n° 8 de la commission saisie pour avis (extension à l'ensemble des créanciers, lorsqu'ils n'ont pas été avisés personnellement), qu'il accepte, son sous-amendement n° 196 ; adopté - **Art. 24 (sort des cautions)** (p. 858) : s'oppose à l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du plein effet des cautions) - Son amendement n° 197 : nouvelle rédaction sauvegardant les droits des créanciers ; devenu sans objet - **Après l'art. 3 (suite)** (p. 862) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 183, précédemment réservé, de M. Jean François-Poncet (suspension provisoire des poursuites ; extension aux cautions personnes physiques dans la procédure de règlement amiable judiciaire spécifique à l'agriculture) - **Après l'art. 24** (p. 863, 864) : sur les amendements de M. Alain Lambert, accepte le n° 142 d'harmonisation, s'oppose au n° 143 (hypothèques, nantissements, privilèges, actes et décisions judiciaires translatifs ou constitutifs de droits réels publiés ou inscrits postérieurement au jugement d'ouverture du redressement judiciaire) et s'en

remet à la sagesse du Sénat pour le n° 144 sur le même objet - **Art. 25** (*durée du plan de redressement*) (p. 866) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 162 de M. Robert Pagès - Accepte l'amendement n° 205 de la commission (durée maximale accordée aux entreprises agricoles et possibilité pour le tribunal de déroger aux durées autorisées) - **Après l'art. 25** : accepte l'amendement n° 48 de la commission (interdiction de révision du prix de cession) - **Après l'art. 26** (p. 867) : accepte l'amendement n° 49 de la commission (levée de l'interdiction bancaire de l'entreprise en redressement judiciaire) - **Art. 27** (*libération du capital*) (p. 868) : accepte l'amendement n° 50 de la commission (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 27** (p. 869) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission saisie pour avis (fixation d'un délai de franchise pour le paiement des créanciers) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 51 de la commission (levée de l'option d'achat des contrats de crédit-bail) - **Art. 28** (*intérêts des créances soumises au plan de redressement*) (p. 870) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 52 de la commission et n° 137 de M. Alphonse Arzel et s'oppose aux amendements de M. Jean François-Poncet, n° 100 de coordination, et n° 135 (maintien du jeu des intérêts conventionnels) - **Art. 30** (*non-exécution de ses engagements par le débiteur*) (p. 871) : accepte l'amendement n° 53 de la commission (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 30** : accepte l'amendement n° 54 de la commission (sort des actifs non compris dans le plan de cession) - **Avant l'art. 31** (p. 872) : s'oppose à l'amendement n° 163 de M. Robert Pagès (traitement prioritaire des offres émanant de membres du personnel) - **Art. 31** (*offres de cession*) : accepte l'amendement n° 55 de la commission (délai entre la réception de l'offre et son examen par le tribunal) - **Art. 32 bis** (*sort de l'option d'achat des contrats de crédit-bail*) (p. 873) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 164 de M. Robert Pagès et accepte l'amendement de coordination n° 56 de la commission - **Art. 33** (*gestion de l'entreprise*) (p. 874) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 57 de la commission - **Art. 34** (*obligations du cessionnaire*) : accepte l'amendement n° 58 de la commission (commissaire à l'exécution du plan) - **Art. 35** (*clause d'inaliénabilité des actifs cédés*) (p. 875) : accepte l'amendement n° 59 de la commission (fixation de la durée par le tribunal) - **Demande de réserve** : se déclare favorable à la demande de M. Etienne Dailly, rapporteur, tendant à réserver les articles 15, 17 et 36 ainsi que les amendements n° 145, n° 95 et n° 96 tendant à insérer des articles additionnels après les articles 36, 52 et 52 ter - **Art. 37** (*vérification et admission des créances*) : accepte l'amendement n° 61 de la commission (établissement d'une liste unique de créances et suppression du délai) - **Art. 38** (*nullité des paiements financés par des cessions de créances*) (p. 876) : accepte l'amendement de suppression n° 62 de la commission - **Art. 39 bis** (*dispense de revendication*) (p. 877) : accepte l'amendement n° 63 de la commission (extension de la dispense de revendication aux contrats de crédit-bail publiés) - **Art. 40** (*revendication de matériels ou d'outillage*) (p. 879) : accepte l'amendement n° 64 de la commission (nouvelle rédaction), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 198 : biens fongibles ; adopté - **Après l'art. 40** (p. 880) : accepte l'amendement n° 65 de la commission (revendication du prix) - **Art. 40 bis** (*contentieux de la revendication*) : accepte l'amendement n° 118 de M. Jean-Paul Hammann (suppression de la disposition selon laquelle le juge-commissaire, à l'occasion de l'action en revendication ou en restitution des biens, statue sur le sort du contrat) - **Après l'art. 41** (p. 881) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 177 et n° 178 (maintien dans les lieux des personnes physiques lors d'une procédure de liquidation des biens) - **Art. 43** (*période d'observation*) (p. 882) : demande le retrait de l'amendement n° 66 de la commission (ouverture aux représentants des créanciers et à tout contrôleur de la faculté de demander le renouvellement de la période d'observation) - (p. 883) : accepte l'amendement n° 186 de la commission (maintien du droit actuel applicable aux exploitations agricoles) - Accepte l'amendement n° 179 de M. Claude Estier (enquête du juge-commissaire afin de dresser un rapport sur la situation de l'entreprise et sur ses perspectives de redressement) - **Avant l'art. 45** (p. 884) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 180 de M. Claude Estier (interdiction de nommer administrateur l'expert) - **Art. 45** (*coordination*) : accepte l'amendement de rectification n° 67 de la commission - **Après l'art. 45** (p. 885) : s'oppose à

l'amendement n° 121 de M. Serge Vinçon (recours à un expert) - **Art. 47** (*régime de la liquidation judiciaire*) - **Art. 148 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985** (*ouverture de la procédure*) (p. 886) ; accepte l'amendement n° 68 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 148-2 de la loi précitée** (*effets du jugement d'ouverture de la liquidation*) (p. 887) : accepte l'amendement n° 69 de la commission (référence à l'article 57 de la loi de 1985) - **Art. 148-3 de la loi précitée** (*opérations de liquidation conduites par le liquidateur*) : accepte l'amendement n° 70 de la commission (référence à l'article 27 de la loi de 1985) - **Avant l'art. 49** (p. 888) : sur l'amendement n° 71 de la commission qu'il accepte (maintien en fonction des organes de la procédure), son sous-amendement n° 199 ; adopté - **Après l'art. 50** (p. 889) : accepte l'amendement n° 72 de la commission (vente des immeubles) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 200 ; adopté - **Art. 51** (*vente d'immeubles*) (p. 890) : accepte l'amendement n° 73 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 51 bis** (*paiement provisionnel*) (p. 891) : accepte l'amendement n° 74 de la commission (garantie bancaire obligatoire) ; sur cet amendement, son sous-amendement n° 201 : exclusion de cette obligation de l'Etat et des organismes sociaux et assimilés ; adopté - **Après l'art. 51 bis** (p. 892) : accepte l'amendement n° 75 de la commission (mode simplifié de clôture de la liquidation) - **Art. 52** (*droits de poursuite individuelle*) : accepte l'amendement de coordination n° 76 de la commission - **Après l'art. 52** (p. 892) : accepte l'amendement n° 77 de la commission (ouverture des voies d'appels aux contrôleurs) - **Art. 52 ter** (*voies de recours du ministère public*) (p. 893) : accepte l'amendement n° 78 de la commission (référence à l'article 154 de la loi du 5 janvier 1985) - **Après l'art. 52 quater** (p. 894) : accepte les amendements de la commission, n° 79 à n° 83 (régime des sanctions patrimoniales civiles et pénales susceptibles de frapper les chefs d'entreprise et les dirigeants sociaux fautifs ; extension aux associations ; infraction consistant en la tenue d'une comptabilité manifestement incomplète ou irrégulière) - **Avant l'art. 53** (p. 895) : accepte l'amendement n° 84 de la commission (interdiction de gérer) - **Après l'art. 53 bis** : son amendement n° 110 : exécution de la seule mesure la plus longue dans le cas où deux juridictions ont prononcé à l'égard d'une même personne une sanction commerciale ; adopté - Accepte l'amendement n° 85 de la commission (interdiction de reprise par un contrôleur) - (p. 896) : ses amendements, n° 111, n° 112 et n° 113 : harmonisation : effacement des mentions et relèvement des interdictions, déchéances et incapacités suite à l'application de la loi du 13 juillet 1967 relative au règlement judiciaire et à la liquidation des biens ; adoptés - **Art. 54** (*coordinations dans la loi du 25 janvier 1985*) (p. 897) : accepte les amendements, n° 86 de coordination, et n° 87 de rectification de la commission - **Art. 55** (*coordination avec le code de procédure pénale*) : accepte l'amendement de rectification n° 88 de la commission - **Art. 57** (*coordination avec le code des assurances*) (p. 898) : accepte l'amendement de rectification n° 89 de la commission - **Art. 58** (*coordinations avec le code du travail*) : accepte l'amendement de coordination et de rectification n° 90 de la commission - **Art. 59** (*coordinations avec la loi de 1966 sur les sociétés commerciales*) : accepte l'amendement de coordination n° 91 de la commission - **Après l'art. 60** (p. 899, 900) : s'oppose à l'amendement n° 92 de la commission dont il demande la réserve (droit de créance sur un établissement de crédit défaillant) - Gouverneur de la Banque de France - **Art. 61** (*entrée en vigueur*) (p. 901) : demande la réserve de l'article 61, de l'amendement n° 93 de la commission (non-application aux procédures en cours à la date de son entrée en vigueur) et, sur cet amendement, du sous-amendement n° 136 de M. Philippe Marini - **Après l'art. 52** (*suite*) : accepte l'amendement n° 77, précédemment réservé, de la commission.

**Suite de la discussion** - (12 avril 1994) - (p. 913) ; droits des créanciers titulaires de sûretés en cas de liquidation - Fournisseurs de l'entreprise - (p. 914) ; répartition du prix d'un bien vendu pendant la période d'observation - Voies de recours à l'encontre des plans de redressement - **Art. 36** (*précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875*) (*cession de biens grevés de sûretés*) (p. 914, 916) : accepte l'amendement n° 60 de la commission (transfert au cessionnaire de la charge des sûretés garantissant le remboursement d'un crédit consenti pour le financement d'un bien sur lequel portent ces sûretés) - **Après l'art. 36** (*précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875*)

(p. 917) : demande le retrait de l'amendement de coordination n° 145, de M. Alain Lambert - **Art. 17 (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875) (par priorité) (ordre de paiement des créances)** (p. 920, 925) : s'oppose aux amendements n° 173 de suppression et n° 174 de M. Claude Estier (paiement prioritaire des fournisseurs) ainsi qu'aux amendements n° 7 de la commission saisie pour avis (dispositions relatives aux créances sociales liées à des licenciements économiques et maintien de l'ordre de paiement, institué par l'article 40 de la loi du 25 janvier 1985, mettant sur un pied d'égalité créanciers munis de sûretés et fournisseurs) et n° 159 de M. Robert Pagès (maintien de l'ordre de paiement organisé par l'article 40 de la loi de 1985) - Sur les amendements de la commission, accepte les numéros n° 34 (frais de justice) et n° 36 (réintroduction dans les créances de la période d'observation des indemnités de résiliation des contrats dont l'exécution a été régulièrement poursuivie) et s'oppose au n° 35 (substitution du mot « cré-dits » au mot « prêts ») - **Art. 15 (suite)** (p. 926) : s'oppose à l'amendement n° 32 de la commission - Protection des créances salariales - Association de garanties des salaires - Son amendement de suppression n° 193 ; devenu sans objet (précédemment réservé, 7 avril 1994, p. 932) - **Après l'art. 52 et après l'art. 52 ter (précédemment réservés)** (p. 928, 929) : s'oppose aux amendements n° 95 et n° 96 de la commission (ouverture des voies d'appel aux contrôleurs) - Mission des parquets en matière de contrôle des procédures collectives - Constitutionnalité douteuse de ces amendements - **Après l'art. 60 (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 900)** (p. 932, 933) : s'oppose à l'amendement n° 92 de la commission - Droit pénal - **Art. 61 (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 901)** (p. 934) : demande le retrait de l'amendement n° 93 de la commission au profit de son amendement n° 206 sur le même objet ; adopté - **Seconde délibération - Art. 1<sup>er</sup> bis A (information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale : réduction du seuil du montant des créances et des délais d'inscription)** (p. 937, 939) : son amendement n° B1 : allongement des délais ; adopté - Demande le retrait des sous-amendements n° B2 et n° B3 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 947) : bilan du débat et remerciements.

- **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)] - Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Discussion générale (suite)** (p. 1696, 1697) : adhésion du Parlement sur les points clefs du texte - Hommage au rapporteur - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 1698) : s'oppose aux amendements n° 22 de M. Charles Lederman (suppression des mots : « dès le commencement de sa vie ») et n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (remplacement des mots : « dès le commencement de sa vie » par les mots : « dès le commencement de la vie ») - (p. 1702) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement d'un alinéa supprimé par l'Assemblée nationale relatif à la référence à la recherche scientifique, à la thérapeutique médicale et aux actions de préservation de la santé publique) - S'oppose à l'amendement n° 23 de M. Charles Lederman (affirmation de l'absence de remise en cause de la loi du 17 janvier 1975 relative à l'IVG) - **Art. 2 - Art. 16-4 du code civil (protection de l'intégrité de l'espèce humaine)** (p. 1704) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (remplacement des mots : « de modifier » par les mots : « d'altérer ») - Accepte les amendements identiques n° 2 de la commission et n° 24 de M. Charles Lederman (autorisation des recherches en vue de la prévention et du traitement des maladies génétiques) - **Art. 16-6 du code précité (non brevetabilité du corps humain)** (p. 1705) : accepte l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Art. 16-9 du code précité (anonymat)** : accepte les amendements identiques n° 4 de la commission et n° 26 de M. Charles Lederman (conditions, pour le médecin du donneur et celui du receveur, d'accès aux informations permettant l'identification des intéressés) - **Art. 4 (identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique)** (p. 1707) : demande le retrait de l'amendement n° 31 de la commission (prise en compte du transfert dans le code de la santé publique de certaines dispositions).

**Suite de la discussion** - (19 mai 1994) - **Art. 4 (suite)** (p. 1721) : accepte les amendements identiques n° 44 de la commission et n° 27 de M. Charles Lederman (suppression de la seconde phrase du troisième alinéa du texte présenté par l'article 4 pour l'article 16-12 du code civil et relative au respect de la vie privée) - (p. 1722) : s'oppose à l'amendement

n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (impossibilité de recourir à l'étude génétique des caractéristiques d'une personne à des fins d'assurance ou d'embauche) - **Art. 5 bis (non brevetabilité du génôme humain)** (p. 1723) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 17 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et accepte l'amendement n° 6 de la commission (reprise au sein du code de la propriété intellectuelle de la règle de non brevetabilité du corps humain, de ses éléments et de ses produits) - **Art. 7 bis (sanctions) - Avant l'art. 226-25 du code pénal** (p. 1724) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (incrimination du défaut de recueil de consentement avant une étude des caractéristiques génétiques d'une personne) - **Art. 7 bis (sanctions) - Avant l'art. 226-26 du code précité** (p. 1725) : accepte l'amendement n° 33 de la commission (recherche de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques) - **Art. 226-26 du code précité (sanction en cas de recherche d'identification d'une personne par ses empreintes génétiques à des fins non médicales)** : accepte l'amendement de coordination n° 34 de la commission - **Art. 226-27 du code précité (sanction lors de la tentative des infractions prévues aux articles précédents)** (p. 1726) : accepte l'amendement de coordination n° 35 de la commission - **Art. 7 ter (infraction en matière d'éthique biomédicale) - Avant la section I du titre premier du livre V du code pénal** (p. 1727) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 7 (section additionnelle : « de la protection de l'espèce humaine ») et n° 8 (sanction pénale de l'eugénisme organisé) et pour le sous-amendement n° 46 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, déposé sur l'amendement n° 8 précité de la commission - **Art. 511-1 du code précité (sanction en cas d'obtention d'organes contre un avantage pécuniaire)** (p. 1728) : accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Art. 511-4 du code précité (sanction en cas de prélèvement d'un tissu sur une personne vivante majeure n'ayant pas exprimé son consentement)** : accepte l'amendement de coordination n° 36 de la commission - **Après l'art. 511-5 du code précité** (p. 1729) : accepte l'amendement n° 37 de la commission (codification des incriminations insérées dans le code de la santé publique par le projet de loi relatif aux dons et à l'utilisation d'éléments et produits du corps humain) - **Art. 511-6 du code précité (sanction en cas d'obtention de gamètes contre un avantage pécuniaire ou en nature)** : accepte l'amendement de coordination n° 43 de la commission - **Après l'art. 511-6 du code précité** : accepte l'amendement n° 38 de la commission, sur le même objet que l'amendement n° 37 précité - **Section II du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code pénal** (p. 1730) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (nouvel intitulé de la division : « de la protection de l'embryon humain ») - **Après l'art. 511-7 du code précité** : accepte l'amendement n° 39 de la commission, sur le même objet que l'amendement n° 37 précité - **Art. 511-9 du code précité (sanction en cas de conception in vitro d'embryons humains à des fins de recherche ou d'expérimentation)** (p. 1731) : accepte les amendements identiques n° 40 de la commission et n° 28 de M. Charles Lederman (suppression du deuxième alinéa relatif aux sanctions en cas d'expérimentation *in vitro* sur un embryon humain) et s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (sanction exclusivement pour les expérimentations réalisées sur les embryons *in vitro*) - **Après l'art. 511-9 du code précité** : accepte l'amendement n° 41 de la commission (reprise dans le code pénal de certaines dispositions du code de la santé publique) - (p. 1758) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (introduction dans le code pénal des dispositions relatives aux atteintes à l'embryon ou au non respect des règles de mise en oeuvre de l'assistance médicale à la procréation) - **Division additionnelle avant l'art. 511-10 du code précité** : accepte le I de l'amendement n° 11 de la commission (I - Insertion d'une division : « section III - Autres dispositions et peines complémentaires applicables aux personnes physiques et responsabilité des personnes morales ») - **Section III du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code précité** (p. 1760) : accepte le II, de conséquence, de l'amendement n° 11 de la commission - **Paragraphe II** : accepte l'amendement de conséquence n° 12 de la commission - **Art. 8 (de la filiation en cas de procréation médicalement assistée) - Art. 311-20 du code civil (effets du consentement à la procréation médicalement assistée)** (p. 1762) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (nécessité du consentement devant le juge ou le notaire en cas de tiers donneur - expression du consentement à l'assistance médicale à la procréation auprès du médecin) et sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 21 de M. Michel Dreyfus-

Schmidt (qualification du juge) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements identiques n° 30 de M. Charles Lederman et n° 20 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de l'intervention du notaire) - (p. 1765) : sur l'amendement n° 13 précité de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 47 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 1766) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (modalités d'annulation du consentement) - **Sur l'ensemble** (p. 1768) : nécessaire effort d'harmonisation de la commission mixte paritaire - Travaux des rapporteurs des commissions des lois des deux assemblées - Respect des opinions personnelles.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 413 (93-94)] - (26 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1922) : qualité des travaux parlementaires sur ce texte - Moralisation des cessions ; nécessaire accroissement de la vigilance des parquets.

- **Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation** [n° 418 (93-94)] - (6 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4093, 4094) : encombrement - Pourvoi irrecevable ou dépourvu de moyens sérieux de cassation - Formation d'admission : collège de trois conseillers - Audience publique - Efficacité des procédures et droit de la défense - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4099, 4100) : s'oppose à la motion n° 8 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Consultation des professionnels - Opportunité de la discussion - Lenteur - **Question préalable** (p. 4103, 4104) : s'oppose à la motion n° 7 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable - Moyens budgétaires - Créations d'emplois - **Art. 1<sup>er</sup>** (création d'une formation d'admission des pourvois en cassation) (p. 4105) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 12 de M. Charles Lederman - Accepte l'amendement n° 1 de la commission (plusieurs formations d'admission au sein d'une même chambre) - **Art. 2** (composition et attributions de la formation d'admission des pourvois en cassation) (p. 4107) : accepte les amendements de la commission n° 2 (principe de la contradiction) et n° 3 (rotation des membres des formations d'admission) - S'oppose aux amendements n° 13 de suppression de M. Charles Lederman, au n° 9 de M. Claude Estier (pouvoir d'évocation du Premier président), et sur l'amendement n° 3 précité, au sous-amendement n° 10 de M. Claude Estier - **Art. 3** (modification de l'article L. 132-1 du code de l'organisation judiciaire) (p. 4108) : accepte l'amendement de conséquence n° 4 de la commission et s'oppose à l'amendement de suppression n° 15 de M. Charles Lederman - **Art. 4** (modification de l'article L. 132-3 du code de l'organisation judiciaire) (p. 4109) : accepte l'amendement de conséquence n° 5 de la commission - S'oppose à l'amendement de suppression n° 16 de M. Charles Lederman - **Après l'art. 4** : accepte l'amendement n° 6 de la commission (remplacement des magistrats des formations d'admission en cours d'année judiciaire) - (p. 4110) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Claude Estier (réforme d'une procédure du Conseil d'Etat) - **Sur l'ensemble** : délais pour le dépôt des mémoires.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 585 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 594 et n° 586) (p. 4394) : réforme de l'organisation judiciaire et des procédures - Accroissement de la délinquance et du contentieux - Budget de la justice - (p. 4395) : consultation - Demande de justice des Français - Conciliation et médiation - Expérimentation d'un juge de paix - (p. 4396) : accélération de la justice - Places de prisons - Délinquance « classée sans suite » - « Transaction pénale » - Délinquance des mineurs - (p. 4397, 4398) : solutions alternatives à l'incarcération - Rénovation du patrimoine judiciaire - Inspection du ministère de la justice - Administration pénitentiaire - (p. 4429) : efforts financiers - Place de la justice dans l'actualité - Juges et tâches juridictionnelles - Juges de paix - (p. 4430) : création d'emplois - Jury d'assises - Carte judiciaire - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4433) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Magistrats temporaires non professionnels - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Charles Lederman (extension de la procédure de transparence à la nomination des premiers présidents de cours d'appel) - **Art. 1<sup>er</sup>** (juges de paix) (p. 4436) : s'oppose aux

amendements identiques de suppression n° 23 de M. Charles Lederman et n° 30 de M. Claude Estier - **Art. 41-10 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (critères de recrutement)** (p. 4438) : sur l'amendement n° 4 de la commission (qualité d'assesseur dans les formations collégiales du tribunal de grande instance et abaissement à 60 ans de l'âge maximal de recrutement), son sous-amendement n° 55 : abaissement à 55 ans de l'âge maximal de recrutement ; adopté - (p. 4439) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Claude Estier (abaissement à 53 ans de l'âge maximal de recrutement) - Fixation d'une limite d'âge à l'exercice de ces fonctions - (p. 4440) : rémunération - (p. 4441) : accepte les amendements identiques n° 5 de la commission et n° 33 de M. Claude Estier (suppression des dispositions relatives à la part de l'activité de la juridiction d'instance susceptible d'être confiée aux magistrats non professionnels) - (p. 4442) : accepte l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (impossibilité d'exercer la fonction de juge départiteur au sein du conseil des prud'hommes).

- **Projet de loi de programme relatif à la justice** [n° 586 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4394, 4398 ; 4429, 4430).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** [n° 594 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4394, 4398 ; p. 4429, 4430).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 585 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (juges de paix) - **Art. L. 41-11 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (compétence)** (p. 4451) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle rédaction), et sur ce dernier s'oppose aux sous-amendements n° 34 et n° 35 de M. Claude Estier - **Art. 41-12 (nomination)** (p. 4452) : accepte les amendements de coordination de la commission n° 7, n° 8 et n° 9 - **Art. 41-13 (soumission au statut de la magistrature)** (p. 4453) : accepte les amendements de coordination de la commission n° 10 et n° 11 - **Art. 41-13-1 (cumul avec une activité professionnelle)** (p. 4456, 4457) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 36 de M. Claude Estier - Accepte l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction) - Sur les sous-amendements de M. Claude Estier, modifiant l'amendement n° 12 précité, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 40 et s'oppose au n° 42 - **Art. 41-14 (discipline)** (p. 4459) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 41-15 (cessation des fonctions)** (p. 4460) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (suppression d'une disposition figurant déjà dans le code électoral) - **Chapitre V quater de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (précédemment réservé le 18 octobre 1994, p. 4438)** (p. 4460, 4463) : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (modification de l'intitulé : « Du recrutement de magistrats à titre temporaire »).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** [n° 594 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (19 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (délégation de magistrats du siège) (p. 4486) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 62 de M. Charles Lederman et n° 83 de M. Claude Estier - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (réduction de la durée totale des délégations à trois mois) - **Art. 2 (délégation de magistrats du Parquet)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 84 de M. Claude Estier et accepte l'amendement n° 4 de la commission (réduction à trois mois de la durée totale des délégations) - **Art. 2 ter (chambres détachées des tribunaux de grande instance)** (p. 4487, 4488) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Claude Estier (renouvellement des convocations, citations et assignations à la diligence du greffe) - **Après l'art. 2 ter** (p. 4489, 4490) : ses amendements, n° 136 : ordonnance de roulement annuelle de toutes les juridictions ; n° 131 : fixation par décret en Conseil d'Etat du siège et du ressort des cours d'appel, des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance ; et n° 130 : insertion d'un chapitre additionnel : « Chapitre ... - Organisation des juridictions » ; adoptés - **Avant l'art. 3 ou après l'art. 9** (p. 4491) : son amendement n° 132 : possibilité pour le juge du tribunal

d'instance de déléguer la délivrance des certificats de nationalité au greffier en chef ; adopté - **Art. 6** (*vérification des comptes de tutelle des mineurs*) (p. 4494, 4495) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 7 de la commission et n° 86 de M. Claude Estier - Son amendement n° 137 : transfère au greffier en chef de la vérification des comptes de tutelle sous le contrôle du juge ; adopté - **Art. 8** (*approbation des comptes du mandataire d'un majeur sous sauvegarde de justice*) (p. 4496) : son amendement de conséquence n° 138 ; adopté - **Art. 9** (*contrôle des comptes des gérants de tutelles*) : son amendement de conséquence n° 139 ; adopté - **Après l'art. 9** (p. 4498) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission, n° 11 (création d'une division additionnelle : « Chapitre III - Assistants de justice ») et n° 12 (création des assistants de justice) - Refus de la création d'un véritable corps intermédiaire entre les magistrats et les greffiers en chef - **Art. 10** (*conciliation judiciaire*) (p. 4502) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Charles Lederman (accord des parties sur le principe de la conciliation) - Nécessité de revitaliser la conciliation préalable - (p. 4505) : accepte l'amendement n° 144 de la commission (obligation de secret du conciliateur) - (p. 4506) : possibilités d'intervention du conciliateur.

**Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Art. 11** (*médiation judiciaire*) (p. 4534) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 15 de la commission et n° 92 de M. Claude Estier - **Art. 12** (*durée de la mission de conciliation ou de médiation*) (p. 4535) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 16 de la commission et n° 93 de M. Claude Estier - **Chapitre I<sup>er</sup> du titre II** (précédemment réservé le 19 octobre 1994, p. 4500) (p. 4536) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (intitulé du chapitre I<sup>er</sup> du titre II : « De la conciliation ») et s'oppose à l'amendement de suppression n° 90 de M. Claude Estier - **Chapitre II** (*modification de la procédure de traitement des situations de surendettement*) (p. 4538) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 97 de M. Claude Estier - Traitement amiable du surendettement - Délais de jugement des problèmes de surendettement - (p. 4540, 4541) : continuité entre le travail de la commission administrative de surendettement et celui du juge - Faillite civile - **Art. 18** (*par priorité*) (*commission de surendettement*) (p. 4543) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 66 de M. Charles Lederman et n° 99 de M. Claude Estier - Son amendement n° 145 : remplacement du verbe « prescrire » par le verbe « recommander » ; adopté - (p. 4544) : s'oppose à l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction) - (p. 4545, 4546) : accepte l'amendement n° 146 de la commission (délai du report ou d'échelonnement) - Ses amendements de coordination, n° 147, n° 148 et n° 149 ; adoptés - **Art. 19** (*par priorité*) (*contrôle par le juge des mesures prescrites par la commission de surendettement*) (p. 4547) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 67 de M. Charles Lederman et n° 101 de M. Claude Estier, ainsi qu'à l'amendement n° 102 de ce dernier (remplacement des mots « le juge de l'exécution » par les mots « le juge compétent ») - Son amendement de coordination n° 150 ; adopté - **Art. 16** (*procédure de règlement des litiges en matière de crédit à la consommation*) (p. 4548) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 64 de M. Charles Lederman et n° 98 de M. Claude Estier - **Après l'art. 16** (p. 4549) : accepte l'amendement n° 81 de Mme Paulette Brisepierre (possibilité pour les Français de l'étranger de saisir la commission de surendettement) - **Art. 20** (*déchéance*) (p. 4550) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 103 de M. Claude Estier - **Art. 21** (*entrée en vigueur*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 104 de M. Claude Estier - **Art. 21 bis** (*faillite civile en Alsace-Moselle*) (p. 4552) : accepte les amendements identiques de suppression n° 25 de la commission, n° 60 de M. Charles Metzinger et n° 61 de M. Philippe Richert - **Après l'art. 21 bis** : son amendement n° 135 : situation des mineurs âgés de seize à dix-huit ans qui seraient hors d'état de manifester leur volonté à la suite d'une altération de leur faculté mentale ou corporelle pour les demandes ayant trait à la nationalité ; réservé jusqu'à la fin de l'examen du projet de loi - **Art. 22** (*gestion des poursuites pénales par la transaction* - *Supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 4457, 4458) : traitement de la petite délinquance et lutte contre le classement sans suite - Accepte l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction) - Cha-

**pitre 1<sup>er</sup> du titre III** (précédemment réservé p. 4554) (p. 4561) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de la commission (modification de l'intitulé de cette division : « la composition en matière pénale ») - **Art. 24** (*principe du juge unique pour le jugement de certains délits*) (p. 4564) : réflexions sur le juge unique - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 68 de suppression et n° 69 (possibilité pour les parties de bénéficier de la formation collégiale) ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 106 (mention qu'aucune des parties ne s'y oppose), n° 107 (mention que le ou les avocats en sont d'accord) et n° 108 (possibilité pour ce magistrat de renvoyer l'affaire en l'état à une audience collégiale) - **Art. 25** (*délits jugés par un juge unique*) (p. 4566, 4567) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 70 de M. Charles Lederman ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 109 (compétence de la formation collégiale du tribunal correctionnel pour la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement) et n° 110 (liste des délits encourageant une peine inférieure à trois années de prison) - Accepte les amendements de la commission, n° 28 et n° 30 (correction d'une erreur dans le décompte des alinéas), n° 29 (ensemble des délits liés à l'abandon de famille) et n° 31 (cas du recel simple) - (p. 4568) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 112 (suppression des mots « non prévus par cet article » à la fin du dernier alinéa de l'article 25) et n° 111 (cas du port d'arme de sixième catégorie) - Accepte les amendements de la commission n° 32 (correction d'une erreur de référence) et n° 33 (correction d'une erreur dans le décompte des alinéas) - **Art. 26** (*délivrance d'un mandat d'amener par le tribunal devant lequel le prévenu ne comparait pas*) (p. 4570) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 113 de M. Claude Estier et accepte les amendements de la commission n° 34 rédactionnel et n° 35 (possibilité de transférer directement le prévenu, avec son accord, devant le procureur de la République de la juridiction qui a prononcé son mandat d'amener) - **Art. 29** (*recherche de l'adresse d'un prévenu par le procureur de la République*) (p. 4571) : accepte les amendements de la commission, n° 36 de coordination et n° 37 (respect de la confidentialité des renseignements donnés dans le cas d'enquêtes statistiques) - **Art. 30** (*extension de la procédure de conversion* - *Supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 4573) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Charles Lederman (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale) - (p. 4574) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Claude Estier (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale avec la mention que la conversion de peines est subordonnée à l'intervention de faits nouveaux depuis la condamnation définitive) - **Après l'art. 30** (p. 4576) : s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Claude Estier (possibilité pour le juge d'application des peines de placer le condamné en liberté conditionnelle sous réserve que ce dernier accomplisse un travail d'intérêt général et sous la condition d'un temps d'épreuve égal au tiers de la durée de la peine) - **Art. 32** (*condamnés étrangers*) (p. 4579) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 76 de M. Charles Lederman et n° 117 de M. Claude Estier - **Art. 33** (*paiement de l'amende dans les dix jours du jugement*) (p. 4581) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (diminution du montant de l'amende de 20 % dans certaines conditions) et s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 74 de M. Charles Lederman et n° 118 de M. Claude Estier - **Art. 34** (*paiement de l'amende dans les dix jours du jugement*) (p. 4582) : accepte les amendements identiques de suppression, n° 39 de la commission, n° 75 de M. Charles Lederman et n° 119 de M. Claude Estier - **Art. 36** (*pouvoirs du juge des enfants statuant seul*) (p. 4583) : accepte l'amendement n° 140 de la commission (correction d'une erreur dans le décompte d'alinéas) - **Art. 37 bis** (*interceptions de correspondances téléphoniques sur la ligne d'un parlementaire*) (p. 4584, 4585) : sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose au n° 121 (information du président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 120 de suppression - **Après l'art. 37 bis** (p. 4586, 4587) : ses amendements n° 141 : extension de la qualité d'officier de police judiciaire à certains officiers de paix ; et n° 142 : simplification de la tâche des officiers de police judiciaire se déplaçant dans une autre circonscription ; adoptés - **Art. 38** (*exécution des décisions des juridictions administratives de premier et second*

*degrés*) (p. 4588, 4589) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 2 de M. Camille Cabana et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 40 de la commission - *Art. L. 3-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel (injonctions à fin d'exécution des jugements et arrêts)* (p. 4589, 4590) : accepte les amendements de la commission n° 41, rédactionnel, n° 42 (possibilité pour le juge de prévoir un délai d'exécution lorsqu'il a à prescrire une mesure d'exécution) et n° 43 rédactionnel - *Art. L. 3-2 (pouvoirs d'astreinte)* : s'oppose à l'amendement n° 44 de la commission (possibilité pour le juge de prononcer l'astreinte et l'injonction dans la même décision) - *Art. L. 3-3 (demandes d'exécution et astreintes en cas de jugements ou d'arrêts inexécutés)* : accepte l'amendement de coordination n° 45 de la commission - *Art. 39 (magistrat de tribunal administratif statuant seul)* (p. 4592, 4594) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 46 (choix par le président du tribunal administratif du magistrat qu'il délègue) et accepte les n° 47 (contentieux de la mise en oeuvre de la responsabilité de l'Etat pour refus opposé à une demande de concours de la force publique pour exécuter une décision de justice) et n° 48 (suppression des dispositions indiquant que le président du tribunal peut toujours renvoyer l'affaire devant une formation collégiale) - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 123 (soumission de l'ensemble des litiges relatifs aux impôts locaux à la formation collégiale) et n° 124 (soumission du contentieux de la responsabilité d'une collectivité publique à la formation collégiale) - *Art. 40 (ordonnances du président)* (p. 4595) : s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Claude Estier (suppression de la possibilité pour le juge unique de traiter les « séries ») - Accepte l'amendement n° 49 de la commission (définition des « séries ») et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 152 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (respect du principe du contradictoire) - *Art. 40 bis (suspension provisoire d'une décision administrative)* (p. 4596) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 50 de M. Pierre Fauchon et n° 126 de M. Claude Estier - *Art. 45 (prorogation des recrutements complémentaires)* (p. 4598) : accepte l'amendement rédactionnel n° 56 de la commission - *Après l'art. 46* (p. 4599) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Charles Lederman (suppression du droit de timbre de 100 F par requête enregistrée auprès des juridictions administratives) - *Art. 47 (application à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et à la collectivité territoriale de Mayotte)* : accepte l'amendement n° 57 de la commission (cas de Mayotte) - *Après l'art. 21 bis (suite)* (p. 4600) : son amendement n° 135 précité ; adopté.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)] - Suite de la discussion** - (21 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé (approbation du rapport annexé)** (p. 4624) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 23, de suppression, et n° 24, de repli - Accepte l'amendement n° 9 de la commission saisie pour avis (approbation des orientations du rapport annexé à la présente loi) - Accepte l'amendement n° 10 de la commission saisie pour avis (années 1995 à 1999) - Accepte l'amendement n° 1 de la commission (référence aux moyens de l'appareil judiciaire et suppression des mentions relatives au délai de jugement) - (p. 4625) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Claude Estier (suppression de la référence à l'intérêt des villes) et accepte l'amendement n° 11 de la commission saisie pour avis (référence aux équilibres locaux) - (p. 4625, 4626) : s'oppose aux amendements n° 26 de M. Claude Estier (suppression des mots : « assorti de formules incitatives ») et n° 22 de M. Alfred Foy (mise en place d'une instance départementale donnant son avis sur l'opportunité de la suppression d'un tribunal sur son territoire) - (p. 4627) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (tâche dont le juge est déchargé) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission saisie pour avis - (p. 4628) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (suppression du caractère expérimental du recrutement de magistrats non professionnels) et s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (suppression de la référence aux magistrats non professionnels) - Accepte les amendements rédactionnels n° 13 et n° 14 de la commission saisie pour avis - Son amendement n° 30 : procureurs généraux ; adopté - (p. 4629) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de la commission (rédaction de la formule relative à l'amélioration de la situation matérielle des magis-

trats) - Accepte les amendements rédactionnels n° 15 et n° 16 de la commission saisie pour avis - (p. 4630) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 31 (caractère exceptionnel de la détention provisoire) et accepte le n° 32, rédactionnel - (p. 4631) : accepte les amendements n° 5 de la commission et (caractère d'organisme d'assistance sociale de la protection judiciaire de la jeunesse) n° 17 rédactionnel de la commission saisie pour avis - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 29 de M. Claude Estier (réintroduction des dispositions sur la protection judiciaire de la jeunesse) - (p. 4631, 4632) : accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 18 (amélioration de la rédaction et fixation d'un délai idéal de jugement aux juridictions administratives) et n° 19, rédactionnel - (p. 4632) : accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission - *Art. 2 (définition de l'objet de la loi de programme)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 20 de la commission saisie pour avis - *Art. 4 (augmentation des effectifs prévue)* (p. 4633) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 7 de la commission - *Art. 5 bis (rapports du Parlement sur l'état et les projets de révision de la carte judiciaire)* : accepte l'amendement n° 8 de la commission (présentation par le Gouvernement au Parlement des orientations relatives à la révision de la carte judiciaire avant le 31 décembre 1995) - *Art. 6 (compte-rendu au Parlement sur l'exécution de la loi de programme)* (p. 4634) : accepte l'amendement n° 21 de la commission saisie pour avis (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 33 ; rejeté - **Sur l'ensemble** (p. 4636, 4637) : modernisation de la justice et volonté de réconcilier les Français avec cette dernière.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Budgets annexes : Légion d'honneur et ordre de la Libération** - (7 décembre 1994) (p. 6910, 6911) : restauration de la maison d'éducation de Saint-Denis - Avenir des filles de légionnaires - Restauration du mobilier national - Secours aux compagnons de la Libération et aux médaillés de la Résistance.

**Justice** - (7 décembre 1994) (p. 6922, 6924) : indépendance de la justice - Cour de justice de la République - Augmentation de la délinquance juvénile - Ecoutes téléphoniques judiciaires - Crise de l'administration pénitentiaire - Avenir de la justice - (p. 6931) : amélioration des délais de délivrance des certificats de nationalité - (p. 6941, 6943) : amendement Marsaud - Protection des juges - Lutte contre la corruption - Moyens financiers destinés à l'administration pénitentiaire - Situation des prévenus en détention provisoire - Secret de l'instruction et droit à l'information - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6944) : création de postes dans l'administration pénitentiaire - Revalorisation de l'indemnité des surveillants de prison - Alternatives à l'incarcération.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture [n° 86 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 88 et n° 87) (p. 7319) : principe du recrutement de magistrats non professionnels et modalités d'exercice de leurs missions - Juges de paix - **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Injonction pénale - Transfert de certaines charges non juridictionnelles des magistrats vers les greffiers en chef - Certificat de nationalité - Bureau d'aide juridictionnelle - Assistants de justice** - (p. 7320) : médiation - **Législation du surendettement - Question préalable** (p. 7329) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - **Intitulé du titre I<sup>er</sup>** (p. 7330) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Guy Allouche (suppression de cette division et de son intitulé), ainsi qu'à l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé : « Du recrutement de magistrats à titre temporaire ») - **Art. 1<sup>er</sup> (juges de paix)** (p. 7333) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 11 de M. Charles Lederman et n° 13 de M. Guy Allouche - **Intitulé du chapitre V quater de l'ordonnance du 22 décembre 1958** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 3 de la commission - **Art. 41-10 (critères de recrutement)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amende-

ment de coordination n° 4 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Guy Allouche (fixation de l'âge maximum des personnes recrutées en qualité de magistrat à titre temporaire à cinquante-huit ans) - (p. 7334) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Guy Allouche (suppression de la possibilité donnée aux membres des professions judiciaires et juridiques justifiant de sept années d'exercice professionnel d'accéder aux fonctions de magistrat non professionnel) - **Art. 41-11 (compétence)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 5 de la commission - **Art. 41-12 (nomination)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 6 de la commission - **Art. 41-13 (soumission au statut de la magistrature)** (p. 7335) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 7 de la commission - **Art. 41-13-1 (cumul avec une activité professionnelle)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 8 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Guy Allouche (appréciation par la commission prévue à l'article 34 de l'ordonnance de 1958 de la compatibilité de l'activité professionnelle des candidats avec les fonctions de magistrat à titre temporaire) - **Art. 41-14 (discipline)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 9 de la commission - **Art. 41-15 (cessation des fonctions)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 10 de la commission.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice - Deuxième lecture** [n° 87 (94-95)] - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 86 et n° 88) - Voir intervention sous le projet de loi n° 86 (p. 7319, 7320).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture** [n° 88 (94-95)] - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 86 et n° 87) - Voir intervention sous le projet de loi n° 86 (p. 7319, 7320) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7339) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Conflit entre le droit à l'information et le droit à la présomption d'innocence - Mission d'information sur le respect de la présomption d'innocence - Conseil supérieur de la magistrature - Cour de justice de la République - Transparence de la justice - **Art. 3 A (remplacement des magistrats dans les commissions administratives)** (p. 7341, 7343) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de suppression n° 3 de la commission et n° 54 de M. Guy Allouche - « Recentrage » de l'activité du juge sur ses missions juridictionnelles - Possibilité donnée au magistrat de donner délégation au greffier en chef de la juridiction pour le remplacer - **Art. 9 bis A (déclarations de nationalité)** (p. 7344) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de suppression n° 4 de la commission et n° 41 de M. Charles Lederman - **Art. 9 bis (certificats de nationalité)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 42 de M. Charles Lederman - **Art. 9 ter (certificats de nationalité)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 43 de M. Charles Lederman - **Art. 9 quinquies A (aide juridictionnelle)** (p. 7345) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de la commission (transformation du greffier en chef en vice-président du bureau ou de la section du bureau lorsque ceux-ci statuent sur les admissions devant les juridictions judiciaires) - **Art. 9 quinquies B (aide juridictionnelle)** : accepte l'amendement de suppression n° 6 de la commission - **Art. 9 quinquies (assistants de justice)** (p. 7346) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (nomination pour une durée de deux ans renouvelable une fois) - **Art. 10 (conciliation et médiation judiciaires)** (p. 7348) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 56 de M. Guy Allouche ainsi qu'à l'amendement n° 9 de la commission (utilisation de la médiation judiciaire dans certains cas exceptionnels) - **Art. 11 (conciliation et médiation judiciaires)** (p. 7349) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 10 de la commission et n° 57 de M. Guy Allouche - **Art. 12 (conciliation et médiation judiciaires)** : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 11 de la commission et n° 58 de M. Guy Allouche - **Art. 13 (conciliation et médiation judiciaires)** (p. 7350) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 12 de la commission et n° 59 de M. Guy Allouche - **Art. 14 (conciliation et médiation judiciaires)** : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 13 de la commission et n° 60 de M. Guy Allouche - **Art. 15**

(conciliation et médiation judiciaires) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 14 de la commission et n° 61 de M. Guy Allouche.

**Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Intitulé du chapitre II du titre II** (p. 7363) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Guy Allouche (suppression de la division et de son intitulé) - **Art. 18 (commission de surendettement)** (p. 7365, 7366) : s'oppose aux amendements de M. Guy Allouche n° 63, de suppression, et n° 64, de repli - Sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 15 (délai de suspension provisoire des poursuites de quatre mois renouvelable une seule fois) et s'oppose au n° 16 (distinction entre le report et le rééchelonnement de la dette et durées maximales) - Sur l'amendement n° 16 précité de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 85 de M. Guy Allouche (cas des dettes immobilières) - **Art. 19 (commission de surendettement)** (p. 7367) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de la commission (question de la bonne foi du débiteur) - **Division et articles additionnels après l'art. 21 ter** (p. 7369) : demande le retrait des amendements de M. Philippe Richert n° 46, n° 47 et n° 48, relatifs à la faillite civile en droit local alsacien-mosellan - Commission d'harmonisation du droit local - Souhaite un débat parlementaire approfondi et qu'il y ait une proposition de loi déposée sur ce sujet - **Titre III (Dispositions de procédure pénale)** (p. 7370) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Guy Allouche (suppression de cette division et de son intitulé) - **Art. 22 (gestion des poursuites par l'injonction pénale)** (p. 7373) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 44 de M. Charles Lederman et n° 67 de M. Guy Allouche - Réduction du nombre de classements sans suite - **Art. 25 (délits jugés par un juge unique)** (p. 7376) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 45 de M. Charles Lederman et n° 68 de M. Guy Allouche, ainsi qu'à l'amendement n° 69 de ce dernier (suppression de la compétence du juge unique pour les délits visés par le projet et encourant plus de deux années de prison) - Accepte l'amendement n° 18 de la commission (réintégration du délit de port illégal d'arme blanche dans les compétences du juge unique) - Accroissement des moyens accordés à la justice - Réforme d'organisation et de simplification - (p. 7378) : limitation des cas d'application de la procédure de comparution immédiate devant le juge unique - **Intitulé de la section II** (p. 7379) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (nouvelle rédaction de cet intitulé : « Libération conditionnelle des condamnés étrangers ») - **Art. 33 (paiement de l'amende dans les dix jours du jugement)** (p. 7380) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (réduction de 20 % du montant des amendes acquittées dans les quinze jours suivant le jugement) - **Art. 37 ter A (exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de défense des victimes d'accidents collectifs)** (p. 7381, 7383) : son amendement n° 86 : interdiction faite aux associations de demander des dommages et intérêts correspondant au préjudice causé à chacun de ses membres ; adopté - Cas des associations constituées après un accident collectif et réunissant des personnes victimes de cet accident - **Art. 37 ter B (prescription de la peine prononcée pour acte de terrorisme et pour trafic de stupéfiants)** (p. 7385, 7386) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (durée de prescription de l'action publique de vingt ans pour les délits et de trente ans pour les crimes en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants) - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 49 de M. Ernest Cartigny (imprescriptibilité de l'action publique pour les crimes en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants) - S'oppose à l'amendement n° 70 de M. Guy Allouche (imprescriptibilité de la peine prononcée en cas de condamnation pour crime terroriste) - Imprescriptibilité des crimes contre l'humanité - **Art. 37 quinquies (secret de l'enquête et de l'instruction)** (p. 7394, 7395) : équilibre entre le droit à l'information et la présomption d'innocence - Violation du secret de l'instruction - Indépendance et transparence de la justice - Amendement Marsaud - Détention provisoire - Accepte les amendements identiques de suppression n° 22 de la commission, n° 2 de M. Charles Lederman et n° 71 de M. Guy Allouche - **Art. 37 sexies (réquisitions de non informer du procureur de la République)** (p. 7402) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 37 septies (débat contradictoire préalable à une ordonnance de non-lieu fondée sur l'altération ou l'abolition des facultés mentales de l'auteur des faits)** (p. 7404) : accepte l'amendement n° 24 de la

commission (amélioration des techniques d'expertise et comparution personnelle de l'auteur des faits devant la chambre d'accusation en cas d'appel de la décision) - **Art. 37 nonies** (*conditions de la comparution immédiate*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 51 de M. Charles Lederman - **Art. 37 decies** (*prise de parole devant la chambre des appels correctionnels*) (p. 7405) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 52 de M. Charles Lederman - **Art. 37 terdecies** (*poursuites pénales contre un fonctionnaire*) (p. 7406) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 25 de la commission, n° 53 de M. Charles Lederman et n° 72 de M. Guy Allouche - Défense par l'Etat de ses fonctionnaires lorsqu'ils font l'objet de poursuites pénales engagées sur l'initiative de particuliers - Conseil supérieur de la fonction publique - **Art. 38** (*exécution des décisions des juridictions administratives de premier et second degrés*) (p. 7408) : s'oppose aux amendements de la commission n° 26 (possibilité de regrouper la décision sur l'astreinte avec la décision sur le fond) et n° 27, de coordination - **Art. 39** (*magistrat de tribunal administratif statuant seul*) (p. 7409) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 73 de M. Guy Allouche et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 28 de la commission (suppression de la possibilité donnée au président du tribunal administratif, en tout état de cause, de renvoyer l'affaire devant la formation collégiale de la juridiction) - **Art. 40 bis** (*suspension provisoire d'une décision administrative*) (p. 7410) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (nouvelle rédaction) et s'oppose à l'amendement de suppression n° 74 de M. Guy Allouche - **Art. 40 ter A à 40 decies** (*codification de dispositions législatives diverses dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel*) (p. 7410, 7412) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de suppression de la commission n° 30, n° 31, n° 32, n° 33, n° 34, n° 35, n° 36, n° 37 et n° 38, et de M. Guy Allouche n° 75, n° 76, n° 77, n° 78, n° 79, n° 80, n° 81, n° 82 et n° 83 - **Art. 43** (*attribution au Conseil d'Etat de pouvoirs d'injonction et d'astreinte*) (p. 7413) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 39 de la commission - **Après l'art. 43** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 84 de M. Guy Allouche (caractère non suspensif du recours contre l'acte de notification déclarant démissionnaire d'office un élu à la suite d'une condamnation pénale entraînant la perte des droits électoraux) - **Art. 47** (*application à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française, à la collectivité territoriale de Mayotte*) (p. 7414) : accepte l'amendement de coordination n° 40 de la commission.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice - Deuxième lecture** [n° 87 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé** (*approbation du rapport annexé*) (p. 7417) : accepte les amendements de la commission n° 1 de coordination et n° 2 (amélioration de la situation matérielle des magistrats et notamment attribution d'un logement au chef de juridiction) - **Art. 4** (*augmentation des effectifs prévus*) : accepte l'amendement de coordination n° 3 de la commission - (p. 7418) : transparence de la justice - Auditions publiques sur la question du secret de l'instruction.

**MÉLENCHON (Jean-Luc)**, sénateur de l'Essonne (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise** [n° 389 (93-94)] - (25 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1827) : idéologie des auteurs de ce projet de loi - Association du capital et du travail - (p. 1828) : doctrine socialiste - Salaires - (p. 1829) : achat des actions réservées au personnel lors des privatisations - Problème de la représentation spécifique d'une catégorie d'actionnaires - (p. 1830) : philosophie de la participation - (p. 1831) : limitation nécessaire du capitalisme financier - Flexibilité de

l'emploi - Compte épargne-temps - Le groupe socialiste s'opposera à ce projet de loi - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> A** (p. 1840) : intervient sur l'amendement n° 33 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (généralisation à l'ensemble des sociétés du secteur privé des dispositions de la loi de démocratisation du secteur public en matière de participation des salariés à l'administration des entreprises) - **Art. 1<sup>er</sup> A** (*représentation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés privatisées*) (p. 1846) : intervient sur l'amendement n° 24 de la commission des lois (conditions de modification des statuts dès la décision de privatisation et de désignation des salariés représentant les salariés actionnaires), ainsi que sur les amendements de M. Alain Vasselle, n° 59 de suppression et n° 60 (maintien du dispositif prévu pour une durée limitée à cinq ans) - **Art. 3** (*représentation facultative des salariés actionnaires au conseil d'administration*) (p. 1852) : intervient sur l'amendement n° 36 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (impossibilité pour les cadres de représenter les salariés actionnaires au conseil d'administration) - **Après l'art. 8 bis** (p. 1856) : son amendement n° 57, soutenu par Mme Marie-Madeleine Dieulangard : abrogation des dispositions relatives aux comités d'entreprises contenues dans la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle ; rejeté - Réduction des droits de la représentation du personnel salarié - **Art. 9** (*conditions de mise en oeuvre de l'intéressement*) (p. 1858) : intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression de la référence au taux de 20 % comme plafond des sommes de la masse salariale pouvant donner lieu à intéressement) - **Art. 11** (*principe de non-substitution des primes d'intéressement aux rémunérations existantes*) (p. 1861) : se déclare favorable à l'amendement n° 41 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (assujettissement des primes d'intéressement aux cotisations d'assurance chômage) - **Après l'art. 19** (p. 1868, 1869) : son amendement n° 58 : rétablissement du centre d'études des revenus et des coûts dans ses missions ; rejeté - **Art. 20** (*institution par voie conventionnelle d'un compte d'épargne*) (p. 1870) : intervient sur l'amendement n° 43 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (négociation d'un tel dispositif dans le cadre d'un accord de branche) - (p. 1871) : soutient l'amendement n° 45 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (conversion en jours de congé de primes n'entrant pas en compte comme élément d'appréciation du salaire).

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** [n° 417 (93-94)] - (8 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2295, 2297) : situation de la sécurité sociale - Nécessité d'une réforme globale - Politique de santé publique - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte - **Question préalable** (p. 2308) : avis favorable du groupe socialiste sur la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Contribution sociale généralisée, CSG - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2313) : se déclare favorable à l'amendement n° 70 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (abrogation de la loi du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale) - (p. 2315) : intervient à propos de l'amendement n° 73 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (taxation des revenus financiers provenant de titres émis en France) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*unité du régime général et obligation d'équilibre financier des branches qui le composent*) (p. 2310) : système de la compensation généralisée - (p. 2322, 2323) : intervient à propos de l'amendement n° 4 de la commission (obligation d'équilibre financier des branches) - **Art. 2** (*individualisation du suivi de la trésorerie des branches de la sécurité sociale*) (p. 2324, 2325) : avis défavorable sur cet article - **Art. 5** (*compensation par le budget de l'Etat de certaines mesures d'exonération des cotisations sociales*) (p. 2333, 2334) : intervient à propos des amendements rédactionnels, n° 8 et n° 9 de la commission - **Art. 8** (*élargissement des compétences de la Caisse nationale de l'assurance maladie en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles*) (p. 2338) : soutient l'amendement de suppression n° 58 de M. Charles Metzinger - **Avant l'art. 11** (p. 2343) : se déclare favorable à l'amendement n° 47 de la commission saisie pour avis (rapport annuel établi par la Cour des comptes et transmis au Parlement sur les comptes de l'ensemble des organismes de sécurité sociale) - **Art. 11** (*organisation d'un débat annuel, suivi d'un vote, sur le régime obligatoire de base de sécurité sociale*) (p. 2344, 2345) : avis défavorable du groupe socialiste sur cet article.



– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> (par priorité)** (p. 5659) : se déclare favorable à l'amendement n° 116 de Mme Michèle Demessine (information communiquée aux représentants du personnel des entreprises relative au retard dans le paiement des cotisations dues aux organismes sociaux par leurs employeurs) - **Art. 15 (par priorité) (repos compensateur)** (p. 5662) : recours aux heures supplémentaires - Flexibilité dans la gestion de la main-d'oeuvre - (p. 5664) : se déclare opposé à l'article 15 - **Avant l'art. 16 (par priorité)** (p. 5665) : se déclare favorable à l'amendement n° 123 de Mme Michèle Demessine (suppression de l'article 38 de la loi quinquennale relatif au dispositif d'annualisation négociée du temps de travail) - **Art. 16 (par priorité) (possibilité de « lissage » de la rémunération en cas d'annualisation du temps de travail ou d'organisation du travail sous forme de cycle)** (p. 5666) : intervient sur l'article - **Art. 17 (par priorité) (rémunération des salariés à temps partiel)** (p. 5667) : se déclare opposé à l'annualisation du temps de travail partiel et favorable à l'amendement de suppression n° 84 de M. Charles Metzinger - (p. 5669, 5670) : respect du code du travail - Se déclare opposé à l'application de la loi quinquennale - **Art. 20 (par priorité) (application du temps partiel au personnel navigant maritime)** (p. 5675) : intervient sur l'amendement de suppression n° 127 de Mme Michèle Demessine - **Art. 22 (par priorité) (actions expérimentales en faveur du reclassement des bénéficiaires de l'allocation unique dégressive)** (p. 5679) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 128 de Mme Michèle Demessine - (p. 5681, 5682) : créations d'emplois.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion générale :*

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1994) (p. 5916, 5917) : économie française - Politique gouvernementale - Contrat social - Politique de l'emploi.

**MENOU (Jacques de)**, sénateur du Finistère (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)]** - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 524) : rôle économique des petites entreprises - Aménagement du territoire - Investissements des entreprises - Fonds propres des entreprises - Crédits bancaires - (p. 525) : délais de paiement et crédits interentreprises - Recherche et innovation - Transmission des entreprises.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2430) : difficultés d'installation des jeunes agriculteurs - Cotisations sociales agricoles - Veuves d'agriculteurs - Viande porcine - Volaille - Approvisionnement en céréales des producteurs hors sol - Secteur légumier ; demande le rétablissement de la préférence communautaire.

– **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Art. 26 (pensions de réversion)** : son amendement n° 140, soutenu par M. Michel Rufin : cas des personnes qui bénéficient du minimum vieillesse pour le calcul de la majoration de la pension de réversion ; retiré.

– **Projet de loi relatif au prix des fermages [n° 511 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (fixation du prix du bail en monnaie-indexation)** (p. 3935) : sur l'amendement n° 9 de la commission (clarification de la rédaction relative à la composition de l'indice et précisions diverses), son sous-amendement n° 22 : possibilité pour les parties contractantes de déterminer elles-mêmes la part d'indexation sur le résultat brut d'exploitation à l'hectare constaté sur le plan national ; retiré.

– **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)] - Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 4193, 4194) : sur l'amendement n° 22 de la commission (composition de la commission), soutient le sous-amendement n° 268 de M. Joseph Ostermann - **Art. 7 (conseil départemental de l'environnement)** (p. 4212) : sur l'amendement n° 35 de la commission (prérogatives des commissions et nouvelle rédaction de l'article), son sous-amendement n° 139, soutenu par M. Gérard César ; retiré.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4789, 4790) : notion de « pays » - Exclusion de l'Ouest de la France du projet de réseau européen de transport combiné - Rail-route - SNCF.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6501, 6503) : rigueur budgétaire - Logement et aménagement du territoire - Réhabilitation - Insuffisance du financement des prêts d'accèsion à la propriété, PAP, et des prêts locatifs aidés, PLA - Logement des personnes les plus défavorisées - Aide personnalisée au logement, APL - Incitation fiscale d'aide à la pierre - Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

– **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7291) : inquiétudes quant aux modalités d'application des privatisations - Signature d'une nouvelle convention collective et changement du statut du personnel - (p. 7292) : régime de retraite - Composition du capital de la SEITA - Avenir de la manufacture des tabacs de Morlaix - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi - **Art. 2 (statut du personnel)** (p. 7308, 7309) : se déclare opposé aux amendements de M. Louis Minetti n° 16 (nouvelle rédaction relative au statut du personnel), n° 17 (maintien du statut actuel du personnel) et n° 18 (pérennisation du régime de retraite établi antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 2 juillet 1980) ainsi qu'aux amendements de Mme Maryse Bergé-Lavigne n° 6 (maintien des dispositions du statut actuel), n° 7 (délai de la négociation collective) et n° 8 (suppression du délai butoir pour la conclusion de la nouvelle convention collective) - **Après l'art. 2** (p. 7310) : soutient l'amendement n° 4 de M. Jean François-Poncet (obligation faite à l'Etat et à la SEITA de veiller avec l'appui de l'Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture, ONIFLHOR, au maintien et au développement de la production nationale de tabac) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7318) : conséquences sur les personnels et les manufactures.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994 [n° 119 (94-95)]** - (13 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7444) : votera contre ce projet de loi - Insuffisance du contrôle budgétaire des Etats membres sur le budget européen.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7463, 7465) : détermination des zones fragiles - Département du Finistère - Territoires ruraux de développement prioritaire, TRDP - Prime d'aménagement du territoire, PAT - Entreprises - Transports combinés.

**MERCIER (Louis)**, sénateur de la Loire (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Après l'art. 28** (p. 2924) : soutient l'amendement n° 67 de M. Jacques Machet (organisation d'un temps d'antenne sur les chaînes publiques au bénéfice des mouvements familiaux).

– **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre du Conseil des Communautés européennes [n° 424 (93-94)]** - (23 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2942) : directives européennes - Europe sociale - Institutions de prévoyance - Partenaires sociaux - Vote de ce projet de loi par le groupe de l'Union centriste - **Art. 2 (modalités de désignation et clauses de réexamen)** - **Art. L. 912-1 du code de la sécurité sociale (mutualisation des risques dans le cadre d'un accord professionnel ou interprofessionnel)** (p. 2958) : sur l'amendement n° 3 de la commission (droit d'adaptation de la convention ou des accords collectifs dans le cas d'une entreprise ayant antérieurement à leur date d'effet souscrit un contrat auprès d'un organisme différent de celui prévu par les accords), son sous-amendement n° 88, soutenu par M. Daniel Millaud ; retiré.

**Suite de la discussion** - (24 juin 1994) - **Art. 5 (statuts des institutions de retraite complémentaire)** (p. 2987) : son amendement n° 58, soutenu par M. Daniel Millaud : transmission aux commissaires aux comptes des institutions de retraite et de prévoyance complémentaire des contrôles exercés par les fédérations ; adopté.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Après l'art. 16** (p. 5160) : son amendement n° 505, soutenu par M. Paul Caron : ressources du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE ; retiré.

**MESTRE (Philippe), ministre des anciens combattants et victimes de guerre.**

## DÉPÔTS

## En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)] (13 avril 1994) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Jacques Machet : **Cimetières (Entretien des cimetières militaires)** (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2646).

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)]** - (3 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1363, 1364) : durée du service des anciens combattants en Afrique du nord - Propositions de ce projet de loi - Coûts des mesures prévues - Equilibre des régimes sociaux - Date d'entrée en vigueur - Ampleur de ce projet de loi - Retraite anticipée pour les chômeurs bénéficiaires du fonds de solidarité - Mode de financement de la réduction du nombre de trimestres - Attribution de la carte du combattant - (p. 1380, 1382) : remerciements - Nombre de bénéficiaires des nouvelles dispositions - Durée des cotisations - Coût budgétaire des différentes propositions - Retraite mutualiste - Fonds de solidarité - Attribution de la carte du combattant. - **Art. unique (durée d'assurance requise pour le calcul de la retraite des anciens combattants d'Afrique du nord)** (p. 1384) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Robert Pagès n° 1, n° 2 et n° 3 (nouvelle rédaction).

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) (p. 6163, 6166) : augmentation du budget - Office natio-

nal des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC - Pensions - Victimes de la captivité en Algérie - Attribution de la carte de combattant - Anciens combattants d'Afrique du nord - Indemnisation des patriotes résistant à l'Occupation - (p. 6183, 6184) : allocation de préparation à la retraite - Commémorations - Gestion des centres thermo-militaires - Anciens combattants des armées d'outre-mer - Affaire « Boudarel » - Indemnisation des patriotes résistant à l'Occupation - Anciens combattants, chômeurs de longue durée - **Examen des crédits - Art. 51** (p. 6185) : accepte l'amendement n° II-10 de M. Auguste Cazalet (pension des grands invalides de guerre) - **Art. 51 bis** (p. 6186) : sur les amendements de la commission saisie pour avis, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° II-7 (montant du plafond de ressources assuré par le fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du nord) et demande le retrait du n° II-8 (mécanisme de préretraite) - **Après l'art. 51 bis** (p. 6187) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-9 de la commission saisie pour avis (création d'un délai de dix ans à compter de la délivrance de la carte de combattant ou du titre de reconnaissance de la nation pour permettre au titulaire de la carte de constituer une rente mutualiste majorée) .

**METZINGER (Charles), sénateur de la Moselle (S).**

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (14 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur l'avenir de la CECA [n° 346 (93-94)] (19 avril 1994) - **Union européenne.**

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1111) - Ministère : Industrie - **Place du charbon dans la politique énergétique de la France - Politique énergétique.**

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 308 (93-94)]** - (21 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1196, 1197) : qualités du livre foncier - Financement de l'informatisation - Avec le groupe socialiste, se déclare favorable à ce texte.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail [n° 462 (92-**

93]) - (5 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1481) : nécessité d'une refonte complète du code minier - Déréglementation de l'exploitation minière - Prise en compte des intérêts de l'exploitant minier au détriment des communes et des populations - Conditions d'attribution des permis de recherches - (p. 1482) : demande le rétablissement du cahier des charges et la mise aux normes européennes de son contenu - Conditions de remise gratuite du gisement à l'Etat à la fin de la concession - Travaux de remise en état - Problème de l'eau - Enquête publique dès le permis de recherche - Problème de la réparation des dégâts miniers - Réhabilitation des sites miniers - Le vote final du groupe socialiste dépendra du sort réservé à ses amendements - **Art. 1<sup>er</sup>** (*conditions d'octroi des permis exclusifs de recherches*) (p. 1488, 1489) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 43 (attribution du permis exclusif de recherches par décret en Conseil d'Etat après enquête publique) et n° 42 (amélioration des garanties de la protection du cadre de vie et de remise en état) - **Art. 4** (*modalités juridiques de l'exploitation d'une mine*) (p. 1490) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (réduction du temps d'attente entre l'expiration du permis de recherches et le début de l'exploitation) - **Art. 5** (*conditions et modalités d'octroi d'une concession*) (p. 1490, 1492) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 44 (rétablissement du cahier des charges annexé à l'acte institutif d'une concession) et n° 45 (octroi de la concession sous condition que le demandeur dispose des capacités techniques et financières permettant de respecter l'environnement et d'effectuer les travaux nécessaires lors de l'abandon de la mine) - **Art. 7** (*remise à l'Etat du gisement et fixation d'un terme aux concessions à durée illimitée*) (p. 1493) : soutient l'amendement n° 33 de M. Claude Estier (obligation de remise gratuite à l'Etat d'un gisement en fin de concession) - **Art. 11** (*coordination*) (p. 1494) : soutient l'amendement n° 46 de M. Claude Estier (maintien de la référence au cahier des charges lors de la procédure de retrait des titres de recherches et de l'exploitation) - **Art. 14** (*police administrative des mines*) (p. 1496) : soutient l'amendement n° 47 de M. Claude Estier (prérogatives de l'autorité administrative en matière de surveillance et remise d'un rapport annuel aux collectivités territoriales faisant le bilan de l'impact sur le sol et le sous-sol des exploitations minières) - **Art. 15** (*objets de la police administrative des mines*) (p. 1498) : soutient l'amendement n° 48 de M. Claude Estier (liste des intérêts à préserver et mise en place d'une procédure de consultation des partis concernés) - **Art. 16** (*pouvoirs de l'administration en cas de sous-exploitation*) (p. 1499) : soutient l'amendement n° 49 de M. Claude Estier (information de l'Etat et des collectivités locales sur les menaces qui pèsent sur l'activité minière) - **Art. 18** (*travaux de sécurité de fin de recherches ou d'exploitation*) (p. 1502) : sur l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction), soutient les sous-amendements n° 35 et n° 34 de M. Claude Estier - Soutient l'amendement n° 50 de M. Claude Estier (commission départementale d'intérêt minier) - **Après l'art. 19** (p. 1503) : soutient l'amendement n° 51 de M. Claude Estier (création d'une commission départementale d'intérêt minier) - Départements abritant des établissements miniers - **Art. 40** (*procédure juridictionnelle d'ajournement*) (p. 1510) : soutient l'amendement n° 52 de M. Claude Estier (rétablissement des sanctions pénales à l'encontre des personnes morales et nouvelle numérotation de certains articles du code) - **Après l'art. 45** (p. 1512) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Claude Estier (prescription trentenaire des procédures d'indemnisation) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1513) : importance de la révision - Insuffisant respect des droits des collectivités locales et des populations - Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2290, 2293) : dispositions techniques du texte - Menaces pour le système de protection sociale - Autonomie financière de chacune des branches - Rapport du Gouvernement au Parlement - Branche des accidents du travail et des maladies professionnelles - Dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte - **Renvoi à la commission** (p. 2309, 2310) : sa motion n° 52, tendant au renvoi à la commission ; rejetée - Solidarité et assurance collective - Rôle du Parlement - **Art. 1<sup>er</sup>** (*unité du régime général et obligation d'équilibre financier des branches qui le composent*) (p. 2318) : son amendement de suppression n° 54 ; rejeté -

(p. 2322) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (obligation d'équilibre financier des branches) - **Art. 2** (*individualisation du suivi de la trésorerie des branches de la sécurité sociale*) (p. 2326) : son amendement de suppression n° 55 ; rejeté - (p. 2328) : se déclare opposé aux amendements de la commission, n° 5 rédactionnel, et n° 6 (rôle de l'ACOSS dans le suivi de la trésorerie de chaque branche) - **Art. 3** (*répartition entre les branches des intérêts financiers résultant de la gestion commune de trésorerie*) (p. 2329) : son amendement de suppression n° 56 ; rejeté - **Art. 4** (*mise à l'équilibre des fonds de roulement des branches du régime général*) : son amendement de suppression n° 57 ; rejeté - **Art. 5** (*compensation par le budget de l'Etat de certaines mesures d'exonération des cotisations sociales*) (p. 2333) : intervient à propos de l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Art. 8** (*élargissement des compétences de la Caisse nationale de l'assurance maladie en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles*) (p. 2338) : son amendement de suppression n° 58, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon ; rejeté - **Art. 9** (*réforme de la gestion de la branche des accidents du travail*) (p. 2340) : son amendement, n° 59 : nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 10** (*détermination du taux des cotisations pour l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles*) : son amendement de suppression n° 60 ; rejeté - **Art. 11** (*organisation d'un débat annuel, suivi d'un vote, sur le régime obligatoire de base de sécurité sociale*) (p. 2346) : se déclare opposé à l'amendement n° 19 de la commission (nature de l'intervention du Parlement) - (p. 2347) : son amendement n° 61 : suppression du cinquième alinéa du texte présenté par le paragraphe I qui lie l'objectif prévisionnel d'évolution des dépenses prises en charge par la sécurité sociale aux prévisions de la croissance économique ; rejeté - (p. 2349) : son amendement n° 62 : remplacement du mot : « définit » par le mot : « présente » ; adopté - **Art. 23** (*convention nationale des masseurs-kinésithérapeutes*) (p. 2360) : recours devant le Conseil d'Etat contre la convention du 3 février 1994 - **Art. 27** (*suppression du régime spécial d'assurance-maladie des agents de la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines*) (p. 2368) : maintien du régime minier de sécurité sociale - **Après l'art. 29** (p. 2370) : sur l'amendement n° 41 de la commission (expérimentations dans les départements volontaires des dispositifs d'aide aux personnes âgées dépendantes), son sous-amendement n° 63 ; rejeté - (p. 2372) : se déclare opposé à l'amendement n° 41 de la commission (expérimentations dans les départements volontaires des dispositifs d'aide aux personnes âgées dépendantes) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2376) : avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte - Séparation des branches - Rôle du Parlement.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 424 (93-94)]** - (23 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2939, 2940) : négociation collective - Garanties des salariés - Institutions de retraites complémentaires - Fonds de pension - Institutions de prévoyance - Création d'un droit du contrat - Opérations sur bons de capitalisation - Vigilance du groupe socialiste sur le fonctionnement paritaire des institutions de prévoyance - **Question préalable** (p. 2949) : se déclare opposé à la motion n° 34 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2950) : vote par le groupe socialiste de l'amendement n° 60 de Mme Michelle Demessine (remise par le Gouvernement à la commission européenne d'un projet de directive organisant la protection sociale complémentaire, en particulier des populations insuffisamment couvertes) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*création d'un livre IX dans le code de la sécurité sociale et détermination des garanties complémentaires des salariés*) - **Après l'art. L. 911-5 du code de la sécurité sociale** : son amendement n° 41 : constitution des provisions techniques en garanties obligatoires des engagements pris à l'égard de leurs salariés par les entreprises disposant d'une institution de retraite supplémentaire ; rejeté - **Art. 2** (*modalités de désignation et clauses de réexamen*) - **Art. L. 912-1 du code précité** (*mutualisation des risques dans le cadre d'un accord professionnel ou interprofessionnel*) (p. 2956, 2957) : se déclare opposé aux amendements n° 35 et n° 37 de M. Philippe Marini (procédures de consultation préalable) - (p. 2958) : sur l'amendement n° 3 de la commission (droit d'adaptation de la conven-

tion ou des accords collectifs dans le cas d'une entreprise ayant antérieurement à leur date d'effet souscrit un contrat auprès d'un organisme différent de celui prévu par les accords), son sous-amendement n° 42 ; retiré - *Après l'art. L. 912-2 du code précité* (p. 2959, 2960) : ses amendements, n° 44 (conditions obligatoires en cas de changement d'organisme assureur) ; repris par la commission et adopté ; et n° 43 ; principe du réexamen du choix de l'organisme ; retiré.

**Suite de la discussion** - (24 juin 1994) - **Art. 2 (suite)** - *Après l'art. L. 912-2 du code de la sécurité sociale (suite)* (p. 2978, 2980) : ses amendements, soutenus par M. Paul Loridant, n° 45 et n° 46 ; organisation de l'information individuelle du salarié ; rejetés - **Art. 9 (opérations des institutions de prévoyance)** - *Art. L. 932-13 du code précité (interdiction de l'appel à l'épargne en vue de la capitalisation)* (p. 3002) : son amendement de suppression n° 47, soutenu par M. Paul Loridant ; adopté - **Art. 10 (statut des institutions de retraites supplémentaires)** - *Art. L. 941-2 du code précité (obligation de provisionnement)* (p. 3005) : son amendement n° 48, soutenu par M. Paul Loridant ; provisionnement des engagements pris à partir de l'application de la loi ; devenu sans objet.

*Deuxième lecture [n° 580 (93-94)]* - (12 juillet 1994) - **Art. 12 A (utilisation des fichiers nominatifs)** (p. 3880) : se déclare opposé aux amendements n° 1, n° 2 et n° 3 de M. Philippe Marini (modification de la loi « Informatique et libertés » et restriction d'utilisation des fichiers nominatifs) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3881) : voté du groupe socialiste contre ce projet de loi en raison des dispositions relatives au régime des institutions de retraite supplémentaire des salariés - Saisine du Conseil constitutionnel sur l'article 10.

- **Projet de loi relatif à la famille** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 553 (93-94)]* - (12 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3897) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 579 (93-94)]* - (12 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3912) : autonomie financière des branches - Rôle du Parlement - Avis défavorable du groupe socialiste sur les conclusions de la CMP.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Art. 21 bis (faillite civile en Alsace-Moselle)** (p. 4551) : son amendement de suppression n° 60, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4776, 4778) : régions frontalières - Entraves à la coopération transfrontalière - Réalisation du réseau de voies navigables à grand gabarit ; inadéquation des moyens financiers prévus.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5641) : recrutement de médecins étrangers dans les hôpitaux - Validation de la convention médicale - (p. 5642) : ordre des sages-femmes - Indemnité journalière de maternité pour les femmes non salariées non agricoles - Situation des conjointes d'artisans et commerçants - Mesures concernant le secteur minier - Centres intercommunaux d'action sociale - Recrutement des personnes handicapées - (p. 5643) : méfiance du groupe socialiste à l'égard des mesures proposées en matière sociale - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> (par priorité)** (p. 5659) : se déclare favorable à l'amendement n° 116 de Mme Michèle Demessine (information communiquée aux représentants du personnel des entreprises relative au retard dans le paiement des cotisations dues aux organismes sociaux par leurs employeurs) - **Art. 15 (par priorité) (repos compensateur)** (p. 5663, 5664) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 40 de la commission - **Art. 17 (par priorité) (rémunération des salariés à temps partiel)** (p. 5667) : son amendement de suppression n° 84 ; rejeté - (p. 5668) : se déclare opposé à la mise en oeuvre de la loi quinquennale - **Art. 22 (par priorité) (actions expérimentales en faveur du reclassement des bénéficiaires de l'allocation unique dégressive)** (p. 5679) : se déclare favorable à l'amendement de sup-

pression n° 128 de Mme Michèle Demessine - (p. 5681) : immoralité du dispositif proposé par l'amendement n° 47 de la commission (exclusion de l'assiette de l'impôt en faveur de l'aide financière apportée à l'entreprise par le régime d'assurance chômage) - **Art. 23 (par priorité) (aide à l'embauche de bénéficiaires du RMI par les entreprises « contrats pour l'emploi »)** (p. 5685) : ses amendements n° 87, soutenu par Mme Marie-Madeleine Dieulangard : allongement du délai séparant d'éventuels licenciements économiques dans l'entreprise de l'embauche de bénéficiaires du RMI ; et n° 88 : suppression de la non-prise en compte dans les effectifs des personnes embauchées dans le cadre des contrats pour l'emploi des bénéficiaires du RMI ; devenus sans objet - **Art. 26 (par priorité) (extension aux emplois de catégories A et B de la procédure de recrutement de personnes handicapées sur contrat spécifique)** (p. 5694) : se déclare favorable à l'amendement n° 62 du Gouvernement (ouverture des emplois des catégories A et B aux handicapés de la fonction publique d'Etat, territoriale et hospitalière).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 24 (par priorité)** (p. 5707) : se déclare favorable aux amendements de M. Franck Sérusclat, n° 92 et n° 93 (durée du service accompli par les objecteurs de conscience), n° 94, n° 95, n° 96 et n° 97 (possibilité pour les jeunes gens effectuant leur service national, d'exercer, en dehors des heures et des lieux de service, leurs droits civiques) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5711) : se déclare opposé à l'amendement n° 113 de Mme Michelle Demessine (suppression de la contribution sociale généralisée) - **Art. 1<sup>er</sup> (intégration des médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France)** (p. 5713) : soutient l'amendement n° 77 de M. Franck Sérusclat (extension des dispositions prévues à l'article 1<sup>er</sup> aux établissements privés à but non lucratif ayant passé une convention) - **Après l'art. 8 (p. 5726)** : se déclare opposé à l'amendement n° 66 de M. Jean Chérioux (dépistage du sida) - **Art. 23 (suite) (précédemment réservé le 16 novembre 1994, p. 5687) (aide à l'embauche de bénéficiaires du RMI par les entreprises : « contrat pour l'emploi »)** (p. 5749) : son amendement n° 89, identique à l'amendement n° 50 de la commission (suppression du paragraphe VII ne prévoyant pas de compensation par le budget de l'Etat pour les exonérations de cotisations sociales) ; retiré - **Après l'art. 23 (suite)** (p. 5752) : se déclare opposé au sous-amendement n° 148 de la commission (caractère facultatif de l'intervention du département pour la consolidation des contrats emploi-solidarité), déposé sur l'amendement n° 61 du Gouvernement (concrétisation des emplois consolidés et élargissement de la contribution de la collectivité publique et de l'Etat) - **Après l'art. 8 (suite)** (p. 5758) : intervient sur l'amendement n° 142 de M. Charles Descours (composition des conseils de l'ordre des sages-femmes et présidence de l'ordre national des sages-femmes) - **Art. 29 (par priorité)** (p. 5762) : se déclare favorable aux amendements de suppression n° 99 de M. Franck Sérusclat et n° 131 de Mme Michelle Demessine - **Art. 11 (fonds de garantie et de compensation pour le service des prestations de chauffage et de logement du personnel retraité des exploitations minières et assimilées)** (p. 5771) : son amendement de suppression n° 81, soutenu par Mme Marie-Madeleine Dieulangard ; retiré - **Après l'art. 11 (p. 5782)** : ses amendements, soutenus par Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 82 ; extension de la revalorisation des indemnités journalières complémentaires et des rentes d'invalidité complémentaires aux rentes complémentaires servies au conjoint survivant ; et n° 83 : information du salarié sur les droits acquis en matière de retraite supplémentaire ; adoptés.

- **Débat sur la déclaration du Gouvernement sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale [n° 129 (94-95)]** - (8 décembre 1994) (p. 7047, 7051) : gestion de la sécurité sociale - Livre blanc - Contribution sociale généralisée, CSG - Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, CNRACL - Cotisations patronales - Comptes de la sécurité sociale - Maîtrise des dépenses de santé - Accès aux soins - Hôpitaux - Echec de la politique sociale.

**MICHAUX-CHEVRY (Lucette)**, ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme.

#### INTERVENTIONS

– **Rappel au règlement** de M. Jean Garcia : situation au Rwanda (21 juin 1994) (p. 2712, 2713).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin** [n° 361 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets n° 362, n° 363, n° 364, n° 365 et n° 366) (p. 2713, 2714) : demande l'adoption de ces projets de loi - Coopération avec l'Afrique - Normes sociales de l'Organisation internationale du travail.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie** [n° 362 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets n° 361, n° 363, n° 364, n° 365 et n° 366) - Voir intervention sous le projet n° 361 (p. 2713, 2714, 2716).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Burkina Faso** [n° 363 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets de loi n° 361, n° 362, n° 364, n° 365 et n° 366) - Voir intervention sous le projet n° 361 (p. 2713, 2714 ; p. 2716).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relative à la circulation et au séjour des personnes** [n° 364 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets n° 361, n° 362, n° 363, n° 365 et n° 366) - Voir intervention sous le projet n° 361 (p. 2713, 2714 ; 2716).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise** [n° 365 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets n° 361, n° 362, n° 363, n° 364 et n° 366) - Voir intervention sous le projet n° 361 (p. 2713, 2714 ; 2716).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire** [n° 366 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets n° 361, n° 362, n° 363, n° 364 et n° 365) - Voir intervention sous le projet n° 361 (p. 2713, 2714 ; 2716).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1989 sur le jute et les articles en jute** [n° 446 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (p. 2717, 2718) : demande l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne sur la télévision transfrontière** [n° 368 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (p. 2719, 2720) : demande l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République du Kazakhstan (ensemble un protocole de coopération économique)** [n° 447 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (p. 2721) : demande l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant la ratification de l'acte portant révision de l'article 63 de la convention sur la délivrance de brevets européens (convention sur le brevet européen) du 5 octobre 1973, fait à Munich le 17 octobre 1991** [n° 448 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (p. 2723, 2724) : demande l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés**

européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part [n° 440 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (commune avec celle du projet n° 441) (p. 2725, 2727) : demande l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part** [n° 441 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (commune avec celle du projet n° 440) - Voir intervention sous le projet n° 440 (p. 2725, 2727).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 18 février 1992 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un échange de lettres interprétatif)** [n° 423 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets n° 422 et n° 421) (p. 2729) : propose l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 juillet 1989 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis en vue d'éviter les doubles impositions** [n° 422 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets n° 423 et n° 421) - Voir intervention sous le projet n° 423 (p. 2729).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 7 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat de Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions, modifiée par l'avenant du 27 septembre 1989** [n° 421 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (commune avec celle des projets n° 423 et n° 422) - Voir intervention sous le projet n° 423 (p. 2729).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** [n° 420 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (p. 2731) - Demande l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

#### Deuxième partie :

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 6985, 6988) : situation au Proche-Orient - Protection des droits de l'homme - Droits de l'enfant - Opérations françaises à l'étranger - Pays d'Amérique centrale et des Caraïbes - Action humanitaire en Europe - Aide au développement - Volontaires.

**MILLAUD (Daniel)**, sénateur de la Polynésie française (UC).

Secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Juge suppléant de la Cour de justice de la République (*JO Lois* et décrets du 20 janvier 1994).

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre titulaire du conseil d'administration de la Société de radiodiffusion et de télévision France Outre-mer (RFO).

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de résolution*, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur le rapport de la commission au Conseil sur la mise en oeuvre du régime commercial PTOM/CEE (rapport prévu à l'article 240, paragraphe 2 de la décision 91/482/CEE) et la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 91/482/CEE du Conseil du 25 juillet 1991 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne (n° E-180) [n° 259 (93-94)] (24 janvier 1994) - Communautés européennes.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain** [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion - (20 janvier 1994) - Après l'art. 3 bis (p. 386) : son amendement n° 40 : liberté pour la femme de continuer à procréer ou non ; rejeté.

- **Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française** [n° 241 (93-94)] - (24 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 475) : interruption brutale des activités du centre d'expérimentation du Pacifique - Historique de la baisse des activités traditionnelles et de l'effondrement des cours des matières premières - (p. 476, 477) : mise en place d'un système de « solidarité nationale » - Maîtrise de la démographie - Actions de désenclavement des archipels - Conventions et contrats de plan - Individualisation du fonds pour le progrès de la Polynésie française - Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer, ORSTOM - Carrefour maritime - Tourisme - Union européenne - Au nom du groupe de l'Union centriste, demande au Sénat l'adoption de ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - Suite de la discussion - (7 avril 1994) - **Art. 8 (durée de la période d'observation)** (p. 816) : soutient l'amendement n° 140 de M. Alain Lambert (publication du jugement d'ouverture au bureau des hypothèques).

Suite de la discussion - (12 avril 1994) - **Après l'art. 36 (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875)** (p. 916) : soutient l'amendement de coordination n° 145 de M. Alain Lambert - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 944) : votera cette proposition de loi - Position de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 285 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1126) : déclare s'opposer à la ratification de cette conven-

tion sauf si le Gouvernement s'engage à étendre son champ d'application aux territoires d'outre-mer.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° 167 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1131) : souhaite des précisions sur l'article 3 de cette convention.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif)** [n° 284 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1129) : déclare s'opposer à la ratification de cette convention.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° 164 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1132, 1133) : problème de l'application de cette convention aux territoires d'outre-mer - Conséquences de ces dispositions pour les pêcheurs français - Déclare s'opposer à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, portant interprétation de la convention fiscale du 4 décembre 1990 en vue d'éviter les doubles impositions** [n° 177 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1134) : en l'absence de précisions concernant l'application aux territoires d'outre-mer, s'oppose à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations** [n° 159 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (commune avec celle du projet n° 158) (p. 1137) : demande d'explications complémentaires au Gouvernement - Déclare ne pas voter le projet de loi de ratification de cette convention.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° 158 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (commune avec celle du projet n° 159) : voir intervention sous le projet n° 159 (P. 1137).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Bahrein en vue d'éviter les doubles impositions** [n° 176 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1135) : injustice du statut réservé à la Polynésie française - En attente d'explication, déclare s'opposer à la ratification de cette convention.

- **Projet de loi organique relatif au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire** [n° 190 (93-94)] - (20 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 277) (p. 1176, 1177) : éclatement des archipels - Progression de la délinquance juvénile - Insuffisance de magistrats - Application de la Convention européenne des droits de l'homme - Demande au Sénat l'adoption de ces deux projets de loi sous réserve du vote d'un amendement.

- **Projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des services déconcentrés de l'administration**

pénitentiaire de l'Etat [n° 277 (93-94)] - (20 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 190) : voir intervention sous le projet n° 190 (p. 1176, 1177) - **Art. 2 (intégration des agents non fonctionnaires)** (p. 1179) : son amendement n° 2 : intégration des personnels par ordre de mérite déterminé par un examen professionnel ; irrecevable (article 40 de la Constitution) (par priorité) - (p. 1181) : déclare voter l'article 2 ainsi que l'ensemble du projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la partie législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières** [n° 300 (93-94)] - (27 avril 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées** (Partie législative du code des juridictions financières) - **Art. 282-47 du code des juridictions financières (dispositions transitoires pour la Polynésie française)** (p. 1322) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 99 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2550) : projet de convention du ministère de la défense avec le territoire de la Polynésie française - Contrôle de la radioactivité sur l'archipel polynésien.

- **Projet de loi relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer** [n° 394 (93-94)] - (15 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2599) : Polynésie française - Consultation de l'assemblée territoriale sur ce texte - (p. 2600) : votera ce texte à l'exception de l'article d'extension dans les territoires d'outre-mer et demande au Gouvernement de préciser qu'une loi ultérieure sera applicable dans les territoires d'outre-mer après consultation des assemblées territoriales - Terres australes et antarctiques - **Art. 9 (territoires d'outre-mer et Mayotte)** (p. 2604) : consultation des assemblées territoriales et notamment de celle de la Polynésie française sur ce texte - Votera contre cet article.

- **Conclusions du rapport supplémentaire de M. Bernard Laurent, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 423, 92-93), déposée par M. Claude Huriet, tendant à autoriser le majeur en tutelle à être inscrit sur une liste électorale et à voter si le juge l'y autorise** [n° 505 (93-94)] - (16 juin 1994) - **Art. 3 (extension aux territoires d'outre-mer et à Mayotte)** (p. 2663, 2664) : difficultés d'application aux territoires d'outre-mer - Utilité d'un décret spécial d'application après avis des assemblées territoriales - Nécessité d'une étude géographique des possibilités concrètes de mise en oeuvre de cette proposition de loi - Se déclare opposé au vote de l'article 3.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes** [n° 424 (93-94)] - (23 juin 1994) - **Art. 2 (modalités de désignation et clauses de réexamen)** - **Art. L. 912-1 du code de la sécurité sociale (mutualisation des risques dans le cadre d'un accord professionnel ou interprofessionnel)** (p. 2958) : sur l'amendement n° 3 de la commission (droit d'adaptation de la convention ou des accords collectifs dans le cas d'une entreprise ayant antérieurement à leur date d'effet souscrit un contrat auprès d'un organisme différent de celui prévu par les accords), soutient le sous-amendement n° 88 de M. Louis Mercier.

**Suite de la discussion** - (24 juin 1994) - **Art. 5 (statuts des institutions de retraite complémentaire)** (p. 2987) : soutient l'amendement n° 58 de M. Louis Mercier (transmission aux commissaires aux comptes des institutions de retraite et de prévoyance complémentaire des contrôles exercés par les fédérations).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** [n° 543 (93-94)] - (5 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3526, 3527) : insécurité - Polices municipales - Gardiennage des immeubles - Exemple de la Polynésie française - Se déclare favorable à ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Estonie** [n° 613 (93-94)] - (14 octobre 1994) - **Art. unique** (p. 4356) : absence de consultation des territoires d'outre-mer - Ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne pour la protection du patrimoine archéolo-**

**gique** [n° 527 (93-94)] - (14 octobre 1994) - **Art. unique** (p. 4358) : avis des assemblées territoriales - Manque de coordination entre les ministères.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (intégration des médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France)** (p. 5713) : soutient les amendements de M. Jean Madelain, n° 101 (point de départ d'exercice des fonctions pour bénéficier de l'intégration prévue), n° 102 (application à l'hôpital public et aux établissements privés participant au service public) et n° 103 (extension des dispositions prévues à l'article 1<sup>er</sup> aux établissements privés à but non lucratif ayant passé une convention) - (p. 5715) : soutient l'amendement rédactionnel n° 104 de M. Jean Madelain - **Art. 8 (intégration du laboratoire d'hydrologie à la Direction générale de la santé)** (p. 5721) : soutient l'amendement n° 105 de M. Jean Cluzel (modalités de création du laboratoire national d'hydrologie).

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Après l'art. 2 bis** (p. 5948) : sur l'amendement n° I-69 de M. Xavier de Villepin (exclusion du champ d'application des dispositions de l'article 164 C du code général des impôts des ressortissants français qui conservent la disposition d'une habitation en France lorsqu'ils s'expatrient à l'étranger pour des raisons professionnelles), son sous-amendement n° I-182 ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Environnement** - (3 décembre 1994) (p. 6686, 6687) : réglementation concernant l'élimination des huiles usagées - Conséquences de l'utilisation des aromatiques dans les carburants - Directive européenne sur la qualité de l'air.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) (p. 6788) : loi d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française - Chômage - Délinquance - Service militaire adapté - Politique de maîtrise de la démographie - (p. 6789) : fiscalité - Rapport de la Cour des comptes - Votera ce projet de budget.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7220) : développement de la flotte.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes)** [n° 156 (94-95)] - (20 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7826, 7827) : assemblée territoriale de Polynésie - Rapport du 22 novembre 1994 - Perte de recette douanière - Territoires « associés » - S'abstient.

**MINETTI (Louis)**, sénateur des Bouches-du-Rhône (C).

#### NOMINATIONS

- secrétaire de la commission des affaires économiques.

- Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de résolution*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les inondations catastrophiques qui ont eu lieu ces dernières années, les moyens à mettre en oeuvre pour venir en aide aux sinistrés et assurer à l'avenir une prévention efficace contre les conséquences de ces accidents climatiques [n° 243 (93-94)] (17 janvier 1994) - **Calamités et catastrophes**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution de M. Louis Minetti et plusieurs de ses collègues [n° 243 (93-94)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les inondations catastrophiques qui ont eu lieu ces dernières années, les moyens à mettre en oeuvre pour venir en aide aux sinistrés et assurer à l'avenir une prévention efficace contre les conséquences de ces accidents climatiques [n° 376 (93-94)] (27 avril 1994) - **Calamités et catastrophes**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à fixer les dates de clôture de la chasse au gibier d'eau [n° 484 (93-94)] (7 juin 1994) - **Chasse**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Consommation et concurrence** - [n° 81 (94-95)] tome 8 (22 novembre 1994).

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4269) - Ministère : Agriculture - **Mesures antiviticoles - Viticulture**.

*Questions orales sans débat :*

n° 144 (JO Débats du 4 octobre 1994) (p. 3986) - Ministère : Industrie - **Avenir de l'entreprise La Cellulose du pin** - (Réponse : JO Débats du 15 octobre 1994) (p. 4351) - **Industrie**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits alimentaires** [n° 371 (93-94)] - (24 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1796) : regroupement de mesures hétéroclites - Directive européenne - (p. 1797) : défense insuffisante des intérêts des consommateurs - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie** [n° 434 (93-94)] - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1983, 1984) : hommage de la France aux anciens harkis - Possibilité de créer une Agence nationale pour la promotion et l'insertion des Français rapatriés d'origine nord-africaine - Sort et indemnisation des Français revenus dernièrement d'Algérie - Compensation de carrière pour les fonctionnaires de l'Etat en Afrique du nord - Au nom du groupe communiste et apparenté, déclare voter ce projet de loi sous le bénéfice de ces observations - **Art. 13 (caractère insaisissable et non imposable de l'allocation forfaitaire complémentaire et des aides spécifiques)** (p. 1996) : son amendement n° 1 : réparation d'une partie du préjudice subi par certains fonctionnaires rapatriés d'Afrique du nord ; retiré - Reconstitution de la carrière de fonctionnaires Français d'Afrique du nord mobilisés en 1943 - Lenteur des administrations dans le règlement des dossiers.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2404, 2405) : négociations du GATT - Préférence communautaire - Conclusions de la mission d'information du Sénat qu'il a présidée - Fruits et légumes - Distribution - Viticulture - Projet de réforme de l'organisation des marchés du vin - Installation des jeunes agriculteurs - Protection sociale agricole - Revenus agricoles ; aggravation des inégalités par la politique agricole commune, PAC - Endettement des agriculteurs.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - Suite de la

**discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4739, 4741) : politique agricole commune, PAC ; Mise de l'économie française au service des multinationales - Exemple des céréales et des quotas laitiers - Vigne ; arrachage - Chute du nombre des exploitations agricoles - Difficultés des jeunes agriculteurs - Désertification - Friches - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 4874) : intervient sur l'amendement de suppression n° 230 de M. Félix Leyzour.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 5 (coordination)** (p. 4888) : Corse - **Art. 7 (schéma directeur de la région Ile-de-France)** (p. 4947) : effets sociaux de la crise en Ile-de-France - **Après l'art. 7** (p. 4961, 4962) : intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (contenu des schémas directeurs nationaux des transports terrestres) - Bassins hydrauliques français - Lutte contre les inondations.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Avant l'art. 20** (p. 5282) : votera l'amendement n° 409 de M. Claude Estier (dépôt d'un projet de loi portant application de la révision des valeurs locatives) - **Art. 20 (réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière)** (p. 5287) : soutient l'amendement de suppression n° 279 de M. Robert Vizet - (p. 5292) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 122 de la commission (principe et échéancier de la péréquation).

- **Projet de loi concernant les clauses abusives, la présentation des contrats, le démarchage, les activités ambulantes, le marquage communautaire des produits et les marchés de travaux privés** [n° 28 (94-95)] - (15 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (protection des consommateurs contre les clauses abusives)** (p. 5566, 5567) : ses amendements, soutenus par M. Jean Garcia, n° 20 : maintien de la notion d'abus de puissance économique ; et n° 21 : possibilité pour le juge de déclarer une clause abusive ; rejetés - (p. 5570) : son amendement n° 22, soutenu par M. Félix Leyzour : renforcement du dispositif de prévention des clauses abusives ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse - Deuxième lecture** [n° 15 (94-95)] - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5623) : aménagement du territoire - La Corse considérée comme une zone franche - Politique fiscale dérogatoire - Efficacité mitigée des mesures - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5625) : développement industriel et agricole - Zone d'exception - Tourisme.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Services financiers (et consommation)** - (26 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (concurrence et consommation) - (p. 6202, 6203) : situation déficitaire de l'Institut national de la consommation, INC - Bilan de la loi sur le surendettement - Au nom de la commission des affaires économiques, accepte les crédits de la consommation et de la concurrence inscrits dans le projet de loi de finances pour 1995.

**Services du Premier ministre - IV - Plan** - (26 novembre 1994) - (p. 6226, 6227) : politique d'abandon de la planification - Remise en cause du Centre d'études des revenus et des coûts, CERC - Les membres du groupe communiste voteront contre ces crédits - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 1228) : origine de la planification française - Conseil national de la Résistance.

**Budget annexe des prestations sociales agricoles** - (2 décembre 1994) (p. 6568, 6570) : insuffisance des crédits - Cotisations sociales agricoles - Retraites - Fonds national de solidarité - Le groupe communiste ne votera pas les crédits du BAPSA.

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6604, 6605) : agriculteurs en faillite - Installation des jeunes agriculteurs - Arboriculture fruitière - Viticulture - Fruits et légumes - Union européenne ; Accords du GATT - Le groupe communiste ne votera pas ce projet de budget.

**Équipement, transports et tourisme - IV - Mer** - (3 décembre 1994) (p. 6651) : remise en cause de l'accord avec



l'armement hollandais Neddloyd - Recapitalisation de la Compagnie générale maritime, CGM - Abandon du pavillon Kerguelen - Relance de la construction navale - Au nom du groupe communiste, votera contre ces crédits.

**Equipement, transports et tourisme - III - Tourisme** - (3 décembre 1994) (p. 6664) : désengagement de l'Etat du tourisme social - Maison de la France - Accès aux vacances pour les familles défavorisées - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7294) : historique de la SEITA - Caractère financier des privatisations - **Motion tendant au renvoi à la commission** (p. 7297, 7298) : soutient la motion n° 3 de Mme Hélène Luc tendant au renvoi à la commission - Caractère précipité de la privatisation de la SEITA - Fiscalité du tabac - Monopole des débitants de tabac - Statut du personnel - Santé publique - Production agricole du tabac français - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7300, 7301) : ses amendements n° 10 : abrogation de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation ; et n° 12 : retrait de la SEITA de la liste des entreprises nationales privatisables et contrôle de la totalité du capital par l'Etat ; rejetés - (p. 7302) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'amendement n° 5 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (maintien de l'Etat comme actionnaire prépondérant de la SEITA) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*suppression de la référence à la loi de démocratisation du secteur public*) (p. 7303, 7304) : ses amendements n° 11 de suppression, n° 13 : interdiction de cession directe ou indirecte de titres de la SEITA à des personnes physiques ou morales étrangères ou sous contrôle étranger ; et n° 19 : représentation des personnels au conseil d'administration et maintien de la proportion des représentants des salariés à son niveau actuel ; rejetés - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7305) : son amendement n° 14 : maintien des monopoles d'importation, de fabrication et de commercialisation en gros des produits tabacoles de la SEITA ; rejeté - **Art. 2** (*statut du personnel*) (p. 7305, 7306) : ses amendements, soutenus par M. Charles Lederman, n° 15 de suppression et n° 16 : nouvelle rédaction relative au statut du personnel ; rejetés - (p. 7307) : ses amendements n° 17 : maintien du statut actuel du personnel ; et n° 18 : pérennisation du régime de retraite établi antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 2 juillet 1980 ; rejetés - **Après l'art. 2** (p. 7310, 7311) : son amendement n° 21 : maintien de plans pluriannuels négociés entre les organisations représentatives des planteurs de tabac français et la SEITA ; rejeté - (p. 7313) : santé publique - Défense de la production nationale de tabac - (p. 7315) : son amendement n° 20 : mission des services de recherche et de développement de la SEITA au profit de l'amélioration des caractéristiques des produits tabacoles et de leur usage ; rejeté - **Art. 3** (*le réseau des débitants de tabac*) (p. 7315, 7316) : son amendement de suppression n° 22 ; rejeté - **Après l'art. 3** (p. 7317) : son amendement n° 23 : interdiction d'acheter les actions de la SEITA au moyen de paiements échelonnés ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7318) : le groupe communiste votera contre ce projet de loi - Caractère uniquement financier de la privatisation.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture [n° 86 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 88 et n° 87) (p. 7322) : politique de la justice : orientations sécuritaires et gestion de la pénurie - Administration pénitentiaire - Services judiciaires - Aide juridictionnelle - (p. 7323) : protection judiciaire de la jeunesse - Mise en place des juges de paix et augmentation des « magistrats placés » - Injonction pénale - Procédure de surendettement - (p. 7324) : responsabilité pénale du chef d'entreprise - Secret de l'instruction et présomption d'innocence - Le groupe communiste votera contre les trois projets de loi sur la justice.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice - Deuxième lecture [n° 87 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 86 et n° 88) - Voir intervention sous le projet n° 86 (p. 7322, 7324).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lec-**

**ture [n° 88 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 86 et n° 87) - Voir intervention sous le projet n° 86 (p. 7322, 7324).

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi [n° 561 (93-94)]** - (19 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7780, 7781) : absence de concertation - Profession en crise - Système de la location - Autorisation de stationnement - Accès à l'artisanat - Les sénateurs communistes et apparentés ne voteront pas ce texte - **Art. 2** (*conditions d'accès à l'activité de conducteur de taxi*) (p. 7782, 7783) : ses amendements n° 14 : délivrance des certificats de capacité professionnelle ; et n° 15 : suppression du régime spécifique pour les ressortissants de l'Union européenne ; rejetés - Soutient l'amendement n° 16 de M. Henri Bangou (non application de ces dispositions aux départements d'outre-mer) - **Après l'art. 2** (p. 7785) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de M. Claude Estier (interdiction d'employer un conducteur locataire de taxi) - **Art. 3** (*conditions du droit de présentation d'un successeur*) (p. 7786) : son amendement n° 17 : gratuité et inaccessibilité d'une autorisation ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 4** (*dispositions particulières*) (p. 7787, 7788) : ses amendements n° 18 de suppression et n° 19 : présentation d'un seul successeur ; rejetés - **Après l'art. 4** (p. 7789) : se déclare favorable à l'amendement n° 6 de la commission (enregistrement des transactions sur un registre) - **Art. 5** (*délivrance de nouvelles autorisations*) (p. 7790, 7791) : ses amendements n° 20 : consultation des organisations syndicales ou professionnelles ; et n° 21 : consultation des commissions départementales ou municipales des taxis et des voitures de petite remise ; rejetés - Se déclare favorable à l'amendement n° 13 de M. Claude Estier (listes d'attente rendues publiques) - **Art. 6** (*pouvoirs des autorités administratives*) (p. 7792) : son amendement n° 22 : pouvoirs réglementaires du maire ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** : avenir des conducteurs locaux - Gratuité de la formation - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) [n° 156 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7819, 7821) : Etats-Unis - Conséquences du libéralisme - « Dumping » social - Membre du comité de suivi du GATT - Publication des textes - Les sénateurs communistes et apparentés voteront contre ce projet de loi - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7829) : le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

**MIQUEL (Gérard)**, sénateur du Lot (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques ; en démissionne ; puis membre de la commission des finances (*JO Lois et décrets* du 4 octobre 1994).

- Membre de la délégation parlementaire pour la planification.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (19 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Economie et budget** - services financiers - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 13 (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO Débats* du 15 avril 1994) (p. 1104) - Ministère : Affaires étrangères - **GATT : agriculture, clause sociale et défense commerciale** - **GATT**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].***Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 9** (p. 6106) : soutient l'amendement n° I-141 de M. René Régnauld (surcotisation appliquée aux entreprises situées dans les communes où le taux de taxe professionnelle est inférieur au taux moyen national) - **Art. 10** (*reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) (p. 6109) : soutient l'amendement de suppression n° I-142 de M. Jean-Pierre Masseret - **Avant l'art. 11** (p. 6111, 6113) : soutient les amendements de M. René Régnauld, n° I-143 (taxe professionnelle pour les groupements à fiscalité propre) et n° I-144 (dotation globale de fonctionnement) - **Après l'art. 11** (p. 6118) : son amendement n° I-148 : taxe d'enlèvement des ordures ménagères ; retiré - **Après l'art. 13 bis** (p. 6135) : soutient l'amendement n° I-149 de M. Jean-Pierre Masseret (majoration de 0,6 point du prélèvement sur les paris du PMU dans le but d'alimenter le fonds national pour le développement de la vie associative) - **Art. 14** (*affectation au budget général des recettes des privatisations*) (p. 6136, 6137) : soutient l'amendement de suppression n° I-151 de M. Jean-Pierre Masseret - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 6158, 6159) : avis défavorable du groupe socialiste sur la première partie du projet de loi de finances - Impôt sur le revenu - Déficit budgétaire - Chômage - Entreprises - Fiscalité.

*Deuxième partie :*

**Services financiers (et consommation)** - (26 novembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6200, 6202) : diminution des moyens informatiques - Situation de l'Institut national de la consommation, INC - Modalités de perception de la TVA intracommunautaire - Au nom de la commission des finances, accepte ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titres III et IV** (p. 6206) : à titre personnel et au nom du groupe socialiste, se déclare opposé au vote de ces crédits - **Etat C - Titre V** : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé au vote de ces crédits - **Art. 26** (*suppression du budget annexe de l'Imprimerie nationale*) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé au vote de cet article.

**Budget annexe : Monnaies et médailles** - (26 novembre 1994) - En remplacement de M. Michel Sergent, rapporteur spécial - (p. 6217) : baisse du programme de frappe - Augmentation des ventes des monnaies de collection et des médailles - Hausse des métaux précieux - Au nom de la commission des finances, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote de ces crédits.

**Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale** - (26 novembre 1994) - En remplacement de M. Louis Perrein, rapporteur spécial - (p. 6218, 6219) : Institut des hautes études de la défense nationale, IHEDN - Réflexions à mener sur les missions du secrétariat général de la défense nationale - Au nom de la commission des finances, accepte ces crédits.

**Culture et francophonie** - (26 novembre 1994) (p. 6243, 6245) : baisse des crédits - Budget sacrifié - Déséquilibre en faveur de la capitale - Mauvaise situation du spectacle en France - Grève des artistes de doublage - Erosion de la subvention du théâtre du Soleil - Au nom du groupe socialiste, votera contre ce projet de budget.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48 ter** (p. 7215) : soutient l'amendement n° II-83 de M. Jean-Pierre Masseret (modification des modalités de calcul de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères).

**MIROUDOT (Michel)**, sénateur de la Haute-Saône (RI).

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.
- Membre titulaire du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société de programme France Région 3.

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

Membre titulaire du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre suppléant du Conseil national de la cinématographie.

## DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Culture** - [n° 80 (94-95)] tome 1 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].***Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) (p. 6176, 6178) : Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC - Politique de la mémoire - Pensions - Anciens combattants d'Afrique du nord - Retraites - Avis favorable du groupe des RI sur ce projet de budget, sous réserve de l'adoption des amendements déposés par la commission des affaires sociales.

**Culture et francophonie** - (26 novembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 6238, 6240) : aménagement culturel du territoire - Priorité aux « grands projets en régions » - Respect de la restauration du patrimoine monumental - Equilibre financier de l'Opéra national de Paris - Lacunes dans la protection du patrimoine mobilier national - Sous le bénéfice de ces observations, accepte ce projet de budget.

**Communication** - (9 décembre 1994) (p. 7145) : financement des chaînes publiques de l'audiovisuel - Création de la chaîne du savoir - (p. 7146) : grille des programmes de La Cinquième - Le groupe des RI votera ce projet de budget.

**MISOFFE (Hélène)**, sénateur du Val-d'Oise (RPR).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre suppléant du comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

## DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Politique de la ville** - [n° 83 (94-95)] tome 6 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement**

assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes)** - **Art. L. 671-1 du code de la santé publique (définition de la procréation médicalement assistée)** (p. 237) : se déclare opposée au sous-amendement n° 189 de M. Bernard Seillier (arrêt du recours à la fécondation *in vitro*) déposé sur l'amendement de précision n° 69 de la commission - **Art. L. 671-2 du code précité (finalité de la procréation médicalement assistée)** (p. 241) : se déclare favorable à l'amendement n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple) - Amalgame regrettable entre la procréation médicalement assistée et le souci d'éviter la transmission d'une maladie grave - (p. 242) : problème posé par le tiers donneur - **Art. L. 671-2 bis du code précité (conception *in vitro*)** (p. 254) : avec le sous-amendement n° 233 de M. Bernard Seillier (interdiction de la congélation d'embryons), déposé sur l'amendement n° 71 de la commission (cadre et finalité de la conception d'embryon *in vitro*), remise en cause du processus de la procréation médicalement assistée - Problème philosophique soulevé par la congélation des embryons - Se déclare favorable à l'amendement n° 71 de la commission et sur celui-ci au sous-amendement n° 271 du Gouvernement (suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons conservés) - **Après l'art. L. 671-2 bis du code précité** (p. 261) : difficultés posées par le recours à un tiers donneur - Nécessité d'améliorer la législation relative à l'adoption.

**Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - **Art. 9 (don de gamètes)** (p. 291) : intervient sur l'amendement de suppression n° 191 de M. Bernard Seillier - (p. 296) : sur l'amendement n° 81 de la commission (insertion des dispositions relatives au don de gamètes dans le livre VI du code de la santé publique, consacré au don et à l'utilisation des organes, tissus et cellules du corps humain), se déclare opposée au sous-amendement n° 269 de M. Alain Vasselle (définition des couples) - **Art. 10 bis (diagnostic prénatal)** (p. 306) : diagnostic *in utero* et problème de l'avortement thérapeutique.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 362) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)] - Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 8 (assistance médicale à la procréation)** - **Art. L. 152-2 du code de la santé publique (finalité de l'assistance médicale à la procréation)** (p. 1642) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de la commission (retour à la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture relative à la stabilité du couple et à l'âge de ses membres) - **Art. L. 152-3 du code précité (conception *in vitro*)** (p. 1645) : délai de conservation des embryons - (p. 1647) : devenir des embryons conservés - Transfert des embryons à un autre couple - Nécessité de reconsidérer la loi à chaque nouvelle découverte - **Art. L. 152-4 du code précité (procédure d'accueil d'embryons)** (p. 1654) : encadrement par le biais de ce projet de loi de cas exceptionnels - **Art. L. 152-5 du code précité (procédure d'accueil de l'embryon)** (p. 1657) : mariage civil.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2744) : crise démographique - Approfondissement d'une politique familiale déjà existante - Place de la femme dans la société - Extension de l'allocation parentale d'éducation - (p. 2745, 2746) : problème du critère de l'activité professionnelle - Conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle - Souhaite une véritable politique globale de la famille.

**Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> ter** (p. 2818) : son amendement n° 78 : assimilation à deux années de travail des études ou des stages ayant entraîné l'affiliation à

l'assurance-maladie et maternité ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 2 (conditions d'attribution et détermination du montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile, AGED)** (p. 2822) : son amendement n° 79 : prise en compte du nombre d'enfants à charge gardés et du cas du veuvage ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

**Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Après l'art. 23 ter** (p. 2908, 2909) : son amendement n° 80 : caractère révisable de la prestation compensatoire ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la famille - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 553 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3897) : votera ce projet de loi - Allocation parentale d'éducation - Exemple de La Réunion.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)] - Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 5726, 5727) : nécessité d'une action plus directive - Votera l'amendement n° 66 de M. Jean Chérioux (dépistage du sida).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - II - Ville** - (9 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 7075) : effort financier consacré à la politique de la ville - (p. 7076) : contrats de ville - XIe Plan - Plan de relance - Action de prévention de la délinquance - Présence des services publics dans les quartiers défavorisés - Intégration par l'école - Rôle des associations - (p. 7077) : personnels qualifiés pour l'animation et l'encadrement des services publics et des associations socioculturelles - Service militaire - Simplification des procédures d'engagement de crédits - Avis favorable sur ce projet de budget.

**MOINARD (Louis)**, sénateur de la Vendée (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial.

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat.

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture [n° 260 (93-94)] (24 janvier 1994) - **Agriculture**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 118 (93-94)], présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M.

Philippe François sur la proposition de directive du Conseil relative au financement des inspections et des contrôles vétérinaires des animaux vivants et de certains produits animaux et modifiant la directive 91/496/CEE (n° E-125) [n° 353 (93-94)] (21 avril 1994) - **Union européenne**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 561 (93-94)] relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi [n° 48 (94-95)] (2 novembre 1994) - **Travailleurs indépendants**.

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Chine du 5 au 18 septembre 1994, chargée d'étudier la situation de l'économie de ce pays, ainsi que ses relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 66 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Chine**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 260 (93-94)] - (27 janvier 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 673, 674) : calcul des cotisations sociales - Création d'une Agence nationale du médicament vétérinaire - Protection sociale - Groupement des assureurs maladie des exploitants agricoles et des travailleurs non salariés, GAMEX - Demande l'adoption du texte de la CMP.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - (25 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4678, 4679) : déséquilibres territoriaux et démographiques - Services publics - Transports - Commerces de proximité - Bourses d'études.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Après l'art. 6** (p. 4920) : son amendement n° 503, soutenu par M. Louis de Catuelan : bourses nationales d'enseignement secondaire : prise en compte des frais de transport et d'hébergement ; retiré puis repris par M. Gérard Delfau et rejeté.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Art. 8 (organisation des services déconcentrés de l'Etat)** (p. 5053) : soutient l'amendement n° 486 de M. Henri Goetschy (référence au service chargé du contrôle de la qualité et de la sécurité des productions agricoles et agroalimentaires).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 13 (Fonds national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 5100) : soutient l'amendement n° 465 de M. Alain Lambert (représentation des communes et des groupements de communes).

*Deuxième lecture* [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7462) : élaboration du schéma national - Péréquation financière - Universités - Crédits affectés à la culture - Espace rural - Les membres du groupe de l'Union centriste apporteront leur soutien à ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi** [n° 561 (93-94)] - (19 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** - (p. 7777, 7779) : diversité des statuts - Détérioration des conditions d'exercice - Variété des régimes juridiques - Problème de la cessibilité - Moralisation de la profession - Certificat de capacité professionnelle - Présentation d'un successeur - Unification des régimes - Transparence des transactions - Avis favorable de la commission des affaires économiques sous réserve de l'adoption de ses amendements - **Art. 2 (conditions d'accès à l'activité de conducteur de taxi)** (p. 7783) : son amendement n° 24 : extension de l'accès au métier de conducteur de taxi aux pays de l'Espace économique européen ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 14 (délivrance des certificats de capacité professionnelle) et n° 15 (suppression du régime spécifique pour les ressortissants de l'Union européenne) ainsi qu'à l'amendement n° 16 de M. Henri Bangou (inapplication de ces dispositions aux départements d'outre-mer) - **Après l'art. 2** (p. 7784, 7785) : accepte l'amendement n° 9 de M. Claude Estier (formation professionnelle des chauffeurs de taxi) et à titre personnel, sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 26 du Gouverne-

ment - S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Claude Estier (interdiction d'employer un conducteur locataire de taxi) - **Art. 3 (conditions du droit de présentation d'un successeur)** (p. 7788) : ses amendements n° 1 et n° 2 de précision, n° 3 : obligation d'exploitation ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 17 de M. Louis Minetti (gratuité et inaccessibilité d'une autorisation) - **Art. 4 (dispositions particulières)** : ses amendements n° 5 de précision et n° 4 : présentation de successeurs en cas de cessation d'activité ; adoptés - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 25 de M. Jacques Bellanger - Demande le retrait de l'amendement n° 8 de M. Michel Calda-guès (présentation de successeurs en cas de cessation d'activité) - S'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 18 de suppression et n° 19 (présentation d'un seul successeur), ainsi qu'à l'amendement n° 11 de M. Claude Estier (régime particulier pour les sociétés n'employant que des locataires) - **Après l'art. 4** (p. 7789) : son amendement n° 6 : enregistrement des transactions sur un registre ; adopté - **Art. 5 (délivrance de nouvelles autorisations)** (p. 7790, 7791) : son amendement de précision n° 7 ; adopté - Son amendement n° 27 : priorité aux conducteurs exerçant leur activité à titre artisanal ; rejeté - Accepte l'amendement n° 13 de M. Claude Estier (listes d'attente rendues publiques) - S'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 20 (consultation des organisations syndicales ou professionnelles) et n° 21 (consultation des commissions départementales ou municipales des taxis et des voitures de petite remise), ainsi qu'à l'amendement de suppression n° 12 de M. Claude Estier - **Art. 6 (pouvoirs des autorités administratives)** (p. 7792) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Louis Minetti (pouvoirs réglementaires du maire).

**MONORY (René)**, sénateur de la Vienne (UC).

Président du Sénat.

## NOMINATIONS

- Membre ès qualités du Comité d'honneur pour la commémoration de la naissance du maréchal Jean de Lattre de Tassigny.

## DÉPÔTS

*Allocution* prononcée en sa qualité de Président du Sénat [n° 601 (93-94)] (13 juillet 1994) - **Allocutions**.

*Allocution* prononcée en sa qualité de Président du Sénat [n° 196 (94-95)] (22 décembre 1994) - **Allocutions**.

## INTERVENTIONS

- **Ouverture de la seconde session extraordinaire de 1993-1994** (11 janvier 1994) (p. 3).

- **Ouverture de la seconde session ordinaire de 1993-1994** (2 avril 1994) (p. 707).

- **Décès de M. Charles Ornano**, sénateur de la Corse-du-Sud, survenu le 19 février 1994 (2 avril 1994) (p. 707).

- **Remplacement de M. André Martin**, décédé, par **M. François Gautier**, en qualité de sénateur de la Seine-Maritime (2 avril 1994) (p. 707).

- **Remplacement de M. Charles Ornano**, décédé, par **M. Louis-Ferdinand de Rocca-Serra**, en qualité de sénateur de la Corse-du-Sud (2 avril 1994) (p. 707).

- **Prononce l'éloge funèbre de M. Charles Ornano**, sénateur de Corse-du-Sud (12 avril 1994) (p. 935, 936).

- **Souhaits de bienvenue à M. Albert Zafy, président de la République de Madagascar** (19 mai 1994) (p. 1733).

- **Allocution** - (13 juillet 1994) (p. 3951) : remerciements - Bilan de la session - Communication audiovisuelle - Bicaméralisme équilibré - (p. 3952) ; contrôle du Sénat sur la sécurité sociale et les projets de directives européennes - Rôle du Parlement - Session extraordinaire et respect du calendrier des travaux.

- **Ajournement du Sénat** (13 juillet 1994) (p. 3968).

– **Ouverture de la première session ordinaire de 1994-1995** (3 octobre 1994) (p. 3973).

– **Décès de M. Bernard Laurent**, sénateur de l'Aube, de **M. Joseph Caupert**, sénateur de la Lozère et de **M. François Collet** sénateur de Paris (3 octobre 1994) (p. 3973).

– **Remplacement de M. Bernard Laurent**, décédé, par **M. Yann Gaillard**, en qualité de sénateur de l'Aube ; de **M. Joseph Caupert**, décédé, par **Mme Janine Bardou**, en qualité de sénateur de la Lozère ; et de **M. François Collet** décédé, par **Mme Magdeleine Anglade**, en qualité de sénateur de Paris (3 octobre 1994) (p. 3973) - **Prononce l'éloge funèbre de M. Bernard Laurent**, sénateur de l'Aube (4 octobre 1994) (p. 3989, 3990).

– **Prononce l'éloge funèbre de Joseph Caupert**, sénateur de la Lozère (18 octobre 1994) (p. 4416).

– **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire tchèque** (18 octobre 1994) (p. 4417).

– **Souhaits de bienvenue à M. le Président de la République de Lituanie** (25 octobre 1994) (p. 4641).

– **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de la République de Chypre** (25 octobre 1994) (p. 4641).

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - (25 octobre 1994) (p. 4641, 4642) : présentation du débat.

– **Prononce l'éloge funèbre de M. François Collet**, sénateur de Paris (8 novembre 1994) (p. 5269, 5270).

– **Souhaits de bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale populaire chinoise** (29 novembre 1994) (p. 6340).

– **Réception du premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien, devant le Sénat** (1<sup>er</sup> décembre 1994 - supplément au Journal officiel).

– **Allocution** (22 décembre 1994) (p. 8018, 8020) : influence du Sénat - Dépôt des projets de loi sur le bureau de la Haute Assemblée ; remerciements au Premier ministre - Organisation des travaux du Sénat - Respect de l'opinion des sénateurs - Organisation de colloques au Palais de Luxembourg - Travaux des commissions - Mission d'information sur la présomption d'innocence et le secret de l'instruction - Groupe d'études sur la douleur - Développement de l'action internationale du Sénat - Examen exemplaire du projet de loi pour le développement du territoire - Inconvénients à légiférer en urgence - Utilité du bicamérisme - Conditions de la levée de l'immunité parlementaire - Respect des droits et prérogatives constitutionnelles du Parlement - Remerciements aux parlementaires, aux fonctionnaires du Sénat et aux journalistes.

**MOREAU (Paul)**, sénateur de la Réunion (RPR).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer (FIDOM).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte** [n° 549 (93-94)] - (8 juillet 1994) - **Art. 2 bis (exonération de charges sociales des agriculteurs exerçant sur des exploitations de moins de vingt hectares)** (p. 3793) : ses amendements n° 36 : impossibilité pour les agriculteurs non affiliés à titre principal au régime social agricole de bénéficier des avantages de l'exonération prévue ; et n° 37 : augmentation du niveau du plafond d'hectares pondérés ; retirés - (p. 3794) : ses amendements n° 38 : extension du bénéfice de l'exonération accordée aux agriculteurs aux groupements d'agriculteurs actifs ; et n° 39 : allègement des charges des agriculteurs et harmonisation des

dates d'entrée en application des dispositifs de la présente loi ; retirés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3819) : absence d'avancée significative avec ce texte.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

#### Deuxième partie :

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) (p. 6791) : situation explosive des DOM - Mesures en faveur de l'agriculture - Mesures sociales et économiques - (p. 6792) : éducation et formation professionnelle - Politique d'ouverture des collectivités locales de La Réunion - Votera le projet de budget.

**MOREIGNE (Michel)**, sénateur de la Creuse (S).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier ministre** - IV - Plan - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 38 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au prix des fermages** [n° 511 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (fixation du prix du bail en monnaie-indexation)** (p. 3933) : soutient l'amendement n° 15 de M. Fernand Tardy (prise en compte du prix commercial des denrées retenues ainsi que des primes et aides européennes ou nationales accordées à ces réductions).

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

#### Deuxième partie :

**Budget annexe : Monnaies et médailles** - (26 novembre 1994) - **Examen des crédits** - **Art. 27 (services votés)** (p. 6217) : le groupe socialiste vote contre - **Art. 28 (mesures nouvelles)** : le groupe socialiste vote contre.

**Services du Premier ministre** - IV - Plan - (26 novembre 1994) - **Rapporteur spécial** - (p. 6224, 6225) : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts, CSERC - Augmentation des crédits affectés à l'évaluation des politiques publiques - Bilan des contrats de plan Etat-région - Avenir de la planification française - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption de ces crédits.

**Budget annexe des prestations sociales agricoles** - (2 décembre 1994) (p. 6574, 6575) : réforme de la protection sociale agricole - Cotisations complémentaires - Mutualité sociale agricole - Exemple de la caisse de mutualité sociale agricole de la Creuse - Retraites des veuves d'agriculteurs.

**MOREL (Albert)**, Rapporteur du Conseil économique et social.

**MOSSION (Jacques)**, sénateur de la Somme (UC).

Secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (*JO Lois* et décrets du 13 octobre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, déposé en sa qualité de président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technolo-

giques, sur le contrôle de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires, établi par M. Claude Birraux, député, au nom de cet office [n° 280 (93-94)] (10 février 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Energie nucléaire.**

*Rapport*, déposé en sa qualité de président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur les réponses offertes par les nouvelles technologies de transport aux problèmes de la saturation des axes nord/sud, établi par MM. Jean-Marie Demange, député, et Pierre Vallon, sénateur, au nom de cet office [n° 332 (93-94)] (13 avril 1994) - **Transports.**

*Rapport*, déposé en sa qualité de président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur les orientations de la politique de la recherche, avec M. Robert Galley, député, au nom de cet office [n° 506 (93-94)] (15 juin 1994) - **Recherche.**

*Rapport*, déposé en sa qualité de président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, établi par M. Jacques Sourdille au nom de cet office [n° 583 (93-94)] (5 juillet 1994) - **Coopération scientifique et technique.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 28 (22 novembre 1994).**

*Rapport*, déposé en sa qualité de président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur l'évolution du secteur des semi-conducteurs et de la microélectronique, établi par M. Charles Descours, sénateur, au nom de cet office [n° 130 (94-95)] (8 décembre 1994) - **Industrie.**

*Rapport*, déposé en sa qualité de président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur les enjeux des coopérations et des échanges de technologies avec les pays de l'Europe centrale et orientale, établi par M. Henri Revol, sénateur, au nom de cet office [n° 155 (94-95)] (15 décembre 1994) - **Coopération culturelle, scientifique et technique.**

*Rapport*, déposé en sa qualité de président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur le contrôle de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires, établi par M. Claude Birraux, député, au nom de cet office [n° 172 (94-95)] (19 décembre 1994) - **Energie nucléaire.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française [n° 291 (93-94)] - Suite de la discussion - (14 avril 1994) - Art. 9 (le français, langue de l'enseignement) (p. 1093) :** intervient à propos de l'amendement n° 41 de M. Henri Goetschy (enseignement des langues régionales) - Emploi du français comme langue scientifique - Terminologie - Informatique.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (29 novembre 1994) - Rapporteur spécial (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation) - (p. 6365, 6366) :** crédits de fonctionnement et d'équipement des préfectures - Dotation globale de décentralisation - Dotation globale d'équipement - Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - Dotation globale de fonctionnement, DGF - (p. 6367) : mesures affectant le contribuable local - Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Propose au Sénat d'adopter ce projet de budget.

**MOULY (Georges), sénateur de la Corrèze (RDE).**

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2642) - Ministère : Equipement - **Projet du TGV Limousin - Transports ferroviaires.**

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5730) - Ministère : Travail - **Conditions de versement de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises - Chômage.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - Discussion générale (p. 521) :** petites entreprises et emplois - Mesures de simplification - (p. 522) : mesures relatives au patrimoine - Mesures sociales - Fonds propres des entreprises - Formation des créateurs d'entreprises - Décrets d'application - Intérêt de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)] - (8 juin 1994) - Discussion générale (p. 2284, 2286) :** projet de réforme globale - Autonomie des différentes branches - Clarification des relations entre l'Etat et la sécurité sociale - Compensation des exonérations de charges - Problème des veuves civiles - Contrôle par l'URSSAF des cotisations des employeurs privés et des entreprises publiques - Rôle du Parlement - Affiliation provisoire à l'assurance personnelle - Dépendance des personnes âgées - Expérimentation - Charges des départements - Exemple de la Corrèze - Avis favorable de la totalité du groupe du RDE sur ce texte.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture - (9 juin 1994) (p. 2047, 2408) :** installation des jeunes agriculteurs - Agriculteurs en difficulté - Aménagement du territoire : politique des handicaps naturels et adaptation au profit des zones difficiles hors montagne - Pluriactivité - Désertification et dégradation de la nature.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (p. 2758) :** intérêt de ce texte - Politique globale de la famille - Adoption - Veuvage - Couples mariés - Aménagement du temps de travail - (p. 2759) : place réservée au décret - Schémas locaux de développement des services d'accueil de la petite enfance - Dépendance des personnes âgées - Etape positive d'une politique familiale globale.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (26 octobre 1994) - Discussion générale (p. 4690, 4691) :** désenclavement des zones rurales fragiles - Transports ferroviaires - Péréquation - Compagnies consulaires - Comité interministériel pour l'aménagement du territoire, CIAT, et Comité interministériel de développement et d'aménagement rural, CIDAR - Directions régionales et départementales de l'action sanitaire et sociale - Votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion - (3 novembre 1994) - Art. 6 (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire) - Art. 34 bis de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire) (p. 4905, 4909) :** son amendement n° 540 : association des chambres consulaires ; rejeté.

*Deuxième lecture [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - Art. 6 (schéma régional d'aménagement et de développement*

*du territoire* - Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (*orientations fondamentales en matière d'aménagement du territoire*) (p. 7485, 7486) : soutient les amendements analogues n° 72 de M. Emmanuel Hamel et n° 143 de M. Henri Collard

(rôle des chambres consulaires) - Art. 16 (*fonds de gestion de l'espace rural*) (p. 7529) : soutient l'amendement n° 147 de M. Henri Collard (affectation de ce fonds aux agriculteurs, aux artisans ou à leurs groupements).

## N

**NACHBAR (Philippe)**, sénateur de la Meurthe-et-Moselle (RI).

chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur (*JO* Lois et décrets du 8 septembre 1994).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO* Débats du 17 juin 1994) (p. 2645) - Ministère : Environnement - *Importation de déchets industriels et hospitaliers - Déchets.*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** [n° 174 (93-94)] - (26 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1232, 1233) : principes de neutralité et de désintéressement de l'Administration - Respect de la déontologie administrative - Limitation des risques des choix politiques - Avantages de la règle du concours - Réglementation utile des conditions de sortie de la fonction publique - Le groupe des RI apportera son soutien au ministre.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail** [n° 462 (92-93)] - (5 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1483) : caractère anachronique du code minier - Récession de l'activité minière - Conséquences des désordres miniers pendant l'exploitation et après l'exploitation - (p. 1484) : conséquences sur le régime hydraulique - Cessation de l'activité minière et accueil de nouvelles activités économiques - Protection de l'environnement - Transparence de l'activité minière - Prise en compte des intérêts des populations - Concertation avec les communes - Organisation de la procédure d'abandon - Conservation des archives minières - Régime indemnitaire des victimes de dommages - (p. 1485) : réforme des dispositions fiscales et financières - Nécessaire collaboration de l'association des communes minières et du ministère de l'industrie pour la révision du code minier - **Art. 18 (travaux de sécurité de fin de recherches ou d'exploitation)** (p. 1502) : sur l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 40 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) (p. 6290) : maintien du service public postal en milieu rural - Contrat de plan entre l'Etat et La Poste - (p. 6291) : équilibre financier de la Poste - Le groupe des RI votera ce projet de budget.

**NEUWIRTH (Lucien)**, sénateur de la Loire (RPR).

questeur du Sénat.

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois ; en démissionne ; puis membre de la commission des affaires sociales (*JO* Lois et décrets du 4 octobre 1994).
- Membre de la commission ad hoc chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire

d'un membre du Sénat (*JO* Lois et décrets du 15 décembre 1994).

Membre de la commission ad hoc chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO* Lois et décrets du 15 décembre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (14 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur les problèmes posés, en France, par le traitement de la douleur [n° 138 (94-95)] (12 décembre 1994) - **Santé.**

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO* Débats du 14 octobre 1994) (p. 4261) - Ministère : Santé - *Traitement de la douleur - Santé publique.*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes)** - *Après l'art. L. 671-3 bis du code de la santé publique* (p. 264) : différence nécessaire entre les études et l'observation de l'embryon - (p. 267) : se déclare favorable à l'amendement n° 18 du Gouvernement (Interdiction absolue de l'expérimentation portant atteinte à l'intégrité des embryons) - Examen de la situation au bout de trois ans - **Après l'art. 8** (p. 274) : garde des embryons.

- **Projet de loi relatif au corps humain** [n° 66 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 360) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - (16 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5651) : traitement de la douleur - Droits du malade.

**suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 5758) : intervient sur l'amendement n° 142 de M. Charles Descours (composition des conseils de l'ordre des sages-femmes et présidence de l'ordre national des sages-femmes) - (p. 5766) : son amendement n° 67 : obligation de prise en charge de la douleur par les établissements de santé et formation consécutive des médecins ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 12 ter (par priorité)** (p. 6099, 6100) : souhaite que M. Philippe Marini retire son amendement n° I-111 (taxe sur les contrats d'assurance).

*Deuxième partie :*

**Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur** - (5 décembre 1994) (p. 6752) : absence de cours spécifiques consacrés à la lutte contre la douleur durant les études médicales - Nécessaire rénovation des études médicales.

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) (p. 7122) : groupe d'études sur la prise en charge généralisée du traitement de la douleur - Aménagement des études médicales - Libéralisation des règles de prescription et de délivrance des antalgiques majeurs - Création de centres régionaux de référence pour la prise en charge de la formation et de la recherche sur la douleur.



## O

**ORNANO (Charles)**, sénateur de la Corse du Sud (NI).  
 décédé le 19 février 1994 (JO Lois et décrets du 22 février 1994).  
 éloge funèbre le 12 avril 1994.

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

**ORNANO (Paul d')**, sénateur des Français établis hors de France (RPR).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.  
 - Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.  
 Membre titulaire de la commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger.

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 284 (93-94)] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif) [n° 336 (93-94)] (13 avril 1994) - **Traités et conventions**.

*Proposition de loi*, déposée avec M. Charles du Cutoffi et Mme Paulette Briseperrière, tendant à l'extension aux Français résidant dans la zone franc du bénéfice de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 [n° 412 (93-94)] (10 mai 1994) - **Français de l'étranger**.

*Proposition de loi*, déposée avec M. Charles de Cutoffi et Mme Paulette Briseperrière, sur les garanties accordées aux salariés français expatriés en cas de licenciement [n° 615 (93-94)] (12 septembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Emploi**.

*Proposition de loi*, déposée avec M. Charles de Cutoffi et Mme Paulette Briseperrière, tendant à modifier les articles 2 et 10 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger [n° 616 (93-94)] (14 septembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Français de l'étranger**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Coopération** - [n° 82 (94-95)] tome 3 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif)** [n° 284 (93-94)] - (14 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1128, 1129) : au nom de la commission des affaires étrangères, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Coopération** - (7 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 6952, 6953) : définition du champ des pays relevant du

ministère de la coopération - Développement de l'action humanitaire - Collaboration entre les assemblées parlementaires africaines et françaises - Création d'une force africaine d'interposition - Coopération militaire - Au nom de la commission des affaires étrangères, accepte ce projet de budget.

**OSTERMANN (Joseph)**, sénateur du Bas-Rhin (RPR).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1743) - Ministère : Equipement - **Avenir d'Air Inter** - **Aviation civile**.

*Questions orales sans débat :*

n° 125 (JO Débats du 26 mai 1994) (p. 1884) - Ministère : Equipement - **Procédure d'appel contre les décisions des architectes des bâtiments de France** - (Réponse : JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2676) - **Patrimoine (protection du)**.

n° 157 (JO Débats du 21 octobre 1994) (p. 4604) - Ministère : Justice - **Création d'un poste de juge des enfants au tribunal de grande instance de Saverne (Bas-Rhin)** - (Réponse : JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4986) - **Justice**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2789) : rôle de la famille dans l'organisation sociale - Conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale - Critère de l'activité professionnelle - Politique familiale et impératifs financiers - Autonomie de la branche famille - Allocation parentale d'éducation - (p. 2790) : congé rémunéré pour enfant malade - Développement des services d'accueil à la petite enfance et établissement obligatoire d'un schéma communal - Aide aux parents employant une assistante maternelle ou un salarié à leur domicile pour la garde des enfants - Adoption - Familles ayant de jeunes adultes à charge - **Votera ce projet de loi**.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4149) : conception nouvelle de l'environnement - Participation - Principe de précaution - Commission nationale du débat public - (p. 4150) : enquêtes publiques - Agrément des associations - Prévention des risques - Inventaire du patrimoine paysager - Taxe sur les déchets - Installations classées - Avec le groupe du RPR, votera le texte.

**Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 2 (commission nationale du débat public)** (p. 4193) : sur l'amendement n° 22 de la commission (composition de la commission), son sous-amendement n° 268, soutenu par M. Jacques de Menou ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4799, 4801) : décentralisation ; répartition des compétences - Notion de « pays » - Solidarité et péréquation fiscale - Revitalisation des zones rurales et de montagne - Transports terrestres - Services régionaux ferroviaires - Voies navigables ; mise à grand gabarit du réseau fluvial - **Votera ce projet de loi**.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Art. 11 bis (par priorité) (article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants)** (p. 5038) : sur l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire, pouvoir d'autorisation du préfet), son sous-amendement n° 623, soutenu par M. Alain Vasselle : suppression du pouvoir transitoire d'autorisation du préfet ; retiré.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Avant l'art. 19 ter** (p. 5252, 5253) : ses amendements n° 319 : extension du régime des provisions pour investissement industriel à l'étranger aux investissements de même nature réalisés dans les zones prioritaires du territoire national ; retiré ; n° 320 : réduction du bénéfice imposable pour investissement au profit des artisans installés dans les zones rurales défavorisées ; irrecevable (article 40 de la Constitution) ; et n° 321 : augmentation des plafonds pour la déduction du revenu imposable des pertes consécutives à l'investissement dans une PME en cessation de paiement ; retiré - **Art. 24** (*simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale*) (p. 5345, 5346) : sur l'amendement n° 131 de la commission (rapport au Parlement sur l'état de la coopération intercommunale), intervient sur le sous-amendement n° 615 de M. Paul Girod (report des délais accordés aux commissions départementales de coopération intercommunale) - (p. 5348) : soutient l'amendement n° 182 de M. Jacques Chaumont (élection par les conseils municipaux des délégués au conseil de la communauté de communes).

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (28 novembre 1994) (p. 6313) : commerce dans la ville - Commerce de proximité - PME et artisanat - (p. 6314) : chambres de métiers : financement et missions - Exemple du Bas-Rhin - « Travail au noir » - Avec le groupe du RPR, soutiendra l'action du Gouvernement - **Examen des crédits** - **Art. 55** (*droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers*) (p. 6326) : soutient l'amendement n° II-12 de M. Jean-Paul Hamman (fixation du maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers à 570 francs).

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6505, 6506) : relance du bâtiment et du logement - Prêts locatifs aidés très sociaux - Logement social alsacien - Aides à la personne - Réhabilitation - le groupe du RPR votera ce projet de budget - **Examen des crédits** - **Art. 61** (*aide personnalisée au logement*) (p. 6515) : soutient l'amendement n° II-26 de M. Josselin de Rohan (allongement à un an du délai de rappel de droit des allocataires de l'aide personnelle qui ont déposé tardivement leur dossier).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** - *Deuxième lecture* [n° 105 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 19 ter BA** (précédemment réservé, p. 7567) (*régime fiscal du crédit-bail immobilier*) (p. 7607) son amendement n° 107 : modification apportée à la fiscalité des SICOMI, sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie ; retiré.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. 20** (p. 7992, 7993) : soutient les amendements de M. Jean-Paul Delevoye n° 32 (responsabilité pénale d'un élu ayant utilisé à tort ses pouvoirs de police administrative), n° 33 (condamnation pénale de la personne morale publique lorsque sa responsabilité est indissociable de celle de l'élu agissant dans l'exercice de ses fonctions) et n° 34 (intervention d'une association d'élus locaux dans le cas de poursuite pour crime ou délit d'un élu).

**OTHILY (Georges)**, sénateur de la Guyane (RDE).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte** [n° 549 (93-94)] - (8 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3754, 3757) : établissements publics de santé de la Guyane - Maîtrise du fon-

cier - TVA sociale - Réformes souhaitées - Financement des mesures - **Art. 26 (par priorité)** (*concessions et cessions des terres domaniales en Guyane*) (p. 3778) : son amendement de cohérence n° 51 ; adopté - (p. 3779) : sur l'amendement de coordination n° 89 du Gouvernement, son sous-amendement n° 52 : possibilité pour les communes de disposer de superficies au moins équivalentes à celles dont disposent les immigrants nouvellement arrivés ; rejeté - **Après l'art. 26 (par priorité)** (p. 3780) : son amendement n° 53 : ajout de dispositions dans le code général des impôts et le code du domaine de l'Etat en matière d'exonération des réserves foncières et des établissements publics d'aménagement dans le département de la Guyane ; retiré - **Art. 3** (*exonération des cotisations sociales à la charge de l'employeur*) (p. 3795) : son amendement n° 49 : extension du dispositif d'exonération au secteur du bâtiment ; retiré - **Après l'art. 3** (p. 3799) : sur l'amendement n° 12 de la commission (exonération des cotisations patronales dues par les marins pêcheurs non salariés), son sous-amendement n° 50 : extension des dispositions d'exonération aux marins pêcheurs étrangers ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3819) : avec la majorité des sénateurs du RDE, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6541, 6542) : nombre d'emplois de fonctionnaires en Guyane - Crédits affectés à l'outre-mer - Situation budgétaire des collectivités locales - Population de la Guyane - Vice-rectorat.

**Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur** - (5 décembre 1994) (p. 6752, 6753) : proportion des crédits de l'enseignement supérieur par rapport au budget général - Développement de l'enseignement supérieur dans les départements de Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) (p. 6784) : situation exceptionnelle des DOM-TOM - Situation dégradée du système bancaire guyanais - (p. 6785) : retard en matière d'infrastructures de base pour la Guyane - Situation hospitalière de la Guyane - Situation de l'Université des Antilles et de la Guyane - Fiscalité des DOM et application de la TVA en Guyane - (p. 6786) : nombreux crédits en baisse pour la Guyane - Avec la majorité du groupe du Rassemblement démocratique et européen, votera ce projet de budget.

**LOUDIN (Jacques)**, sénateur de la Vendée (RPR).

chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire et du ministre de l'équipement, des transports et du tourisme (*JO* Lois et décrets du 30 juin 1994) ; fin de mission le 29 décembre 1994.

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

- Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre suppléant du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire du comité des finances locales.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de résolution*, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur le projet de directive de la Commission modifiant les directives n° 88/301/CEE et n° 90/388/CEE en ce qui concerne les communications par satellites (n° E-190)

[n° 281 (93-94)] (11 février 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Communautés européennes.**

*Proposition de résolution* déposée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211) [n° 387 (93-94)] (3 mai 1994) - **Communautés européennes.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel [n° 459 (93-94)] (25 mai 1994) - **Communautés européennes.**

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 417 (93-94)] (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Sécurité sociale.**

*Proposition de résolution*, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B3 - Formation, jeunesse, culture, audiovisuel, information et autres actions sociales) (n° E-263) [n° 572 (93-94)] (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Communautés européennes.**

*Proposition de résolution*, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B2 - Actions structurelles, autres actions agricoles et régionales, transports et pêche) (n° E-263) [n° 573 (93-94)] (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Communautés européennes.**

*Proposition de résolution*, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 - Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Titre 7-6 - Chapitre 7-60 - Coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale) (n° E-263) [n° 576 (93-94)] (4 juillet 1994) - **Communautés européennes.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale **Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 2 (22 novembre 1994).

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5745) - Ministère : Premier ministre - **Application de la loi sur le littoral - Mer et littoral.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** [n° 174 (93-94)] - (26 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1237, 1238) : nominations au « tour extérieur » à la Cour des comptes - Comité de sélection pour le grade de conseiller référendaire - Amendements restrictifs de la commission des lois - Choix des candidats par le Gouvernement - Au nom du groupe du RPR, soutiendra la position du Gouvernement - **Art. 2** (« tour extérieur » au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes et dans les inspections générales interministérielles) (p. 1246) : sur l'amendement n° 11 de la commission (instauration d'une commission consultative pour les nominations au « tour extérieur » des conseillers référendaires à la Cour des comptes), son sous-amendement n° 20, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** [n° 417 (93-94)] - (8 juin 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2277, 2279) : remise en ordre du système de sécurité sociale - Situation actuelle - Bilan comptable global - Dépenses

de santé - Gestion non démocratique du système de protection sociale - Débat devant le Parlement - Différentes propositions de loi organique sur la sécurité sociale - Autonomie des différentes branches - Gestion de la trésorerie - Compensation par l'Etat d'exonérations de cotisations sociales - Amélioration de l'information du Parlement - Rôles de la Cour des comptes et de la Commission des comptes de la sécurité sociale - Statut légal de la Commission des comptes - Avis favorable sur ce projet de loi - **Art. 4** (*mise à l'équilibre des fonds de roulement des branches du régime général*) (p. 2330) : son amendement n° 43 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 5** (*compensation par le budget de l'Etat de certaines mesures d'exonération des cotisations sociales*) (p. 2331) : son amendement n° 44 : accord de la compensation pendant toute la durée de la mesure d'exonération ; adopté - **Avant l'art. 11** (p. 2342) : son amendement n° 47 : rapport annuel établi par la Cour des comptes et transmis au Parlement sur les comptes de l'ensemble des organismes de sécurité sociale ; adopté - **Art. 11** (*organisation d'un débat annuel suivi d'un vote sur le régime obligatoire de base de sécurité sociale*) (p. 2349) : sur l'amendement n° 21 de la commission (amélioration de l'information du Parlement), son sous-amendement n° 46 ; adopté - **Art. 12** (*Commission des comptes de la sécurité sociale*) (p. 2350, 2351) : ses amendements, n° 48 : présentation des comptes à compter de l'exercice 1996 ; et n° 49 : appréciation pour chaque branche de la part non contributive de ses dépenses ; retirés - (p. 2352) : ses amendements, n° 50 : assistance d'un secrétaire général permanent qui assure l'organisation des travaux de la commission ; et n° 51 : prévision de deux réunions chaque année ; adoptés.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Après l'art. 51** (précédemment réservé **p. 3218**) (p. 3241) : son amendement n° 138, soutenu par M. Emmanuel Hamel : possibilité pour les collectivités locales de bénéficier des ressources des CODEVI ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 7** (*conseil départemental de l'environnement*) (p. 4210, 4211) : représentation des élus locaux - Modalités d'application des lois.

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 35** (*taxe sur les passagers à destination d'un espace protégé*) (p. 4311) : fiscalité locale - Augmentation du tourisme - Dégradation de l'environnement - Affectation de cette recette à la rénovation et à la protection des espaces naturels - (p. 4312) : soutient l'amendement n° 130 de M. Christian Bonnet (extension de l'institution de la taxe aux sites naturels inscrits) - Son amendement n° 245 : extension de cette taxe aux sites appartenant au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; adopté - **Après l'art. 35** (p. 4313, 4316) : soutient l'amendement n° 246 de M. Claude Belot (création d'une taxe sur le passage des véhicules empruntant le pont reliant les îles au continent).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4771, 4774) : équipement du territoire ; retards et lacunes - Voies navigables - Financement des investissements routiers des départements - Schémas de mise en valeur de la mer, SMVM - Politique contractuelle ; exemple du réseau de maisons locales de l'emploi et d'information sur les formations dans le département de la Vendée - Littoral - Tourisme - Zones portuaires.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - (16 novembre 1994) - **Après l'art. 20** (**par priorité**) (p. 5676) : son amendement n° 136, soutenu par M. Emmanuel Hamel : transfert de l'imputation d'une partie de la taxe parafiscale sur la partie « alternance » du 1,5 % consacré à la formation continue ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion générale :*

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1994) (p. 5909, 5912) : déficit budgétaire - Données chiffrées - Charges des entreprises - Relations entre l'Etat et les collectivités territoriales - Investissements - Créations d'emplois - Avis favorable sur ce projet de budget.

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 18 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 5962, 5964) : utilisation des fonds communautaires - Lutte contre la fraude - Rapport annuel de la Cour des comptes des Communautés européennes - Agriculture.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 13 bis** (p. 6134) : son amendement n° I-166, soutenu par M. Michel Rufin : augmentation des tarifs de la redevance sur toutes les consommations d'eau distribuées par un réseau public d'eau potable qui alimente le FNDAE ; retiré.

- **Débat sur la déclaration du Gouvernement sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale [n° 129 (94-95)]** - (8 décembre 1994) (p. 7053, 7056) : dépenses de protection sociale - Données chiffrées - Caisses de sécurité sociale - Secteur hospitalier - Retraites - Rôle du Parlement - Contrôle des comptes - Livre blanc.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) - Rapporteur spécial (p. 7098) : éléments chiffrés - Lutte contre l'exclusion - Lutte contre le sida et la toxicomanie - Etablissements sanitaires nationaux - Allocation aux adultes handicapés, AAH - (p. 7099) : dépendance des personnes âgées - RMI - Réforme de l'hôpital - (p. 7100) : moyens en personnels du ministère des affaires sociales et de la santé - Avenir du système de protection sociale - Propose au Sénat d'adopter ces crédits.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7218) : ses amendements, n° II-5, identique à l'amendement n° II-2 de M. Louis de Catuelan (assouplissement de la réglementation fiscale des quirats) ; retiré ; et n° II-6, identique à l'amendement n° II-3 de M. Louis de Catuelan (prorogation du dispositif actuel) ; adopté - (p. 7222, 7223) : mesures indispensables d'aide à l'investissement pour les navires de la marine marchande - Système des quirats - Exemples étrangers - Inefficacité du système actuel - Echange de correspondance entre M. le Premier ministre et les deux groupes de la mer.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale - Deuxième lecture [n° 166 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) (p. 7907, 7909) : effectue cette intervention à titre personnel - Financement public des partis politiques - Exemple de l'Allemagne - Eléments chiffrés sur le coût d'une campagne électorale pour un député - Modalités de détermination des plafonds des dépenses électorales - Coût d'une campagne présidentielle et d'une campagne publicitaire - Statistiques sur les dons des entreprises - Réflexion sur le statut des fondations associées aux partis politiques - Instauration de dispositions transitoires pour les élections de 1995 - Organisation financière des associations de financement - Cumul des mandats - Financement de la démocratie.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7907, 7909).

- **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République [n° 145 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7907, 7909).

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7907, 7909).

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7907, 7909).

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 161) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7907, 7909).

**Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 1 (prolongation des conventions)** (p. 8021) : son amendement n° 19, soutenu par M. Emmanuel Hamel : suppression du mot « matériels » dans l'expression « investissements matériels ou immatériels » ; devenu sans objet - **Art. 2 (transparence des comptes du délégataire)** (p. 8024) : son amendement de suppression n° 20, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; retiré - **Art. 3 (publicité et contrôle des comptes du délégataire)** (p. 8026) : ses amendements, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 21 : modalités de vérification des comptes produits par les délégataires ; et n° 22 : portée du contrôle de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes ; retirés - **Art. 4 (stipulation des tarifs et de leurs modalités d'évolution dans les délégations de service public)** (p. 8027) : son amendement de suppression n° 23, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; retiré - **Art. 5 (seuil d'application des procédures)** : son amendement de suppression n° 24, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; retiré - **Art. 5 bis (compétences du Conseil de la concurrence)** (p. 8028) : son amendement de suppression n° 25, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; retiré - **Art. 7 (régime des avenants)** (p. 8032) : son amendement de suppression n° 26, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; retiré - **Art. 8 (droit d'enquête des magistrats des juridictions financières)** (p. 8033) : son amendement de suppression n° 27, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; adopté - **Art. 10 (information du parquet des juridictions financières - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 8034) : son amendement de rétablissement n° 28, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; retiré.

## P

PAGÈS (Robert), sénateur de Seine-Maritime (C).

## NOMINATIONS

— Membre de la commission des lois.

— Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre [n° 460 (93-94)] (25 mai 1994) - **Déportés et internés.**

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée au Canada du 7 au 22 septembre 1994 [n° 203 (94-95)] (29

décembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1994) - **Canada.**

## INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 217 (93-94)]** - (12 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*application du principe d'unicité du vote aux français de l'étranger ayant choisi d'exercer leur droit de vote aux élections européennes de leur Etat de résidence*) (p. 25) : proscription du double vote - **Légalité de la double inscription** - **Incapacité électorale** - **Cas des malades mentaux** - **Art. 2** (*identité du régime de participation aux scrutins européens entre les électeurs français et les autres citoyens de l'Union exerçant leur droit de vote en France*) : caractère politique de la directive européenne - **Art. 3** (*insertion dans la loi du 7 juillet 1977 précitée d'un chapitre 1<sup>er</sup> bis relatif aux listes électorales complémentaires*) (p. 28) : cas de la France pour les inscriptions sur les listes électorales.

— **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (21 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 435) : avec le groupe communiste, votera ce projet de loi.

— **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)]** - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 515) ; diversité des entreprises individuelles - **Création massive de SARL dans le monde du commerce et de l'artisanat** - (p. 516) : organisation des entreprises en réseaux - **Régime d'imposition au forfait** - **Fonds propres** - (p. 517) : coût du loyer de l'argent - **Formation des entrepreneurs individuels** - **Dispositions relatives au droit du travail** - **Travail clandestin** - (p. 518) : le groupe communiste votera contre ce projet de loi - **Art. 2** (*remise d'un seul dossier à un guichet unique*) (p. 539) : son amendement n° 78 : transmission des données entre le centre de formalités et les organismes sociaux dans un délai de quinze jours francs ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Art. 6** (*possibilité pour une personne physique de créer plusieurs entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée, EURL*) (p. 561) : son amendement de suppression n° 79, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Art. 9** (*autorisation des décisions prises par consentement dans un acte de tous les associés de la SARL*) (p. 563) : son amendement de suppression n° 80, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Art. 13** (*nomination de salariés au conseil de surveillance*) (p. 568) : son amendement n° 82, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de la limitation du nombre des salariés de la société siégeant au conseil de surveillance ; devenu sans objet - **Art. 16** (*possibilité de domicilier provisoirement une entreprise dans un local d'habitation*) (p. 570) : son amendement de suppression n° 83, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; réservé jusqu'à la fin de la discussion des articles - **Art. 19** (*simplification des obligations comptables*) (p. 578) : son amendement de suppression n° 84, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Art. 25** (*réduction d'impôt accordée aux adhérents de centres de gestion et d'associations agréées pour frais de comptabilité et d'adhésion*) (p. 592) : son amendement n° 87, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : augmentation du montant maximal de la réduction accordée ; rejeté - **Art. 29** (*simplification des formalités prescrites en matière sociale*) (p. 602) : son amendement de précision n° 89 ; retiré - **Art. 32** (*exonération partielle des cotisations d'assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés non agricoles créant ou reprenant une entreprise*) (p. 610) : son amendement n° 90 : réduction du délai d'exonération de cotisations sociales ; rejeté - **Art. 34 bis** (*contrats d'assurance de groupe des non salariés non agricoles*) (p. 614) : son amendement de suppression n° 91 ; rejeté - **Art. 35** (*destinataires du relevé des contrats de travail temporaire*) (p. 623) : son amendement n° 92 : maintien de l'obligation faite aux entreprises de travail temporaire de fournir des justificatifs de paiement des charges ; rejeté - **Art. 35 bis** (*suppression du livre de paie*) (p. 624) :

son amendement de suppression n° 93 ; adopté - **Art. 36** (*suppression de la communication à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, des offres d'emploi lors de leur parution dans la presse*) (p. 625) : son amendement de suppression n° 94 ; rejeté - **Art. 37** (*suppression de l'avis du comité d'entreprise sur les augmentations de prix*) : son amendement de suppression n° 95 ; rejeté - **Art. 38** (*protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel*) (p. 626) : politique des établissements de crédit en matière de prêts - Refuse l'adoption de cet article - **Après l'art. 38** (p. 633) : son amendement n° 97 : mise à la disposition des entreprises individuelles d'une ligne prioritaire de financement par le réseau des caisses d'épargne ; rejeté - **Art. 39** (*développement de l'initiative économique et reprise des immobilisations incorporelles ou corporelles des entreprises*) (p. 634) : son amendement de suppression n° 98 ; rejeté - **Art. 40** (*institution d'une présomption d'activité indépendante exercée hors de tout contrat de travail*) : faux travail indépendant - Rejette les dispositions de cet article - **Art. 16** (*suite*) (p. 642) : son amendement de suppression n° 83 ; rejeté (précédemment réservé p. 575) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 643) : défiscalisation et allègement de cotisations sociales - Rapports entre les banques et les entreprises individuelles - Le groupe communiste et apparenté votera contre ce texte.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - (6 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 748, 749) : loi du 25 janvier 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaires - Multiplication des faillites - Créanciers ; réhabilitation des sûretés bancaires au détriment des petits créanciers et fournisseurs - Encouragement à la liquidation immédiate - PME et PMI - Pénalisation par le comportement spéculatif des grandes entreprises et la déréglementation bancaire - Propositions du groupe communiste en faveur des PME et des PMI - (p. 750) : vote du groupe communiste contre cette proposition de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (*information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale - Supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 759, 760) : son amendement de rétablissement n° 148 ; retiré au profit de l'amendement n° 10 de la commission (information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale : réduction du montant des créances et des délais d'inscription), adopté après l'article 1<sup>er</sup>, modifié par le sous-amendement n° 139 de M. Claude Estier.

**Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> ter** (p. 778) : son amendement n° 149 : modification de la procédure de licenciement économique : création d'une cellule de crise ; rejeté - **Art. 1<sup>er</sup> ter** (*convocation des dirigeants d'une entreprise en difficulté*) (p. 779, 780) : ses amendements n° 150 : caractère officiel des informations servant de base à l'intervention du président du tribunal ; et n° 151 : information du comité d'entreprise ; rejetés - **Art. 2** (*règlement amiable*) - **Art. 35 de la loi n° 84-148 du 1<sup>er</sup> mars 1984** (*ouverture de la procédure et nomination du conciliateur*) (p. 784) : son amendement n° 152 : transmission du rapport d'expertise au comité d'entreprise ; rejeté - **Art. 4** (*liquidation judiciaire sans période d'observation*) (p. 810) : son amendement de suppression n° 153 ; rejeté - **Art. 6** (*radiation d'office*) (p. 814) : son amendement de suppression n° 154 ; adopté - **Art. 8** (*durée de la période d'observation*) (p. 815) : son amendement de suppression n° 155 ; retiré - **Art. 8 bis** (*date de la cessation des paiements en cas d'extension de la procédure*) (p. 818) : son amendement de suppression n° 156 ; adopté - **Art. 14** (*compensation des créances connexes*) (p. 828) : son amendement n° 157 : limitation aux créances nées avant l'ouverture de la procédure ; rejeté - **Art. 15** (*vente d'un bien grevé de sûretés*) (p. 829) : son amendement de suppression n° 158 ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 36 - **Art. 17 bis** (*abandon des pénalités ou majorations de retard et des frais de poursuite par les organismes de sécurité sociale*) (p. 836) : sur l'amendement n° 106 du Gouvernement (limitation aux sommes dues avant le jugement d'ouverture), son sous-amendement n° 160 : redevable de bonne foi ; adopté.

**Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - **Art. 25** (*durée du plan de redressement*) (p. 864) : son amendement de suppression n° 162, soutenu par M. Jean Garcia ; rejeté - **Avant l'art. 31** (p. 871) : son amendement n° 163, soutenu par M. Jean Gar-

cia : traitement prioritaire des offres émanant de membres du personnel ; rejeté - **Art. 32 bis** (*sort de l'option d'achat des contrats de crédit-bail*) (p. 873) : son amendement de suppression n° 164, soutenu par M. Jean Garcia ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (12 avril 1994) - **Art. 17** (*ordre de paiement des créances*) (précédemment réservé, 8 avril 1994, p. 875) (par priorité) (p. 917, 918) : son amendement n° 159 : maintien de l'ordre de paiement organisé par l'article 40 de la loi de 1985 ; devenu sans objet - **Art. 15** (*suite*) (p. 927) : son amendement de suppression n° 158 ; devenu sans objet (précédemment réservé, 7 avril 1994, p. 832) - Vote du groupe communiste contre l'amendement n° 32 de la commission (dépôt du prix de vente du bien à la Caisse des dépôts et consignation) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 944) : vote du groupe communiste contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi organique relatif au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire** [n° 190 (93-94)] - (20 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 277) (p. 1177, 1178) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption du projet de loi organique - Intégration des agents non fonctionnaires - Suppression de l'examen professionnel - Risque de diminution des effectifs - Modalités des reclassements - Dans l'attente du vote de leurs amendements, les sénateurs du groupe communiste réservent leur position sur le projet de loi ordinaire.

- **Projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire de l'Etat** [n° 277 (93-94)] - (20 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 190) : voir intervention sous le projet de loi n° 190 (p. 1177, 1178) - **Art. 2** (*intégration des agents non fonctionnaires*) (p. 1179) : son amendement n° 4 : intégration sans examen professionnel et avec une formation complémentaire ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - (p. 1181) : son amendement n° 5 : suppression de la notion de « limite des emplois nécessaires au fonctionnement du service sur le territoire » ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - Le groupe communiste s'abstiendra sur l'article 2 et sur l'ensemble du projet de loi.

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** [n° 174 (93-94)] - (26 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1236, 1237) : nombreux abus dans les nominations au « tour extérieur » - Hypocrisie du Gouvernement - Non-respect du principe d'égalité d'accès à la fonction publique - Publication intégrale des avis des commissions consultatives - Réduction des objectifs du projet de loi par les amendements de la commission des lois - Extension injustifiée au contrôle des départs de la fonction publique territoriale et hospitalière vers le secteur privé - Les sénateurs du groupe communiste et apparenté ne pourront cautionner ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (« tour extérieur » dans les corps d'inspection et de contrôle) (p. 1244) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé aux amendements n° 6 de la commission (publication au Journal officiel du compte-rendu non intégral de l'avis de la commission) et n° 22 de M. Claude Estier (publication au Journal officiel du compte-rendu non intégral de l'avis de la commission) - (p. 1245) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé au vote de l'article 1<sup>er</sup> - **Art. 2** (« tour extérieur » au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes et dans les inspections générales interministérielles) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé au vote de l'amendement de coordination n° 9 de la commission - (p. 1246) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé aux amendements de coordination, n° 10 de la commission et n° 23 de M. Claude Estier - **Art. 3** (*contrôle des activités professionnelles des fonctionnaires mis en disponibilité ou ayant cessé définitivement leurs fonctions*) (p. 1251) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du pouvoir d'appréciation du ministre concernant les départs de ses fonctionnaires dans le secteur privé) - Son amendement n° 19 : représentation des organisations syndicales de fonctionnaires dans la composition des commissions consultées au sujet des départs de fonctionnaires ; rejeté - (p. 1253) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'article 3 - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1254) : restriction des disposi-

tions du projet de loi par les travaux du Sénat - Refus de consultation des organisations syndicales lors du passage du public au privé - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé au vote de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)]** - (3 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1368, 1369) : anciens combattants d'Afrique du nord - Engagement du Gouvernement vis-à-vis des anciens combattants - Insuffisance des dispositions prévues - Chômage - Conditions d'attribution de la carte du combattant - Retraite mutualiste - **Art. unique** (*durée d'assurance requise pour le calcul de la retraite des anciens combattants d'Afrique du nord*) (p. 1382, 1383) : ses amendements n° 1, n° 2 soutenu par M. Robert Vizet, et n° 3 : nouvelle rédaction ; irrecevables (article 40 de la Constitution) - (p. 1385) : se déclare opposé à cet article et demande qu'il soit soumis à un scrutin public.

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées - Deuxième lecture [n° 404 (93-94)]** - (19 mai 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*tour extérieur dans les corps d'inspection et de contrôle*) (p. 1777) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé aux amendements de la commission, n° 1 (exceptions aux nominations au « tour extérieur » dans les corps d'inspection et de contrôle) et n° 2 rédactionnel - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1780) : absence de rigueur et de transparence dans les modalités de nomination au « tour extérieur » - Au nom du groupe communiste et apparenté, déclare émettre un vote défavorable sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Deuxième lecture [n° 355 (93-94)]** - Suite de la discussion - (19 mai 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*dispositions spécifiques aux traitements automatisés des données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé*) - **Art. 40-3 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (conciliation du secret professionnel et de la transmission des données)** (p. 1772, 1773) : intervient sur le paragraphe II de l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission relatif à l'élargissement du champ des dérogations à l'obligation de codage des données d'identification - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1774) : avec le groupe communiste et apparenté, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Renvoi à la commission** (p. 2073, 2075) : soutient la motion n° 150 de Mme Hélène Luc, tendant au renvoi à la commission - Préparation de ce projet de loi - Refus de concertation avec les parties intéressées - Rapports locaux - Logement des personnes défavorisées - Transformation des bureaux vacants - Cession du patrimoine des organismes d'HLM - Plan de relance du logement et du bâtiment - Relations d'urbanisme - Mise en oeuvre de la « loi Méhaignerie » - Mouvement d'HLM et situation du patrimoine - Défisiscalisation - Secteur de la construction de logements neufs - Droit au logement.

**Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2093) : soutient l'amendement n° 62 de M. Jean-Luc Bécart (réexamen des dispositions fiscales relatives aux offices d'HLM) - **Art. 2** (*déconcentration de la décision autorisant la vente de certains logements*) (p. 2099) : soutient l'amendement de suppression n° 65 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 5** (*suppression de l'obligation faite au vendeur d'accepter un échelonnement du paiement du prix*) (p. 2110) : soutient l'amendement de suppression n° 69 de M. Jean-Luc Bécart - **Avant l'art. 8** (p. 2118) : soutient l'amendement n° 74 de M. Jean-Luc Bécart (exclusion des charges récupérables des dépenses de personnel chargé de l'entretien des parties communes jusqu'en 1996).

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 468 (93-94)]** - (2 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2119, 2120) : modification substantielle apportée au texte issu des débats parlementaires - Favorable aux dispositions relatives aux militaires - Organisations

syndicales - Les sénateurs communistes et apparenté voteront contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique [n° 419 (93-94)]** - (2 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2129, 2130) : statistiques sur le temps partiel dans la fonction publique de l'Etat - Travail des femmes - Volontariat - Accord salarial signé en novembre 1993 - Temps partiel - Loi quinquennale sur l'emploi - Déréglementation du temps de travail - Recrutement dans la fonction publique - (p. 2131) : cessation progressive d'activité - Atteinte aux régimes sociaux - Accès à la fonction publique - (p. 2132) : souhait d'une véritable politique de l'emploi dans la fonction publique - Recrutements effectués par les collectivités territoriales - Les sénateurs communistes et apparenté voteront contre ce texte - **Art. 2** (*annualisation du travail à temps partiel dans la fonction publique de l'Etat*) (p. 2137) : son amendement n° 27 : suppression de la référence à l'annualisation du temps de travail ; rejeté - (p. 2138) : le groupe communiste se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission, ainsi qu'à l'ensemble de l'article - **Art. 4** (*annualisation du travail à temps partiel dans la fonction publique territoriale*) (p. 2139) : son amendement n° 28 : suppression de la référence à l'annualisation du temps de travail ; rejeté - **Art. 6** (*annualisation du travail à temps partiel dans la fonction publique hospitalière*) (p. 2140) : son amendement n° 29 : suppression de la référence à l'annualisation du temps de travail ; rejeté - **Art. 7** (*durée des services exigés pour bénéficier de la cessation progressive d'activité dans la fonction publique de l'Etat*) (p. 2141) : son amendement n° 30 : réduction à quinze ans de la durée des services nécessaires pour bénéficier d'une cessation progressive d'activité ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 9** (*extension du bénéfice de la cessation progressive d'activité aux agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics administratifs sur contrat à durée indéterminée occupant un emploi permanent à temps complet*) - **Art. 5-1 de l'ordonnance du 31 mars 1982 (conditions nécessaires pour bénéficier de la cessation progressive d'activité et caractère définitif du choix fait par l'agent)** (p. 2143) : son amendement n° 31 : réduction à quinze ans de la durée des services nécessaires ; retiré - **Art. 5-2 (indemnité exceptionnelle de 30 % du traitement indiciaire)** : son amendement n° 32 : suppression des dispositions relatives à l'assujettissement de cette indemnité à la seule cotisation d'assurance maladie ; rejeté - **Art. 19 (mi-temps thérapeutique dans la fonction publique de l'Etat)** (p. 2150) : se déclare opposé à l'amendement n° 19 de la commission (motifs pouvant justifier le mi-temps thérapeutique) - **Avant l'art. 22** (p. 2152) : son amendement n° 37 : suppression des dispositions relatives aux retenues pour absence de services ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2155) : absence de véritable temps partiel fondé sur le volontariat - Le groupe communiste et apparenté votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux [n° 449 (93-94)]** - (7 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2243) : report des prochaines élections municipales - (p. 2244) : dépendance entre les choix politiques nationaux et les choix politiques locaux - Modalités de présentation des candidats à l'élection présidentielle - Influence des élections présidentielles sur les élections municipales - Elections sénatoriales - Texte d'opportunité politique - (p. 2245) : nécessité de séparer les deux scrutins - Les sénateurs communistes et apparenté voteront contre ce texte - **Art. 1<sup>er</sup>** (*choix du mois de juin 1995 pour le prochain renouvellement des conseils municipaux*) (p. 2256) : soutient l'amendement de suppression n° 6 de M. Charles Lederman - **Art. 2** (*conséquences du report proposé en matière de financement de la campagne municipale*) (p. 2257) : soutient l'amendement de suppression n° 7 de M. Charles Lederman.

- **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public [n° 427 (93-94)]** - (13 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2473) : second volet du plan de modernisation de la filière portuaire - (p. 2474) : réforme du code du domaine de l'Etat - Souplesse du régime actuel de l'autorisation et de la concession précaires et révocables - « Privatisation » du domaine public de l'Etat - Domaine ferroviaire et domaine portuaire - (p. 2475) : les sénateurs communistes et apparenté rejeteront

ce texte - **Art. 1<sup>er</sup>** (*Section 3 nouvelle du code du domaine de l'Etat : constitution d'un droit réel sur le domaine public artificiel de l'Etat et de ses établissements publics*) (p. 2482, 2483) : son amendement de suppression n° 11 ; rejeté - **Art. L. 34-2** (*agrément des cessions et droits des créanciers*) (p. 2488) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (cas des transmissions entre vifs ou par décès ainsi que des fusions, absorptions ou scissions de sociétés) - Son amendement n° 12 : association de la collectivité locale concernée à la décision de cession ; rejeté - **Art. L. 34-7** (*décrets d'application*) (p. 2491) : son amendement n° 13 : décret déterminant notamment les conditions d'information, de consultation et codécision avec les collectivités locales ; rejeté - **Après l'art. L. 34-9** (p. 2493) : son amendement n° 14 : exigence d'un avis conforme préalable des communes concernées en matière d'aménagement d'espace portuaire et inscription des projets dans un schéma d'aménagement ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2496) : avancée vers la privatisation du domaine public - Insuffisante prise en compte des intérêts des collectivités locales - Le groupe communiste et apparenté votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** (30 juin 1994) (p. 3291) : proteste contre la désorganisation des travaux du Sénat - Report de la discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale - Mépris du Gouvernement à l'égard du Parlement.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Question préalable** (p. 3368) : sa motion n° 68 tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Remise en cause des principes du statut général de la fonction publique - Principe de l'égalité d'accès aux emplois publics - (p. 3369, 3370) : traitements des fonctionnaires - Caisse de retraite des fonctionnaires territoriaux et du personnel hospitalier titulaire - Revendications des personnels et des fonctionnaires des collectivités territoriales - Attachement à une fonction publique unitaire et décentralisée - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3371) : son amendement n° 69 : limitation et encadrement des possibilités de recrutement d'agents sur contrat ; rejeté - **Art. 1<sup>er</sup>** (*moyens du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*) (p. 3374, 3375) : son amendement n° 70 : rétablissement de la commission mixte paritaire comprenant des membres du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ; rejeté - **Art. 2** (*composition et fonctionnement du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3376) : son amendement de suppression n° 71 ; rejeté - (p. 3382) : se déclare opposé aux amendements identiques, n° 1 de la commission et n° 34 de M. Albert Vecten (élection du président du conseil d'administration par les représentants des collectivités territoriales) ainsi qu'à l'amendement n° 2 de la commission (droit de vote des seuls représentants des collectivités territoriales sur le budget du Centre national de la fonction publique territoriale) - **Art. 3** (*compétences du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3383) ; son amendement de suppression n° 72 ; rejeté - **Art. 4** (*contrôle des actes du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3386) : son amendement de suppression n° 73 ; rejeté - **Art. 5** (*contrôle des comptes du Centre national de la fonction publique territoriale*) : son amendement de suppression n° 74 ; rejeté - **Avant l'art. 6** (p. 3387) : son amendement n° 75 : rétablissement du statut initial des centres de gestion de la fonction publique territoriale ; rejeté - **Art. 6** (*communication d'actes aux centres de gestion*) (p. 3389) : ses amendements n° 77 : augmentation de la cotisation au CNFPT ; et n° 76 : renforcement de l'obligation de communication ; retiré - **Art. 7** (*seuil d'affiliation aux centres de gestion*) (p. 3390) : nécessité de relever le seuil de l'affiliation obligatoire aux centres de gestion - **Après l'art. 7** (p. 3391) : son amendement n° 78 : amélioration de la publicité des vacances d'emploi et des résultats des concours faite par les centres de gestion ; rejeté - **Art. 8** (*compétences des centres de gestion*) (p. 3394) ; ses amendements n° 79 : suppression des concours sur titres ; rejeté et n° 80 : possibilité donnée au domaine réglementaire de réformer chaque cadre d'emploi ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (4 juillet 1994) - **Art. 9** (*organisation de concours communs à plusieurs centres de gestion*) (p. 3420) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, n° 81 : obligation pour les centres de gestion d'établir une liste d'aptitude ; et n° 82 : suppression des dispositions relatives à la

localisation de la gestion des listes d'aptitude ; rejetés - **Art. 10** (*contrôle administratif des actes des centres de gestion*) (p. 3421) : son amendement n° 83, soutenu par M. Robert Vizet : établissement de la liste d'aptitude par ordre de mérite ; rejeté - **Avant l'art. 12** (p. 3423) : son amendement n° 84, soutenu par M. Robert Vizet : mise en oeuvre d'une compatibilité complète entre la fonction publique territoriale et la fonction publique d'Etat ; rejeté - **Art. 12** (*formation commune de commissions administratives paritaires - listes d'aptitude communes*) : son amendement de suppression n° 85, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 13** (*regroupement des comités techniques paritaires*) (p. 3424) : son amendement de suppression n° 86, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Avant l'art. 14** (p. 3424, 3425) : son amendement n° 87, soutenu par M. Robert Vizet : présence obligatoire d'un comité d'hygiène et de sécurité dans chaque collectivité où est établi des missions de ce comité ; rejeté - **Art. 15** (*créations d'emplois*) (p. 3426) : son amendement de suppression n° 88, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 16** (*listes d'aptitude à la promotion interne*) (p. 3428) : son amendement n° 89, soutenu par M. Robert Vizet : suppression des listes d'aptitude ; rejeté - **Art. 17** (*procédure de nomination dans les emplois vacants*) (p. 3429) : son amendement n° 90, soutenu par M. Robert Vizet : réduction du délai à deux mois ; rejeté - **Art. 18** (*jurys des concours et examens professionnels*) (p. 3430) : son amendement de suppression n° 91, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 19** (*fixation du nombre de postes ouverts aux concours*) : son amendement de suppression n° 92, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Avant l'art. 20** (p. 3433) : son amendement n° 93, soutenu par M. Robert Vizet : établissement des listes d'aptitude par ordre de mérite ; rejeté - **Art. 20** (*modalités d'établissement des listes d'aptitude des concours*) (p. 3434) : son amendement de suppression n° 94, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 21** (*formation initiale de certains fonctionnaires de catégorie A*) (p. 3436) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, n° 95 : remplacement du mot « élève » par les mots « fonctionnaire stagiaire » et rémunération par le Centre national de la fonction publique territoriale ; rejeté ; et n° 96 de précision ; adopté - **Art. 22** (*décharge de fonctions*) (p. 3440) : son amendement n° 97, soutenu par M. Robert Vizet : nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 24** (*réintégration après un détachement de longue durée*) (p. 3445) : son amendement n° 98, soutenu par M. Robert Vizet : amélioration de la réintégration ou du reclassement du fonctionnaire détaché ; rejeté - **Après l'art. 24** (p. 3446) : son amendement n° 99, soutenu par M. Robert Vizet : réintégration obligatoire par le CNFPT ou le centre de gestion du fonctionnaire qu'il a détaché ; rejeté - **Art. 27** (*reclassement des fonctionnaires privés d'emploi*) (p. 3451, 3452) : son amendement n° 104, soutenu par M. Robert Vizet : licenciement du fonctionnaire pris en charge après le refus de trois offres d'emplois ; rejeté - **Art. 30** (*charges afférentes aux décharges d'activité dans le cadre de l'exercice du droit syndical*) (p. 3466) : son amendement n° 105, soutenu par M. Robert Vizet : nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 32** (*intégration des agents à temps non complet dans les cadres d'emplois*) (p. 3470) : son amendement de suppression n° 106, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Après l'art. 34** (p. 3472) : son amendement n° 107, soutenu par M. Robert Vizet : titularisation de l'ensemble des agents contractuels de la fonction publique territoriale ; rejeté - **Art. 36** (*organisation de la formation d'adaptation à l'emploi*) (p. 3473, 3474) : son amendement de suppression n° 108, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Après l'art. 37** (p. 3475) : son amendement n° 109, soutenu par M. Robert Vizet : précision sur la nature de la formation ; rejeté - **Art. 40** (*composition du conseil d'orientation du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3475, 3476) : son amendement de suppression n° 110, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 41** (*délégations interdépartementales ou régionales*) (p. 3476) : son amendement de suppression n° 111, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 42** (*mise en oeuvre d'actions de formation par des centres de gestion*) (p. 3479) : son amendement de suppression n° 112, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 43** (*organisation de concours et de formations communes aux fonctionnaires de l'Etat et aux fonctionnaires territoriaux*) (p. 3480) : son amendement n° 113, soutenu par M. Robert Vizet : nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 44** (*conventions avec les centres de gestion pour l'organisation d'actions de formation*) (p. 3481) : son



amendement de suppression n° 114, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté.

– **Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation** [n° 418 (93-94)] - (6 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4096, 4097) : Interrogation sur l'opportunité de cette discussion - Oppositions des professionnels et des usagers - Augmentation des pourvois - Allongement des délais - Jurisprudence figée - Double emploi - Les sénateurs communistes et apparentés voteront contre ce texte - **Art. 1<sup>er</sup>** (*création d'une formation d'admission des pourvois en cassation*) (p. 4104) : soutient l'amendement de suppression n° 12 de M. Charles Lederman - **Art. 2** (*composition et attributions de la formation d'admission des pourvois en cassation*) (p. 4105, 4107) : soutient l'amendement de suppression n° 13 et l'amendement n° 14 de M. Charles Lederman (motivation des décisions de la formation d'admission) - **Art. 3** (*modification de l'article L. 132-1 du code de l'organisation judiciaire*) (p. 4108) : soutient l'amendement de suppression n° 15 de M. Charles Lederman - **Art. 4** (*modification de l'article L. 132-3 du code de l'organisation judiciaire*) : soutient l'amendement de suppression n° 16 de M. Charles Lederman - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4110) : adaptation des moyens à la justice - Inégalité des citoyens - Les membres du groupe communiste et apparentés voteront contre l'ensemble du texte.

– **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 585 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 594 et n° 586) (p. 4406) : mauvais fonctionnement de la justice - Budget de la justice - Absence de concertation - (p. 4407) : dispositions financières - Administration pénitentiaire - Protection judiciaire de la jeunesse - Création d'un juge de paix - (p. 4408) : budget de l'aide juridique - Recrutement de conseillers de cours d'appel en service extraordinaire - Transfert de certaines activités non juridictionnelles aux greffiers - Médiation - Commission de surendettement - (p. 4409) : transaction pénale - Juge unique - Alternatives à l'incarcération - Juridictions administratives - (p. 4410) : justice inégalitaire - Indépendance des magistrats et droits de la défense - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4430, 4432) ; soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Problème de constitutionnalité - Création des juges de paix - Conseillers de cours d'appel en service extraordinaire - « Magistrats placés » - Budget de la justice - **Avant Art. 1<sup>er</sup>** (p. 4433) : soutient l'amendement n° 22 de M. Charles Lederman (extension de la procédure de transparence à la nomination des premiers présidents de cours d'appel) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*juges de paix*) (p. 4434, 4435) : indépendance et impartialité des juges de paix - Soutient l'amendement de suppression n° 23 de M. Charles Lederman - (p. 4441) : soutient l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (impossibilité d'exercer la fonction de juge départementaire au sein du conseil des prud'hommes).

– **Projet de loi de programme relatif à la justice** [n° 586 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4406, 4410).

– **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** [n° 594 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4406, 4410).

**Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Chapitre II** (*modification de la procédure de traitement des situations de surendettement*) (p. 4540) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 97 de M. Claude Estier - Problème social du surendettement - Refus d'un transfert des pouvoirs judiciaires vers les commissions administratives de surendettement - **Art. 19** (*par priorité*) (*contrôle par le juge des mesures prescrites par la commission de surendettement*) (p. 4547) : soutient l'amendement de suppression n° 67 de M. Charles Lederman - **Art. 16** (*procédure de règlement des litiges en matière de crédit à la consommation*) (p. 4548) : soutient l'amendement de suppression n° 64 de M. Charles Lederman - **Art. 24** (*principe du juge unique pour le jugement de certains délits*) (p. 4562, 4563) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 68 de suppression et n° 69 (possibi-

lité pour les parties de bénéficiaire de la formation collégiale) - **Art. 25** (*délits jugés par un juge unique*) (p. 4566) : soutient l'amendement de suppression n° 70 de M. Charles Lederman - **Art. 30** (*extension de la procédure de conversion - Supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 4572) : soutient l'amendement de rétablissement n° 71 de M. Charles Lederman.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4834, 4836) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction, insistant sur la solidarité nationale, les principes de la décentralisation et la répartition des compétences), soutient les sous-amendements de M. Félix Leyzour n° 220 et n° 222 - (p. 4843) : vote du groupe communiste contre l'amendement précité n° 25 de la commission - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4844) : soutient l'amendement n° 224 de M. Félix Leyzour (fondements démocratiques et décentralisés de l'aménagement du territoire) - **Art. 2** (*schéma national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4846) : parole sur l'article - (p. 4849) : sur l'amendement n° 27 de la commission (modification de la rédaction mettant l'accent sur les grandes infrastructures de transport, les politiques d'éducation, la notion de réseau de ville et les solidarités interdépartementales), soutient le sous-amendement n° 226 de M. Félix Leyzour - **Art. 3** (*Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire*) (p. 4860) : sur l'amendement n° 28 de la commission (modification des compétences et de la composition), soutient le sous-amendement n° 229 de M. Félix Leyzour.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 15** (*fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité*) (p. 5131) : soutient l'amendement de suppression n° 262 de M. Félix Leyzour - (p. 5134) : sur l'amendement n° 95 de la commission (nouvelle rédaction), se déclare opposé au sous-amendement n° 144 de M. Charles Descours.

– **Rappel au règlement** (8 novembre 1994) (p. 5268, 5269) : organisation des travaux du Sénat ; conséquences de la durée exceptionnelle du débat sur le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5397) : pression fiscale et prélèvements obligatoires - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

– **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Deuxième lecture** [n° 22 (94-95)] - (9 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5413, 5416) : délinquance - Moyens financiers - Lutte contre le chômage - Police de proximité - Prévention - Organisation des manifestations - Fouille des véhicules - Vidéo-surveillance - Rôle de la CNIL - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Art. 4** (*crédits de la programmation*) (p. 5435) : soutient l'amendement n° 26 de M. Charles Lederman (fonctionnaires affectés à l'ilotage et à la lutte contre le trafic de drogue) - **Après l'art. 5** (p. 5436, 5437) : soutient l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (rôle des conseils régionaux, généraux ou municipaux).

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1994) - **Art. 8** (*vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public*) (p. 5452) : conservation des enregistrements - Libertés individuelles.

– **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 8 (94-95)] - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5607, 5610) : zones d'attente ou zones de droit minimum - Conditions d'accès des organisations humanitaires - Bilan de l'association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers - Zones d'attente dans les gares internationales - Insuffisance de l'aide au développement de l'Algérie - Situation des maîtres auxiliaires étrangers en France - Le groupe communiste rejettera ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (*répression de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers d'un étranger dans l'espace Schengen*) (p. 5615) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé au vote de

l'article 1<sup>er</sup> - **Art. 2 (modifications ponctuelles du régime des zones d'attente)** (p. 5615) : son amendement n° 6, de suppression ; rejeté - (p. 5618) ; au nom du groupe communiste, se déclare opposé au vote de l'amendement n° 1 de la commission (référence à la gare et non à la gare internationale pour la création de zones d'attente) ainsi qu'à l'article 2 - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5619) : amalgame entre droit d'asile et immigration - Réfugiés politiques - Les sénateurs communistes voteront contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Art. 14 (affectation au budget général des recettes des privatisations)** (p. 6137) : soutient l'amendement n° I-64 de M. Robert Vizet (suppression de la loi de privatisation du 19 juillet 1993 et de l'article 14 du présent projet qui en fait état).

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) (p. 6172, 6173) : anciens combattants d'Afrique du nord - Indemnisation des patriotes résistants à l'Occupation - Politique de la mémoire - Le groupe communiste s'abstiendra sur ce texte - **Examen des crédits - Après l'art. 51 bis** (p. 6188) : les sénateurs communistes voteront l'amendement n° II-9 de la commission saisie pour avis (création d'un délai de dix ans à compter de la délivrance de la carte de combattant ou du titre de reconnaissance de la nation pour permettre au titulaire de la carte de constituer une rente mutualiste majorée) - Plafond de la retraite mutualiste.

**Services financiers (et consommation)** - (26 novembre 1994) (p. 6203, 6204) : recul de la consommation des ménages - Difficultés de l'Institut national de la consommation, INC - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titres III et IV** (p. 6205, 6206) ; au nom du groupe communiste, se déclare opposé au vote de ces crédits - **Etat C - Titre V** : au nom du groupe communiste, se déclare opposé au vote de ces crédits - **Art. 26 (suppression du budget annexe de l'Imprimerie nationale)** : au nom du groupe communiste, se déclare opposé au vote de cet article.

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique)** - (26 novembre 1994) (p. 6215) : baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires - Semaine de trente-cinq heures - Les sénateurs communistes s'opposent à ce projet de budget.

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) (p. 6372, 6373) : sécurité publique - Police nationale - Police municipale - Drogue et trafic de stupéfiants - (p. 6374) : relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - Sapeurs-pompiers de Paris - (p. 6375) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 59 (financement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris)** (p. 6389) : son amendement de suppression n° II-17 ; devenu sans objet - Diminution de la participation de l'Etat au financement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris - Missions des sapeurs-pompiers de Paris - (p. 6393) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° II-24 du Gouvernement (taux de participation des départements au financement des dépenses de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris pour les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement).

**Justice** - (7 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6943, 6944) : exposé des revendications des personnels de l'administration pénitentiaire - Situation des gardiens de prison - Surpopulation carcérale - Alternatives à l'incarcération.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7233) : soutient l'amendement n° II-19 de Mme Hélène Luc (rapport du Gouvernement relatif au financement des dépenses d'équipement des collectivités locales) - (p. 7234) : soutient l'amendement n° II-69 de M. Robert Vizet (rapport du Gouvernement sur la dépense nationale d'éducation) - **Après l'art. 49**

(p. 7241) : soutient l'amendement n° II-54 de Mme Marie-Claude Beaudou (mise en application des dispositions de l'article 95 de la loi de finances pour 1994, remettant en cause le droit à percevoir la totalité de l'allocation aux adultes handicapés) .

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture [n° 88 (94-95)] - Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 37 nonies (conditions de la comparution immédiate)** (p. 7404) : soutient l'amendement de suppression n° 51 de M. Charles Lederman - **Art. 37 decies (prise de parole devant la chambre des appels correctionnels)** : soutient l'amendement de suppression n° 52 de M. Charles Lederman - **Art. 37 terdecies (poursuites pénales contre un fonctionnaire)** (p. 7406) : soutient l'amendement de suppression n° 53 de M. Charles Lederman - Dispositions relatives à la désignation d'un avocat par l'administration pour la défense d'un fonctionnaire - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7415) : le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction [n° 109 (94-95)]** - (13 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7420, 7421) : le groupe des sénateurs communistes et apparenté votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne [n° 115 (94-95)]** - (13 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7434) : résultats négatifs du référendum norvégien - Remise en cause de la souveraineté nationale - (p. 7435) : traité de Maastricht - (p. 7436) : institutions européennes - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994 [n° 119 (94-95)]** - (13 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7444) : engagement des finances de la France pour cinq ans - Perte de souveraineté nationale - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Art. 14 (fonds de péréquation des transports aériens - Taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale)** (p. 7522) : soutient l'amendement n° 125 de M. Félix Leyzour (nouvelle rédaction qui prévoit une intervention de l'Etat au niveau international) - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - Taxe pour les concessionnaires d'autoroutes et taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés)** (p. 7528) : soutient l'amendement n° 126 de M. Félix Leyzour (fixation du tarif de la taxe en fonction de la nature du tonnage et des kilomètres parcourus par les véhicules empruntant les autoroutes à péages) - **Après l'art. 16** (p. 7530, 7531) : soutient l'amendement n° 127 de M. Félix Leyzour (composition et gestion des fonds créés par la présente loi).

- **Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat [n° 90 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - **Question préalable** (p. 7861, 7862) : soutient la motion n° 10 de Mme Paulette Fost, tendant à opposer la question préalable - Baisse des constructions de logements neufs - Progression des aides personnelles au logement - Opérations de réhabilitation - Désengagement de l'Etat - Emprunts - Inoccupation des locaux d'activités - Prix des logements - **Après l'art. 2** (p. 7867, 7868) : soutient les amendements de Mme Paulette Fost n° 13 (suppression des suppléments de loyers) et n° 14 (suppression

de l'article 441-3 du code de la construction et de l'habitation) - **Art. 4** (*contribution financière des communes*) (p. 7869) : soutient l'amendement n° 16 de Mme Paulette Fost (relèvement du taux de la contribution) - **Art. 5** (*modifications de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 7874) : le groupe communiste votera contre l'article 5 - **Art. 3** (précédemment réservé p. 7869) (*modification de l'article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 7875, 7876) : se déclare favorable à l'amendement n° 24 de suppression de M. Claude Estier - **Art. 8** (*suppression de la participation à la diversité de l'habitat*) (p. 7879) : le groupe communiste votera contre l'article 8 - **Après l'art. 8** (p. 7880) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de la commission saisie pour avis (vente de logements HLM aux locataires) - Soutient l'amendement n° 19 de Mme Paulette Fost (délai de remboursement de la TVA) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7882) : le groupe communiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale - Deuxième lecture [n° 166 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7950, 7951) : transparence du patrimoine des candidats à l'élection présidentielle - Défense du pluralisme dans les médias - Interdiction nouvelle de l'affichage militant pendant la campagne présidentielle - Le groupe communiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7955) : soutient l'amendement n° 7 de M. Charles Lederman (possibilité d'information des élus vers leurs concitoyens sur la gestion de leurs collectivités dans les six mois précédant des élections générales).

**Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 8 bis** (*précision rédactionnelle de l'article L. 240 du code électoral*) (p. 7981) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 37 du Gouvernement - **Art. 9 bis** (*création d'une nouvelle subvention forfaitaire au profit de certains partis et groupes politiques non éligibles à l'aide publique*) (p. 7986) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 29 de suppression de M. Guy Allouche - (p. 7988) : au nom du groupe communiste, déclare s'abstenir sur l'amendement n° 3 de la commission (répartition des élus dans au moins 30 départements) - **Art. 13** (*dispositions de coordination*) (p. 7989) : soutient l'amendement n° 14 de M. Charles Lederman (exclusion des comptes des partis ou groupements politiques du champ de la loi) - **Après l'art. 15** (p. 7990, 7991) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé au vote de l'amendement n° 38 du Gouvernement (conditions transitoires applicables aux prochaines élections municipales) - **Après l'art. 18** (p. 7991) : soutient l'amendement n° 16 de M. Charles Lederman - **Après l'art. 22** (p. 7994) : soutient l'amendement n° 17 de M. Charles Lederman (liberté d'opinion et d'organisation des partis politiques garantie dans toutes les entreprises à tous les salariés) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7996) : absence de dispositions restaurant le pluralisme dans les médias - Impossibilité maintenue d'affichage et de distribution de tracts - Autorisation d'un financement patronal par des groupements assimilés à des groupements politiques - Le groupe communiste votera contre cette proposition de loi.

- **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République [n° 145 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. unique** (p. 7998, 7999) : soutient l'amendement n° 1 de M. Charles Lederman (publication de la situation patrimoniale des candidats à l'élection du Président de la République).

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*déclaration de patrimoine des parlementaires*) (p. 7999, 8000) : soutient les amendements de M. Charles Lederman n° 5 (déclaration de patrimoine pour les députés et les sénateurs), n° 6 (demande d'éclaircissement en cas d'augmentation significative du patrimoine d'un élu) et n° 7 (publication des déclarations de patrimoine des députés au Journal officiel) - (p. 8002) : au nom du groupe communiste, déclare s'opposer à l'article

1<sup>er</sup> - **Après l'art. 2** (p. 8003) : soutient l'amendement n° 8 de M. Charles Lederman (régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires) - **Art. 2 bis** (*interdiction faite à un parlementaire de commencer à exercer des fonctions de conseil pendant la durée de son mandat*) (p. 8005) : soutient l'amendement n° 9 de M. Charles Lederman (interdiction à un député d'exercer une fonction de conseil ou de percevoir une rémunération au titre d'un contrat d'étude) - **Art. 4** (*régime des incompatibilités des membres du Conseil constitutionnel*) (p. 8007) : au nom du groupe communiste, déclare s'opposer à l'amendement de suppression n° 2 de la commission.

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. 7** (p. 8017) : soutient l'amendement n° 12 de M. Charles Lederman (application de l'inéligibilité à tous les mandats de la personne) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8018) : le groupe communiste émettra un vote négatif sur cette proposition de loi.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 1** (*prolongation des conventions*) (p. 8024) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé au vote de l'article 1<sup>er</sup> - **Après l'art. 2** (p. 8025) : soutient l'amendement n° 29 de M. Charles Lederman (information des documents concernant un marché passé - audition d'un expert par un membre de la commission d'appel d'offres) - **Art. 5** (*seuil d'application des procédures*) (p. 8028) : au nom du groupe communiste, déclare s'opposer à l'amendement de suppression n° 5 de la commission - **Après l'art. 6** (p. 8029, 8030) : soutient l'amendement n° 30 de M. Charles Lederman (nationalisation des sociétés privées concessionnaires de services de distribution d'eau et de services chargés de l'assainissement) - Eclaircissement des relations entre « l'argent et l'eau » - Equilibre des rapports de force entre les collectivités locales et les compagnies d'eau - Enquête menée par le Conseil de la concurrence - (p. 8031, 8032) : soutient l'amendement n° 31 de M. Charles Lederman (création d'une commission chargée de présenter des mesures pour l'instauration d'un service public national de distribution d'eau) - Position dominante de la Générale des Eaux et de la Lyonnaise des Eaux - Organisation d'un véritable service public national de l'eau - **Art. 8** (*droit d'enquête des magistrats des juridictions financières*) (p. 8033) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé aux amendements de suppression n° 9 de la commission et n° 27 de M. Jacques Oudin.

**PAPILIO (Sosefo Makapé)**, sénateur de Wallis-et-Futuna (RPR).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6544, 6545) : convention de l'enseignement primaire catholique du territoire des îles de Wallis-et-Futuna - Fera dépendre son vote de la réponse à la question de l'enseignement primaire sur le territoire de Wallis-et-Futuna.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) (p. 6796, 6797) : situation des îles Wallis-et-Futuna - Service de santé - Absence des allocations de chômage - Votera avec les membres du groupe du RPR ce projet de budget.

**PASQUA (Charles)**, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

#### DÉPÔTS

##### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi*, présenté avec M. Daniel Hoeffel, modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)] (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Fonction publique territoriale**.

*Projet de loi d'orientation et de programmation* relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)] (22 juin 1994) - **Ordre public**.

*Projet de loi* relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi [n° 561 (93-94)] (29 juin 1994) - **Travailleurs indépendants**.

*Projet de loi organique* modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale [n° 603 (93-94)] (15 juillet 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Élections**.

*Projet de loi* relatif aux services d'incendie et de secours [n° 622 (93-94)] (29 septembre 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Protection civile**.

*Projet de loi* portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 8 (94-95)] (6 octobre 1994) - **Etrangers**.

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS

##### Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Philippe Adnot : **Union européenne** (*Mode de répartition des fonds structurels européens*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1102).

de M. Henri Revol : **Télécommunications** (*France Télécom en milieu rural*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1112).

de M. Paul Caron : **Zones rurales** (*Assainissement dans les zones rurales*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1115).

de M. Léon Fatous : **Délocalisation** (*Délocalisations dans le Pas-de-Calais*) (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1740).

de M. Raymond Bouvier : **Collectivités locales** (*Endettement des communes de moyenne montagne dû au manque de neige*) (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1742).

de M. Claude Saunier : **Union européenne** (*Fonds structurels européens*) (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1745).

de M. Louis Brives : **Dotation globale de fonctionnement (DGF)** (*Dotation globale de fonctionnement du Tarn*) (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4266).

de M. François Gautier : **Sécurité publique** (*Sécurité dans les quartiers difficiles*) (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4270).

de M. Paul Caron : **Jeux et paris** (*Autorisation de nouveaux jeux au casino d'Enghien*) (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4273).

de M. Robert Calmejane : **Transports en commun** (*Sécurité dans les transports de banlieue*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5732).

de M. Henri Revol : **Pensions de retraite** (*Équilibre budgétaire de la CNRACL*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5734).

de M. Jean Clouet : **Pollution et nuisances** (*Nuisances dues aux concentrations de motocyclistes à Vincennes*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5740).

de M. François Lesein : **Drogues et stupéfiants** (*Plan d'action de l'Union européenne contre la drogue*) (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2647).

##### Réponses aux questions orales sans débat :

n° 150 de M. Henri Bangou : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Insécurité dans les DOM et notamment en Guadeloupe*) (JO Débats du 22 octobre 1994) (p. 4618).

n° 146 de M. Josselin de Rohan : **Aménagement du territoire** (*Zones retenues pour l'attribution de la prime majorée à l'aménagement du territoire dans le département du Morbihan*) (JO Débats du 22 octobre 1994) (p. 4616).

n° 151 de M. Daniel Goulet : **Aménagement du territoire** (*Primes à l'aménagement du territoire*) (JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5810).

n° 173 de Mme Françoise Seligmann : **Communes** (*Expression de l'opposition dans les journaux d'information municipale*) (JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5811).

n° 142 de M. Edouard Le Jeune : **Collectivités locales** (*Investissements éligibles au fonds de compensation de la TVA*) (JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 5001).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants** [n° 217 (93-94)] - (12 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 14) : droit de vote et d'éligibilité - Directives communautaires - Système électoral de chaque Etat membre - Affirmation du principe d'égalité et de non-discrimination pour les résidents communautaires - (p. 15) : loi du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Participation des citoyens de l'Union résidant en France à l'élection des représentants de la France au Parlement européen - Exercice du droit d'éligibilité au Parlement européen des ressortissants des autres Etats de l'Union - Proscription des candidatures et des votes multiples - Constitution, par l'Institut national de la statistique et des études économiques, INSEE, d'un fichier central des électeurs communautaires inscrits en France - (p. 16) : sanctions pénales - Cas de suspension du droit de vote des Français - Procédures relatives à la révision et au contrôle des listes électorales complémentaires - Adoption de cette directive au début du mois de décembre 1993.

*Deuxième lecture* [n° 257 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 488) : intitulé du projet de loi - Notion de résidence qui fonde le droit des étrangers communautaires à se faire inscrire sur une liste électorale - (p. 489) : droit d'éligibilité des étrangers communautaires - Souhaite que le Sénat adopte ce texte pour une entrée en vigueur dans les délais prévus par la directive communautaire - **Art. 2** (*identité du régime de participation au scrutin européen entre les électeurs français et les autres citoyens de l'Union exerçant leur droit de vote en France*) (p. 494) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (renvoi à la définition jurisprudentielle de la résidence applicable en droit français) - **Art. 3** (*insertion dans la loi du 7 juillet 1977 d'un chapitre 1<sup>er</sup> bis relatif aux listes électorales complémentaires*) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (suppression de l'alinéa relatif à la notion de résidence) - **Après l'art. 3** (p. 495) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Henri Bangou (représentation des collectivités des départements d'outre-mer au sein du parlement européen) - **Art. 4** (*éligibilité aux élections européennes en France des ressortissants d'un autre Etat de l'Union*) (p. 497) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la condition de résidence pour les ressortissants de l'Union européenne appelés à figurer sur les listes françaises aux prochaines élections européennes).

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conditions de mise en place des dispositions du titre VI du traité sur l'Union européenne consacrées aux domaines de la justice et des affaires intérieures** - (3 mai 1994) - Répond à la question de M. Paul Masson (p. 1361, 1363) - (7 juin 1994) (p. 2233, 2234) : cinquantième anniversaire du débarquement du 6 juin 1944 - Rôle joué par la Grande-Bretagne - Hommage rendu à tous ceux qui ont participé au combat de la France libre, de la Résistance et de la Libération, ainsi qu'aux soldats des troupes alliées.

- **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux** [n° 449 (93-94)] - (7 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2234) : « télescopage » des élections du

Président de la République et de celles des conseils municipaux - Précédent report d'élections cantonales - (p. 2235) : contraintes juridiques motivant le déplacement de la date des élections municipales - Calendrier des opérations préalables à l'élection présidentielle - Délai de présentation des candidats - (p. 2236) : modalités de renouvellement de la Haute Assemblée - Report de la date des élections municipales au mois de juin et non au mois de septembre 1995 - Mandat des conseillers municipaux - Adaptation des règles relatives aux dépenses électorales des candidats - Application de ce texte aux territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte - (p. 2248) : réponse aux arguments de M. Guy Allouche et de M. Robert Pagès - (p. 2249) : calendrier électoral - Courrier adressé au Président du Sénat ainsi qu'aux présidents des groupes pour la transmission de deux projets de loi, l'un reportant les élections municipales en septembre 1995, l'autre prorogeant de six mois le mandat des sénateurs de la série C - (p. 2250) : débat au sein de la majorité sur le report des élections sénatoriales - Situation de Paris - Avis du Conseil d'Etat - Raisons justifiant le report des élections municipales au mois de juin 1995 - Remerciements au rapporteur - (p. 2251) : demande au Sénat de voter le projet de loi tel qu'il lui a été transmis.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - (5 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3506) : insécurité - Délinquance et criminalité - Politique de redressement du Gouvernement - (p. 3507) : services de l'Etat - Police et gendarmerie - Collectivités territoriales - Entreprises de surveillance et de gardiennage - (p. 3508) : police nationale - Organisation de manifestations sportives ou culturelles - (p. 3509, 3510) : allègement des tâches des forces de l'ordre - Dispositif de marquage et de protection de certains objets - Vidéo-surveillance - Manifestations - Moyens de la police nationale - Respect des libertés publiques - (p. 3535, 3539) : renouvellement du matériel de la police nationale - Respect des libertés publiques - Police de proximité - Contrôle dans les aéroports - Vidéo-surveillance - Manifestations - (p. 3540) : opérations policières - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3544) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Fonctionnaires de police - **Question préalable** (p. 3549, 3550) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable.

**Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (définition par la loi du « droit à la sécurité »)** (p. 3561, 3563) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 100 de suppression, n° 101 (suppression dans la deuxième phrase de cet article de l'expression : « contre les menaces et les agressions ») et n° 103 (respect des libertés individuelles et collectives) - Sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction qui précise le droit à la sécurité et le devoir de l'Etat) qu'il accepte, accepte le sous-amendement n° 102 de M. Claude Estier et s'oppose au sous-amendement n° 104 de ce dernier - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3565, 3566) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 53 (rôle de la police), n° 54 (police de proximité), n° 55 (prévention et dissuasion) et n° 51 (création d'une délégation parlementaire permanente à la sécurité publique) - **Après l'art. 2** (p. 3567, 3569) : accepte les amendements de la commission, n° 5 (orientation de la politique de sécurité) et n° 6 (présentation devant le Parlement de trois lois ultérieures relatives aux polices municipales, à la police judiciaire et aux entreprises de gardiennage) - Sur l'amendement n° 5 de la commission précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 287, n° 288 et n° 289 - Sur l'amendement précité n° 6 de la commission, s'oppose aux sous-amendements n° 290 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 107 de M. Claude Estier - **Art. 3 et annexe II (approbation de la programmation des moyens de la police nationale)** (p. 3577, 3578) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 109 de M. Claude Estier ainsi qu'aux amendements de M. Charles Lederman, n° 72 (répression contre les employeurs de main d'oeuvre clandestine), n° 73 (respect des droits fondamentaux en matière d'immigration), et n° 74 (application des accords de Schengen) ; accepte l'amendement rédactionnel n° 43 de la commission des finances saisie pour avis - **Après l'art. 3** (p. 3579, 3580) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (énumération des missions prioritaires assignées à la police nationale) et s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Claude Estier (énumération des missions prioritaires assi-

gnées à la police nationale) - **Art. 4 (crédits prévus pour l'exécution de la programmation des moyens de la police nationale)** (p. 3580, 3582) : s'oppose aux amendements, n° 110 de M. Claude Estier (création de mille emplois en 1995) et n° 75 de M. Charles Lederman (fonctionnaires affectés prioritairement à l'ilotage et à la lutte contre le trafic de drogue et le blanchiment de l'argent) - **Art. 20 (par priorité) (manifestations sportives, récréatives ou culturelles)** (p. 3585, 3590) : accepte les amendements, n° 40 de la commission (instauration d'un service d'ordre pour les manifestations dont l'objet ou l'importance le justifie) et n° 44 de la commission des finances saisie pour avis (nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article relatif au remboursement à l'Etat de dépenses supplémentaires) - S'oppose aux amendements identiques de suppression n° 98 de M. Charles Lederman et n° 168 de M. Claude Estier - (p. 3591) : sur l'amendement n° 44 précité de la commission des finances saisie pour avis, s'oppose au sous-amendement n° 292 de M. Guy Allouche - **Art. 21 (par priorité) (vacations funéraires)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 41 de la commission - **Art. 22 (par priorité) (rattachement au budget du ministère de l'intérieur, des rémunérations et redevances liées à certaines interventions de la police nationale)** (p. 3593) : s'oppose à l'amendement n° 169 de M. Claude Estier (versement des rémunérations et redevances au Trésor public) - Son amendement de précision n° 291 ; adopté - **Art. 21 (par priorité) (suite)** (p. 3595) : accepte l'amendement de précision n° 45 de la commission des finances saisie pour avis - **Art. 5 (rôle du préfet en matière de sécurité publique)** (p. 3596) : sur l'amendement n° 49 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis (missions des services déconcentrés des forces civiles de l'Etat ; missions de la gendarmerie), qu'il accepte, son sous-amendement n° 283 ; adopté - Accepte l'amendement n° 115 de M. Claude Estier (lutte contre l'insécurité et prévention de la délinquance) - (p. 3598) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 111 (suppression du deuxième alinéa de cet article relatif aux missions en matière de sécurité des services déconcentrés et des forces de l'Etat) et n° 112 (compte rendu au représentant de l'Etat de l'exécution des missions en matière de sécurité ; missions de la gendarmerie) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - (p. 3599, 3600) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 113 (suppression du dernier alinéa de ce texte relatif à la coordination de l'action des préfets des départements de la région d'Ile-de-France) et n° 114 (remplacement des mots : « coordonne l'action » par les mots : « coopère sous l'égide du préfet de région ») - (p. 3601) : accepte l'amendement rédactionnel n° 294 de la commission - **Art. 23 (par priorité) (domiciliation des témoins)** (p. 3603, 3605) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 170 de suppression, n° 171 (restriction à la possibilité de déclarer comme domicile l'adresse du commissariat ou de la brigade de gendarmerie), n° 172 (suppression du second alinéa de cet article relatif à la possibilité pour les fonctionnaires de la police et les militaires de la gendarmerie de déclarer comme domicile l'adresse du siège du service dont ils dépendent) et n° 173 homothétique à l'amendement n° 171 précité - Accepte l'amendement de précision n° 42 de la commission - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 3606) : accepte l'amendement n° 50 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis (fixation à 100 % du taux de la pension de réversion perçue par le conjoint d'un militaire de la gendarmerie nationale décédé en service) - **Art. 7 (attributions des agents de police municipale)** (p. 3616) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 118 de suppression et n° 119 (agrément des agents de police municipale par le procureur de la République) - Accepte l'amendement de clarification n° 15 de la commission - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3619, 3620) : rôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL - Contrôle juridictionnel - **Renvoi à la commission** (p. 3622) : s'oppose à la motion n° 295 de Mme Hélène Luc, tendant au renvoi à la commission de cet article - (p. 3633) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 46 de M. Charles Lederman et n° 120 de M. Claude Estier, ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier n° 121 (nouvelle rédaction qui précise les conditions à respecter pour la vidéo-surveillance), n° 122 (avis de la CNIL), n° 123 (suppression de la référence à l'enregistrement), n° 124 de précision, n° 125 (avis motivé de la CNIL ; décision du conseil municipal par décret pris après avis conforme du Conseil d'Etat), n° 126 (des-

truction des enregistrements dans un délai de huit jours), n° 127 (destruction des enregistrements dans un délai de quinze jours), n° 128 (suppression du quatrième alinéa de cet article), n° 129 (identification des personnes), n° 130 (nouvelle rédaction du quatrième alinéa qui détermine les conditions de l'exploitation d'un système de vidéo-surveillance) et n° 131 (information de la population, mise en oeuvre de la vidéo-surveillance; accès aux enregistrements) - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 77 (suppression de la fin du premier alinéa relatif à la prévention des atteintes à la sécurité dans les lieux particulièrement exposés à des risques d'agressions ou de vols), n° 78 (contrôle par la CNIL des opérations de vidéo-surveillance), n° 79 (contrôle des enregistrements par toute personne concernée), n° 80 (limitation, en cas de flagrant délit, de la possibilité de conserver des données enregistrées) et n° 81 (suppression du quatrième alinéa de cet article) - Sur l'amendement n° 17 de la commission (contrôle par la CNIL des enregistrements visuels de vidéo-surveillance), son sous-amendement n° 272; retiré le 7 juillet 1994 (p. 3655) - Accepte l'amendement n° 20 de la commission (application des articles 226-1 du code pénal, qui a trait à l'exigence du consentement de la personne, et n° L. 120-2 du code du travail relatif au droit des salariés en tous lieux).

**Suite de la discussion** - (7 juillet 1994) - **Art. 14** (*port ou transport d'artifices non détonants*) (p. 3697); s'oppose à l'amendement de suppression n° 144 de M. Claude Estier - Accepte les amendements rédactionnels de la commission, n° 29 et n° 30 et s'oppose au sous-amendement n° 145 de M. Claude Estier qui tend à modifier l'amendement rédactionnel n° 29 précité - **Art. 15** (*peine complémentaire d'obligation de répondre aux convocations de l'autorité codifiée*) (p. 3699, 3700); s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 48 de M. Charles Lederman et n° 146 de M. Claude Estier - Sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 31 rédactionnel et accepte le n° 32 (réduction du plafond de la peine à un an et 100 000 francs d'amende) - S'oppose aux amendements de repli de M. Claude Estier, n° 147, n° 151, n° 148, n° 149 et n° 150 ainsi qu'aux amendements de repli de M. Charles Lederman, n° 88, n° 89 et n° 90.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - (25 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4643, 4644): débat national sur l'aménagement du territoire - Identité et diversité françaises - Rôle de l'Etat - (p. 4645); collectivités territoriales - Coopération entre collectivités - Schéma national de développement - (p. 4646): planification; chartes régionales - Ile-de-France - Observatoire du territoire - Péréquation entre les régions - Fiscalité locale - Services publics - (p. 4647): fonds de péréquation des transports aériens et terrestres - Fonds d'investissement spécialisés dotés de ressources affectées - Création de richesses; fonds d'aide à la création d'entreprises - Fiscalité dérogatoire - Villes - Notion de « pays »; arrondissements - Démocratie locale - (p. 4648): demande l'adoption de ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 10 bis** (*commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics*) (p. 5078); accepte l'amendement rédactionnel n° 553 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 335 de M. Alain Vasselle (avis du président du conseil régional) - **Avant l'art. 11** (p. 5080): s'oppose à l'amendement n° 454 de M. Félix Leyzour (interdiction du recours au contrat emploi-solidarité) - **Art. 11** (*maintien des services publics sur le territoire*) (p. 5081, 5082): parole sur l'article - Accepte l'amendement rédactionnel n° 85 de la commission - Succursales de la Banque de France - (p. 5083): s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Félix Leyzour (élaboration des contrats de plan des établissements ou organismes publics et entreprises nationales et des contrats de service public: consultation des organisations syndicales représentatives et des associations représentatives des usagers) - Accepte l'amendement n° 86 de la commission (étude d'impact en cas de réorganisation ou de suppression d'un service public) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 585: paragraphe 1; rejeté; et paragraphe 2; retiré - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 565 de M. Alain Vasselle - (p. 5085): accepte l'amendement rédactionnel n° 87 de la commission - S'oppose aux amendements n° 253 de M. Félix Leyzour (étude d'impact

préalable à la réorganisation ou à la suppression d'un service public; avis d'une commission départementale d'organisation et de modernisation du service public), ainsi qu'aux amendements analogues n° 173 de M. Gérard César et n° 523 de M. Emmanuel Hamel (consultation des chambres consulaires sur l'étude d'impact) - S'oppose à l'amendement n° 254 de M. Félix Leyzour (pouvoir du préfet de revenir sur les réorganisations ou suppressions de services publics envisagées) - (p. 5086): s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 337 de M. Alain Vasselle (consultation des groupements de communes) - Accepte l'amendement n° 89 de la commission (allongement du délai imparti au ministre de tutelle pour statuer - contenu des décrets d'application) et s'oppose à l'amendement n° 402 de M. Claude Estier (saisine pour avis du Conseil national des services publics) - (p. 5087, 5088): s'oppose à l'amendement n° 255 de M. Félix Leyzour (interdiction des suppressions de services publics dans les départements éligibles à l'attribution de la dotation de fonctionnement minimum) - **Après l'art. 11** (p. 5089): oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 403 de M. Claude Estier (création du Conseil national des services publics) - (p. 5090): demande le retrait de l'amendement n° 338 de M. Alain Vasselle (modification de l'article 23 de la loi du 22 juillet 1983, relatif à la répartition des dépenses de fonctionnement des écoles recevant des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune) - **Après l'art. 11 ter** (p. 5091): oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 450 de M. Gérard Delfau (collèges: extension du statut d'établissement public local) - (p. 5092, 5093): demande la retrait des amendements de M. André Bohl n° 491 et n° 492 (schéma directeur en vue de la desserte des communes actuellement non desservies en gaz), et n° 493 (gestion de l'énergie distribuée en réseau; création de services uniques; transfert du pouvoir concédant des communes aux groupements) - **Art. 12** (*lois de programmation quinquennales et information du Parlement*) (p. 5094): accepte l'amendement de coordination n° 91 de la commission - (p. 5096, 5097): s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 256, n° 257 et n° 258 (élaboration et contenu des lois de programme) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 92 de la commission (annexion au projet de loi de finances d'un état des crédits affectés à l'effort public d'aménagement) - **Avant l'art. 13** (p. 5098): s'oppose à l'amendement n° 455 de M. Félix Leyzour (suspension des opérations de délocalisation, taxation des exportations de capitaux et création d'un fonds pour le développement des pays pauvres alimenté par une taxe sur les importations) - **Art. 13** (*Fonds national d'aménagement et de développement du territoire*): parole sur l'article - (p. 5100): son amendement n° 586: déconcentration de plus de la moitié des crédits du fonds; adopté - (p. 5101): s'oppose aux amendements de suppression n° 259 de M. Félix Leyzour et n° 404 de M. Claude Estier, ainsi qu'à l'amendement n° 465 de M. Alain Lambert (représentation des communes et des groupements de communes) - Demande le retrait de l'amendement n° 287 de M. Jean Faure (part des zones affectées d'importants handicaps) - Accepte l'amendement n° 524 de M. Emmanuel Hamel (gestion déconcentrée au niveau régional) et demande le retrait des amendements de M. Louis de Catuelan n° 494 (compétence du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire sur l'objectif et les critères d'utilisation du fonds), n° 495 (maintien des enveloppes financières engagées dans les contrats de plan) et n° 496 (décret d'application en Conseil d'Etat) - **Art. 14** (*Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale*) (p. 5104): parole sur l'article - (p. 5109, 5112): s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction érigeant le fonds en établissement public et limitant ses compétences aux dessertes aériennes intérieures) - Sur cet amendement s'oppose aux sous-amendements identiques n° 159 de M. Ernest Cartigny, n° 354 de M. Bernard Barbier, n° 498 de M. Louis de Catuelan et n° 468 de M. Serge Vinçon (dessertes aériennes intérieures à la France continentale), ainsi qu'aux sous-amendements identiques n° 160 de M. Ernest Cartigny, n° 355 de M. Bernard Barbier, n° 497 de M. Louis de Catuelan et n° 469 de M. Serge Vinçon (réduction du montant de la taxe) - (p. 5111): s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 260 de suppression et n° 261 (action gouvernementale contre la déréglementation aérienne) - **Avant l'art. 15** (p. 5115, 5118): son amendement n° 628: création d'une société filiale

de la Compagnie nationale du Rhône et d'EDF, chargée de la réalisation de la liaison Rhin-Rhône ; adopté après modification par les sous-amendements n° 630 de la commission et n° 632 de M. Pierre Schiélé, qu'il accepte - S'oppose aux sous-amendements n° 631, n° 636, n° 633, n° 634 et n° 635 du même auteur - (p. 5133) : accepte l'amendement n° 95 de la commission (nouvelle rédaction), et sur cet amendement le sous-amendement n° 626 de M. Louis de Catuelan - S'oppose aux sous-amendements n° 144 et n° 145 de M. Charles Descours, et n° 433 de M. Henri Collard - (p. 5138) : s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour n° 263 (suppression de la disposition prévoyant la création d'un fonds d'investissement des transports terrestres), n° 378 (taxation plus élevée des poids lourds) et n° 264 (suppression de la disposition prévoyant un fonds d'investissement fluvial) - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 405 (exclusion du financement du réseau TGV) et n° 406 (financement des investissements routiers concourant aux objectifs de l'aménagement du territoire et du désenclavement) - S'oppose aux amendements n° 499 de M. André Diligent (création d'une Agence nationale du transport intermodal), n° 389 de M. Henri Collard (investissements routiers départementaux) et n° 311 de M. Jean Faure (fonds d'investissement fluvial).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Deuxième lecture [n° 22 (94-95)]** - (9 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5407, 5408 ; 5418, 5419) : police nationale et gendarmerie - Police municipale - Rôle de la CNIL - Manifestations - **Art. 2 et annexe I (approbation des orientations de la politique de sécurité présentée dans l'annexe I)** (p. 5426) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 37 de M. Guy Allouche et oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 36 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (utilisation d'une classification en trois filières comme référentiel commun d'évaluation entre la police nationale et la gendarmerie nationale) (déposé initialement par M. Ernest Cartigny, puis retiré) - **Art. 2 bis (orientation permanente de la politique de sécurité - supprimé par l'Assemblée nationale)** (p. 5428) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction) ; extension à l'ensemble du territoire d'une police de proximité) - **Art. 3 et annexe II (approbation de la programmation quinquennale des moyens figurant à l'annexe II)** (p. 5434) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 38 de M. Guy Allouche - **Art. 4 (crédits de la programmation)** (p. 5435) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 39 de M. Guy Allouche (création au minimum de 1 000 emplois administratifs et techniques en 1995) et s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Charles Lederman (fonctionnaires affectés à l'ilotage et à la lutte contre le trafic de drogue) - **Art. 5 (rôle de coordination du préfet en matière de sécurité publique)** (p. 5436) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Après l'art. 5** (p. 5437) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Lederman (rôle des conseils régionaux, généraux ou municipaux).

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1994) - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 5459, 5460) : sur l'amendement n° 5 de la commission, qu'il accepte, (nouvelle rédaction qui précise l'utilisation des enregistrements et le rôle de la CNIL), s'oppose aux sous-amendements de Mme Françoise Seligmann, n° 62, n° 90, n° 91, n° 53, n° 54, n° 55, n° 56, n° 92, n° 58, n° 93 et n° 61 - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements du même auteur n° 57 (délai de six mois accordé aux autorités compétentes pour accorder leur autorisation), n° 59 et n° 60 - **Art. 10 bis (compétence de l'assemblée générale des copropriétaires pour donner à la police et à la gendarmerie l'autorisation permanente d'entrer dans les parties communes des immeubles)** (p. 5476) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 31 de M. Charles Lederman et accepte l'amendement de coordination n° 8 de la commission - **Art. 12 (installation de dispositifs de sécurité sur les véhicules)** (p. 5478) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction qui précise l'utilisation des dispositifs électroniques de détection des véhicules) - **Art. 13 (manifestations sur la voie publique)** (p. 5479, 5480) : fouille des véhicules - (p. 5483) : s'oppose aux amendements de Mme Françoise Seligmann, n° 73 (limitation du dispositif prévu pour la durée de la manifestation et l'aire géographique de l'intervention), n° 74 (suppression du

deuxième alinéa relatif aux pouvoirs des autorités administratives), n° 75 et n° 76 de conséquence, ainsi qu'à l'amendement de suppression n° 32 de M. Charles Lederman - Sur l'amendement n° 10 de la commission, qu'il accepte, (détermination de l'aire géographique où s'applique l'interdiction du port et du transport d'objets pouvant être utilisés comme projectiles), s'oppose au sous-amendement n° 77 de Mme Françoise Seligmann - **Art. 15 (peine complémentaire d'interdiction de manifester)** (p. 5487) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 33 de M. Charles Lederman et n° 78 de Mme Françoise Seligmann - **Art. 15 bis à 15 sexies (mesures tendant à faciliter l'exercice de certaines activités de police judiciaire)** (p. 5487, 5488) : accepte les amendements de suppression de la commission, n° 12, n° 13, n° 14, n° 15 et n° 16 - **Art. 16 (statut des personnels de la police nationale)** (p. 5489) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction) - **Art. 20 (possibilité d'imposer un service d'ordre aux organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles)** (p. 5490) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 35 de M. Charles Lederman et n° 79 de M. Guy Allouche, ainsi qu'aux amendements de repli de M. Guy Allouche, n° 80, n° 81, n° 82 et n° 83 - **Art. 23 A (recherche des personnes disparues)** (p. 5492) : ses amendements, n° 20 : suppression du cinquième alinéa de cet article relatif à l'impossibilité pour les mineurs ou majeurs protégés de s'opposer à la communication de leur adresse au déclarant ; et n° 21 : suppression du dernier alinéa de cet article relatif à l'accès par les services de police aux fichiers détenus par les services sociaux et les services fiscaux ; adoptés - Accepte l'amendement n° 17 de la commission (restriction de la portée de cet article à la disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé ou à celle d'un majeur dont les services de police estiment qu'elle présente un caractère inquiétant ou suspect) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 96 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - S'oppose à l'amendement n° 84 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 23 A** (p. 5494) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (intitulé du titre quatrième du livre I du code civil : « Des absents et des personnes disparues ») - **Art. 23 bis A (sanction de la révélation de l'identité de certains policiers ou gendarmes)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - **Après l'art. 23 bis** (p. 5495) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 86 (pension de réversion d'un douanier décédé en service et cité à l'ordre de la Nation) et n° 87 (pension de réversion d'un membre des personnels de la sécurité civile décédé en service et cité à l'ordre de la Nation) - **Art. 24 (application dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte)** (p. 5495) : son amendement de coordination n° 94 ; adopté - **Art. 24 ter (homologation des stades et enceintes sportives)** (p. 5496) : accepte l'amendement n° 89 de la commission (rectification d'une erreur dans le décompte des alinéas) - **Après l'art. 24 ter** : son amendement n° 19 : dispositions applicables aux appareils de jeux ; adopté - Sur ce dernier, oppose l'article 40 de la Constitution au sous-amendement n° 88 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Sur l'ensemble** (p. 5499, 5500) : vidéo-surveillance - Rôle des maires et des préfets - Personnes disparues - Police de proximité - Lutte contre la délinquance.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale [n° 603 (93-94)]** - (14 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5511, 5513) : assemblée de Corse - Comptes de campagne - Aide financière de l'Etat et plafond des dépenses électorales des candidats à l'élection du Président de la République - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5524, 5525) : moralisation de la vie politique - Enrichissement personnel - Financement des partis politiques - S'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 12 (interdiction du financement des partis et des candidats par les entreprises et autres personnes morales de droit privé à but lucratif) et de M. Guy Allouche n° 21 (interdiction des dons des personnes morales aux candidats aux élections) et n° 22 (organisation du financement des partis politiques) - (p. 5529, 5532) : travaux préparatoires au dépôt de projets de loi relatifs aux déclarations patrimoniales des élus et des membres du Gouvernement - S'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 15 (publication des données relatives aux patrimoines et aux

revenus des députés, des sénateurs et des députés de l'Assemblée européenne), n° 16 (publication des données relatives aux patrimoines et aux revenus des élus locaux, des membres du Gouvernement des responsables des formations politiques), et n° 28 (respect de l'expression pluraliste des formations politiques dans les services de radiodiffusion sonore et de télévision) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*réintégration des membres de l'assemblée de Corse dans le collège des présentateurs des candidats à l'élection présidentielle*) (p. 5532, 5533) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Guy Allouche (modification du système de présentation des candidats pour l'élection présidentielle) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5535) : s'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Hélène Luc (publication du patrimoine de tous les candidats à l'élection présidentielle) - **Avant l'art. 2** (p. 5536) : s'oppose à l'amendement n° 17 de Mme Hélène Luc (restauration pendant la période électorale de toute possibilité de militantisme public) - **Après l'art. 2** : ses amendements, n° 27 : interdiction à un candidat de faire partie de sa propre association de financement électoral ; et n° 14 : abaissement du montant des plafonds des dépenses électorales des candidats à l'élection du Président de la République ; adoptés - (p. 5537) : s'oppose à l'amendement n° 25 de Mme Hélène Luc (montant du remboursement forfaitaire des dépenses de campagne des candidats à l'élection présidentielle) - **Art. 3** (*publication des comptes de campagne et contrôle du Conseil constitutionnel pour l'élection du Président de la République*) (p. 5538) : son amendement n° 26 : modalités du contrôle effectué par le Conseil constitutionnel ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 5539) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli (création de bureaux de vote dans les agences consulaires) - **Après l'art. 6** (p. 5540) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Guy Allouche (caractère non suspensif de l'acte du préfet déclarant démissionnaire d'office un conseiller municipal à la suite d'une sanction pénale définitive) - **Sur l'ensemble** (p. 5541) : organisation prochaine d'un débat législatif sur le patrimoine des élus et la lutte contre la corruption.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 8 (94-95)] - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5602, 5604) : maîtrise de l'immigration clandestine - Harmonisation européenne de la lutte contre les passeurs - Organisation du dispositif sur les zones d'attente - Exécution des refus d'entrée - (p. 5612, 5613) : amélioration de l'accueil des étrangers en France - Travaux dans les centres d'hébergement - Développement des centres de rétention - **Art. 2** (*modifications ponctuelles du régime des zones d'attente*) (p. 5616, 5617) : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - Accepte l'amendement n° 1 de la commission (référence à la gare et non à la gare internationale pour la création de zones d'attente) - S'oppose aux amendements de M. Robert Pagès, n° 6 de suppression et n° 2 (référence à une gare internationale pour la création d'une zone d'attente) et n° 3 (transfert d'une zone d'attente dans une autre dans les deux heures précédant le départ) de M. Claude Estier - **Après l'art. 2** (p. 5618) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 4 de conséquence de M. Claude Estier.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) (p. 6336) : relance de la politique d'aménagement du territoire - Eléments chiffrés - (p. 6337) : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire - Réforme de la prime d'aménagement du territoire, PAT - Redéploiement des organismes publics - Contrats de plan Etat-région - Programmes structurels européens - Demande au Sénat d'adopter ce projet de budget.

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) (p. 6360) : projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Modernisation des matériels et des équipements de la police - (p. 6361) : personnels de la police - Réforme des corps et carrières de la police nationale - Rémunérations particulières - Logement des fonctionnaires - (p. 6362) : administration territoriale et déconcentration - Préfectures - Sécurité civile - Dotations aux collectivités locales - (p. 6363) : demande au Sénat d'adopter ce projet de budget - (p. 6382) : police nationale - Sécurité civile - (p. 6383) : rela-

tions financières entre l'Etat et les collectivités locales - Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Préfecture - Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Sapeurs-pompiers - Hélicoptères bombardiers d'eau - Paiement des interventions de sauvetage - Lutte contre le travail clandestin et l'immigration clandestine - Décentralisation - (p. 6384) : problème de sécurité et de lutte contre la délinquance - Concours de l'Etat aux collectivités locales - Place de l'Islam en France - (p. 6385) : crédits immobiliers de la police nationale - CRS - Création d'un conseil consultatif par commune fusionnée - (p. 6386) : services départementaux d'incendie et de secours - Entente interdépartementale - **Examen des crédits - Art. 59** (*financement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris*) (p. 6390) : son amendement n° II-24 : taux de participation des départements au financement des dépenses de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris pour les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) **Art. 6** (*schéma régional d'aménagement et de développement du territoire*) - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (orientations fondamentales en matière d'aménagement du territoire)** (p. 7486) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Félix Leyzour (avis conforme des conseils généraux des départements et du Conseil économique et social régional - rôle des départements et de l'ensemble des communes intéressées), ainsi qu'aux amendements analogues n° 72 de M. Emmanuel Hamel et n° 143 de M. Henri Collard (rôle des chambres consulaires) - Accepte l'amendement n° 93 de M. Bernard-Charles Hugo (association à l'élaboration du schéma régional des deux communes les plus peuplées du département) - **Art. 34 bis de la loi précitée (conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)** (p. 7488) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 115 de M. Félix Leyzour - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 94 de M. Lucien Lanier (représentation, au sein des conférences régionales de l'aménagement et du développement du territoire, des chambres consulaires régionales et d'organisation professionnelles ou d'associations) - Sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 20 (participation des élus nationaux aux conférences régionales - institution d'une conférence régionale en Corse) et accepte le n° 209 (rectification d'une erreur matérielle) - **Art. 6 bis A** (*schéma interrégional de littoral*) (p. 7489) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 116 de M. Félix Leyzour - **Art. 6 bis** (*politiques interrégionales de développement des massifs de montagne*) : son amendement n° 198 : prise en compte par les schémas régionaux des orientations retenues par les régions elles-mêmes au titre des schémas de massif ; adopté - **Art. 6 ter** (*bassins de formation*) (p. 7490) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 158 de M. Aubert Garcia (nouvelle rédaction) - **Art. 6 quater** (*schéma régional d'urbanisme commercial*) (p. 7491) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Après l'art. 7 bis A** (p. 7492) : s'oppose aux amendements de M. Aubert Garcia n° 159 (insertion d'une division additionnelle intitulée « De l'office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire ») et n° 160 (composition et rôle de l'Office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire précédemment visé) - **Art. 7 bis** (*création des schémas sectoriels*) : accepte l'amendement n° 210 de la commission (rectification d'une erreur et prise en compte de l'ajout du schéma sanitaire et médico-social par l'Assemblée nationale) - **Art. 7 quater** (*répartition équilibrée des universités sur le territoire*) (p. 7493) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (nouvelle rédaction - établissement d'un schéma d'enseignement supérieur) - **Art. 7 quinquies** (*répartition équilibrée des universités sur le territoire*) (p. 7495) : s'oppose à l'amendement n° 117 de M. Félix Leyzour (définition des objectifs de la politique de la recherche fondamentale et appliquée) - **Art. 7 septies** (*modalités d'application particulières du crédit d'impôt-recherche aux zones prioritaires d'aménagement du territoire*) (p. 7497) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 118 de M. Félix Leyzour et accepte l'amendement n° 95 de M. Lucien Lanier (précision de la référence visée à l'article 1465 du code



général des impôts) - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 24, rédactionnel, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 25 (modulation du crédit d'impôt-recherche) - **Art. 7 octies** (*établissement d'un schéma directeur national des équipements culturels*) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 7 nonies** (*contrats d'action culturelle*) (p. 7498) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement des contrats d'action culturelle qui, à l'expiration des contrats de plan actuels, devraient définir l'ensemble des aspects de la vie culturelle dans l'espace régional) - **Art. 7 decies** (*révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports*) (p. 7498, 7499) : accepte l'amendement n° 161 de M. Aubert Garcia (remplacement de la distance kilométrique par une durée) - (p. 7500) : accepte l'amendement rédactionnel n° 29 de la commission - **Art. 7 undecies** (*contenu des schémas des transports terrestres*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 30 de la commission.

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 20 ter** (*fonds national de péréquation*) (p. 7619) : s'oppose aux amendements n° 138 de M. Félix Leyzour (programmation de l'extinction progressive du dispositif d'allègement des bases jusqu'en 1998) et n° 13 de M. Alain Pluchet (exclusion du champ d'application de cet article des collectivités locales dont les bases de taxe professionnelle ont peu évolué en 1994), ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 181 (mécanisme de péréquation entre les communes et les groupements de communes), n° 182 (suppression du prélèvement sur la dotation de compensation de taxe professionnelle perçue par les collectivités locales au profit du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle), n° 183 et n° 184 (financement pour le nouveau Fonds de péréquation de la taxe professionnelle), n° 185 (attributions du nouveau fonds) et n° 186 (coopérations intercommunales) - **Art. 20 quater** (*fonds de correction des déséquilibres régionaux*) (p. 7621) : s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Félix Leyzour (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 21 bis** (p. 7622) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Jacques Baudot (récupération de la TVA sur les logements sociaux construits par les communes) - **Avant l'art. 22** : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 187 (évolution de la DGF) et n° 188 (dépôt par le Gouvernement, avant le 2 octobre 1995, d'un projet de loi sur la réforme de la DGF) - **Art. 23** (*rapport sur la réforme du système de financement des collectivités locales - Sauvegarde et réhabilitation des communes rurales*) (p. 7623) : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Claude Estier (réforme globale de la taxe professionnelle ; taux unique de taxe professionnelle au sein d'un bassin d'emplois ; péréquation des groupements de communes les plus riches ; assiette tenant compte de la valeur ajoutée) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 65 de la commission (suppression du paragraphe III relatif aux communes rurales de moins de 5 000 habitants) - **Après l'art. 23** (p. 7624) : s'oppose aux amendements n° 140 de M. Félix Leyzour (dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités locales) et n° 190 de M. Claude Estier (réforme de l'assiette de la taxe professionnelle) - **Art. 23 bis B** (*constat financier annuel - Commission consultative sur l'évaluation des charges*) : accepte l'amendement de coordination n° 66 de la commission - **Après l'art. 23 bis C** (p. 7626) : s'oppose à l'amendement n° 81 de M. Alain Vasselle (mise en application progressive de la réforme des bases des valeurs locatives) - **Après l'art. 23 bis** : accepte l'amendement n° 216 de la commission (validation des avis rendus et des décisions prises par le comité des finances locales) - **Intitulé du chapitre II du titre V** : accepte l'amendement n° 67 de la commission (« du développement local ») - **Art. 24 A** (*maintien des avantages financiers attribués aux communes regroupées décidant de fusionner - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7627) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 68 de la commission (rétablissement de cet article) - **Art. 24** (*simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale*) (p. 7628) : s'oppose à l'amendement n° 178 de M. Aubert Garcia (composition et fonctionnement du conseil de la communauté de communes) - **Art. 24 bis** (*dotation de développement rural - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7629) : sur l'amendement n° 69 de la commission qu'il accepte (rétablissement de cet article) et sur les sous-amende-

ments de M. Aubert Garcia, s'oppose au n° 217 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 218 - **Après l'art. 24 ter** (p. 7630) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 196 de M. Aubert Garcia (précision par décret des conditions d'application de l'article 24 ter après concertation des communautés urbaines intéressées) - **Après l'art. 25** (p. 7635) : sur l'amendement n° 74 de M. Jacques-Richard Delong qu'il accepte (application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale aux communes comptant plus de 10 000 habitants), accepte le sous-amendement n° 229 de la commission - **Art. 28 bis** (*déclaration des locations touristiques*) (p. 7636) : accepte l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 28 ter** (*prime d'aménagement du territoire - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7637) : demande le retrait de l'amendement n° 71 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 30** (*dispositions applicables à la collectivité territoriale de Mayotte*) (p. 7638) : accepte l'amendement de coordination n° 212 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 7642) : qualité des travaux du Sénat - Remerciements.

- **Projet de loi relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi** [n° 561 (93-94)] - (19 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7776, 7777) : « table ronde des taxis » - Baisse de clientèle - Réglementation française inadaptée - Certificat de capacité professionnelle - Cessibilité des autorisations - Transparence des transactions - Unification de la profession - (p. 7781) : locataires de taxi - Autorisation de stationnement - Consultation des organisations syndicales - **Art. 2** (*conditions d'accès à l'activité de conducteur de taxi*) (p. 7783) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (extension de l'accès au métier de conducteur de taxi aux pays de l'Espace économique européen) et s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 14 (délivrance des certificats de capacité professionnelle) et n° 15 (suppression du régime spécifique pour les ressortissants de l'Union européenne), ainsi qu'à l'amendement n° 16 de M. Henri Bangou (non application de ces dispositions aux départements d'outre-mer) - **Après l'art. 2** (p. 7784, 7785) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 9 de M. Claude Estier (formation professionnelle des chauffeurs de taxi) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 26 ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Claude Estier (interdiction d'employer un conducteur locataire de taxi) - **Art. 3** (*conditions du droit de présentation d'un successeur*) (p. 7786) : accepte les amendements de la commission n° 1 et n° 2, de précision ainsi que l'amendement n° 3 (obligation d'exploitation) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 17 de M. Louis Minetti (gratuité et inaccessibilité d'une autorisation) - **Art. 4** (*dispositions particulières*) (p. 7788) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 18 de suppression et n° 19 (présentation d'un seul successeur), ainsi qu'à l'amendement n° 11 de M. Claude Estier (régime particulier pour les sociétés n'employant que des locataires) - Accepte l'amendement de précision n° 5 de la commission et s'oppose au sous-amendement n° 25 de M. Jacques Bellanger sur l'amendement n° 4 de la commission qu'il accepte (présentation de successeurs en cas de cessation d'activité) - **Après l'art. 4** (p. 7789) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (enregistrement des transactions sur un registre) - **Art. 5** (*délivrance de nouvelles autorisations*) (p. 7790) : cessibilité du droit de présenter un successeur - Pouvoir de police administrative du maire - Autorisations nouvelles - (p. 7791) : accepte l'amendement de précision n° 7 de la commission et l'amendement n° 13 de M. Claude Estier (listes d'attente rendues publiques) - S'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 20 (consultation des organisations syndicales ou professionnelles) et n° 21 (consultation des commissions départementales ou municipales des taxis et des voitures de petite remise), ainsi qu'à l'amendement n° 27 de la commission (priorité aux conducteurs exerçant leur activité à titre artisanal) et au n° 12 de suppression de M. Claude Estier - **Art. 6** (*pouvoirs des autorités administratives*) (p. 7792) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Louis Minetti (pouvoirs réglementaires du maire).

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale - Deuxième lecture**

[n° 166 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) (p. 7894, 7898) : fonctionnement des centres de vote à l'étranger - Organisation de la prochaine élection présidentielle - Rapports entre la politique et l'argent - Interdiction du financement de la vie politique par les entreprises - Financement des partis politiques par l'Etat - Interdiction à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électoral - Moralisation de la vie publique - (p. 7917, 7919) : établissement dans trois ans d'un rapport par la commission des comptes de campagne - Equité entre les candidats dans les prochaines élections municipales - Modalités d'autofinancement de sa campagne par un candidat - Remboursement des dépenses de campagne pour les élections européennes - Aide à l'émergence de nouveaux partis politiques - Conditions de l'aide automatique de l'Etat au financement des campagnes électorales - **Art. 4 bis (création de bureaux de vote dans les agences consulaires)** (p. 7950) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 2 de la commission et n° 1 de M. Charles de Cuttoli (aménagement et rétablissement de ces dispositions supprimées par l'Assemblée nationale).

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7894, 7898 et 7917, 7920) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7952, 7953) : s'oppose aux amendements n° 8 (attribution de véritables moyens au Conseil supérieur de l'audiovisuel pour la défense du pluralisme dans les médias) et n° 15 (instauration de sanctions à l'égard des services de radiodiffusion sonore et de télévision ne respectant pas l'expression pluraliste des partis et formations politiques) de M. Charles Lederman - (p. 7954) : s'oppose aux amendements n° 9 (rétablissement de l'affichage militant jusqu'à la veille du scrutin) et n° 10 (maintien de l'interdiction de l'affichage commercial relatif à une élection) de M. Charles Lederman - **Art. 1<sup>er</sup> (interdiction des mandataires communs à plusieurs candidats)** (p. 7955) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Robert Calmejane (remise en cause du délai d'un an avant le scrutin considéré pour l'affectation des dépenses de nature politique au cours de la campagne du candidat) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7956) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Charles Lederman (possibilité d'information des élus vers leurs concitoyens sur la gestion de leurs collectivités dans les six mois précédant des élections générales) - **Art. 2 (interdiction à un candidat d'être membre de sa propre association de financement électoral)** : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Guy Allouche (incompatibilité entre les fonctions de mandataire financier, de président ou de trésorier de l'association avec les qualités de candidat et d'expert-comptable) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 25 de M. Guy Allouche (incompatibilité entre les fonctions de candidat ou de mandataire financier et celles d'expert-comptable) et s'oppose aux amendements de M. Paul Lorient n° 26 (modalités de placement des fonds de campagne par l'association de financement électoral) et n° 27 de coordination - **Art. 3 (interdiction des dons des personnes morales aux candidats aux élections)** (p. 7959, 7960) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Guy Allouche (plafond fixé à 150 000 francs pour les dons apportés à plusieurs candidats dans la limite de 30 000 francs pour chacun d'entre eux) - **Art. 5 (relèvement de 20 % à 50 % du remboursement forfaitaire de l'Etat au titre des dépenses de campagne)** (p. 7961) : droit de remboursement des frais de campagne à partir de l'obtention de 5 % des suffrages - Créance sur l'Etat - (p. 7962) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Robert Calmejane (remboursement par l'Etat en fonction de justificatifs vérifiés par la commission de contrôle et non de manière forfaitaire) et oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 11 de M. Charles Lederman (extension du remboursement forfaitaire par l'Etat aux candidats ayant obtenu entre 2,5 % et 5 % des suffrages exprimés).

- **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République [n° 145 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir

intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7894, 7898 ; 7917, 7920).

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7894, 7898 ; 7917, 7920).

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7894, 7898 ; 7917, 7920).

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 161) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7894, 7898 ; 7917, 7920).

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. 5** (p. 7977, 7978) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Charles Lederman (prise en considération des prestations télévisées dans les comptes de campagne pendant une année avant l'élection) - **Art. 6 (dispositions de coordination et de précision)** (p. 7978) : accepte l'amendement n° 18 de précision de M. Jacques Larché - **Art. 6 bis (suppression du cautionnement lors du dépôt des candidatures)** (p. 7979) : son amendement n° 35 : rétablissement d'un cautionnement pour la participation aux élections européennes ; adopté - **Art. 7 (déclarations de candidatures aux élections législatives)** (p. 7980) : son amendement n° 36 : remise du reçu provisoire de déclaration de candidature au déposant (le candidat ou son suppléant) ; adopté - **Avant l'art. 8** : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Charles Lederman (levée de l'interdiction de distribution de tracts pendant la période électorale) - **Art. 8 bis (précision rédactionnelle de l'article L. 240 du code électoral)** : son amendement de suppression n° 37 ; adopté - **Art. 9 bis (création d'une nouvelle subvention forfaitaire au profit de certains partis et groupements politiques non éligibles à l'aide publique)** (p. 7984) : s'oppose à l'amendement n° 29 de suppression de M. Guy Allouche - Accepte l'amendement n° 3 de la commission (répartition des élus dans au moins 30 départements) ; sur celui-ci s'oppose au sous-amendement n° 41 de M. Michel Rufin - Emergence de nouveaux courants politiques - (p. 7985) : répartition de la dotation publique entre les mouvements ou partis politiques - Rôle d'un parti politique - **Art. 13 (dispositions de coordination)** (p. 7989) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Charles Lederman (exclusion des comptes des partis ou groupements politiques du champ de la loi) - **Après l'art. 15** (p. 7990) : son amendement n° 38 : conditions transitoires applicables aux prochaines élections municipales ; adopté - **Art. 17 (avantages fiscaux attachés aux contributions des personnes physiques au financement des activités politiques)** (p. 7991) : ses amendements n° 39 : prise en compte des associations pour les cotisations versées aux partis et groupements politiques ; et n° 40 : application des dispositions de cet article à compter du début de l'année 1995 ; adoptés - **Après l'art. 18** (p. 7992) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 16 de M. Charles Lederman (extension du champ des exonérations de droit de mutation à titre gratuit aux partis politiques) - **Après l'art. 20** (p. 7993) : s'oppose aux amendements n° 32 (responsabilité pénale d'un élu ayant utilisé à tort ses pouvoirs de police administrative), n° 33 (condamnation pénale de la personne morale publique lorsque sa responsabilité est indissociable de celle de l'élu agissant dans l'exercice de ses fonctions) et n° 34 (intervention d'une association d'élus locaux dans le cas de poursuite pour crime ou délit d'un élu) de M. Jean-Paul Delevoye - **Après l'art. 22** (p. 7994) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Charles Lederman (liberté d'opinion et d'organisation des partis politiques garantie dans toutes les entreprises à tous les salariés) - **Art. 23 (validation législative d'actes pris par certaines collectivités territoriales en vue de faciliter le fonctionnement de leurs groupes politiques)** (p. 7995) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (organisation des groupes

politiques dans les assemblées délibérantes des communes de plus de 100 000 habitants des départements et des régions) et s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Guy Allouche (fonctionnement des groupes d'élus dans les assemblées délibérantes des communes de plus de 100 000 habitants, des départements et des régions).

– **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République [n° 145 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. unique** (p. 7999) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Charles Lederman (publication de la situation patrimoniale des candidats à l'élection du Président de la République).

– **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (déclaration de patrimoine des parlementaires)** (p. 8001, 8002) : s'oppose aux amendements n° 5 (déclaration de patrimoine pour les députés et les sénateurs), n° 6 (demande d'éclaircissement en cas d'augmentation significative du patrimoine d'un élu) et n° 7 (publication des déclarations de patrimoine des députés au Journal officiel) de M. Charles Lederman, ainsi qu'à l'amendement n° 10 de M. Guy Allouche (déclaration du patrimoine effectuée sur un formulaire unique) - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 13, de coordination, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 1 (application des dispositions de cet article pour les sénateurs au fur et à mesure du renouvellement triennal du Sénat) - **Après l'art. 2** (p. 8003, 8004) : s'oppose aux amendements n° 11 de M. Guy Allouche (incompatibilité entre le mandat de député et la fonction de président de chambre consulaire), et n° 8 de M. Charles Lederman (régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires) - **Conclusions de la commission Rozès - Situation professionnelle des parlementaires** - (p. 8005, 8006) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Charles Lederman (interdiction à un député d'exercer une fonction de conseil ou de percevoir une rémunération au titre d'un contrat d'étude) - Son amendement n° 12 : interdiction à tout député, en cours de mandat, d'exercer une fonction de membre du conseil d'administration dans un des établissements visés à l'article L.O. 146 du code électoral ; adopté - **Art. 4 (régime des incompatibilités des membres du Conseil constitutionnel)** (p. 8007) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 2 de la commission - **Intitulé de la proposition de loi** : accepte l'amendement de coordination n° 3 de la commission.

– **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)] - Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (déclaration de patrimoine des membres du Gouvernement)** (p. 8009) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Charles Lederman (consultation de la situation patrimoniale des membres du Gouvernement par toute personne qui peut en prendre copie) - **Art. 2 (déclaration de patrimoine des élus autres que les parlementaires nationaux (députés européens et élus locaux))** (p. 8009, 8010) : accepte les amendements de la commission n° 18 (déclaration de situation patrimoniale non obligatoire pour le président de l'assemblée de province de Nouvelle-Calédonie), n° 19 (déclaration de situation patrimoniale non applicable au président élu d'un groupement de communes dont la population excède 30 000 habitants) et n° 21 de coordination - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 20 de la commission (suppression de la notion de « personnalité élue bénéficiant d'une délégation ») - S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Charles Lederman (obligation de déclaration de situation patrimoniale pour les maires de communes de plus de 20 000 habitants) - Son amendement n° 13, rédactionnel ; devenu sans objet - **Art. 3 (assujettissement de titulaires de certaines fonctions d'autorité à l'obligation de déclaration de patrimoine)** (p. 8011) : accepte l'amendement de suppression n° 22 de la commission - **Art. 4 (composition, compétences et modalités d'intervention de la Commission pour la transparence financière de la vie politique)** (p. 8013, 8015) : accepte les amendements de la commission de coordination n° 23, n° 24 et n° 27 - S'oppose aux amendements n° 25 (suppression de la communication des déclarations d'impôt à la Commission pour la transparence financière de la vie politique) et n° 26

(cadre de l'information de l'autorité judiciaire par la Commission pour la transparence financière de la vie politique) de la commission et n° 11 de M. Charles Lederman (publication des déclarations de patrimoine par la Commission pour la transparence financière de la vie politique) - Ses amendements n° 15 : publication d'informations nominatives dans le rapport de la Commission pour la transparence financière de la vie politique ; et n° 16 : modalités de l'information de l'autorité judiciaire par la Commission pour la transparence financière de la vie politique ; adoptés - **Art. 4 bis (modalités du transfert à la Commission pour la transparence financière de la vie politique des compétences du Bureau des assemblées en matière de déclaration du patrimoine des membres du Parlement)** (p. 8015) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 28 de suppression de la commission - **Art. 5 (sanctions pénales des violations de la confidentialité des déclarations de patrimoine)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 29 de la commission (augmentation des sanctions prévues) - **Art. 6 (extension aux nouveaux assujettis de l'inéligibilité prévue en cas de manquement à l'obligation de déclaration du patrimoine)** ; accepte l'amendement de conséquence n° 30 de la commission - Son amendement rédactionnel n° 17 ; devenu sans objet - **Art. 7 (abrogation de conséquence de l'article L.O. 135-2 du code électoral)** (p. 8017) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 31 de la commission - **Après l'art. 7** (p. 8017) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Charles Lederman (application de l'inéligibilité à tous les mandats de la personne) - **Art. 7 bis (plafonnement du montant total des indemnités de fonction susceptible d'être versé à un même titulaire de fonction gouvernementale et de mandats électifs)** : accepte l'amendement de suppression n° 32 de la commission - **Intitulé de la proposition de loi** : accepte l'amendement de coordination n° 33 de la commission.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 182 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8088, 8089) : aspect positif du texte - Travaux de la commission spéciale, de son président et des rapporteurs - Principe d'une fiscalité dérogatoire - Péage autoroutier - **Art. 17 C** (p. 8103) : son amendement de suppression n° 1 ; adopté avec l'ensemble du texte.

– **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 201 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8121) : hommage au travail méritoire de la commission mixte paritaire.

– **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement - Deuxième lecture [n° 198 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8124) : approuve le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture.

**PELLARIN (Bernard)**, sénateur de la Haute-Savoie (rattaché administrativement au groupe UC, puis au groupe du RDE).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances ; en démissionne ; puis membre de la commission des lois (*JO* Lois et décrets du 7 mai 1994).

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

**PEN (Albert)**, sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon (rattaché administrativement au groupe S).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) (p. 6789, 6790) : situation de Saint-Pierre-et-Miquelon - Nouvel accord de pêche avec le Canada - (p. 6791) : développement touristique - *A titre personnel*, votera le projet de budget.

**PENNE (Guy)**, sénateur des Français établis hors de France (S).

## NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires étrangères.

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994) (*JO* Lois et décrets du 9 novembre 1994).

## DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au siège de l'Organisation des Nations Unies du 12 au 16 décembre 1993 [n° 271 (93-94)] (26 janvier 1994) - **Organisations internationales**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires étrangères, relations culturelles extérieures** - [n° 82 (94-95)] tome 2 (22 novembre 1994).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 109 (94-95)], adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction [n° 118 (94-95)] (7 décembre 1994) - **Traités et conventions**.

*Proposition de résolution*, déposée avec Mme Marie-Madeleine Dieulagard, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'Accord sur les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes (n° E-330) [n° 135 (94-95)] (9 décembre 1994) - **Communautés européennes**.

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Après l'art. 2 bis** (p. 5948) : son amendement n° I-122, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret, sur le même objet que l'amendement n° I-69 de M. Xavier de Villepin (exclusion du champ d'application des dispositions de l'article 164 C du code général des impôts des ressortissants français qui conservent la disposition d'une habitation en France lorsqu'ils s'expatrient à l'étranger pour des raisons professionnelles) ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Coopération** - (7 décembre 1994) (p. 6959, 6962) : avenir du ministère de la coopération - Recherche sur le sida - Diminution du pouvoir d'achat des coopérateurs - Bilan des conséquences de la dévaluation du franc CFA - Contributions de la Caisse française de développement - Difficultés des banques africaines.

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (relations culturelles extérieures) - (p. 6992, 6993) : secteur de l'audiovisuel - Radio-France internationale - Enseignement français à l'étranger - Crédits d'investissement - Accepte les crédits destinés aux relations culturelles extérieures - *A titre personnel* (p. 7016, 7018) : Français en Algérie - Ense-

ignement français à l'étranger - Haïti - Politique européenne - Elargissement de l'Union européenne.

– **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction** [n° 109 (94-95)] - (13 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 7419, 7420) : propose au Sénat d'adopter ce projet de loi.

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : orientations de la présidence française de l'Union européenne** - (20 décembre 1994) (p. 7845, 7847) : observations sur le calendrier - Croissance et emploi - Sécurité en Europe - Mise en place d'EUROPOL - Culture et identité européennes - Préparation de la conférence intergouvernementale de 1996 - Marché unique - Domaine politique - Citoyenneté - Election des députés européens.

**PÉPIN (Jean)**, sénateur de l'Ain (RI).

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une retraite anticipée le temps passé en Afrique du Nord, entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 2 juillet 1962, déduction faite du nombre de trimestres correspondant à la durée légale du service militaire [n° 390 (93-94)] (3 mai 1994) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Aménagement du territoire** - [n° 81 (94-95)] tome 10 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 19 ter (schéma départemental d'urbanisme commercial)** (p. 5261) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 114 de la commission et favorable à l'amendement n° 426 de M. Paul Girod (conformité des décisions d'autorisation aux orientations du schéma départemental élaboré par le conseil général) .

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (p. 6340) : projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - (p. 6341) : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire - Prime d'aménagement du territoire, PAT - Europe - Contrats de plan - Services publics et relocalisations - (p. 6342) : politique de la montagne - Sociétés de développement régional, SDR - Propose au Sénat d'adopter ces crédits.

**PERBEN (Dominique)**, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

## DÉPÔTS

**En première lecture devant le Sénat :**

*Projet de loi* relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des

services déconcentrés de l'administration pénitentiaire de l'Etat [n° 277 (93-94)] (3 février 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Territoires d'outre-mer.**

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Henri Bangou : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Création d'une assemblée unique dans les départements d'outre-mer*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5739).

*Réponses aux questions orales sans débat :*

n° 111 de M. Roger Lise : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Conditions financières d'acquisition des terrains pour les habitants de la zone dite des « 50 pas géométriques »*) (JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1536).

n° 112 de M. Roger Lise : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Confirmation de la légalité des titres de propriété des habitants de la zone dite des « 50 pas géométriques »*) (JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1536).

n° 113 de M. Roger Lise : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Bénéfice des aides au logement pour les habitants de la zone dite des « 50 pas géométriques »*) (JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1536).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L. 71 du code électoral tel qu'il résulte de l'article unique de la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 [n° 240 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 464, 465) : modalités du droit de vote par procuration - Extension du champ d'application de la loi du 6 juillet 1993 - Principe de la spécialité législative pour les territoires d'outre-mer et Mayotte - Nécessité de réduire le décalage entre la métropole et les territoires d'outre-mer - Invite les sénateurs à adopter ce projet de loi.

- **Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française [n° 241 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 467) : suspension des essais nucléaires - Partenariat renouvelé entre la Polynésie française et le Gouvernement - « Charte du développement » - Création d'une contribution de solidarité territoriale - Réforme fiscale - (p. 468, 469) : engagement de l'Etat sur cinq ans - Respect du statut d'autonomie interne - Création de postes d'instituteurs - Protection sociale - Soutien au financement des communes - Amélioration de la justice - Création d'un fonds pour le progrès de la Polynésie française - Centre d'expérimentation du Pacifique - (p. 478) : transparence du dispositif proposé pour la gestion du fonds pour le progrès de la Polynésie française - Travail délocalisé - Situation privilégiée de la Polynésie française pour la recherche - Union européenne - (p. 479) : développement du logement social - Augmentation des investissements dans les archipels - Activité touristique modeste - Poursuite de l'effort d'éducation - Bilan prévu dans cinq ans avec un débat au Parlement.

- **Projet de loi organique relatif au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire [n° 190 (93-94)]** - (20 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 277) (p. 1173 à 1175) : compétences de l'Etat en matière d'exécution des peines - Modification du statut du territoire de la Polynésie française - Intégration des personnels dans les corps de l'administration pénitentiaire - Application du régime de droit commun et mesures dérogatoires.

- **Projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire de l'Etat [n° 277 (93-94)]** - (20 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 190) : voir intervention sous le projet de loi n° 190 (p. 1173 à 1175) - **Art. 2** (*intégration des agents non fonctionnaires*)

(p. 1179) : son amendement n° 3 : remplacement des mots « administration pénitentiaire » par « ministère de la justice » ; adopté - (p. 1181) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 2 de M. Daniel Millaud (intégration des personnels par ordre de mérite déterminé par un examen professionnel) et aux amendements de M. Robert Pagès, n° 4 (intégration sans examen professionnel et avec une formation complémentaire) et n° 5 (suppression de la notion de « limite des emplois nécessaires au fonctionnement du service sur le territoire »).

- **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte [n° 549 (93-94)]** - (8 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3744, 3747) : politique de réformes du Gouvernement en faveur du développement économique et social de l'outre-mer - RMI - Transferts publics - Développement de l'insertion sociale et professionnelle par l'activité - Abaissement du coût du travail - Aménagement du territoire - Logement social - Législation du travail à Mayotte - (p. 3767, 3771) : finances des collectivités locales - Collaboration entre le Parlement et l'administration - Agence d'insertion - TVA sociale - Secteur du bâtiment et des travaux publics - Habitat social - Patrimoine foncier - Taux de la TVA - Etablissements de santé - Artisans - Fiscalité des transactions immobilières - Priorité de l'emploi - Aménagements touristiques - **Question préalable** (p. 3774) : s'oppose à la motion n° 26 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Art. 24 bis (par priorité)** (*création d'un établissement public foncier d'aménagement en Guyane*) (p. 3775) : son amendement n° 86 : établissement d'un dispositif spécial pour le département de la Guyane ; adopté - **Art. 25 (par priorité)** (*institution d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit des établissements publics d'aménagement*) (p. 3776) : son amendement n° 87 : institution de la taxe spéciale dans le seul département de la Guyane ; adopté - **Art. 26 (par priorité)** (*concessions et cessions des terres domaniales en Guyane*) : son amendement n° 88 : conclusion par l'Etat de conventions avec l'établissement public d'aménagement pour la passation des concessions et cessions de terres aux agriculteurs ; adopté après modifications par les sous-amendements n° 91 et n° 92 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - (p. 3778) : sur son amendement précité, accepte les sous-amendements n° 91 et n° 92 de la commission des affaires économiques saisie pour avis - Accepte l'amendement de cohérence n° 51 de M. Georges Othily - (p. 3779) : son amendement de coordination n° 89 ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 52 de M. Georges Othily (possibilité pour les communes de disposer de superficies au moins équivalentes à celles dont disposent les immigrants nouvellement arrivés) - (p. 3780) : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (possibilité pour les concessions et cessions de faire l'objet de prescriptions visant à préserver l'environnement) - **Après l'art. 26 (par priorité)** (p. 3781) : demande le retrait de l'amendement n° 53 de M. Georges Othily (ajout de dispositions dans le code général des impôts et le code du domaine de l'Etat en matière d'exonération des réserves foncières et des établissements publics d'aménagement dans le département de la Guyane) - **Avant l'art. 27 (par priorité)** : accepte l'amendement n° 6 de M. Charles Descours (extension en faveur de la vente des logements locatifs sociaux des sociétés d'économie mixte dans les départements d'outre-mer, des dispositions appliquées en Métropole) - **Art. 27 (par priorité)** (*application des surloyers aux logements des sociétés d'économie mixte*) (p. 3782) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 72 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3784) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Rodolphe Désiré (création d'un exécutif unique sur un territoire où existe deux assemblées territoriales) - (p. 3785) : s'oppose à l'amendement n° 54 de Mme Marie-Claude Beaudeau (réduction de la durée hebdomadaire du travail pour tout le territoire métropolitain et dans les départements et collectivités territoriales d'outre-mer sans réduction de rémunération) - (p. 3786) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 55 (application du SMIC de la métropole aux départements d'outre-mer) et n° 56 (bénéfice dans les départements d'outre-mer de l'ensemble des prestations sociales de la métropole) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*adaptation du RMI aux départements d'outre-mer*) (p. 3787) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 57 de

Mme Marie-Claude Beaudou - *Art. 42-7 de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 (composition du conseil d'administration de l'agence)* (p. 3788) ; son amendement n° 74 : institution d'un conseil d'orientation ; adopté après modification par le sous-amendement rédactionnel n° 81 de la commission, qu'il accepte - S'oppose à l'amendement n° 58 de Mme Marie-Claude Beaudou (composition de l'agence) - (p. 3789) ; s'oppose aux amendements identiques n° 31 de M. François Louisy et n° 59 de Mme Marie-Claude Beaudou (nomination du directeur de l'agence) - *Art. 42-8 de la loi précitée (contrats d'insertion par l'activité)* : s'oppose à l'amendement n° 60 de Mme Marie-Claude Beaudou (nécessité de lier les salariés par des contrats à durée indéterminée soumis aux règles du droit commun) - *Art. 42-9 de la loi précitée (financement de l'agence d'insertion)* (p. 3790) : s'oppose à l'amendement n° 61 de Mme Marie-Claude Beaudou (modalités de calcul du crédit alloué à l'agence), ainsi qu'à l'amendement n° 8 de la commission (imputation de certaines dépenses d'action sociale sur les crédits versés par le département) - Son amendement n° 93 : prévision du calcul du crédit ; adopté - **Art. 2 (contrats d'accès à l'emploi)** (p. 3792) ; accepte l'amendement n° 9 de la commission (impossibilité pour les contrats d'accès à l'emploi de se substituer à des contrats existants) et s'oppose à l'amendement n° 62 de Mme Marie-Claude Beaudou (prise en compte dans le calcul de l'effectif des entreprises des salariés liés par un contrat d'accès à l'emploi) - (p. 3793) ; accepte l'amendement n° 10 de la commission (précisions relatives aux conventions régissant les contrats de retour à l'emploi en cours) - **Art. 2 bis (exonération de charges sociales des agriculteurs exerçant sur des exploitations de moins de vingt hectares)** : s'oppose aux amendements n° 36 (impossibilité pour les agriculteurs non affiliés à titre principal au régime social agricole de bénéficier des avantages de l'exonération prévue) et n° 37 (augmentation du niveau du plafond d'hectares pondérés) de M. Paul Moreau - (p. 3794) : sur les amendements de M. Paul Moreau, demande le retrait du n° 38 (extension du bénéfice de l'exonération accordée aux agriculteurs aux groupements d'agriculteurs actifs) et s'oppose au n° 39 (allègement des charges des agriculteurs et harmonisation des dates d'entrée en application des dispositifs de la présente loi) - Son amendement n° 78 : adaptation de la mesure d'exonération à la situation réelle de chaque exploitant ; retiré - **Après l'art. 2 bis** (p. 3795) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Pierre Lagourgue (exonération des cotisations sociales pour les chefs d'entreprises artisanales) - **Art. 3 (exonération des cotisations sociales à la charge de l'employeur)** (p. 3796) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Pierre Lagourgue (exonération des cotisations sociales pour les entreprises artisanales inscrites au répertoire des métiers) - Accepte l'amendement n° 82 de la commission (référence à la caisse de sécurité sociale compétente) et s'oppose à l'amendement n° 32 de M. François Louisy (modalités d'octroi de l'exonération) - Son amendement n° 79 : prise en compte de la spécificité des marins pêcheurs inscrits au rôle d'équipage en matière de rémunération pour la fixation des limites des exonérations prévues ; adopté - (p. 3797) : s'oppose à l'amendement n° 63 de Mme Marie-Claude Beaudou (information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel et des organisations syndicales représentatives des aides et exonérations dont l'entreprise a bénéficié dans l'année) - (p. 3798) : s'oppose à l'amendement n° 64 de Mme Marie-Claude Beaudou (modalités d'octroi des aides et exonérations) - **Après l'art. 3** : son amendement n° 75 : conditions d'octroi des exonérations prévues ; adopté - (p. 3799) : demande le retrait de l'amendement n° 12 de la commission (exonération des cotisations patronales dues par les marins pêcheurs non salariés) - **Art. 4 (fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer, FEDOM)** (p. 3801) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (suppression de la mention du rapport d'évaluation) - **Art. 6 (financement de la politique spécifique de l'emploi)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 65 de Mme Marie-Claude Beaudou - **Art. 7 (rapport au Parlement sur la compensation aux organismes sociaux des exonérations de charges sociales)** (p. 3803) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 66 de Mme Marie-Claude Beaudou et accepte l'amendement n° 14 de la commission (réintégration du rapport d'évaluation supprimé à l'article 4) - **Art. 10 (rémunération mensuelle minimale en cas de privation partielle d'emploi)** (p. 3804) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (application du dispositif à tous les contrats comportant un horaire de travail au moins égal à la

durée légale hebdomadaire) - **Après l'art. 10** : accepte l'amendement n° 83 de la commission (référence aux articles du code du travail) - **Art. 11 (fusion des comités régionaux et départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de la commission, l'amendement n° 73 de M. Roger Lise (reconnaissance dans la loi des AFPA des DOM) et s'oppose à l'amendement n° 67 de Mme Marie-Claude Beaudou (participation du comité régional à l'élaboration des plans et programmes d'action) - **Art. 13 bis (conditions d'application des conventions et accords collectifs nationaux aux DOM)** (p. 3805) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (champ d'application de la convention ou de l'accord) - (p. 3806) : s'oppose à l'amendement n° 68 de Mme Marie-Claude Beaudou (application aux DOM de toute convention nationale) - **Art. 13 ter (adaptation des conventions et accords collectifs aux DOM)** : s'oppose à l'amendement n° 69 de Mme Marie-Claude Beaudou (impossibilité d'appliquer aux DOM des dispositions spécifiques moins favorables que celles de la métropole) - **Art. 13 sexies (contrat de travail à salaire différé et entraide entre agriculteurs)** (p. 3807) : accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - **Art. 13 septies (conférence paritaire des transports)** : son amendement de suppression n° 76 ; adopté - **Art. 13 octies (formation des taux d'intérêt dans les DOM)** (p. 3807) : accepte l'amendement de suppression n° 27 de la commission des finances saisi pour avis - **Après l'art. 14** (p. 3808) : son amendement n° 85 : intitulé du titre II du livre III du code du travail applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte : aides à l'emploi - intervention du Fonds national de l'emploi et de la collectivité territoriale ; adopté - **Art. 15 (contrats de retour à l'emploi)** (p. 3809) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (absence de prise en compte dans le calcul de l'effectif des entreprises des contrats de retour à l'emploi pendant un délai d'un an) - **Art. 15 bis (aide aux chômeurs créateurs d'entreprises)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 84 de la commission - **Art. 15 ter (contrat emploi-jeunes)** (p. 3810) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 70 de Mme Marie-Claude Beaudou - *Art. L. 324-1 du code du travail applicable à Mayotte (conclusion des contrats)* : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (responsabilité de l'Etat dans le domaine de l'insertion professionnelle des jeunes) - *Art. L. 324-4 du code précité (exonération des cotisations)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 22 de la commission - **Art. 16 (sanctions administratives en cas d'emploi d'étrangers dépourvus de titre de travail)** : accepte l'amendement n° 23 de la commission (procédure à suivre par les personnes habilitées à constater les infractions et pouvoir d'investigation des services de contrôle), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 90 : transmission des procès-verbaux au représentant du Gouvernement ; adopté - **Art. 20 (sanctions pénales applicables en cas d'introduction ou d'embauche d'un travailleur étranger contre rétribution)** (p. 3812) : accepte l'amendement rédactionnel n° 24 de la commission - **Art. 22 bis (convention de développement avec l'Etat pour le financement des services publics pris en charge par la collectivité territoriale de Mayotte)** (p. 3813) : son amendement n° 77 : convention entre l'Etat et la collectivité territoriale de Mayotte pour fixer des objectifs de développement économique et social, ainsi que les moyens de leur mise en oeuvre ; adopté - **Art. 23 (élargissement du champ d'affectation du produit de la taxe sur les carburants)** (p. 3815) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de suppression n° 34 de M. François Louisy, n° 45 de M. Roger Lise et n° 71 de Mme Marie-Claude Beaudou - **Art. 29 (réforme de l'octroi de mer en vue de l'achèvement du « marché unique antillais »)** (p. 3817) : accepte les amendements de la commission des finances saisi pour avis n° 28, rédactionnel, et n° 29 (date de reversement pour la région d'importation de la part de l'octroi de mer revenant à la région de consommation) - **Après l'art. 29** : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Rodolphe Désiré (rapport d'orientation présenté par le Gouvernement) - **Sur l'ensemble** (p. 3820, 3821) : remerciements aux sénateurs et aux rapporteurs.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 599 (93-94)]* (13 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3960) : remerciements aux membres de la CMP pour leur travail.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) (p. 6766, 6767) : rôle du ministère des départements et territoires d'outre-mer - Engagement d'une action vigoureuse en faveur de la reconstruction économique - Maintien et renforcement de l'effort financier de l'Etat - Montant du FIDOM, Fonds d'investissement des départements d'outre-mer - Assainissement de la situation financière des collectivités locales - (p. 6768) : développement du secteur productif - Défense des filières agricoles traditionnelles - POSEIDOM, programmes d'action spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer - IEDOM, Institut d'émission des départements d'outre-mer - (p. 6769) : rénovation de la politique sociale - ANT, agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer - Service militaire adapté, SMA - Politique du logement, de l'environnement et de l'aménagement du territoire - (p. 6770) : maintien et renforcement de la présence de l'Etat dans les domaines de l'ordre et de la sécurité publique - (p. 6771) : Saint-Pierre-et-Miquelon - Mayotte - Polynésie française - (p. 6772) : Wallis-et-Futuna - Nouvelle-Calédonie - Terres australes et antarctiques françaises - (p. 6773) : resserrement des liens entre l'outre-mer et l'Union européenne - (p. 6797, 6798) : remerciements aux rapporteurs et aux orateurs - Rapport de la Cour des comptes - Crédits du FIDOM - Diversification agricole - (p. 6799) : développement touristique dans les DOM-TOM - Réhabilitation de l'habitat insalubre - Hôpitaux de l'outre-mer - Défisiscalisation des investissements - Financement de la prime à l'exportation - (p. 6800) : part du budget des DOM-TOM au sein de l'effort budgétaire global de l'Etat en direction de l'outre-mer - Evolution du FIDOM - Délinquance dans les DOM - Contribution de solidarité territoriale en Polynésie - (p. 6801) : situation de la Nouvelle-Calédonie et de la Guyane - Dépenses de santé - Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer - (p. 6802) : réforme de la relation entre les territoires d'outre-mer et l'Union européenne - Protection judiciaire de la jeunesse - Situation de Saint-Pierre-et-Miquelon - (p. 6803) : agriculture - Services d'incendie et de secours - (p. 6804) : équipements scolaires.

**PERCHERON (Daniel)**, sénateur du Pas-de-Calais (S).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

**PERREIN (Louis)**, sénateur du Val-d'Oise (S).

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994) jusqu'au 8 novembre 1994.

- Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

## DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes de l'aménagement du territoire et de définir les éléments d'une politique de reconquête de l'espace rural et urbain [n° 343 (93-94)] (13 avril 1994) - **Aménagement du territoire**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier ministre** - II - Secrétariat général de la Défense nationale - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 36 (22 novembre 1994).

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Légion d'honneur** - **Ordre**

**de la Libération** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 41 (22 novembre 1994).

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1749) - Ministère : Affaires sociales - *Politique de la ville* - **Villes**.

*Questions orales avec débat :*

n° 40 (JO Débats du 3 avril 1994) (p. 710) - Ministère : Intérieur - *Implantation de certains commissariats du Val-d'Oise et sécurité des banlieues* - **Police**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales** - *Deuxième lecture* [n° 428 (93-94)] - (13 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2467) : le groupe socialiste votera ce projet de loi - Importance de la modernisation de la comptabilité des collectivités locales.

- **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public** [n° 427 (93-94)] - (13 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2475) : fondements du droit du domaine public - (p. 2476) : zones portuaires et aéroportuaires - Evolutions jurisprudentielles et législatives de la domanialité - Remise en cause de la protection du domaine public - Démanchement et privatisation des activités caractérisant le domaine public - Mise en concurrence des emplois à statut avec des emplois non couverts par des garanties sociales équivalentes - (p. 2477) : exemple de la SNCF et des aéroports de Paris - Atteinte portée à l'action de l'Etat, au service public et au patrimoine national - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi - **Question préalable** : soutient la motion n° 15 de M. Claude Estier tendant à opposer la question préalable - (p. 2478) : existence des dérogations nécessaires à la valorisation du domaine public - (p. 2479) : création d'un nouveau droit d'occupation temporaire - Modification en profondeur des règles applicables au domaine public et inconstitutionnalité de certaines de ces dispositions - (p. 2480, 2481) : consultation du Conseil d'Etat - **Art. 1<sup>er</sup>** (*Section 3 nouvelle du code du domaine de l'Etat : constitution d'un droit réel sur le domaine public artificiel de l'Etat et de ses établissements publics*) (p. 2482) : son amendement de suppression n° 17 ; rejeté - **Art. L. 34-1 du code du domaine de l'Etat (conditions d'attribution d'un droit réel dans le cas des autorisations unilatérales d'occupation)** (p. 2483, 2484) : ses amendements n° 18, de suppression, n° 19 : caractère exceptionnel de la procédure de reconnaissance d'un droit réel au profit du titulaire d'un titre d'occupation temporaire du domaine public ; et n° 20 : domaine public portuaire et aéroportuaire ; rejetés - Ses amendements n° 21 : exercice d'une activité de service public ; n° 22 : conformité de l'activité autorisée à l'affectation du domaine public ; et n° 23 : suppression des prérogatives et obligations du propriétaire accordées au titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire ; rejetés - (p. 2485) : son amendement n° 24 : limitation de la durée d'occupation du domaine public à la durée d'amortissement des ouvrages autorisée ; devenu sans objet - (p. 2486) : se déclare opposé aux amendements n° 16 de M. Jean-Claude Gaudin (alignement de la durée de l'occupation constitutive de droit réel sur celle des baux emphytéotiques) et n° 2 de la commission (suppression de la notion de prorogation et possibilité pour l'autorité compétente de délivrer un nouveau titre constitutif de droits réels justifié par l'intérêt du domaine) - **Art. L. 34-2 (agrément des cessions et droits des créanciers)** (p. 2487, 2488) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (cas des transmissions entre vifs ou par décès ainsi que des fusions, absorptions ou scissions de sociétés) - Se déclare favorable à l'amendement n° 12 de M. Robert Pagès (association de la collectivité locale concernée à la décision de cession) - **Art. L. 34-3 (sort des ouvrages et indemnisation à l'issue du titre d'occupation)** (p. 2489, 2490) : son amendement n° 25 : remise en l'état aux frais du titulaire de l'autorisation ; rejeté - **Art. L. 34-4 (décision de l'Etat pour l'octroi d'un droit réel sur les ouvrages nécessaires à la continuité du**

*service public*) : son amendement n° 26 : exclusion des ouvrages, constructions ou installations nécessaires à la continuité du service public ; retiré - *Art. L. 34-7 (décrets d'application)* (p. 2491) : son amendement n° 28 : décret prévoyant la consultation des collectivités locales ; rejeté - *Art. L. 34-8 (contrats de crédit-bail liés à un titre d'occupation constitutif de droit réel)* (p. 2492) : son amendement n° 29 : rétablissement de l'agrément du crédit-bail pour les investissements privés destinés à financer des immeubles à usage privé ; devenu sans objet - *Art. 2 (dispositions transitoires)* (p. 2495) : son amendement de suppression n° 31 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2496) : atteinte portée à la protection du domaine public - Possibilité donnée à l'autorité publique de réduire les investissements publics dans de nombreux secteurs - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - (28 juin 1994) - *Art. 13 (modification de la durée du mandat du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations)* (p. 3103) : sur l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction), se déclare opposé au sous-amendement n° 158 du Gouvernement.

**Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - *Art. 16 (modification du statut des sociétés anonymes à participation ouvrière, SAPO)* (p. 3133, 3134) : soutient les amendements de M. Maryse Bergé-Lavigne n° 120, de suppression, et n° 121 (recueil par l'assemblée générale extraordinaire de l'avis des mandataires de la société coopérative de main-d'oeuvre) - **Avant l'art. 17** (p. 3139, 3140) : intervient à propos de l'amendement n° 122 de M. Jean-Pierre Masseret (abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993) - (p. 3144) : se déclare favorable à l'amendement n° 150 de la commission (abrogation des dispositions de l'article 11 de la loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public relatives au nombre de mandats successifs des administrateurs des entreprises publiques) - *Art. 18 (représentation des collectivités territoriales dans les conseils d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes)* (p. 3148, 3149) : se déclare favorable à l'amendement n° 105 de M. René Tréguët (exercice minimum par les collectivités territoriales du tiers des droits de vote quelle que soit la quotité du capital qu'elles détiennent) - *Art. 39 quater (formalités à accomplir pour bénéficier de la réduction d'impôt sur les logements locatifs)* (p. 3208) : intervient sur l'amendement de suppression n° 127 de M. René Régnault - **Après l'art. 43** (p. 3212) : intervient sur l'amendement n° 94 de M. Robert Vizet (fraîs d'émission des rôles des fonds destinés à financer la révision cadastrale des bases d'imposition locales) - *Art. 44 (cession d'un immeuble bâti à une communauté de communes par une commune membre)* (p. 3213, 3214) : plan d'occupation des sols, POS.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - *Art. 1<sup>er</sup> (principes généraux du droit de l'environnement)* (p. 4179, 4180) : se déclare favorable à l'amendement n° 212 de M. Claude Estier (principe du développement durable) - *Art. 2 (commission nationale du débat public)* (p. 4190) : se déclare favorable à l'amendement n° 214 de M. Claude Estier (débat au début de l'élaboration du projet) - **Après l'art. 2** (p. 4197, 4198) : son amendement n° 210 : création d'une commission de concertation spécifique ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4780, 4782) : absence de politique de la ville - Région Ile-de-France - Développement d'une société inégalitaire - Explosion des banlieues.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7** (p. 5028) : intervient sur l'amendement n° 163 de M. François Gerbaud (compétences en matière de transports régionaux) - Transports collectifs en Ile-de-France - (p. 5029) : intervient sur l'amendement n° 142 de M. Charles Descours (obligation de prendre en compte le transport public dans les documents d'urbanisme).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - *Art. 11 (maintien des services publics sur le territoire)* (p. 5087, 5088) : financement des services publics dans les départements non rentables.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Après l'art. 16** (p. 5162) : reprend l'amendement n° 505 de M. Louis Mercier, retiré par son auteur (ressources du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE) ; rejeté - **Avant l'art. 17** (p. 5166) : se déclare favorable à l'amendement n° 101 de la commission (objectifs relatifs à Paris et à la région d'Ile-de-France dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et le schéma directeur de la région d'Ile-de-France) sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 638 de M. Gérard Delfau - (p. 5178) : se déclare opposé à l'amendement n° 103 de la commission (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France) - (p. 5182, 5184) : sur cet amendement, son sous-amendement n° 640 : conditions d'abonnement pour les salariés ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Après l'art. 3 (précédemment réservé)** (p. 5383) : demande le vote de l'amendement n° 393 de M. Claude Estier (office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale** - (26 novembre 1994) - Rapporteur spécial - Son intervention présentée par M. Gérard Miquel (p. 6218, 6219).

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) (p. 6286, 6287) : La Poste : obligations mises à sa charge et équilibre financier - Résolution du Conseil de l'Union européenne dans le secteur postal - (p. 6288) : libéralisation des télécommunications - France Télécom - Dossier des autoroutes de l'information - Privatisation de Bull.

**Budgets annexes : Légion d'honneur et ordre de la Libération** - (7 décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6911, 6912) : création d'une classe de khâgne à la maison d'éducation de Saint-Denis - Moyens de la grande chancellerie - Maison des Loges de Saint-Germain - Conditions d'attribution de la croix de chevalier de la Légion d'honneur - Stabilité des crédits de secours - Accepte ces deux projets de budgets annexes.

*Vote sur l'ensemble :*

(10 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7267, 7268) : montant du déficit budgétaire - Dette publique - (p. 7269) : conséquences de la politique fiscale et de la politique de l'emploi - (p. 7270) : absence de réforme de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés bâties - Diminution des investissements des collectivités locales - Avec le groupe socialiste, ne votera pas ce projet de loi de finances.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Après l'art. 14** (p. 7523) : son amendement n° 167, soutenu par M. René Régnault : création d'une commission de surveillance auprès des conseils d'administration des aéroports ; retiré.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 106 (94-95)]** - (16 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7686) : difficultés financières des collectivités locales - Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 182 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8103, 8104) : avec le groupe socialiste, votera contre ce texte - Problème de l'aménagement de la région parisienne.

- **Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 193 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8107) : le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 187 (94-**



95]) - (23 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8112) : avec le groupe socialiste, votera contre les conclusions de la CMP.

**PEYRAFITTE (Jean)**, sénateur de la Haute-Garonne (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 19 ter** (p. 5275, 5276) : son amendement n° 446, soutenu par M. René Régnault : déclaration à la mairie des propriétaires ayant l'intention de louer une résidence à des fins touristiques ; devenu sans objet.

**PHILIBERT (Louis)**, sénateur des Bouches-du-Rhône (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

**PIAT (Robert)**, sénateur de Seine-et-Marne (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.  
- Membre titulaire de la Commission supérieure des sites.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5740) - Ministère : Equipement - **Stationnement illicite de bateaux sur les voies navigables** - **Voies navigables**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif à la justice** [n° 586 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (21 octobre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4636) : réforme répondant aux aspects les plus criants du dysfonctionnement de la justice - Juges non professionnels - Composition en matière pénale - Le groupe de l'Union centriste votera ce texte.

**PLUCHET (Alain)**, sénateur de l'Eure (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.  
- Membre titulaire du comité consultatif du Fonds national des abattoirs.  
Membre titulaire du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.  
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).  
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).  
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de

la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 511 (93-94)] relatif au prix des fermages [n° 588 (93-94)] (6 juillet 1994) - **Agriculture**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Agriculture** - [n° 81 (94-95)] tome 1 (22 novembre 1994).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 16 (94-95)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif au prix des fermages [n° 63 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Agriculture**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur :

1° la proposition de résolution [n° 100 (94-95)], présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par MM. Jean Delaneau et Roland du Luart sur le projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en oeuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (n° E-318);

2° la proposition de résolution [n° 131 (94-95)], présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Henri Revol sur le projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en oeuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (n° E-318) [n° 147 (94-95)] (14 décembre 1994) - **Communautés européennes**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 156 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation Mondiale du Commerce (ensemble quatre annexes) [n° 158 (94-95)] (15 décembre 1994) - **Traités et conventions**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi [n° 511 (93-94)] relatif au prix des fermages [n° 186 (94-95)] (21 décembre 1994) - **Agriculture**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 194 (94-95)], adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif au prix des fermages [n° 195 (94-95)] (22 décembre 1994) - **Agriculture**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Art. 4 (déclaration des entreprises par voie électronique)** (p. 544) : soutient l'amendement n° 105 de M. Louis Althapé (impossibilité pour les demandes d'inscription destinées au greffe d'être effectuées par voie électronique) - Pièces justificatives.

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Art. 5 (levée de l'interdiction d'emprunter pour l'associé unique)** (p. 561) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 63 de la commission des lois et n° 107 de M. Robert Lacomme - **Art. 27 (régime du forfait et régime super-simplifié d'imposition)** (p. 595, 596) : son amendement n° 129 : suppression du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article relatif à l'exclusion du forfait d'un certain nombre de sociétés ; retiré au profit de l'amendement n° 122 de M. Roland du Luart (exclusion du champ d'application de cet article des sociétés civiles d'exploitation agricole) - **Art. 38 (protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel)** (p. 630) : son amendement n° 130 : possibilité pour le créancier de bénéficier d'une mesure conservatoire sur ses biens personnels ; retiré.

- **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales** [n° 81 (92-93)] - (13 avril 1994) - **Après l'art. 11** (p. 1063) : son amendement

n° 13 : exonération des syndicats à vocation unique de la tenue obligatoire d'un débat d'orientation budgétaire ; retiré.

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail** [n° 462 (92-93)] - (5 mai 1994) - En remplacement de M. Roger Husson, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1478) : modification du régime juridique des mines et des carrières - Importance de ce secteur économique - (p. 1479) : inadaptation du droit minier et transparence insuffisante des procédures en vigueur - Protection de l'environnement - Problème de la responsabilité minière notamment après la fermeture des mines - Contexte communautaire - (p. 1480) : procédure d'attribution de permis de recherches et d'octroi de titres miniers - Simplification du cadre juridique de l'exploitation - Lutte contre la stérilisation du domaine minier - Modernisation de la police des mines et renforcement du régime des sanctions pénales - Aménagement du régime des carrières - Sous réserve de ses amendements, approuve l'essentiel de ce projet de loi - (p. 1481) : problème du financement des régimes sociaux par répartition des mineurs - **Art. 1<sup>er</sup>** (*conditions d'octroi des permis exclusifs de recherches*) (p. 1488, 1489) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Claude Estier (attribution du permis exclusif de recherches par décret en Conseil d'Etat après enquête publique) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 42 de M. Claude Estier, identique à l'amendement n° 56 de M. Jean-Luc Bécart (amélioration des garanties de la protection du cadre de vie et de remise en état) - **Art. 2** (*prolongation du permis exclusif de recherches*) : ses amendements rédactionnels, n° 1 et n° 2 ; adoptés - **Art. 4** (*modalités juridiques de l'exploitation d'une mine*) (p. 1490) : son amendement n° 3 : réduction du temps d'attente entre l'expiration du permis de recherches et le début de l'exploitation ; rejeté - **Art. 5** (*conditions et modalités d'octroi d'une concession*) (p. 1490, 1492) : s'oppose aux amendements identiques n° 44 de M. Claude Estier et n° 57 de M. Jean-Luc Bécart (rétablissement du cahier des charges annexé à l'acte institutif de la concession) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 45 de M. Claude Estier et n° 58 de M. Jean-Luc Bécart (octroi de la concession sous condition que le demandeur dispose des capacités techniques et financières permettant de respecter l'environnement et d'effectuer les travaux nécessaires lors de l'abandon de la mine) et s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Jean-Luc Bécart (exploitation obligatoire dans un délai de cinq ans) - Ses amendements, n° 4 rédactionnel, et n° 5 : définition des conditions à respecter par décret en Conseil d'Etat ; adoptés - **Art. 6** (*conditions d'octroi d'une concession au titulaire d'un permis exclusif de recherches, PER, et conditions de la poursuite des recherches*) : ses amendements de précision n° 6 et n° 7 ; adoptés - **Art. 7** (*remise à l'Etat du gisement et fixation d'un terme aux concessions à durée illimitée*) (p. 1493) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Claude Estier (obligation de remise gratuite à l'Etat d'un gisement en fin de concession) - **Art. 8** (*mutation ou amodiation d'un titre minier*) : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - **Art. 11** (*coordination*) (p. 1494) : son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - S'oppose aux amendements identiques, n° 46 de M. Claude Estier et n° 60 de M. Jean-Luc Bécart (maintien de la référence au cahier des charges lors de la procédure de retrait des titres de recherches et de l'exploitation) - **Art. 12** (*coordination*) : ses amendements, n° 10 : rectification de décomptes d'alinéas ; n° 11 et n° 12, rédactionnels ; adoptés - **Avant l'art. 13** (p. 1495) : son amendement n° 13 : dispositions transitoires ; adopté - **Art. 13** (*abrogation*) : son amendement n° 14 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 14** (*police administrative des mines*) (p. 1496) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Claude Estier (prérogatives de l'autorité administrative en matière de surveillance et remise d'un rapport annuel aux collectivités territoriales concernées faisant le bilan de l'impact sur le sol et le sous-sol des exploitations minières) ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 61 (objet de la surveillance), n° 62 (prérogatives de l'autorité administrative en matière de surveillance) et n° 63 (transmission aux collectivités locales d'informations relatives à l'impact de l'exploitation sur le territoire) - **Art. 15** (*objectifs de la police administrative des mines*) (p. 1498, 1499) : ses amendements, n° 36 : référence à la sécurité et à la salubrité publique ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 63 de M. Jean-Luc Bécart ; n° 15 et n° 16, rédactionnels ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 48 de

M. Claude Estier (liste des intérêts à préserver et mise en place d'une procédure de consultation des partis concernés) - Sur les amendements de M. Jean-Luc Bécart, accepte le n° 64 (liste des intérêts à préserver) et n° 67 rédactionnel, s'oppose aux n° 65 (procédure en cas de non-respect des intérêts mentionnés) et n° 66 (amélioration de la consultation des collectivités locales) - **Art. 16** (*pouvoirs de l'administration en cas de sous-exploitation*) : son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 49 de M. Claude Estier (information de l'Etat et des collectivités locales sur les menaces qui pèsent sur l'activité minière) - **Art. 17** (*autorisation administrative de recherches ou d'exploitation minière*) (p. 1500) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Jean-Luc Bécart (intégration dans l'autorisation administrative des conditions de réalisation des travaux de remise en état) - **Art. 18** (*travaux de sécurité de fin de recherches ou d'exploitation*) (p. 1501) : son amendement n° 18 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 1502) : sur son amendement précité, accepte les sous-amendements de M. Claude Estier, n° 35, qu'il souhaite voir retiré au profit du sous-amendement analogue n° 40 de M. Philippe Nachbar et n° 34 - S'oppose à l'amendement n° 50 de M. Claude Estier (commission départementale d'intérêt minier) - **Après l'art. 19** (p. 1503) : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Claude Estier (création d'une commission départementale d'intérêt minier) - **Art. 24** (*schémas départementaux des carrières*) (p. 1504) : son amendement de suppression n° 19 ; rejeté - **Art. 25** (*police administrative des carrières*) : ses amendements, n° 20, de précision, et n° 21 : définition des agents de l'autorité administrative ; adopté - **Art. 27** (*permis exclusifs de carrières*) (p. 1505, 1506) : son amendement n° 22 : nouvelle rédaction ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 41 de M. André Vallet - **Art. 29** (*coordination*) (p. 1507) : son amendement rédactionnel n° 37 ; adopté - **Art. 30** (*travaux à réaliser en fin de permis*) : son amendement n° 23 : travaux de sécurité et de remise en état réalisés conformément à la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; adopté - **Art. 33** (*passage dans la classe des mines*) (p. 1508) : son amendement rédactionnel n° 24 ; adopté - **Art. 38** (*sanctions*) : son amendement de précision n° 38 ; adopté - **Art. 39** (*sanctions*) (p. 1509) : ses amendements, n° 27 : retrait des carrières du champ d'application de cet article ; et n° 39, de précision ; adoptés - **Art. 40** (*procédure juridictionnelle d'ajournement*) (p. 1510) : son amendement n° 69 : nouvelle rédaction ; adopté (p. 1511) - S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Claude Estier (rétablissement des sanctions pénales à l'encontre des personnes morales et nouvelle numérotation de certains articles du code) - **Art. 43** (*dispositions transitoires*) : son amendement de suppression n° 31 ; adopté - **Art. 45** (*modification de l'article L. 711-12 du code du travail*) (p. 1512) : son amendement rédactionnel n° 32 ; adopté.

– **Projet de loi relatif au prix des fermages** [n° 511 (93-94)] - (12 juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3918) : réforme de la politique agricole commune - Rapport Delaneau - Fixation du prix des fermages en monnaie - Composition du nouvel indice des fermages - (p. 3919) : évolution du résultat brut d'exploitation à l'hectare - Commissions départementales des baux ruraux - Spécificités locales - Assouplissement du dispositif proposé - (p. 3920) : statut du fermage - Foncier locatif agricole - Avis favorable de la commission sur ce projet de loi - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3932) : s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour, n° 25 (engagement du Gouvernement de demander une renégociation de la politique agricole commune) et n° 26 (instauration d'une nouvelle taxe fiscale sur les industries agroalimentaires au profit des bailleurs) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*fixation du prix du bail en monnaie-indexation*) (p. 3934, 3935) : son amendement n° 9 : clarification de la rédaction relative à la composition de l'indice et précisions diverses ; adopté - (p. 3935, 3936) : s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour, n° 27 de suppression et n° 28 de repli ainsi qu'aux amendements de M. Fernand Tardy, n° 15 (prise en compte du prix commercial des denrées retenues ainsi que des primes et aides européennes ou nationales accordées à ces réductions) et n° 23 (compétence des commissions consultatives paritaires départementales des baux ruraux) - Sur son amendement n° 9 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Fernand Tardy, n° 16 (prise en compte du résultat brut d'exploitation dans la limite de 25 %), de M. Philippe François, n° 21 (formule adaptable à chaque département) et de

M. Jacques de Menou, n° 22 (possibilité pour les parties contractantes de déterminer elles-mêmes la part d'indexation sur le résultat brut d'exploitation à l'hectare constaté sur le plan national) - S'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour, n° 29 (suppression des dispositions relatives au calcul du prix du fermage à partir du résultat d'exploitation moyen à l'hectare constaté sur le plan national) et n° 30 (suppression des dispositions relatives au délai de révision des maxima et minima) - **Art. 2 (règlement du prix du bail)** (p. 3938, 3939) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 31 de M. Félix Leyzour - Son amendement n° 10 : indication que le prix est « payable » ; adopté - **Art. 3 (équivalence des maxima et des minima)** (p. 3939) : s'oppose aux amendements de M. Fernand Tardy, n° 18 de suppression et n° 19 (expression du fermage en denrées) - Son amendement n° 11 de précision ; adopté - **Art. 4 (application aux baux en cours)** (p. 3940) ; son amendement n° 12 : clarification de la rédaction et possibilité pour les parties d'exprimer immédiatement le fermage en monnaie ; adopté - **Art. 5 (dispositions applicables aux baux conclus ou renouvelés dans un délai d'un an)** : son amendement de précision n° 13 ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 3941, 3942) : s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour, n° 33 (obligation de mentionner le délai de contestation ouvert au bénéfice du preneur dans le congé) et n° 34 (communication obligatoire au preneur ayant un droit de préemption du nom et de l'adresse de l'acquéreur du bien loué) - Reconnaissance du bien-fondé de l'amendement n° 33 précité - Son amendement n° 14 : dépôt d'un rapport au Parlement sur les conditions d'application de la présente loi ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6 (charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4897) : soutient l'amendement n° 148 de M. Yvon Bourges (nouvelle rédaction : rôle du conseil régional dans l'élaboration du schéma régional) - (p. 4898) : sur l'amendement n° 43 de la commission (définition et organisation des chartes régionales), soutient le sous-amendement n° 557 de M. Alain Vasselle - **Art. 34 bis A de la loi précitée (conditions d'application dans les DOM)** (p. 4903) : soutient l'amendement de coordination n° 149 de M. Yvon Bourges - **Art. 34 bis de la loi précitée (conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4905) : soutient l'amendement n° 171 de M. Gérard César (association des chambres consulaires).

- **Projet de loi relatif au prix des fermages - Deuxième lecture [n° 16 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 5583, 5584) : mode de calcul des indices de revenus - Choix de la période de calcul - Référence aux revenus mesurés au niveau national - Au nom de la commission et sous réserve d'un amendement, souhaite l'adoption de l'article restant en discussion - **Art. 1<sup>er</sup> (actualisation du prix du bail)** (p. 5585) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 2 de M. Félix Leyzour - Son amendement n° 1 : possibilité d'opter pour le revenu brut d'exploitation national comme indice d'indexation ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 6587, 6588) : financement du BAPSA - Installations aidées - Différentes dotations - Environnement et gestion de l'espace rural - Prêts bonifiés - Négociations du GATT - Politique agricole commune, PAC - Accepte ce projet de budget.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)] - Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 20 ter (fonds national de péréquation)** (p. 7617) : son amendement n° 13, soutenu par Mme Nelly Rodi : exclusion du champ d'application de cet article des collectivités locales dont les bases de taxe professionnelle ont peu évolué en 1994 ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) [n° 156 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 7808, 7809) : accord de Marrakech - Libéralisation de l'accès au marché - La commission des affaires économiques a donné un avis favo-

rable à ce projet de loi - Modalités de mise en oeuvre - Adoption d'une résolution - Renforcement de la politique commerciale communautaire - Agriculture - Marchés publics.

- **Résolution (n° 171, 1994-1995) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur le projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en oeuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (n° E 318) [n° 147 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 7830, 7831) : propositions de résolution de MM. Jean Delaneau et Roland du Luart sur l'agriculture et de M. Henri Revol sur les marchés publics - Mise en oeuvre de l'accord de Marrakech - Défense commerciale communautaire - Volet agricole - Marchés publics - Au nom de la commission des affaires économiques, se déclare favorable à l'adoption de cette résolution.

- **Projet de loi relatif au prix des fermages - Nouvelle lecture [n° 194 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 8084, 8085) : échec de la CMP - Divergence entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Révision du prix du bail - Choix par les parties de l'indice d'actualisation déterminé par la loi à la place de l'indice départemental - Intérêt pratique du revenu brut d'exploitation national - Respect de la volonté de la commission départementale - Demande l'adoption du projet de loi amendé - **Art. 1<sup>er</sup>** (p. 8086) : son amendement n° 1 : maintien du prix du bail quel que soit l'indice d'actualisation, dans la fourchette départementale ; adopté.

**POHER (Alain)**, sénateur du Val-de-Marne (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**POIRIEUX (Guy)**, sénateur de la Loire (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**PONCELET (Christian)**, sénateur des Vosges (RPR).

#### NOMINATIONS

- Président de la commission des finances.

- Membre ès qualités de la Commission des comptes et des budgets économiques de la Nation.

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (19 décembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement ;*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1738) - Ministère : Entreprises - *Modalités de fonctionnement des commissions départementales d'équipement commercial* - **Grandes surfaces.**

*Questions orales avec débat :*

n° 44 (JO Débats du 14 avril 1994) (p. 1066) - Ministère : Entreprises - Modalités de fonctionnement des commissions départementales d'équipement commercial - Commerce et artisanat.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques** [n° 152 (93-94)] - (12 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 46) : dégradation des finances publiques - Triplement du déficit budgétaire en deux ans - (p. 47) : nécessité de diminuer les dépenses publiques - Gestion des deniers publics - Charges du contribuable - Contractualisation des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - Dévaluation du franc CFA.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1992** [n° 358 (93-94)] - (5 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1460) : déficit budgétaire et progression des dépenses publiques - Finances des collectivités locales - Conditions de versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA - (p. 1461) : notion de « mise à disposition au profit de tiers » - (p. 1462) : évocation d'un contrat pluriannuel de stabilité des ressources des collectivités locales - Proposition de la commission des finances d'organiser le débat sur l'exécution de la loi de finances précédente avant le début de la loi de finances de l'année à venir - (p. 1467) : concours des collectivités locales - FCTVA - (p. 1468) : définition des opérations bénéficiant du remboursement de la TVA.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise** [n° 389 (93-94)] - (25 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1820) : historique et philosophie de la participation - (p. 1821) : participation financière - Participation à la gestion de l'entreprise - Participation et secteur public.

- **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie** [n° 434 (93-94)] - (31 mai 1994) - **Art. 13** (*caractère insaisissable et non imposable de l'allocation forfaitaire complémentaire et des aides spécifiques*) (p. 1997, 1998) : réparation du préjudice de carrière pour les fonctionnaires ayant servi en Afrique du nord - Non imposition des indemnités attribuées par l'Etat - Engagement du Gouvernement.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2402, 2403) : réforme de la politique agricole commune, PAC - Système de prix différenciés - Aménagement rural - (p. 2404) : taxe sur le foncier non bâti - Fiscalité locale - Cotisations sociales agricoles - Veuves d'agriculteurs.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - (28 juin 1994) - **Art. 13** (*modification de la durée du mandat du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations*) (p. 3090, 3091) : commission de surveillance - Définition des missions d'intérêt général - Suppression de l'inamovibilité du directeur général - (p. 3102, 3103) : rôle de la commission de surveillance.

**Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Après l'art. 17** (p. 3143) : son amendement n° 150, présenté par M. Jean Arthuis, rapporteur : abrogation des dispositions de l'article 11 de la loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public relatives au nombre de mandats successifs des administrateurs des entreprises publiques ; adopté - **Art. 44** (*cession d'un immeuble bâti à une communauté de communes par une commune membre*) (p. 3213) : plan d'occupation des sols, POS - **Sur l'ensemble** (p. 3246) : remerciements - Demande un scrutin public sur l'ensemble de ce texte.

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** (4 octobre 1994) (p. 3994, 3995) : liens entre la Cour des comptes et le Parlement - Renforcement du rôle de la Cour des comptes en matière sociale

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4700, 4703) : texte issu des travaux de l'Assemblée nationale - Res-

ponsabilité de l'Etat - Décentralisation - Schémas national et sectoriel d'aménagement du territoire - Représentation des élus au sein du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire - Taxes et redevances - Fonds national de développement des entreprises - Sociétés de développement régional - Développement de la gestion déconcentrée des crédits par les préfets ; pouvoir politique et pouvoir administratif - Notion de « pays » - Décentralisation - Caractère exécutoire des actes des collectivités locales - Marchés publics et délégations de service public - Chambres régionales des comptes - Mécanismes de péréquation - Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - Votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 23** (p. 5327) : son amendement n° 219, soutenu par M. Paul Girod ; contrat quinquennal fixant les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales ; réservé dans l'attente des conclusions de la commission des finances sur l'application de l'article 45, alinéa 2 du Règlement du Sénat.

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Après l'art. 23 (suite)** (p. 5386, 5389) : au nom de la commission des finances, déclare que la demande d'irrecevabilité opposée par le Gouvernement à son amendement n° 219 précité, en l'application de l'article 45, alinéa 2, du Règlement du Sénat, n'est pas fondée - Son amendement n° 219 : contrat quinquennal fixant les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales ; retiré (précédemment réservé, 8 novembre 1994, p. 5329).

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5863, 5867) : croissance de l'économie - Consommation - Financement de la dette publique - Déficit budgétaire - Collectivités territoriales - Taxe professionnelle - RMI - Fiscalité - Lutte contre le chômage - CSG.

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 18** (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 5958, 5959) : programme de l'Union européenne - Principe de rigueur.

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Demande de priorité** (p. 6028, 6029) : demande que le Sénat examine en priorité les articles 11 et 13 bis, ainsi que l'amendement n° I-18, tendant à insérer un article additionnel après l'article 13 bis ; priorité ordonnée (p. 6029) - **Art. 11 (par priorité)** (*pérennisation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 % appliquée aux bases de taxe professionnelle*) (p. 6042, 6044) : situation financière des collectivités locales.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Avant l'art. 11** (p. 6112) : s'oppose à l'amendement n° I-143 de M. René Régnauld (taxe professionnelle pour les groupements à fiscalité propre) - **Après l'art. 11** : s'oppose à l'amendement n° I-59 de M. Robert Vizet (fixation du taux des impôts directs locaux) - **Sur l'ensemble de la première partie** (p. 6161, 6162) : remerciements aux sénateurs et aux membres du Gouvernement.

- **Débat sur la déclaration du Gouvernement sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale** [n° 129 (94-95)] - (8 décembre 1994) (p. 7042, 7043) : réforme du régime de retraite - Financement du système de protection sociale - Rôle du Parlement - Réforme de la fiscalité - Livre blanc.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Art. 49** (*réforme du financement de l'allocation de revenu minimum d'insertion*) (p. 7238) : préoccupations des conseils généraux relatives au financement du RMI et de l'insertion.

*Seconde délibération :*

(10 décembre 1994) - **Seconde délibération** - **Art. 21 et Etat B, art. 22 et Etat C, art. 24, art. 28, art. 32 et pour coordi-**

nation art. 19 et Etat A (p. 7258, 7259) : remerciements - Apports positifs du Sénat.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994** [n° 132 (94-95)] - (19 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7720, 7721) : intervention énergique du Gouvernement au printemps 1993 - Signes de reprise - Respect des engagements - Surplus de recettes - Redressement des finances publiques - Reprise de la consommation des ménages - Optimisme des enquêtes de conjoncture - Réduction du déficit - Nécessité des dépenses nouvelles - (p. 7722) : secteur du bâtiment - Reflet de la politique du Gouvernement dans ce projet de loi de finances rectificative.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale - Deuxième lecture** [n° 166 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) (p. 7913, 7914) : perte de crédibilité des élus - Conséquences négatives du développement médiatique des « affaires » sur l'économie française - Cumul des mandats - Suppression de la participation des entreprises au financement des activités politiques - Réduction des plafonds des dépenses électorales - Recours suspensif du préfet et actes exécutoires des collectivités locales - Dissociation de la passation des marchés publics et de la procédure d'instruction des offres - Rétablissement de la confiance entre les citoyens et leurs élus.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi de loi n° 166 et des propositions de loi n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7913, 7914).

- **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République** [n° 145 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7913, 7914).

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement** [n° 150 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7913, 7914).

- **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité** [n° 161 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 162) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7913, 7914).

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public** [n° 162 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 161) - Voir intervention sous le projet de loi n° 166 (p. 7913, 7914).

PONIATOWSKI (Michel), sénateur du Val-d'Oise (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 360 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et

leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part [n° 379 (93-94)] (27 avril 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 440 (93-94)] autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part [n° 521 (93-94)] (16 juin 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 441 (93-94)] autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part [n° 522 (93-94)] (16 juin 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 513 (93-94)] autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et ses Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part [n° 536 (93-94)] (22 juin 1994) - **Traités et conventions.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 1002) : se déclare favorable à l'amendement n° 50 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction).

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part** [n° 360 (93-94)] - (11 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1572, 1573) : accord signé le 1<sup>er</sup> février 1993 - Surveillance du processus démocratique en Roumanie - Clause spécifique de respect des droits de l'homme - Union européenne - Malgré la lenteur de la transition économique en Roumanie, propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part** [n° 440 (93-94)] - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 441) (p. 2727, 2728) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part** [n° 441 (93-94)] - (21 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 441) - Voir intervention sous le projet n° 440 (p. 2727, 2728).

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part** [n° 513 (93-94)] - (30 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Serge Vinçon (p. 3279, 3280).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes)** [n° 156 (94-95)] - (20 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7827) : Etats-Unis et Japon - Pays en voie de développement - Votera contre ce projet de loi.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : orientations de la présidence française de l'Union européenne** - (20 décembre 1994) (p. 7841, 7842) : réforme économique - Monnaie unique - Conférence de 1996 - Elargissement de l'Europe - Union politique - Conseil européen - Solidarité commerciale.

**POURCHET (Jean)**, sénateur du Doubs (UC).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) (p. 6345) : projet de loi d'orientation pour le développement et l'aménagement du territoire - Analyse du projet de budget - Département du Doubs - (p. 6346) : convention de sécurité sociale signée entre la France et la Suisse - Accords fiscaux franco-suisses - Maintien du service public en milieu rural - Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de budget.

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6605, 6607) : situation des agriculteurs - Département du Doubs - Modernisation de l'agriculture - Elevage - TVA sur les produits agricoles - Prime à la vache allaitante - Qualité du lait - Formation - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6628, 6629) : soutient l'amendement n° II-27 de M. Alphonse Arzel (augmentation de la réduction des crédits) - Fédération nationale des foyers ruraux.

**Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) (p. 6829) : le groupe de l'Union centriste soutiendra ce projet de budget - Fonds d'investissement des transports terrestres - Durée de réalisation du schéma directeur national routier - Infrastructures routières du Doubs - Projet de TGV Rhin-Rhône - (p. 6830) : *au nom de M. Pierre Vallon, sénateur du Rhône*, interroge le Gouvernement sur le projet de TGV Lyon-Turin.

**POURNY (André)**, sénateur de Saône-et-Loire (rattaché administrativement au groupe RI).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 152 (JO Débats du 19 octobre 1994) (p. 4443) - Ministère : Environnement - *Protection des élevages avicoles de Bresse* - (Réponse : JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4997) - Elevage.

**PRADILLE (Claude)**, sénateur du Gard (S).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

**PUECH (Jean)**, ministre de l'agriculture et de la pêche.

#### DÉPÔTS

*Déclaration du Gouvernement sur l'agriculture [n° 496 (93-94)]* (9 juin 1994) - Agriculture.

*Projet de loi relatif au prix des fermages [n° 511 (93-94)]* (15 juin 1994) - Agriculture.

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Serge Mathieu : **Viticulture** (*Organisation commune du marché du vin*) (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1741).

de M. Yvon Collin : **Assurances** (*Assurance des agriculteurs contre les accidents climatiques*) (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4261).

de M. Henri de Raincourt : **Jachères** (*Jachères*) (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4265).

de M. Louis Minetti : **Viticulture** (*Mesures antiviticoles*) (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4269).

de M. François Delga : **Jachère** (*Contrôle des aides à la mise en jachère*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5730).

de M. Jean-Pierre Demerliat : **Agriculture** (*Lutte contre certaines pratiques culturelles*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5742).

*Réponses aux questions orales sans débat :*

n° 100 de M. Philippe Marini : **Bois et forêts** (*Augmentation de capital de l'Institut de participation du bois et du meuble (IPBM)*) (JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1523).

n° 114 de M. René-Pierre Signé : **Elevage** (*Répartition des quotas concernant le troupeau allaitant*) (JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1524).

#### INTERVENTIONS

– **Proposition de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 260 (93-94)]* - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 675, 676) : calcul des cotisations sociales - Agence nationale du médicament vétérinaire - Adaptation du droit français aux règles européennes - Mutualité sociale agricole - Groupement des assureurs maladie des exploitants agricoles, GAMEX - Publicité des boissons alcoolisées - Production viticole.

– **Déclaration du Gouvernement sur l'agriculture, suivie d'un débat** - (9 juin 1994) (p. 2393, 2394) : politique agricole commune, PAC - Organisations communes des marchés - Politique forestière de l'Europe - (p. 2395) : négociations du GATT - Sauvegarde de la préférence communautaire - Soutien des prix ; prix différenciés - (p. 2396) : élaboration d'un projet de loi de modernisation de l'agriculture - Effort d'allègement des charges fiscales et sociales - Consolidation de la dette - Statut de l'entreprise agricole - Installation des agriculteurs - (p. 2397) ; accès au foncier ; statut du fermage ; régime juridique et financier des droits à produire et des droits à prime ; localisation territoriale - (p. 2398) : statut social des agriculteurs - Femmes et veuves d'exploitants - Secteur agro-alimentaire et agro-industriel - Recherche et recherche-développement - Enseignement agricole - (p. 2399) : Conseil supérieur d'orientation, CSO - Politique des filières - Grande distribution - Agriculture et aménagement du territoire - Montagne - Pluriactivité - (p. 2400, 2401) : gestion de l'espace rural - Opérations agri-environnementales - Politique forestière - Politique de développement rural - Développement des emplois de services aux personnes - Conditions de vie ; logement en milieu rural ; services publics - (p. 2407) : projet de réforme de l'organisation commune des marchés du vin - (p. 2454) : négociations du GATT - Exportations agricoles françaises - PAC - (p. 2455) : caractère inacceptable du projet de réforme de l'organisation commune des marchés du vin - Forêts - Filière bois - Restructuration du troupeau allaitant - Fermeté de la France sur la maintien du niveau des quotas laitiers - Politique de prix différenciés - Production porcine - Courses de chevaux et PMU - Service des haras - (p. 2456) : allègement des charges des agriculteurs - Consolidation de la dette - Statut juridique de l'exploitation - Droits à primes ; localisation territoriale - Installation des jeunes agriculteurs - Secteur des fruits et légumes - Poids de la grande distribution - Aménagement rural - Veuves d'agriculteurs - Valorisation des usages non alimentaires des produits agricoles.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - Suite de la discussion -

(29 juin 1994) - **Art. 47 (par priorité)** (*assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques*) (p. 3156, 3157) : demande le retrait des amendements, n° 54 de M. Roland Courteau (nouvelle rédaction qui assouplit la disposition de l'article 17 du code des débits de boissons), n° 1 de M. Maurice Schumann (limitation de la publicité d'alcool par voie d'affiche) et n° 59 de M. Yves Guéna (nouvelle rédaction qui simplifie la législation) - Accepte l'amendement n° 4 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (publicité dans les lieux de vente) - **Avant l'art. 47 (par priorité)** (p. 3162, 3164) : demande le retrait des amendements de M. Roland du Luart n° 50 et n° 51 (parrainage sportif pour les fabricants de tabac et pour les marques de boissons alcoolisées) et s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 52 (publicité du vin et des boissons agricoles) et n° 53 (conseil de modération).

- **Projet de loi relatif au prix des fermages [n° 511 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3916) : statut du fermage - Réforme de la politique agricole commune et paiements compensatoires - (p. 3917) : concertation - Rapport Delaneau - Prix des fermages exprimés en monnaie - Composition de l'indice des fermages - (p. 3918) : modernisation de l'agriculture - (p. 3931) : équilibre entre bailleurs et preneurs - Réforme de la politique agricole commune et complexité des régimes de paiements compensatoires - Modification du statut du fermage - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3932) : s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour, n° 25 (engagement du Gouvernement de demander une renégociation de la politique agricole commune) et n° 26 (instauration d'une nouvelle taxe fiscale sur les industries agroalimentaires au profit des bailleurs) - (p. 3936, 3937) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la commission (clarification de la rédaction relative à la composition de l'indice et précisions diverses) et sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements de M. Fernand Tardy, n° 16 (prise en compte du résultat brut d'exploitation dans la limite de 25 %), de M. Philippe François, n° 21 (formule adaptable à chaque département) et de M. Jacques de Menou, n° 22 (possibilité pour les parties contractantes de déterminer elles-mêmes la part d'indexation sur le résultat brut d'exploitation à l'hectare constaté sur le plan national) - S'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour, n° 27 de suppression, n° 28 de repli, n° 29 (suppression des dispositions relatives au calcul du prix du fermage à partir du résultat d'exploitation moyen à l'hectare constaté sur le plan national) et n° 30 (suppression des dispositions relatives au délai de révision des maxima et minima) ainsi qu'aux amendements de M. Fernand Tardy, n° 15 (prise en compte du prix commercial des denrées retenues ainsi que des primes et aides européennes ou nationales accordées à ces réductions) et n° 23 (compétence des commissions consultatives paritaires départementales des baux ruraux) - **Art. 2 (règlement du prix du bail)** (p. 3939) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 31 de M. Félix

Leyzour et accepte l'amendement n° 10 de la commission (indication que le prix est « payable ») - **Art. 3 (équivalence des maxima et des minima)** : s'oppose aux amendements de M. Fernand Tardy, n° 18 de suppression et n° 19 (expression du fermage en denrées) et accepte l'amendement de précision n° 11 de la commission - **Art. 4 (application aux baux en cours)** (p. 3940) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 32 de M. Félix Leyzour et accepte l'amendement n° 12 de la commission (clarification de la rédaction et possibilité pour les parties d'exprimer immédiatement le fermage en monnaie) - **Art. 5 (dispositions applicables aux baux conclus ou renouvelés dans un délai d'un an)** : accepte l'amendement de précision n° 13 de la commission - **Après l'art. 5** (p. 3941, 3942) : s'oppose aux amendements de M. Félix Leyzour, n° 33 (obligation de mentionner le délai de contestation ouvert au bénéfice du preneur dans le congé) et n° 34 (communication obligatoire au preneur ayant un droit de préemption du nom et de l'adresse de l'acquéreur du bien loué) - Reconnaissance du bien-fondé de l'amendement n° 33 précité - Accepte l'amendement n° 14 de la commission (dépôt d'un rapport au Parlement sur les conditions d'application de la présente loi).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Budget annexe des prestations sociales agricoles** - (2 décembre 1994) (p. 6563, 6565) : cotisations agricoles - Retraites - Veuves d'agriculteurs - Taxe sur les productions agricoles - Recettes de TVA - (p. 6576, 6579) : participation professionnelle au BAPSA - Caisses de mutualité sociale agricole - Retraites - Département de la Haute-Vienne - Cotisations sociales agricoles - Cotisations complémentaires.

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6580, 6584) : politique agricole commune, PAC - Jachères - Installation des jeunes agriculteurs - Taxe foncière sur les propriétés non bâties - Enseignement et formation - Recherche - Promotion de la qualité - Industrie agro-alimentaire - Prime à la vache allaitante - Filière bois - Associations foncières de gestion pastorale forestière et agricole - Groupement foncier rural - Filière pêche - Cotisations sociales - (p. 6620, 6627) : Union européenne - Viticulture - Sucre - Fruits et légumes - Politique agricole commune, PAC - Secteur de la pêche - Installation des jeunes agriculteurs - Charges de bonification - Modernisation de l'agriculture - Victimes de calamités atmosphériques - Enseignement et formation - Situation des maisons familiales - Filières de production - Jachères - Biocarburants - Industrie agro-alimentaire - Filière bois - Elevage - Aménagement foncier - Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE - Bâtiments d'élevage - Concours publics à l'agriculture - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 6629) : s'oppose à l'amendement n° II-27 de M. Alphonse Arzel (augmentation de la réduction des crédits) retiré puis repris par M. Gérard Delfau.

**Q**

**QUILLIOT (Roger)**, sénateur du Puy-de-Dôme (S).

**NOMINATIONS**

— Membre de la commission des affaires culturelles.



## R

**RAINCOURT (Henri de)**, sénateur de l'Yonne (RI).

Secrétaire du Sénat.

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Aménagement rural** - [n° 81 (94-95)] tome 2 (22 novembre 1994).

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4264) - Ministère : Agriculture - *Jachères* - **Jachères**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux** [n° 449 (93-94)] - (7 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2258) : remerciements au rapporteur et au Gouvernement - Report des élections cantonales de mars 1991 - Modification des échéances électorales - Le groupe des RI votera à l'unanimité ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** [n° 417 (93-94)] - (8 juin 1994) - **Après l'art. 29** (p. 2372, 2373) : se déclare favorable à l'amendement n° 41 de la commission (expérimentations dans les départements volontaires des dispositifs d'aide aux personnes âgées dépendantes) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2376, 2377) : autonomie des différentes branches - Rôle et contrôle du Parlement - Expérimentation en matière de dépendance des personnes âgées - *Avis favorable* du groupe des RI sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4141, 4143) : prévention des risques naturels - Modernité - Décentralisation des compétences - Moyens d'exécution - Financement - Budgets départementaux.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - (25 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4681, 4683) : développement économique - Incitations fiscales à l'installation d'entreprises - Entreprises étrangères - Collectivités territoriales - Fonds d'aménagement de l'espace rural - Préfets - Notion de collectivité « chef de file » - Notion de « pays » - Attribution de marchés publics - Infrastructures de transport.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Art. 23 (suite)** (*aide à l'embauche de bénéficiaires du RMI par les entreprises : « Contrat pour l'emploi »*) (p. 5751) : se déclare favorable à l'amendement n° 61 du Gouvernement (concrétisation des emplois consolidés et élargissement de la contribution de la collectivité publique et de l'État), modifié par le sous-amendement n° 148 de la commission (caractère facultatif de l'intervention du département pour la consolidation des contrats emploi-solidarité).

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 6101) : son amendement n° I-156, soutenu par Mme Anne

Heinis : exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les livraisons de gaz destiné à la production de cultures végétales sous serre ; adopté - **Après l'art. 12** (p. 6124) : son amendement n° I-157, soutenu par Mme Anne Heinis, identique aux amendements n° I-98 de M. Auguste Cazalet et n° I-162 de M. Paul Girod (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole) ; retirés.

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) (p. 6377) : sécurité intérieure - **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Immigration** - (p. 6378) : situation en Algérie - « Islam à la française » - Le groupe des RI votera ce projet de budget.

**Budget annexe des prestations sociales agricoles** - (2 décembre 1994) (p. 6571, 6572) : cotisations sociales agricoles - Cotisations complémentaires - Caisses de mutualité sociale agricole.

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (aménagement rural) (p. 6588, 6590) : comité interministériel de développement et d'aménagement rural, CIDAR - Fonds spécifiques interministériels - Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE - Mesures agri-environnementales - Prime à la vache allaitante - Forêts - Accepte ce projet de budget.

**RAOULT (Paul)**, sénateur du Nord (S).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1733) - Ministère : Education - *Contrat pour l'école* - **Enseignement**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au prix des fermages** [n° 511 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3926) : remise en cause du statut du fermage - Politique agricole commune - Modalités d'indexation des prix du fermage - Critère de la moyenne nationale du résultat d'exploitation - Réalités locales - (p. 3927) : commissions consultatives paritaires départementales des baux ruraux - Rentabilité du foncier locatif agricole - Le groupe socialiste s'opposera à l'adoption de ce projet de loi.

**RAUSCH (Jean-Marie)**, sénateur de la Moselle (rattaché administrativement au groupe du RDE).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Recherche** - [n° 81 (94-95)] tome 6 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la**

**discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 22 (renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF ⇒ suppression de la DGF d'Ile-de-France - reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Ile-de-France)** (p. 5307) : son amendement n° 477, soutenu par M. André Diligent : rapport sur la DGF : étude de la prise en compte du taux de chômage communal dans les règles d'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine ; devenu sans objet - **Art. 23 (rapport sur la réforme de la taxe professionnelle)** (p. 5326) - son amendement n° 478, soutenu par M. André Diligent : assujettissement de La Poste et de France Télécom aux impositions directes locales - gage par une augmentation de la taxe sur les tabacs ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Enseignement supérieur et recherche - II - Recherche** - (5 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 6732) : progression des budgets retraçant l'effort de recherche publique - Budget civil de recherche et de développement, BCRD - Faiblesse de la recherche industrielle assurée par les entreprises - (p. 6733) : choix d'implantation des laboratoires - Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits inscrits au titre de la recherche dans le projet de loi de finances pour 1995.

RÉGNAULT (René), sénateur des Côtes d'Armor (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de résolution*, déposée avec les membres du groupe socialiste et apparenté et rattachés, tendant à créer une commission d'enquête sur le contrôle du transport des matières polluantes en mer [n° 239 (93-94)] (13 janvier 1994) - **Transports maritimes**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Équipement, transports et tourisme** - IV - Mer - Marine marchande - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 23 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales [n° 81 (92-93)]** - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1048) : souci des concitoyens d'une gestion financière des collectivités locales - Atteinte à la libre gestion des collectivités locales dans le cadre de la loi du 2 mars 1982 - (p. 1049) : engagements antérieurs du Gouvernement - Formation professionnelle - Rôle du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT - Problème de la formation des élus - **Art. 1<sup>er</sup> (budget des communes de plus de dix-mille habitants et de moins de dix-mille habitants)** (p. 1050) : son amendement n° 16 : décret en Conseil d'Etat après avis du comité des finances locales ; retiré - **Art. 5 (provision forfaitaire obligatoire pour garantie d'emprunt)** (p. 1054) : son amendement n° 19 : extension de l'obligation de constitution et de provision forfaitaire en cas de

garantie d'emprunt ou de cautionnement aux communes de moins de 3 500 habitants ; devenu sans objet - **Art. 12 (entrée en application du projet de loi)** (p. 1065) : consultation du comité des finances locales - **Explication de vote sur l'ensemble** : estime qu'il aurait été utile d'accorder aux collectivités la faculté de s'engager davantage - Votera l'ensemble du projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)] - Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Après l'art. 24 (par priorité) (priorité ordonnée p. 2114)** (p. 2158) : se déclare opposé à l'amendement n° 37 de la commission saisie pour avis (nouvelles compétences accordées aux sociétés anonymes d'HLM) - **Avant l'art. 9** (p. 2169) : se déclare opposé à l'amendement n° 128 de M. Alain Vasselle (suppression dans l'article 15 de la loi du 6 juillet 1989 de la prise en compte du concubinage notoire) - **Art. 11 (loyers référencés)** (p. 2172) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 123, analogue à l'amendement n° 87 de M. Jean-Luc Bécart (suppression du septième alinéa de l'article 17 de la loi du 6 juillet 1989 relative à la fixation des loyers par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage) et n° 124 (transmission par le bailleur au nouveau locataire de la dernière quittance de loyer) - **Avant l'art. 14** (p. 2176, 2180) : intervient à propos de l'amendement n° 94 de M. Jean-Luc Bécart (interdiction des saisies et expulsions sans logement pour le locataire de bonne foi).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)]** - (28 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3052, 3056) : délégations de service public - Remise en cause de la loi « Sapin » - Etablissements de crédit - Situation des petites et moyennes entreprises - Caisse des dépôts et consignations - Situation d'Air France - Petits épargnants - Relance de la consommation - Problème du chômage - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte - **Art. 5 (contrats d'assurance de groupe)** (p. 3075) : cas de la dissolution ou de la liquidation de l'organisme souscripteur - (p. 3077) : se déclare opposé à l'amendement n° 7 de la commission (responsabilité de la compagnie d'assurance ; information des adhérents) - (p. 3078) : soutient l'amendement n° 110 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression du paragraphe I qui restreint le champ d'application de l'article) - **Art. 9 (adhésion obligatoire des établissements de crédit à un système de garantie des dépôts)** (p. 3080) : directive européenne - (p. 3083) : son amendement n° 111, identique à l'amendement n° 21 de la commission des lois saisie pour avis (fixation à au moins 400 000 francs du montant minimum du plafond de remboursement par déposant) ; retiré - **Art. 11 (modification des statuts du Crédit national)** (p. 3085, 3088) : financement des entreprises - **Art. 13 (modification de la durée du mandat du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations)** (p. 3093, 3095) : rôle de la commission de surveillance - Contrôle du Parlement - Mandat du directeur général - Se déclare opposé à cet article - (p. 3096) ; son amendement de suppression n° 112 ; rejeté - (p. 3097) : ses amendements n° 114 : nomination du directeur général ; n° 115 : avis de la commission de surveillance pour la nomination du directeur général ; n° 113 : nomination du directeur général par décret en conseil des ministres ; n° 116 ; révocation du directeur général ; et n° 117 : entrée en fonction du directeur général ; devenus sans objet - (p. 3104) : intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction) et sur le sous-amendement n° 158 du Gouvernement - **Art. 14 (marchés à terme sur denrées et marchandises ne donnant pas lieu à livraison)** (p. 3105) : son amendement de suppression n° 118 ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Avant l'art. 17** (p. 3137, 3139) : soutient l'amendement n° 122 de M. Jean-Pierre Masseret (abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993) - **Après l'art. 17** (p. 3142) : sur l'amendement n° 12 de la commission (contrôle par le Parlement des comptes des sociétés du secteur public dans lesquelles l'Etat détient une participation majoritaire), se déclare opposé au sous-amendement n° 160 du Gouvernement - (p. 3144) : se déclare favorable, au nom du groupe socialiste, à l'amendement n° 150 de la commission (abrogation des dispositions de l'article 11 de la loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public relatives au nombre de mandats successifs des administrateurs des entreprises publiques) - **Art. 20 (modernisation et simplification du régime d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital social)** (p. 3172) : son amendement de sup-

pression n° 123 ; rejeté - **Art. 20 bis** (*formalités de constatation de l'augmentation de capital*) (p. 3176) : son amendement de suppression n° 124 ; rejeté - **Art. 20 ter** (*cession de titres acquis en régularisation de cours*) : son amendement de suppression n° 125 ; rejeté - **Art. 21** (*suppression de la profession de comptable agréé*) (p. 3186) : centres de gestion agréés et habilités - **Art. 39** (*relèvement de la limite d'amortissement des véhicules de tourisme détenus par les entreprises*) (p. 3201) : son amendement de suppression n° 126, soutenu par M. Michel Sergent ; rejeté - **Art. 39 quater** (*formalités à accomplir pour bénéficier de la réduction d'impôt sur les logements locatifs*) (p. 3208) : son amendement de suppression n° 127, soutenu par M. Michel Sergent ; retiré - **Après l'art. 44** (p. 3214) : soutient l'amendement n° 131 de M. Pierre Mauroy (régime indemnitaire des élus des communes et de leurs représentants au sein des établissements publics de coopération intercommunale) - **Art. 46** (*prorogation de l'exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM réinvesties dans l'investissement immobilier*) (p. 3215) : son amendement de suppression n° 130 ; rejeté - **Après l'art. 46** (p. 3217) : se déclare opposé à l'amendement n° 16 de la commission (droits de succession lorsque des immeubles neufs sont acquis pour les donner à des ayants-droit) - **Art. 42** (*précédemment réservé p. 3211*) (*prorogation de contrats d'orientation et d'adaptation et prolongement du versement des aides forfaitaires pour les contrats d'apprentissage et de qualification*) (p. 3226) : contrat d'insertion professionnelle, CIP - **Art. 43** (*précédemment réservé p. 3211*) (*délégations de services publics*) (p. 3230, 3231) : loi « Sapin » - Investissements (p. 3232) : son amendement de suppression n° 128 ; rejeté - **Après l'art. 43** (*précédemment réservé p. 3213*) (p. 3236) : soutient l'amendement n° 129 de M. Jean-Pierre Masseret (cartes grises des voitures accidentées retirées de la circulation) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3244, 3245) : conditions d'examen de ce texte - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** (30 juin 1994) (p. 3292) : regrette l'examen tardif du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Souhaite connaître à l'avance l'ordre du jour des travaux du Sénat.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 563 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3295, 3296) : droit des salariés et des petits actionnaires - Chômage - Avis défavorable du groupe socialiste sur le texte de la CMP.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3343) : Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT - (p. 3358) : statut de la fonction publique territoriale et décentralisation - (p. 3359) : procédures de gestion et de recrutement - Formation - CNFPT - (p. 3360) : délégué régional - Déconcentration - Recul de la décentralisation - (p. 3361) : CNFPT et centres départementaux de gestion de la fonction publique territoriale - Séparation des missions de gestion de celles de formation - Procédures de recrutement - Déroulement de la carrière - Financement de la formation - (p. 3362) : déchargés de fonctions - Action sociale - Le groupe socialiste reconsidèrera éventuellement son vote négatif au terme du débat - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3372) : se déclare favorable à l'amendement n° 69 de M. Robert Pagès (limitation et encadrement des possibilités de recrutement d'agents sur contrat) - (p. 3372, 3373) : se déclare opposé à l'amendement n° 116 de M. Pierre Schiélé (organisation de la représentation des syndicats au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT, en fonction des résultats obtenus lors d'un scrutin national) - (p. 3374) : reprend l'amendement n° 31 de M. Albert Vecten (attribution au CSFPT des moyens financiers et humains nécessaires à l'accomplissement de sa mission) ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 2** (*composition et fonctionnement du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3376) : son amendement n° 191 : suppression de la disposition réintroduisant des délégués régionaux au sein du conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriale ; devenu sans objet - (p. 3380) : se déclare opposé à l'amendement n° 120 de M. Alain Vasselle (composition du collège élitant des représentants des collectivités territoriales) -

(p. 3381) : se déclare opposé aux amendements identiques, n° 1 de la commission et n° 34 de M. Albert Vecten (élection du président du conseil d'administration par les représentants des collectivités territoriales) - **Art. 3** (*compétences du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3385) : intervient sur l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - Répartition des compétences entre les centres de gestion et le CNFPT - **Art. 6** (*communication d'actes aux centres de gestion*) (p. 3389) : ses amendements, n° 159 : extension des obligations de transmission des actes de concours aux collectivités et établissements non affiliés ; retiré ; et n° 158 rédactionnel ; rejeté - **Art. 7** (*seuil d'affiliation aux centres de gestion*) (p. 3391) : intervient sur l'amendement n° 123 de M. Alain Vasselle (seuil d'affiliation obligatoire aux centres de gestion fixé à 350 fonctionnaires) - Plaide en faveur de la concertation.

**Suite de la discussion** - (4 juillet 1994) - **Après l'art. 46 (par priorité)** (p. 3459, 3460) : se déclare opposé à l'amendement n° 30 de la commission (assimilation des services accomplis par voie de détachement dans un emploi équivalent de la fonction publique territoriale à des services effectifs dans le corps d'origine) - Mobilité - Mauvais coup porté à la fonction publique territoriale - **Art. 28** (*contribution financière des collectivités et établissements pour les fonctionnaires privés d'emploi*) (p. 3464, 3465) : nécessité de responsabiliser les autorités territoriales - Dotation de solidarité rurale - **Art. 31** (*créations d'emplois à temps non complet*) (p. 3467) : temps non complet et garanties - Affiliation au régime de retraite des agents des collectivités locales des agents à temps non complet - Soutient l'amendement n° 187 de M. Robert Laucournet (création d'un grade à temps non complet) - **Art. 33** (*modalités d'exercice du droit d'option*) (p. 3471) : intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (adjonction des termes : « dans la limite des emplois vacants ») - **Après l'art. 34** (p. 3473) : trésorerie de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales - Problème de la titularisation massive - Concertation - Se déclare opposé à l'amendement n° 107 de M. Robert Pagès (titularisation de l'ensemble des agents contractuels de la fonction publique territoriale) - **Art. 40** (*composition du conseil d'orientation du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3476) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 110 de M. Robert Pagès - **Art. 41** (*délégations interdépartementales ou régionales*) (p. 3476, 3477) : son amendement n° 189 : suppression des dispositions relatives aux délégations ; rejeté - (p. 3477) : décentralisation et déconcentration - **Art. 46** (*dispositions transitoires et entrée en vigueur*) (p. 3482) : sur les amendements du Gouvernement, intervient sur le n° 60 (prolongation exceptionnelle d'un an de la durée d'inscription sur la liste d'aptitude des candidats actuellement inscrits) et se déclare opposé au n° 61 (versement de l'indemnité représentative de logement par le CNFPT à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 1995) - Listes d'aptitude concernées - **Après l'art. 46 (suite)** (p. 3483) : son amendement n° 190 : nombre de catégories de fonctionnaires et remplacement des mots « commissaires de la République » par les mots « représentants de l'Etat » ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3484) : incidents de carrière - Mobilité - Juxtaposition d'emplois publics et d'emplois privés dans la fonction publique territoriale - CNFPT - Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4732, 4735) : décentralisation - Coopération intercommunale - Notion de « pays » - Clarification des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales - Péréquation et solidarité - DGF - Multiplication des fonds - Fiscalité locale - Financement des PME - Coût du travail - Propositions du groupe socialiste.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 2** (*schéma national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4857) : intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (modification de la rédaction mettant l'accent sur les grandes infrastructures de transport, les politiques d'éducation, la notion de réseau de ville et les solidarités interdépartementales).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 14** (*Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers*)

*embarquant dans les aéroports situés en France continentale* (p. 5112) : sur l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction érigeant le fonds en établissement public et limitant ses compétences aux dessertes aériennes intérieures), se déclare opposé aux sous-amendements identiques n° 160 de M. Ernest Cartigny, n° 355 de M. Bernard Barbier, n° 497 de M. Louis de Catuelan et n° 469 de M. Serge Vinçon (réduction du montant de la taxe) - **Avant l'art. 15** (p. 5121, 5122) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 628 du Gouvernement (création d'une société filiale de la Compagnie nationale du Rhône et d'EDF, chargée de la réalisation de la liaison Rhin-Rhône) - **Art. 15** (*fonds d'investissement des transports terrestres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité*) (p. 5127, 5128) : parole sur l'article.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 16** (*fonds de gestion de l'espace rural*) (p. 5154, 5155) : sur l'amendement n° 97 de la commission (critères de répartition des crédits du fonds), son sous-amendement n° 637 ; rejeté - **Avant l'art. 17** (p. 5165, 5169) : vote par le groupe socialiste de l'amendement n° 101 de la commission (objectifs relatifs à Paris et à la région d'Ile-de-France dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et le schéma directeur de la région d'Ile-de-France) sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 639 de M. Gérard Delfau - (p. 5172, 5173) : intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (code de l'urbanisme : agrément administratif dans la région d'Ile-de-France) - (p. 5177) : se déclare opposé à l'amendement n° 103 de la commission (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France) - **Art. 17** (*fonds national de développement des entreprises*) (p. 5190, 5191) : parole sur l'article - (p. 5199) : sur l'amendement n° 106 de la commission (nouvelle rédaction), intervient sur le sous-amendement n° 407 de M. Claude Estier - (p. 5203) : se déclare opposé au sous-amendement n° 588 du Gouvernement - **Après l'art. 17** (p. 5206, 5207) : soutient l'amendement n° 408 de M. Claude Estier (création de fonds de développement interrégionaux de participation) - **Art. 18** (*réduction du champ de l'allègement d'impôt sur les bénéfices en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce*) : parole sur l'article - (p. 5211) : se déclare opposé à l'amendement de coordination n° 589 du Gouvernement - **Communes touristiques** - **Art. 18 ter** (*modification du champ géographique d'application de l'exonération temporaire de taxe professionnelle accordée dans le cadre de l'aménagement du territoire*) (p. 5214) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 591 du Gouvernement (harmonisation des zones d'aménagement du territoire) - **Art. 18 quater** (*rapport au Parlement sur la mobilité économique des personnes*) (p. 5216) : opposition du groupe socialiste à cet article - **Art. 19** (*exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé*) (p. 5218) : parole sur l'article - (p. 5226) : reprend l'amendement n° 24 de M. Joël Bourdin retiré par son auteur (calcul de la compensation par l'Etat des exonérations de taxe professionnelle) ; rejeté - **Après l'art. 19 bis** (p. 5234, 5237) : sur l'amendement n° 112 de la commission (mesures d'exonération de cotisations sociales en faveur d'entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées), ses sous-amendements n° 574 et n° 575 ; rejetés.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 19 ter** (p. 5264) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 116 de la commission (mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavorisées) - (p. 5266) : vote par le groupe socialiste de l'amendement n° 117 de la commission (mesures à mettre en oeuvre dans les zones urbaines défavorisées) - Soutient l'amendement n° 446 de M. Jean Peyrafitte (déclaration à la mairie des propriétaires ayant l'intention de louer une résidence à des fins touristiques) - **Avant l'art. 20** (p. 5281, 5283) : soutient l'amendement n° 409 de M. Claude Estier (dépôt d'un projet de loi portant application de la révision des valeurs locatives) - **Art. 20** (*réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière*) (p. 5284, 5285) : parole sur l'article - Réforme de la DGF - (p. 5288) : ses amendements n° 411 et n° 410 : principe et échéancier de la péréquation ; devenus sans objet - (p. 5292, 5293) : vote par le groupe socialiste de l'amendement n° 122 de la commission sur le même objet - **Après l'art. 20** (p. 5297) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 597 du Gouvernement (dispositions pour 1995 - répartition

de la taxe professionnelle ; nouvelle définition du potentiel fiscal) - (p. 5299, 5300) : soutient l'amendement n° 412 de M. Claude Estier (création d'un fonds pour le développement de l'intercommunalité) - **Art. 21 bis** (*extension de la période d'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA de certaines immobilisations mises à la disposition de tiers non éligibles au FCTVA*) (p. 5303) : parole sur l'article - **Avant l'art. 22** (p. 5304) : intervient sur l'amendement n° 415 de M. Claude Estier (DGF ; réduction du taux de progression minimal des communes favorisées) - **Art. 22** (*renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF - suppression de la DGF d'Ile-de-France - reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Ile-de-France*) (p. 5306) : parole sur l'article - (p. 5311) : soutient l'amendement n° 417 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe III organisant l'affectation du produit du fonds d'aménagement de la région d'Ile-de-France, FARIF) - **Avant l'art. 23** (p. 5313) : soutient l'amendement n° 418 de M. Claude Estier (abondement du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle par une surcotisation acquitée par les entreprises situées dans des communes à taux de taxe professionnelle faible) - **Art. 23** (*rapport sur la réforme de la taxe professionnelle*) (p. 5314, 5315) : fiscalité locale - (p. 5316, 5317) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 420 (institution d'une cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle) et n° 419 (assiette de la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée des entreprises) - (p. 5327) : votera l'amendement n° 478 de M. Jean-Marie Rausch (assujettissement de La Poste et de France Télécom aux impositions directes locales - gage par une augmentation de la taxe sur les tabacs) - **Après l'art. 23 bis** (p. 5338) : se déclare opposé à l'amendement n° 348 de M. Etienne Dailly (possibilité de réduction au tiers de la part de capital des collectivités territoriales dans les sociétés d'économie mixte locales) - **Avant l'art. 24** (p. 5340) : soutient l'amendement n° 423 de M. Claude Estier (maintien transitoire du volume de la DGF en cas de fusion de communes regroupées au sein d'un établissement public propre) - **Art. 24** (*simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale*) (p. 5344, 5346) : se déclare opposé à l'amendement n° 131 de la commission (rapport au Parlement sur l'état de la coopération intercommunale), et sur cet amendement au sous-amendement n° 615 de M. Paul Girod (report des délais accordés aux commissions départementales de coopération intercommunale) - **Art. 25** (*assouplissement des règles de constitution des ententes interrégionales*) (p. 5356) : découpage régional - **Art. 27** (*création de comités consultatifs intercommunaux et départementaux - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 5359) : soutient l'amendement de rétablissement n° 424 de M. Claude Estier.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5897, 5898) : économie française - Consommation - Collectivités territoriales - Fiscalité - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget en l'état.

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Après l'art. 4** (p. 5994) : reprend l'amendement n° I-3 de M. René Ballayer sous le même numéro (exonération pour les chambres des métiers de la taxe sur les salaires pour l'ensemble des rémunérations qu'elles versent à leurs agents) ; rejeté - **Art. 11 (par priorité)** (*pérennisation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 % appliquée aux bases de la taxe professionnelle*) (p. 6045) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret n° I-145, de suppression ; n° I-146 : restitution aux collectivités locales par le biais du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle des sommes prélevées par l'Etat ; devenus sans objet.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 9** (p. 6106) : son amendement n° I-141, soutenu par M. Gérard Miquel ; surcotisation appliquée aux entreprises situées dans les communes où le taux de taxe professionnelle est inférieur au taux moyen national ; rejeté - **Avant l'art. 11** (p. 6111, 6112) : ses amendements, soutenus par M. Gérard Miquel, n° I-143 : taxe professionnelle pour les groupements à fiscalité propre ; et n° I-144 : dotation globale de fonctionnement ; rejetés.

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) (p. 6375) ; relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - Budget des collectivités territoriales - (p. 6376) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Mise en oeuvre de l'aménagement du territoire - Coopération intercommunale - (p. 6377) : le groupe socialiste votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 6387) : éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA, FCTVA.

**Equipement, transports et tourisme - IV - Mer** - (3 décembre 1994) - Rapporteur spécial (marine marchande) (p. 6636, 6638) : Société nationale de sauvetage en mer - Absence de l'Etat dans la lutte contre les dégâts causés par les eaux du littoral - Soutien à la flotte de commerce - Situation de la Compagnie générale maritime, CGM - (p. 6639, 6640) : situation des navigants chômeurs dans le département des Côtes-d'Armor - Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage, CROSS - Concurrence sur les mers et sécurité maritime - Au nom de la commission des finances, accepte ce projet de budget - En remplacement de M. Tony Larue, rapporteur spécial de la commission des finances pour les ports maritimes (p. 6641, 6643) : maintien des crédits en francs courants - Contribution de l'Etat en faveur des docks - Amélioration de la compétitivité des ports français - Encouragement aux investissements privés dans la filière portuaire - Aide de l'Etat aux ports autonomes - Avis favorable à l'adoption des crédits proposés.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7221) : diminution des effectifs de la marine marchande - (p. 7227) : son amendement n° II-21 : suppression du lien existant entre les quatre taxes locales, s'agissant des groupements à fiscalité propre ; rejeté - (p. 7228) : difficile mise en oeuvre de l'harmonisation fiscale.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture** [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7471, 7472) : répartition des zones et des richesses - Déséquilibres régionaux - Taxe professionnelle - Péréquation - Solidarité et coopération - Harmonisation fiscale - **Art. 10 bis** (commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics) (p. 7508) : soutient l'amendement n° 165 de M. Gérard Delfau (consultation des instances régionales) - **Art. 11 bis** (possibilité de création de pharmacies dans les communes de moins de 2 000 habitants) (p. 7510) : pharmacies départementales - **Art. 11 quater** (distribution de gaz) (p. 7515, 7516) : intervient sur les amendements identiques de suppression n° 1 de Mme Hélène Luc et n° 166 de M. Aubert Garcia - **Après l'art. 14** (p. 7523) : soutient l'amendement n° 167 de M. Louis Perrein (création d'une commission de surveillance auprès des conseils d'administration des aéroports) - **Art. 16** (fonds de gestion de l'espace rural) (p. 7530) : intervient sur les amendements n° 147 de M. Henri Collard (affectation de ce fonds aux agriculteurs, aux artisans ou à leurs groupements) et n° 98 de M. Daniel Goulet (prise en compte des commerçants indépendants et de proximité).

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 20** (p. 7613) : son amendement n° 179, soutenu par M. Aubert Garcia : taxe du groupement à fiscalité propre ; rejeté.

**RENAR (Ivan)**, sénateur du Nord (C).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à mettre en oeuvre dix mesures anti-délocalisation dans le secteur du textile-habillement-cuir [n° 36 (94-95)] (19 octobre 1994) - **Textile (industrie)**.

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1740) - Ministère : Industrie - **Problèmes de l'industrie ferroviaire dans le Nord - Industrie**.

*Questions orales avec débat :*

n° 49 (JO Débats du 8 juin 1994) (p. 2259) - Ministère : Industrie - **Situation de l'industrie textile** - (Retirée : octobre 1994) - **Industrie textile**.

*Questions orales sans débat :*

n° 147 (JO Débats du 7 octobre 1994) (p. 4113) - Ministère : Industrie - **Situation de l'industrie textile** - (Réponse : JO Débats du 22 octobre 1994) (p. 4619) - **Industrie textile**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - (12 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 968, 969) : usage du français dans le monde - Rôle du législateur - Application de la loi - Problème de l'enseignement - (p. 970) : prééminence de la langue anglaise dans le domaine scientifique - Renforcement de la recherche française - Domaine audiovisuel - (p. 971, 972) : échanges et coopération culturels - Francophonie - Enrichissement de la langue.

**Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 985) : son amendement n° 21 : énoncé des principes généraux ; adopté - **Art. 5** (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès) (p. 996) : ses amendements, n° 28 : substitution de l'expression « dont les participants sont en majorité non francophones » à celle de « qui ne concerne que des étrangers » ; retiré ; n° 29 : limitation de l'usage des langues étrangères au cours des manifestations de promotion de commerce extérieur ; rejeté (le 14 avril 1994, p. 1079) et, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 30 : dispositif de traduction simultanée ; adopté (le 14 avril 1994, p. 1081), et n° 27 : publication d'actes ou de comptes rendus lors d'une manifestation, d'un colloque ou d'un congrès ; devenu sans objet (le 14 avril 1994, p. 1079) - (p. 1006) : se déclare opposé à l'amendement n° 50 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction).

**Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 5 (suite)** (p. 1081) : à propos de son amendement n° 30 précité (dispositif de traduction simultanée) : coût de la traduction simultanée - **Art. 6** (rédaction des contrats de travail) (p. 1082) : son amendement n° 23 : obligation de rédiger un exemplaire du contrat de travail dans la langue maternelle du salarié ; adopté - (p. 1083) : son amendement n° 31 : certification du texte du contrat par un traducteur-interprète agréé auprès des tribunaux ; rejeté - **Art. 9** (le français, langue de l'enseignement) (p. 1090) : place des langues régionales - Son amendement n° 33, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : enseignement du français et maîtrise de la langue ; retiré - **Après l'art. 9** (p. 1094) : son amendement n° 24 : action politique des ministères de l'éducation nationale, des universités, de la recherche et de la culture ; rejeté - **Art. 10** (règles linguistiques applicables à la communauté audiovisuelle) (p. 1096) : soutient l'amendement n° 34 de M. Félix Leyzour (utilisation d'une langue régionale) - (p. 1138) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 59 de M. Claude Estier - **Après l'art. 11** (p. 1139) : son amendement n° 35 : productions audiovisuelles ; retiré - (p. 1140, 1141) : accord de coopération culturelle - **Art. 12** (dispositions applicables aux marques utilisées par les services publics) (p. 1142) : son amendement n° 25 : protection, par les services de l'Institut national de la propriété industrielle, INPI, des marques déposées par les personnes morales de droit public ; rejeté - **Art. 17** (action en justice des associations agréées ayant pour objet la

défense de la langue française) (p. 1143) : son amendement n° 26 : possibilité pour les organisations syndicales de saisir les juridictions ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1147) : moyens nécessaires pour la mise en oeuvre de ce projet de loi - Protection de la langue française - Ecrivains du temps de l'Occupation - Le groupe communiste votera ce texte.

**Deuxième lecture** [n° 437 (93-94)] - (26 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1899, 1900) : usage de la langue française et francophonie - Prééminence de l'anglais dans les transactions commerciales - Négociations sur l'exception culturelle - Recherche scientifique - Enseignement du français - Région du Nord-Pas-de-Calais - Avis favorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Art. 3 (présentation du texte français et de ses traductions éventuelles)** (p. 1902) : son amendement n° 7 : suppression du dernier alinéa relatif au recours au pouvoir réglementaire pour la définition des dérogations dans le domaine des transports internationaux et dans les régions frontalières ; rejeté - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 1905) : ses amendements, n° 8 : manifestations organisées à l'étranger ; et n° 9 : traduction simultanée ; rejetés - **Art. 5 bis (publications, revues, communications rédigées dans une langue étrangère et diffusées en France)** (p. 1908) : son amendement n° 10 : suppression du second alinéa relatif à l'attribution des aides publiques ; adopté - **Art. 6 (rédaction des contrats de travail)** (p. 1911) : son amendement n° 11 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; rejeté - **Art. 15 (délit d'entrave à la recherche et constatation des infractions aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>)** (p. 1915) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 17 de M. Claude Estier - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1918) : avis favorable du groupe communiste sur ce projet de loi - Renforcement de la recherche scientifique.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 413 (93-94)] - (26 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1935) : vote du groupe communiste contre les conclusions de la CMP.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** [n° 543 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (7 juillet 1994) - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3653) : se déclare favorable à l'amendement n° 78 de M. Charles Lederman (contrôle par la CNIL des opérations de vidéo-surveillance).

- **Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 596 (93-94)] - (11 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3836) : volontariat - Déréglementation du temps de travail - Statut d'agent à temps non complet - Cessation progressive d'activité - Le groupe communiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur - Deuxième lecture** [n° 565 (93-94)] - (11 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3837, 3838) : poids du financement des collectivités locales - Aménagement du territoire et création d'universités - Région Nord-Pas-de-Calais - Inefficacité du statut dérogatoire - Les sénateurs du groupe communiste et apparenté rejeteront ce projet de loi - **Art. 2 (champ d'application du projet de loi)** (p. 3841) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes - Deuxième lecture** [n° 580 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3881) : protection sociale ; de la solidarité à l'économie de marché - Vote du groupe communiste contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la famille - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 553 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3895) : chômage et destruction de la famille - Programmes audiovisuels spécifiques pour les enfants - Déception suscitée par ce texte - (p. 3896) : situation financière de la Caisse nationale des allocations familiales - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 579 (93-94)] - (12 juillet 1994) - (p. 3903, 3904) : financement de la protection sociale - Restructuration des établissements hospitaliers - Avis défavorable sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales - Troisième lecture** [n° 581 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3915) : chercheurs non-médecins - Surveillance des personnes - Compétence territoriale des comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale - Le groupe communiste votera ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** : mouvement revendicatif des journalistes de la Société nationale de Radio-France (26 octobre 1994) (p. 4689).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4691, 4694) : services publics de transport, de télécommunications et de distribution d'énergie - Entreprises nationales - Ultra-libéralisme de la Commission des Communautés européennes - Reconnaissance par la Cour de justice européenne de la spécificité des missions de service public - Air Inter - Politique des transports en commun ; versement « transport » des entreprises - Région Ile-de-France - Transport des marchandises par le rail et la route - SNCF - Liaisons ferroviaires régionales - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 3 (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire)** (p. 4864) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 28 de la commission (modification des compétences et de la composition).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 14 (Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale)** (p. 5111) : intervient sur l'amendement n° 261 de M. Félix Leyzour (action gouvernementale contre la déréglementation aérienne) - **Avant l'art. 15** (p. 5122) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 628 du Gouvernement (création d'une société filiale de la Compagnie nationale du Rhône et d'EDF, chargée de la réalisation de la liaison Rhin-Rhône).

- **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie** [n° 47 (94-95)] - (18 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5831, 5832) : multiplication des photocopies - Auteurs et professionnels de la presse et du livre - Utilisateurs - Moyens accordés à l'éducation nationale - Financement - Bibliothèques - Multimédias - **Après l'art. unique** (p. 5846) : ses amendements n° 15 et n° 23 : financement des droits d'auteur ; rejetés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5848) : principe de la protection des droits d'auteur - Charge financière - Etablissements d'enseignement - Le groupe communiste s'abstiendra.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Culture et francophonie** - (26 novembre 1994) (p. 6246, 6249) : baisse des crédits - Renforcement du déséquilibre culturel entre Paris et la province - Dégradation du financement du théâtre public - Région Nord-Pas-de-Calais - Avenir du cinéma et autoroutes de l'information - Désengagement de l'Etat du financement des orchestres - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 56 (statut du personnel lors de la création de l'établissement public chargé de la gestion du musée et du domaine national de Versailles)** (p. 6258) : au nom du groupe communiste, déclare s'abstenir lors du vote de cet article.

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6554) : enseignements artistiques - Statut des intervenants extérieurs - Centres de formation des musiciens intervenant à l'école.

**Enseignement supérieur et recherche - II - Recherche** - (5 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III**

(p. 6742) : colère des chercheurs du Nord-Pas-de-Calais face aux décisions budgétaires.

**Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur** - (5 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 6766) : croissance importante des effectifs étudiants de la région Nord-Pas-de-Calais - Insuffisance de la participation financière de l'Etat.

**Communication** - (9 décembre 1994) (p. 7147) : éléments chiffrés - Hausse de la redevance - Grève des personnels de Radio France - (p. 7148) : missions du service public de l'audiovisuel - Création de La Cinquième - Evolution du groupement d'intérêt économique entre ARTE et La Cinquième - Autoroutes de l'information - Soutien à la création et à la production audiovisuelle - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget mais pourrait revoir sa position si ses amendements étaient adoptés - **Examen des crédits - Art. 41 (répartition du produit hors taxe de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision)** (p. 7160, 7162) : ses amendements n° II-50 : maintien de la répartition du produit hors taxe de la redevance arrêtée par la loi de finances pour 1994 ; exemption des organismes du secteur public de la taxe forfaitaire annuelle sur les services de communication audiovisuelle et augmentation du taux de ladite taxe pour les services privés à due concurrence ; n° II-47 : réduction du montant attendu des recettes publicitaires perçues par les sociétés du secteur public de l'audiovisuel ; et n° II-51 : abaissement du taux de la TVA sur la redevance au taux zéro ; rejetés - **Après l'art. 41** (p. 7162, 7163) : son amendement n° II-52 : extension de l'exonération de la redevance à l'ensemble des personnes non imposables ; rejeté.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : orientations de la présidence française de l'Union européenne** - (20 décembre 1994) (p. 7848, 7849) : politique européenne de la France et contrôle démocratique - Europe du chômage - Marché financier - Bilan institutionnel - Renforcement du rôle des parlements nationaux - Pouvoirs de décision à un niveau supranational - Référendum - Politique étrangère de l'Europe.

**REVOL (Henri)**, sénateur de la Côte d'Or (RI).

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires.

Membre titulaire du Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur :

1° la proposition de résolution [n° 387 (93-94)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Jacques Oudin sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211).

2° la proposition de résolution [n° 425 (93-94)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Félix Leyzour et plusieurs de ses collègues, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211) [n° 490 (93-94)] (8 juin 1994) - **Communautés européennes**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le marché intérieur de l'électricité et

du gaz naturel et ses conséquences pour la France [n° 491 (93-94)] (8 juin 1994) - **Union européenne**.

*Proposition de résolution*, présentée avec M. Robert Laucournet, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous la forme d'un échange de lettres entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique concernant les marchés publics [n° 621 (93-94)] (28 septembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Communautés européennes**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 621 (93-94)], présentée en application de l'article 73 bis du Règlement avec M. Robert Laucournet sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous la forme d'un échange de lettres entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique concernant les marchés publics (n° E-277) [n° 24 (94-95)] (12 octobre 1994) - **Communautés européennes**.

*Proposition de résolution*, déposée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur le projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en oeuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (n° E-318) [n° 131 (94-95)] (8 décembre 1994) - **Communautés européennes**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1111) - Ministère : Industrie - **France Télécom en milieu rural - Télécommunications**.

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5734) - Ministère : Aménagement du territoire - **Equilibre budgétaire de la CNRACL - Pensions de retraite**.

#### INTERVENTIONS

- **Résolution (n° 544, 93-94) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (E211)** [n° 490 (93-94)] - (30 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3307, 3309) : marchés européens de l'énergie - Protection de l'environnement - Sécurité des approvisionnements - Taux de dépendance énergétique - Politique européenne - Accès des tiers au réseau, ATR - Aménagement du territoire - Transparence des comptes - Missions d'intérêt économique général - Reprise de la proposition de résolution de M. Jacques Oudin - Au nom de la commission des affaires économiques, propose l'adoption de cette résolution - **Discussion de la résolution** (p. 3312) : sur les amendements de M. Félix Leyzour, s'oppose aux n° 1 (référence aux principes d'organisation des ressources électriques et gazières en France depuis 1946) et n° 2 (exclusivité des importations et exportations d'électricité et de gaz par EDF et GDF), accepte le n° 3 (énoncé des qualités de l'organisation actuelle de la production française d'électricité).

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail - Deuxième lecture** [n° 498 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - En remplacement de M. Roger Husson, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3329) : régime juridique de la responsabilité des exploitants - Information du ministère de tutelle et des collectivités territoriales - Protection de l'environnement - Permis exclusifs de carrières - Réponse du présent projet de loi aux objectifs fixés - **Art. 5 (conditions et modalités d'octroi d'une concession)** (p. 3331) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jean-Luc Bécart (réduction à cinq ans du délai dans lequel le titulaire du titre de concession est tenu d'exploiter) - **Art. 15 (objet et étendue des pouvoirs de police de l'administration en matière minière)** (p. 3332) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jean-Luc Bécart (consultation par l'autorité administrative de l'exploitant et des collectivités locales avant la prescription des mesures visant à la protection du milieu environnant) - **Après**

**l'art. 19** (p. 3333) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Claude Estier (mise en place d'une commission d'intérêt minier dans chaque département) - **Art. 27** (*permis exclusifs de carrières*) (p. 3334, 3335) : son amendement n° 1 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; retiré.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la recherche** [n° 1 (94-95)] - (4 octobre 1994) (p. 4002, 4003) : évaluation du rapport ministériel par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques - (p. 4004, 4005, 4006) : exemple du Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Europe de l'Est - Projet du Centre européen de recherches nucléaires, CERN - Le groupe des RI soutient la nouvelle politique mise en oeuvre dans le domaine de la recherche.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) (p. 6278) : déchets nucléaires - Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Traité EURATOM-États-Unis - Département de la Côte d'Or - Centre de recherche de SANOFI - (p. 6279) : société FRAMATOME - Avec le groupe des RI, votera ce projet de budget.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne** [n° 115 (94-95)] - (13 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7433, 7434) : échanges commerciaux - Rééquilibrage de l'Europe vers le Sud - Dossiers agricoles et de la pêche - (p. 7434) : institutions européennes - Le groupe des RI votera ce projet de loi.

**RICHERT (Philippe)**, sénateur du Bas-Rhin (UC).

chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'environnement (*JO Lois et décrets* du 6 octobre 1994).

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à modifier le régime des associations constituées selon le code civil local [n° 624 (93-94)] (30 septembre 1994 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994) - **Associations**.

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 141 (*JO Débats* du 8 juillet 1994) (p. 3702) - Ministère : Industrie - *Difficultés de la distribution automobile française* -

(Réponse : *JO Débats* du 15 octobre 1994) (p. 4350) - **Automobiles**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Après l'art. 40** (p. 640) : son amendement n° 140 : ouverture aux membres des professions libérales du régime de la « faillite commerciale » ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - (12 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 962, 964) : utilisation des termes anglo-saxons - Domaine de l'audiovisuel - Vocabulaire technique - Terminologie - Protection de la langue par des textes législatifs - Construction européenne - Langues régionales - Avis favorable sur ce texte.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'éducation** [n° 471 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2033, 2034) : situation du système éducatif français - Consultation nationale sur le nouveau contrat pour l'école - Organisation du collège - Instruction civique - Enseignement des langues étrangères - (p. 2035, 2036) : développement de l'informatique - Moyens financiers et en personnels - Charges des collectivités territoriales - Lycées professionnels - Rythmes scolaires - Place des sciences expérimentales - Participation des parents au système éducatif - Simplification du livret scolaire - Le groupe de l'Union centriste apportera son soutien à cette réforme.

- **Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur** [n° 466 (93-94)] - (16 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2627, 2628) : prorogation du régime dérogatoire des universités nouvelles - Politique universitaire - Adéquation des filières aux débouchés professionnels - Diplôme et chômage - Au nom du groupe de l'Union centriste, déclare voter ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la colombophilie - Deuxième lecture** [n° 469 (93-94)] - (16 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2660, 2661) : simplification des démarches administratives - Satisfaction des éleveurs - Sensibilisation à l'environnement - Importance de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4138, 4139) : consultation des habitants du Bas-Rhin - Pragmatisme - Lieux de débat - Exemple de la plaine d'Alsace - Espaces naturels sensibles - Taxe de stockage des déchets ménagers - Agriculteurs.

**Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4172) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Philippe François (incorporation de composants oxygénés dans les carburants pétroliers) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*principes généraux du droit de l'environnement*) (p. 4175) : son amendement n° 271 : principe de précaution ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 19 de la commission - (p. 4176) : son amendement n° 272 : principe d'action préventive ; retiré - (p. 4178) : se déclare opposé à l'amendement n° 145 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression du principe « pollueur-payeur ») - **Art. 2** (*commission nationale du débat public*) (p. 4188) : se déclare opposé à l'amendement n° 80 de M. Jean Faure (discussion des objectifs).

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 11** (*fonds de prévention des risques naturels*) (p. 4245) : sur l'amendement n° 3 de la commission des lois saisie pour avis (financement des indemnités), intervient sur le sous-amendement n° 303 du Gouvernement - **Après l'art. 18** (p. 4257) : son amendement n° 273 : servitudes d'utilité publique annexées au plan d'occupation des sols ; retiré - **Art. 22** (*inventaire départemental des espaces et du patrimoine naturels*) (p. 4288) : se déclare opposé à l'amendement n° 227 de M. Claude Estier (inventaire mis à la disposition du public pour consultation et communiqué aux associations départementales agréées) - **Art. 26** (*compétences des agents des réserves et parcs nationaux marins*) (p. 4300) : ses amendements n° 274 : accord préalable et exprès du bailleur ; adopté ; et n° 275 : cahier des charges imposé au preneur ; retiré - **Art. 29** (*compétences des départements en matière d'espaces naturels sensibles*) (p. 4304) : son amendement n° 276 : réorientation de cette taxe



en direction des espaces naturels sensibles ; retiré - **Après l'art. 35** (p. 4315) : se déclare favorable à l'amendement n° 246 de M. Claude Belot (création d'une taxe sur le passage des véhicules empruntant le pont reliant l'île au continent) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 325 du Gouvernement - **Après l'art. 36** (p. 4320) : se déclare favorable à l'amendement n° 106 de la commission des affaires culturelles saisi pour avis (aménagement des entrées de ville) - (p. 4322, 4323) : ses amendements n° 277 : taux réduit de la taxe de publicité foncière ; et n° 279 : protection et mise en valeur des vergers ; retirés - (p. 4326) : son amendement n° 278 : protection des gisements fossilifères ; retiré - **Art. 37 - Paragraphe V (par priorité) (gestion des déchets)** (p. 4332) : soutient l'amendement n° 270 de M. André Egu (présentation d'un rapport au Parlement sur l'utilisation de cette taxe).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)] - Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Art. 21 bis (faillite civile en Alsace-Moselle)** (p. 4551, 4552) : son amendement de suppression n° 61 ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4809, 4810) : déséquilibres territoriaux - Zones rurales - Votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 5 (coordination)** (p. 4890) : ses amendements n° 183 et n° 184 : article L. 145-3 du code de l'urbanisme : rédaction plus restrictive quant à la capacité d'urbanisation ; retirés - (p. 4891, 4892) : mitage.

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5402) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

#### Deuxième partie :

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6535) : initiation à une langue étrangère dans les écoles primaires - Exemple de l'Alsace - Formation des maîtres au bilinguisme - (p. 6536) : enseignement technique - Situation des chefs d'établissement - Etudiants en IUFM - Action sociale en direction des personnels - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture [n° 88 (94-95)] - Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Division et articles additionnels après l'art. 21 ter** (p. 7368, 7369) : ses amendements n° 46, n° 47 et n° 48, relatifs à la faillite civile en droit local alsacien-mosellan ; retirés - Commission d'harmonisation du droit local.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports terrestres - Taxe pour les concessionnaires d'autoroutes et taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés)** (p. 7525) : son amendement n° 76 : taxe perçue sur l'énergie produite par les barrages et les ouvrages hydroélectriques aux fins de financer le fonds d'investissement des transports ; retiré.

**RIGAUDIÈRE (Roger)**, sénateur du Cantal (RPR),

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)]** - (3 mai

1994) - **Discussion générale** (p. 1375, 1376) : conditions d'attribution de la carte du combattant - Réduction de la durée de cotisation - Financement du dispositif prévu - Bénéficiaires de ces dispositions.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2443, 2444) : aménagement du territoire - Répartition de la charge financière du troupeau bovin allaitant et de la mise aux normes des bâtiments d'élevage - Filière ovine.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4750, 4752) : traitement différencié des zones rurales fragiles ; définition des catégories - Finances locales - Départements éligibles à la dotation de fonctionnement minimal - DGF d'Ile-de-France - Zones rurales de montagne ; politique de massif.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

#### Deuxième partie :

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6610, 6611) : installation des jeunes agriculteurs - Indemnité spéciale de montagne - Enseignement et formation - Investissements - Charges de bonification - Région d'Auvergne - Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture, OFIVAL - Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers, ONILAIT - Fonds de gestion de l'espace rural, FGER - Zones rurales défavorisées - Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

**ROBERT (Guy)**, sénateur de la Vienne (UC).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'Etablissement national des invalides de la marine.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (14 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

**Rapport**, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 344 (93-94)] relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 374 (93-94)] (27 avril 1994) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

**Avis**, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Anciens combattants** - [n° 83 (94-95)] tome 9 (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

##### Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1736) - Ministère : Budget - **Fiscalité des communautés de communes - Communautés de communes.**

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord** [n° 344 (93-94)] - (3 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1365, 1366) : historique des mesures prises en faveur des anciens combattants - Modulation de la durée d'assurance - Dispositif prévu - (p. 1367, 1368) : modalités de la déduction - Financement - Délivrance de la carte du combattant - Fonds de solidarité des anciens combattants - Retraite mutualiste - Délai de forclusion - Indexation du plafond en-dessous duquel est appliquée la majoration de l'Etat - Titre de reconnaissance de la Nation - Efficacité du fonds de solidarité spécial - Incidence financière du dispositif prévu - Accepte ce projet de loi - (p. 1369, 1370) : ampleur des dispositions prévues.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Art. 11 bis (par priorité)** (article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) (p. 5050) : votera l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire pouvoir d'autorisation du préfet).

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - (16 novembre 1994) - **Après l'art. 29 (par priorité)** (p. 5695) : soutient l'amendement n° 109 de M. Jean Madelain (validation pour un délai d'un an de la situation des établissements commerciaux ne se trouvant pas dans l'une des situations de dérogation prévues par la loi) - (p. 5696) : soutient l'amendement n° 110 de M. Jean Madelain (modalités d'expérimentation d'ouverture de commerces le dimanche).

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 6168, 6170) : dette viagère - Associations d'anciens combattants - Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC - Politique de la mémoire - Anciens combattants d'outre-mer - Indemnisation des patriotes résistant à l'Occupation - Allocation de préparation à la retraite - Accepte ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 51 bis (Préretraite des anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée)** (p. 6185) : allocation différentielle du fonds de solidarité - Allocation de préparation à la retraite - (p. 6186) : ses amendements n° II-7 : montant du plafond de ressources assuré par le fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du nord ; adopté ; et n° II-8 : mécanisme de pré-retraite ; retiré - **Après l'art. 51 bis** (p. 6187) : son amendement n° II-9 : création d'un délai de dix ans à compter de la délivrance de la carte de combattant ou du titre de reconnaissance de la Nation pour permettre au titulaire de la carte de constituer une rente mutualiste majorée ; adopté.

**Budget annexe des prestations sociales agricoles** - (2 décembre 1994) (p. 6569, 6570) : prestations sociales agricoles - Prestations familiales - Recettes de TVA - Retraites - Le groupe de l'Union centriste votera les crédits du BAPSA.

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6612, 6613) : élevage bovin - Prime à la vache allaitante - Aide à l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture, OFIVAL - Indemnité spéciale de montagne - Gestion de l'espace rural - Jachères - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de budget.

**ROBERT (Jean-Jacques)**, sénateur de l'Essonne (RPR).

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 242 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 252 (93-94)] (19 janvier 1994) - **Entreprises**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 276 (93-94)] (27 janvier 1994) - **Entreprises**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan :

1° la proposition de loi [n° 119 (93-94)], adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises.

2° la proposition de loi [n° 259 (92-93)] de M. Jacques Larché portant modification de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises.

3° la proposition de loi [n° 442 (92-93)] de M. Jean-Paul Delevoye visant à créer un dispositif de prévention et de règlement amiable des difficultés des entreprises.

4° la proposition de loi [n° 172 (93-94)] de M. Pierre Vallon tendant à substituer dans le code de commerce l'appellation « soutien judiciaire des entreprises » à celle de « redressement judiciaire » [n° 299 (93-94)] (23 mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Entreprises**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Artisanat et commerce** - [n° 81 (94-95)] tome 2 (22 novembre 1994).

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5741) - Ministère : Travail - **Financement des formations en alternance - Formation professionnelle et promotion sociale**.

*Questions orales sans débat :*

n° 93 (JO Débats du 3 avril 1994) (p. 725) - Ministère : Equipement - **Renforcement des dessertes aériennes avec les capitales européennes à partir de l'aéroport d'Orly** - (Réponse : JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1211) - **Aviation civile**.

n° 95 (JO Débats du 3 avril 1994) (p. 725) - Ministère : Entreprises - **Situation des commerçants-détaillants en jouets** - (Retirée : avril 1994) - **Jouets**.

n° 176 (JO Débats du 24 novembre 1994) (p. 5974) - Ministère : Travail - **Inquiétudes des lycées professionnels devant le refus de financement des contrats de qualification - Enseignement technique et professionnel**.

n° 177 (JO Débats du 24 novembre 1994) (p. 5974) - Ministère : Défense - **Situation du centre de recherches du Bouchet - Défense nationale**.

n° 179 (JO Débats du 30 novembre 1994) (p. 6395) - Ministère : Equipement - **Situation de la compagnie aérienne Europe Airlines (EAS) - Aviation civile**.

## INTERVENTIONS

– **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la**

**mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) [n° 229 (93-94)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 87) : dépistage de la fraude - Enjeux économiques de la contrefaçon - Pouvoirs des autorités douanières des Etats membres - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 91) : avec le groupe du RPR, votera la résolution.

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)]** - (25 janvier 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 504) : statistiques - Emploi - Avancée vers l'égalité entre les salariés et les non-salariés - Simplification de la vie administrative des entreprises - (p. 505) : entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, EURL - Patrimoine des entrepreneurs individuels - Mesures fiscales en faveur du statut social de l'entrepreneur individuel et de son conjoint - Rapport Barthélémy - Assouplissement du droit des sociétés et du droit de la sécurité sociale - (p. 506) : formation initiale des créateurs d'entreprise - Sous-traitance - Délais de paiement - Régime des cotisations d'allocations familiales - Conditions de souscription des contrats d'assurance de groupe - Simplification sur les plans social et comptable - Rédaction du bulletin de salaire - (p. 507) : définition de la micro-entreprise - Epargne de proximité - Aménagement du territoire - Sous réserve de ses observations, la commission propose d'adopter ce projet de loi - **Demande de réserve** (p. 536) : demande la réserve de l'amendement visant à introduire un article additionnel avant le titre I<sup>er</sup> jusqu'à la fin de l'examen du texte - **Art. 1<sup>er</sup>** (*champ d'application du titre I<sup>er</sup>*) : son amendement n° 2 : application des mesures de simplification des formalités administratives à toutes les entreprises, qu'elles soient industrielles, commerciales, artisanales, agricoles ou libérales ; retiré - (p. 537) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - **Art. 2** (*remise d'un seul dossier à un guichet unique*) (p. 538, 539) ; ses amendements, n° 4 ; suppression de l'expression ambiguë « dans tous les cas » ; et n° 5 : valeur de déclaration auprès du destinataire du dépôt du dossier dès lors que celui-ci est régulier et complet à son égard ; adoptés - Centres de formalités des entreprises - Accueil dans les greffes des tribunaux de commerce - Déclaration de type administratif ou judiciaire - S'oppose à l'amendement n° 78 de M. Robert Pagès (transmission des données entre le centre de formalités et les organismes sociaux dans un délai de quinze jours francs) - (p. 541) : compte tenu des assurances apportées par le Gouvernement, demande le retrait des amendements identiques, n° 106 de M. Robert Laucournet et n° 132 de M. Etienne Dailly (faculté laissée au déclarant de saisir directement le greffe de sa demande d'inscription au registre du commerce) - **Art. 3** (*emploi d'un numéro d'identification unique par les entreprises*) (p. 542, 543) : son amendement n° 6 : utilisation par l'entreprise du numéro unique seulement à compter de son immatriculation régulière au registre du commerce ; retiré - S'oppose à l'amendement n° 141 de M. Etienne Dailly (attribution du numéro unique seulement après validation de la déclaration d'inscription par le registre du commerce) - **Art. 4** (*déclaration des entreprises par voie électronique*) (p. 544) : demande le retrait des amendements identiques n° 105 de M. Louis Althapé et n° 142 de M. Etienne Dailly (impossibilité pour les demandes d'inscription destinées au greffe d'être effectuées par voie électronique) compte tenu de la présentation ultérieure de l'amendement n° 168 du Gouvernement (exclusion du champ d'application de cet article des déclarations relatives à la création de l'entreprise, à la modification de sa situation ou à la cessation de son activité), qu'il accepte - (p. 545) : son amendement n° 7 : attestation de la date d'envoi d'un écrit à un organisme visé à l'article 1<sup>er</sup> par le cachet de la poste ; adopté - Simplification et suppression d'un grand nombre de contestations sur la date de paiement - Trésorerie des organismes de sécurité sociale - (p. 546) ; sur son amendement n° 7 précité, s'oppose au sous-amendement n° 171 du Gouvernement - **Après l'art. 4** (p. 547) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Xavier de Villepin (évaluation préalable des coûts induits par les formalités imposées par une loi ou un règlement aux entreprises), repris par M. Etienne Dailly - Insertion de cet amendement dans un projet de loi sur la simplification administrative.

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - Rapporteur - **Art. 5** (*levée de l'interdiction d'emprunter pour l'associé unique*) (p. 558) : accepte les amendements identiques de suppression n° 63 de la commission des lois saisie pour avis et

n° 107 de M. Robert Laucournet - **Art. 6** (*possibilité pour une personne physique de créer plusieurs entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée, EURL*) (p. 561) : diversification des activités des entrepreneurs individuels - S'oppose à l'amendement de suppression n° 79 de M. Robert Pagès - **Art. 8** (*suppression du montant minimal des parts sociales des SARL*) (p. 562) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Ernest Cartigny (relèvement du capital minimal des SARL à cent mille francs sauf pour les SARL à associé unique) - Inopportunité de la mesure - Problème de l'insuffisance des fonds propres des entreprises - **Art. 9** (*autorisation des décisions prises par consentement dans un acte de tous les associés de la SARL*) (p. 563, 564) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de M. Robert Pagès - **Art. 11 bis** (*nombre maximal des membres du conseil d'administration*) (p. 565) : accepte l'amendement de suppression n° 64 de la commission des lois saisie pour avis - **Art. 12** (*suppression de la condition d'ancienneté pour la nomination d'un salarié au conseil d'administration*) (p. 566, 567) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 143 de M. Etienne Dailly et accepte l'amendement n° 99 de la commission des lois saisie pour avis (conséquence de la suppression de la condition d'ancienneté du contrat de travail) - **Art. 12 bis** (*nombre maximal des membres du conseil de surveillance*) (p. 568) : son amendement de suppression n° 9, retiré au profit de l'amendement identique n° 65 de la commission des lois saisie pour avis - **Art. 13** (*nomination de salariés au conseil de surveillance*) : son amendement de suppression n° 10 ; adopté - Statut de subordination du salarié et contrôle du directoire par le conseil de surveillance - **Art. 15** (*conditions de publication du contrat de mariage des commerçants*) (p. 569) : accepte l'amendement n° 152 du Gouvernement (publicité du contrat de mariage réalisé sous la seule responsabilité du conjoint commerçant au greffe du tribunal de commerce) - **Art. 16** (*possibilité de domicilier provisoirement une entreprise dans un local d'habitation*) (p. 570, 571) : s'oppose aux amendements n° 83 de suppression de M. Robert Pagès et n° 133 de M. Jean-Paul Hammann (extension du bénéfice de cette faculté aux entreprises artisanales) - (p. 572) : sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Paul Hammann, à titre personnel, s'oppose aux sous-amendements n° 177 de M. Pierre Laffitte (prise en compte des entreprises unipersonnelles visant à développer le télétravail) et accepte le n° 176 de M. Philippe Marini (autorisation d'utilisation partielle d'un local d'habitation comme lieu d'exercice professionnel selon la procédure prévue par le code de la construction et de l'habitation) - **Art. 17** (*suppression de la déclaration de conformité*) : son amendement n° 11 : contrôle de régularité de l'immatriculation de la société par le greffier du tribunal de commerce ; adopté - **Art. 18** (*publicité des apports de fonds de commerce en cas de fusion ou de scission*) (p. 576) : accepte l'amendement n° 68 de la commission des lois saisie pour avis (cas des sociétés en nom collectif et en commandite simple) - **Avant l'art. 19** (p. 577) : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Robert Laucournet (suppression du système du forfait et mise en place d'un nouveau régime simplifié d'imposition pour les très petites entreprises relevant de l'impôt sur le revenu) - **Art. 19** (*simplification des obligations comptables*) (p. 578) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 84 de M. Robert Pagès - (p. 579) : son amendement n° 178 : établissement d'un relevé en fin d'exercice des recettes encaissées, des dépenses payées, des dettes financières, de l'immobilisation et des stocks évalués de manière simplifiée ; adopté - **Après l'art. 19** : son amendement n° 12 : relèvement du seuil du chiffre d'affaires annuel des « micro-entreprises » à 100 000 francs ; retiré - **Art. 21** (*revalorisation de la limite de déduction de salaire du conjoint en faveur des adhérents des centres et associations de gestion agréés*) (p. 581) : demande le retrait de l'amendement n° 134 de M. Jean-Paul Hammann (possibilité donnée aux artisans qui le souhaitent de déduire les salaires versés à leur conjoint dans les limites du plafond, sans qu'il soit tenu compte du régime matrimonial ou de l'adhésion à un centre de gestion agréé) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 111 de M. Robert Laucournet (revalorisation de la part du salaire du conjoint déductible du bénéfice imposable) - **Art. 22 bis** (*déduction des bénéfices imposables des cotisations d'assurance volontaire des entrepreneurs individuels*) (p. 583) : mutualisation des risques et solidarité collective entre les professionnels exerçant la même activité - S'oppose à l'amendement n° 144 de M. Etienne Dailly saisie pour avis (extension de la déductibilité des cotisations aux primes versées dans le

cadre de contrats strictement individuels) - **Art. 23** (*possibilité de déduction du revenu net global d'une somme égale au montant de souscription à une création d'entreprise en cas de cessation de paiement de celle-ci*) (p. 585, 586) : accepte l'amendement n° 57 de la commission des finances saisie pour avis (extension du régime de l'assurance fiscale aux personnes qui acceptent d'apporter des nouveaux capitaux propres à une entreprise en situation difficile) - Son amendement n° 14 : extension du régime de l'assurance fiscale pour les souscriptions en numéraires effectuées directement au profit de sociétés d'exercice libéral ; retiré - **Art. 24** (*réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises*) (p. 588) : accepte l'amendement n° 58 de la commission des finances saisie pour avis (mise en place des clubs d'investissement, définition de la structure et élargissement de la réduction d'impôt aux souscriptions réalisées par leur intermédiaire) et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 74 de M. Philippe Marini (limitation à 50 du nombre de participants au cas où le club local d'investissement se constitue sous la forme d'une société civile) - (p. 590) ; accepte les amendements de la commission des finances saisie pour avis, n° 59 (aménagement des dispositions relatives à la société émettrice et au mécanisme de reprise de la réduction d'impôt applicable dans le cas où les titres sont cédés avant cinq ans) et n° 60 (appréciation du chiffre d'affaire hors taxe) - (p. 591) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 112 de M. Robert Laucourmet (extension du bénéfice de la réduction d'impôt aux titres acquis par les salariés dans le cadre d'une procédure de rachat d'une entreprise par ses salariés, RES) - **Art. 25** (*réduction d'impôt accordée aux adhérents de centres de gestion et d'associations agréés pour frais de comptabilité et d'adhésion*) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Robert Pagès (augmentation du montant maximal de la réduction accordée) - Son amendement n° 169 : maintien de cette réduction d'impôt pour la première année d'application de plein droit du régime réel normal ou simplifié d'imposition des bénéfices agricoles ; adopté - **Art. 26** (*réduction d'impôt pour dépenses de formation du chef d'entreprise individuelle*) (p. 593) : accepte l'amendement n° 61 de la commission des finances (prise en compte des dépenses de formation du conjoint collaborateur de l'exploitant et augmentation du plafond global des dépenses de formation susceptible d'ouvrir droit à la réduction d'impôt sur la période allant de 1994 à 1996) - **Après l'art. 26** (p. 594) : son amendement n° 15 : faculté ouverte aux entrepreneurs individuels d'opter pour l'impôt sur les sociétés ; retiré - (p. 595) : s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Alain Lambert (meilleure répartition de l'effort de formation entre les jeunes et les salariés en activité) - S'oppose à l'amendement n° 135 de M. Jean-Paul Hammann (extension de la réduction d'impôt aux dépenses de formation exposées au profit du conjoint non salarié collaborant à l'activité de l'entreprise) - **Art. 27** (*régime du forfait et régime super-simplifié d'imposition*) (p. 596) : demande le retrait de l'amendement n° 129 de M. Alain Pluchet (suppression du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article relatif à l'exclusion du forfait d'un certain nombre de sociétés) au profit de l'amendement n° 122 de M. Roland du Luart (exclusion du champ d'application de cet article des sociétés civiles d'exploitation agricole) qu'il accepte - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 179 du Gouvernement (limitation de ces dispositions aux seules sociétés agricoles soumises au régime du forfait) - (p. 597) : accepte l'amendement n° 172 du Gouvernement (mention des sociétés civiles de moyens) - **Après l'art. 27** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 110 de M. Robert Laucourmet (revalorisation des limites relatives au régime simplifié d'imposition) - **Art. 28** (*garanties accordées aux contribuables en matière de vérification*) (p. 598) : son amendement n° 175 : application des nouveaux plafonds aux contrôles engagés postérieurement à l'entrée en vigueur du texte ; adopté - **Après l'art. 28** : accepte l'amendement n° 62 de la commission des finances saisie pour avis (report d'imposition de la plus-value professionnelle constatée lors de la levée d'option d'achat d'un immeuble loué à une entreprise et acquis en crédit-bail par une société civile immobilière) - (p. 599) : estime que les amendements de M. Robert Laucourmet, n° 114 (possibilité donnée aux entreprises individuelles d'adhérer à un groupement de prévention agréé) et n° 115 (possibilité donnée aux centres de gestion d'avoir le statut de groupement de prévention agréé) devront être repris lors de l'examen du texte sur les entreprises en difficultés - **Art. 29** (*simplification des formalités*

*prescrites en matière sociale*) (p. 600, 601) : ses amendements, n° 16 rédactionnel, n° 17 : obligation renforcée de créer un guichet unique social ; et n° 18 de coordination ; adoptés - Accepte l'amendement rédactionnel n° 31 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - Son amendement n° 19 : possibilité d'intégrer les données de certains employeurs assujettis à des obligations spécifiques dans la déclaration unique seulement après un an ; retiré ; et, sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 150 de M. Xavier de Villepin - (p. 602) : son amendement n° 20 : possibilité pour les conventions qui détermineront les modalités de mise en oeuvre des procédures de déclaration sur support unique de prévoir des périodes d'expérimentation ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 165 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - (p. 603) : s'oppose à l'amendement de précision n° 89 de M. Robert Pagès - Son amendement n° 21 : contenu du décret d'application ; retiré - **Après l'art. 29** (p. 604) : son amendement n° 22 : rapport sur le bilan et l'extension de la simplification ; réservé jusqu'à la fin de l'examen des articles - **Art. 30** (*harmonisation des règles d'assiette pour le calcul des cotisations sociales des travailleurs indépendants et de la contribution sociale généralisée*) (p. 605) : accepte l'amendement de coordination n° 34 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - (p. 606) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 153 du Gouvernement (appel prévisionnel de cotisations sur la base du revenu de l'avant-dernière année) et pour les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis, n° 35 (calcul des cotisations sur les bases de l'avant-dernière année) et n° 36 de conséquence - (p. 607) : accepte l'amendement n° 37 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (calcul des cotisations dans la limite d'un ou plusieurs plafonds) - **Après l'art. 31** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 155 du Gouvernement - **Avant l'art. 32** (p. 608) : son amendement n° 27 : exonération des cotisations d'allocations familiales pour les travailleurs non salariés ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 32** (*exonération partielle des cotisations d'assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés non agricoles créant ou reprenant une entreprise*) (p. 610) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 90 de M. Robert Pagès (réduction du délai d'exonération de cotisations sociales) et accepte les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis, n° 42 (harmonisation des dispositions relatives aux chômeurs créateurs d'entreprises individuelles et aux créateurs reprenant une activité) et n° 43 de coordination - **Art. 33 bis** (*extension de la possibilité de rachat des trimestres non validés aux régimes complémentaires*) (p. 613) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de cohérence n° 156 du Gouvernement - **Art. 34** (*amélioration du statut de conjoint collaborateur*) : accepte l'amendement n° 157 du Gouvernement (extension aux conjoints collaborateurs des professionnels libéraux) - **Art. 34 bis** (*contrats d'assurance de groupe des non salariés non agricoles*) (p. 614) : son amendement n° 23 : possibilité donnée à un groupement comportant un nombre minimum de personnes d'adhérer à une assurance de groupe ; adopté - (p. 615) : ses amendements, n° 164 rédactionnel, et n° 25 : versement en capital en cas d'invalidité ou de liquidation judiciaire ; adoptés - (p. 616) : son amendement de coordination n° 26 ; retiré - S'oppose à l'amendement de suppression n° 91 de M. Robert Pagès - Demande le retrait des amendements, n° 117 de M. Robert Laucourmet (nature des organisations représentatives), de M. Jean-Paul Hammann, n° 138 (liberté de choix des membres des secteurs professionnels visés) et n° 139 (extension du bénéfice des contrats d'assurance de groupe aux corporations), n° 126 de M. Alain Lambert (protection des régimes de retraite), n° 146 de M. Etienne Dailly (extension aux contrats d'assurance individuelle) - Sur son amendement n° 25, accepte le sous-amendement n° 181 du Gouvernement - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 51 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (problème de la régularité du versement des cotisations des travailleurs indépendants) - Accepte l'amendement n° 147 de M. Etienne Dailly (exonération de la taxe d'assurance des contrats souscrits en vue de garantir le versement des prestations visées quel que soit l'organisme assureur) et n° 173 de coordination du Gouvernement - **Après l'art. 34 bis** (p. 621) : accepte l'amendement n° 148 de M. Etienne Dailly modifié par le sous-amendement n° 180 du Gouvernement (soumission à la loi Evin des

caisses de non salariés mettant en place des régimes facultatifs de prévoyance) - Son amendement n° 163 : affectation des excédents des caisses gérant les fonds destinés à financer les formations des jeunes ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 184 de M. Alain Lambert - **Art. 35 (destinataires du relevé des contrats de travail temporaire)** (p. 623) : s'oppose aux amendements, n° 118 de M. Robert Laucournet (suppression de l'allègement et de la simplification de certaines formalités administratives pesant sur les entreprises de travail temporaire) et n° 92 de M. Robert Pagès (maintien de l'obligation faite aux entreprises de travail temporaire de fournir des justificatifs de paiement des charges) - **Art. 35 bis (suppression du livre de paie)** (p. 624) : accepte les amendements identiques de suppression n° 53 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, n° 93 de M. Robert Pagès et n° 119 de M. Robert Laucournet - **Art. 36 (suppression de la communication à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, des offres d'emploi lors de leur parution dans la presse)** (p. 625) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 94 de M. Robert Pagès - **Art. 37 (suppression de l'avis du comité d'entreprise sur les augmentations de prix)** : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 95 de M. Robert Pagès et n° 120 de M. Robert Laucournet - **Art. 38 (protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel)** (p. 628) : son amendement n° 28 : formalités relatives à la prise de sûreté et indication par le banquier du montant de la garantie réclamée ; adopté - (p. 630) : son amendement rédactionnel n° 29 ; adopté - (p. 630, 631) : à titre personnel, s'oppose à la première partie de l'amendement n° 149 de M. Etienne Dailly (1°) suppression des paragraphes I, III et IV) et accepte la deuxième partie de cet amendement (2°) amélioration de l'information des cautions) - S'oppose à l'amendement n° 127 de M. Alain Lambert (suppression du paragraphe I portant sur l'obligation d'information précontractuelle à la charge de l'établissement de crédit) - Accepte l'amendement n° 28 de la commission modifié par le sous-amendement n° 158 du Gouvernement saisie pour avis (formalités relatives à la prise de sûreté et indication par le banquier du montant de la garantie réclamée) - Demande le retrait de l'amendement n° 69 de la commission des lois saisie pour avis (formalités relatives à la prise de sûreté) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 160 du Gouvernement (garanties accordées au titre d'un contrat de cautionnement d'une dette professionnelle et harmonisation de la définition des dettes et des créances personnelles) - Accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis, n° 70 (obligation de faire figurer un montant global) et n° 100 rédactionnel - S'oppose à l'amendement n° 128 de M. Alain Lambert (suppression du paragraphe III relatif au cas où il y a poursuite sur les biens de l'entrepreneur) - *A titre personnel*, accepte l'amendement n° 151 du Gouvernement (prise en compte de la nécessité de protéger le patrimoine professionnel) - Demande le retrait de l'amendement rédactionnel n° 71 de la commission des lois saisie pour avis au profit de l'amendement rédactionnel n° 29 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 130 de M. Alain Pluchet (possibilité pour le créancier de bénéficier d'une mesure conservatoire sur ses biens personnels) - Accepte les amendements du Gouvernement, n° 162 et n° 183 (précisions relatives aux dates d'entrée en vigueur prévues) - **Après l'art. 38** (p. 633) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Robert Pagès (mise à la disposition des entreprises individuelles d'une ligne prioritaire de financement par le réseau des caisses d'épargne) - **Art. 39 (développement de l'initiative économique et reprise des immobilisations incorporelles ou corporelles des entreprises)** (p. 634) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 98 de M. Robert Pagès - **Art. 40 (institution d'une présomption d'activité indépendante exercée hors de tout contrat de travail)** (p. 635) : accepte l'amendement n° 54 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (présomption d'absence de contrat de travail) - S'oppose à l'amendement n° 121 de M. Robert Laucournet (suppression de la notion de subordination permanente) - (p. 636) : accepte l'amendement n° 185 du Gouvernement (caractère juridique du lien de subordination) - **Art. 31 (précédemment réservé p. 607) (limitation des possibilités de requalification en contrat de travail du contrat liant un entrepreneur individuel à un donneur d'ouvrages)** (p. 638) : accepte l'amendement de coordination n° 38 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Jean-Paul Hammann (relations entre les URSSAF et les caisses primaires d'assurance maladie) - **Après**

**l'art. 40** : accepte l'amendement de cohérence n° 56 de la commission des affaires sociales saisie pour avis - **Après l'art. 29 (suite)** (p. 639) : son amendement n° 22 ; adopté (précédemment réservé p. 603) - **Après l'art. 40 (suite)** (p. 640) : son amendement n° 30 : rapport du Gouvernement sur l'aménagement du territoire et les incitations fiscales et sociales à l'implantation des entreprises ; retiré - (p. 641) : demande le retrait de l'amendement n° 140 de M. Philippe Richert (ouverture aux membres des professions libérales du régime de la « faillite commerciale ») - Proposition de loi relative aux entreprises en difficulté - Son amendement n° 167 : statut indépendant des vendeurs à domicile ; adopté - **Art. 16 (suite)** (p. 642) : son amendement n° 182 : simplification des formalités d'immatriculation au registre du commerce pour les petites entreprises et protection des bailleurs et copropriétaires ; adopté - **Avant le titre I<sup>er</sup> (précédemment réservé ; le 26 janvier 1994 p. 536)** : son amendement n° 1 : identification de l'entreprise individuelle ; retiré - - **Sur l'ensemble** (p. 644) : qualité du travail accompli en commun.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 276 (93-94)]* - (27 janvier 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 688, 689) : simplification de formalités administratives et de la vie sociale des entreprises - Nombre maximum des membres du conseil de surveillance de la société anonyme - Relais comptable et fiscal - Fonds de formation professionnelle en alternance - Patrimoine de l'entreprise individuelle - **Art. 4** (p. 697) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)]** - (6 avril 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 742, 743) : multiplication des faillites ; fragilité des entreprises jeunes - Créanciers privilégiés - Crédit interentreprises - Lois du 1<sup>er</sup> mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises et du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises - Procédures d'alerte et de prévention ; demande l'information obligatoire du tribunal de commerce par le Trésor public et les organismes sociaux pour tout retard de paiement atteignant trois mois - Créanciers chirographaires - (p. 744) : récupération des créances : dénonce la priorité des banques sur les fournisseurs, générant des défaillances en série - Moralisation des plans de cessions - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> bis** (p. 758, 759) ; son amendement n° 1 : information du président du tribunal par le Trésor et les organismes sociaux ; retiré - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 762) : au nom de la commission saisie pour avis, se déclare favorable à l'amendement n° 10 de la commission (information du président du tribunal par le Trésor et les organismes de sécurité sociale : réduction du seuil du montant des créances et des délais d'inscription) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> bis** (p. 765) : son amendement n° 2 : faculté d'adhésion des entreprises individuelles à un groupement de gestion agréé ; retiré - (p. 767) : groupements de prévention agréés.

**Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - Rapporteur pour avis - **Après l'art. 3** (p. 792) : se déclare opposé à l'amendement n° 20 de la commission (relèvement du capital minimal des sociétés commerciales) - (p. 796) : PMI, PME - **Art. 9 (désignation des contrôleurs)** (p. 820) : son amendement n° 4 : réduction du nombre des contrôleurs ; retiré au profit de l'amendement n° 26 de la commission (nouvelle rédaction prévoyant notamment la représentation des créanciers chirographaires) - (p. 821, 823) : son amendement n° 5 : possibilité pour le contrôleur de se faire représenter par l'un de ses salariés ; adopté - Défense des droits des fournisseurs - **Art. 15 (vente d'un bien grevé de sûretés)** (p. 830, 831) : accepte l'amendement de suppression n° 193 du Gouvernement - Créanciers : privilèges des banques sur les fournisseurs - Délibérations de la commission des affaires économiques - **Art. 16 (résiliation des contrats en cours)** (p. 833) : son amendement n° 6 : obligation de moyens de l'administrateur ; retiré au profit de l'amendement n° 33 de la commission sur le même objet.

**Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - Rapporteur pour avis - **Art. 23 (inopposabilité de la forclusion)** (p. 856, 857) : son amendement n° 8 : extension à l'ensemble des créanciers, lorsqu'ils n'ont pas été avisés personnellement ; adopté après modification par le sous-amendement n° 196 du Gouvernement - **Art. 24 (sort des cautions)** (p. 861) : se déclare opposé à l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du

plein effet des cautions, accompagné éventuellement de délais de paiement) et favorable à l'amendement n° 197 du Gouvernement (nouvelle rédaction sauvegardant les droits des créanciers) - **Après l'art. 27** (p. 868) : son amendement n° 9 : fixation d'un délai de franchise pour le paiement des créanciers ; adopté - **Art. 39 bis** (*dispense de revendication*) (p. 877) : intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (extension de la dispense de revendication aux contrats de crédit-bail publiés) - **Art. 40** (*revendication de matériels ou d'outillage*) (p. 879) : sur l'amendement n° 64 de la commission (nouvelle rédaction), se déclare favorable au sous-amendement n° 198 du Gouvernement (biens fongibles) - **Rappel au règlement** (p. 902) : regrette le report de la discussion des articles 15, 17 et 36.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 413 (93-94)] - (26 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1936) : vote des conclusions de la CMP par le groupe du RPR.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes** [n° 424 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (24 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3018) : vote de ce projet de loi par le groupe du RPR.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** [n° 543 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (7 juillet 1994) - **Art. 13** (*interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche des manifestations ; fouille préventive des véhicules*) (p. 3692) : avis favorable sur cet article.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 585 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 594 et n° 586) (p. 4426, 4427) : crise de la justice - Délais de jugement - Organisation des juridictions et de la procédure civile, pénale et administrative - Problèmes financiers - Greffiers - Juges de paix - (p. 4428) : insuffisance du nombre de magistrats et nécessité de revaloriser cette profession - Classement sans suite et composition pénale.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice** [n° 586 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4426, 4428).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** [n° 594 (93-94)] - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet n° 585 (p. 4426, 4428).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 19 ter** (*schéma départemental d'urbanisme commercial*) (p. 5260) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 114 de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (28 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (p. 6311, 6312) : artisanat - Développement de l'apprentissage et des formations complémentaires - Commerce de proximité - Urbanisme commercial - Rapport entre producteurs et distributeurs - Affacturage - Chambres de métiers et chambres de commerce et d'industrie - Emet un avis favorable à l'adoption des crédits de l'artisanat et du commerce - **Examen des crédits** - **Après l'art. 55** (p. 6329) : sur l'amendement n° II-14 du Gouvernement (réforme de la taxe sur les grandes surfaces), son sous-amendement n° II-22 ; adopté.

**Jeunesse et sports** - (4 décembre 1994) (p. 6708, 6709) : rôle du sport en matière d'éducation et de lutte contre l'exclusion - Fonds national de développement du sport, FNDS - Grandes manifestations sportives - Taxes sur la Française des jeux - Emplois - Politique en faveur de la jeunesse - Collectivités territoriales - Associations - Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 174 (94-95)] - (21 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*intégration de médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France*) (p. 7927) : absence de mesures d'égalité - Se déclare opposé à l'article 1<sup>er</sup>.

**ROCCA SERRA (Jacques)**, sénateur des Bouches-du-Rhône (rattaché administrativement au groupe S ; puis rattaché administrativement au groupe du RDE ; puis membre de ce groupe).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre suppléant du Conseil national des transports.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur l'exemple que constitue, pour la liaison Rhin-Rhône et les voies navigables françaises, l'achèvement de l'axe fluvial à gabarit européen Rhin-Main-Danube [n° 590 (93-94)] (6 juillet 1994) - **Transports**.

*Proposition de loi* tendant à renforcer la limitation du cumul des fonctions pour les titulaires de mandats locaux [n° 91 (94-95)] (28 novembre 1994) - **Elus locaux**.

*Proposition de loi* tendant à l'abrogation des dispositions relatives au plafonnement des indemnités des élus locaux [n° 92 (94-95)] (28 novembre 1994) - **Elus locaux**.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à limiter le cumul des fonctions ministérielles avec l'exercice de plus d'un mandat électif local et prohibant l'exercice de toute fonction au sein des partis politiques [n° 93 (94-95)] (28 novembre 1994) - **Partis et groupements politiques**.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à permettre à un ministre de retrouver son siège de parlementaire lorsqu'il cesse ses fonctions [n° 94 (94-95)] (28 novembre 1994) - **Vie politique et sociale**.

*Proposition de loi organique* tendant à limiter le cumul d'un mandat de parlementaire avec un seul autre mandat, quel qu'il soit et ce dans la même région [n° 95 (94-95)] (28 novembre 1994) - **Parlement**.

*Proposition de loi organique* tendant à interdire aux parlementaires d'effectuer des missions dans le département de leur circonscription [n° 96 (94-95)] (28 novembre 1994) - **Parlement**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer l'obligation d'honorer le dernier mandat sollicité [n° 97 (94-95)] (28 novembre 1994) - **Elections**.

*Proposition de loi organique* tendant à l'abrogation des dispositions relatives au plafonnement des indemnités parlementaires [n° 98 (94-95)] (28 novembre 1994) - **Parlement**.

**ROCCA SERRA (Louis-Ferdinand de)**, sénateur de la Corse-du-Sud (NI puis RI).

remplace le 22 février 1994 M. Charles Ornano, décédé (JO Lois et décrets du 22 février 1994).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 13 avril 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse** [n° 560 (93-94)] - (11 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3849,

3851) : effort financier de l'Etat - Programme d'options spécifiques liées à l'éloignement et à l'insularité, POSEI - Régime particulier de la TVA - Union européenne - Application du droit successoral en Corse - Taxe supplémentaire sur les fournitures d'électricité - Caractère positif des mesures proposées dans ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (*exonération de taxe professionnelle*) (p. 3855) : son amendement n° 24 : modalités de calcul de la compensation fiscale versée aux groupements de communes à la suite de l'exonération de taxe professionnelle ; retiré - **Art. 6** (*institution facultative de la taxe d'électricité par la collectivité territoriale de Corse*) (p. 3863) : disposition dangereuse et injuste - Pénalisation des consommateurs de l'île.

*Deuxième lecture* [n° 15 (94-95)] - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5622, 5623) : excellent travail accompli à l'Assemblée nationale - Instauration d'un véritable droit spécifique corse - Suppression de la taxe sur l'électricité - Programme spécifique à l'éloignement et à l'insularité, POSEI-COR - Avis favorable sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) (p. 6288) : souscrit pleinement à ce projet de budget - Rôle moteur de la France dans l'Europe spatiale - Politique spatiale française.

**RODI (Nelly)**, sénateur des Yvelines (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (23 juin 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales** - *Deuxième lecture* [n° 428 (93-94)] - (13 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2468) : comité des finances locales - Modernisation des règles comptables communales et amélioration de la sécurité des finances locales - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse** [n° 560 (93-94)] - (11 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3868) : autonomie fiscale de la Corse - Allègement des charges des entreprises - Garanties des ressources des collectivités locales - Réduction de la taxe professionnelle - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** - *Deuxième lecture* [n° 105 (94-95)] - (14 décembre 1994) - **Art. 6** (*schéma régional d'aménagement et de développement du territoire*) - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (orientations fondamentales en matière d'aménagement du territoire)** (p. 7486) : soutient l'amendement n° 93 de M. Bernard Charles Hugo (association à l'élaboration du schéma régional des deux communes les plus peuplées du département).

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 20 ter (fonds national de péréquation)** (p. 7619) : soutient l'amendement n° 13 de M. Alain Pluchet (exclusion du champ d'application de cet article des collectivités locales dont les bases de taxe professionnelle ont peu évolué en 1994).

**ROGER (Jean)**, sénateur du Tarn-et-Garonne (RDE).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(*JO Débats* du 15 avril 1994) (p. 1109) - Ministère : Agriculture - *Marché communautaire de l'ail* - **Union européenne**.

#### INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2445, 2446) : installation des jeunes agriculteurs ; droits à produire et droits à primes - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Préférence communautaire - Elargissement de la CEE - Négociations du GATT.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4774, 4776) : finances locales - DGF - Projet de réforme et de péréquation de la taxe professionnelle - Défense de l'agriculture française - Lutte contre l'exode rural - Logement en zone rurale - Tourisme.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 5** (*coordination*) (p. 4889) : son amendement n° 539 : code de l'urbanisme ; autorisation de construction sur les terres familiales déjà viabilisées pour les ayants droit, non exploitants, de propriétaires agricoles ; rejeté - (p. 4892) : POS ; communes rurales.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Avant l'art. 19 ter** (p. 5254, 5255) : son amendement n° 542 : critère de définition des bourgs-centres retenus pour l'attribution de la première part de la dotation de solidarité rurale ; retiré.

**ROHAN (Josselin de)**, sénateur du Morbihan (président du groupe RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire du Conseil supérieur du cheval.

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Ports maritimes** - [n° 81 (94-95)] tome 13 (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 146 (*JO Débats* du 6 octobre 1994) (p. 4088) - Ministère : Intérieur - *Zones retenues pour l'attribution de la prime majeure à l'aménagement du territoire dans le département du Morbihan* - (Réponse : *JO Débats* du 22 octobre 1994) (p. 4616) - **Aménagement du territoire**.

#### INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport supplémentaire de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 41, 93-94) de M. Marcel Lucotte, séna-

teur, et plusieurs de ses collègues **tendant à modifier l'article 49, alinéa 6 du Règlement du Sénat** [n° 185 (93-94)] - (4 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1402, 1403) : historique de la réglementation du temps de parole sur les amendements parlementaires - Utilisation abusive du droit d'amendement - Rationalisation du règlement du Sénat - Au nom du groupe du RPR, se déclare favorable à cette proposition de résolution.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement** [n° 462 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 3 (réforme des enquêtes publiques)** (p. 4198) : son amendement n° 137, soutenu par M. Emmanuel Hamel : présidence de la commission chargée de la liste d'aptitude ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Avant l'art. 29** (p. 5374) : son amendement n° 162 : respect des limites des syndicats de communes dans la définition des zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5872, 5876) : reprise de l'économie - Contexte international - Investissements des entreprises - Données chiffrées - Déficit budgétaire - Fiscalité - Concours aux collectivités territoriales - Politique de l'emploi - Formation professionnelle - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de budget.

*Deuxième partie :*

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) - **Examen des crédits - Art. 61 (aide personnalisée au logement)** (p. 6515) : son amendement n° II-26, soutenu par M. Joseph Ostermann : allongement à un an du délai de rappel de droit des allocataires de l'aide personnelle qui ont déposé tardivement leur dossier ; devenu sans objet.

**Équipement, transports et tourisme - IV - Mer** - (3 décembre 1994) - Rapporteur pour avis pour les ports maritimes (p. 6643, 6645) : place stratégique des ports dans l'aménagement du territoire - Elaboration d'un schéma directeur pour les ports maritimes - Achèvement de la liaison Rhin-Rhône - Application de la réforme de la manutention - Concurrence des ports de l'Europe du Nord - Renforcement de la sécurité maritime - Réforme de la domanialité publique - Avis favorable de la commission des affaires économiques sur les crédits des ports maritimes.

**Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme** - (3 décembre 1994) (p. 6662, 6663) : rôle des collectivités locales dans la réussite touristique française - Tourisme rural - Aménagement du territoire - Organisation des vacances d'été par zones géographiques.

*Vote sur l'ensemble :*

(10 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7260, 7261) : approbation des priorités de modération et de réorientation de la dépense publique - Politique efficace en faveur de l'emploi - Evolution du déficit budgétaire - Engagements pris par le Gouvernement - Dialogue entre Gouvernement et Parlement - Lutte contre le chômage et les exclusions - (p. 7262, 7263) : prélèvements publics - Déficit du régime général de protection sociale - Mesures en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord - Remerciements - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de budget.

**ROMANI (Roger)**, ministre délégué aux relations avec le Sénat, chargé des rapatriés.

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Christian Bonnet : **Pêche** (*Situation de la pêche artisanale*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1107).

de M. Jean Roger : **Union européenne** (*Marché communautaire de l'ail*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1109).

de M. Charles Metzinger : **Politique énergétique** (*Place du charbon dans la politique énergétique de la France*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1111).

de M. Jean Bernadaux : **Routes** (*Réhabilitation de la RN43 dans le département de Meurthe-et-Moselle*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1113).

de M. Simon Loueckhote : **Rapatriés** (*Rapatriés des Nouvelles-Hébrides et d'Indochine installés en Nouvelle-Calédonie*) (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1116).

de Mme Paulette Brisepierre : **Français de l'étranger** (*Dévaluation du franc CFA*) (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1750).

de M. Jean-Pierre Cantegrit : **Français de l'étranger** (*Conseil supérieur des Français de l'étranger*) (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2641).

de M. Jean-Pierre Demerliat : **Questions parlementaires** (*Différences de traitement dans les réponses aux questions écrites*) (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2644).

de Mme Danielle Bidard-Reydet : **Politique extérieure** (*Situation en Algérie*) (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2645).

de M. Alain Dufaut : **Sécurité publique** (*Sécurité en été dans les zones touristiques du Sud*) (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2656).

de M. Jacques Machet : **Infirmiers et infirmières** (*Prime « Veil »*) (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4275).

de M. Marcel Bony : **Aménagement du territoire** (*Transfert d'emplois d'entreprises privées vers la région parisienne*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5746).

*Réponses aux questions orales sans débat :*

n° 93 de M. Jean-Jacques Robert : **Aviation civile** (*Renforcement des dessertes aériennes avec les capitales européennes à partir de l'aéroport d'Orly*) (JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1211).

n° 102 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Handicapés (travail et reclassement)** (*Difficultés financières des centres d'aide par le travail*) (JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1207).

n° 105 de Mme Hélène Luc : **Transports** (*Projet d'implantation d'une plate-forme d'échange fret multimodale à Vatry (Marne)*) (JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1528).

n° 106 de Mme Hélène Luc : **Etablissements scolaires** (*Financement des travaux de sécurité dans les établissements scolaires*) (JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1529).

n° 116 de M. Roland Courteau : **Viticulture** (*Réforme de l'organisation commune du marché du vin (OCM)*) (JO Débats du 28 mai 1994) (p. 1951).

n° 117 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Electricité de France (EDF)** (*Politique d'EDF en matière de maintenance des centrales nucléaires*) (JO Débats du 28 mai 1994) (p. 1947).

n° 118 de M. Roland Courteau : **Viticulture** (*Financement des actions concertées de restructuration du vignoble dans le département de l'Aude*) (JO Débats du 28 mai 1994) (p. 1953).

n° 109 de Mme Hélène Luc : **Apprentissage** (*Amélioration des conditions de déroulement et du contenu de l'apprentissage*) (JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1538).

n° 110 de Mme Hélène Luc : **Apprentissage** (*Renforcement des effectifs d'inspecteurs de l'apprentissage*) (JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1531).

n° 115 de M. René-Pierre Signé : **Enseignement technique et professionnel** (*Lycée professionnel de Château-Chinon*) (JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1533).

n° 122 de M. Roland Courteau : **Transports ferroviaires** (*Inscription de la liaison ferroviaire Montpellier-Perpignan dans la cadre de l'initiative européenne de croissance*) (JO Débats du 28 mai 1994) (p. 1949).



n° 120 de M. Bernard Dussaut : **Hôpitaux** (*Projet de restructuration de l'hôpital de La Réole (Gironde)*) (JO Débats du 4 juin 1994) (p. 2197).

n° 123 de M. Roger Lise : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Conditions de fonctionnement de la justice en Martinique*) (JO Débats du 4 juin 1994) (p. 2198).

n° 128 de M. Marcel Bony : **Handicapés (établissements spécialisés et soins)** (*Financement du maintien des jeunes adultes handicapés dans les établissements d'éducation spéciale*) (JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2683).

n° 129 de M. Gérard Larcher : **Electricité de France (EDF)** (*Création d'un poste de transformation électrique « Bagot » dans le département des Yvelines*) (JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2687).

n° 130 de M. Gérard Larcher : **Centres d'aide par le travail (CAT)** (*Recrutement des personnels des centres d'aide par le travail*) (JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2685).

n° 133 de M. Roland Courteau : **Catastrophes naturelles** (*Financement des travaux de protection contre les inondations sur l'Aude*) (JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2688).

n° 134 de M. Gérard Larcher : **Entreprises** (*Situation des entreprises d'insertion*) (JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2686).

n° 152 de M. André Pourny : **Elevage** (*Protection des élevages avicoles de Bresse*) (JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4997).

n° 155 de M. Paul Masson : **Gendarmerie** (*Installation d'un peloton spécial d'intervention de la gendarmerie à Pithiviers (Loiret)*) (JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4987).

n° 156 de M. Xavier de Villepin : **Français de l'étranger** (*Régime indemnitaire des personnels en poste à l'étranger*) (JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4985).

n° 157 de M. Joseph Ostermann : **Justice** (*Création d'un poste de juge des enfants au tribunal de grande instance de Saverne (Bas-Rhin)*) (JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4986).

n° 158 de Mme Hélène Luc : **Assurances** (*Privatisation de la Caisse nationale de prévoyance*) (JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4995).

n° 160 de Mme Danielle Bidard-Reydet : **Universités** (*Conditions de la rentrée universitaire*) (JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4999).

n° 161 de M. René-Pierre Signé : **Départements** (*Difficultés financières des départements*) (JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5815).

n° 162 de M. René-Pierre Signé : **Enseignement** (*Financement des comités de liaison des associations complémentaires de l'enseignement public*) (JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5813).

n° 166 de M. Roland Courteau : **Aménagement du territoire** (*Aménagement du carrefour de la RN 213 et accès vers les Hauts-de-Narbonne (Aude)*) (JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5816).

n° 168 de M. Lucien Lanier : **Trains à grande vitesse (TGV)** (*« Coulée verte » de l'interconnexion des TGV dans le Val-de-Marne*) (JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5817).

n° 169 de M. Roger Lise : **Marine marchande** (*Conditions de délivrance des titres de formation professionnelle maritime*) (JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5818).

n° 170 de M. Roger Lise : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Difficultés rencontrées par les radios et télévisions locales privées dans les départements d'outre-mer*) (JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5820).

n° 171 de M. Marcel Bony : **Education nationale** (ministère de l') (*Statut des personnels de direction de l'éducation nationale*) (JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5814).

les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 217 (93-94)] - (12 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*application du principe d'unicité du vote aux français de l'étranger ayant choisi d'exercer leur droit de vote aux élections européennes de leur Etat de résidence*) (p. 25) : accepte l'amendement de suppression n° 1 de la commission - **Art. 2** (*identité du régime de participation aux scrutins européens entre les électeurs français et les autres citoyens de l'Union exerçant leur droit de vote en France*) (p. 27) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (conditions de participation à l'élection des représentants de la France au Parlement européen) et s'oppose au sous-amendement n° 22 de M. Guy Allouche (application de l'article L. 11 du code électoral) - **Art. 3** (*insertion dans la loi du 7 juillet 1977 précitée d'un chapitre 1<sup>er</sup> bis relatif aux listes électorales complémentaires*) - **Art. 2-2 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 (faculté de s'inscrire sur une liste électorale complémentaire)** (p. 28) : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - **Art. 2-3 de la loi précitée (établissement des listes électorales complémentaires)** (p. 29) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (droit de vote d'un étranger en France lié au fait qu'il y ait une attache) - Notion de résidence, au sens du code électoral - (p. 31) : difficultés de préjuger du contenu de la directive européenne sur les élections municipales - Cas des étrangers en déplacement - **Art. 2-4 de la loi précitée (déclaration à fournir à l'appui d'une demande d'inscription sur une liste électorale complémentaire)** (p. 33) : accepte les amendements rédactionnels n° 5 et n° 6 de la commission ainsi que son amendement n° 7 (distinction des conditions exigées dans cet article) - **Art. 2-7 de la loi précitée (dispositions pénales réprimant les infractions relatives aux listes électorales complémentaires)** : accepte l'amendement de forme n° 8 de la commission - **Après l'art. 2-7 de la loi précitée** (p. 34) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (sanctions pénales) ainsi que le sous-amendement n° 20 de M. Guy Allouche (sanction en cas d'inscription multiple pour voter plus d'une fois lors du même scrutin) - **Art. 4 (éligibilité aux élections européennes en France des ressortissants d'un autre Etat de l'Union)** (p. 34) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (éligibilité des citoyens communautaires aux élections européennes) - **Art. 5 (interdiction des doubles candidatures et déchéance du mandat)** (p. 35) : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - **Art. 6 (règles de présentation des candidatures des citoyens de l'Union ressortissants d'un autre Etat membre que la France)** (p. 38) : accepte les amendements rédactionnels n° 12, n° 13, n° 14 et n° 15, de la commission - **Avant l'art. 7** : accepte l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'architecture du projet de loi) - **Art. 8 (délais transitoires d'inscription sur les listes électorales complémentaires en vue des élections européennes de juin 1994)** : accepte l'amendement n° 17 de la commission (participation à l'élection de juin 1994 des étrangers communautaires qui ont déposé leur demande en temps utile) - **Intitulé** : accepte l'amendement n° 18 de la commission (projet de loi modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, pour la mise en oeuvre de l'article 8 B, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne dans le cadre de la directive du Conseil des Communautés européennes, sur l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen par les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants) et s'oppose au sous-amendement n° 21 de M. Guy Allouche.

*Deuxième lecture* [n° 257 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Intitulé du projet de loi** (p. 499) : accepte l'amendement de conséquence n° 4 de la commission,

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93-81/Euratom, CECA, CEE, modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76-787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 [n° 261 (93-94)]** - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 654, 656) : répartition des sièges - Conséquences de la réunification allemande - Construction du nouvel hémicycle - Rôle de Strasbourg - (p. 660, 661) : élargissement de la Communauté - Critères démographiques - Choix de Strasbourg pour le siège du Parlement.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant**

– **Projet de loi portant autorisation de la prolongation de la durée de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986** [n° 265 (93-94)] - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 666) : complexité de cette liaison - Infrastructures - Plan de financement - (p. 667, 668) : aménagements d'infrastructures - Liaisons ferroviaires.

– **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes (ensemble un procès-verbal)** [n° 266 (93-94)] - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 669, 670) : accroissement des demandes d'asile au sein de l'Union européenne - Responsabilité des Etats - Echange d'informations - Différentes catégories de titres ou de visas - Conventions de Dublin et de Schengen - (p. 672, 673) : révision constitutionnelle.

– **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 275 (93-94)] - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 683) : définition de la condition de résidence en France - Droit d'éligibilité des étrangers communautaires - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le texte adopté par la CMP - (p. 685, 686) : propos tenus par le ministre de l'intérieur devant l'Assemblée nationale - Electorat - Notion de résidence - Eligibilité - **Sur l'ensemble** (p. 687) : article 55 de la Constitution.

– **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Charles Ornano, sénateur de Corse-du-Sud** (12 avril 1994) (p. 936).

– **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international (ensemble une annexe) faite à Washington le 26 octobre 1973** [n° 165 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 166) - (p. 1118, 1119) : testament international - Conférence de Washington - Intérêt de ces dispositions pour les agents diplomatiques et consulaires français.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement de la convention établissant l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques « EUMETSAT »** [n° 178 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1121, 1122).

– **Projet de loi autorisant l'approbation du Protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance** [n° 160 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1123).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 285 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1124) : activité des entreprises françaises au Chili - Protection des investissements - Renforcement des rapports bilatéraux - **Sur l'ensemble** (p. 1126) : non application de cette présente convention aux territoires de la Polynésie française - Maintien du droit de séjour des ressortissants chiliens en France.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt-Nam en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° 167 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1129, 1130) : ouverture du Viêt-Nam aux capitaux et aux investissements étrangers - Soutien de la France - **Sur l'ensemble** (p. 1131) : consultation des assemblées territoriales des territoires et départements d'outre-mer en cas d'extention de la présente convention.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouver-**

**nement de la République socialiste du Viêt-Nam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interparlementaire)** [n° 284 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1127, 1128) : présence des investisseurs français au Viêt-Nam - Tourisme - Ouverture de l'économie vietnamienne - Assouplissement de la législation relative aux investissements étrangers.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° 164 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1131, 1132) : développement des relations bilatérales - Etablissement d'un cadre juridique stable - **Sur l'ensemble** (p. 1133) : absence de conséquences de ces dispositions sur la pêche française - Précisions concernant le champ d'application de l'article 3 de ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, portant interprétation de la convention fiscale du 4 décembre 1990 en vue d'éviter les doubles impositions** [n° 177 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1133) : développement des activités françaises dans ce pays du Golfe - Encouragement des investissements - **Sur l'ensemble** (p. 1134) : définition par le ministère des affaires étrangères du champ d'application de cette convention.

– **Projet de loi pris en application de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international, faite à Washington le 26 octobre 1973, et désignant les personnes habilitées à instrumenter en matière de testaments internationaux** [n° 166 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 165) - Voir intervention sous le projet n° 165 (p. 1118, 1119).

– **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations** [n° 159 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 158) (p. 1135, 1136) : pays candidats à l'entrée dans l'Union européenne - Renforcement des échanges bilatéraux - Amélioration des échanges économiques.

– **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° 158 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 159) : voir intervention sous le projet n° 159 (p. 1135, 1136).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Bahrein en vue d'éviter les doubles impositions** [n° 176 (93-94)] - (14 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1134) : développement des relations commerciales - Etablissement d'un dispositif évitant les doubles impositions - **Sur l'ensemble** (p. 1135) : intérêt de cette convention pour la France - Place de la Polynésie française dans le champ d'application de ces dispositions.

– **Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle** [n° 308 (93-94)] - (21 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1191, 1192) : publicité foncière - Droit au livre foncier - Service dépendant du ministère de la justice - Informatisation - Création d'un groupement d'intérêt public - Financement du projet - (p. 1197) : extension du droit d'enregistrement.

– **Projet de loi relatif à la partie législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières** [n° 300 (93-94)] - (27 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi organique n° 301 (93-94)) (p. 1266, 1268) : présentation des deux projets de loi - Article 14 de la Constitution : mesures statutaires relatives aux territoires d'outre-mer - Présentation et contenu du code - Dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes - Préci-

sions apportées aux textes originels - Chambre territoriale des comptes - Intérêt du code des juridictions financières - **Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées (Partie législative du code des juridictions financières)** (p. 1300 à 1324) : ses 19 amendements n° 86 à n° 105, de précision, de cohérence, rédactionnels ou portant articles additionnels, à l'article du code des juridictions financières L. 131-2, après les articles L. 131-12, L. 135-3, à l'article L. 241-3, après l'article L. 241-12, à l'article L. 251-14, après l'article L. 282-3, ou supprimant les articles L. 140-9, L. 282-47 et L. 282-50 à L. 282-55 ; adoptés ; accepte les 82 amendements de la commission de précision, de cohérence, de rectification d'erreurs matérielles, d'amélioration rédactionnelle, de réparation d'oublis, portant divisions ou articles additionnels ou de suppression - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 1324) : accepte l'amendement n° 80 de la commission (alinéa non codifié de l'article 87 de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions) - **Art. 2 (aménagement du statut de la Polynésie française)** (p. 1325) : accepte l'amendement de conséquence n° 81 de la commission - **Art. 4 (aménagement du statut de la Nouvelle-Calédonie)** (p. 1326) : accepte les amendements de conséquence de la commission n° 82 et n° 111 - **Art. 7 (abrogations)** (p. 1327) : accepte les amendements de la commission n° 83 et n° 84, rédactionnels, et n° 85, de rectification d'erreurs de références.

- **Projet de loi organique relatif à certaines dispositions législatives des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières [n° 301 (93-94)]** - (27 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 300 (93-94) : voir intervention sous le projet de loi précité (p. 1266, 1268) - **Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées (partie législative organique du code des juridictions financières)** (p. 1327, 1330) : ses amendements, n° 9, portant article additionnel après l'art. L. 282-3 du code des juridictions financières qui rétablit la nature organique de cet article relatif au territoire de la Polynésie française et n° 10, supprimant l'article L.O. 282-46 relatif aux dispositions transitoires ; adoptés - Accepte les amendements de la commission de précision, de cohérence, d'amélioration rédactionnelle, de réparations d'oublis, portant articles additionnels, aux articles du code des juridictions financières L.O. 272-43, L.O. 272-44, après l'article L.O. 282-3, aux articles L.O. 282-29, L.O. 282-30 ou supprimant l'article L.O. 272-16 - **Art. 2 (aménagement du statut de la Polynésie française)** (p. 1331) : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - **Art. 3 (aménagement du statut de la Nouvelle-Calédonie)** (p. 1333) : accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1992 [n° 358 (93-94)]** - (5 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1457) : loi de règlement - Ministère du budget et Cour des comptes - Déficit d'exécution budgétaire - Dispositions particulières - (p. 1466) : cas d'éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA, FCTVA - Augmentation du FCTVA - (p. 1467) : budget de 1992 et prévisions économiques « fantaisistes » - Importance des investissements des collectivités locales - (p. 1468) : problème des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - Salaires et emplois.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels [n° 359 (93-94)]** - (11 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1564, 1565) : accord signé à Paris le 2 novembre 1992 - Centres culturels français de Moscou et Saint-Petersbourg.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 413 (93-94)]** - (26 mai 1994) - **Art. 2 bis (garanties de paiement de l'entrepreneur)** (p. 1924, 1925) : répond à une question de M. Bernard Hugo relative aux sociétés d'HLM - **Art. 21 (déclaration des créances)** : accepte l'amendement de coordination n° 1 de la commission - **Art. 24 (sort des cautions)** : accepte l'amendement de rectification n° 2 de la commission - **Art. 45 (coordination)** (p. 1931) : accepte l'amendement de coordination n° 3 de la commission - **Art. 52 quater A (appel suspensif)** (p. 1933) : accepte l'amendement de rectification rédactionnelle n° 4 de la commission.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 [n° 386 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 415) (p. 1957) : Communautés européennes - Union européenne - Traité de Maastricht - Modification de l'appellation des institutions européennes - Délégations parlementaires - (p. 1958) : substitution de « délégation pour l'Union européenne » à « délégation pour les Communautés européennes » - Elargissement du champ des compétences - Information du Parlement français sur les matières relevant des deuxième et troisième piliers - Soutien du Gouvernement à cette proposition de loi - (p. 1966, 1967) : actes nominatifs exclus de l'information du Parlement - Prise en compte par le Gouvernement des avis du Parlement sur les propositions d'actes communautaires - Rôle du Parlement français dans l'élaboration des textes communautaires - **Après l'art. 3** (p. 1969, 1970) : information du Parlement - S'oppose à l'amendement n° 1 de M. Charles Lederman (position de la France devant le Conseil des ministres européen définie par les résolutions adoptées par l'Assemblée nationale et le Sénat).

- **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie [n° 434 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1970, 1971) : guerre d'Algérie - Combat des harkis - Reconnaissance de la République française - Groupe de travail sur les Français musulmans rapatriés - Attribution d'une allocation forfaitaire - (p. 1972, 1973) : Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer - Aide au logement - Statut de victime de la captivité en Algérie - Souhaite la reconnaissance des droits des harkis par la Haute assemblée - (p. 1991) : qualité exceptionnelle du débat - Remerciements au rapporteur - Organisation du dispositif d'aide au logement - Prise en compte des cas particuliers - Engagement du ministre sur la mise en oeuvre de la procédure des recours gracieux - Partenariat entre l'Etat et les collectivités locales - (p. 1992) : mise en place de structures départementales de concertation avec les Français musulmans rapatriés - Création d'un comité interministériel des interventions de l'Etat - Caisse des dépôts et consignations - Mesures en faveur de l'emploi pour la première et deuxième générations de harkis - Situation des Français actuellement rapatriés d'Algérie - Unanimité du Sénat à manifester la reconnaissance de la Nation - **Art. 6 (bénéficiaires des aides spécifiques au logement)** (p. 1994) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Durand-Chastel (extension du champ des bénéficiaires des aides spécifiques aux résidents hors de France) - **Art. 13 (caractère insaisissable et non imposable de l'allocation forfaitaire complémentaire et des aides spécifiques)** (p. 1997) : demande le retrait des amendements n° 2 de M. Rémi Herment (extension des dispositions aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale) et n° 1 de M. Louis Minetti (réparation d'une partie du préjudice subi par certains fonctionnaires rapatriés d'Afrique du nord).

- **Conclusions du rapport de M. Lucien Lanier, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 279, 93-94), déposée par M. Jacques Genton, tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 [n° 415 (93-94)]** - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 386) : voir intervention sous la proposition de loi n° 386 (p. 1957, 1958 ; 1966, 1967).

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)] - Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Rappel au règlement de M. Robert Laucournet** (p. 2091) : modification de l'ordre du jour des travaux du Sénat - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2092, 2093) : s'oppose aux amendements, n° 59 de M. Jean-Luc Bécart (fixation à 1 % de la participation des entreprises à l'effort de construction) ainsi qu'à ceux de M. Claude Estier, n° 116 (exclusion du processus de vente d'HLM des organismes dont la liste des demandeurs de logements est supérieure à 50 % des logements de leurs parcs) et n° 117 (limitation de la vente de logements sociaux) - (p. 2094, 2096) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart n° 62 (réexamen des dispositions fiscales relatives aux offices d'HLM), n° 60 (relèvement du montant du prélèvement prévu par le Trésor public pour les entreprises qui ne se sont pas acquittées de leurs obligations en vertu de l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation), n° 61 (exemption du secteur d'HLM des obligations liées à la perception du droit de bail) et n° 63 (rapport au

Parlement sur la situation des aides publiques à la construction et notamment de leur utilisation) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2098) : accepte l'amendement n° 47 de M. José Balarello (fixation des objectifs de vente de logements par le conseil d'administration ou de surveillance de chaque organisme d'ILM ; recommandations du conseil départemental de l'habitat), ainsi que le sous-amendement n° 153 de la commission saisie pour avis - **Art. 2 (déconcentration de la décision autorisant la vente de certains logements)** (p. 2100) : accepte l'amendement n° 29 de la commission saisie pour avis (désignation de l'autorité habilitée à prendre cette disposition et motivation de la décision) et s'oppose à l'amendement de suppression n° 65 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 3 (suppression des obligations de location des logements conventionnés en cas de vente)** (p. 2101) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 66, de suppression, et n° 67 (nouvelle rédaction), et accepte l'amendement n° 30 de la commission saisie pour avis (non-opposabilité aux propriétaires successifs des logements de la convention mentionnée à l'article L. 353-2 du code de la construction et de l'habitation) - **Art. 4 (allègement des contraintes imposées en cas de vente de logements)** (p. 2105, 2106) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 68 de M. Jean-Luc Bécart ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 118 (suppression du paragraphe I relatif aux conditions de vente du logement), n° 119 (durée minimum de cinq ans pendant laquelle l'acquéreur est tenu de conserver la propriété du logement), n° 120 (prix de revente maximum du logement), n° 121 (suppression du paragraphe II) et n° 122 (suppression du paragraphe III) - Demande le retrait des amendements de M. Alain Vassel, n° 126 (nécessité d'occuper le logement à titre principal) et n° 127 (nécessité d'occuper le logement à titre principal pendant une durée minimale de cinq ans) - Accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 31 (communication et motivation du refus de vente opposé par l'organisme propriétaire à un locataire occupant) et n° 32, rédactionnel - **Art. 5 (suppression de l'obligation faite au vendeur d'accepter un échelonnement du paiement du prix)** (p. 2111) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 69 de M. Jean-Luc Bécart - **Après l'art. 5** (p. 2112) : demande le retrait de l'amendement n° 43 de M. Serge Vinçon (application des conditions de cession aux logements locatifs ou conventionnés des sociétés d'économie mixte, ainsi qu'aux logements sociaux locatifs appartenant aux sociétés d'économie mixte d'outre-mer) et accepte l'amendement n° 48 de M. Philippe Marini (diagnostic sur la qualité du bien offert ; information sur les gros travaux à entreprendre dans les parties communes) - (p. 2115) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 63 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 6 (information du locataire)** (p. 2116) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 6** : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Jean-Luc Bécart (rémunération des personnes qui se livrent ou prêtent leur concours à l'établissement d'un acte de location) - **Art. 7 (établissement de l'état des lieux par huissier de justice)** (p. 2117) : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 113 de M. Jacques Machet, s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Jean-Luc Bécart (établissement de l'état des lieux au moins dix jours à l'avance) et accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - **Avant l'art. 8** (p. 2118) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 73, de coordination, et n° 74 (exclusion des charges récupérables des dépenses de personnel chargé de l'entretien des parties communes jusqu'en 1996).

- **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux [n° 449 (93-94)]** - (7 juin 1994) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2253) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Constitutionnalité du projet de loi et en particulier de l'article relatif au financement de la campagne électorale** - **Question préalable** (p. 2256) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable - **Art. 1<sup>er</sup> (choix du mois de juin 1995 pour le prochain renouvellement des conseils municipaux)** : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 3 de M. Claude Estier et n° 6 de M. Charles Lederman - **Art. 2 (conséquences du report proposé en matière de financement de la campagne municipale)** (p. 2257) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 4 de M. Claude Estier et n° 7 de M. Charles Lederman - **Art. 3 (application de la présente loi à Mayotte et aux**

*territoires d'outre-mer)* : s'oppose à l'amendement de suppression n° 5 de M. Claude Estier.

- **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales - Deuxième lecture [n° 428 (93-94)]** - (13 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2466) : réforme de la comptabilité communale - Modifications rédactionnelles apportées par l'Assemblée nationale - Demande au Sénat de voter le texte en l'état.

- **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public [n° 427 (93-94)]** - (13 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2469) : développement économique du domaine de l'Etat et maintien de sa protection juridique - Ports autonomes et domaine universitaire - Création d'un titre d'occupation de droit commun constitutif de droits réels - (p. 2470) : durée maximale du titre limitée à 70 ans - Recours au crédit-bail - Demande au Sénat d'adopter ce projet de loi - **Question préalable** (p. 2480) : s'oppose à la motion n° 15 de M. Claude Estier tendant à opposer la question préalable - Sauvegarde du domaine public - Conformité des dispositions du projet de loi à la Constitution - **Art. 1<sup>er</sup> (Section 3 nouvelle du code du domaine de l'Etat : constitution d'un droit réel sur le domaine public artificiel de l'Etat et de ses établissements publics)** (p. 2483) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 17 de M. Louis Perrein et n° 11 de M. Robert Pagès - **Art. L. 34-1 du code du domaine de l'Etat (conditions d'attribution d'un droit réel dans le cas des autorisations unilatérales d'occupation)** (p. 2486) : s'oppose aux amendements de M. Louis Perrein, n° 18 de suppression, n° 19 (caractère exceptionnel de la procédure de reconnaissance d'un droit réel au profit du titulaire d'un titre d'occupation temporaire du domaine public), n° 20 (domaine public portuaire et aéroportuaire), n° 21 (exercice d'une activité de service public), n° 22 (conformité de l'activité autorisée à l'affectation du domaine public), n° 23 (suppression des prérogatives et obligations du propriétaire accordées au titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire) et n° 24 (limitation de la durée d'occupation du domaine public à la durée d'amortissement des ouvrages autorisée) - Accepte l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la notion de prorogation et possibilité pour l'autorité compétente de délivrer un nouveau titre constitutif de droits réels justifié par l'intérêt du domaine) et demande le retrait des amendements n° 1 de M. Michel Doublet (extension des dispositions au domaine public des ports décentralisés), et n° 16 de M. Jean-Claude Gaudin (alignement de la durée de l'occupation constitutive de droit réel sur celle des baux emphytéotiques) - **Art. L. 34-2 (agrément des cessions et droits des créanciers)** (p. 2487) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (cas des transmissions entre vifs ou par décès ainsi que des fusions, absorptions ou scissions de sociétés) - (p. 2488) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Robert Pagès (association de la collectivité locale concernée à la décision de cession) - **Art. L. 34-3 (sort des ouvrages et indemnisation à l'issue du titre d'occupation)** (p. 2489, 2490) : accepte les amendements rédactionnels de la commission, n° 4, n° 5 et n° 6 - S'oppose à l'amendement n° 25 de M. Louis Perrein (remise en l'état aux frais du titulaire de l'autorisation) - **Art. L. 34-7 (décrets d'application)** (p. 2491) : s'engage à ce que les textes réglementaires prévoient une consultation plus formelle des collectivités locales - Demande le retrait des amendements, n° 13 de M. Robert Pagès (décret déterminant notamment les conditions d'information, de consultation et codécision avec les collectivités locales) et n° 28 de M. Louis Perrein (décret prévoyant la consultation des collectivités locales) - **Art. L. 34-8 (contrats de crédit-bail liés à un titre d'occupation constitutif de droit réel)** (p. 2492) : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Louis Perrein (établissement de l'agrément du crédit-bail pour les investissements privés destinés à financer des immeubles à usage privé) - **Art. L. 34-9 (extension du droit réel au domaine des établissements publics de l'Etat)** : accepte l'amendement n° 8 de la commission (retour de la propriété des immeubles construits sur le domaine propre d'un établissement public audit établissement) - **Après l'art. L. 34-9** (p. 2493, 2494) : demande le retrait de l'amendement n° 14 de M. Robert Pagès (exigence d'un avis conforme préalable des communes concernées en matière d'aménagement d'espace portuaire et inscription des projets dans un schéma d'aménagement) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2494, 2495) : demande le retrait de

l'amendement n° 10 de M. Camille Cabana (extension des nouvelles dispositions de la domaniaité publique au domaine public des collectivités locales) - Complexité du dispositif prévu par les lois de décentralisation - Concertation avec les représentants des collectivités territoriales - **Art. 2 (dispositions transitoires)** (p. 2495) : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 31 de M. Louis Perrein.

- **Projet de loi relatif à la colombophilie - Deuxième lecture [n° 469 (93-94)]** - (16 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2659, 2660) : application du traité de Maastricht - Introduction par l'Assemblée nationale d'une modification rédactionnelle - Remplacement du terme « Communauté économique européenne » par « Communauté européenne ».

- **Conclusions du rapport supplémentaire de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 423, 92-93), déposée par M. Claude Huriet, tendant à autoriser le majeur en tutelle à être inscrit sur une liste électorale et à voter si le juge l'y autorise [n° 505 (93-94)] - (16 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2662, 2663) : situation variée des majeurs sous tutelle - Interdiction de vote sans dérogation possible - Sentiment d'exclusion - Pouvoir d'appréciation du juge des tutelles - Maintien de l'inéligibilité des majeurs sous tutelle - Modification par une loi organique - Sous cette réserve, accord du Gouvernement sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)] - Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 26 (exercice de la profession d'expert-comptable sous forme de société)** (p. 3189) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 35 de la commission des lois saisie pour avis (taux de détention du capital par des experts-comptables ; proportion des experts-comptables siégeant en conseil d'administration) - (p. 3190) : accepte l'amendement n° 36 de la commission (assurance de la responsabilité civile des experts-comptables) - **Art. 28 (modes d'exercice de la profession et responsabilité)** (p. 3191) : accepte l'amendement n° 37 de la commission - **Art. 29 (protection du titre de comptable agréé)** (p. 3192) : accepte l'amendement de coordination n° 137 de la commission des lois saisie pour avis - **Art. 30 (incompatibilités)** (p. 3193) : accepte l'amendement rédactionnel n° 38 de la commission - **Après l'art. 32** (p. 3194) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 101 de M. Xavier de Villepin (experts-comptables qui exercent leur activité en entreprises ou en organismes privés ou publics, ou qui assument des missions d'enseignement) - **Art. 34 (extension aux départements de Corse du monopole d'importation et de vente au détail des tabacs manufacturés)** (p. 3197) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 69 de M. Robert Vizet - **Art. 35 (fixation des taux de remise en Corse et sur le continent)** (p. 3198) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 70 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 36** : son amendement n° 48 : TVA et accises en raison de l'extension à la Corse du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés ; adopté - **Art. 38 (passage de la fixation administrative des prix des tabacs à un régime d'homologation des prix)** (p. 3200) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 72 de suppression et n° 73 (suppression de la SEITA de la liste des sociétés privatisables) - **Avant l'art. 39** : accepte l'amendement n° 102 de M. Jean Faure (répartition entre les communes de sommes provenant de l'écrêtement des bases d'imposition à la taxe professionnelle) - **Art. 39 (relèvement de la limite d'amortissement des véhicules de tourisme détenus par les entreprises)** (p. 3201) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 74 de M. Robert Vizet et n° 126 de M. René Régnault - **Après l'art. 39** (p. 3202, 3204) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (blocage anticipé des fonds figurant sur un plan d'épargne populaire) ainsi que les amendements de M. Jean-Pierre Camoin, n° 108 (exportation temporaire de biens culturels ou de trésors nationaux lors d'expositions à l'étranger) et n° 109 (biens culturels prêtés par une puissance étrangère) - **Art. 39 bis (régime d'imposition des plus-values constatées par la conversion d'obligations en actions)** (p. 3204) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (entrée en vigueur) - **Après l'art. 39 bis** (p. 3205, 3206) : sur les amendements de M. Philippe Marini, accepte le n° 57 (comptabilisation des frais d'émission des emprunts et de la fiscalité qui leur est applicable) et demande le retrait du n° 87 (traitement fiscal des indemnités

d'assurance perçues par les entreprises à la suite de sinistres) - **Art. 39 ter (déductions de certaines cotisations sociales des revenus des gérants majoritaires des SARL)** (p. 3206) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 75 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 39 ter** (p. 3207) : accepte l'amendement n° 103 de M. Xavier de Villepin (fiscalité des revenus de capitaux mobiliers) et demande le retrait de l'amendement n° 88 de M. Philippe Marini (plafonnement de la taxe professionnelle) - **Art. 39 quater (formalités à accomplir pour bénéficier de la réduction d'impôt sur les logements locatifs)** (p. 3208) : demande le retrait des amendements identiques de suppression n° 76 de M. Robert Vizet et n° 127 de M. René Régnault - **Après l'art. 39 quater** : s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Robert Vizet (taux de TVA pour les produits de l'horticulture et de la sylviculture) - **Après l'art. 40** (p. 3210) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Robert Vizet (fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA ; dépenses liées à la réalisation d'installations en faveur de la protection de l'environnement) - **Après l'art. 43** (p. 3211, 3213) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 92 (financement de la construction ; aide publique au logement), n° 94 (frais d'émission des rôles des fonds destinés à financer la révision cadastrale des bases d'imposition locales), n° 97 (abrogation de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1993), n° 93 (suppression de l'article 44 de la loi de finances pour 1994 relatif aux droits de timbre pour la saisine des tribunaux administratifs par les particuliers), n° 95 (aides destinées aux personnes handicapées) et n° 96 (imposition des plus-values de cession des valeurs mobilières de court terme) - **Après l'art. 44** (p. 3215) : demande le retrait de l'amendement n° 131 de M. Pierre Mauroy (régime indemnitaire des élus des communes et de leurs représentants au sein des établissements publics de coopération intercommunale) - **Art. 46 (prorogation de l'exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM réinvesties dans l'investissement immobilier)** (p. 3216) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 98 de M. Robert Vizet et n° 130 de M. René Régnault - **Après l'art. 46** (p. 3217, 3218) : ses amendements n° 156 : taxe parafiscale au profit du Comité de coordination des centres de recherche en mécanique, COREM ; et n° 157 : fixation des tarifs des redevances sanitaires d'abattage et de découpage ; adoptés - Accepte l'amendement n° 16 de la commission (droits de succession lorsque des immeubles neufs sont acquis pour les donner à des ayants-droit) - **Après l'art. 52** (p. 3219, 3220) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Rémi Herment (extension aux anciens combattants de la seconde guerre mondiale des dispositions prévues en faveur des Français d'Afrique du Nord anciens combattants rapatriés en France après la décolonisation) ainsi qu'aux amendements de M. Robert Vizet, n° 100 (somme versée au titre de la constitution de carrière de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires ayant servi en Afrique du Nord) et n° 99 (montant de la taxe sur les salaires acquittée par les associations à but non lucratif) - **Art. 42 (précédemment réservé p. 3211) (prorogation de contrats d'orientation et d'adaptation et prolongement du versement des aides forfaitaires pour les contrats d'apprentissage et de qualification)** (p. 3228) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 81 de suppression et n° 82 (abrogation de l'article 62 de la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle qui prévoit un contrat d'insertion professionnelle, CIP) et accepte les amendements de la commission, n° 2 de coordination et n° 3 rédactionnel.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part [n° 513 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3278, 3279) : élargissement de l'Union européenne - Respect des droits de l'homme - Stabilité de l'Europe.

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe occidentale [n° 528 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3280, 3281) : Traité de Maastricht - Elargissement de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) - Sécurité et défense européenne.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la produc-**

**tion de la banane et de la banane plantain [n° 530 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3284) : recherche sur la banane plantain - Coordination des programmes - Accueil de la France - Site de Montpellier - (p. 3289) : rapport annuel d'activité en langue française - Limitation des privilèges accordés aux personnels en relation avec l'organisation - Demande au Sénat l'adoption de ce projet de loi.

- **Résolution (n° 544, 93-94) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (E211) [n° 490 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3309) : accepte la résolution de la commission des affaires économiques - Missions d'intérêt économique général - Refus de l'accès des tiers au réseau, ATR - Procédure d'appel d'offres - Réforme de l'article 90-3 du Traité de Rome - **Discussion de la résolution** (p. 3312) : ne se permet pas d'interférer dans un débat concernant uniquement la Haute Assemblée.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 563 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3295) : activités d'assurance - Secteur bancaire - Caisse des dépôts et consignations - Epargne populaire - Accepte les conclusions de la CMP.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail - Deuxième lecture [n° 498 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3328, 3329) : directives européennes - Consensus général - Protection de l'environnement - Fiscalité locale - Demande au Sénat d'adopter la réforme du code minier - **Art. 5 (conditions et modalités d'octroi d'une concession)** (p. 3331) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jean-Luc Bécart (réduction à cinq ans du délai dans lequel le titulaire du titre de concession est tenu d'exploiter) - **Art. 15 (objet et étendue des pouvoirs de police de l'administration en matière minière)** : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jean-Luc Bécart (consultation par l'autorité administrative de l'exploitant et des collectivités locales avant la prescription des mesures visant à la protection du milieu environnant) - **Après l'art. 19** (p. 3334) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Claude Estier (mise en place d'une commission d'intérêt minier dans chaque département) - **Art. 27 (permis exclusifs de carrières)** (p. 3335) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture).

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3339) : statut des fonctionnaires territoriaux - Place importante des contractuels - Procédures de recrutement - Concours - (p. 3340) : modalités de formation initiale d'application - Organisation du déroulement des carrières - Place des institutions : Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT ; centres de gestion et Conseil supérieur de la fonction publique - Décentralisation.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - (5 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3546) : retrait de déclaration d'urgence.

**Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Après l'art. 5** (p. 3610) : sur l'amendement n° 12 de la commission (rôle du maire dans les missions de sécurité publique) qu'il accepte, demande le retrait du sous-amendement n° 282 de M. Jean Bernard - S'oppose à l'amendement n° 76 de M. Charles Lederman (rôle des conseils généraux, régionaux et municipaux dans les problèmes de sécurité publique) - **Art. 6 (institution dans une commune du régime de la police d'Etat)** (p. 3613) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 116 de suppression et n° 117 (rétablissement à titre obligatoire de la police d'Etat dans les communes de plus de 10 000 habitants) - Accepte les amendements de la commission n° 13 (nouvelle rédaction) et n° 14 rédactionnel.

**Suite de la discussion** - (7 juillet 1994) - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3656) : sur l'amendement de la commission n° 17 (contrôle

par la CNIL des enregistrements visuels de vidéo-surveillance), s'oppose au sous-amendement n° 296 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 3660) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (mesures nécessaires pour empêcher l'accès de tiers non autorisés aux enregistrements) - **Après l'art. 8** (p. 3661, 3662) : sur l'amendement n° 21 de la commission (information du public ; interdiction d'enregistrer des images d'entrée et de l'intérieur des immeubles d'habitation ; contrôle des enregistrements par toute personne concernée par ceux-ci), qu'il accepte, son sous-amendement n° 273 ; retiré - (p. 3663) : sur l'amendement de la commission n° 21 précité, s'oppose au sous-amendement n° 297 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (I/ informations sur l'emplacement des caméras ; II/ mesures prises par le procureur de la République en cas de refus de l'autorité ou de la personne responsable de donner connaissance des enregistrements à toute personne filmée) - (p. 3665) : accepte l'amendement n° 284 de la commission (peine applicable en cas de manquement aux dispositions de l'article 8 et de l'article additionnel après l'article 8) - **Art. 9 (réalisation de projets d'aménagement, d'équipements collectifs et de programmes de construction)** (p. 3666) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (nouvelle rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Charles Lederman (concertation avec les acteurs ou organismes représentatifs des projets concernés) - **Après l'art. 9** (p. 3668) : s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Claude Estier (protection contre les incendies) - **Art. 10 (gardiennage des immeubles)** (p. 3671) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 136 de M. Claude Estier - Accepte l'amendement de précision n° 23 de la commission - Sur les amendements de M. Claude Estier, oppose l'article 40 de la Constitution au n° 84 (possibilité d'accorder des moyens financiers aux collectivités territoriales et aux organismes de logement social) et s'oppose au n° 83 (concertation avec les acteurs ou organismes représentatifs des acteurs concernés) - **Art. 11 (dispositifs techniques en vue d'assurer le respect du code de la route)** (p. 3674, 3675) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 24 (prévention et constatation des infractions au code de la route par les autorités de police compétentes) et demande le retrait du n° 25 (fixation des modalités du dispositif prévu par un décret pris après avis de la commission compétente ; compensation des charges nouvelles pouvant en résulter pour les collectivités locales gestionnaires de voiries) - S'oppose à l'amendement n° 137 de M. Claude Estier (respect des libertés individuelles et collectives) - **Art. 12 (prévention des infractions par des dispositifs de sécurité, de surveillance ou de marquage d'objet)** (p. 3678, 3679) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 138 de M. Claude Estier et accepte l'amendement n° 26 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 13 (interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche des manifestations ; fouille préventive des véhicules)** (p. 3683) : sur l'amendement n° 27 de la commission (possibilité pour l'autorité publique d'interdire le port ou le transport d'objets pouvant être utilisés comme projectiles durant les manifestations), qu'il accepte, son sous-amendement n° 274 ; adopté - (p. 3685) : sur l'amendement n° 28 de la commission, qu'il accepte (mise en oeuvre de la compétence de la police administrative), son sous-amendement n° 275 ; adopté - (p. 3688) : sur l'amendement de la commission n° 27 précité, son sous-amendement n° 298 ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 47 de suppression, n° 87 (suppression du premier alinéa présenté pour l'article 2 bis précité du décret du 23 octobre 1935 relatif à l'interdiction du port et du transport de certains matériels), n° 85 (suppression du deuxième alinéa présenté pour l'article 2 bis précité qui autorise la fouille des véhicules) et n° 86 (suppression du dernier alinéa du texte présenté pour l'article 2 bis relatif à la fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du présent article) ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 140 de suppression, n° 142 (suppression du deuxième alinéa présenté pour l'article 2 bis précité qui autorise la fouille des véhicules), n° 141 (remplacement du mot : « préfet » par les mots : « président du tribunal de grande instance ») et n° 143 (procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire sur leurs opérations de visite des véhicules).

**Suite de la discussion** - (8 juillet 1994) - **Art. 16 (statut spécial des personnels des services actifs)** (p. 3717, 3718) : sur l'amendement rédactionnel n° 33 de la commission, qu'il accepte, son sous-amendement n° 276 ; adopté - Son amende-

ment n° 299 : corps auquel appartiennent les fonctionnaires actifs de la police nationale ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 91 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction qui prévoit que des statuts particuliers définissent les conditions en matière de régime indemnitaire), ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier n° 154 (préservation des droits acquis par les autres catégories de personnel), n° 153 (postes où les conditions de travail sont particulièrement pénibles ou dangereuses), n° 156 (fixation des indices de traitement des personnels des services de la police nationale) et n° 157 (attribution d'indemnités exceptionnelles dans la limite des crédits budgétaires ouverts chaque année à cette fin) - Sur l'amendement n° 37 de la commission (formation initiale et continue pour les fonctionnaires de police), s'oppose au sous-amendement n° 159 de M. Claude Estier - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 36 de la commission et n° 158 de M. Claude Estier (confirmation dans le corps de la loi du régime de retraite dérogatoire), ainsi que pour l'amendement précité n° 37 de la commission - **Après l'art. 16** (p. 3720, 3721) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 92 (liberté publique des fonctionnaires de police), n° 93, n° 94 (formation des fonctionnaires de police), n° 95 (institution d'un comité technique paritaire interministériel compétent pour connaître les questions d'ordre matériel et technique), n° 96 (conditions de recrutement, de formation, de stages, d'avancement par voie de concours, de changement de corps et de déroulement des carrières) et n° 97 (distinction entre la police administrative et la police judiciaire ; respect de la séparation des pouvoirs) - **Art. 17** (*extension de la protection de l'Etat à l'égard des fonctionnaires de la police nationale et de leurs conjoints et enfants*) (p. 3722) : sur l'amendement n° 38 de la commission, qu'il accepte (extension de la protection de l'Etat aux policiers auxiliaires du service national victimes de menaces, violence, voies de fait, injures, diffamations ou outrances), son sous-amendement n° 300 ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 160 de précision et n° 161 (extension de la protection prévue dans cet article aux policiers auxiliaires du service national, aux gendarmes et aux douaniers) - **Art. 18** (*recrutement sans concours des conjoints de fonctionnaires des services actifs décédés lors d'opérations de police*) (p. 3723, 3724) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (extension du recrutement sans concours des conjoints des fonctionnaires de police des services actifs décédés lors d'opérations de police), et s'oppose sur ce dernier aux sous-amendements de M. Claude Estier n° 164 et n° 165 - **Art. 19** (*pension de réversion du conjoint d'un fonctionnaire de police décédé en service et cité à l'ordre de la Nation*) (p. 3724) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Claude Estier (fixation du taux de la pension de réversion à 100 %) - **Avant l'art. 23** (p. 3724) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Charles Lederman (rapport dont sera saisi le Parlement français sur l'état des différents dispositifs de contrôle des frontières, avant l'application des accords de Schengen) - **Après l'art. 24** (p. 3725) : accepte l'amendement n° 285 de la commission (rapport du Gouvernement sur l'exécution de la présente loi d'orientation et de programmation) - **Art. 25** (*abrogations*) (p. 3725) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 174 de M. Claude Estier - **Art. 2 et annexe I** (*précédemment réservés le 5 juillet 1994, p. 3550*) (*orientations de la politique de sécurité*) (p. 3738) : son amendement n° 301 de coordination qui tend à rectifier certaines erreurs matérielles ; adopté avec l'ensemble de l'article 2 et de l'annexe I (p. 3739) - **Sur l'ensemble** (p. 3743, 3744) : droits fondamentaux des citoyens - Rôle de la police - Modernisation des techniques policières - Police de proximité - Organisation des manifestations.

- S'associe à l'hommage rendu à la mémoire de M. Bernard Laurent, sénateur de l'Aube (4 octobre 1994) (p. 3990).

- **Hommage aux victimes de la fusillade de Paris** de la nuit du 4 octobre 1994 (5 octobre 1994) (p. 4038).

- **Projet de loi relatif à la partie législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières** - *Deuxième lecture* [n° 463 (93-94)] - (5 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi organique n° 464 (93-94), examiné en deuxième lecture, ainsi qu'avec celle du projet de loi n° 605 (93-94), examiné en première lecture) (p. 4038, 4039) : lois statutaires de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie - Modifications apportées par l'Assemblée

nationale - Livre III sur les institutions associées à la Cour des comptes - Cour de discipline budgétaire et financière - (p. 4043) : amendements du groupe socialiste - **Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées** (*partie législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières*) (p. 4071, 4073) : accepte les amendements de la commission, n° 1, n° 2, n° 3, n° 4, n° 5, n° 6, n° 7, n° 9 et n° 10 d'amélioration rédactionnelle, de conséquence, de rectification d'erreurs matérielles, de cohérence ou portant articles additionnels après l'art. L. 111-5, à l'article L. 122-5, après l'art. L. 132-2, aux articles L. 242-6, L. 242-13, L. 242-17, L. 242-20, L. 242-21 et L. 243-1 - **Art. 6** (*principe du « code pilote », du « code suiveur »*) (p. 4073) : accepte l'amendement n° 8 de la commission tendant à réparer un oubli.

- **Projet de loi organique relatif à certaines dispositions législatives des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières** - *Deuxième lecture* [n° 464 (93-94)] - (5 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 463 (93-94), examiné en deuxième lecture ainsi qu'avec celle du projet de loi n° 605 (93-94), examiné en première lecture) - Voir intervention sous le premier projet de loi précité (p. 4038, 4039 ; 4043) - **Art. 2** (*aménagement du statut de la Polynésie française*) (p. 4074) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du Livre III du code des juridictions financières** [n° 605 (93-94)] - (5 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 463 (93-94) et celle du projet de loi organique n° 464 (93-94), examinés en deuxième lecture) - Voir intervention sous le premier projet de loi précité (p. 4038, 4039 ; 4043) - **Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées** (*partie législative du livre III du code des juridictions financières*) (p. 4081, 4085) : accepte les amendements de la commission, n° 1 à n° 7 de précision, de cohérence, d'amélioration rédactionnelle, de rectification d'erreurs matérielles, aux articles du code des juridictions financières L. 312-1, L. 312-2, L. 313-8, L. 313-10 et L. 314-19.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Estonie** [n° 613 (93-94)] - (14 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 614) (p. 4353, 4354) - **Art. unique** (p. 4356) : consultation des assemblées territoriales.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lettonie** [n° 614 (93-94)] - (14 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 613) (p. 4353, 4354).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique** [n° 527 (93-94)] - (14 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4357) : historique - Recommandation européenne de 1989 - Evolution de l'archéologie - Diffusion de l'information scientifique - Répression du trafic d'objets - **Art. unique** (p. 4358) : procédure de consultation des territoires d'outre-mer.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Arménie** [n° 529 (93-94)] - (14 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4358, 4359).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du deuxième protocole portant modification à la convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités** [n° 512 (93-94)] - (14 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4360, 4361).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 6 avril 1966 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale, modifiée par l'avenant du 25 février 1985** [n° 526 (93-94)] - (14 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4362, 4363).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le**

**Gouvernement de la République du Ghana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital [n° 525 (93-94)]** - (14 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4363, 4364).

- S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat, à la mémoire de M. Joseph Caupert, sénateur de la Lozère (18 octobre 1994) (p. 4416, 4417).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - Suite de la discussion - (20 octobre 1994) - **Art. 40 ter** (insertion de l'article L. 600-5 du code de l'urbanisme dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) (p. 4597) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de suppression, n° 51 de la commission et n° 127 de M. Claude Estier - **Art. 40 quater** (insertion d'une section nouvelle dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de suppression, n° 52 de la commission et n° 128 de M. Claude Estier - **Art. 42** (conséquence de la dévolution du contrôle de l'exécution de leurs jugements et arrêts aux tribunaux administratifs et aux cours administratives d'appel) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 53 de la commission - **Art. 43** (attribution au Conseil d'Etat de pouvoirs d'injonction et d'astreinte) (p. 4597, 4598) : sur les amendements de coordination de la commission, accepte le n° 54 et s'oppose au n° 55.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - Suite de la discussion - (7 novembre 1994) - **Après l'art. 19 his** (p. 5238) : organisation des débats sur la suite du projet de loi.

- **Rappel au règlement**, de M. Robert Pagès : organisation des travaux du Sénat ; conséquences de la durée exceptionnelle du débat sur le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (8 novembre 1994) (p. 5268, 5269).

- S'associe à l'hommage rendu à la mémoire de M. François Collet, sénateur de Paris (8 novembre 1994) (p. 5270, 5271).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Deuxième lecture [n° 22 (94-95)]** - Suite de la discussion - (10 novembre 1994) - **Art. 5 bis** (concours du maire à l'exercice des missions de sécurité publique - supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 5549) : sur l'amendement n° 3 de la commission qu'il accepte (rétablissement de cet article), s'oppose au sous-amendement n° 52 de M. Guy Allouche - **Art. 6** (institution du régime de police d'Etat dans les communes) (p. 5450, 5451) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Guy Allouche (subordination du passage à la police d'Etat à la demande ou à l'accord du conseil municipal) et accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Art. 9** (études de sécurité publique préalables à la réalisation de certains équipements collectifs) (p. 5470) : s'oppose aux amendements n° 29 de M. Charles Lederman (suppression du texte présenté par cet article pour l'article L. 125-6 du code de la construction et de l'habitation relatif à l'intervention des services de police dans les immeubles à usage d'habitation) et n° 67 de M. Guy Allouche (intervention de la police avec l'accord de la majorité des locataires ou des copropriétaires) - Sur l'amendement n° 6 de la commission, qu'il accepte (nouvelle rédaction qui supprime le mot « permanent »), s'oppose aux sous-amendements n° 68 de Mme Françoise Seligmann et n° 95 de M. Guy Allouche - (p. 5475) : sur l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission, qu'il accepte, s'oppose au sous-amendement n° 71 de Mme Françoise Seligmann et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 25 de M. Alphonse Arzel - S'oppose à l'amendement n° 70 de M. Guy Allouche (accord pour chaque immeuble de la majorité des locataires) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 30 de M. Charles Lederman (moyens financiers accordés aux collectivités territoriales et aux organismes de logement social).

- **Projet de loi relatif au prix des fermages - Deuxième lecture [n° 16 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5582) : indices de revenus agricoles - Période de lis-

sage - **Art. 1<sup>er</sup>** (actualisation du prix du bail) (p. 5585, 5586) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 2 de M. Félix Leyzour et accepte l'amendement n° 1 de la commission (possibilité d'opter pour le revenu brut d'exploitation national comme indice d'indexation).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova [n° 38 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5586, 5588).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [n° 39 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 40) (p. 5588, 5589).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [n° 40 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 39).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique [n° 32 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 46) (p. 5590).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique [n° 46 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 32) (p. 5590).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise en matière d'impôts sur les successions et les donations (ensemble un échange de lettres interprétatif) [n° 3 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5592).

- **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 [n° 612 (93-94)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5593, 5594) : collaboration judiciaire des Etats - Violations du droit international et humanitaire - Organisation du tribunal international - Désignation de la ville de La Haye comme siège - **Art. 1<sup>er</sup>** (objet et champ d'application du projet de loi) (p. 5596, 5597) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (définition des crimes et délits par la loi française) - **Art. 2** (compétence universelle des juridictions françaises) : accepte les amendements de la commission, n° 2 (compétence universelle des juridictions françaises quant au jugement des tentatives de crimes commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie) et n° 3 (possibilité pour les victimes de se constituer partie civile) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 22 ; adopté - **Art. 3** (demande de dessaisissement) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (contrôle par le ministre de la justice de la régularité formelle des pièces justificatives du dessaisissement des juridictions françaises) - **Art. 5** (effets de la décision de dessaisissement) : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - **Après l'art. 5** (p. 5598) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (prise en compte du droit de la victime) - **Art. 7** (exécution des demandes d'entraide) : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - **Art. 9** (présentation de la personne appréhendée au procureur de la République territorialement compétent) (p. 5599) : accepte les amendements de la commission, de précision n° 8 et n° 9, rédactionnel n° 10 et de précision n° 11 et n° 12 - **Art. 10** (notification de la demande d'arrestation aux fins de remise) (p. 5599, 5600) : accepte les amendements de précision de la commission, n° 13, n° 14, n° 15 et n° 16 - **Art. 11** (audience devant la chambre d'accusation de Paris) (p. 5600, 5601) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (modali-



tés d'organisation des débats à huis clos devant la chambre d'accusation) - **Art. 12 (décision de la chambre d'accusation)** : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 18, n° 19 et n° 20 - **Art. 13 (mise en liberté)** : accepte l'amendement n° 21 de la commission (maximum de garanties pour la personne qui demande sa mise en liberté).

- **Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse - Deuxième lecture [n° 15 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5620, 5621) : suppression de la part départementale de la taxe professionnelle - Modalités de compensation - Montant des allègements de charges pour les entreprises - Renforcement des moyens financiers de la collectivité territoriale de Corse - Suppression par l'Assemblée nationale de la taxe sur l'électricité - (p. 5623, 5624) : nécessité d'instaurer des mesures spécifiques - Dispositions différentes du projet de loi relatif à l'aménagement du territoire - Aides aux salariés.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne DAILLY**, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 70, 94-95) portant validation de la rémunération de certains services rendus par les huissiers de justice [n° 73 (94-95)] - (18 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5823) : avis du Conseil d'Etat - Incertitude juridique - Félicite et soutient l'initiative de M. Etienne Dailly - **Art. unique (rémunération de certains services rendus)** (p. 5825) : tarif des honoraires.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Demande de priorité** (p. 6028) : accepte la demande de la commission des finances d'examen en priorité des articles 11 et 13 bis et de l'amendement n° I-18 tendant à insérer un article additionnel après l'article 13 bis - **Après l'art. 7** (p. 6030, 6032) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-41 (minoration de la charge fiscale pesant sur les produits de toute première nécessité pour la consommation populaire), n° I-44 (TVA sur les produits de l'horticulture) et n° I-42 (rapport du Gouvernement au Parlement sur la situation de la dette des grandes entreprises nationales), ainsi qu'à l'amendement n° I-137 de M. Jean-Pierre Masseret (TVA liée à la collecte et au traitement des déchets ménagers) - Demande le retrait de l'amendement n° I-75 de M. Paul Caron (taux de TVA appliqué aux produits de l'horticulture).

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 11** (p. 6119) : s'oppose à l'amendement n° I-58 de M. Robert Vizet (application des dispositions relatives aux exonérations de taxe professionnelle accordées par les collectivités locales aux entreprises) - **Art. 12 (institution de moyens nouveaux pour le financement des infrastructures de transport)** (p. 6121) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-9 de la commission et n° I-61 de M. Robert Vizet - Accepte l'amendement n° I-187 de la commission (taxation appliquée aux ouvrages hydroélectriques implantés sur les voies navigables) et s'oppose aux amendements n° I-67 de M. Ernest Cartigny (réduction de la taxe par passager à 2 francs) et n° I-163 de M. Robert Vizet (fixation du tarif de la taxe).

*Deuxième partie :*

**Services financiers (et consommation)** - (26 novembre 1994) (p. 6199, 6200) : données comptables - Réorganisation des douanes - Lutte contre le blanchiment des capitaux - Situation de l'Institut national de la consommation, INC - Schéma directeur des services financiers - (p. 6204, 6205) : bilan de l'informatisation des tâches - Règlement des litiges de consommation - Publicité comparative.

**Budget annexe : Monnaies et médailles** - (26 novembre 1994) (p. 6216, 6217) : limitation du programme de frappe - Clarification du prix de cession - Augmentation des investissements.

**Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale** - (26 novembre 1994) (p. 6218, 6219) : défense civile - Coordination et renseignements - Rapport de M. Jean Picq sur l'organisation de l'Etat - (p. 6220) : ajustement des crédits de l'Institut des hautes études de la défense nationale, IHEDN.

**Services du Premier ministre - III - Conseil économique et social** - (26 novembre 1994) (p. 6221) : aspects régionaux de la planification - Travaux d'extension du palais d'Iéna.

**Services du Premier ministre - IV - Plan** - (26 novembre 1994) (p. 6223, 6224) : rapport de M. Jean de Gaulle - Planification stratégique - Situation du système de santé - Définition des enjeux de l'an 2000 - Contrats de plan Etat-région - (p. 6227, 6228) : composition, fonctionnement et mission du Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts, CSERC - Abandon de la planification rigide.

**Budget annexe : Journaux officiels** - (26 novembre 1994) (p. 6229) : modernisation de la chaîne de production - Mise en oeuvre du nouveau système de photocomposition - Diffusion des bases de données juridiques.

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)** - (6 décembre 1994) - (p. 6867, 6868) : concertation avec les associations de rapatriés et les rapatriés - Raccourcissement de l'échéancier de l'indemnisation - Retraites - Plan d'action en faveur des Français musulmans rapatriés - (p. 6869, 6870) : situation des rapatriés réinstallés - Commissions d'aide aux rapatriés réinstallés, CODAIR - Oeuvre de la France d'outre-mer - Mémorial de l'oeuvre française outre-mer - (p. 6876, 6879) : réponse aux rapporteurs et aux différents orateurs.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7225) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° II-70 (montant du dégrèvement des taxes d'habitation accordé aux contribuables les plus modestes) et n° II-71 (définition du revenu des ménages susceptibles de bénéficier des exonérations de taxe d'habitation) - Accord indispensable des collectivités territoriales - (p. 7226) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-48 de M. Jacques Valade (réduction des redevances communale et départementale des mines auxquelles sont soumises les productions extraites de ces gisements) - (p. 7228) : s'oppose à l'amendement n° II-21 de M. René Régnault (suppression du lien existant entre les quatre taxes locales, s'agissant des groupements à fiscalité propre) - (p. 7229) : s'oppose à l'amendement n° II-45 de Mme Paulette Fost (information des collectivités locales de l'identité des entreprises assujetties à la taxe professionnelle bénéficiant du plafonnement) - (p. 7230) : s'oppose à l'amendement n° II-84 de M. Jean-Pierre Masseret (prise en compte, dans les dépenses éligibles au fonds de compensation pour la TVA, des travaux de revêtement de la voirie) - **Après l'art. 49** (p. 7242) : demande le retrait des amendements identiques n° II-88 de M. Pierre Mauroy et n° II-89 de M. André Diligent (interprétation de la loi du 3 février 1992, relative aux conditions d'exercice des mandats locaux) - (p. 7243) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. André Diligent n° II-89 précité - **Après l'art. 50** (p. 7244) : ses amendements n° II-95 : extension du bénéfice du Fonds national pour le développement des adductions d'eau à Saint-Pierre-et-Miquelon ; et n° II-96 de coordination ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° II-90 de M. Paul Girod (simplification dans les contrôles de la comptabilité pour la gestion des entreprises) - (p. 7245) : demande le retrait de l'amendement n° II-63 de la commission (principe du dépôt d'une déclaration provisoire de résultat dans les trente jours suivant le retrait d'un associé de société de personnes) - (p. 7247) : demande le retrait de l'amendement n° II-23 de M. André Fosset (acquisition des communications téléphoniques des services de l'Etat).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Après l'art. 25** (p. 7634) : intervient sur les amendements n° 74 de M. Jacques-Richard Delong (application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale aux communes comptant plus de 10 000 habitants), n° 109 de M. Alain Lambert (application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale comptant plus de 30 000 habitants) et n° 77 de M. Georges Berchet (application de la loi du 6 février 1992 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale).

– **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale - Deuxième lecture [n° 166 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) (p. 7898) : poids des marchés publics dans l'économie - Rigueur dans la gestion des fonds publics - Simplicité des règles de passation des marchés publics et des délégations de service public.

– **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 145, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7898) .

– **Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République [n° 145 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 150, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7898) .

– **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement [n° 150 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 161 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7898) .

– **Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité [n° 161 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 162) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7898) .

– **Proposition de loi relative aux délégations de service public [n° 162 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 166 et des propositions de loi n° 144, n° 145, n° 150 et n° 161) - Voir intervention sous le projet n° 166 (p. 7898) .

**Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 1 (prolongation des conventions)** (p. 8022, 8023) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Guy Allouche (modalités de prolongement de la concession pour des études dénommées « travaux ») - Accepte les amendements n° 2 de la commission (remplacement des mots « investissements matériels ou immatériels » par le mot « investissements ») et n° 19 de M. Jacques Oudin (suppression du mot « matériels » dans l'expression « investissements matériels ou immatériels ») - **Art. 2 (transparence des comptes du délégataire)** (p. 8025) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 20 de M. Jacques Oudin - **Après l'art. 2** (p. 8026) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Charles Lederman (information de chaque membre du conseil municipal de l'ensemble des documents concernant un marché passé - audition d'un expert par un membre de la commission d'appel d'offres) - **Art. 3 (publicité et contrôle des comptes du délégataire)** (p. 8027) : accepte les amendements de la commission n° 3 (conditions dans lesquelles la Cour des comptes peut vérifier les comptes produits par les délégataires) et n° 4 (intervention de la Cour des comptes uniquement à l'occasion du contrôle des comptes de l'autorité délégante) - **Art. 5 (seuil d'application des procédures)** (p. 8028) : accepte l'amendement de suppression n° 5 de la commission - S'oppose à l'amendement n° 42 de M. Guy Allouche (mise en concurrence pour les obligations de service public n'excédant pas trois ans) - Demande le retrait de l'amendement n° 37 de M. Paul Girod (montant du seuil fixé à 700 000 francs) - **Art. 5 bis (compétences du Conseil de la concurrence)** (p. 8028) : accepte l'amendement de suppression n° 6 de la commission - **Art. 6 (saisine de la mission interministérielle d'enquête)** (p. 8029) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Guy Allouche (possibilité d'autosaisine de la mission interministérielle d'enquête) - **Après l'art. 6** (p. 8030) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Charles Lederman (nationalisation des sociétés privées concessionnaires de services de distribution d'eau et de services chargés de l'assainissement) - (p. 8032) : s'oppose à l'amendement n° 31 de

M. Charles Lederman (création d'une commission chargée de présenter des mesures pour l'instauration d'un service public national de distribution d'eau) - S'oppose à l'amendement de suppression n° 26 de M. Jacques Oudin - Accepte les amendements de la commission n° 8 (suppression de l'obligation de soumettre un nouveau projet à la commission d'appel d'offres en cas d'avis défavorable) et n° 7 (limitation de l'obligation de soumettre les projets d'avenants à la commission d'appel d'offres aux avenants dont l'augmentation est supérieure à 10 %) - Sur ce dernier amendement, son sous-amendement n° 50 ; adopté - **Art. 8 (droit d'enquête des magistrats des juridictions financières)** (p. 8033) : accepte les amendements de suppression n° 9 de la commission et n° 27 de M. Jacques Oudin - **Art. 8 bis (application du code des marchés publics par les assemblées parlementaires)** (p. 8034) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 10 de la commission - **Art. 9 (délict de favoritisme dans les marchés publics et les délégations de service public)** ; accepte l'amendement de coordination n° 46 de la commission - **Art. 10 (information du parquet des juridictions financières)** : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Jacques Oudin (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Après l'art. 10** (p. 8035) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Charles Lederman (obligation d'informer le comité d'entreprise, de l'ensemble des rémunérations des membres de la direction et du conseil d'administration) - **Avant l'art. 11** (p. 8036) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Charles Lederman (information des membres des comités d'entreprise sur les marchés publics) - **Art. 11 (ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques)** (p. 8038) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 47 (délibération du conseil municipal au moment du bilan des acquisitions dans les communes de plus de 2 000 habitants), n° 48 (délibération motivée du conseil municipal pour toute cession immobilière dans les communes de plus de 2 000 habitants) et n° 49 rédactionnel - S'oppose à l'amendement n° 45 de M. Guy Allouche (rétablissement de la publicité des cessions foncières et immobilières des collectivités locales et des sociétés d'économie mixte locales) - Son amendement n° 14 : validation par voie législative de la disposition relative à la consultation du service des domaines préalablement aux opérations immobilières des collectivités publiques ; adopté - **Après l'art. 11** (p. 8039, 8041) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 34 (rétablissement de la disposition supprimée par l'Assemblée nationale relative à la création d'un observatoire de lutte contre les activités mafieuses en France) et n° 35 (interdiction aux entreprises ayant des marchés publics avec l'Etat de détenir une participation dans une entreprise d'information) ainsi qu'à l'amendement n° 40 de M. Jean-Paul Delevoye (publication par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur l'application de la présente loi dix-huit mois après sa promulgation) - **Après l'art. 12** (p. 8042) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Charles Lederman (création d'une commission ayant accès aux documents concernant les marchés d'armes soumis à l'autorisation du ministre de la défense).

– **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 177 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8055, 8056) : se félicite des travaux de la CMP - Amélioration du texte avec le travail parlementaire - Encadrement de la vidéosurveillance - Remerciements.

– **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 178 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des conclusions des rapports n° 180 (94-95) et n° 179 (94-95) (p. 8060, 8061) : renouveau financier pour l'institution judiciaire - Justice plus proche et plus rapide - Conciliation et médiation dans les procédures civiles - Activité du juge - Impunité pour les petits délits - Remerciements au rapporteur, à la commission des lois et à son président - Améliorations apportées par ces textes.

– **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 180 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec

celle des conclusions des rapports n° 178 (94-95) et n° 179 (94-95) - Voir intervention sous le projet n° 178 (p. 8060, 8061).

- **Projet de loi de programme relatif à la justice** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 179 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des conclusions des rapports n° 178 (94-95) et n° 180 (94-95) - Voir intervention sous le projet n° 178 (p. 8060, 8061).

- **Projet de loi relatif au prix des fermages** - *Nouvelle lecture* [n° 194 (94-95)] - (23 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8084) : regrets de l'échec de la CMP - Divergence relative au choix par les parties d'un indice d'actualisation déterminé par la loi à la place de l'indice départemental - Souhait de préserver l'équilibre du dispositif - **Art. 1<sup>er</sup>** (p. 8086) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission (maintien du prix du bail quel que soit l'indice d'actualisation, dans la fourchette départementale).

- **Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 193 (94-95)] - (23 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8105, 8106) : élaboration des programmes locaux de l'habitat - Contribution financière - Diversité de l'habitat - Hébergement d'urgence pour les gens du voyage - Dix-septième taxe d'urbanisme.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 187 (94-95)] - (23 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8108) : gratitude du Gouvernement envers le président de la commission des finances et le rapporteur général - Aide efficace des membres de la commission des finances - Approbation des conclusions de la CMP.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 199 (94-95)] - (23 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8114) : conclusions satisfaisantes de la commission mixte paritaire.

- **Proposition de loi relative aux délégations de service public** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 200 (94-95)] - (23 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8119) : conclusions satisfaisantes de la commission mixte paritaire.

**ROSSI (José)**, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur (JO Lois et décrets du 18 octobre 1994).

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions orales sans débat :*

n° 147 de M. Ivan Renar : **Industrie textile** (*Situation de l'industrie textile*) (JO Débats du 22 octobre 1994) (p. 4619).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Industrie, postes et télécommunications (et commerce extérieur)** - (28 novembre 1994) (p. 6263) : chiffres globaux - Charbonnages de France - (p. 6264) : crédits à la construction navale et subventions de fonctionnement aux organismes sous tutelle - Financement du redressement économique de l'industrie - Commerce extérieur - Environnement économique national et international - Accords du GATT - Union européenne - (p. 6265) : libéralisation des secteurs sous monopole - EDF-GDF - France Télécom - Développement technologique et innovation industrielle - Dossier des autoroutes de l'information - (p. 6266) : effort en faveur des PME - Accompagnement des mutations industrielles - Promotion des marques et du savoir-faire français à l'étranger - Charbonnages de France - Aménagement du territoire - (p. 6267) : promotion de la qualité - Formation - Privatisations - La Poste - Politique spatiale -

(p. 6268) : commerce extérieur - Procédures de partage des risques pour favoriser l'exportation - Asie - (p. 6293) : énergie et matières premières - (p. 6294) : EDF : prélèvements financiers de l'Etat, centrales nucléaires et canal Rhin-Rhône - Marché intérieur de l'électricité et du gaz - Projet de directive européenne sur l'électricité - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - (p. 6295) : cogénération - Taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP - Industrie automobile et du raffinage - Secteur nucléaire - Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Déchets nucléaires - (p. 6296) : renouvellement du traité entre Euratom et les Etats-Unis - Ouverture du capital de Renault - (p. 6297) : privatisation de Bull - Restructurations industrielles et rôle du Comité interministériel pour les restructurations industrielles, CIRI - Véhicules électriques - (p. 6298) : formation - Ecole des télécommunications - Autoroutes de l'information - Conseil des ministres européens des télécommunications - Politique spatiale - (p. 6299) : prime à la reprise des véhicules de plus de dix ans - Chantiers navals et négociations internationales - Situation financière de La Poste - Présence postale en milieu rural - (p. 6300) : relations entre La Poste et l'Europe - Problème des impayés de France Télécom - Ouverture du capital de France Télécom - Tarifs téléphoniques entre la France et La Réunion - Ratification des accords du GATT - Organisation mondiale du commerce, OMC - Marchés asiatiques - Dispositif d'aide à l'exportation - (p. 6302) : PME-PMI - Comité de développement extérieur, CODEX - Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Lutte contre la concurrence déloyale - Renforcement de la compétitivité française - (p. 6303) : département de la Côte d'Or - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6304) : procédure d'appel à propositions pour des expérimentations relatives aux autoroutes de l'information.

**ROSSINOT (André)**, ministre de la fonction publique.

## DÉPÔTS

**En première lecture devant le Sénat :**

*Projet de loi* relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique [n° 419 (93-94)] (11 mai 1994) - **Fonctionnaires et agents publics**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées** [n° 174 (93-94)] - (26 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1223 à 1225) : politique de la fonction publique - Rétablissement d'une éthique républicaine - Suppression des pratiques antérieures - Nominations au « tour extérieur » - Neutralité des recrutements - Consultation d'une commission interministérielle - Réglementation des départs de fonctionnaires dans le secteur privé - (p. 1239) : remerciements au rapporteur - Composition de la commission consultée pour les fonctions d'inspecteur général - Contrôle de l'activité des fonctionnaires en disponibilité - Mobilité entre les fonctions publiques - (p. 1240) : effectifs des cabinets ministériels - Dépôt d'un projet de loi sur la fonction publique territoriale - Missions de la haute fonction publique - Passage dans le secteur privé et saisine de la justice - Statistiques récentes sur les nominations d'ambassadeurs - (p. 1241) : différence de traitement entre les diverses inspections générales - Procédure de la nomination au « tour extérieur » pour les administrateurs civils - Conditions de travail - Fonctionnaires de la Cour des comptes - **Art. 1<sup>er</sup>** (« tour extérieur » dans les corps d'inspection et de contrôle) (p. 1242) ; accepte l'amendement n° 1 de la commission (exception à la règle du « tour extérieur » pour certains corps) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 29 ; adopté - (p. 1243) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Claude Estier (maintien de la proportion actuelle des nominations au « tour extérieur » dans les inspections générales) ; accepte l'amendement n° 2 de la commission (plafonnement des nominations au « tour extérieur » dans la proportion d'un emploi sur cinq) - (p. 1244) : accepte les amendements de la

commission, n° 3 (clarification de la procédure de l'avis préalable de la commission consultative), n° 4 (définition des critères d'appréciation retenus par la commission) et n° 6 (publication au Journal officiel du compte rendu non intégral de l'avis de la commission) ainsi que l'amendement n° 22 de M. Claude Estier (publication au Journal officiel du compte rendu non intégral de l'avis de la commission) - S'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de l'autorisation de communiquer les conclusions de la commission) - (p. 1245) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de la commission (délai de six mois requis lors d'une modification des statuts portant sur le « tour extérieur ») - **Art. 2 (« tour extérieur » au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes et dans les inspections générales interministérielles)** (p. 1245) : accepte les amendements de coordination n° 8 et n° 9 de la commission ; s'oppose aux amendements de coordination n° 10 de la commission et n° 23 de M. Claude Estier - (p. 1247) : s'oppose aux amendements n° 24 de M. Claude Estier (suppression de l'avis du bureau de la Cour des comptes pour les nominations au « tour extérieur ») et n° 11 de la commission (instauration d'une commission consultative pour les nominations au « tour extérieur » des conseillers référendaires à la Cour des comptes) ; sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 20 de M. Jacques Oudin - **Art. 2 bis (« tour extérieur » dans le corps des sous-préfets)** (p. 1249) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Claude Estier (maintien d'un nombre minimal de nominations de sous-préfets au « tour extérieur ») - Accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 30 de la commission (augmentation du nombre des sous-préfets nommés au « tour extérieur ») - Accepte les amendements de coordination n° 13 et n° 14 de la commission - S'oppose aux amendements de coordination n° 15 de la commission et n° 25 de M. Claude Estier - **Art. 3 (contrôle des activités professionnelles des fonctionnaires mis en disponibilité ou ayant cessé définitivement leurs fonctions)** (p. 1251) : accepte les amendements de la commission, n° 16 (homogénéisation de la législation relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique) et n° 17 (rétablissement du pouvoir d'appréciation du ministre concernant les départs de ses fonctionnaires dans le secteur privé) - S'oppose à l'amendement n° 19 de M. Robert Pagès (représentation des organisations syndicales de fonctionnaires dans la composition des commissions consultées au sujet des départs de fonctionnaires) - (p. 1252) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (démission automatique de la fonction publique pour les fonctionnaires travaillant depuis six mois dans le secteur privé) - **Art. 4 (cas particulier des militaires ayant négocié des contrats d'armement)** (p. 1254) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 18 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 1255) : remercie les sénateurs de la confiance accordée au Gouvernement - Qualité du travail effectué par la Haute Assemblée - Réglementation des nominations au « tour extérieur » - Application effective de la réglementation lors des départs vers le privé.

**Deuxième lecture [n° 404 (93-94)]** - (19 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1775) : moralisation de la fonction publique - Nomination au « tour extérieur » dans les corps d'inspection et de contrôle - Modalités d'information des autorités - Accès des militaires au secteur privé - **Art. 1<sup>er</sup> (« tour extérieur » dans les corps d'inspection et de contrôle)** (p. 1777) : accepte les amendements n° 1 (exceptions aux nominations au « tour extérieur » dans les corps d'inspection et de contrôle), n° 2 rédactionnel et n° 3 (suppression des dispositions à caractère réglementaire, concernant l'information de la commission) de la commission - **Art. 2 bis (« tour extérieur » dans le corps des sous-préfets)** (p. 1779) : accepte l'amendement de coordination n° 4 de la commission - **Art. 4 (cas particulier des militaires ayant négocié des contrats d'armement)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 5 de la commission - **Vote sur l'ensemble** (p. 1781) : nominations au « tour extérieur » différentes des nominations classiques de préfets, recteurs et ambassadeurs - Responsabilité du choix laissé au Gouvernement - Garantie de la compétence des hauts fonctionnaires - Application de la loi pour le passage de fonctionnaires vers le secteur privé.

**Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 468 (93-94)]** - (2 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2119) : amélioration des règles relatives au recrutement des

grands corps de l'Etat - Transmission des projets de décrets d'application - Remerciements.

- **Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique [n° 419 (93-94)]** - (2 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2120) : accord salarial de la fonction publique du 19 novembre 1993 - Mesures relatives à la fonction publique de l'Etat, la fonction publique hospitalière et la fonction publique territoriale - Temps partiel - (p. 2121) : mi-temps de droit dans certaines conditions dans le projet de loi sur la famille - Cessation progressive d'activité, CPA - (p. 2122) : recrutement dans la fonction publique - Retour des administrations dans les quartiers difficiles et procédures de mutation - Service à mi-temps pour raison thérapeutique - Texte contribuant à la défense de l'emploi et à l'adaptation des administrations aux besoins exprimés par la société - (p. 2134) : qualité du dialogue social - Ouverture des négociations avec les organisations syndicales représentatives sur d'autres problèmes - Travail à temps partiel et cessation progressive d'activité : recrutements de substitution - Cas des maîtres de l'enseignement privé agricole - Développement du travail à temps partiel dans les hôpitaux - (p. 2135) : effet « emplois » du projet de loi - Débat annuel sur l'organisation du temps de travail organisé par les commissions techniques paritaires - Procédures de mutation - Revalorisation du temps partiel - Réversibilité du temps partiel - Information et formation de l'encadrement et de l'ensemble des agents - Gestion prévisionnelle des emplois publics - (p. 2136) : problèmes budgétaires - Aménagement du territoire - **Art. 1<sup>er</sup> (autorisation du travail à temps partiel dans la fonction publique de l'Etat)** (p. 2136, 2137) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de la référence au principe de la continuité du service public) - Son amendement n° 48 : recrutement de fonctionnaires titulaires pour les fractions d'emploi libérées par le temps partiel en priorité dans les services où ont été données les autorisations de travail à temps partiel et extension de ce dispositif à la cessation progressive d'activité ; adopté - **Art. 2 (annualisation du travail à temps partiel dans la fonction publique de l'Etat)** : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Robert Pagès (suppression de la référence à l'annualisation du temps de travail) - (p. 2138) : accepte l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission, sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 51 : caractère expérimental du dispositif proposé ; adopté - **Art. 3 (autorisation du travail à temps partiel dans la fonction publique territoriale)** : accepte l'amendement n° 3 de la commission, de coordination avec l'amendement n° 1 précité de cette dernière - **Art. 4 (annualisation du travail à temps partiel dans la fonction publique territoriale)** (p. 2139) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Robert Pagès (suppression de la référence à l'annualisation du temps de travail) - Accepte l'amendement n° 4 de la commission, de coordination avec l'amendement n° 2 précité de cette dernière - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 52, de coordination avec son sous-amendement n° 51 précité ; adopté - **Art. 5 (autorisation du travail à temps partiel dans la fonction publique hospitalière)** : accepte l'amendement n° 5 de la commission, de coordination avec l'amendement n° 1 précité de cette dernière - **Art. 6 (annualisation du travail à temps partiel dans la fonction publique hospitalière)** (p. 2140) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Robert Pagès (suppression de la référence à l'annualisation du temps de travail) - Accepte l'amendement n° 6 de la commission, de coordination avec l'amendement n° 2 précité de cette dernière sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 53 de coordination avec son sous-amendement n° 51 précité ; adopté - **Art. 7 (durée des services exigés pour bénéficier de la cessation progressive d'activité dans la fonction publique de l'Etat)** (p. 2141, 2142) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Claude Estier, n° 38 (réduction à 25 ans de la durée des services nécessaires pour pouvoir bénéficier d'une cessation progressive d'activité) et n° 39 (réduction à 15 ans de la durée des services nécessaires pour bénéficier d'une cessation progressive d'activité), ainsi qu'à l'amendement n° 30 de M. Robert Pagès (réduction à quinze ans de la durée des services nécessaires pour bénéficier d'une cessation progressive d'activité) - Accepte l'amendement n° 7 de la commission (modalités de fixation du seuil de handicap permettant à un fonctionnaire de bénéficier de la bonification d'ancienneté) - **Art. 8 (date d'effet de la cessation progressive d'activité dans la fonction**

publique de l'Etat : cas particulier des mères de trois enfants ou d'un enfant handicapé à 80 %) (p. 2142) : oppose à l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 40 de M. Claude Estier (assouplissement de la situation des enseignants qui ne peuvent bénéficier d'une cessation progressive d'activité dès leur cinquante cinquième anniversaire) - **Art. 9** (extension du bénéfice de la cessation progressive d'activité aux agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics administratifs recrutés sur contrat à durée indéterminée occupant un emploi permanent à temps complet) - **Art. 5-1** de l'ordonnance du 31 mars 1982 (conditions nécessaires pour bénéficier de la cessation progressive d'activité et caractère définitif du choix fait par l'agent) (p. 2143) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 31 de M. Robert Pagès (réduction à quinze ans de la durée des services nécessaires) - Accepte l'amendement n° 8 de la commission (possibilité donnée aux contractuels handicapés de bénéficier de la bonification de six annuités) - **Art. 5-2** (indemnité exceptionnelle de 30 % du traitement indiciaire) (p. 2144) : s'oppose aux amendements identiques n° 32 de M. Robert Pagès et n° 42 de M. Claude Estier (suppression des dispositions relatives à l'assujettissement de cette indemnité à la seule cotisation d'assurance maladie) - **Art. 5-3** (fin de la période de cessation progressive d'activité) : accepte les amendements de la commission, n° 9 de précision et n° 10 (interdiction faite aux bénéficiaires d'une cessation progressive d'activité de reprendre une activité rémunérée auprès de l'Etat ou auprès de toute autre personne morale de droit public à l'issue de la cessation progressive d'activité) - **Art. 10** (nature des services exigés pour bénéficier de la cessation progressive d'activité dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière) (p. 2145) : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - **Art. 11** (nature des services exigés pour bénéficier de la cessation progressive d'activité dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière : cas particulier des mères de trois enfants ou d'un enfant handicapé à 80 %) : accepte les amendements identiques de suppression n° 12 de la commission et n° 44 de M. Claude Estier - **Art. 12** (réduction de la durée des services effectifs exigée dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière) (p. 2146) : accepte l'amendement n° 13 de la commission, de coordination avec l'amendement n° 7 précité de cette dernière - **Art. 14** (extension de la cessation progressive d'activité aux agents non titulaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs et aux agents non titulaires recrutés sur contrat à durée indéterminée des établissements hospitaliers, occupant un emploi permanent à temps complet) (p. 2146, 2148) : accepte les amendements de la commission, n° 14 de coordination avec l'amendement n° 8 précité de cette dernière, n° 15 de coordination avec l'amendement n° 9 précité et n° 16 de coordination avec l'amendement n° 10 précité - **Art. 19** (mi-temps thérapeutique dans la fonction publique de l'Etat) (p. 2149, 2150) : sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 17 (possibilité de demander un mi-temps thérapeutique avant le terme du congé de longue maladie et possibilité d'accorder le mi-temps thérapeutique pour une durée inférieure à trois mois) et accepte le n° 19 (motifs pouvant justifier le mi-temps thérapeutique), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 54 ; adopté - **Art. 20** (mi-temps thérapeutique dans la fonction publique territoriale) (p. 2151) : accepte l'amendement n° 22 de la commission, de coordination avec l'amendement n° 19 précité de cette dernière, sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 55, de coordination avec son sous-amendement n° 54 précité ; adopté - **Art. 21** (mi-temps thérapeutique dans la fonction publique hospitalière) : accepte l'amendement n° 25 de la commission, de coordination avec l'amendement n° 19 précité de cette dernière, et sur ce dernier, son sous-amendement n° 56 de coordination avec son sous-amendement n° 54 précité ; adopté - **Avant l'art. 22** (p. 2152, 2153) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Robert Pagès (suppression des dispositions relatives aux retenues pour absence de services) - Son amendement n° 49 : rétroactivité légale des dispositions statutaires ; rejeté - **Art. 22** (validation des actes pris sur la base du décret n° 92-91 du 24 janvier 1992) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de la commission (suppression des dispositions relatives au caractère rétroactif du décret du 1<sup>er</sup> avril 1994) - **Avant l'art. 23** (p. 2154) : son amendement n° 50 ; création de groupements d'intérêt public autour des établissements chargés de la formation initiale et continue des fonctionnaires de l'Etat ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 596 (93-94)] - (11 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3832, 3833) : texte d'accord - Dispositif de l'avancement accéléré au bénéfice des fonctionnaires servant dans les quartiers difficiles - Modernisation de la fonction publique - Remercie le Parlement de l'avoir soutenu dans cette réforme.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

Deuxième partie :

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique)** - (26 novembre 1994) (p. 6206, 6210) : aides à la presse et à l'audiovisuel - Délocalisation et déconcentration - Avenir de la fonction publique - Formation et encadrement - (p. 6215, 6216) : enseignement territorial, communautaire et international à l'Ecole nationale d'administration, ENA - Télé-travail - Accueil et services rendus au public - Augmentation des fonctionnaires français dans les instances communautaires.

**ROUJAS (Gérard)**, sénateur de la Haute-Garonne (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec Mmes Josette Durrieu et Maryse Bergé-Lavigne, tendant à abroger la loi de privatisation n° 93-923 du 19 juillet 1993 [n° 559 (93-94)] (29 juin 1994) - **Privatisations**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4272) - Ministère : Travail - *Application de la loi quinquennale sur l'emploi* - **Emploi**.

**ROUSSIN (Michel)**, ministre de la coopération.

fin de ses fonctions ministérielles le 12 novembre 1994 (JO Lois et décrets du 13 novembre 1994).

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Xavier de Villepin : **Français de l'étranger (Dévaluation du franc CFA)** (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1108).

*Réponses aux questions orales sans débat :*

n° 119 de M. Louis Souvet : **Commerce international (Mise en place de la charte sociale de l'Organisation mondiale du commerce)** (JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2681).

n° 132 de Mme Paulette Brisepierre : **Français de l'étranger (Extension aux Français établis hors de France du bénéfice des dispositions de la loi relative au surendettement des ménages)** (JO Débats du 18 juin 1994) (p. 2680).

**ROUVIÈRE (André)**, sénateur du Gard (S).

secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 409 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention sur la diversité biologique, adoptée le 22 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992 [n° 433 (93-94)] (18 mai 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 529 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Arménie [n° 7 (94-95)] (5 octobre 1994) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur :

1° le projet de loi [n° 37 (94-95)] autorisant la ratification du premier protocole du 19 décembre 1988 concernant l'interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes de la Convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles et celle du deuxième protocole du 19 décembre 1988 attribuant à la Cour de justice des Communautés européennes certaines compétences en matière d'interprétation de la convention de Rome du 19 juin 1980 - **Communautés européennes.**

2° et le projet de loi [n° 71 (94-95)] autorisant la ratification de la Convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, signée à Funchal le 18 mai 1992 [n° 102 (94-95)] (30 novembre 1994) - **Traités et conventions.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93-81/Euratom, CECA, CEE, modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76-787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 [n° 261 (93-94)]** - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 659) : siège du Parlement européen à Strasbourg - Répartition des sièges - Influence de l'Allemagne - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992 [n° 264 (93-94)]** - (27 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 664, 665) : sommet de la terre de Rio - Convention sur l'eau - Contrôle des émissions de gaz carbonique - Lutte contre l'effet de serre - Coopération au sein de l'Union européenne - Forêt méditerranéenne - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant autorisation de la prolongation de la durée de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986 [n° 265 (93-94)]** - (27 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 668) : nouveaux moyens de financement - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi - Tarifs de la traversée.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes (ensemble un procès-verbal) [n° 266 (93-94)]** - (27 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 672) : transmission des informations - Conventions de Schengen et de Dublin - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 260 (93-94)]** - (27 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 681, 682) : création d'une Agence du médicament vétérinaire - Mutualité sociale agricole - Cotisations sociales agricoles - Abstention du groupe socialiste sur le texte de la CMP.

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle - Conclusions du rapport de la commission mixte pari-**

**taire [n° 276 (93-94)]** - (27 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 697, 698) : allègement des formalités administratives - Transmission des entreprises - Limitation des possibilités de relais - Requalification en contrat de travail - Fiscalité - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : position du Gouvernement français au sujet de l'élargissement futur de l'Union européenne** - (19 avril 1994) (p. 1163, 1164) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jacques Genton.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conditions de mise en place des dispositions du titre VI du traité sur l'Union européenne consacrées aux domaines de la justice et des affaires intérieures** - (3 mai 1994) - Intervient dans le débat consécutif à la question de M. Paul Masson (p. 1358, 1359).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la diversité biologique adoptée le 22 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992 [n° 409 (93-94)]** - (3 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2201, 2202) : conférence de Rio - Erosion de la diversité biologique - Statut juridique - Place de la protection de l'environnement dans l'aide au développement - Malgré des limites qu'il souligne, propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - **Art. 22 (charges de copropriété)** (p. 2217) : soutient l'amendement de suppression n° 125 de M. Claude Estier.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Arménie [n° 529 (93-94)]** - (14 octobre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4359, 4360) : au nom de la commission des affaires étrangères, accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 18 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 5967, 5968) : examen du projet de budget - Ressources propres - Politique sociale européenne - Le groupe socialiste votera l'article 18.

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) (p. 6381) : régression du budget de la protection civile - Financement des services départementaux d'incendie ou de secours - (p. 6382) : sapeurs-pompiers - Statut des services de santé - Entente interdépartementale - Canadiens et hélicoptères bombardiers d'eau - Le groupe socialiste ne votera pas ces crédits.

**Défense** - (30 novembre 1994) (p. 6471) : gendarmerie - Effectifs - Répression des excès de vitesse - Parc des hélicoptères - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

- **Projet de loi autorisant la ratification du premier protocole du 19 décembre 1988 concernant l'interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles et celle du deuxième protocole du 19 décembre 1988 attribuant à la Cour de justice des Communautés européennes certaines compétences en matière d'interprétation de la convention de Rome du 19 juin 1980 [n° 37 (94-95)]** - (13 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 71) (p. 7421, 7422) : propose au Sénat d'adopter ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, signée à Funchal le 18 mai 1992 [n° 71 (94-95)]** - (13 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 37) (p. 7421, 7422) : propose au Sénat d'adopter ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne [n° 115 (94-95)]** - (13 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7432, 7433) : le groupe socialiste votera ce projet de loi - Institutions communautaires - Démocratie en Turquie.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994 [n° 119 (94-95)]** - (13 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7443) : le groupe socialiste votera ce projet de loi - Renforcement du contrôle des parlements nationaux sur la procédure budgétaire communautaire - Débat sur l'« impôt européen ».

**RUFIN (Michel)**, sénateur de la Meuse (RPR).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Juge suppléant de la Cour de justice de la République (*JO* Lois et décrets du 20 janvier 1994).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre titulaire de la commission supérieure de codification.

– Vice-président de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO* Lois et décrets du 15 décembre 1994).

Vice-président de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO* Lois et décrets du 15 décembre 1994).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (26 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle [n° 186 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 464) : conséquences graves de la contrefaçon pour l'économie française - Protection des entreprises - Diminution des emplois - Renforcement du dispositif de lutte contre la contrefaçon - Le groupe du RPR se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L. 71 du code électoral tel qu'il résulte de l'article unique de la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 [n° 240 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 465, 466) : réforme du droit de procuration à l'initiative du Sénat (M. Jean Simonin) - Retraités - Vacanciers - Maintien de la procédure simplifiée de vote par procuration pour les Français de l'étranger - Suppression de la différence de traitement entre électeurs des territoires d'outre-mer et de Mayotte et électeurs métropolitains - Au nom de la commission des lois, accepte conforme ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)]** - (25 janvier 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 507) : rapport Barthélémy - Simplification de la vie sociale et de la gestion des entreprises - Patrimoine de l'entrepreneur individuel - Registre du commerce - Conservation des pièces authentiques - (p. 508) : prise en compte par le Gouvernement des problèmes des entreprises individuelles et des petites sociétés.

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - Rapporteur pour avis - **Art. 5 (levée de l'interdiction d'emprunter pour l'associé unique)** (p. 557) : son amendement de suppression n° 63 ; adopté - Distinction entre le patrimoine personnel et le patrimoine de l'entreprise - **Art. 11 bis (nombre maximal des membres du conseil d'administration)** (p. 564) : son amendement de suppression n° 64 ; adopté - **Art. 12 (suppression de la condition d'ancienneté pour la nomination d'un salarié au conseil d'administration)** (p. 566) : son amendement n° 99 : conséquence de la suppression de la condition d'ancienneté du contrat de travail ; adopté - **Art. 12 bis (nombre maximal des membres du conseil de surveillance)** (p. 567) : son amendement de suppression n° 65 ; adopté - **Art. 13 (nomination de salariés au conseil de surveillance)** (p. 568) : son amendement de suppression n° 66 ; adopté - Statut de subordination du salarié et contrôle de la gestion du directoire par le conseil de surveillance - **Art. 15 (conditions de publication du contrat de mariage des commerçants)** (p. 569) : son amendement de suppression n° 67 ; retiré au profit de l'amendement n° 152 du Gouvernement (publicité du contrat de mariage réalisés sous la seule responsabilité du conjoint commerçant au greffe du tribunal de commerce) - **Art. 18 (publicité des apports de fonds de commerce en cas de fusion ou de scission)** (p. 576) : son amendement n° 68 : cas des sociétés en nom collectif et en commandite simple ; adopté - **Art. 38 (protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel)** (p. 629) : son amendement n° 69 : formalités relatives à la prise de sûreté ; retiré - Ses amendements, n° 70 : obligation de faire figurer un montant global ; retiré ; et n° 100 rédactionnel ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 71 ; retiré au profit de l'amendement rédactionnel n° 29 de la commission.

– **Projet de loi pris en application de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international, faite à Washington le 26 octobre 1973, et désignant les personnes habilitées à instrumenter en matière de testaments internationaux [n° 166 (93-94)]** - (14 avril 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 165) (p. 1120) : au nom de la commission des lois, accepte ce projet de loi.

– **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public [n° 427 (93-94)]** - (13 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2470) : évolution fondamentale du régime des

immeubles construits par les titulaires d'autorisation unilatérale ou conventionnelle d'occupation temporaire du domaine public artificiel de l'Etat et des établissements publics - Domaine public portuaire, aéroportuaire, ferroviaire et universitaire - Exclusion du domaine des collectivités territoriales - Création d'un nouveau titre d'occupation du domaine public constitutif de droits réels - Développement économique du domaine de l'Etat - (p. 2471) : situation à l'expiration de la durée maximale du titre d'occupation - Encadrement du recours au crédit-bail - La commission des lois propose au Sénat d'adopter ce projet de loi sous réserve de ses amendements - **Question préalable** (p. 2480) : s'oppose à la motion n° 15 de M. Claude Estier tendant à opposer la question préalable - Renvoi au rapport du vice-président du Conseil d'Etat - **Art. 1<sup>er</sup>** (*Section 3 nouvelle du code du domaine de l'Etat : constitution d'un droit réel sur le domaine public artificiel de l'Etat et de ses établissements publics*) (p. 2483) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 17 de M. Louis Perrein et n° 11 de M. Robert Pagès - **Art. 34-1 du code du domaine de l'Etat (conditions d'attribution d'un droit réel dans le cas des autorisations unilatérales d'occupation)** (p. 2485) : son amendement n° 2 : suppression de la notion de prorogation et possibilité pour l'autorité compétente de délivrer un nouveau titre constitutif de droits réels justifié par l'intérêt du domaine ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Louis Perrein, n° 18 de suppression, n° 19 (caractère exceptionnel de la procédure de reconnaissance d'un droit réel au profit du titulaire d'un titre d'occupation temporaire du domaine public), n° 20 (domaine public portuaire et aéroportuaire), n° 21 (exercice d'une activité de service public), n° 22 (conformité de l'activité autorisée à l'affectation du domaine public), n° 23 (suppression des prérogatives et obligations du propriétaire accordées au titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire) et n° 24 (limitation de la durée d'occupation du domaine public à la durée d'amortissement des ouvrages autorisée) - S'oppose à l'amendement n° 1 de M. Michel Doublet (extension des dispositions au domaine public des ports décentralisés) ainsi qu'à l'amendement n° 16 de M. Jean-Claude Gaudin (alignement de la durée de l'occupation constitutive de droit réel sur celle des baux emphytéotiques) - (p. 2486) : nature juridique du titre d'occupation du domaine public - **Art. L. 34-2 (agrément des cessions et droits des créanciers)** (p. 2487) : son amendement n° 3 : cas des transmissions entre vifs ou par décès ainsi que des fusions, absorptions ou scissions de sociétés ; adopté - (p. 2488) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Robert Pagès (association de la collectivité locale concernée à la décision de cession) - **Art. L. 34-3 (sort des ouvrages et indemnisation à l'issue du titre d'occupation)** (p. 2489, 2490) : ses amendements rédactionnels n° 4, n° 5 et n° 6 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 25 de M. Louis Perrein (remise en l'état aux frais du titulaire de l'autorisation) - **Art. L. 34-4 (décision de l'Etat pour l'octroi d'un droit réel sur les ouvrages nécessaires à la continuité du service public)** : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Louis Perrein (exclusion des ouvrages, constructions ou installations nécessaires à la continuité du service public) - **Art. L. 34-7 (décrets d'application)** (p. 2491) : demande le retrait des amendements n° 13 de M. Robert Pagès (décret déterminant notamment les conditions d'information, de consultation et codécision avec les collectivités locales) et n° 28 de M. Louis Perrein (décret prévoyant la consultation des collectivités locales) - **Art. L. 34-8 (contrats de crédit-bail liés à un titre d'occupation constitutif de droit réel)** (p. 2492) : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Louis Perrein (rétablissement de l'agrément du crédit-bail pour les investissements privés destinés à financer des immeubles à usage privé) - **Art. L. 34-9 (extension du droit réel au domaine des établissements publics de l'Etat)** (p. 2493) : son amendement n° 8 ; retour de la propriété des immeubles construits sur le domaine propre d'un établissement public audit établissement ; adopté - **Après l'art. L. 34-9** : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Robert Pagès (exigence d'un avis conforme préalable des communes concernées en matière d'aménagement d'espace portuaire et inscription des projets dans un schéma d'aménagement) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2494) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Camille Cabana (extension des nouvelles dispositions de la domanialité publique au domaine public des collectivités locales) - **Art. 2 (dispositions transitoires)** (p. 2495) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 31 de M. Louis Perrein.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Art. 17 (extension de la durée du droit à prestations en espèces de l'assurance maternité pour les familles devant faire face à des naissances multiples et prise en compte de certains cas d'adoption)** (p. 2901) : soutient l'amendement n° 139 de M. Alain Vassel (allongement de la période de congé postnatal) - **Art. 26 (pensions de réversion)** (p. 2917) : soutient l'amendement n° 140 de M. Jacques de Menou (cas des personnes qui bénéficient du minimum vieillesse pour le calcul de la majoration de la pension de réversion) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2929, 2930) : réaffirmation de la place de la famille dans la nation - Intérêt des mesures présentées - Première étape d'une vraie politique familiale - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 585 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 594 et n° 586) (p. 4414) : protection judiciaire de la jeunesse - Délinquance juvénile - Centres d'hébergement - (p. 4415) : « jeunes en équipe de travail », JET - Le groupe du RPR votera ces projets de loi.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 594) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4414, 4415).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - (18 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 585 et n° 586) - Voir intervention sous le projet de loi n° 585 (p. 4414, 4415).

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4801, 4803) : décentralisation - Mission de l'Etat - Notion de « pays » - Département de la Meuse - Transports terrestres - Sociétés concessionnaires d'autoroutes - Communes - Forêt - Commerce de proximité - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)],**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 12** (p. 6124) : soutient l'amendement n° I-98 de M. Auguste Cazale, identique aux amendements n° I-157 de M. Henri de Raincourt et n° I-162 de M. Paul Girod (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole) - **Après l'art. 13 bis** (p. 6132, 6133) : soutient l'amendement n° I-175 de M. Jacques Valade ; retiré au profit de l'amendement qui porte sur le même sujet n° I-13 de la commission, ainsi que les amendements de M. Jacques-Richard Delong, n° I-101 (maintien au compte spécial de l'intégralité des ressources qui sont affectées au fonds forestier national), n° I-102 (augmentation du taux de la taxe sur les boîtes ou pochettes de 100 allumettes et sur les briquets à flamme) et n° I-103 (prélèvement sur le produit des jeux et loteries organisés par la société française des jeux) - (p. 6134) : soutient les amendements n° I-115 de M. Philippe Marini (relèvement du tarif de la redevance affectée au Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE) et n° I-166 de M. Jacques Oudin (augmentation des tarifs de la redevance sur toutes les consommations d'eau distribuées par un réseau public d'eau potable qui alimente le FNDAE) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 6156) : Français établis hors de France - TVA applicable aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique - TVA applicable à l'horticulture - Collectivités territoriales - Avis favorable du RPR sur la première partie du projet de loi de finances.

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants et victimes de guerre** - (25 novembre 1994) (p. 6181, 6183) : dette viagère - Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC - Politique de la mémoire - Exemple du département de la Meuse - Entretien des lieux de sépultures - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 51 (revalorisation des plus hautes pensions militaires d'invalidité)**



(p. 6185) : soutient l'amendement n° II-10 de M. Auguste Cazalet (pension des grands invalides de guerre).

Justice - (7 décembre 1994) - Rapporteur pour avis pour la protection judiciaire de la jeunesse (p. 6919, 6921) : capacité des centres d'hébergement - Assistance éducative pour jeunes mineurs en danger - Pouvoirs des juges des enfants - Accroissement de la délinquance juvénile - Situation du tribunal pour

enfants de Papeete - Accepte les crédits de ce projet de budget pour la protection judiciaire de la jeunesse.

- **Proposition de loi relative au financement de la vie politique [n° 144 (94-95)] - Suite de la discussion - (22 décembre 1994) - Art. 9 bis (création d'une nouvelle subvention forfaitaire au profit de certains partis et groupements politiques non éligibles à l'aide publique) (p. 7983, 7984) : sur l'amendement n° 3 de la commission (répartition des élus dans au moins 30 départements), son sous-amendement n° 41 ; retiré.**

## S

**SARKOZY (Nicolas), ministre du budget, porte-parole du Gouvernement.**

chargé, à titre provisoire, d'exercer les fonctions du ministre de la communication le 19 juillet 1994 (JO Lois et décrets du 20 juillet 1994).

## DÉPÔTS

**En première lecture devant le Sénat :**

*Projet de loi* relatif au statut fiscal de la Corse [n° 560 (93-94)] (29 juin 1994) - **Impôts et taxes.**

*Projet de loi*, déposé avec M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, relatif aux conditions de privatisation de la société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)] (29 novembre 1994) - **Privatisations.**

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Joël Bourdin : **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (Remboursement aux collectivités locales de la TVA sur les investissements)** (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1735).

de M. Guy Robert : **Communautés de communes (Fiscalité des communautés de communes)** (JO Débats du 2 mai 1994) (p. 1736).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques** [n° 152 (93-94)] - (12 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 40) : nécessité de maîtriser l'évolution des finances publiques - (p. 41) : progression rapide de l'encours de la dette publique - Reprise par l'Etat de la dette de la sécurité sociale - Baisse des taux d'intérêt - Niveau trop élevé des prélèvements obligatoires - Contradiction entre l'augmentation des déficits et la diminution des prélèvements obligatoires - (p. 42) : taux de croissance faible - Besoin de financement des collectivités locales - Cas du Japon - (p. 55) : limitation des dépenses et des prix - Dévaluation du franc CFA - Réforme de l'allocation aux adultes handicapés - **Art. 1<sup>er</sup>** (*objectif de la maîtrise des finances publiques*) (p. 60) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Robert Vizet (nouvelle rédaction de cet article tendant à réduire de façon significative le déficit du budget de l'Etat) - **Art. 2** (*normes de progression des charges budgétaires*) (p. 68) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 1 (substitution des mots « de la croissance » à ceux de « des prix », n° 2 (sorties de cotisations sociales fondées sur les salaires), n° 3 (pourcentage de hausse des salaires de 1994 à 1997), n° 4 (débat sur les 32 heures), n° 5 (accroissement des dépenses et des ressources fiscales), n° 6 (suspension des allègements prévus par le Gouvernement et votés par le Parlement en matière de charges sociales sur les salaires les plus modestes), n° 7 (possibilité d'utiliser des crédits qui n'auraient pas été dépensés dans un exercice budgétaire au cours de l'exercice suivant sur d'autres chapitres et pour d'autres départements ministériels), n° 8 (suppression de certains impôts et taxes pesant sur les salaires), n° 9 (taux d'imposition sur les sociétés en Allemagne et en France), n° 10 (taux de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu à 60 %), et n° 12 (investissement de capitaux considérables dans les emprunts dont les intérêts ne seraient pas imposés) - **Art. 3** (*rapport annexé au projet de loi de finances de l'année*) (p. 69) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 11 (sortie du serpent monétaire européen) et n° 13 (redéfinition du partage du budget communautaire et de la contribution de chaque pays de l'Europe).

- **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales** [n° 81 (92-93)] - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1032) : intérêt d'une révision des cadres budgétaires et comptables actuels -

(p. 1033) : souci de ne pas accroître les contraintes qui pèsent sur la majorité des communes - Modifications significatives pour les 33 000 communes de moins de 3 500 habitants - Lien direct entre la politique d'investissement d'une collectivité et sa capacité d'épargne - Problème des provisions - (p. 1034) : provisionnement pour risque ; provisionnement pour « dette financière faisant l'objet d'un remboursement différé » - **Art. 1<sup>er</sup>** (*budget des communes de plus de dix-mille habitants et de moins de dix-mille habitants*) (p. 1050) : demande le retrait de l'amendement n° 16 de M. René Régnauld (décret en Conseil d'Etat après avis du comité des finances locales) - (p. 1051) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la possibilité donnée au Conseil d'Etat d'abaisser le seuil de dix-mille habitants) - **Art. 2** (*caractère obligatoire des dotations aux amortissements des immobilisations et des dotations aux provisions*) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (différé d'amortissement) - (p. 1052) : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - **Après l'art. 2** (p. 1053) : demande le retrait de l'amendement n° 18 de M. Paul Loridant (intervention dans le domaine des priorités des dépenses obligatoires) - **Art. 4** (*mise à jour des recettes non fiscales à caractère facultatif hors section d'investissement*) (p. 1054) : accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Art. 5** (*provision forfaitaire obligatoire pour garantie d'emprunt*) (p. 1055) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de cet article donnant à la commune le choix entre cautionnement et constitution d'une provision), demande le retrait de l'amendement n° 19 de M. René Régnauld (extension de l'obligation de constitution et de provision forfaitaire en cas de garantie d'emprunt ou de cautionnement aux communes de moins de 3 500 habitants) et s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Robert Vizet (mise en place du Comité national du cautionnement) - **Avant l'art. 6** (p. 1056) : demande le retrait de l'amendement n° 20 de M. Paul Loridant (nouvelle définition de l'équilibre budgétaire) - **Après l'art. 6** (p. 1058) : demande le retrait de l'amendement n° 14 de M. Joël Bourdin (constat d'une charge de consommation de capital, avec la dotation) - **Art. 8** (*régime des ordres de réquisition des comptables publics locaux*) : accepte les amendements de la commission n° 6 (modification des références législatives erronées) et n° 8 rédactionnel et demande le retrait de l'amendement n° 21 de M. Paul Loridant (du caractère exécutoire des décisions) - **Art. 10** (*modalités d'émission de titres de recettes par les ordonnateurs locaux*) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (suppression de cet article) - **Avant l'art. 11** (p. 1061) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Paul Loridant (amorce de règles prudentielles) - (p. 1062) : s'oppose aux amendements de M. Paul Loridant, n° 23 (possibilité pour les communes qui le souhaiteraient d'amortir l'ensemble de leurs biens) et n° 24 (majoration de DGF offerte aux communes qui décideront d'amortir l'ensemble de leurs biens renouvelables de façon irrévocable) - **Art. 11** (*prise en compte des conséquences budgétaires des nouvelles dispositions*) (p. 1063) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (prélèvement en cas de besoin des ressources d'investissement pour en faire des dépenses de la section de fonctionnement) - **Après l'art. 11** (p. 1064) : demande le retrait de l'amendement n° 13 de M. Alain Pluchet (exonération des syndicats à vocation unique de la tenue obligatoire d'un débat d'orientation budgétaire) - **Art. 12** (*entrée en application du projet de loi*) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (date d'entrée en application décalée de douze mois) - (p. 1065) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (consultation du comité des finances locales) .

- **Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse** [n° 560 (93-94)] - (11 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3841, 3842) : mesures fiscales spécifiques - Allègements des charges des entreprises et des agriculteurs - Renforcement des moyens financiers - Institution d'une taxe sur l'électricité - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3852) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Robert Vizet (dispositions fiscales en faveur des revenus salariaux et assimilés) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*exonération de taxe professionnelle*) (p. 3855, 3856) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 10 (instauration d'un système de financement original fondé sur la collecte des livrets CODEVI) et de M. Paul Loridant, n° 19 (réduction de taxe professionnelle proportionnellement identique pour toutes les entreprises) et n° 20 (suppression de la part des salaires dans les bases de calcul de la taxe professionnelle en Corse) - Demande le retrait de

l'amendement n° 24 de M. Louis-Ferdinand de Rocca Serra (modalités de calcul de la compensation fiscale versée aux groupements de communes à la suite de l'exonération de taxe professionnelle) - Accepte les amendements de M. Paul Girod, n° 27 (fixation du taux de la compensation de la perte de recette de taxe professionnelle) et n° 1 rédactionnel - Son amendement n° 26 : modalités de calcul de la part versée par l'Etat aux groupements de communes en compensation de la perte de recette de taxe professionnelle ; adopté - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3857) : demande le retrait de l'amendement n° 3 de la commission (contrepartie de l'exonération de taxe professionnelle dont bénéficiera EDF en Corse) - **Art. 2** (*exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties*) (p. 3858) : demande le retrait de l'amendement n° 21 de M. Paul Lorient (champ d'application de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties en Corse) - Accepte les amendements de la commission, n° 4 (modalités de compensation de la perte de recettes résultant de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les communes et leurs groupements à fiscalité propre), n° 28 (définition du dispositif d'indexation) et n° 6 (évaluation de l'effort fiscal pour le calcul des dotations) - **Avant l'art. 3** (p. 3859) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° 22 (mobilisation de l'épargne de proximité au bénéfice des entreprises locales en Corse) et n° 25 (réduction d'impôt sur le revenu égale à 50 % des apports en numéraires versés aux entreprises corses par les contribuables corses) - **Art. 3** (*reconduction jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1999 des dispositifs d'exonération d'impôt sur les sociétés pour les activités et les entreprises créées en Corse*) (p. 3860) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 11 de M. Robert Vizet et accepte l'amendement n° 7 de la commission (harmonisation des durées d'application des deux mesures d'exonération et prise en compte de l'artisanat) - **Après l'art. 3** (p. 3861) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Robert Vizet (rôle du comité de coordination du développement industriel de la Corse, CCDIC) - **Art. 4** (*versement à la collectivité territoriale de Corse d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers perçue en Corse*) (p. 3862) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Robert Vizet (organisation du financement destiné à moderniser le réseau routier corse) - **Après l'art. 4** (p. 3863) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 14 (budget de l'université de Corse), et n° 15 (contrôle de la politique de formation menée en Corse) - **Art. 5** (*transfert des droits de francisation et de passeport des navires de plaisance dont le port d'attache est en Corse*) (p. 3864) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Robert Vizet (affectation à la collectivité territoriale de Corse du produit de l'impôt de solidarité sur la fortune perçu auprès des contribuables corses) et accepte l'amendement n° 8 de la commission (obligation pour les bateaux immatriculés en Corse de séjourner une fois chaque année au minimum dans l'île - référence à une loi de finances) - **Art. 6** (*institution facultative de la taxe d'électricité par la collectivité territoriale de Corse*) (p. 3866) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Robert Vizet (suppression de la taxe de passage due par les entreprises de transport public aérien et maritime) - **Avant l'art. 7** (p. 3867) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Masseret (régime des droits de mutation à titre gratuit en Corse) - **Art. 7** (*reconduction jusqu'à fin 1997 des dispositifs d'exonération des droits applicables aux actes et attestations nécessaires au règlement des indivisions successorales en Corse*) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Robert Vizet (conditions d'exigibilité de la taxe de publicité foncière) - **Sur l'ensemble** (p. 3868) : négociations devant la Commission de Bruxelles préalables à l'examen de ce projet de loi - Concertation interministérielle - Raccourcissement des délais compensé par un travail efficace.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5856, 5863) : économie française - Marchés extérieurs - Déficit budgétaire - Dette de la France - Sécurité sociale - Produits des privatisations - Administration publique - Collectivités locales - BAPSA - Fiscalité - Entreprises - Créations d'emplois - Exonération de la taxe sur les salaires - Aménagement du territoire - Politique du logement.

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1994) (p. 5922, 5933) : taxe professionnelle - Lutte contre l'exclusion - Fiscalité - CSG - Dépenses - Déficit de l'assurance chômage - Caisse nationale

de retraite des agents des collectivités locales, CNRACL - Produit des privatisations - Collectivités territoriales - Contexte international - Français de l'étranger - Déficit budgétaire - Dette publique - Aménagement du territoire - RMI - Chômage - Fonds forestier national - Taxe professionnelle - **Question préalable** (p. 5936) : s'oppose à la motion n° I-100 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable.

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 2** (*barème de l'impôt sur le revenu*) (p. 5942) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° I-19 (élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu), n° I-20 (conditions d'application de la décote portant sur les droits simples acquittés en matière de l'impôt sur le revenu) et n° I-21 (correctifs dans les modalités d'application de l'impôt sur le revenu), ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-117 (revalorisation des tranches du barème de l'impôt sur le revenu), n° I-120 (rehausse du montant de la décote), n° I-119 (relèvement du seuil de recouvrement de l'impôt dans la même proportion que l'indice des prix) et n° I-118 (plafonnement de l'avantage fiscal procuré par les différentes réductions d'impôt) ; demande le retrait de l'amendement n° I-68 de M. Xavier de Villepin (extension aux Français établis hors de France de l'application de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu) - **Après l'art. 2** (p. 5943, 5945) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° I-23 (abrogation des dispositions de l'article 119 bis du code général des impôts relatif à la prime à la mobilisation de l'épargne en faveur de la souscription d'obligations assimilables du Trésor), n° I-22 (avoir fiscal), n° I-105 (octroi de la demi-part supplémentaire aux anciens combattants, toutes classes d'âges confondues, dès l'âge de soixante-cinq ans) et n° I-24 (prise en compte, au titre des frais professionnels et du titre de l'impôt sur le revenu, des frais de déplacement et d'hébergement que doivent engager les demandeurs d'emplois, tous âges confondus) - **Art. 2 bis** (*limitation des conditions d'attribution d'une demi-part supplémentaire aux contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant à leur charge un ou plusieurs enfants majeurs*) (p. 5947) : s'oppose à l'amendement n° I-26 de M. Robert Vizet (nouvelle rédaction) et accepte les amendements identiques de suppression n° I-25 de M. Robert Vizet, n° I-121 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-176 de M. Jean Chérioux - **Après l'art. 2 bis** (p. 5949) : accepte l'amendement n° I-69 de M. Xavier de Villepin (exclusion du champ d'application des dispositions de l'article 164 C du code général des impôts des ressortissants français qui conservent la disposition d'une habitation en France lorsqu'ils s'expatrient à l'étranger pour des raisons professionnelles) et demande le retrait du sous-amendement n° I-182 de M. Daniel Millaud et de l'amendement n° I-122 de M. Guy Penne au profit de l'amendement n° I-69 de M. Xavier de Villepin qui porte sur le même objet.

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Après l'art. 2 bis** (*suite*) (p. 5984) : demande le retrait de l'amendement n° I-15 de M. Rémi Herment (exonération fiscale pour les fonctionnaires d'Afrique du Nord et d'outre-mer, anciens combattants de la seconde guerre mondiale, des rappels perçus au titre de l'application de l'article 9 de la loi du 3 décembre 1982) - **Avant l'art. 3** (p. 5985) : s'oppose aux amendements, n° I-27 de M. Robert Vizet (assujettissement d'une part des biens professionnels à l'impôt sur la fortune) et n° I-123 de M. Jean-Pierre Masseret (taxation forfaitaire sur la fortune pour les patrimoines les plus considérables) - **Art. 3** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 5986) : s'oppose aux amendements, n° I-28 de M. Robert Vizet et n° I-124 de M. Jean-Pierre Masseret (relèvement des taux d'impôt de solidarité sur la fortune) - **Après l'art. 3** (p. 5988) : demande le retrait de l'amendement n° I-1 de M. Etienne Dailly (conditions dans lesquelles les biens sont considérés comme professionnels et exclus de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) - S'oppose à l'amendement n° I-2 de M. Etienne Dailly (imposition des parts ou actions des sociétés rachetées par ses salariés) ; retiré puis repris sous le même numéro par M. Philippe Marini - (p. 5991, 5992) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-125 (suppression de l'article 885 V bis du code général des impôts relatif au plafonnement de la somme de l'impôt sur le revenu et de l'impôt de solidarité sur la fortune) et n° I-126 (modification, pour le calcul des plus-values immobilières réa-

lisées sur les cessions de résidence secondaire du taux d'abattement pour chaque année de détention) - **Avant l'art. 4** (p. 5993) : s'oppose à l'amendement n° I-29 de M. Robert Vizet (relèvement à 40 % du taux de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés) - **Après l'art. 4** (p. 5994) : demande le retrait de l'amendement n° L-3 de M. René Ballayer, puis s'y oppose lorsqu'il est repris sous le même numéro par M. René Régnauld (exonération pour les chambres des métiers de la taxe sur les salaires pour l'ensemble des rémunérations qu'elles versent à leurs agents) - **Après l'art. 4 ou après l'art. 4 bis** (p. 5996, 5997) : s'oppose à l'amendement n° I-30 de M. Robert Vizet (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile et les hôpitaux), ainsi qu'aux amendements qui portent sur le même objet, n° I-107 de M. Philippe Marini, n° I-129 de M. Jean-Pierre Masseret (exonération de taxes sur les salaires pour les rémunérations des personnes employées par les associations de services aux personnes âgées dépendantes) et demande le retrait de l'amendement n° I-177 de M. Jean Chérioux qui porte sur le même objet que les deux amendements précités - **Après l'art. 4 (suite)** : s'oppose à l'amendement n° I-31 de M. Robert Vizet (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations de tourisme social et familial à but non lucratif) - **Art. 4 bis (relèvement de l'abattement annuel de la taxe sur les salaires)** (p. 5998) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-127 (augmentation du seuil d'exonération pour les associations) et n° I-128 (réduction de la taxe sur les salaires versée par les associations intermédiaires et les fondations pour l'emploi) - **Après l'art. 4 bis (suite) (relèvement de l'abattement annuel de la taxe sur les salaires)** (p. 5999) : accepte l'amendement n° I-108 de M. Philippe Marini (imposition des plus-values à court terme réalisées à la suite de la perception d'indemnités d'assurances ou de l'expropriation d'immeubles figurant à l'actif de l'entreprise) - **Art. 5 (relèvement du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des grosses réparations)** (p. 6000) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-130 de M. Jean-Pierre Masseret - **Après l'art. 5** (p. 6002 à 6005) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-32 (crédits aux entreprises), n° I-33 (utilisation de l'argent public en matière de politique de l'emploi) et n° I-34 (politique de développement des entreprises) - **Art. 6 (extension de la réduction d'impôt pour investissement locatif aux transformations en logements de locaux précédemment affectés à un autre usage)** (p. 6006, 6007) : s'oppose aux amendements, n° I-131 de M. Jean-Pierre Masseret (imposition supplémentaire pour les propriétaires de bureaux ou de locaux commerciaux qui n'effectueraient pas la transformation dans les délais requis) et n° I-35 de M. Robert Vizet (fixation du loyer des locaux professionnels transformés en habitations) - **Après l'art. 6** (p. 6008) : s'oppose aux amendements n° I-36 de M. Robert Vizet (contribution des entreprises à l'effort de construction) et n° I-132 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (situation des entreprises qui doivent exposer des frais inhérents à la mise en conformité de leur équipement en vertu d'une directive européenne) - (p. 6009) : s'oppose à l'amendement n° I-37 de M. Robert Vizet (exonération du droit de mutation à titre gratuit pour l'héritier ou le bénéficiaire d'une donation qui s'engage à louer l'immeuble à des locataires à ressources modestes) - **Après l'art. 6 bis** (p. 6009, 6013) : demande le retrait de l'amendement n° I-85 de M. Alain Lambert (exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour des logements à caractère social) - **Après l'art. 6 (suite)** (p. 6014) : s'oppose aux amendements n° I-38 de M. Robert Vizet (fixation des conditions d'application des impôts locaux directs) et n° I-133 de M. Jean-Pierre Masseret (délocalisation d'entreprises) - **Art. 6 bis (déduction du revenu foncier des primes d'assurance pour impayé de loyer)** (p. 6015) : demande le retrait de l'amendement n° I-82 de M. Alain Lambert (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 6 bis (suite)** (p. 6016, 6018) : sur les amendements de M. Alain Lambert s'oppose au n° I-84 (relèvement de la déduction forfaitaire) et accepte le n° I-83 (cas d'un logement vacant) - **Avant l'art. 7** (p. 6019, 6020) : s'oppose aux amendements n° I-39 de M. Robert Vizet (régime fiscal des plus-values immobilières liées à la cession de la résidence principale), n° I-134 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (droit de timbre lors de l'enregistrement des requêtes auprès des tribunaux administratifs) - **Art. 7 (application du taux normal de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique distribués par réseaux publics)** (p. 6025, 6026) : s'oppose à

l'amendement n° I-40 de M. Robert Vizet (suppression de l'article ; taux d'abonnement préférentiel pour EDF et GDF), ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-135 de suppression, et n° I-136 (exonération pour les régies des collectivités locales et de leurs groupements et pour les réseaux de chauffage urbain) - Demande le retrait des amendements n° I-155 de M. Jean Boyer (abonnements, à usage domestique, relatifs aux réseaux de chaleur), n° I-109 de M. Philippe Marini (abonnements relatifs aux livraisons d'électricité effectuées par les sociétés coopératives visées à l'article L. 531-1 du code rural), n° I-167 de M. Jean-Paul Delevoye (abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique, à usage domestique, distribuée par réseaux publics), n° I-178 de M. Claude Belot (abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique, à usage domestique, effectuées par réseaux publics prioritairement alimentés au moyen d'énergies renouvelables) et n° I-94 de M. Gérard César (abonnements à usage domestique relatifs aux réseaux d'électricité et de gaz sous la responsabilité des communes et de leurs groupements) - (p. 6034) : s'oppose à l'amendement n° I-43 de M. Robert Vizet (nationalisation des sociétés privées concessionnaires de service de distribution d'eau) - **Avant l'art. 14** : s'oppose à l'amendement n° I-150 de M. Jean-Pierre Masseret (sociétés distributrices d'eau, d'énergie et collectrices d'ordures) - **Après l'art. 7 bis** : s'oppose à l'amendement n° I-86 de M. Alain Lambert (TVA appliquée aux prestations d'avocats et d'avoués dans le cadre de l'aide juridique ou de l'aide à l'accès au droit) - **Art. 8 (modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)** (p. 6036, 6037) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-138 de suppression et n° I-139 (actualisation de tous les tarifs de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en fonction de l'indice des prix), ainsi qu'aux amendements n° I-70 de M. Xavier de Villepin (taxe applicable aux gaz de pétrole liquéfiés utilisés comme carburant, GPLC) et n° I-110 de M. Philippe Marini (maintien à 33,5 centimes de l'écart entre la taxe sur le carburant sans plomb et sur le super-carburant plombé) - **Après l'art. 8** (p. 6039, 6042) : intervient sur les amendements identiques n° I-79 de M. Michel Souplet et n° I-160 de M. Paul Girod (exonération de la TIPP pour les huiles de colza) - Souhaite que ces amendements soient déposés lors de l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture - **Art. 11 (par priorité) (pérennisation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 % appliquée aux bases de taxe professionnelle)** (p. 6048, 6050) : accepte l'amendement n° I-7 de la commission (nouvelle rédaction) - S'oppose aux amendements de M. René Régnauld n° I-145, de suppression, et n° I-146 (restitution aux collectivités locales par le biais du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle des sommes prélevées par l'Etat), ainsi qu'aux amendements n° I-51 de M. Robert Vizet (nouvelle rédaction) et n° I-93 de M. Philippe Adnot (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 11 (par priorité)** (p. 6054, 6055) : intervient sur l'amendement n° I-180 de M. Jacques Legendre (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des opérations faites dans le cadre des marchés d'études et de travaux publics, METP) - **Art. 13 bis (par priorité) (augmentation du taux de prélèvement effectué sur la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport)** (p. 6059) : son amendement rédactionnel n° I-184 ; adopté - (p. 6061, 6063) : sur son amendement rédactionnel n° I-184, s'oppose aux sous-amendements de M. François Lesein, déposés au nom de la commission des affaires culturelles, n° I-185 et n° I-186 - (p. 6065) : demande le retrait des amendements de M. François Lesein, déposés au nom de la commission des affaires culturelles, n° I-16 (fixation du taux de prélèvement à 3 %), n° I-17 (nouvelle rédaction qui précise la destination du produit du prélèvement), ainsi que celui des amendements n° I-92 de M. Jean-Pierre Masseret (remplacement du taux de 2,4 % par celui de 2,8 %) et n° I-63 de M. Robert Vizet (suppression du second alinéa de l'article 13 bis relatif aux modalités d'utilisation des recettes ainsi dégagées) - **Après l'art. 13 bis (par priorité)** (p. 6067) : oppose l'article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 à l'amendement n° I-18 de M. François Lesein déposé au nom de la commission des affaires culturelles (taxe additionnelle sur le prix de vente des paquets de cigarettes pour compenser la perte de recettes due à l'application de la loi Evin).

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Art. 9 (par priorité)** (*aménagement du plafonnement des cotisations de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée*) (p. 6087) : accepte l'amendement n° I-5 de la commission (nouvelle rédaction qui prévoit un palier intermédiaire pour les entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 140 et 500 millions de francs), et sur ce dernier demande le retrait du sous-amendement n° I-183 de M. Maurice Schumann - S'oppose aux amendements n° I-140 de M. Jean-Pierre Masseret (nouvelle rédaction) et n° I-46 de M. Robert Vizet (fixation du plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée à 4 %) - **Après l'art. 12 ter (par priorité)** (p. 6090, 6093) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-12 de la commission (plan d'option d'achat d'actions dont bénéficient les salariés des sociétés) et s'oppose, sur ce dernier, au sous-amendement n° I-181 de M. Philippe Marini - (p. 6095) : s'oppose aux amendements identiques n° I-113 de M. Philippe Marini et n° I-153 de M. Henri Collard (extension à l'ensemble des entreprises soumises au régime réel d'imposition sur le revenu des déductions fiscales pour investissement en faveur des exploitants agricoles soumis au même régime fiscal) - (p. 6096) : accepte l'amendement n° I-114 de M. Philippe Marini (scission de sociétés) - (p. 6096, 6097) : sur les amendements de M. Xavier Villepin, s'oppose au n° I-71 (prise en compte des résultats déficitaires provenant des dotations dans les départements d'outre-mer) et demande le retrait du I-72 (frais de scolarité payés pour les expatriés des entreprises) - (p. 6098) : demande le retrait de l'amendement n° I-154 de M. Henri Collard (actualisation de plafonds pour la détermination des régimes fiscaux) - Sur les amendements de M. Philippe Marini, accepte le n° I-112 (alignement du régime des droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts des banques coopératives ou mutualistes sur celui des cessions d'actions) et demande le retrait du n° I-111 (taxe sur les contrats d'assurance) - **Après l'art. 8** (p. 6102) : demande le retrait des amendements identiques n° I-156 de M. Henri Raincourt et n° I-161 de M. Paul Girod (exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les livraisons de gaz destinées à la production de cultures végétales sous serre), ainsi que celui de l'amendement n° I-80 de M. Michel Souplet sur le même objet que les deux amendements précédents - **Art. 8 ter (modification du délai d'emploi de la provision pour reconstitution des gisements)** : accepte l'amendement de cohérence n° I-4 de la commission - **Après l'art. 8 ter** (p. 6103, 6104) : demande le retrait de l'amendement n° I-159 de M. Bernard Barbier (possibilité pour les compagnies pétrolières de déduire de leur bénéfice imposable le prélèvement sur leur bénéfice institué en 1985) ainsi que celui des amendements de M. Xavier Villepin n° I-87 et n° I-88 (droits fixes d'enregistrement d'actes notariés) - **Avant l'art. 9** (p. 6105) : s'oppose à l'amendement n° I-45 de M. Robert Vizet (cotisation minimale de taxe professionnelle instituée par la loi de 1980 relative à la fiscalité directe locale) - **Après l'art. 9** (p. 6106) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-48 (situation des redevables assujettis à la taxe professionnelle dont le revenu est constitué de bénéfices non commerciaux) et n° I-47 (conditions d'établissement de l'assiette de la taxe professionnelle) - (p. 6107) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° I-165 de M. Louis Souvet (assujettissement de La poste et de France Télécom au droit commun de la fiscalité locale) et s'oppose à l'amendement n° I-141 de M. René Régnauld (surcotisation appliquée aux entreprises situées dans les communes où le taux de taxe professionnelle est inférieur au taux moyen national) - **Art. 9 bis (éléments d'information à fournir au Parlement sur les conséquences de divers aménagements du régime de la taxe professionnelle)** (p. 6109) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-49 de M. Robert Vizet et accepte l'amendement n° I-6 de la commission - **Art. 10 (reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux)** (p. 6110) : s'oppose aux amendements n° I-106 de M. Robert Vizet, n° I-142 de suppression de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-169 de M. Jean-Paul Delevoye (suppression de l'article 10 ; compensation de la perte de ressources par le relèvement des droits prévus aux articles 575, 575 A et 403 du code général des impôts) - **Avant l'art. 11** (p. 6112, 6114) : s'oppose aux amendements de M. René Régnauld n° I-143 (taxe professionnelle pour les groupements à fiscalité propre) et n° I-144 (dotation globale de fonctionnement) - **Après l'art. 11** : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet,

n° I-59 (fixation du taux des impôts directs locaux) et n° I-55 (dotation globale de fonctionnement) - Son amendement n° I-188 : exonération de tout droit ou taxe pour les transferts de biens, droits et obligations intervenant entre communes et établissements publics de coopération intercommunale ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° I-8 de la commission qui porte sur le même objet - (p. 6115) : s'oppose à l'amendement n° I-52 de M. Robert Vizet (abrogation de l'article 78 de la loi de finances pour 1986 relatif à la compensation entre les régimes spéciaux de protection sociale) - (p. 6116) : demande le retrait de l'amendement n° I-89 de M. Alain Lambert (abrogation de l'article 53 de la loi de finances pour 1994 qui réduit de 6 % le taux de remboursement de la TVA aux collectivités territoriales sur les investissements réalisés dès 1995) - (p. 6117) : s'oppose à l'amendement n° I-54 de M. Robert Vizet (conditions d'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA) - (p. 6118) : s'oppose à l'amendement n° I-147 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (exonération de la taxe d'habitation pour les étudiants) - **Après l'art. 12** (p. 6123) : demande le retrait de l'amendement n° I-95 de M. Gérard César (produits de la viticulture) - (p. 6124) : s'oppose aux amendements identiques n° I-98 de M. Auguste Cazalet, n° I-157 de M. Henri de Raincourt et n° I-162 de M. Paul Girod (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole), ainsi qu'à l'amendement n° I-81 de M. Michel Souplet (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole) - **Après l'art. 12 bis** (p. 6125, 6126) : demande le retrait des amendements de M. Alain Lambert, n° I-90 et n° I-91 (application et allègement des droits de mutation à titre gratuit pour les transmissions d'entreprises) - **Avant l'art. 12 ter** : accepte l'amendement n° I-10 de la commission (régime de l'article 160 du code général des impôts relatif aux plus-values réalisées par des associés détenant plus de 25 % du capital de leur entreprise) - **Art. 12 ter (majoration du taux d'imposition des plus-values à long terme réalisées par les sociétés)** (p. 6126) : son amendement n° I-189 : nouvelle rédaction ; fixation du taux d'imposition des plus-values des entreprises à 19 % ; adopté par division - (p. 6128) : demande le retrait de l'amendement n° I-11 de la commission (nouvelle rédaction) - S'oppose aux amendements n° I-62 de M. Robert Vizet (restructuration du mode d'imposition des plus-values de cessions d'actifs) et n° I-99 de M. Philippe Marini (maintien du taux d'imposition des plus-values de 18 % pour les produits de la propriété industrielle) - (p. 6133) : accepte l'amendement n° I-13 de la commission (Fonds forestier national) - (p. 6134, 6135) : s'oppose aux amendements n° I-78 de M. Paul Caron (Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE), n° I-115 de M. Philippe Marini (relèvement du tarif de la redevance affectée au fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE) et n° I-166 de M. Jacques Oudin (augmentation des tarifs de la redevance sur toutes les consommations d'eau distribuées par un réseau public d'eau potable qui alimente le FNDAE) - (p. 6135) : s'oppose à l'amendement n° I-149 de M. Jean-Pierre Masseret (majoration de 0,6 point du prélèvement sur les paris du PMU dans le but d'alimenter le fonds national pour le développement de la vie associative) - **Art. 14 (affectation au budget général des recettes des privatisations)** (p. 6137, 6138) : s'oppose aux amendements n° I-151 de suppression de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-64 de M. Robert Vizet (suppression de la loi de privatisation du 19 juillet 1993 et de l'article 14 du présent projet qui en fait état) - Intervient sur l'amendement n° I-14 de la commission (attribution de vingt millions de francs à la Société française pour l'assurance du capital risque, SOFARIS) - **Art. 17 (extension d'attribution du Fonds de solidarité vieillisse, FSV, au régime des exploitants agricoles et au code des pensions civiles et militaires)** (p. 6139) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-65 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 17** (p. 6141) : s'oppose à l'amendement n° I-66 de M. Robert Vizet (suppression de la contribution sociale généralisée pesant sur les revenus salariaux ainsi que sur les pensions et les revenus de remplacement) - **Art. 19 et Etat A annexé** (p. 6163) : son amendement de coordination n° I-190 ; adopté - **Seconde délibération - Art. 8** (p. 6155) : son amendement n° A-1 : taux du supercarburant sans plomb et du supercarburant plombé ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 6163) - **Art. 8 bis A (biocarburants)** : son amendement de suppression n° A-2 ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 6163) - **Sur l'ensemble de la première partie** (p. 6161) :

travaux de la commission des finances - Remerciements aux sénateurs.

*Deuxième partie :*

**Communication** - (9 décembre 1994) (p. 7135) : *chargé à titre provisoire, d'exercer les fonctions du ministre de la communication* - Création de La Cinquième chaîne - (p. 7136) : création d'un groupement d'intérêt économique entre la SEPT et ARTE - Plan câble - Promulgation du décret câble - (p. 7137) : mesure fiscale en faveur de l'installation des prises câbles - Autoroutes de l'information - Révision de la directive Télévision sans frontière et du programme MEDIA - (p. 7138) : avenir de la presse - Aménagement du régime économique de la presse - Coûts de production et distribution de la presse - (p. 7139, 7140) : crédits d'aide à la presse - Secteur public audiovisuel - Eléments chiffrés - Radio - (p. 7152, 7157) : réponse aux rapporteurs et aux différents orateurs - **Examen des crédits - Ligne 46 de l'Etat E annexé à l'article 37 (redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision)** (p. 7158) : création d'une agence nationale de gestion des fréquences - Rôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel - Etat du projet de redevance pour droit d'usage des fréquences - **Art. 41 (répartition du produit hors taxe de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision)** (p. 7158, 7162) : s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n° II-50 (maintien de la répartition du produit hors taxe de la redevance arrêtée par la loi de finances pour 1994 ; exemption des organismes du secteur public de la taxe forfaitaire annuelle sur les services de communication audiovisuelle et augmentation du taux de ladite taxe pour les services privés à due concurrence), n° II-47 (réduction du montant attendu des recettes publicitaires perçues par les sociétés du secteur public de l'audiovisuel) et n° II-51 (abaissement du taux de la TVA sur la redevance au taux zéro) - **Après l'art. 41** (p. 7163, 7164) : s'oppose à l'amendement n° II-52 de M. Ivan Renar (extension de l'exonération de la redevance à l'ensemble des personnes non imposables) - Demande le retrait de l'amendement n° II-66 de M. Jean Cluzel, tout en étant d'accord sur le fond (extension de la durée du mandat des administrateurs des entreprises publiques du secteur audiovisuel à cinq ans) - « Cavalier budgétaire ».

*Articles de totalisation des crédits :*

(10 décembre 1994) - **Art. 40 et Etat H (liste des chapitres sur lesquels s'imputent les crédits pouvant donner lieu à report)** (p. 7193) : son amendement n° II-94 : report sur 1995 des crédits de fonctionnement du budget de la politique de la ville non consommés en 1994 ; adopté.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Avant l'art. 42** (p. 7193) : demande le retrait de l'amendement n° II-74 de M. Jean-Pierre Masseret (revalorisation du plafond du chiffre d'affaires des personnes soumises au régime simplifié d'imposition) - **Art. 42 (relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié au domicile)** (p. 7195) : s'oppose aux amendements analogues n° II-67 de M. Robert Vizet et n° II-75 de M. Jean-Pierre Masseret (limitation des dépenses ouvrant droit à une réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) - (p. 7197) : intérêt de la déduction - S'oppose à l'amendement n° II-76 de M. Jean-Pierre Masseret (maintien de l'avantage en réduction d'impôt aux contribuables dont le revenu imposable est inférieur à un plafond) - **Après l'art. 42** (p. 7198) : s'oppose aux amendements n° II-73 de M. Jean-Pierre Tizon (possibilité de déduction des intérêts d'emprunt contracté pour souscrire au capital d'une société nouvelle constituée pour la reprise d'une activité préexistante) et n° II-68 de M. Robert Vizet (conditions du retour à un abattement sur le revenu des charges qui ouvre droit à une réduction de l'impôt sur le revenu) - **Après l'art. 43** (p. 7199) : accepte l'amendement n° II-55 de la commission (modalités d'imposition des subventions d'équipement en cas d'apport en société ou de fusion) - **Art. 44 bis (extension du régime des fusions à certaines scissions)** (p. 7200) : accepte l'amendement de suppression n° II-56 de la commission - **Art. 45 (relèvement du plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global)** (p. 7201, 7202) : s'oppose aux amendements n° II-77 de suppression de M. Jean-Pierre Masseret, aux amendements identiques n° II-4 de

M. Paul Girod et n° II-37 de M. Auguste Cazalet (maintien de la situation actuelle en ce qui concerne les biens donnés à bail à long terme), ainsi qu'à l'amendement n° II-49 de M. Michel Souplet, sur le même objet que les amendements identiques n° II-4 et n° II-37 précités - Accepte l'amendement de coordination n° II-57 de la commission - **Après l'art. 45** (p. 7204, 7205) : demande le retrait de l'amendement n° II-91 de M. Alain Lambert (modalités du bénéfice de l'avantage fiscal sur certains investissements) - **Art. 46 (exonération de revenus fonciers pour les logements vacants depuis plus d'un an et mis en location)** : accepte l'amendement de suppression n° II-58 de la commission - **Après l'art. 46** (p. 7206) : s'oppose à l'amendement n° II-92 de M. Alain Lambert (bail à réhabilitation) - (p. 7207) : son amendement n° II-93 : reconduction de l'exonération des plus-values des SICAV monétaires en cas de réinvestissement du produit de leur vente dans l'achat de logements ; adopté - S'oppose à l'amendement n° II-86 de M. Philippe Marini (substitution à l'actuelle réduction d'impôt sur les intérêts d'emprunts afférents à l'acquisition d'un logement neuf d'un dispositif équivalent au système Quilès-Mehaignerie) - **Avant l'art. 47** (p. 7208) : s'oppose à l'amendement n° II-78 de M. Jean-Pierre Masseret (agrément du ministre chargé du budget afin de bénéficier des dispositions fiscales prévues dans le cas de reprise d'entreprise en liquidation) - (p. 7209, 7210) : demande le retrait de l'amendement n° II-79 de M. Jean-Pierre Masseret (revalorisation des sanctions applicables en cas de constatation de fraude portant sur la TVA intracommunautaire) - **Art. 48 (reconduction de diverses mesures d'amortissement exceptionnel)** : accepte l'amendement n° II-59 de la commission (prorogation des mesures d'amortissement exceptionnel visant les matériels destinés à économiser l'énergie) - **Après l'art. 48** (p. 7211) : accepte l'amendement n° II-60 de la commission (extension du bénéfice de l'amortissement exceptionnel aux batteries des véhicules électriques) - (p. 7212) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° II-80 (réforme de la taxe professionnelle) et n° II-82 (réactualisation des valeurs cadastrales) - **Art. 48 bis (possibilité pour les syndicats mixtes exclusivement composés de collectivités territoriales d'instituer la taxe de séjour ou la taxe de séjour forfaitaire)** (p. 7213) : accepte l'amendement de suppression n° II-61 de la commission - **Après l'art. 48 bis** (p. 7214) : demande le retrait de l'amendement n° II-38 de M. Louis Althapé (suppression du seuil de 2 000 habitants agglomérés au chef-lieu et compétence de principe du syndicat d'électricité en matière de perception de la taxe d'électricité) - **Après l'art. 48 ter** (p. 7215) : s'oppose à l'amendement n° II-83 de M. Jean-Pierre Masseret (modification des modalités de calcul de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7216) : s'oppose à l'amendement n° II-46 de Mme Paulette Fost (modification des règles d'imputation des excédents) - (p. 7219, 7220) : s'oppose aux amendements identiques n° II-2 de M. Louis de Catuelan et n° II-5 de M. Jacques Oudin (assouplissement de la réglementation fiscale des quirats) ainsi qu'aux n° II-3 de M. Louis de Catuelan et n° II-6 de M. Jacques Oudin (prorogation du dispositif actuel) - Exemple de la Norvège - Pavillon des bateaux - Nationalité des marins - (p. 7221) : chantiers navals - Loyauté du commerce international - (p. 7222) : débat politique - (p. 7223) : accepte les amendements identiques précités n° II-3 de M. Louis de Catuelan et n° II-6 de M. Jacques Oudin (prorogation du dispositif actuel) - (p. 7231) : demande le retrait de l'amendement n° II-39 de M. Auguste Cazalet (possibilité pour les collectivités territoriales propriétaires d'abattoirs d'affecter comptablement la taxe d'usage des abattoirs publics) - (p. 7232) : s'oppose à l'amendement n° II-30 de Mme Paulette Fost (extension du dispositif de réquisition des logements inoccupés) - S'oppose à l'amendement n° II-18 de Mme Paulette Fost (rapport du Gouvernement sur la CNRACL, Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) - (p. 7233) : s'oppose à l'amendement n° II-19 de Mme Hélène Luc (rapport du Gouvernement relatif au financement des dépenses d'équipement des collectivités locales) - (p. 7235) : s'oppose à l'amendement n° II-69 de M. Robert Vizet (rapport du Gouvernement concernant la dépense nationale d'éducation) - **Art. 49 (réforme du financement de l'allocation de revenu minimum d'insertion)** : gestion de l'évolution du RMI - (p. 7238) : s'oppose à l'amendement de suppression n° II-72 de Mme Marie-Claude Beaudou - Demande le retrait de l'amendement n° II-62 de la commission (nouvelle rédaction de l'article répondant aux

préoccupations de respect du volontariat, de responsabilisation des acteurs de terrain et des acteurs de proximité, et priorité à l'insertion) et accepte l'amendement n° II-85 de M. Charles Descours (nouvelle rédaction de l'article fondée sur un protocole national d'expérimentation) - (p. 7240) : rôle des collectivités territoriales - **Après l'art. 49** (p. 7241) : s'oppose à l'amendement n° II-54 de Mme Marie-Claude Beaudeau (mise en application des dispositions de l'article 95 de la loi de finances pour 1994, remettant en cause le droit à percevoir la totalité de l'allocation, aux adultes handicapés) .

#### Seconde délibération :

(10 décembre 1994) - **Seconde délibération - Art. 21 et Etat B, art. 22 et Etat C, art. 24, art. 28, art. 32 et pour coordination art. 19 et Etat A** (p. 7247) : ses amendements n° B-1 à n° B-54 : débudgétisation des crédits destinés à la construction du Grand stade de la coupe du monde de football - inscription au budget de l'agriculture des crédits nécessaires au maintien, en 1995, de la part nationale de la prime à la vache allaitante - dotations destinées à mettre en œuvre les mesures en faveur de la jeunesse - accroissement de la subvention du budget général pour le câble - Inscription de crédits permettant d'installer, à Périgueux, un centre de formation du service militaire adapté ; adoptés lors du vote unique.

#### Vote sur l'ensemble :

(10 décembre 1994) - **Sur l'ensemble** (p. 7272, 7273) : remerciements - Qualité des débats.

**Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 154 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7695, 7696) : plans d'option d'achat d'actions - Proposition d'un groupe de travail - **Art. 55 (détermination des droits fixes de la taxe pour frais de chambres de métiers)** (p. 7713) : accepte l'amendement n° 1 de M. Lucien Lanier (augmentation du montant du droit fixe).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7714, 7715) : réduction du déficit - Révision à la hausse des recettes - (p. 7716, 7717) : amélioration des recettes fiscales en 1994 - Contribution de la France au budget des Communautés européennes - Augmentation des dépenses - Difficulté d'accélérer le processus de réduction du déficit et simultanément de soutenir davantage la consommation - Politique équilibrée proposée par le Gouvernement - Gestion de la dette de l'Etat - **Art. 1<sup>er</sup> (extension d'attributions du Fonds de solidarité vieillesse au régime des exploitants agricoles)** (p. 7729) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 16 de M. Alain Vasselle, n° 18 de M. Jean-Pierre Masseret et n° 33 de Mme Paulette Fost - Trésorerie suffisante du Fonds de solidarité vieillesse pour faire face à ses engagements - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7731) : s'oppose à l'amendement n° 37 de Mme Paulette Fost (pension de retraite servie aux retraités du régime agricole) - **Après l'art. 8** (p. 7741) : accepte l'amendement n° 24 de M. Michel Souplet (extension du bénéfice des dispositions fiscales concernant les unités de production d'éthanol à des unités qui produiraient des esters et des huiles de colza) - **Art. 10 (assujettissement des sociétés de programmes de télévision et des exploitants de réseaux câblés au prélèvement institué en faveur du compte de soutien aux industries cinématographiques et de programmes audiovisuels)** (p. 7742) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (maintien explicite de Canal Plus dans la définition du service collectif proposé par le câble) - **Avant l'art. 13** (p. 7744) : demande le retrait de l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Masseret au profit de l'amendement n° 25 de M. Ernest Cartigny, qu'il accepte (relèvement des limites supérieures du régime simplifié d'imposition afin de tenir compte de l'évolution des prix) - (p. 7745, 7746) : problème de l'exigibilité de la taxe professionnelle pour les activités agricoles quasi-industrielles - Se déclare opposé à l'amendement n° 22 de M. Michel Charasse (modalités d'application de l'exonération de la taxe professionnelle pour les activités agricoles) - (p. 7748) : risque de filialisation des activités en cas d'adoption de l'amendement n° 22 précité - **Après l'art. 13** (p. 7752) : dispositions prévoyant le retour à un taux de TVA réduit sur les produits horticoles et sylvicoles lors de l'examen du projet de loi sur la modernisation de l'agriculture - Demande le retrait de l'amendement n° 36 de Mme Anne Heinis (application du taux réduit de TVA

pour certains produits de l'horticulture et de la sylviculture) - **Art. 15 (extension du régime économique et fiscal du sucre)** (p. 7753) : accepte l'amendement de coordination n° 2 de la commission - **Art. 17 (modification du régime fiscal des syndicats mixtes en matière d'impôt sur les sociétés)** : accepte l'amendement n° 3 de la commission (report de la date de mise en œuvre de la disposition) - **Après l'art. 17** (p. 7754) : son amendement n° 32 : validation des impôts annulés pour vice de forme par certaines collectivités territoriales ; adopté - **Art. 18 bis (possibilité d'imposition immédiate des plus-values nettes à long terme constatées lors de l'apport en société d'une entreprise individuelle)** (p. 7755) : accepte les amendements de précision n° 4 et n° 5 de la commission - **Art. 19 bis (financement de stocks à rotation lente)** : accepte l'amendement de suppression n° 6 de la commission - **Art. 26 (aménagement des modalités de liquidation des intérêts moratoires au profit de l'Etat)** (p. 7757) : accepte les amendements de la commission n° 7 (compétence du tribunal administratif lors de la décision imposant les intérêts moratoires) et n° 8 (interdiction de cumul du paiement des intérêts moratoires avec celui d'intérêts de retard) - **Art. 26 bis (régime fiscal des opérations publiques d'échanges d'actions)** (p. 7758) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (assouplissement du dispositif « anti-abus » mis en place par la loi de finances rectificative pour 1991 lors des échanges d'actions en report d'imposition de plus-value) - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 39 ; adopté - Accepte l'amendement n° 27 de M. Philippe Marini (extension du sursis d'imposition au remboursement d'obligations en actions de la même société) - **Après l'art. 26 bis** (p. 7759) : accepte l'amendement n° 28 de M. Philippe Marini (mesures en faveur des opérations de restructuration des groupes) - **Après l'art. 26 ter** : accepte l'amendement n° 29 de M. Philippe Marini (mise en conformité des dispositions de l'article 39-1 1<sup>o</sup>) quater du code général des impôts avec le plan comptable général) - (p. 7762) : demande le retrait des amendements n° 12 de la commission et n° 30 de M. Philippe Marini sur le même objet (mesures spécifiques pour une opération non encore engagée au 1<sup>er</sup> janvier 1995 mais déclarée d'utilité publique avant cette date) - **Après l'art. 26 quinquies** (p. 7763) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (neutralisation, dans le résultat d'ensemble du groupe, des dividendes versés entre sociétés du groupe et ne bénéficiant pas du régime mère-fille) - **Avant l'art. 26 sexies** : accepte l'amendement n° 14 de la commission (neutralisation de certaines réintégrations fiscales en cas d'évolution dans la structure d'un groupe) - **Après l'art. 26 sexies** (p. 7764) : demande le retrait de l'amendement n° 31 de M. Philippe Marini (report d'imposition des plus-values en cas d'échanges successifs) - (p. 7765) : accepte l'amendement n° 21 de M. Philippe Marini (suppression de la dépendance entre la réintégration de l'amortissement financier du preneur du contrat de crédit-bail et la situation du bailleur) - **Avant l'art. 27** (p. 7766) : demande le retrait de l'amendement n° 26 de M. Albert Vecten (conditions de maintien de la prestation de RMI) - **Art. 28 (prélèvements sur les jeux de loterie individuels, portables et jetables exploités par la Société française des jeux)** (p. 7768) : nécessaire développement de la Société française des jeux - Passage du support papier au support électronique pour certains jeux - (p. 7769) : dénomination des jeux - Situation du PMU - Fabrication des supports électroniques - (p. 7770) : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 15 de la commission - (p. 7771) : naissance de nouvelles générations de parieurs avec la création de nouveaux jeux - Souhait d'une évolution concomitante du PMU et de la Société française des jeux - **Après l'art. 32** (p. 7773) : demande le retrait de l'amendement n° 17 de M. Philippe Marini (situation du Comptoir des entrepreneurs) .

SAUNIER (Claude), sénateur des Côtes-d'Armor (S).

#### NOMINATIONS

— Membre de la commission des affaires culturelles.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1745) - Ministère : Aménagement du territoire - Fonds structurels européens - Union européenne.

#### INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) (p. 6351) : Bretagne - Occupation de l'espace national - Déception suscitée par le projet de loi d'orientation pour le développement et l'aménagement du territoire, ainsi que par ce budget - (p. 6352) : le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

**Education nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6545) : place et qualité du système éducatif - Création de postes d'enseignants et lutte contre les heures supplémentaires - Mutuelle générale de l'éducation nationale, MGEN - (p. 6546) : situation des chefs d'établissement - Stages en entreprises - Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

**Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur** - (5 décembre 1994) (p. 6757, 6758) : diversification des missions de l'université - Démographie étudiante - Accueil des jeunes - Niveau de formation - Insuffisance de la croissance du budget - Nécessaire prise en charge des études supérieures par l'État.

SCHIÉLÉ (Pierre), sénateur du Haut-Rhin (UC).

#### NOMINATIONS

— Membre de la commission des affaires culturelles.

— Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (JO Lois et décrets du 13 octobre 1994).

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

— Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à créer un salaire parental d'éducation [n° 439 (93-94)] (18 mai 1994) - Prestations familiales.

#### INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail [n° 462 (92-93)]** - (5 mai 1994) - Discussion générale (p. 1486) : mérites de ce projet de loi - Association des collectivités locales dès le stade du permis de recherches et durant l'exploitation - (p. 1487) : remise en état du site minier - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi sous réserve de l'amélioration du traitement des conséquences de l'exploitation sur les ressources en eau et des désordres biologiques.

— **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - (21 juin 1994) - Discussion générale (p. 2775, 2776) : proposition de

création d'un salaire parental d'éducation - (p. 2777) : allocation parentale d'éducation - Qualité de vie des familles - Aidera le Gouvernement dans la mise en place de sa politique familiale.

**Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Intitulé du chapitre I<sup>er</sup> avant l'article 1<sup>er</sup>** (p. 2801) : son amendement n° 68 : rédaction de l'intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> : « salaire parental ou allocation parentale d'éducation » ; réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 69, tendant à insérer un article additionnel après l'art. 1<sup>er</sup> - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2813) : son amendement n° 69, soutenu par M. Jacques Machet : création d'un salaire parental ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - Son amendement n° 68 précité ; devenu sans objet (précédemment réservé p. 2801).

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3372) : son amendement n° 116, soutenu par M. Albert Vecten : organisation de la représentation des syndicats au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT, en fonction des résultats obtenus lors d'un scrutin national ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (4 juillet 1994) - **Art. 21 (formation initiale de certains fonctionnaires de catégorie A)** (p. 3437) : votera contre l'article 21 - Charges financières incombant au Centre national de la fonction publique territoriale - **Avant l'art. 30** (p. 3465, 3466) : son amendement n° 117, soutenu par M. Albert Vecten : modalités de répartition du nombre de postes de permanents syndicaux ; retiré - **Art. 41 (délégations interdépartementales ou régionales)** (p. 3477) : intervient sur l'amendement n° 189 de M. René Rénault (suppression des dispositions relatives aux délégations) - Décentralisation et déconcentration - **Avant l'art. 42** (p. 3478) : son amendement n° 118 : mise à la disposition de chacune des organisations syndicales représentatives d'au moins un siège dans les conseils régionaux d'orientation ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3485) : affrontement de deux conceptions de la fonction publique - Votera ce projet de loi.

— **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3634, 3635) : intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (contrôle par la CNIL des enregistrements visuels de vidéo-surveillance) - Rôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL.

**Suite de la discussion** - (7 juillet 1994) - **Art. 8 (suite) (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3649, 3650) : se déclare favorable aux amendements de M. Claude Estier, n° 121 (nouvelle rédaction qui précise les conditions à respecter pour la vidéo-surveillance) et n° 122 (avis de la CNIL).

— **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Avant l'art. 15** (p. 5114, 5120) : sur l'amendement n° 628 du Gouvernement (création d'une société filiale de la Compagnie nationale du Rhône et d'EDF, chargée de la réalisation de la liaison Rhin-Rhône), ses sous-amendements n° 631, n° 636, n° 633, n° 634 et n° 635 ; rejetés ; n° 632 ; adopté.

SCHOSTECK (Jean-Pierre), sénateur des Hauts-de-Seine (RPR).

#### NOMINATIONS

— Membre de la commission des affaires culturelles ; en démission, puis membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 15 novembre 1994).

— Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de



la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

**SCHUMANN (Maurice)**, sénateur du Nord (RPR).

#### NOMINATIONS

– Président de la commission des affaires culturelles.

– Membre ès qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi organique*, déposée avec MM. Yves Guéna et Christian de La Malène, tendant à compléter le domaine de la loi afin de soumettre le passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à une autorisation législative [n° 273 (93-94)] (26 janvier 1994) - **Union européenne**.

*Proposition de loi*, déposée avec MM. Jacques Legendre et Lucien Lanier, relative aux jardins familiaux [n° 550 (93-94)] (24 juin 1994) - **Jardins familiaux**.

*Avis*, déposé au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 47 (94-95)] complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (urgence déclarée) [n° 75 (94-95)] (17 novembre 1994) - **Propriété intellectuelle**.

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2648) - Ministère : Industrie - **Accord multifibres - Industrie textile**.

*Questions orales avec débat :*

n° 39 (JO Débats du 12 décembre 1993) (p. 6105) - Ministère : Affaires européennes - **Volonté du Gouvernement de défendre l'industrie textile française dans les négociations du GATT** - (Retirée : avril 1994) - **Industrie textile**.

n° 47 (JO Débats du 17 mai 1994) (p. 1622) - Ministère : Industrie - **Mesures envisagées par le Gouvernement pour protéger l'industrie textile** - (Retirée : mai 1994) - **Industrie textile**.

n° 48 (JO Débats du 2 juin 1994) (p. 2076) - Ministère : Industrie - **Mesures envisagées par le Gouvernement pour protéger l'industrie textile** - **Industrie textile**.

*Questions orales sans débat :*

n° 127 (JO Débats du 27 mai 1994) (p. 1941) - Ministère : Industrie - **Mesures envisagées par le Gouvernement pour protéger l'industrie textile** - (Réponse : JO Débats du 15 octobre 1994) (p. 4348) - **Industrie textile**.

#### INTERVENTIONS

– **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la**

**mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) [n° 229 (93-94)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 90) : se réjouit de l'inscription du projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon à l'ordre du jour de la session extraordinaire.

– **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet n° 67 (p. 113, 114).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 113, 114) : dispositions relatives à l'adoption - Législation et exigence morale - Recul de la civilisation avec l'existence d'embryons surnuméraires - Souhait d'une réponse communautaire et d'un rapprochement avec la législation allemande.

– **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet n° 67 (p. 113, 114).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - Suite de la discussion - (17 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 174) : importance du Comité - Se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 28 de la commission.

– **Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle [n° 186 (93-94)]** - (24 janvier 1994) - **Art. 11 (Art. L. 716-9 du code de la propriété intellectuelle ; sanctions pénales des contrefaçons de marques et de l'importation ou de l'exportation des marchandises constituant une contrefaçon de marques)** (p. 455) : intervient sur l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (exclusion des bagages personnels des touristes du champ des contrôles).

– **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française [n° 291 (93-94)]** - Suite de la discussion - (13 avril 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 986) : demande, à titre personnel, à M. Ivan Renar de modifier son amendement n° 21 (énoncé des principes généraux) - **Art. 4 (rédaction des contrats conclus par une personne morale de droit public)** (p. 994, 995) : accepte l'amendement n° 70 du Gouvernement (champ d'application).

**Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 1080) : intervient à propos de l'amendement n° 30 de M. Ivan Renar (dispositif de traduction simultanée) - **Sur l'ensemble** (p. 1148, 1149) : importance de ce débat - **Remerciements** - Rôle de la langue française - Langue française et jeunesse.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'éducation [n° 471 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2013, 2014) : moyens supplémentaires - Enseignement des langues étrangères - Langues anciennes - Enseignement du français dans les zones d'éducation prioritaire - Moyens législatifs - Maîtrise de la langue française - Liaison entre la loi quinquennale pour l'emploi et l'organisation des filières technologiques - Moyens budgétaires des collectivités territoriales - Education physique.

– **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - Suite de la discussion - (23 juin 1994) - **Art. 28 (présence d'un membre de l'UNAF à la commission d'avances sur recettes)** (p. 2922) : son amendement n° 10 ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 56 de la commission (introduction d'une représentation des associations familiales au sein des conseils d'adminis-

tration des chaînes de télévision publiques) - (p. 2924) : Conseil supérieur de l'audiovisuel - Défense des jeunes téléspectateurs.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)] - Suite de la discussion - (29 juin 1994) - Art. 47 (par priorité) (assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques)** (p. 3153) : son amendement n° 1 : limitation de la publicité d'alcool par voie d'affiche ; retiré.

- **Projet de loi modifiant l'article 21 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur - Deuxième lecture [n° 565 (93-94)] - (11 juillet 1994) - En remplacement de M. Jean-Pierre Camoin, rapporteur - Discussion générale (p. 3837) : délimitation des universités nouvelles soumises à un régime dérogatoire - Indépendance des professeurs - Art. 1<sup>er</sup> (modification de l'article 21 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur) (p. 3840) : son amendement n° 1 : mise en place d'universités nouvelles - garanties d'indépendance prévues pour les enseignants-chercheurs ; adopté après modification par le sous-amendement n° 3 du Gouvernement qu'il accepte - Art. 2 (champ d'application du projet de loi) (p. 3841) : son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté.**

- **Projet de loi relatif à la famille - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 553 (93-94)] - (12 juillet 1994) - Art. 28 (présence d'un membre de l'Union nationale des allocations familiales à la commission d'avance sur recettes)** (p. 3895) : déception suscitée par le texte adopté en CMP pour cet article.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)] - Suite de la discussion - (13 octobre 1994) - Art. 25 (inventaire régional du patrimoine paysager)** (p. 4295, 4296) : sur l'amendement n° 239 du Gouvernement (rôle de la région dans l'observation et l'inventaire du patrimoine paysager), intervient sur le sous-amendement n° 251 de M. Lucien Lanier (schéma régional d'aménagement des espaces et du patrimoine naturel pour l'Ile-de-France) - **Après l'art. 36 (p. 4320) : sur l'amendement n° 106 de la commission des affaires culturelles saisi pour avis (aménagement des entrées de ville), demande le retrait des sous-amendements du Gouvernement n° 316 et n° 317.**

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)] - Suite de la discussion - (17 novembre 1994) - Après l'art. 11 (p. 5784) : demande l'adoption de l'amendement n° 73 de la commission des affaires culturelles (extension de l'aide à la scolarité servie par les caisses d'allocations familiales à l'enseignement agricole).**

- **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie [n° 47 (94-95)] - (18 novembre 1994) - Rapporteur pour avis - Discussion générale (p. 5828, 5830) : « photocopillage » - Gestion collective obligatoire des droits de reproduction - Portée de ce texte - Répartition des droits perçus - Au nom de la commission des affaires culturelles saisi pour avis, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi, sous réserve de l'adoption des amendements des deux commissions - Art. unique (gestion collective du droit de reproduction par reprographie) (p. 5840, 5843) : son amendement n° 16 : rémunération forfaitaire par les utilisateurs ; adopté - Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Claude Estier (dérogation pour les établissements d'enseignement public).**

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion - (24 novembre 1994) - Demande de priorité (p. 6028) : intervient sur la demande de la commission d'examen en priorité des articles 11 et 13 bis et de l'amendement n° I-18, tendant à insérer un article additionnel après l'article 13 bis - Art. 8 (modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel) (p. 6038) : organisation des travaux du Sénat - **Après l'art. 11 (par priorité) (p. 6055) : intervient sur l'amendement n° I-180 de M. Jacques Legendre (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des opérations faites dans le cadre des marchés d'études et de travaux publics, METP).****

**Suite de la discussion - (25 novembre 1994) - Art. 9 (par priorité) (aménagement du plafonnement des cotisations de**

**taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée)** (p. 6083) : conséquences de cet article - (p. 6084) : sur l'amendement n° I-5 de la commission (nouvelle rédaction qui prévoit un palier intermédiaire pour les entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 140 et 500 millions de francs), son sous-amendement n° I-183 ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Culture et francophonie - (26 novembre 1994) - Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 6258) : vote de confiance personnel - Caducité de l'ordonnance de 1945 sur les musées - Nécessité urgente d'une vaste concertation.**

**Jeunesse et sports - (4 décembre 1994) - Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 6718) : annulation des crédits - Fonds national de développement du sport, FNDS.**

**Communication - (9 décembre 1994) - Examen des crédits - Ligne 46 de l'Etat E, annexé à l'article 37 (redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision) (p. 7158, 7159) : préoccupations ayant présidé au lancement de la chaîne éducative - Jugera La Cinquième aux efforts déployés sur la voie du « redressement moral » de la télévision française.**

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)] - (19 décembre 1994) - Art. 28 (prélèvements sur les jeux de loterie individuels, portables et jetables exploités par la Française des jeux) (p. 7766, 7767) : introduction de mots anglais dans la langue française - Proposition d'une dénomination de jeu.**

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) [n° 156 (94-95)] - (20 décembre 1994) - Discussion générale (p. 7812, 7813) : Etats-Unis - Capacité d'initiative et d'action d'un pays membre - Principe de réciprocité - Secteur textile - Passage du GATT à l'Organisation mondiale du commerce - Procédure de retrait - Clause sociale.**

SEILLIER (Bernard), sénateur de l'Aveyron (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire du Comité national des retraités et personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre de la commission consultative de l'action humanitaire (décret n° 94-407 du 18 mai 1994) (JO Lois et décrets du 2 août 1994).

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (19 janvier 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (14 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 424 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et

n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 510 (93-94)] (15 juin 1994) - **Sécurité sociale.**

**Rapport**, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 580 (93-94)], adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 592 (93-94)] (7 juillet 1994) - **Sécurité sociale.**

**Avis**, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Prestations sociales agricoles** - [n° 83 (94-95)] tome 8 (22 novembre 1994).

**Avis**, présenté au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° 89 (94-95)], adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, de modernisation de l'agriculture [n° 188 (94-95)] (21 décembre 1994) - **Agriculture.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 115, 119).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 115) : intervention et rôle du législateur - Nécessité de légiférer - Responsabilité du législateur - (p. 116) : valeurs éthiques de référence - Principes de l'éthique sociale - Nécessité d'être ambitieux sur le plan moral pour le développement de la science moderne - Comportement à l'égard des embryons humains - Statut de l'embryon - Coût financier et coût pour la société de la médicalisation de la procréation - (p. 117) : principe de la prévalence de la paternité affective - Filiation biologique - Avec la fécondation *in vitro*, exercice du pouvoir humain sur la conception d'un autre être - (p. 118) : caractère aléatoire de la vie conçue par la procréation naturelle - Procréation artificielle, substitut de la stérilité - Recours à l'adoption - Eugénisme - Conséquences dommageables des sélections génétiques dans le monde animal - Loi d'eugénisme en Chine - Expérimentation sur les embryons - (p. 119) : exemple de la Suisse - Dispositif judiciaire afin d'assurer le développement d'embryons congelés - Avec les amendements proposés, absence d'un signe radical d'exigence éthique - Avec l'adoption de lois provisoires, affirmation du caractère circonstanciel de notre morale - Difficulté de faire respecter les interdits fixés par la loi - Eugénisme : voie inéluctable de l'humanité en cas de fondement de l'éthique sur des valeurs immanentes.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 115, 119).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 174) : opposition à la légalisation du comité - Se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 28 de la commission - **Art. 3 (principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain)** - **Art. L. 666-2 du code de la santé publique (principe de consentement)** (p. 180) : sur l'amendement rédactionnel n° 33 de la commission, se déclare opposé au sous-amendement n° 168 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 4 (prélèvement et transplantation d'organes)** -

**Art. L. 667-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 194) : avantages et inconvénients du système du consentement présumé - Se déclare opposé à l'amendement n° 206 de M. Franck Sérusclat (retour au système du consentement présumé) - **Art. 5 (dispositions relatives aux tissus et produits)** - **Art. L. 668-12 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des greffes de tissus et de cellules)** (p. 215) : se déclare favorable à l'amendement n° 131 de la commission des affaires culturelles saisi pour avis (possibilité de greffer des tissus à des fins thérapeutiques limitée aux établissements de santé).

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes)** - **Art. L. 671-1 du code de la santé publique (définition de la procréation médicalement assistée)** (p. 235) : sur l'amendement de précision n° 69 de la commission, son sous-amendement n° 189 : arrêt du recours à la fécondation *in vitro* ; rejeté - (p. 236) : risque de dérive vers des pratiques eugéniques - **Art. L. 671-2 du code précité (finalité de la procréation médicalement assistée)** (p. 245) : à titre personnel, se déclare opposé à l'amendement n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple) - **Art. L. 671-2 bis du code précité (conception *in vitro*)** (p. 250) : sur l'amendement n° 71 de la commission (cadre et finalité de la conception d'embryon *in vitro*), son sous-amendement n° 233 : interdiction de la congélation d'embryons ; rejeté - (p. 255, 256) : se déclare opposé au sous-amendement n° 271 du Gouvernement (suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons conservés), déposé sur l'amendement de la commission n° 71, précité - Congélation des embryons - Effort accompli pour préciser le texte - **Après l'art. L. 671-2 bis du code précité** (p. 260) : sur l'amendement n° 73 de la commission (procédure d'accueil d'embryons), son sous-amendement n° 190 : procédure d'adoption préalable au recours à la procréation médicalement assistée ; retiré - **Après l'art. L. 671-3 bis du code précité** (p. 267) : intervient sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (interdiction absolue de l'expérimentation portant atteinte à l'intégrité des embryons) - **Après l'art. 8** (p. 274) : votera l'amendement n° 80 de la commission (sort des embryons non implantés).

**Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - **Art. 9 (don de gamètes)** (p. 288) : son amendement de suppression n° 191 ; rejeté - Transmission de la vie et d'une civilisation - (p. 293) : arguments de réflexion et de raison - **Art. 10 bis (diagnostic prénatal)** (p. 307) : prévention d'une maladie grave et avortement thérapeutique - (p. 311) : perspectives thérapeutiques du diagnostic prénatal dans l'intérêt de l'enfant - Se déclare favorable à l'amendement n° 91 de la commission (interdiction de tout diagnostic préimplantatoire) - Souhait d'un apport de garantie en ce qui concerne la transparence des actes pratiqués dans les hôpitaux - (p. 312) : votera l'article 10 bis - **Art. 16 (évaluation de la loi et nouvel examen par le Parlement)** (p. 329) : intervient sur l'article - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 337, 338) : éléments de prudence du texte - Rôle du législateur - Exigence éthique - Ne votera pas ce texte.

**Deuxième lecture [n° 354 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) - (p. 1595, 1597) : continuité biologique de l'être - Réflexion éthique.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Deuxième lecture [n° 355 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (93-94) (p. 1595, 1597).

- **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (p. 1595, 1597).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consul-**

**tatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)] - Suite de la discussion - (18 mai 1994) - Art. 8 (assistance médicale à la procréation) - Art. L. 152-3 du code de la santé publique (conception *in vitro*) (p. 1649) :** se déclare opposé à l'amendement n° 15 de la commission (justification de la conservation des embryons par des raisons médicales) - (p. 1650) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (suppression de la disposition autorisant l'arrêt de la conservation des embryons) - **Art. 18 (comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 1689) :** se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 90 de M. Claude Huriet - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 1693) :** insuffisance des efforts apportés par le Sénat - Ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)] - Suite de la discussion - (18 mai 1994) - Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine) (p. 1699) :** philosophie de la loi de 1975 relative à l'IVG - Se déclare opposé à l'amendement n° 22 de M. Charles Lederman (suppression des mots : « dès le commencement de sa vie »).

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)] - (21 juin 1994) - Discussion générale (p. 2747) :** déception suscitée par le programme pluriannuel sur la famille - (p. 2748) : volume des crédits insuffisant - Négation de la réalité sociale de la famille - Avenir des retraites et de l'assurance maladie - (p. 2749) : rôle de la famille dans la société - Idéologie individualiste de la sexualité - (p. 2750) : protection de la famille - Votera ce projet de loi amendé par la commission des affaires sociales.

**Suite de la discussion - (22 juin 1994) - Division et articles additionnels avant le titre 1<sup>er</sup> (p. 2799) :** sur l'amendement n° 12 de la commission (insertion d'un article additionnel définissant la place de la famille dans la nation et le contenu de la politique familiale), son sous-amendement n° 154 ; adopté - **Avant l'art. 7 (p. 2836) :** son amendement n° 3 : possibilité de prolonger le congé parental ou l'activité à temps partiel jusqu'au sixième anniversaire de l'enfant ; retiré.

**Suite de la discussion - (23 juin 1994) - Après l'art. 8 bis (p. 2884, 2885) :** ses amendements, n° 4 : versement de la moitié de la prestation chômage à la personne qui interromprait son activité professionnelle pour élever ses enfants dès lors que l'employeur embaucherait pour le remplacer un chômeur ; et n° 5 : critères permettant d'établir une hiérarchie et des priorités dans les licenciements ; retirés - **Art. 15 (relèvement des limites d'âge pour le bénéfice des prestations familiales et de logement et mesures favorisant l'accès au logement des familles) (p. 2889) :** soutient l'amendement n° 75 de M. Roland du Luart (maintien de l'allocation familiale pour le dernier enfant à charge sur la base de deux enfants pour les familles ayant compté un nombre minimum d'enfants) - **Après l'art. 16 bis (p. 2898) :** son amendement n° 96 : transfert de la gestion des bourses universitaires aux caisses d'allocations familiales ; retiré - **Après l'art. 27 (p. 2919, 2920) :** son amendement n° 9 : déduction pour le calcul des revenus soumis à l'impôt sur les personnes physiques des rémunérations versées aux personnes employées ; retiré - **Après l'art. 28 (p. 2924) :** son amendement n° 99, identique à l'amendement n° 67 de M. Jacques Machet (organisation d'un temps d'antenne sur les chaînes publiques au bénéfice des mouvements familiaux) ; adopté - (p. 2925) : ses amendements, n° 97 : association de la représentation familiale à toute concertation nationale organisée avec les organisations syndicales ; et n° 98 : augmentation du nombre des administrateurs siégeant dans les caisses d'allocations familiales et à la Caisse nationale des allocations familiales ; retirés - **Après l'art. 31 (p. 2926, 2927) :** son amendement n° 7 : régime fiscal des couples mariés ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 2930, 2931) :** le groupe des RI votera dans sa totalité le présent projet de loi - Conditions de déroulement du débat.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 424 (93-94)] - (23 juin 1994) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2936, 2937) :** institutions de retraites complémentaires - Association générale des institutions de retraites des cadres, AGIRC -

Association des régimes de retraites complémentaires, ARRCO - Institutions de prévoyance - Gestion paritaire - (p. 2938) : principe de séparation des trois types d'activité - Désignation de l'organisme assureur par les partenaires sociaux - (p. 2939) : obligation de provisionnement des institutions de retraites supplémentaires - Utilisation des fichiers nominatifs - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Question préalable (p. 2948) :** s'oppose à la motion n° 34 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> (p. 2950) :** s'oppose à l'amendement n° 60 de Mme Michelle Demessine (remise par le Gouvernement à la commission européenne d'un projet de directive organisant la protection sociale complémentaire, en particulier des populations insuffisamment couvertes) - **Art. 1<sup>er</sup> (création d'un livre IX dans le code de la sécurité sociale et détermination des garanties complémentaires des salariés) (p. 2952) :** s'oppose à l'amendement de suppression n° 61 de Mme Michelle Demessine - **Art. L. 911-1 du code de la sécurité sociale (fondements juridiques des couvertures sociales des salariés) :** s'oppose à l'amendement n° 63 de Mme Michelle Demessine (suppression de la possibilité de déterminer des garanties collectives par décision unilatérale du chef d'entreprise) - **Art. L. 911-2 du code précité (champ d'application des couvertures sociales complémentaires) :** s'oppose à l'amendement n° 64 de Mme Michelle Demessine (exclusion de la couverture du risque chômage) - **Art. L. 911-5 du code précité (referendum) (p. 2953) :** s'oppose à l'amendement de suppression n° 65 de Mme Michelle Demessine - Son amendement de coordination n° 1 ; adopté - **Après l'art. L. 911-5 du code précité :** s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Charles Metzinger (constitution des provisions techniques en garanties obligatoires des engagements pris à l'égard de leurs salariés par les entreprises disposant d'une institution de retraite supplémentaire) - **Art. 2 (modalités de désignation et clauses de réexamen) (p. 2955) :** s'oppose à l'amendement de suppression n° 66 de Mme Michelle Demessine - **Art. L. 912-1 du code précité (mutualisation des risques dans le cadre d'un accord professionnel ou interprofessionnel) :** s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Etienne Dailly et, sur le même objet, aux amendements n° 35 et n° 37 de M. Philippe Marini (procédures de consultation préalable) - (p. 2957) : son amendement n° 2 : périodicité du réexamen ; adopté - (p. 2958) : son amendement n° 3 : droit d'adaptation de la convention ou des accords collectifs dans le cas d'une entreprise ayant, antérieurement à leur date d'effet, souscrit un contrat auprès d'un organisme différent de celui prévu par les accords ; adopté - Sur cet amendement, estime satisfait les sous-amendements n° 42 de M. Charles Metzinger et n° 88 de M. Louis Mercier - **Art. L. 912-2 du code précité (garanties des risques dans le cadre d'un accord d'entreprise) (p. 2959) :** ses amendements de coordination n° 4 et n° 5 ; adoptés - **Après l'art. L. 912-2 du code précité :** son amendement n° 6 : conditions obligatoires en cas de changement d'organisme assureur ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 44 de M. Charles Metzinger, qu'il reprend ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 43 de M. Charles Metzinger (principe du réexamen du choix de l'organisme).

**Suite de la discussion - (24 juin 1994) - Rapporteur - Art. 2 (suite) - Après l'art. L. 912-2 du code de la sécurité sociale (suite) (p. 2980) :** s'oppose aux amendements de M. Charles Metzinger n° 45 et n° 46 (organisation de l'information individuelle du salarié) - **Art. 15 (dispositions transitoires) (par priorité) (p. 2981, 2984) :** ses amendements n° 28 et n° 29 de cohérence ; n° 97 et n° 98, rédactionnels ; n° 30 : suppression du mécanisme transitoire relatif aux provisions obligatoires ; n° 31 : institutions dites de moyens ; n° 32 : délai de mise en conformité des accords collectifs et des accords d'entreprise existants avec les dispositions imposant l'insertion obligatoire d'une clause de réexamen ; et n° 33, de coordination ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 86 de Mme Michelle Demessine - Sur les amendements précités de la commission, s'oppose aux sous-amendements de M. Etienne Dailly n° 92 sur le n° 32, et n° 93 sur le n° 33 - S'oppose à l'amendement n° 57 de M. Alain Vasselle (provisions obligatoires : possibilité de dérogation) - **Art. 3 (clauses prohibées) (p. 2985) :** s'oppose à l'amendement n° 68 de Mme Michelle Demessine (proscription de toute exclusion ou discrimination pour motif de santé ou de handicap) - Son amendement n° 7 : suppression du paragraphe IV ; adopté - **Après l'art. 3 :** son amendement n° 8 : article additionnel réinsérant le paragraphe

IV, supprimé de l'article 3, sous un chapitre « Dispositions communes » ; adopté - **Art. 4 (statut des régimes de retraite complémentaire obligatoire)** (p. 2986) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 69 de Mme Michelle Demessine - **Art. 5 (statuts des institutions de retraite complémentaire)** (p. 2987) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 70 de Mme Michelle Demessine - Accepte l'amendement n° 58 de M. Louis Mercier (transmission aux commissaires aux comptes des institutions de retraite et de prévoyance complémentaire des contrôles exercés par les fédérations) - Son amendement de forme n° 94 ; adopté - **Art. 6 (dispositions générales et agrément administratif des institutions de prévoyance)** (p. 2989) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 73 de Mme Michelle Demessine - **Art. L. 931-1 du code précité (définition des institutions de prévoyance)** : s'oppose à l'amendement n° 74 de Mme Michelle Demessine (gestion de réalisations sociales collectives par des personnes morales distinctes de l'institution : mention du caractère non lucratif) - **Art. L. 931-1 bis du code précité (unions d'institutions de prévoyance)** (p. 2990) : son amendement n° 9 : cadre juridique ; adopté - **Art. 7 (fonctionnement des institutions de prévoyance)** (p. 2991) : ses amendements n° 10, rédactionnel, et n° 11 : commissaires aux comptes ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 77 de Mme Michelle Demessine (suppression de l'article L. 931-9 du code de la sécurité sociale relatif aux prêts participatifs) - **Art. 8 (statut des institutions de prévoyance)** (p. 2994) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 78 de Mme Michelle Demessine - **Art. L. 931-23 du code précité (créances garanties)** : son amendement de forme n° 12 ; adopté - **Art. L. 931-30 du code précité (règles prudentielles et financières des institutions de prévoyance)** : son amendement n° 13 : décret en Conseil d'Etat : principe d'harmonisation avec les dispositions analogues prévues par le code des assurances ; retiré - S'oppose à l'amendement n° 13 précité, repris par M. Etienne Dailly - **Art. 9 (opérations des institutions de prévoyance)** (p. 3001) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 79 de Mme Michelle Demessine - **Art. L. 932-3 du code précité (information et consentement réciproque de l'adhérent et de l'institution de prévoyance)** : son amendement n° 95 : stipulations du règlement contractuel type ; adopté - **Art. L. 932-4 du code précité (information du participant)** : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - **Art. L. 932-6 du code précité (nullité de certaines clauses de déchéances)** (p. 3002) : son amendement rédactionnel n° 15 ; adopté - **Art. L. 932-13 du code précité (interdiction de l'appel à l'épargne en vue de la capitalisation)** : son amendement de suppression n° 16 ; adopté - **Art. L. 932-35 du code précité (dispositions d'ordre public)** : son amendement n° 96 : remplacement des mots « d'ordre public » par les mots « ne peuvent être modifiés par contrat ou convention » ; adopté - **Paragraphe II de l'article 9 (information trimestrielle du comité d'entreprise sur les cotisations versées par l'employeur pour l'ensemble des couvertures de protection sociale mise en place dans l'entreprise)** (p. 3003) : son amendement n° 17 : limitation au cas de retard dans le paiement des cotisations ; adopté - **Art. 10 (statut des institutions de retraites supplémentaires)** (p. 3004) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de Mme Michelle Demessine - **Art. L. 941-1 du code précité (« gel » des institutions de retraite supplémentaire)** : son amendement n° 18 : droit au maintien des institutions dédiées à une entreprise, un groupe d'entreprises ou une branche professionnelle ; adopté - **Art. L. 941-2 du code précité (obligation de provisionnement)** (p. 3005, 3006) : son amendement n° 19 : limitation de l'obligation de provisionnement des institutions de retraite supplémentaire aux engagements nés postérieurement à la publication de la loi ; adopté - Sur le même objet, s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Charles Metzinger (provisionnement des engagements pris à partir de l'application de la loi) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 51 de M. Alain Vasselle (garantie des engagements des institutions de retraite supplémentaire : possibilité de caution des organismes bancaires) - Demande le retrait de l'amendement n° 53 de M. Alain Vasselle (provision minimale des institutions de retraite supplémentaires) - **Art. 11 (contrôle des institutions)** (p. 3008) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 81 de suppression et n° 82 (représentation des organisations syndicales représentatives de salariés à la commission de contrôle) - Son amendement n° 20 : unions d'institutions de prévoyance ; adopté - **Avant l'art. 12** (p. 3009) : son amendement n° 21 : suppression

de la taxe sur les conventions d'assurance ; retiré - S'oppose à l'amendement n° 49 de M. Philippe Marini (conventions d'assurance pour les contrats d'assurance-maladie : abaissement du taux de la taxe et suppression de l'exonération dont bénéficient pour ces contrats les organismes régis par le code de la mutualité et le code de la sécurité sociale) - (p. 3012, 3014) : son amendement n° 22 : fichiers nominatifs ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 91 de M. Etienne Dailly et n° 99 de M. Paul Loridant, retiré et repris par M. Etienne Dailly - Sur le même objet, demande le retrait de l'amendement n° 50 de M. Jean-Paul Hammann - **Art. 12 (institutions relevant du code rural)** (p. 3015) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 83 de Mme Michelle Demessine - **Art. 13 (coordination)** (p. 3016) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 84 de Mme Michelle Demessine - Ses amendements n° 23, n° 24, n° 25, n° 26 et n° 27 : mise à jour de références dans le code de la sécurité sociale et dans le code du travail ; adoptés - **Art. 14 (abrogation)** (p. 3017) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 85 de Mme Michelle Demessine - **Art. 16 (dispositions d'application)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 87 de Mme Michelle Demessine - **Sur l'ensemble** (p. 3018, 3019) : provisionnement des garanties - Fichiers nominatifs - Remerciements.

**Deuxième lecture [n° 580 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3877, 3878) : examen en deuxième lecture par l'Assemblée nationale - Retrait des dispositions relatives à l'utilisation des fichiers nominatifs - Loi « Informatique et libertés » - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Art. 12 A (utilisation des fichiers nominatifs)** (p. 3879, 3880) : s'oppose aux amendements n° 1, n° 2 et n° 3 de M. Philippe Marini (modification de la loi « Informatique et libertés » et restriction d'utilisation des fichiers nominatifs).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)] - suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 11** (p. 5780) : soutient l'amendement n° 75 de M. Jacques Larché (extension à la profession d'avocat de certaines dispositions de la loi du 11 février 1974 dite « loi Madelin ») - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5792) : remerciements au président de la commission des affaires sociales et aux rapporteurs - Regrets de la déclaration d'urgence sur ce texte - Avec le groupe des Républicains et Indépendants, votera ce texte modifié par le Sénat.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Budget annexe des prestations sociales agricoles** - (2 décembre 1994) - Rapporteur pour avis - (p. 6567, 6568) : réforme des cotisations sociales agricoles - Financement des caisses de mutualité sociale agricole - Fonds de solidarité vieillesse - Retraites - Prestations familiales - Recettes de TVA - Accepte les crédits du BAPSA.

**SELIGMANN (Françoise)**, sénateur des Hauts-de-Seine (S).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (27 avril 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (13 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (16 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (19 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux délégations de service public (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (22 décembre 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (22 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à améliorer le fonctionnement des conseils municipaux [n° 381 (93-94)] (27 avril 1994) - **Communes.**

*Proposition de loi* tendant à l'institution d'un second degré de juridiction en matière criminelle [n° 382 (93-94)] (27 avril 1994) - **Procédure pénale.**

*Proposition de loi* visant à établir une meilleure répartition des fonctions électives entre hommes et femmes [n° 442 (93-94)] (18 mai 1994) - **Elections.**

*Proposition de loi*, déposée avec M. Michel Dreyfus-Schmidt, relative à la vidéosurveillance de la voie et des lieux publics [n° 311 (92-93)] (18 mai 1993) - Reprise le 4 octobre 1994 - **Sécurité civile.**

## QUESTIONS

### Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1114) - Ministère : Intérieur - *Inscription des ressortissants de l'Union européenne sur les listes électorales* - **Union européenne.**

(JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2653) - Ministère : Education - *Discrimination à l'égard des maîtres-auxiliaires étrangers* - **Enseignants.**

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4268) - Ministère : Premier ministre - *Lutte des femmes musulmanes* - **Femmes.**

### Questions orales sans débat :

n° 103 (JO Débats du 14 avril 1994) (p. 1069) - Ministère : Environnement - *Sécurité des installations industrielles et nucléaires* - (Réponse : JO Débats du 23 avril 1994) (p. 1216) - **Environnement.**

n° 173 (JO Débats du 10 novembre 1994) (p. 5440) - Ministère : Intérieur - *Expression de l'opposition dans les journaux d'information municipale* - (Réponse : JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5811) - **Communes.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la**

**santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - **Art. 3 (principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain)** - **Art. L. 666-1 du code de la santé publique (application des principes généraux du code civil relatifs au respect du corps humain)** (p. 177) : sur l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission, soutient le sous-amendement n° 195 de M. Franck Sérusclat - **Art. L. 666-3 du code précité (interdiction de la publicité)** (p. 182) : soutient l'amendement n° 198 de M. Franck Sérusclat (information devant accompagner le principe du consentement présumé) .

**Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - **Art. 13 (sanctions administratives et pénales relatives à la procréation médicalement assistée)** - **Art. L. 682-2 du code précité (sanctions applicables en matière de don de gamètes)** (p. 321) : soutient l'amendement de coordination n° 245 de M. Franck Sérusclat - **Art. 16 (évaluation de la loi et nouvel examen par le Parlement)** (p. 328) : avec le groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 180 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (révision de la loi dans un délai de deux ans).

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Art. 2 (chapitre II du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code civil : du respect du corps humain)** - **Art. 19 du code civil (consentement et intérêt légitime)** (p. 368) : sur l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), soutient le sous-amendement n° 83 de M. Franck Sérusclat - Soutient l'amendement n° 60 de M. Franck Sérusclat (ajout de la finalité médicale) - **Art. 21 du code précité (non-commercialisation du corps humain)** (p. 378) : soutient l'amendement n° 62 de M. Franck Sérusclat (précision rédactionnelle - substitution des mots : « les gènes » au mot : « génomes » - dérogations) - **Art. 22 du code précité (gratuité)** (p. 381) : soutient le sous-amendement rédactionnel n° 63 de M. Franck Sérusclat, déposé sur l'amendement n° 13 de la commission (distinction entre les expérimentations sur la personne, les prélèvements d'organes et la collecte des produits du corps humain) - **Art. 24 du code précité (anonymat)** (p. 383) : sur l'amendement n° 15 de la commission (conditions de dérogation à la règle de l'anonymat), soutient le sous-amendement n° 65 de M. Franck Sérusclat (substitution de la notion de « prélèvement » à celle de « don ») - **Après l'art. 3 bis** (p. 386) : se déclare favorable à l'amendement n° 40 de M. Daniel Millaud (liberté pour la femme de continuer à procréer ou non) - **Art. 4 (identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique)** - **Art. 25 du code précité (finalités de l'étude des caractéristiques génétiques)** (p. 390) : sur l'amendement n° 20 de la commission (encadrement législatif des indications justifiant l'utilisation des cartes génétiques), soutient le sous-amendement rédactionnel n° 84 de M. Franck Sérusclat ainsi que l'amendement rédactionnel n° 70 de ce dernier - **Après l'art. 27 du code précité** (p. 391) : soutient l'amendement n° 73 de M. Franck Sérusclat (double expertise) - **Art. 8 (art. 311-19 à 311-21 du code civil : filiation et procréation médicalement assistée)** (p. 407, 408) : se déclare favorable au sous-amendement n° 100 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (recueil du consentement par le juge aux affaires familiales et possibilité pour l'enfant majeur d'obtenir des données génétiques relatives à son géniteur par le juge aux affaires familiales), déposé sur l'amendement n° 36 de la commission (inscription dans le code civil des règles applicables à la filiation en cas de procréation médicalement assistée).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)] - Suite de la discussion** - (21 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 434) : nécessité de favoriser le développement des recherches épidémiologiques - Secret médical - Information des patients - Intérêt social du recueil des informations - Avec le groupe socialiste, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française [n° 291 (93-94)]** - (12 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 966, 968) : invasion de l'anglais - Evolution de la langue - Impact de ce projet de loi sur la jeunesse - Innovation et création - Enrichissement de la langue - Fautes de français.

**Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - **Discussion générale (suite)** (p. 984, 985) : enseignement du français - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 1004, 1005) : intervient à propos de l'amendement n° 50 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction).

**Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 10 (règles linguistiques applicables à la communauté audiovisuelle)** (p. 1095) : soutient l'amendement de suppression n° 59 de M. Claude Estier - **Art. 12 (dispositions applicables aux marques utilisées par les services publics)** (p. 1142) : soutient l'amendement de suppression n° 62 de M. Claude Estier - **Art. 15 (délit d'entrave à la recherche et constatation des infractions aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>)** (p. 1143) : soutient l'amendement de suppression n° 63 de M. Claude Estier - **Art. 19 (préservation des langues régionales)** (p. 1144) : soutient l'amendement n° 64 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1146, 1147) : aspects positifs de ce projet de loi - Colloques scientifiques - Caractère répressif de certaines dispositions - Langage des jeunes - Abstention du groupe socialiste sur l'ensemble de ce projet de loi.

**Deuxième lecture [n° 437 (93-94)]** - (26 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1897) : évolution de la langue - Tricentenaire de la naissance de Voltaire - (p. 1898, 1899) : diminution des crédits attribués au développement de la langue française et de la francophonie - Prééminence de l'anglais dans les relations internationales - **Art. 5 (emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)** (p. 1905) : soutient l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (non-application de ces dispositions aux congrès dans lesquels les participants non francophones sont en majorité) - **Art. 5 bis (publications, revues, communications rédigées dans une langue étrangère et diffusées en France)** (p. 1909) : se déclare favorable aux amendements identiques, n° 4 de la commission et n° 10 de M. Ivan Renar (suppression du second alinéa relatif à l'attribution des aides publiques) - **Art. 10 (règles linguistiques applicables à la communauté audiovisuelle)** (p. 1913) : soutient l'amendement de suppression n° 15 de M. Claude Estier - **Art. 12 (dispositions applicables aux marques utilisées par les services publics)** (p. 1914) : soutient l'amendement de suppression n° 16 de M. Claude Estier - **Art. 15 (délit d'entrave à la recherche et constatation des infractions aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>)** (p. 1915) : soutient l'amendement de suppression n° 17 de M. Claude Estier.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 413 (93-94)]** - (26 mai 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1935, 1936) : vote du groupe socialiste contre les conclusions de la CMP.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 424 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (24 juin 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3017, 3018) : provisionnement obligatoire - Utilisation des fichiers nominatifs - Vote du groupe socialiste contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales - Deuxième lecture [n° 518 (93-94)]** - (24 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3022, 3023) : recherches militaires - Recherche en psychologie - Information des personnes - **Explication de vote sur l'ensemble** : le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)]** - (5 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3531, 3534) : lutte contre l'insécurité - Rôle de la police - Vidéo-surveillance - Rôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL - Dangers de la réforme prévue.

**Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3565) : se déclare favorable, au nom du groupe socialiste, à l'amendement n° 55 de M. Charles Lederman (prévention et dissuasion) - **Après l'art. 3** (p. 3579) : soutient l'amendement

n° 108 de M. Claude Estier (énumération des missions prioritaires assignées à la police nationale) - **Art. 4 (crédits prévus pour l'exécution de la programmation des moyens de la police nationale)** (p. 3582) : se déclare favorable à l'amendement n° 75 de M. Charles Lederman (fonctionnaires affectés prioritairement à l'ilotage et à la lutte contre le trafic de drogue et le blanchiment de l'argent) - **Art. 8 (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3622, 3623) : vidéo-surveillance dans les rues - Rôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL.

**Suite de la discussion** - (7 juillet 1994) - **Art. 8 (suite) (vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public)** (p. 3660) : avis défavorable sur cet article - **Après l'art. 8** (p. 3663) : sur l'amendement n° 21 de la commission (information du public ; interdiction d'enregistrer des images d'entrée et de l'intérieur des immeubles d'habitation ; contrôle des enregistrements par toute personne concernée par ceux-ci), intervient sur le sous-amendement n° 297 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (l'informations sur l'emplacement des caméras ; II/mesures prises par le procureur de la République en cas de refus de l'autorité ou de la personne responsable de donner connaissance des enregistrements à toute personne filmée) - **Après l'art. 9** (p. 3668, 3669) : intervient sur l'amendement n° 135 de M. Claude Estier (protection contre les incendies) - **Art. 11 (dispositifs techniques en vue d'assurer le respect du code de la route)** (p. 3675) : soutient l'amendement n° 137 de M. Claude Estier (respect des libertés individuelles et collectives) - **Art. 13 (interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche des manifestations ; fouille préventive des véhicules)** (p. 3680) : soutient l'amendement de suppression n° 140 de M. Claude Estier - (p. 3695, 3696) : sur l'amendement n° 28 de la commission (mise en oeuvre de la compétence de la police administrative), se déclare opposée au sous-amendement n° 275 du Gouvernement - **Art. 15 (peine complémentaire d'obligation de répondre aux convocations de l'autorité qualifiée)** (p. 3698) : soutient l'amendement de suppression n° 146 de M. Claude Estier - (p. 3698, 3700) : soutient les amendements de repli de M. Claude Estier, n° 147, n° 151, n° 148, n° 149 et n° 150.

**Suite de la discussion** - (8 juillet 1994) - **Art. 16 (statut spécial des personnels des services actifs)** (p. 3717, 3718) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 154 (préservation des droits acquis par les autres catégories de personnel), n° 153 (postes où les conditions de travail sont particulièrement pénibles ou dangereuses), n° 156 (fixation des indices de traitement des personnels des services de la police nationale) et n° 157 (attribution d'indemnités exceptionnelles dans la limite des crédits budgétaires ouverts chaque année à cette fin), ainsi que le sous-amendement n° 159 qui tend à modifier l'amendement n° 37 de la commission (formation initiale et continue pour les fonctionnaires de police) - **Art. 17 (extension de la protection de l'Etat à l'égard des fonctionnaires de la police nationale et de leurs conjoints et enfants)** (p. 3722) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 160, de précision, et n° 161 (extension de la protection prévue dans cet article aux policiers auxiliaires du service national, aux gendarmes et aux douaniers) - **Art. 19 (pension de réversion du conjoint d'un fonctionnaire de police décédé en service et cité à l'ordre de la nation)** (p. 3724) : soutient l'amendement n° 167 de M. Claude Estier (fixation du taux de la pension de réversion à 100 %) - **Art. 25 (abrogations)** (p. 3725) : soutient l'amendement de coordination n° 174 de M. Claude Estier - **Art. 2 et annexe I (précédemment réservés le 5 juillet 1994, p. 3550) (orientations de la politique de sécurité)** (p. 3731, 3736) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 105 de suppression ; n° 106, n° 207, n° 210, n° 211, n° 212, n° 213, n° 214, n° 215, n° 216, n° 220, n° 221, n° 222, et n° 225 de repli, n° 280, rédactionnel, et n° 281 de coordination - (p. 3739) : le groupe communiste s'abstiendra lors du vote unique de l'article 2 et de l'annexe I modifiés par l'amendement n° 301 du Gouvernement, de coordination, qui tend à rectifier certaines erreurs matérielles - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3739, 3740) : manifestations - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative [n° 594 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (20 octobre 1994) - **Art. 22 (gestion des poursuites pénales par la transaction - Supprimé par**

*l'Assemblée nationale*) (p. 4458, 4459) : caractère injuste et inconstitutionnel des dispositions prévues - Se déclare opposé à l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction) - Cas des violences ayant entraîné une interruption temporaire de travail de moins de huit jours - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4600, 4601) : le groupe socialiste votera contre les textes tels qu'ils ressortent des travaux du Sénat - Justice inégalitaire - Juges de paix non professionnels - Juges uniques - « Composition pénale » - Séparation des pouvoirs et indépendance de la justice - Moyens financiers.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice [n° 586 (93-94)] - Suite de la discussion** - (21 octobre 1994) - **Art. 4** (*augmentation des effectifs prévue*) (p. 4633) : se déclare opposée à l'amendement de coordination n° 7 de la commission - Magistrats à « titre temporaire » - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4634) : magistrats recrutés à « titre temporaire » - Nombre de magistrats - Réforme sans moyens - (p. 4635) : le groupe socialiste ne prendra pas part au vote sur ce projet de loi de programme.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Deuxième lecture [n° 22 (94-95)]** - (9 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5410, 5413) : menaces contre les libertés - Vidéo-surveillance - Rôle de la CNIL - Organisation des manifestations - Fouille des véhicules - Pouvoirs des préfets - **Art. 3 et annexe II** (*approbation de la programmation quinquennale des moyens figurant à l'annexe II*) (p. 5434) : intervient sur l'amendement de suppression n° 38 de M. Guy Allouche.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1994) - **Art. 8** (*vidéo-surveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public*) (p. 5453) : sur l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction qui précise l'utilisation des enregistrements et le rôle de la CNIL), ses sous-amendements n° 62, n° 90, n° 91, n° 53, n° 54, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 55, n° 56, n° 92, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 58, n° 59, n° 60 et n° 93, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejetés ; n° 57 : délai de six mois accordé aux autorités compétentes pour accorder leur autorisation ; adopté ; et n° 61 ; retiré - (p. 5454) : ses amendements de repli, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 42, n° 43, n° 44, n° 45, n° 46, n° 47, n° 48, n° 49, n° 50, n° 51, n° 64, n° 65 et n° 66, devenus sans objet - **Art. 9** (*études de sécurité publique préalables à la réalisation de certains équipements collectifs*) (p. 5469) : sur l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle rédaction qui supprime le mot « permanent »), son sous-amendement n° 68 ; rejeté - (p. 5473) : sur l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission, son sous-amendement n° 71 ; rejeté - **Art. 13** (*manifestations sur la voie publique*) (p. 5481) : ses amendements, n° 73 : limitation du dispositif prévu pour la durée de la manifestation et l'aire géographique de l'intervention ; n° 74 : suppression du deuxième alinéa relatif aux pouvoirs des autorités administratives ; n° 75 et n° 76 de conséquence - Sur l'amendement n° 10 de la commission (détermination de l'aire géographique où s'applique l'interdiction du port et du transport d'objets pouvant être utilisés comme projectiles), son sous-amendement n° 77 ; rejeté - (p. 5485) : avis défavorable du groupe socialiste sur cet article - **Art. 15** (*peine complémentaire d'interdiction de manifester*) (p. 5486) : son amendement de suppression n° 78 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5498) : sécurité des personnes et respect des libertés - Vidéo-surveillance - Fouille des véhicules lors de manifestations - Surveillance des immeubles d'habitation - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale [n° 603 (93-94)]** - (14 novembre 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5528) : interdiction du financement des partis politiques par les entreprises - Nécessité d'une législation adaptée.

- **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 8 (94-95)]** - (15 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*répression de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers d'un étranger dans l'espace Schengen*) (p. 5614) : limitation du nombre des travailleurs immigrés -

Défense du droit d'asile - Application de la convention de Schengen - Cas des Algériens réfugiés en France - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5620) : facteurs humains - Département de la Drôme - Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Avant l'art. 7** (p. 6020) : intervient sur l'amendement n° I-134 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (droit de timbre lors de l'enregistrement des requêtes auprès des tribunaux administratifs).

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) (p. 6378) : budget de la police nationale - Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - (p. 6379) : personnels - Logement des policiers - Police de proximité - CRS - (p. 6380) : prévention - Votera contre ce projet de budget - Vidéo-surveillance du Parc des Princes.

**Justice** - (7 décembre 1994) (p. 6931, 6934) : sécurité des personnels pénitentiaires - Surpopulation carcérale - Protection judiciaire de la jeunesse - Secret de l'instruction et liberté de l'information - Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture [n° 86 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 88 et n° 87) (p. 7326) : présomption d'innocence et liberté de la presse - Affaire Dreyfus et autres exemples historiques - (p. 7327) : application de la loi sur la presse - Mission d'information sur le respect de la présomption d'innocence - Erreurs judiciaires - Affaires du monde politique.

- **Projet de loi de programme relatif à la justice - Deuxième lecture [n° 87 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 86 et n° 88) - Voir intervention sous le projet n° 86 (p. 7326, 7327).

- **Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Deuxième lecture [n° 88 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 86 et n° 87) - Voir intervention sous le projet n° 86 (p. 7326, 7327).

**Suite de la discussion** - (13 décembre 1994) - **Art. 25** (*délits jugés par un juge unique*) (p. 7374) : soutient l'amendement de suppression n° 68 de M. Guy Allouche - Jugement par un juge unique de délits passibles de cinq ans d'emprisonnement - Liberté des citoyens <sup>2</sup> (p. 7376) : interrogation sur le juge unique - **Art. 37 quinquies** (*secret de l'enquête et de l'instruction*) (p. 7388, 7389) : amendement Marsaud relatif au secret de l'instruction - Liberté de la presse et information de l'opinion publique - (p. 7395, 7396) : intervient sur les amendements identiques de suppression n° 22 de la commission, n° 2 de M. Charles Lederman et n° 71 de M. Guy Allouche - Présomption d'innocence - Transparence de la justice.

SERGEANT (Michel), sénateur du Pas-de-Calais (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Monnaies et médailles** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 42 (22 novembre 1994).



## INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1992 [n° 358 (93-94)]** - (5 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1462) : proposition d'organisation du débat sur l'exécution de la loi de finances précédente avant le début de la loi de finances de l'année à venir - Déficit budgétaire et prévisions économiques initiales - (p. 1463) : jeu des stabilisateurs économiques - Difficulté de la maîtrise des dépenses et de la réduction des prélèvements obligatoires - Recommande aux membres du groupe socialiste d'approuver les comptes de l'année 1992.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)] - Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 39 (relèvement de la limite d'amortissement des véhicules de tourisme détenus par les entreprises)** (p. 3201) : soutient l'amendement de suppression n° 126 de M. René Régnault - **Art. 39 quater (formalités à accomplir pour bénéficier de la réduction d'impôt sur les logements locatifs)** (p. 3208) : soutient l'amendement de suppression n° 127 de M. René Régnault.

– **Projet de loi relatif à la partie législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières - Deuxième lecture [n° 463 (93-94)]** - (5 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi organique n° 464 (93-94), examiné en deuxième lecture ainsi qu'avec celle du projet de loi n° 605 (93-94), examiné en première lecture) (p. 4041, 4043) ; amendements du groupe socialiste - Sanction des fautes de gestion - Cour de discipline budgétaire et financière.

– **Projet de loi organique relatif à certaines dispositions législatives des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières - Deuxième lecture [n° 464 (93-94)]** - (5 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 463 (93-94), examiné en deuxième lecture ainsi qu'avec celle du projet de loi n° 605 (93-94), examiné en première lecture) - Voir intervention sous le premier projet de loi précité (p. 4041, 4043).

– **Projet de loi relatif à la partie législative du Livre III du code des juridictions financières [n° 605 (93-94)]** - (5 octobre 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 463 (93-94) et celle du projet de loi organique n° 464 (93-94), examinés en deuxième lecture) - Voir intervention sous le premier projet de loi précité (p. 4041, 4043) - **Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées (partie législative du livre III du code des juridictions financières)** (p. 4075) : son amendement n° 8 : application aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Budget annexe : Monnaies et médailles** - (26 novembre 1994) - Rapporteur spécial - Son intervention présentée par M. Gérard Miquel (p. 6217).

**SÉRUSCLAT (Franck)**, sénateur du Rhône (S).

## NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires sociales.

– Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et social.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (18 mai 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant modification du délai pendant lequel il est autorisé de demander à bénéficier du statut d'objecteur de conscience [n° 39 (92-93)] (10 novembre 1992) - Reprise le 6 avril 1994 - **Service national**.

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5738) - Ministère : Enseignement supérieur - *Inquiétudes des chercheurs - Recherche scientifique et technique*.

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet n° 67 (p. 131, 135).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 131) : rôle des parlementaires - Comité consultatif national d'éthique - (p. 132) : fécondation et division cellulaire - Procréation *in vitro* - Evolution des connaissances des conditions de la procréation - Travaux de Mendel - (p. 133) : zygote et embryon - Influence des valeurs éthiques sur une société - Législations allemande, anglaise et espagnole - (p. 134) : inquiétude relative au diagnostic préimplantatoire et aux dérives eugéniques - Clonage - Possibilité pour une femme ménopausée d'avoir un enfant - Nécessité du projet de loi relatif au traitement de données nominatives - Différence de finalité entre le don d'organes et le don de gamètes - (p. 135) : consentement présumé pour le prélèvement d'organes - Conditions de recours à la procréation médicalement assistée - Concept de corps humain - Tests d'identification génétique.

– **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 131, 135).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 168) : son amendement n° 192, identique aux amendements n° 1 du Gouvernement et n° 126 de M. Pierre Laffitte (limitation du champ de compétences du comité) ; devenu sans objet - (p. 169) : son amendement rédactionnel n° 193 ; devenu sans objet - (p. 170) : son amendement n° 194, identique à l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de l'alinéa relatif à la consultation du comité sur les projets de loi relatifs à la recherche dans les domaines de la biologie, de la médecine et de la santé) ; devenu sans objet - (p. 173) : importance du comité - Dangers d'enfermer le comité d'éthique dans un texte législatif - Se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 28 de la commission - **Art. 1<sup>er</sup> (modification de l'intitulé du livre VI du code de la santé publique)** (p. 175) : proposition de loi déposée avec M. Claude Huriet afin de compléter la loi de 1988 relative à la protection des personnes dans la recherche biomédicale - Se déclare favorable à l'amendement n° 29 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé du livre VI : don et utilisation des éléments et produits du corps humain) - **Art. 2 (création au sein du livre VI du code de la santé publique d'un titre I<sup>er</sup> relatif aux principes communs applicables au don et à l'utilisation des éléments du corps humain)** (p. 176) : s'abstiendra sur l'amendement de suppression n° 30 de la commission - **Art. 3 (principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des élé-**

*ments et produits du corps humain* - Art. L. 666-1 du code de la santé publique (application des principes généraux du code civil relatifs au respect du corps humain) (p. 177) : sur l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission, son sous-amendement n° 195, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; rejeté - (p. 178) : importance de l'étymologie des termes utilisés - Art. L. 666-2 du code précité (principe de consentement) (p. 179) : sur l'amendement rédactionnel n° 33 de la commission, son sous-amendement n° 196, soutenu par M. Aubert Garcia ; adopté - (p. 180) : sur l'amendement rédactionnel n° 33 de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 168 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Art. L. 666-3 du code précité (interdiction de la publicité) : son amendement n° 197 : substitution des mots : « du prélèvement des parties et de la collecte » aux mots : « du don de parties » ; rejeté - (p. 182) : son amendement n° 198, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; information devant accompagner le principe du consentement présumé ; rejeté - Art. 4 (prélèvement et transplantation d'organes) (p. 186) : pénurie d'organes à transplanter - Famille, principal obstacle au prélèvement - Nécessité d'une information claire - Art. L. 667-2 du code précité (application réglementaire) (p. 187) : sur l'amendement rédactionnel n° 40 de la commission, son sous-amendement n° 202, soutenu par M. Aubert Garcia ; rejeté - Art. L. 667-4 du code précité (interdiction des prélèvements d'organes sur les mineurs et les majeurs protégés) (p. 189) : prélèvement sur une personne vivante - Art. L. 667-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem) (p. 191) : son amendement n° 206, soutenu par M. Aubert Garcia : retour au système du consentement présumé ; rejeté - (p. 193) : consentement présumé - Enregistrement du refus - Exemple de la Belgique et des Etats-Unis - Demande l'adoption de son amendement n° 206 précité - (p. 194) : constat de la mort - Campagne d'information sur la nécessité d'exprimer sa volonté de son vivant - Art. L. 667-9 du code précité (séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation) (p. 199, 200) : nécessité de distinguer le chirurgien qui prélève de celui qui transplante - Avec le groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 48 de la commission (dissociation entre le médecin constatant la mort, celui opérant le prélèvement et celui effectuant la transplantation) et sur celui-ci aux sous-amendements n° 259 (distinction entre le médecin constatant la mort et celui effectuant le prélèvement) et n° 268 (impossibilité pour le même médecin d'effectuer le prélèvement et la transplantation) du Gouvernement - Art. L. 667-11 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des prélèvements d'organes) (p. 202) : son amendement n° 208, identique à l'amendement n° 174 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : prélèvement et transplantation autorisés dans les seuls établissements de santé participant au service public hospitalier ; rejeté - (p. 203) : établissements de santé publics et privés ou participant au service public hospitalier - Hôpitaux privés ayant passé des accords avec le service public hospitalier - (p. 204) : souci de promouvoir les prélèvements - Participation aux services d'urgences - Art. L. 667-13 du code précité (conditions techniques, sanitaires et médicales de l'autorisation d'effectuer des prélèvements d'organes) (p. 206) : se déclare opposé à l'amendement n° 270 du Gouvernement (conditions devant être remplies par les établissements de santé pour procéder à des prélèvements) - Art. L. 667-14 du code précité (liste nationale des personnes en attente d'une transplantation d'organes) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 52 de la commission - Art. L. 667-15 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des transplantations d'organes) (p. 207) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 53 de la commission (exclusion de l'application pour les dispositions relatives aux autorisations tacites hospitalières) - Art. 5 (dispositions relatives aux tissus et produits) - Art. L. 668-1 du code précité (champ d'application des dispositions légales concernant les tissus et produits) (p. 209) : son amendement n° 209, soutenu par M. Aubert Garcia : substitution des mots : « d'une utilisation à finalité thérapeutique » aux mots « d'un don » ; retiré - Art. L. 668-6 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem de tissus et produits) (p. 210) : son amendement n° 211, soutenu par M. Aubert Garcia : impossibilité de prélever des tissus sur les personnes décédées ; rejeté - Art. L. 668-12 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des greffes de tissus et de cellules) (p. 216) : se déclare opposé à l'amendement n° 131 de la

commission des affaires culturelles saisie pour avis (possibilité de greffer des tissus à des fins thérapeutiques limitée aux établissements de santé) - Art. 5 bis (comité de transparence) (p. 218) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 65 de la commission et n° 7 du Gouvernement - Art. 7 (assistance médicale à la procréation) (p. 219) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 67 de la commission.

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - Art. 8 (dispositions communes) (p. 229) : nécessité de s'en tenir aux constatations scientifiques dans le domaine de la procréation médicalement assistée - Erreur d'élaborer un statut de l'embryon - (p. 230) : définition de l'embryon et du zygote - (p. 232) : interrogation sur le changement de terminologie et la transformation de la procréation médicalement assistée en assistance médicale à la procréation - (p. 234) : « embryon » et « zygote » - Intérêt d'utiliser une terminologie juste - S'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 68 de la commission (insertion des dispositions inscrites à l'article 8 dans un nouveau chapitre du livre II du code de la santé publique) - Art. L. 671-1 du code de la santé publique (définition de la procréation médicalement assistée) (p. 237) : s'abstiendra lors du vote sur l'amendement de précision n° 69 de la commission et, sur celui-ci, se déclare opposé au sous-amendement n° 189 de M. Bernard Seillier (arrêt du recours à la fécondation *in vitro*) - Art. L. 671-2 du code précité (finalité de la procréation médicalement assistée) (p. 239) : son amendement n° 218 : distinction entre deux motifs de recours à la procréation médicalement assistée ; devenu sans objet - (p. 240) : ses amendements n° 228 : distinction entre l'« embryon » et le « zygote » ; et n° 219 : détermination des conditions d'application de l'article par un décret en Conseil d'Etat ; devenus sans objet - (p. 241) : se déclare opposé à l'amendement n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple) - Définition de la stérilité - (p. 245, 246) : transmission des maladies graves et procréation médicalement assistée - Implantation *post mortem* - Se déclare opposé à l'amendement n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple) - Art. L. 671-2 bis du code précité (conception *in vitro*) (p. 252, 253) : ses amendements n° 220 : suivi pendant une période de trois ans par les parents de l'avenir des zygotes surnuméraires conservés ; n° 221 : possibilité de reconnaissance de l'origine biologique ; n° 222 : impossibilité de réimplanter le zygote sur lequel une recherche nécessaire a été effectuée ; et n° 230 : vérification de l'abandon du projet parental ; devenus sans objet - (p. 255) : intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (cadre et finalité de la conception d'embryon *in vitro*) et sur le sous-amendement n° 271 du Gouvernement (suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons conservés) - Problème des embryons surnuméraires - (p. 256, 257) : opposition entre le texte adopté par l'Assemblée nationale et le texte proposé par le Sénat - Avant l'art. L. 671-2 ter du code précité (p. 262) : se déclare opposé à l'amendement n° 74 de la commission (assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) - Art. L. 671-2 ter du code précité (interdiction de l'utilisation commerciale et industrielle de l'embryon) : se déclare favorable à l'amendement n° 75 de la commission (impossibilité d'utiliser ou de concevoir un embryon à des fins industrielles ou commerciales) - (p. 265) : responsabilité de la décision d'interdire les expérimentations - Espoirs de la recherche sur le zygote dans la prévention des maladies graves et dans la lutte contre la stérilité - Avec le groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 18 du Gouvernement (interdiction absolue de l'expérimentation portant atteinte à l'intégrité des embryons) - (p. 266, 267) : continuité depuis la fécondation jusqu'à la mort - Art. L. 671-3 bis du code précité (information des couples) (p. 271) : ses amendements n° 223 : nécessité de contrôler la conformité de l'indication médicale ; n° 224 : information par le médecin des modalités du consentement à la procréation médicalement assistée ; n° 225 : rappel des possibilités ouvertes par la loi en matière d'adoption ; n° 226 : suppression du qualificatif « éventuelle » associé à la pénibilité du parcours en vue d'une

procréation médicalement assistée ; et n° 227, de coordination ; devenus sans objet - (p. 272) : se déclare favorable à l'amendement n° 19 du Gouvernement (procédure suivie avant la mise en oeuvre de l'assistance médicale à la procréation) - Diagnostic préimplantatoire, source de dérives - Rôle pédagogique du médecin - **Après l'art. 8** (p. 274) : se déclare opposé à l'amendement n° 80 de la commission (sort des embryons non implantés).

**Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - **Art. 9** (*don de gamètes*) (p. 289) : ses amendements n° 232 : accès à des données génétiques, sans lever l'anonymat ; et n° 200 : transmission d'informations génétiques concernant le donneur ; devenus sans objet - (p. 293) : recherches en Australie - Nécessité de réduire le recours au tiers donneur - Se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 191 de M. Bernard Seillier - (p. 296, 297) : se déclare favorable à l'amendement n° 81 de la commission (insertion des dispositions relatives au don de gamètes dans le livre VI du code de la santé publique, consacré au don et à l'utilisation des organes, tissus et cellules du corps humain) - **Art. 10** (*autorisation des activités de procréation médicalement assistée*) - **Art. L. 673-1 du code précité** (*régime d'autorisation des activités de procréation médicalement assistée*) (p. 300) : son amendement n° 235 : établissement de santé pratiquant les activités cliniques et biologiques de procréation médicalement assistée ; rejeté - (p. 301) : activité des laboratoires d'analyse médicale - **Après l'art. L. 673-5 du code précité** (p. 303) : son amendement n° 240 : institution d'un comité de transparence chargé de participer à l'évaluation et au suivi des activités de procréation médicalement assistée ; rejeté - **Après l'art. 10** (p. 304) : son amendement n° 252 : création d'une section IV relative au consentement à la procréation médicalement assistée et d'une section V relative aux droits de l'enfant né de cette procréation ; retiré - **Art. 10 bis** (*diagnostic prénatal*) (p. 305) : techniques utilisées pour le diagnostic prénatal - Echographie - Mise en place d'un diplôme interuniversitaire - (p. 306) : diagnostic préimplantatoire (p. 308) : son amendement n° 242, soutenu par M. Aubert Garcia : évaluation a posteriori de l'activité médicale par la tenue de registres dans le domaine du diagnostic prénatal ; devenu sans objet - (p. 309) : se déclare opposé à l'amendement n° 91 de la commission (interdiction de tout diagnostic préimplantatoire) - Favorable à l'interdiction du diagnostic préimplantatoire mais opposé à la suppression du texte encadrant l'établissement du diagnostic prénatal - **Art. 13** (*sanctions administratives et pénales relatives à la procréation médicalement assistée*) - **Art. L. 682-1 du code précité** (*retrait d'autorisation*) (p. 320) : se déclare opposé à l'amendement n° 24 du Gouvernement (mesure administrative immédiate en cas de violation grave des dispositions de la loi) - **Art. L. 682-2 du code précité** (*sanctions applicables en matière de don de gamètes*) : son amendement de coordination n° 245 ; soutenu par Mme Françoise Seligmann ; devenu sans objet - **Art. L. 682-4 du code précité** (*sanctions en cas de divulgation d'information levant l'anonymat du donneur et du receveur*) (p. 322) : sur l'amendement n° 115 (aggravation des sanctions), son sous-amendement de précision n° 248 ; adopté - **Art. L. 682-7 du code précité** (*sanctions en cas d'insémination par sperme frais*) (p. 324) : sur l'amendement n° 25 du Gouvernement (sanctions en cas de conception *in vitro* et d'utilisation d'embryons à des fins commerciales ou industrielles), son sous-amendement n° 250 : suppression des mots : « mais provenant d'un don » ; adopté - **Paragraphe additionnel** (p. 326, 327) : se déclare opposé à l'amendement n° 122 de la commission (sanction pour les auteurs des infractions relatives à la recherche sur l'embryon et au diagnostic préimplantatoire) - Aggravation des dispositions tendant à interdire les recherches sur l'embryon - Frein à la recherche causé par l'alourdissement des peines encourues - **Intitulé du projet de loi** (p. 329) : se déclare opposé à l'amendement n° 125 de la commission (nouvel intitulé : « projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 333, 334) : contexte entourant ce projet de loi - Souhait d'un équilibre entre le respect des connaissances scientifiques et le souci de lier l'évolution du monde au respect des textes sacrés - Recherches afin d'éviter le recours au tiers donneur - Absence de respect de la réalité scientifique - Avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi - (p. 338) : théorie élaborée à partir des réalités scientifiques.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - **Titre 1<sup>er</sup>** (*du corps humain*) (p. 351) : son amendement n° 57 : modification de l'intitulé : « De l'intégrité physique et psychique de la personne » ; rejeté - **Art. 1<sup>er</sup> A** (*primauté de la personne humaine*) (p. 352) : son amendement de suppression n° 58, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; devenu sans objet - (p. 357) : début de la vie humaine - Nécessité de tenir compte des réalités scientifiques et biologiques pour légiférer - (p. 358) : continuité dans l'évolution - Sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et rétablissement de l'article 16 du code civil), se déclare opposé au sous-amendement n° 39 de M. Bernard Laurent (définition de l'embryon) - **Art. 2** (*chapitre II du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code civil : du respect du corps humain*) - **Art. 19 du code civil** (*consentement et intérêt légitime*) (p. 369) : sur l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), son sous-amendement n° 83 ; rejeté - Son amendement n° 60, soutenu par Mme Françoise Seligmann : ajout de la finalité médicale ; devenu sans objet - **Art. 20 du code précité** (*protection du patrimoine génétique humain*) (p. 371) : son amendement n° 61, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : protection de l'intégrité génétique humaine ; devenu sans objet - **Art. 21 du code précité** (*non-commercialisation du corps humain*) (p. 377) : son amendement n° 62, soutenu par Mme Françoise Seligmann : précision rédactionnelle - substitution des mots : « les gènes » au mot : « génomes » - dérogations ; devenu sans objet - **Art. 22 du code précité** (*gratuité*) (p. 381) : sur l'amendement n° 13 de la commission (distinction entre les expérimentations sur la personne, les prélèvements d'organes et la collecte des produits du corps humain), son sous-amendement rédactionnel n° 63, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; adopté - **Art. 24 du code précité** (*anonymat*) (p. 382) : sur l'amendement n° 15 de la commission (conditions de dérogation à la règle de l'anonymat), son sous-amendement n° 65, soutenu par Mme Françoise Seligmann : substitution de la notion de « prélèvement » à celle de « don » ; retiré - **Après l'art. 3 bis** (p. 387) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 66 : sanction en cas de pratique d'une thérapie génique germinale ; n° 67 : sanction en cas de pratiques eugéniques ; n° 68 : sanction des infractions aux dispositions relatives à la gratuité du corps humain ou des organes ; et n° 69 : sanction en cas de prélèvement d'organes contre paiement ; retirés - **Art. 4** (*identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique*) - **Art. 25 du code précité** (*finalités de l'étude des caractéristiques génétiques*) (p. 390) : sur l'amendement n° 20 de la commission (encadrement législatif des indications justifiant l'utilisation des cartes génétiques), son sous-amendement rédactionnel n° 84, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; son amendement rédactionnel n° 70, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; son amendement n° 71, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : recueil du consentement préalable ; retirés - **Après l'art. 27 du code précité** (p. 391) : son amendement n° 73, soutenu par Mme Françoise Seligmann : double expertise ; rejeté - **Art. 28 du code précité** (*consentement de l'intéressé en cas d'identification à des fins médicales ou scientifiques*) (p. 392) : son amendement de suppression n° 74 ; adopté - **Art. 29 du code précité** (*personnes habilitées à procéder à l'identification*) (p. 393) : son amendement n° 75, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : agrément du laboratoire ; retiré - **Art. 7** (*art. 375 du code pénal : sanction de l'identification illicite d'une personne par ses empreintes génétiques*) (p. 396) : son amendement n° 78, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de l'alinéa relatif à la radiation d'un expert condamné ; rejeté - **Art. 8** (*art. 311-19 à 311-21 du code civil : filiation et procréation médicalement assistée*) (p. 401) : sur l'amendement n° 36 de la commission (inscription dans le code civil des règles applicables à la filiation en cas de procréation médicalement assistée), ses sous-amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 85 : recueil du consentement par le juge aux affaires familiales et non par le notaire ; et n° 86 : recueil du consentement par le notaire à titre gratuit ; rejetés - (p. 400) : son amendement n° 82, analogue à son amendement n° 85 précité soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : recueil du consentement par le juge aux affaires familiales ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 jan-**

vier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales [n° 307 (93-94)] - (4 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1430, 1431) : raisons du dépôt de cette proposition de loi avec M. Claude Huriet - Cadre légal des expérimentations - Comité consultatif de protection des personnes dans la recherche biomédicale, CCPRB - Ethique médicale - Composition des comités - Utilisation de cobayes - Déclare approuver totalement les conclusions du rapporteur sur cette proposition de loi - **Art. 1<sup>er</sup>** (*champ d'application de la loi*) (p. 1434, 1435) : caractère temporaire du critère d'innovation - Expérimentation d'un médicament - Caractère raisonnable de l'amendement de suppression n° 1 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture** [n° 354 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) - (p. 1597, 1600) : contradictions dans les projets de loi examinés - Patrimoine génétique - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> A** (p. 1610) : se déclare favorable à l'amendement n° 81 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis (soustraction de l'ensemble des actes énumérés dans le projet de loi à toute finalité lucrative et à toute pratique eugénique) - **Art. 3 - Art. L. 665-12 du code de la santé publique (interdiction de publicité)** : son amendement n° 66 : suppression de l'interdiction de publicité au profit d'un établissement ou organisme déterminé ; adopté - **Art. 4 - Art. L. 671-7 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 1615) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (suppression des dispositions instituant un registre recensant les refus de prélèvement d'organes) - (p. 1618) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de la commission (suppression de la référence aux proches) - **Art. L. 671-9 du code précité (prélèvements à des fins scientifiques)** (p. 1619) : son amendement n° 67, sur le même objet que l'amendement n° 5 de la commission (suppression du régime spécifique, au regard du consentement, pour ce qui concerne les prélèvements scientifiques et les autopsies médicales) ; retiré au profit de ce dernier.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Deuxième lecture** [n° 355 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (93-94) (p. 1597, 1600).

- **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture** [n° 356 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (p. 1597, 1600).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture** [n° 354 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 5 - Après l'art. L. 672-10 du code précité** (p. 1637) : se déclare favorable à l'amendement n° 105 de la commission (produits cellulaires) - **Art. 5 bis A (produits cellulaires)** (p. 1638) : son amendement n° 68 : pratique du traitement, de la transformation et de la manipulation des produits cellulaires par des laboratoires autorisés ; retiré - **Art. 8 (assistance médicale à la procréation) - Art. L. 152-1 du code précité (définition de l'assistance médicale à la procréation)** (p. 1640) : son amendement n° 69 : remplacement du mot : « procréation » par le mot : « fécondation » ; retiré au profit de l'amendement n° 87 de M. Claude Huriet (retour au texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. L. 152-2 du code précité (finalité de l'assistance médicale à la procréation)** : ses amendements n° 70 : remplacement des mots : « à la demande parentale » par les mots : « au projet parental » ; rejeté ; et n° 71 : remplacement du mot : « constaté » par le mot : « diagnostiqué » ; adopté - **Art. L. 152-2 du code précité (finalité de l'assistance médicale à la procréation)** (p. 1642) : se déclare opposé à l'amendement n° 13 de la commission

(retour à la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture relative à la stabilité du couple et à l'âge de ses membres) - **Art. L. 152-3 du code précité (conception in vitro)** (p. 1644, 1645) : intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de la disposition affirmant le principe de l'implantation dans les huit jours) - (p. 1647) : se déclare opposé à l'amendement n° 15 de la commission (justification de la conservation des embryons par des raisons médicales) - (p. 1651) : se déclare opposé à l'amendement n° 16 de la commission (suppression de la disposition autorisant l'arrêt de la conservation des embryons) - **Art. L. 152-4 du code précité (procédure d'accueil d'embryons)** (p. 1652) : son amendement n° 73 : suppression du premier alinéa relatif à la procédure d'accueil de l'embryon ; rejeté - **Art. L. 152-5 du code précité (procédure d'accueil de l'embryon)** : son amendement n° 75 : suppression des mots : « sans recours à un tiers donneur » ; rejeté - (p. 1656) : son amendement n° 76 : conditions dans lesquelles un couple peut décider de consentir au don d'embryon ; rejeté - **Art. L. 152-8 du code précité (interdiction des recherches sur l'embryon)** (p. 1659) : son amendement n° 77 : finalité des expérimentations sur l'embryon ; rejeté - **Art. L. 152-10 du code précité (information des couples)** (p. 1663) : sur l'amendement n° 22 de la commission (définition des modalités d'expression du consentement devant le juge ou devant le notaire par le code civil), son sous-amendement n° 109 : appel au juge aux affaires familiales plutôt qu'au juge ou au notaire ; rejeté - Se déclare opposé à l'amendement n° 22 de la commission (définition des modalités d'expression du consentement devant le juge ou devant le notaire par le code civil) - **Art. 8 bis (sort des embryons non implantés)** (p. 1664) : son amendement de suppression n° 78 ; retiré - **Art. 10 ter (interruption de grossesse pour des raisons médicales)** (p. 1668) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 24 de la commission - **Art. 10 quater (diagnostic préimplantatoire)** (p. 1669) : intervient sur l'article - Son amendement n° 79 : délai de réflexion en matière de diagnostic préimplantatoire ; rejeté - (p. 1674) : se déclare opposé à l'amendement n° 25 de la commission (encadrement des conditions d'autorisation du diagnostic préimplantatoire) - **Après l'art. L. 152-18 du code précité** (p. 1683) : sur l'amendement n° 49 de la commission (sanction en cas de publication d'un article relatant une expérience en violation des dispositions légales), son sous-amendement de précision n° 103 ; retiré - **Art. 18 (comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 1688) : son amendement n° 80 : publication des avis du comité ; retiré au profit de l'amendement de suppression n° 90 de M. Claude Huriet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1691, 1693) : travaux de Jean Rostand - Parlementaires, à l'écoute des revendications de leurs électeurs - Avec le groupe socialiste, votera contre le présent projet de loi.

- **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture** [n° 356 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (primauté de la personne humaine)** (p. 1698) : intervient sur l'amendement n° 22 de M. Charles Lederman (suppression des mots : « dès le commencement de sa vie »).

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (unité du régime général et obligation d'équilibre financier des branches qui le composent)** (p. 2324) : intervient à propos de l'amendement n° 4 de la commission (obligation d'équilibre financier des branches).

- **Projet de loi relatif au corps humain - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 515 (93-94)]** - (23 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des conclusions du rapport n° 497 (93-94)) : voir son intervention sous la discussion des conclusions du rapport n° 497 (p. 2865, 2866).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 497 (93-94)]** - (23 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celles des conclusions du rapport n° 515 (93-94)) (p. 2865, 2866) : avec le groupe socialiste, votera contre le projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation

et au diagnostic prénatal et s'abstiendra sur le projet de loi relatif au respect du corps humain.

– **Projet de loi relatif à la famille - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 553 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3897, 3898) : importance de la famille - « Ordre moral » - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

– **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales - Troisième lecture [n° 581 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - En remplacement de M. Claude Huriet, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3914, 3915) : extension du champ territorial des comités consultatifs de protection des personnes - Recherches effectuées sur les personnes en état de mort cérébrale - Respect du corps humain - Sous réserve de ses observations, la commission des affaires sociales accepte cette proposition de loi.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la recherche [n° 1 (94-95)]** - (4 octobre 1994) (p. 4017, 4018) : recherche et objectifs de la nation - Consultation nationale restreinte - Recherche fondamentale - Liberté des chercheurs - Recherche industrielle - Place de la science dans la société - « Recherche laïque ».

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Art. 11 bis (par priorité) (article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants)** (p. 5036, 5037) : son amendement de suppression n° 309 ; devenu sans objet - (p. 5043, 5044) : à titre personnel, votera le sous-amendement n° 390 de M. Jean Huchon, sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 623 de M. Joseph Ostermann (suppression du pouvoir transitoire d'autorisation par le préfet).

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5648, 5649) : statut des praticiens hospitaliers - Transcription de directives européennes - Laboratoire d'hydrologie et Agence du médicament - Contribution au financement de l'assurance maladie des répartiteurs - Convention nationale des médecins - (p. 5650) : objecteurs de conscience - **Art. 17 (par priorité) (rémunération des salariés à temps partiel)** (p. 5669) : exigences de la productivité et de la compétitivité - Suppressions d'emplois consécutives aux investissements - **Après l'art. 24 (par priorité)** (p. 5693) : ses amendements n° 92 et n° 93 relatifs aux objecteurs de conscience ; réservés - **Demande de réserve** : demande la réserve de ses amendements n° 92, n° 93, n° 94, n° 95, n° 96, n° 97 et n° 98, souhaitant la présence de Mme le ministre des affaires sociales.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 24 (par priorité) (suite)** (p. 5706) : ses amendements n° 92 et n° 93 : durée du service accompli par les objecteurs de conscience ; rejetés (précédemment réservés le 16 novembre 1994, p. 5693) - (p. 5707) : ses amendements n° 94, n° 95, n° 96 et n° 97 : possibilité pour les jeunes gens effectuant leur service national, d'exercer, en dehors des heures et des lieux de service, leurs droits civiques ; rejetés - (p. 5708) : son amendement n° 98 : possibilité de demander le statut d'objecteur de conscience jusqu'au jour de l'incorporation ; rejeté - Délai de réflexion - **Art. 1<sup>er</sup> (intégration des médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France)** (p. 5713) : son amendement n° 77, soutenu par M. Charles Metzinger : extension des dispositions prévues à l'article 1<sup>er</sup> aux établissements privés à but non lucratif ayant passé une convention ; retiré - (p. 5715) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (progressivité de la mesure de l'intégration) - **Après l'art. 8** (p. 5723) : avec le groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 66 de M. Jean Chérioux (dépistage du sida) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 5755) : se déclare favorable aux amendements n° 138 et n° 139 de M. Charles Descours (création d'un ordre des masseurs-kinésithérapeutes) - **Après l'art. 8 (suite)** (p. 5757) : son amendement n° 78, soutenu par Mme Marie-Madeleine Dieulangard : présidence du conseil départemental de l'ordre

des sages-femmes ; retiré (précédemment réservé p. 5717) - **Art. 29 (par priorité) (convention nationale des médecins)** (p. 5759) : son amendement de suppression n° 99 ; rejeté - (p. 5760) : son amendement n° 100 : validation de la convention médicale, de ses annexes signées le 21 octobre 1983 et de leurs arrêtés d'approbation ; devenu sans objet - (p. 5761, 5762) : volonté indispensable de la maîtrise médicalisée des dépenses de santé.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) (p. 7109, 7110) : lutte contre la toxicomanie et la drogue : prévention et réponses médicales - Voie entre la libéralisation de la consommation de la drogue et la répression - (p. 7111) : maîtrise de l'évolution des dépenses de santé.

**SIGNÉ (René-Pierre), sénateur de la Nièvre (S).**

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1753) - Ministère : Affaires sociales - **Restructuration hospitalière - Hôpitaux.**

*Questions orales sans débat :*

n° 114 (JO Débats du 22 avril 1994) (p. 1204) - Ministère : Agriculture - **Répartition des quotas concernant le troupeau allaitant** - (Réponse : JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1524) - **Élevage.**

n° 115 (JO Débats du 22 avril 1994) (p. 1204) - Ministère : Education - **Lycée professionnel de Château-Chinon** - (Réponse : JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1533) - **Enseignement technique et professionnel.**

n° 161 (JO Débats du 27 octobre 1994) (p. 4742) - Ministère : Economie - **Difficultés financières des départements** - (Réponse : JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5815) - **Départements.**

n° 162 (JO Débats du 27 octobre 1994) (p. 4742) - Ministère : Education - **Financement des comités de liaison des associations complémentaires de l'enseignement public** - (Réponse : JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5813) - **Enseignement.**

n° 164 (JO Débats du 8 novembre 1994) (p. 5240) - Ministère : Santé - **Insuffisance du nombre de médecins anesthésistes en France** - (Réponse : JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5808) - **Médecins.**

n° 180 (JO Débats du 4 décembre 1994) (p. 6696) - Ministère : Logement - **Perception de l'aide personnalisée au logement - Allocation logement.**

#### INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2426, 2427) : agriculture extensive - Élevage bovin - Primes à l'herbe - Quotas « vaches allaitantes » - Installation des jeunes agriculteurs - Formation et enseignement agricole.

– **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)]** - (11 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4152, 4153) : espaces naturels - Compétence des départements - Loi sur les paysages - Patrimoine - Tourisme - Taxes.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (5 novembre 1994) - Rappel au règlement (p. 5125) :** calendrier du déroulement ultérieur du débat.

**Suite de la discussion - (8 novembre 1994) - Art. 22 (renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF - suppression de la DGF d'Ile-de-France - reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Ile-de-France) (p. 5307) :** parole sur l'article - Environnement - Protection de la nature.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Environnement - (3 décembre 1994) (p. 6680, 6683) :** modestie des crédits budgétaires - Espaces agricoles et espaces boisés - Lutte contre les risques d'inondation - Promesses non tenues d'indemnisation - Baisse des moyens de financement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - Modalités de traitement des déchets - Absence de propositions dans le domaine des pollutions - Avenir des centrales nucléaires - Au nom du groupe socialiste, s'oppose à ce projet de budget.

**SOUCARET (Raymond),** sénateur du Lot-et-Garonne (RDE).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (20 décembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture - (9 juin 1994) (p. 2419, 2420) :** exploitations agricoles - Marchés potentiels - Aides à l'installation ; dotation aux jeunes agriculteurs - Accès au foncier ; fiscalité des transmissions d'entreprises - Endettement des agriculteurs.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (26 octobre 1994) - Discussion générale (p. 4738, 4739) :** espace rural - Agriculture - Communes rurales.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Budget annexe des prestations sociales agricoles - (2 décembre 1994) - Examen des crédits - Art. 28 (mesures nouvelles) (p. 6579, 6580) :** réforme des cotisations sociales agricoles - Financement professionnel - Le groupe du RDE votera ces crédits.

**SOUPLÉT (Michel),** sénateur de l'Oise (UC).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Membre suppléant du Conseil supérieur du cheval.

#### DÉPÔTS

**Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 89 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, de modernisation de l'agriculture [n° 149 (94-95)] (14 décembre 1994) - Agriculture.**

#### INTERVENTIONS

– **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)] - Suite de la discussion - (8 avril 1994) - Art. 24 (sort des cautions) (p. 858) :** soutient l'amendement n° 141 de M. Alain Lambert (limitation de la suspension de la mise en jeu des cautions aux cautions non professionnelles) - **Après l'art. 24 (p. 863, 864) :** soutient les amendements de M. Alain Lambert, n° 142 d'harmonisation, n° 143 (hypothèques, nantissements, privilèges, actes et décisions judiciaires translatifs ou constitutifs de droits réels publiés ou inscrits postérieurement au jugement d'ouverture du redressement judiciaire) et n° 144 sur le même objet.

– **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)] - Suite de la discussion - (2 juin 1994) - Art. 4 (allègement des contraintes imposées en cas de vente de logements) (p. 2108) :** intervient sur l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission saisie pour avis.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture - (9 juin 1994) (p. 2422) :** charges des agriculteurs - Prix des engrais - Elargissement de la Communauté européenne - (p. 2423) : débouchés non alimentaires - Chaufferies aux résidus de bois - Biocarburants - Projet d'usine ; choix du site de Nogent-sur-Seine ; plaide pour le projet de la Lorraine - Contrôles des déclarations de gel de terre faites par les agriculteurs - (p. 2424) : service des haras nationaux - Aides communautaires - Poids des multinationales de distribution.

– **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)] - Suite de la discussion - (12 octobre 1994) - Avant l'art. 1<sup>er</sup> (p. 4172) :** se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Philippe François (incorporation de composants oxygénés dans les carburants pétroliers).

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (5 novembre 1994) - Avant l'art. 15 (p. 5121) :** se déclare favorable à l'amendement n° 628 du Gouvernement (création d'une société filiale de la Compagnie nationale du Rhône et d'EDF, chargée de la réalisation de la liaison Rhin-Rhône).

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion - (24 novembre 1994) - Après l'art. 8 (p. 6038) :** son amendement n° I-79, soutenu par M. Alain Lambert : exonération de la TIPP pour les huiles de colza ; adopté.

**Suite de la discussion - (25 novembre 1994) - Après l'art. 8 (p. 6101) :** son amendement n° I-80, soutenu par M. Xavier de Villepin : exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les livraisons de gaz destinées à la production de cultures végétales sous serre ; retiré - **Après l'art. 12 (p. 6123) :** son amendement n° I-81, soutenu par M. Jean Cluzel : exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole ; retiré.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Art. 45 (relèvement du plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global) (p. 7200) :** son amendement n° II-49, sur le même objet que les amendements identiques n° II-4 de M. Paul Girod et n° II-37 de M. Auguste Cazalet et soutenu par M. Alain Lambert (maintien de la situation actuelle en ce qui concerne les biens donnés à bail à long terme) ; rejeté.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)] - (19 décembre 1994) - Après l'art. 8 (p. 7741) :** son amendement n° 24, soutenu par M. René Ballayer : extension du bénéfice des dispositions fiscales concernant les unités de production d'éthanol à des unités qui produiraient des esters et des huiles de colza ; adopté.

**SOURDILLE (Jacques),** sénateur des Ardennes (RPR).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Secrétaire de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques (JO Lois et décrets du 13 octobre 1994).

Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie.

– Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO Lois et décrets* du 5 octobre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 29 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Rappel au règlement** - (19 janvier 1994) (p. 298) : demande la conservation des archives des auditions qui se sont déroulées dans le cadre de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français et de la commission *ad hoc*.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la recherche** [n° 1 (94-95)] - (4 octobre 1994) (p. 4019, 4020) : pouvoir du ministre - Pays de l'Est - Instituts français de recherche et universités face à la coopération - Chercheurs - (p. 4021, 4022) : nouveaux domaines de recherche - Politique communautaire de recherche - Exemples de pays étrangers.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) - Rapporteur spécial (p. 6337) : prime d'aménagement du territoire, PAT - (p. 6338) : fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi, FRILE - Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire - Données d'information - (p. 6339) : chevauchement des zonages - Cofinancement et appel aux collectivités territoriales en matière d'infrastructures - DATAR - Recommande au Sénat d'adopter ce projet de budget.

**SOUVET (Louis)**, sénateur du Doubs (RPR).

#### NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires sociales.

– Membre titulaire du Haut conseil du secteur public jusqu'au 30 novembre 1994.

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire de la commission d'évaluation prévue à l'article 82 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (*JO Lois et décrets* du 5 novembre 1994).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 242 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 246 (93-94)] (19 janvier 1994) - **Entreprises**.

*Proposition de loi* relative à la représentation des élus au sein des districts urbains [n° 392 (93-94)] (3 mai 1994) - **Communautés urbaines**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 549 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte [n° 556 (93-94)] (29 juin 1994) - **Départements d'outre-mer (DOM)**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte [n° 599 (93-94)] (11 juillet 1994) - **Départements d'outre-mer (DOM)**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Travail, emploi et formation professionnelle** - [n° 83 (94-95)] tome 7 (22 novembre 1994).

*Rapport*, déposé avec M. Claude Huriet, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 45 (94-95)] portant diverses dispositions d'ordre social [n° 57 (94-95)] (9 novembre 1994) - **Politique économique et sociale**.

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 119 (*JO Débats* du 12 mai 1994) (p. 1580) - Ministère : Affaires étrangères - *Mise en place de la charte sociale de l'Organisation mondiale du commerce* - (Réponse : *JO Débats* du 18 juin 1994) (p. 2681) - **Commerce international**.

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 511) : simplification des procédures déclaratives auprès des organismes de protection sociale ainsi que des modalités de calcul de cotisations - Amélioration de la couverture sociale des travailleurs indépendants - Allègement des cotisations sociales en faveur des non-salariés créant ou reprenant une entreprise - (p. 512) : statut et protection sociale des travailleurs indépendants - (p. 513) : simplification de certaines contraintes administratives - Livre de paie - Déclaration préalable à l'embauche - Sécurité juridique des travailleurs indépendants - Sous réserve de ses amendements, la commission des affaires sociales émet un avis favorable à l'adoption de ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - Rapporteur pour avis - **Art. 29** (*simplification des formalités prescrites en matière sociale*) (p. 601) : son amendement rédactionnel n° 31 ; adopté - (p. 602) : sur l'amendement n° 20 de la commission (possibilité pour les conventions qui détermineront les modalités de mise en oeuvre des procédures de déclaration sur support unique de prévoir des périodes d'expérimentation), son sous-amendement n° 165 ; adopté - **Après l'art. 29** (p. 604) : sur l'amendement n° 22 de la commission (rapport sur le bilan et l'extension de la simplification), son sous-amendement n° 165 ; réservé jusqu'à la fin de l'examen des articles - **Art. 30** (*harmonisation des règles d'assiette pour le calcul des cotisations sociales des travailleurs indépendants et de la contribution sociale généralisée*) (p. 605) : son amendement de coordination n° 34 ; adopté - (p. 606) : ses amendements, n° 35 : calcul des cotisations sur les bases de l'avant-dernière année ; et n° 36 de conséquence ; retirés - Se déclare favorable à l'amendement n° 153 du Gouvernement (appel prévisionnel de cotisations sur la base du revenu de l'avant-dernière année) - (p. 607) : son amendement n° 37 : calcul des cotisations dans la limite d'un ou plusieurs plafonds ; adopté - **Art. 32** (p. 608) : son amendement n° 41 : extension du principe de l'allègement des cotisations d'allocations familiales aux non salariés ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 32** (*exonération partielle des cotisations d'assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés non agricoles créant ou reprenant une entreprise*) (p. 610) : ses amendements, n° 42 : harmonisation des dispositions relatives aux chômeurs créateurs d'entreprises individuelles et aux créateurs repreneurs

d'une activité ; et n° 43 de coordination ; irrecevables (article 40 de la Constitution) - **Art. 33 bis** (*extension de la possibilité de rachat des trimestres non validés aux régimes complémentaires*) (p. 613) : son amendement n° 51 : problème de la régularité du versement des cotisations des travailleurs indépendants ; retiré - **Art. 34** (*amélioration du statut de conjoint collaborateur*) : son amendement rédactionnel n° 46 ; devenu sans objet - **Art. 34 bis** (*contrats d'assurance de groupe des non salariés non agricoles*) (p. 615) : son amendement n° 51 : problème de la régularité du versement des cotisations des travailleurs indépendants ; retiré - **Art. 35 bis** (*suppression du livre de paie*) (p. 624) : son amendement de suppression n° 53 ; adopté - **Art. 40** (*institution d'une présomption d'activité indépendante exercée hors de tout contrat de travail*) (p. 634) : son amendement n° 54 : présomption d'absence de contrat de travail ; adopté - **Art. 31** (**précédemment réservé p. 607**) (*limitation des possibilités de requalification en contrat de travail du contrat liant un entrepreneur individuel à un donneur d'ouvrages*) (p. 638) : son amendement de coordination n° 38 ; adopté - **Après l'art. 40** : son amendement de cohérence n° 56 ; adopté - **Après l'art. 29** (*suite*) (p. 639) : sur l'amendement n° 22 de la commission, son sous-amendement n° 165 ; adopté (précédemment réservé p. 603) - **Sur l'ensemble** (p. 643) : remerciements à tous ceux qui ont participé à l'élaboration du texte.

- **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales [n° 81 (92-93)]** - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1040) : évolution des techniques comptables - Référence au plan comptable général - Accroissement important du rôle et de la responsabilité des communes dans l'économie nationale - Rigueur demandée aux communes pour assumer les conséquences de la progression de leurs besoins de financement - (p. 1041) : information des élus et des gestionnaires locaux - (p. 1042) : importance des amortissements - Elargissement du patrimoine communal - Prise en compte de la codification fonctionnelle - Rôle de la comptabilité fonctionnelle - (p. 1043) : logement social - Subventions d'équipement - Biens inscrits à l'actif de la commune et valeur qu'il convient de leur donner - (p. 1044) : formation professionnelle - Rôle du Centre national de la fonction publique territoriale.

- **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte [n° 549 (93-94)]** - (8 juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3747, 3750) : volonté du Gouvernement - Taux de chômage - Revenu minimum d'insertion - Dispositions en faveur de l'insertion et de l'emploi - Mesures d'adaptation à la loi quinquennale - Dispositions relatives à l'aménagement foncier, au logement social et à l'aménagement du territoire - Dispositions spécifiques à la collectivité territoriale de Mayotte - **Question préalable** (p. 3774) : s'oppose à la motion n° 26 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Demande de priorité** (p. 3775) : demande l'examen en priorité des articles 24, 24 bis, 25, 26, des amendements n° 53 et n° 6 tendant à insérer des articles additionnels ainsi que des articles n° 27 et n° 28 - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3784) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Rodolphe Désiré (création d'un exécutif unique sur un territoire où existe deux assemblées territoriales) - (p. 3785) : s'oppose à l'amendement n° 54 de Mme Marie-Claude Beaudou (réduction de la durée hebdomadaire du travail pour tout le territoire métropolitain et dans les départements et collectivités territoriales d'outre-mer sans réduction de rémunération) - (p. 3786) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° 55 (application du SMIC de la métropole aux départements d'outre-mer) et n° 56 (bénéfice dans les départements d'outre-mer de l'ensemble des prestations sociales de la métropole) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*adaptation du RMI aux départements d'outre-mer*) (p. 3787) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 57 de Mme Marie-Claude Beaudou - **Art. 42-7 de la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988** (*composition du conseil d'administration de l'agence*) : son amendement n° 7 : représentation du secteur économique au sein du conseil d'administration de l'agence ; retiré - S'oppose à l'amendement n° 58 de Mme Marie-Claude Beaudou (composition de l'agence) - Accepte l'amendement n° 74 du Gouvernement (institution d'un conseil d'orientation), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement rédactionnel n° 81 ; adopté - (p. 3789) : s'oppose aux amendements identiques n° 31 de M. François Louisy et n° 59 de Mme Marie-

Claude Beaudou (nomination du directeur de l'agence) - **Art. 42-8 de la loi précitée** (*contrats d'insertion par l'activité*) : s'oppose à l'amendement n° 60 de Mme Marie-Claude Beaudou (nécessité de lier les salariés par des contrats à durée indéterminée soumis aux règles du droit commun) - **Art. 42-9 de la loi précitée** (*financement de l'agence d'insertion*) (p. 3790) : s'oppose à l'amendement n° 61 de Mme Marie-Claude Beaudou (modalités de calcul du crédit alloué à l'agence) - Son amendement n° 8 : imputation de certaines dépenses d'action sociale sur les crédits versés par le département ; retiré au profit de l'amendement n° 93 du Gouvernement, qu'il accepte (prévision du calcul du crédit) - **Art. 2** (*contrats d'accès à l'emploi*) (p. 3792) : son amendement n° 9 : impossibilité pour les contrats d'accès à l'emploi de se substituer à des contrats existants ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 62 de Mme Marie-Claude Beaudou (prise en compte dans le calcul de l'effectif des entreprises des salariés liés par un contrat d'accès à l'emploi) - (p. 3793) : son amendement n° 10 : précisions relatives aux conventions régissant les contrats de retour à l'emploi en cours ; adopté - **Art. 2 bis** (*exonération de charges sociales des agriculteurs exerçant sur des exploitations de moins de vingt hectares*) (p. 3793) : accepte l'amendement n° 36 de M. Paul Moreau (impossibilité pour les agriculteurs non affiliés à titre principal au régime social agricole de bénéficier des avantages de l'exonération prévue) - S'oppose à l'amendement n° 39 de M. Paul Moreau (allègement des charges des agriculteurs et harmonisation des dates d'entrée en application des dispositifs de la présente loi) - **Après l'art. 2 bis** (p. 3795) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Pierre Lagourgue (exonération des chefs d'entreprises artisanales de leurs cotisations sociales) - **Art. 3** (*exonération des cotisations sociales à la charge de l'employeur*) (p. 3796) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Pierre Lagourgue (exonération des cotisations sociales pour les entreprises artisanales inscrites au répertoire des métiers) - Son amendement n° 82 : référence à la caisse de sécurité sociale compétente ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 32 de M. François Louisy (modalités d'octroi de l'exonération) et accepte l'amendement n° 79 du Gouvernement (prise en compte de la spécificité des marins pêcheurs inscrits au rôle d'équipage en matière de rémunération pour la fixation des limites des exonérations prévues) - (p. 3797) : s'oppose à l'amendement n° 63 de Mme Marie-Claude Beaudou (information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel et des organisations syndicales représentatives des aides et exonérations dont l'entreprise a bénéficié dans l'année) - (p. 3798) : s'oppose à l'amendement n° 64 de Mme Marie-Claude Beaudou (modalités d'octroi des aides et exonérations) - **Après l'art. 3** : accepte l'amendement n° 75 du Gouvernement (conditions d'octroi des exonérations prévues) - Son amendement n° 12 : exonération des cotisations patronales dues par les marins pêcheurs non salariés ; retiré - **Art. 4** (*fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer, FEDOM*) (p. 3801) : son amendement n° 13 : suppression de la mention du rapport d'évaluation ; adopté - **Art. 7** (*rapport au Parlement sur la compensation aux organismes sociaux des exonérations de charges sociales*) (p. 3803) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 66 de Mme Marie-Claude Beaudou - Son amendement n° 14 : réintégration du rapport d'évaluation supprimé à l'article 4 ; adopté - **Art. 10** (*rémunération mensuelle minimale en cas de privation partielle d'emploi*) : son amendement n° 15 : application du dispositif à tous les contrats comportant un horaire de travail au moins égal à la durée légale hebdomadaire ; adopté - **Après l'art. 10** (p. 3804) : son amendement n° 83 : référence aux articles du code du travail ; adopté - **Art. 11** (*fusion des comités régionaux et départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi*) : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 67 de Mme Marie-Claude Beaudou (participation du comité régional à l'élaboration des plans et programmes d'action) et accepte l'amendement n° 73 de M. Roger Lise (reconnaissance dans la loi des AFPA des DOM) - **Art. 13 bis** (*conditions d'application des conventions et accords collectifs nationaux aux DOM*) (p. 3805) : son amendement n° 17 : champ d'application de la convention ou de l'accord ; adopté - (p. 3806) : s'oppose à l'amendement n° 68 de Mme Marie-Claude Beaudou (application aux DOM de toute convention nationale) - **Art. 13 ter** (*adaptation des conventions et accords collectifs aux DOM*) : s'oppose à l'amendement n° 69 de Mme Marie-Claude Beaudou (impossibilité d'appliquer



aux DOM des dispositions spécifiques moins favorables que celles de la métropole) - **Art. 13 sexies** (*contrat de travail à salaire différé et entraide entre agriculteurs*) (p. 3807) : son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - **Art. 13 septies** (*conférence paritaire des transports*) : accepte l'amendement de suppression n° 76 du Gouvernement - **Après l'art. 14** (p. 3801) : accepte l'amendement n° 85 du Gouvernement (intitulé du titre II du livre III du code du travail applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte : aides à l'emploi - intervention du Fonds national de l'emploi et de la collectivité territoriale) - **Art. 15** (*contrats de retour à l'emploi*) (p. 3809) : son amendement n° 19 : absence de prise en compte dans le calcul de l'effectif des entreprises des contrats de retour à l'emploi pendant un délai d'un an ; adopté - **Art. 15 bis** (*aide aux chômeurs créateurs d'entreprises*) : son amendement rédactionnel n° 84 ; adopté - **Art. 15 ter** (*contrat emploi-jeunes*) (p. 3810) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 70 de Mme Marie-Claude Beaudeau - **Art. L. 324-1 du code du travail applicable à Mayotte (conclusion des contrats)** : son amendement n° 20 : responsabilité de l'Etat dans le domaine de l'insertion professionnelle des jeunes ; retiré - **Art. L. 324-4 du code précité (exonération des cotisations)** (p. 3811) : son amendement rédactionnel n° 22 ; adopté - **Art. 16** (*sanctions administratives en cas d'emploi d'étrangers dépourvus de titre de travail*) : son amendement n° 23 : procédure à suivre par les personnes habilitées à constater les infractions et pouvoir d'investigation des services de contrôle ; adopté après modification par le sous-amendement n° 90 du Gouvernement, qu'il accepte (transmission des procès-verbaux au représentant du Gouvernement) - **Art. 20** (*sanctions pénales applicables en cas d'introduction ou d'embauche d'un travailleur étranger contre rétribution*) (p. 3812) : son amendement rédactionnel n° 24 ; adopté - **Art. 22 bis** (*convention de développement avec l'Etat pour le financement des services publics pris en charge par la collectivité territoriale de Mayotte*) (p. 3813) : accepte l'amendement n° 77 du Gouvernement (convention entre l'Etat et la collectivité territoriale de Mayotte pour fixer des objectifs de développement économique et social, ainsi que les moyens de leur mise en oeuvre) - **Après l'art. 29** : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Rodolphe Désiré (rapport d'orientation présenté par le Gouvernement).

**Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 599 (93-94)]** - (13 juillet 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention, présentée par M. Jean-Pierre Fourcade (p. 3959, 3960).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - Rapporteur (Titre II) - **Discussion générale** (p. 5639, 5640) : actions expérimentales en faveur du reclassement de demandeurs d'emplois - Contrat pour l'emploi de bénéficiaires du RMI - (p. 5641) : application de la loi quinquennale - Age de la retraite des pilotes d'avions - Congé de solidarité internationale - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> (par priorité)** (p. 5659) : s'oppose à l'amendement n° 116 de Mme Michèle Demessine (information communiquée aux représentants du personnel des entreprises relative au retard dans le paiement des cotisations dues aux organismes sociaux par leurs employeurs) - **Avant l'art. 14 (par priorité)** (p. 5660) : s'oppose aux amendements n° 120 (nullité de tout licenciement sans cause réelle et sérieuse) et n° 121 (préservation de l'emploi dans le cas de modification substantielle du contrat de travail proposée par l'employeur au salarié) de Mme Michèle Demessine - **Avant l'art. 15 (par priorité)** (p. 5661) : s'oppose à l'amendement n° 122 de Mme Michèle Demessine (suppression de l'article 42 de la loi quinquennale sur l'emploi prévoyant le dispositif relatif au repos compensateur pour heures supplémentaires) - **Art. 15 (par priorité)** (*repos compensateur*) (p. 5663) : son amendement de suppression n° 40 ; retiré - **Avant l'art. 16 (par priorité)** (p. 5665) : s'oppose à l'amendement n° 123 de Mme Michèle Demessine (suppression de l'article 38 de la loi quinquennale relatif au dispositif d'annualisation négociée du temps de travail) - **Art. 16 (par priorité)** (*possibilité de « lissage » de la rémunération en cas d'annualisation du temps de travail ou d'organisation du travail sous forme de cycle*) (p. 5666) : son amendement rédactionnel n° 41 ; adopté - **Art. 17 (par priorité)** (*rémunération des salariés à temps partiel*) (p. 5667) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 84 de M. Charles Metzinger - **Après l'art. 17 (par priorité)** (p. 5671) : son amendement n° 42 : simplification de la procédure de collecte

des contributions des non salariés à leur propre formation continue ; adopté - **Art. 18 (par priorité)** (*institution d'un droit au congé de solidarité internationale*) - **Art. L. 225-9 du code du travail (ouverture du droit)** (p. 5672) : son amendement n° 43 : possibilité pour les salariés volontaires à des missions humanitaires organisées par des institutions internationales, de bénéficier des mêmes droits que les salariés participant à des missions organisées par les ONG ; adopté - **Art. L. 225-10 du code précité (modalités d'octroi de la demande et conditions du refus)** : ses amendements n° 44 : organisation de l'éventuelle contestation d'un refus du chef d'entreprise ; et n° 45 : instauration d'un seuil pour justifier le refus de l'employeur ; adoptés - **Art. L. 225-12 du code précité (garanties du salarié)** (p. 5673) : s'oppose à l'amendement n° 126 de Mme Michèle Demessine (possibilité d'embaucher un demandeur d'emploi pour remplacer le salarié absent) - **Paragraphe additionnel après l'art. L. 226-13 du code précité** : son amendement n° 46 : possibilité pour les fonctionnaires et agents publics de participer à des missions de solidarité internationales ; retiré - **Après l'art. 18 (par priorité)** (p. 5674) : accepte l'amendement n° 55 du Gouvernement (possibilité pour les administrations de faire appel à la médecine du travail) - **Art. 20 (par priorité)** (*application du temps partiel au personnel navigant maritime*) (p. 5675) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 127 de Mme Michèle Demessine - **Après l'art. 20 (par priorité)** (p. 5676) : accepte l'amendement n° 56 du Gouvernement (sanction du dirigeant d'une entreprise non établie en France en cas d'omission de déclaration des salariés détachés temporairement sur le territoire national) - (p. 5677) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Jacques Oudin (transfert de l'imputation d'une partie de la taxe parafiscale sur la partie « alternance » du 1,5 % consacré à la formation continue) - **Après l'art. 21 (par priorité)** (p. 5678) : accepte l'amendement de coordination n° 57 de la commission - **Art. 22 (par priorité)** (*actions expérimentales en faveur du reclassement des bénéficiaires de l'allocation unique dégressive*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 128 de Mme Michèle Demessine - Ses amendements n° 47 : exclusion de l'assiette de l'impôt en faveur de l'aide financière apportée à l'entreprise par le régime d'assurance chômage ; adopté ; et n° 48 : exonération des cotisations mises à la charge de l'employeur ; retiré - **Avant l'art. 23 (par priorité)** (p. 5682) : s'oppose aux amendements de Mme Michèle Demessine, n° 129 (création d'une commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage) et n° 130 (transformation des contrats emploi-solidarité en contrats à durée indéterminée à temps complet) - **Art. 23 (par priorité)** (*aide à l'embauche de bénéficiaires du RMI par les entreprises (« contrats pour l'emploi »)*) (p. 5685) : son amendement rédactionnel n° 49 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 86 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (détermination d'un seuil) qu'il accepte - (p. 5686) : s'oppose à l'amendement de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 85 (formation des bénéficiaires du RMI embauchés dans le cadre des contrats de retour à l'emploi) - S'oppose aux amendements de M. Charles Metzinger, n° 87 (allongement du délai séparant d'éventuels licenciements économiques dans l'entreprise de l'embauche bénéficiaires du RMI) et n° 88 (suppression de la non-prise en compte dans les effectifs des personnes embauchées dans le cadre des contrats pour l'emploi des bénéficiaires du RMI) - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 5688) : accepte l'amendement n° 58 du Gouvernement, sous réserve de l'adoption de ses sous-amendements n° 146 : mesures en faveur des expériences de réinsertion ; et n° 147 : suppression du paragraphe prévoyant une surveillance médicale lorsque l'activité exercée par le salarié de l'association intermédiaire le nécessite ; adoptés - (p. 5689) : accepte l'amendement n° 59 du Gouvernement (mesures destinées au recouvrement des cotisations de la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi) - (p. 5690) : accepte les amendements n° 60 du Gouvernement (délai au delà duquel le fonds de solidarité ne sera plus autorisé à rechercher les employeurs défaillants) et n° 90 de M. Jacques Bialski (assimilation du congé d'adoption au congé de maternité) - (p. 5691) : s'oppose à l'amendement n° 91 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (remboursement des frais de transports engagés par les chômeurs à l'occasion de leurs recherches d'emploi) - **Après l'art. 29 (par priorité)** (p. 5695) : demande le retrait de l'amendement n° 109 de M. Jean Madelain (validation pour un délai d'un an de la situa-

tion des établissements commerciaux ne se trouvant pas dans l'une des situations de dérogation prévues par la loi) - (p. 5696) : demande le retrait de l'amendement n° 110 de M. Jean Madelain (modalités d'expérimentation d'ouverture de commerces le dimanche).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - Rapporteur (Titres II et III) - **Art. 23 (suite)** (précédemment réservé le 16 novembre 1994, p. 5687) (*aide à l'embauche de bénéficiaires du RMI par les entreprises : « contrat pour l'emploi »*) (p. 5749) : son amendement n° 50, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade : suppression du paragraphe VII ne prévoyant pas de compensation par le budget de l'Etat pour les exonérations de cotisations sociales ; retiré - **Après l'art. 23 (suite)** (p. 5750) : sur l'amendement n° 61 du Gouvernement (concrétisation des emplois consolidés et élargissement de la contribution de la collectivité publique et de l'Etat), son sous-amendement n° 148, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade : caractère facultatif de l'intervention du département pour la consolidation des contrats emploi-solidarité ; adopté (précédemment réservé, le 16 novembre 1994, p. 5687).

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 9** (p. 6107) : son amendement n° I-165, soutenu par M. Emma-

nuel Hamel : assujettissement de La poste et de France Télécom au droit commun de la fiscalité locale ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

*Deuxième partie :*

**Travail, emploi et formation professionnelle** - (30 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (travail et emploi) - (p. 6407, 6409) : situation de l'emploi et du chômage - Budgétisation des exonérations de cotisations d'allocations familiales - Lutte contre l'exclusion - Flexibilité interne et reclassement professionnel - Moyens des services - Formation professionnelle - Crédits de l'UNEDIC - Fonctionnement de l'ANPE - Entreprises - Chômeurs de longue durée - Bénéficiaires du RMI - Relations du travail - Accepte les crédits consacrés au travail et à l'emploi.

**Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6844, 6845) : canal à grand gabarit entre la mer du Nord et la Méditerranée - Prolongement souhaitable de l'autoroute A 5 depuis Langres en direction de l'autoroute A 36 - Désenclavement de la Franche-Comté - TGV Rhin-Rhône - Votera ces crédits.

## T

**TAITTINGER (Pierre-Christian)**, sénateur de Paris (RI).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 147) : crainte de l'eugénisme avec la possibilité d'éradiquer des tares génétiques - Incertitude du devoir du législateur - Interrogation sur la nécessité de définir des règles et sur la force d'une loi nécessairement remise en cause - (p. 148) : difficultés de faire coïncider l'absence de dérive dans les manipulations génétiques et la définition des garanties indispensables à la recherche - Apparition de conflits d'intérêt - Devoir de protéger l'homme de toute atteinte qui aurait des conséquences irréversibles - Procréation médicalement assistée - Prise en compte du droit de l'enfant - Transplantations d'organes.

- **Projet de loi relatif au corps humain** [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 147, 148).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** [n° 68 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec les projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 147, 148).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - Suite de la discussion - (15 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2563, 2564) : dissuasion nucléaire - Interventions extérieures - Défense civile - Réserves.

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2762, 2763) : évolution de la famille - Contraintes financières pesant sur la famille - Accueil de la petite enfance - Aménagement des horaires de travail - Prestations en cas de naissances multiples.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4697, 4700) : villes et banlieues - Principe d'égalité et services publics - Démocratie locale - Particularismes régionaux en Europe - Régions françaises - Fiscalité dérogatoire - Ville de Paris - Notion de « pays » - Décentralisation - Mouvements associatifs.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5890, 5892) : grandes orientations - Rigueur budgétaire - Dette publique - Réforme fiscale - Fonction sociale.

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) (p. 7111) : apporte le soutien du groupe des RI - Extension du domaine social - Lutte contre l'exclusion

- Politique familiale - Mesures en faveur des personnes âgées et des handicapés - (p. 7112) : sécurité dans les hôpitaux - Cohésion sociale - Cas de l'hôpital Henri Dunant.

**TARDY (Fernand)**, sénateur des Alpes-de-Haute-Provence (S).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Comité consultatif du Fonds national des abattoirs.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (19 décembre 1994).

## INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2413, 2414) : accord sur un système de prix différenciés - Distribution - Politique d'allègement des charges des agriculteurs - Cotisations sociales - Prêts bonifiés - Taxe sur les propriétés non bâties - (p. 2415, 2416) : aménagement du territoire - Statut des pluriactifs - Dotation « jeunes agriculteurs » - Droit à la différence des zones défavorisées - Retraite des veuves d'agriculteurs - Localisation territoriale des droits à prime et droits à produire - Propositions du groupe socialiste : valorisation des produits ; réglementation dissuasive vis-à-vis des unités géantes agricoles - Politique agricole commune, PAC - Négociations du GATT.

- **Projet de loi relatif au prix des fermages** [n° 511 (93-94)] - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3924) : conditions de rédaction et de présentation de ce texte - Statut du fermage - (p. 3925) : politique agricole commune - Formation des prix des produits agricoles - Commissions consultatives paritaires départementales des baux ruraux - Modalité d'indexation des prix du fermage - (p. 3926) : le groupe socialiste, d'accord sur la nécessité de revoir les prix des denrées entrant dans le calcul des fermages, ne peut accepter les procédures proposées - **Art. 1<sup>er</sup> (fixation du prix du bail en monnaie-indexation)** (p. 3933, 3934) : ses amendements, soutenus par M. Michel Moreigne, n° 15 : prise en compte du prix commercial des denrées retenues ainsi que des primes et aides européennes ou nationales accordées à ces réductions ; rejeté ; et n° 23 : compétence des commissions consultatives paritaires départementales des baux ruraux ; retiré - (p. 3935) : sur l'amendement n° 9 de la commission (clarification de la rédaction relative à la composition de l'indice et précisions diverses), son sous-amendement n° 16 : prise en compte du résultat brut d'exploitation dans la limite de 25 % ; rejeté - (p. 3938) : décalage entre le revenu brut d'exploitation des régions riches et celui des régions pauvres - **Art. 3 (équivalence des maxima et des minima)** (p. 3939) : ses amendements n° 18 de suppression et n° 19 : expression du fermage en denrées ; rejetés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3943) : désaccord sur la méthode choisie par le Gouvernement pour revoir à la hausse le prix des fermages - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6598, 6600) : modernisation de l'agriculture - Installation des jeunes - Investissements - Espace rural - Zones défavorisées - Filière bois - Enseignement - Formation professionnelle - Politique agricole commune, PAC - Jachères - Revenus agricoles - Avis défavorable sur ce projet de budget.

**TAUGOURDEAU (Martial)**, sénateur d'Eure-et-Loire (RPR).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

**TIZON (Jean-Pierre)**, sénateur de la Manche (RI).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Juge titulaire de la Cour de justice de la République (*JO Lois et décrets* du 20 janvier 1994).

– Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 394 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer [n° 495 (93-94)] (9 juin 1994) - **Mer et littoral**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur** - Sécurité civile - [n° 84 (94-95)] tome 3 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants** [n° 217 (93-94)] - (12 janvier 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 39) : le groupe des RI, dans sa majorité, votera le projet de loi tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2444, 2445) : organisation des filières et des marchés - Grande distribution - Pluriactivité - Valeur patrimoniale des droits à produire et des droits à prime - Structures agricoles - Installation des jeunes agriculteurs - Charges des entreprises ; cotisations sociales ; taxes sur le foncier non bâti.

– **Projet de loi relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer** [n° 394 (93-94)] - (15 juin 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2597) : pouvoir de police exercé par l'Etat dans les différents espaces maritimes - Préfet maritime - (p. 2598) : moyens de l'administration - Champ d'application du projet de loi - Procédures de contrôle applicables lors des opérations de police en mer - Création d'une nouvelle infraction - (p. 2599) : propose au Sénat d'adopter ce projet de loi sous réserve du vote des amendements de la commission des affaires étrangères.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion - (8 novembre 1994) - **Avant l'art. 24** (p. 5339) : son amendement n° 353, soutenu par Mme Anne Heinis : maintien transitoire du volume de la DGF en cas de fusion volontaire de communes regroupées au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)],

#### Deuxième partie :

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (sécurité civile) (p. 6370) : bilan de l'action de la sécurité civile - Protection de l'environnement et prévention des risques naturels - Sapeurs-pompiers volontaires - (p. 6371) : réforme de l'organisation territoriale des services d'incendie et de secours - Paiement des interventions de sauvetage - Emet un avis favorable sur l'adoption de ces crédits.

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) (p. 6608, 6610) : contribution française à l'Union européenne - Cotisations sociales - Normes sanitaires des bâtiments d'élevage - Aides aux agriculteurs - Elevage - Département de la Manche - Contrôle des entreprises de collecte laitière - Filière légumière - Avis favorable du groupe des RI sur ce projet de budget.

#### Articles non rattachés :

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 42** (p. 7197) : son amendement n° II-73, soutenu par M. Michel Crucis : possibilité de déduction des intérêts d'emprunt contracté pour souscrire au capital d'une société nouvelle constituée pour la reprise d'une activité préexistante ; retiré.

**TORRE (Henri)**, sénateur de l'Ardèche (RI).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications jusqu'au 23 novembre 1994.

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Rapatriés** - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 33 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

#### Deuxième partie :

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés)** - (6 décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6870) : raccourcissement de l'échéancier de l'indemnisation - Allocation complémentaire allouée aux Français musulmans rapatriés - Retraites - (p. 6871) : Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer, ANIFOM - Crédits d'action sociale et culturelle en faveur des rapatriés - Mémorial de l'oeuvre française d'outre-mer - Problème des nouveaux rapatriés - Propose au Sénat d'adopter ces crédits.

**TOUBON (Jacques)**, ministre de la culture et de la francophonie.

#### DÉPÔTS

**En première lecture devant le Sénat :**

*Projet de loi* relatif à l'emploi de la langue française [n° 291 (93-94)] (1<sup>er</sup> mars 1994 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1994) - **Francophonie**.

*Projet de loi* complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie [n° 47 (94-95)] (27 octobre 1994) - **Propriété intellectuelle**.

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS

*Réponses aux questions au Gouvernement :*

de M. Ernest Cartigny : **Opéra** (*Difficultés de l'Opéra Bastille*) (*JO Débats* du 20 mai 1994) (p. 1752).

de M. André Egu : **Politique culturelle** (*Politique culturelle*) (JO Débats du 17 juin 1994) (p. 2654).

de M. Pierre Laffitte : **Communication** (*Créations de produits multimédias*) (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5736).

*Réponses aux questions orales sans débat :*

n° 104 de Mme Hélène Luc : **Archéologie** (*Structures de l'archéologie territoriale*) (JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1534).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française** [n° 291 (93-94)] - (12 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 948) : opportunité de légiférer - Rôle du Parlement - (p. 949) : objectifs de cette loi - Rapport entre la langue de la République et les langues étrangères - Langues régionales - Application du texte - Sanctions pénales - Ouverture et modernité - (p. 950) : danger de l'usage d'une langue universelle trop pauvre - Nouvelles technologies de l'information - Lien de la communauté nationale - Francophonie.

**Suite de la discussion** - (13 avril 1994) - **Discussion générale (suite)** (p. 982) : usage du français - Francophonie multilatérale - Terminologie - (p. 983) : langues régionales - Enseignement - Application de la loi - (p. 984) : fautes de français - Objectifs de ce projet de loi - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 986) : sur l'amendement n° 1 de la commission (énoncé des principes généraux), demande le retrait du sous-amendement n° 37 de M. Henri Goetschy - Accepte l'amendement n° 21 de M. Ivan Renar qui inclut l'amendement n° 1 de la commission - **Art. 1<sup>er</sup>** (*documents et publicités relatifs aux biens et aux services*) (p. 988) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 2** (*inscriptions apposées et annonces faites dans les lieux ouverts au public*) (p. 989) : accepte les amendements de la commission, n° 3 (prise en compte de la voie publique), n° 4 de coordination et n° 5 rédactionnel, et s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Claude Estier (suppression de la référence faite à la gravité du manquement) - (p. 990) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Henri Goetschy (traduction en langue française des inscriptions en langue régionale de France en vue de favoriser le tourisme) - **Art. 3** (*présentation du texte français et de ses traductions éventuelles*) (p. 991) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Claude Estier (recours minimum à deux langues étrangères) et accepte les amendements, n° 6, rédactionnel, de la commission et n° 66 de M. Emmanuel Hamel (nombre minimum de trois traductions) - (p. 993) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de la commission (suppression du second alinéa de cet article relatif aux dérogations accordées dans le domaine des transports) - **Art. 4** (*rédaction des contrats conclus par une personne morale de droit public*) (p. 994) : son amendement n° 70 : champ d'application ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - (p. 995) : accepte les amendements, n° 67 de M. Emmanuel Hamel (extension de ces mêmes dispositions aux contrats conclus par une personne privée chargée de missions de service public), n° 49, rédactionnel, de M. Claude Estier et n° 9, rédactionnel, de la commission - **Art. 5** (*emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès*) (p. 999, 1000) : sur l'amendement n° 11 de la commission (publication à la suite d'une manifestation, d'un colloque ou d'un congrès d'actes ou de comptes rendus de travaux), son sous-amendement n° 71 ; adopté (le 14 avril 1994, p. 1079) - S'oppose aux amendements, n° 50 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction), n° 39 de M. Henri Goetschy (extension du second alinéa de cet article aux manifestations de promotion du tourisme) - Sur les amendements de M. Ivan Renar, s'oppose aux n° 27 (publication d'actes ou de comptes rendus lors d'une manifestation, d'un colloque ou d'un congrès) et n° 29 (limitation de l'usage des langues étrangères au cours des manifestations de promotion de commerce extérieur) et accepte le n° 30 (dispositif de traduction simultanée) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements, n° 10 rédactionnel de la commission, et n° 68 de M. Emmanuel Hamel (suppression de la limitation de l'usage du français aux manifestations organisées par des personnes de nationalité française) - (p. 1004) : demande un scrutin public sur l'amendement précité n° 50 de M. Claude Estier.

**Suite de la discussion** - (14 avril 1994) - **Art. 5 (suite)** (p. 1079) : accepte l'amendement n° 30 de M. Ivan Renar (dispositif de traduction simultanée) \* (p. 1081) : coût de la traduction simultanée - **Après l'art. 5** (p. 1082) : accepte l'amendement n° 36 de M. Marc Lauriol (publication du nombre de revues étrangères diffusées en France) - **Art. 6** (*rédaction des contrats de travail*) (p. 1082, 1083) : s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar, n° 23 (obligation de rédiger un exemplaire du contrat de travail dans la langue maternelle du salarié) et n° 31 (certification du texte du contrat par un traducteur-interprète agréé auprès des tribunaux) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 52 de M. Claude Estier (suppression du terme « nationale ») - (p. 1084) : accepte l'amendement n° 53 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction du quatrième alinéa du texte proposé) ainsi que le sous-amendement n° 73 de M. Marc Lauriol - **Art. 7** (*emploi du français dans les entreprises*) (p. 1086, 1087) : sur l'amendement n° 12 de la commission (non application de ces dispositions aux documents liés à l'activité internationale de l'entreprise) qu'il accepte, son sous-amendement n° 69 ; adopté - Sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose aux n° 54 (traduction du règlement intérieur) et n° 55 (référence expresse au contrat de travail) et accepte le n° 57, rédactionnel - **Art. 8** (*offres d'emploi publiées dans la presse*) (p. 1088, 1089) : accepte les amendements de la commission, n° 13 (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa du texte proposé relatif à la possibilité d'insérer dans la presse en langue étrangère des offres d'emploi destinées exclusivement à des ressortissants étrangers) et n° 74 (substitution du mot « partiellement » à celui de « principalement ») - **Art. 9** (*le français, langue de l'enseignement*) (p. 1092, 1094) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements, n° 41 de M. Henri Goetschy (enseignement des langues régionales) et n° 58 de M. Claude Estier (enseignement des langues régionales) - Accepte l'amendement n° 14 de la commission (maîtrise de la langue française et connaissance de deux autres langues) - **Après l'art. 9** (p. 1094) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Ivan Renar (action politique des ministères de l'éducation nationale, des universités, de la recherche et de la culture) - **Art. 10** (*règles linguistiques applicables à la communauté audiovisuelle*) (p. 1094 ; 1137) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 59 de suppression, n° 60 (oeuvres musicales vocales en langues étrangère ou régionale) et n° 61 (référence à la langue régionale) ainsi qu'aux amendements, n° 34 de M. Félix Leyzour (utilisation d'une langue régionale) et n° 43 de M. Henri Goetschy (diffusion des émissions en langue régionale de France) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 15 de la commission - **Après l'art. 11** (p. 1139, 1141) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Ivan Renar (productions audiovisuelles) - (p. 1141) : coproduction européenne - **Art. 12** (*dispositions applicables aux marques utilisées par les services publics*) (p. 1142) : s'oppose aux amendements, n° 62 de suppression, de M. Claude Estier, n° 25 de M. Ivan Renar (protection des marques déposées par les personnes morales de droit public par les services de l'Institut national de la propriété industrielle, INPI) et accepte l'amendement de coordination n° 16 de la commission - **Art. 15** (*délit d'entrave à la recherche et constatation des infractions aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>*) (p. 1143) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 63 de M. Claude Estier - **Art. 17** (*action en justice des associations agréées ayant pour objet la défense de la langue française*) (p. 1144) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Ivan Renar (possibilité pour les organisations syndicales de saisir les juridictions) - **Art. 19** (*préservation des langues régionales*) (p. 1144) : s'oppose aux amendements, n° 64 de suppression de M. Claude Estier et n° 45 de coordination de M. Henri Goetschy - Sur l'amendement rédactionnel n° 44 de M. Henri Goetschy, qu'il accepte, son sous-amendement n° 75 ; rejeté - **Avant l'art. 20** (p. 1145) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (rapport au Parlement sur l'application de la présente loi et des dispositions des traités relatives au statut de la langue française dans les institutions internationales) - **Art. 20** (*modalités d'entrée en vigueur des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3*) (p. 1146) : accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 1149) : lutte contre l'indifférence - Protection du patrimoine - Francophonie - Avenir de la langue française.

- **Projet de loi portant mise en oeuvre de la directive n° 91-250 CEE du Conseil des Communautés européennes en**

**date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 126 (93-94)]** - (27 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1334, 1336) : harmonisation du régime juridique - Place de l'Europe et de la France dans le marché informatique mondial - Directive européenne du 14 mai 1991 - Complexité du texte - Limitation des risques de piraterie des logiciels - Renforcement des prérogatives de l'auteur - Possibilités accordées aux utilisateurs - Contrefaçons - Sanctions - Nantissement du droit d'exploitation - Système du droit d'auteur - (p. 1338, 1339) : rôle du Parlement français - Accords du GATT - Protection des programmes créés par le salarié - Livre vert sur l'audiovisuel rédigé par la Commission des Communautés européennes - **Sur l'ensemble** (p. 1342) : législation de 1985 sur la protection des programmes - Rôle du Parlement français en matière de législation européenne : article 88-4 de la Constitution.

- **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française - Deuxième lecture [n° 437 (93-94)]** - (26 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1891, 1892) : tricentenaire de la publication du premier dictionnaire de l'Académie française - Modifications adoptées par l'Assemblée nationale - Utilisation abusive des marques - Double traduction - Publication en langue française des travaux des chercheurs et enseignants - Objectifs du projet de loi et évolution du débat - (p. 1893) : qualité de la langue - Evolution de la langue - Politique de plurilinguisme européen - (p. 1897, 1898) : tricentenaire de la naissance de Voltaire - (p. 1900, 1901) : utilisation de la langue française dans le secteur audiovisuel - **Art. 1<sup>er</sup>** (p. 1901) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - **Art. 3** (p. 1902) : s'oppose aux amendements identiques n° 2 de la commission et n° 7 de M. Ivan Renar (suppression du dernier alinéa relatif au recours au pouvoir réglementaire pour la définition des dérogations dans le domaine des transports internationaux et dans les régions frontalières) - (p. 1903) : régions frontalières - Son amendement n° 20 : suppression de la référence à la région frontalière ; adopté - **Art. 5** (p. 1906) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Claude Estier (non-application de ces dispositions aux congrès dans lesquels les participants non francophones sont en majorité) et aux amendements de M. Ivan Renar, n° 8 (manifestations organisées à l'étranger) et n° 9 (traduction simultanée) - **Art. 5 bis (publications, revues, communications rédigées dans une langue étrangère et diffusées en France)** (p. 1908) : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission - S'oppose aux amendements identiques, n° 4 de la commission et n° 10 de M. Ivan Renar (suppression du second alinéa relatif à l'attribution des aides publiques) - **Après l'art. 5 bis** (p. 1911) : demande le retrait des amendements de M. Jean-Paul Hammann, n° 12 (publication en langue française des travaux des candidats à un recrutement ou à une promotion de chercheurs) et n° 13 (encouragement par les établissements publics de la recherche et de la diffusion des publications francophones) - **Art. 6** (p. 1912) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Ivan Renar (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 8** (p. 1913) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de la commission (précision du champ d'application des dérogations) - **Art. 10** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 15 de M. Claude Estier et accepte l'amendement de précision n° 6 de la commission - **Art. 12** (p. 1914) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 16 de M. Claude Estier - **Art. 15** (p. 1915) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 17 de M. Claude Estier.

**Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 547 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3337) : publication des travaux de recherche ou d'enseignement - Publications en langue étrangère.

- **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie [n° 47 (94-95)]** - (18 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5825, 5827) : prolifération des photocopies - Objectif du texte - Copies sur papier - Exceptions à la loi - Sociétés de gestion soumises à une procédure d'agrément - Oeuvres protégées - (p. 5833) : relations entre auteurs et éditeurs - Forfaitisation relative de la rémunération - Présence française à l'étranger - Bibliothèques - Droit de prêt - Sociétés de gestion - Coût pour les utilisateurs - **Art. unique (gestion collective du droit de reproduction par reprographie)** (p. 5836,

5840) : sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose au n° 17 rédactionnel et demande le retrait du n° 19 (amélioration de la protection du droit d'auteur) - Sur l'amendement n° 5 de la commission (définition de la reprographie) qu'il accepte, s'oppose au sous-amendement n° 18 de M. Claude Estier - Accepte les amendements de la commission n° 1 (gestion collective des copies à usage collectif), n° 2 rédactionnel, n° 3 (utilisation commerciale des copies), n° 4 (désignation du cessionnaire), n° 6 (préservation des intérêts commerciaux des auteurs) et n° 7 (dispositions d'ordre public) - (p. 5841, 5845) : accepte l'amendement n° 16 de la commission saisie pour avis (rémunération forfaitaire par les utilisateurs) - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 21 (répartition de la rémunération) et n° 25 (dérogation pour les établissements d'enseignement public) - Accepte les amendements de la commission n° 29 rédactionnel, n° 8 de coordination, n° 9 (moyens matériels des sociétés agréées), n° 10 (moyens mis en oeuvre pour la gestion du droit de reproduction), n° 11 (suppression du répertoire), n° 12 (diversité des associés), n° 13 (possibilité de retrait de l'agrément) et n° 14 (répartition équitable des sommes perçues) - **Après l'art. unique** (p. 5846, 5847) : accepte l'amendement n° 26 de M. Claude Estier (rémunération des droits refusée à ceux qui ne sont pas auteurs au sens de la loi française) et s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n° 15 et n° 23 (financement des droits d'auteur) - **Sur l'ensemble** (p. 5848) : application modérée et intelligente des dispositions - Etablissements d'enseignement et de recherche - Conception de la culture.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Culture et francophonie** - (26 novembre 1994) (p. 6231, 6233) ; politique d'aménagement culturel du territoire - **Projet de Fondation nationale du patrimoine** - Défense de la langue française - Rayonnement international de la francophonie - Autoroutes de l'information - (p. 6234, 6235) : Commission nationale du jazz - Soutien à l'exportation de films et de livres français - Réhabilitation technique du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou - Rénovation du Palais Garnier - Bibliothèque nationale de France - (p. 6253, 6255) : diffusion audiovisuelle des spectacles de l'Opéra national de Paris - Situation des bibliothèques - Site expérimental d'éducation artistique - Insuffisance de la législation relative à la circulation des oeuvres - Application de la règle de l'exception culturelle en matière audiovisuelle - Théâtre du Soleil - Plurilinguisme - (p. 6256, 6257) : nouvelles techniques de l'information - Politique de soutien aux orchestres - Bibliothèque nationale de France - Patrimoine maritime.

- **Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 181 (94-95)]** - (22 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8070) : favorable au texte retenu par la commission mixte paritaire - Usage commercial - Moyens matériels et financiers.

**TRÉGOUËT (René)**, sénateur du Rhône (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1994).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (26 janvier 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

## DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 242 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 249 (93-94)] (19 janvier 1994) - **Entreprises**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 389 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise [n° 438 (93-94)] (18 mai 1994) - **Participation des salariés**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 17 (94-95)], présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Robert Vizet et plusieurs de ses collègues, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° E-260) [n° 51 (94-95)] (2 novembre 1994) - **Communautés européennes**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - Affaires européennes et article 18 - Evaluation de la participation française au budget des Communautés européennes [n° 79 (94-95)] tome 2 fascicule 2 (22 novembre 1994).

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - Services du Premier ministre - I - Services généraux - Fonction publique - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 35 (22 novembre 1994).

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 119 (94-95)] autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994 [n° 125 (94-95)] (7 décembre 1994) - **Union européenne**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 508) : mesures en faveur des petites entreprises - Dispositif fiscal et financier - Déductibilité des cotisations versées par l'exploitant pour assurer sa couverture sociale - Imposition du résultat - Problème de trésorerie - Fonds propres des entreprises - (p. 509) : crédits interentreprises - Crédits bancaires - Mesures favorisant une plus grande neutralité fiscale entre l'entreprise individuelle et la société - (p. 510) : mobilisation de l'épargne de proximité - Mesures de simplification - Avis favorable de la commission des finances - (p. 511) : administrations fiscales et URSSAF - Développement de nouveaux métiers de service.

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - Rapporteur pour avis - **Art. 21 (revalorisation de la limite de déduction de salaire du conjoint en faveur des adhérents des centres et associations de gestion agréés)** (p. 581) : s'oppose aux amendements n° 134 de M. Paul Hammann (possibilité donnée aux artisans qui le souhaitent de déduire les salaires versés à leur conjoint dans les limites du plafond, sans qu'il soit tenu compte du régime matrimonial ou de l'adhésion à un centre de gestion agréé) et n° 111 de M. Robert Laucournet (revalorisation de la part du salaire du conjoint déductible du bénéfice imposable) - **Art. 22 bis (déduction des bénéfices imposables des cotisations d'assurance volontaire des entrepreneurs individuels)** (p. 583) : « contrat d'assurance groupe » - Prévoyance et épargne à terme - S'oppose à l'amendement n° 144 de M. Etienne Dailly (extension de la déductibilité des cotisations aux primes versées dans le cadre de contrats strictement individuels) - **Art. 23 (possibilité de déduction du revenu net global d'une somme égale au montant de souscription à une création d'entreprise en cas de cessation de paiement de celle-ci)**

(p. 585, 586) : son amendement n° 57 : extension du régime de l'assurance fiscale aux personnes qui acceptent d'apporter des nouveaux capitaux propres à une entreprise en situation difficile ; adopté - **Art. 24 (réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises)** (p. 587) : son amendement n° 58 : mise en place des clubs d'investissement, définition de la structure et élargissement de la réduction d'impôt aux souscriptions réalisées par leur intermédiaire ; retiré - (p. 589) : développement d'associations regroupant des « entreprenants » qui décideraient d'investir en commun dans un projet régional - (p. 590) : ses amendements n° 59 : aménagement des dispositions relatives à la société émettrice et au mécanisme de reprise de la réduction d'impôt applicable dans le cas où les titres sont cédés avant cinq ans ; et n° 60 : appréciation du chiffre d'affaire hors taxe ; adoptés - (p. 591) : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Robert Laucournet (extension du bénéfice de la réduction d'impôt aux titres acquis par les salariés dans le cadre d'une procédure de rachat d'une entreprise par ses salariés, RES) - Cumul d'avantages fiscaux - **Art. 26 (réduction d'impôt pour dépenses de formation du chef d'entreprise individuelle)** (p. 593) : son amendement n° 61 : prise en compte des dépenses de formation du conjoint collaborateur de l'exploitant et augmentation du plafond global des dépenses de formation susceptible d'ouvrir droit à la réduction d'impôt sur la période allant de 1994 à 1996 ; adopté - **Art. 27 (régime du forfait et régime simplifié d'imposition)** (p. 597) : accepte l'amendement n° 172 du Gouvernement (mention des sociétés civiles de moyens) - **Après l'art. 28** (p. 598) : son amendement n° 62 : report d'imposition de la plus-value professionnelle constatée lors de la levée d'option d'achat d'un immeuble loué à une entreprise et acquis en crédit-bail par une société civile immobilière ; adopté - **Art. 22 bis (suite)** (p. 620) : souhaite le retrait de l'amendement n° 124 de M. Alain Lambert (plafonnement des seuls versements effectués dans le cadre des contrats d'assurance volontaire ou des régimes facultatifs) - **Art. 40 (institution d'une présomption d'activité indépendante exercée hors de tout contrat de travail)** (p. 637) : nouvelle catégorie de travailleurs et nouvelle répartition du travail sur le territoire.

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - **Avant l'art. 4** (p. 808) : son amendement n° 137, soutenu par M. Emmanuel Hamel : substitution de la formule « soutien judiciaire » à la formule « redressement judiciaire » ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise** [n° 389 (93-94)] - (25 mai 1994) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1819) : remerciements à la commission des affaires sociales - Avantages fiscaux liés à la participation - Réserve de principe sur les dispositions conjoncturelles - (p. 1820) : effets sur la trésorerie des petites et moyennes entreprises des mesures conjoncturelles de déblocage des fonds de la participation - Sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP - Sous réserve de ces observations, approuve ce projet de loi - **Art. 16 (assiette et taux de la provision pour investissement)** (p. 1862) : son amendement n° 51 : dispositif applicable aux entreprises signant des accords dérogatoires ; adopté - **Art. 19 (conditions d'exonération de l'impôt sur le revenu des revenus du plan d'épargne d'entreprise ou des titres détenus individuellement)** (p. 1865) : son amendement rédactionnel n° 52 ; adopté - **Art. 22 (déblocage anticipé de la réserve spéciale de participation pour l'acquisition d'une automobile ou la réalisation de travaux immobiliers)** (p. 1875, 1876) : ses amendements, n° 53 : déblocage des fonds placés en dehors de l'entreprise ; adopté ; et n° 54 : négociations préalables obligatoires pour le déblocage anticipé des fonds dans les petites et moyennes entreprises ; retiré - **Art. 23 (déblocage anticipé des fonds de la réserve spéciale de participation constituée au titre des exercices de 1989 et 1990)** (p. 1878) : ses amendements, n° 55 : levée du délai d'indisponibilité spécifique aux fonds issus de la participation bloqués dans un plan d'épargne d'entreprise ; et n° 56 : possibilité pour les accords préalables de ne déblocuer qu'une partie des tranches 1989 et 1990 ; adoptés.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 18 (représentation des collectivités territoriales dans les conseils d'administration des sociétés**

*d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes*) (p. 3144) : son amendement n° 105 : exercice minimum par les collectivités territoriales du tiers des droits de vote quelle que soit la quotité du capital qu'elles détiennent ; rejeté.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion -** (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4724, 4727) : autoroutes de l'information : équipement nécessaire de l'ensemble du territoire - **Priorité à l'égalité des chances dans l'accès au savoir - Emploi féminin en milieu rural - Commerces de proximité.**

**Suite de la discussion -** (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4834) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction, insistant sur la solidarité nationale, les principes de la décentralisation et la répartition des compétences), son sous-amendement n° 365 : principe d'égalité de l'accès au savoir ; adopté.

**Suite de la discussion -** (3 novembre 1994) - **Après l'art. 6** (p. 4918) : son amendement n° 367 : schéma régional d'urbanisme commercial ; adopté - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 4964) : sur l'amendement n° 75 de la commission (orientations du schéma national directeur des télécommunications), son sous-amendement n° 368 ; adopté.

**Suite de la discussion -** (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5011) : sur l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays), son sous-amendement n° 370, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; adopté - **Art. 8 (organisation des services déconcentrés de l'Etat)** (p. 5054) : son amendement n° 369, soutenu par M. Emmanuel Hamel : prise en charge par l'Etat du coût de l'installation de ses services délocalisés ; rejeté.

**Suite de la discussion -** (7 novembre 1994) - **Après l'art. 16** (p. 5157) : son amendement n° 371, soutenu par M. Emmanuel Hamel : création d'un fonds national de développement du commerce en milieu rural ; retiré.

**Suite de la discussion -** (8 novembre 1994) - **Art. 23 (rapport sur la réforme de la taxe professionnelle)** (p. 5324, 5325) : son amendement n° 372 : dispositif de péréquation entre stations service ; adopté - **Art. 24 (simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale)** (p. 5345) : sur l'amendement n° 131 de la commission, se déclare favorable au sous-amendement n° 615 de M. Paul Girod (report des délais accordés aux commissions départementales de coopération intercommunale) - (p. 5348, 5349) : ses amendements, n° 374 : élection par les conseils municipaux des délégués au conseil de la communauté de communes ; et n° 373 : représentation de chaque commune au sein du conseil de communauté ; retirés - **Après l'art. 24** (p. 5352) : intervient sur l'amendement n° 508 de M. André Diligent (représentation des petites communes au sein des communautés urbaines) - **Art. 28 (initiative des électeurs dans les consultations locales - extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale)** (p. 5360) : son amendement n° 375 : exclusion des communes de moins de 3 500 habitants du champ d'application de l'article ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - Rapporteur spécial - **Art. 18 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 5953, 5956) : budget européen - Agriculture - Rapports de la Cour des comptes des Communautés - Lutte contre la fraude - (p. 5972) : s'oppose à l'amendement n° I-116 de M. Robert Vizet (diminution de 10 % de la participation de la France au budget de l'Union européenne).

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique)** - (26 novembre 1994) - Rapporteur spécial (fonction publique) - (p. 6211, 6214) : revalorisation importante des salaires du secteur public - Coût élevé de la mise en oeuvre du protocole Durafour - Modernisation des méthodes de travail - Rapport de M. Jean Picq sur l'organisation de l'Etat

- Télé-travail - Evaluation des politiques publiques - Autoroutes de l'information - Accepte les crédits de la fonction publique pour 1995.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994 [n° 119 (94-95)] -** (13 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 7440, 7441) : ressource TVA - Plafond des ressources propres - Conséquences budgétaires pour la France - Situation de l'Italie - (p. 7442) : dérive du budget et déficit démocratique - Portée de l'autorisation de ratification et contrôle des parlements nationaux - Gestion du budget communautaire - Propose au Sénat d'adopter ce projet de loi.

**TREILLE (Georges)**, sénateur des Deux-Sèvres (rattaché administrativement au groupe UC).

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

## QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5734) - Ministère : Affaires étrangères - *Relations avec l'association des nations de l'Asie du Sud-Est - Relations internationales.*

**TRUCY (François)**, sénateur du Var (RD).

chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de la défense ; fin de mission le 5 février 1994.

## NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des finances.

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (19 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Dépenses ordinaires -** [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 45 (22 novembre 1994).

## INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe [n° 341 (93-94)] -** (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1023) : difficultés d'harmonisation de l'Europe des Douze - (p. 1024) : intervention de l'ONU en Bosnie - Dialogue entre les pays d'Europe occidentale et les pays de l'Europe de l'Est - Maintien des liens avec l'Allemagne - (p. 1025) : information et consultation par le Gouvernement de la représentation nationale.

– **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 [n° 481 (93-94)] -** (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2539, 2541) : personnels et effectifs - Service national - Formes civiles - Moyens financiers - Portes-avions - Avion de transport futur, ATF - Financement - Votera ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)] -** (19 décembre 1994) - **Art. 26 quater (modification du régime des opérations groupées de restauration immobilière)** (p. 7762) : inquiétude dans le monde des grandes opérations de restauration immobilière - **Explication de vote sur**



**l'ensemble (p. 7775) :** mouvement d'assainissement des finances publiques - Réduction du déficit - Maîtrise des charges - Avec le groupe des Républicains et Indépendants, votera ce projet de loi de finances rectificative.

**TÜRK (Alex),** sénateur du Nord (NI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.
- Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (19 mai 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport, fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 68 (92-93)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 397 (93-94)] (4 mai 1994) - Médecine.*

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - Rapporteur pour le projet n° 68 (92-93) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 68 (p. 107, 109) .
- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - Rapporteur pour le projet de loi n° 68 (92-93) - **Discussion générale** (commune avec celles des projets de loi n° 68 (92-93) et n° 66 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 68 (p. 107, 109) .
- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - Rapporteur pour le projet de loi n° 68 (92-93) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 66 (92-93)) (p. 107) : conciliation entre le respect de la vie privée des citoyens et l'intérêt général attaché au développement de la recherche épidémiologique - Retard de la France dans le domaine de la recherche épidémiologique - Nécessité d'une législation spécifique pour le traitement des données nominatives - **Rapports de M. Braibant et de Mme Lenoir** - Problème du secret médical - Droits des personnes intéressées - (p. 108) : exception à la règle éthique et juridique du secret professionnel - Amélioration des mécanismes d'information - Renforcement des contrôles et des garanties - Modifications proposées relatives au champ d'application du dispositif, à la portée du consentement des intéressés et au rôle du comité chargé d'éclairer la CNIL - (p. 109) : compétences de l'INSEE - Sous réserve des modifications proposées, avec la commission des lois, souhaite l'adoption du texte.

**Suite de la discussion** - (21 janvier 1994) - Rapporteur - **Art. 1<sup>er</sup> (dispositions particulières aux fichiers ayant pour fin la recherche en santé publique)** (p. 420) : rappel des aspects essentiels du projet de loi - **Intitulé du chapitre V bis avant l'art. 40-1 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978** (p. 421) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction de l'intitulé : « traitements automatisés de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé » ; adopté - **Art. 40-1 de la loi précitée (mise à l'écart de certaines dispositions du droit commun)** (p. 422) : son amendement n° 2 : modification de la

liste des dispositions de la loi précitée ne s'appliquant pas aux traitements informatiques régis par le présent projet de loi ; adopté après modification par le sous-amendement n° 22 de M. Claude Huriet auquel il s'oppose (exclusion des traitements automatisés effectués dans le cadre des recherches biomédicales du champ d'application du projet de loi) - (p. 423) : problème du secret professionnel - **Art. 40-2 de la loi précitée (comité consultatif national sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé)** (p. 425) : son amendement n° 3 : rôle du comité ; adopté après modification par les sous-amendements n° 43 (avis du comité consultatif) et n° 44 (suppression de la notion de justification par les nécessités de la santé publique) du Gouvernement qu'il accepte - **Art. 40-3 de la loi précitée (conciliation du secret professionnel et de la transmission des données)** (p. 427) : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - **A titre personnel, accepte le sous-amendement n° 47 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, sur son amendement rédactionnel n° 4** - **Art. 40-4 de la loi précitée (anonymat des résultats de la recherche)** (p. 428) : son amendement de suppression n° 5 ; adopté - **Art. 40-5 de la loi précitée (droit d'opposition)** : son amendement n° 6 : suppression de la référence « aux raisons légitimes » ; adopté - **Art. 40-6 de la loi précitée (information individuelle)** (p. 429) : ses amendements rédactionnels n° 7 et n° 8 ; adoptés - **Accepte l'amendement rédactionnel n° 30 du Gouvernement** - (p. 430) : accepte l'amendement n° 31 du Gouvernement (dérogation à l'obligation d'information individuelle) - **Son amendement n° 11 : suppression du renvoi à un décret en Conseil d'Etat ; adopté** - **Art. 40-7 de la loi précitée (exercice des droits par les mineurs et les personnes sous tutelle)** : son amendement de conséquence n° 12 ; adopté - **Art. 40-9 de la loi précitée (utilisation des certificats des causes de décès)** : son amendement de suppression n° 13 ; adopté - **Art. 40-10 de la loi précitée (retrait de l'autorisation)** : son amendement rédactionnel n° 14 ; adopté - **Art. 40-12 de la loi précitée (flux transfrontières de données)** (p. 431) : son amendement de coordination n° 15 ; adopté - **Art. additionnel après l'art. 40-12 de la loi précitée** : son amendement n° 16 : décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Art. 1<sup>er</sup> bis (dispositions transitoires)** : ses amendements de coordination, n° 17 et n° 18 ; adoptés - **Art. 2 (coordination des dispositions pénales)** (p. 432) : son amendement de coordination n° 19 ; adopté - **Après l'art. 2** : son amendement n° 45 : incrimination du non-respect du droit à opposition des personnes concernées par le traitement, du non-recueil du consentement exprès des personnes intéressées et du non-respect de leur droit à l'information ; adopté - **Art. 4 (art. 7 bis de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 - traitements effectués par l'INSEE et les services statistiques ministériels)** : son amendement de suppression n° 20 ; adopté - **Intitulé du projet de loi** : son amendement n° 21 : nouvel intitulé : « projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé et modifiant... » ; adopté - **Nécessité de reprendre la discussion à la suite de l'adoption du sous-amendement n° 22 de M. Claude Huriet sur son amendement n° 2** précité.

**Deuxième lecture [n° 355 (93-94)] - Suite de la discussion** - (19 mai 1994) - Rapporteur - **Discussion générale (suite)** (p. 1769, 1770) : consentement des personnes - Secret professionnel - Maintien de l'économie générale du texte par l'Assemblée nationale - **Art. 1<sup>er</sup> (dispositions spécifiques aux traitements automatisés des données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé)** - **Art. 40-1 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (champ d'application et dispositions applicables)** (p. 1771) : son amendement n° 1 : substitution d'un régime d'autorisation à un régime d'avis ; adopté - **Art. 40-2 de la loi précitée (comité consultatif sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé)** : son amendement n° 2 : précisions relatives aux compétences exercées par le comité et suppression de la procédure des saisines simultanées des comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale et du comité institué par le présent texte ; adopté - **Art. 40-3 de la loi précitée (conciliation du secret professionnel et de la transmission des données)** (p. 1772) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - **Art. 40-5 de la loi précitée (droit d'opposition)** (p. 1773) : son amendement de précision n° 4 ; adopté - **Art. 40-6 de la loi précitée (information individuelle)** : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - **Art. 40-7 de la loi**

*précitée (exercice des droits par les mineurs)*: son amendement rédactionnel n° 7; adopté - *Art. 40-10 de la loi précitée (retrait d'autorisation)*: son amendement de coordination

n° 6; adopté - **Art. 1<sup>er</sup> bis** (*régularisation des traitements en cours*) (p. 1774): son amendement de coordination n° 8; adopté.

**U**

**ULRICH (Maurice)**, sénateur de Paris (RPR).

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des lois.
- Membre suppléant de la commission supérieure de la codification.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (19 mai 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (28 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (1<sup>er</sup> juillet 1994).



**VALADE (Jacques)**, sénateur de la Gironde (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - Enseignement supérieur et recherche - II - Recherche - [n° 79 (94-95)] tome 3 annexe 16 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 13 bis** (p. 6131) : son amendement n° I-175, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° I-13 de la commission (Fonds forestier national).

*Deuxième partie :*

**Enseignement supérieur et recherche - II - Recherche** - (5 décembre 1994) - Rapporteur spécial - (p. 6728) : caractère prioritaire de la recherche dans le budget de l'Etat - Immenses possibilités de la science - Préoccupations nouvelles - Modification de l'environnement économique - Rôle de simulateur, de coordonnateur et de régulateur de l'Etat - (p. 6729) : Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Centre national de la recherche scientifique, CNRS - (p. 6730) : fonds de la recherche et de la technologie - Comités régionaux pour la recherche et le développement technologique, CRDT - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 6746) : son amendement n° II-34 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre VI ; retiré.

*Articles non rattachés :*

(10 décembre 1994) - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7225) : son amendement n° II-48, soutenu par M. Louis Althapé : réduction des redevances communale et départementale des mines auxquelles sont soumises les productions extraites de ces gisements ; adopté.

**VALLET (André)**, sénateur des Bouches-du-Rhône (RDE).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail** [n° 462 (92-93)] - (5 mai 1994) - **Art. 27** (*permis exclusifs de carrières*) (p. 1506) : sur l'amendement n° 22 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 41, soutenu par M. Ernest Cartigny ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2547, 2548) : Eurocopter France - Projet de développement d'hélicoptères NH 90 - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

**VALLON (Pierre)**, sénateur du Rhône (UC).

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.
- Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.
- Membre titulaire du conseil de gestion du Fonds national pour le développement de la vie associative.
- Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

#### DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - Enseignement scolaire - [n° 80 (94-95)] tome 4 (22 novembre 1994).

#### QUESTIONS

*Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1746) - Ministère : Equipement - *Conséquences de la déréglementation du transport aérien* - Transports aériens.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - **Art. 4** (*prélèvement et transplantation d'organes*) - **Art. L. 667-3 du code de la santé publique (conditions de prélèvement)** (p. 188) : soutient l'amendement rédactionnel n° 182 de M. Claude Huriet - **Art. L. 667-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 192) : soutient l'amendement n° 183 de M. Claude Huriet (précisions relatives au médecin devant recueillir le témoignage de la famille du défunt sur la volonté de ce dernier) - (p. 196) : se déclare favorable à l'amendement n° 44 de la commission (système du consentement présumé et recours au témoignage de la famille) - Souhait d'une campagne d'information.

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 518) : emploi et petites entreprises - Statut de l'entreprise individuelle - Financement des entreprises individuelles et patrimoine de l'entrepreneur individuel - Simplification des obligations comptables - Dispositions fiscales - Dispositions sociales - (p. 519) : le groupe de l'Union centriste votera les amendements proposés par la commission des affaires économiques et les commissions saisies pour avis.

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture** [n° 354 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Art. 4 - Art. L. 671-7 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 1616) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de la commission (suppression des dispositions instituant un registre recensant les refus de prélèvement d'organes).

**Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 5** (*dispositions relatives aux produits et tissus*) (p. 1633) : conséquences de l'article pour l'activité des laboratoires cosmétiques - **Art. L. 672-10 du code de la santé publique (autorisation des activités de transformation ou de conservation de tissus)** (p. 1636) : soutient l'amendement n° 86 de M. Claude Huriet (coopération entre structures publiques et privées) - **Art. 8** (*assistance médicale à la procréation*) - **Art. L. 152-1 du code précité (définition de l'assistance médicale à la procréation)** (p. 1640) : soutient l'amendement n° 87 de M. Claude Huriet (retour au texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 10 quater** (*diagnostic préimplantatoire*) (p. 1671) : sur l'amendement n° 25 de la commission (encadrement des condi-

tions d'autorisation du diagnostic préimplantatoire), soutient le sous-amendement n° 107 de M. Claude Huriet (précision de l'objet du diagnostic préimplantatoire).

– **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'éducation** [n° 471 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juin 1994) (p. 2015, 2016) : transformation du système scolaire - Dégradation des relations sociales au sein de certains établissements - Maîtrise de la langue française - Apprentissage de la lecture - Instruction civique - Langues anciennes - Apprentissage d'une langue étrangère - Programme d'échanges européens - Formation au travail personnel - Moyens législatifs - Moyens des collectivités territoriales - Etablissements privés - Fermeture de classes et d'écoles - Zone d'éducation prioritaire, ZEP.

– **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux** [n° 449 (93-94)] - (7 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2247, 2248) : importance d'un report d'élection - Calendrier électoral de l'année 1995 - Délai nécessaire entre les élections municipales et l'élection présidentielle - Mandat municipal - Elections sénatoriales - Votera ce projet de loi sans enthousiasme - Réflexion nécessaire sur le mode de scrutin des élections européennes et régionales.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire** [n° 600 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (26 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4707, 4708) : dimension européenne de l'aménagement du territoire - Fonds européens - Traité de Maastricht - Liaison Rhin-Rhône.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> (principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4833) : son amendement n° 481, soutenu par M. Jacques Machet : mention de l'intégration européenne ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Educational nationale** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) - Rapporteur pour avis (enseignement scolaire) - (p. 6525, 6526) : nouveau contrat pour l'école - Personnels de direction et personnels ATOS - Présence des adultes dans les établissements - (p. 6527) : système de santé scolaire - Internats - Bourses scolaires - Semaine de quatre jours - Avis favorable à l'adoption des crédits de l'enseignement scolaire.

– **Proposition de loi relative au financement de la vie politique** [n° 144 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Après l'art. 15** (p. 7990) : son amendement n° 23 : plafonnement selon les dispositions législatives antérieures des dépenses totales enregistrées dans les comptes de campagne pour les élections municipales de 1995 ; retiré - **Art. 23 (validation législative d'actes pris par certaines collectivités territoriales en vue de faciliter le fonctionnement de leurs groupes politiques)** (p. 7995) : son amendement n° 19 : plafonnement des crédits de fonctionnement attribués aux groupes politiques des collectivités locales ; retiré.

– **Proposition de loi relative aux délégations de service public** [n° 162 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Art. 3 (publicité et contrôle des comptes du délégataire)** (p. 8026) : ses amendements, soutenus par M. Paul Caron, n° 38 : portée du contrôle de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes ; et n° 39, de précision ; retirés.

**VASSELLE (Alain)**, sénateur de l'Oise (RPR).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse (décret n° 93-1354 du 30 décembre 1993) (*JO* Lois et décrets du 14 avril 1994).

– Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1994).

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (30 juin 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (4 juillet 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (8 juillet 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (14 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à modifier l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relatif à la répartition intercommunale des charges des écoles publiques accueillant des enfants issus de plusieurs communes [n° 238 (93-94)] (13 janvier 1994) - **Enseignement**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 189-2 du code de la famille et de l'aide sociale [n° 542 (93-94)] (22 juin 1994) - **Action sanitaire et sociale**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à modifier l'article L. 244-1 du code rural relatif à l'administration des parcs naturels régionaux [n° 598 (93-94)] (8 juillet 1994) - **Environnement**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Politique en faveur des personnes âgées** - [n° 83 (94-95)] tome 4 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** [n° 67 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 169) : son amendement n° 132 ; saisine du Comité ; devenu sans objet - (p. 171) : son amendement de précision n° 133 ; devenu sans objet - **Art. 3 (principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain)** - **Art. L. 666-1 du code de la santé publique (application des principes généraux du code civil relatifs au respect du corps humain)** (p. 177) : sur l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission, son sous-amendement n° 262 ; retiré - **Art. L. 666-3 du code précité (interdiction de la publicité)** (p. 181) : se déclare opposé à l'amendement n° 197 de M. Franck Sérusclat (substitution des mots : « du prélèvement des parties et de la collecte » aux mots : « du don de parties ») - **Art. 4 (prélèvement et transplantation d'organes)** - **Art. L. 667-5 du code précité (conditions du prélèvement de moelle osseuse sur un mineur)** (p. 190) : sur l'amendement n° 41 de la commission (dissociation du consentement des parents devant le juge et de l'expression de la volonté du mineur), son sous-amendement n° 263 ; rejeté - **Art. L. 667-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 191) : son amendement n° 135 : précision du refus ou de l'acceptation du prélèvement par un écrit manuscrit ; devenu sans objet - (p. 192) : son amendement n° 136 : définition de la notion de famille ; retiré - (p. 195) : souci de respecter l'expression de la volonté individuelle - Danger du recours au registre - Intérêt d'une campagne d'information - S'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 44 de la commission (système du consentement présumé et recours au témoignage de la famille) - **Art. L. 667-9 du code précité (séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation)** (p. 201) : consentement présumé - Nécessité de garanties en

amont - Art. L. 667-11 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des prélèvements d'organes) (p. 205) : son amendement n° 138 : durée et révision de l'autorisation ; retiré - Art. 5 (dispositions relatives aux tissus et produits) - Art. L. 668-10 du code précité (autorisation des activités de transformation ou de conservation de tissus) (p. 212) : sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (ouverture au secteur privé à titre exceptionnel de la possibilité de développer des activités nouvelles exigeant des investissements importants), son sous-amendement n° 264 : transformation, conservation et distribution des tissus et cellules à des fins exclusivement thérapeutiques ; rejeté - Art. L. 668-12 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des greffes de tissus et de cellules) (p. 215) : sens du mot « thérapeutique ».

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - Art. 8 (dispositions communes) - Art. L. 671-1 du code de la santé publique (définition de la procréation médicalement assistée) (p. 236) : intervient sur le sous-amendement n° 189 de M. Bernard Seillier (arrêt du recours à la fécondation *in vitro*), déposé sur l'amendement de précision n° 69 de la commission - Art. L. 671-2 du code précité (finalité de la procréation médicalement assistée) (p. 246) : problème de la transmission d'une maladie grave - Critère de stabilité du couple - Nécessité de faciliter l'adoption - Se déclare favorable à l'amendement n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple) - Art. L. 671-2 bis du code précité (conception *in vitro*) (p. 251) : sur l'amendement n° 71 de la commission (cadre et finalité de la conception d'embryon *in vitro*), son sous-amendement n° 265, sur le même objet que le sous-amendement n° 271 du Gouvernement (suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons conservés) ; retiré - (p. 254) : devenir des embryons conservés - Se déclare favorable à l'amendement n° 71 de la commission (cadre et finalité de la conception d'embryon *in vitro*), et sur celui-ci, au sous-amendement n° 271 du Gouvernement (suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons conservés) - (p. 257) : garanties apportées par le rapporteur - Nécessité de faire confiance à la science - Après l'art. L. 671-3 bis du code précité (p. 263) : sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (interdiction absolue de l'expérimentation portant atteinte à l'intégrité des embryons), soutient le sous-amendement n° 187 de M. Pierre Laffitte (conditions de réalisation des études sur l'embryon) - (p. 264) : absence de remise en cause de l'esprit de l'amendement du Gouvernement n° 18, précité, avec le sous-amendement de M. Pierre Laffitte n° 187, précité - (p. 266) : indispensable rigueur de l'expérimentation sur les embryons - Se déclare opposé à l'amendement du Gouvernement n° 18, précité, en raison de l'absence de garanties - Après l'art. 8 (p. 274) : se déclare favorable à l'amendement n° 80 de la commission (sort des embryons non implantés) - Problème du devenir des embryons ; solution alternative à leur destruction.

**Suite de la discussion** - (19 janvier 1994) - Art. 9 (don de gamètes) (p. 289) : sur l'amendement n° 81 de la commission (insertion des dispositions relatives au don de gamètes dans le livre VI du code de la santé publique, consacré au don et à l'utilisation des organes, tissus et cellules du corps humain), son sous-amendement n° 269 : définition des couples ; rejeté - (p. 292) : s'abstiendra sur l'amendement de suppression n° 191 de M. Bernard Seillier - (p. 295) : absence de définition du couple donneur - (p. 296) : souci d'éviter tout risque de banalisation du don - Importance du geste du couple donneur - S'abstiendra sur l'amendement n° 81 de la commission (insertion des dispositions relatives au don de gamètes dans le livre VI du code de la santé publique, consacré au don et à l'utilisation des organes, tissus et cellules du corps humain) - Art. 10 (autorisation des activités de procréation médicalement assistée) - Art. L. 673-1 du code de la santé publique (régime d'autorisation des activités de procréation médicalement assistée) (p. 302) : se déclare favorable à l'amendement n° 22 du Gouvernement (consultation simultanée de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale) - Art. 10 bis (diagnostic prénatal) (p. 312) : intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (interdiction de tout dia-

gnostic préimplantatoire) - Diagnostic prénatal sur l'embryon conçu *in vitro* - Art. 12 (sanctions administratives et pénales relatives à l'utilisation des organes, tissus et produits du corps humain) - Art. L. 681-7 du code précité (sanctions pénales) (p. 317) : son amendement n° 155 : augmentation des peines ; rejeté - Art. 13 (sanctions administratives et pénales relatives à la procréation médicalement assistée) - Art. L. 682-4 du code précité (sanctions en cas de divulgation d'information levant l'anonymat du donneur et du receveur) (p. 322) : sur l'amendement n° 115 de la commission (aggravation des sanctions), son sous-amendement n° 278 : aggravation de la peine applicable à toute personne divulguant une information ; retiré - Art. L. 682-6 du code précité (sanctions en cas de pratique d'activités d'assistance médicale à la procréation à des fins autres que celles de remédier à la stérilité d'un couple) (p. 324) : intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (renforcement des sanctions) - Paragraphe additionnel (p. 326) : sur l'amendement n° 122 de la commission (sanction pour les auteurs des infractions relatives à la recherche sur l'embryon et au diagnostic préimplantatoire), son sous-amendement n° 280 : alourdissement des peines ; retiré - (p. 327) : études sur les embryons *in vitro* - Explication de vote sur l'ensemble (p. 337) : travail accompli et qualité des débats - Vigilance face aux évolutions de la science - Votera le texte.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (20 janvier 1994) - Art. 2 (chapitre II du titre I<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> du code civil : du respect du corps humain) - Art. 20 du code civil (protection du patrimoine génétique humain) (p. 373) : sur l'amendement n° 10 de la commission (retour à la rédaction initiale du projet de loi et référence à la modification des caractères eugéniques de la personne), se déclare opposé au sous-amendement n° 97 de M. Charles Lederman (encouragement de la recherche sur les maladies génétiques) - (p. 375) : articles du code de la santé publique faisant référence à la recherche - Ouverture d'un champ aux recherches sur l'embryon par le biais du sous-amendement n° 97 de M. Charles Lederman déposé sur l'amendement n° 10 de la commission précité - (p. 377) : intérêt de la navette pour harmoniser les points de vue - Art. 5 (art. 6-1 de la loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires : inscription sur une liste des experts judiciaires habilités à procéder à l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques) (p. 395) : annonce d'un décret en Conseil d'Etat - Art. 8 (art. 311-19 à 311-21 du code civil : filiation et procréation médicalement assistée) (p. 406) : se déclare favorable au sous-amendement n° 88 du Gouvernement (solennisation du consentement en cas de recours à un tiers donneur) déposé sur l'amendement n° 36 de la commission (inscription dans le code civil des règles applicables à la filiation en cas de procréation médicalement assistée) - (p. 408) : nécessité de préserver l'anonymat du tiers donneur - Explication de vote sur l'ensemble (p. 410) : avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi - Félicitations au rapporteur.

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle [n° 242 (93-94)] - Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - Art. 26 (réduction d'impôt pour dépenses de formation du chef d'entreprise individuelle) (p. 593) : intervient sur l'amendement n° 61 de la commission des finances (prise en compte des dépenses de formation du conjoint collaborateur de l'exploitant et augmentation du plafond global des dépenses de formation susceptible d'ouvrir droit à la réduction d'impôt sur la période allant de 1994 à 1996) - Regrette l'exclusion des entreprises agricoles - Avant l'art. 32 (p. 608) : son amendement n° 72 : exonération des cotisations d'allocations familiales accordée aux non salariés ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises [n° 119 (93-94)] - Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - Après l'art. 3 (p. 796, 797) : se déclare défavorable à l'amendement n° 20 de la commission (relèvement du capital minimal des sociétés commerciales) - Créations d'entreprises - (p. 798) : sur cet amendement, se déclare défavorable au sous-amendement n° 204 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (non application aux sociétés constituées avant la promulgation de la loi) - Art. 2 bis (précédemment réservé) (garantie de paiement de l'entrepreneur) (p. 803, 804) : entrepreneurs du bâtiment - Demande l'exclusion des organismes d'HLM du dispositif proposé - (p. 805, 807) : sur

l'amendement n° 94 de M. Pierre Fauchon, présenté au nom de la commission des lois (garantie par le versement direct de l'établissement de crédit à l'entrepreneur en cas de recours du maître d'ouvrage au financement par crédit ; protection du sous-traitant ; en l'absence de recours au crédit, garantie par un cautionnement solidaire), ses sous-amendements n° 128 et n° 130 ; rejetés ; n° 129 et n° 116 ; adoptés.

– **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)]** - (3 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1377, 1379) ; durée de cotisation - Conséquences financières des nouvelles dispositions - Chômeurs - Clause de réaménagement des dispositions.

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) - (p. 1602, 1603) ; vigilance du Sénat et de l'Assemblée nationale - Dispositions adoptées - **Art. 3 - Art. L. 665-12 du code de la santé publique (interdiction de publicité)** (p. 1611) : se déclare favorable à l'amendement n° 82 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (modalités de l'information du public en faveur du don de parties et de produits du corps humain) - **Art. 4 - Art. L. 671-7 du code précité (conditions des prélèvements post-mortem)** (p. 1614) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (suppression des dispositions instituant un registre recensant les refus de prélèvement d'organes) - (p. 1616) : son amendement n° 62 : recueil impératif par le médecin du témoignage de la famille sur la volonté du défunt ; rejeté - (p. 1618) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (suppression de la référence aux proches) - **Art. L. 671-9 du code précité (prélèvements à des fins scientifiques)** (p. 1620) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 5 de la commission et n° 61 de M. Pierre Laffitte (suppression du régime spécifique, au regard du consentement, pour ce qui concerne les prélèvements scientifiques et les autopsies médicales).

– **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Deuxième lecture [n° 355 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet n° 354 (93-94) (p. 1602, 1603).

– **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)]** - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet n° 354 (p. 1602, 1603).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Deuxième lecture [n° 354 (93-94)] - Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 5 - Art. L. 672-4 du code de la santé publique (conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant)** (p. 1634) : intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean Bernard (possibilité pour les personnes victimes d'un viol de demander à l'autorité judiciaire la réalisation d'un test de l'immunodéficience humaine sur le violeur) - **Art. 8 (assistance médicale à la procréation) - Art. L. 152-2 du code précité (finalité de l'assistance médicale à la procréation)** (p. 1643) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de la commission (retour à la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture relative à la stabilité du couple et à l'âge de ses membres) - **Art. L. 152-3 du code précité (conception in vitro)** (p. 1645) : se déclare favorable à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de la disposition affirmant le principe de l'implantation dans les huit jours) - (p. 1646) : danger d'une conservation prolongée des embryons - Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (justification de la conservation des embryons par des raisons médicales) - (p. 1651, 1652) : se déclare favorable aux amendements de la commission n° 16 (suppression de la disposition autorisant l'arrêt de la conservation des embryons),

n° 17 (suppression de la disposition prévoyant la consultation annuelle des parents sur le maintien de la demande de conservation) et n° 18 (suppression de la disposition limitant à cinq ans la durée de conservation) - **Art. L. 152-4 du code précité (procédure d'accueil d'embryons)** (p. 1654, 1655) : se déclare opposé à l'amendement n° 73 de M. Franck Sérusclat (suppression du premier alinéa relatif à la procédure d'accueil de l'embryon) - **Art. L. 152-8 du code précité (interdiction des recherches sur l'embryon)** (p. 1660) : son amendement n° 63 : modalités d'exercice des études sur l'embryon ; retiré - **Art. 10 ter (interruption de grossesse pour des raisons médicales)** (p. 1668) : s'abstiendra sur l'amendement de suppression n° 24 de la commission - **Art. 10 quater (diagnostic préimplantatoire)** (p. 1670) : son amendement n° 64 : référence aux antécédents familiaux ; réservé puis retiré (p. 1674) - (p. 1674) : se déclare favorable à l'amendement n° 25 de la commission modifié par le sous-amendement n° 107 de M. Claude Huriet.

– **Projet de loi relatif au corps humain - Deuxième lecture [n° 356 (93-94)] - Suite de la discussion** - (19 mai 1994) - **Art. 7 ter (infraction en matière d'éthique biomédicale) - Après l'art. 511-9 du code pénal (p. 1732)** : référence au code de la santé publique - (p. 1759) : interrogation sur la cohérence entre les amendements de la commission n° 41 (reprise dans le code pénal de certaines dispositions du code de la santé publique) et n° 42 (introduction dans le code pénal des dispositions relatives aux atteintes à l'embryon ou au non respect des règles de mise en oeuvre de l'assistance médicale à la procréation) - **Art. 8 (de la filiation en cas de procréation médicalement assistée) - Art. 311-20 du code civil (effets du consentement à la procréation médicalement assistée)** (p. 1763) : sur l'amendement n° 13 de la commission (formulation obligatoire du consentement devant le juge ou le notaire en cas de tiers donneur - expression du consentement à l'assistance médicale à la procréation auprès du médecin), se déclare favorable aux sous-amendements identiques n° 30 de M. Charles Lederman et n° 20 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de l'intervention du notaire) (p. 1765) : s'abstiendra sur l'amendement n° 13 précité de la commission - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1767) : qualité du travail du rapporteur - Avec le groupe du RPR, votera le projet de loi.

– **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise [n° 389 (93-94)]** - (25 mai 1994) - **Discussion générale** (p. 1833) : proposition de loi de M. Jean Chérioux - Historique et philosophie de la participation - Participation aux organes de gestion - Simplification des dispositions relatives à l'intéressement - Compte épargne-temps - (p. 1834) : dispositif souple et optionnel de mise en oeuvre de la participation - Régime spécifique en matière de représentation des salariés actionnaires ou non actionnaires dans le cadre d'une opération de privatisation - Approuve ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup> A (représentation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés privatisées)** (p. 1841, 1842) : son amendement de suppression n° 59 ; retiré - Caractère obligatoire et inconstitutionnel du dispositif - Application de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales - (p. 1844) : son amendement n° 60 : maintien du dispositif prévu pour une durée limitée à cinq ans ; devenu sans objet - (p. 1847) : distinction dans les faits entre trois cas de figure : les entreprises publiques, les entreprises privées soumises à une obligation de représentation des salariés dans les conseils d'administration pendant une durée limitée et les autres entreprises privées - **Art. 2 (non-application aux salariés actionnaires nommés membres du conseil d'administration de la limitation du nombre d'administrateurs salariés)** (p. 1850) : se déclare favorable à l'amendement n° 26 de la commission des lois (rétablissement de la condition d'ancienneté du contrat de travail) - Explications de vote sur l'article 1<sup>er</sup>.

– **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2064, 2065) : relance du secteur du logement - Vente de logements d'HLM - Cas des personnes démunies - Diminution pour les organismes d'HLM de la charge de la taxe foncière sur les propriétés bâties - Réduction du parc locatif d'HLM - Progression de l'enveloppe des prêts locatifs aidés, PLA - Suppression de l'obligation d'occuper au titre de la résidence principale pendant au moins cinq ans le logement acquis - Gestion de la copropriété - Dépôt

d'un rapport d'information dans un délai d'un an sur ce sujet - Aspects positifs de ce texte.

**Suite de la discussion** - (2 juin 1994) **Art. 4** (*allègement des contraintes imposées en cas de vente de logements*) (p. 2102) : ses amendements n° 126 : nécessité d'occuper le logement à titre principal ; et n° 127 : nécessité d'occuper le logement à titre principal pendant une durée minimale de cinq ans ; retirés - (p. 2107) : intervient sur l'amendement n° 31 de la commission saisie pour avis (communication et motivation du refus de vente opposé par l'organisme propriétaire à un locataire occupant) - (p. 2109) : se déclare favorable à l'article 4 - Assouplissement de la procédure juridique - Maintien de la population en milieu rural - **Après l'art. 24** (*par priorité*) (p. 2156, 2157) : ses amendements n° 138 : mutation à l'intérieur du parc des HLM ; adopté ; et n° 139 : indexation des loyers maximum des conventions sur la moyenne mobile des quatre indices précédents du coût de la construction ; retiré - (p. 2159) : ses amendements relatifs à l'objet social des sociétés anonymes de crédit immobilier, n° 135, n° 136 ; retirés ; et n° 140, adopté - (p. 2161) : son amendement n° 141, portant sur le même objet que l'amendement n° 40 de la commission saisie pour avis (suppression de l'accord de l'autorité administrative pour contracter un emprunt à l'article L. 422-5 du code de la construction et de l'habitation relatif aux sociétés anonymes d'HLM et aux sociétés anonymes de crédit immobilier) ; devenu sans objet - (p. 2162) : son amendement n° 137 : fonds de prévoyance pour l'exécution de gros travaux dans les copropriétés ; retiré - (p. 2163) : son amendement n° 144 : dépôt au Parlement d'un rapport d'information établi par le Gouvernement sur le fonctionnement des copropriétés ; adopté - **Avant l'art. 9** (p. 2168) : ses amendements n° 128 : suppression dans l'article 15 de la loi du 6 juillet 1989 de la prise en compte du concubinage notoire ; et n° 129 : prise en compte de la situation de concubinage s'il dure depuis au moins cinq ans ; rejetés - **Après l'art. 12** (p. 2175) : se déclare favorable à l'amendement n° 146 du Gouvernement (nouveau mode d'indexation des loyers pour des logements ayant fait l'objet d'une convention entre le bailleur et l'Etat) - **Art. 14** (*versement de l'allocation logement*) (p. 2181) : son amendement de clarification n° 130 ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - **Art. 17** (*exonérations fiscales*) (p. 2210) : son amendement n° 131, soutenu par M. Lucien Lanier : exonération de la taxe sur les propriétés bâties des opérations de PLA et des baux à réhabilitation pris par les organismes d'HLM ; retiré - **Avant l'art. 21** (p. 2213) : son amendement de précision n° 134, soutenu par M. Lucien Lanier ; retiré - **Art. 22** (*charges de copropriété*) (p. 2220) : sur l'amendement n° 148 de la commission (nouvelle rédaction), intervient sur le sous-amendement n° 155 du Gouvernement (limitation dans le temps de l'effet du privilège spécial aux créances de l'année en cours et des quatre dernières années échues) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2225, 2226) : vente de logements d'HLM - Sociétés de crédit immobilier - Copropriétés - Interprétation du terme de « reconstruction » - Avis favorable sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** [n° 417 (93-94)] - (8 juin 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*unité du régime général et obligation d'équilibre financier des branches qui le composent*) (p. 2319) : sur l'amendement n° 4 de la commission (obligation d'équilibre financier des branches), son sous-amendement n° 89 ; retiré - **Art. 4** (*mise à l'équilibre des fonds de roulement des branches du régime général*) (p. 2330) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression, n° 57 de M. Charles Metzinger et n° 80 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 4** : son amendement n° 90 : principe de non-compensation du déficit d'une des branches du régime général par les excédents de régimes spéciaux ; retiré - **Art. 5** (*compensation par le budget de l'Etat de certaines mesures d'exonération des cotisations sociales*) (p. 2331) : son amendement n° 91 : insertion du mot : « exclusivement » après les termes : « régimes concernés » ; retiré - **Art. 11** (*organisation d'un débat annuel, suivi d'un vote, sur le régime obligatoire de base de sécurité sociale*) (p. 2347) : son amendement n° 94 : avis du Parlement sur l'équilibre général de la sécurité sociale ; retiré - Sur l'amendement n° 20 de la commission (prévisions d'évolution des dépenses prises en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale), ses sous-amendements, n° 92 et n° 93 ; rejetés - **Art. 23** (*convention nationale des masseurs-*

*kinésithérapeutes*) (p. 2360, 2361) : recours devant le Conseil d'Etat contre la convention du 3 février 1994 - Son amendement de suppression n° 95 ; rejeté - **Art. L. 162-12-9 du code de la sécurité sociale** (*définition du contenu de la convention conclue pour une durée de cinq ans entre la CNAM et une ou plusieurs organisations syndicales représentatives de la profession*) (p. 2364) : ses amendements n° 98 : suppression du cinquième du texte proposé ; rejeté ; n° 97 : conditions de la prise en charge des actes effectués par un masseur-kinésithérapeute remplaçant ; et n° 99 : négociations partenariales et accords entre les différents partenaires ; retirés - **Art. L. 162-12-11 du code précité** (*annexe tarifaire*) (p. 2365) : ses amendements n° 100, de précision ; rejeté ; et n° 101 : caractère national de l'objectif prévisionnel ; adopté - **Après l'art. 29** (p. 2370) : sur l'amendement n° 41 de la commission (expérimentations dans les départements volontaires des dispositifs d'aide aux personnes âgées dépendantes), son sous-amendement n° 103 ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la famille** [n° 485 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2787) : crise de la cellule familiale - Retour à une véritable politique familiale - Allocation parentale d'éducation et critère de l'activité professionnelle - Mise en place d'une allocation parentale de libre choix - (p. 2788) : mères de famille résidant en milieu rural - Personnes handicapées - Congé parental ou travail à temps partiel de droit dans les entreprises de moins de cent salariés - Conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale - (p. 2789) : votera ce projet de loi - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2815) : son amendement n° 128 : attribution de l'allocation parentale d'éducation à la personne assurant la charge d'un enfant handicapé et n'exerçant plus d'activité professionnelle dans la mesure où elle ne bénéficie pas déjà de l'allocation d'éducation spéciale ; retiré - (p. 2816) : son amendement n° 129 : ouverture du bénéfice de l'allocation parentale d'éducation au conjoint des exploitants agricoles ; retiré - **Art. 2** (*conditions d'attribution et détermination du montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile, AGED*) (p. 2823) : son amendement n° 130, retiré au profit de l'amendement analogue n° 148 de la commission (institution d'un plafond pour l'allocation de garde d'enfant à domicile) - **Art. 6** (*périodicité, contenu, modalités d'établissement et de révision des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 2829) : intervient sur l'amendement de suppression n° 6 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Assistantes maternelles et nourrices agréées - Petites communes rurales - Mutualité sociale agricole - **Art. 123-12 du code de la famille et de l'aide sociale** (*modalités de création et contenu des schémas locaux quinquennaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 2832, 2833) : intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean Clouet (caractère optionnel des procédures prévues pour l'ensemble des communes) - Accueil de la petite enfance - Modalités de mise en oeuvre des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants - Problèmes financiers - Mutualité sociale agricole - **Art. 6 bis** (*faculté d'instituer une commission pour l'accueil de la petite enfance*) (p. 2836) : recevabilité de la rédaction de cet article - **Art. 7** (*allongement du congé parental d'éducation ou de la période d'activité à temps partiel en cas de graves problèmes de santé de l'enfant et institution d'un congé parental ou d'un temps partiel de droit dans les entreprises de moins de cent salariés*) (p. 2842) : sur l'amendement n° 27 de la commission (conservation d'un seuil minimal de 11 salariés pour l'ouverture du droit au congé parental ou au travail à temps partiel), son sous-amendement n° 155 ; retiré - **Art. 8** (*instauration d'un congé ou d'un temps partiel pour s'occuper d'un enfant malade*) - **Art. L. 122-28-9 du code du travail** (*instauration d'un droit au temps partiel en cas de grave problème de santé d'un enfant*) (p. 2847) : sur l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission, son sous-amendement n° 156 ; retiré.

**Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Art. 8 bis** (*exonération de cotisations sociales pour les entreprises signataires d'un accord du type « Fleury-Michon »*) (p. 2881) : ses amendements n° 132 et n° 133 : suppression de l'obligation de compenser les exonérations de charges sociales par une ou plusieurs embauches ; retirés - **Après l'art. 9** (p. 2886) : son amendement n° 134 : régime du congé parental et de l'activité à temps partiel dans les petites collectivités territoriales ; retiré - **Art. 15** (*relèvement des limites d'âge pour le bénéfice des prestations familiales et de logement et mesures favorisant*



*l'accès au logement des familles*) (p. 2890) : son amendement n° 135 : nouvelle rédaction des dispositions relatives au calendrier d'application ; adopté - **Art. 16** (*instauration d'une aide à la scolarité à la place de la bourse des collèges et conséquences*) (p. 2894) : ses amendements, n° 136 et n° 137 : simplification de la rédaction de cet article et renvoi à un seul décret d'application ; et n° 138 de conséquence ; retirés - (p. 2896) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 90 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - **Art. 17** (*extension de la durée du droit à prestations en espèces de l'assurance maternité pour les familles devant faire face à des naissances multiples et prise en compte de certains cas d'adoption*) (p. 2901) : son amendement n° 139, soutenu par M. Michel Rufin : allongement de la période de congé postnatal ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 424 (93-94)] - Suite de la discussion - (24 juin 1994) - Art. 15 (par priorité) (dispositions transitoires)** (p. 2982) : son amendement n° 57, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : provisions obligatoires : possibilité de dérogation ; retiré - **Art. 10** (*statut des institutions de retraites supplémentaires*) - **Art. L. 941-1 du code de sécurité sociale** (« gel » des institutions de retraite supplémentaire) (p. 3006) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Paul Hammann, n° 51 : garantie des engagements des institutions de retraite supplémentaire : possibilité de caution des organismes bancaires ; adopté ; et n° 53 : provision minimale des institutions de retraite supplémentaire ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [n° 524 (93-94)] - Suite de la discussion - (29 juin 1994) - Art. 47 (par priorité) (assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques)** (p. 3159) : intervient sur les amendements n° 59 de M. Yves Guéna (nouvelle rédaction qui simplifie la législation) et n° 4 de la commission des affaires sociales saisie pour avis (publicité dans les lieux de vente) - **Après l'art. 20 quater** (p. 3182) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 13 de la commission (défense des petits investisseurs) - **Après l'art. 32** (p. 3195) : se déclare favorable à l'amendement n° 101 de M. Xavier de Villepin (experts-comptables qui exercent leur activité en entreprises ou en organismes privés ou publics, ou qui assument des missions d'enseignement).

- **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) [n° 551 (93-94)] - (30 juin 1994) - Art. 1<sup>er</sup>** (*dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs*) (p. 3274, 3275) : directive européenne relative à la conservation des oiseaux - Comité d'adaptation au progrès scientifique et technique dit « comité ORNIS » - Nécessité d'une modulation des dates prévues pour la clôture de la chasse - (p. 3277) : déclare s'abstenir lors du vote de l'amendement n° 2 de M. Philippe Madrelle (date de clôture de la chasse au gibier d'eau fixée au dernier jour de février) et être favorable à l'amendement n° 1 de M. Gérard César (date de clôture de la chasse fixée au 15 février pour le canard colvert et au 28 février pour les autres espèces de gibier d'eau).

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)] - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - Discussion générale** (p. 3362) : concertation avec les associations représentatives d'élus - Dysfonctionnements de la fonction publique territoriale - Principes régissant la fonction publique territoriale - (p. 3363) : problèmes rencontrés par les collectivités territoriales - Principe de subsidiarité - (p. 3364) : procédures de recrutement et concours - Création d'emplois à temps non complet - Personnels privés d'emploi - (p. 3365) : rôle du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT et des centres de gestion - Formation initiale et formation continue - Souhaite que ses amendements soient adoptés par le Sénat - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi - **Art. 2** (*composition et fonctionnement du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT*) (p. 3376, 3377) : son amendement n° 120 : composition du collège élisant des représentants des collectivités territoriales ; adopté par priorité - (p. 3377) : son amendement n° 119 : introduction au sein du conseil d'administration du CNFPT d'un collège des présidents de centres de gestion ; devenu sans objet - (p. 3378) : son

amendement n° 121 : désignation des personnalités qui assistent aux séances du conseil d'administration sur proposition du président du CNFPT ; rejeté - (p. 3382) : intervient sur les amendements identiques n° 35 de M. Albert Vecten et n° 152 de M. Robert Laucournet (suppression des dispositions relatives à la présence de représentants de l'Etat lors des séances du conseil d'administration) - **Art. 7** (*seuil d'affiliation aux centres de gestion*) (p. 3390) : son amendement n° 123 : seuil d'affiliation obligatoire aux centres de gestion fixé à 350 fonctionnaires ; adopté par priorité - **Après l'art. 7** (p. 3392) : ses amendements, n° 124 : contrepartie financière des missions obligatoires assurées par les centres de gestion auprès de collectivités non affiliées ; et n° 125 de conséquence ; retirés - **Art. 8** (*compétences des centres de gestion*) (p. 3394) : ses amendements n° 126 : possibilité pour les centres de gestion d'organiser des concours pour des agents de catégorie A et B lorsque les statuts particuliers des cadres d'emploi le prévoient ; et n° 127 : compétences des centres de gestion en matière de statut des secrétaires en mairie ; devenus sans objet.

**Suite de la discussion - (4 juillet 1994) - Avant l'art. 9** (p. 3418, 3420) : ses amendements n° 128 : remplacement de personnes momentanément absentes ; adopté ; et n° 129 : extension de la possibilité du conventionnement entre les centres de gestion et les collectivités aux communes non affiliées ; adopté après modification par le sous-amendement n° 195 du Gouvernement - **Art. 10** (*contrôle administratif des actes des centres de gestion*) (p. 3421) : son amendement n° 130 : transmission des décisions de nomination sur demande du représentant de l'Etat ; rejeté - **Art. 15** (*créations d'emplois*) (p. 3426) : son amendement n° 131, identique à l'amendement n° 41 de M. Albert Vecten (recrutement des contractuels pour le remplacement d'un agent indisponible en raison d'un congé de maladie, d'un congé de maternité ou d'un congé parental) ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 55 du Gouvernement - **Après l'art. 15** (p. 3427) : son amendement n° 132 : possibilité pour les collectivités locales de recruter sans concours des fonctionnaires de catégorie C « lorsque le grade de début est doté de l'échelle de rémunération la moins élevée de la fonction publique, le cas échéant selon des conditions d'aptitude prévues par les statuts particuliers » ; adopté - **Art. 19** (*fixation du nombre de postes ouverts aux concours*) (p. 3432) : se déclare opposé à l'amendement n° 172 de M. Robert Laucournet (déduction du nombre de fonctionnaires pris en charge pour le calcul du nombre de postes mis au concours) - **Art. 20** (*modalités d'établissement des listes d'aptitude des concours*) (p. 3434) : son amendement n° 133 : octroi d'une année supplémentaire aux candidats figurant sur les listes d'aptitude ; retiré - **Art. 21** (*formation initiale de certains fonctionnaires de catégorie A*) (p. 3437) : charges du Centre national de la fonction publique territoriale - **Art. 22** (*décharge de fonctions*) (p. 3441) : son amendement rédactionnel n° 134 ; adopté - (p. 3442) : particularité de certains syndicats mixtes - Districts ruraux - Se déclare favorable à l'amendement n° 16 de la commission (réduction à six mois du délai préalable à une décharge de fonctions après la nomination de l'intéressé ou le renouvellement de l'assemblée délibérante) - **Art. 24** (*réintégration après un détachement de longue durée*) (p. 3444, 3445) : au nom de l'association des maires de France, se déclare favorable à l'amendement n° 180 de M. Robert Laucournet (prise en charge du fonctionnaire de catégorie A par le centre de gestion lorsqu'aucun emploi n'est vacant) - **Art. 27** (*reclassement des fonctionnaires privés d'emploi*) (p. 3448, 3450) : ses amendements n° 135 : maintien en surnombre auprès de sa collectivité et sans limitation de durée du fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé sans charge financière pour le CNFPT ou le centre de gestion ; et ses amendements de repli n° 136, n° 137, n° 138 et n° 139 ; retirés - (p. 3456) : sur l'amendement n° 59 du Gouvernement (assimilation à un refus d'offre d'emploi du refus par un fonctionnaire d'une mesure de redéploiement interne liée à une délégation de service), son sous-amendement n° 198 ; retiré - **Après l'art. 27** (p. 3457, 3458) : ses amendements n° 140 et n° 141 : mise à la charge de la collectivité territoriale qui a décidé la suppression d'emploi du paiement du salaire et des charges sociales de l'agent ; retirés - **Après l'art. 46 (par priorité)** (p. 3460) : statut des directeurs des services départementaux et régionaux - Se déclare opposé à l'amendement n° 30 de la commission (assimilation des services accomplis

par voie de détachement dans un emploi équivalent de la fonction publique territoriale à des services effectifs dans le corps d'origine) - **Art. 28** (*contribution financière des collectivités et établissements pour les fonctionnaires privés d'emploi*) (p. 3462) : ses amendements, n° 142 : mesure en faveur des mères de familles s'étant consacrées à l'éducation de leurs enfants et mesures destinées à encourager les collectivités à recruter un agent qui a fait l'objet d'une décharge de fonction ou d'une suppression d'emploi ; retiré ; n° 143 : contribution de la collectivité affiliée qui a décidé de la décharge de fonction ou de la suppression d'emploi ; adopté ; et n° 144 : contribution de la collectivité non affiliée qui a décidé de la décharge de fonction et de la suppression d'emploi ; retiré - (p. 3465) : votera l'article 28 sans enthousiasme - **Art. 31** (*créations d'emplois à temps non complet*) (p. 3467) : son amendement n° 145 : exclusion des communes de moins de deux mille habitants du dispositif ; devenu sans objet - **Après l'art. 31** (p. 3469) : son amendement n° 146 : possibilité donnée au fonctionnaire qui exerce un emploi à temps non complet de travailler le reste du temps dans le secteur privé ; adopté - **Art. 32** (*intégration des agents à temps non complet dans les cadres d'emplois*) (p. 3470) : son amendement de suppression n° 148 ; rejeté - **Après l'art. 41** (p. 3478) : ses amendements, n° 149 et n° 150 de coordination ; adoptés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3483, 3484) : réforme fondamentale - Application du principe de subsidiarité - Recrutement direct des agents de la catégorie C - Incidents de carrière - Le groupe du RPR votera ce texte.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)] - Suite de la discussion** - (6 juillet 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*définition par la loi du « droit à la sécurité »*) (p. 3562) : sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction qui précise le droit à la sécurité et le devoir de l'Etat), son sous-amendement n° 286 ; retiré - **Après l'art. 3** (p. 3580) : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (énumération des missions prioritaires assignées à la police nationale).

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes - Deuxième lecture [n° 580 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3881, 3882) : Association générale des institutions de retraite des cadres, AGIRC ; accord signé sur la réduction des bonifications de pensions servies aux cadres parents de familles nombreuses - Droit des conventions collectives de sécurité sociale - Droit du travail - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la famille - Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire [n° 553 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3885) : place de la famille dans la société - Allocation parentale d'éducation - (p. 3886) : allocation parentale de libre choix ou salaire maternel - Soutient le Gouvernement.

- **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement [n° 462 (93-94)] - Suite de la discussion** - (12 octobre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*principes généraux du droit de l'environnement*) (p. 4173, 4174) : son amendement n° 169 : gestion des espèces animales ; adopté - (p. 4175) : son amendement n° 170 : protection des espèces végétales et animales ; retiré - (p. 4177, 4178) ; son amendement n° 172 : extension du principe « pollueur-payeur » à plusieurs pollueurs ; retiré - (p. 4181) : se déclare favorable à l'amendement n° 79 de M. Jean Faure (équilibre de la population dans les milieux urbains et ruraux) - **Intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> du Titre I<sup>er</sup>** (p. 4182) : son amendement n° 174 : « De la consultation du public et des associations relativement aux décisions d'aménagement » ; retiré - **Art. 2** (*commission nationale du débat public*) (p. 4187 à 4189) : se déclare opposé à l'amendement n° 80 de M. Jean Faure (discussion des objectifs) - (p. 4190) : son amendement n° 175 : consultation des collectivités territoriales ; adopté - (p. 4194) : se déclare favorable à l'amendement n° 22 de la commission (composition de la commission) - **Art. 3** (*réforme des enquêtes publiques*) (p. 4202) : sur l'amendement n° 26 de la commission (organisation des réunions d'information), se déclare favorable au sous-amendement n° 299 du Gouvernement - **Art. 5** (*associations agréées de protection de l'environnement*) (p. 4205) : son amendement n° 176 : protection des espèces animales et végétales ; rejeté -

**Art. 7** (*conseil départemental de l'environnement*) (p. 4211) : commission de la chasse et de la pêche - Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage - (p. 4214, 4215) : sur l'amendement n° 35 de la commission (prérogatives des commissions et nouvelle rédaction de l'article), son sous-amendement n° 179 ; rejeté - Son amendement n° 180 : fédération de la chasse et de la pêche ; devenu sans objet - **Art. 10** (*mesures de sauvegarde*) (p. 4223) : son amendement n° 181 : interdiction de construire et d'implanter des équipements ou une activité ; retiré.

**Suite de la discussion** - (13 octobre 1994) - **Art. 13** (*plans de prévention des risques naturels*) (p. 4248) : ses amendements, n° 182 et n° 183 : délimitation des zones exposées aux risques étendue à toutes les exploitations ; adoptés - **Art. 16** (*modification de l'article 16 et du 1 de l'article 46 de la loi n° 92-3 sur l'eau*) (p. 4255) : se déclare favorable à l'amendement rédactionnel n° 156 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 17** (*diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt*) (p. 4256) : son amendement n° 185 : conseils municipaux associés à l'élaboration des plans de prévention ; retiré - **Art. 19** (*entretien des cours d'eau non domaniaux*) (p. 4278, 4280) : ses amendements n° 186 : respect strict des arbres et des plantations ; retiré ; et n° 187 : période de validité du plan ; adopté - **Après l'art. 21** (p. 4284) : intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (circulation des engins nautiques de loisir non motorisés) - **Art. 22** (*inventaire départemental des espaces et du patrimoine naturels*) (p. 4285) : son amendement n° 188 : participation du conseil général et des communes à l'inventaire départemental ; retiré - **Art. 23** (*rapport d'orientation*) (p. 4289, 4291) : son amendement n° 189 : concertation avec le département et les communes ; devenu sans objet - Sur l'amendement n° 53 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), son sous-amendement n° 322 ; rejeté - **Art. 25** (*inventaire régional du patrimoine paysager*) (p. 4293) : sur l'amendement n° 239 du Gouvernement (rôle de la région dans l'observation et l'inventaire du patrimoine paysager), son sous-amendement n° 190 : inventaire établi par la région en liaison avec les départements ; adopté - **Après l'art. 27** (p. 4302) : intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (recrutement des gardes champêtres intercommunaux) - **Art. 29** (*compétences des départements en matière d'espaces naturels sensibles*) (p. 4303) : modulation de la taxe départementale - (p. 4304) : se déclare opposé à l'amendement n° 104 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis (taxe finançant les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) - **Après l'art. 29** (p. 4305) : son amendement n° 191 : possibilité de moduler le taux de la taxe ; rejeté - **Après l'art. 30** (p. 4307) : son amendement n° 192 : voix délibérative des représentants de la propriété foncière ; rejeté - **Après l'art. 35** (p. 4316) : se déclare favorable à l'amendement n° 246 de M. Claude Belot (création d'une taxe sur le passage des véhicules empruntant le pont reliant les îles au continent) - **Après l'art. 36** (p. 4325) : sur l'amendement n° 241 du Gouvernement (transposition d'une directive européenne sur la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages), soutient le sous-amendement n° 291 de M. Jean-Paul Hugot.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (27 octobre 1994) - **Discussion générale** (p. 4803, 4806) : services publics en milieu rural - Ecoles - Demande le redéploiement de postes d'enseignants vers le secteur rural - Département de l'Oise - Coopération intercommunale - Péréquation financière.

**Suite de la discussion** - (2 novembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4834) : sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction, insistant sur la solidarité nationale, les principes de la décentralisation et la répartition des compétences), son sous-amendement n° 554 ; retiré - (p. 4837, 4838) : ses amendements n° 323 et n° 324 : accès aux services publics ; retirés - **Art. 2** (*schéma national d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4850) : sur l'amendement n° 27 de la commission (modification de la rédaction mettant l'accent sur les grandes infrastructures de transport, les politiques d'éducation, la notion de réseau de ville et les solidarités interdépartementales), son sous-amendement n° 326 ; retiré - **Art. 3** (*Conseil national de l'aménagement et du développe-*

ment du territoire) (p. 4860, 4864) : sur l'amendement n° 28 de la commission (modification des compétences et de la composition), son sous-amendement n° 555 ; retiré.

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1994) - **Art. 6** (*charte régionale et conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire*) - **Art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983** (*charte régionale d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4898) : sur l'amendement n° 43 de la commission (définition et organisation des chartes régionales), son sous-amendement n° 557, soutenu par M. Alain Pluchet ; adopté - **Art. 34 bis de la loi précitée** (*conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire*) (p. 4909) : intervient sur l'amendement n° 171 de M. Gérard César (association des chambres consulaires) - *In fine* (p. 4913) : intervient sur l'amendement n° 307 de M. Félix Leyzour (carte sanitaire) - Services hospitaliers de proximité - (p. 4920) : se déclare favorable à l'amendement n° 367 de M. René Trégouët (schéma régional d'urbanisme commercial) - (p. 4921) : se déclare favorable à l'amendement n° 503 de M. Louis Moinard (bourses nationales d'enseignement secondaire : prise en compte des frais de transport et d'hébergement) - **Après l'art. 7 (par priorité)** (p. 4929, 4932) : sur l'amendement n° 59 de la commission (objectif et contenu du schéma directeur), son sous-amendement n° 560 ; retiré (p. 4938) - (p. 4936) : votera l'amendement n° 59 précité ainsi que le sous-amendement n° 578 du Gouvernement - (p. 4944) : votera l'amendement n° 65 de la commission (crédit d'impôt-recherche) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 4957) : sur l'amendement n° 71 de la commission (révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports), intervient sur le sous-amendement n° 605 de M. Paul Girod - (p. 4960) : sur l'amendement n° 72 de la commission (contenu des schémas directeurs nationaux des transports terrestres), son sous-amendement n° 561 ; retiré - (p. 4964) : sur l'amendement n° 75 de la commission (orientations du schéma national directeur des télécommunications), son sous-amendement n° 562 ; retiré.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5018) : sur l'amendement n° 79 de la commission (notion de pays), se déclare favorable au sous-amendement n° 609 de M. Paul Girod - (p. 5021) : coopération intercommunale - (p. 5025, 5027) : soutient l'amendement n° 143 de M. Charles Descours (contrat de service public entre la région et la SNCF) - (p. 5029) : soutient l'amendement n° 142 de M. Charles Descours (obligation de prendre en compte le transport public dans les documents d'urbanisme) - **Art. 11 bis (par priorité)** (*article L. 571 du code de la santé publique - extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants*) (p. 5039, 5043) : sur l'amendement n° 490 de M. Jean Huchon (carte départementale des officines de pharmacie - à titre transitoire, pouvoir d'autorisation du préfet), soutient le sous-amendement n° 623 de M. Joseph Ostermann (suppression du pouvoir transitoire d'autorisation du préfet) - (p. 5046) : son sous-amendement n° 625 ; retiré - **Art. 8** (*organisation des services déconcentrés de l'Etat*) (p. 5053) : ses amendements n° 329 et n° 330 : réduction des délais ; adoptés - Son amendement n° 331 : rôle d'arbitrage du préfet ; retiré - (p. 5058) : votera l'amendement n° 369 de M. René Trégouët (prise en charge par l'Etat du coût de l'installation de ses services délocalisés) - **Art. 9** (*définition des pays*) (p. 5062) : sur l'amendement n° 83 de la commission (prise en compte des conséquences de la constitution des pays sur l'organisation administrative de l'Etat), son sous-amendement n° 563, soutenu par M. Adrien Gouteyron ; adopté.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 10 bis** (*commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics*) (p. 5078) : son amendement n° 335, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : avis du président du conseil régional ; rejeté - **Art. 11** (*maintien des services publics sur le territoire*) (p. 5083) : sur l'amendement n° 86 de la commission (étude d'impact en cas de réorganisation ou de suppression d'un service public), son sous-amendement n° 565, soutenu par M. Jean-Paul Hammann ; adopté - (p. 5085) : son amendement n° 337, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : consultation des groupements de communes ; adopté - **Après l'art. 11** (p. 5089) : son amendement n° 338, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : modification de l'article 23 de la loi

du 22 juillet 1983, relatif à la répartition des dépenses de fonctionnement des écoles recevant des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune ; retiré.

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Avant l'art. 17** (p. 5178, 5179) : votera l'amendement n° 103 de la commission (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France) - **Art. 17** (*fonds national de développement des entreprises*) (p. 5195) : sur l'amendement n° 106 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 569 ; retiré - Son amendement n° 342 : précision, incluant les entreprises agricoles ; retiré - (p. 5200, 5201) : sur l'amendement n° 106 précité, se déclare opposé au sous-amendement n° 588 du Gouvernement - **Art. 18** (*réduction du champ de l'allègement d'impôt sur les bénéfices en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce*) (p. 5209, 5212) : son amendement n° 343 : référence au schéma régional d'aménagement et de développement ; retiré.

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Art. 19 ter** (*schéma départemental d'urbanisme commercial*) (p. 5259, 5260) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 114 de la commission et favorable à l'amendement n° 426 de M. Paul Girod (conformité des décisions d'autorisation aux orientations du schéma départemental élaboré par le conseil général) - **Après l'art. 19 ter** (p. 5262, 5263) : sur l'amendement n° 116 de la commission (mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavorisées), son sous-amendement n° 572 ; adopté - Soutient le sous-amendement n° 618 de M. Roland du Luat - (p. 5273) : se déclare favorable à l'amendement n° 118 de la commission (répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social) - (p. 5278) : soutient l'amendement n° 538 de M. Jean-Paul Delevoye (modification de l'article 55 du code civil : possibilité de déclaration du lieu de naissance dans la commune de résidence réelle de l'un des parents) - **Avant l'art. 20** (p. 5282) : se déclare opposé à l'amendement n° 420 de M. Claude Estier (institution d'une cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle) - **Art. 20** (*réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière*) (p. 5292) : votera l'amendement n° 122 de la commission (principe et échéancier de la péréquation) - **Après l'art. 20** (p. 5297) : votera l'amendement n° 597 du Gouvernement (dispositions pour 1995 - répartition de taxe professionnelle ; nouvelle définition du potentiel fiscal).

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Après l'art. 7 (suite)** (p. 5381) : sur l'amendement n° 52 de la commission (missions de l'Observatoire national de l'aménagement et du développement du territoire), son sous-amendement n° 558 ; adopté (précédemment réservé, 2 novembre 1994, p. 4865) - **Après l'art. 23 (suite)** (p. 5388) : intervient sur l'amendement n° 219 de M. Christian Poncelet (contrat quinquennal fixant les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité - Deuxième lecture [n° 22 (94-95)]** - **Suite de la discussion** - (10 novembre 1994) - **Art. 9** (*études de sécurité publique préalables à la réalisation de certains équipements collectifs*) (p. 5472) : son amendement n° 22, soutenu par M. Emmanuel Hamel : rôle des collectivités locales dans la définition des zones dans lesquelles l'obligation de gardiennage s'appliquera ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - **Art. 15 (par priorité)** (*repos compensateur*) (p. 5664) : situation des entreprises de moins de dix salariés - **Art. 17 (par priorité)** (*rémunération des salariés à temps partiel*) (p. 5670) : préoccupations des membres de la majorité mises en oeuvre à travers la loi quinquennale.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 5767) : se déclare favorable à l'amendement n° 67 de M. Lucien Neuwirth (obligation de prise en charge de la douleur par les établissements de santé et formation consécutive des médecins) - **Après l'art. 12** (p. 5787) : intervient sur l'amendement n° 63 du Gouvernement (prise en compte de l'ensemble des périodes de chômage entraînant des versements du fonds de solidarité vieillesse aux régimes) - **Après l'art. 13** (p. 5789) : son amendement n° 133 : rétablissement de la

consultation des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale pour l'attribution de l'aide médicale aux bénéficiaires du RMI ; rejeté - (p. 5790) : rôle des centres communaux d'action sociale - Risque de gaspillage des deniers publics en cas de rejet de son amendement n° 133 précité - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 5791) : félicitations aux rapporteurs - Approbation des dispositions proposées par le Gouvernement et renforçant la sécurité sanitaire et la protection sociale - Amélioration du droit du travail - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 6040) : se déclare favorable à l'amendement n° I-79 de M. Michel Souplet (exonération de la TIPP pour les huiles de colza).

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Art. 17** (*extension d'attribution du Fonds de solidarité vieillesse, FSV, au régime des exploitants agricoles et au code des pensions civiles et militaires*) (p. 6138, 6139) : équilibre du FSV - Système des majorations pour enfants.

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur** - (29 novembre 1994) - **Examen des crédits - Art. 59** (*financement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris*) (p. 6392, 6393) : contribution financière de Paris et des départements de la petite couronne aux missions effectuées par les sapeurs-pompiers de Paris - Se déclare favorable à l'amendement n° II-24 du Gouvernement (taux de participation des départements au financement des dépenses de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris pour les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement) et se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° II-13 de M. Camille Cabana, n° II-17 de M. Robert Pagès et n° II-20 de M. Claude Estier.

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6507) : relance de l'activité du bâtiment - (p. 6508) : mesures en faveur de l'accession à la propriété - Réhabilitation - Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS - Prêts locatifs aidés très sociaux - Prêts d'accession à la propriété, PAP - Question des surloyers - (p. 6509) : réhabilitation des logements financés la première fois avec les prêts locatifs aidés - Votera ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 61** (*aide personnalisée au logement*) (p. 6517, 6518) : à titre personnel, se déclare d'accord pour le retrait de l'amendement n° II-26 de M. Josselin de Rohan (allongement à un an du délai de rappel de droit des allocataires de l'aide personnelle qui ont déposé tardivement leur dossier) et favorable à l'amendement rédactionnel n° II-31 du Gouvernement.

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (politique en faveur des personnes âgées) (p. 7106) : éléments chiffrés - Ressources des personnes âgées - Fonds de pension - Caisse nationale d'assurance vieillesse, CNAV - (p. 7107) : Fonds de solidarité vieillesse, FSV - Accueil des personnes âgées : hospice et maintien à domicile - (p. 7108) : expérimentation en matière de dépendance des personnes âgées - Emet un avis favorable à l'adoption de ces crédits.

– **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) **Art. 5** (*coordination*) (p. 7483) : intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (suppression du paragraphe X bis relatif aux zones de montagne) - **Art. 7** (*révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports*) (p. 7499) : intervient sur l'amendement n° 161 de M. Aubert Garcia (remplacement de la distance kilométrique par une durée) - **Art. 7 quaterdecies A** (*établissement d'un schéma de l'organisation sanitaire et sociale*) (p. 7502) : son amendement n° 15 : nouvelle rédaction ; adopté - **Intitulé de la section IV avant l'art. 7 quaterdecies A** : son amendement n° 14 ; « Du schéma d'organisation sanitaire » ; adopté (p. 7503 ; précédemment réservé, p. 7502) - **Art. 9 bis** (*actions correctrices en faveur de certains pays en raison de leur situation géographique*) (p. 7507, 7508) : se déclare favorable à l'amendement n° 33 de

la commission (nouvelle rédaction ; difficultés des zones intermédiaires du territoire) - **Art. 11 quater** (*distribution de gaz*) (p. 7517) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 1 de Mme Hélène Luc et n° 166 de M. Aubert Garcia - **Art. 15** (*fonds d'investissement des transports terrestres - Taxe pour les concessionnaires d'autoroutes et taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés*) (p. 7526) : sur l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture), son sous-amendement n° 78 ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) **Art. 19 quater** (*mesures à mettre en oeuvre dans les zones rurales défavorisées - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7573) : sur l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement de cet article ; espace rural), son sous-amendement n° 80 ; retiré - **Art. 19 sexies** (*répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7597) : intervient sur les amendements identiques n° 59 de la commission et n° 173 de M. Claude Estier (rétablissement de cet article ; diversité de l'habitat) - **Art. 19 septies** (*répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7599, 7600) : se déclare favorable à l'amendement n° 60 de la commission (rétablissement de cet article) - **Avant l'art. 20** (p. 7609, 7610) : se déclare opposé à l'amendement n° 174 de M. Claude Estier (évaluation des immeubles retenue pour la détermination des bases des impôts directs locaux) - **Art. 20 ter** (*fonds national de péréquation*) (p. 7619, 7620) : se déclare favorable à cet article - **Après l'art. 23 bis C** (p. 7625) : son amendement n° 81 : mise en application progressive de la réforme des bases des valeurs locatives ; retiré - **Art. 24 bis** (*dotation de développement rural - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7629) : s'abstiendra sur l'amendement n° 69 de la commission (rétablissement de cet article).

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture [n° 106 (94-95)]** - (16 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7671) ; problèmes de la fonction publique territoriale et réforme proposée - Gestion des incidents de carrière - (p. 7672) : libéralisation de la création des emplois à temps non complet - Régime indemnitaire des emplois fonctionnels - (p. 7673) : assure le Gouvernement de son soutien - **Art. 31 bis** (*cumul d'activités des agents à temps non complet - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7682, 7683) : son amendement n° 1 : rétablissement des dispositions supprimées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction ; retiré - **Aménagement et développement du territoire - Art. 31 ter** (*annualisation du travail à temps non complet*) : votera cet article - Gestion du temps d'une partie du personnel des collectivités locales - **Après l'art. 32** (p. 7684) : son amendement n° 2 ; régime indemnitaire d'un certain nombre de fonctionnaires détachés dans un emploi fonctionnel ; retiré.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*extension d'attributions du Fonds de solidarité vieillesse au régime des exploitants agricoles*) (p. 7727) : son amendement de suppression n° 19 ; retiré - (p. 7730) : préoccupation de l'équilibre du Fonds.

VECTEN (Albert), sénateur de la Marne (UC).

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

#### DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement agricole** - [n° 80 (94-95)] tome 5 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet

1994) - **Discussion générale** (p. 3356) : décentralisation - Crise de la fonction publique territoriale - Parité avec la fonction publique d'Etat et spécificité - Rôle d'administration de proximité - (p. 3357) : concours - Formation initiale d'application - Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT - Centres de gestion - (p. 3358) : partage les vues de la commission des lois et de son rapporteur - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3372) : soutient l'amendement n° 116 de M. Pierre Schiélé (organisation de la représentation des syndicats au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, CSFPT, en fonction des résultats obtenus lors d'un scrutin national) - (p. 3373) : son amendement n° 31 : attribution au CSFPT des moyens financiers et humains nécessaires à l'accomplissement de sa mission ; retiré puis repris par M. René Régnauld sous le même numéro ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*moyens du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*) (p. 3374, 3375) : son amendement de suppression n° 32 ; retiré - **Art. 2** (*composition et fonctionnement du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3376) : son amendement n° 33 : suppression de la disposition réintroduisant des délégués régionaux au sein du conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriale ; devenu sans objet - (p. 3377) : son amendement n° 34, identique à l'amendement n° 1 de la commission (élection du président du conseil d'administration par les représentants des collectivités territoriales) ; rejeté - (p. 3378) : son amendement n° 35 : suppression des dispositions relatives à la présence de représentants de l'Etat lors des séances du conseil d'administration ; adopté - (p. 3380) : se déclare opposé à l'amendement n° 120 de M. Alain Vasselle (composition du collège élisant des représentants des collectivités territoriales) - **Art. 6** (*communication d'actes aux centres de gestion*) (p. 3389) : son amendement n° 36 : suppression de la référence au concours de catégorie D ; retiré - **Art. 7** (*seuil d'affiliation aux centres de gestion*) (p. 3390) : son amendement de suppression n° 37 ; devenu sans objet - **Art. 8** (*compétences des centres de gestion*) (p. 3395) : son amendement n° 38 : suppression de la publicité des créations et vacances d'emploi de catégories A et B, des tableaux d'avancement et listes d'aptitude mise à la charge des centres de gestion ; retiré.

**Suite de la discussion** - (4 juillet 1994) - **Art. 11** (*formation commune de commissions administratives paritaires - listes d'aptitude communes*) (p. 3422) : son amendement rédactionnel n° 39, identique à l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission ; adopté - **Art. 14** (*information des comités techniques paritaires*) (p. 3425) : son amendement n° 40 : traitement des demandes de travail à temps partiel ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 54 du Gouvernement - **Art. 15** (*créations d'emplois*) (p. 3426) : son amendement n° 41 : recrutement des contractuels pour le remplacement d'un agent indisponible en raison d'un congé de maladie, d'un congé de maternité ou d'un congé parental ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 55 du Gouvernement - **Art. 19** (*fixation du nombre de postes ouverts aux concours*) (p. 3431) : son amendement n° 42 : recensement des besoins prévisionnels par les collectivités territoriales et établissements ; adopté - (p. 3432) : intervient sur l'amendement n° 172 de M. Robert Laucournet (déduction du nombre de fonctionnaires pris en charge pour le calcul du nombre de postes mis au concours) - **Art. 20** (*modalités d'établissement des listes d'aptitude des concours*) (p. 3434) : son amendement n° 43 : suppression de la référence au nombre d'agents pris en charge ; retiré - **Art. 21** (*formation initiale de certains fonctionnaires de catégorie A*) (p. 3436) : son amendement de suppression n° 44 ; rejeté - (p. 3437) : indemnisation des candidats formés qui attendent d'être intégrés dans la fonction publique territoriale - (p. 3438) : votera contre l'article 21 - **Art. 24** (*réintégration après un détachement de longue durée*) (p. 3443, 3444) : son amendement n° 45 : notion de « surnombre » et possibilité donnée au fonctionnaire ne souhaitant pas être réintégré et reclassé en « surnombre » pendant un an d'exprimer un choix différent ; retiré au profit de l'amendement n° 180 de M. Robert Laucournet (prise en charge du fonctionnaire de catégorie A par le centre de gestion lorsqu'aucun emploi n'est vacant) - **Art. 27** (*reclassement des fonctionnaires privés d'emploi*) (p. 3448, 3450) : son amendement n° 46 : avis obligatoire du comité technique paritaire avant la suppression d'un emploi et définition de la position hors cadre ; retiré - (p. 3455, 3457) : se déclare favorable à l'amendement n° 59 du Gouvernement (assimilation à

un refus d'offre d'emploi du refus par un fonctionnaire d'une mesure de redéploiement interne liée à une délégation de service) - **Après l'art. 46 (par priorité)** (p. 3459) : statut des directeurs des services des départements et des régions - (p. 3461) : ne votera pas l'amendement n° 30 de la commission (assimilation des services accomplis par voie de détachement dans un emploi équivalent de la fonction publique territoriale à des services effectifs dans le corps d'origine) - (p. 3465) : votera l'article 28 sans enthousiasme - **Avant l'art. 30** : soutient l'amendement n° 117 de M. Pierre Schiélé (modalités de répartition du nombre de postes de permanents syndicaux) - **Art. 31** (*créations d'emplois à temps non complet*) (p. 3469) : se déclare favorable à l'amendement n° 187 de M. Robert Laucournet (création d'un grade à temps non complet) - **Art. 33** (*modalités d'exercice du droit d'option*) (p. 3471) : son amendement n° 47 : adjonction des termes : « dans la limite des emplois vacants » ; retiré au profit de l'amendement identique n° 24 de la commission - **Art. 34** (*droit d'option des agents non titulaires*) (p. 3472) : son amendement n° 48 : introduction de la notion d'emplois vacants ; adopté - **Art. 37** (*obligations relatives à la formation*) (p. 3475) : son amendement n° 49 : absence de pénalisation, pour l'avancement de grade, d'un fonctionnaire qui n'aurait pas pu accomplir ses obligations de formation pour des raisons indépendantes de son fait et tenant à des nécessités de service ; retiré au profit de l'amendement identique n° 26 de la commission - **Art. 40** (*composition du conseil d'orientation du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3477) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 110 de M. Robert Pagès - **Art. 43** (*organisation de concours et de formations communes aux fonctionnaires de l'Etat et aux fonctionnaires territoriaux*) (p. 3480) : ses amendements, n° 50 : organisation par le seul CNFPT de concours communs pour le recrutement simultané de fonctionnaires de l'Etat et de fonctionnaires de certaines collectivités et établissements ; et n° 51 : suppression du mot « aussi » dans la seconde phrase du texte ; adoptés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3485, 3486) : les membres du groupe de l'Union centriste et les sénateurs membres de l'Assemblée des présidents de conseil général voteront ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur la recherche** [n° 1 (94-95)] - (4 octobre 1994) (p. 4014, 4015) : contrôle de l'Etat sur les organismes publics de recherche - Politique agricole commune et recherche de nouveaux créneaux industriels - Aménagement du territoire.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 11** (p. 5779) : soutient l'amendement n° 108 de M. Jean Madelain (possibilité pour les sections locales étudiantes, gestionnaires du régime étudiant de la sécurité sociale, de procéder à l'identification des élèves) - (p. 5783) ; soutient l'amendement n° 107 de M. Jean Madelain (assimilation des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen non membres de la Communauté européenne aux Etats membres de la Communauté européenne en ce qui concerne le droit des institutions de prévoyance) - Son amendement n° 73 : extension à l'enseignement agricole de l'aide à la scolarité servie par les caisses d'allocations familiales ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Agriculture et pêche** - (2 décembre 1994) - Rapporteur pour avis (enseignement agricole) - (p. 6591, 6592) : enseignement public - Enseignement privé - Loi de programmation sur l'éducation - Accepte les crédits de l'enseignement agricole - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 6628) : enseignement agricole public.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale - Deuxième lecture** [n° 106 (94-95)] - (16 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7673, 7674) : composition et fonctionnement du Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT - Rapport de la Cour des comptes - Souhaite une véritable réforme du CNFPT.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994** [n° 132 (94-95)] - (19 décembre 1994) - **Avant l'art. 27** (p. 7765) : son amendement n° 26, soutenu par M. René Ballayer : conditions de maintien de la prestation de RMI ; retiré.

**VEIL (Simone)**, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville.

#### DÉPÔTS

##### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord [n° 344 (93-94)] (13 avril 1994) - Anciens combattants et victimes de guerre.

*Projet de loi* relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)] (11 mai 1994) - Sécurité sociale.

*Projet de loi* portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)] (26 octobre 1994) - Politique économique et sociale.

*Déclaration du Gouvernement* sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale [n° 129 (94-95)] (8 décembre 1994) - Gouvernement (déclarations).

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS

##### Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Paul Girod : **Handicapés (prestations)** (*Allocation compensatrice accordée aux personnes handicapées*) (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1738).

de M. James Bordas : **Sécurité sociale (cotisations)** (*Cotisations de sécurité sociale sur les primes des coureurs cyclistes*) (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1746).

de M. Louis Perrein : **Villes (Politique de la ville)** (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1749).

de M. Charles Descours : **Professions et activités paramédicales (Professions paramédicales)** (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1751).

de M. René-Pierre Signé : **Hôpitaux (Restructuration hospitalière)** (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1753).

de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Hôpitaux (Situation du personnel hospitalier)** (JO Débats du 20 mai 1994) (p. 1755).

de Mme Joëlle Dusseau : **Femmes (Représentation des femmes dans les assemblées élues)** (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4260).

de M. Daniel Goulet : **Sans domicile fixe (Situation des sans-logis à l'approche de l'hiver)** (JO Débats du 18 novembre 1994) (p. 5737).

de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : **Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) (Lutte contre le SIDA)** (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1106).

de M. Jean Chérioux : **Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) (Opération Sidaction)** (JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1114).

de M. Lucien Neuwirth : **Santé publique (Traitement de la douleur)** (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4262).

de M. Jean-Luc Bécart : **Politique sociale (Exclusion, mal-vivre et sans-abri)** (JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4264).

##### Réponses aux questions orales sans débat :

n° 94 de M. Claude Fuzier : **Maisons de retraite et foyers logement (Financement des maisons de retraite dans la Seine-Saint-Denis)** (JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1526).

n° 108 de Mme Hélène Luc : **Aide sociale (Diminution des crédits alloués aux centres d'hébergement et de réadaptation sociale)** (JO Débats du 7 mai 1994) (p. 1527).

n° 135 de M. François Gautier : **Délocalisation (Délocalisations d'organismes nationaux en Seine-Maritime)** (JO Débats du 25 juin 1994) (p. 2977).

n° 136 de M. Paul Loridant : **Nationalité française (Communication aux communes de la liste de leurs administrés ayant acquis la nationalité française)** (JO Débats du 25 juin 1994) (p. 2974).

n° 137 de M. Dominique Leclerc : **Laboratoires (Difficultés de la biologie médicale libérale)** (JO Débats du 25 juin 1994) (p. 2973).

n° 138 de M. Roger Lise : **Services publics (Modification des procédures d'attribution des délégations de service public pour le secteur des transports scolaires)** (JO Débats du 25 juin 1994) (p. 2976).

n° 139 de M. Pierre Louvot : **Aide sociale (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)** (JO Débats du 25 juin 1994) (p. 2972).

n° 164 de M. René-Pierre Signé : **Médecins (Insuffisance du nombre de médecins anesthésistes en France)** (JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5808).

n° 165 de M. Roland Courteau : **Centres d'aide par le travail (CAT) (Difficultés financières des centres d'aide par le travail)** (JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5806).

n° 172 de M. Marcel Bony : **Infirmiers et infirmières (Projets d'arrêtés relatifs au diplôme d'Etat d'infirmier)** (JO Débats du 19 novembre 1994) (p. 5807).

n° 107 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Fonction publique hospitalière (Congés bonifiés des fonctionnaires hospitaliers originaires des départements d'outre-mer)** (JO Débats du 28 mai 1994) (p. 1948).

n° 149 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Santé publique (Politique du Gouvernement en matière de lutte contre le sida)** (JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4997).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 92, 96).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 92) : travaux préliminaires à l'élaboration des projets - (p. 93) : rapport de M. Mattei - Limites aux recherches et aux pratiques médicales nouvelles fixées par la législation - Problème des greffes - Nécessaire séparation entre le prélèvement et la transplantation - Sécurité sanitaire - Liste nationale de priorité - Principe du consentement présumé - Assistance médicale à la procréation - Respect des principes fondamentaux touchant à la personne humaine et à la famille - Caractère exceptionnel de ce texte - (p. 94) : éclatement de la notion de maternité - Interrogation sur la nécessité pour le Parlement de légiférer sur la fécondation *in vitro* - Cas de la fécondation *in vitro* impliquant un tiers donneur - Avec la reconnaissance de la fécondation *in vitro*, possibilité pour un couple stérile de choisir entre l'adoption et l'assistance médicale à la procréation - (p. 95) : conservation des embryons - Responsabilités du couple à l'égard des embryons conçus *in vitro* - Frontière entre impératif médical et convenance personnelle - Don d'embryons humains - (p. 96) : consentement du couple donneur et du couple receveur - Intervention d'une autorisation judiciaire - Recherche - Diagnostic prénatal et diagnostic préimplantatoire - Cadre juridique apporté par les textes examinés.

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)]** - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) - Voir intervention sous le projet de loi n° 67 (p. 92, 96).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)]** - Suite de la discussion - (14 janvier

1994) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 68 (92-93)) (p. 152) : remerciements pour la tenue du débat - Influence de toute législation nationale sur celles d'autres pays - (p. 153) : nécessité de prudence et de vigilance de la part des responsables politiques - Négation de la remise en cause de la loi de 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse - Nécessité d'établir des règles pour la poursuite du développement scientifique - Hommage aux chercheurs et aux médecins - Rôle des centres d'études et de conservation du sperme, CECOS - (p. 154) : objectifs de protection de l'enfant et de protection des générations futures - Modalités de recours à l'assistance médicale à la procréation - Intervention d'une autorisation judiciaire afin d'encadrer le don et l'accueil d'embryons - (p. 155) : indispensable fermeté face aux manipulations génétiques et à l'eugénisme - Enrichissement de la loi de 1992 - Problème de la conservation d'embryons congelés - Procédure de l'accueil d'embryon - Contribution de la sécurité sociale à la lutte contre la stérilité - Volonté de trouver des solutions acceptables aux questions soulevées.

- **Projet de loi relatif au corps humain [n° 66 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 67 (92-93) et n° 68 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 152, 156).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [n° 68 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 janvier 1994) - **Discussion générale (suite)** (commune avec celle des projets de loi n° 66 (92-93) et n° 67 (92-93)) : voir intervention sous le projet de loi n° 67 (92-93) (p. 152, 156).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [n° 67 (92-93)] - Suite de la discussion** - (17 janvier 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> A (Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé)** (p. 167, 168) : importance du rôle du Comité - (p. 171) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 28 de la commission - **Art. 1<sup>er</sup> (modification de l'intitulé du livre VI du code de la santé publique)** (p. 175) : engagement du Gouvernement à examiner la proposition de loi destinée à compléter la loi de 1988 déposée par MM. Claude Huriet et Franck Sérusclat - **Art. 3 (principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain)** - **Art. L. 666-1 du code de la santé publique (application des principes généraux du code civil relatifs au respect du corps humain)** (p. 178) : sur l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission, s'oppose aux sous-amendements n° 195 de M. Franck Sérusclat et n° 262 de M. Alain Vasselle - Portée du terme « cession » et du terme « don » - **Art. L. 666-2 du code précité (principe de consentement)** (p. 180) : accepte l'amendement rédactionnel n° 33 de la commission et, sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 196 de M. Franck Sérusclat et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 168 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. L. 666-3 du code précité (interdiction de la publicité)** (p. 181) : portée juridique différente des termes « prélèvement » et « don » - **Art. 4 (prélèvement et transplantation d'organes)** - **Art. L. 667-9 du code précité (séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort et le prélèvement ou la transplantation)** (p. 198) : difficultés de dissocier le médecin effectuant le prélèvement de celui réalisant la transplantation - Accepte l'amendement n° 48 de la commission (dissociation entre le médecin qui constate la mort, celui qui opère le prélèvement et celui qui effectue la transplantation) sous réserve de l'adoption de ses sous-amendements n° 259 : distinction entre le médecin qui constate la mort et celui qui effectue le prélèvement ; et n° 268 : impossibilité pour le même médecin d'effectuer le prélèvement et la transplantation ; adoptés - (p. 200) : nécessaire distinction entre la personne qui constate la mort et celle qui décide d'une transplantation - (p. 201) : souci de faciliter les dons et greffes d'organes - Confiance nécessaire entre les familles et les équipes médicales - Possibilité pour la même équipe médicale de procéder au prélèvement et à la transplantation - (p. 203,

204) : nécessité de rechercher un maximum d'organes susceptibles d'être transplantés - Absence de but lucratif pour la réalisation de transplantations - Garanties analogues pour tous les établissements - **Art. L. 667-13 du code précité (conditions techniques, sanitaires et médicales de l'autorisation d'effectuer des prélèvements d'organes)** (p. 205) : son amendement n° 270 : conditions devant être remplies par les établissements de santé pour procéder à des prélèvements ; adopté - **Art. 5 (dispositions relatives aux tissus et organes)** - **Art. L. 668-10 du code précité (autorisation des activités de transformation ou de conservation de tissus)** (p. 212) : son amendement n° 6 : ouverture au secteur privé à titre exceptionnel de la possibilité de développer des activités nouvelles exigeant des investissements importants ; adopté - Mise en oeuvre de technologies de type industriel - Industrie pharmaceutique - Nécessaire garantie de la sécurité sanitaire - Respect des principes éthiques - (p. 213) : sur son amendement précité, s'oppose au sous-amendement n° 264 de M. Alain Vasselle - **Art. L. 668-12 du code précité (régime d'autorisation des établissements effectuant des greffes de tissus et de cellules)** (p. 216) : intervient sur l'amendement n° 131 de la commission des affaires culturelles saisi pour avis (possibilité de greffer des tissus à des fins thérapeutiques limitée aux établissements de santé) .

**Suite de la discussion** - (18 janvier 1994) - **Art. 8 (dispositions communes)** (p. 231, 232) : convergence des intervenants sur les points essentiels et souci de trouver des solutions d'équilibre - Responsabilités du législateur - Distinction entre le zygote et l'embryon - (p. 233) : importance du changement de terminologie - **Art. L. 671-1 du code précité (définition de la procréation médicalement assistée)** (p. 235) : accepte l'amendement de précision n° 69 de la commission et, sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 189 de M. Bernard Seillier (arrêt du recours à la fécondation *in vitro*) - **Art. L. 671-2 du code précité (finalité de la procréation médicalement assistée)** (p. 239) : accepte l'amendement n° 70 de la commission (substitution de la notion d'assistance médicale à la procréation à la notion de procréation médicalement assistée - suppression de la référence à un « projet parental » - référence au critère de stabilité du couple) - (p. 240) : s'oppose aux amendements n° 177 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (modalités d'autorisation d'implantation d'embryons en cas de décès brutal du conjoint) et n° 218 (distinction entre deux motifs de recours à la procréation médicalement assistée), n° 228 (distinction entre l'« embryon » et le « zygote ») et n° 219 (détermination des conditions d'application de l'article par un décret en Conseil d'Etat) de M. Franck Sérusclat - (p. 247) : dans le cadre de l'assistance médicale à la procréation, distinction entre le recours à un tiers donneur et l'absence de recours - Transmission de maladies graves - **Art. L. 671-2 bis du code précité (conception *in vitro*)** (p. 251) : nécessité d'éviter les pratiques médicales contraires à l'éthique - Taux limité de réussite de la fécondation *in vitro* - Accepte l'amendement n° 71 de la commission (cadre et finalité de la conception d'embryon *in vitro*), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 271 : suppression de l'engagement de cinq ans des couples les conduisant à accepter l'implantation de tous les embryons conservés ; adopté - Sur l'amendement de la commission n° 71 précité, s'oppose au sous-amendement n° 233 de M. Bernard Seillier (interdiction de la congélation d'embryons) - **Après l'art. L. 671-2 bis du code précité** (p. 258) : son amendement n° 272 : possibilité pour un couple de consentir, à titre exceptionnel, à l'accueil des embryons conservés par un autre couple ; adopté - (p. 259) : nécessité de garanties dans le domaine de l'assistance médicale à la procréation - Accepte l'amendement n° 73 de la commission (procédure d'accueil d'embryons), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 273 : garanties apportées à l'amendement n° 73 précité ; adopté - (p. 260) : sur l'amendement de la commission n° 73, précité, s'oppose au sous-amendement n° 190 de M. Bernard Seillier (procédure d'adoption préalable au recours à la procréation médicalement assistée) - Différences importantes entre la démarche de l'assistance médicale à la procréation et celle de l'adoption - (p. 261) : précision des modalités judiciaires lors de l'examen du projet de loi n° 66 - **Avant l'art. L. 671-2 ter du code précité** (p. 262) : accepte l'amendement n° 74 de la commission (assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) - **Art. L. 671-2 ter du code précité (interdiction de l'utilisation commerciale et industrielle de l'embryon)** (p. 263) : accepte l'amendement n° 75 de la

commission (impossibilité d'utiliser ou de concevoir un embryon à des fins industrielles ou commerciales).

**Suite de la discussion** <sup>1</sup> (19 janvier 1994) - **Art. 9** (*don de gamètes*) (p. 290) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 191 de M. Bernard Seillier - Sur l'amendement n° 81 de la commission qu'elle accepte (insertion des dispositions relatives au don de gamètes dans le livre VI du code de la santé publique, consacré au don et à l'utilisation des organes, tissus et cellules du corps humain), s'oppose au sous-amendement n° 269 de M. Alain Vasselle (définition des couples) - Sur les amendements de M. Franck Sérusclat, accepte le n° 232 (accès à des données génétiques, sans lever l'anonymat) et s'oppose au n° 200 (transmission d'informations génétiques concernant le donneur) - (p. 293, 294) : souci de développer l'adoption en facilitant la procédure d'abandon - (p. 295) : absence de parallèle entre la situation du couple receveur et celle du couple donneur - **Art. 10 bis** (*diagnostic prénatal*) (p. 312) : intérêt de conserver les registres proposés par l'amendement n° 242 de M. Franck Sérusclat (évaluation a posteriori de l'activité médicale par la tenue des registres dans le domaine du diagnostic prénatal) - (p. 313) : importance de l'interdiction du diagnostic prénatal - **Art. 12** (*sanctions administratives et pénales relatives à l'utilisation des organes, tissus et produits du corps humain*) - **Art. L. 681-7 du code précité** (*sanctions pénales*) (p. 317) : accepte l'amendement de coordination n° 104 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 155 de M. Alain Vasselle (augmentation des peines) - **Art. 13** (*sanctions administratives et pénales relatives à la procréation médicalement assistée*) - **Art. L. 682-4 du code précité** (*sanctions en cas de divulgation d'information levant l'anonymat du donneur et du receveur*) (p. 323) : nécessité d'une harmonisation des sanctions pénales introduites dans le code de la santé publique avec l'ensemble du code pénal - **Art. L. 682-5 du code précité** (*sanctions en matière de don de gamètes effectué sans procéder au test de dépistage des maladies transmissibles et génétiques*) : accepte l'amendement de suppression n° 116 de la commission - **Art. L. 682-6 du code précité** (*sanctions en cas de pratique d'activités d'assistance médicale à la procréation à des fins autres que celles de remédier à la stérilité d'un couple*) (p. 324) : accepte l'amendement n° 117 de la commission (renforcement des sanctions) - **Art. L. 682-7 du code précité** (*sanction en cas d'insémination par sperme frais*) : son amendement n° 25 : sanctions en cas de conception *in vitro* et d'utilisation d'embryons à des fins commerciales ou industrielles ; adopté après modification par le sous-amendement n° 250 de M. Franck Sérusclat pour lequel elle s'en remet à la sagesse du Sénat - **Art. L. 682-7 bis du code précité** (*sanction en matière d'interruption volontaire de grossesse*) : accepte l'amendement de suppression n° 119 de la commission - **Art. L. 682-8 du code précité** (*sanction en cas d'exercice d'activités d'assistance médicale à la procréation sans octroi préalable d'une autorisation*) : accepte l'amendement de suppression n° 120 de la commission - **Art. L. 682-9 du code précité** (*peine complémentaire d'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou sociale*) (p. 326) : accepte l'amendement de suppression n° 121 de la commission - **Paragraphe additionnel** : accepte l'amendement n° 122 de la commission (sanction pour les auteurs des infractions relatives à la recherche sur l'embryon et au diagnostic prénatal) - **Art. 14** (*dispositions transitoires*) (p. 327) : accepte l'amendement de conséquence n° 123 de la commission - **Art. 16** (*évaluation de la loi et nouvel examen par le Parlement*) (p. 328) : s'oppose à l'amendement n° 180 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis (révision de la loi dans un délai de deux ans) et accepte l'amendement de précision n° 124 de la commission - **Intitulé du projet de loi** (p. 329) : accepte l'amendement n° 125 de la commission (nouvel intitulé : « projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal ») - **Sur l'ensemble** (p. 335, 336) : intensité du débat - Travail du législateur et progrès de la science - Supériorité du débat sur les positions politiques - Facilité de la théorie distinguant le zygote de l'embryon - Souci de tolérance.

**Deuxième lecture** [n° 354 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 355 (93-94) et n° 356 (93-94)) (p. 1584, 1586) ; orientations du Sénat acceptées par l'Assemblée nationale - Éthique et droit - Registre national des refus - Autopsie médicale - Intérêt de légiférer - Primauté de l'éthique sur la technique - (p. 1607,

1608) : recherche d'accord entre les deux assemblées - Souhaite un large consensus - **Avant l'art. 1<sup>er</sup> A** (p. 1609) : s'oppose à l'amendement n° 81 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis (soustraction de l'ensemble des actes énumérés dans le projet de loi à toute finalité lucrative et à toute pratique eugénique) - **Art. 3** - **Art. L. 665-12 du code de la santé publique** (*interdiction de publicité*) (p. 1610) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 66 de M. Franck Sérusclat (suppression de l'interdiction de publicité au profit d'un établissement ou organisme déterminé) - (p. 1611) : accepte l'amendement n° 82 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis (modalités de l'information du public en faveur du don de parties et de produits du corps humain) - **Art. L. 665-13 du code précité** (*principe de gratuité du don*) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (substitution à la notion d'avantage pécuniaire de celle de paiement) - **Art. 4** - **Art. L. 671-7 du code précité** (*conditions des prélèvements post-mortem*) (p. 1614) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (suppression des dispositions instituant un registre recensant les refus de prélèvement d'organes) - (p. 1616) : importance des garanties sur le texte relatif à l'établissement français des greffes - Publication rapide des décrets d'application - (p. 1617) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Alain Vasselle (recueil impératif par le médecin du témoignage de la famille sur la volonté du défunt) - (p. 1618) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (suppression de la référence aux proches).

- **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** - **Deuxième lecture** [n° 355 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 356 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (93-94) (p. 1584, 1586 ; 1607, 1609).

- **Projet de loi relatif au corps humain** - **Deuxième lecture** [n° 356 (93-94)] - (17 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des projets de loi n° 354 (93-94) et n° 355 (93-94)) - Voir son intervention sous le projet de loi n° 354 (p. 1584, 1586 ; 1607, 1609).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé** - **Deuxième lecture** [n° 354 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 mai 1994) - **Art. 5** (p. 1633) : laboratoires de dermatocosmétique - **Art. L. 672-4 du code précité** (*conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant*) (p. 1634) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Jean Bernard (possibilité pour les personnes victimes d'un viol de demander à l'autorité judiciaire la réalisation d'un test de l'immunodéficience humaine sur le violeur) - **Art. L. 672-6 du code précité** (*conditions des prélèvements post-mortem des tissus et produits*) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (suppression de la référence à l'article L. 665-15) - **Art. L. 672-7 du code précité** (*autorisation des établissements effectuant des prélèvements de tissus et cellules du corps humain*) (p. 1635) : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - **Art. L. 672-8 du code précité** (*interdiction de la rémunération à l'acte*) (p. 1636) : accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission - **Art. L. 672-10 du code précité** (*autorisation des activités de transformation ou de conservation de tissus*) : demande le retrait de l'amendement n° 86 de M. Claude Huriet (coopération entre structures publiques et privées) - **Après l'art. L. 672-10 du code précité** (p. 1637) : s'oppose à l'amendement n° 105 de la commission (produits cellulaires) - **Art. 5 bis A** (*produits cellulaires*) (p. 1638) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 106 de la commission - Son amendement rédactionnel n° 92 ; devenu sans objet - **Après l'art. 5 bis** : son amendement n° 58 ; identification au sein des produits sanguins labiles des catégories de cellules utilisées - établissements pouvant préparer ces produits ; adopté après modification par le sous-amendement n° 110 de la commission (catégorie autonome de produits sanguins pour certaines cellules souches), qu'elle accepte - **Art. 8** (*assistance médicale à la procréation*) - **Art. L. 152-1 du code précité** (*définition de l'assistance médicale à la procréation*) (p. 1640) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 87 de M. Claude Huriet (retour au texte adopté par le Sénat



en première lecture) - *Art. L. 152-2 du code précité (finalité de l'assistance médicale à la procréation)* (p. 1641) : sur les amendements de M. Franck Sérusclat, s'oppose au n° 70 (remplacement des mots : « à la demande parentale » par les mots : « au projet parental ») et accepte le n° 71 (remplacement du mot : « constaté » par le mot : « diagnostiqué ») - Accepte l'amendement n° 13 de la commission (retour à la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture relative à la stabilité du couple et à l'âge de ses membres) - *Art. L. 152-3 du code précité (conception in vitro)* (p. 1644) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 14 (rétablissement de la disposition affirmant le principe de l'implantation dans les huit jours) et n° 15 (justification de la conservation des embryons par des raisons médicales) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 16 (suppression de la disposition autorisant l'arrêt de la conservation des embryons), n° 17 (suppression de la disposition prévoyant la consultation annuelle des parents sur le maintien de la demande de conservation) et n° 18 (suppression de la disposition limitant à cinq ans la durée de conservation), puis accepte ces deux derniers - (p. 1645) : risques thérapeutiques liés aux technologies modernes - Conservation des embryons la plus courte possible - Demande parentale - (p. 1647) : équilibre entre les progrès et les risques - Accepte les amendements n° 17 (suppression de la disposition prévoyant la consultation annuelle des parents sur le maintien de la demande de conservation) et n° 18 (suppression de la disposition limitant à cinq ans la durée de conservation) de la commission - *Art. L. 152-4 du code précité (procédure d'accueil d'embryons)* (p. 1653) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Franck Sérusclat (suppression du premier alinéa relatif à la procédure d'accueil de l'embryon) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de la commission (retour au texte adopté par le Sénat en première lecture) - *Art. L. 152-5 du code précité (procédure d'accueil de l'embryon)* (p. 1655) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Franck Sérusclat (suppression des mots : « sans recours à un tiers donneur ») - (p. 1656) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Franck Sérusclat (conditions dans lesquelles un couple peut décider de consentir au don d'embryon) - (p. 1657) : intervention exceptionnelle de l'autorité judiciaire - (p. 1658) : accepte l'amendement de conséquence n° 20 de la commission - *Art. L. 152-10 du code précité (information des couples)* (p. 1663) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 22 de la commission (définition des modalités d'expression du consentement devant le juge ou devant le notaire par le code civil) et sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 109 de M. Franck Sérusclat (appel au juge aux affaires familiales plutôt qu'au juge ou au notaire) - *Art. 8 bis (sort des embryons non implantés)* (p. 1664) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 78 de M. Franck Sérusclat et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 23 de la commission (retour au texte adopté par le Sénat en première lecture) - *Art. 9 - Art. L. 673-5 du code précité (statut des établissements pratiquant le recueil, le traitement, la conservation et la cession des gamètes)* (p. 1666) : son amendement n° 59 : exercice des activités prévues par l'article par les seuls établissements de santé publics et privés à but non lucratif ; adopté - *Art. 10 (autorisation des activités d'assistance médicale à la procréation)* - *Art. L. 184-5 du code précité (secret professionnel)* (p. 1667) : accepte l'amendement n° 96 de la commission (correction d'une référence à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal) - *Art. 10 bis* : son amendement n° 60 : possibilité pour les établissements privés à but non lucratif de constituer des centres de diagnostic prénatal pluridisciplinaires ; adopté - *Art. 10 ter (interruption de grossesse pour des raisons médicales)* (p. 1668) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 24 de la commission - *Art. 10 quater (diagnostic préimplantatoire)* (p. 1671) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (encadrement des conditions d'autorisation du diagnostic préimplantatoire) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement de précision n° 104 ; retiré - S'oppose à l'amendement n° 79 de M. Franck Sérusclat (délai de réflexion en matière de diagnostic préimplantatoire) - (p. 1673) : sur l'amendement n° 25 précité de la commission, accepte le sous-amendement n° 107 de M. Claude Huriet (précision de l'objet du diagnostic préimplantatoire) - *Art. 12 - Art. L. 674-2 à L. 674-7 du code précité (sanctions pénales)* (p. 1676) : accepte les amendements de la commission, n° 26 à n° 30 (articulation entre les sanctions prévues à l'article 12 et celles transcrites dans le code pénal) et le n° 31 rédactionnel -

*Art. 12 ter (sanctions applicables en cas de méconnaissance des dispositions relatives au don et à l'utilisation des gamètes)* - *Art. L. 675-9 du code précité (sanctions en cas de recueil ou de prélèvement des gamètes sur une personne vivante)* (p. 1678) : accepte l'amendement n° 33 de la commission (même objet que l'amendement n° 26 de la commission à l'article 12) - *Art. 675-10 du code précité (sanctions en cas d'obtention de gamètes contre un avantage pécuniaire ou en nature)* : accepte l'amendement n° 34 de la commission (même objet que l'amendement n° 26 de la commission à l'article 12) - Sur celui-ci son sous-amendement n° 108 : sanctions pénales ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 35 de la commission - *Art. L. 675-12 du code précité (sanctions en cas de recueil ou de prélèvement de gamètes sur une personne vivante en vue d'une assistance médicale à la procréation sans procéder au test de dépistage des maladies transmissibles)* : accepte l'amendement n° 97 de la commission (même objet que l'amendement n° 26 de la commission à l'article 12) - *Art. L. 675-14 du code précité (sanctions en cas de subordination du bénéficiaire d'un don de gamètes à la désignation d'une personne ayant accepté de procéder à ce don en faveur d'un couple tiers)* (p. 1679) : accepte les amendements rédactionnels n° 36 et n° 37 de la commission - *Art. L. 675-15 du code précité (peines complémentaires d'interdiction)* : accepte l'amendement n° 98 de la commission (même objet que l'amendement n° 26 de la commission à l'article 12) - *Art. L. 675-16 du code précité (sanctions en cas d'activité et d'assistance médicale à la procréation sans autorisation)* : accepte l'amendement n° 38 de la commission (répression du délit de violation des prescriptions de l'autorisation), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement de précision n° 94 ; adopté - *Après l'art. L. 675-17 du code précité* (p. 1680) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (renvoi au code pénal) - *Art. 13 - Art. L. 184-7 du code précité (sanction en cas d'assistance médicale à la procréation sans octroi préalable d'autorisation)* (p. 1681) : accepte les amendements rédactionnels n° 40 et n° 41 de la commission - *Art. L. 152-11 du code précité (sanction concernant la procédure d'accueil)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 42 de la commission - *Art. L. 152-12 du code précité (sanctions applicables en cas d'obtention d'embryons contre paiement)* : accepte les amendements n° 43 (référence au code pénal) et n° 44 (remplacement des mots : « avantages pécuniaires et en nature », par les mots : « quelle qu'en soit la forme ») de la commission - *Art. L. 152-14 du code précité (sanction en cas d'assistance médicale à la procréation à des fins autres que celle de remédier à la stérilité d'un couple)* (p. 1682) : accepte les amendements rédactionnels n° 45 et n° 46 de la commission - *Art. L. 152-15 du code précité (sanction en cas d'insémination par sperme frais)* : accepte l'amendement n° 99 de la commission, sur le même objet que l'amendement n° 26 précité à l'article 12 - *Art. L. 152-16 du code précité (sanction en cas de transfert d'embryon sans avoir pris connaissance des résultats des tests de dépistage des maladies infectieuses)* : accepte l'amendement rédactionnel n° 47 de la commission - *Art. L. 152-17 du code précité (sanction en cas d'expérimentation sur l'embryon)* : accepte l'amendement n° 48 de la commission (montant de la sanction) - *Art. L. 152-18 du code précité (sanction en cas de conception in vitro d'embryon à des fins d'expérimentation)* (p. 1683) : accepte les amendements de la commission n° 100, sur le même objet que l'amendement n° 26 précité à l'article 12, et n° 101, rédactionnel - *Après l'art. L. 152-18 du code précité* (p. 1683) : s'oppose à l'amendement n° 49 de la commission (sanction en cas de publication d'un article relatant une expérience en violation des dispositions légales), et sur celui-ci au sous-amendement de précision n° 103 de M. Franck Sérusclat - (p. 1685) : difficulté à établir l'infraction - Accepte l'amendement n° 50 de la commission (sanction pour les tentatives de délit) - *Art. L. 162-17 du code précité (sanction en cas de diagnostic prénatal sans autorisation)* (p. 1686) : accepte l'amendement n° 51 de la commission (erreur matérielle - suppression du délit de violation des prescriptions d'autorisation) - *Art. L. 162-18 du code précité (sanction en cas de méconnaissance des dispositions de l'article relatif au diagnostic préimplantatoire)* : accepte l'amendement n° 54 de la commission (renforcement des peines) - *Art. L. 162-20 du code précité (peine complémentaire d'interdiction)* : accepte l'amendement n° 102 de la commission, sur le même objet que l'amendement n° 26 précité à l'article 12 - *Art. 17 (médecine prédictive)* (p. 1687) :

accepte l'amendement n° 55 de la commission (suppression des deux exceptions au principe du consentement prévues par l'Assemblée nationale et transcription dans le code de la santé publique de certaines dispositions figurant dans le projet de loi relatif au respect du corps humain) - **Art. 18** (*comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé*) (p. 1688) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 90 de M. Claude Huriet - Son amendement n° 93 : modification de la composition du comité ; devenu sans objet - **Après l'art. 18** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 95 de la commission (modification des dispositions des codes entraînée par les modifications apportées aux dispositions du code de la santé publique) - **Sur l'ensemble** (p. 1694, 1695) : hommage à la Haute assemblée - Remerciements au rapporteur - Importance du travail accompli - Souhait d'une solution de compromis lors de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale [n° 417 (93-94)]** - (8 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2269) : fondements de la sécurité sociale - Situation actuelle - (p. 2270) : objectif de stabilisation du déficit du régime général en 1994 - Réforme de l'organisation de la sécurité sociale - Relations entre le budget de l'Etat et le régime général - Compensation des mesures générales d'exonération de cotisations - Contrôle des cotisations de l'Etat - Autonomie financière des quatre branches du régime général - Gestion commune de la trésorerie - (p. 2271) : organisme de décision spécifique pour la branche des accidents du travail - Relations entre la tutelle *a priori* de l'Etat et les caisses de sécurité sociale - Relations entre le Gouvernement et le Parlement - Organisation d'un débat annuel devant le Parlement - (p. 2272, 2273) : rapport annuel du Gouvernement - Vote à l'issue d'un débat lors de la session d'automne - Convention entre les caisses et les représentants des masseurs-kinésithérapeutes - Organisation du recouvrement - Droits d'affiliation - Zones rurales - Dépendance des personnes âgées - Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel, COTOREP - Allocation compensatrice - (p. 2297, 2298) : différents travaux sur l'assurance maladie - Rôle du Parlement - (p. 2299, 2300) : autonomie financière des différentes branches - Contrôle par l'URSSAF des cotisations des employeurs - Convention entre l'Etat et la profession de masseur-kinésithérapeute - Dispositifs expérimentaux sur la dépendance des personnes âgées - Allocation compensatrice - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2303) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Question préalable** (p. 2307) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Directives européennes - **Renvoi à la commission** (p. 2311, 2312) : s'oppose à la motion n° 52 de M. Charles Metzinger, tendant au renvoi à la commission - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2312, 2317) : s'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 70 (abrogation de la loi du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale), n° 71 (abrogation du forfait hospitalier), n° 72 (réajustement des cotisations patronales), n° 73 (taxation des revenus financiers provenant de titres émis en France), n° 74 (réduction de la cotisation des salariés), n° 75 (constitution d'un fonds de garantie alimenté par une cotisation patronale) et n° 76 (abrogation de la contribution sociale généralisée, CSG) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*unité du régime général et obligation d'équilibre financier des branches qui le composent*) (p. 2320, 2323) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 54 de M. Charles Metzinger et n° 77 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Accepte les amendements de la commission, n° 3 (collecte des ressources du régime général) et n° 4 (obligation d'équilibre financier des branches) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 89 de M. Alain Vasselle - **Art. 2** (*individualisation du suivi de la trésorerie des branches de la sécurité sociale*) (p. 2325, 2326) : notion de compensation - (p. 2326, 2328) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 55 de M. Charles Metzinger, et n° 78 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Accepte les amendements de la commission, n° 5 rédactionnel, n° 6 (rôle de l'ACOSS dans le suivi de la trésorerie de chaque branche) et n° 7 (maintien de l'article L. 251-6 du code de la sécurité sociale relatif à l'assurance veuvage) - **Art. 3** (*répartition entre les branches des intérêts financiers résultant de la gestion commune de trésorerie*) (p. 2329) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 56 de M. Charles Metzinger et n° 79 de Mme

Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 4** (*mise à l'équilibre des fonds de roulement des branches du régime général*) (p. 2330) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 57 de M. Charles Metzinger et n° 80 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et accepte l'amendement n° 43 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 4** (p. 2331) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Alain Vasselle (principe de non-compensation du déficit d'une des branches du régime général par les excédents de régimes spéciaux) - **Art. 5** (*compensation par le budget de l'Etat de certaines mesures d'exonération des cotisations sociales*) (p. 2332, 2333) : s'oppose aux amendements, n° 81 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, et n° 91 de M. Alain Vasselle (insertion du mot « exclusivement » après les termes « régimes concernés ») - Accepte les amendements de la commission, n° 8 et n° 9 rédactionnels, et n° 10 (maintien des compensations données au titre d'exonérations anciennes), ainsi que l'amendement n° 44 de la commission saisie pour avis (accord de la compensation pendant toute la durée de la mesure d'exonération) - **Art. 6** (*renforcement du contrôle des cotisants ayant statut de droit public*) (p. 2336, 2337) : accepte les amendements de la commission, n° 11, n° 12 et n° 13 rédactionnels - Sur les amendements de M. Jean-Paul Hammann, accepte le n° 64 de rectification, s'oppose au n° 65 (possibilité pour les agents des caisses de mutualité sociale agricole de conserver l'original du procès-verbal dressé à la suite d'une infraction) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 66 (régime agricole) et n° 67 de coordination - **Art. 7** (*consultation des caisses nationales*) : accepte les amendements rédactionnels de la commission, n° 14 et n° 15 - **Art. 8** (*élargissement des compétences de la Caisse nationale de l'assurance maladie en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles*) (p. 2339) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 58 de M. Charles Metzinger et n° 82 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 9** (*réforme de la gestion de la branche des accidents du travail*) (p. 2340, 2341) : accepte les amendements de la commission, n° 16 de précision et n° 17 de conséquence, ainsi que l'amendement de précision n° 104 de M. Claude Huriet - S'oppose aux amendements, n° 83 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 59 de M. Charles Metzinger (nouvelle rédaction) - **Art. 10** (*détermination du taux des cotisations pour l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles*) (p. 2341) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 60 de M. Charles Metzinger et n° 84 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 10** (p. 2342) : accepte les amendements de la commission, n° 18 de conséquence et n° 53, également déposé au nom de M. Jean-Pierre Cantegrit (caisse de sécurité sociale des Français de l'étranger) - **Avant l'art. 11** (p. 2343) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 47 de la commission saisie pour avis (rapport annuel établi par la Cour des comptes et transmis au Parlement sur les comptes de l'ensemble des organismes de sécurité sociale) - **Art. 11** (*organisation d'un débat annuel, suivi d'un vote, sur le régime obligatoire de base de sécurité sociale*) (p. 2345, 2346) : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission (nature de l'intervention du Parlement) - (p. 2347, 2348) : s'oppose aux amendements, n° 94 de M. Alain Vasselle (avis du Parlement sur l'équilibre général de la sécurité sociale) et n° 61 et de M. Charles Metzinger (suppression du cinquième alinéa du texte présenté par le paragraphe I qui lie l'objectif prévisionnel d'évolution des dépenses prises en charge par la sécurité sociale aux prévisions de la croissance économique) - Sur l'amendement de la commission n° 20, qu'elle accepte (prévisions d'évolution des dépenses prises en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale), s'oppose aux sous-amendements de M. Alain Vasselle, n° 92 et n° 93 - (p. 2349, 2350) : accepte l'amendement n° 62 de M. Charles Metzinger (remplacement du mot : « définit » par le mot : « présente ») - Sur l'amendement n° 21 de la commission, qu'elle accepte (amélioration de l'information du Parlement), accepte le sous-amendement n° 46 de la commission saisie pour avis - Accepte l'amendement de conséquence n° 22 de la commission - **Art. 12** (*Commission des comptes de la sécurité sociale*) (p. 2351) : sur les amendements de la commission saisie pour avis, demande le retrait du n° 48 (présentation des comptes à compter de l'exercice 1996) et s'oppose au n° 49 (appréciation pour chaque branche de la part non contributive de ses dépenses) - (p. 2352) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (présence au sein de la Commission des comptes

des organismes mutualistes des professions et établissements de santé ainsi que des personnalités qualifiées) - Sur les amendements de la commission saisie pour avis, s'oppose au n° 50 (assistance d'un secrétaire général permanent qui assure l'organisation des travaux de la commission) et accepte le n° 51 (prévision de deux réunions chaque année) - **Art. 13** (*allègement de la tutelle sur les décisions prises par les organismes de sécurité sociale en matière informatique*) (p. 2353) : accepte l'amendement rédactionnel n° 24 de la commission - **Art. 14** (*allègement de la tutelle sur la gestion administrative et l'action sanitaire et sociale des caisses*) (p. 2354) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 85 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et accepte les amendements de la commission, n° 25 (remplacement par l'Etat de l'organisme national en cas de carence de ce dernier) et n° 26 de conséquence - **Art. 16** (*Agence centrale des organismes de sécurité sociale*) (p. 2355) : accepte les amendements de la commission, n° 27 de rectification, n° 28 rédactionnel, n° 29, n° 30, n° 31, n° 32 et n° 106 de conséquence - **Art. 17** (*unions de recouvrement*) (p. 2356) : accepte l'amendement rédactionnel n° 33 de la commission - **Art. 18** (*unification des compétences des organismes nationaux*) (p. 2357) : accepte les amendements de conséquence de la commission, n° 34, n° 35 et n° 36 - **Art. 19** (*Marchés conclus pour l'application des schémas directeurs de l'informatique*) : accepte l'amendement de conséquence n° 37 de la commission - **Art. 20** (*compétences budgétaires des organismes nationaux*) (p. 2358) : accepte les amendements de conséquence de la commission, n° 38 et n° 39 - **Après l'art. 22** : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Jean-Paul Hamman (possibilité pour la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole de conclure des conventions nationales avec des organismes tiers pour le compte des caisses départementales) - **Art. 23** (*convention nationale des masseurs-kinésithérapeutes*) (p. 2362, 2363) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 95 de M. Alain Vasselle - **Art. L. 162-12-9 du code de la sécurité sociale** (*définition du contenu de la convention conclue pour une durée de cinq ans entre la CNAM et une ou plusieurs organisations syndicales représentatives de la profession*) : sur les amendements de M. Alain Vasselle, s'oppose au n° 98 (suppression du cinquième du texte proposé) et demande le retrait des n° 97 (conditions de la prise en charge des actes effectués par un masseur-kinésithérapeute remplaçant) et n° 99 (négociations partenariales et accords entre les différents partenaires) - **Art. L. 162-12-11 du code précité** (*annexe tarifaire*) (p. 2365) : accepte l'amendement n° 40 de la commission (remplacement de l'expression : « exposées par les assurés sociaux » par : « présentées au remboursement ») et sur les amendements de M. Alain Vasselle, s'oppose au n° 100 de précision et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 101 (caractère national de l'objectif prévisionnel) - **Avant l'art. 24** (p. 2366) : s'oppose à l'amendement n° 86 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (affiliation à la sécurité sociale pour tous dès l'âge de 18 ans ; accès aux soins) - **Art. 25** (*indemnités journalières des pluriactifs*) (p. 2367) : mission sur les problèmes de la pluriactivité - Convention entre la mutualité sociale agricole et le régime général - **Art. 26** (*admission en non-valeur de certaines créances*) (p. 2368) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Jean-Paul Hamman (règle générale d'approbation pour l'ensemble des créances admises en non-valeur sans exception faite pour les cotisations) - **Art. 27** (*suppression du régime spécial d'assurance-maladie des agents de la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines*) : maintien du régime minier de sécurité sociale - **Art. 28** (*mandat des administrateurs des organismes de sécurité sociale*) (p. 2369) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 88 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 29** (p. 2371) : sur l'amendement n° 41 de la commission, qu'elle accepte (expérimentations dans les départements volontaires des dispositifs d'aide aux personnes âgées dépendantes), s'oppose aux sous-amendements, n° 103 de M. Alain Vasselle et n° 63 de M. Charles Metzinger - (p. 2374, 2375) : demande le retrait de l'amendement n° 105 de M. Claude Huriet (report de la date fixée par la loi portant réforme hospitalière du 31 juillet 1991 pour l'élaboration des schémas régionaux d'organisation sanitaire) - **Art. 30** (*entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi*) (p. 2375) : accepte l'amendement de coordination n° 42 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 2378) : remerciements - Equilibre financier des différentes branches - Sauvegarde du système de protection sociale - Contrôle du Parlement - Dépendance des personnes âgées.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2734) : remerciements divers - Troisième volet des importantes réformes intervenues dans le domaine social - Transformation de la vie familiale - (p. 2735) ; attachement des Français à la famille - Inscription de ce texte dans une politique globale de la famille - (p. 2736) ; programme quinquennal sur la famille - Financement de ce programme - Comptes de la branche famille - Diversité et nombre des familles concernées - (p. 2737) ; aide aux parents de jeunes enfants - Allocation parentale d'éducation - Date d'entrée en vigueur de la loi - Conciliation entre vie professionnelle et vie familiale - Congé parental - (p. 2738) ; allocation de garde d'enfant à domicile - Programme d'aide au développement de l'ensemble des modes de garde - Cas de la maladie des enfants de moins de seize ans - Aide aux parents de jeunes adultes - Contraintes financières - Aide au logement des familles - Mesures spécifiques pour des familles connaissant des situations particulières - Volonté de restaurer la confiance nécessaire à l'accomplissement de projets familiaux.

- **Rappel au règlement de M. Etienne Dailly** : déclaration d'urgence du projet de loi sur la famille (21 juin 1994) (p. 2733, 2734).

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2790) : remerciements - (p. 2791) : volonté du Gouvernement de mener une politique familiale globale - Révision du statut fiscal de la famille - (p. 2792) : régime de retraite et prise en compte de l'apport des familles à la démographie - Personnes âgées dépendantes - Conditions de financement de ce projet de loi - Dispositif d'accueil des jeunes enfants - Conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale - Mères de famille nombreuse sans activité professionnelle - (p. 2793) : veuvage - Prise en compte des nouvelles conditions de vie des femmes - Allocation parentale d'éducation - Retraite des femmes - (p. 2794) : effet sur l'emploi - Congé parental - Equipements et services dans le monde rural - Catégories particulières - Départements et territoires d'outre-mer - **Question préalable** (p. 2798) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Division et articles additionnels avant le titre 1<sup>er</sup>** (p. 2799) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de la commission (insertion d'un article additionnel définissant la place de la famille dans la nation et le contenu de la politique familiale), ainsi que sur le sous-amendement n° 154 de M. Jacques Machet qui le modifie - (p. 2800) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Jacques Machet (représentation des familles dans les différentes instances contribuant à la mise en oeuvre de la politique familiale) - (p. 2801) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « Titre 1<sup>er</sup> A - Dispositions générales ») - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2802) : s'oppose à l'amendement n° 82 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (création d'une allocation d'accueil de l'enfant) - (p. 2803, 2804) : oppose l'article 40 à l'amendement n° 83 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (versement des allocations familiales dès le premier enfant à charge et jusqu'au dernier jeune adulte à charge de moins de 22 ans) et s'oppose à l'amendement n° 104 de Mme Marie-Claude Beaudeau (versement des allocations familiales du premier au dernier enfant) - (p. 2806) : s'oppose à l'amendement n° 85 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (possibilité donnée aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé de souscrire un contrat d'insertion ou de formation) - Dispositions déjà prévues par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion - (p. 2808) : s'oppose à l'amendement n° 102 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression des exonérations des cotisations familiales) - (p. 2809) : sur les amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, s'oppose au n° 103 (rétablissement du taux des cotisations familiales des entreprises de 9 %) et oppose l'article 40 de la Constitution au n° 105 (revalorisation du montant des prestations familiales) - **Art. 1<sup>er</sup>** (*dispositions relatives à l'allocation parentale d'éducation à taux partiel*) (p. 2811) : impossibilité de donner une portée pratique à l'amendement n° 100 de M. Raymond Bouvier (prise en compte de l'exercice d'une activité professionnelle en Suisse pour l'attribution de l'allocation parentale d'éducation), la Suisse n'appartenant ni à l'Union européenne ni à l'Espace économique européen - Accepte les amendements de la commission n° 13, rédactionnel, et n° 14, de précision - (p. 2812) : s'oppose à l'amende-

ment n° 106 de Mme Marie-Claude Beaudeau (versement aux parents lourdement handicapés, de l'allocation parentale d'éducation à taux plein) et demande le retrait de l'amendement n° 15 de la commission (possibilité donnée aux personnes recevant l'allocation parentale d'éducation à taux partiel et poursuivant une formation professionnelle rémunérée de bénéficier de l'affiliation obligatoire à l'assurance vieillesse du régime général) - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2813) : s'oppose à l'amendement n° 84 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (versement de l'allocation parentale d'éducation au parent qui suit son conjoint à l'étranger) - Non paiement par les expatriés de cotisations en France et d'impôt - (p. 2814) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Pierre Schiélé (création d'un salaire parental) - (p. 2815) : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. François Delga (versement de l'allocation à tout parent désirant se consacrer à la prise en charge de son enfant sourd) - Allocation d'éducation spéciale - (p. 2815, 2816) : demande le retrait de l'amendement n° 128 de M. Alain Vasselle (attribution de l'allocation parentale d'éducation à la personne assurant la charge d'un enfant handicapé et n'exerçant plus d'activité professionnelle dans la mesure où elle ne bénéficie pas déjà de l'allocation d'éducation spéciale) - Dysfonctionnements - Circulaires - Demande le retrait de l'amendement n° 129 de M. Alain Vasselle (ouverture du bénéfice de l'allocation parentale d'éducation au conjoint des exploitants agricoles) - **Art. 1<sup>er</sup> bis** (*Art. L. 532-1 du code de la sécurité sociale : prolongation de l'allocation parentale d'éducation, APE, en cas de naissances multiples*) (p. 2817) : son amendement n° 144 : non-cumul de l'allocation parentale d'éducation et du complément familial ; adopté - Sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 16 (prolongation du droit à l'allocation parentale d'éducation en cas de naissances multiples) et accepte le n° 159 (possibilité donnée aux personnes bénéficiant de l'allocation pour jeunes enfants et devant faire face à des naissances multiples de bénéficier de l'allocation parentale d'éducation au-delà de la durée fixée actuellement) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> ter** (p. 2818) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 78 de Mme Hélène Missoffe (assimilation à deux années de travail des études ou des stages ayant entraîné l'affiliation à l'assurance-maladie et maternité) - Accepte l'amendement n° 17 de la commission (cumul des deux allocations parentales d'éducation à taux partiel pour un couple) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> ter ou après l'art. 23** (p. 2820) : s'oppose à l'amendement n° 120 de Mme Marie-Claude Beaudeau (application des principales dispositions de ce texte aux départements d'outre-mer) et accepte l'amendement n° 141 de M. Pierre Lagourgue (extension de l'allocation parentale d'éducation aux départements d'outre-mer) - **Après l'art. 1<sup>er</sup> ter** (suite) (p. 2821) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 143 de M. Hubert Durand-Chastel (mise en place de formules spécifiques d'allocation parentale d'éducation pour les Français résidant à l'étranger) - **Art. 2** (*conditions d'attribution et détermination du montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile, AGED*) (p. 2824) : accepte l'amendement n° 148 de la commission (institution d'un plafond pour l'allocation de garde d'enfant à domicile) et demande le retrait de l'amendement analogue n° 130 de M. Alain Vasselle - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 79 de Mme Hélène Missoffe (prise en compte du nombre d'enfants à charge gardés et du cas du veuvage) ainsi qu'à l'amendement n° 86 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (versement de l'allocation de garde d'enfant pour un enfant à charge âgé de moins de onze ans) - S'oppose à l'amendement n° 107 de Mme Marie-Claude Beaudeau (versement de l'allocation de garde d'enfant à domicile aux parents dont l'état de santé ou le handicap entraîne une impossibilité de travailler reconnue par la COTOREP) - **Art. 3** (*modalités de versement de l'allocation de garde d'enfant à domicile et conséquences pour l'employeur*) (p. 2825) : accepte l'amendement de conséquence n° 149 de la commission - **Art. 4** (*application de l'allocation de la garde d'enfant à domicile aux départements d'outre-mer*) : accepte les amendements de la commission, n° 18 rédactionnel, et n° 19 (dispositions relatives au versement de l'allocation de garde d'enfant à domicile) - **Art. 6**. (*périodicité, contenu, modalités d'établissement et de révision des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 2827, 2828) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 88 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Importance de la mise en place des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants dans la politique

familiale - Problèmes financiers et techniques - Transition entre la crèche et l'école maternelle - (p. 2830) : loi de décentralisation et obligations imposées aux communes - Mutualité sociale agricole - Souplesse des dispositions prévues - **Art. 6** (*périodicité, contenu, modalités d'établissement et de révision des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) - *Art. 123-12 du code de la famille et de l'aide sociale (modalités de création et contenu des schémas locaux quinquennaux de développement de l'accueil des jeunes enfants)* (p. 2831, 2832) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Jean Clouet (caractère optionnel des procédures prévues pour l'ensemble des communes) - Financement des contrats de petite enfance par les caisses d'allocations familiales dans la mesure où les communes s'engagent à travers un schéma local de développement de l'accueil des jeunes enfants - Décentralisation - (p. 2834) : consultation des associations - (p. 2835) : accepte les amendements de la commission, n° 20 (principe de schémas pluriannuels), n° 160 (absence d'obligation pour les communes d'élaborer leur schéma de développement avec les associations et les organismes concernés), n° 22 de cohérence, et n° 23 (suppression du bilan d'avancement de la réalisation du schéma) - *Art. 123-14 du code précité (faculté pour les communes de moins de 5 000 habitants d'élaborer des schémas locaux)* : accepte l'amendement de cohérence n° 73 de M. Jean Clouet - *Paragraphe 2 de l'article 6 (délai d'établissement des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants)* (p. 2836) : accepte l'amendement de suppression n° 74 de M. Jean Clouet - **Art. 6 bis** (*faculté d'instituer une commission pour l'accueil de la petite enfance*) : accepte l'amendement de cohérence n° 25 de la commission - **Avant l'art. 7** : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Bernard Seillier (possibilité de prolonger le congé parental ou l'activité à temps partiel jusqu'au sixième anniversaire de l'enfant) - (p. 2837, 2839) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 108 (réduction à trente-cinq heures de la semaine légale de travail pour les salariés exerçant des travaux pénibles et les femmes ayant un ou plusieurs enfants à charge), n° 109 (caractère volontaire du travail à temps partiel), n° 111 (interdiction du travail de nuit des femmes) et n° 110 (repos hebdomadaire et repos dominical) - **Art. 7** (*allongement du congé parental d'éducation ou de la période d'activité à temps partiel en cas de graves problèmes de santé de l'enfant et institution d'un congé parental ou d'un temps partiel de droit dans les entreprises de moins de cent salariés*) (p. 2840) : accepte l'amendement rédactionnel n° 26 de la commission - (p. 2841) : s'oppose à l'amendement n° 112 de Mme Marie-Claude Beaudeau (autorisation d'absence du salarié dont la présence est nécessaire sur le lieu d'accueil de l'enfant) - (p. 2842) : s'oppose à l'amendement n° 27 de la commission (conservation d'un seuil minimal de 11 salariés pour l'ouverture du droit au congé parental ou au travail à temps partiel) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 155 de M. Alain Vasselle - (p. 2843) : accepte les amendements de conséquence de la commission n° 28 et n° 29 - S'oppose à l'amendement n° 113 de Mme Marie-Claude Beaudeau (neutralisation de la période de congé parental pour la détermination de l'étendue de la couverture sociale et des conditions d'ouverture de droits) - **Après l'art. 7** (p. 2843, 2844) : son amendement n° 157 : ouverture aux salariés en congé parental du droit de suivre une action de formation professionnelle continue et de bénéficier de ce fait de la couverture du risque accident du travail ; adopté - **Art. 8** (*instauration d'un congé ou d'un temps partiel pour s'occuper d'un enfant malade*) - *Art. L. 122-28-8 du code du travail (création d'un congé légal pour enfant malade)* (p. 2845, 2846) : s'oppose à l'amendement n° 89 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (autorisation d'absence de dix jours par an en cas de maladie d'un enfant de moins de seize ans à charge) - Accepte les amendements de la commission, n° 150 (prise en compte du cas de l'accident), n° 30 (substitution d'une obligation à une possibilité) et n° 31 (application du présent article sous réserve de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles plus favorables) et s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 114 (caractère rémunéré du congé légal) et n° 115 (congé de douze jours rémunéré par an et par enfant) - (p. 2846) : situation des pays membres de l'Union européenne - *Art. L. 122-28-9 du code précité (instauration d'un droit au temps partiel en cas de grave problème de santé d'un enfant)* (p. 2847) : accepte l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 156 de M. Alain Vasselle - (p. 2848) :

accepte l'amendement n° 33 de la commission - **Après l'art. 8** (p. 2848, 2849) : s'oppose à l'amendement n° 116 de Mme Marie-Claude Beaudeau (soumission du licenciement à la saisine du comité d'entreprise et à autorisation administrative).

- **Projet de loi relatif au corps humain - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 515 (93-94)]** - (23 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle des conclusions du rapport n° 497 (93-94) : voir son intervention sous la discussion des conclusions du rapport n° 497) (p. 2863, 2865).

- **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des parties et produits du corps humain, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal ainsi qu'au comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 497 (93-94)]** - (23 juin 1994) - **Discussion générale** (commune avec celles des conclusions du rapport n° 515 (93-94)) (p. 2863, 2865) : enjeux exceptionnels du débat - Accord des commissions mixtes paritaires - Hommage au travail des rapporteurs - Orientations retenues par la CMP.

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)] - Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Art. 8 bis (exonération de cotisations sociales pour les entreprises signataires d'un accord du type « Fleury-Michon »)** (p. 2883) : son amendement n° 158 : fixation de la date d'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 1994 ; adopté - (p. 2884) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Charles Descours (exonération de cotisations pour l'allocation versée par l'employeur si celui-ci maintient le volume d'heures de travail en embauchant) - **Après l'art. 8 bis** (p. 2885) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Seillier, n° 4 (versement de la moitié de la prestation chômage à la personne qui interromprait son activité professionnelle pour élever ses enfants dès lors que l'employeur embaucherait pour le remplacer un chômeur) et n° 5 (critères permettant d'établir une hiérarchie et des priorités dans les licenciements) - **Après l'art. 9** (p. 2887) : unicité du statut de la fonction publique - S'oppose à l'amendement n° 134 de M. Alain Vasselle (régime du congé parental et de l'activité à temps partiel dans les petites collectivités territoriales) - **Art. 10 (instauration d'un mi-temps de droit dans la fonction publique territoriale pour raisons familiales)** (p. 2888) : accepte l'amendement rédactionnel n° 35 de la commission - **Art. 11 (instauration d'un mi-temps de droit dans la fonction publique hospitalière pour raisons familiales)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 36 de la commission - **Art. 15 (relèvement des limites d'âge pour le bénéfice des prestations familiales et de logement et mesures favorisant l'accès au logement des familles)** (p. 2889) : son amendement n° 145 : liste des prestations familiales pour lesquelles la limite d'âge sera relevée ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 75 de M. Roland du Luart (maintien de l'allocation familiale pour le dernier enfant à charge sur la base de deux enfants pour les familles ayant compté un nombre minimum d'enfants) - (p. 2890, 2891) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 135 de M. Alain Vasselle (nouvelle rédaction des dispositions relatives au calendrier d'application) - **Avant l'art. 16** (p. 2891, 2892) : s'oppose à l'amendement n° 117 de Mme Marie-Claude Beaudeau (refus de prendre en compte les allocations familiales pour l'octroi du revenu minimum d'insertion) - **Art. 16 (instauration d'une aide à la scolarité à la place de la bourse des collèves et conséquences)** (p. 2895, 2896) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 90 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, ainsi qu'à l'amendement n° 118 de Mme Marie-Claude Beaudeau (revalorisation des bourses afin de les porter à un montant moyen de 1 800 francs) - Demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselle, n° 136 et n° 137 (simplification de la rédaction de cet article et renvoi à un seul décret d'application) ainsi qu'à l'amendement de conséquence n° 138 - (p. 2897) : gestion de la nouvelle allocation remplaçant les bourses par les caisses d'allocations familiales - Cantines scolaires - **Après l'art. 16 bis** (p. 2898, 2899) : demande le retrait de l'amendement n° 96 de M. Bernard Seillier (transfert de la gestion des bourses universitaires aux caisses d'allocations familiales) - **Art. 17 (extension de la durée du droit à prestations en espèces de l'assurance maternité pour les familles devant faire face à des naissances multiples et prise en compte de certains cas d'adoption)** (p. 2902) : oppose l'article 40 de la Constitu-

tion à l'amendement n° 91 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (prolongation de la durée d'indemnisation prévue dans le cadre du congé de maternité et d'adoption) - S'oppose à l'amendement n° 139 de M. Alain Vasselle (allongement de la période de congé postnatal) ainsi qu'à l'amendement n° 119 de Mme Marie-Claude Beaudeau (rétablissement de l'égalité dans tous les domaines de la protection sociale entre les femmes agricultrices et les autres femmes en activité) - (p. 2903) : accepte les amendements de la commission, n° 38 (allongement de la durée du congé prénatal pour les mères de jumeaux), n° 39 et n° 152 de coordination, n° 40 rédactionnel, n° 41 (distinction pour la couverture de l'assurance maternité des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés de la situation des femmes qui exercent cette profession à titre personnel de celle des conjointes collaboratrices de l'assuré) et n° 42 de coordination - **Art. 18 (transposition dans le code du travail des dispositions de l'article précédent relatif au prolongement de la durée d'indemnisation du congé maternité en cas de naissances multiples)** (p. 2905) : accepte les amendements de la commission, n° 43 et n° 44 de conséquence, ainsi que le n° 45 (mention de la personne titulaire de l'agrément en ce qui concerne l'adoption) - **Après l'art. 18** (p. 2906, 2907) : s'oppose à l'amendement n° 93 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (prise en compte de la situation de la femme enceinte qui suit son époux à l'étranger) - **Art. 21 (conditions d'attribution de l'allocation d'adoption)** (p. 2908) : accepte l'amendement n° 47 de la commission (inclusion de la nouvelle prestation d'adoption parmi les prestations relatives à la naissance et nouvelle numérotation des articles) - **Art. 23 bis (prise en charge de l'hospitalisation et des soins médicaux dispensés à la maternité pour les nouveaux-nés)** : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 48 de la commission - **Art. 23 ter (modification de l'article 350 du code civil visant à rendre obligatoire au bout d'un an la transmission au juge de la demande en déclaration d'abandon)** : accepte l'amendement de précision n° 49 de la commission - **Après l'art. 23 ter** (p. 2909) : réforme de 1975 en matière de divorce - S'oppose à l'amendement n° 80 de Mme Hélène Missoffe (caractère révisable de la prestation compensatoire) - (p. 2910) : s'oppose à l'amendement n° 121 de Mme Marie-Claude Beaudeau (garantie d'un droit aux vacances pour les enfants des familles allocataires) - **Avant l'art. 24** (p. 2911) : s'oppose à l'amendement n° 122 de Mme Marie-Claude Beaudeau (assujettissement aux cotisations sociales des revenus financiers particuliers autres que ceux provenant de l'épargne populaire) - **Art. 24 (garantie des ressources de la Caisse nationale d'allocations familiales pendant cinq ans)** (p. 2911, 2912) : accepte les amendements de la commission, n° 50 rédactionnel, et n° 51 (montant des ressources établi par la commission des comptes de la sécurité sociale et individualisation du montant du versement spécifique de l'Etat) - S'oppose à l'amendement n° 123 de Mme Marie-Claude Beaudeau (revalorisation des cotisations des entreprises pour assurer la croissance des recettes de la Caisse nationale d'allocations familiales) - **Après l'art. 24** (p. 2913) : accepte l'amendement n° 52 de la commission (dispositions relatives à l'allocation de rentrée scolaire) - **Art. 25 (indexation sur les prix des prestations familiales pendant la durée d'application de la loi)** (p. 2914, 2915) : s'oppose à l'amendement n° 124 de Mme Marie-Claude Beaudeau (modification de la référence pour l'évolution des bases mensuelles de calcul des allocations familiales) - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 53 (nombre de revalorisations annuelles des prestations) et s'oppose au n° 54 (référence au rapport du Gouvernement déposé devant le Parlement conformément au projet de loi relatif à la sécurité sociale) - **Art. 26 (pensions de réversion)** (p. 2917) : s'oppose à l'amendement n° 125 de Mme Marie-Claude Beaudeau (fixation du taux de la pension de réversion pour conjoint décédé à 60 %) - Demande le retrait de l'amendement n° 140 de M. Jacques de Menou (cas des personnes qui bénéficient du minimum vieillesse pour le calcul de la majoration de la pension de réversion) - (p. 2918) : s'oppose à l'amendement n° 126 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression des limites mises au cumul de la retraite personnelle et de la pension de réversion) - **Après l'art. 26** (p. 2919) : s'oppose à l'amendement n° 94 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (création d'une allocation au bénéfice des personnes âgées dépendantes) - **Art. 27 (instauration d'un droit à la formation professionnelle pour les personnes ayant élevé deux enfants pendant une durée d'au moins cinq ans)** : accepte l'amendement de précision n° 55 de la commission - **Après l'art. 27**

(p. 2920) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Bernard Seillier (déduction pour le calcul des revenus soumis à l'impôt sur les personnes physiques des rémunérations versées aux personnes employées) - Réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile - **Art. 28 (présence d'un membre de l'UNAF à la commission d'avances sur recettes)** (p. 2922, 2923) : accepte les amendements identiques de suppression, n° 95 de Mme Marie-Madeleine Dieulagarand, n° 101 de M. Jean Cluzel et n° 127 de Mme Marie-Claude Beaudeau - S'oppose à l'amendement n° 56 de la commission (introduction d'une représentation des associations familiales au sein des conseils d'administration des chaînes de télévision publiques) - Composition des conseils d'administration des sociétés nationales de programmes où figurent quatre personnes qualifiées désignées par le Conseil supérieur de l'audio-visuel - **Après l'art. 28** (p. 2925) : accepte les amendements identiques n° 67 de M. Jacques Machet et n° 99 de M. Bernard Seillier (organisation d'un temps d'antenne sur les chaînes publiques au bénéfice des mouvements familiaux) - (p. 2925, 2926) : s'oppose aux amendements de M. Claude Huriet, n° 97 (association de la représentation familiale à toute concertation nationale organisée avec les organisations syndicales) et n° 98 (augmentation du nombre des administrateurs siégeant dans les caisses d'allocations familiales et à la Caisse nationale des allocations familiales) - **Art. 29 (rapport annuel d'évaluation du coût de l'enfant)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 57 de la commission - **Art. 30 (organisation annuelle d'une conférence nationale de la famille par le Gouvernement)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 58 de la commission - **Après l'art. 31** (p. 2927, 2928) : demande le retrait de l'amendement n° 7 de M. Bernard Seillier (régime fiscal des couples mariés) - Son amendement n° 146 : simplification du dispositif applicable en matière de prestations familiales ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 2932, 2933) : conditions de déroulement du débat - Contraintes financières - Allocation parentale d'éducation - Réaffirmation du rôle de la famille - Remerciements au rapporteur.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 424 (93-94)]** - (23 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2935) : directives européennes - Règlementation de l'accès à l'activité d'assurance - Négociation collective - Renforcement des droits des assurés - (p. 2936) : institutions de retraites complémentaires de caractère obligatoire affiliées à l'Association générale des institutions de retraites des cadres, AGIRC, et à l'Association des régimes de retraites complémentaires, ARRCO - Institutions de prévoyance ; commission de contrôle - Institutions de retraite supplémentaire - Mutuelles - (p. 2946) : gestion paritaire de la protection sociale complémentaire - Conseil national des assurances - **Question préalable** (p. 2948, 2949) : s'oppose à la motion n° 34 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2950) : s'oppose à l'amendement n° 60 de Mme Michelle Demessine (remise par le Gouvernement à la commission européenne d'un projet de directive organisant la protection sociale complémentaire, en particulier des populations insuffisamment couvertes) - **Art. 1<sup>er</sup> (création d'un livre IX dans le code de la sécurité sociale et détermination des garanties complémentaires des salariés)** (p. 2952) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 61 de Mme Michelle Demessine - **Art. L. 911-1 du code de la sécurité sociale (fondements juridiques des couvertures sociales des salariés)** : s'oppose à l'amendement n° 63 de Mme Michelle Demessine (suppression de la possibilité de déterminer des garanties collectives par décision unilatérale du chef d'entreprise) - **Art. L. 911-2 du code précité (champ d'application des couvertures sociales complémentaires)** : s'oppose à l'amendement n° 64 de Mme Michelle Demessine (exclusion de la couverture du risque chômage) - **Art. L. 911-5 du code précité (referendum)** (p. 2953) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 65 de Mme Michelle Demessine et accepte l'amendement de coordination n° 1 de la commission - **Après l'art. L. 911-5 du code précité** (p. 2954) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Charles Metzinger (constitution des provisions techniques en garanties obligatoires des engagements pris à l'égard de leurs salariés par les entreprises disposant d'une institution de retraite supplémentaire) - **Art. 2 (modalités de désignation et clauses de réexamen)** (p. 2955) : s'oppose

à l'amendement de suppression n° 66 de Mme Michelle Demessine - **Art. L. 912-1 du code précité (mutualisation des risques dans le cadre d'un accord professionnel ou interprofessionnel)** (p. 2956) : s'oppose aux amendements n° 89 de M. Etienne Dailly et, sur le même objet, aux amendements n° 35 et n° 37 de M. Philippe Marini (procédures de consultation préalable) - (p. 2957, 2958) : accepte les amendements de la commission, n° 2 (périodicité du réexamen) et n° 3 (droit d'adaptation de la convention ou des accords collectifs dans le cas d'une entreprise ayant antérieurement à leur date d'effet souscrit un contrat auprès d'un organisme différent de celui prévu par les accords) - **Art. L. 912-2 du code précité (garanties des risques dans le cadre d'un accord d'entreprise)** (p. 2959) : accepte les amendements de coordination de la commission, n° 4 et n° 5 - **Après l'art. L. 912-2 du code précité** : accepte l'amendement n° 44 de M. Charles Metzinger, repris par la commission (conditions obligatoires en cas de changement d'organisme assureur).

**Suite de la discussion** - (24 juin 1994) - **Art. 2 (suite)** - **Après l'art. L. 912-2 du code de la sécurité sociale (suite)** (p. 2979, 2980) : s'oppose aux amendements de M. Charles Metzinger n° 45 et n° 46 (organisation de l'information individuelle du salarié) - **Art. 15 (dispositions transitoires) (par priorité)** (p. 2983) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 86 de Mme Michelle Demessine - Accepte les amendements de la commission n° 28 et n° 29 de cohérence, n° 97 et n° 98 rédactionnels, n° 30 (suppression du mécanisme transitoire relatif aux provisions obligatoires), n° 31 (institutions dites de moyens), n° 32 (délai de mise en conformité des accords collectifs et des accords d'entreprise existants avec les dispositions imposant l'insertion obligatoire d'une clause de réexamen) et n° 33 de coordination - Sur ces amendements, s'oppose aux sous-amendements de M. Etienne Dailly n° 92 sur le n° 32 et n° 93 sur le n° 33 - Demande le retrait de l'amendement n° 57 de M. Alain Vassel (provisions obligatoires : possibilité de dérogation) - **Art. 3 (clauses prohibées)** (p. 2985) : s'oppose à l'amendement n° 68 de Mme Michelle Demessine (proscription de toute exclusion ou discrimination pour motif de santé ou de handicap) - Accepte l'amendement n° 7 de la commission (suppression du paragraphe IV) - **Après l'art. 3** : accepte l'amendement n° 8 de la commission (article additionnel réinsérant le paragraphe IV, supprimé de l'article 3, sous un chapitre « Dispositions communes ») - **Art. 4 (statut des régimes de retraite complémentaire obligatoire)** (p. 2986) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 69 de Mme Michelle Demessine - **Art. 5 (statut des institutions de retraite complémentaire)** (p. 2987) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 70 de Mme Michelle Demessine - Accepte les amendements n° 58 de M. Louis Mercier (transmission aux commissaires aux comptes des institutions de retraite et de prévoyance complémentaire des contrôles exercés par les fédérations) et n° 94 de forme de la commission - **Art. 6 (dispositions générales et agrément administratif des institutions de prévoyance)** (p. 2989) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 73 de Mme Michelle Demessine - **Art. L. 931-1 du code précité (définition des institutions de prévoyance)** : s'oppose à l'amendement n° 74 de Mme Michelle Demessine (gestion de réalisations sociales collectives par des personnes morales distinctes de l'institution : mention du caractère non lucratif) - **Art. L. 931-1 bis du code précité (unions d'institutions de prévoyance)** (p. 2990) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (cadre juridique) - **Art. 7 (fonctionnement des institutions de prévoyance)** (p. 2991) : accepte les amendements de la commission n° 10, rédactionnel, et n° 11 (commissaires aux comptes), et s'oppose à l'amendement n° 77 de Mme Michelle Demessine (suppression de l'article L. 931-9 du code de la sécurité sociale relatif aux prêts participatifs) - **Art. 8 (statut des institutions de prévoyance)** (p. 2994) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 78 de Mme Michelle Demessine - **Art. L. 931-23 du code précité (créances garanties)** : accepte l'amendement de forme n° 12 de la commission - **Art. L. 931-30 du code précité (règles prudentielles et financières des institutions de prévoyance)** (p. 2995) : s'oppose à l'amendement n° 13 retiré par la commission et repris par M. Etienne Dailly (décret en Conseil d'Etat : principe d'harmonisation avec les dispositions analogues prévues par le code des assurances) - **Art. 9 (opérations des institutions de prévoyance)** (p. 3001) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 79 de Mme Michelle Demessine - **Art. L. 932-3**

du code précité (information et consentement réciproque de l'adhérent et de l'institution de prévoyance) : accepte l'amendement n° 95 de la commission (stipulations du règlement contractuel type) - **Art. L. 932-4 du code précité (information du participant)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Art. L. 932-6 du code précité (nullité de certaines clauses de déchéances)** (p. 3002) : accepte l'amendement rédactionnel n° 15 de la commission - **Art. L. 932-13 du code précité (interdiction de l'appel à l'épargne en vue de la capitalisation)** : s'oppose aux amendements de suppression n° 16 de la commission et n° 47 de M. Paul Loridant - **Art. L. 932-35 du code précité (dispositions d'ordre public)** : accepte l'amendement n° 96 de la commission (remplacement des mots « d'ordre public » par les mots « ne peuvent être modifiés par contrat ou convention ») - **Paragraphe II de l'article 9 (information trimestrielle du comité d'entreprise sur les cotisations versées par l'employeur pour l'ensemble des couvertures de protection sociale mise en place dans l'entreprise)** (p. 3003) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de la commission (limitation au cas de retard dans le paiement des cotisations) - **Art. 10 (statut des institutions de retraites supplémentaires)** (p. 3004) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de Mme Michelle Demessine - **Art. L. 941-1 du code précité (« gel » des institutions de retraite supplémentaire)** : accepte l'amendement n° 18 de la commission (droit au maintien des institutions dédiées à une entreprise, un groupe d'entreprises ou une branche professionnelle) - **Art. L. 941-2 du code précité (obligation de provisionnement)** (p. 3005, 3006) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (limitation de l'obligation de provisionnement des institutions de retraite supplémentaire aux engagements nés postérieurement à la publication de la loi) et sur le même objet, s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Charles Metzinger (provisionnement des engagements pris à partir de l'application de la loi) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 51 de M. Alain Vassel (garantie des engagements des institutions de retraite supplémentaire : possibilité de caution des organismes bancaires) - Demande le retrait de l'amendement n° 53 du même auteur (provision minimale des institutions de retraite supplémentaire) - **Art. 11 (contrôle des institutions)** (p. 3008) : s'oppose aux amendements n° 81 de suppression et n° 82 (représentation des organisations syndicales représentatives de salariés à la commission de contrôle) de Mme Michelle Demessine et accepte l'amendement n° 20 de la commission (unions d'institutions de prévoyance) - **Avant l'art. 12** (p. 3010, 3012) : demande le retrait de l'amendement n° 21 de la commission (suppression de la taxe sur les conventions d'assurance) et oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 49 de M. Philippe Marini (conventions d'assurance pour les contrats d'assurance-maladie : abaissement du taux de la taxe et suppression de l'exonération dont bénéficient pour ces contrats les organismes régis par le code de la mutualité et le code de la sécurité sociale) - (p. 3013) : s'oppose à l'amendement n° 22 de la commission (fichiers nominatifs) ainsi que sur cet amendement au sous-amendement n° 99 de M. Paul Loridant, retiré et repris par M. Etienne Dailly et, sur le même objet, à l'amendement n° 50 de M. Jean-Paul Hamman.

**Deuxième lecture [n° 580 (93-94)]** - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3876) : examen en deuxième lecture par l'Assemblée nationale - Retrait de l'article relatif aux fichiers nominatifs - Loi « Informatique et libertés » - Demande l'adoption de ce projet de loi - **Art. 12 A (utilisation des fichiers nominatifs)** (p. 3879, 3880) : s'oppose aux amendements n° 1, n° 2 et n° 3 de M. Philippe Marini (modification de la loi « Informatique et libertés » et restriction d'utilisation des fichiers nominatifs) - **Sur l'ensemble** (p. 3882) : remerciements.

- **Projet de loi relatif à la famille** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 553 (93-94)]* - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3884) : politique familiale - Départements d'outre-mer - Allocation de garde d'enfant à domicile - Congé maternité des femmes non salariées - Naissances multiples - Schémas locaux de développement des modes d'accueil des jeunes enfants - (p. 3885) : congé parental de droit et effectif de l'entreprise - Représentation des associations familiales dans l'audiovisuel public - **Sur l'ensemble** (p. 3899) : procédure d'urgence - Date de mise en application

de ce texte - (p. 3900) : allocation parentale d'éducation - Importance de la famille auprès des jeunes.

- **Projet de loi relatif à la sécurité sociale** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 579 (93-94)]* - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3902, 3903) : autonomie financière des branches - Rôle de l'Etat et du Parlement - Demande l'adoption du texte élaboré par la CMP.

- **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales** - *Troisième lecture [n° 581 (93-94)]* - (12 juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3913, 3914) : renforcement des droits des personnes hospitalisées sous contrainte et des malades en situation d'urgence - Amélioration du fonctionnement des comités consultatifs de protection des personnes - Recherches militaires - Direction des recherches par des non-médecins.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social [n° 45 (94-95)]** - (16 novembre 1994) - **Discussion générale** (p. 5632) ; collaboration avec le ministre du travail - Qualification des médecins hospitaliers titulaires de diplômes étrangers - Moyens affectés aux urgences dans les hôpitaux généraux - Prise en charge par l'assurance maladie des vaccins - Pouvoirs et moyens de l'Agence du médicament - (p. 5633) ; préparateurs en pharmacie - Laboratoire d'hydrologie - Tarif des consultations médicales - Allocataires du RMI - Indemnité journalière de maternité des femmes non salariées non agricoles - (p. 5634) ; mesures en faveur des familles - (p. 5654) ; remerciements aux orateurs - Traitement de la douleur - Ordres professionnels - (p. 5655) ; situation des médecins étrangers - Agence du médicament - Convention médicale - (p. 5656) ; protection sociale des professions indépendantes - Situation des centres d'aide par le travail, CAT - Régime des indemnités de remplacement dans la profession agricole.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) - **Après l'art. 8** (p. 5723) : efforts du Gouvernement en matière de prévention du sida - (p. 5724) : difficulté de rédiger un décret précisant les modalités d'organisation du dépistage - **Art. 10 (création d'une indemnité journalière forfaitaire en cas d'interruption d'activité pour les assurés du régime des travailleurs indépendants non agricoles et du régime des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés)** (p. 5770) : accepte les amendements rédactionnels n° 22 et n° 23 de la commission - **Art. 11 (fonds de garantie et de compensation pour le service des prestations de chauffage et de logement du personnel retraité des exploitations minières et assimilées)** (p. 5771) : accepte l'amendement de précision n° 145 de la commission - **Après l'art. 11** (p. 5772) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 25 (composition du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés non agricoles, CANAM), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 26 (droits à la retraite des administrateurs des organismes de sécurité sociale des travailleurs indépendants) et s'oppose au n° 27 (déductibilité des cotisations dues aux régimes obligatoires de sécurité sociale des professions indépendantes) - (p. 5773) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 28 de la commission (responsabilité solidaire des personnes incitant à la souscription de contrats définis comme nuls d'ordre public) - (p. 5774) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 29 (rétablissement de la déductibilité des cotisations versées au régime facultatif de retraite complémentaire institué par l'ORGANIC) et n° 30 (dérogation aux règles du cumul emploi-retraite en faveur des personnes ayant exercé simultanément des activités salariées et des activités non salariées) - (p. 5775) : accepte les amendements n° 31 (bénéfice du dispositif du tiers payant pour les familles ayant des enfants de moins de trois ans et titulaires de l'allocation de garde d'enfant à domicile) et n° 32 de la commission (principe de non-cumul de la qualité d'enfant à charge et d'allocataire) - (p. 5776) ; s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Philippe Marini (prise en compte des besoins liés à la dépendance des personnes âgées) - Conditions d'efficacité des mesures d'exonération - (p. 5778) : associations et utilisation des chèques-service - Services rendus par les associations - Maintien de l'emploi direct - Son amendement n° 71 : assujettissement des revenus complémentaires représentés par les plus-values sur les

options de souscription ou d'achat d'actions aux cotisations sociales et à la CSG ; adopté - (p. 5779) : amélioration de la protection sociale du régime étudiant - S'oppose à l'amendement n° 108 de M. Jean Madelain (possibilité pour les sections locales étudiantes, gestionnaires du régime étudiant de la sécurité sociale, de procéder à l'identification des élèves) - (p. 5780) : accepte les amendements identiques n° 75 de M. Jacques Larché et n° 106 de M. Pierre Fauchon (extension à la profession d'avocat de certaines dispositions de la loi du 11 février 1974 dite « loi Madelin ») - (p. 5781) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 74 de M. Paul Girod (mesures en faveur des pensions de retraite des élus locaux) - (p. 5782) : accepte l'amendement n° 82 de M. Charles Metzinger (extension de la revalorisation des indemnités journalières complémentaires et des rentes d'invalidité complémentaires aux rentes complémentaires servies au conjoint survivant) - (p. 5783) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 83 de M. Charles Metzinger (information du salarié des droits acquis en matière de retraite supplémentaire) et accepte l'amendement n° 107 de M. Jean Madelain (assimilation des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen non membres de la Communauté européenne aux Etats membres de la Communauté européenne en ce qui concerne le droit des institutions de prévoyance) - (p. 5784) : s'oppose à l'amendement n° 73 de la commission des affaires culturelles (extension à l'enseignement agricole de l'aide à la scolarité servie par les caisses d'allocations familiales) - **Art. 12 (mode d'élection des conseils d'administration des centres intercommunaux d'action sociale)** (p. 5786) : accepte les amendements de la commission, n° 33 (actualisation des dispositions de l'article 125 du code de la famille et de l'aide sociale), n° 34 (égalité entre les centres communaux et les centres intercommunaux d'action sociale), et de coordination n° 35 et n° 36 - **Après l'art. 12** : son amendement n° 63 : prise en compte de l'ensemble des périodes de chômage entraînant des versements du fonds de solidarité vieillesse aux régimes ; adopté après modification par le sous-amendement n° 149 de la commission qu'elle accepte (consultation du conseil d'administration de la CNAM) - **Art. 13 (validation législative de dispositions relatives à l'organisation budgétaire des centres d'aide par le travail)** (p. 5788) : accepte les amendements de la commission, n° 37 (précision par décret de la durée maximale et des circonstances exceptionnelles justifiant la mesure dérogatoire), n° 38 (précision relative à la prise en charge des frais de formation professionnelle ou de fonctionnement des ateliers des établissements de rééducation professionnelle) et n° 39 (prise en charge des repas fournis aux personnes handicapées) - **Après l'art. 13** (p. 5790) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Alain Vasselle (rétablissement de la consultation des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale pour l'attribution de l'aide médicale aux bénéficiaires du RMI) - **Sur l'ensemble** (p. 5793, 5794) : remerciements - Qualité du débat - Aspects spécifiques du projet de loi - Amélioration du texte.

- **Déclaration du Gouvernement sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale, suivie d'un débat [n° 129 (94-95)]** - (8 décembre 1994) (p. 7033, 7037) : rôle du Parlement - Crise de la sécurité sociale - Exemples de pays étrangers - Plan de redressement de la sécurité sociale - Prise de conscience des acteurs du système de protection sociale - Milieu hospitalier - Maîtrise médicalisée des dépenses - Actes et prescriptions médicaux - Prise en charge du sida - Personnes âgées dépendantes - Libre blanc - Cotisations - Ressources de la sécurité sociale - Politique familiale - (p. 7057, 7060) : réponse aux différents intervenants.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Affaires sociales, santé et ville - II - Ville** - (9 décembre 1994) (p. 7068) : Fonds d'aménagement de la région d'Ile-de-France, FARIF - Crédits de fonctionnement de la politique de la ville - (p. 7069) : réhabilitation des quartiers dégradés - Action contre l'exclusion sociale et urbaine - Charte du partenariat pour le développement des quartiers défavorisés - (p. 7070) : mesures fiscales de soutien des entreprises installées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville - Lutte contre la drogue et la toxicomanie - Plan santé-ville et accès aux soins - Soutien scolaire - (p. 7071) : présence des services publics dans les quartiers défavorisés - Maisons de justice -

« Service national ville » - Rôle des collectivités territoriales - Action de communication sur la politique de la ville - Création du Fonds interministériel des villes - (p. 7072) : Conseil national des villes - Procédures de déblocage des crédits - Animation de la politique de la ville - Médiation - (p. 7073) : rôle des femmes issues de l'immigration - Association des habitants aux projets de rénovation ou d'animation de leur quartier - Cohésion sociale - (p. 7084, 7089) : réponse aux rapporteurs et aux différents orateurs - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 7090) : accepte l'amendement n° II-64 de la commission des finances (réduction des crédits de 10 millions de francs).

**Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé** - (9 décembre 1994) (p. 7090, 7091) : mutation de la société française - Déficits sociaux - Lutte contre l'exclusion - RMI - Structures d'hébergement - (p. 7092) : programme d'action sociale de l'Etat - Plan de lutte contre l'exclusion - Politique d'intégration des personnes immigrées - Action en faveur des handicapés - (p. 7093) : mesures en faveur des personnes âgées : humanisation des hospices et problème de la dépendance - Politique familiale - Santé publique - Lutte contre la toxicomanie - Lutte contre le sida - (p. 7094) : lutte contre l'alcoolisme - Dispositif de santé des populations - Budget de la santé et budgets sociaux - Moyens de fonctionnement - Organisation et fonctionnement des services de l'administration - (p. 7095) : moyens humains - Rigueur budgétaire - (p. 7127, 7130) : réponse aux rapporteurs et aux différents orateurs - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 7133) : retraite mutualiste des anciens combattants - **Après l'art. 50** (p. 7134) : intervient sur l'amendement n° II-65 de la commission des affaires sociales : obligation faite aux commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel et aux commissions départementales de l'éducation spéciale de statuer à nouveau sur le cas des personnes maintenues en établissements pour jeunes au titre de l'amendement Creton - Elaboration d'une circulaire relative au sort des handicapés passant de l'enfance à l'âge adulte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 174 (94-95)]** - (21 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7923) : remerciements pour l'adoption du texte - Dépistage du sida - **Art. 1<sup>er</sup> (intégration de médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France)** (p. 7927) : examen destiné à garantir la qualification des médecins - Mesures d'équité - **Art. 8 bis (dépistage du sida)** (p. 7933) : son amendement n° 1 : mesures de dépistage prises au vu des conclusions d'un rapport fondé sur une enquête épidémiologique ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 7949) : remerciements au Sénat pour l'appui apporté à son département ministériel sur les textes présentés lors de la session.

VÉZINHET (André), sénateur de l'Hérault (S).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la famille [n° 485 (93-94)]** - (21 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2750) : déception suscitée par ce texte - Taux de natalité - Accueil des jeunes enfants - Dispositions relatives à la dépendance des personnes âgées - (p. 2751) : rétablissement des liens entre les générations - Situation des veuves civiles chefs de famille - Cas de la maladie de l'enfant - Durée du congé postnatal de maternité - Logement familial - (p. 2752) : mesures en faveur du logement social.

**Suite de la discussion** - (22 juin 1994) - **Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 2802) : soutient l'amendement n° 83 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (versement des allocations familiales dès le premier enfant à charge et jusqu'au dernier jeune adulte à charge de moins de 22 ans) - (p. 2807) : se déclare favorable à l'amendement n° 85 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (possibilité donnée aux bénéficiaires de l'allocation de parent



isolé de souscrire un contrat d'insertion ou de formation) - **Art. 6** (*périodicité, contenu, modalités d'établissement et de révision des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 2829) : intervient sur l'amendement de suppression n° 6 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Financement des schémas locaux - Ecoles maternelles - **Art. L. 123-12** du code de la famille et de l'aide sociale (*modalités de création et contenu des schémas locaux quinquennaux de développement de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 2834) : effort budgétaire des communes pour la construction de crèches - **Art. 8** (*instauration d'un congé ou d'un temps partiel pour s'occuper d'un enfant malade*) - **Art. L. 122-28-8** du code du travail (*création d'un congé légal pour enfant malade*) (p. 2846) : intervient sur l'amendement n° 89 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (autorisation d'absence de dix jours par an en cas de maladie d'un enfant de moins de seize ans à charge) - Situation des pays membres de l'Union européenne.

**Suite de la discussion** - (23 juin 1994) - **Art. 15** (*relèvement des limites d'âge pour le bénéfice des prestations familiales et de logement et mesures favorisant l'accès au logement des familles*) (p. 2889) : se déclare favorable à l'amendement n° 145 du Gouvernement (liste des prestations familiales pour lesquelles la limite d'âge sera relevée) - **Art. 16** (*instauration d'une aide à la scolarité à la place de la bourse des collèges et conséquences*) (p. 2896) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 90 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - **Art. 17** (*extension de la durée du droit à prestations en espèces de l'assurance maternité pour les familles devant faire face à des naissances multiples et prise en compte de certains cas d'adoption*) (p. 2901) : soutient l'amendement n° 91 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - (p. 2903, 2904) : se déclare favorable à l'amendement n° 38 de la commission (allongement de la durée du congé prénatal pour les mères de jumeaux) - **Après l'art. 26** (p. 2918) : soutient l'amendement n° 94 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (création d'une allocation au bénéfice des personnes âgées dépendantes) - **Art. 28** (*présence d'un membre de l'UNAF à la commission d'avances sur recettes*) (p. 2920, 2921) : soutient l'amendement de suppression n° 95 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2928) : affrontement entre différentes conceptions de la famille - Allocation parentale d'éducation - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain [n° 530 (93-94)]** - (30 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3286, 3287) : Institut international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain, INIBAP - Site de Montpellier - Départements d'outre-mer - Devant l'importance de cet accord de siège, espère l'adoption de ce projet de loi par le Sénat.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Logement** - (1<sup>er</sup> décembre 1994) (p. 6507) : crédits affectés au logement social - Offre de logements sociaux en centre ville - Logement des plus défavorisés - Ne votera pas ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 61** (*aide personnalisée au logement*) (p. 6513) : soutient l'amendement de suppression n° II-32 de M. Robert Laucournet - (p. 6518) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° II-31 du Gouvernement.

**VIDAL (Marcel)**, sénateur de l'Hérault (S).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre titulaire du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (14 juin 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'agriculture** - (9 juin 1994) (p. 2434, 2435) : demande une politique du logement en milieu rural - Services publics - Conséquences pour les communes de la suppression du fonds de compensation pour la TVA - Asphyxie de la viticulture du Languedoc-Roussillon - Réforme de l'organisation commune des marchés du vin ; se déclare opposé à la politique d'arrachage.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire** - (29 novembre 1994) (p. 6346, 6347) : déception suscitée par le projet de loi d'orientation pour le développement et l'aménagement du territoire, ainsi que par ce budget.

**Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière** - (6 décembre 1994) (p. 6838) : Autoroute A75 entre Clermond-Ferrand et Béziers - Autoroute A 759 - (p. 6839) : généralisation du « 1 % paysager » à l'ensemble du réseau routier - Crédis consacrés à la sécurité routière : glissières de sécurité, entretien - Combiné rail-route.

**VIGOUROUX (Robert-Paul)**, sénateur des Bouches-du-Rhône (rattaché administrativement au groupe S ; puis RDE).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**VILLEPIN (Xavier de)**, sénateur des Français établis hors de France (UC).

#### NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires étrangères.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne (Loi n° 94-476 du 10 juin 1994).

Membre titulaire de la commission nationale des bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

- Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission commune d'information chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° 262 (93-94)] (25 janvier 1994) - **Traités et conventions.**

*Participation au rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Inde du 6 au 14 février 1994 [n° 314 (93-94)] (6 avril 1994) - **Inde.**

*Proposition de résolution*, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (Volume 4 -

Section III Commission - Etat des dépenses - Partie B - Crédits opérationnels - Sous-section B3 - Chapitres B3-4303 aspects sanitaires de l'abus de drogues et B3-440 mesures pour combattre l'abus de drogues (n° E-263) [n° 571 (93-94)] (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Communautés européennes.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à démocratiser l'impôt de solidarité sur la fortune [n° 227 (92-93)] (3 mars 1993) - Reprise le 4 octobre 1994 - **Impôts et taxes.**

*Proposition de résolution*, déposée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-305) [n° 27 (94-95)] (12 octobre 1994) - **Communautés européennes.**

*Proposition de résolution*, déposée avec MM. Yves Guéna et Jacques Genton, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de décision du Conseil approuvant la conclusion de la Convention sur la sûreté nucléaire par la Communauté européenne de l'énergie atomique (n° E-302) [n° 68 (94-95)] (10 novembre 1994) - **Communautés européennes.**

*Proposition de résolution*, déposée avec M. Ernest Cartigny, et présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période 1995-1997 à certains produits industriels originaires de pays en voie de développement et sur la proposition de règlement (CE) du Conseil prorogeant en 1995 l'application des règlements (CEE) n° 3833/90, (CEE) n° 3835/90 et (CEE) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (n° E-303) [n° 56 (94-95)] (8 novembre 1994) - **Communautés européennes.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 156 (94-95)], adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord instituant l'organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) [n° 157 (94-95)] (15 décembre 1994) - **Traités et conventions.**

## QUESTIONS

### *Questions au Gouvernement :*

(JO Débats du 15 avril 1994) (p. 1108) - Ministère : Coopération - **Dévaluation du franc CFA - Français de l'étranger.**

(JO Débats du 14 octobre 1994) (p. 4258) - Ministère : Affaires étrangères - **Irak - Politique internationale.**

### *Questions orales sans débat :*

n° 156 (JO Débats du 20 octobre 1994) (p. 4507) - Ministère : Affaires étrangères - **Régime indemnitaire des personnels en poste à l'étranger** - (Réponse : JO Débats du 5 novembre 1994) (p. 4985) - **Français de l'étranger.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle** [n° 242 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Après l'art. 4** (p. 547) : son amendement n° 73, soutenu par M. Alain Lambert : évaluation préalable des coûts induits par les formalités imposées par une loi ou un règlement aux entreprises ; retiré puis repris par M. Etienne Dailly ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (26 janvier 1994) - **Art. 29 (simplification des formalités prescrites en matière sociale)** (p. 601) : sur l'amendement n° 19 de la commission (possibilité d'intégrer les données de certains employeurs assujettis à des obligations spécifiques dans la déclaration unique seulement après un an), son sous-amendement n° 150, soutenu par M. Alain Lambert ; devenu sans objet.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe** [n° 341 (93-94)] - (13 avril 1994) - **Discussion générale**

(p. 1016) : hommage aux soldats français de la force de protection des Nations-Unies - Ultimatum pour obtenir le retrait des armes lourdes de Sarajevo - Application de la résolution 824 du Conseil de sécurité relative aux zones de sécurité - Pression collective - (p. 1017) : nécessité de doter l'Europe d'un système de sécurité propre - Conférence du 26 mai 1994 à Paris sous présidence grecque - Clarification du rôle des institutions existantes - (p. 1018) : responsabilité historique des pays occidentaux.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2515, 2516) : environnement international - Contraintes budgétaires - Programmes d'équipement des forces conventionnelles - Dissuasion nucléaire - (p. 2518) : politique des personnels - Diminution d'effectifs - Industrie de défense - (p. 2519) : recherche - Approbation de ce projet de loi par la commission des affaires étrangères.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - (28 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3050, 3052) : dispositions relatives aux assurances - Etablissements de crédit - Caisse des dépôts et consignations - Droit des sociétés - Profession d'expert comptable - Secteurs de l'automobile et du bâtiment - Français établis hors de France - Délégations de service public - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce texte.

**Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Après l'art. 32** (p. 3194) : son amendement n° 101, soutenu par M. Alain Lambert : experts-comptables qui exercent leur activité en entreprises ou en organismes privés ou publics, ou qui assument des missions d'enseignement ; rejeté - **Après l'art. 39 ter** (p. 3206) : son amendement n° 103, soutenu par M. Alain Lambert : fiscalité des revenus de capitaux mobiliers ; adopté.

- **Rappel au règlement de M. Robert Vizet** - (4 juillet 1994) (p. 3418) : caractère honorable de la présence de la France au Rwanda.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité** - **Deuxième lecture** [n° 22 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (10 novembre 1994) - **Art. 9 (études de sécurité publique préalables à la réalisation de certains équipements collectifs)** (p. 5474) : sur l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission, soutient le sous-amendement n° 25 de M. Alphonse Arzel - Soutient les amendements de M. Alphonse Arzel, n° 23 (dispositif contractuel local dans lequel s'inscrit l'obligation de gardiennage) et n° 24, de repli.

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

### *Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5884, 5887) : croissance - Dette publique - Consommation des ménages - Marchés financiers - Fiscalité - Chômage - CSG - Taxe professionnelle - Cotisations sociales - Français établis hors de France - Sous réserve de l'adoption de certains amendements, le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi de finances.

### *Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 2 (barème de l'impôt sur le revenu)** (p. 5938) : son amendement n° I-68 : extension aux Français établis hors de France de l'application de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu ; retiré - **Après l'art. 2 bis** (p. 5948) : son amendement n° I-69 : exclusion du champ d'application des dispositions de l'article 164 C du code général des impôts des ressortissants français qui conservent la disposition d'une habitation en France lorsqu'ils s'expatrient à l'étranger pour des raisons professionnelles ; adopté.

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Art. 8 (modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)** (p. 6035) : son amendement n° I-70, soutenu par M. Alain Lambert : taxe applicable aux gaz de pétrole liquéfiés utilisés comme carburant, GPLC ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Après l'art. 12 ter (par priorité)** (p. 6096, 6097) : ses amendements n° I-71 : prise en compte des résultats déficitaires provenant des dotations dans les départements d'outre-mer ; et n° I-72 : frais de

scolarité payés pour les expatriés des entreprises ; retirés - **Après l'art. 8** (p. 6101) : soutient l'amendement n° I-80 de M. Michel Souplet (exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les livraisons de gaz destinées à la production de cultures végétales sous serre) - **Après l'art. 8 ter** (p. 6103, 6104) : soutient les amendements de M. Alain Lambert n° I-87 et n° I-88 (droits fixes d'enregistrement d'actes notariés) - **Après l'art. 11** (p. 6116) : soutient l'amendement n° I-89 de M. Alain Lambert (abrogation de l'article 53 de la loi de finances pour 1994 qui réduit de 6 % le taux de remboursement de la TVA aux collectivités territoriales sur les investissements réalisés dès 1995) - **Après l'art. 13 bis** (p. 6134) : soutient l'amendement n° I-78 de M. Paul Caron (Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 6158) : le groupe de l'Union centriste votera l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 1995 - Réduction du déficit budgétaire - Crédits pour l'emploi - Régimes sociaux - Impôt sur le revenu - Collectivités territoriales.

#### Deuxième partie ;

**Défense** - (30 novembre 1994) (p. 6457, 6459) : évolution des crédits - Domaine du nucléaire - Livre blanc - Europe - Accepte ce projet de budget.

**Coopération** - (7 décembre 1994) (p. 6953, 6955) : diversité des crédits budgétaires en faveur de la coopération - Dispersion des compétences entre les ministères de la coopération, des affaires étrangères et de l'économie - Validité de la distinction entre pays du champ et pays hors champ - Conditions d'une stabilité politique en Afrique - Conséquences de la dévaluation du franc CFA - Situation des Français établis en Afrique - Maintien de l'aide française aux africains.

**Affaires étrangères** - (8 décembre 1994) (p. 6994, 6996) : évolution des crédits - Coordination de l'action extérieure - Français établis à l'étranger - Situation en ex-Yougoslavie - Exemples du Rwanda et de l'Algérie - Politique étrangère et de sécurité commune - Europe.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne** [n° 115 (94-95)] - (13 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7429, 7430) : résultat négatif du référendum norvégien - Intérêt de cet élargissement pour l'Union européenne et pour la France - Réforme souhaitable des institutions européennes - (p. 7431) : conférence intergouvernementale prévue en 1996 - Nouveaux élargissements - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes)** [n° 156 (94-95)] - (20 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 7805) : accord de Marrakech - Corps juridique unique - Processus de décision - Règlement des différends - Droits de douane - Intégration de secteurs spécifiques - (p. 7806) : moyens de défense commerciale - Législation des États-Unis - Cycle de l'Uruguay - (p. 7807, 7808) : agriculture - Défense commerciale communautaire - Compétences mixtes Etat-Communauté - Problèmes monétaires - Incidences sociales - Propose d'adopter ce projet de loi.

- **Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement** [n° 150 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8007) : le groupe de l'Union centriste dans sa majorité votera cette proposition de loi.

VINÇON (Serge), sénateur du Cher (RPR).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, en application de l'article 22 du Règlement du Sénat, sur Strasbourg, siège du Parlement européen [n° 254 (93-94)] (19 janvier 1994) - **Parlement européen**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 528 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe occidentale [n° 537 (93-94)] (22 juin 1994) - **Traités et conventions**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 530 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain (INIBAP) [n° 538 (93-94)] (22 juin 1994) - **Traités et conventions**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense** - Forces terrestres - [n° 82 (94-95)] tome 6 (22 novembre 1994).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 115 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne [n° 120 (94-95)] (7 décembre 1994) - **Traités et conventions**.

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises** [n° 119 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (7 avril 1994) - **Après l'art. 12** (p. 826, 827) : son amendement n° 119, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : désignation d'un expert en diagnostic d'entreprise ; retiré.

**Suite de la discussion** - (8 avril 1994) - **Art. 32** (*vérification de la qualité de tiers des repreneurs*) (p. 873) : son amendement n° 120, soutenu par M. Philippe de Gaulle : nomination d'un expert ; retiré - **Après l'art. 45** (p. 885) : son amendement n° 121, soutenu par M. Philippe de Gaulle : recours à un expert ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958** [n° 386 (93-94)] - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 415) (p. 1962, 1963) : champ d'action des délégations parlementaires - Mise en oeuvre du traité de Maastricht - Rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne - Contrôle de l'action des institutions européennes - Le groupe du RPR votera cette proposition de loi.

- **Conclusions du rapport de M. Lucien Lanier**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 279, 93-94), déposée par M. Jacques Genton, tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre

1958 [n° 415 (93-94)] - (31 mai 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 386) : voir intervention sous la proposition de loi n° 386 (p. 1962, 1963).

- **Projet de loi relatif à l'habitat [n° 416 (93-94)] - Suite de la discussion** - (2 juin 1994) - **Après l'art. 5** (p. 2111) : son amendement n° 43 ; application des conditions de cession aux logements locatifs ou conventionnés des sociétés d'économie mixte, ainsi qu'aux logements sociaux locatifs appartenant aux sociétés d'économie mixte d'outre-mer ; retiré - **Après l'art. 24 (par priorité)** (p. 2155, 2156) : soutient l'amendement n° 44 de M. Charles Descours (possibilité pour les organismes bénéficiant de prêts aidés par l'Etat de constater en charges différées dans leurs comptes sociaux le montant de la somme que l'établissement prêteur est en droit de leur réclamer en cas de remboursement anticipé d'un prêt) - (p. 2161) : soutient l'amendement n° 45 de M. Charles Descours (limitation du champ d'application de la « loi Sapin » relative à la transparence des marchés publics au bénéfice des sociétés d'économie mixte).

- **Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique [n° 419 (93-94)]** - (2 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2133) : réforme de la fonction publique - Relance du temps partiel dans la fonction publique et création d'emplois - (p. 2134) : le groupe du RPR votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 [n° 481 (93-94)]** - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2536, 2538) : dissuasion nucléaire - Interventions extérieures - Défense nationale et construction européenne - Equipements - Crédits de fonctionnement - Votera ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (15 juin 1994) - **Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé (approbation du rapport d'orientation annexé au présent projet de loi)** (p. 2586) : ses amendements sur le rapport annexé, n° 1 et n° 2 : conception et construction européenne de l'avion de transport futur ; n° 3 : garantie par le Gouvernement des projets d'exportation ; n° 4 : protection anti-missile ; et n° 5 : priorité de l'industrie de défense française ou européenne pour les commandes passées par l'Etat français ; retirés - **Après l'art. 6** (p. 2593) : son amendement n° 6 : création d'un Conseil supérieur de la programmation militaire ; retiré.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part [n° 513 (93-94)]** - (30 juin 1994) - En remplacement de M. Michel Poniatowski, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3279, 3280) : élargissement de l'Union européenne - Conseil de l'Europe - Pays d'Europe centrale et orientale - Propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe occidentale [n° 528 (93-94)]** - (30 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3281, 3282) : défense et sécurité européenne - Souveraineté des Etats - Traité de Maastricht - Au nom de la commission des affaires étrangères, propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain [n° 530 (93-94)]** - (30 juin 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3284, 3286) : réseau international pour la banane - Lutte contre les maladies - Privilèges octroyés aux personnels - Avantages proposés par la France - Rapport d'activité en langue française - Au nom de la commission des affaires étrangères, s'en remet à la sagesse du Sénat sur ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - Suite de la discussion** - (5 novembre 1994) - **Art. 14 (Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale)** (p. 5107, 5109) : sur l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction érigeant le fonds en établissement public et limitant ses compétences aux dessertes aériennes intérieures), ses sous-

amendements, soutenus par M. Jean-Paul Hammann, n° 468 : dessertes aériennes intérieures à la France continentale ; et n° 469 : réduction du montant de la taxe ; retirés.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale** - (26 novembre 1994) (p. 6219, 6220) : baisse des crédits alloués à l'Institut des hautes études de la défense nationale, IHEDN - Le groupe du RPR votera ces crédits.

**Défense** - (30 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (forces terrestres) - (p. 6452, 6454) : Livre blanc - Effectifs - Moyens de fonctionnement - Rémunérations - Equipements - Retraites - Propose l'adoption des crédits du ministère de la défense.

**Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile** - (6 décembre 1994) (p. 6859) : résultats du plan de redressement d'Air France - (p. 6860) : construction aéronautique - Crédits affectés à la recherche aéronautique - Votera ce projet de budget.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne [n° 115 (94-95)]** - (13 décembre 1994) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 7425) : élargissement de l'Union européenne - Reprise de l'acquis communautaire par les nouveaux adhérents - Adaptation arithmétique des institutions - (p. 7426, 7427) : mesures transitoires - Conséquences de ces adhésions pour la France et l'Union européenne - (p. 7428) : avenir de l'Europe - Révision de la politique agricole et de la politique étrangère et de sécurité - (p. 7429) : réforme des institutions européennes : pouvoir exécutif et législatif ; hiérarchie des actes communautaires - Propose au Sénat d'adopter ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) [n° 156 (94-95)]** - (20 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7828, 7829) : préaccord de Blair House - Passage du GATT à l'Organisation mondiale du commerce - Attitude des Etats-Unis - Secteur agricole - « Dumping » social - Le groupe du RPR dans sa quasi unanimité votera ce projet de loi.

**VIZET (Robert)**, sénateur de l'Essonne (C).

secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

- Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (JO Lois et décrets du 5 octobre 1994).

Secrétaire de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 136 (94-95) de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 15 décembre 1994).

Secrétaire de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande n° 143 (94-95) de levée d'immunité parlementaire

d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 15 décembre 1994).

— Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (29 juin 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (10 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la loi d'orientation pour le développement du territoire (15 décembre 1994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (19 décembre 1994).

## DÉPÔTS

*Proposition de résolution*, déposée avec plusieurs de ses collègues, en application de l'article 73 bis du Règlement, relative à l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° E-260) [n° 17 (94-95)] (11 octobre 1994) - **Communautés européennes**.

## INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques** [n° 152 (93-94)] - (12 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 48) : déficit budgétaire de l'année 1993 - Progression de la dette publique - Déficit en matière de produits sidérurgiques primaires ou semi-finis - (p. 49) : prestations chômage - Dépenses de santé - Branche famille de l'assurance maladie - Impôts sur les sociétés - Taux de prélèvement effectué en 1982 sur les résultats des entreprises au titre de l'impôt sur les sociétés - Stabilisation du poids de la dette publique au détriment des autres dépenses publiques - (p. 50) : consommation des ménages - Protection sociale - Contribution sociale généralisée - **Question préalable** : sa motion n° 14 tendant à opposer la question préalable, soutenue par Mme Paulette Fost ; rejetée - **Art. 1<sup>er</sup> (objectif de la maîtrise des finances publiques)** (p. 59) : son amendement n° 15 : nouvelle rédaction de cet article tendant à réduire de façon significative le déficit du budget de l'Etat ; rejeté - **Art. 2 (normes de progression des charges budgétaires)** (p. 61) : son amendement n° 1, soutenu par Mme Paulette Fost ; substitution des mots « de la croissance » à ceux de « des prix » ; rejeté - Ses amendements, soutenus par Mme Paulette Fost, n° 2 : sorties de cotisations sociales fondées sur les salaires ; (p. 62) : n° 3 : pourcentage de hausse des salaires de 1994 à 1997 - (p. 63) : n° 4 : débat sur les 32 heures ; n° 5 : accroissement des dépenses et des ressources fiscales ; rejetés - (p. 64) : ses amendements, n° 6 : suspension des allègements prévus par le Gouvernement et votés par le Parlement en matière de charges sociales sur les salaires les plus modestes ; n° 7 : possibilité d'utiliser des crédits qui n'auraient pas été dépensés dans un exercice budgétaire au cours de l'exercice suivant sur d'autres chapitres et pour d'autres départements ministériels ; n° 8 : suppression de certains impôts et taxes pesant sur les salaires ; n° 9 : taux d'imposition sur les sociétés en Allemagne et en France ; n° 10 : taux de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu à 60 % et n° 12 : investissement de capitaux considérables dans les emprunts dont les intérêts ne seraient pas imposés ; rejetés - **Art. 3 (rapport annexé au projet de loi de finances de l'année)** (p. 69) : ses amendements, n° 11 : sortie du système monétaire européen ; et n° 13 : redéfinition du partage du budget communautaire et de la contribution de chaque pays de l'Europe ; rejetés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 72) : mise en oeuvre des critères du traité de Maastricht - Situation bancaire du Luxembourg - Transferts de l'Etat en direction des collectivités locales.

— **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates**

(n° E-107) [n° 229 (93-94)] - (13 janvier 1994) - **Discussion générale** (p. 88) : nouvel article 88-4 de la Constitution - Prédominance du droit communautaire par rapport aux législations nationales - (p. 89) : négociations du GATT - Délocalisations de productions en France et en Europe et surexploitation dans les pays du tiers-monde.

— **Projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen - Deuxième lecture** [n° 257 (93-94)] - (25 janvier 1994) - **Après l'art. 3** (p. 496) : situation des départements d'outre-mer par rapport à la Communauté européenne - Le groupe communiste votera l'amendement n° 5 de M. Henri Bangou (représentation des collectivités des départements d'outre-mer au sein du parlement européen) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 499, 500) : citoyenneté européenne et dérive supranationale - Discrimination entre les étrangers - Le groupe communiste s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

— **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales** [n° 81 (92-93)] - (13 avril 1994) - **Discussion générale** (p. 1045) : référence aux orientations de la commission des communautés européennes - (p. 1046) : situation des collectivités locales - Garanties d'emprunt - Construction de logements sociaux - Cas d'Eurodisney - Pression fiscale - Rôle de la Caisse des dépôts et consignations et de son groupe - Caisses d'épargne - **Art. 5 (provision forfaitaire obligatoire pour garantie d'emprunt)** (p. 1055) : son amendement n° 15, soutenu par Mme Paulette Fost : mise en place du Comité national du cautionnement ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1066) : explosion de la fiscalité locale - Votera contre ce projet de loi.

— **Projet de loi relatif à la partie législative des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières** [n° 300 (93-94)] - (27 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi organique n° 301 (p. 1269, 1270) : contenu des deux projets de loi - Départements et territoires d'outre-mer - Situation des collectivités territoriales depuis 1982 - Pression sur les budgets sociaux - Fiscalité locale - Administration publique locale - Rôle des chambres régionales des comptes - Contrôle des comptes des organismes d'HLM - Rapports entre les pouvoirs juridique et politique - Incidence de la codification des activités des juridictions financières - Situation budgétaire de l'Etat - Rôle de la Cour des comptes - Le groupe communiste ne prendra pas part au vote.

— **Projet de loi organique relatif à certaines dispositions législatives des livres I<sup>er</sup> et II du code des juridictions financières** [n° 301 (93-94)] - (27 avril 1994) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet de loi n° 300 (93-94) : voir intervention sous le projet n° 301 (p. 1269, 1270).

— **Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord** [n° 344 (93-94)] - (3 mai 1994) - **Art. unique (durée d'assurance requise pour le calcul de la retraite des anciens combattants d'Afrique du nord)** (p. 1383) : soutient l'amendement n° 2 de M. Robert Pagès (nouvelle rédaction).

— **Projet de loi relatif à l'habitat** [n° 416 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (2 juin 1994) **Art. 8 (notifications et significations relatives aux rapports locatifs)** (p. 2164) : soutient les amendements de M. Jean-Luc Bécart n° 78 (retrait de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des charges récupérables auprès des locataires), n° 75, n° 76 et n° 77 (suppression successivement des paragraphes I, II et III de cet article) - **Après l'art. 8** (p. 2165, 2168) : soutient les amendements de M. Jean-Luc Bécart n° 81 (modification du délai de référence pris en compte dans l'article 14 de la loi de 1984), n° 82 (frais engagés par le propriétaire au titre des travaux qu'il entreprend), n° 79 (nombre de références que le bailleur doit fournir à la signature du bail) et n° 83 (allongement du délai prévu pour que le bailleur communique au locataire le décompte de ses charges et mette à sa disposition des locataires les pièces justificatives) - **Art. 12 (révision du loyer)** (p. 2173) : soutient l'amendement de suppression n° 88 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 13 (non application de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1948 aux locaux vacants)** (p. 2175, 2176) : soutient les amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 89 de suppression et n° 90 (substitution à l'article 13

d'un nouvel article relatif au mode de fixation des loyers) - **Avant l'art. 14** (p. 2177, 2181) : soutient les amendements de M. Jean-Luc Bécart n° 91 (rapport du Gouvernement sur la situation du fonctionnement des logements-foyers pour travailleurs migrants), n° 92 (prolongation d'un mois du délai prévu pour la résiliation du contrat de location en cas d'impayés), n° 93 (droit de réquisition exercé par le maire dans les communes où sévit une crise du logement), n° 94 (interdiction des saisies et expulsions sans logement pour le locataire de bonne foi), n° 95 (allongement de deux ans de la durée des délais prévus pour surseoir à l'exécution des décisions de justice en matière d'expulsion), n° 96 (utilisation de la taxe perçue au profit du fond d'aménagement de la région d'Ile-de-France) et n° 97 (précision des catégories de demandeurs de logements pouvant légitimement prétendre à faire valoir un droit d'attribution de logement prioritaire).

**Suite de la discussion** - (3 juin 1994) - **Art. 21** (*réduction d'impôt*) (p. 2213, 2214) : soutient l'amendement n° 104 de M. Jean-Luc Bécart (application de la réduction d'impôt au bénéficiaire du locataire des logements créés par transformation de bureaux) - **Après l'art. 21** (p. 2215) : soutient l'amendement n° 105 de M. Jean-Luc Bécart (rapport établi par le Conseil national de l'habitat sur les modalités d'application des articles 20 et 21 du présent projet de loi) - **Art. 23** (*administration provisoire*) (p. 2221) : détérioration du fonctionnement des copropriétés - Conséquences de la « loi Méhaignerie » - **Art. 24** (*commission départementale de l'aide personnalisée au logement*) (p. 2223) : soutient les amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 108 de suppression et n° 109 (élaboration du plan régional du logement des personnes défavorisées pour la région d'Ile-de-France au plus tard le 31 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2224) : précipitation dans le déroulement du débat - Rapports locatifs - Précarité des conditions de logement - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales - Deuxième lecture** [n° 428 (93-94)] - (13 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2467) : gestion des collectivités publiques sur les critères du secteur privé - Augmentation de la pression fiscale et du coût des services - Incitation à la réalisation des investissements par des structures supracommunales ou intercommunales - Le groupe communiste confirme son vote négatif initial.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (15 juin 1994) - **Question préalable** (p. 2574, 2576) : soutient la motion n° 7 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Défense nationale - ONU - Union européenne - Eurocorps - Interventions extérieures en Afrique - Industrie de l'armement - GIAT.

- **Projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes** [n° 424 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (24 juin 1994) - **Art. 9** (*opérations des institutions de prévoyance*) (p. 3000) : soutient l'amendement de suppression n° 79 de Mme Michelle Demessine - **Art. 11** (*contrôle des institutions*) (p. 3008) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine, n° 81 de suppression et n° 82 (représentation des organisations syndicales représentatives de salariés à la commission de contrôle) - **Art. 12** (*institutions relevant du code rural*) (p. 3015) : soutient l'amendement de suppression n° 83 de Mme Michelle Demessine - **Art. 13** (*coordination*) (p. 3016) : soutient l'amendement de suppression n° 84 de Mme Michelle Demessine - **Art. 14** (*abrogation*) (p. 3016, 3017) : soutient l'amendement de suppression n° 85 de Mme Michelle Demessine - **Art. 16** (*dispositions d'application*) : soutient l'amendement de suppression n° 87 de Mme Michelle Demessine - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3018) : compagnies d'assurance - Introduction du secteur marchand dans la protection sociale - Mutuelles - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales - Deuxième lecture** [n° 518 (93-94)] - (24 juin

1994) - **Discussion générale** (p. 3023, 3024) : recherches dans l'industrie des produits cosmétiques - Direction des recherches par un chercheur non-médecin - Le groupe communiste et apparenté contribuera à l'amélioration du texte - **Art. 1<sup>er</sup>** (*dissociation des fonctions de direction et de surveillance de la recherche*) (p. 3025) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 2 de la commission - **Après l'art. 2** (p. 3026) : se déclare favorable à l'amendement n° 14 du Gouvernement (direction des recherches par des chercheurs non-médecins) - **Art. 3** (*protection des femmes enceintes, des parturientes et des mères qui allaitent*) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (après les mots « aucun risque », insertion du mot « sérieux ») - **Art. 9** (*composition et compétences territoriales des comités consultatifs de protection des personnes*) (p. 3027) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de la commission (extension du champ de compétence territoriale d'un comité à plusieurs régions) - Se déclare favorable à l'amendement n° 7 de la commission (maintien de la personnalité juridique des comités) - **Après l'art. 14** (p. 3031) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 13 de la commission (fonctionnement du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** [n° 524 (93-94)] - (28 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 3056, 3058) : situation économique - Chômage - Consommation des ménages - Privatisations - Activités d'assurance - Finances publiques - Fiscalité - Caisse des dépôts et consignations - Epargne des particuliers - Collectivités territoriales - Emploi et formation - Défisicalisation - Lutte contre les exclusions - Etablissements hospitaliers - Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte - **Art. 11** (*modification des statuts du Crédit national*) (p. 3087) : son amendement de suppression n° 60 ; rejeté - **Art. 12** (*modification des statuts du Comptoir des entrepreneurs*) (p. 3089, 3090) : son amendement de suppression n° 61 ; rejeté - **Art. 13** (*modification de la durée du mandat du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations*) (p. 3096) : son amendement de suppression n° 62 ; rejeté - (p. 3103) : sur l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction), se déclare opposé au sous-amendement n° 158 du Gouvernement - **Art. 15** (*cession gratuite d'actions aux salariés d'Air France*) (p. 3112) : ses amendements, n° 63 de suppression, et n° 64 : abrogation de l'article 71 de la loi de finances pour 1994 ; rejetés.

**Suite de la discussion** - (29 juin 1994) - **Art. 16** (*modification du statut des sociétés anonymes à participation ouvrière, SAPO*) (p. 3132) : ses amendements, n° 65, de suppression, et n° 67 : suppression de la Compagnie nationale Air France de la liste des sociétés privatisables ; rejetés - **Après l'art. 17** (p. 3143) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (contrôle par le Parlement des comptes des sociétés du secteur public dans lesquelles l'Etat détient une participation majoritaire), ainsi que sur le sous-amendement n° 160 du Gouvernement - **Art. 18** (*représentation des collectivités territoriales dans les conseils d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes*) (p. 3144) : son amendement de suppression n° 68, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Art. 47** (*par priorité*) (*assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques*) (p. 3161) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission des affaires sociales saisi pour avis (publicité dans les lieux de vente) - **Avant l'art. 47** (*par priorité*) (p. 3164) ; se déclare favorable, au nom du groupe communiste, à l'amendement n° 52 de M. Roland Courteau (publicité du vin et des boissons agricoles) - **Art. 19** (*garanties de l'Etat pour les emprunts du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies*) (p. 3166) ; son amendement de suppression n° 90, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Art. 34** (*extension aux départements de Corse du monopole d'importation et de vente au détail des tabacs manufacturés*) (p. 3196) : son amendement de suppression n° 69 ; rejeté - **Art. 35** (*fixation des taux de remise en Corse et sur le continent*) (p. 3197) : son amendement de suppression n° 70 ; rejeté - **Art. 38** (*passage de la fixation administrative des prix des tabacs à un régime d'homologation des prix*) (p. 3199) : ses amendements, n° 72 de suppression et n° 73 : suppression de la SEITA de la liste des sociétés privatisables ; rejetés - **Art. 39** (*relèvement de la limite d'amortissement des véhicules de tourisme détenus par les entreprises*) (p. 3201) : son amendement de suppression n° 74, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Art. 39 ter** (*déductions de cer-*

*taines cotisations sociales des revenus des gérants majoritaires des SARL* (p. 3206) : son amendement de suppression n° 75, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Art. 39 quater** (*formalités à accomplir pour bénéficier de la réduction d'impôt sur les logements locatifs*) (p. 3208) : son amendement de suppression n° 76, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Après l'art. 39 quater** (p. 3209) : son amendement n° 91 : taux de TVA pour les produits de l'horticulture et de la sylviculture ; rejeté - **Après l'art. 40** (p. 3210) : son amendement n° 79 : fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA ; dépenses liées à la réalisation d'installations en faveur de la protection de l'environnement ; rejeté - **Après l'art. 43** (p. 3211, 3213) : ses amendements n° 92 : financement de la construction ; aide publique au logement ; n° 94 : frais d'émission des rôles des fonds destinés à financer la révision cadastrale des bases d'imposition locales ; n° 97 : abrogation de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1993 ; n° 93 : suppression de l'article 44 de la loi de finances pour 1994 relatif aux droits de timbre pour la saisine des tribunaux administratifs par les particuliers ; n° 95 : aides destinées aux personnes handicapées ; et n° 96 : imposition des plus-values de cession des valeurs mobilières de court terme ; rejetés - **Art. 46** (*prorogation de l'exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM réinvesties dans l'investissement immobilier*) (p. 3215) : son amendement de suppression n° 98 ; rejeté - **Après l'art. 52** (p. 3218, 3220) : ses amendements n° 100 : somme versée au titre de la constitution de carrière de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires ayant servi en Afrique du Nord ; et n° 99 : montant de la taxe sur les salaires acquittée par les associations à but non lucratif ; rejetés - **Art. 40 (précédemment réservé p. 3210)** (*caractère d'ordre public de la clause relative aux intérêts moratoires dans les marchés publics*) (p. 3221) : ses amendements, n° 77 de suppression et n° 78 : dotation aux collectivités locales ; rejetés - **Art. 41 (précédemment réservé p. 3211)** (*extension aux établissements publics de santé de la procédure de mandatement d'office des intérêts moratoires*) (p. 3224) : son amendement de suppression n° 80 ; rejeté - **Art. 42 (précédemment réservé p. 3211)** (*prorogation de contrats d'orientation et d'adaptation et prolongement du versement des aides forfaitaires pour les contrats d'apprentissage et de qualification*) (p. 3227) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° 81 de suppression et n° 82 : abrogation de l'article 62 de la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle qui prévoit un contrat d'insertion professionnelle, CIP ; rejetés - **Art. 43 (précédemment réservé p. 3211)** (*délégations de services publics*) (p. 3232) : son amendement de suppression n° 83, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Après l'art. 43 (précédemment réservé p. 3213)** (p. 3238) : son amendement n° 139 : expertise des véhicules visés à l'article L. 27-1 du code de la route ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3244) : situation d'Air France - Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

- **Rappel au règlement** - (29 juin 1994) (p. 3150) : situation en Algérie : attentat lors d'une manifestation organisée pour réclamer la vérité sur l'assassinat du président Mohamed Bou-diaf.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)]** - (1<sup>er</sup> juillet 1994) - **Discussion générale** (p. 3349) : démantèlement du statut de la fonction publique territoriale - Dysfonctionnements de la fonction publique territoriale - (p. 3350) : procédures de recrutement - Contractuels - Concours - Statut des animateurs et des assistantes maternelles - (p. 3351) : formation - Déroulement des carrières et cas des fonctionnaires déchargés de fonctions ou privés d'emploi - Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT - Situation des communes rurales - Intercommunalité - (p. 3352) : transfert des charges de l'Etat vers les collectivités territoriales - Atteinte aux droits statutaires des fonctionnaires territoriaux - Départements et territoires d'outre-mer - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (4 juillet 1994) (p. 3417) : demande à être informé sur l'intervention de l'armée française au Rwanda.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 479 (93-94)]** - Suite de la discussion - (4 juillet 1994) - **Art. 9** (*organisation de*

*concours communs à plusieurs centres de gestion*) (p. 3420) : soutient les amendements de M. Robert Pagès, n° 81 (obligation pour les centres de gestion d'établir une liste d'aptitude) et n° 82 (suppression des dispositions relatives à la localisation de la gestion des listes d'aptitude) - **Art. 10** (*contrôle administratif des actes des centres de gestion*) (p. 3421) : soutient l'amendement n° 83 de M. Robert Pagès (établissement de la liste d'aptitude par ordre de mérite) - **Avant l'art. 12** (p. 3423) : soutient l'amendement n° 84 de M. Robert Pagès (mise en oeuvre d'une compatibilité complète entre la fonction publique territoriale et la fonction publique d'Etat) - **Art. 12** (*formation commune de commissions administratives paritaires - listes d'aptitude communes*) : soutient l'amendement de suppression n° 85 de M. Robert Pagès - **Art. 13** (*regroupement des comités techniques paritaires*) (p. 3424) : soutient l'amendement de suppression n° 86 de M. Robert Pagès - **Avant l'art. 14** (p. 3425) : soutient l'amendement n° 87 de M. Robert Pagès (présence obligatoire d'un comité d'hygiène et de sécurité dans chaque collectivité ou établissement et missions de ce comité) - **Art. 15** (*créations d'emplois*) (p. 3426) : soutient l'amendement de suppression n° 88 de M. Robert Pagès - **Art. 16** (*listes d'aptitude à la promotion interne*) (p. 3428) : soutient l'amendement n° 89 de M. Robert Pagès (suppression des listes d'aptitude) - **Art. 17** (*procédure de nomination dans les emplois vacants*) (p. 3429) : soutient l'amendement n° 90 de M. Robert Pagès (réduction du délai à deux mois) - **Art. 18** (*jurys des concours et examens professionnels*) (p. 3430) : soutient l'amendement de suppression n° 91 de M. Robert Pagès - **Art. 19** (*fixation du nombre de postes ouverts aux concours*) (p. 3431) : soutient l'amendement de suppression n° 92 de M. Robert Pagès - **Avant l'art. 20** (p. 3433) : soutient l'amendement n° 93 de M. Robert Pagès (établissement des listes d'aptitude par ordre de mérite) - **Art. 20** (*modalités d'établissement des listes d'aptitude des concours*) (p. 3434) : soutient l'amendement de suppression n° 94 de M. Robert Pagès - **Art. 21** (*formation initiale de certains fonctionnaires de catégorie A*) (p. 3436) : soutient les amendements de M. Robert Pagès, n° 95 (remplacement du mot « élève » par les mots « fonctionnaire stagiaire » et rémunération par le Centre national de la fonction publique territoriale) et n° 96 de précision - **Art. 22** (*décharge de fonctions*) (p. 3440) : soutient l'amendement n° 97 de M. Robert Pagès (nouvelle rédaction) - **Art. 24** (*réintégration après un détachement de longue durée*) (p. 3445) : soutient l'amendement n° 98 de M. Robert Pagès (amélioration de la réintégration ou du reclassement du fonctionnaire détaché) - **Après l'art. 24** (p. 3446) : soutient l'amendement n° 99 de M. Robert Pagès (réintégration obligatoire par le CNFPT ou le centre de gestion du fonctionnaire qu'il a détaché) - **Art. 27** (*reclassement des fonctionnaires privés d'emploi*) (p. 3451, 3452) : soutient l'amendement n° 104 de M. Robert Pagès (licenciement du fonctionnaire pris en charge après le refus de trois offres d'emplois) - **Art. 30** (*charges afférentes aux décharges d'activité dans le cadre de l'exercice du droit syndical*) (p. 3466) : soutient l'amendement n° 105 de M. Robert Pagès (nouvelle rédaction) - **Art. 32** (*intégration des agents à temps non complet dans les cadres d'emplois*) (p. 3470) : soutient l'amendement de suppression n° 106 de M. Robert Pagès - **Après l'art. 34** (p. 3472) : soutient l'amendement n° 107 de M. Robert Pagès (titularisation de l'ensemble des agents contractuels de la fonction publique territoriale) - **Art. 36** (*organisation de la formation d'adaptation à l'emploi*) (p. 3473, 3474) : soutient l'amendement de suppression n° 108 de M. Robert Pagès - **Après l'art. 37** (p. 3475) : soutient l'amendement n° 109 de M. Robert Pagès (précision sur la nature de la formation) - **Art. 40** (*composition du conseil d'orientation du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3475, 3476) : soutient l'amendement de suppression n° 110 de M. Robert Pagès - **Art. 41** (*délégations interdépartementales ou régionales*) (p. 3476) : soutient l'amendement de suppression n° 111 de M. Robert Pagès - **Art. 42** (*mise en oeuvre d'actions de formation par des centres de gestion*) (p. 3479) : soutient l'amendement de suppression n° 112 de M. Robert Pagès - **Art. 43** (*organisation de concours et de formations communes aux fonctionnaires de l'Etat et aux fonctionnaires territoriaux*) (p. 3480) : soutient l'amendement n° 113 de M. Robert Pagès (nouvelle rédaction) - **Art. 44** (*conventions avec les centres de gestion pour l'organisation d'actions de formation*) (p. 3481) : soutient l'amendement de suppression n° 114 de M. Robert Pagès - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3483) : situation économique diffi-

cile - Remise en cause de l'unicité de la fonction publique territoriale - Sollicitation des collectivités territoriales en terme de politique d'emploi - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité [n° 543 (93-94)] - Suite de la discussion - (8 juillet 1994) - Art. 16 (statut spécial des personnels des services actifs)** (p. 3716) : soutient l'amendement n° 91 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction qui prévoit que des statuts particuliers définissent les conditions en matière de régime indemnitaire) - **Après l'art. 16** (p. 3719, 3721) : soutient les amendements de M. Charles Lederman n° 92 (libertés publiques des fonctionnaires de police), n° 93, n° 94 (formation des fonctionnaires de police), n° 95 (institution d'un comité technique paritaire interministériel compétent pour connaître les questions d'ordre matériel et technique), n° 96 (conditions de recrutement, de formation, de stages, d'avancement par voie de concours, de changement de corps et de déroulement des carrières) et n° 97 (distinction entre la police administrative et la police judiciaire ; respect de la séparation des pouvoirs) - **Avant l'art. 23** (p. 3724) : soutient l'amendement n° 99 de M. Charles Lederman (rapport dont sera saisi le Parlement français sur l'état des différents dispositifs de contrôle des frontières, avant l'application des accords de Schengen) - **Art. 2 et annexe I (précédemment réservés le 5 juillet 1994, p. 3550) (orientations de la politique de sécurité)** (p. 3732, 3736) : soutient les amendements de M. Charles Lederman n° 57 (suppression de la première phrase du neuvième alinéa de l'introduction du rapport sur les orientations de la politique de sécurité qui évoque la maîtrise de l'immigration), n° 59 (composition de l'observatoire de la sécurité), n° 60, n° 61 (protection des biens et des personnes), n° 62 (suppression du septième alinéa de l'annexe I sur la mission dévolue aux renseignements généraux), n° 63 (moyens financiers affectés aux communes), n° 66 (transfert à l'administration pénitentiaire de la charge des prévenus et détenus dès qu'ils sont remis à la justice), n° 56 (moyens financiers accordés aux collectivités territoriales et aux organismes de logement social), n° 67 (suppression du premier alinéa du paragraphe 1 du III de l'annexe I, relatif à l'autorité hiérarchique sous laquelle sont placés les services de police nationale), n° 68 (respect du droit syndical au sein de la police nationale), n° 69 (policiers auxiliaires du service national actif) et n° 70, de conséquence - (p. 3739) : avis défavorable du groupe communiste lors du vote unique sur l'ensemble de l'article 2 et de l'annexe I modifiés par l'amendement n° 301 du Gouvernement, de coordination, qui tend à rectifier certaines erreurs matérielles - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3740, 3741) : avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse [n° 560 (93-94)] - (11 juillet 1994) - Discussion générale** (p. 3845, 3846) : comité de coordination de développement industriel de la Corse - Situation économique de l'île - Investissements publics - Zone franche - Au nom du groupe communiste, se prononce contre ce projet de loi - **Art. 1<sup>er</sup> (exonération de taxe professionnelle)** (p. 3853) : son amendement n° 10 : instauration d'un système de financement original fondé sur la collecte des livrets CODEVI ; rejeté - **Art. 3 (reconduction jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1999 des dispositifs d'exonération d'impôt sur les sociétés pour les activités et les entreprises créées en Corse)** (p. 3860) : son amendement de suppression n° 11 ; rejeté - **Après l'art. 3** : son amendement n° 12 : rôle du comité de coordination du développement industriel de la Corse, CCDIC ; rejeté - **Art. 4 (reversement à la collectivité territoriale de Corse d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers perçue en Corse)** : son amendement n° 13 : organisation du financement destiné à moderniser le réseau routier corse ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 3862, 3863) : ses amendements, n° 14 : budget de l'université de Corse ; et n° 15 : contrôle de la politique de formation menée en Corse ; rejetés - **Art. 5 (transfert des droits de francisation et de passeport des navires de plaisance dont le port d'attache est en Corse)** (p. 3864) : son amendement n° 16 : affectation à la collectivité territoriale de Corse du produit de l'impôt de solidarité sur la fortune perçu auprès des contribuables corses ; rejeté - **Art. 6 (institution facultative de la taxe d'électricité par la collectivité territoriale de Corse)** (p. 3865) : son amendement n° 17 : suppression de la taxe de passage due par les entreprises de transport public aérien et

maritime ; rejeté - **Art. 7 (reconduction jusqu'à fin 1997 des dispositifs d'exonération des droits applicables aux actes et attestations nécessaires au règlement des indivisions successorales en Corse)** (p. 3867) : son amendement n° 18 : conditions d'exigibilité de la taxe de publicité foncière ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3868) : le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 597 (93-94)] - (13 juillet 1994) - Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3958) : le groupe communiste votera contre ce texte - Caractère illusoire de la participation des salariés - Intérêt du patronat - Economie.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [n° 600 (93-94)] - (25 octobre 1994) - Discussion générale** (p. 4675, 4676) : finances locales - Taxe professionnelle - Dette des collectivités locales - Pression de la fiscalité locale sur les ménages - Transfert de compétences et transfert de ressources correspondant - (p. 4677) : fonction publique d'Etat - Services publics - Création de taxes spécifiques - Atteinte au principe d'égalité des citoyens devant l'impôt - Exonérations fiscales.

**Suite de la discussion - (27 octobre 1994) - Exception d'irrecevabilité** (p. 4813) : se déclare favorable à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

**Suite de la discussion - (2 novembre 1994) - Art. 2 (schéma national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 4857) : votera contre l'amendement n° 27 de la commission (modification de la rédaction mettant l'accent sur les grandes infrastructures de transport, les politiques d'éducation, la notion de réseau de ville et les solidarités interdépartementales) - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 4867, 4869) : soutient les amendements de M. Félix Leyzour, n° 230 de suppression et n° 231 (suppression de la possibilité d'introduire dans les directives des adaptations mineures aux lois d'aménagement et d'urbanisme) - (p. 4869) : soutient l'amendement n° 232 de M. Félix Leyzour (élargissement de la procédure de concertation pour l'élaboration des directives) - (p. 4872) : liberté des communes.

**Suite de la discussion - (5 novembre 1994) - Avant l'art. 11** (p. 5079) : soutient l'amendement n° 454 de M. Félix Leyzour (interdiction du recours au contrat emploi-solidarité) - **Art. 11 (maintien des services publics sur le territoire)** (p. 5082) : soutient l'amendement n° 252 de M. Félix Leyzour (élaboration des contrats de plan des établissements ou organismes publics et entreprises nationales et des contrats de service public : consultation des organisations syndicales représentatives et des associations représentatives des usagers) - (p. 5084) : soutient l'amendement n° 253 de M. Félix Leyzour (étude d'impact préalable à la réorganisation ou à la suppression d'un service public ; avis d'une commission départementale d'organisation et de modernisation du service public) - (p. 5085) : soutient l'amendement n° 254 de M. Félix Leyzour (pouvoir du préfet de revenir sur les réorganisations ou suppressions de services publics envisagées) - (p. 5087) : soutient l'amendement n° 255 de M. Félix Leyzour (interdiction des suppressions de services publics dans les départements éligibles à l'attribution de la dotation de fonctionnement minimum) - **Art. 11 ter (polyvalence des services publics)** (p. 5090, 5091) : politique de remise en cause des services publics - **Art. 12 (lois de programmation quinquennales et information du Parlement)** (p. 5093, 5097) : soutient les amendements de M. Félix Leyzour n° 256, n° 257 et n° 258 (élaboration et contenu des lois de programme) - **Avant l'art. 13** (p. 5097, 5098) : soutient l'amendement n° 455 de M. Félix Leyzour (suspension des opérations de délocalisation, taxation des exportations de capitaux et création d'un fonds pour le développement des pays pauvres alimenté par une taxe sur les importations) - **Art. 13 (Fonds national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 5099) : soutient l'amendement de suppression n° 259 de M. Félix Leyzour - **Art. 14 (Fonds de péréquation des transports aériens - taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale)** (p. 5102, 5103) : opposition du groupe communiste à cet article - (p. 5105) : soutient l'amendement de suppression n° 260 de M. Félix Leyzour - **Art. 15 (fonds d'investissement des transports ter-**



*restres - taxe sur les sociétés d'autoroutes - taxe sur la distribution d'électricité* (p. 5127) : parole sur l'article - Transports ferroviaires en région parisienne - Ateliers SNCF de Vitry - (p. 5135, 5137) : soutient les amendements de M. Félix Leyzour n° 263 (suppression de la disposition prévoyant la création d'un fonds d'investissement des transports terrestres), n° 378 (taxation plus élevée des poids lourds) et n° 264 (suppression de la disposition prévoyant un fonds d'investissement fluvial).

**Suite de la discussion** - (7 novembre 1994) - **Art. 16** (*fonds de gestion de l'espace rural*) (p. 5151, 5152) : parole sur l'article - Politique agricole commune - (p. 5154) : soutient l'amendement n° 379 de M. Félix Leyzour (exclusion des dépenses liées aux missions de service public de l'Etat) - (p. 5155, 5156) : soutient l'amendement n° 265 de M. Félix Leyzour (critères de répartition des crédits du fonds : forêt) - Fédération nationale des communes forestières - **Après l'art. 16** (p. 5160, 5161) : sur l'amendement n° 505 de M. Louis Mercier (ressources du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE), soutient le sous-amendement n° 638 de Mme Hélène Luc (nationalisation des sociétés privées concessionnaires de services de distribution d'eau et d'assainissement) - (p. 5163) : vote par le groupe communiste de l'amendement n° 505 précité, retiré par son auteur et repris par M. Louis Perrein - **Avant l'art. 17** (p. 5179) : se déclare opposé à l'amendement n° 103 de la commission (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France) - (p. 5184) : sur cet amendement, se déclare opposé au sous-amendement n° 640 de M. Louis Perrein (conditions d'abonnement pour les salariés) - (p. 5185, 5188) : soutient les amendements de M. Félix Leyzour n° 268 (cellule départementale de crise en cas de procédure de licenciement), n° 380 (fonds départemental pour l'emploi) et n° 456 (suspension pour six mois de toute procédure de licenciement économique à compter de la promulgation de la loi) - **Art. 17** (*fonds national de développement des entreprises*) (p. 5191) : parole sur l'article - (p. 5196) : soutient les amendements n° 270 et n° 271 de M. Félix Leyzour (fonds national et fonds régionaux de développement des entreprises) - **Art. 18** (*réduction du champ de l'allègement d'impôt sur les bénéficiaires en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce*) (p. 5207, 5209) : son amendement n° 272 : création de prêts assis sur la collecte des CODEVI ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 18 quater** (*rapport au Parlement sur la mobilité économique des personnes*) (p. 5214) : son amendement n° 275, soutenu par Mme Michelle Demessine : augmentation de la contribution définie à l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation ; rejeté - **Art. 19** (*exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et extensions d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé*) (p. 5223) : son amendement n° 382, soutenu par Mme Michelle Demessine : exclusion des zones de grands ensembles ou de quartiers dégradés du champ d'application de cet article ; rejeté - (p. 5227, 5228) : vote par le groupe communiste de l'amendement n° 24 de M. René Régnauld (calcul de la compensation par l'Etat des exonérations de taxe professionnelle) - **Art. 19 bis** (*incitation à la location de logements vacants en milieu rural*) (p. 5229, 5230) : ses amendements, n° 276 : taux de la taxe additionnelle aux droits de mutation et à la taxe de publicité foncière perçue au profit du fonds départemental de péréquation destiné aux communes de 5 000 habitants ; et n° 277 : exclusion du champ d'application de l'article des communes classées comme station balnéaires ou de tourisme ; rejetés - (p. 5237, 5238) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 112 de la commission (mesures d'exonération de cotisations sociales en faveur d'entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées).

**Suite de la discussion** - (8 novembre 1994) - **Après l'art. 19 bis** (*suite*) (p. 5251) : son amendement n° 278, soutenu par Mme Paulette Fost : réévaluation du taux de la taxe additionnelle au droit de bail ; rejeté - **Art. 20 A** (*répartition des compétences*) (p. 5280) : son amendement de suppression n° 383 ; adopté - **Art. 20** (*réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière*) (p. 5286, 5287) : son amendement de suppression n° 279, soutenu par M. Louis Minetti ; devenu sans objet - **Art. 21** (*globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités locales*) (p. 5300) : son amendement n° 281 : modification des conditions d'éligibilité au fonds

de compensation pour la TVA ; devenu sans objet - **Après l'art. 21** (p. 5301, 5302) : ses amendements n° 282 : report de la mise en application des dispositions restrictives de remboursement par le fonds de compensation pour la TVA décidées par la loi de finances pour 1994 ; et n° 283 : rapport au Parlement sur la dette des administrations publiques locales ; rejetés - **Art. 22** (*renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF - suppression de la DGF d'Ile-de-France - reversement d'une fraction des ressources du FARIF sur le budget de la région d'Ile-de-France*) (p. 5306) : parole sur l'article - (p. 5307) : son amendement n° 295 suppression du paragraphe I relatif au renforcement des mécanismes de péréquation de la DGF ; adopté - (p. 5309) : son amendement n° 296 : application anticipée du mode d'indexation de la dotation globale de fonctionnement ; rejeté - **Art. 23** (*rapport sur la réforme de la taxe professionnelle*) (p. 5319) : son amendement n° 297 : suppression du paragraphe II prévoyant un fonds national de péréquation ; rejeté - (p. 5320) : sur l'amendement n° 294 de M. Jean Faure (création d'un fonds national de péréquation), ses sous-amendements n° 547 et n° 548 ; rejetés - Son amendement n° 298 : critères de définition des ressources des collectivités ; rejeté - (p. 5323) : son amendement n° 299 : suppression de l'allègement transitoire des bases d'imposition à la taxe professionnelle ; devenu sans objet - **Après l'art. 23** (p. 5328, 5329) : intervient sur l'amendement n° 219 de M. Christian Poncelet (contrat quinquennal fixant les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales) - (p. 5332) : son amendement n° 300 : cotisation minimale de taxe professionnelle pour les établissements bancaires ; rejeté - **Art. 23 bis** (*rapport au Parlement sur les conditions d'une réforme des mécanismes de liaison entre la taxe professionnelle et la taxe d'habitation*) (p. 5333) : son amendement n° 301 : réduction des taux des taxes portant sur les ménages et augmentation des taux de taxe professionnelle ; devenu sans objet - **Après l'art. 23 bis** (p. 5334) : son amendement n° 302 : abrogation de l'article 95 de la loi de finances pour 1994 prévoyant le passage du statut de bénéficiaire de l'allocation aux adultes handicapés au statut d'allocataires du RMI ; rejeté - **Art. 24** (*simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale*) (p. 5346) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 131 de la commission (rapport au Parlement sur l'état de la coopération intercommunale) - (p. 5348, 5349) : son amendement n° 384 : suppression du paragraphe IV de l'article 24 relatif aux groupements à fiscalité propre ; adopté - **Art. 26** (*extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales*) (p. 5357) : soutient l'amendement de suppression n° 385 de M. Félix Leyzour - **Art. 28** (*initiative des électeurs dans les consultations locales - extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 5361) : ses amendements n° 303 et n° 304 : assouplissement des conditions de mise en oeuvre des référendum d'initiative populaire ; rejetés.

**Suite de la discussion** - (9 novembre 1994) - **Art. 29** (*rapport du Gouvernement sur l'application de la loi*) (p. 5385) : son amendement n° 305, soutenu par M. Félix Leyzour : prise en compte de l'évolution de la situation financière des collectivités territoriales ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1995 [n° 78 (94-95)].**

*Discussion générale :*

(22 novembre 1994) (p. 5877, 5880) : déficit budgétaire - Collectivités territoriales - Logement - Fiscalité - Dette publique - Chômage - Marchés financiers - Entreprises - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

*Discussion des articles de la première partie :*

(23 novembre 1994) - **Art. 2** (*barème de l'impôt sur le revenu*) (p. 5938) : son amendement n° I-19 : élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu ; et ses amendements, soutenus par M. Jean Garcia, n° I-20 : conditions d'application de la décote portant sur les droits simples acquittés en matière de l'impôt sur le revenu ; et n° I-21 : correctifs dans les modalités d'application de l'impôt sur le revenu ; rejetés - **Après l'art. 2** (p. 5943, 5944) : ses amendements n° I-23 : abrogation des dispositions de l'article 119 bis du code général des impôts relatif à la prime à la mobilisation de l'épargne en faveur de la souscription d'obligations assimilables du Trésor ; n° I-22, soutenu par Mme Michèle Demessine : avoir fiscal ; n° I-105 : octroi de

la demi-part supplémentaire aux anciens combattants, toutes classes d'âges confondues, dès l'âge de soixante-cinq ans ; et n° I-24, soutenu par Mme Michèle Demessine : prise en compte, au titre des frais professionnels et du titre de l'impôt sur le revenu, des frais de déplacement et d'hébergement que doivent engager les demandeurs d'emplois, tous âges confondus ; rejetés - **Art. 2 bis** (*limitation des conditions d'attribution d'une demi-part supplémentaire aux contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant à leur charge un ou plusieurs enfants majeurs*) (p. 5945) : ses amendements, soutenus par Mme Marie-Claude Beauveau, n° I-25, de suppression ; adopté ; et n° I-26 : nouvelle rédaction ; devenu sans objet - **Art. 18** (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 5965, 5966) : contrôle de l'utilisation des crédits - Lutte contre la fraude - Avis défavorable du groupe communiste sur cet article - (p. 5972) : son amendement n° I-116 : diminution de 10 % de la participation de la France au budget de l'Union européenne ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (24 novembre 1994) - **Avant l'art. 3** (p. 5984) : son amendement n° I-27 : assujettissement d'une part des biens professionnels à l'impôt sur la fortune ; rejeté - **Art. 3** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 5985) : son amendement n° I-28 : revalorisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté - **Avant l'art. 4** (p. 5992) : son amendement n° I-29, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : relèvement à 40 % du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 5995) : son amendement n° I-30, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile et les hôpitaux ; rejeté - (p. 5997) : son amendement n° I-31, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations de tourisme social et familial à but non lucratif ; rejeté - **Après l'art. 5** (p. 6001, 6003) : ses amendements, n° I-32 : crédits aux entreprises ; n° I-33 : utilisation de l'argent public en matière de politique de l'emploi ; et n° I-34 : politique de développement des entreprises ; rejetés - **Art. 6** (*extension de la réduction d'impôt pour investissement locatif aux transformations en logements de locaux précédemment affectés à un autre usage*) (p. 6006) : son amendement n° I-35, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : fixation du loyer des locaux professionnels transformés en habitations ; rejeté - **Après l'art. 6** (p. 6007) : son amendement n° I-36, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : contribution des entreprises à l'effort de construction ; rejeté - (p. 6009) : son amendement n° I-37, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : exonération du droit de mutation à titre gratuit pour l'héritier ou le bénéficiaire d'une donation qui s'engage à louer l'immeuble à des locataires à ressources modestes ; rejeté - (p. 6013) : son amendement n° I-38, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : fixation des conditions d'application des impôts locaux directs ; rejeté - **Avant l'art. 7** (p. 6018) : son amendement n° I-39, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : régime fiscal des plus-values immobilières liées à la cession de la résidence principale ; rejeté - **Art. 7** (*application du taux normal de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifiques à usage domestique distribués par réseaux publics*) (p. 6021) : son amendement n° I-40, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de l'article ; taux d'abonnement préférentiel pour EDF et GDF ; rejeté - **Après l'art. 7** (p. 6029, 6032) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° I-41 : minoration de la charge fiscale pesant sur les produits de toute première nécessité pour la consommation populaire ; n° I-44 : TVA sur les produits de l'horticulture ; et n° I-42 : rapport du Gouvernement au Parlement sur la situation de la dette des grandes entreprises nationales ; rejeté - (p. 6033) : son amendement n° I-43, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : nationalisation des sociétés privées concessionnaires de service de distribution d'eau ; rejeté - **Art. 11** (*par priorité*) (*pérennisation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 % appliquée aux bases de taxe professionnelle*) (p. 6045) : son amendement n° I-51 : nouvelle rédaction ; devenu sans objet - **Art. 13 bis** (*par priorité*) (*augmentation du taux de prélèvement effectué sur la Française des jeux au profit du Fonds national pour le développement du sport*) (p. 6059) : son amendement n° I-63 : suppression du second alinéa de l'article 13 bis relatif aux modalités d'utilisation des recettes ainsi dégagées ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1994) - **Art. 9** (*par priorité*) (*aménagement du plafonnement des cotisations de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée*) (p. 6084) : son amendement n° I-46 : fixation du plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée à 4 % ; rejeté - **Avant l'art. 9** (p. 6104) : son amendement n° I-45 : cotisation minimale de taxe professionnelle instituée par la loi de 1980 relative à la fiscalité directe locale ; rejeté - **Après l'art. 9** (p. 6105) : ses amendements n° I-48 : situation des redevables assujettis à la taxe professionnelle dont le revenu est constitué de bénéfices non commerciaux ; et n° I-47 : conditions d'établissement de l'assiette de la taxe professionnelle ; rejetés - **Art. 9 bis** (*éléments d'information à fournir au Parlement sur les conséquences de divers aménagements du régime de la taxe professionnelle*) (p. 6108) : son amendement de suppression n° I-49 ; rejeté - **Art. 10** (*reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) (p. 6109) : son amendement n° I-106 : suppression de l'article ; relèvement du taux prévu à l'article 219 du code général des impôts ; rejeté - **Après l'art. 11** (p. 6111, 6112) : ses amendements n° I-59 : fixation du taux des impôts directs locaux ; et n° I-55 : dotation globale de fonctionnement ; rejetés - (p. 6115) : son amendement n° I-52 : abrogation de l'article 78 de la loi de finances pour 1986 relatif à la compensation entre les régimes spéciaux de protection sociale ; rejeté - (p. 6116) : son amendement n° I-54 : conditions d'éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA ; rejeté - (p. 6118) : son amendement n° I-58 : application des dispositions relatives aux exonérations de taxe professionnelle accordées par les collectivités locales aux entreprises ; rejeté - **Art. 12** (*institution de moyens nouveaux pour le financement des infrastructures de transport*) (p. 6119) : ses amendements n° I-61 de suppression et n° I-163 : fixation du tarif de la taxe ; rejetés - **Art. 12 ter** (*majoration du taux d'imposition des plus-values à long terme réalisées par les sociétés*) (p. 6128) : son amendement n° I-62 : restructuration du mode d'imposition des plus-values de cessions d'actifs ; rejeté - **Art. 13** (*dispositions relatives aux affectations sur divers comptes d'affectation spéciale*) (p. 6130) : avis défavorable sur cet article - **Art. 14** (*affectation au budget général des recettes des privatisations*) (p. 6136) : exemples de privatisations - Son amendement n° I-64, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la loi de privatisation du 19 juillet 1993 et de l'article 14 du présent projet qui en fait état ; rejeté - **Art. 17** (*extension d'attribution du Fonds de solidarité vieillesse, FSV, au régime des exploitants agricoles et au code des pensions civiles et militaires*) (p. 6139) : son amendement de suppression n° I-65 ; rejeté - **Après l'art. 17** (p. 6140) : son amendement n° I-66 : suppression de la contribution sociale généralisée pesant sur les revenus salariaux ainsi que sur les pensions et les revenus de remplacement ; rejeté - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 6157, 6158) : impôt sur le revenu - Situation des entreprises - Collectivités territoriales - Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

#### Deuxième partie :

**Défense** - (30 novembre 1994) (p. 6469, 6471) : évolution des crédits - Investissements - Défense nationale - Suppressions d'emplois - Défense européenne - Dissuasion nucléaire - Surarmement - Professionnalisation de l'armée - Service national - Le groupe communiste ne votera pas ce projet de budget.

**Enseignement supérieur et recherche** - II - **Recherche** - (5 décembre 1994) - **Examen des crédits** - **Etat B - Titre III** (p. 6743) : situation des établissements de recherche d'Orsay et du plateau de Saclay - Laboratoire national SATURNE - Projet SOLEIL.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (5 décembre 1994) (p. 6792) : inadaptation du budget aux besoins des départements et territoires d'outre-mer - Écart de niveau de vie entre la Métropole et les DOM-TOM - Absence de soutien au secteur agricole - (p. 6793) : nécessaire relance de la production et de la consommation - Réflexion sur l'élaboration d'un statut spécifique pour chaque département d'outre-mer - Vote négatif des sénateurs communistes et apparentés sur ce projet de budget.

#### Articles non rattachés :

(10 décembre 1994) - **Art. 42** (*relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre*

de l'emploi d'un salarié au domicile) (p. 7194) : son amendement n° II-67 : limitation des dépenses ouvrant droit à une réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile ; rejeté - **Après l'art. 42** (p. 7198) : son amendement n° II-68 ; conditions du retour à un abattement sur le revenu des charges qui ouvre droit à une réduction de l'impôt sur le revenu ; rejeté - **Après l'art. 48 quinquies** (p. 7224) : ses amendements n° II-70 : montant du dégrèvement des taxes d'habitation accordé aux contribuables les plus modestes ; et n° II-71 ; définition du revenu des ménages susceptibles de bénéficier des exonérations de taxe d'habitation ; rejetés - (p. 7229) : soutient l'amendement n° II-45 de Mme Paulette Fost (information des collectivités locales de l'identité des entreprises assujetties à la taxe professionnelle bénéficiant du plafonnement) - (p. 7230) : importance de la connaissance du rôle de la valeur ajoutée dans la détermination des bases de la taxe professionnelle - (p. 7231) : soutient l'amendement n° II-30 de Mme Paulette Fost (extension du dispositif de réquisition des logements inoccupés) - (p. 7232) : soutient l'amendement n° II-18 de Mme Paulette Fost (rapport du Gouvernement sur la CNRACL, Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) - (p. 7234) : son amendement n° II-69, soutenu par M. Robert Pagès : rapport du Gouvernement concernant la dépense nationale d'éducation ; rejeté - **Art. 49 (réforme du financement de l'allocation de revenu minimum d'insertion)** (p. 7236) : soutient l'amendement de suppression n° II-72 de Mme Marie-Claude Beaudeau - (p. 7239) : fraude fiscale.

#### Vote sur l'ensemble :

(10 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 7264, 7265) : perspectives du troisième millénaire - Fiscalité - Montant du déficit public - Progression des crédits militaires - Prélèvements obligatoires - Avec le groupe communiste, ne votera pas ce projet de loi de finances.

- **Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes [n° 99 (94-95)]** - (12 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7287, 7288) : programme de privatisation des entreprises du secteur public - Remboursement de la dette publique - Aspects négatifs des privatisations - Exemple des précédentes privatisations - (p. 7289) : obstacles à la privatisation de la SEITA - Bouleversement de la filière tabacole française ainsi que de l'action fiscale et sanitaire de la SEITA - Le groupe communiste se joint à la Fédération nationale des producteurs de tabac et à l'ensemble des syndicats du personnel de la SEITA pour demander le retrait de ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Deuxième lecture [n° 105 (94-95)]** - (14 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7468, 7471) : intégration européenne - Caractère néfaste des orientations territoriales - Déséquilibres régionaux - Privatisation des entreprises - Péréquation financière - Pression fiscale - Désengagement de l'Etat - Exemple de la SNCF - Entreprises - Dangers des dispositions prévues - Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte - **Art. 1<sup>er</sup> (principes de la politique d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 7475) : collaboration des organisations syndicales ou professionnelles - Besoins de la population - Se déclare opposé à cet article - **Art. 2 (schéma national d'aménagement et de développement du territoire)** (p. 7477) : consultation du Parlement - Se déclare opposé à cet article - **Art. 4 (directives territoriales d'aménagement)** (p. 7480) : soutient l'amendement de suppression n° 112 de M. Félix Leyzour - **Art. 5 (coordination)** (p. 7481, 7482) : soutient l'amendement de suppression n° 113 de M. Félix Leyzour - **Art. 11 quater (distribution de gaz)** (p. 7518) : se déclare opposé à l'amendement n° 110 de M. Bernard Barbier (alternative en cas d'impossibilité d'extension de dessertes de distribution de gaz par Gaz de France du fait des dispositions législatives et réglementaires en vigueur) assorti des sous-amendements n° 225 de la commission et n° 224 de M. Pierre Laffitte - **Art. 12 (lois de programmation quinquennales et information du Parlement)** (p. 7519) : soutient l'amendement n° 123 de M. Félix Leyzour (état récapitulatif des dépenses effectives des collectivités locales).

**Suite de la discussion** - (15 décembre 1994) - **Art. 17 C (péages autoroutiers dans la région d'Ile-de-France)** (p. 7552) : se déclare opposé à l'amendement n° 44 de la commission (rétablissement des dispositions proposées par la commission en première lecture).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 [n° 132 (94-95)]** - (19 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 7724, 7725) : déficit public - Mouvements opérés sur les recettes - Majoration du produit de l'impôt sur le revenu - Situation de l'impôt sur les sociétés - Structure de la fiscalité de l'Etat - Réduction des dépenses liées à la gestion de la dette - Accroissement des inégalités - Annulation de crédits de paiement et d'autorisations de programme destinés à la recherche - Avec le groupe communiste et apparenté, ne votera pas le projet de loi de finances rectificative - **Art. 1<sup>er</sup> (extension d'attributions du Fonds de solidarité vieillesse au régime des exploitants agricoles)** (p. 7728) : soutient l'amendement de suppression n° 33 de Mme Paulette Fost - **Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 7730) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Paulette Fost (pension de retraite servie aux retraités du régime agricole) - **Avant l'art. 13** (p. 7749) : soutient l'amendement n° 34 de Mme Paulette Fost (exonération d'impôt sur le revenu et de la CSG pour les rapatriés de traitement perçus actuellement par les fonctionnaires rapatriés d'Afrique du Nord et ayant la qualité d'ancien combattant de la Seconde guerre mondiale) - **Art. 26 bis (régime fiscal des opérations publiques d'échanges d'actions)** (p. 7758) : se déclare opposé à l'amendement n° 27 de M. Philippe Marini (extension du sursis d'imposition au remboursement d'obligations en actions de la même société).

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission chargée d'examiner la demande (n° 143, 94-95) de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 176 (94-95)] - (22 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8053) : respect de la justice - Les sénateurs communistes voteront les deux demandes de levée d'immunité parlementaire qui leur sont soumises ce jour.

- **Projet de loi relatif au prix des fermages - Nouvelle lecture [n° 194 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Art. 1<sup>er</sup>** (p. 8086) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de la commission (maintien du prix du bail quel que soit l'indice d'actualisation, dans la fourchette départementale) - **Explication de vote sur l'ensemble** : avec le groupe communiste et apparenté, votera contre le présent projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 182 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Discussion générale** (p. 8090, 8091) : péage sur les nouvelles autoroutes d'Ile-de-France - Desserte en gaz naturel - Dangers du texte - Rejet de ce texte par les sénateurs communistes et apparentés.

- **Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 193 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8107) : le groupe communiste et apparenté votera contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1994 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 187 (94-95)]** - (23 décembre 1994) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 8112) : divergences d'appréciation sur la situation économique et sociale et sur les choix budgétaires - Avec le groupe communiste et apparenté, votera contre le texte tel qu'il ressort des conclusions de la CMP.

**VOILQUIN (Albert)**, sénateur des Vosges (RI).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (JO Lois et décrets du 13 octobre 1994) ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 19 octobre 1994).

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, en application de l'article 22 du règlement

du Sénat, sur les perspectives d'avenir du transport aérien militaire [n° 272 (93-94)] (26 janvier 1994) - **Défense**.

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances** pour 1995 [n° 78 (94-95)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Air** - [n° 82 (94-95)] tome 7 (22 novembre 1994).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000** [n° 481 (93-94)] - (14 juin 1994) - **Discussion générale** (p. 2551, 2552) : personnels militaires - Conditions de vie et de travail - Réservistes - Gendarmerie - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** [n° 45 (94-95)] - **Suite de la discussion** - (17 novembre 1994) -

**Art. 8** (*intégration du laboratoire d'hydrologie à la Direction générale de la santé*) (p. 5721) : soutient l'amendement n° 72 de M. Guy Cabanel (modulation de la taxe exigée en matière d'hydrologie, extension de la taxe aux demandes d'autorisation et aux demandes d'expertises et suppression de cette dernière sur les demandes d'autorisation des dépôts d'eau minérale) .

- **Projet de loi de finances pour 1995** [n° 78 (94-95)].

*Deuxième partie :*

**Défense** - (30 novembre 1994) - Rapporteur pour avis (air) - (p. 6454, 6456) : réorganisation de l'armée de l'air - Evolution des crédits - Vieillesse de la flotte de combat - Accepte les crédits de l'armée de l'air - *A titre personnel* (p. 6463, 6466) : service national - Carrières militaires - Gendarmerie - Industrie française des munitions - Le groupe des RI votera ce projet de budget.